



**HAL**  
open science

# Impact de l'AGOA sur les pays éligibles : dynamique des échanges, dynamique de structure et dynamique des taux de croissance

Boniface Bounoung Fouda

## ► To cite this version:

Boniface Bounoung Fouda. Impact de l'AGOA sur les pays éligibles : dynamique des échanges, dynamique de structure et dynamique des taux de croissance. Economies et finances. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2008. Français. NNT : . tel-00289297

**HAL Id: tel-00289297**

**<https://theses.hal.science/tel-00289297>**

Submitted on 20 Jun 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON SORBONNE  
U.F.R DE SCIENCES ECONOMIQUES

|0|8|P|A| | | | | | |

IMPACT DE L'AGOA SUR LES PAYS ELIGIBLES :  
DYNAMIQUE DES ECHANGES, DYNAMIQUE DE STRUCTURE  
ET DYNAMIQUE DES TAUX DE CROISSANCE ?

Thèse en vue de l'obtention du grade de  
Docteur de l'Université de Paris I  
Discipline : Sciences Economiques  
Présentée et soutenue publiquement par

Boniface Bounoung Fouda

Directeur de thèse : Professeur Jean Claude Berthélémy

Mars 2008

JURY :

M. Jean-Pierre Laffargue,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Lionel Fontagné,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Gerard Lafay,	Professeur à l'Université Paris 2. Rapporteur
M. Federico Trionfetti,	Professeur à l'Université d'Aix-Marseille II. Rapporteur

*L'Université de Paris I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.*

© [2008] par [Boniface Bounoung Fouda]

All rights reserved.

"J'ai parcouru ce long chemin vers la liberté. J'ai essayé de ne pas hésiter ; j'ai fait beaucoup de faux pas. Mais j'ai découvert ce secret : après avoir gravit une haute colline, tout ce qu'on découvre, c'est qu'il reste beaucoup d'autres collines à gravir. Je me suis arrêté un instant pour me reposer, pour contempler l'admirable paysage qui m'entoure, pour regarder derrière moi la longue route que j'ai parcourue. Mais je ne peux me reposer qu'un instant ; avec la liberté viennent les responsabilités, et je n'ose m'attarder car je ne suis pas arrivé au terme de mon long chemin".

*Un long chemin vers la liberté,* Nelson Mandela (1994)

*A ma mère, anastasié Mbélé*  
*A mon feu père, lucien Fouda*  
*A ma fille, ana Bounoung Mbélé*

## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de thèse, le professeur Jean Claude Berthélémy, pour m'avoir fait confiance au cours de ces longues années, tout en me faisant partager son expérience et son enthousiasme. Je tiens également à remercier Monsieur Gérard Lafay et Monsieur Federico Trionfetti qui ont accepté d'être rapporteurs de cette thèse. Je remercie aussi Monsieur Jean-Pierre Laffargue et Monsieur Lionel Fontagné pour avoir accepté de faire partie du jury.

Je voudrais aussi remercier tout particulièrement Albert Bilong dont la confiance et le soutien indéfectible ont été déterminants dans la réalisation de ce travail.

Je voudrais ensuite remercier Monsieur Bill Jackson du bureau exécutif de l' AGOA à Washington DC qui a mis à ma disposition toute la documentation ainsi que les données nécessaires à la bonne fin de cette recherche.

Ma gratitude va ensuite à tous ceux qui par leurs remarques et leurs conseils m' ont permis, depuis plusieurs années, de réaliser ce travail. Je pense à Monsieur Phillipe Jolivadt, Monsieur Rahji, Faïda, Sonia Ben Kheder, Sonia Toumi, Nada Abdelkhader, Suzanne Amraish, Rodolphe Desbordes et Céline Azémar.

Mes chaleureux remerciements vont évidemment à tous mes frères et soeurs (Alain Etoundi, Jules Amougou, Sylvain Nguini, Eric Owona, Oscar Fouda, René Fouda, Dieudonné Owona, Alphonsine N' nang Fouda, Marguerite, Francis Owona, Ben Owona), belles sœurs et beau frère (Marthe, Andréa, Sophie, Hyacinthe) et bien sûr à Nnang Anastasie, à son Excellence Monsieur Bindzi et Madame , Jacques Daniel Abena, Cyriac Atangana, Tsanga Messi, Jean Claude Atangana, Moustapha, Kedissi Haykel, Abdou et Murielle. Je ne saurais oublier ma belle famille et tout particulièrement M. Obam Assam Samuel. Ces remerciements vont également à tous ceux qui de près ou de loin ont d' une manière ou d' une autre contribué à la réalisation de ce travail.

Mes derniers remerciements vont à Mengue M' Obam Muriel qui m'a apporté son amour et ses encouragements durant toutes ces années.

## ACRONYMES

ACP	Afrique Caraïbes et Pacifique
ADF	African Development Foundation
ANOVA	Analysis of Variance
AELE	Association Européenne de Libre-Echange
AFSS	Afrique Sub Saharienne
AGCI	African Global Competitiveness Initiative
AGOA	African Growth and Opportunity Act
ALENA	Accord de Libre- Echange Nord-Américain
APEC	Asia Pacific Economic Cooperation
APHIS	Animal and Plant Health Inspection Service
API	Agence de Promotion des Investissements
ARICEA	Association of Regulators of Information and Communications for Eastern and Southern Africa
ASEAN	Association of South East Asian Nations
ATA	American Trade Association
ATC	Agreement on Textiles and Clothing
ATPA	Andean Trade Preference Act
AVE	Accords Volontaires d'Exportation
BAD	Banque Africaine de Développement
CATTS	Consortium for Aviation Technology Transfers Center Support
CBERA	Caribbean Basin Economic Recovery Act
CBI	Caribbean Basin Initiative
CBTPA	Caribbean Basin Trade Partnership Act
CEA	Communauté Est Africaine
CEAAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté Economique Européenne
CEI	Communauté d'États Indépendants
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEPII	Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales

CEPLG	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CES	Constant Elasticity of Substitution
CGF	Credit Gurantee Facility
CIA	Central Intelligent Agency
CITA	Committee for the Implementation of Textile Agreements
CLDP	Commercial Law Development Program
CMS	Constant Market Shares
CNPF	Clause de la Nation la Plus Favorisée
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CTCI	Classification Type du Commerce International
CUA	Customs Union Agreement
DMC	Doubles Moindres Carrés
DOE	Department of Energy
DREE	Direction des Relations Economiques Extérieures
DSC	Dar es Salaam Corridor
DTIS	Diagnostic Trade Integration Studies
EAC	East African Community
EAMA	Europe, Afrique et Madagascar
EDDI	Education for Development and Democracy Initiative
EEPCO	Ethiopian Electric Power Company
EPA	Environmental Protection Agency
FAA	Federal Aviation Administration
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FCC	Federal Communications Commission
FHWA	Federal Highway Administration
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GGFR	Global Gas Flaring Reduction Initiative



GLS	Generalized Least Squares
GNSS	Global Navigation Satellite System
GSHA	Godisa Solar Hearing Aids
GSP	Generalized System of Preferences
GTN	Global Trade and Technology Network
HAP	Hospital Administration Program
HTS	Hamonized Tarrif Schedule
IC	Indice de Couverture
ICO	International Coffee Organization
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Indice de Développement Humain
IEHA	Initiative to End Hunger in Africa
IFPRI	International Food Policy Research
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development
IGADD	Inter-Governmental Authority on Drought and Development
IMF	International Monetary Fund
LDC	Less Development Countries
MBDA	Commerce Minority Business Development Agency
MCA	Millennium Challenge Account Initiative
MCG	Moindres Carrés Généralisés
MCO	Moindres Carrés Ordinaires
MERCOSUR	Marché Commun du Sud
MFA	Multifiber Arrangement
MFN	Most Favored Nation
MMG	Méthode des Moments Généralisés
MMG2E	Méthodes des Moments Généralisés à 2 Etapes
MMGD	Méthode des Moments Généralisés en Différence
MMGS	Méthode des Moments Généralisés en Système
MOSS	Market-Oriented, Sector-Selective
MOU	Memorandum of Understanding

MTA	Management Training for Africa
NAFTA	North American Free Trade Agreement
NCC	National Cotton Council
NCRD	Nigeria Coal Resource Development
NEC	National Economic Council
NITEL	Nigeria Telecommunication
NTCA	National Telecommunication Cooperative Association
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
NTR	Normal Trade Relations
OCDE	Organisation de la Coopération et du Développement Economique
OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
OIAC	Organisation Internationale de l'Aviation Civile
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
ONU	Organisation des Nations Unies
OPIC	Overseas Private Investment Corporation
OTII	The Office of Trade and Industry Information
PAC	Politique Agricole Commune
PAT	Programme d'Assistance Technique
PFP	Paprika Farming Project
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays Moins Avancés
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PVD	Pays en Voie de Développement
RATES	Regional Agricultural Trade Expansion Support
RDC	République Démocratique du Congo
REDSO	Regional Mission for East and Central Africa
SACU	Southern African Customs Union
SADC	Southern African Development Community

SAIBL	South Africa International Business Linkages
SBA	Small Business Administration
SGP	Système Généralisé des Préférences
SITC	Standard International Trade Classification
SPS	Sanitary and Phytosanitary Measures
SSFA	Safe Skies for Africa
STIPP	Short Term Insurance Pilot Program
SUR	Seemingly Unrelated Regression
TKC	Trans Kalahari Corridor
TMC	Triples Moindres Carrés
TMS	Tanzania Mtibwa Sugar
TRADE	Trade for African Development and Enterprise
TSA	Tous Sauf les Armes
UDEAC	Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UMPL	Uganda Marine Processing, Ltd.
UN	United Nations
URAA	Uruguay Round Agreements Act
USA	United Nations of America
USAID	United States Agency for International Development
USDA	United States Department of Agriculture
USDOT	United States Department of Transportation
USF	Universal Services Fund
USITC	United States International Trade Commission
USTDA	United States Trade and Development Agency
USTR	United States Trade Representative
VRA	Voluntary Restraint Agreement
WABNET	West Africa Business Women's Network
WAEMU	West African Economic & Monetary Union
WAIBL	West African International Business Linkages
WAIPA	World Association of Investment Promotion Agencies
WAMZ	West African Monetary Zone
WAPP	West Africa Power Pool
WARP	West Africa Regional Program
WDI	World Development Indicators
WTO	World Trade Organization
WTO SPSA	World Trade Organisation Sanitary and Phytosanitary Agreement
ZLE	Zone de Libre Echange

## RESUME

La mise en place de l' AGOA en mai 2000 a mis une fois de plus en exergue la vieille querelle de la problématique de l' impact d' un accord commercial sur la croissance économique des pays bénéficiaires. Toutefois, l' étude des textes constitutifs de l' AGOA nous a montré que cette loi, en tant que nouvel instrument de coopération économique des USA en direction des pays d' Afrique sub-saharienne, balaye un champ beaucoup plus large que celui d' un accord commercial. Pour cela, il nous est apparu opportun que l' étude de l' impact de l' AGOA aille au delà de la simple évaluation de l' impact de cette loi sur les échanges commerciaux. Notre étude a donc intégré l' impact de l' AGOA sur la dynamique de spécialisation, sur la dynamique de politiques économiques et sur la croissance économique des pays éligibles.

Nos résultats nous ont montré que la mise en place de l' AGOA a eu un effet positif sur les exportations des pays éligibles. Mais cet effet est apparu plus élevé sur l' augmentation des exportations des produits non traditionnels. Au niveau des instruments de politiques économiques, il est apparu que l' AGOA a eu un effet positif et significatif sur les dépenses publiques et le taux de change réel. En revanche, cet effet est apparu non significatif sur l' ouverture commerciale et sur l' inflation. L' AGOA a également eu un effet positif et significatif sur la croissance de la productivité apparente du travail et sur les investissements directs étrangers (IDE). Mais l' effet de l' AGOA sur les IDE est apparu plus élevé pour les pays producteurs de pétrole. Enfin, nos résultats nous ont montré que la mise en place de l' AGOA n' a pas eu d' influence significative sur la croissance du PIB par habitant des pays éligibles, mais cet effet est variant selon les régions. Grâce à une analyse critique de cette loi, nous avons démontré que pour améliorer l' efficacité de l' AGOA, il faut que cette loi soit plus dynamique, qu' elle réduise ostensiblement l' effet de la taxation progressive et qu' elle mette fin à l' incertitude de durée qui est inhérente à la révision annuelle de la liste des pays éligibles.

Mots clés : AGOA, Accords commerciaux, politique commerciale, modèle de gravité, modèle CMS, tests de signe, données de panel, panel dynamique, politiques économiques, croissance économique, triples moindres carré, méthode des moments généralisés, accords commerciaux avec incertitudes, dynamique des firmes.

## ABSTRACT

The setting up of AGOA in May 2000 gave rise to the old bicker concerning the problematic of the link between free trade and economic growth. Nevertheless, the AGOA's essential constituent showed us that, AGOA is the new tool of the economic cooperation between USA and Sub-Saharan African countries. Thereof, AGOA goes beyond the plain trade agreement. In this case, our study will consider others areas as specialization dynamics, economic policies dynamics and economic growth of the eligible countries.

Our results showed that, the AGOA's effect is positive on the exports of the eligible countries. But, we pointed up that, this effect is higher in the increase of the exports of the new products than the traditional products. We also found that, AGOA's effect on the economic policies is mitigated. This effect is positive and significant on the public expenditures and real exchange rate; by contrast, AGOA's effect is no significant on the "openness" and inflation. Our results also showed that, the AGOA's setting up has been positive for the labor productivity growth and the foreign direct investment (FDI). But, we brought to light the fact that, the positive effect of AGOA on FDI is focused on the oil-producing countries. At last, in world view, we observed that AGOA's effect is no significant on the GDP per capita growth. But this effect is contingent upon of the studied region. In addition, we proved that, AGOA can be more effective if it's become more dynamic, if it's cut down the effect of the gradual taxing and if it's delete the uncertainty of the AGOA's length. This uncertainty is introduced by the renewal of the AGOA's eligible countries at the end of every year.

Keywords : AGOA, Trade Agreements, Trade Policies, Gravity Benchmark, CMS Benchmark, Sign Tests, Panel Data, Dynamic Panel Data, Economic Policies, Economic Growth, Three Stage Least Squares, Generalized Least Squares, Generalized Method of Moments, Trade Agreements with Uncertainty, Firm Dynamics .

# TABLE DES MATIÈRES

RESUME . . . . .	2
ABSTRACT . . . . .	3
LISTE DES ANNEXES . . . . .	6
LISTE DES TABLEAUX . . . . .	7
TABLE DES FIGURES . . . . .	10
INTRODUCTION GENERALE . . . . .	15

## I OUVERTURE ECONOMIQUE ET DYNAMIQUE DES ECHANGES 27

CHAPITRE 1. ANALYSE DU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ENTRE LES ETATS-UNIS ET LES PAYS D'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE . . . . .	29
1.1. Avantages commerciaux . . . . .	30
1.1.1. Avantages commerciaux généraux . . . . .	30
1.1.2. Dispositions Particulières applicables aux textiles et vêtements . . . . .	37
1.2. Autres avantages et spécificités de l'AGOA . . . . .	44
1.2.1. Avantages relatifs aux investissements et à la coopération technique . . . . .	44
1.2.2. Critères et conditions d'éligibilité . . . . .	54
1.3. Structure économique et structure des échanges des pays éligibles . . . . .	56
1.3.1. L'Afrique Australe . . . . .	57
1.3.2. L'Afrique Centrale . . . . .	61
1.3.3. L'Afrique de l'Est . . . . .	64
1.3.4. L'Afrique de l'Ouest . . . . .	66
1.4. Conclusion . . . . .	71
CHAPITRE 2. AGOA COMME DYNAMIQUE DES ÉCHANGES ? . . . . .	73
2.1. Analyse théorique des échanges internationaux . . . . .	75
2.1.1. Fondements théoriques des échanges internationaux . . . . .	75
2.1.2. Impact sur les échanges des accords commerciaux préférentiels . . . . .	85
2.2. Impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles . . . . .	96
2.2.1. Analyse des données . . . . .	97
2.2.2. Impact de l'AGOA sur les exportations : analyse à travers le modèle de gravité . . . . .	97
2.2.3. Impact de l'AGOA sur les exportations : analyse à travers le modèle CMS- <i>Constant Market Shares</i> - . . . . .	115
2.3. Conclusion . . . . .	125

## II AGOA, OUVERTURE COMMERCIALE ET DYNAMIQUE DE STRUCTURE 127

CHAPITRE 3. AGOA COMME DYNAMIQUE DE SPÉCIALISATION ? . . . . .	129
3.1. Analyse de la dynamique de spécialisation à travers quelques indices . . . . .	133

3.1.1.	Analyse de la concentration et de la diversification : Une petite revue de la littérature . . . . .	133
3.1.2.	Evaluation empirique de la dynamique de spécialisation . . . . .	137
3.2.	Analyse de la dynamique de spécialisation à travers quelques modèles économétriques . . . . .	151
3.2.1.	Evaluation de la dynamique de spécialisation à travers le modèle de gravité . . . . .	151
3.2.2.	Evaluation de la dynamique de spécialisation à travers le modèle CMS 164	164
3.3.	Conclusion . . . . .	176
<b>CHAPITRE 4. AGOA COMME DYNAMIQUE DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ? . . .</b>		<b>180</b>
4.1.	Impact de l'AGOA sur les politiques économiques : Analyse théorique . . .	182
4.1.1.	Déterminants de politiques économiques . . . . .	183
4.1.2.	Modélisation de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques	202
4.2.	Impact de l'AGOA sur les politiques économiques : Analyse empirique . . .	207
4.2.1.	Analyse des données . . . . .	207
4.2.2.	Analyse globale . . . . .	209
4.2.3.	Analyse à l'échelle régionale . . . . .	217
4.3.	Conclusion . . . . .	233
 <b>III OUVERTURE COMMERCIALE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE, DURÉE ET INCERTITUDE DE DURÉE DE L'AGOA.</b>		
<b>235</b>		
<b>CHAPITRE 5. L'AGOA DANS LE PROCESSUS DE CROISSANCE : ENTRE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE ET VARIATION DE LA PRODUCTIVITÉ . . . . .</b>		<b>238</b>
5.1.	Impact de l'AGOA sur la localisation et la relocalisation des IDE . . . . .	240
5.1.1.	Analyse des enjeux et des déterminants des IDE . . . . .	240
5.1.2.	Analyse empirique de l'effet de l'AGOA sur les IDE . . . . .	244
5.2.	Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité . . . . .	269
5.2.1.	Modèle et méthode d'estimation . . . . .	269
5.2.2.	Analyse et interprétation des résultats . . . . .	278
5.3.	Conclusion . . . . .	293
<b>CHAPITRE 6. AGOA, OUVERTURE COMMERCIALE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</b>		<b>296</b>
6.1.	Ouverture commerciale et croissance économique : Analyse théorique . . .	297
6.1.1.	Etat des lieux de la littérature théorique et empirique . . . . .	298
6.1.2.	Modélisation de l'impact de l'AGOA sur la croissance économique	304
6.2.	Impact de l'AGOA sur la croissance économique : Analyse empirique . . .	319
6.2.1.	Analyse des données . . . . .	319
6.2.2.	Analyse globale . . . . .	320
6.2.3.	Analyse à l'échelle régionale . . . . .	326
6.3.	Conclusion . . . . .	346

CHAPITRE 7. ANALYSE CRITIQUE DE L'AGOA : ENTRE SURVIVANCE DES BARRIÈRES COMMERCIALES ET INCERTITUDE DE DURÉE, QUEL IMPACT SUR LES PAYS ÉLIGIBLES ? . . . . .	<b>349</b>
7.1. AGOA et survivance des barrières commerciales . . . . .	350
7.1.1. AGOA et survivance des barrières commerciales : cas du secteur agricole . . . . .	350
7.1.2. AGOA et survivance des barrières commerciales : cas du secteur des vêtements . . . . .	357
7.2. AGOA, durée et incertitude de durée : quel impact sur les pays éligibles. . . . .	362
7.2.1. Le modèle de base . . . . .	362
7.2.2. AGOA et incertitude temporelle . . . . .	371
7.3. Conclusion . . . . .	378
CONCLUSION GÉNÉRALE . . . . .	<b>380</b>
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	<b>385</b>



LISTE DES ANNEXES. . . . .	419
Annexe 1.A- Liste des produits éligibles dans le cadre de l'AGOA . . . . .	420
Annexe 1.B- Liste des pays éligibles au SGP . . . . .	502
Annexe 1.C- Règle d'origine appliquée dans le secteur textile et vêtements . . . . .	503
Annexe 1.D- Carte des pays éligibles au programme AGOA en 2004 . . . . .	509
Annexe 1.E-Carte des pays éligibles ayant le <i>visa</i> en 2004 . . . . .	510
Annexe 1.F-Liste des étoffes utilisées en quantités restreintes . . . . .	511
Annexe 2.A-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004 . . . . .	514
Annexe 2.B-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique de l'Est entre 1970 et 2004 . . . . .	516
Annexe 2.C-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique Centrale entre 1970 et 2004 . . . . .	518
Annexe 2.D-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004 . . . . .	520
Annexe 2.E-Poids des secteurs dans les exportations totales des pays éligibles pris globalement entre 1970 et 2004 . . . . .	522
Annexe 3.A-Indices d'Herfindahl et d'Entropie des pays AGOA entre 1989 et 2004 . . . . .	524
Annexe 3.B-Différentiel de variation sectorielle des importations américaines entre 2001 et 2004 . . . . .	538

## LISTE DES TABLEAUX

TABLE 1.1.	Pays d'Afrique sub-saharienne bénéficiaires du SGP en 2004 . . . . .	32
TABLE 1.2.	Pays d'Afrique sub-saharienne éligibles au programme AGOA en 2004	37
TABLE 1.3.	Pays AGOA détenteurs du "visa" d'exportation de vêtements en 2004	42
TABLE 2.1.	Part des régions en développement dans le commerce mondial entre 1980 et 2000 . . . . .	74
TABLE 2.2.	Exemple illustrant la théorie des avantages absolus . . . . .	76
TABLE 2.3.	Exemple illustrant la théorie des avantages comparatifs . . . . .	77
TABLE 2.4.	Résultat des estimations du modèle de gravité pour l'ensemble des pays AGOA . . . . .	110
TABLE 2.5.	Résultat des estimations du modèle de gravité des pays AGOA en fonction des régions . . . . .	111
TABLE 2.6.	Résultat des estimations du modèle de gravité en fonction des régions.	112
TABLE 2.7.	Evolution des exportations des pays AGOA (Base 100=2001) . . .	120
TABLE 2.8.	Décomposition des sources de l'augmentation des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	120
TABLE 2.9.	Décomposition par région des sources de l'augmentation des exportations entre 2001 et 2004 . . . . .	121
TABLE 2.11.	Décomposition des sources de l'augmentation des exportations de l'Afrique Australe entre 2001 et 2004 . . . . .	124
TABLE 3.1.	Analyse de l'évolution de la spécialisation de tous les pays AGOA entre 1989 et 2004 . . . . .	141
TABLE 3.2.	Analyse de l'évolution des indices de spécialisation de l'Afrique Australe en- tre 1989 et 2004 . . . . .	143
TABLE 3.3.	Analyse de l'évolution des indices de spécialisation de l'Afrique Centrale entre 1989 et 2004 . . . . .	144
TABLE 3.4.	Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique de l'Est entre 1989 et 2004 . . . . .	145
TABLE 3.5.	Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique de l'Ouest entre 1989 et 2004 . . . . .	146
TABLE 3.6.	Régression des indices de spécialisation des pays AGOA sur le trend temporel entre 1989 à 2004 . . . . .	147
TABLE 3.7.	Régression des indices de spécialisation des pays AGOA sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	147
TABLE 3.8.	Régression des indices de spécialisation de l'Afrique Australe sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	149
TABLE 3.9.	Régression des indices de spécialisation de l'Afrique Centrale sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	149
TABLE 3.10.	Régression des indices de spécialisation de l'Afrique de l'Est sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	150

## LISTE DES TABLEAUX—

TABLE 3.11. Régression des indices de spécialisation de l’Afrique de l’Ouest sur le trend temporel avant et après la mise en place de l’AGOA . . . . .	150
TABLE 3.12. Correspondance sectorielle à 1-digit selon la nomenclature CTCI ou SITC	152
TABLE 3.13. Impact de l’AGOA sur les pays éligibles pris globalement-analyse sectorielle- 155	
TABLE 3.14. Impact de l’AGOA sur l’Afrique Australe -analyse sectorielle- . . . . .	157
TABLE 3.15. Impact de l’AGOA sur l’Afrique de l’Ouest -analyse sectorielle- . . . . .	159
TABLE 3.16. Impact de l’AGOA sur l’Afrique Centrale -analyse sectorielle- . . . . .	161
TABLE 3.17. Impact de l’AGOA sur l’Afrique de l’Est -analyse sectorielle- . . . . .	163
TABLE 3.18. Décomposition des sources de variation des exportations de l’ensemble des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	166
TABLE 3.19. Décomposition des sources de variation des exportations de l’Afrique Australe entre 2001 et 2004 . . . . .	169
TABLE 3.20. Décomposition des sources de variation des exportations de l’Afrique Australe sans l’Afrique du Sud entre 2001 et 2004 . . . . .	170
TABLE 3.21. Décomposition des sources de variation des exportations de l’Afrique Australe sans l’Afrique du Sud et sans l’Angola entre 2001 et 2004 . . . . .	171
TABLE 3.22. Décomposition des sources de variation des exportations de l’Afrique de l’Ouest entre 2001 et 2004 . . . . .	172
TABLE 3.23. Décomposition des sources de variation des exportations de l’Afrique Centrale entre 2001 et 2004 . . . . .	174
TABLE 3.24. Décomposition des sources de variation des exportations de l’Afrique de l’Est entre 2001 et 2004 . . . . .	176
TABLE 4.1. Evaluation de l’identification des paramètres du modèle 4.42 . . . . .	206
TABLE 4.2. Impact de l’AGOA sur les politiques économiques des pays AGOA pris globalement . . . . .	215
TABLE 4.3. Impact de l’AGOA sur les politiques économiques des pays AGOA pris globalement . . . . .	216
TABLE 4.4. Impact de l’AGOA sur les politiques économiques des pays d’Afrique Australe . . . . .	221
TABLE 4.5. Impact de l’AGOA sur les politiques économiques des pays d’Afrique de l’Ouest . . . . .	225
TABLE 4.6. Impact de l’AGOA sur les politiques économiques des pays d’Afrique Centrale . . . . .	229
TABLE 4.7. Impact de l’AGOA sur les politiques économiques des pays d’Afrique de l’Est . . . . .	232
TABLE 5.1. Matrice des coefficients de corrélation . . . . .	250
TABLE 5.2. Impact de l’AGOA sur les flux d’IDE en direction des pays AGOA-pris globalement-(1970-2004) . . . . .	252
TABLE 5.3. Impact de l’AGOA sur les flux d’IDE en direction de l’Afrique Australe (1970-2004) . . . . .	255
TABLE 5.4. Impact de l’AGOA sur les flux d’IDE en direction de l’Afrique de l’Ouest (1970-2004) . . . . .	260

## LISTE DES TABLEAUX—

TABLE 5.5. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est (1970-2004) . . . . .	263
TABLE 5.6. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique Centrale (1970-2004) . . . . .	266
TABLE 5.7. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail des pays AGOA-pris globalement- . . . . .	280
TABLE 5.8. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique Australe . . . . .	283
TABLE 5.9. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique de l'Ouest . . . . .	286
TABLE 5.10. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique Centrale . . . . .	290
TABLE 5.11. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique de l'Est . . . . .	292
TABLE 6.1. Matrice des coefficients de corrélation . . . . .	322
TABLE 6.2. Impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays AGOA pris globalement . . . . .	325
TABLE 6.3. Impact de l'AGOA sur la croissance économique à travers le modèle ANOVA . . . . .	326
TABLE 6.4. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Australe	330
TABLE 6.5. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud . . . . .	331
TABLE 6.6. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest	334
TABLE 6.7. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Centrale	340
TABLE 6.8. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique de l'Est .	345
TABLE 7.1. Résumé de la règle d'origine appliquée aux pays AGOA dans le secteur des vêtements . . . . .	359

## TABLE DES FIGURES

FIGURE 1.1. Indice de Couverture du SGP des pays d'Afrique sub-saharienne entre 1989 et 2000 . . . . .	34
FIGURE 1.2. PIB par habitant de l'Afrique Australe et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	58
FIGURE 1.3. Evolution par produits des exportations de l'Afrique Australe vers les USA entre 1970 et 2004 . . . . .	59
FIGURE 1.4. Evolution des exportations de l'Afrique Australe vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 par type de produits miniers . . . . .	60
FIGURE 1.5. - Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique Australe et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	60
FIGURE 1.6. Evolution par produits des exportations de l'Afrique Centrale vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	62
FIGURE 1.7. Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique Centrale et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	62
FIGURE 1.8. Evolution du PIB par habitant de l'Afrique Centrale et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	63
FIGURE 1.9. Evolution du PIB par habitant de l'Afrique de l'Est et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	64
FIGURE 1.10. Evolution par produits des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	65
FIGURE 1.11. Evolution de échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Est et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	66
FIGURE 1.12. Evolution du PIB par habitant de l'Afrique de l'Ouest et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	67
FIGURE 1.13. Evolution par produits des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	68
FIGURE 1.14. Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	69
FIGURE 1.15. Part de chaque région dans les exportations totales des pays AGOA vers les Etats-Unis entre 1970 2004 . . . . .	70
FIGURE 1.16. Evolution par produits des exportations des pays AGOA vers les USA (1970-2004). . . . .	70
FIGURE 1.17. Evolution des échanges commerciaux entre l'ensembe des pays AGOA et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	71
FIGURE 2.1. Représentation de l'échange international dans la théorie ricardienne . . . . .	78
FIGURE 2.2. Représentation graphique de l'échange international dans le théorème HO . . . . .	80
FIGURE 2.3. Economies d'échelle et pertes dues à l'échange international . . . . .	84
FIGURE 2.4. Evolution du nombre d'accords commerciaux régionaux notifiés au GATT/OMC entre 1948 et 2004 . . . . .	85
FIGURE 2.5. Création de commerce et bien-être dans l'analyse de Viner . . . . .	87

## TABLE DES FIGURES—

FIGURE 2.6.	Détournement de commerce et bien-être dans l'analyse de Viner . . .	88
FIGURE 2.7.	Accord commercial préférentiel et bien-être : cas de coûts de production croissants . . . . .	90
FIGURE 2.8.	Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits originaires du pays bénéficiaire (b) des préférences . . . . .	93
FIGURE 2.9.	Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits originaires du pays non bénéficiaire (w) des préférences . . . . .	93
FIGURE 2.10.	Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits domestiques (d) . . . . .	94
FIGURE 2.11.	Relation entre les exportations des pays AGOA et la distance par rapport aux Etats-Unis . . . . .	108
FIGURE 2.12.	Evolution des exportations des pays AGOA par région entre 2000 et 2004 (Base 100=2000). . . . .	109
FIGURE 2.13.	Analyse transversale des exportations totales des pays éligibles avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	113
FIGURE 2.14.	Analyse transversale des exportations non minières des pays éligibles avant et après l'AGOA . . . . .	114
FIGURE 2.15.	Analyse transversale des exportations non minières des pays éligibles sans l'Afrique du Sud avant et après l'AGOA . . . . .	115
FIGURE 2.16.	Représentation schématique du Modèle CMS . . . . .	116
FIGURE 2.17.	Origines de l'augmentation des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	121
FIGURE 2.18.	Evolution des exportations de l'Afrique Australe en fonction des pays entre 1970 et 2004 . . . . .	124
FIGURE 2.19.	Evolution de l'indice de couverture de l'AGOA (2001 et 2004). . . .	125
FIGURE 3.1.	Simulation de l'évolution des indices de spécialisation dans une économie diversifiée . . . . .	138
FIGURE 3.2.	Simulation de l'évolution des indices de spécialisation dans une économie concentrée . . . . .	139
FIGURE 3.3.	Evolution des indices de spécialisation dans les pays AGOA entre 1989 et 2004 . . . . .	142
FIGURE 3.4.	Répartition des exportations* du secteur 8 des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	153
FIGURE 3.5.	Répartition des exportations* du secteur 3 des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	154
FIGURE 3.6.	Evolution des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis dans le secteur 3 entre 1970 et 2004 . . . . .	158
FIGURE 3.7.	Evolution des exportations de l'Afrique Centrale vers les Etats-Unis dans le secteur 8 entre 1970 et 2004 . . . . .	160
FIGURE 3.8.	Evolution des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis dans le secteur 8 entre 1970 et 2004 . . . . .	162
FIGURE 3.9.	Evolution des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis dans le secteur 4 entre 1970 et 2004 . . . . .	164

## TABLE DES FIGURES—

FIGURE 4.1. Evolution de l'écart de productivité et du taux de change réel entre les Etats-Unis et l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	212
FIGURE 4.2. Evolution des variables de politique économique dans les pays AGOA pris globalement . . . . .	217
FIGURE 4.3. Evolution des variables de politique économique en Afrique Australe	220
FIGURE 4.4. Evolution de la Productivité du travail en Afrique Australe (base 100=1970) . . . . .	222
FIGURE 4.5. Evolution des variables de politique économique en Afrique de l'Ouest	223
FIGURE 4.6. Evolution des variables de politique économique en Afrique Centrale	228
FIGURE 4.7. Evolution des variables de politique économique en Afrique de l'Est .	231
FIGURE 5.1. Comparaison des flux d'IDE entre les 5 premiers pays exportateurs de pétrole(+) et les 5 premiers pays exportateurs des produits non miniers et non pétroliers(*) entre 1970 et 2004 . . . . .	251
FIGURE 5.2. Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004 . . . . .	254
FIGURE 5.3. Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique du Sud et dans le reste de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004 . . . . .	256
FIGURE 5.4. Evolution des flux d'IDE en direction de l' Angola, de l'Afrique du Sud et dans le reste de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004 . . . . .	256
FIGURE 5.5. Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique Australe avant et après l'AGOA . . . . .	257
FIGURE 5.6. Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004 . . . . .	259
FIGURE 5.7. Evolution des flux d'IDE en direction du Nigeria et vers le reste des pays d'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004 . . . . .	259
FIGURE 5.8. Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique de l'Ouest avant et après l'AGOA . . . . .	261
FIGURE 5.9. Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est entre 1970 et 2004 . . . . .	262
FIGURE 5.10. Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique de l'Est avant et après l'AGOA . . . . .	264
FIGURE 5.11. Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique Centrale entre 1970 et 2004 . . . . .	267
FIGURE 5.12. Evolution des flux d'IDE en direction du Tchad et du reste des pays d'Afrique Centrale entre 1970 et 2004 . . . . .	267
FIGURE 5.13. Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique Centrale avant et après l'AGOA . . . . .	268
FIGURE 5.14. Evolution des IDE et du taux de change réel en Afrique Centrale entre 1970 et 2004 . . . . .	268
FIGURE 5.15. Cadre conceptuel de l'analyse de la productivité . . . . .	271
FIGURE 5.16. Analyse de la productivité et de la croissance de la productivité du travail de l'ensemble des pays éligibles . . . . .	279

## TABLE DES FIGURES—

FIGURE 5.17. Analyse du lien entre croissance de la productivité et instabilité politique dans les pays d’Afrique Australe entre 1970 et 2004 . . . . .	282
FIGURE 5.18. Analyse de la productivité et de la croissance de la productivité par heure travaillée en Afrique Australe . . . . .	284
FIGURE 5.19. Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d’Afrique Australe avant et après l’AGOA . . . . .	285
FIGURE 5.20. Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d’Afrique de l’Ouest avant et après l’AGOA . . . . .	287
FIGURE 5.21. Analyse transversale du lien entre taux de scolarisation et croissance de la productivité dans les pays d’Afrique Centrale (1970-2004) . . . . .	289
FIGURE 5.22. Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d’Afrique Centrale avant et après AGOA . . . . .	289
FIGURE 5.23. Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d’Afrique de l’Est avant et après l’AGOA . . . . .	293
FIGURE 6.1. Croissance économique et convergence des pays éligibles . . . . .	323
FIGURE 6.2. Analyse transversale par région du taux de croissance du PIB par tête des pays éligibles avant et après l’AGOA . . . . .	324
FIGURE 6.3. Croissance économique et convergence en Afrique Australe . . . . .	329
FIGURE 6.4. Analyse transversale du taux de croissance du PIB par tête des pays d’Afrique Australe avant et après l’AGOA . . . . .	329
FIGURE 6.5. Croissance économique et convergence en Afrique de l’Ouest . . . . .	333
FIGURE 6.6. Evolution du taux de croissance du PIB par tête des pays d’Afrique de l’Ouest selon le caractère pétrolier ou non des pays entre 1970 et 2004 . . . . .	335
FIGURE 6.7. Analyse transversale du taux de croissance du PIB par tête des pays d’Afrique de l’Ouest avant et après l’AGOA. . . . .	335
FIGURE 6.8. Croissance économique et convergence des pays d’Afrique Centrale . . . . .	338
FIGURE 6.9. Evolution théorique de la $\sigma$ convergence . . . . .	339
FIGURE 6.10. Croissance économique et convergence des pays d’Afrique Centrale . . . . .	339
FIGURE 6.11. Analyse transversale de la relation entre taux de croissance du PIB par tête et flux d’IDE en Afrique Centrale . . . . .	341
FIGURE 6.12. Analyse transversale de la relation entre taux de croissance et instabilité politique en Afrique Centrale (1970 et 2004) . . . . .	341
FIGURE 6.13. Analyse transversale du taux de croissance des pays d’Afrique Centrale avant et après l’AGOA . . . . .	342
FIGURE 6.14. Croissance économique et convergence des pays d’Afrique de l’Est . . . . .	344
FIGURE 6.15. Evolution des échanges commerciaux de l’Afrique de l’Est . . . . .	344
FIGURE 6.16. Analyse transversale du taux de croissance du PIB par tête des pays d’Afrique de l’Est avant et après la mise en place de l’AGOA . . . . .	346



## TABLE DES FIGURES—

FIGURE 7.1. Evolution du prix du Café entre 1970 et 2004 . . . . .	352
FIGURE 7.2. Evolution du prix du Cacao entre 1970 et 2004 . . . . .	352
FIGURE 7.3. Evolution du prix du coton selon l'Indice A de Cotton Outlook entre 1970 et 2004 . . . . .	353
FIGURE 7.4. Evolution des exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis par part sectorielle entre 1970 et 2004 . . . . .	356
FIGURE 7.5. Evolution comparative des exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis et du prix du baril de pétrole entre 1970 et 2004 . . . . .	357
FIGURE 7.6. Analyse en équilibre partiel de l'impact des préférences* AGOA sur les pays éligibles dans le secteur des vêtements . . . . .	360
FIGURE 7.7. Analyse en équilibre partiel de l'impact de la dynamique (ou de l'incertitude) des préférences* sur les pays éligibles dans le secteur* des vêtements . . . . .	361
FIGURE 7.8. Etat d'équilibre d'une économie spécialisée . . . . .	369
FIGURE 7.9. Nombre de firmes dans chaque secteur en fonction des équations de profits . . . . .	369
FIGURE 7.10. Nombre de firmes dans l'économie selon les équilibres . . . . .	371
FIGURE 7.11. Equilibre représentant le nombre de firmes dans chaque secteur . . . . .	373
FIGURE 7.12. Evolution des profits dans le secteur a . . . . .	373
FIGURE 7.13. Evolution des salaires dans le secteur b . . . . .	374
FIGURE 7.14. Evolution des salaires dans le secteur a . . . . .	374
FIGURE 7.15. Evolution des profits dans le secteur b . . . . .	375
FIGURE 7.16. Evolution des équilibres représentant le nombre de firmes dans chaque secteur . . . . .	376
FIGURE 7.17. Evolution des profits du secteur a . . . . .	377
FIGURE 7.18. Evolution des salaires du secteur b . . . . .	377
FIGURE 7.19. Evolution des salaires du secteur a . . . . .	378
FIGURE 7.20. Evolution des profits du secteur b . . . . .	378

## INTRODUCTION GENERALE

La fin du bipolarisme du monde hérité des accords de Yalta a été marquée par la chute du mur de Berlin, toutefois c'est le phénomène de mondialisation qui a entériné cette nouvelle configuration du monde. Cette mondialisation ou libéralisation des échanges à l'échelle planétaire s'est essentiellement réalisée au travers de huit cycles de négociations multilatérales entrepris sous le GATT.

Le premier cycle de négociation dénommé cycle de Genève a eu lieu en 1947 et concernait 23 participants, ses principaux résultats ont été la réduction des tarifs douaniers sur 45 000 produits ; le deuxième cycle de négociation d'Annecy en 1949 a enregistré 13 participants et a porté sur une réduction moyenne de 25% des tarifs douaniers. Le troisième cycle de Torquay qui s'est tenu entre 1950 et 1951 a également porté sur une réduction moyenne de 25% des tarifs douaniers mais concernait 55 000 produits, 38 pays étaient présents. Le quatrième cycle tenu à Genève en 1956 avec 26 participants a été un échec, aucune véritable décision n'a été annoncée. Le cinquième cycle de Dillon s'est tenu entre 1961 et 1962, ce cycle a été marqué par de nouvelles réductions tarifaires sur 60 000 produits, il y avait 26 participants<sup>1</sup>. Le cycle Kennedy est le sixième, il a été marqué par une réduction tarifaire moyenne de 35% mais les Etats-Unis ont demandé à maintenir d'importants pics tarifaires. Il s'est tenu entre 1964 et 1967 et a enregistré 48 participants. Le septième cycle est celui de Tokyo, il s'est tenu entre 1973 et 1979 et a enregistré 102 participants, ses principaux résultats ont été la réduction tarifaire moyenne de 33%. De plus, 9 accords plurilatéraux abordant les obstacles non tarifaires au commerce et 4 arrangements spécifiques ont été conclus. Le huitième et dernier cycle est celui de l'Uruguay (1986-1993), son apport le plus important réside dans la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Contrairement au GATT<sup>2</sup>, l'OMC est une organisation internationale à part entière dont le rôle n'est plus confiné au seul commerce de marchandises, elle a également vocation à réglementer le commerce des services ainsi que tous les aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Le phénomène de mondialisation accéléré par les négociations de l'Uruguay round (1986-1993) a affecté de manière décisive la physionomie de l'économie mondiale. Ce phénomène représente à l'heure actuelle l'évolution la plus fondamentale et la plus caractéristique de

---

<sup>1</sup>Il faut noter qu'au cours de ce cycle, la communauté européenne s'est présentée ici pour la première fois comme une entité négociatrice.

<sup>2</sup>Le GATT n'était qu'un accord, sans instance permanente, signé au départ entre 23 pays. Cet accord se limitait à définir : (i) les obligations des parties contractantes ; (ii) les exceptions à ces obligations ; (iii) un ensemble d'amendements ajoutés successivement ; (iv) les articles ayant trait aux Pays en développement (PED). Le principe le plus important est «la clause de la nation la plus favorisée » (tout avantage conféré par un membre à un pays tiers, y compris à un non membre, doit être immédiatement accordé à tous les autres membres) qui assure un traitement identique dans les négociations commerciales quel que soit le partenaire. D'autres principes concernant la réciprocité des concessions tarifaires et la transparence des politiques commerciales ont également été adoptés.

l' économie monde depuis la première moitié des années quatre vingt dix (Pantz, 1998). Ce système commercial repose sur le postulat selon lequel, la liberté des échanges est un gage de prospérité. La logique de la mondialisation est de faire échapper la régulation économique (marchande ou financière) de l' influence souveraine des Etats. Elle tend également à annihiler le discernement qui existe entre les intérêts étrangers et nationaux. Sa réalisation est conditionnée par la suppression des discriminations et par l' abaissement effectif des obstacles au commerce qui ont pour effet de décloisonner les échanges internationaux des biens et des services. La mise en place de ce nouveau système international des échanges a été rendu possible grâce à des facteurs endogènes (mise en place des politiques multilatérales de libéralisation des changes, des échanges commerciaux et progrès des intégrations régionales) mais également grâce à des facteurs exogènes (effondrement du communisme et cætera). Toutefois, d' autres facteurs d' ordre techniques ou technologiques comme l' explosion des nouvelles technologies de l' information et de la communication et le développement des moyens de transport ont aussi concouru de manière déterminante à la mise en place de ce nouvel ordre économique international. En tout état de cause, la mondialisation apparaît comme un phénomène complexe et multidimensionnel.

Le but affiché de la mondialisation, c' est de conduire les économies vers un libre-échange mondial où le critère déterminant des échanges est la compétitivité des économies qui elle-même est déterminée soit par le différentiel qui existe dans la distribution des facteurs de production soit par les économies d' échelle dynamiques<sup>3</sup>. Mais une conséquence inéluctable de la mondialisation qui est souvent source de rejet de la part de certains Etats est la perte de souveraineté dans la mise en oeuvre des politiques économiques. En effet, une économie mondialisée accentue l' interdépendance des Etats en rendant presque obligatoire leur coopération. Certes, cette coopération touche de façon inégale les pans des économies nationales mais l' intégration de nouveaux secteurs d' activité dans les agendas de coopération ne cessent de croître. Les secteurs relatifs au commerce extérieur, au développement industriel et technologique et à la monnaie font déjà l' objet d' une coopération renforcée au niveau international ; ce qui fait que l' espace territorial national qui sert de cadre à l' action étatique est progressivement dépassé au profit d' une vision globale qui elle-même ne cesse de s' enchaîner. Les multinationales exploitent à merveille cette enchaînement de l' espace monde au niveau réglementaire afin de déployer leurs activités industrielles à l' échelle de la planète. Ces entreprises transnationales re/localisent ainsi leurs industries en mettant en concurrence les Etats grâce à la prise en compte des différentiels d' avantages comparatifs existants entre ces derniers.

En fait, les mécanismes introduits par le libre-échange dont le bras séculier fut d' abord le GATT et plus tard l' OMC, visent tout à la fois à renforcer la coopération et/ou l' intégration économique de tous les pays -développés ou en développement- dans l' économie monde. Mais au regard des performances économiques des différentes composantes de l' espace monde, force est de croire que ce vœux reste pieux. En effet, si l' Asie jadis sous-développée est aujourd' hui citée comme un exemple réussi de développement et d' inté-

---

<sup>3</sup> Ce sont les modèles de concurrence imparfaite (Krugman P., 1979), (Helpman E., 1981), (Helpman E. & Krugman P., 1985) qui sont à la base de cette analyse. L' échange international ici est déterminé par les économies d' échelle internes ou externes.

gration des économies extraverties dans le système économique international, en revanche, l'hétérogénéité des trajectoires nationales (stagnation des économies d'Amérique latine ou échec des économies africaines) n'ont pas manqué de renouveler les réflexions théoriques sur le bien fondé de certains mécanismes du tout libre-échange (Meade, 1955) ; (Johnson, 1965) ; (Bhagwati, 1971) ; (Corden, 1971)<sup>4</sup>.

Dans cette optique, le regain des processus d'intégration régionale observé en Afrique sub-saharienne depuis le début des années 90 était censé réduire la marginalisation de ce continent dans les échanges mondiaux en créant les trafics commerciaux d'abord intra régionaux puis inter régionaux et puis plus tard, intercontinentaux. Mais au delà de la création des trafics commerciaux (Viner, 1950), ces processus d'intégration régionale avaient pour but d'atténuer la segmentation des marchés, de générer les gains de bien-être par la diversification des produits mais aussi d'engager les entreprises dans un processus de spécialisation efficiente de leurs productions et enfin de développer les effets d'agglomération (Krugman, 1991). Selon Krugman (1991), la force centripète, dite de demande ou de taille de marché, combine un effet amont (les firmes se concentrent là où il existe un vaste marché et un vaste marché existe là où les firmes sont nombreuses) et un effet aval (les agents préfèrent vivre près d'une concentration des firmes dans la mesure où les biens y sont moins coûteux et les salaires réels plus élevés). Cette force est d'autant plus importante que le degré d'économies d'échelle et les dépenses en biens sont élevés. A partir du moment où ces conditions économiques sont mises en place, la force centripète engendre un effet cumulatif de concentration d'un ou de plusieurs secteurs industriels (via la mobilité des travailleurs en réponse aux différentiels de salaire) dans cette région. En outre, l'agglomération peut être un facteur de croissance économique, permettant de stimuler les autres facteurs de production de façon directe (amélioration des processus de production grâce à l'innovation, amélioration des échanges d'information grâce aux infrastructures de transport et de communication...) et indirecte par le biais des économies d'agglomération.

Mais de toute évidence, à la fin des années 90, les processus d'intégration régionale en Afrique n'ont pas permis d'enclencher les mécanismes ci-dessus décrits. L'analyse des faits stylisés nous permet de constater que la part des échanges intra régionaux d'Afrique sub-saharienne était de 12% en 1999, tandis qu'au cours de la même période, 80% des échanges de ce sous-continent se faisaient avec les pays de l'OCDE<sup>5</sup>. Les raisons de cet échec sont multiples, tout d'abord la nature des spécialisations des économies africaines offre, *de facto*,

<sup>4</sup> En effet, la théorie des divergences intérieures développées par Meade J.E. (1955), Johnson H.G. (1965), Bhagwati J. (1971) et Corden M. (1971) pose le problème de la non optimalité du libre-échange. Selon les tenants de cette théorie, le libre-échange ne mène pas forcément à l'optimum car il ne tient compte ni des effets secondaires du libre-échange en terme d'impact sur la distribution des revenus et d'emploi encore moins des objectifs que les gouvernements pourraient poursuivre en terme d'industrialisation (industries naissantes) ou de formation du capital humain. Un autre facteur limitant qui est souvent reproché au libre-échange est parfois le manque de concurrence pure et parfaite.

<sup>5</sup> Ceci laisse penser à une configuration de type « moyeu-rayon ». Selon De Melo & Grether (1997), les gains issus de ce type d'échanges iront surtout au centre (pays de l'OCDE), les pays de la périphérie (pays d'Afrique sub-saharienne dans le cas d'espèce) risquant d'être marginalisés. Les gains du centre proviennent du fait qu'ils créent en permanence du commerce avec le rayon tandis qu'il y a destruction du commerce entre les membres du rayon du fait de certaines difficultés liées à la structure de leurs économies ou de la disponibilité des infrastructures de transport.

très peu de potentiels en termes de diversification des échanges<sup>6</sup>. Ensuite, la faible quantité et la mauvaise qualité des infrastructures de transport et des moyens de télécommunication constituent une entrave majeure à la dynamique intégrative. Mais pour De Melo et *alii.* (1997), la principale cause de l'échec des intégrations régionales africaines est la difficulté de créer des schémas de compensation satisfaisants pour les perdants.

Ces questions de faible participation des pays en développement dans l'économie mondiale étaient déjà d'actualité depuis le début des années soixante. Ces pays accusaient le GATT de soutenir l'échange inégal<sup>7</sup> (Marx, 1859) avec les pays du Nord et de ne pas mettre en oeuvre des règles leur permettant de protéger leurs industries ou encore de ne pas leur permettre d'avoir des accords préférentiels avec leurs partenaires du Nord plus développés. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) créée en 1964 lors de la conférence de Genève est devenue une «caisse de résonance» des revendications des pays du tiers monde, ceux-ci prônant un traitement spécial et différencié de leurs produits. Aussi dès 1965, une partie spécifique (la partie IV) des règlements du GATT est consacrée au commerce et au développement. Cette partie permet de justifier des contingents destinés à protéger un secteur industriel naissant et de remettre en cause le principe de réciprocité des préférences<sup>8</sup>. Le système généralisé des préférences (SGP) qui constituait une dérogation au principe de la clause de la nation la plus favorisée a de ce fait été légalisé en 1971 ("clause de l'habilitation").

Du fait des relations anciennes qu'elle a toujours entretenu avec l'Afrique, l'Europe à travers la Communauté Economique Européenne aujourd'hui Union Européenne (UE) fût la première région du monde développé à tirer les conséquences des dynamiques réglementaires du commerce international en faveur des pays en développement (PVD). L'Union Européenne a ainsi proposé à un certain nombre de PVD un accord préférentiel non réciproque à travers les accords de Lomé. Le premier des accords de Lomé fut signé en 1975 et depuis, ils ont été renouvelés en 1979, en 1984 et 1989. Ces accords sont devenus en 2000 la convention de Cotonou.

La convention de Cotonou associe aujourd'hui l'Union Européenne et 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour une période de 20 ans (révisée tous les 5 ans). Cet accord fixe à la fois les règles régissant les échanges commerciaux et les mesures de coopération technique et d'aide publique au développement. Depuis l'année 2000, la convention de Cotonou maintient le niveau des préférences tarifaires accordées par les accords de Lomé, mais reconnaît l'intégration régionale comme l'instrument clé

---

<sup>6</sup> Les structures de demande et de production des pays africains ne sont pas suffisamment complémentaires pour générer une création significative des trafics commerciaux et les unions (exceptée peut être celle impliquant l'Afrique du Sud) sont trop petites pour que des économies d'échelle soient réalisables (Collier & Gunning, 1996).

<sup>7</sup> C'est la théorie de l'échange inégal ; cette théorie trouve ses origines dans l'analyse marxiste. Elle transpose au plan des rapports commerciaux internationaux les rapports de classes sur le plan interne, c'est à dire qu'elle considère l'échange commercial international comme reposant sur une inégalité des richesses naturelles ou factorielles des pays.

<sup>8</sup> Par exemple, le principe de réciprocité des préférences constituait le coeur des accords EAMA (Europe Afrique et Madagascar) de Yaoundé I en 1961 et Yaoundé II en 1969. Ce principe a été réintroduit par la convention de Cotonou en 2000 à travers les accords de partenariat économiques (APE) après plusieurs années de mise en veille durant l'existence des accords de Lomé (1975-2000).

de l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale. La convention de Cotonou débouchera sur la création en 2008 d'un accord de libre-échange, *exit* les préférences unilatérales ; à cette date, devront être mis en place des accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays ACP regroupés en blocs régionaux (Union économique et monétaire ouest-africaine, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, Communauté de l'Afrique de l'Est, Communauté des Caraïbes). Cet accord prévoit néanmoins la possibilité de négociations pays par pays.

Du point de vue analytique, les résultats obtenus par les accords de Lomé devenus convention de Cotonou sont peu satisfaisants. D'après la commission européenne<sup>9</sup>, la part des exportations des pays ACP sur le marché de l'UE ne cesse de s'éroder. Ainsi, en 1980, les exportations des pays ACP occupaient 7,7% des importations totales de l'UE, cette part est tombée à 4,7% en 1990 puis à 2,7% en 2000. Même la mise en place de l'initiative "tous sauf les armes" en 2001 n'a pas inversé cette tendance. D'ailleurs d'après l'OCDE (2004), le taux d'utilisation de cette initiative est de moins de 3%.

Globalement l'échec de cet accord peut être dû à de nombreux facteurs parmi lesquels :

- l'étroitesse de la marge préférentielle,
- le recours aux barrières non tarifaires,
- la faible visibilité des préférences à un horizon "long court" dû notamment à l'aménagement continu des préférences (cas du système de gradation),
- mais surtout la complexité du respect des règles d'origine (cas de la clause de double transformation pour les produits d'habillement) ; ce qui a pour conséquence le confinement des exportations des pays ACP à des produits de base ayant des termes de l'échange faibles ou en baisse continue.

Malgré des résultats assez décevants sur le plan commercial, il faut cependant noter que les accords UE/ACP dans leur globalité avaient des initiatives encourageantes notamment le STABEX<sup>10</sup> et le SYSMIN<sup>11</sup>.

Pendant que l'Europe offrait des avantages commerciaux à un certain nombre de PVD<sup>12</sup>,

---

<sup>9</sup> L'étude de la Commission européenne a été reprise par une étude de la Commission économique de l'Afrique réalisée par Mold (2005). Cette étude montre que, entre 1988 et 1997, les exportations en volume des pays ACP vers l'UE ont augmenté de moins de 4% alors que dans le même temps, les exportations des autres PVD se sont accrues de près de 75%.

<sup>10</sup> Le STABEX est le système de stabilisation des exportations des produits agricoles mis en place par l'Union Européenne pour financer les secteurs agricoles des pays ACP lorsque ceux-ci sont mis en difficulté par la baisse de leurs recettes d'exportations. Le système garantit aux pays bénéficiaires, un transfert de ressources financières égales en totalité ou en partie à la différence entre la valeur effective et le niveau de référence. Un niveau de référence est fixé pays par pays. Mais ce système fait l'objet de nombreuses critiques -non fondées- de la part des pays bénéficiaires depuis que l'UE a introduit en 1990 un cadre d'obligations mutuelles (COM).

<sup>11</sup> Tout comme le STABEX, le SYSMIN est un système de stabilisation de recettes d'exportations qui concerne les produits miniers. Ce système est soumis aux mêmes contraintes imposées dans le STABEX.

<sup>12</sup> En plus des dispositions contenues dans la convention de Cotonou, l'Union Européenne décida le 26 février 2001 de supprimer les quotas et les tarifs pour l'ensemble des importations de produits en provenance de 49 pays les moins avancés (PMA) à l'exception des armes et des munitions : C'est l'initiative Tous Sauf les Armes (TSA). La libéralisation sera néanmoins progressive pour trois produits agricoles sensibles (le riz, le sucre et les bananes) dans le but d'adapter les dispositions de la PAC sur ces trois produits. Afin de compenser ce délai, l'UE a créé un quota à tarif nul sur le sucre et le riz.

les Etats-Unis de leur côté ont décidé de faire autant. Ainsi, plus de dix ans après la légalisation du principe de non réciprocité par le GATT à travers le SGP, les Etats-Unis ont créé le 5 août 1983 en plus de leur SGP, la *Caribbean Basin Economic Recovery Act (CBERA)*<sup>13</sup> plus connue sous le nom de *Caribbean Basin Initiative (CBI)*.

La *Caribbean Basin Economic Recovery Act (CBERA)* est entrée en vigueur en janvier 1984 pour une durée de 12 ans, elle avait pour objectif de promouvoir le développement économique de l'Amérique Centrale et des pays des Caraïbes en facilitant les échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Les mesures proposées par cette loi étaient exclusivement d'ordre tarifaires. Ce programme prévoyait notamment la suppression des droits de douane à l'entrée du marché américain pour une large gamme de produits originaires de 24 pays du bassin des caraïbes<sup>14</sup> susceptibles d'être éligibles (plus de 2 800 produits parmi lesquels, les matériels électroniques, bois, produits agricoles). Ces marchandises devaient être directement importées de ces pays et y avoir été produites ou substantiellement transformées. Ainsi, la somme des coûts de fabrication ou de transformation de ces produits devait au moins être égale à 35 % de la valeur marchande. Les produits qui étaient exclus de cette loi concernaient les produits sensibles tels que les articles du secteur textile ou les vêtements qui eux étaient sujets à l'Accord multifibre mais aussi d'autres produits tels que le pétrole, les montres ou encore les chaussures. En 1990, cette loi initialement prévue pour 12 ans a été rendue permanente par la promulgation de la *Caribbean Basin Initiative II (CBI II)*<sup>15</sup>.

Les principales mesures introduites dans cette nouvelle loi concernaient l'abaissement des tarifs de 20%<sup>16</sup> par rapport aux tarifs appliqués aux autres pays sur certains produits sensibles qui n'entraient pas en franchise de droits douane sur le marché américain sous CBI I; ces articles étaient constitués des vêtements en cuir, des sacs ou encore des gants. Le sucre et le boeuf quant eux étaient soumis à un régime spécial. L'impact de CBI I et CBI II sur les

<sup>13</sup>L'acte de publication a été promulgué sous la loi fédérale 98-67, titre II; 97 Stat. 384, 19 U.S.C. 2701 et seq.

<sup>14</sup>Les 24 pays concernés par la CBI sont : Antigua et Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Dominique, Trinidad et Tobago, Grenade, République dominicaine, Salvador, Honduras, Jamaïque, Montserrat, Haïti, Guatemala, Antilles néerlandaises, Aruba, Panama, Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Iles Vierges britanniques, Bahamas, Guyane, Nicaragua.

<sup>15</sup>Nous avons volontairement omis de mentionner la *Andean Trade Preference Act (ATPA)* promulguée en 1991 puis renouvelée en 2002 par les USA. En fait, cette loi n'a pas la même valeur symbolique que les lois promulguées en faveur des pays d'Afrique et du Bassin Caraïbe tout simplement parce que l'objectif premier du gouvernement américain était de contrer l'expansion du trafic de drogue en fournissant de nouvelles opportunités à près de 5600 produits originaires des pays tels que : la Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Pérou. Or la CBTPA ou l'AGOA ne visent pas à contrer quelques cultures que ce soit, elles visent simplement à aider les pays bénéficiaires à profiter du marché américain.

<sup>16</sup>Cette baisse des tarifs douaniers a commencé en janvier 1991, s'est poursuivie l'année suivante (1992) et s'est terminée en janvier 1996. Toutefois, cette baisse ne devait pas excéder 2,5% ad valorem de la réduction générale des tarifs négociés dans le cadre de l'Uruguay round et devait toujours être 1% supérieure à cette réduction.

pays éligibles est assez remarquable<sup>17</sup> car, entre 1984 et 2000<sup>18</sup>, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays du bassin des Caraïbes ont augmenté de près de 152%. L'analyse sectorielle montre que les exportations du secteur textile vers les Etats-Unis ont augmenté de 1968% ; la part des exportations de ce secteur dans leurs exportations totales est passée de 5,25% en 1984 à 43,4% en 2000<sup>19</sup>. Cette dynamique est également perceptible dans la fabrication des produits électroniques (télévisions et accessoires) et les équipements chirurgicaux dont les exportations se sont respectivement accrues de 112% et de 6538,48% durant cette période. Ainsi par exemple en 1984, sur les 47,2% de produits exportés en franchise de droits vers les Etats-Unis, seulement 6,7% ont bénéficié du programme CBERA. Mais 16 ans plus tard c'est à dire en 2000, sur les 64,7% de produits entrés en franchise de droits de douane, 38,8% l'ont été sous CBERA ; ce qui représente un indice de couverture (IC) de 14,1% en 1984 contre 60% en 2000. L'analyse des flux d'investissements directs étrangers (IDE)<sup>20</sup> en direction de cette région permet également de constater une forte augmentation entre 1988 et 1999<sup>21</sup> où le pic est atteint avec 109 milliards de \$US. Fort de ce succès, les Etats-Unis ont décidé d'approfondir et d'étendre ce type de programme à d'autres pays en développement : c'est dans ce cadre que fut promulguée le 18 Mai 2000, la loi sur le commerce et le développement (*The Trade and Development Act*).

La loi sur le commerce et le développement est une disposition cadre chargée de régir les échanges commerciaux et la coopération/assistance technique entre les Etats-Unis et ses partenaires du bassin des Caraïbes d'une part et entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne d'autre part. En effet, la partie II de cette loi est dénommée *Caribbean Basin Trade Partnership Act (CBTPA)*<sup>22</sup> tandis que la partie I est intitulée *African Growth and Opportunity Act (AGOA)*.

Avant la mise en place de l'*African Growth and Opportunity Act (AGOA)*, le traitement

---

<sup>17</sup> De nombreuses études ont été menées quelques temps après la mise en place de CBI pour évaluer son impact sur les pays éligibles, ces études ont conclu à des gains limités. Parmi ces études, les plus sérieuses (par la méthode utilisée) sont celles de Feinberg & Newfarmer (1984), Sawyer & Sprinkle (1984, 1990), Rousslang & Lindsey (1984), Pelzman & Schoepfle (1988). Toutes ces études n'intègrent cependant pas les différentes modifications qui sont intervenues dans le cadre de CBI II en 1990. CBI II est d'ailleurs considérée comme la loi qui a le plus impulsé les exportations de cette région vers les USA. Entre 1984 et 1990, les exportations vers les USA ont décliné de 14,3% ; par contre entre 1991 et 2000, elles se sont accrues de 151%.

<sup>18</sup> Ces deux dates renvoient chacune à un événement spécifique. 1984 correspond à la mise en place effective de CBI I et 2000 correspond au remplacement de CBI II (1990) par CBTPA.

<sup>19</sup> Les données utilisées ici sont celles du Département du commerce des USA publiées dans *The Impact of the Caribbean Basin Economic Recovery Act. Sixteenth Report 2001-2002*, USITC. N°3636. September 2003.

<sup>20</sup> Le taux de croissance annuel des IDE en direction de cette région était de 14% depuis 1988.

<sup>21</sup> Même si depuis cette date, on a assisté plutôt à une régression des flux d'IDE. Ces IDE ont consécutivement chuté de 95 milliards de \$US en 2000 à 85 milliards de \$US en 2001 et puis 56 milliards en 2002 (USITC, 2003).

<sup>22</sup> Cette loi accorde un accès en franchise de droits de douane aux vêtements fabriqués dans les pays CBERA à condition que les fibres de textile utilisés soient originaires soit de l'un des pays éligibles soit des USA. Comme nous l'avons dit plus haut, théoriquement 24 pays peuvent bénéficier des avantages de la CBERA, mais en 2003, seuls 14 pays étaient effectivement bénéficiaires : Barbade, Belize, Costa Rica, République Dominicaine, Le Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Saint Lucie et Trinidad et Tobago.



tarifaire accordé aux exportations des pays d'Afrique sub-saharienne vers les Etats-Unis était de deux types : un traitement normal selon le tarif douanier en vigueur du code général des douanes et un traitement spécial sous le statut du système généralisé des préférences (SGP). Le traitement tarifaire normal était appliqué à tous les produits importés non originaires des Etats-Unis. Selon la définition du paragraphe 19 article 1304 du code général des douanes américaines, un produit n'est pas originaire des Etats-Unis s'il a été assemblé ou fabriqué en totalité dans un pays autre que les Etats-Unis. Mais cet article reconnaît le principe de « transformation substantielle » à tous les produits qui auraient été assemblés ou fabriqués en utilisant les produits intermédiaires originaires des Etats-Unis ; dans ce cas, le traitement tarifaire normal n'est plus appliqué. Une autre tarification selon la classification du produit est alors mise en oeuvre.

Le deuxième cadre qui régissait les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique sub-saharienne est le système généralisé des préférences (SGP) ; il a été autorisé par l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce en 1971, mais ce n'est qu'en 1974 qu'il a été autorisé par les Etats-Unis<sup>23</sup>. Le SGP mis en place par les Etats-Unis accorde un accès en franchise de droits de douane à certains produits éligibles en provenance d'un certain nombre de pays bénéficiaires<sup>24</sup>. Au vu de leurs performances, ces deux cadres réglementaires n'ont pas favorisé l'éclosion d'une dynamique des échanges entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne ou encore moins favorisé une *évasion* de ces derniers des trappes de pauvreté dans lesquelles ils sont plongés depuis leurs indépendances.

En effet, les performances économiques de l'Afrique sub-saharienne sont catastrophiques, le PIB par tête moyen en 1999 de ces pays était égal à 562,35 \$US<sup>25</sup>, ce qui représente près de 1/45<sup>ème</sup> du PIB par habitant de l'Union Européenne et un peu plus d'1/50<sup>ème</sup> de celui des Etats-Unis. Sur le plan commercial, les exportations des pays d'Afrique sub-saharienne demeurent limitées à un nombre très restreint de produits primaires (cacao, café, thé, pétrole etc.) avec trop peu de partenaires. L'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis absorbaient à eux seuls en 1999 plus de 67% des exportations de la région tandis qu'au cours de la même période, les importations de l'UE et des Etats-Unis en provenance de cette région représentaient moins de 2% de leurs importations totales. Les investissements directs étrangers quant à eux représentaient près 2,88% de leur PIB. Afin d'infléchir cette tendance, les Etats-Unis ont donc promulgué en 2000 l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA).

Titre I de la loi sur le commerce et le développement, la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) a été mise en place afin de soutenir l'accession des pays d'Afrique sub-saharienne dans les échanges mondiaux<sup>26</sup> par la facilitation de leur

<sup>23</sup>C'est le titre V de la loi sur le commerce (19U.S.C. 2461 et seq.) promulguée en 1974 qui autorise les USA à mettre en place le SGP. Mais cette loi n'est véritablement entrée en vigueur qu'en janvier 1976.

<sup>24</sup>Pour plus de détails voir la section consacrée au SGP.

<sup>25</sup>Il faut toutefois noter qu'il existe un petit nombre de pays dont le PIB par tête était supérieur à 1500 \$US au cours de cette période. Parmi ces pays, il y a l'Afrique du Sud, le Gabon, l'île Maurice, les Seychelles, le Botswana, la Namibie ou encore la Guinée Equatoriale. Les données sont du *World Development Indicator (2003)*.

<sup>26</sup>La participation de l'Afrique sub-saharienne dans les échanges mondiaux était évaluée à 1,6% en 2000 (DREE 2002).

accès sur le marché américain. Cette loi, par les possibilités qu'elle offre, vise également à entraîner les pays bénéficiaires vers une croissance économique durable grâce à la diversification de la structure productive, au soutien des investissements directs étrangers, à l'accès au crédit et à l'expertise technique. L'AGOA offre ainsi une vaste gamme d'avantages<sup>27</sup> aux entreprises commerciales et industrielles, aux travailleurs et aux agriculteurs des pays éligibles. Afin d'améliorer l'efficacité de cette loi, plusieurs modifications ont été apportées au texte d'origine publié en 2000. Ces modifications, à travers AGOA II, AGOA III et AGOA IV, ajoutent à chaque fois des avantages nouveaux pour les pays éligibles.

Malgré ses multiples avantages, l'AGOA ne fait pas l'unanimité quant à sa capacité à créer des conditions favorables et durables de croissance et de développement économique dans les pays bénéficiaires. Pour Blackman & Mutume (1998) ; Mutume (1998) et Raghavan (2000), les gains possibles de l'AGOA pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont illusoire et comparables à ceux obtenus de l'Union Européenne à travers les accords ACP. Pour ces auteurs, malgré les préférences accordées par les pays de l'Union Européenne depuis plus de trente ans aux pays d'Afrique subsaharienne, leurs exportations sur le marché mondial de manière globale n'ont cessé de décroître (Rose, 2002). En effet, alors que le sous-continent africain représentait 3,3% du commerce mondial en 1980, il ne représentait plus que 1,6%<sup>28</sup> des échanges mondiaux en 2000. Ce débat met en exergue de manière plus large la problématique de la relation entre ouverture commerciale et croissance économique.

Certains économistes comme Meier (1987) ont manifesté leur grand scepticisme quant à l'aptitude du marché à favoriser le rattrapage des économies développées par les économies pauvres contrairement à ce qui était développé dans les théories de croissance<sup>29</sup>. La théorie

des causalités circulaires de Myrdal (1957) s'avère aussi peu optimiste quant à la possible réduction des disparités. D'après cette théorie, les disparités entre pays tendent à s'accroître du fait de l'exploitation, par les pays plus développés, d'avantages initiaux qui se maintiennent et se renforcent. Ces avantages se cumulent et se développent au fil du temps pour les pays riches disposant d'une capacité à tirer profit des économies d'échelle et/ou d'agglomération. Ainsi, tandis que les disparités initiales ne sont pas destinées à s'atténuer mais, bien au contraire, à s'accroître du fait de nouvelles perturbations.

Toutefois, jusqu'à une période très récente, il régnait un consensus dans la littérature économique sur l'impact positif de l'ouverture sur la croissance économique. A ce sujet, les contributions de Dollar (1992), Edwards (1992), Ben David (1993), Sachs et Warner (1995), Alesina & Wacziarg (1999), Alesina, Spolaore & Wacziarg (2000) et plus tard

<sup>27</sup>Pour plus de détails, se référer à la section 1 du chapitre 1.

<sup>28</sup>DREE (2002), *L'insertion de l'Afrique dans le commerce mondial*, DREE, août 2002.

<sup>29</sup>En effet, selon les théories de la croissance, le processus de convergence implique d'une part, que les pays initialement pauvres doivent avoir, en moyenne, un taux de croissance plus élevé que les pays plus riches et rattraperont ces derniers : c'est la  $\beta$  convergence (Barro, 1984), (Baumol, 1986), (DeLong, 1988), (Barro, 1991a), (Barro & Sala-i-Martin, 1991, 1992a, 1992b) d'autre part, que l'écart-type moyen du logarithme du revenu ou du produit intérieur brut par tête d'un groupe de pays riches tend à baisser au cours du temps : c'est la  $\sigma$  convergence (Easterlin, 1960), (Borts & Stein, 1964), (Streissler, 1979), (Barro, 1984), (Baumol, 1986), (Dowrick & Nguyen, 1989), (Barro & Sala-i-Martin, 1991, 1992a, 1992b).

Wacziarg & Welch (2003) s'étendent largement sur cette question (*c.f.* chapitre 6). Les travaux de Frankel & Romer (1999) d'une part, où l'ouverture est mesurée par le volume des échanges et ceux de Wacziarg (2001) d'autre part où l'ouverture est capturée à travers un indice de politique commerciale aboutissent aux mêmes conclusions. Cependant, cet optimisme généralisé a été brisé par les travaux de Rodriguez et Rodrik (1999) pour qui l'impact positif de l'ouverture sur la croissance n'est pas automatique du fait des difficultés de mesure exacte de l'ouverture, de la colinéarité potentielle entre les politiques protectionnistes et les mauvaises politiques économiques d'une part et du fait des difficultés économétriques d'autre part. Le doute suscité par les travaux de Rodriguez et Rodrik (1999) visent à relativiser toutes les théories traditionnelles d'inspiration libérale dont l'avantage comparatif ricardien (Ricardo, 1817) reste le cœur du raisonnement. Ce débat théorique montre si besoin en est, qu'il n'existe point une réponse tranchée sur le lien entre croissance économique et ouverture commerciale.

Bien avant même que Rodriguez et Rodrik (1999) posent le problème de l'absence de lien fort entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, Sachs & Warner (1995) montraient déjà que contrairement à ce qu'on pouvait croire, l'abondance des ressources naturelles dans certains pays avait un impact négatif et significatif sur la croissance économique. Cette contribution ouvrait déjà la voie sur l'analyse spécifique de l'impact que pouvait avoir l'ouverture commerciale de ce type de pays sur leur croissance économique. Cette question est d'autant plus actuelle qu'il a été remarqué que la configuration des échanges commerciaux entre les pays développés et les pays pauvres est de type *ricardien* : les pays développés se spécialisent dans la production des biens manufacturés tandis que les pays pauvres se spécialisent globalement dans la production des ressources naturelles. Une telle structure des échanges a, grosso modo, un rôle adverse sur la croissance de ces pays (Berge & *alii.*, 1994).

Déjà au milieu de XIX<sup>ème</sup> siècle, List (1841) critiquait la théorie des échanges internationaux basée sur les avantages comparatifs. D'après lui, l'analyse ricardienne répond aux intérêts des économies dominantes car en fait, le libre échange ne profiterait aux nations que dès lors que l'échange se fait d'égal à égal ; dans le cas contraire, l'échange profite aux nations les plus avancées au détriment des économies faiblement industrialisées. A ce propos, Woolcock, Pritchett & Isham (2001) pensent que le différentiel de croissance entre les pays réside dans le type de biens d'exportation. Cette analyse a été confirmée par Isham, Woolcock, Pritchett & Busby (2002) pour qui la croissance sera faible ou même négative selon que le pays exporte les produits manufacturés, les ressources naturelles « diffuses » (riz, produits animaux), ou encore les ressources naturelles « sources » (pétrole, diamants etc.). En fait, le faible impact sur la croissance n'est pas seulement dû à l'instabilité des prix de ces produits sur les marchés internationaux (syndrome hollandais), il est aussi dû à la non flexibilité des facteurs de production (Matsuyama, 1992)<sup>30</sup>, au développement des

---

<sup>30</sup> Matsuyama, montre que les effets adverses du secteur agricole dans la diversification se situent essentiellement dans la viscosité qu'il crée sur la mobilité des facteurs de production (souvent le facteur travail). Ainsi, il démontre que les employés du secteur agricole ont du mal à aller travailler comme ouvrier dans certains secteurs des biens manufacturiers à forte intensité de main d'oeuvre car ces secteurs en plus de la faible rémunération qu'ils offrent, les unités de production sont souvent situées dans des villes ce qui suppose un exode. Ceci facilite parfois l'arbitrage.

comportements de rente (Lan & Tornell, 1996 ; Isham, Pritchett, Woolcock, & Busby, 2002), à l'inefficacité des administrations (forte bureaucratie) et à l'augmentation de la corruption<sup>31</sup>. Pour Sachs & Warner (1995), le seul impact positif et incontestable de l'ouverture commerciale sur un pays qui produit les ressources naturelles se trouve dans le taux d'ouverture<sup>32</sup>; même si au niveau des investissements, certains taux sectoriels peuvent être élevés mais en général, le taux d'investissement global reste souvent faible<sup>33</sup>; ce qui est un facteur limitant pour la croissance. Malgré les risques ci-dessus évoqués, il serait précipité de croire a priori à l'impact positif ou négatif de l'AGOA.

Le but de notre recherche est :

*Primo* : d'évaluer l'effet de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles vers les Etats-Unis ,

*Secundo* : d'évaluer cet effet sur la structure productive et sur les politiques économiques de ces pays,

*Tertio* : d'évaluer également cet effet non seulement sur certains déterminants de la croissance mais aussi sur la croissance économique elle-même des pays éligibles.

Un impact positif global de ce programme se traduirait par hypothèse, à une augmentation significative des exportations des pays éligibles vers les Etats-Unis, à une amélioration de la diversification de leur structure productive et enfin à une variation positive du taux de croissance du PIB par tête de ces pays.

La démarche en trois parties retenue nous permettra de répondre à la problématique et de tester nos hypothèses grâce à une analyse contre factuelle dont le champ temporel se situe entre 1970 et 2004. Dans la première partie, nous analysons l'impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles en direction des Etats-Unis.

Le chapitre 1 fait une analyse descriptive du partenariat économique entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne. Pour cela, il s'attache à présenter les principaux programmes qui régissent les relations économiques entre les Etats-Unis et leurs partenaires d'Afrique sub-saharienne dans un cadre bilatéral (le SGP et l'AGOA). De manière chronologique, nous présentons l'évolution des différents avantages commerciaux accordés dans chacun de ces programmes mais en s'attardant à démontrer que l'AGOA, contrairement au SGP, va au delà des simples préférences commerciales en intégrant des mesures de coopération/assistance technique et de promotion des IDE. Dans une deuxième approche, le chapitre 1 présente la structure économique des pays éligibles par groupements régionaux et la structure des échanges de ceux-ci avec les Etats-Unis. Dans le chapitre 2, nous présentons d'abord les fondements théoriques et les renouvellements de la théorie des échanges internationaux puis par la suite, nous évaluons de manière empirique à travers les modèles de gravité et de CMS, l'impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles.

<sup>31</sup> Le lecteur intéressé par cette question devra se référer aux travaux pionniers de Sachs et Warner (1995). Ces derniers démontrent que l'abondance des ressources naturelles en plus de la forte instabilité qu'elles génèrent sur la croissance du pays à forte dépendance sectorielle -modèle de *Dutch Diseases*- elles créent d'autres types de comportements (corruption, bureaucratie) qui sont néfastes à la croissance.

<sup>32</sup> En Afrique sub-saharienne, la production des ressources naturelles favorise les exportations ce qui influence positivement les taux d'ouverture.

<sup>33</sup> Il en est ainsi des pays producteurs de pétrole; dans ces pays, le taux d'investissement dans le secteur pétrolier est généralement très élevé par rapport aux autres secteurs.

Au delà de l'intensification des échanges commerciaux ou plutôt de l'augmentation des exportations des pays éligibles, l'AGOA a aussi pour objectif de créer les conditions favorables à la diversification de la structure productive des pays éligibles. Mais comme l'a montré Varoudakis (1996), la diversification de la structure productive, base d'une croissance économique soutenue est largement tributaire de l'influence des régimes politiques et de leur capacité dans la bonne conduite de la chose publique (adoption de bonnes politiques économiques). L'objectif de la deuxième partie est justement d'évaluer l'impact de ce programme tant sur la structure productive des pays éligibles que sur leurs politiques économiques.

A travers le calcul d'un certain nombre d'indicateurs qui sont par la suite soumis aux tests de signe, le chapitre 3 évalue dans une première séquence, l'impact de l'AGOA sur la dynamique de spécialisation des pays éligibles. Dans une deuxième séquence et à partir des modèles ci-dessus évoqués (modèle de gravité et modèle CMS), ce chapitre essaie de mettre en exergue les secteurs qui ont le plus bénéficié de l'AGOA. Dans le chapitre 4, nous tentons de vérifier à travers les équations simultanées si l'AGOA a été un facteur incitatif d'adoption des politiques économiques favorables à la croissance.

Bien que l'évaluation d'un accord commercial puisse être effectuée à travers les variables ci-dessus évoquées, il n'en demeure pas moins, *in fine*, que l'objectif de tout accord commercial et plus spécifiquement de l'AGOA est de conduire les pays bénéficiaires sur un sentier de croissance économique durable. Aussi, la troisième partie de notre recherche vise d'une part, à ausculter cette dimension d'autre part, à mettre en exergue certaines caractéristiques propres à l'AGOA qui sont susceptibles de limiter son efficacité.

A ce titre, le chapitre 5 évalue l'effet de l'AGOA sur certains déterminants du processus de croissance que sont les IDE et l'évolution de la productivité apparente du travail. De manière plus directe, nous consacrons le chapitre 6 à analyser l'impact de l'AGOA sur la croissance économique à l'aide d'un modèle en panel dynamique auquel on a appliqué la méthode des moments généralisés en système (MMGS). Dans le chapitre 7, nous effectuons une analyse critique de l'AGOA, d'abord avec un modèle d'équilibre partiel, ensuite à l'aide d'un modèle dynamique de croissance avec biens intermédiaires et irréversibilité des investissements.

## Première partie

# OUVERTURE ECONOMIQUE ET DYNAMIQUE DES ECHANGES

Le processus d'ouverture des frontières dans lequel se sont engagés les pays en développement depuis une vingtaine d'années a mis ces derniers face à une concurrence internationale de plus en plus féroce. Cette confrontation avec les marchés internationaux constitue pour eux à la fois une formidable opportunité et un défi. En effet, l'ouverture aux marchés internationaux constitue une opportunité de croissance pour les pays en développement (PVD) en permettant à ces derniers d'avoir accès à de nouveaux marchés et d'attirer les flux d'IDE. L'ouverture à l'extérieur est aussi une source de risque pour de nombreux PVD insuffisamment préparés à la compétition internationale et qui sont incapables de développer un secteur productif compétitif sans lequel leur marginalisation s'accroîtrait. Toutefois, afin de permettre aux PVD en général et aux pays d'Afrique sub-saharienne en particulier d'intégrer le commerce international, les Etats-Unis ont mis en place un certain nombre de programmes économiques qui, au départ, ne s'occupaient que des relations commerciales mais plus tard, ont inclu la coopération et l'assistance technique.

Le but de cette partie est d'une part, d'analyser les différents programmes qui définissent le cadre des relations commerciales et de coopération technique existant entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne (chapitre 1) et d'autre part, d'évaluer l'impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles en direction des Etats-Unis (chapitre 2).

## Chapitre 1

# ANALYSE DU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ENTRE LES ETATS-UNIS ET LES PAYS D'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

## Introduction

L'analyse des relations économiques entre partenaires commerciaux peut s'effectuer à travers les politiques commerciales qui sont mises en oeuvre ; ce sont ces politiques commerciales qui déterminent l'orientation et le type d'échanges à mener. Parmi les instruments de politique commerciale, une première distinction envisageable est de séparer les barrières tarifaires (BT) des barrières non tarifaires (BNT). L'étude des barrières tarifaires s'avère cependant plus aisée (De Melo & Grether, 1997). Une seconde distinction qui concerne spécifiquement les barrières tarifaires est de mettre en exergue les différentes alternatives qui sont offertes à un pays qui adopte une politique commerciale basée sur cette dernière (BT). Trois alternatives existent : un pays peut réduire sa protection bilatérale en participant à un accord régional ou réduire sa protection dans le contexte multilatéral de l'OMC ou enfin, réduire sa protection unilatéralement. Les relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne sont basées sur les deux dernières alternatives.

En effet, les Etats-Unis ont décidé de réduire leurs barrières tarifaires dans un contexte multilatéral à travers le SGP en 1974, mais également de manière unilatérale à travers la loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA) en 2000. Grâce à de nombreux avantages commerciaux qu'ils offrent, tous ces programmes ont pour but d'aider les pays d'Afrique sub-saharienne à exporter plus facilement vers les Etats-Unis. Ces avantages commerciaux se limitent le plus souvent à la suppression des droits de douane. Même s'il est évident que la suppression des droits de douane améliore le bien-être du pays qui en décide (Harris & Cox, 1993)-sous l'hypothèse que les rentes ne soient pas totalement captées par les détenteurs de licences d'importation- il demeure tout aussi évident que cette suppression peut développer le trafic commercial entre les deux partenaires (Viner, 1950). Dans le cas spécifique des Etats-Unis, cette analyse *vinerienne* a été confirmée par Haveman & Shatz (2003). D'après ces deux auteurs, parmi les pays de la triade, les Etats-Unis sont le pays le plus sensible aux variations des droits de douane. Pour eux, un abaissement de 1% des droits de douane dans le cadre d'un accord préférentiel entraînerait une augmentation de 19,4% des exportations en provenance des pays bénéficiaires contre une augmentation de 13,1% et de 8,5% respectivement pour le Japon et l'Union Européenne. De ce fait, il ressort que les programmes commerciaux préférentiels mis en place par les Etats-Unis ont un impact plus élevé sur les PVD bénéficiaires que les mêmes types de programmes mis en place par les autres pays développés.

Les programmes élaborés par les Etats-Unis visent en priorité à développer les échanges commerciaux à travers la mise en place d'une batterie d'avantages commerciaux (1.1) ; mais l'AGOA se singularise par un certain nombre de spécificités qui le différencient du SGP (1.2). L'analyse de la structure des échanges commerciaux (1.3) entre les Etats-Unis et les pays AGOA nous permettra de mieux cerner les économies des pays éligibles.



## 1.1 Avantages commerciaux

La multiplication des accords préférentiels observée depuis la deuxième moitié des années 90 concerne tout autant les pays appartenant à une même région (intégration régionale) que les pays géographiquement très éloignés (accords de libre-échange inter continentaux). La physionomie du système commercial international est profondément affectée par cette dynamique qui pose, désormais avec acuité, les problèmes de maintien de l'intégrité du système commercial multilatéral et de la coexistence de tels accords avec les règles multilatérales. En effet, les accords préférentiels sont un composé de libéralisme (libéralisation des échanges à l'intérieur de la zone) et de protectionnisme (préférences entre leurs membres). Mais pour certains (les tenants du *régionalisme ouvert*), ces accords préférentiels ne sont qu'une étape intermédiaire vers le libre-échange mondial.

Les programmes mis en place par les Etats-Unis en faveur des pays d'Afrique subsaharienne étaient à l'origine basés sur l'attribution des avantages commerciaux. Mais du fait de l'absence des mesures d'accompagnement destinées à faciliter les pays bénéficiaires à tirer profit de manière efficiente des avantages de tels accords, les Etats-Unis ont décidé d'intégrer dans leurs programmes économiques d'autres mesures spécifiques relatives aux politiques économiques, à la coopération technique et aux investissements. Ces nouvelles mesures déterminent la nouvelle stratégie de la politique commerciale des Etats-Unis en faveur des pays en développement en générale et des pays d'Afrique subsaharienne en particulier. De ce fait, il nous paraît d'abord indispensable de présenter les différents avantages commerciaux attribués par les Etats-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne aussi bien dans le cadre du SGP que dans le cadre de l'AGOA (1.1.1) si l'on veut par la suite mettre en exergue le caractère spécifique de l'AGOA (1.1.2) comme indicateur de la nouvelle politique commerciale africaine des Etats-Unis.

### 1.1.1 Avantages commerciaux généraux

Face au déséquilibre persistant des pays du Sud dans les échanges mondiaux depuis la fin des années 60, l'action de la CNUCED au sein du GATT fut d'essayer de limiter ce déséquilibre en proposant la mise en oeuvre des accords préférentiels non réciproques. Ces accords préférentiels de type bilatéral ou multilatéral ont ouvert la voie à la limitation du principe de la réciprocité des règles organisant les échanges commerciaux entre Etats. La légalisation en 1971 du SGP marque le début d'une explosion de ces accords. Depuis lors, le SGP (1.1.1.1) a été l'unique base réglementaire des échanges commerciaux préférentiels entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique subsaharienne jusqu'à l'avènement de l'AGOA (1.1.1.2) en 2000.

#### 1.1.1.1 -Avantages commerciaux existant sous le Système Généralisé des Préférences (SGP)

Le système généralisé des préférences (SGP) est le tout premier programme de préférences non réciproques autorisé par le GATT ; il a été proposé lors de la première session de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1964 (Genève) mais accepté en 1968 (Delhi). Le SGP permet aux PVD de bénéficier des facilités d'entrée de leurs produits sur les marchés des pays industrialisés grâce à l'application par ces derniers d'un droit de douane préférentiel (très bas ou nul) ou encore d'un quota à

tarif nul. L'objectif originel du SGP était d'aider les économies en développement à diversifier et à accroître aussi bien leurs productions que leurs exportations dans les échanges internationaux. Il existe aujourd'hui dans le monde 15 schémas<sup>1</sup> de systèmes généralisés des préférences appliqués par 29 pays<sup>2</sup>.

Le système généralisé des préférences américain a été promulgué en 1974<sup>3</sup> mais il est entré en application en janvier 1976 pour une période de 10 ans<sup>4</sup>. Le SGP américain<sup>5</sup> accorde une entrée en franchise de droits de douane à près de 4650 produits<sup>6</sup> provenant de 144 pays et territoires<sup>7</sup> dont 46 pays d'Afrique sub-saharienne (Tableau 1.1). Mais en 1997, le président des Etats-Unis a ajouté approximativement 1770<sup>8</sup> produits accessibles en franchise de droits de douane mais seuls les PMA pouvaient bénéficier de cette nouvelle disposition. Il faut noter que les produits textiles et d'habillement, les montres, les chaussures, les sacs à main, les valises, les gants de travail, les vêtements en cuir, les produits électroniques mais aussi de nombreux produits en acier et certains produits en verre en étaient exclus. Bien d'autres marchandises jugées sensibles à l'effet des importations ne figurent non plus sur la liste des produits visés par le SGP. En plus, l'exonération des droits de douane peut être annulée lorsque les importations d'un pays bénéficiaire atteignent un seuil préalablement fixé. Par ailleurs, les Etats-Unis ont mis en place des clauses dites de «limitations au titre de la préservation de la compétitivité» qui sont fonction de la valeur et du pourcentage des échanges pour un produit donné. En règle générale, un pays visé par le SGP cesse de bénéficier de l'exonération des droits de douane pour tout produit qui représente plus de 50 % des importations totales de ce produit aux Etats-Unis ou si la valeur des importations de ce produit dépasse un plafond préalablement fixé (90 millions de dollars en 1999). Enfin, tous les avantages qui visent les produits importés de l'ensemble des pays bénéficiaires doivent être continuellement prorogés par le Congrès à l'expiration du délai.

---

<sup>1</sup> CNUCED (1998), *Comment faire pour que les pays en développement, en particulier les PMA, tirent davantage parti des préférences commerciales et comment élargir ces préférences*, Rapport du secrétariat de la CNUCED TD/B/COM.1/20 21 juillet 1998

<sup>2</sup> Australie, Biélorussie, Bulgarie, Canada, États-Unis, Fédération de Russie, Hongrie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Suisse, France, Italie, Allemagne, Angleterre, Espagne, Belgique, Portugal, Luxembourg, Pays-Bas, Grèce, Irlande, Danemark, Finlande, Suède, Autriche.

<sup>3</sup> Titre V de la loi de 1974 sur le commerce (19 U.S.C. 2461 et seq.)

<sup>4</sup> Depuis 1976, sa durée a été prorogée à plusieurs reprises. La dernière loi qui la proroge jusqu'en 2006 a été promulguée en 2002 par le président Georges Bush. Le SGP en vigueur expire en 2008.

<sup>5</sup> Tout au long de notre recherche, le mot SGP signifiera, le système généralisé des préférences de type américain. Cette précision est nécessaire car il n'existe pas un SGP unique pour tous les pays. Chaque pays accorde des facilités à certains produits bien précis en fonction de leur importance ou de leur caractère sensible. Ainsi par exemple le SGP japonais est différent du SGP européen qui lui-même est différent de celui néo-zélandais.

<sup>6</sup> La liste des produits qui sont actuellement visés par le SGP figure à l'annexe 1A.

<sup>7</sup> Parmi les bénéficiaires du SGP, il y a des Etats indépendants mais aussi des territoires autonomes. La liste de tous les pays et territoires bénéficiaires se trouve en annexe 1B.

<sup>8</sup> Le lecteur intéressé est prié de consulter la revue annuelle de l'USTR de 1999 intitulée *U.S. Generalized System of Preferences GuideBook*.

TAB. 1.1: **Pays d'Afrique sub-saharienne bénéficiaires du SGP en 2004**

<i>Afrique du Sud*</i>	<i>Côte d'Ivoire*</i>	Madagascar	<i>Sénégal*</i>
Angola	Djibouti	Malawi	<i>Seychelles*</i>
Bénin	<i>Erythrée</i>	Mali	Sierra Léone
<i>Botswana</i>	Ethiopie	Mauritanie	Somalie
Burkina Faso	<i>Gabon*</i>	<i>Maurice (îles)*</i>	<i>Swaziland*</i>
Burundi	Gambie	Mozambique	Tanzanie
<i>Cameroun*</i>	<i>Ghana*</i>	<i>Namibie*</i>	Tchad
Cap Vert	Guinée	Niger	Togo
Centrafrique	Guinée Equatoriale	<i>Nigeria*</i>	Zambie
Comores	Guinée-Bissau	Ouganda	<i>Zimbabwe*</i>
<i>Congo*</i>	<i>Kenya*</i>	Sao Tomé et Príncipe	
Congo RD	Lesotho	Rwanda	

\* les pays écrits en italique sont les pays qui n'ont pas le statut de pays moins avancés (PMA) dans le cadre du SGP.

Source : USTR (2004)

Toutefois, pour que les produits puissent entrer en franchise de droits de douane sous le programme SGP, ils doivent satisfaire aux règles d'origine. On distingue deux types de règle d'origine : la règle d'origine élargie et la règle d'origine stricte. La règle d'origine élargie est fondée sur la valorisation d'au moins 35% de la matière locale cumulable avec les matières originaires des Etats-Unis ou de tout autre pays alors que dans le principe de la règle d'origine stricte, en plus de la valorisation locale à 35%, le cumul des matières n'est possible que si elles proviennent des Etats-Unis ou des pays d'Afrique sub-saharienne bénéficiant des mêmes préférences. On peut dans certains cas inclure les matières importées dans le calcul des 35% mais uniquement si elles ont subi «une transformation substantielle», c'est-à-dire si elles sont devenues des matières nouvelles et différentes qui entrent dans la composition des articles visés. L'application de l'une des deux formes dépend de l'appartenance ou non du pays éligible dans le groupe des pays moins avancés (PMA). La règle d'origine stricte est appliquée aux non PMA tandis que la règle d'origine élargie est appliquée aux PMA. Est considéré comme faisant partie du groupe des PMA dans le cadre du SGP, tout pays dont le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 786 \$US<sup>9</sup> par an.

Les pays bénéficiaires du statut de PMA ont des avantages plus élargis dans l'accès sur le marché américain pour un certain nombre de leurs produits<sup>10</sup>. A ce titre, la section 506A<sup>11</sup> du SGP accorde un statut particulier aux pays d'Afrique sub-saharienne, ce qui donne la

<sup>9</sup>Les pays suivants font partie du groupe des PMA dans le cadre du SGP : Angola, Congo (RDC), Malawi, Sierra Léone, Djibouti, Mali, Somalie, Bénin, Guinée Equatoriale, Mauritanie, Tanzanie, Ethiopie, Togo, Burkina Faso, Gambie, Mozambique, Burundi, Guinée, Ouganda, Guinée-Bissau, Niger, Cap Vert, Rwanda, République Centrafricaine, Lesotho, Sao Tome et Príncipe, Zambie, Tchad, Madagascar, Comores. Voir annexe 1B.

<sup>10</sup>L'annexe 1A donne la liste de ces produits. Les produits suivis de la codification "A+" peuvent entrer en franchise de droits de douane sur le marché américain à condition qu'ils soient originaires des PMA. Alors les produits suivis de "A\*" peuvent entrer sur le marché américain dans le cadre du SGP global.

<sup>11</sup>Le titre V de la loi de 1974 sur le SGP dans sa section 506A (code 19 U.S.C. 2466a) est titré "DESIGNATION OF SUB-SAHARAN AFRICAN COUNTRIES FOR CERTAIN BENEFITS."

possibilité à certains leurs produits, essentiellement manufacturés<sup>12</sup>, d'entrer en franchise de droits de douane malgré le fait que ces produits sont jugés sensibles à l'importation dans le SGP global. Si l'entrée des produits agricoles d'Afrique sub-saharienne ne souffre d'aucune différence (le SGP leur accorde une entrée par quota à tarif nul), il n'en est pas de même pour le pétrole. En effet, le SGP distingue les PMA des non PMA ; Ainsi 20% du baril du pétrole provenant des PMA peuvent entrer en franchise de droits de douane sur le marché américain alors que pour les non PMA, le pétrole est taxé en totalité. Mais pour bénéficier du SGP, les pays doivent respecter de nombreux critères : il y a des critères objectifs et des critères subjectifs :

Parmi les critères objectifs<sup>13</sup> :

1- les pays postulants ne doivent pas être communistes à moins d'être membres du GATT ou du Fonds Monétaire International (FMI) (502(b)(2)(A)),

2- ils ne doivent pas faire partie d'un accord qui les empêche d'offrir les produits vitaux ou de première nécessité sur le marché mondial (502(b)(2)(B)),

3- ils ne doivent pas avoir les moyens de production des pays développés susceptibles de causer une entorse au commerce des Etats-Unis (502(b)(2)(C)),

4- ils ne doivent pas avoir nationalisé des entreprises susceptibles de bénéficier des avantages offerts par le SGP (502(b)(2)(D)),

5- ils doivent respecter toutes décisions de justice prises en faveur des entreprises ou des citoyens américains (502(b)(2)(E))

6- ils ne doivent pas abriter les individus impliqués dans le terrorisme international (502(b)(2)(F)),

7- ils doivent s'engager à promouvoir les droits de l'homme, à respecter la liberté d'association, le droit des travailleurs et empêcher le travail des enfants (502(b)(2)(G)).

Parmi les critères subjectifs :

1- le pays doit exprimer le besoin de faire partie du SGP (502(c)(1)),

2- le niveau du PIB par tête ainsi que d'autres facteurs économiques du pays doivent permettre de postuler à un tel programme (502(c)(2)),

3- le pays doit bénéficier d'autres programmes préférentiels proposés par d'autres pays développés (502(c)(3)),

4- le pays doit avoir des pratiques d'exportations raisonnables (502(c)(4)),

5- le pays doit respecter aussi bien la propriété intellectuelle que les marques (502(c)(5)),

6- le pays doit enfin s'engager à réduire ou à éliminer les barrières aux investissements étrangers et aux marchés des services (502(c)(6)).

Dès sa mise en place, le SGP s'est voulu être le symbole et le maître d'œuvre d'une nouvelle architecture des échanges marchands internationaux destinée à encourager les PVD dans leur processus de développement. L'analyse des données révèle cependant un indice de couverture<sup>14</sup> (IC) très faible pour les pays d'Afrique sub-saharienne. Les données disponibles

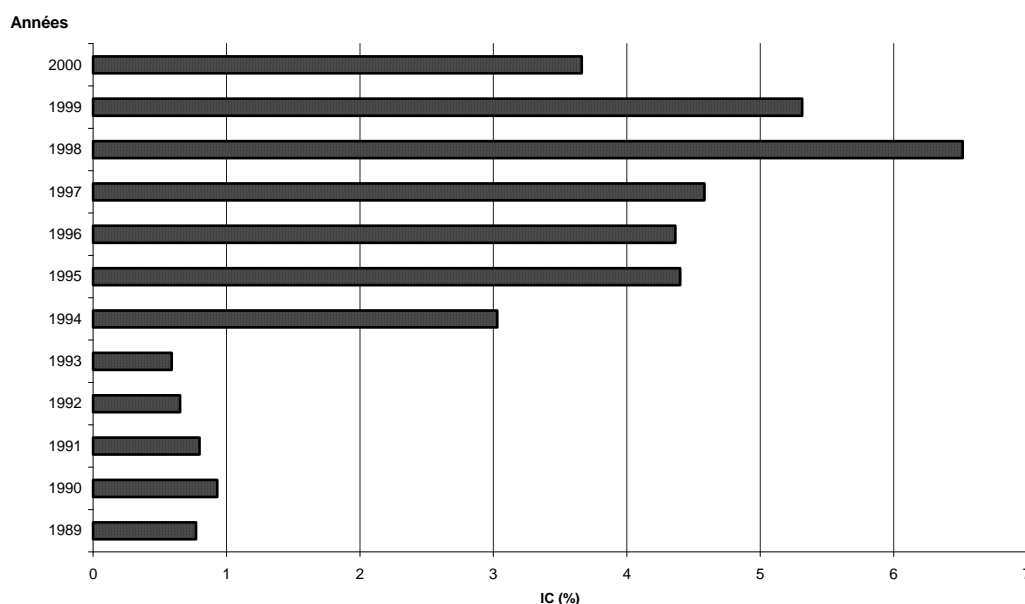
<sup>12</sup>Titre V de la loi de 1974 sur le SGP dans sa section 503(b)(1)(B) jusqu'à (G) .

<sup>13</sup>Un pays bénéficiera du SGP s'il respecte au moins pas 4 de ces 7 critères.

<sup>14</sup>L'indice de couverture tel que défini par De Melo & Grether (1997), est le pourcentage des importations qui bénéficient ou qui sont frappées d'une mesure commerciale. Sa formule est la suivante :  $IC_{it} = (\sum_i D_{it} X_{it}) / \sum_i X_{it} * 100$  où  $X_{it}$  représente les exportations du pays  $i$  à l'année  $t$  et  $D_{it}$  est une variable muette qui prend la valeur 1 (0) pour la valeur des exportations sujettes (ou pas sujettes) aux préférences. Pour ces deux auteurs, cet indice souffre d'une limite majeure, c'est qu'il ne capte l'effet d'une

nous permettent de voir que l'IC du SGP en 1989 était inférieur à 1% ; ceci signifie que moins de 1% des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne se faisaient dans le cadre du SGP. La figure 1.1 montre que l'indice de couverture du SGP de l'ensemble des pays d'Afrique sub-saharienne continue de baisser jusqu'en 1993 avant de croître dès 1994 pour rechuter 5 ans plus tard. A l'évidence avec un indice de couverture moyen de 2,9% entre 1989 et 1999, il n'est pas risqué d'affirmer que le SGP a été un échec : il n'a pas dynamisé les exportations des pays d'Afrique sub-saharienne vers les Etats-Unis, il n'a non plus favorisé une quelconque mutation des structures productives des pays bénéficiaires.

FIG. 1.1: Indice de Couverture du SGP des pays d'Afrique sub-saharienne entre 1989 et 2000



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

En fait dès sa mise en place, le SGP a présenté des faiblesses congénitales qui ont fortement entravé son efficacité (insuffisance des fonds de régulation des marchés, faible emprise des Etats membres sur le fonctionnement des filières nationales de produits de base notamment). Ainsi, le fait que les Etats-Unis puissent déterminer unilatéralement autant la liste des produits auxquels un traitement préférentiel sera appliqué que la durée d'applicabilité desdits préférences a constitué une limite essentielle à l'efficacité de ce programme. En outre, sa complexité et son caractère partiel ont empêché toute vue globale sur le fonctionnement du dispositif, d'autant que les avantages perceptibles du SGP se sont noyés dans l'écheveau complexe des relations étroites qui lient les pays bénéficiaires aux Etats-Unis. Enfin, le fonctionnement du SGP lui-même n'a guère incité les pays du Sud à élimination des barrières non tarifaires (BNT) que si celles-ci sont entièrement éliminées.

réaliser les efforts nécessaires à la densification de leur tissu économique et partant de là n' a pas favorisé la diversification de leurs exportations. Il n' a qu' accentué l' extrême dépendance des économies de ces pays à l' égard des produits traditionnels essentiellement miniers. De plus, les secteurs où les économies d' Afrique sub-saharienne pouvaient soit avoir un avantage comparatif (produits agricoles) soit se réorienter plus facilement (secteur de l' habillement car plus intensif en travail) ont été soumis à des quotas stricts<sup>15</sup> ou carrément exclus du SGP.

Face à cet échec, il devenait donc de plus en plus urgent d' apporter des améliorations à un tel programme tant sur la gamme des produits couverts que sur les marges préférentielles. L' *African Growth and Opportunity Act* fait partie des nouvelles initiatives élaborées par les Etats-Unis pour dynamiser les échanges ou plutôt les exportations des pays d' Afrique sub-saharienne tant vers les Etats-Unis que vers d' autres marchés internationaux.

#### 1.1.1.2 - Extension des avantages sous l'AGO

Promulguée le 18 mai 2000, la loi<sup>16</sup> sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGO) est le titre premier de la loi sur le commerce et le développement. Cette loi offre aux pays d' Afrique sub-saharienne des possibilités sans précédent et vise :

- à promouvoir le commerce et les investissements entre les Etats-Unis et les pays d' Afrique sub-saharienne en accordant aux pays éligibles un accès préférentiel au marché américain. 1835 nouveaux produits des pays éligibles auront désormais un accès en franchise de droits douane et sans restriction au marché américain en plus des 4600 produits qui existaient déjà dans le cadre du SGP ;

- à encourager le développement économique et les réformes en Afrique sub-saharienne en favorisant une vaste gamme de branches d' activité et en accordant des avantages concrets aux créateurs d' entreprises et aux agriculteurs ;

- à faciliter un accès aux crédits et à donner des possibilités accrues aux investisseurs et aux entreprises américaines s' installant ou voulant développer leurs activités en Afrique sub-saharienne.

L' AGO exempte des droits de douane de nombreux produits (liste complète en annexe 1A) y compris les textiles et les articles d' habillement<sup>17</sup> qui sont «produits ou manufacturés» par un pays bénéficiaire d' Afrique sub-saharienne, sous réserve des conditions de valeur ajoutée et de non sensibilité de ces produits à l' effet de l' importation. L' annulation des droits de douane a pour but d' améliorer la compétitivité des exportateurs des pays bénéficiaires face à la concurrence d' autres fournisseurs. Par ailleurs, l' AGO exempte aussi les pays bénéficiaires des limitations prévues dans le cadre normal du SGP dites «limitations au titre de la préservation de la compétitivité<sup>18</sup>» et qui sont fonction de la valeur et du pourcentage des échanges pour un produit donné. Cette disposition est censée contribuer elle aussi à affermir les relations à long terme entre les exportateurs d' Afrique sub-saharienne et leurs clients aux Etats-Unis. A sa promulgation en 2000, l' AGO a de *facto* garanti les avantages du SGP aux pays d' Afrique sub-saharienne éligibles jusqu' au 30 septembre 2008.

<sup>15</sup>Nous entendons par quotas stricts, les mesures commerciales qui consistent à appliquer des droits de douanes prohibitifs en cas de dépassement des limites autorisées.

<sup>16</sup>Public Law 106-200. Title I is codified at 19 U.S.C. 3701-3706

<sup>17</sup>Ces produits sont régis par un texte spécifique. Cf *supra*, sous-section 1.1.2

<sup>18</sup>Cette disposition interdisait l' importation, au-delà d' un certain plafond, de produits admissibles dans le cadre du SGP.

La loi sur la croissance et les possibilités en Afrique accorde l'accès en franchise de droits de douane à près de 1835 produits en supplément des 4650 produits qui entraient déjà en franchise sur le marché américain dans le cadre du SGP. Mais en plus du fait que les produits doivent être importés directement d'un des pays bénéficiaires, l'AGOA impose des règles d'origine pour qu'un produit puisse bénéficier des avantages accordés ; le produit exporté doit avoir été cultivé, produit ou manufacturé dans un pays bénéficiaire : Ce qui veut dire que le total du coût ou de la valeur des matières produites doit être originaire d'un des pays bénéficiaires et que le coût direct de la transformation effectuée dans ces pays ne soit pas être inférieur à 35 % de la valeur estimée du produit à son entrée aux Etats-Unis. Jusqu'à 15% de ces 35 % peuvent provenir des matières ou des composants<sup>19</sup> non américains utilisés pour produire l'article dans un des pays bénéficiaires pour les nouveaux produits désignés. Ces produits bénéficient également d'avantages cumulatifs.

En août 2002, les Etats-Unis ont promulgué une nouvelle loi (AGOA II)<sup>20</sup> qui modifie certaines dispositions de l'AGOA I. Cette nouvelle loi réaménage le traitement douanier applicable à certains produits et plus spécifiquement aux produits textiles et aux vêtements. L'AGOA définit également de nouvelles conditions d'acquisition du statut de pays moins avancés (PMA) ; d'après cette loi, les pays d'Afrique sub-saharienne dont le produit intérieur brut (PIB) par tête est inférieur à 1500 \$US par an vont désormais bénéficier du statut de PMA. Toujours dans cette loi, le statut de PMA est accordé au Botswana et à la Namibie malgré le fait que leurs PIB par tête respectifs soient supérieurs au seuil fixé. Le tableau 1.2 donne la liste des pays AGOA en 2004<sup>21</sup>.

En juillet 2004, la promulgation de la loi sur l'accélération de l'AGOA (AGOA III<sup>22</sup>) marque un tournant décisif dans le désir des Etats-Unis de rendre plus efficace ce programme. Tout d'abord, l'AGOA III proroge l'échéance du programme de 2008 à 2015, mais en plus, elle accorde de nouvelles facilités d'entrée aux produits du secteur textile et des vêtements. L'AGOA III prolonge également les *préférences spéciales* attribuées aux PMA dans le secteur du textile et des vêtements jusqu'en 2007<sup>23</sup>. L'AGOA III attribue aussi un statut spécial très proche de celui des PMA à l'île Maurice malgré un PIB par tête annuel largement supérieur à 1500 \$US. Le nouveau statut de l'île Maurice vise surtout à faire bénéficier ce pays de l'initiative PMA mais dans les limites d'exportations de 27 millions de mètres carré. Comme nous l'avons dit à l'introduction, l'AGOA IV a été promulguée en décembre 2006, ses dispositions complètent celles de l'AGOA III concernant la limite quantitative des exportations de produits textiles à 30 millions de mètres carré ; au delà de cette limite, ces produits perdront les avantages d'entrée sur le marché des Etats-Unis en franchise de droits de douane. Par ailleurs, l'AGOA IV proroge aussi bien l'échéance des avantages généraux du secteur textile à 2015 que l'échéance de l'initiative des PMA sur le textile à septembre 2012.

<sup>19</sup>Les exceptions comprennent les étoffes et les filés qui ne sont pas importés en tant que composants d'un vêtement fini.

<sup>20</sup>Trade Act of 2002 (Public Law 107-210)

<sup>21</sup>Il faut noter que certains pays comme la RCA (République Centrafricaine) et l'Erythrée étaient éligibles en octobre 2000 mais leur éligibilité a été suspendue en décembre 2003.

L'annexe 1D montre la carte des pays éligibles à l'AGOA en 2004

<sup>22</sup>Public Law 108-274

<sup>23</sup>Il faudrait rappeler que les facilités accordées aux PMA devaient s'achever en janvier 2005 dans le cadre de l'Accord Multifibre.

TAB. 1.2: **Pays d'Afrique sub-saharienne éligibles au programme AGOA en 2004**

Pays	1 <sup>ère</sup> année d'éligibilité	Pays	1 <sup>ère</sup> année d'éligibilité
Afrique du Sud*	octobre 2000	Mali	octobre 2000
Angola	décembre 2003	Mauritanie	octobre 2000
Bénin	octobre 2000	Maurice (île)***	octobre 2000
Botswana	octobre 2000	Mozambique	octobre 2000
Cameroun	octobre 2000	Namibie	octobre 2000
Cap Vert	octobre 2000	Niger	octobre 2000
Congo	octobre 2000	Nigeria	octobre 2000
Congo RD	décembre 2002	Ouganda	octobre 2000
Côte d'Ivoire**	mai 2002	Sao Tomé et Príncipe	octobre 2000
Djibouti	octobre 2000	Rwanda	octobre 2000
Ethiopie	octobre 2000	Sénégal	octobre 2000
Gabon*	octobre 2000	Seychelles*	octobre 2000
Gambie	décembre 2002	Sierra Léone	octobre 2000
Ghana	octobre 2000	Swaziland	octobre 2000
Guinée	octobre 2000	Tanzanie	octobre 2000
Guinée-Bissau	octobre 2000	Tchad	octobre 2000
Kenya	octobre 2000	Zambie	octobre 2000
Lesotho	octobre 2000		
Madagascar	octobre 2000		
Malawi	octobre 2000		

\*Ce sont les pays qui n'ont pas le statut de PMA sous l'AGOA

\*\*La Côte d'Ivoire ne fait plus partie de la liste des pays éligibles en 2005. Mais par contre le Burkina Faso a été déclaré éligible en décembre 2004.

\*\*\* L'île Maurice a obtenu un statut spécial sous l'AGOA III

Source : USTR (2004)

### 1.1.2 Dispositions Particulières applicables aux textiles et vêtements

Le secteur textile et vêtement bénéficie d'un traitement spécial dans le cadre de l'AGOA notamment en matière de règle d'origine<sup>24</sup>-annexe 1C-. Ce traitement spécial provient de la volonté du gouvernement américain de protéger leurs producteurs et leurs fabricants d'une "évasion" du marché américain des produits à faibles coûts de production en provenance des pays d'Afrique sub-saharienne. Les dispositions concernant ce secteur confèrent tout de même un certain nombre d'avantages conséquents aux fournisseurs d'Afrique sub-saharienne par rapport à ceux des pays avec lesquels les Etats-Unis ne sont pas liés par des accords de libre-échange. Les dispositions concernant le secteur textile préconisent :

- (i)- la suppression de tous les contingents applicables aux textiles et aux vêtements en

<sup>24</sup>Le secteur textile et vêtement était exclu des avantages accordés dans le cadre du SGP.



provenance de l'Afrique sub-saharienne ;

(ii)- l'élargissement de l'accès en franchise des droits douane et sans contingent au marché américain des vêtements fabriqués dans les pays éligibles à partir de filés et d'étoffes qui n'existent pas aux Etats-Unis ;

(iii)- l'extension du traitement en franchise et sans contingent aux vêtements fabriqués dans les pays bénéficiaires de l'AGOA à partir de filés et d'étoffes des Etats-Unis et aux chandails tricotés en cachemire ou en mérinos. Cette franchise s'étend aussi aux vêtements fabriqués en Afrique qui sont en soie, en velours et à partir d'autres étoffes qui ne sont pas produites en quantité industrielle aux Etats-Unis ;

(iv)- l'élargissement de l'accès en franchise et sans contingent au marché américain des vêtements fabriqués dans les pays éligibles à partir d'étoffes et de filés provenant de l'une des régions africaines<sup>25</sup>. Ces importations sont cependant soumises à un plafond variant entre 1,5% et 3,5 % de l'ensemble des importations américaines de vêtements (ce qui représente plusieurs milliards de dollars) sur une période de 8 ans. Cependant, au delà des plafonds autorisés, des droits de douane normaux<sup>26</sup> négociés dans le cadre de la clause de la nation la plus favorisée sont appliqués.

Afin de renforcer l'efficacité de ces mesures, les Etats-Unis ont autorisé, dans le cadre de cette loi, que les pays éligibles dont le PIB par habitant est inférieur à 1500 dollars US par an (les pays bénéficiaires moins avancés) d'utiliser les étoffes en provenance des pays tiers<sup>27</sup>.

l'AGOA stipule que certains types de produits textiles et d'habillement exportés aux Etats-Unis provenant des pays éligibles ne sont ni soumis à des droits de douane ni contingents. Ces produits sont :

- Les vêtements assemblés en Afrique sub-saharienne et taillés avec des étoffes entièrement formées et coupées aux Etats-Unis, à partir de filés entièrement confectionnés aux Etats-Unis ;

- Les vêtements assemblés et coupés en Afrique sub-saharienne, cousus avec du fil provenant des Etats-Unis et taillés avec des étoffes entièrement formées aux Etats-Unis et à partir de filés entièrement formés aux Etats-Unis ;

- Les chandails tricotés en cachemire ou en mérinos ; ces chandails doivent contenir principalement du cachemire dans son poids total, ou au moins avoir 50 % de son poids total composés de mérinos de 18,5 microns de diamètre. Les fibres et filés peuvent être originaires de n'importe quel pays, y compris de pays situés en dehors de l'Afrique sub-saharienne ;

---

<sup>25</sup>L'USTR reconnaît cinq régions : la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) avec 6 Etats membres ; (ii) la Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) avec 19 Etats membres ; (iii) la East African Community (EAC) avec 3 Etats membres, (iv) la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec 15 Etats membres ; (vi) la Southern African Development Community (SADC) avec 14 membres. Il existe cependant d'autres organisations sous régionales telles que la Southern African Customs Union (SACU) avec 5 Etats membres qui appartiennent tous à la SADC ; l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) avec 8 membres qui sont également tous membres de la CEDEAO.

<sup>26</sup>Le droit de douane normal est de 17,5% de la valeur du vêtement. Il faut tout de même noter qu'avec l'échéance de l'accord multifibre, les USA vont supprimer les contingents appliqués aux importations de nombreux. Mais cette échéance ne concerne pas un pays comme la Chine.

<sup>27</sup>Cette disposition devait expirer en septembre 2007, mais elle a été prolongée jusqu'en septembre 2012.

- Les vêtements coupés ou tricotés et assemblés en Afrique sub-saharienne à partir des filés ou des étoffes qui sont en «quantité limitée» et qui proviennent des pays tiers.

- Les tissus de fabrication artisanale obtenus à la main, les produits de fabrication artisanale faits à la main avec ces tissus et les produits artisanaux relevant du folklore traditionnel. Les produits visés dans cette catégorie seront déterminés à l'issue des consultations entre les Etats-Unis et le ou les pays bénéficiaires intéressés ; ils devront en outre être certifiés comme tels par l'autorité compétente du ou desdits pays.

Certaines étoffes et certains filés<sup>28</sup> d'un pays tiers peuvent aussi être utilisés par les producteurs de vêtements d'Afrique sub-saharienne (AFSS) à condition que ces étoffes ne doivent pas figurées sur la liste des étoffes "utilisées en quantité limitée" du Ministère du commerce américain -annexe 1F-<sup>29</sup>.

De manière globale, ces avantages visent à stimuler le développement de ce secteur car, pendant que les exportations des pays AFSS sont exonérées de droits de douane, les exportations de nombreux autres pays avec lesquels les Etats-Unis n'ont d'accords commerciaux continuent d'être frappées de droits de douane. Par ces mesures d'exonération des droits de douane tant sur certains produits primaires (produits traditionnels tels que : pétrole, tabac etc.) que sur des produits manufacturés (vêtements etc.), l'AGOA vise à encourager la diversification des exportations des pays d'Afrique sub-saharienne.

Par contre, l'AGOA impose à d'autres articles d'habillement une entrée en franchise de douane jusqu'à un certain plafond (niveau global des importations de ces produits en provenance de tous les pays bénéficiaires d'Afrique sub-saharienne) lequel est fonction du volume total des importations de vêtements des Etats-Unis au cours des douze derniers mois. Les produits assujettis à un plafond sont les suivants :

- Les vêtements assemblés en Afrique sub-saharienne taillés à partir des étoffes entièrement formées en Afrique sub-saharienne avec de filés provenant des Etats-Unis ou d'Afrique sub-saharienne ;

- Les vêtements assemblés en Afrique sub-saharienne taillés à partir des étoffes provenant d'un pays autre que les Etats-Unis et non situé en Afrique sub-saharienne (étoffe d'un «pays tiers»). Seuls les PMA peuvent bénéficier de cette dernière disposition.

Le seul plafond qui affecte les vêtements en matière de traitement préférentiel est la part des importations totales de vêtements aux Etats-Unis, mesurées en mètres carrés, au cours des 12 mois précédent la période pour laquelle le produit doit entrer sur le marché américain. Les plafonds autorisés et déterminés par l'AGOA sont :

du 1er octobre 2000	au 30 septembre 2001	1,50 %
du 1er octobre 2001	au 30 septembre 2002	1,78 %
du 1er octobre 2002	au 30 septembre 2003	2,06 %
du 1er octobre 2003	au 30 septembre 2004	2,34 %
du 1er octobre 2004	au 30 septembre 2005	2,62 %
du 1er octobre 2005	au 30 septembre 2006	2,90 %

<sup>28</sup>Les exceptions comprennent les étoffes et les filés qui ne sont pas importés en tant que composants d'un vêtement fini et les produits que les Etats-Unis considèrent comme sensibles à l'effet de l'importation.

<sup>29</sup> Les filés et les étoffes qui sont «en quantité limitée» sont énumérés dans l' Accord de Libre-échange Nord-Américain (voir l' annexe 401 de l' ALENA). Ils concernent notamment la soie, le lin, les tricots tubulaires en coton de numéro fin destinés à la confection de certains vêtements, de la velvétine, du velours côtelé à fines colonnes de mailles, de tissus Harris Tweed, de la batiste et de tissus légers qui servent à la confection de chemises d' homme et de garçonnet.

du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007 3,18 %

du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008 3,50 %

Les articles soumis à un plafond ne sont pas ventilés entre les divers pays. Le plafond est atteint progressivement, indépendamment du pays qui exporte les produits visés. Même si le plafond est atteint au cours d'une année donnée, les produits visés en provenance d'Afrique sub-saharienne peuvent être admis aux Etats-Unis ; toutefois, ils seront assujettis aux droits de douane en vigueur dans le cadre des relations commerciales normales au moment de leur déclaration en douane. Pour la première année, les deux tiers des quantités autorisées à hauteur du plafond sont disponibles depuis le 2 octobre 2000. Le tiers restant, conjugué aux autres quantités inutilisées, étaient disponibles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Outre le plafonnement des importations, l'AGOA prévoit des mécanismes de protection des entreprises américaines contre l'afflux d'importations de vêtements entièrement assemblés en Afrique sub-saharienne. Ainsi, les Etats-Unis vont suivre ces importations mensuellement, à chaque fois qu'un article visé fera l'objet d'un afflux important tel qu'il risque de causer un préjudice grave aux producteurs américains, les Etats-Unis pourront suspendre l'exonération des droits de douane accordée à l'article en question. Cependant, l'AGOA III<sup>30</sup> élève la limite du plafond des importations. Depuis le 1er octobre 2004, les exportations des pays AGOA sont plafonnées à 5,31025% de toutes les importations américaines dans ce secteur, ce qui correspond à 1.076.876.652 mètres carrés.

Toutefois, les vêtements assemblés en Afrique sub-saharienne qui bénéficient des avantages stipulés par l'AGOA pourront effectivement bénéficier de l'exonération des droits de douane si le poids total des fibres ou des filés ne dépasse pas 7 % du poids total de l'article en question même si ces fibres ou ces filés ne proviennent pas entièrement des Etats-Unis ou d'un pays éligible. L'AGOA III promulguée en 2004 élève le poids total des fibres et des filés à 10% du poids total de l'article. Certains vêtements pourront également bénéficier du traitement

tarifaire préférentiel même s'ils contiennent des fournitures ou de la passementerie d'origine étrangère lorsque la valeur de ces fournitures et de cette passementerie ne dépasse pas 25 % du coût des composants de l'article assemblé. Les fournitures et la passementerie regroupent par exemple, le fil à coudre (sauf s'il sert à coudre en Afrique sub-saharienne des étoffes coupées aux Etats-Unis), les agrafes, les noeuds à boucles, les boutons simples, les boutons à pression, les parements de passementerie en dentelle, les rubans élastiques et les fermetures à glissière. Les rubans élastiques font partie des fournitures et de la passementerie uniquement s'ils mesurent moins d'un pouce (2,54 cm) de largeur et qu'ils sont utilisés dans la confection des soutiens-gorge. Certains tissus de renfort pourront être importés en franchise de douane au titre des fournitures et de la passementerie. Il s'agit uniquement de l'entoilage, des empiècements de type «hymo» et de la triplure aux manches si ces tissus sont faits à partir d'étoffes tissées ou de bonneterie-chaîne par la trame de poils grossiers ou de filaments artificiels. Le traitement préférentiel sera abrogé si les Etats-Unis déterminent que ces tissus sont fabriqués aux Etats-Unis en quantité industrielle : *c'est la règle de minimis*.

Comme nous l'avons évoqué plus haut, le statut spécial que l'AGOA III attribue à l'île Maurice était indispensable si ce pays voulait sauver son industrie textile. En effet,

<sup>30</sup>Cette loi établit des dispositions rétroactives qui permettent ainsi aux pays AGOA de pouvoir compenser leur quota qui était jadis fixé à 2,34% pour 2004.

l'île Maurice est entourée des pays comme Madagascar et un peu plus loin, le Lesotho, le Swaziland qui bénéficiaient déjà du statut de PMA. Dans un tel cadre, on a assisté à une perte de compétitivité de l'industrie textile et vêtement de ce pays, ce qui a favorisé une réorientation des investissements de l'île Maurice vers ces pays. Mais contrairement au traitement général accordé à tous les PMA dans le cadre de l'AGOA<sup>31</sup>, les Etats-Unis ont fixé un plafond aux exportations de l'île Maurice correspondant à 27 millions de mètres carré de tissus qui pourront entrer en franchise de droits de douane sous réserve du respect des conditions liées au poids des fibres et des filés des vêtements.

Au delà des conditions relatives au poids des fibres et des filés d'un vêtement, pour qu'un pays puisse exporter les vêtements aux Etats-Unis en franchise de droits de douane, il doit remplir un certain nombre de critères (les dispositions précises figurent à la section 113 de l'AGOA) parmi lesquels :

- adoption d'un système efficace de visas et des mesures répressives qui peuvent prévenir la réexpédition illicite des produits visés et l'usage de faux documents relatifs à l'exportation de ces articles vers les Etats-Unis ;

- promulgation des lois ou des règlements qui donnent au Service des douanes des Etats-Unis les moyens de mener des enquêtes approfondies sur les allégations de réexpédition ;

- acceptation de communiquer au Service des douanes des Etats-Unis les documents établissant le pays d'origine des articles visés. Ces documents regroupent les registres concernant la production, les informations relatives au lieu de production, le nombre et l'identification du type de machines utilisées dans la production, le nombre de travailleurs qui ont participé à la production et les attestations délivrées tant par le fabricant que par l'exportateur ;

- acceptation de communiquer le montant total de ses importations et de ses exportations pour les produits visés ;

- engagement à coopérer pleinement avec les Etats-Unis pour faire face au contournement et pour prendre les mesures voulues en vue de le combattre ;

- acceptation d'obliger tous les producteurs et tous les exportateurs des articles visés à consigner dans des registres le détail de la production de ces articles y compris ce qui concerne les matières utilisées aux fins de production et ce pour une durée d'au moins deux ans après la production ou l'exportation ;

- avoir déjà rempli les formalités et les conditions pertinentes stipulées au chapitre V de l'ALENA<sup>32</sup>.

Ces mesures sont destinées à empêcher les réexpéditions illégales<sup>33</sup> d'articles de vête-

---

<sup>31</sup>L'Afrique du Sud est le seul pays AGOA non PMA qui exporte du textile et les vêtements vers les USA selon les conditions définies par cette loi.

<sup>32</sup>Le chapitre V de l'ALENA définit les procédures douanières que doit remplir un produit afin de bénéficier des avantages inhérents à l'accord. Ce chapitre définit les conditions en matière de certification et de vérification d'origine du produit, de réglementation et d'application des décisions relatives aux éventuels différends.

<sup>33</sup>La lutte contre la réexpédition est indispensable pour que les avantages qui découlent de l'AGOA ne reviennent pas à des pays tiers ; ce qui peut avoir pour inconvénient de coûter des emplois et des débouchés aux pays éligibles. Ces mesures sont donc destinées à protéger aussi bien les producteurs d'Afrique subsaharienne que le marché et l'industrie nationale des Etats-Unis.

ments vers les Etats-Unis. Par réexpédition, on entend l'établissement de faux documents dans le pays d'origine concernant la manufacture, l'ouvrage ou le montage d'un article ou d'au moins l'un de ses composants en vue d'expédier vers les Etats-Unis un produit non originaire de l'un des pays bénéficiaires des avantages de l'AGOA. Les informations ainsi falsifiées servent à justifier l'exportation en franchise aux Etats-Unis de produits qui seraient normalement soumis à des droits de douane ou imputés à un contingent. Tout exportateur d'un pays bénéficiaire de l'AGOA qui est reconnu avoir réexpédié des vêtements ou du textile sera lourdement sanctionné. Ainsi, cet exportateur ou ses successeurs ou même toutes entités dont le commettant de l'exportateur serait propriétaire ou dont il assurerait le fonctionnement se verront refuser l'exonération des droits de douane pour ces produits et ce pour une période de cinq ans. Ils peuvent être aussi passibles d'autres peines. Le tableau 1.3 donne la liste des pays AGOA qui sont actuellement détenteurs du "visa" d'exportation en franchise de droits de douane pour les produits textiles et vêtements.

Un système efficace de visas est un processus par lequel les pouvoirs publics, les industriels et les entrepreneurs établissent que les produits pour lesquels les avantages commerciaux sont sollicités ont effectivement été produits dans un ou plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne selon les règles d'origine exigées. Les Etats-Unis fournissent à ces pays des directives sur ce qu'exige un système efficace de visas. Cela veut dire que pour chaque expédition, un visa doit être apposé sur la facture originale. Ce visa doit avoir certains renseignements tels que sa date de délivrance, la quantité de marchandises expédiées, la catégorie de préférences sollicitées<sup>34</sup>. De plus, les pays éligibles doivent s'engager à autoriser des visites dans les usines, chez les producteurs, les exportateurs et les fabricants aux fins de vérification des registres portant sur la production des marchandises que ceux-ci doivent tenir pendant une période minimale de cinq ans. Ces visites de vérification s'effectueront dans au moins quatre pays bénéficiaires par an.

TAB. 1.3: **Pays AGOA détenteurs du "visa" d'exportation de vêtements en 2004**

Afrique du Sud*	Ethiopie	Mali	Rwanda
Bénin	Ghana	Maurice (île)***	Sénégal
Botswana	Kenya	Mozambique	Sierra Léone
Cameroun	Lesotho	Namibie	Swaziland
Cap Vert	Madagascar	Niger	Tanzanie
Côte d'Ivoire**	Malawi	Ouganda	Zambie

\*Pays n'ayant pas le statut de PMA sous l'AGOA

\*\*La Côte d'Ivoire ne fait plus partie de la liste des pays éligibles en 2005.

Par contre le Burkina Faso a été déclaré éligible en décembre 2004.

\*\*\* L'île Maurice a obtenu un statut spécial sous l'AGOA III

Source : USTR (2004)

Il convient de relever que les articles susceptibles d'entrer en franchise de droits de douane sur le marché américain ont été divisés en 9 groupes ; ainsi à chaque fois qu'un

<sup>34</sup>L'annexe 1 E montre la carte des pays éligibles ayant le visa en 2004.

article devra être expédié aux Etats-Unis, il lui sera attribué un visa correspondant au groupe visé.

-Le visa du groupe 1 est attribué aux articles d'habillement cousus ou assemblés dans un ou plusieurs pays éligibles à partir des tissus, des filés coupés ou tricotés aux Etats-Unis.

-Le visa du groupe 2 est attribué aux articles d'habillement cousus ou assemblés dans un ou plusieurs pays éligibles à partir des tissus, des filés coupés ou tricotés en partie ou en totalité aux Etats-Unis. Les articles décrits dans ce groupe sont des articles brodés et soumis aux enzymes-lavant (acide), à la perma-pression, au four-traitement ou à d'autres processus semblables.

- Le visa du groupe 3 est attribué aux articles d'habillement cousus ou assemblés dans un ou plusieurs pays éligibles à partir des tissus, des filés coupés ou tricotés en partie ou en totalité aux Etats-Unis.

- Le visa du groupe 4 est attribué aux articles d'habillement cousus ou assemblés dans un ou plusieurs pays éligibles à partir des tissus, filés, coupés ou tricotés en partie ou en totalité aux Etats-Unis ou dans un ou plusieurs pays éligibles.

-Le visa du groupe 5 est attribué aux articles d'habillement cousus ou assemblés dans un ou plusieurs pays éligibles à partir des tissus, des filés coupés ou tricotés en partie ou en totalité aux Etats-Unis, dans un ou plusieurs pays éligibles d'Afrique sub-saharienne ou encore dans un pays tiers.

-Le visa du groupe 6 est attribué aux chandails et aux articles d'habillement constitués de cachemire coupés dans un ou plusieurs pays bénéficiaires d'Afrique sub-saharienne.

-Le visa du groupe 7 est attribué aux chandails et aux articles d'habillement dont le poids de la laine représente au moins 50 % du poids total du vêtement ou encore les vêtements constitués de laine mesurant au plus 21,5 microns de diamètre qui ont été tricotés ou assemblés dans un ou plusieurs pays bénéficiaires.

-Le visa du groupe 8 est attribué aux articles d'habillement cousus ou assemblés dans un ou plusieurs pays éligibles à partir des tissus, des filés coupés ou tricotés en partie ou en totalité aux Etats-Unis ou dans un ou plusieurs pays éligibles à condition que de tels articles ou de tels tissus remplissent les conditions générales de règle d'origine sauf si les tissus, les filés coupés ou tricotés utilisés proviennent du Canada ou du Mexique. Les tissus dont il est question concernent les tissus tricotés en coton ou en lin, de la velentine en coton ou du velours. Les tissus faits en polis d'animaux sont également visés dans ce groupe.

-Le visa du groupe 9 est attribué aux articles d'habillement faits à la main ou encore aux vêtements traditionnels tels que définis dans les accords bilatéraux entre chaque pays éligible et le Comité pour l'exécution des accords de textile (CITA).

Au regard de ces avantages, il apparaît que le secteur textile et vêtement bénéficie dans le cadre de l'AGOA, contrairement au SGP, d'un traitement préférentiel important censé favoriser son développement industriel dans les pays bénéficiaires.

Au delà de ces avantages commerciaux, les Etats-Unis ont introduit dans l' AGOA un volet coopération technique ainsi que bien d'autres dispositions qui la singularisent par rapport au SGP.

## 1.2 Autres avantages et spécificités de l'AGOA

Les Etats-Unis étaient conscients que les avantages commerciaux n'étaient pas suffisants tant pour impulser une dynamique des échanges entre eux et les pays d'Afrique sub-saharienne que pour générer une croissance économique stable dans ces pays. A cet effet, l'AGOA accorde aux pays éligibles des dispositifs incitatifs aux investissements et des mesures relatives à la coopération/assistance technique (1.2.1). Toutefois, une observation pratique des rapports commerciaux entre les Etats-Unis et les pays en développement permet de relever la part croissante que prennent les considérations d'ordre politique<sup>35</sup> (respect des droits de l'homme et promotion de l'état de droit) auxquelles s'agrègent désormais de nouveaux critères (volonté de réformes, lutte anti-corruption, promotion du développement écologiquement soutenable). A ce titre, les pays AFSS doivent respecter un certain nombre de critères pour faire partie du groupe des pays bénéficiaires de l'AGOA (1.2.2).

### 1.2.1 Avantages relatifs aux investissements et à la coopération technique

L'échec du SGP a conduit les Etats-Unis à introduire dans le programme AGOA des mesures destinées à attirer les investissements dans les pays africains (1.2.1.1) et à favoriser la mise aux normes des productions provenant de ces pays aux standards internationaux (1.2.1.2).

#### 1.2.1.1- Dispositions pour inciter les investissements

Au delà des incitations commerciales<sup>36</sup> ci-dessus relevées en faveur des entreprises, l'AGOA offre de nombreuses autres dispositions pour inciter les investissements dans les pays éligibles. Ainsi, l'accès aux programmes de l'OPIC (*l'Overseas Private Investment Corporation*) est facilité aux projets initiés dans les pays éligibles.

L'OPIC assure aux investisseurs potentiels américains une garantie contre les risques politiques. En 2004, l'OPIC a dépensé 1,6 milliard de dollars US<sup>37</sup> aussi bien dans les financements que dans les garanties contre les risques politiques de près de 60 projets dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Ainsi par exemple, l'OPIC a garanti contre le risque politique pour 16 millions de dollars US un projet de rénovation et d'expansion d'une ferme au Ghana. Au Botswana, cet organisme a garanti pour 8,5 millions de dollars US un projet de financement dans le secteur de l'électricité<sup>38</sup>. L'OPIC est aussi intervenu au Rwanda pour le financement d'une plantation de thé pour 1,5 million de dollars US, au Mali pour le financement de petites entreprises de transformation de cuir pour 1 million

---

<sup>35</sup> Les USA sont les précurseurs de l'introduction des clauses sociales dans les accords préférentiels. C'est dans cette optique qu'ils ont insisté et obtenu l'introduction de ces clauses dans le SGP. Ils ont été suivis par d'autres pays tels que le Canada et plus tard l'Union Européenne.

<sup>36</sup> Les incitations commerciales tiennent au fait que le choix de localisation d'une firme, toute chose restant égale par ailleurs, peut être fonction des avantages offerts dans le lieu de production. Ainsi par exemple, les entreprises seront plus incitées à aller produire dans un pays où leur production ne sera pas sujette aux quotas encore moins aux droits de douane.

<sup>37</sup> Les données utilisées proviennent du rapport du Bureau du représentant des Etats-Unis au Commerce intitulé : *2005 Comprehensive Report on U.S. Trade and Investment Policy Toward Sub-Saharan Africa and Implementation of the African Growth and Opportunity Act*, The fifth of eight annual reports may 2005. USTR.

<sup>38</sup> Il faut noter que seulement 22% de la population du Botswana a accès à l'électricité. Donc ce projet a été d'un soutien vital à l'amélioration des conditions de vie de ces populations.

de dollars US ou encore pour la garantie du financement contre le risque politique d' un *pipeline* de gaz traversant le Togo, le Bénin et le Ghana pour 45 millions de dollars US. En septembre 2004, l' OPIC a créé un fonds d' investissement de 250 millions de dollars US afin de soutenir la croissance des entreprises en Afrique sub-saharienne. Par ailleurs, les activités de la Banque import-export américaine<sup>39</sup> relatives au financement et à la garantie des projets sont facilitées dans les pays éligibles.

En 2003, la Banque import-export a signé de nombreux accords de garantie avec 17 banques d' Afrique sub-saharienne et a financé en direction de 20 pays d' Afrique sub-saharienne, 152 flux commerciaux en provenance des Etats-Unis pour un montant total de 643 millions de dollars US. En 2004, cette banque a autorisé 52 transactions entre les Etats-Unis et le Nigeria à travers le programme MGA<sup>40</sup> pour un montant de 190 millions de dollars US contre 8 transactions en 2000 pour un montant de 15 millions de dollars US.

La Banque import-export, en dehors du programme pilote de courte durée (STIPP)<sup>41</sup>, a élaboré d' autres programmes chargés d' assurer et de garantir la solvabilité des entreprises d' Afrique sub-saharienne. Le programme de garantie de crédit et de solvabilité (CGF)<sup>42</sup> a ainsi permis aux entreprises d' Afrique sub-saharienne de pouvoir acquérir les biens ou les services dont ils ont besoin sur le marché américain. En 2003, le CGF a garanti les flux commerciaux pour un montant de 10 millions de dollars US ; le principal bénéficiaire du CGF au cours de cette année fut la *Eastern and Southern African Trade and Development Bank* (PTA Bank)<sup>43</sup> tandis qu' en 2004, le principal bénéficiaire fut la *Standard Trust Bank of Nigeria* ; l' accord conclu portait sur un montant de 30 millions de dollars US. La Banque import-export<sup>44</sup> finance également de manière constante les programmes de promotion et de présentation des opportunités d' affaires dans les pays d' Afrique sub-saharienne. Ce programme dénommé *Special Workshop on Opportunities* attire chaque année environ 175 participants dont les représentants des pays d' Afrique sub-saharienne qui sont chargés de promouvoir leurs pays devant un panel constitué entre autres d' investisseurs étrangers.

Globalement, à travers les programmes pilotes de courte durée (STIPP), les accords de garantie (MGA), les lignes de crédits (CGF) et l' organisation des séminaires de travail en Afrique sub-saharienne, la Banque import-export a dépensé près de 2,5 milliards de dollars US en 2004.

L' ADF<sup>45</sup> (*African Development Foundation*) intervient également en Afrique sub-saharienne

<sup>39</sup> La Banque import-export est un organisme public chargé de financer les activités commerciales internationales des entreprises américaines, elle a été réinstaurée en 1997 par le Congrès avec pour principale mission de favoriser et de développer les relations d' affaires entre les entreprises américaines et celles des pays d' Afrique sub-saharienne.

<sup>40</sup> En 2004, le programme MGA (accords de garantie inter banque) a été conclu avec 6 banques nigérianes. Grâce aux MGA, le nombre de pays ayant reçu les programmes pilotes est passé de 16 à 39.

<sup>41</sup> Le terme d' origine en anglais est *Short Term Insurance Pilot Program* (STIPP)

<sup>42</sup> Le terme originel est *Credit Guarantee Facility* (CGF). Le CGF est un accord de crédit entre la Banque import-export et les Banques d' Afrique sub-saharienne qui garantit la solvabilité des entreprises locales.

<sup>43</sup> La *Eastern and Southern African Trade and Development Bank* (PTA Bank) est une banque régionale dont le siège se trouve à Nairobi au Kenya. Elle intervient dans 17 pays d' Afrique de l' Est et d' Afrique Australe.

<sup>44</sup> Le montant total des transactions financées par la Banque import-export en Afrique sub-saharienne en 2003 était de 2 milliards de dollars US.

<sup>45</sup> L' ADF est une institution gouvernementale chargée de favoriser la création des micro ou méso-entre-



dans le domaine financier, au même titre que la Banque import-export. Mais, l'ADF soutient aussi les activités des organisations non gouvernementales qui travaillent à l'échelle locale. En 2004, L'ADF est intervenue dans 15 pays dont le Bénin, le Botswana, le Cap Vert, la Guinée, le Ghana, le Mali, la Namibie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Cet organisme finance également le développement des petits projets<sup>46</sup> (mise en place d'un commerce, d'un élevage de poissons ou du bétail, développement d'une exploitation agricole) qui peuvent faire croître les revenus des populations. A travers son programme *Trade and investment* (T&I), l'ADF a financé en 2004 16 nouveaux projets visant à aider les entreprises africaines à augmenter le niveau de leur production et/ou la qualité de celle-ci pour près de 4 millions de dollars US<sup>47</sup>. Toujours à travers ce programme, l'UMPL<sup>48</sup> (*The Uganda Marine Processing, Ltd.*) a été financée pour près de 250 000 dollars US en 2001. Ce financement a permis à cette entreprise d'augmenter ses exportations de 364% entre 2001 et 2004. En 2004, les recettes de cette compagnie étaient de 5,1 millions de dollars US contre environ 1,099 million de dollars US en 2001 (USTR, 2004). En Tanzanie, les financements de l'ADF ont également démontré leur efficacité dans l'accompagnement et l'amélioration aussi bien de la quantité que de la qualité de la production. Ainsi la TMS (*Tanzania Mtibwa Sugar*) après avoir reçu un financement de l'ADF en 2002 a vu ses exportations croître de 262%, elles sont passées de 1,2 million de dollars en 2002 à 3,1 millions de dollars en 2004. D'autres exemples existent au Botswana avec la GSHA (*Godisa Solar Hearing Aids*) ou au Zimbabwe avec le PFP (*Paprika Farming Project*) ; tous ces exemples essaient de mettre en exergue une seule et même réalité à savoir que les facilités d'accès aux financements revigorées par l'AGOA peuvent aider les entreprises de l'Afrique sub-saharienne à se développer et à tirer plus efficacement avantage de toutes les opportunités offertes par l'AGOA.

L'ADF aide aussi les entreprises d'Afrique sub-saharienne ou qui s'y installent à trouver des débouchés à leurs produits auprès des groupes d'industriels installés aux Etats-Unis ou dans un autre pays ; l'ADF leur (aux entreprises d'Afrique sub-saharienne) apporte également des compétences techniques afin que ces entreprises puissent améliorer leur production et la rendre conforme aux standards internationaux. Le programme T&I sert parfois mais très rarement de garantie aux entreprises d'Afrique sub-saharienne qui veulent avoir accès aux financements privés.

L'ADF finance aussi les exportations des firmes d'Afrique sub-saharienne vers leur destination finale à travers le programme de gains à l'exportation des petites et moyennes entreprises (*MSE-export-earning micro- and small-enterprise*). En 2004, l'ADF a financé 36 entreprises<sup>49</sup> originaires de 10 pays : Bénin, Botswana, Cap Vert, Ghana, Mali, Namibie,

---

prises en Afrique sub-saharienne en favorisant la libération du capital.

<sup>46</sup>Un projet peut être financé jusqu'à hauteur de 250 000 dollars US.

<sup>47</sup>L'essentiel de ce financement est fait par la détention des titres d'obligations sur les entreprises.

<sup>48</sup>L'UMPL est la plus petite des huit entreprises intervenant dans le secteur de la pêche en Ouganda. Sa spécificité est qu'elle est tenue en majorité par les populations locales. Elle fut la première compagnie indigène à recevoir la certification de qualité ISO 9001 (International Standards Organization).

<sup>49</sup>Les produits exportés par ces entreprises peuvent être les poissons frais ou congelés, le boeuf surgelé ou emballé, les langoustes frais ou congelés, la vanille traitée, les fruits frais, secs ou glacés, les boissons de fruit traités ou les jus organiques, les huiles essentielles, le thé de fines herbes, le paprika traité, la viande d'autruche et le sel de mer.

Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe. Selon le bureau du représentant des Etats-Unis au commerce (*Office of the United States Trade Representative 2005*), l'ADF a généré à travers les deux programmes ci-dessus évoqués -T&I et MSE- plus de 39 millions de dollars de gains en 2004.

L'AGOA III encourage et soutient les investissements dans les infrastructures du secteur énergétique, communicationnel (les routes, les voies ferrées et les ports) et télécommunicationnel (Internet, téléphone). Le gouvernement américain en partenariat avec de nombreuses agences gouvernementales a élaboré plusieurs projets visant à créer dans les pays d'Afrique sub-saharienne des conditions de croissance économique soutenables grâce au développement des infrastructures dans les secteurs énergétiques, communicationnels et télécommunicationnels. Dans le secteur énergétique, le Département américain de l'Energie (DOE) à travers l'USAID finance plusieurs projets ; de nombreux projets sont ainsi menés en Angola, au Cameroun et au Nigeria pour la recherche du gaz naturel. L'un des plus grands projets actuellement en chantier et qui devra être réalisé d'ici 10 ans est un projet de construction d'une centrale électrique d'une capacité de 1000 Mégawatts en Afrique de l'Est<sup>50</sup>. Ce projet dont le montant final n'a pas encore été fixé engendrera plusieurs millions de dollars, il sera réalisé par un consortium unissant le Département américain de l'Energie et la Banque Mondiale à travers le programme GGFR (*Global Gas Flaring reduction Initiative*).

Les infrastructures communicationnelles bénéficient également d'un soutien accru des Etats-Unis. En partenariat avec l'USAID et/ou l'USTDA, le Département américain au transport (USDOT) finance en partie ou en totalité de nombreux projets dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Le Département de la défense ainsi que la Banque import-export participent également dans un cadre bilatéral au financement des projets infrastructurels dans ce secteur. En 2004, le Département américain au transport en collaboration avec l'USTDA a financé la mise en place d'un nouveau système de navigation aérienne par satellite à la Communauté Est africaine (CEA<sup>51</sup>). Ce système dénommé *Global Navigation Satellite System* (GNSS)<sup>52</sup> a coûté aux Etats-Unis 8 millions de dollars US. Entre 2000 et 2003, le Nigeria a reçu du Département américain au transport en collaboration avec l'USAID 6,8 millions de dollars US pour améliorer la sécurité aérienne par la mise en place d'un système multimodal de surveillance et privatiser les services portuaires afin de les rendre plus efficaces. Les Etats-Unis soutiennent également un projet de réhabilitation du système ferroviaire nigérian<sup>53</sup>, projet qui doit être financé par la Banque Mondiale. De nombreux autres projets sont élaborés par les Etats-Unis dans le développement des infrastructures de communication mais ils relèvent plus de la coopération/assistance que d'un financement direct; Il en est de même du secteur des télécommunications en dehors de l'initiative de mise en place au Nigeria d'un Fonds de Services Universels (USF) par la NTCA<sup>54</sup> et l'ATA<sup>55</sup>. Ce projet vise à développer les

<sup>50</sup>Les pays concernés sont le Kenya, l'Ethiopie, Djibouti, Le projet doit débiter dans ces pays en 2006 tandis qu'il débitera en 2008 pour l'Ouganda, l'Erythrée et la Tanzanie.

<sup>51</sup>Les pays qui bénéficient de ce système sont le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

<sup>52</sup>Ce projet a été réalisé dans le cadre du programme de protection du ciel (*Safe Skies program*) dans la lutte contre le terrorisme dans cette sous région.

<sup>53</sup>Ce sont d'ailleurs les experts du Département américain au transport qui ont identifié le réseau ciblé (réseau ferroviaire Est et Ouest) et déterminé le montant du projet lors d'une visite au Nigeria.

<sup>54</sup>NTCA : National Telecommunications Cooperative Association.

<sup>55</sup>ATA : American Trade Association.

modèles de technologie de communication afin de faciliter l'accès à ce service dans la sous région.

#### *1.2.1.2- Dispositions cadre pour la coopération/assistance technique*

En 1991, l'Agenda de Développement de Doha a estimé que l'assistance technique des pays du Nord au pays du Sud était indispensable pour permettre à ces derniers d'avoir une croissance économique durable. Selon l'Agenda de Développement de Doha réactualisé par le plan d'action de Bangkok en 2000, l'assistance technique dont ont besoin les pays du Sud doit privilégier le développement des capacités endogènes<sup>56</sup> des pays bénéficiaires dans le domaine des politiques de commerce et de développement. Elle doit toucher aux trois niveaux auxquels ces capacités endogènes doivent être développées à savoir : le niveau individuel grâce à la formation ; le niveau institutionnel (appui aux institutions publiques et privées) ; et le niveau sociétal axé sur la participation de la société civile. A cet effet, différents programmes de coopération/assistance technique ont été élaborés. Ainsi, ces programmes peuvent être non remboursables (dons), remboursables non conditionnés (prêts) ou à remboursement conditionnel (les programmes ne sont remboursables que s'ils obtiennent des financements supplémentaires).

Conformément aux recommandations de l'Agenda de Développement de Doha, les Etats-Unis ont introduit dans les dispositions de l'AGO un volet assistance technique très dense portant notamment sur : le rapprochement des analyses directives de la coopération sous-régionale (développement des intégrations régionales), le développement des activités opérationnelles (soutien accru aux petits projets qui améliorent les revenus des populations), la consolidation du renforcement des capacités dans les domaines du commerce (transfert des connaissances : par exemple la mise aux normes internationales des productions) et de l'investissement (soutien technique dans la conception et l'évaluation des grands projets de développement) dans les pays bénéficiaires avec une priorité aux pays moins avancés (PMA).

En 2002, les Etats-Unis ont mis en place un programme spécial d'assistance appelé *Millennium Challenge Account Initiative* (MCA) destiné à aider et à favoriser la croissance économique des pays en développement. En 2004, le congrès a donné un budget de 1 milliard de dollars au MCA pour mener ses activités. En 2005, ce budget est passé à 2,5 milliards de dollars US et en 2006, le budget sollicité par Président des Etats-Unis est de 5 milliards de dollars US. Les fonds MCA iront aux pays qui soutiennent non seulement les valeurs de démocratie et d'économie de marché mais en plus, ils devront élaborer des programmes de développement avec des objectifs clairs et mesurables, mais leur revenu par habitant

---

<sup>56</sup>Le concept de développement des capacités endogènes est né dans les années 80 et 90, l'expérience de l'ajustement structurel ayant mis en lumière l'incapacité de nombreux pays en développement à s'adapter aux bouleversements de l'économie mondiale en raison d'un manque de compétences en gestion et d'une pénurie de ressources organisationnelles (Morgan & Carlan, 1994). Son apparition est également liée à la plus grande importance accordée par le milieu du développement à la durabilité et à l'autogestion. La volonté de réformer les politiques économiques a débouché sur un consensus sommaire quant à un cadre stratégique ou une série de préceptes. Parmi ceux-ci, une attitude favorable au secteur privé, la réforme du secteur public, la privatisation, la démocratisation et le renforcement de la société civile. Depuis le début des années 90, on prône davantage la réforme des institutions. Le développement des capacités humaines et institutionnelles est désormais considéré comme un outil pouvant aider les pays bénéficiaires à être de manière durable sur le sentier croissance ou de développement économique.

doit être au plus égal à 1415 dollars US par an. Une grande partie des fonds destinés à l'Afrique sub-saharienne sera destinée à l'éducation, au développement du secteur privé et des infrastructures, à la promotion de la bonne gouvernance, à la lutte contre les maladies infectieuses et le SIDA<sup>57</sup>.

Par ailleurs, en 2004, les Etats-Unis ont investi 181 millions de dollars US dans les programmes d'assistance technique (PAT)<sup>58</sup> consacrés aux pays d'Afrique sub-saharienne, ce qui représente une augmentation de 36% par rapport à 2003. En 2003 par exemple, les Etats-Unis ont financé pour 6,6 millions de dollars US le programme d'assistance technique pour le développement des échanges commerciaux de la SACU (*Southern African Customs Union*) en dehors des 18,6 millions de dollars US d'assistance technique qui étaient destinés à la SADC. Le Département d'Etat au commerce à travers le GTN (*Global Trade and Technology Network*) a assisté depuis 2002 près de 55 firmes africaines pour les aider à identifier les marchés ainsi que les opportunités d'investissement aussi bien sur les marchés locaux que sur le marché américain et même en dehors. Ce programme a coûté près de 3,6 millions de dollars entre Avril 2002 et Avril 2003.

Les programmes d'assistance technique (PAT) américains en Afrique sub-saharienne sont assurés en majorité par certaines agences gouvernementales telles que l'USAID, l'USTDA, l'USTR, par le Bureau des douanes et de la protection des frontières (*Bureau of Customs and Border Protection*), par les départements du Commerce, de l'Agriculture et du Transport. Mais en Juillet 2005, les Etats-Unis ont créé un programme spécial pour les pays d'Afrique sub-saharienne éligibles à l'AGOA. Cet organisme dénommé *African Global Competitiveness Initiative* (AGCI) sera doté d'un budget de 200 millions de dollars US sur cinq ans et aura essentiellement pour but d'aider les pays bénéficiaires à augmenter leur compétitivité, leurs capacités de production et de tirer avantage de toutes les opportunités offertes par les Etats-Unis à travers l'AGOA. Toutefois, depuis 2002, au travers du TRADE (*Trade for African Development and Enterprise*), les Etats-Unis ont créé trois pôles régionaux de compétitivité<sup>59</sup>

en Afrique : le premier pôle couvre l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est, le deuxième couvre l'Afrique de l'Ouest, le troisième pôle couvre l'Afrique Australe et l'Océan Indien. Ces pôles de compétitivité<sup>60</sup> visent à aider les pays d'Afrique sub-saharienne à profiter de toutes les opportunités commerciales offertes par l'AGOA grâce à l'augmentation de leurs capacités productives et à l'amélioration des techniques de production afin de répondre aux normes sanitaires établies par les Etats-Unis.

En 2003, ces pôles regroupaient chacun à son sein une groupe d'experts chargés d'aider les producteurs africains à mettre leurs productions au normes sanitaires et phytosanitaires américaines à travers le programme APHIS<sup>61</sup> (*Animal and Plant Health Inspection Service*).

<sup>57</sup> En Janvier 2003, les USA ont annoncé la mise en place d'un plan d'urgence de plus 15 milliards de dollars US sur cinq ans : 9 de ces 15 milliards de dollars iront aux pays les plus touchés par la pandémie : Botswana, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria, Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie.

<sup>58</sup> Ce montant était de 133 millions de dollars US en 2003 soit une augmentation de 26% par rapport à 2002.

<sup>59</sup> Le nom originel de ces pôles est *Regional Hubs for Global Competitiveness*.

<sup>60</sup> Les sièges régionaux de ces trois pôles de compétitivité sont le Botswana pour l'Afrique Australe, le Kenya pour l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est et le Ghana pour l'Afrique de l'Ouest.

<sup>61</sup> A travers ce programme les Etats-Unis sont intervenus en Zambie, au Rwanda ou encore au Sénégal.

Ces pôles visent également à développer les liens d'affaires entre africains<sup>62</sup> et entre ces derniers et les américains. C'est à ce titre que la *Commerce Minority Business Development Agency* (MBDA) est intervenue dans certains pays d'Afrique Australe en collaboration avec le pôle de compétitivité de cette sous-région. La MBDA intervient également dans l'organisation et le financement des séminaires de formation en direction essentiellement des petites ou moyennes entreprises américaines qui veulent localiser ou à étendre leurs activités dans les pays d'Afrique sub-saharienne. En 2003, l'USAID a consacré 82,1 millions de dollars pour le financement du programme TRADE. En 2004, ce budget s'est accru de 27% pour atteindre 105 millions de dollars US.

A travers les programmes intégrés (PI)<sup>63</sup>, l'USAID a mis en place une véritable stratégie de lutte contre la pauvreté. En 2004, les pays suivants ont bénéficié de ce programme d'assistance : l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, la Guinée, le Lesotho, Madagascar, Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Sierra Léone et la Zambie. Dans le cadre des PI, les Etats-Unis ont financé une étude destinée à identifier les contraintes des secteurs exportateurs dans tous ces pays. Cette étude a été faite dans le cadre du programme DTIS (*Diagnostic Trade Integration Studies*) et *Window II project*. En 2004, le coût total des programmes intégrés était de 42 millions de dollars US soit une augmentation de 16% par rapport à 2003 (36 millions de dollars US). Le secteur du coton en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale a été particulièrement aidé<sup>64</sup> par les Etats-Unis à travers les agences gouvernementales<sup>65</sup> afin d'identifier les difficultés que ce secteur rencontre sur le marché mondial et de proposer les mesures nécessaires pour son développement. A cet effet, plusieurs conférences ministérielles ainsi que de nombreuses réunions d'experts ont été organisées tant en Afrique<sup>66</sup> qu'aux Etats-Unis<sup>67</sup>.

---

<sup>62</sup>Le soutien apporté par le pôle de compétitivité de l'Afrique Australe au programme TKC (*Trans Kalahari Corridor*) participe au développement des relations d'affaires entre africains. Le programme TKC a pour but d'identifier et de résoudre toutes les difficultés qui empêchent l'intensification des flux commerciaux entre les pays participants. Le programme TKC réunit la Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud.

<sup>63</sup>les programmes intégrés (*Integrated Framework [IF]*) sont des programmes élaborés par l'USAID, conformément à l'Agenda de Développement de Doha, qui permettent à plusieurs donateurs et à plusieurs agences gouvernementales d'aider les PMA à participer plus intensément à l'économie mondiale et de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour que ces derniers luttent plus efficacement contre la pauvreté.

<sup>64</sup>Le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Sénégal sont les pays qui ont le plus bénéficié de ce programme :

<sup>65</sup>Les agences qui ont participé à ce programme sont le MCA (Millennium Challenge Corporation), l'USAID, le Département d'Agriculture et l'USTDA.

<sup>66</sup>L'*African Regional Workshop on Cotton* s'est tenu à Cotonou en mars 2004. En Janvier 2005, une délégation de hauts responsables américains de l'USDITA, de l'USAID, du Département d'Etat et du NCC s'est rendue à Bamako pour rencontrer les Ministres des pays concernés par le problème du secteur coton.

<sup>67</sup>En juillet 2004, Une délégation des représentants des gouvernements du Bénin, du Burkina-Faso, du Tchad, du Mali et du Sénégal ont visité les USA. Il ont pu rencontrer les industriels américains et les chercheurs impliqués dans le secteur du Coton. Mais ils ont également rencontré la direction du NCC (National Cotton Council).

L' USAID<sup>68</sup>, en marge de l' initiative présidentielle contre la faim en Afrique<sup>69</sup>, soutient plusieurs projets de développement pour la sécurité alimentaire dans les pays d' Afrique sub-saharienne. Ces projets visent à familiariser les pays d' Afrique sub-saharienne à l' usage des biotechnologies dans le secteur agricole dans les limites imposées par l' Accord Sanitaire et Phytosanitaire de l' OMC (*WTO SPS Agreement*<sup>70</sup>) et du protocole de Cartagène<sup>71</sup>. Le recours aux biotechnologies dans le secteur agricole vise à améliorer la productivité de ce secteur et à éviter les crises alimentaires. Les Etats-Unis ont jusqu' à lors consacré l' essentiel de ce programme aux pays d' Afrique Australe. En Avril 2003, l' USAID a initié plusieurs scientifiques zambiens aux biotechnologies, elle travaille aussi en partenariat avec l' IFPRI (*International Food Policy Research Institute*) et certaines organisations sous régionales africaines afin d' évaluer d' une part, l' impact de la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires et d' autre part, l' impact de la promotion des politiques régionales d' accès aux biotechnologies sur les échanges commerciaux intra et inter-régionaux.

L' USAID à travers plusieurs autres missions et programmes soutient aussi les processus d' intégrations régionales africaines. Depuis 2000, l' USAID à travers la WARP (*West Africa Regional Program*) aide les pays de la CEDEAO à mettre en place des mécanismes institutionnels et administratifs qui encouragent tant le commerce sous régional<sup>72</sup> que certains secteurs déficitaires en infrastructures tels que celui de l' énergie<sup>73</sup>. La WARP aide également les pays d' Afrique de l' Ouest à lutter contre la corruption par la promotion de la démocratie<sup>74</sup>, de la bonne gouvernance<sup>75</sup> et d' une société civile forte. Au cours du dernier trimestre

<sup>68</sup>En Afrique de l'Est, l'USAID a mis en place le programme RATES (*Regional Agricultural Trade Expansion Support*) qui a pour but de fournir les informations en temps réel sur le niveau de la production, le commerce et les prix des produits agricoles. Ce programme a aussi pour but d' uniformiser les procédures régionales de nutrition, de gestion et de diagnostic des maladies du bétail.

<sup>69</sup>L' Initiative contre la faim en Afrique (*Initiative to End Hunger in Africa-IEHA*-) est un programme chargé d' aider les pays d' Afrique à développer leur potentiel de production dans le cadre régional. Elle vise également à faire augmenter les revenus des populations rurales grâce à des financements accordés à des petits projets. L' IEHA est supervisé par l' USAID selon les principes de l' AGOA.

<sup>70</sup>*The World Trade Organisation Sanitary and Phytosanitary Agreement (WTO SPS Agreement)* est une disposition de l' OMC qui préconise la protection de la santé humaine et la vie (animale ou végétale) contre les risques liés aux maladies, aux toxines, aux organismes de tout genre pouvant causer des maladies ou d' autres type de contaminations.

<sup>71</sup>Du nom de la ville colombienne où les négociations ont débuté en février 1999, le protocole de Cartagène est un accord qui, conformément au principe 15 de la déclaration sur l' environnement et le développement de Rio de Janeiro, vise à introduire le principe de précaution de l' impact négatif que pourrait avoir l' utilisation des organismes génétiquement modifiés sur la biodiversité ou sur la santé des populations. Il faut noter que le protocole de Cartagène a été finalisé au Canada (Montréal) en Janvier 2000.

<sup>72</sup>C' est le cas du projet WABNET (*West Africa Business women' s Network*) soutenu par la WARP. Ce projet vise à promouvoir la collaboration sous régionale en matière de commerce, de croissance ou de regroupement d' entreprises. la WABNET comprenait en 2004 3000 membres originaires de 12 pays d' Afrique de l' Ouest.

<sup>73</sup>Le programme spécifique mis en place par l'USAID à travers la WARP pour soutenir le secteur de l' énergie et les institutions sous régionales en Afrique de l' Ouest est la WAPP (*West Africa Power Pool* ).

<sup>74</sup>Le programme EDDI (*Education for Development and Democracy Initiative*) est chargé de promouvoir la démocratie et de favoriser l' accès à l' éducation pour une grande partie de la population.

<sup>75</sup>De manière globale, la promotion de la bonne gouvernance se fait à travers l' organisation des séminaires et des conférences. Par exemple en octobre 2004, s' est tenue à Ndjaména la première conférence internationale sur le pétrole et le gaz. Cette conférence au delà des aspects techniques avait également pour but de sensibiliser les pays producteurs sur la bonne gestion des revenus qui en sont issus.

de 2003, la WARP à travers le projet WAIBL (*West African International Business Linkages*) a généré 17 millions<sup>76</sup> de dollars US en échanges commerciaux et en investissements. D'autres missions du même type visant à encourager le commerce sous régional et à lutter contre la corruption existent aussi dans d'autres régions d'Afrique sub-saharienne<sup>77</sup>. Concernant spécifiquement la promotion des infrastructures dans le secteur de l'énergie, en dehors du WARP pour l'Afrique de l'Ouest, les Etats-Unis à travers l'USTDA et l'USAID ont également assisté de nombreux pays dans la promotion de l'électrification rurale et périurbaine<sup>78</sup> ou à réhabiliter les mines<sup>79</sup>.

En Afrique Centrale, la CLDP (*Commercial Law Development Program*) créée en 2003 a mené de nombreuses études en vue d'identifier aussi bien les obstacles réglementaires à l'effectivité de l'intégration régionale qu'à la durabilité de la croissance économique. Ce programme a été cofinancé avec la BAD (Banque Africaine de Développement) et s'est étendue à l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest et à l'Angola. Corrélativement à la CLDP, le Département du commerce international a mis en place un programme pilote appelé *Management Training for Africa* (MTA) qui intervient uniquement dans les pays de la SACU. Ce programme a pour objectif de favoriser le développement et la modernisation des infrastructures de transport et de santé<sup>80</sup> dans les pays concernés.

A travers la mission régionale pour l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est (REDSO)<sup>81</sup>, l'USAID apporte une assistance technique aux firmes. Les firmes les plus visées sont celles qui interviennent dans le secteur du textile, du cuir et des productions artisanales<sup>82</sup>. Cette mission supervise également le projet RATES dans son espace de compétence. La REDSO a aussi participé à la mise en place en 2003 de l'*Association of Regulators of Information and Communications for Eastern and Southern Africa* (ARICEA) grâce à une coopération active avec la COMESA. L'ARICEA est une institution majeure pour le développement sous régionale du secteur des télécommunications. Grâce à une série de séminaires assurés par des experts américains, l'ARICEA a permis de mettre en place un modèle permettant

<sup>76</sup>La somme générée par ce projet est estimée à 100 millions de dollars depuis 1998 (USTR, 2005).

<sup>77</sup>En 2003, un accord a été signé entre les pays TKC (*Trans Kalahari Corridor*) et les pays DSC (*Dar es Salaam Corridor*) pour que chaque sous région essaye de simplifier les procédures de transit, de favoriser les associations d'entreprises et d'uniformiser les normes de production. Le programme TKC comme celui DSC a pour but d'identifier et de résoudre toutes les difficultés qui empêchent l'intensification des flux commerciaux entre les pays de chaque sous région : pour les pays TKC, il y a la Namibie, le Botswana, l'Afrique du Sud et pour les pays DSC, il y a le Malawi, la Tanzanie et la Zambie.

Le Bureau africain anti-corruption supporte de nombreux programmes de lutte contre la corruption dans les pays suivants : le Bénin, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et l'Afrique du Sud.

<sup>78</sup>Les pays ayant déjà bénéficié de ce programme sont le Ghana, le Botswana, la Tanzanie, le Kenya et la Zambie.

<sup>79</sup>Le principal programme d'assistance à la réhabilitation des mines concerne le Nigéria à travers la *Nigeria Coal Resource Development* (NCRD); l'Ethiopie a aussi bénéficié d'une coopération technique mais orientée vers l'administration. Cette coopération concernait la tenue et la gestion des documents de soumission en vue de préparer la privatisation de la compagnie nationale d'électricité : *Ethiopian Electric Power Company* (EEPCO).

<sup>80</sup>Le volet infrastructures de santé a été introduit en 2004 à travers le programme HAP (*Hospital Administration Program*). Ce programme vise à faciliter l'accès aux soins de santé et aux médicaments.

<sup>81</sup>Regional Mission for Eastern and Central Africa

<sup>82</sup>C'est le cas du projet ALINC (*AGOA Linkages in COMESA*) ou encore du projet SAIBL (*The South Africa International Business Linkages*).

d'harmoniser les lois régulant le secteur des télécommunications dans la zone orientale et Australe de l'Afrique.

Les Etats-Unis fournissent également un soutien technique à de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne dans le secteur des télécommunications. Ainsi, l'USTDA a apporté une assistance technique à la Communauté Est africaine (CEA) pour l'aider à mettre en place les procédures du système de navigation par satellite (GPS/GNSS). Ce projet a été réalisé en collaboration avec la FAA et la DOT (*Department of Transportation*). L'USAID en collaboration avec la *Federal Communications Commission* (FCC) a financé des coopérations entre les universités américaines et les universités africaines à travers le programme Net-Tel@Africa<sup>83</sup>. Ce programme vise à favoriser les échanges et le transfert de connaissances dans le secteur des télécommunications, ce programme est du même type que la *Small Business Administration* (SBA). Mais en plus du transfert des technologies<sup>84</sup>, la SBA soutient aussi l'organisation technique des firmes retenues dans le cadre du programme. L'USTDA a aussi participé à la formation des cadres de la *Nigeria Telecommunication* (NITEL) aux stratégies de gestion en milieu concurrentiel. Le Département du transport américain a mis en place en Afrique un vaste projet dénommé *Safe Skies for Africa* (SSFA). Ce projet vise à inciter les pays d'Afrique sub-saharienne à adhérer à l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (OACI) et à adopter les normes internationales de sécurité aérienne, à améliorer la sécurité de leurs aéroports<sup>85</sup>, à promouvoir la privatisation de leurs ports et à développer leurs réseaux ferroviaires<sup>86</sup>.

Les Etats-Unis assistent également les pays d'Afrique sub-saharienne dans la protection de l'environnement. L'USAID, l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) et d'autres organisations gouvernementales sont chargées de la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière de protection de l'environnement. Ainsi, ces organismes interviennent en Afrique sub-saharienne à travers de nombreux programmes pour promouvoir la biodiversité, encourager la conservation du patrimoine naturel et de l'écosystème et soutenir l'éco-tourisme. C'est le cas du programme de protection du Bassin du Congo (EPA); ce programme concerne le Cameroun, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la Guinée Equatoriale, le Gabon et la République du Congo. Pour ce projet, les Etats-Unis ont consacré en 2005 53 millions de dollars US. L'EPA organise

---

<sup>83</sup> Les premières universités concernées par ce programme sont : les universités de Zambie, du Botswana, de Dar es Salam, de West Cape Town, de Fort Haré et de Witwatersrand -Afrique du Sud- en Afrique, et aux Etats-Unis, les universités du Colorado-Boulder-, de Floride- Gainesville- et du Michigan.

<sup>84</sup> De nombreux autres programmes visant à stimuler le transfert des technologies existent : c'est le cas du programme CATTs (*Consortium for Aviation Technology Transfer Centers Support*). C'est un programme élaboré en 2004 en partenariat avec le Département du Transport (DOT), la FAA Academy et la FHWA (*Federal Highway Administration FHWA*) qui vise à établir à Dar es Salam (Tanzanie) un centre d'excellence pour les professions liées à l'aéronautique.

<sup>85</sup> En réponse aux événements du 11 septembre 2001, le DOT a installé les détecteurs d'explosifs et les équipements de contrôle avec rayons X dans les aéroports internationaux de certains pays : en Angola, au Cap Vert, au Kenya, au Mali au Nigeria et en Tanzanie.

<sup>86</sup> En 2003, le DOT a financé une étude concernant la Nigeria Railway Corporation. Cette étude faisait un audit de cette organisation en vue de sa privatisation mais faisait également des recommandations pour moderniser le réseau ferroviaire nigérian. D'autres projets du même type ont été réalisés pour le Cap vert (*Cap Vert Amílcar International Airport*), pour Sao Tomé et Príncipe (*Sao Tome Deepwater Port*) ou encore pour la Namibie (*Namibian Airports Company Limited*). Cette dernière étude a été réalisée par l'USTDA.



également de nombreux séminaires à travers l'Afrique pour sensibiliser les gouvernements sur l'utilisation des carburants et des véhicules propres ou peu polluants.

Toutes ces initiatives visent à promouvoir et à soutenir la croissance économique, le commerce et la compétitivité globale des économies des pays d'Afrique sub-saharienne. Elles font aussi partie d'une stratégie globale destinée à aider les pays d'Afrique sub-saharienne à renforcer leurs intégrations régionales. Mais l'accès à ces avantages plus spécifiquement à ceux offerts par l'AGOA est conditionné au respect d'un certain nombre de critères.

## 1.2.2 Critères et conditions d'éligibilité

Les avantages qui découlent de l'AGOA sont destinés aux 48 pays d'Afrique sub-saharienne, cependant, tous ces pays ne sont pas nécessairement aptes à bénéficier de tous ces avantages. Ces avantages ne sont consentis qu'aux pays qui remplissent les critères d'éligibilité. Ces critères sont contenues dans la section 104(a) de la loi de 2000 portant création de l'AGOA, dans la section 502(b) de la loi commerciale de 1974 définissant les modalités d'accès au SGP américain amendée, et dans la section 506A de la loi commerciale de 1974. Dans la loi commerciale de 1974, les Etats-Unis ont demandé à ce que les pays bénéficiaires de leur SGP respectent un certain nombre de critères dont la grande partie a été reprise dans l'AGOA. Les critères<sup>87</sup> ainsi établis correspondent à des "pratiques optimales" qui auront pour effet, à terme, de stimuler les échanges et les investissements. Ces critères peuvent être socio-politiques (1.2.2.1) ou économiques (1.2.2.2).

### 1.2.2.1- Critères socio-politiques

Les critères considérés comme socio-politiques sont ceux qui relèvent soit de la gestion publique soit du respect des droits sociaux ; ces critères sont :

1- Le pays candidat ne doit pas être communiste ou encore être dominé ou contrôlé par le communisme international sauf si ses produits bénéficient du traitement consenti dans le cadre des relations commerciales normales applicables aux membres de l'Organisation Mondiale du Commerce et du Fonds Monétaire International ;

2- Le pays candidat ne doit pas se livrer à des activités susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale des Etats-Unis ou à leurs intérêts en matière de politique étrangère ;

3- Le pays candidat ne doit pas soutenir les actes du terrorisme international soit en aidant logistiquement les individus ou les groupes qui ont commis de tels actes soit en leur offrant un asile pour qu'ils échappent aux poursuites judiciaires ;

4- Le pays candidat doit s'engager à participer de manière active aux efforts internationaux visant à éliminer les activités terroristes ;

5- Le pays candidat doit s'engager à établir un système politique pluraliste où tous les citoyens sont égaux au regard de la loi et du droit ;

6- Le pays candidat doit s'engager à mettre en oeuvre des mesures visant à combattre la corruption, les pots-de-vin notamment par la signature et l'application de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales ;

---

<sup>87</sup>La division des critères qui est ici faite est purement d'ordre pédagogique. Elle ne provient nullement de la loi établissant l'AGOA.

7- Le pays candidat doit protéger les droits internationalement reconnus des travailleurs, dont le droit d'association, l'interdiction de toute forme de travail forcé, le droit de s'organiser et de faire des négociations collectives ;

8- Le pays candidat doit s'engager à lutter contre le travail des enfants<sup>88</sup> et à mettre en place des conditions acceptables de travail en ce qui concerne un salaire minimum, les heures de travail et la sécurité du travail ;

9- Le pays candidat doit s'engager à reconnaître ou à appliquer les sentences arbitrales rendues en faveur des ressortissants américains ou des entreprises américaines ;

10- Le pays candidat ne devrait pas avoir nationalisé, exproprié ou confisqué de quelque manière que ce soit des biens appartenant à un ressortissant américain y compris des marques déposées, des brevets ou des droits d'auteur sans avoir compensé celui-ci.

#### *1.2.2.2 - Critères économiques*

Les critères que nous qualifierons d'économiques sont des critères qui relèvent soit de l'orientation économique soit du respect des droits économiques ; ces critères sont :

1- Le pays candidat doit s'engager à établir une économie de marché capable de protéger le droit à la propriété privée, d'incorporer un régime commercial ouvert et fondé sur des règles et de minimiser les mesures d'intervention de l'Etat dans l'économie telles que le contrôle des prix, l'octroi de subventions et l'étatisation d'avoirs économiques ;

2- Le pays candidat doit s'engager à éliminer les obstacles aux échanges et aux investissements des Etats-Unis, y compris par les moyens suivants : (i) application du traitement national et adoption des mesures propres à créer un environnement propice aux investissements intérieurs et étrangers, (ii) protection de la propriété intellectuelle, (iii) et règlement des différends en matière d'échanges commerciaux et d'investissements ;

3- Le pays candidat doit s'engager à adopter des politiques économiques de nature à faire reculer la pauvreté, à accroître l'accès aux soins et à l'éducation, à élargir l'infrastructure matérielle, à promouvoir le développement du secteur privé et à encourager la formation de marchés de capitaux par le biais du micro crédit ou d'autres programmes ;

4- Le pays candidat doit s'engager à ne pas accorder aux produits d'un pays industriel quelconque, un traitement préférentiel qui soit gravement préjudiciable au commerce des Etats-Unis ou qui soit susceptible de l'être ;

5- Le pays candidat doit s'engager à ne pas participer à un accord ou à une action visant à restreindre la production des matières premières d'importance vitale dans le but d'augmenter le prix de ces produits de manière non raisonnable, ce qui pourrait entraîner de graves perturbations de l'économie mondiale.

Selon les Etats-Unis, les critères d'éligibilité ainsi établis ont été élaborés en consultation avec tous les pays d'Afrique sub-saharienne. Ces critères sont censés refléter la prise de conscience du fait que l'ouverture accrue du marché américain en vertu de l'AGOA ne peut favoriser la croissance économique et un développement soutenu que si les pays adoptent

---

<sup>88</sup> Les dispositions de la section 412 de l'AGOA I reprennent celles de la convention 182 de l'Organisation Internationale du Travail Sec.502(b)(2)(H). Selon cette section, les pays doivent s'engager à supprimer les pires formes de travail des enfants. Au delà des lois et règlements que les pays doivent adopter, ils doivent en outre établir : (i) des mécanismes institutionnels officiels pour enquêter sur les allégations d'exploitation des enfants dans le monde du travail, (ii) des programmes sociaux pour aider les enfants.

une politique intérieure judicieuse<sup>89</sup>. Le statut des pays d' Afrique sub-saharienne désignés comme étant éligibles est réexaminé tous les ans. A l' occasion de cette révision annuelle, des pays pourront être rajoutés à la liste des pays bénéficiaires et d' autres pourront en être radiés. Toute radiation prend effet à compter du 1er janvier de l' année suivant celle pendant laquelle le président aura pris cette mesure. La radiation intervient lorsque les Etats-Unis<sup>90</sup> jugent que le degré de conformité du pays concerné recule ou cesse de progresser au regards des critères d' éligibilité<sup>91</sup>. En 2004, 37 pays d' Afrique sub-saharienne ont été admis à ce programme (annexe 1 D).

### 1.3 Structure économique et structure des échanges des pays éligibles

L'analyse des pays éligibles au programme AGOA en 2004 nous permettra de mieux cerner ces économies à travers leur structure économique et la structure de leurs échanges avec les Etats-Unis. Pour des raisons de lisibilité et de fluidité, nous avons choisi de présenter les pays à travers les blocs régionaux. Il existe plus d' une trentaine de regroupements régionaux en Afrique (Yang & Gupta, 2005), les plus importantes sont : la SADC<sup>92</sup> (*Southern African Development Community*) constituée de 14 membres, la SACU<sup>93</sup> (*Southern African Customs Union*) composée de 5 membres, la COMESA<sup>94</sup> (*Common Market for Eastern and Southern Africa*) constituée de 20 membres, l' EAC<sup>95</sup> (*East African Community*) composée

---

<sup>89</sup> Cette idée est soutenue sur le plan théorique par les travaux pionniers de Burnside & Dollar (1997, 2000) qui ont montré que l' aide ne pouvait être efficace qu' en présence de "bonnes politiques". Les travaux de Roland-Holst & Tarp (2002) et Mc Gillivray (2003) confirment également cette idée. Mais, pour Svensson (1999), au delà de l' importance de la politique intérieure d' un pays à travers la stabilité macroéconomique, la bonne gouvernance et la démocratie, l' impact de l' aide sur la croissance peut être également influencée par les chocs climatiques.

<sup>90</sup> Le président est chargé de suivre et d' examiner les progrès de chacun des pays et de soumettre au Congrès un rapport annuel précisant leur degré de conformité aux critères d' admissibilité.

<sup>91</sup> Le président doit notamment déterminer si ces pays ont établi ou progressent de manière continue en vue d' établir une économie de marché, un Etat de droit ou encore lever de tous les obstacles aux échanges et aux investissements des Etats-Unis. Le président doit également vérifier si le pays en question a pris des mesures en faveur de la protection des droits internationalement reconnus aux travailleurs et un système de lutte contre la corruption ou encore des mesures destinées à faire reculer la pauvreté,

<sup>92</sup> La SADC a été créée en Avril 1980 à Lusaka en Zambie, elle est aujourd' hui constituée de 14 pays membres qui sont : l' Afrique du Sud, l' Angola, le Botswana, le Congo démocratique (RDC), le Lesotho, Madagascar, l' île Maurice, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

<sup>93</sup> La SACU a été instituée le 11 décembre 1969 en remplacement de la CUA (*Customs Union Agreement*) instituée depuis 1910. La SACU est constituée de 5 pays qui sont : l' Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland.

<sup>94</sup> Le traité instituant la COMESA fut signé le 5 novembre 1993 à Kampala, en Ouganda et ratifié une année après à Lilongwe au Malawi le 8 décembre 1994. La COMESA comprend aujourd' hui 20 pays qui sont : l' Angola, le Burundi, les Comores, le Congo Démocratique, Djibouti, l' Egypte, l' Erythrée, l' Ethiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l' île Maurice, l' Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe

<sup>95</sup> La East African Community fut instituée en 1984, c' est l' aboutissement d' une coopération entre le Kenya et l' Ouganda débutée depuis 1917 à travers une union douanière. Elle a été rejointe plus tard en 1927 par l' ex Tanganyika aujourd' hui Tanzanie.

de 3 membres, l'IGAD<sup>96</sup> (*Inter-Governmental Authority on Development*) composée de 7 membres, la COI<sup>97</sup> (Commission de l'Océan Indien) composée de 5 membres, la CEMAC<sup>98</sup> (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) composée de 6 membres, la CEEAC<sup>99</sup> (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) composée de 11 membres, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) composée de 8 membres et la CEDEAO<sup>100</sup> (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) composée de 15 membres.

Cependant, la division retenue dans le cadre de ce travail est surtout d'ordre géographique car nous avons remarqué qu'une division basée sur des blocs économiques aboutissait à des interférences dues à l'appartenance de certains pays à plusieurs organisations sous-régionales ; c'est le cas de la République Démocratique du Congo et de l'Angola qui appartiennent à la fois à la CEEAC et à la SADC, c'est aussi le cas de Madagascar ou de l'île Maurice qui appartiennent à trois blocs économiques : la COMESA, la SADC et la COI. La division régionale que nous avons finalement retenue a déjà été utilisée par *the Office of the United States Trade Representative* dans un rapport publié en Juillet 2005 intitulé *African Growth and Opportunity Act Competitiveness Report* ; ainsi, nous présenterons tour à tour les pays d'Afrique Australe (1.3.1), d'Afrique Centrale (1.3.2), d'Afrique de l'Est (1.3.3) et d'Afrique de l'Ouest (1.3.4).

### 1.3.1 L'Afrique Australe

Dans le cadre de cette étude, les pays suivants seront considérés comme faisant partie de la région Afrique Australe : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, l'île Maurice, le Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland et la Zambie.

---

<sup>96</sup> L'IGAD a été instituée le 25 Novembre 1996 à Djibouti en remplacement de l'IGADD (*Intergovernmental Authority on Drought and Development*) fondée en 1986. L'IGAD comprend 7 pays qui sont : Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan et Ouganda.

<sup>97</sup> Créée en janvier 1984 par l'accord Général de Coopération de Victoria, la COI regroupait initialement Madagascar, l'île Maurice et les Seychelles. Elle compte parmi ses membres, depuis janvier 1986, l'actuelle Union des Comores et la France agissant pour le compte de la Réunion.

<sup>98</sup> Le traité instituant la CEMAC fut signé le 16 mars 1994 à Ndjaména (Tchad). La CEMAC a remplacé l'UDEAC (Union Douanière des Etats d'Afrique Centrale) qui fut créée le 8 décembre 1964 par le Cameroun, le Gabon, le Congo, la Centrafrique et le Tchad ; ces pays furent rejoints en 1983 par la Guinée Equatoriale.

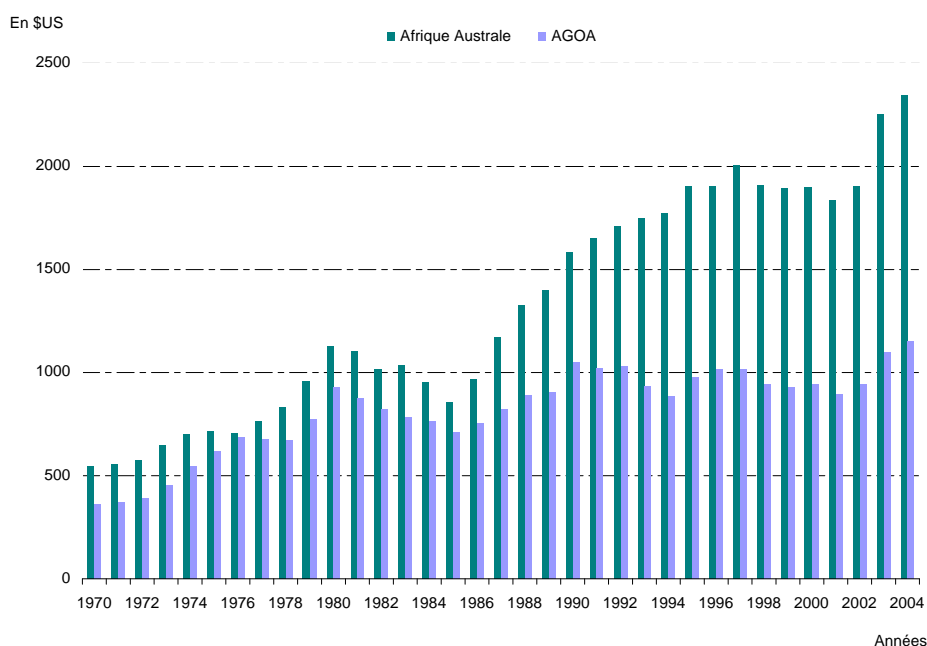
<sup>99</sup> La CEEAC a été créée le 18 octobre 1983 par les membres de l'UDEAC et les membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) (Burundi, Rwanda et le Congo Démocratique (ex Zaïre) ainsi que Sao Tomé et Principe. L'Angola a conservé un rôle d'observateur jusqu'en 1999. A partir de cette période, le pays est devenu membre. Les pays membres sont : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo Démocratique, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Rwanda, São Tomé et Principe et le Tchad.

<sup>100</sup> La CEDEAO a été créée le 28 mai 1975 à Lagos et est composée de 15 pays membres qui sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Libéria, la Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. Cependant cinq pays membres de la CEDEAO (Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria, Sierra Léone) envisagent très fortement de créer une zone monétaire dénommée WAMZ (*West African Monetary Zone*) dont l'unité monétaire sera arrimée au dollar américain avec une marge de fluctuation de  $\pm 15\%$  (CIA, 2005).

De par le niveau du PIB par habitant, l’Afrique Australe est considérée comme la région la plus développée d’Afrique sub-saharienne. D’après la figure 1.2, le PIB par habitant de cette région est continuellement supérieur au PIB par habitant de l’ensemble des pays de notre échantillon durant toute la période d’étude. En 2004, l’Afrique Australe a enregistré un PIB par habitant qui représentait le double de la moyenne des PIB par tête des pays éligibles à l’AGOA.

Le décalage constaté entre le PIB par habitant de l’Afrique Australe et celui de la moyenne des autres pays pris globalement a débuté à partir de la deuxième moitié des années 80. Dès cette période, l’Afrique Australe a enregistré des taux de croissance relativement hauts dont le plus élevé fut celui de 1988 qui avoisinait 10%. Le principal soutien à la croissance de cette région est l’économie sud africaine qui à elle seule représentait en 2004 75% du produit intérieur brut de l’ensemble de la région.

FIG. 1.2: PIB par habitant de l’Afrique Australe et de l’ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004

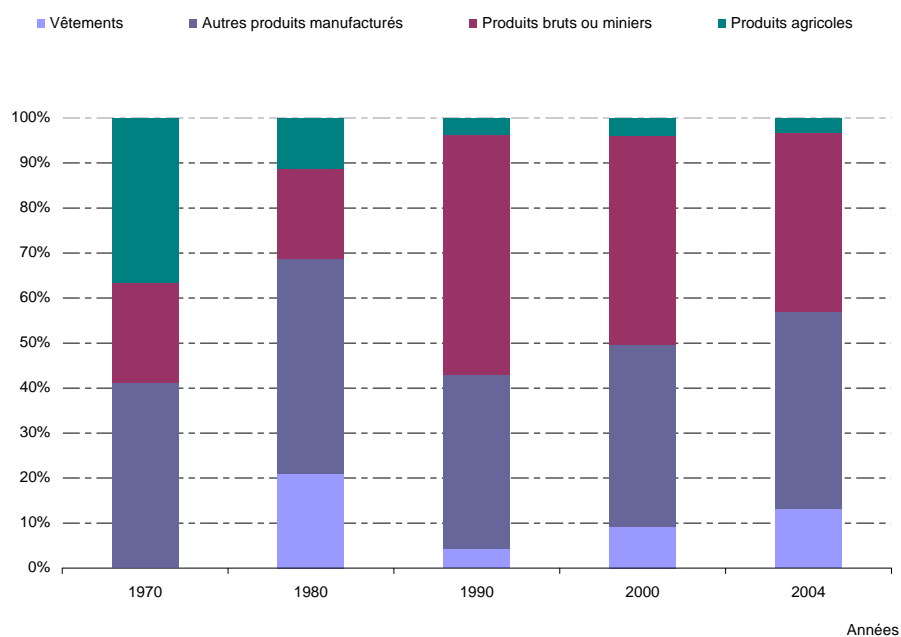


Source: Calculs de l’auteur, à partir des données de WDI (2005) et OCDE (2005)

L’Afrique Australe, dominée par l’économie sud africaine se caractérise par une structure économique assez diversifiée ; c’est la seule région qui se caractérise par une structure productive équilibrée entre les produits primaires et/ou miniers et les produits manufacturés. Depuis 1970, 40% des exportations de l’Afrique Australe vers les Etats-Unis étaient déjà des produits manufacturés, toutefois l’essentiel des produits manufacturés est constitué des produits issus directement des matières premières (métaux non ferreux, minéraux non métalliques et caoutchouc manufacturé ou encore des contre plaquets ). Ces produits étaient suivis par les produits agricoles (35%) et les produits miniers (15%). Mais en 2004, d’après la figure 1.3, si les exportations de produits manufacturés continuent de dominer les exportations de cette région vers les Etats-Unis (avec une part de plus en plus croissante

des vêtements<sup>101</sup>), on a toutefois observé depuis 1990, une augmentation des exportations des produits bruts ou miniers. Une analyse fine de ces exportations à travers la figure 1.4 nous révèle que l'accroissement constaté est surtout dû à la hausse des exportations pétrolières dont le principal producteur est l'Angola, par ailleurs deuxième producteur en Afrique sub-saharienne. La hausse des exportations de pétrole a contribué à renforcer le déséquilibre commerciale en faveur de cette région comme l'indique la figure 1.5. Cette figure révèle globalement que depuis 2001, il y a eu une augmentation des exportations des pays de cette région vers les Etats-Unis.

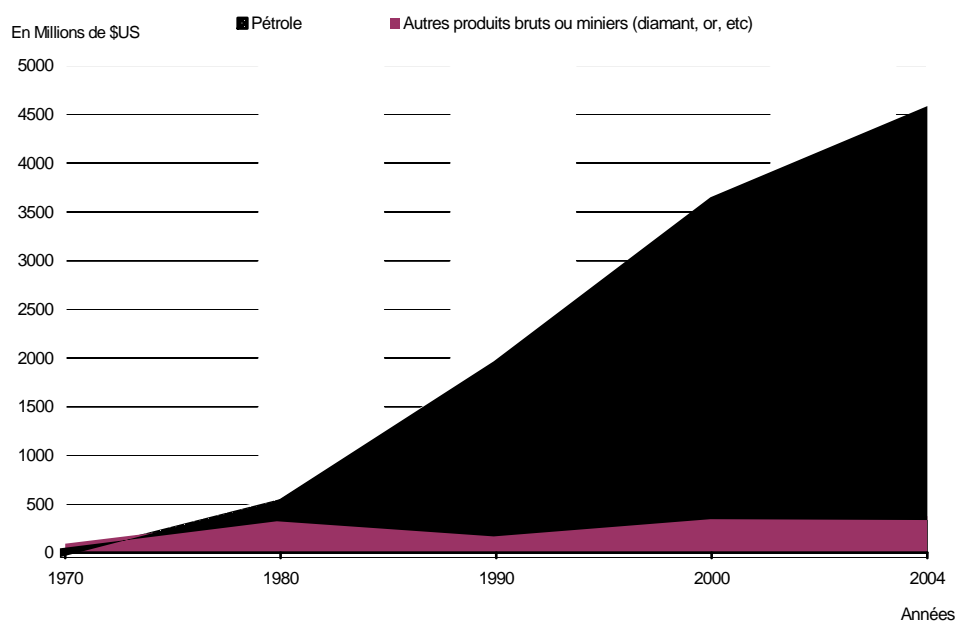
FIG. 1.3: **Evolution par produits des exportations de l'Afrique Australe vers les USA entre 1970 et 2004**



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USTIC (2005)

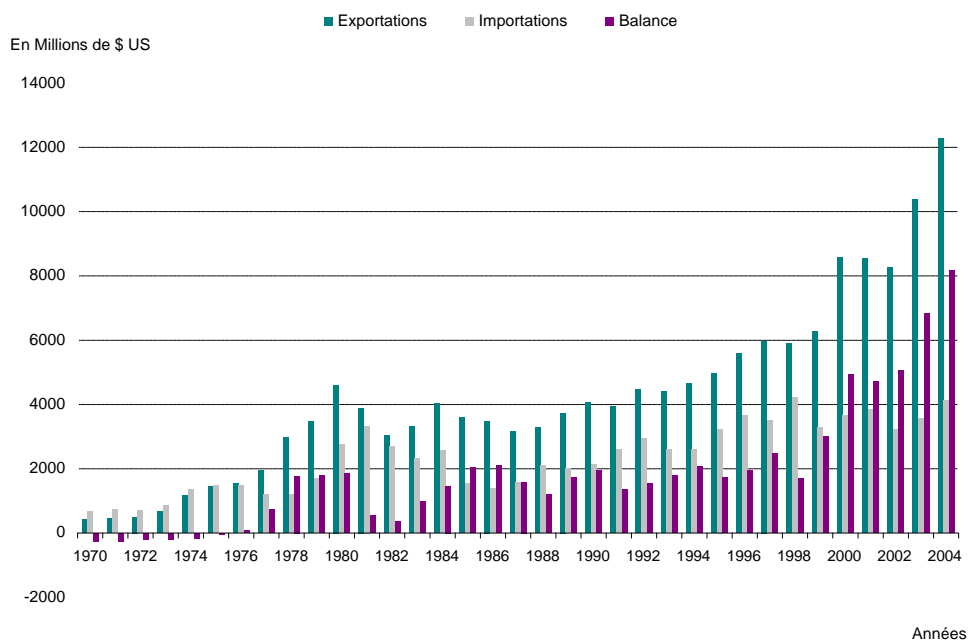
<sup>101</sup>Depuis 1980, l'essentiel des vêtements africains était surtout produit par deux pays, l'île Maurice et l'Afrique du Sud qui étaient respectivement les 1<sup>er</sup> et de 2<sup>ème</sup> producteurs africains. Mais depuis 2004, les premières places sont désormais occupées par ordre décroissant par le Lesotho, Madagascar et le Kenya (Afrique de l'Est).

FIG. 1.4: Evolution des exportations de l'Afrique Australe vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 par type de produits miniers



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USTIC (2005)

FIG. 1.5: - Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique Australe et les Etats-Unis entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USTIC (2005)

Le niveau de développement relativement élevé de cette région mais aussi l'équilibre de sa structure productive en ont fait un espace attrayant en termes d'attractivité des investissements directs étrangers. Pendant plusieurs années (entre 1991 et 2001), l'Afrique Australe attirait à lui tout seul plus de la moitié des IDE en direction des pays éligibles (*C.f.* chapitre 5). Malgré des performances économiques louables, cette région est confrontée à une crise sociale majeure due à sa forte prévalence au VIH/SIDA. C'est la région la plus atteinte par cette pandémie; le taux de prévalence moyen en 2003 de la population adulte était de 20%. Un pays comme le Swaziland détenait d'ailleurs en 2003, le record du taux de prévalence le plus élevé du monde pour les femmes enceintes-42%- (ONUSIDA, 2004). En 2003, on a d'ailleurs assisté dans de nombreux pays aussi bien à un recul de l'espérance de vie qu'à un recul des taux de croissance démographique : c'est le cas de l'Afrique du Sud, du Malawi ou encore du Swaziland. Dans ce dernier pays l'espérance de vie à la naissance en 1999 était de 46,2 ans mais en 2004, elle n'était plus que de 37,54 ans soit une diminution de plus de 9 ans.

### 1.3.2 L'Afrique Centrale

L'Afrique Centrale réunit globalement les pays situés juste en deçà du golfe de guinée. Les pays suivants font partie de l'Afrique Centrale<sup>102</sup> : le Cameroun, le Congo, le Congo Démocratique, le Gabon, le Tchad. Les pays du golfe de guinée sont caractérisés par la richesse de leur sous-sol en réserves pétrolières; presque tous les pays de cette région en sont de grands producteurs<sup>103</sup>. Le pétrole constitue par conséquent la principale source de devise de ces pays. Leurs exportations vers les marchés internationaux sont dominées *de facto* par ce produit. Comme le montre la figure 1.6, depuis 1980, le pétrole est le principal produit d'exportation de cette région vers les Etats-Unis. La part du pétrole dans leurs exportations totales n'a cessé de se renforcer au fil du temps; en 1980, elle était déjà de près de 80%, en 2004, elle a dépassé 97% et cette tendance n'est pas prête de s'interrompre à cause de la découverte et de la mise en exploitation de nouveaux gisements pétroliers<sup>104</sup>. La mise en exploitation de nouveaux gisements a contribué à creuser le déficit commercial des Etats-Unis vis à vis de l'Afrique Centrale- figure 1.7. Comme en Afrique Australe, cette figure montre que les exportations de cette région ont plutôt une tendance croissante depuis 2001.

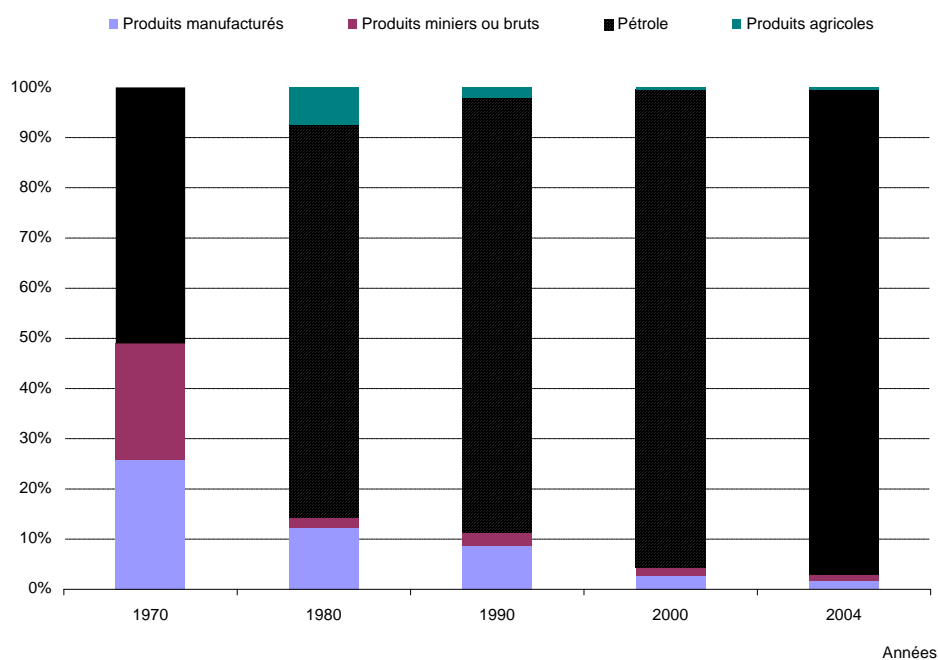
<sup>102</sup>Les pays qui sont énumérés ici sont ceux qui étaient éligibles au programme AGOA en 2004. En réalité, d'autres pays comme la Guinée Equatoriale et la Centrafrique font également partie de l'Afrique Centrale mais ils n'étaient pas éligibles au programme AGOA.

<sup>103</sup>Si on considère uniquement les pays éligibles au programme AGOA, deux pays de cette sous région occupent les 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> places de producteurs africains de pétrole (Afrique du Nord exclue); ce sont respectivement le Gabon et le Congo. La Guinée équatoriale bien qu'étant en Afrique Centrale n'est pas éligible au programme AGOA; cependant, elle occupe la 4<sup>ème</sup> place en Afrique sub saharienne.

<sup>104</sup>La mise en exploitation du champ pétrolier de Doba au Tchad en 2003 a notamment contribué à renforcer la domination de ce produit.

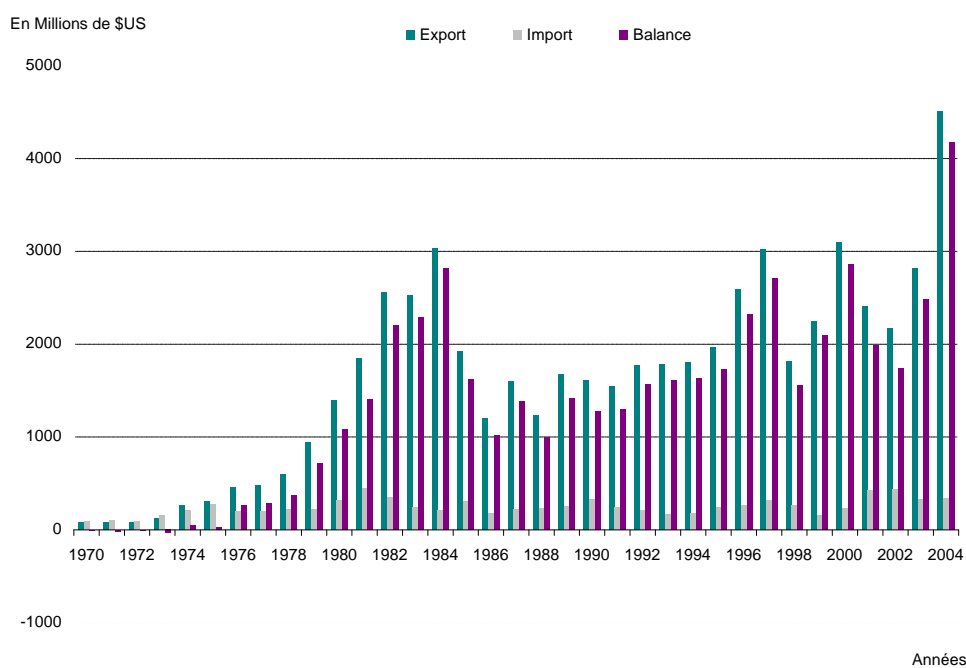


FIG. 1.6: Evolution par produits des exportations de l'Afrique Centrale vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USTIC (2005)

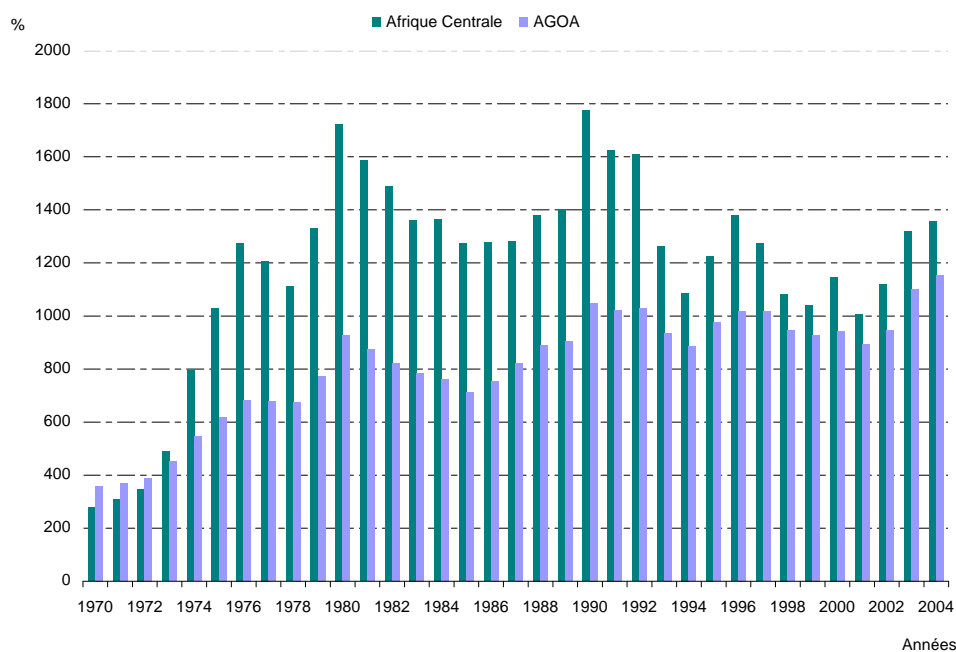
FIG. 1.7: Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique Centrale et les Etats-Unis entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USTIC (2005)

La richesse de cette région en pétrole fait d'elle une région relativement riche par rapport à la moyenne des pays africains ici considérés. En effet, d'après la figure 1.8, l'Afrique Centrale a toujours eu un PIB par habitant supérieur à la moyenne de l'échantillon depuis 1973 date de la mise en exploitation des premiers gisements pétroliers. Ce niveau de PIB est tiré vers le haut par un pays comme le Gabon qui a toujours eu des PIB par habitant équivalents à ceux des pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Après une période de stagnation ou plutôt de recul du niveau de PIB par habitant des pays d'Afrique Centrale observé dès 1996, on a constaté depuis 2000 à un renforcement de l'écart du PIB par tête de cette région par rapport à celui de la moyenne des pays AGOA. Ce renforcement est dû aux bonnes performances économiques ou plutôt au bon comportement du cours du pétrole sur les marchés internationaux.

FIG. 1.8: Evolution du PIB par habitant de l'Afrique Centrale et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005), OCDE (2005)

A partir de l'année 2000, l'Afrique Centrale retrouve le chemin de la croissance (1,36%) et celle-ci se renforce au fil du temps pour atteindre 10,72% en 2004. Cette expansion est soutenue par le Tchad qui a enregistré en 2004 un taux de croissance record du PIB de 38%. La croissance du Tchad est expliquée par la découverte et la mise en exploitation de nouveaux puits pétroliers rendue possible par l'afflux massif des IDE. En 2004, ce pays a reçu plus de la moitié des IDE (57%) en direction de l'Afrique Centrale et cette tendance perdure depuis 2001. Depuis cette période les IDE en direction de l'Afrique Centrale sont supérieurs à la moyenne des IDE reçus par l'ensemble des pays AGOA.

Sur le plan social, comme dans la plupart des pays africains, cette région est aussi frappée par la pandémie du VIH/SIDA. Son taux de prévalence moyen était de 12% en

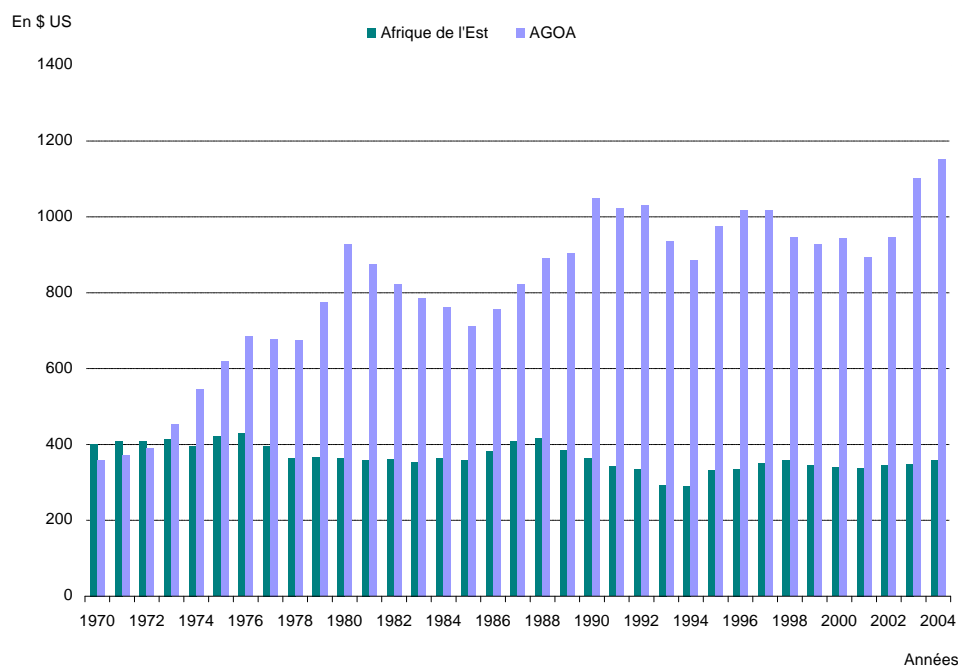
2004 (ONUSIDA, 2004). Cette moyenne masque une forte hétérogénéité aussi bien intra régionale qu'intra pays. Ainsi par exemple en 2003, alors que les provinces occidentales du Congo Démocratique enregistraient un taux de séroprévalence de 4%, les provinces orientales occupées et encore en proie à la guerre ont enregistré des taux de prévalence de 22% (OCDE, 2005). En dehors du Congo Démocratique, le second pays le plus frappé est le Cameroun avec une prévalence de 7,4% de la population active<sup>105</sup>.

### 1.3.3 L'Afrique de l'Est

La région orientale de l'Afrique intègre aussi bien les pays de la corne de l'Afrique que les pays de la côte est africaine. Sont considérés comme faisant partie de l'Afrique de l'Est les pays suivants : Djibouti, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda.

En terme de richesse en ressources naturelles, l'Afrique de l'Est est la région la plus pauvre d'Afrique ; cette pauvreté se reflète par un PIB par habitant relativement faible par rapport aux autres régions. D'après la figure 1.9, le PIB par habitant de cette région a toujours été inférieur à celui de la moyenne des pays de notre échantillon depuis 1973 ; de plus cet écart s'est renforcé avec le temps. En 1973, cet écart était de 58 \$US, en 2004, il est passé à 794 \$US<sup>106</sup>.

FIG. 1.9: Evolution du PIB par habitant de l'Afrique de l'Est et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004



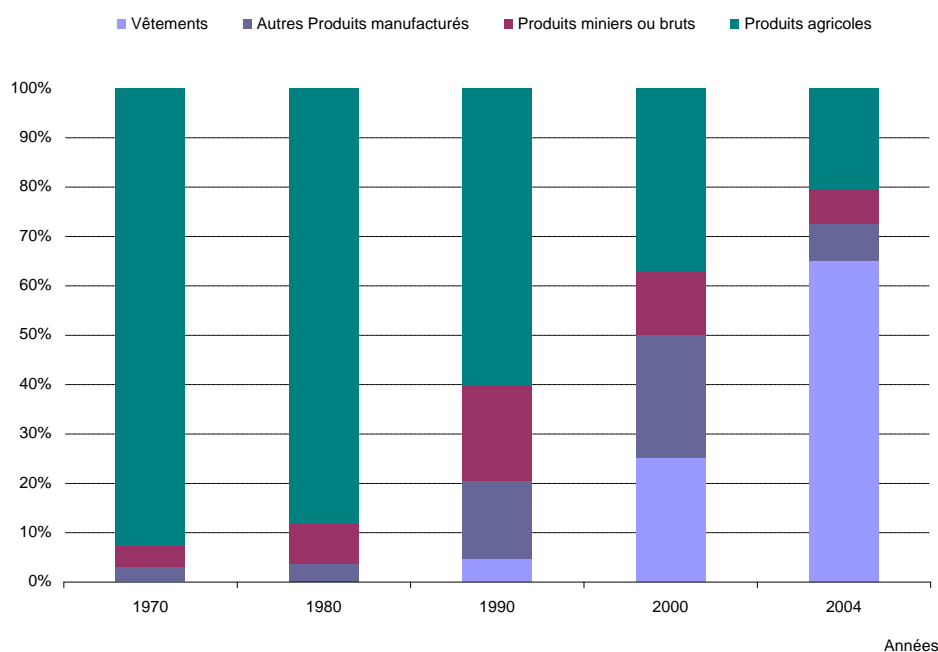
Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005), OCDE (2005)

<sup>105</sup>Le taux de séroprévalence de la population active du Cameroun était de 2 % en 1990.

<sup>106</sup>En 1973, le PIB par habitant de l'Afrique de l'Est était de 401 \$US et celui de la moyenne des pays de l'échantillon était de 459 \$US ; en 2004 l'Afrique de l'Est a enregistré une PIB par habitant égale à 357 \$US alors que celui de la moyenne des pays de l'échantillon est passée à 1151 \$US.

L'absence de ressources naturelles dans les pays d'Afrique de l'Est est perceptible à travers la structure de leurs exportations. La figure 1.10 montre que les exportations de cette région vers les Etats-Unis ont été dominées jusqu'en 1990 par les produits agricoles, mais à partir de l'année 2000, les produits manufacturés ont pris le relais avec près de 50% des exportations totales. En 2004, les produits manufacturés occupaient désormais près de 72% des exportations totales avec une forte domination des exportations de vêtements (65%). Ces exportations ne sont guère suffisantes pour combler leurs importations comme l'indique la figure 1.11, ce qui fait de l'Afrique de l'Est est la seule région qui a un déficit commercial vis à vis des Etats-Unis. Toutefois, l'analyse des exportations de cette région vers les Etats-Unis montre qu'elles ont augmenté de manière constante depuis 2001.

FIG. 1.10: Evolution par produits des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004

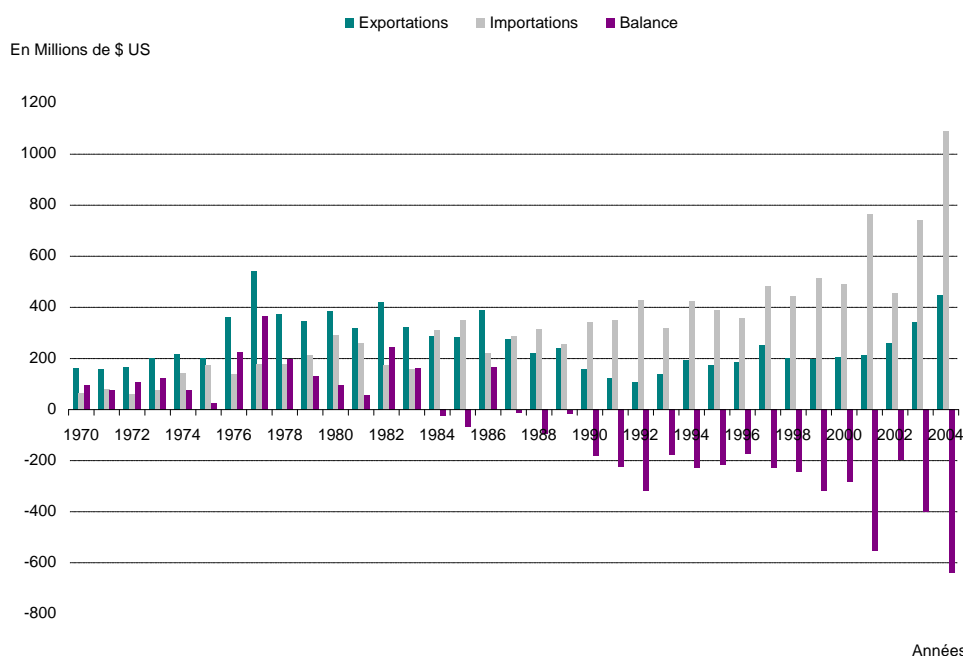


Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

L'absence des ressources naturelles peut aussi expliquer la faible attractivité de cette région par rapport aux IDE. Les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est ont toujours été inférieurs à la moyenne de l'échantillon. Cependant, malgré l'absence de ressources naturelles, l'Afrique de l'Est a depuis 1995 des taux de croissance positifs.

Sur le plan social, l'Afrique orientale, jadis la région la plus frappée par le VIH/SIDA a fait d'énormes efforts depuis 2000 pour faire baisser le niveau de séroprévalence. Au début des années 90, certains pays comme l'Ouganda ou l'Ethiopie avaient des taux de séroprévalence les plus élevés d'Afrique. Par exemple, en 1992, le taux de prévalence de la population active de l'Ouganda était de 29%, en 1995, celui de l'Ethiopie était 24% ; mais en 2003, ces taux ont chuté pour atteindre 4,1% et 11% respectivement pour l'Ouganda et l'Ethiopie (ONUSIDA, 2004). Cette baisse est également perceptible au Kenya.

FIG. 1.11: Evolution de échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Est et les Etats-Unis entre 1970 et 2004



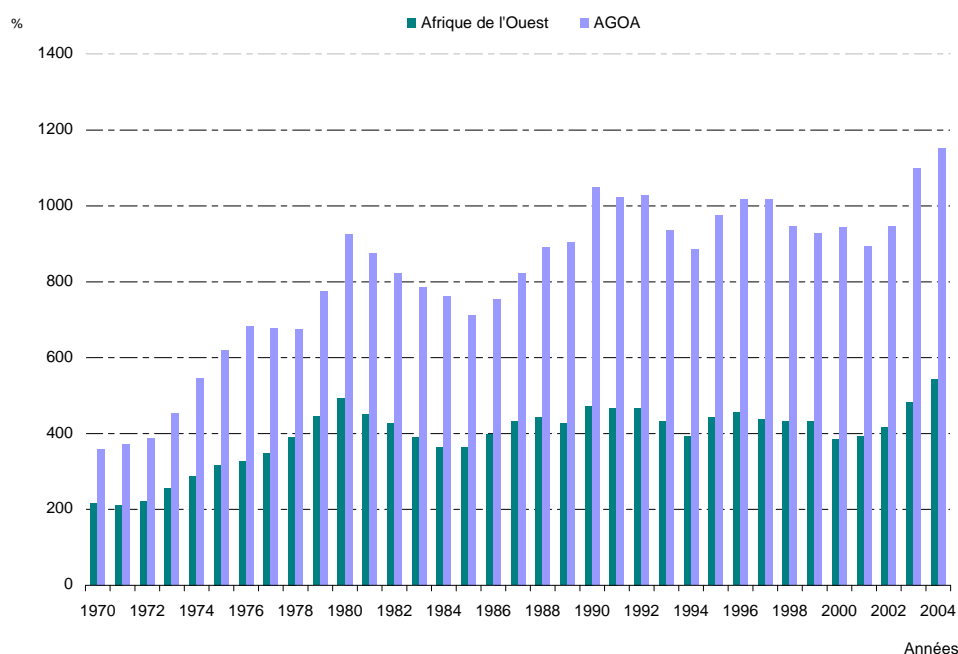
Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

### 1.3.4 L'Afrique de l'Ouest

L'Afrique occidentale est composée de 14 pays. D'après les critères ci-dessus évoqués, les pays suivants peuvent être considérés comme faisant partie de cette région : Bénin, Cape Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Côte d'ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, São Tomé et Princes, Sénégal et Sierra Léone.

L'économie de l'Afrique de l'Ouest est dominée par deux pays : le Nigeria riche en ressources pétrolières et la Côte d'ivoire qui a un secteur agricole dynamique. Ces deux pays tirent vers le haut le volume du PIB de cette région. Toutefois, à cause de sa forte densité démographique (c'est le pays le plus peuplé d'Afrique), le PIB par habitant du Nigeria est relativement faible. L'Afrique occidentale de par son PIB par tête annuel est la deuxième région la plus pauvre d'Afrique juste derrière l'Afrique de l'Est. La figure 1.12 montre que le PIB par habitant de cette région n'a jamais été supérieur à celui de la moyenne des pays de notre échantillon durant toute la période d'étude ; en plus cet écart ne cessé de s'accroître.

FIG. 1.12: Evolution du PIB par habitant de l'Afrique de l'Ouest et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005), OCDE (2005)

En 1973, cet écart était de 144 \$ US, en 2004, il a atteint 607 \$ US ; l'approfondissement de cet écart peut s'expliquer par l'appartenance à cette région de nombreux pays considérés comme étant les plus pauvres du monde : c'est le cas du Mali, du Burkina Faso ou encore du Niger. Ce dernier pays <sup>107</sup> occupait en 2004 la 174<sup>ème</sup> place sur les 175 pays classés en terme d'IDH (PNUD, 2004).

La structure économique des pays d'Afrique de l'Ouest explique notamment le fait que le rythme de croissance de cette région soit plus faible que celui de la moyenne des pays de notre échantillon. La plupart des économies d'Afrique de l'Ouest sont dominées par le secteur primaire non minier<sup>108</sup>, c'est le cas de la Côte d'Ivoire (cacao, café), du Sénégal (poisson), du Niger, du Burkina Faso, du Bénin, du Mali (coton) etc. Toutefois, en tant que 1<sup>er</sup> producteur africain, les exportations pétrolières du Nigeria diluent la valeur des exportations des autres produits originaires des autres pays. Comme le montre la figure 1.13, avant que l'économie nigériane<sup>109</sup> ne soit dépendante du secteur pétrolier au début des années 70, les exportations de cette région vers les Etats-Unis étaient dominées à près de 70% par le secteur agricole, mais depuis la deuxième moitié des années 70, période de la mise en exploitation de nombreux gisements du delta du Niger, les exportations de pétrole

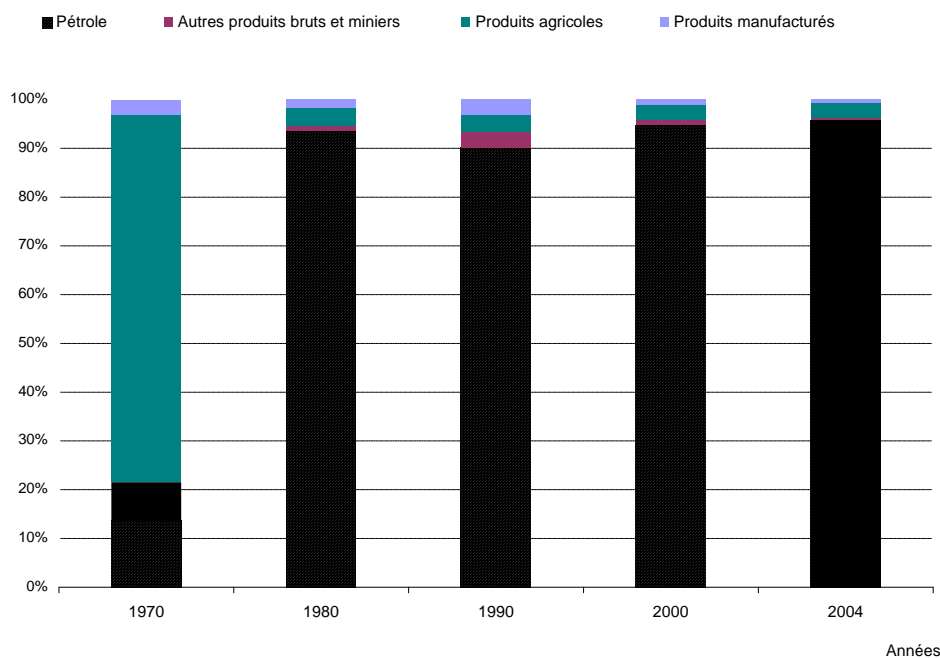
<sup>107</sup>En analysant le profil pays, on se rend effectivement compte que ce pays a l'un des PIB par habitant les plus bas d'Afrique. Mais la grande spécificité de ce pays, c'est qu'il n'a presque pas de ressources naturelles à l'exception de l'uranium contrairement à un pays comme la RDC. L'économie nigérienne est principalement basée sur l'agriculture traditionnelle et l'élevage.

<sup>108</sup>Ce secteur est essentiellement composé des cultures de rente, des cultures vivrières, de l'élevage et de la pêche.

<sup>109</sup>En 2004, 40,6% du PIB nigérian provenaient des recettes pétrolières (OCDE, 2005).

occupent désormais plus de 90% des exportations de la région vers les Etats-Unis. Ce sont d'ailleurs les exportations pétrolières du Nigeria qui contribuent à renforcer l'excédent commercial de l'Afrique de l'Ouest vis à vis des Etats-Unis comme le montre la figure 1.14. Mais contrairement à l'Afrique de l'Est où les exportations se sont accrues de manière constante depuis 2001, en Afrique de l'Ouest, on a remarqué une chute drastique des exportations en 2002. Mais depuis 2003, les exportations de cette région se sont fortement accrues.

FIG. 1.13: **Evolution par produits des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004**



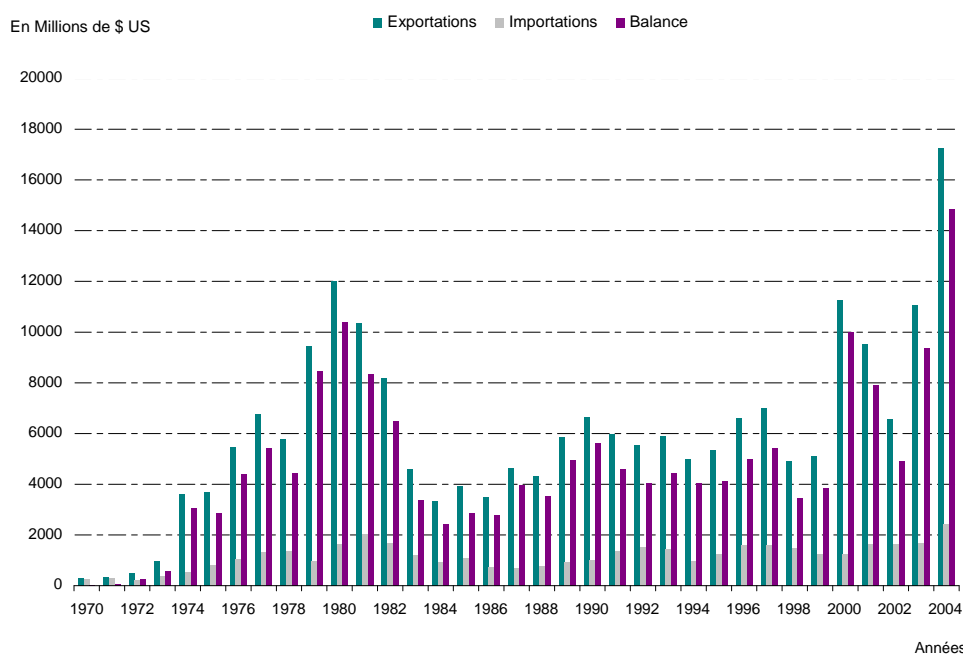
Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

Au niveau des investissements directs étrangers, cette région a connu sa période glorieuse entre 1970 et 1997. Durant cette période, les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest étaient supérieurs à ceux de la moyenne des pays de notre échantillon, ce qui rendait cette région relativement plus attractive. Toutefois, la majeure partie de ces IDE a été accaparée par le secteur pétrolier.

Sur le plan social, l'Afrique de l'Ouest a les taux de séroprévalence les plus bas d'Afrique : le Niger avec 1,2% de la population active atteinte par le VIH/SIDA avait le taux de séroprévalence le plus bas d'Afrique en 2003. Par contre, le taux de séroprévalence du Nigeria ne cesse de croître, en 1995, il était de 4,5%, en 2003, il est passé à 6% de la population active<sup>110</sup>.

<sup>110</sup>Du fait de sa forte population, les 6% de nigériens infectés par le VIH/SIDA représentent en réalité 10% des tous les africains atteints par le VIH/SIDA (OCDE, 2004).

FIG. 1.14: **Evolution des échanges commerciaux entre l’Afrique de l’Ouest et les Etats-Unis entre 1970 et 2004**



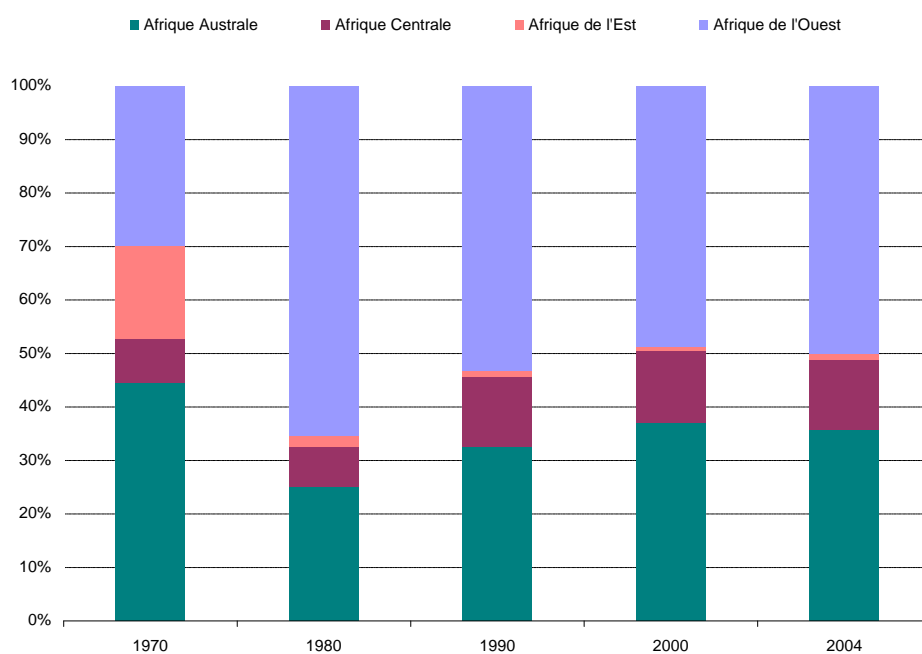
Source: Calculs de l’auteur, à partir des données de USITC (2005)

L’analyse de la structure des exportations des pays éligibles vers les Etats-Unis nous a permis de constater que l’Afrique de l’Ouest est la première région exportatrice vers les Etats-Unis. D’après la figure 1.15, depuis 1980, plus de 50% des exportations des pays éligibles au programme AGOA proviennent de l’Afrique de l’Ouest. Ce résultat est en grande partie dû à la présence dans cette région du Nigéria, premier producteur africain de pétrole. La figure 1.16 montre que depuis 1970, plus de 70% des importations américaines en provenance de l’Afrique sont constituées de pétrole. Cette figure nous permet également de constater que malgré la hausse continue du prix du baril de pétrole, la part des exportations de pétrole stagne alors que celle des produits manufacturés croît.

Par ailleurs, la figure 1.17 nous permet de voir que depuis 2001, les exportations des pays AGOA ont globalement un trend croissant malgré un recul observé au cours de l’année 2002.

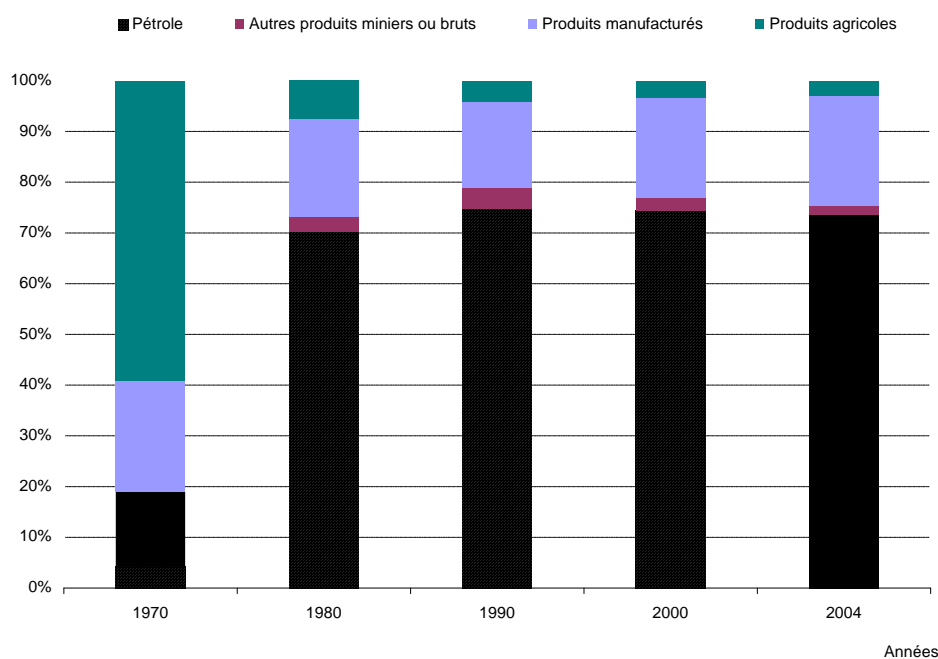


FIG. 1.15: Part de chaque région dans les exportations totales des pays AGOA vers les Etats-Unis entre 1970 2004



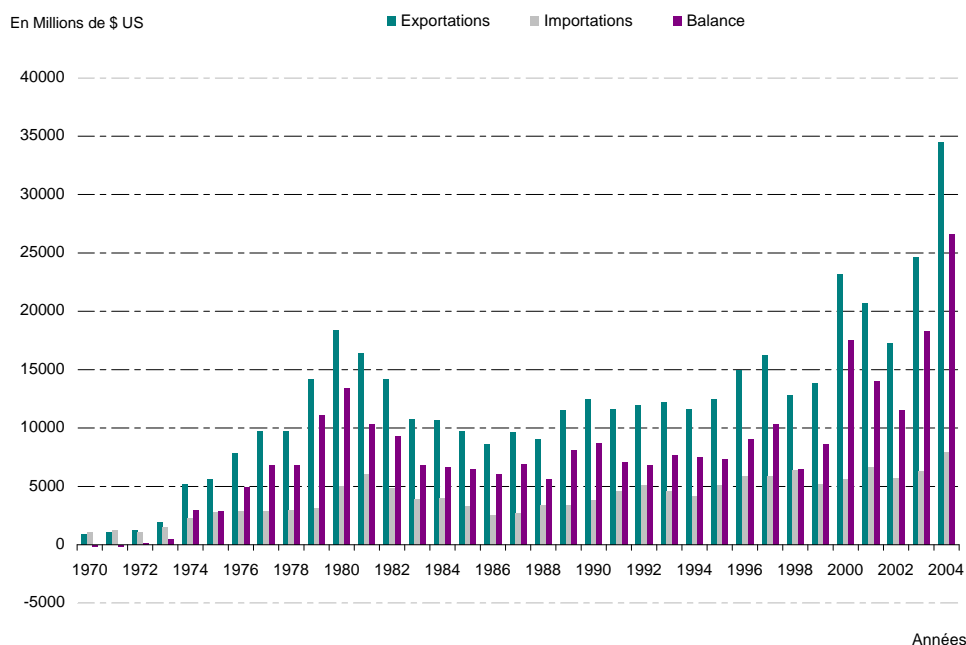
Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

FIG. 1.16: Evolution par produits des exportations des pays AGOA vers les USA (1970 2004)



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

FIG. 1.17: Evolution des échanges commerciaux entre l'ensemble des pays AGOA et les Etats-Unis entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

## 1.4 Conclusion

Les relations commerciales privilégiées entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne sont relativement jeunes. Les tous premiers privilèges accordés par les Etats-Unis aux pays africains remontent à 1976, date de la mise en application du système généralisé de préférences (SGP) américain<sup>111</sup>. Le SGP a accordé une série d'avantages commerciaux à près de 4600 produits originaires des pays éligibles. La plupart des produits concernés dans le cadre du SGP étaient surtout des produits miniers ou bruts (bois, pétrole, etc.) ; les quelques produits manufacturés pris en compte dans ce programme étaient en majorité des dérivés directs des matières premières (contre plaqués, pâte à papier, caoutchouc ou aluminium, etc.). D'autres produits manufacturés tels que les vêtements, le cuir, les chaussures ainsi que certains produits agricoles tels que le sucre en étaient totalement exclus. Face à l'échec du SGP et surtout face aux difficultés croissantes des pays d'Afrique sub-saharienne<sup>112</sup>, les Etats Unis ont décidé de remodeler leur coopération économique et commerciale avec les pays d'Afrique sub-saharienne grâce à la mise en place de la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA).

<sup>111</sup>Le SGP américain a été mise en place en 1974 par le Congrès mais ce n'est qu'en 1976 qu'il a été mis en application.

<sup>112</sup>La part de l'Afrique dans les échanges mondiaux représentait moins de 2% en 2000. En 2002, 1,4% des échanges mondiaux ont été réalisés avec l'Afrique (USTR, 2003). Ce continent est celui qui reçoit le moins d'IDE, il est aussi le plus frappé par la pandémie du VIH/SIDA. De plus, plus de 3/4 des pays africains font partie des pays les pauvres du monde.

L'AGOA a été mise en place avec pour objectif essentiel de rompre avec la tendance à la marginalisation croissante de l'Afrique dans le système économique international en promouvant ses exportations sur les marchés internationaux et en incitant les localisations des investissements étrangers. Même si l'AGOA s'appuie quasiment sur les mêmes critères d'éligibilité que le SGP (américain), l'AGOA se différencie de ce dernier car en plus de la coopération/assistance et des incitations au niveau des investissements qu'elle offre, elle est limitée dans le temps et dans l'espace :

*primo* : Contrairement au SGP qui concerne tous les pays en développement, l'éligibilité au programme AGOA n'est possible que si le pays fait partie de l'Afrique sub-saharienne,

*secundo* : Alors que le bénéfice du SGP est accordé *a priori* pour toute la durée du programme aux pays éligibles, l'admission à l'AGOA est prononcée pour une année ; au terme de celle-ci, cette procédure se reproduit tous les ans jusqu'à la fin du programme<sup>113</sup>.

L'analyse de la structure des échanges des pays éligibles avec les Etats-Unis nous a permis de constater que les rapports commerciaux entre ces deux partenaires sont de type *ricardien*. Les pays AGOA, compte tenu de leur niveau de développement<sup>114</sup>, sont exportateurs nets des matières premières et importateurs nets des produits manufacturés. Toutefois, l'analyse des volumes des échanges commerciaux entre ces deux partenaires nous a révélé que la balance commerciale des pays AGOA vis à vis des Etats-Unis est largement excédentaire depuis le début des années 70. Cette analyse nous a aussi montré que depuis l'année 2001, date de la mise en place effective de l'AGOA, il y a eu augmentation des exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis. Cette augmentation peut-elle être attribuée à la mise en place de l'AGOA ? Seule une analyse contrefactuelle telle que nous la mènerons au chapitre 2 nous permettra de répondre à cette question.

---

<sup>113</sup>En décembre de chaque année, le président des Etats Unis publie la liste des pays éligibles au programme AGOA selon les critères présentés à la sous section 1.2.2. Nous verrons au chapitre 7 que cette éligibilité temporaire (incertitude) est une limite à l'utilisation optimale de tous les avantages offerts par ce programme.

<sup>114</sup>Le PIB moyen par tête de l'ensemble des pays AGOA en 2004 était de 1151 \$US soit plus de 32 fois inférieur à celui des USA (WDI, 2005).

## Chapitre 2

# AGOA COMME DYNAMIQUE DES ÉCHANGES ?

## Introduction

Depuis plus d'une cinquantaine d'années, l'ouverture commerciale et/ou la libéralisation des échanges commerciaux est devenue l'un des enjeux majeurs des relations économiques internationales. Pendant que les défenseurs de cette théorie trouvent en la libéralisation des échanges une source de croissance économique et d'amélioration de bien-être grâce à la réallocation des ressources factorielles qu'elle génère : c'est la vision classique et néoclassique<sup>1</sup>, les critiques quant à eux trouvent que ce genre de politique est source d'appauvrissement pour les économies faibles : c'est la vision historiciste. L'historicisme est un courant de pensée économique qui a émergé en Europe dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, d'abord en Allemagne (l'École historique allemande) puis de manière plus diffuse, en Grande-Bretagne et en France. Ce courant de pensée rejette en bloc les thèses des économistes classiques britanniques dérivées de Smith (1776), Ricardo (1817), Stuart Mill (1848) et du marginalisme de Menger (1871), Jevons (1871) et Walras (1874). La pensée historiciste généralisée par List (1841) popularise le principe de protection des industries naissantes par les barrières douanières<sup>2</sup>, c'est ce qu'il appelle «protectionnisme éducateur<sup>3</sup>». Malgré ces limites<sup>4</sup>, aujourd'hui, c'est le libre-échange qui domine les relations économiques internationales à travers le phénomène de *mondialisation*. Depuis le triomphalisme de cette idéologie, il apparaît cependant que les performances économiques de l'Afrique ne cessent d'être miteuses.

Bien que l'indicateur d'ouverture commerciale<sup>5</sup> de l'Afrique se soit amélioré (UNCTAD, 2003) entre 1980 et 2000<sup>6</sup>, il apparaît nettement d'après le tableau 2.1 que la part des exportations de l'Afrique<sup>7</sup> dans les exportations mondiales est passée de 5,9% en 1980 à 2,2% en 2000 alors que la part de ses importations passait de 4,6% en 1980 à 2,1% en 2000.

<sup>1</sup> Cette approche s'oppose à l'approche hétérodoxe à laquelle s'allie la vision historiciste.

<sup>2</sup> Historiquement, l'approche protectionniste fut d'abord évoquée par Alexander Hamilton, secrétaire d'Etat américain au trésor en 1791. Dans un rapport sur les produits manufacturés, il souligna la nécessité de recourir aux droits de douane pour freiner l'afflux des exportations anglaises dû au manque d'expérience et de savoir-faire américain dans ce secteur comparé aux anglais.

<sup>3</sup> Kaldor (1939) parle plutôt de «protectionnisme défensif» pour, dit-il, protéger les industries vieillissantes et faciliter leur conversion.

<sup>4</sup> Plus récemment la théorie des divergences intérieures développées par Mead (1955), Johnson (1965), Bagwatti (1971) met en exergue la problématique de la non optimalité du libre-échange en terme de redistribution du revenu, de l'emploi et des objectifs des gouvernements.

<sup>5</sup> selon la formule  $\frac{X+M}{PTB}$

<sup>6</sup> L'ouverture commerciale de l'Afrique est passée de 45% en 1980 à 50,4% en 2000.

<sup>7</sup> Concernant spécifiquement l'Afrique sub saharienne, sa part dans les exportations mondiales est passée de 3,7% en 1980 à 1,5% en 2000 ; dans le même temps sa part dans les importations passait de 3,1% à 1,3% au cours de la même période.

TAB. 2.1: **Part des régions en développement dans le commerce mondial entre 1980 et 2000**

Régions	1980	1985	1990	1995	2000
Exportations (%)					
Exportations Mondiales	100	100	100	100	100
Afrique	5,9	4,2	3,0	2,2	2,2
Afrique du Nord	2,1	1,7	1,0	0,7	0,7
Afrique sub-saharienne	3,7	2,5	1,9	1,5	1,5
Pays en développement d'Asie	17,9	15,6	16,9	21,6	24,3
Pays en développement d'Amérique Latine	5,5	5,6	4,2	4,4	5,5
Importations (%)					
Importations Mondiales	100	100	100	100	100
Afrique	4,6	3,6	2,9	2,5	2,1
Afrique du Nord	1,4	1,6	1,2	0,9	0,7
Afrique sub saharienne	3,1	2,1	1,6	1,6	1,3
Pays en développement d'Asie	13,1	15,2	15,9	21,9	21,1
Pays en développement d'Amérique Latine	6,1	4,2	3,7	4,7	5,7

Source : UNCTAD, Handbook of Statistics (2003)

A la lumière de ce tableau, nous constatons tout d'abord que les pays africains depuis plus de 25 ans ont perdu plus de parts de marchés que les autres pays en développement (diminution relative des exportations). De plus l'Afrique représente de moins en moins un enjeu économique (diminution relative des importations)<sup>8</sup>. Face à ce constat d'échec et afin de rompre avec cette tendance à la marginalisation croissante de l'Afrique dans le commerce mondial, les Etats-Unis ont mis en place dès 2000, la loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA).

Comme nous l'avons longuement développé au chapitre 1, l'AGOA est une loi promulguée en mai 2000 par les Etats-Unis. Elle vise à développer les échanges<sup>9</sup> avec les pays d'Afrique sub-saharienne et au-delà, à favoriser le développement économique de ces derniers en leur offrant des facilités d'accès tant sur le marché américain que dans le domaine du crédit et des investissements. A ce titre, l'AGOA vise à favoriser une intensification des exportations des pays éligibles, tout d'abord vers les Etats-Unis, et grâce aux effets d'apprentissage, ceux-ci pourront conquérir d'autres marchés. Le but de ce chapitre est d'évaluer, au regard de l'analyse théorique (2.1), si la mise en place de l'AGOA a effectivement engendré une augmentation des exportations des pays éligibles vers les Etats-Unis (2.2).

<sup>8</sup> Le fait pour l'Afrique de ne plus être un enjeu économique à cause de la diminution de son importance dans les échanges mondiaux a un impact majeur sur l'attractivité des IDE par rapport aux autres régions et delà sur sa croissance économique globale.

<sup>9</sup> Nous privilégierons l'approche par les exportations car l'un des succès de l'AGOA tient à sa capacité à favoriser une augmentation des exportations des pays bénéficiaires vers les USA.

## 2.1 Analyse théorique des échanges internationaux

L'analyse théorique des échanges internationaux continue d'être rythmée par les défenseurs et les critiques du modèle libre-échangiste<sup>10</sup>. Pour les premiers théoriciens des échanges internationaux (2.1.1), les pays ou les régions profitent du libre-échange du fait de leur spécialisation dans la production des biens et des services pour lesquels ils détiennent un avantage comparatif. Mais face à des difficultés politiques et économiques de mise en oeuvre *stricto sensu* d'une telle politique à l'échelle mondiale, on a vu apparaître depuis le début des années 50 les accords préférentiels (2.1.2) d'abord intra régionaux, puis inter régionaux et enfin inter continentaux.

### 2.1.1 Fondements théoriques des échanges internationaux

La théorie du libre-échange a été développée en réaction au mercantilisme<sup>11</sup> qui insistait lui aussi sur le bien fait de l'ouverture extérieure comme source de richesse des nations. La première analyse rigoureuse du libre-échange est de Henry Martyn dans *Considérations sur le commerce avec les Indes orientales* (1701). Pour cet auteur, sur la question du monopole de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et des restrictions sur les importations de biens manufacturés en provenance de l'Inde, il dit que la liberté de commerce va diminuer la rente des marchands déjà établis et accroître le volume de bénéfice de la nation toute entière. A travers cette réflexion, Martyn (1701) pose les bases d'une réflexion sur le bien fondé du libre-échange et delà le principe de la division internationale du travail qui en résulterait *a fortiori*. L'argument de Martyn (1701), développé par Adam Smith (1776) à travers les avantages absolus (2.1.1.1) sera approfondi par Ricardo (1817) avec le concept d'avantages comparatifs (2.1.1.2). L'analyse des coûts comparés de Ricardo (1817) a été prorogée par les néoclassiques (2.1.1.3) et grâce à des améliorations, elle a favorisé le développement des nouvelles théories du commerce international (2.1.1.4).

#### 2.1.1.1-Adam Smith et la théorie des avantages absolus

Adam Smith fut le premier à fonder les bases de l'analyse économique moderne en 1776 avec son livre intitulé *la Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* à travers la théorie des avantages absolus. Le modèle de Smith (1776) est le suivant :

- Deux pays : H et W
- Deux biens : textile (T) et blé (B)

---

<sup>10</sup>Il y a libre-échange lorsque les biens et les services peuvent être achetés et vendus entre pays ou régions sans qu'il y ait application des tarifs, des quotas ou d'autres restrictions.

<sup>11</sup>Il existait trois courants mercantilistes :

- 1-le bullionisme ou «mercantilisme espagnol» qui préconise l'accumulation de métaux précieux ;
- 2- le colbertisme ou «mercantilisme français» qui est tourné pour sa part vers l'industrialisation ;
- 3- le commercialisme ou «mercantilisme anglais» qui voit dans le commerce extérieur la source de la richesse d'un pays.

Les principaux penseurs de cette théorie étaient Jean Bodin (1530-1596), Antoine de Montchrétien (1576-1621), William Petty (1623-1687).

Dans l'analyse de Smith (1776), il existe un seul facteur de production, le travail. Le prix des biens est proportionnel au contenu direct ou indirect de la quantité de travail mesurée en unité de travail  $\tilde{u}$ .

TAB. 2.2: Exemple illustrant la théorie des avantages absolus

	Autarcie		Echange international
	Heures pour 1 unité ( $\tilde{u}$ )		Taux d'échange :
	Textile (T)	Blé (B)	$1\tilde{u}T \iff 1\tilde{u}B$ Gains en heures
H	5	10	5
W	10	5	5

Dans les deux pays, le travail fourni est de 15 heures pour une consommation de  $(1T + 1B)$ . Le textile est moins cher dans le pays H (5 heures) qu'en W (10 heures), le blé est moins cher en W (5 heures) qu'en H (10 heures).

Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il a un avantage absolu (coût du produit moins cher).

Avec  $1\tilde{u} T$  qui s'échange contre  $1\tilde{u} B$  ( $1\tilde{u}T \iff 1\tilde{u}B$ ), chaque pays retrouve le même niveau de consommation qu'en autarcie  $(1T + 1B)$  mais en ayant travaillé 10 heures au lieu de 15 heures.

**Il y a donc un gain dans les deux pays de 5 heures non travaillées pour un même niveau de vie.** Les heures non travaillées peuvent s'exprimer par une augmentation du temps de loisir ou elles peuvent être réutilisées dans le processus de production.

Pour Adam Smith (1776), l'échange international sera toujours bénéfique pour les deux pays tant qu'il existerait un différentiel de coûts. Les pays ont des atouts spécifiques qui les distinguent des autres. L'analyse de l'échange international de Smith (1776) repose essentiellement sur les avantages absolus mais cette analyse a été prolongée par David Ricardo (1817) à travers la théorie des avantages comparatifs.

### 2.1.1.2.- La théorie des avantages comparatifs de Ricardo

#### i- Elaboration du modèle

L'essentiel de la pensée *ricardienne* sur l'échange et la spécialisation international(e) se trouve dans son ouvrage publié en 1817 intitulé *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Ricardo (1817) va poursuivre la pensée de Smith (1776) en se demandant ce qui se passerait si un pays ne possédait aucun avantage absolu. Selon Smith (1776), la production de ce pays serait nulle. Pour Ricardo (1817), la théorie des avantages comparatifs permet de dire que même si un pays ne possède pas d'avantages absolus, sa production ne devrait pas être nulle, il devrait se spécialiser dans la production où il a un avantage relatif c'est à dire là où il est relativement le meilleur ou encore le moins mauvais.

Reprenons l'exemple sur l'échange entre le pays  $H$  et le pays  $W$  sur le textile et le blé mais modifions les hypothèses sur les unités d'échanges de manière à ce que les biens (textile et blé) soient plus chers en  $W$  qu'en  $H$  de la façon suivante :

TAB. 2.3: Exemple illustrant la théorie des avantages comparatifs

	Autarcie			Echange international
	Heures pour 1 unité ( $\tilde{u}$ ) entry		Prix relatifs  $\left(\frac{T}{B}\right)$	Taux d'échange :
	Textile (T)	Blé (B)		$1\tilde{u}T \iff 1\tilde{u}B$ Gains en heures
H	5	10	0,5	5
W	25	15	1,67	10
Coût relatif des produits de $H$ par rapport à ceux de $W$	20%	67%		

Dans l'exemple du tableau 2.3, une unité de textile s'échange contre 0,5 unité de blé dans le pays  $H$  quand il est en autarcie alors que dans le pays  $W$ , le rapport de coût interne est égal à 1,67 : ce qui traduit plutôt qu'une unité de blé s'échangera contre 1,67 unité de textile lorsque le pays est en autarcie. Le pays  $H$  a ainsi les coûts de production les plus bas, il dispose donc d'un avantage absolu sur les deux biens : 20% de coût de production du textile du pays  $W$ , 67% pour le blé. Si on était sous les hypothèses de Smith (1776), le pays  $W$  ne produirait aucun des deux biens, mais pour Ricardo (1817), le pays  $H$  trouverait intérêt à échanger avec le pays  $W$  si une unité de textile qu'il produit lui permet d'obtenir plus de 0,5 unité de blé, en d'autres termes, plus que les coûts relatifs en autarcie. Pareillement, le pays  $W$  aura intérêt à s'engager dans l'échange international si moins de 1,67 unité de blé peut être échangé contre une unité de textile du pays  $H$ . D'après cette analyse, l'échange sera toujours mutuellement gagnant pour les deux pays si et seulement si le taux d'échange international (prix d'un bien en termes de l'autre bien) entre les deux coûts comparés internes est compris entre 0,5 et 1,67 en excluant les extrémités.

En supposant qu'une unité de blé de  $W$  s'échange contre une unité de textile de  $H$ , en échange d'une unité de textile qui lui coûte 5 heures, le pays  $H$  obtient une unité de blé qui lui aurait coûté 10 heures en autarcie. Il enregistre ainsi un gain de 5 heures qu'il peut utiliser pour produire encore plus ou pour augmenter le temps de loisir. A la suite de l'échange international, le pays  $H$  allouera son facteur de production là où ce dernier est le plus efficace c'est à dire dans la production du textile. Symétriquement, le pays  $W$  se spécialisera dans la production du blé, produit dans lequel son désavantage est le moindre : l'échange est donc profitable pour les deux pays. Cette spécialisation n'est possible que si le pays  $H$  décide effectivement d'allouer de manière efficiente ses facteurs de production. De plus si le taux d'échange dépasse les limites des coûts comparatifs internes, l'échange s'arrête car un partenaire n'y trouvera plus son compte.

D'après l'analyse ci-dessus, quelles que soient les différences de productivités absolues, s'il existe des différences de productivités relatives, alors il existe un taux d'échange (ici compris entre 0,5 et 1,67 exclu les extrêmes) reflète des productivités absolues qui rend les échanges bénéfiques pour les deux pays.

En conclusion, dans la théorie des coûts comparés de Ricardo (1817), l'échange international de deux biens entre deux pays fournira un gain réciproque après la spécialisation



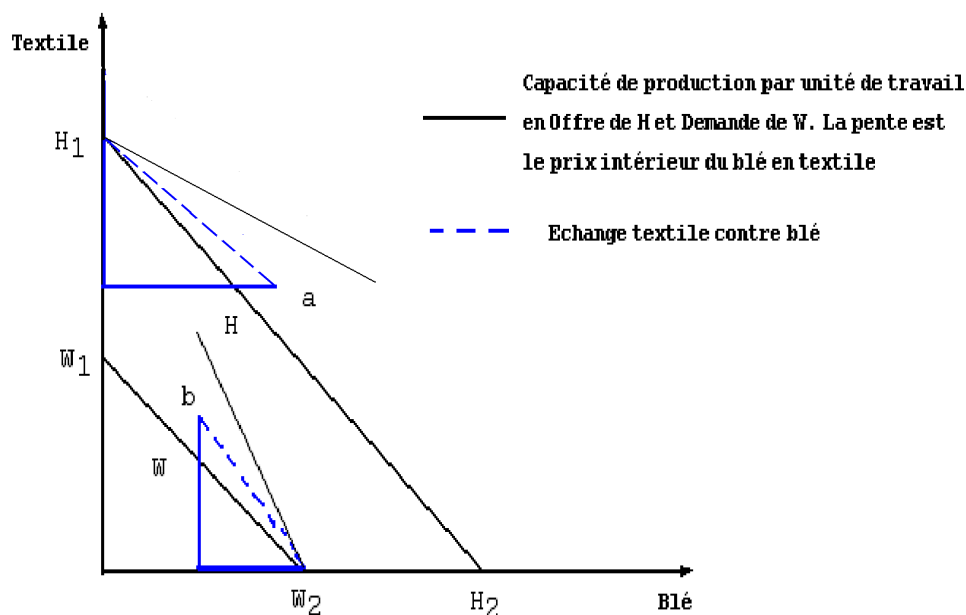
sous deux conditions :

- les structures de prix (coûts comparés) doivent être différentes en autarcie dans les deux pays;
- le taux d'échange international doit être compris entre les limites des coûts comparés internes.

## ii- Représentation graphique du modèle *ricardien*

Considérons les deux pays  $H$  et  $W$  selon les hypothèses ci-dessus décrits ; les droites ( $H_1$ ,  $H_2$ ) et ( $W_1$ ,  $W_2$ ) de la figure 2.1 représentent respectivement les frontières de production de  $H$  et de  $W$  que l'on peut réaliser avec les facteurs disponibles. En autarcie, le pays  $H$  a un avantage absolu dans la production des deux biens (blé et textile), mais à l'échange, le pays  $H$  a intérêt à se spécialiser dans la production du textile. L'échange a lieu aux points  $a$  et  $b$  : il y a gain mutuel à l'échange du moment où les termes de l'échange (pente de la droite d'échange) se situent entre les prix relatifs dans les deux pays (pente des droites de production). La pente est le prix intérieur du blé en textile.

FIG. 2.1: Représentation de l'échange international dans la théorie ricardienne



### 2.1.1.3 - Les échanges internationaux selon les néo-classiques

L'analyse néo-classique des échanges internationaux s'est surtout cantonnée à l'approfondissement de la théorie des avantages comparatifs de Ricardo en adjoignant au facteur travail, d'autres facteurs de production tels que la terre et le capital. Les deux économistes suédois qui ont eu cette intuition au début du XX<sup>ème</sup> siècle étaient E. Heckscher (1919) et B. Ohlin (1933). L'intuition de ces auteurs était que les pays exportent les produits contenant intensivement les facteurs dont ils disposent en abondance et importent les biens qui nécessitent l'utilisation de facteurs dont ils ont la pénurie. Le processus qui dérive de l'échange établi par ces deux auteurs est le suivant : les coûts relatifs des biens s'expliquent

par les coûts relatifs des facteurs, qui proviennent eux-mêmes de l' utilité et de la productivité de ces facteurs, qui sont elles-mêmes dépendantes des quantités relatives de facteurs dont les pays disposent. Les dotations factorielles étant différentes d' un pays à l' autre, la rareté ou l' abondance relative des facteurs se traduit par des différences de coûts comparés des biens qui sont à l' origine des échanges : c' est la théorie de Heckscher - Ohlin (HO)<sup>12</sup>.

Très simplement, le théorème HO élargit la notion de différence de dotations des facteurs de production entre deux nations. Un facteur, par exemple le capital est relativement abondant dans un pays, un autre facteur, par exemple le travail, est relativement abondant dans un second pays ; ce dernier pays va se spécialiser dans la production des biens intensifs en travail alors que le premier lui se spécialisera dans les biens intensifs en capital<sup>13</sup>. Le théorème HO<sup>14</sup> démontre que si le commerce s' ouvre entre ces deux pays, chacun aura intérêt à se spécialiser effectivement dans la production de l' un de ces deux biens. Cette spécialisation n' est d' ailleurs pas complète, chaque pays pouvant continuer à produire les deux biens mais dans des proportions différentes de ce qu' elles étaient avant l' ouverture. Schématiquement ce théorème pourrait être représenté de la manière suivante :

Reconsidérons les deux pays  $H$  et  $W$  de l' analyse *ricardienne* -voir figure 2.1- qui sont maintenant dotés du travail et capital. Supposons également que le capital est relativement plus abondant dans le pays  $H$  et que le travail est relativement plus abondant dans le pays  $W$ . D' après le théorème HO, le pays  $W$  produira toujours une quantité plus grande de blé car, ce produit nécessite une utilisation plus intense du facteur-le travail- le plus abondant dans ce pays. Donc la courbe d' offre relative du pays  $W(O^W)$  sera à la droite de la courbe d' offre relative du pays  $H(O^H)$  pour une valeur donnée des prix relatifs ; la droite DR étant la contrainte de demande. Donc le pays  $W$  aura tendance à exporter plus de blé ( $X_B^W$ ) et à importer du textile ( $M_T^W$ ) alors que le pays  $H$  aura tendance à exporter plus de textile ( $X_T^H$ ) et importer du blé ( $M_B^H$ ). L' équilibre international se fera donc au point d' égalisation des deux courbes d' offre relative correspondant au point 2 de la figure 2.2.

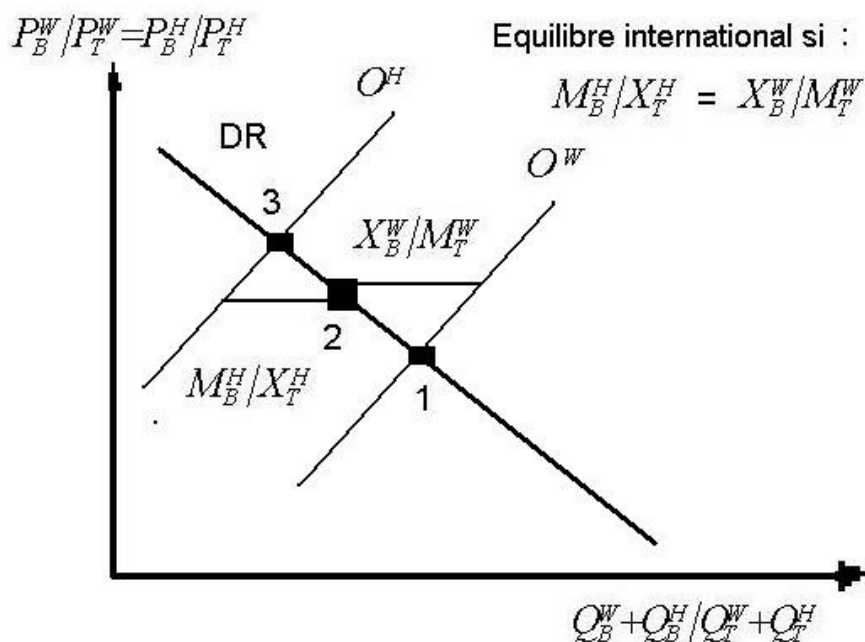
<sup>12</sup>Deux hypothèses essentielles n'ont pas été évoquées :  
primo, les biens doivent être mobiles,

secundo : les facteurs de production doivent être immobiles.

<sup>13</sup> On trouve ici une application statique du théorème de Rybczynski (1955). Ce théorème permet d' expliquer la dynamique des avantages comparatifs des pays. La croissance d' un facteur de production, à prix constant des produits, engendre une croissance absolue de la production des biens intensifs dans ce facteur et une réduction absolue de la fabrication des biens intensifs dans l' autre facteur.

<sup>14</sup> Le théorème HO a connu une amélioration à travers le lemme de Stolper-Samuelson (1941) pour devenir le théorème HOS. Le théorème HOS montre que l' accroissement du prix relatif du bien pour lequel le pays a un avantage comparatif augmente la rémunération du facteur de production qui est utilisé intensivement dans la production. La convergence dans les prix relatifs conduit aussi à une convergence dans les rémunérations des facteurs de production. -Egalisation du coût des facteurs-. Il existe également une autre extension du théorème HO dans une situation de techniques de production identiques et d' égalisation des revenus factoriels à travers le théorème HOV (Heckscher-Ohlin-Vanek)- Ce théorème montre que le pays abondant dans un facteur exporte le service de ce facteur (ce qui est différent d' une exportation de biens intensifs dans ce facteur). Mais plusieurs évaluations empiriques réalisées notamment par Bowen, Leamer & Sveikauskas (1987) et Trefler (1995) montrent que ce théorème est mal vérifié. D' après eux, les échanges de service, par rapport au sens des flux commerciaux, sont largement inférieurs aux prédictions.

FIG. 2.2: Représentation graphique de l'échange international dans le théorème HO



Si les théories classiques et néo-classiques s'attachent à expliquer les échanges commerciaux comme étant une résultante du différentiel des coûts comparés lui même issu du différentiel de dotations factorielles, en revanche, ces théories n'apportent aucune explication aux échanges entre pays industrialisés c'est à dire entre pays similaires relativement dotés de la même proportion factorielle<sup>15</sup> : c'est la base des nouvelles théories du commerce international.

#### 2.1.1.4- Les échanges internationaux selon la nouvelle théorie du commerce international

Les bases de la nouvelle théorie du commerce international peuvent être attribuées à F. Graham. Ce dernier, dès 1923 envisageait déjà l'influence des économies d'échelle sur le commerce. Il a montré que toutes les spécialisations ne se valent pas à long terme, certaines sont propices à l'apparition de rendements croissants et donc de coûts décroissants liés notamment aux économies d'échelle des firmes et à la taille de leur marché, d'autres pourraient générer des coûts croissants liés à la spécialisation dans les produits non porteurs. Ce n'est qu'à la suite de Graham qu'est vraiment apparue la nouvelle théorie du commerce international telle qu'elle est connue aujourd'hui. Le principal mérite de la nouvelle théorie du commerce international c'est d'avoir transformé en modèle rigoureux ce qui n'était que des intuitions ou des hypothèses.

La nouvelle théorie du commerce international reprend les outils microéconomiques développés par l'économie des marchés et l'économie industrielle, en les adaptant, pour

<sup>15</sup> Même si pour Fontagné, Freudenberg et Périody (1997), les échanges intra-branche issus des échanges de qualité sont dus à des différences de qualité de la main d'œuvre et de la technologie qui constituent elles-mêmes les déterminants de l'avantage comparatif ricardien. Pour ces auteurs, même la spécialisation qualitative peut s'inscrire dans le champ des avantages comparatifs.

traiter de la concurrence imparfaite. On distingue deux approches de cette théorie :

► les travaux qui s'appuient sur les deux grands modèles de la concurrence monopolistique des marchés de Hotelling (1929) et de Chamberlin (1933) adaptés par les travaux de Krugman (1979), Lancaster (1980) et Helpman (1981). Pour ces auteurs, les échanges internationaux sont la conséquence du goût pour la diversité des consommateurs qui engendre une demande pour les variétés étrangères et des rendements d'échelle croissants pour les producteurs et favorise en plus, l'effet d'attractivité des marchés. Cette analyse se place généralement à long terme.

► les travaux qui se fondent sur les modèles de la concurrence oligopolistique<sup>16</sup> des marchés, principalement ceux de Cournot (1838) mais adaptés par les travaux de Brander (1981) et Brander & Krugman (1983). Pour ces auteurs, les échanges internationaux sont la conséquence des comportements stratégiques des firmes qui créent un effet pro compétitif du commerce. Cette analyse se placent plutôt dans une perspective de courte période.

Les premiers travaux basés sur les échanges de produits similaires sont ceux de Linder (1961) pour qui les productions dépendent d'abord de la demande domestique et des producteurs nationaux ; les exportations étant un commerce de surplus par rapport à la consommation intérieure. C'est cette demande "domestique représentative" qui détermine la nature des produits exportés puisque les pays de même niveau de développement ont des demandes représentatives similaires, leurs surplus exportables porteront sur les produits similaires<sup>17</sup> : c'est le jeu des exportations croisées . Chaque bien produit est potentiellement un bien exportable, bien que rendant des services identiques, ces produits ne sont pas entièrement comparables car se distinguant par la forme, la couleur, la marque et l'image qu'ils véhiculent. En outre, plus le revenu par tête est élevé et plus le degré de sophistication des produits demandés est grand. A la suite de Linder (1961), Lassudrie-Duchêne (1971) démontre que le commerce international intra-branche correspond également à la demande de différence<sup>18</sup>, c'est à dire la segmentation de la clientèle. *De facto*, dans une telle configuration (concurrence monopolistique), les déterminants microéconomiques de l'échange pour répondre à la demande de variété sont la différenciation des produits (Dixit & Stiglitz, 1977 et Krugman, 1980) et/ou la diversité individualisée des goûts (Lancaster, 1980).

Les travaux de Lancaster (1980) et Krugman (1980) ont également montré que la taille du secteur d'activité est un élément essentiel de l'analyse de la concurrence internationale ; les économies d'échelle internes aux firmes permettant de réduire la concurrence par la baisse des coûts liée à la croissance du marché. Pour ces auteurs, si en autarcie, le marché

---

<sup>16</sup>Mais dans le cadre cette étude, nous présenterons uniquement les modèles de concurrence monopolistique car d'après Krugman & Obstfeld (2000), "l'analyse générale des oligopoles est un sujet complexe et controversé parce que, dans les oligopoles, les politiques de prix des entreprises sont interdépendantes".

<sup>17</sup>Les modèles de Falvey (1981) et de Falvey-Kierzkowski (1984) ont démontré que les produits dits similaires peuvent être en réalité différents. Ils essayent de montrer que les produits d'une même branche sont différents car d'après eux, leurs techniques de production ont des intensités factorielles différentes et il existe une hiérarchie des préférences de ces produits. Cette analyse ne couvre cependant pas l'ensemble des possibilités d'échanges intra-branche et ne rend pas compte du développement des échanges entre pays proches.

<sup>18</sup>Cette différenciation peut être horizontale (produits de qualité équivalente, mais différents par leur design, etc., par exemple les voitures d'un même niveau de gamme) et/ou verticale (gamme de qualités différentes).

national peut se trouver en situation de monopole, par contre à l'ouverture internationale, la présence d'autres producteurs étrangers peut rendre le marché intérieur un monopole contestable au sens de Baumol et *alii* (1982), c'est à dire, un marché sans barrière ni à l'entrée ni à la sortie. Chaque monopoleur national est soumis à la concurrence des monopoleurs étrangers en terme de prix; or ce prix dépend du coût de production qui à son tour est fonction des économies d'échelle internes<sup>19</sup> (technologies et/ou expérience) et externes (taille de l'industrie), et de la taille du marché domestique initial. Le modèle de Krugman & Obstfeld (2000) ci-dessous décrit permet d'avoir un aperçu sur l'influence des économies d'échelle externes sur la production et donc sur les prix des firmes.

Pour Krugman & Obstfeld (2000), "les économies d'échelle externes existent lorsque le coût de production par unité dépend de la dimension de l'industrie mais pas nécessairement de la dimension d'une firme quelconque en particulier". Pour le démontrer, il considère que chaque firme a la relation de coût total suivante :

$$CT = CF + Cm * X, \quad (2.1)$$

où  $Cm$  est le coût marginal,  $CF$  le coût fixe, et  $X$  la production de la firme. Ceci entraîne une équation de coût moyen de la forme

$$CM = \frac{CT\psi}{X} = \frac{CF}{X} + Cm. \quad (2.2)$$

De plus chaque entreprise fait face à une équation de demande de la forme

$$X = VT \left[ \frac{1}{N} - b(P - PM) \right]. \quad (2.3)$$

où  $VT$  correspond aux ventes totales de l'industrie (considérées comme données),  $N$  est le nombre de firmes,  $P$  est le prix du produit de la firme (chaque firme le considère comme donné),  $PM$  est le prix moyen facturé par les autres firmes et  $b$ , un paramètre exogène lié à la part de marché de chaque firme. Chaque firme choisit son prix de telle manière à maximiser ses profits. La fonction de profits d'une firme représentative est

$$\pi = PM * X - CT = PM * VT \left[ \frac{1}{N} - b(PM - \overline{PM}) \right] - CF - Cm * VT \left[ \frac{1}{N} - b(PM - \overline{PM}) \right], \quad (2.4)$$

Pour maximiser ses profits, une firme fait en sorte que la dérivée de profits par rapport au prix s'annule ( $\frac{d\pi\psi}{dPM} = 0$ ), ceci implique

$$X - (VT * b * PM) + (VT * b * Cm) = 0. \quad (2.5)$$

Si toutes les firmes sont symétriques c'est à dire qu'elles imposent le même prix, à l'équilibre on a  $P = PM$  et  $X = \frac{VT}{N}$ . Dès lors l'équation (2.5) implique que

$$PM = \frac{1}{b * N} + Cm, \quad (2.6)$$

<sup>19</sup>Les économies d'échelle internes existent lorsque le coût de production par unité d'un bien dépend des firmes individuelles mais pas nécessairement de la dimension de l'industrie.

De même comme  $X = \frac{VT}{N}$ , nous pouvons déduire de la relation (2.2) que le coût moyen est une fonction de  $VT$  et de  $n$  selon la relation suivante :

$$CM = \frac{CF * N}{VT} + Cm, \quad (2.7)$$

Cependant à un équilibre de profits nuls, le prix facturé par la firme représentative doit aussi être égal à son coût moyen, cela implique

$$\frac{1}{b * N} + Cm = \frac{CF * N}{VT} + Cm, \quad (2.8)$$

qui implique à son tour que

$$N = \sqrt{\frac{VT}{b * CF}}. \quad (2.9)$$

La relation (2.9) montre qu'une augmentation dans la taille du marché,  $VT$ , entraînera une augmentation du nombre de firmes,  $N$ , mais en proportion ; par exemple, une dimension du marché multipliée par 2 augmentera le nombre de firmes d'environ 1,4<sup>20</sup>.

Le prix facturé par la firme représentative sera de

$$PM = \frac{1}{b * N} + Cm = Cm + \sqrt{\frac{CF}{VT * b}}. \quad (2.10)$$

ce qui montre qu'une augmentation de la dimension du marché fera baisser les prix.

En fin de compte, les ventes par firme,  $X$ , seront égales à

$$X = \frac{VT}{N} = \sqrt{VT * b * CF}. \quad (2.11)$$

L'équation (2.11) indique que le niveau de production de chaque firme est aussi fonction de la taille de l'industrie.

Les travaux de Helpman & Krugman (1985) et de Krugman & Obstfeld (1992) montrent à travers les rendements croissants<sup>21</sup> l'importance des économies d'échelle et de la taille du marché initiale dans la détermination des échanges commerciaux comme l'illustre la figure 2.3.

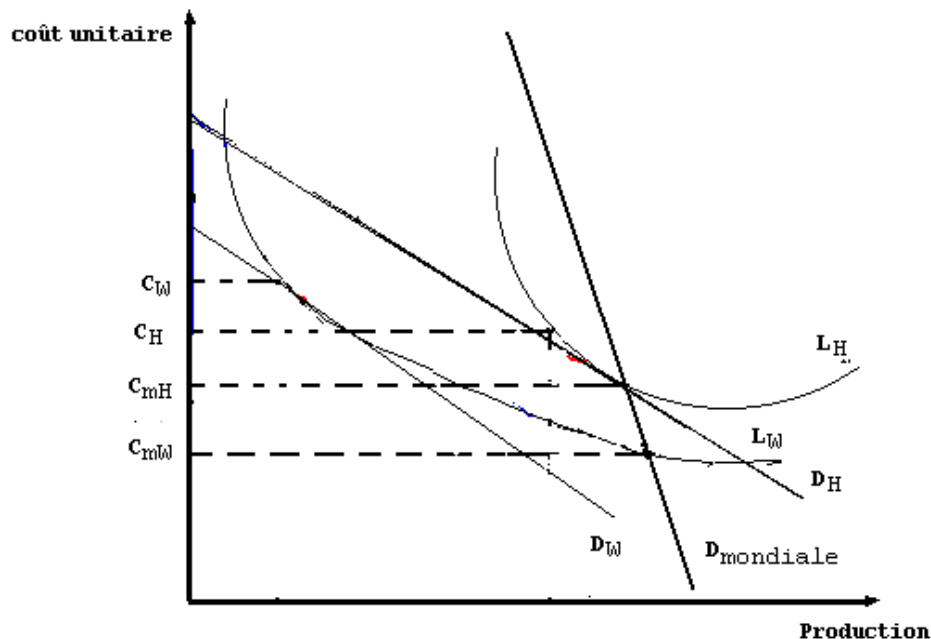
Considérons deux pays :  $H$  et  $W$  avec le marché du pays  $W$  plus petit que le marché du pays  $H$ . Par rapport à cette hypothèse, la courbe de demande du pays  $H$  ( $D_H$ ) se trouve plus à droite que la courbe de demande du pays  $W$  ( $D_W$ ). De plus, du fait du caractère traditionnel dans la production du bien considéré du pays  $H$ , ce dernier dispose

<sup>20</sup>On peut aisément vérifier cette affirmation par l'exemple numérique suivant : Considérons  $CF_0 = CF_1 = 1$ ,  $b_0 = b_1 = 0,1$ ,  $S_0 = 2$  et  $S_1 = 4$ . Après application de l'équation  $N = \sqrt{\frac{VT}{b * CF}}$ , nous trouvons  $N_0 = 4,47$  et  $N_1 = 6,32$ . Ce qui nous montre effectivement que si la dimension du marché est multipliée par 2, le nombre de firmes augmentera d'environ 1,4  $\left(\frac{N_1}{N_0}\right)$ .

<sup>21</sup>Les rendements croissants existent lorsque le coût unitaire de production d'une firme s'abaisse avec les quantités produites. Mais Krugman & Obstfeld (2000) parlent aussi de rendements croissants dynamiques qui existent lorsque le prix unitaire de production d'une firme diminue non pas avec la production courante mais plutôt avec la production cumulée.

d'un avantage absolu. C'est ce qui explique que la courbe de coût unitaire du pays  $H$  ( $L_H$ ) se trouve au dessus de la courbe de coût unitaire du pays  $W$  ( $L_W$ ). La taille relativement élevée du marché du pays  $H$  lui permet, en autarcie, de produire avec des coûts inférieurs à ceux de  $W$  en raison des économies d'échelle :  $C_H < C_W$ . L'ouverture internationale permet à  $H$  d'être le gagnant de l'échange et de servir le marché mondial. Pour Krugman & Obstfeld (2000), la présence des économies externes ordinaires a tendance à consolider l'avantage initial<sup>22</sup> et à confirmer les structures d'échanges existantes. A travers cette analyse, on pourrait trouver une justification du protectionnisme ne serait-ce que de manière temporaire : c'est l'argument développé par F. List (1841) à travers la protection des industries naissantes.

FIG. 2.3: Economies d'échelle et pertes dues à l'échange international



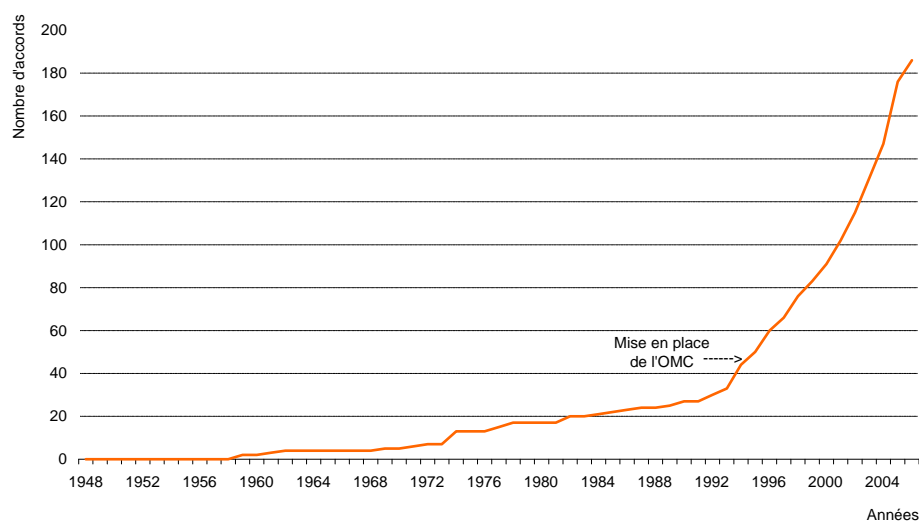
D'après l'analyse ci-dessus, il en ressort globalement que la détention d'un avantage en terme de ressources naturelles ou en terme de connaissances, de technologie ou d'espace est un critère déterminant des échanges internationaux. Si toutes ces théories veulent expliquer ou instituer le libre-échange comme cadre régissant les échanges internationaux, la présence des résistances de toutes sortes (politiques ou économiques) empêchent ou retardent la mise en place d'une telle politique à l'échelle mondiale. Les accords préférentiels apparus depuis le début des années 50 sont aujourd'hui considérés comme un levier incontournable au libre-échange au niveau mondial.

<sup>22</sup>Cette analyse rejoint d'une certaine manière celle faite par Grossman et Helpman (1991) qui montrent que lorsqu'un pays a un stock initial de capital de connaissances plus important qu'un autre ; son coût d'innovation sera plus bas car ses chercheurs sont plus productifs. Et comme l'écart technologique augmente avec le temps et s'auto entretient, la production à rendements croissants sera nécessairement concentrée à long terme dans le pays qui enregistre les coûts d'innovation les plus bas.

### 2.1.2 Impact sur les échanges des accords commerciaux préférentiels

Historiquement, la construction de l'union européenne dès 1951<sup>23</sup> est souvent considérée comme un exemple pionnier de construction de blocs économiques régionaux sous la forme qui est aujourd'hui visible dans presque toutes les régions du monde. La prolifération des accords commerciaux préférentiels que l'on observe depuis la seconde moitié des années 90<sup>24</sup>-voir figure 2.4- est souvent évoquée comme une réponse aux différents blocages que l'observe dans les négociations multilatérales.

FIG. 2.4: Evolution du nombre d'accords commerciaux régionaux notifiés au GATT/OMC entre 1948 et 2004



Source : OMC (2004)

Les accords commerciaux préférentiels sont des avantages commerciaux que les pays décident de s'accorder mutuellement. Ces accords se traduisent généralement par un abaissement des barrières commerciales -droits de douane et barrières non tarifaires- pour les échanges de biens entre pays signataires. Au moment de leur apparition, ces accords étaient réciproques ; mais depuis l'apparition des théories de l'échange inégal<sup>25</sup>, on a commencé à

<sup>23</sup>Le traité de Paris du 18 avril 1951 instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), mais aussi celui de Rome du 25 mars 1957 modifiant la CECA sont considérés comme les fondations de l'Union Européenne.

<sup>24</sup>De 1948 à 1994, le GATT a reçu 124 notifications concernant des accords commerciaux régionaux (dans le domaine du commerce des marchandises) et depuis la création de l'OMC en 1995, plus de 130 accords additionnels couvrant le commerce des marchandises ou des services ont été notifiés.

<sup>25</sup>En fait, comme nous l'avons dit à l'introduction, la théorie de l'échange inégal est d'inspiration marxiste (Marx, 1859). C'est une théorie qui transpose au plan des rapports commerciaux internationaux les rapports de classes sur le plan interne, c'est à dire qu'elle considère l'échange commercial international comme reposant sur une inégalité des richesses naturelles ou factorielles des pays. Cette théorie a commencé à influencer les échanges internationaux lorsqu'elle a été reprise par la CNUCED en 1955 puis formalisée par



assister à la définition des termes des accords commerciaux préférentiels non réciproques avec des pays en général pauvres. Aujourd'hui, comme le précise Siroën (2004), les accords préférentiels sont qualifiés, par abus de langage, d'accords commerciaux régionaux. Ceux-ci permettent aux pays participants de bénéficier d'avantages réciproques qui les dérogent "légalement" (article XXIV du GATT) de la clause de la nation favorisée (CNPF). Dans la terminologie officielle de l'OMC, les accords de libre-échange et les unions douanières sont réunis sous le terme d'accords régionaux de commerce (*Regional Trade Agreements*).

Selon la grille d'analyse construite par Balassa (1962), les accords commerciaux préférentiels<sup>26</sup> sont la première étape d'un processus d'intégration économique qui, mené à son terme, conduit d'abord à l'union douanière puis à l'union politique en passant par le marché commun et l'union économique. Les accords de libre-échange sont l'aboutissement naturel des accords préférentiels où chaque pays participant proscrit les barrières commerciales pour les produits originaires des pays signataires. Contrairement à ce qui se passe dans le cadre d'une union douanière, les pays signataires d'accords préférentiels n'ont pas à appliquer de droits de douane communs vis à vis des partenaires commerciaux non signataires. L'intérêt avéré que les pays portent de plus en plus aux accords préférentiels met en exergue la problématique de leur impact sur les pays participants. Généralement analysé à travers la création et le détournement du commerce (2.1.2.1), l'impact des accords préférentiels sera également analysé sous un angle souvent oublié qui est l'impact d'un accord préférentiel non réciproque sur les pays participants (2.1.2.2).

#### *2.1.2.1- Création et détournement de commerce*

La littérature sur l'impact des accords commerciaux préférentiels en terme de bien-être s'intéresse aux effets de ces accords tant sur le bien-être des pays membres que sur les pays non-membres (reste du monde). Les effets en terme de bien-être de l'intégration commerciale sont traditionnellement évalués à l'aide des concepts de Viner (1950) de création et de détournement de commerce : Une création de commerce correspond à une augmentation des importations du pays domestique associée à la substitution de la production nationale moins efficiente par des importations en provenance du pays partenaire moins coûteuses (en terme de coût relatif). Dans ce cas, la baisse des tarifs génère une meilleure allocation des ressources et accroît le bien-être. En revanche, un détournement de commerce correspond au simple remplacement des exportations des producteurs plus efficaces des pays non membres par les exportations des producteurs moins efficaces du pays partenaire. L'analyse de Viner (i), base de l'analyse des effets de bien-être de tels accords a cependant connu des améliorations avec l'introduction de l'hypothèse de coûts de production croissants pour le pays partenaire à l'union douanière (ii)

#### **i- L'Analyse de Viner (1950)**

Viner considère trois pays - le pays domestique  $H$ , le pays partenaire  $P$ -participant dans un accord commercial préférentiel du type union douanière- et le reste du monde  $C$  - ; Viner se place dans le cadre d'un équilibre général (De Melo & Grether, 1997) en

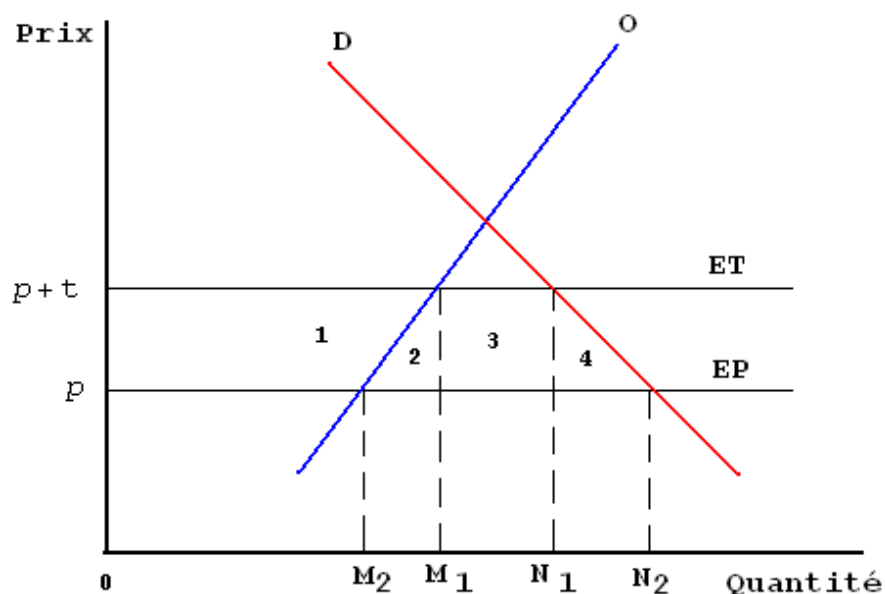
---

Arghiri (1969) et Amin (1973).

<sup>26</sup>Les accords préférentiels peuvent être réciproques ou non. Cependant, depuis la mise en place de l'OMC, les dérogations accordées aux accords préférentiels non réciproques doivent être limitées dans le temps.

concurrence parfaite et suppose des coûts de production constants. Avant l'accord, le pays  $H$  produisait de façon inefficace un bien  $z$  à l'abri de ses barrières tarifaires. Son partenaire  $P$  est le producteur le plus efficace de  $z$  et le seul exportateur mondial. Lorsque  $H$  élimine sa protection tarifaire vis-à-vis de  $P$  (et que tous les ajustements nécessaires ont été effectués), le secteur inefficace  $z$  du pays  $H$  est en partie évincé dans la mesure où les importations de  $H$  en provenance de  $P$  augmentent : sous cette configuration, il y a eu création de commerce<sup>27</sup>. L'illustration de cette analyse est faite dans la figure 2.5. Les courbes de demande et d'offre domestique du pays  $H$  pour le bien  $z$  sont représentées respectivement par  $D$  et  $O$ . Supposons que l'offre du bien  $z$  dans le pays  $P$  soit parfaitement élastique de telle sorte qu'une quantité illimitée du bien puisse être offerte au prix  $p$ . Le droit de douane extérieur de  $H$  est de  $t$ , ce qui élève le prix des produits importés dans le pays  $H$  à  $p + t$ . Avant l'union douanière, la fonction d'offre d'importations après paiement des droits de douane, était  $ET$  ;  $H$  produisait donc la partie  $OM_1$  et sa consommation du bien  $z$  était  $ON_1$ , il importait  $M_1N_1$  à partir de  $P$ .

FIG. 2.5: Création de commerce et bien-être dans l'analyse de Viner



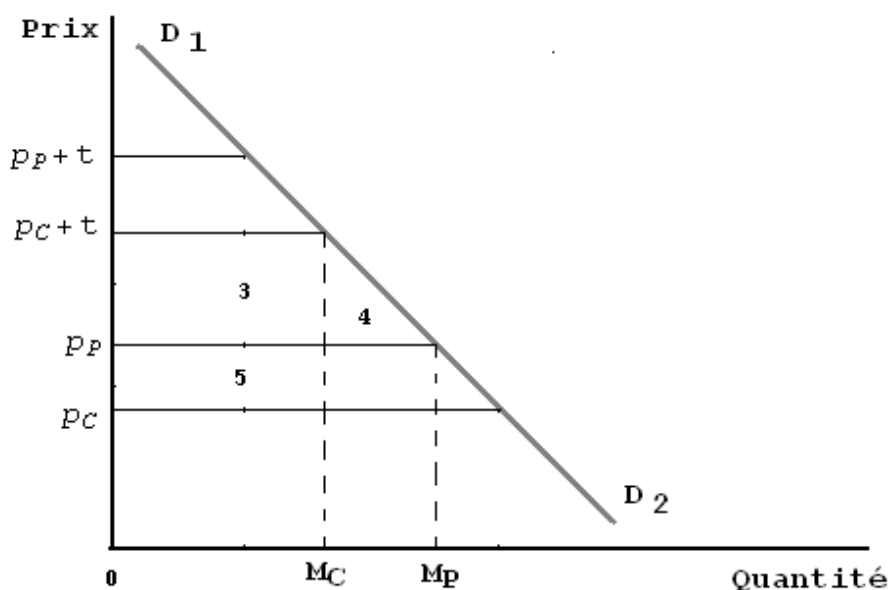
A la formation de l'union douanière entre  $H$  et  $P$ , c'est à dire suppression des droits de douanes appliqués à  $P$ , la courbe d'offre d'importations devient  $EP$  et la consommation augmente jusqu'à  $ON_2$ , les importations augmentent jusqu'à  $M_2N_2$  et la production domestique se réduit à  $OM_2$ . Les consommateurs de  $z$  dans les pays  $H$  bénéficient d'un gain en termes de surplus mesuré par la surface totale  $1 + 2 + 3 + 4$ , mais ce n'est pas un gain net pour le pays. La surface 1 constituait précédemment une partie du profit des producteurs protégés de  $z$  dans le pays  $H$ , de telle sorte que le gain des consommateurs compense la perte des producteurs. De la même façon, la surface 3 représentait auparavant les recettes

<sup>27</sup>Les gains auraient été du même ordre si  $H$  avait totalement supprimé tous ses droits de douane sur le produit considéré.

douanières prélevées par le pays  $H$  mais qui sont maintenant perdues lorsqu'un traitement préférentiel est accordé à  $P$ . La surface 2 quant à elle représente une partie du coût réel impliqué auparavant par la production domestique de  $OM$ . De même, l'aire 4 représente un gain pur de surplus pour les consommateurs qui n'est compensé par aucune perte. Le bénéfice net total est la surface  $2 + 4$ .

Le détournement de commerce peut se produire pour un autre bien,  $k$ , si la consommation de  $k$  par le pays  $H$  était auparavant assurée par le reste du monde  $C$  plus efficace dans la production de ce bien. Supposons que  $P$  puisse également produire  $k$ , pas autant efficacement que  $C$ , mais suffisamment pour pouvoir vendre moins cher que  $C$  sur le marché de  $H$  lorsque  $C$  subit les droits de douane imposés par  $H$  tandis que  $P$  y échappe. La demande de bien  $k$  par le pays  $H$  est représentée par  $D_1D_2$  dans la figure 2.6. Si l'offre de  $C$  est parfaitement élastique au prix domestique  $p_C$ ; de même, le pays partenaire  $P$  peut produire  $k$  au prix constant plus élevé  $p_P$ . Avant l'union douanière entre  $H$  et  $P$ ,  $H$  imposait un droit de douane  $t$  sur les produits de  $C$  et de  $P$  de telle manière que les prix intérieurs de  $H$  pour les biens originaires de  $P$  et  $C$  étaient respectivement de  $p_P + t$  et  $p_C + t$ . A ce niveau respectif de prix, le pays  $H$  importe la quantité  $OM_C$  du reste du monde car moins cher au prix  $p_C + t$  que  $p_P + t$ .

FIG. 2.6: **Détournement de commerce et bien-être dans l'analyse de Viner**



Après la formation de l'union douanière entre  $H$  et  $P$ , les produits originaires de  $P$  peuvent désormais entrer dans le pays  $H$  en franchise de droits de douane et la consommation de  $H$  augmente jusqu'à  $OM_P$ . L'abaissement des tarifs conduit à un gain pour les consommateurs de  $k$  dans le pays  $H$  représenté par la surface  $3 + 4$ . La surface 3 représente les recettes douanières auparavant prélevées sur les importations en provenance du reste du monde, cette perte compense le gain correspondant en termes de surplus du consommateur. La surface 4 représente le gain pur en surplus qui n'est pas compensé par aucune perte. La surface  $3 + 5$  mesure les recettes douanières totales précédemment prélevées par

les importations  $OM_C$ . Ces recettes sont perdues par le pays  $H$ , et l'aire 5 est désormais payée par les consommateurs de  $H$  aux producteurs du pays  $P$  à un coût plus élevé : c'est une perte sociale pure due au détournement de commerce. Cette perte peut être effective (pour le pays  $H$ ) si la zone 5 est plus grande que la zone 4.

Le modèle *vinérien*<sup>28</sup> constitue encore aujourd'hui une référence pour discuter de l'impact d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange sur le bien-être des pays membres. Cependant, son analyse se place dans un cadre restrictif, notamment en raison de son hypothèse de coûts de production constants. Le modèle de Viner a été étendu en considérant le cas de coûts de production croissants pour les biens exportables dans les pays de l'union. En effet, le cas de coûts croissants est davantage pertinent dans le cadre de pays ou groupes de pays dont les ressources naturelles et autres dotations productives sont limitées, en particulier, en comparaison à l'économie mondiale. L'hypothèse de coûts de production constants pour le pays non membre (le reste du monde) est maintenue afin de satisfaire la condition de position de «price-takers» pour les pays  $H$  et  $P$  sur les marchés mondiaux. On obtient ainsi un modèle plus réaliste dans lequel les importations du pays  $H$  viennent à la fois du pays  $P$ <sup>29</sup> et du pays  $C$ .

## ii- Création et détournement de commerce avec coûts de production croissants

Le cadre d'analyse de l'étude d'impact d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange en présence de coûts croissants pour l'un des pays de l'union a été étudié par Vanek (1962) puis développé par Kemp (1969). Il a aussi été analysé plus récemment par Bhagwati et Panagariya (1996)<sup>30</sup>.

Soient trois pays comme dans l'analyse *vinérienne* : le pays domestique  $H$ , son partenaire  $P$  participant à la zone de libre-échange et le reste du monde  $C$ . Introduisons ensuite les modifications les plus pertinentes compte tenu des hypothèses de concurrence parfaite sur les marchés des biens et facteurs de production, mobilité des facteurs de production au sein des pays mais pas entre les pays, absence de coût de transport, plein emploi des ressources, bien homogène  $z$ , les coûts de production du pays  $P$  sont supposés croissants tandis que les coûts de production sont supposés constants pour le reste du monde  $C$ . Dans la figure 2.7, la droite  $O_C$  représente la courbe d'offre d'exportations du reste du monde (hypothèse de coûts constants) tandis que la courbe  $O_P$  représente la courbe d'offre d'exportations du

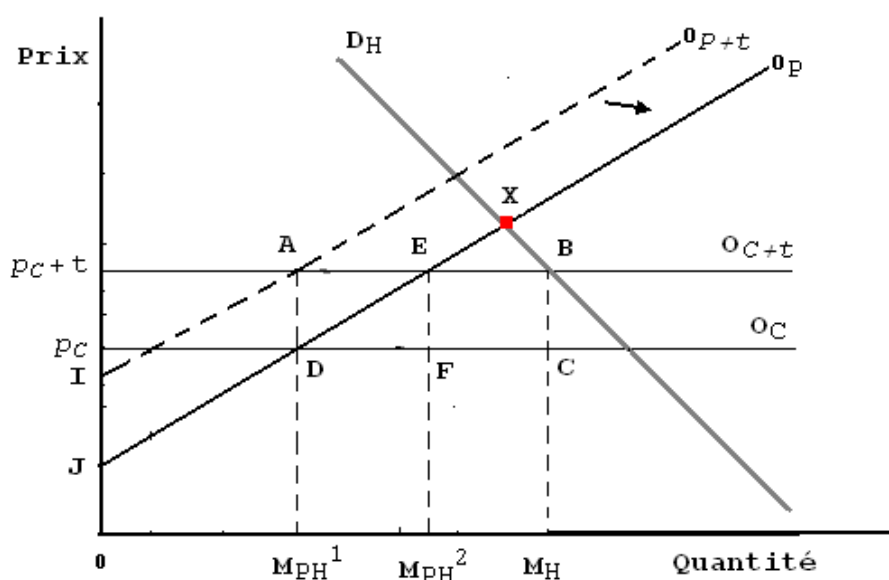
<sup>28</sup>L'analyse de Viner (1950) a été élargie par Meade (1955), Lipsey (1957, 1960) et Gehrels (1956) aux « effets de consommation » consécutifs à la formation d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange (ZLE). En effet, Viner (1950) faisait l'hypothèse implicite que les biens étaient consommés dans des proportions fixes indépendamment de la structure des prix relatifs. Cela laissait entendre que la formation d'une union douanière n'avait, à travers son influence sur la localisation de la production mondiale, que des « effets de production ». Or, il peut exister des « effets de consommation » favorables si le consommateur bénéficie d'une baisse des prix des importations du partenaire issue de l'élimination des droits de douane à l'intérieur de l'union. La baisse de prix pourrait accroître la demande d'importations et générer alors un gain en terme de surplus du consommateur (« effet de consommation »).

<sup>29</sup>Si on lâche l'hypothèse d'efficacité des échanges (De Melo & Grether, 1997) entre les pays  $H$  et  $P$  partenaires à l'union douanière, on trouve la configuration des regroupements régionaux de la plupart des pays en développement ainsi que la justification de leur impact faiblement significatif sur les échanges commerciaux. L'hypothèse d'efficacité des échanges permet de supposer qu'un bien produit par un partenaire dans un accord commercial est importé par l'autre partenaire d'un accord commercial.

<sup>30</sup>Cette section est le produit de ces trois modèles.

partenaire  $P$  (hypothèse de croissance des coûts de production). La droite  $D_H$  représente la demande d'importations du bien homogène  $z$  du pays  $H$ . Avant la mise en place de l'accord, les importations en provenance de  $P$  et de  $C$  étaient sujettes à un droit de douane,  $t$ , les courbes d'offre associées étaient  $O_{P+t}$ ,  $O_{C+t}$  et les importations totales de  $H$  étaient égales à  $OM_H$  avec  $OM_{PH}^1$  en provenance du partenaire  $P$  et  $M_{PH}^1 M_H$  en provenance du reste du monde  $C$ . Le gain en terme de revenus douaniers du pays  $H$  était alors égal à  $(p_{C+t})BCp_C$ .

FIG. 2.7: Accord commercial préférentiel et bien-être : cas de coûts de production croissants



La suppression des droits de douane entre les pays  $P$  et  $H$  déplace la courbe d'offre d'exportations du pays  $P$  de  $O_{P+t}$  vers  $O_P$  et ses exportations se développent au dépend de celles de  $C$ . En effet, les exportations de  $P$  vers  $H$  augmentent de  $M_{PH}^1 M_{PH}^2$  (c'est l'équivalent de la perte en exportations du reste du monde), ce qui fait que les exportations totales de  $P$  vers  $H$  après la suppression des droits de douane sont désormais égales à  $OM_{PH}^2$  tandis que les importations de  $H$  en provenance du reste du monde ne sont plus qu'égales à  $M_{PH}^2 M_H$ . On constate bien que le pays  $H$  continue à importer de  $C$ , droits de douane inclus, ce qui a pour conséquence de ne pas engendrer une baisse des prix intérieurs. Le pays  $H$  enregistre une perte en terme de revenus douaniers égale à  $(p_{C+t})EFp_C$  qui est issue des importations initiales provenant du pays  $P$  ( $OM_{PH}^1$ ) qui sont à présent non taxées mais également une perte issue des importations provenant de  $C$  qui ont été remplacées par les importations du partenaire  $P$  désormais non taxées ( $M_{PH}^1 M_{PH}^2$ ). Une partie de la perte des revenus douaniers de  $H$ ,  $(p_{C+t})EDp_C$ , due en partie au détournement de commerce,  $M_{PH}^1 M_{PH}^2$ , est transférée aux producteurs du pays  $P$  -  $(p_{C+t})EJ$ . Dans une telle configuration, les membres d'une telle union,  $H$  et  $P$ , perdent dans l'ensemble au même titre que  $C$  car en plus de la contraction des exportations de  $C$  qu'elle (union)

engendre, on constate que les pertes de  $H$  sont supérieures aux gains de son partenaire  $P$  selon la surface ( $EF D$ ).

Grosso modo, le raisonnement intuitif est le suivant : comme le prix intérieur du bien homogène  $z$  à l'intérieur de  $H$  ne change pas après la suppression des barrières tarifaires, il n'y a pas de gain d'efficacité. Au même moment, la formation d'une union douanière entre  $H$  et  $P$  encourage une production inefficace dans le pays  $P$ . De façon plus précise, le coût des importations originaires de  $P$  est supérieur au coût d'acquisition des mêmes importations en provenance de  $C$ . L'efficacité globale de  $H$ ,  $P$  et  $C$  diminue. Cependant, le bien-être a plus de chances de s'améliorer<sup>31</sup> tant pour le pays  $H$  que pour son partenaire  $P$  si d'une part, la différence des coûts de production du bien homogène  $z$  entre  $P$  et  $C$  est faible et d'autre part, si le droit de douane initial est suffisamment élevé de telle manière qu'après la formation de l'union douanière, les prix du bien homogène  $z$  originaire de  $C$  (toujours avec droits de douane) soit au dessus du point  $X$ . Dans ce cas l'union douanière génère des effets d'efficacité positifs.

### *2.1.2.2- Impact d'un accord préférentiel non réciproque sur les pays participants (donateurs et bénéficiaires)*

La théorie de l'échange inégal a permis de mettre en exergue les limites du modèle d'échange qui prévalait entre les pays développés et les pays en développement jusqu'au début des années 50. D'après cette théorie, le modèle établi désavantageait les PVD dans le processus d'échange avec leurs partenaires riches : il y avait donc urgence, pour les défenseurs de cette théorie, de refondre ce modèle en accordant notamment des avantages commerciaux aux produits originaires des pays pauvres, de plus, ces avantages ou préférences devaient être non réciproques. Les origines de tels accords, de manière concrète, remontent au début des années 60 lorsque la nécessité d'améliorer les conditions du commerce des pays en développement a été examinée à Genève lors de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1964. L'établissement d'un SGP<sup>32</sup> proposé à New Delhi lors de la deuxième session de la CNUCED en 1968 marque le début d'une longue série d'accords qui seront tantôt multilatéraux, tantôt bilatéraux.

Si l'impact d'un accord préférentiel non réciproque sur le pays donateur ne diffère pas de la participation de ce dernier dans un accord de libre-échange, il n'en est pas de même pour le pays bénéficiaire. Toutefois, l'impact d'un tel accord sur le pays bénéficiaire (ii) ne peut être capté qu'à travers l'analyse d'impact sur le pays donateur (i).

#### **i- Impact d'un accord préférentiel non réciproque sur le pays donateur**

Notre analyse s'appuie sur le travail effectué par Rogowsky & Koopman (2001), cette étude est faite en statique comparative. Ces deux auteurs montrent que l'étude d'impact d'un accord préférentiel non réciproque sur le pays donateur revient à évaluer les effets d'une réduction unilatérale des droits de douane d'un pays. Les effets sont évalués à travers le changement dans les recettes douanières du pays et à travers le

---

<sup>31</sup> L'Hypothèse d'amélioration du bien-être ici est assujettie à une autre hypothèse selon laquelle le bien-être s'améliore lorsqu'il y a création de commerce et/ou lorsque la baisse du prix intérieur suite à la formation de l'union compense les pertes des revenus douaniers.

<sup>32</sup> L'UE a été le premier groupe de pays développés à adopter son SGP (juillet 1971). Dès 1975, l'UE, jadis CEE, établissait les accords ACP sur une base non réciproque.

surplus du consommateur et du producteur représentatifs. Il s'agit en quelque sorte de capter l'économie du pays donateur avant et après l'attribution de ces avantages et d'en saisir l'impact à travers les indicateurs ci-dessus relevés.

Rogowsky & Koopman (2001) supposent que le marché du pays donateur est divisé en trois sous marchés : le marché des produits originaires du pays bénéficiaire de l'accord préférentiel non réciproque ( $b$ ), le marché des produits originaires des pays qui ne font pas partie de l'accord ( $w$ ) et enfin le marché des produits domestiques ( $d$ ). Les produits existants dans ces différents marchés sont des substituts imparfaits, de plus, les marchés sont séparés ce qui permet l'existence de plusieurs équilibres de prix. Les courbes de demande d'importations de produits originaires de  $b$ , de  $w$  et de  $d$  sont respectivement  $D_b, D_w, D_d$ ;

elles ont toutes une pente négative avec une élasticité de la demande constante<sup>33</sup>. Les courbes d'offre de  $b$ , de  $w$  et de  $d$  sont respectivement  $O_b, O_w, O_d$ ; elles sont supposées parfaitement élastiques dans les deux derniers marchés ( $w$  et  $d$ ). On suppose également que toutes les productions réalisées sont à coûts constants. Les figures 2.8, 2.9 et 2.10 représentent les différentes dynamiques intervenues respectivement dans les marchés  $b$ ,  $w$  et  $d$ .

La modification du traitement tarifaire intervenue pour les produits originaires du pays bénéficiaire de l'accord préférentiel non réciproque,  $b$ , fait déplacer sa courbe d'offre, de  $O_b$  à  $O_b^1$ . L'équilibre des prix dans le marché de  $b$  se modifie et se déplace ainsi de  $P_b$  à  $P_b^1$  ce qui entraîne une augmentation de la demande de  $Q_b$  à  $Q_b^1$ . La relation entre le prix avec droits de douane ( $P_b$ ) et le prix sans droits de douane ( $P_b^1$ ) est :  $P_b = P_b^1(1 + t)$ . La diminution des prix des biens importés de  $b$  a tendance à réduire la demande des biens similaires en provenance des autres marchés ( $w$  et  $d$ ). Cette hypothèse fait déplacer les courbes de demande des biens en provenance de  $w$  ( $D_w$ ) et de  $d$  ( $D_d$ ) vers  $D_w^1$  et  $D_d^1$  respectivement. Cette diminution relative de la demande des biens de  $w$  -figure 2.9- et de  $d$  -figure 2.10- est fonction de la valeur des élasticités de substitution entre les différents biens. La substitution des biens en provenance de  $w$  et  $d$  par les biens originaires de  $b$  sera d'autant plus élevée que l'élasticité de substitution entre les biens est élevée ( $\sigma_{ij}$ ). Le changement des équilibres des quantités demandées des produits de  $w$  (de  $Q_w$  à  $Q_w^1$ ) et de  $d$  (de  $Q_d$  à  $Q_d^1$ ) ne modifie pas les équilibres des prix sur ces marchés à cause de l'hypothèse principale de séparation des marchés<sup>34</sup>.

<sup>33</sup>L'élasticité de la demande individuelle d'un consommateur est égale à la variation relative de la demande en fonction des prix; elle dépend des préférences des consommateurs et du nombre de biens.

<sup>34</sup>Mais en l'absence de cette hypothèse, le changement de ces différents équilibres de quantités demandées modifient logiquement (à la baisse) les équilibres de prix.

FIG. 2.8: Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits originaires du pays bénéficiaire (b) des préférences

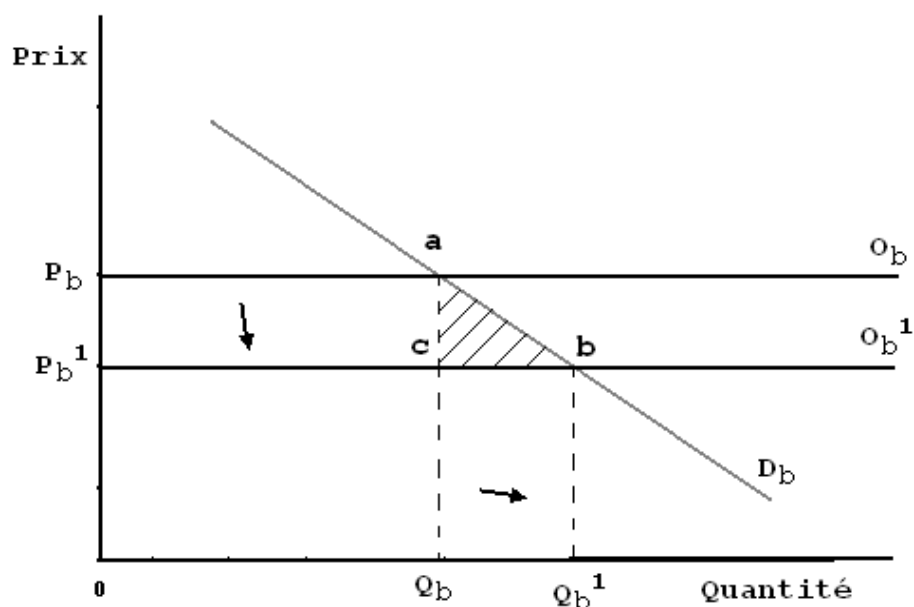
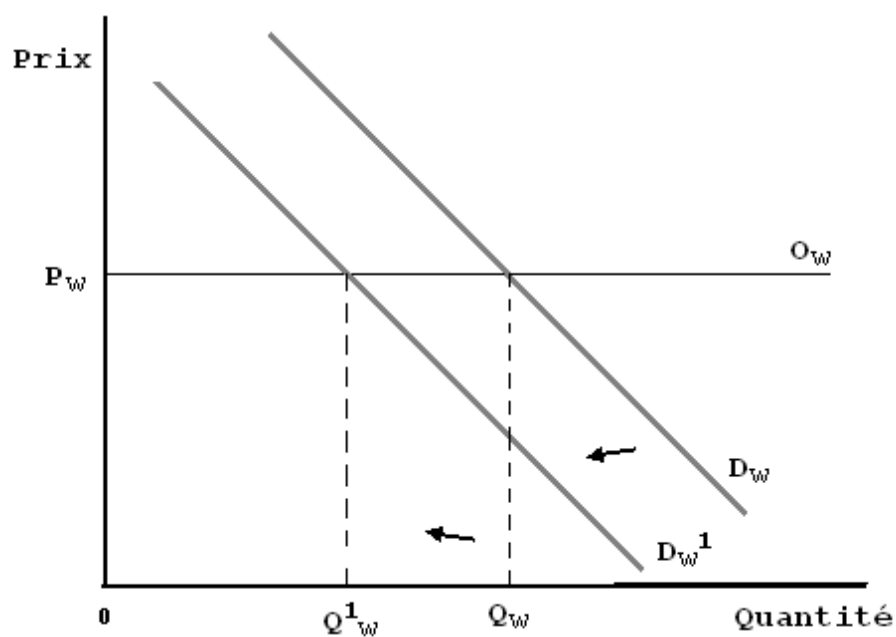


FIG. 2.9: Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits originaires du pays non bénéficiaire (w) des préférences



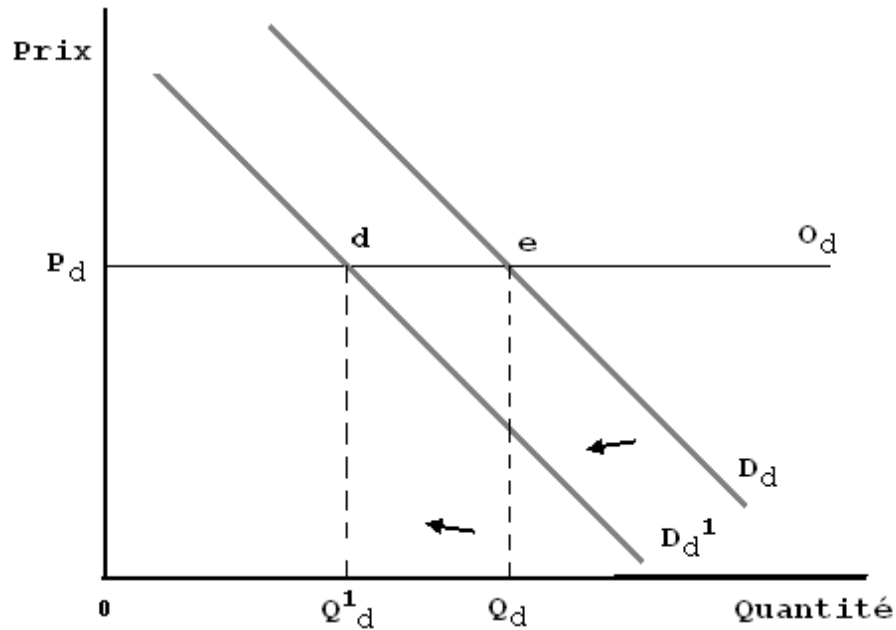
De cette analyse, il en ressort que l'effet net sur le bien-être du pays donateur est égal à l'augmentation du surplus du consommateur soit le triangle  $(a, b, c)$ <sup>35</sup>-figure 2.8; il

<sup>35</sup>Le triangle  $(a, b, c)$  est obtenu en soustrayant du trapèze  $[P_b a b P_b^1]$ , le rectangle  $[P_b a c P_b^1]$



convient de noter que la suppression des droits de douane, en plus d'une perte de recette pour l'Etat, génère une perte des producteurs du pays donateur correspondant à la baisse de la demande de leurs produits sur le marché domestique : cette baisse correspond à la contraction des quantités de  $Q_d$  vers  $Q_d^1$  dans la figure 2.10.

FIG. 2.10: Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits domestiques (d)



A partir des hypothèses ci-dessus développées, on peut établir les équations de demande des trois marchés de la manière suivante :

$$\frac{Q_{b\psi}}{Q_b^1} = \left( \frac{P_b}{P_b^1} \right)^{\Xi_{bb\psi}} \quad (2.12)$$

$$\frac{Q_w}{Q_w^1} = \left( \frac{P_b}{P_b^1} \right)^{\Xi_{wb\psi}} \quad (2.13)$$

$$\frac{Q_{d\psi}}{Q_d^1} = \left( \frac{P_b}{P_b^1} \right)^{\Xi_{db\psi}} \quad (2.14)$$

Etant donné que  $P_b = P_b^1(1 + t)$ , on peut réécrire les équations ci-dessus :

$$\frac{Q_{b\psi}}{Q_b^1} = (1 + t)^{\Xi_{bb}} \quad (2.15)$$

$$\frac{Q_{w\psi}}{Q_w^1} = (1 + t)^{\Xi_{wb}} \quad (2.16)$$

$$\frac{Q_d}{Q_d^1} = (1+t)^{\Xi_{db}}. \quad (2.17)$$

avec  $\Xi_{ij}$  : élasticité de la demande du bien  $i$  en considérant le prix de  $j$  ; Pour Layard & Walters (1978), les équations des élasticités de demande des biens originaires des différents marchés peuvent s'écrire de la façon suivante :

$$\Xi_{bb} = \Omega_b \eta - \Omega_w \sigma_{bw} - \Omega_d \sigma_{bd}. \quad (2.18)$$

$$\Xi_{wb} = \Omega_b (\sigma_{wb} + \eta). \quad (2.19)$$

$$\Xi_{db} = \Omega_b (\sigma_{db} + \eta). \quad (2.20)$$

avec :

$\Omega_i$  ( $i = 1, \dots, 3$ ) : la part de marché des produits originaires soit de  $b$ , de  $w$  ou de  $d$ .

$\eta$  : élasticité de la demande agrégée,

$\sigma_{ij}$  ( $i = j = 1, \dots, 3$ ) : l'élasticité de substitution entre le bien  $i$  et  $j$ .

Si nous dérivons les équations 2.15, 2.16 et 2.17, on peut estimer les changements intervenus dans le surplus du consommateur, dans les revenus douaniers et dans la production du pays donateur ( $d$ ).

- Le surplus du consommateur peut être estimé à partir de la surface :

$$P_b ab P_b^1 = \int_{P_b^1}^{P_b} k P_b^{\Xi_{bb}} dP_b. \quad \text{voir la figure 2.8} \quad (2.21)$$

$$= \left[ \frac{1}{(1 + \Xi_{bb})} \right] \left[ (1+t)^{(1+\Xi_{bb})} - 1 \right] P_b^1 Q_b^1 \quad \text{si } \Xi_{bb} \neq -1 \quad (2.22)$$

$$= k \ln(1+t) \quad \text{si } \Xi_{bb} = -1 \quad (2.23)$$

- La perte des revenus douaniers du pays donateur suite à la suppression des droits de douane sur les produits originaires du pays bénéficiaire de ce traitement préférentiel est estimée par la surface :

$$P_b ab P_b^1 = (P_b - P_b^1) Q_b. \quad \text{voir la figure 2.8} \quad (2.24)$$

$$= P_b^1 t Q_b \quad \text{avec } P_b = P_b^1 (1+t) \quad (2.25)$$

$$= t P_b^1 Q_b^1 (1+t)^{\Xi_{bb}} \quad \text{avec } Q_b = Q_b^1 (1+t) \quad (2.26)$$

- La perte des producteurs du pays donateur est égale à la surface :

$$Q_d ed Q_d^1 = P_d (Q_d^1 - Q_d). \quad \text{voir la figure 2.10} \quad (2.27)$$

$$= P_d Q_d^1 \left[ 1 - (1+t)^{\Xi_{db}} \right]. \quad (2.28)$$

## ii- Impact d'un accord préférentiel non réciproque sur le pays bénéficiaire

L'analyse de l'impact d'un accord préférentiel non réciproque sur le pays bénéficiaire est relativement aisée en équilibre partiel dans un cadre de statique comparative. Notons tout d'abord qu'il n'y a aucun effet sur les revenus douaniers des pays bénéficiaires car un tel accord ne modifie pas le traitement tarifaire des produits importés qu'ils proviennent du pays donateur ou de tout autre pays. Pour saisir cet effet, reprenons la figure 2.8 ; d'après cette figure, l'impact d'un tel accord sur les pays bénéficiaires se trouve essentiellement au niveau de l'augmentation de la quantité de biens offerts dans le marché du pays donateur de  $Q_b$  à  $Q_b^1$  selon l'équation suivante :

$$Q_b cb Q_b^1 = P_b^1 (Q_b^1 - Q_b) \quad (2.29)$$

$$\Rightarrow \frac{P_b^1}{1+t} (Q_b^1 - Q_b) \quad (2.30)$$

Cependant, compte tenu du fait que d'une part, les biens originaires du pays bénéficiaire sont imparfaitement substituables et du fait de la séparation des marchés, l'augmentation de l'offre du pays bénéficiaire sur le marché du pays donateur ne permet pas de modifier les équilibres de prix sur tous les marchés ; seul l'équilibre des prix concernant ses propres produits est modifié vers la baisse, ce qui empêche tout transfert de l'équivalent des droits de douane supprimés du pays donateur vers les producteurs du pays bénéficiaire ; l'effet net sur le surplus du producteur dépend de la quantité de biens offerts. En effet, le gain n'est réalisé pour le producteur du pays bénéficiaire que si l'augmentation de la quantité offerte est suffisante de telle manière qu'elle puisse compenser la baisse de prix observée dans le pays donateur.

Si au niveau théorique, nous avons démontré que l'accord préférentiel non réciproque peut générer un accroissement de l'offre de produits du pays bénéficiaire sur le marché du pays donateur en revanche seule une analyse empirique permettra d'infirmer ou de confirmer cette hypothèse dans le cadre de l'AGOA. En effet, l'analyse contrefactuelle d'une telle problématique consiste à vérifier si l'augmentation de l'offre observée dans le pays bénéficiaire est d'une part, significative et d'autre part, si cette augmentation est due à la modification des conditions d'échange entre les deux partenaires. Dans le cadre de notre recherche, il s'agira de suivre cette démarche séquentielle pour évaluer l'impact de l'AGOA en tant qu'accord préférentiel non réciproque sur les exportations des pays éligibles.

## 2.2 Impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles

La problématique de l'analyse empirique de l'impact d'un accord commercial ou d'un "choc" sur les flux commerciaux tant sur les pays participants que sur les pays qui en sont exclus a toujours été traitée avec beaucoup de délicatesse pas les économistes spécialistes du commerce international. Pour ce faire, plusieurs modèles économétriques, parfois empruntés à d'autres disciplines ont souvent été appliqués aux échanges internationaux. Le modèle le plus connu dans l'analyse des échanges internationaux est le modèle de gravité (2.2.2), il constituera la base du premier volet de notre étude d'impact. Afin d'isoler certains effets non élucidés dans le modèle de gravité tels que le volume du commerce qui serait

issu de l'effet propre de l'AGOA sur les pays d'Afrique sub-saharienne et non pas d'un effet global intégrant par exemple l'augmentation de la demande aux Etats-Unis (elle-même due éventuellement à la croissance économique), nous utiliserons le modèle CMS (*Constant Market Shares*)-(2.2.3)-. Bien que les modèles économétriques soient la base d'une analyse robuste et efficiente, celle-ci (l'analyse) reste toutefois conditionnée au premier degré par la disposition d'une base de données fiables (2.2.1).

### 2.2.1 Analyse des données

Les données globales et sectorielles des flux commerciaux des pays AGOA et plus largement des pays africains avec les Etats-Unis sont celles du Département du Commerce des Etats-Unis (*US Department of Commerce*) et de l'USITC (*United States International Trade Commission*). Les données utilisées en (2.2.1.2) suivent une nomenclature à 1 digit selon la Classification Type du Commerce International (CTCI)<sup>36</sup>. Cette base de données est divisée en deux groupes d'une part, les biens non manufacturés dont la classification va de 0 (SITC 0) à 4 (SITC 4) d'autre part, les biens manufacturés dont la classification va de 5 (SITC 5) à 9 (SITC 9). Les correspondances du groupe des biens non manufacturés sont les suivantes : la classe 0 correspond aux produits agricoles inclus les élevages mais exclus le tabac, les boissons, les huiles végétales, les graisses et cires, la classe 1 correspond justement aux boissons et tabac, la classe 2 correspond aux produits bruts exclus les produits pétroliers et carburants, la classe 3 correspond aux carburants et produits pétroliers, la classe 4 correspond aux huiles végétales, graisses et cires. Pour les biens manufacturés, les correspondances sont les suivantes : la classe 5 correspond aux produits chimiques et assimilés, la classe 6 correspond aux produits manufacturés issus directement des produits bruts, la classe 7 correspond aux matériels et équipements de transport, la classe 8 correspond aux produits manufacturés divers. La classe 9 correspond aux produits qui n'ont pas pu être classés entre 0 et 8<sup>37</sup>.

Les données concernant la population, les taux de change réel et les PIB (en dollar courant ou en parité des pouvoirs d'achat-PPA-) sont issues de *World Development Indicators* (2005) et de la *CIA World Fact Book* (2005). Les données de langue, et d'accès à la mer (détection d'un port) proviennent de la base de données géographiques et caractéristiques diverses établie par le CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) et disponible en ligne<sup>38</sup>. Les données de distance ont été obtenues à partir des calculs effectués sur le site Internet *ephemeride.com*. Les distances obtenues ici sont celles séparant les capitales des pays africains et la ville de New-York aux Etats-Unis.

### 2.2.2 Impact de l'AGOA sur les exportations : analyse à travers le modèle de gravité

#### 2.2.1.1- Fondements théoriques du modèle de gravité

<sup>36</sup>Cette classification est plus connue en anglais sous le vocable *Standard International Trade Classification (SITC)*.

<sup>37</sup>En réalité, la classe 9 est autonome car comme nous l'avons dit, elle prend en compte les produits qui n'ont pas pu être classés entre les classes 0 et 8. Mais par abus, on la classe souvent dans le groupe des produits manufacturés.

<sup>38</sup>Cette base de données est en libre accès en ligne sur [www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm](http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm)

Les premières tentatives d'application du modèle de gravité dans l'analyse économétrique des flux commerciaux furent réalisées par Beckerman (1956), Tinbergen (1962), Pöynönen (1963) et Linnemann (1966). Le modèle de gravité considère que les flux commerciaux entre deux pays ( $FC_{ij}$ ) dépendent à la fois du PIB du pays exportateur ( $Y_i$ ), du PIB du pays importateur ( $Y_j$ ) et de la distance ( $d_{ij}$ ) qui les sépare ; soit :

$$FC_{ij} = g \frac{Y_i^\alpha Y_j^\beta}{d_{ij}^\delta} \quad (2.31)$$

avec un terme constant  $g$  et  $\alpha, \beta, \delta$  étant les élasticités partielles. Ce modèle a été qualifié de gravitationnel car il est inspiré de la célèbre loi de Newton sur l'attraction universelle selon laquelle, la force attractive qui s'exerce sur deux corps A et B est proportionnelle à leur masse (ici PIB des deux pays) et inversement proportionnelle au carré de la distance qui les sépare. Dans le modèle de gravité ci-dessus décrit,  $\alpha$  est supérieur à  $\beta$ , ce qui revient à dire que l'effet d'attraction du pays exportateur (côté offre ou *push*) est plus important que celui du pays importateur (côté demande ou *pull*). En 1962, Tinbergen a introduit la demande mais avec une influence inférieure à celle de l'offre. A la différence de la théorie des coûts comparatifs, le prix d'offre intérieur n'est pas pris en compte, seul le coût supplémentaire du franchissement de la distance joue significativement.

Linnemann (1966) introduit deux nouveaux raffinements en ce qui concerne la distance, il montre que les liens coloniaux et historiques "raccourcissent" la distance. En ce qui concerne les PIB, il raisonne en PIB par tête pour tenir compte de la demande potentielle. Pour lui, la grandeur de la population a un effet négatif sur le commerce ; ainsi, un grand pays tend à commercer moins car il peut réaliser des économies d'échelle sur son propre marché, cela revient à exprimer la masse des deux pays par le PIB par habitant. Mais l'application du modèle de gravité aux économies hétérogènes posent des problèmes de spécification économétrique.

### **i- Débat théorique sur l'application des modèles de gravité entre économies hétérogènes**

La première difficulté à laquelle on est confronté lorsque l'on veut appliquer le modèle de gravité entre les pays des niveaux de développement différents est la mise en place des hypothèses du modèle. Krugman et Helpman (1985) montrent que le modèle de gravité s'interprète plus aisément dans un contexte de rendements d'échelle croissants et de commerce intra-branche généralisé ; or dans notre étude, d'une part, le commerce n'est pas intra-branche d'autre part, tous les secteurs objets de l'échange ne peuvent être à rendements d'échelle croissants car les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays AGOA sont de type *ricardien* ou intersectoriels. Si nous voulons avoir une formalisation du modèle qui intègre cette caractéristique, il est nécessaire d'adopter des hypothèses compatibles avec le commerce intersectoriel.

Si on admet que les échanges entre les Etats-Unis et les pays AGOA se font sur deux secteurs : un secteur à rendements d'échelle croissants tenu par les Etats-Unis et l'autre secteur à rendements d'échelle constants tenu par les pays AGOA. On peut écrire les différentes fonctions d'utilité de la manière suivante en supposant qu'elles sont de type

CES (Elasticité de Substitution Constante) :

$$\left\{ \begin{array}{l} \left\{ \begin{array}{l} \text{Max} U_i \quad (C_{ijh} \ c_{ih}) = \sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} C_{ijh}^\theta + \sum_{h=1}^{n_i} c_{ih}^\theta \\ \sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh} C_{ijh} + \sum_{h=1}^{n_i} P_{ih} c_{ih} \leq Y_i \end{array} \right. \end{array} \right. \quad (2.32)$$

On suppose que  $\theta < 1$ , c'est à dire que l'utilité marginale est décroissante.

Le pays  $j$  (avec  $j = 1, \dots, I$ ) produit  $N_j$  biens échangeables qui sont soit différenciés soit simplement différents.

$N_j > 1$  lorsque la technologie est à rendements d'échelle croissants et

$N_j = 1$  lorsque la technologie est à rendements d'échelle constants.

$C_{ijh}$  est la consommation par agent représentatif du pays  $i$  du bien échangeable produit par la firme  $h$  dans le pays  $j$ . Le pays  $i$  produit  $n_i$  biens non échangeables, avec selon les cas,  $n_i = 0$ ,  $n_i = 1$ ,  $n_i > 1$ .

$c_{ih}$  est la consommation par agent représentatif du pays  $i$  du bien non échangeable produit par la firme  $h$  du pays  $i$ .

Cette spécification de l'utilité est centrale car elle permet de distinguer plusieurs versions de l'équation de gravité : intra ou inter-branche. Si le commerce est inter-branche cela implique qu'il faudrait mettre l'accent sur l'inégalité de la rémunération du facteur travail dans le monde, si par contre le commerce est intra-branche, l'accent sera plutôt mis sur le rôle de la taille des marchés en supposant que la rémunération du facteur travail est identique.

Si  $N_j > 1$ , la fonction d'utilité dans le secteur à rendements d'échelle croissants peut s'écrire de la manière suivante :,

$$U_i(C_{ijh}) = \sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} C_{ijh}^\theta \quad (2.33)$$

$$\text{avec} \quad L_j = \alpha + \beta x_j \quad \text{où } \alpha \text{ est le coût fixe et } \beta \text{ le coût marginal} \quad (2.34)$$

$$\text{et} \quad P_j = P = \frac{\omega\beta}{\theta} \quad \forall j \quad (2.35)$$

par contre si  $N_j = 1$ , la fonction d'utilité dans le secteur à rendements d'échelle constants pourra s'écrire ainsi :

$$U_i(C_{ijh}) = \sum_{j=1}^I C_{ijh}^\theta \quad (2.36)$$

$$\text{avec} \quad L_j = A_j x_j \quad \forall j \quad (2.37)$$

où  $A_j$ , le coût marginal du travail, est la quantité de travail utilisée dans le pays  $j$  pour produire une unité de bien échangeable. On déduit de l'équation (2.35) l'égalité salariale réelle  $\frac{W_j}{P_j}$  et de la productivité marginale du travail  $\frac{1}{A_j}$  :

$$P_j = \omega_j A_j \quad \forall j \quad (2.38)$$

Il convient de signaler que les formalisations ci-dessus ne sont validées que sous l'hypothèse de l'inexistence des biens non échangeables c'est à dire que  $n_i = 0, \forall i$ .

La maximisation de l'utilité (2.32) par un consommateur représentatif de  $i$  donne les conditions de premier ordre suivantes :

$$\theta C_{ijh}^{\theta-1} = \lambda_i P_{jh} \quad (2.39)$$

où  $\lambda_i$  est le lagrangien associé à la contrainte budgétaire du pays  $i$ . En faisant la somme sur  $h$  de l'équation (2.39) ; on déduit la demande agrégée du pays  $i$  des biens produits par le pays  $j$  :

$$\sum_{h=1}^{N_j} P_{jh} C_{ijh} = \left( \frac{\lambda_i}{\theta} \right)^{\frac{1}{\theta-1}} \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}} = M(i, j) \quad (2.40)$$

$$\text{Posons } P_{jh} C_{ijh} = \frac{P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}}{\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}} + \sum_{h=1}^{n_i} P_{ih}^{\frac{\theta}{\theta-1}}} Y_i \quad (2.41)$$

A partir de l'équation (2.40) et en écrivant que la somme sur  $j$  est égale à la somme sur  $h$  des demandes des biens produits par le pays  $i$ , on arrive à l'équilibre de la balance commerciale, soit :

$$\left( \frac{\lambda_i}{\theta} \right)^{\frac{1}{\theta-1}} \sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}} = \sum_{h=1}^{N_i} P_{ih}^{\frac{\theta}{\theta-1}} \sum_{i=1}^I \left( \frac{\lambda_j}{\theta} \right)^{\frac{1}{\theta-1}} \quad \forall i, \text{ si } i = j \quad (2.42)$$

Si on remplace dans l'équation (2.40) l'expression dérivée de  $\sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}$  tirée de l'équation (2.42) on peut aisément écrire la demande d'importation de  $i$  en provenance de  $j$  de la façon suivante :

$$M(i, j) = \left( \frac{\lambda_i}{\theta} \right)^{\frac{1}{\theta-1}} \left( \frac{\lambda_j}{\theta} \right)^{\frac{1}{\theta-1}} C_{ijh} \quad (2.43)$$

$$\text{où } C_{ijh} = \frac{\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}}{\sum_{i=1}^I \left( \frac{\lambda_i}{\theta} \right)^{\frac{1}{\theta-1}}} \quad (2.44)$$

Si on écrit la contrainte budgétaire de  $i$  en utilisant l'équation (2.40), elle aura la forme suivante :

$$\left(\frac{\lambda_i}{\theta}\right)^{\frac{1}{\theta-1}} = \frac{Y_i}{\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}} + \sum_{h=1}^{n_i} P_{ih}^{\frac{\theta}{\theta-1}}} \quad (2.45)$$

En présence des rendements d'échelle croissants et sous l'hypothèse de l'absence des biens non échangeables ( $n_i = 0$ ) on trouve :

$$M(i, j) = \frac{Y_i Y_j}{I \sum_{i=1} Y_i} \quad (2.46)$$

On trouve l'équation (2.46) en substituant  $\left(\frac{\lambda_i}{\theta}\right)^{\frac{1}{\theta-1}}$  de l'équation (2.45) dans l'équation (2.43)<sup>39</sup>. D'après l'équation (2.46), le volume des échanges est d'autant plus important que les tailles des économies sont similaires. Cette conclusion est valable aussi bien dans le cas où les technologies sont différentes et les biens différents (commerce intersectoriel) que dans le cas où les technologies sont identiques et les biens similaires ou différenciés (commerce intra-branche)-(Maurel, 1998).

Dans le cas où les rendements d'échelle sont constants, les conditions de production sont décrites dans l'équation (2.38). Chaque pays est spécialisé dans la production d'un bien différent et les taux de salaires sont différents, on retrouve ainsi le modèle développé par Anderson (1979). La limite de ces différentes versions du modèle de gravité est la non apparition des coûts de transport.

## ii- Le modèle de Bergstrand et les coûts de transport

Bergstrand (1989) propose la version qui semble être la plus complète du modèle de gravité qui comporte les variables PIB, PIB par tête, distance ainsi que des variables monétaires.

Pour Bergstrand (1989), du côté de la demande, les consommateurs sous contrainte de revenu maximisent une fonction d'utilité Cobb-Douglas ou CES :

$$U_{jc} = \left[ \left( \sum_{w=c}^W \sum_{h=c}^{H=M_{Aw}} X_{Mhwjc}^{\theta^M} \right)^{\frac{c}{\theta^M}} \right]^{\delta} * \left[ \left( \sum_{w=c}^W \sum_{h=c}^{H=A_w} X_{Ahwjc}^{\theta^A} \right)^{\frac{1}{\theta^A}} - \bar{X}_A \right]^{1-\delta} \quad (2.47)$$

Le bien  $A$  est un bien nécessaire et ne peut pas être consommé en dessous d'un certain niveau ( $\bar{X}_A$ ).  $X_{Mhwjc}$  ( $X_{Ahwjc}$ ) est la quantité de biens manufacturés  $M$  (agricoles- $A$ -)

<sup>39</sup>Pour démontrer ce résultat, il faudra remplacer  $\left(\frac{\lambda_i}{\theta}\right)^{\frac{1}{\theta-1}}$  dans l'équation (2.43) par sa valeur dans l'équation (2.45) :

$$\frac{Y_i}{\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}} * \frac{Y_j}{\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}} * \sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}} * \left( \frac{\sum_{j=1}^I Y_j}{\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}} \right)^{-1}$$

Après simplification par  $\sum_{j=1}^I \sum_{h=1}^{N_j} P_{jh}^{\frac{\theta}{\theta-1}}$ , on obtient le résultat recherché.



produite par la firme  $h$  du pays  $w$  et demandée par le consommateur  $c$  du pays  $j$ . Cette fonction d'utilité permet d'introduire dans l'équation de gravité le PIB par tête du pays importateur qui est exprimé en termes de consommation minimale du bien  $\overline{X_A}$ . Elle engendre une fonction de demande inverse qui implique que l'élasticité du revenu de la demande du bien  $M(A)$  est supérieure (inférieure) à 1 lorsque le PIB par tête augmente. A la différence des fonctions d'utilité que nous avons considérées jusqu'à présent, cette fonction n'est donc pas neutre sur la détermination des échanges.

La production est caractérisée par des rendements d'échelle croissants; chaque firme produit un seul bien différencié et les fonctions de coût sont caractérisées par des coûts fixes et des coûts variables.

$$\begin{cases} L_{qgi} = \alpha L_q + \beta L_q X_{qgi} \\ K_{qgi} = \alpha L_q + \beta K_q X_{qgi} \end{cases} \quad (2.48)$$

où  $q = M, A$  et  $L_{qgi}$  ( $K_{qgi}$ ) sont les quantités nécessaires de travail (de capital) à la firme  $g$  de l'industrie du pays  $i$  pour produire une unité de bien  $X_{qgi}$ .

Les coûts de transport sont introduits dans une fonction de répartition de l'offre de bien vers différents marchés :

$$X_{qgi} = \left[ \sum_{w=1}^W \left( C_{qiw} X_{qgiw} \right)^{\Phi_q} \right]^{\frac{1}{\Phi_q}} \quad \text{où } 0 < \Phi_q < \infty \quad (2.49)$$

avec  $\Phi_q$  définissant l'élasticité de l'offre par rapport au coût du transport.

Cette fonction de répartition implique que la production de bien  $q$  par la firme  $g$  du pays  $i$  n'est pas égale à la somme des exportations de cette firme vers chaque destination  $w$ .  $C_{qiw} > 1$  et représente la proportion des exportations qui a été «perdue» lors du transport de la firme  $g$  du pays  $i$  vers le pays  $w$ .

Si  $\Phi_q = 1$ , la minimisation des coûts de transport est triviale : la totalité des exportations de la firme  $g$  va vers le pays dont les coûts de transport sont les plus faibles  $C_{qiw}$ . Si par contre  $\Phi > 1$ , ceci implique que la fonction est concave, l'entreprise maximise son profit en tenant compte de ses coûts de transport. Son offre de bien dépend de l'intensité technologique du bien considéré, de la dotation factorielle du pays et des coûts de transport

La résolution du système d'équations implique une équation de gravité qui explique les importations (exportations) de bien du pays  $i$  - $M_{ij}$ , ( $X_{ij}$ )-, en fonction des PIB ( $Y_i$  et  $Y_j$ ) des deux pays (exportateur et importateur), de leur PIB par habitant ( $\frac{Y_i}{L_i}$  et  $\frac{Y_j}{L_j}$ ), de la distance ( $d_{ij}$ ), des «circonstances particulières» -frontière commune ( $A_{ij}$ ), langue commune ( $L_{ij}$ ), appartenance à un accord commercial ( $AC_{ij}$ )- qui favorisent ou entravent les échanges entre  $i$  et  $j$ .

$$(X_{ij}) M_{ij} = \phi_0 Y_i^{\alpha_1} \left( \frac{Y_i}{L_i} \right)^{\alpha_2} Y_j^{\alpha_3} \left( \frac{Y_j}{L_j} \right)^{\alpha_4} d_{ij}^{\alpha_5} A_{ij}^{\alpha_6} \varepsilon_{ij} \quad (2.50)$$

Le PIB par tête du pays exportateur est une proxy<sup>40</sup> pour sa dotation factorielle qui apparaît effectivement dans la fonction d'offre. Si le bien exporté est intensif en capital,

<sup>40</sup>On peut tout aussi bien utiliser la population (Baier & Bergstrand, 2002 et Carrere, 2004).

le coefficient du PIB par tête du pays exportateur est positif; si au contraire le coefficient du PIB par tête exportateur est négatif, cela veut dire que le bien exporté est intensif en travail.

Le PIB par tête du pays importateur intervient dans l'équation de gravité car comme on l'a vu dans la fonction d'utilité (équation 2.47), la consommation du bien  $A$  est bornée par un niveau minimum. La consommation de biens  $A$  et  $M$  dans le pays importateur est donc influencée par le niveau de sa richesse (Linder, 1961). On voit également que la distance intervient dans l'équation de gravité en tant que proxy des coûts de transport. En tout état de cause, il apparaît que cette dernière version du modèle de gravité (Bergstrand, 1989) est beaucoup plus complète car elle introduit à la fois les quatre variables structurelles des modèles précédents mais elle intègre également la variable distance en tant que proxy des coûts de transport même s'il faut reconnaître que l'approximation de la distance aux coûts de transport soulève des problèmes concrets évidents :

- la trajectoire directe n'est pas nécessairement la route suivie par le fret (Head & Mayer, 2000);
- l'existence d'obstacles naturels peut impliquer de longs détours entre villes très proches (Fontagné et *alii.*, 2001);
- l'incidence des coûts de transport sur les choix d'exportation n'est pas identique pour tous les pays (Freudenberg et *alii.*, 1998).<sup>41</sup>

Nonobstant ces critiques, certes pertinentes, mais en l'absence d'une base de données fiables sur les coûts de transport, le modèle établi à l'équation (2.50) constituera la base de nos estimations.

### 2.2.1.2- Méthode d'estimation et analyse des résultats

#### i- Modèle et méthode d'estimation

Les équations ont été estimées en panel sur la période 1970-2004. Le panel d'observation est composé des 37 pays d'Afrique sub-saharienne éligibles au programme AGOA en 2004 et des Etats-Unis. Ce panel comprend de ce fait trois indices :  $i$  pour le pays exportateur,  $j$  (fixe) pour le partenaire commercial importateur et  $t$  pour l'année d'observation. Le choix de l'économétrie des données de panel tient au fait qu'elle offre plus d'informations, plus de variabilité et plus d'efficacité aux analyses (Baltagi, 1995). En plus, elle permet de contrôler l'hétérogénéité éventuelle des individus. En outre, une estimation faite sur des données de panel permet de capter les caractéristiques inobservables entre les individus telles que les liens historiques, culturels ou la proximité géographique. Nous pouvons dès lors transformer le modèle (2.50) sous la forme suivante déjà utilisée par Baltagi (1980), Hsiao (1986) ou Matyas (1997) :

$$B_{ijt} = H_{i(j)t}\beta + Z_{ij}\lambda + R_{ijt}\psi + C_{(ij)}\mu + W_{i(j)}\delta + \varepsilon_{ijt} \text{ avec } \varepsilon_{ijt} = \alpha_{(ij)} + v_{(ij)t} \quad (2.51)$$

où

$B_{(ij)t}$  représente le niveau de commerce bilatéral entre  $i$  et  $j$ , mesuré par le niveau des exportations et des importations, à la période  $t$ .

---

<sup>41</sup>Un exportateur australien souhaitant accéder à son premier marché d'exportation pourra parcourir toujours plus de distance qu'un exportateur belge.

$H_{i(j)t}$  représente les variables variant dans le temps et selon les individus telles que le PIB ( $Y$ ), la population ( $N$ ) d'un pays  $i(j)$  à la date  $t$ .

$Z_{ij}$  représente les variables invariantes dans le temps telles que la distance.

$R_{ijt}$  représente un ensemble de variables qui est fonction à la fois du pays exportateur et du pays importateur à un instant  $t$ , (par exemple le taux de change réel- $TCR$ -).

$C_{(ij)}$  représente les variables pouvant expliquer une caractéristique commune aux pays participants à l'échange (langue commune- $L$ -, appartenance commune à un accord commercial telle que *Agoa*.)

$W_{i(j)}$  représente d'autres types de variables pouvant expliquer les caractéristiques spécifiques à un pays (l'accès à la mer- $P$ -).

$\beta, \lambda, \psi, \mu,$  et  $\delta$  sont des vecteurs de coefficients associés respectivement aux variables  $H, Z, R, C$  et  $W$ .

$\alpha_{(ij)}$  est un effet spécifique aux pays participants à l'échange commercial,

$v_{(ij)t}$  est la composante stochastique de l'erreur supposée non corrélée avec les variables explicatives.

Malgré la mise en place des variables dichotomiques qui permettent de capter certaines caractéristiques inobservables, il reste néanmoins indispensable d'être prudent. Pour Brun, Guillaumont & De Melo (1999), Cheng & Wall (1999) et surtout Egger & Pfaffermayr (2000), lorsqu'on est en présence de trois types d'effets possibles : effets spécifiques aux pays importateurs, effets spécifiques aux pays exportateurs et un effet temporel ; la façon la plus efficace de traiter cette question est d'introduire les effets couples de pays différents pour chaque direction du commerce mais communs à toutes les années ( $\alpha_{(ij)} \neq \alpha_{(ji)}$ ). A partir de cette analyse nous pouvons réécrire le modèle ci-dessus de la manière suivante :

$$B_{(ij)t} = \alpha_{(ij)} + \varphi_t + H_{i(j)t}\beta + Z_{(ij)}\lambda + R_{(ij)t}\psi + C_{(ij)}\mu + W_{i(j)}\delta + v_{(ij)t} \quad (2.52)$$

On peut également considérer de manière indépendante autant les exportations ( $X_{(ijt)}$ ) que les importations ( $M_{(ijt)}$ ) :

$$(M_{(ijt)}) X_{(ijt)} = \alpha_{(ij)} + \varphi_t + H_{i(j)t}\beta + Z_{(ij)}\lambda + R_{(ij)t}\psi + C_{(ij)}\mu + W_{i(j)}\delta + v_{(ij)t} \quad (2.53)$$

où

$X_{(ijt)}(M_{(ijt)})$  représente le niveau des exportations (importations) du couple de pays  $(i, j)$  à la date  $t$ .

$\varphi_t$  est spécifique à une année  $t$  mais qui est commun à tous les couples de pays présents dans l'échantillon.

$v_{(ij)t}$  est la composante stochastique de l'erreur du couple de pays  $(i, j)$  à la date  $t$  supposée indépendante et équidistribuée.

$\alpha_{(ij)}$  est un effet spécifique au couple de pays  $(i, j)$  et qui est identique sur toute la période d'étude. Cet effet peut être traité comme aléatoire ou fixe.

Le choix du traitement de l'effet spécifique  $\alpha_{(ij)}$  -aléatoire ou fixe- repose sur l'hypothèse d'exogénéité de cet effet par rapport aux variables explicatives (Mundlak, 1978) : Si les effets sont non corrélés avec les variables explicatives, l'effet est traité comme aléatoire et l'estimateur des Moindres Carrés Généralisés (MCG) utilisé est convergent et efficace. Par contre l'estimateur *within* qui traite l'effet comme fixe est convergent mais non efficace. Si en revanche, les effets spécifiques sont corrélés avec les variables explicatives, l'estimateur

avec effets fixes<sup>42</sup> (*within*) est convergent mais non efficace (Boumahdi & Thomas, 1997). Cette analyse permet de bâtir des tests d'exogénéité fondés sur la différence entre deux estimateurs : l'un convergent mais non efficace sous les deux hypothèses-estimateur *within*- et l'autre convergent et efficace -estimateur *random* (MCG)- sous l'hypothèse d'exogénéité mais non convergent si cette hypothèse est mise à défaut.

Notre modélisation sera constituée d'une équation ayant comme variable endogène les exportations. Le choix d'une telle équation tient au fait que l'un des objectifs prioritaires de l'AGOA est d'aider les pays d'Afrique bénéficiaires de ce programme à intensifier leurs exportations vers le pays donateur-les Etats-Unis-. Après intégration de toutes les variables et hypothèses ci-dessus *listées* et d'après les équations (2.50) et (2.53), notre modèle peut donc s'écrire de la manière suivante :

$$X_{(ij)t} = \phi Y_{it}^{\beta_1} Y_{jt}^{\beta_2} N_{it}^{\beta_3} N_{jt}^{\beta_4} d_{ij}^{\lambda} R_{(ij)t}^{\psi} C_{ij}^{\mu} P_i^{\delta} e^{\varepsilon_{(ij)t}} \quad \text{avec} \quad \varepsilon_{ij} = \alpha_{ij} + v_{ijt} \quad (2.54)$$

La transformation logarithmique des variables quantitatives nous permet non seulement de linéariser ces équations mais surtout de pouvoir interpréter les coefficients comme des élasticités partielles de la variable explicative par rapport à la variable expliquée. L'équation (2.54)<sup>43</sup> devient :

$$\ln X_{(ij)t} = \left[ \begin{array}{l} \phi + \varphi_t + \beta_1 \ln Y_{it} + \beta_2 \ln Y_{jt} + \beta_3 \ln N_{it} + \beta_4 \ln N_{jt} + \lambda \ln d_{ij} \\ + \psi \ln TCR_{(ij)t} + \sum_{C=1}^2 \mu_C C_{ij} + \delta P + \alpha_{(ij)} + v_{(ij)t} \end{array} \right] \quad (2.55)$$

$\phi$  est la constante de régression,

$v_{(ij)t}$  est la composante stochastique de l'erreur du couple de pays ( $i, j$ ) à la date  $t$  supposée indépendante et équidistribuée.

$Y_{it}, Y_{jt}$  représentent les PIB respectifs du pays exportateur  $i$  et du pays importateur  $j$  à la date  $t$ . Les PIB des pays évaluent les capacités d'offre pour le pays exportateur et de demande pour le pays importateur. Nous utiliserons les PIB exprimés en parité de pouvoir d'achat (PPA) car d'après Baldwin (1993), Fontagné & *alii.*(1999), à plus long terme le PIB en PPA prend en compte les ajustements qui se réalisent dans l'économie du pays<sup>44</sup> et permettent une meilleure comparaison à l'échelle internationale.

$N_{it}, N_{jt}$  représentent respectivement la population du pays exportateur  $i$  et du pays importateur  $j$  à la période  $t$ . La population du pays exportateur (importateur) est censée représenter un frein à l'ouverture du marché national. Plus un pays est grand (taille de la population), moins il a tendance à s'ouvrir aux autres<sup>45</sup>.

$d_{(ij)}$  est la distance entre les deux grands centres économiques (ici la distance sépare les capitales des pays africains et New York). La distance est aussi considérée comme une résistance au commerce<sup>46</sup> ou plutôt aux exportations des pays africains.

<sup>42</sup>Dans le cas d'espèce, seuls les vecteurs des coefficients des variables variant dans le temps sont identifiés.

<sup>43</sup>Ce type d'équations a aussi été utilisé par Carrere (2004).

<sup>44</sup>Ce point de vue a été rejeté par Gros & Gonciarz (1996).

<sup>45</sup>Pour une analyse détaillée voir Bergstrand (1990).

<sup>46</sup>Pour une analyse plus détaillée voir Limao & Venables (2001), Baier & Bergstrand (2001), Anderson & Van Wincoop (2001).

$TCR_{(ij)t}$  est le taux de change réel bilatéral entre les pays  $i$  et  $j$  à l'instant  $t$ . Dans une analyse de longue période (34 années), il est essentiel d'introduire le taux de change réel pour capter l'effet de variation de la compétitivité (Bayoumi & Eichengreen, 1997) ; (Soloaga & Winters, 2001). Une augmentation du taux de change réel dans un système de cotation au certain traduit une appréciation de la monnaie nationale. Donc, pour le pays exportateur, une augmentation du taux de change détériore sa compétitivité extérieure (frein aux exportations). Or dans le cas d'une cotation à l'incertain, une augmentation du taux de change traduit une dépréciation la monnaie nationale. Ceci contribue plutôt à renforcer la compétitivité extérieure du pays exportateur.

$C_{(ij)}$  est un vecteur de variables muettes décrivant certaines caractéristiques communes au couple de pays telles que la langue commune ( $L_{(ij)}$ ) et l'appartenance à l'Agoa :

$$L_{(ij)} = \begin{cases} 1 & \text{si le couple de pays } (i, j) \text{ partage une langue commune} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

$$Agoa_{(ij)} = \begin{cases} 1 & \text{si le pays est éligible au programme AGOA} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

$P_i$  est une variable dichotomique décrivant certaines caractéristiques spécifiques du pays exportateur telles que le non enclavement encore dénommé accès à la mer ( $A_i$ ) :

$$A_i = \begin{cases} 1 & \text{si le pays a un accès à la mer ou dispose d'un port} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

## ii- Analyse et interprétation des résultats

Nos estimations ont été faites à partir de l'équation (2.55). Les données telles qu'établies au paragraphe 2.2.1 concernent les 37 pays éligibles au programme AGOA en 2004 en tant que pays exportateurs et les Etats-Unis en tant que pays importateur ; ce qui fait 37 couples de pays observés sur la période 1970-2004. Tous les couples de pays n'étant pas observés sur toute la période d'étude, nous avons donc un panel non cylindré composé de 986 observations<sup>47</sup>. Le rejet de l'hypothèse nulle du test de Breusch-Pagan (1979) que nous avons appliqué au modèle I du tableau 2.4 montre que l'usage des MCO n'est pas approprié à cause de l'hétéroscédasticité des résidus due à une influence significative des effets spécifiques. Dès lors, la question essentielle est de définir si les effets identifiés par le test de Breusch-Pagan sont significativement corrélés ou non avec les variables explicatives ; ce qui nous permet de bâtir le test d'exogénéité à la Hausman (1978) fondé sur la différence entre deux estimateurs : *Within*-effets fixes<sup>48</sup> et *random effects*-effets aléatoires-. A l'issue de ce test, l'hypothèse nulle a été acceptée, ce qui signifie que les effets sont supposés non corrélés avec les variables explicatives, par conséquent ces effets doivent être traités comme aléatoires et seule l'utilisation des moindres carrés généralisés (MCG) offrirait des estimateurs convergents et efficaces.

<sup>47</sup>Si notre panel d'observation était cylindré, il serait composé de 1258 observations, ce qui fait un déficit de 272 observations. Les données manquantes sont surtout observées entre 1970 et 1975 car certains pays n'étaient même pas encore indépendants : C'est le cas de la Namibie du Botswana ou de l'Angola, etc.

<sup>48</sup>Il faut remarquer que théoriquement dans le cas de l'estimation *within*, seuls les coefficients des variables variant dans le temps sont identifiés. Ce qui exclut de fait les coefficients de distance, de langue commune, ou encore d'accès à la mer. Mais dans le cadre de notre modèle, la variable langue varie pour un pays comme le Rwanda qui avant 1994, était un pays francophone mais après cette date, l'anglais est devenue la langue officielle du pays. C'est ce qui justifie la présence de la variable langue commune même avec l'estimateur *within*.

Le modèle II du tableau 2.4 offre les résultats des estimations obtenues par application des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Du point de vue de la robustesse du modèle, le test de contribution globale (Wald chi-2) révèle que ce modèle est significatif. Du point de vue analytique, il ressort que la mise en place de l' AGOA n' a pas eu une influence significative sur les exportations des pays éligibles. Au niveau des autres variables, la significativité de la variable PIB du pays exportateur montre que le niveau des exportations des pays africains est fortement dépendant de leur capacité d' offre. D' après ce modèle, une augmentation de 1% du PIB entraîne une variation dans le même sens de 1,19% des exportations du pays.

Ce modèle montre aussi qu' une augmentation du taux de change réel fait baisser les exportations d' une amplitude de 0,03 point de pourcentage. Etant donnée que nous raisonnons dans un cadre de cotation à l' incertain, le signe du taux de change réel est contraire au signe attendu. Ce résultat peut être dû au fait qu' il n' existe pas une évaluation directe de la monnaie de la plupart des pays étudiés avec le dollar américain (*C.f supra* chapitre 4). Le signe positif de la variable- *P* - non enclavement montre que la détention d' un accès à la mer peut faire tripler les exportations des pays éligibles. Le modèle II montre également que le fait de parler anglais (détention d' une langue commune) peut faire croître les exportations de près de 77%. Ce résultat confirme une évidence théorique à savoir que la détention d' une même langue est un facteur de renforcement des échanges commerciaux.

Contrairement aux hypothèses théoriques, le tableau 2.4 montre globalement que la variable distance n' apparaît pas comme une résistance au commerce. Du point de vue théorique, une hypothèse a été envisagée par Duc Loï Phan (1972) pour justifier la possibilité de l' effet non négatif de la variable distance sur les exportations. Pour cet auteur, l' influence négative de la variable distance a tendance à baisser lorsque les produits échangés sont à forte valeur unitaire. Mais cette hypothèse ne peut se justifier empiriquement car les exportations des pays AGOA, comme on l' a démontré au chapitre 1, sont composées de produits primaires à faible valeur unitaire. Une étude pointue des faits stylisés nous a permis de constater que les pays qui exportent le plus vers les Etats-Unis sont par ailleurs les pays qui en sont relativement le plus éloignés : c' est la cas de l' Afrique du Sud, de l' Angola et dans une certaine mesure du Nigeria. La figure 2.11 qui établit la relation entre les exportations des pays AGOA en fonction de la distance par rapport aux Etats-Unis montre clairement qu' il existe une relation positive entre les exportations et la distance.

L' introduction de la variable *visa* (modèle III) ne modifie pas globalement les résultats obtenus dans le modèle II. Mais cette variable apparaît significative dans cette équation avec un signe négatif. Ce résultat montre que la mise en place d' un système de *visa* constitue un frein pour le développement des exportations des pays éligibles. L' effet de la résistance aux exportations du fait de ce système est estimé à près de 56%, soit un coefficient multiplicateur de 0,44<sup>49</sup>. Il convient de rappeler que le *visa* est un droit qui permet aux pays éligibles au programme AGOA d' exporter les vêtements et les tissus vers le marché américain en franchise de droits de douane. Le pays titulaires du *visa* sont les pays dont les administrations douanières sont supposées être rigoureuses pour contrer les procédures de "réexportation" ou de transbordement illicite afin de garantir l' authenticité de l' origine nationale des produits exportés en franchise de droits de douane.

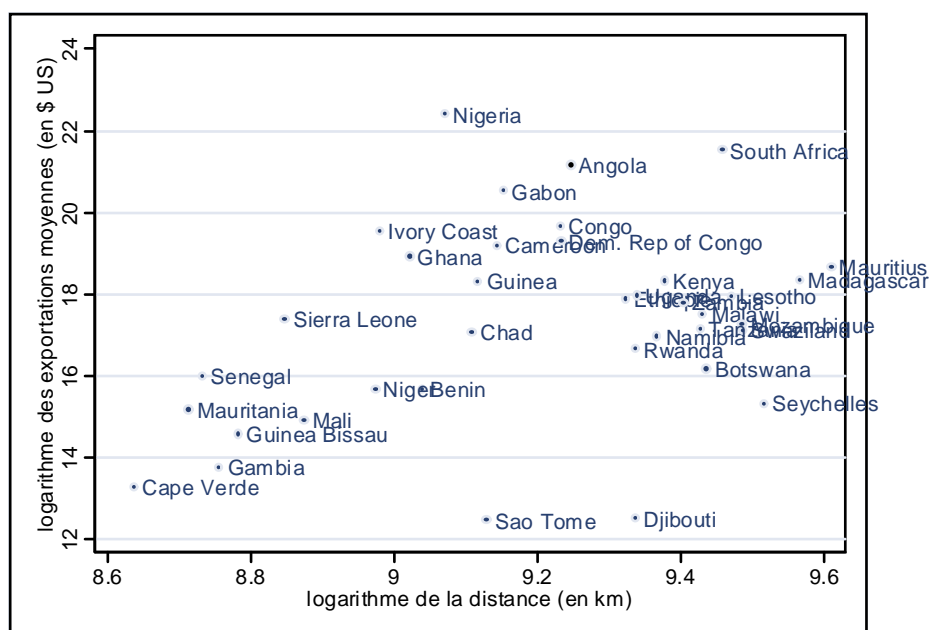
<sup>49</sup>Ce résultat corrobore avec les résultats trouvés par Matoo & *alii.* (2003) pour qui, en l'absence de ces restrictions, les exportations des pays éligibles auraient été multipliées par 5.

Sur les 37 pays éligibles au programme AGOA en 2004, seuls 24 étaient titulaires du *visa* (voir tableau 1.3).

Par ailleurs, l'analyse de l'effet de l'AGOA sur les exportations non minières non pétrolières n'a pas produit des résultats satisfaisants (modèle IV) : ni la variable *Agoa*, ni la variable *visa* ne sont apparues significatives.

Cependant, l'approche globale telle que ci-dessus menée occulte de nombreuses divergences inter régionales. Aussi, l'analyse au niveau régional (tableau 2.5) nous a permis de constater que la mise en place de l'AGOA a eu un impact positif et significatif uniquement sur les exportations de l'Afrique de l'Est avec un coefficient multiplicateur moyen de 2,56. L'analyse des faits stylisés confirme cette approche car elle nous montre qu'entre 2001 et 2004, l'Afrique de l'Est est la région qui a connu la plus forte progression des exportations sur le marché américain; cette progression est estimée à 112% (figure 2.12). Cette figure montre clairement que les exportations se sont le plus accrues dans cette région, elle est suivie par l'Afrique Australe qui est dépassée dès 2004 par l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale.

FIG. 2.11: Relation entre les exportations des pays AGOA et la distance par rapport aux États-Unis



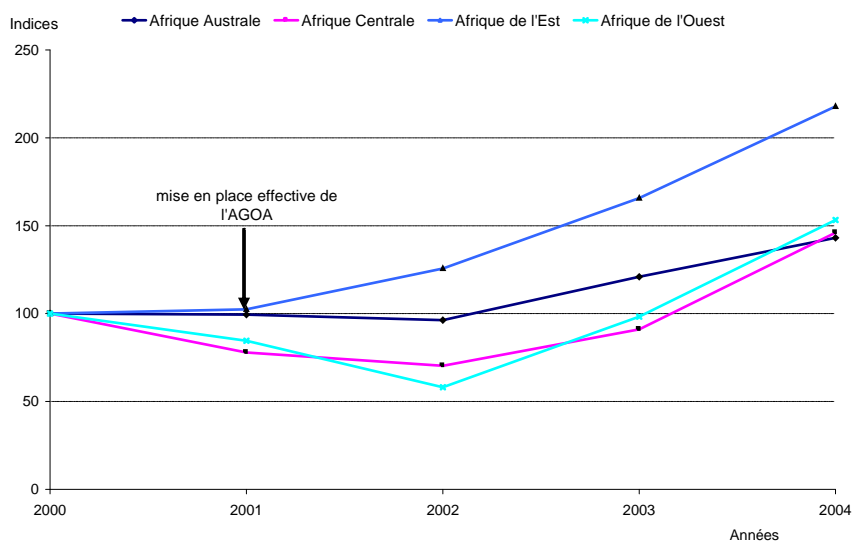
Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de l'USITC (2005) et du CEPII.

Lorsqu'on considère uniquement les exportations non minières<sup>50</sup>, la variable *Agoa* reste significative en Afrique de l'Est et non significative pour l'Afrique Centrale et l'Afrique

<sup>50</sup>On définit les exportations non minières comme les exportations qui ne contiennent ni les produits pétroliers (pétrole brut etc) ni les produits miniers non pétroliers (Diamant cuivre, etc).

de l' Oueſt. En revanche, elle devient ſignificative en Afrique Australe (tableau 2.6). Ce réſultat montre que l' AGOA a eu un impact poſitif ſur les exportations non minières de cette région avec un coefficient multiplicateur eſtimé à 2,5. Par ailleurs, ce tableau montre que l' exiſtence d' un ſyſtème de "viſa" ſe révèle une fois de plus être un frein ſignificatif pour les exportations de l' Afrique de l' Eſt.

FIG. 2.12: Evolution des exportations des pays AGOA par région entre 2000 et 2004 (Base 100=2000).



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de l' USITC (2005)



TABLE 2.4: **Résultat des estimations du modèle de gravité pour l'ensemble des pays AGOA**

Variables endogènes	Exportations totales ( $X_{(ij)t}$ )			Exportations non minières ( $X_{(ij)t}$ )
	MCO	MCG	MCG	Within
Modèle	I	II	III	IV
$\ln Y_{it}$	1,19*	1,24***	1,21***	0,52
	(0,096)	(0,000)	(0,000)	(0,963)
$\ln Y_{jt}$	0,82	0,54	0,47	-0,75
	(0,30)	(0,686)	(0,721)	(0,388)
$\ln N_{it}$	0,24	0,04	0,03	-0,70
	(0,255)	(0,591)	(0,689)	(0,313)
$\ln N_{jt}$	10,91	12,23	11,64	0,52
	(0,293)	(0,483)	(0,503)	(0,963)
$\ln d_{(ij)}$	3,48***	2,33 ***	2,38 ***	...
	(0,002)	(0,000)	(0,000)	...
$\ln \text{TCR}_{(ij)t}$	-0,08***	-0,032 **	-0,032**	-0,092***
	(0,000)	(0,030)	(0,031)	(0,000)
$L_{(ij)}$	-0,93**	0,57***	0,61***	...
	(0,013)	(0,000)	(0,000)	...
$P_i$	1,09*	1,24***	1,21***	...
	(0,096)	(0,000)	(0,000)	...
Agoa	0,16	0,006	0,38	0,28
	(0,313)	(0,979)	(0,218)	(0,152)
$t$ trend temporel ( $t$ )	-0,18	-0,18	-0,18	0,08
	(0,226)	(0,226)	(0,482)	(0,613)
Visa	...	...	-0,82**	-0,31
	...	...	(0,024)	(0,208)
$NT^\dagger$	986	986	986	808
$N^{\boxtimes}$	37	37	37	30
$R^2$ -adj	0,487	...	...	...
$R^2$ - within	...	...	...	0,097
$R^2$ - between	...	...	...	0,081
Wald	171,95***	1228,11***	1239,49***	...
Chi-2 (k)	Chi-2 (10)	Chi-2 (10)	Chi-2 (11)	...
Valeurs de F	...	...	...	10,42***
F[k, NT-(N+k)]	...	...	...	(8, 770)
Test de Breusch Pagan	5354,83***	...	...	...
Chi-2 (k)	Chi-2 (1)	...	...	...
Test de Hausman	...	12,02	12,18	16,23**
Chi-2 (k)	...	Chi-2 (8)	Chi-2 (9)	Chi-2 (8)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

† : Nombre d'observations et  $\boxtimes$  : Nombre de couples

TAB. 2.5: Résultat des estimations du modèle de gravité des pays AGOA en fonction des régions

Variable endogène	Exportations totales ( $X_{(ij)t}$ )							
Méthodes	MCG							
Régions	Afrique Australe		Afrique Centrale		Afrique de l'Est		Afrique de l'Ouest	
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Variables explicatives								
$\ln Y_{it}$	0,28*** (0,007)	0,29*** (0,006)	4,10*** (0,000)	4,06*** (0,000)	-0,25 (0,434)	-0,01 (0,959)	1,25*** (0,000)	1,28*** (0,000)
$\ln Y_{jt}$	0,88 (0,508)	0,90 (0,498)	-1,51 (0,471)	-1,59 (0,447)	1,23 (0,445)	1,09 (0,494)	-1,03 (0,533)	-1,19 (0,471)
$\ln N_{it}$	0,77*** (0,000)	0,78*** (0,000)	-4,17*** (0,000)	-4,16*** (0,000)	1,48*** (0,000)	1,35*** (0,000)	0,33* (0,074)	0,31* (0,094)
$\ln N_{jt}$	38,55** (0,018)	39,33** (0,015)	39,87 (0,247)	29,94 (0,260)	41,64* (0,06)	40,64* (0,063)	-33,30 (0,124)	-35,25 (0,101)
$\ln d_{(ij)}$	5,37*** (0,000)	5,45*** (0,000)	92,71*** (0,000)	92,02*** (0,000)	-12,22* (0,062)	-10,46 (0,108)	5,71*** (0,000)	5,62*** (0,000)
$\ln TCR_{(ij)t}$	-0,38*** (0,000)	-0,37*** (0,000)	0,07*** (0,009)	0,07** (0,014)	-0,01 (0,856)	-0,005 (0,918)	-0,23*** (0,000)	-0,22*** (0,000)
$L_{(ij)}$	0,17 (0,428)	0,21 (0,337)	4,30*** (0,000)	4,40*** (0,000)	1,05*** (0,000)	1,005*** (0,000)	0,45** (0,039)	0,46** (0,034)
$P_i$	0,90*** (0,000)	0,88*** (0,000)	-5,42*** (0,005)	-5,35*** (0,006)	0,18 (0,618)	0,10 (0,787)	1,78*** (0,000)	0,46** (0,034)
<i>Agoa</i>	-0,20 (0,383)	0,31 (0,383)	0,15 (0,715)	0,28 (0,508)	0,64* (0,066)	1,33*** (0,006)	-0,36 (0,285)	-0,215 (0,541)
trend temporel ( $t$ )	-0,38 (0,118)	-0,39 (0,108)	-0,28 (0,460)	-0,267 (0,497)	-0,64* (0,059)	-0,59* (0,062)	0,41 (0,187)	0,44 (0,157)
<i>Visa</i>	...	-0,62 (0,157)		-0,931 (0,225)	...	-1,06** (0,04)	...	-0,90 (0,150)
NT <sup>†</sup>	279	279	150	150	174	174	383	383
N <sup>✱</sup>	12	12	5	5	6	6	14	14
Wald	1003,20***	1012,40***	785,22***	794,39***	778,78***	801,84***	1420,71***	1430,46***
Chi-2 (k)	Chi-2 (10)	Chi-2 (11)	Chi-2 (10)	Chi-2 (11)	Chi-2 (10)	Chi-2 (11)	Chi-2 (10)	Chi-2 (11)

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%.

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

†: Nombre d'observations et ✱ : Nombre de couples

TAB. 2.6: **Résultat des estimations du modèle de gravité en fonction des régions**

Variable endogène	Exportations non minières ( $X_{(ij)t}^{nm}$ )			
Méthode	Within			
Régions	Afrique Australe	Afrique Centrale	Afrique de l'Est	Afrique de l'Ouest
Variables explicatives				
$\ln Y_{it}$	1,02*** (0,001)	1,95*** (0,001)	-0,64 (0,292)	-0,99** (0,043)
$\ln Y_{jt}$	1,35 (0,215)	-4,22** (0,023)	-2,17 (0,256)	0,182 (0,908)
$\ln N_{it}$	-1,49 (0,117)	7,93* (0,068)	0,80 (0,736)	0,71 (0,974)
$\ln N_{jt}$	25,58* (0,063)	-5,88 (0,801)	26,91 (0,306)	-15,64 (0,431)
$\ln d_{(ij)}$	...	...	...	...
$\ln TCR_{(ij)t}$	-0,16*** (0,000)	-0,013 (0,631)	-0,14 (0,321)	0,35*** (0,000)
$L_{(ij)}$	...	...	...	...
$P_i$	....	...	...	...
Agoa	0,94*** (0,004)	-0,32 (0,384)	1,90*** (0,000)	-0,06 (0,834)
trend temporel ( $t$ )	-0,327 (0,106)	0,04 (0,900)	-0,19 (0,639)	0,28 (0,357)
Visa	-0,51 (0,133)	-0,237 (0,101)	-2,31*** (0,000)	-0,07 (0,889)
$NT^\dagger$	190	150	115	353
$N^{\boxtimes}$	8	5	4	13
Valeurs de F	17,91***	7,75***	4,33***	5,10***
$F[k, NT-(N+k)]$	(8, 174)	(8, 137)	(8, 103)	(8, 332)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

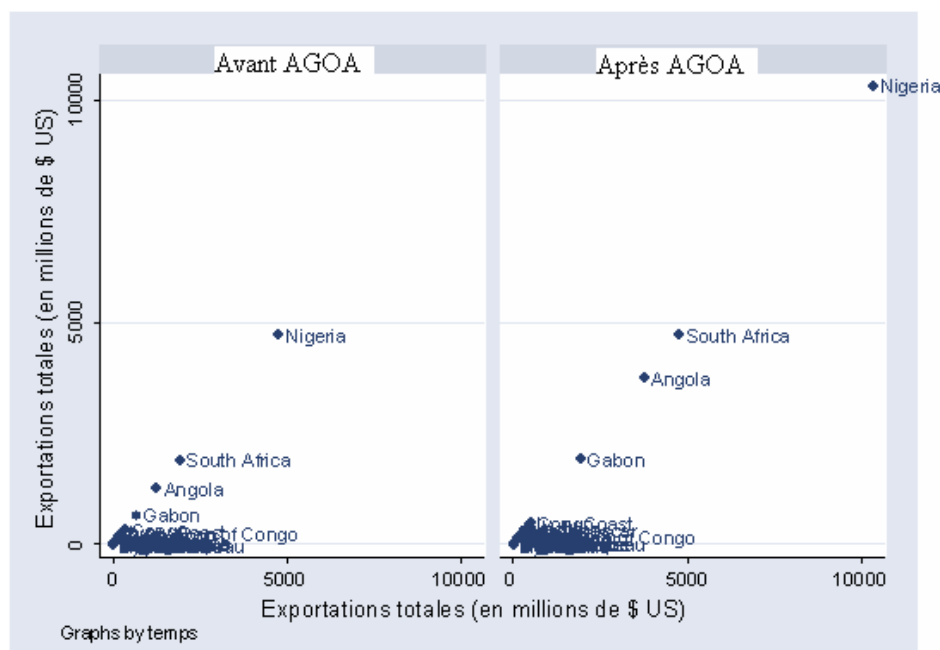
Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

† : Nombre d'observations et  $\boxtimes$  : Nombre de couples

Une analyse transversale de l'évolution des exportations totales des pays éligibles vers les Etats-Unis avant et après l'AGOA (figure 2.13) montre que les exportations de quatre pays se sont véritablement accrues après la mise en place de l'AGOA : il s'agit du Nigeria, de l'Afrique du Sud, de l'Angola et du Gabon. Mais du fait que trois des quatre pays ci-dessus cités sont de grands exportateurs de pétrole, il nous a semblé important de voir également quel a été le comportement des exportations non pétrolières et non minières. La figure 2.14 qui montre une vue instantanée de ce type d'exportations avant et après l'AGOA

permet de constater que l'Afrique du Sud est le principal bénéficiaire des exportations non minières non pétrolières. Si, on retire l'Afrique du Sud de l'échantillon et on observe une fois de plus les exportations non minières non pétrolières avant et après l'AGOA (figure 2.15), on se rend compte que la Côte d'Ivoire, Madagascar, Maurice, Kenya et Swaziland ont vu leurs exportations croître sur le marché américain.

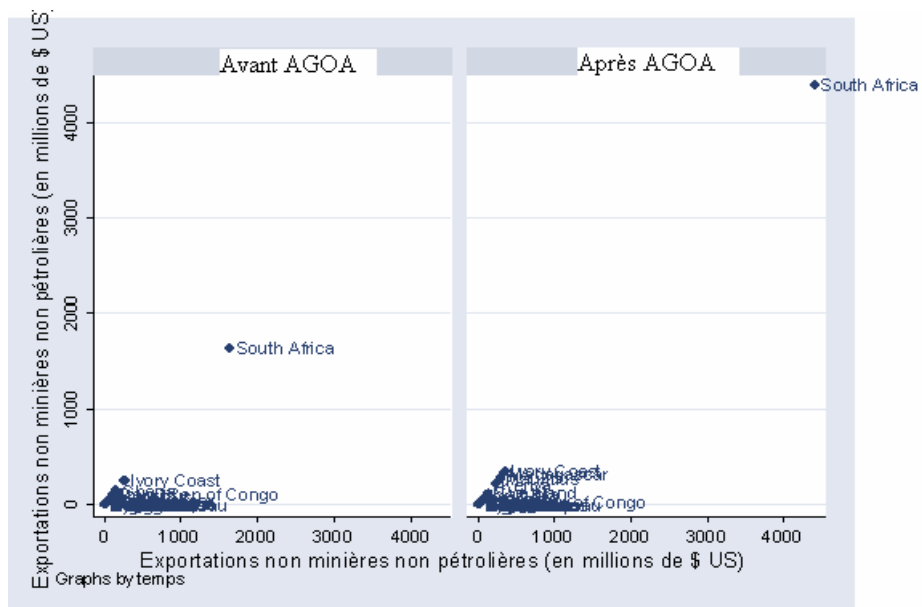
FIG. 2.13: **Analyse transversale des exportations totales des pays éligibles avant et après la mise en place de l'AGOA**



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

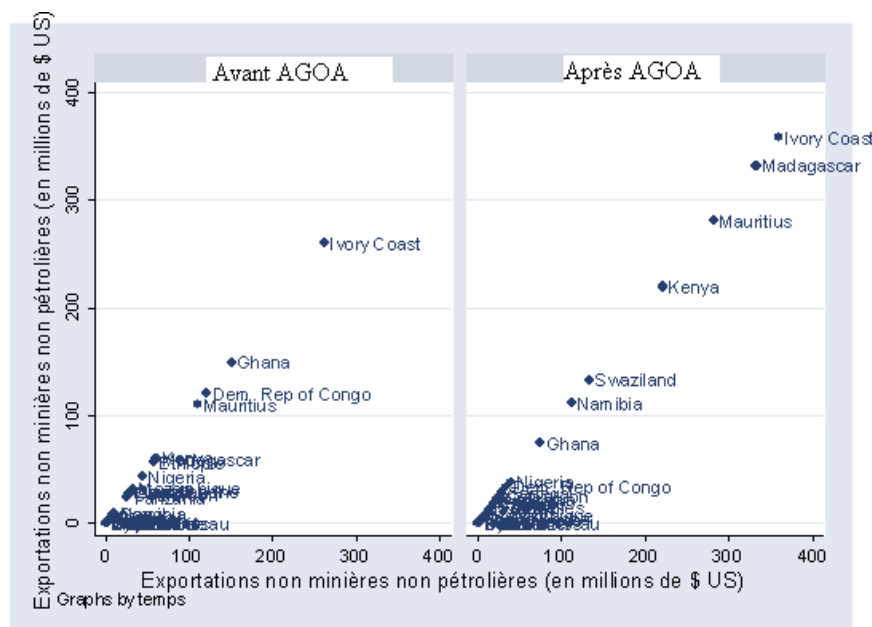
Si le modèle de gravité nous a permis d'évaluer l'impact de l'AGOA sur les pays éligibles en identifiant les régions où cette loi a eu un effet positif, en revanche, il ne nous a pas permis d'identifier et d'estimer l'impact de l'AGOA sur le volume des exportations à destination des Etats-Unis indépendamment d'autres facteurs environnementaux (récession ou croissance de l'économie américaine, etc.). Le modèle CMS auquel nous avons dû recourir nous apporte un éclairage sur cette question.

FIG. 2.14: Analyse transversale des exportations non minières, non pétrolières des pays éligibles avant et après l'AGOA



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

FIG. 2.15: Analyse transversale des exportations non minières, non pétrolières des pays éligibles sans l’Afrique du Sud avant et après l’AGOA



Source : Calculs de l’auteur, à partir des données de l’USITC (2005)

### 2.2.3 Impact de l’AGOA sur les exportations : analyse à travers le modèle CMS-*Constant Market Shares*-

L’utilité du modèle CMS dans le cadre de notre analyse sera tout d’abord présentée à travers ses fondements théoriques (2.2.2.1) puis nous présenterons et analyserons les résultats qui en sont issues (2.2.2.2)

#### 2.2.2.1- Fondements théoriques du modèle CMS

Les origines du modèle CMS (Constant Market Share) dans l’analyse des flux internationaux peuvent être attribuées à Tyszynski (1951). Dans ses premiers travaux, Tyszynski (1951) cherche à expliquer les sources de la croissance des exportations d’un pays, d’une région ou d’un bloc économique. L’analyse des sources de la croissance des exportations à travers le modèle CMS repose sur l’hypothèse fondamentale selon laquelle, les exportations d’un pays ou d’une région peuvent s’accroître (décroître) aussi rapidement que la moyenne mondiale si :

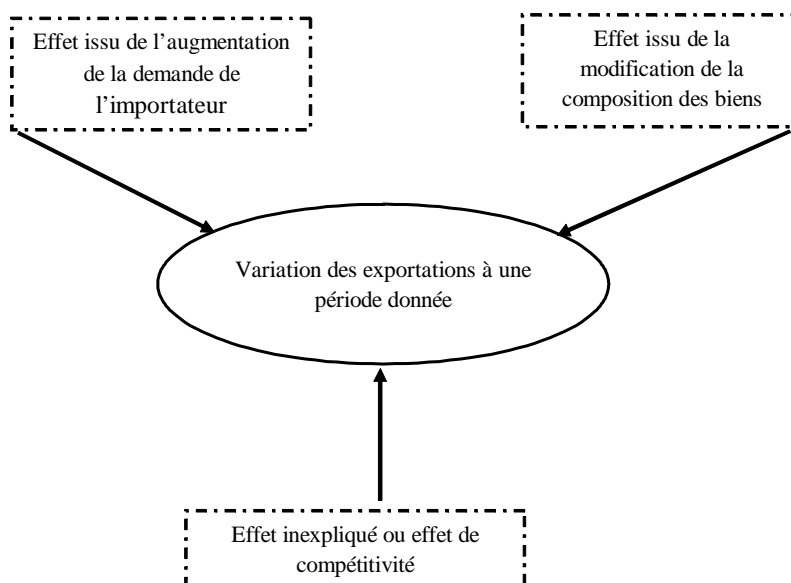
- ▶ les exportations de ce pays ou de cette région sont concentrées dans les biens pour lesquels la demande mondiale croît relativement plus rapidement (lentement) ;
- ▶ les exportations totales de ce pays ou de cette région croissent relativement plus rapidement (lentement) ;
- ▶ le pays ou la région en question est capable (incapable) de concurrencer effectivement les autres pays ou les autres régions (Leamer & Stern, 1970).

Pour Richardson (1971a et b), une autre hypothèse fondamentale du modèle CMS est que la part des exportations du pays dans le marché mondial ou dans un marché

bien déterminé doit être constant au cours du temps. La différence entre la croissance actuelle des exportations, sous l'hypothèse implicite de parts constantes, et la croissance des exportations d'une période de base est considérée comme un identifiant des sources de croissance des exportations en terme d'effet du marché mondial (ou effet de demande du pays importateur), d'effet de compétitivité, d'effet de composition des biens d'exportation et d'effet de distribution du marché (accès au marché du pays importateur déterminé par la politique commerciale de ce dernier-économie ouverte ou fermée). Mais Ichikawa (1996) endogénéise ce dernier effet car la politique commerciale d'un pays dans une économie ouverte est essentiellement captée au niveau de sa compétitivité. Car en réalité, dans un cadre d'économie ouverte, l'accès à un marché n'est plus déterminée par la politique commerciale du pays importateur mais plutôt par la capacité du pays exportateur à imposer ses produits sur le marché du pays importateur ; du coup, on se retrouve dans un contexte où l'effet de compétitivité est déterminant.

Par conséquent, le modèle utilisé dans ce travail est comparable à celui développé par Ichikawa (1996). Cette formulation du modèle CMS nous a semblé plus pertinente pour notre analyse car l'AGOA contribue à rendre encore plus vraisemblable l'hypothèse d'économie ouverte en supprimant les droits de douane sur de nombreux produits potentiellement entrant sur le marché américain. De plus, notre étude se concentre uniquement sur les exportations des pays africains en direction d'un seul marché, celui des Etats-Unis. La figure 2.16 montre la représentation schématique de ce modèle.

FIG. 2.16: Représentation schématique du Modèle CMS



Source : Auteur, A partir de Weiguo Lu (1996)

Sous sa forme algébrique, le modèle CMS se conçoit ainsi qu'il suit : Soient deux pays  $A$  et  $B$  avec le pays  $A$  exportateur de produits vers le pays  $B$ . Soient :

$x_i^1$  : les exportations de  $A$  vers  $B$  dans le bien  $i$  à la période de base 1

$x_i^2$  : les exportations de  $A$  vers  $B$  dans le bien  $i$  à la période 2

$X^1$  : les exportations totales de  $A$  vers  $B$  à la période 1

$X^2$  : les exportations totales de  $A$  vers  $B$  à la période 2

$s$  : la variation (qui peut être en pourcentage) des importations mondiales de  $B$  de la période 1 à la période 2

$s_i$  : la variation (qui peut être en pourcentage) des importations mondiales de  $B$  sur le bien  $i$  de la période 1 à la période 2

La valeur des exportations totales de  $A$  vers  $B$  à la période  $t = (1, 2) - X^t -$  est représentée par l'équation suivante :

$$X^t = \sum_i x_i^t \quad (2.56)$$

Si nous considérons que  $A$  exporte un seul produit vers un seul marché à l'instant  $t$  ( $x^t$ ), on peut considérer que si  $A$  maintient constant sa part de marché dans le pays  $B$ , sous l'hypothèse que  $B$  augmente ses importations mondiales, alors les exportations de  $A$  vers  $B$  peuvent augmenter selon la relation suivante :

$$sx^t \quad (2.57)$$

Dès lors on peut écrire que :

$$x^2 - x^1 = sx^1 + (x^2 - x^1 - sx^1) \quad (2.58)$$

Cette relation révèle au premier degré d'analyse que l'augmentation des exportations de  $A$  de la période 1 à la période 2 ( $x^2 - x^1$ ) se divise en deux parties : une partie issue de l'augmentation de la demande d'importation de  $B$  ( $sx^1$ ) et une autre partie résiduelle inexpliquée mais attribuable à l'effet de compétitivité ( $x^2 - x^1 - sx^1$ ).

Si nous considérons dès maintenant que la structure des exportations de  $A$  est diversifiée avec  $i$  représentant les différents produits, mais en considérant toujours que le pays  $B$  demeure le seul marché de  $A$ , l'identité (2.58) peut se réécrire de la manière suivante :

$$x_i^2 - x_i^1 = s_i x_i^1 + (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.59)$$

Cette identité peut être agrégée de la façon suivante :

$$\sum_i x_i^2 - \sum_i x_i^1 = \sum_i s_i x_i^1 + \sum_i (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.60)$$

$$\text{d'après (2.56)} \quad X^2 - X^1 = \sum_i s_i x_i^1 + \sum_i (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.61)$$

par ajout et retrait simultanée de  $s$  à l'expression  $\sum_i s_i x_i^1$  de l'identité (2.61) on obtient l'identité suivante :

$$X^2 - X^1 = \sum_i (s - s + s_i) x_i^1 + \sum_i (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.62)$$



$$= \sum_{i\psi} (sx_i^1) + \sum_{i\psi} (s_i - s)x_i^1 + \sum_{i\psi} (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.63)$$

Après arrangement cette identité devient :

$$X^2 - X^1 = (sX^1) + \sum_i (s_i - s)x_i^1 + \sum_i (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.64)$$

(a)                      (b)                      (c)

L'identité (2.64) révèle au deuxième degré d'analyse que la croissance des exportations de A vers B peut être attribuée à une augmentation de la demande globale de B-(a)-, à une partie résiduelle attribuée à l'effet de compétitivité (c) mais aussi à une modification de la composition des biens d'exportation de A à la période 2 (b).

Dans l'identité (2.64), la relation (b) -  $\sum_i (s_i - s)x_i^1$  - qui indique l'effet de la composition des biens d'exportation suppose que les produits dans lesquels les exportations de A vers B sont concentrés bénéficient des taux de croissance plus favorables par rapport à la moyenne des taux de croissance des mêmes produits originaires du reste du monde dans le marché de B. Cela revient à écrire que :

$$s_i - s \succ 0 \quad (2.65)$$

En adjoignant l'identité (2.65) aux exportations de A dans chaque produit pour obtenir la relation (b) telle que présentée dans l'identité (2.64), et si l'on suppose indépendamment des autres membres de cette identité (surtout de c) que le signe de l'identité (2.64) est fonction uniquement du signe de (b) : Alors la positivité (négativité) de (b) entraîne celle de l'identité (2.64) et signifie que les exportations de A sont concentrées dans les biens dont la croissance sur le marché de B est relativement supérieure (inférieure) à celle des biens originaires d'autres marchés.

Nous avons également évoqué plus haut que la croissance des exportations de A vers B pouvait également provenir d'une partie résiduelle attribuable à l'effet de compétitivité<sup>51</sup> du pays A. Cet effet indique la différence entre l'augmentation réelle des exportations et la croissance théorique si A maintient constant sa part de marché dans B pour chaque produit selon la relation suivante:

$$\sum_{i\psi} (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (2.66)$$

Pour bien comprendre cet effet, supposons que :

$M_i^1$  : représente les importations mondiales de B dans le bien  $i$  à la période 1

$M_i^2$  : représente les importations mondiales de B dans le bien  $i$  à la période 2

$dM_i$  : représente la variation de  $M_i$  entre la période 1 et la période 2,

Considérons que

$$s_i = \frac{dM_i}{M_i^1} = \frac{M_i^2 - M_i^1}{M_i^1} \quad (2.67)$$

<sup>51</sup>Cet effet de compétitivité a déjà été établi dans l'identité (2.64) et est représenté par (c).

on peut dès lors réécrire l'identité (2.66) de la manière suivante :

$$\sum_i (x_i^2 - x_i^1(1 + s_i)) \quad (2.68)$$

$$\Rightarrow \sum_i (x_i^2 - x_i^1(1 + \frac{dM_i}{M_i^1})) \quad (2.69)$$

Si on divise tous les membres de l'identité (2.69) par  $M_i^2$  on obtient :

$$\Rightarrow \sum_i (\frac{x_i^2}{M_i^2} - x_i^1(\frac{1 + \frac{dM_i}{M_i^1}}{M_i^2})) \quad (2.70)$$

$$\Rightarrow \sum_i (\frac{x_i^2}{M_i^2} - x_i^1(\frac{1 + \frac{(M_i^2 - M_i^1)}{M_i^1}}{M_i^2})) \text{ d'après 2.67} \quad (2.71)$$

$$\Rightarrow \sum_i (\frac{x_i^2}{M_i^2} - (\frac{x_i^1 + \frac{x_i^1(M_i^2 - M_i^1)}{M_i^1}}{M_i^2})) \quad (2.72)$$

$$\Rightarrow \sum_i (\frac{x_i^2}{M_i^2} - (\frac{\frac{x_i^1 M_i^1 + x_i^1 M_i^2 - x_i^1 M_i^1}{M_i^1}}{M_i^2})) \quad (2.73)$$

$$\Rightarrow \sum_i (\frac{x_i^2}{M_i^2} - \frac{x_i^1}{M_i^1}) \quad (2.74)$$

(p<sub>2</sub>)                      (p<sub>1</sub>)

D'après l'identité (2.74), l'effet de compétitivité peut être perçu comme la différence entre la part de marché du pays A dans le marché de B sur le bien  $i$  à la période 2 ( $p_2$ ) et la part de marché de ce même pays (A) sur le même bien dans le même marché (B) mais à la période 1 ( $p_1$ ). Grosso modo, l'effet de compétitivité évalue l'évolution de la part de marché d'un pays dans un marché étranger sur un bien spécifié d'une période à l'autre. L'effet de variation de la compétitivité peut aussi provenir des préférences et non seulement d'une variation des prix. Cet effet indique surtout les changements des conditions de marché : libéralisation des échanges commerciaux, de l'investissement ou d'autres formes de réglementation. Il convient de préciser que lorsque l'effet de compétitivité est évalué dans le cadre d'un accord commercial, le fait qu'il soit positif (négatif) pour un produit ou pour un ensemble de produits traduit un impact significatif (non significatif) sur ces produits ou ces groupes de produits. L'effet de l'AGOÀ sur les exportations sera capté à travers cet effet.

### 2.2.2.2- Analyse et interprétation des résultats

Conformément aux hypothèses du modèle, l'année de base de notre analyse sera l'année 2001 qui correspond à l'année de l'entrée en vigueur de l'AGOÀ. Notre étude couvre la période 2001-2004. De manière plus large, il convient de noter que le modèle CMS doit être appliqué sur des périodes relativement courtes n'excédant généralement pas 8 années<sup>52</sup> (Weiguo L., 1996 ; Juswanto & *alii.*, 2003).

<sup>52</sup>Pour des études sur de longues périodes, habituellement, on procède à une découpe en sous périodes.

L'analyse de l'évolution des exportations des pays éligibles montre que ces exportations ont commencé à croître fortement un an après la mise en place de l'AGOA (tableau 2.7).

**TAB. 2.7: Evolution des exportations des pays AGOA (Base 100=2001)**

Années	Indices
2000	111,9
2001	100
2002	83,4
2003	118,9
2004	166,9

Source : Calculs de l'auteur à partir des données l'USITC (2005)

Le tableau 2.7 nous montre une évolution des exportations de 66,9% entre 2001 et 2004. La problématique principale de notre analyse dès lors est d'identifier les sources de l'augmentation de ces exportations. Cette augmentation est-elle le fait propre de l'AGOA ou alors elle est juste le fait d'une dynamique corrélative à l'augmentation de la demande sur le marché américain, auquel cas, on peut imaginer que les exportations se seraient accrues même à l'absence de l'AGOA. L'analyse des exportations à partir du modèle CMS apporte un éclairage à ce sujet.

**TAB. 2.8: Décomposition des sources de l'augmentation des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004**

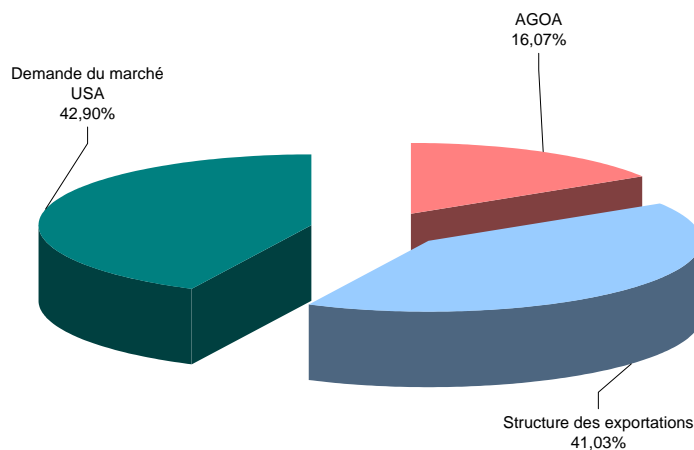
	2001-2004	
	Part	Valeur
	(%)	en 1000 \$US
Croissance des exportations due à :		
- la variation de la demande d'importation (a)	42,90	5934702
-la composition des biens d'exportation (b)	41,02	5675015
-l'effet de compétitivité (c)-AGOA-	16,07	2222934

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

L'examen du tableau 2.8 nous révèle que l'augmentation observée dans les exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004 est attribuable à 42,9% à l'augmentation de la demande d'importation américaine (celle-ci pouvant elle-même être due à l'amélioration de l'environnement économique ou à d'autres facteurs exogènes). Ce tableau révèle aussi que la composition des biens d'exportation des pays AGOA est responsable de 41,02% de l'augmentation intervenue entre 2001 et 2004; mais seulement 16,07% de cette augmentation provient de la mise en place de l'AGOA. En d'autres termes, le changement des conditions d'accès au marché américain suite à la mise en place de l'AGOA est responsable de 16,07% de l'augmentation des exportations des pays éligibles entre 2001 et 2004; soit

en volume près de 2,3 milliards de \$US. La figure 2.17 présente la répartition des sources de l'augmentation des exportations observées entre 2001 et 2004 dans les pays éligibles.

FIG. 2.17: Origines de l'augmentation des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

TAB. 2.9: Décomposition par région des sources de l'augmentation des exportations entre 2001 et 2004

Régions AGOA	Croissance des exportations due à :					
	-la variation de la demande d'importation (a)		-la composition des biens d'exportation (b)		-l'effet de compétitivité (AGOA) (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
-Afrique Australe	65,34	2451289	36,70	1376717	-2,05	-76944
-Afrique Centrale	32,81	690999	44,13	929167	23,04	485255
-Afrique de l'Est	25,47	60705	12,20	29073	62,32	148500
-Afrique de l'Ouest	35,30	2731708	44,91	3475103	19,78	1531075

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

L'analyse au niveau régional, comme l'indique le tableau 2.9, montre que l'augmenta-

tion des exportations de l'Afrique Australe est tributaire à plus de 65% de la demande d'importation américaine contre 35,30% pour l'Afrique de l'Ouest, 32,81% pour l'Afrique Centrale et 25,47% pour l'Afrique de l'Est. Ce tableau relève également que la structure des exportations est à l'origine de 44,91% de l'augmentation des exportations de l'Afrique de l'Ouest, de 44,13% de l'augmentation des exportations de l'Afrique Centrale, de 36,70% de l'accroissement des exportations enregistrées en Afrique Australe et de 12,20% de l'augmentation observée dans les exportations de l'Afrique de l'Est.

Le poids relativement élevé de l'effet de la composition des biens d'exportation en Afrique de l'Ouest, en Afrique Centrale et dans une moindre mesure en Afrique Australe traduit une forte concentration des exportations de ces régions sur certains produits fortement demandés aux Etats-Unis. En effet comme l'indique le tableau 2.10, le secteur pétrolier (SITC 3) occupe plus de 90% des exportations de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, cette part tombe à 38,11% pour les exportations d'Afrique Australe. Seule l'Afrique de l'Est voit ses exportations dominées à 51,85% non pas par le secteur pétrolier mais par le secteur des produits manufacturés divers (SITC 8)<sup>53</sup>.

TAB. 2.10: Poids de chaque secteur dans les exportations totales entre 2001 et 2004

Régions	Afrique Australe	Afrique Centrale	Afrique de l'Est	Afrique de l'Ouest	Pays éligibles AGOA <sup>♣</sup>
Secteurs-SITC-	%				
0	3,34*	0,59	27,16	3,82	3,51
1	0,66	0,05	0,65	0,00	0,29
2	3,54	1,54	8,61	0,87	2,17
3	38,11	95,14	0,03	93,91	69,60
4	0,01	0,00	0,19	0,04	0,02
5	3,49	0,01	0,84	0,04	1,49
6	28,90	1,76	5,23	0,62	12,55
7	7,70	0,07	1,71	0,07	3,29
8	1,47	0,35	51,85	0,17	6,15
9	0,14	0,48	4,16	0,47	0,93

\*Moyenne simple entre 2001 et 2004

♣ pays éligibles AGOA en 2004

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

En outre, d'après le tableau 2.9, la mise en place de l'AGOA est à l'origine de 62,32% de l'augmentation des exportations de l'Afrique de l'Est soit près 140 millions de \$US. L'analyse de l'évolution des exportations de cette région montre que depuis la mise en

<sup>53</sup>Voir les annexes 2A, 2B, 2C, 2D, 2E pour le détail du poids de chaque secteur entre 1970 et 2004 tant pour les différentes régions que pour tous les pays éligibles pris globalement.

place de l'AGOA, il y a eu une augmentation de 112,67% entre 2001 et 2004. La figure 2.12 qui présente l'évolution des exportations de cette région vers les Etats-Unis montre un renforcement continu de la pente positive de cette courbe.

En Afrique Centrale, l'effet de l'AGOA y est beaucoup plus faible en valeur relative. D'après nos estimations, 23,04% de l'augmentation des exportations constatées entre 2001 et 2004 ont été générés par l'AGOA, soit en volume un peu plus de 493 millions de \$US. La figure 2.12 qui montre l'évolution des exportations en Afrique Centrale permet de voir que cette région a véritablement commencé à tirer avantage de l'AGOA à partir de 2002.

En Afrique de l'Ouest, l'impact de l'AGOA est encore plus faible en valeur relative que ce qui a été constaté en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale; son impact est estimé à 19,78% mais en volume, cela représente plus de 1,5 milliard de dollars US soit plus de 2 fois la somme de l'effet de l'AGOA en Afrique Centrale et en Afrique de l'Est. Ce montant est assez élevé car cette région comprend en son sein le Nigeria qui est le premier exportateur africain de pétrole et le deuxième plus grand exportateur africain vers les Etats-Unis après l'Afrique du Sud. La courbe d'évolution des exportations de l'Afrique de l'Ouest montre que malgré la mise en place de l'AGOA, les exportations de cette région ont continué de chuter de manière drastique jusqu'en 2002, période à partir de laquelle, il y a eu un renversement de tendance visible dans la figure 2.12.

D'après le tableau 2.9, l'Afrique Australe apparaît comme la région où la mise en place de l'AGOA n'a pas eu d'influence particulière dans l'augmentation des exportations observées entre 2001 et 2004. En d'autres termes, ce résultat signifie que même si l'AGOA n'avait pas existé, l'augmentation des exportations de cette région telle qu'observée dans la figure 2.12 n'aurait pas été affectée. Ce résultat peut être dû au fait que les deux principales puissances économiques de cette région que sont l'Afrique du Sud et l'Angola exportaient déjà massivement vers les Etats-Unis bien avant la mise en place de l'AGOA. Ces deux pays représentent d'ailleurs depuis 1970 plus de 80% des exportations de cette région.

Par conséquent, l'absence de l'effet de l'AGOA sur les exportations de cette région masque très certainement les efforts entrepris par les "petits" pays de cette région tels que le Swaziland, Lesotho etc. Comme l'indique la figure 2.18, la part des exportations de ces pays ne cesse de progresser, elle était de 5% en 2000, en 2004, elle représente un peu plus de 10%. En valeur, les exportations de ces "petits pays" vers les Etats-Unis en 2000 étaient évaluées à près de 539 millions de \$US, en 2004, ces exportations ont atteint 1,5 milliard de \$US, soit une augmentation de plus 178,40% en 4 ans. Mais compte tenu du faible poids de ces pays face aux deux puissances sous régionales ci-dessus citées, tous les efforts qu'ils déploient sont non perceptibles lorsqu'on effectue une analyse globale.

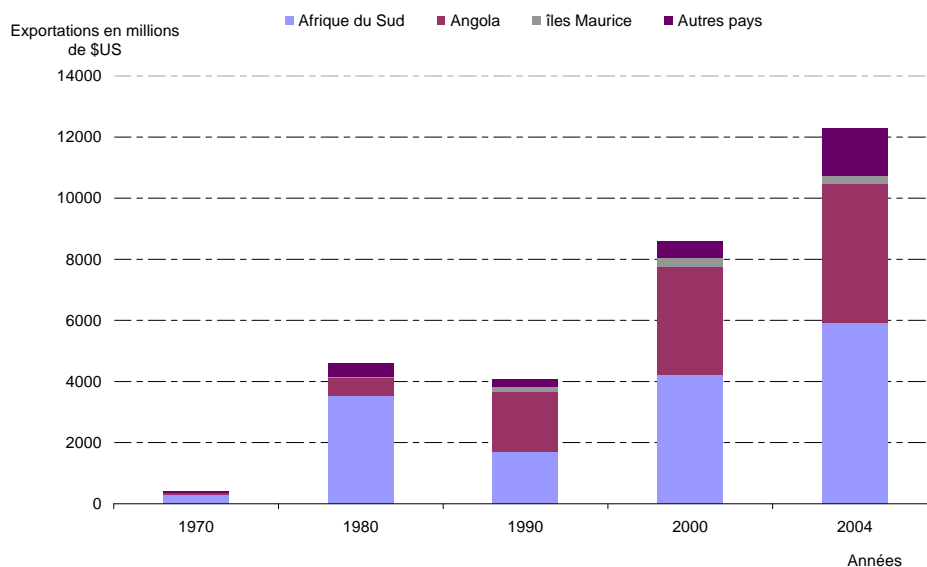
Pour saisir l'effet de l'AGOA sur ces petits pays, nous avons retiré ces deux pays (Angola et Afrique du Sud) de l'échantillon. Les résultats obtenus qui sont reportés au tableau 2.11 montrent que la mise en place de l'AGOA a eu un impact assez élevé sur les exportations des "petits pays". D'après nos estimations, plus de 33% de l'augmentation des exportations constatées dans ces pays sont dues à la mise en place de l'AGOA. Il apparaît toutefois que l'effet de l'augmentation de la demande reste dominant à plus de 35%.

TAB. 2.11: **Décomposition des sources de l'augmentation des exportations de l'Afrique Australe entre 2001 et 2004**

Région	Croissance des exportations due à :					
	-la variation de la demande d'importation (a)		-la composition des biens d'exportation (b)		-l'effet de compétitivité (AGOA) (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
Afrique Australe sans Afrique du Sud	52,78	1180202	53,28	1191460	-6,07	-135789
Afrique Australe sans Afrique du Sud et sans Angola	35,67	290519	30,92	251846	33,39	271901

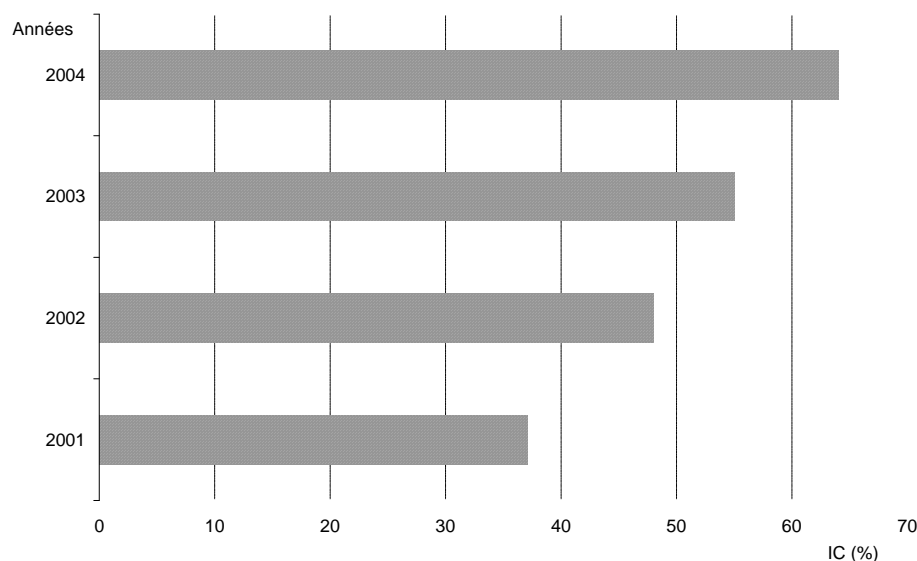
Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

FIG. 2.18: **Evolution des exportations de l'Afrique Australe en fonction des pays entre 1970 et 2004.**



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de l'USITC (2005)

FIG. 2.19: Evolution de l'indice de couverture de l'AGOA entre 2001 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de l'USITC (2005)

## 2.3 Conclusion

L'étude approfondie des fondements théoriques du commerce international nous a permis de constater que les échanges internationaux tels qu'ils sont aujourd'hui menés s'inspirent des théories classiques (Smith, 1776 ; Ricardo, 1817 ; Stuart Mill, 1848 etc.), théories qui ont été améliorées par les néo-classiques (Heckscher, 1919 ; B. Ohlin, 1933 etc.) puis raffinées par les nouvelles théories du commerce international (Graham, 1923 ; Krugman, 1979 ; Lancaster, 1980 ; Helpman, 1981 etc.). L'analyse des relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique sub-saharienne nous a montré que les flux commerciaux entre ces deux partenaires sont de type *ricardien* c'est à dire : les pays d'Afrique sub-saharienne exportent essentiellement les biens primaires ou ressources naturelles "sources" au sens de Isham et *alii.*(2002) alors que les Etats-Unis exportent les produits manufacturés.

Si toutes les théories des échanges internationaux ci-dessus évoquées prônent le libre-échange comme source d'amélioration de bien-être pour tous les pays participants à l'échange, il n'en est pas de même des théories développées par List (1841). A travers sa théorie de protection de l'industrie naissante, List a montré que le libre-échange entre pays de niveaux de développement différents n'était profitable qu'aux pays ayant un niveau de développement plus élevé. A partir de l'analyse de List et en s'appuyant sur les théories de l'échange inégal (Marx, 1859 ; Arghiri, 1969 ; Amin, 1972), la CNUCED a préconisé dès 1964 la mise en place des préférences non réciproques par les pays développés au bénéfice des produits originaires des pays en développement. Ces préférences ont pour but d'aider les pays bénéficiaires à accroître leur offre sur les différents marchés internationaux. L'AGOA fait partie de cette dynamique qui est destinée à faire rompre la tendance à la marginalisation croissante de l'Afrique sub-saharienne. L'intérêt de notre étude était dès lors de savoir si l'AGOA, en



tant qu'accord commercial, a incité les pays bénéficiaires à augmenter leurs exportations vers les Etats-Unis depuis sa mise en place.

L'analyse contre factuelle nous a permis d'évaluer empiriquement l'impact de l'AGOA sur les exportations des pays bénéficiaires en direction des Etats-Unis. A travers le modèle de gravité, nous avons pu constater que l'impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles pris globalement était positif mais non significatif. En revanche, lorsqu'on a procédé à une découpe inter régionale, l'impact de l'AGOA est devenu positif et significatif uniquement pour l'Afrique de l'Est, mais également pour l'Afrique Australe si on considère seulement les exportations non minières et non pétrolières. Si le modèle de gravité nous a permis d'évaluer l'impact de l'AGOA sur les pays éligibles en identifiant les régions où *Agoo* a eu un effet positif et significatif, en revanche, il ne nous a pas permis d'identifier et d'estimer les sources de l'augmentation des exportations des pays éligibles. Le modèle CMS auquel nous avons dû recourir nous a apporté un éclairage sur cette question.

En effet, le modèle CMS nous a permis d'observer que l'augmentation des exportations des pays AGOA enregistrée entre 2001 et 2004 était due à trois effets : un effet dominant à 42,09% dû à l'augmentation de la demande d'importation intervenue sur le marché américain, un effet dû à la structure des exportations de ces pays et qui est à l'origine de 41,02% de l'augmentation des exportations et enfin un effet résiduel dû à l'amélioration de la compétitivité qui est attribuable à la mise en place de l'AGOA et qui représente 16,07% de l'augmentation des exportations.

L'analyse au niveau régional nous a montré que la mise en place de l'AGOA a été à l'origine de 62,32% de l'augmentation des exportations enregistrées entre 2001 et 2004 en Afrique de l'Est. En Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest, l'AGOA a été à l'origine respectivement de 23,44% et de 19,88% de l'augmentation des exportations constatées. Seule l'Afrique Australe est apparue comme la région où la mise en place de l'AGOA n'a eu aucun effet sur l'augmentation des exportations observées. Mais lorsqu'on a retiré l'Afrique du Sud et l'Angola de l'échantillon d'analyse, il est apparu que 33,39% de l'augmentation des exportations constatées ont été générés du fait de la mise en place de l'AGOA.

Au terme de notre analyse, il convient de noter que si les résultats obtenus par l'AGOA en 4 ans d'existence en tant qu'incitateur des exportations des pays éligibles vers les Etats-Unis sont encourageants (son indice de couverture en 2004 était de 64% -figure 2.19-), il n'en demeure pas moins vrai qu'une analyse basée uniquement sur cette approche offrirait une vue partielle de l'impact de cette loi sur les pays éligibles. Car en fait, une telle approche ne prend pas en compte certains effets dynamiques liés à la modification de la structure productive, à l'attractivité des investissements directs étrangers et à la crédibilité des politiques économiques.

**Deuxième partie**

**AGOA, OUVERTURE**

**COMMERCIALE ET DYNAMIQUE**

**DE STRUCTURE**

Depuis bientôt une trentaine d'années, les pays d'Afrique sont poussés à l'ouverture commerciale par la dynamique mondiale de libéralisation des échanges. Mais malheureusement, ce processus s'est accompagné d'une décroissance à marche forcée de la majorité des économies de ce continent. Pour de nombreux économistes, le phénomène de décroissance caractéristique des économies africaines est inhérent à leur extrême concentration mais également à l'application des mauvaises politiques économiques. De ce fait, toute initiative (interne ou externe) qui viserait à enrayer les mauvaises performances économiques de l'Afrique doit inéluctablement intégrer ces deux approches.

Le but de cette partie est d'analyser si la mise en place de l'AGOA a eu un impact sur la dynamique de spécialisation des pays éligibles (Chapitre 3) mais également sur l'adoption de bonnes politiques économiques (Chapitre 4)

### Chapitre 3

## AGOA COMME DYNAMIQUE DE SPÉCIALISATION ?

### Introduction

L'accent mis sur la libéralisation du commerce et la priorité donnée aux exportations au cours des vingt dernières années ont provoqué une croissance sans précédent du commerce mondial de marchandises dont le rythme n'a cessé de dépasser celui de la production (CNUCED, 2003). Pourtant dans le même temps, la part de l'Afrique dans les échanges mondiaux n'a cessé de reculer : ainsi, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales est tombée d'environ 6 % en 1980 à 2 % en 2002 alors que sa part dans les importations mondiales passait de 4,6 % à 2,1 % sur la même période ; cette situation s'ex-plique en grande partie par la structure du commerce international<sup>1</sup>. Cette situation peut également s'expliquer par la composition du commerce africain corollaire des différentes politiques commerciales appliquées sur le continent ces 30 dernières années. Cette situation peut aussi être attribuable dans une certaine mesure aux politiques menées par les pays industrialisés en matière d'accès à leurs marchés et plus particulièrement dans le secteur agricole.

Comme on l'a ci-dessus évoqué, le facteur déterminant de la marginalisation de l'Afrique dans les échanges mondiaux est surtout d'ordre endogène : c'est la faible diversification de ses économies. Et pourtant entre 1960 et 1970, de nombreux pays africains nouvellement indépendants ont mis en place des politiques économiques visant à développer un tissu industriel manufacturé dont l'objectif était justement de diversifier leurs structures productives et surtout de réduire leur dépendance vis à vis des produits de base. Cette dynamique était soutenue par un environnement économique favorable caractérisé par les prix des produits de base élevés, ce qui leur offrait des ressources suffisantes pour financer de nouveaux investissements. Le but d'une telle politique était de substituer les importations par les productions locales ; cette politique d'import-substitution s'est traduite par un accroissement de l'emploi et des investissements dans les secteurs manufacturés. Mais quelques années plus tard, le coût de cette politique (accroissement des coûts tant pour les biens d'équipement que pour les biens intermédiaires) a commencé à peser sur les grands équilibres macro économiques<sup>2</sup> des différents pays notamment au niveau de l'équilibre budgétaire. En plus des coûts liés à la promotion de la politique de substitution aux importations, les pays

<sup>1</sup> Les échanges mondiaux sont tirés vers le haut par les échanges de produits manufacturés. Depuis la première moitié des années 80, le rythme de progression des produits manufacturés dans le commerce international est devenu supérieur à celui de la moyenne des exportations mondiales, et depuis près de 10 ans, les exportations de produits manufacturés s'accroissent chaque année en moyenne plus de deux fois que celles des produits primaires (OMC, 2004)

<sup>2</sup> Les déséquilibres macro économiques de ces pays ont été renforcés par une faible croissance des industries subventionnées elle-même due entre autres à la faiblesse de la demande locale ce qui a empêché tout déclenchement des économies d'échelle ; ces déséquilibres ont également été renforcés par des comportements rentiers dus aux rigidités des politiques commerciales ce qui a eu pour effet de décourager toute envie d'innovation et de créativité de la part des entreprises nationales.

africains étaient aussi engagés dans la régulation économique et sociale en supportant les coûts inhérents, ce qui a fini par provoquer des déficits publics abyssaux. La crise de la dette qui s'en est suivie a sonné le glas de cette politique de telle manière qu'on a assisté à son abandon de manière pure et simple et du même coup à l'enfermement de la plupart de ces pays dans la trappe de l'insertion rentière rythmée par les produits agricoles et miniers d'exportation dans laquelle ils étaient déjà plongés pendant la période coloniale<sup>3</sup>.

Si dès leurs indépendances, les pays africains ont voulu se diversifier c'est qu'ils voyaient en cette politique, une manière de s'assurer une croissance économique soutenue et de amorcer leur développement économique. Pour Acemoglu & Zilibotti (1997) et Saint-Paul (1992), la diversification économique apparaît comme un moyen de réduire les risques financiers liés au financement de l'économie. Pour ces auteurs, la causalité entre la diversification et le système financier est symétrique : alors que la diversification soutient le développement du système financier en multipliant les facteurs de dépendance des risques, un système financier bien développé peut permettre à son tour à une firme d'investir dans des projets plus productifs certes un peu plus risqués mais pouvant conduire le pays à des niveaux de développement plus élevés.

En parlant de la diversification comme un facteur de réduction de risques, Acemoglu & Zilibotti (1997) mettaient déjà en orbite l'idée selon laquelle, une économie fortement concentrée sur un faible nombre de produits est plus instable et plus contrainte économiquement (Ramcharan, 2006) que ce soit en terme de politique fiscale ou en terme de politique d'emploi<sup>4</sup>. Ainsi, un choc subi dans le secteur dans lequel le pays est fortement dépendant à l'exportation réduit non seulement les exportations de ce pays, mais en plus, il anéantit sa programmation budgétaire tant au niveau des investissements publics qu'au niveau des politiques sociales. Or, du fait de la dépendance des risques à plusieurs secteurs dans une économie diversifiée, celle-ci devient *de facto*, une "forteresse" capable de résister aux fluctuations des différents marchés internationaux. Ainsi donc, la diversification augmente la résilience d'une économie. A travers cette réflexion, on comprend mieux les mauvaises performances économiques des pays africains ainsi que leur marginalisation croissante.

L'analyse de l'évolution des marchés des produits de base qui concernent l'essentiel des exportations des économies africaines est assez révélatrice de cette tendance lourde (mauvaises performances économiques et marginalisation croissante). En effet, le sentier d'évolution des cours de ces produits se caractérise depuis de longues années par une forte volatilité mais avec globalement un trend décroissant<sup>5</sup> (Grilli & Yang, 1988 ; Maizels, 1992 ; Bloch & Sapsford, 2000 ; Cashin & Mc.Dermott, 2002). D'après l'OMC (2003), entre 1957 et 2001, les baisses des prix des produits alimentaires, du café, du cacao et des métaux ont été

---

<sup>3</sup> Le schéma de production hérité de la période coloniale préconisait un développement des exportations de matières premières et de produits agricoles vers les pays européens et l'importation de ces pays des produits manufacturés. La politique d'import substitution avait pour objectif de mettre fin à ce schéma, mais son échec a consacré la survivance du modèle colonial. Comme le montre l'annexe 2, ce modèle reste dominant malgré quelques évolutions.

<sup>4</sup> En parlant de l'impact de la diversification dans l'emploi à l'île de Macao, Tisdell (2003) évoque celle-ci comme une opportunité de choix d'emploi dans plusieurs secteurs pour les travailleurs.

<sup>5</sup> Si on peut attribuer la chute des cours de certains produits de base à l'émergence de nouveaux producteurs ou encore à l'utilisation des matières synthétiques, on peut également l'attribuer aux différentes politiques de subventions adoptées par de nombreux pays développés (Etats-Unis pour le coton, l'Union Européenne sur le sucre par exemple).

estimées respectivement à 1,92, 1,91, 2,04 et à 1,26. Cette tendance à la baisse s'est surtout caractérisée par une très forte volatilité avec des coefficients estimés à 0,3 pour les produits alimentaires, 0,54 pour le café, 0,39 pour le coton et 0,20 pour les métaux.

Il ressort de cette analyse que la diversification apparaît comme un moteur pour la croissance économique d'un pays. L'histoire des faits économiques nous apprend que l'idée selon laquelle la diversification soutiendrait la croissance économique ne date pas de la décolonisation des pays africains. En fait, déjà depuis les années 30, la diversification économique était déjà considérée comme un enjeu important pour les politiques régionales et les politiques commerciales et industrielles nationales (Berthélémy, 2005). Les premiers travaux sur la diversification s'inscrivaient dans une perspective de politique de développement des pays d'Amérique Latine afin d'aider ces derniers à faire face aux aléas conjoncturels concernant les cours du café (Ben Hammouda, 2005). Ce sont les travaux de Rosenstein-Rodan (1943) et plus tard ceux de Léontief (1963) qui donnèrent une assise théorique à l'étude de la diversification ; ces derniers ont mis l'accent sur les notions d'effets d'entraînement et de densification de la matrice intersectorielle. Pour ces deux auteurs, un préalable fondamental d'une diversification réussie consiste à identifier les activités industrielles qui ont un rôle moteur dans la multiplication des échanges internes. Cette réflexion sur les effets d'entraînement des industries motrices a occupé une place de choix dans les pays en développement jusqu'à la fin des années 70.

Les modèles de croissance endogène et plus spécialement celui de Romer (1990) ont fourni de nouveaux arguments en faveur de la diversification ; d'après Romer (1990), la diversification favorise la diffusion du progrès technique et donc soutient la croissance économique ; pour le démontrer, il développe un modèle comprenant quatre facteurs de production (le capital, le capital humain, le travail et un index technologique) et trois secteurs (le secteur de la recherche et du développement qui utilise le capital humain en vue de produire plus de connaissances, le secteur des biens intermédiaires qui exploite ces nouvelles conceptions pour produire une gamme étendue de biens intermédiaires et enfin le secteur des marchandises finales, celles-ci étant destinées à la consommation finale). Romer (1990) pose donc comme hypothèse qu'une diversité des biens intermédiaires signifie une croissance de la productivité marginale et donc une augmentation de la productivité des biens finaux, ce qui a *a fortiori* un effet positif sur la croissance économique. Si Romer (1990) identifie l'impact positif de la diversification sur la croissance à travers la diversification des biens intermédiaires, Feenstra & *alii.* (1999) ont quant à eux étendu la réflexion de Romer (1990) tout simplement à la diversification des productions.

Mais depuis l'apparition des travaux de Imbs & Wacziarg (2003), le consensus sur la relation continuellement positive entre la diversification et le développement économique a été rompu. Ces auteurs ont démontré que la relation entre la diversification et le développement économique avait la forme d'un  $\cup$  inversé ; ce qui veut dire que la diversification augmente avec le niveau de développement économique mesuré par le revenu par habitant mais au delà d'un certain seuil<sup>6</sup>, elle commence à décroître. L'analyse de Imbs & Wacziarg (2003) bien que limitée à la seule approche macro-économique montrait déjà qu'on pouvait trouver en la diversification des tares. Pour Berthélémy (2005), en présence des rendements d'échelle croissants, il est préférable pour un petit pays de concentrer tous ses moyens de

---

<sup>6</sup>Imbs et Wacziarg (2003) ont identifié par exemple le point de retournement des USA pour un revenu par habitant égal à 9000 \$US.

production dans un seul secteur ou dans un petit nombre de secteurs. Dans ce contexte, la diversification est un obstacle à la réalisation des gains d'efficacité du pays. Berthélémy (2005) montre également qu'il existe un paradoxe apparent entre les "bienfaits" supposés de la diversification économique et les enseignements de la théorie pure du commerce international. Le paradoxe est apparent car si *a priori* ces théories nous disent que les pays doivent se spécialiser selon leurs dotations factorielles<sup>7</sup>, en revanche, ces théories reconnaissent également que cette spécialisation ne saurait être complète si on se trouve dans un monde où il existe plus de biens différents que de pays<sup>8</sup>.

Le paradoxe ci-dessus évoqué trouve définitivement sa résolution dans les développements récents des échanges internationaux à travers l'échange intra-branche. Ainsi, pour Fontagné & Freudenberg (1997), l'échange intra-branche de produits différenciés (différenciation verticale) serait une manière pour un pays de se spécialiser sans pour autant renoncer à la diversification ; en exportant un grand nombre de produits, avec une qualité correspondant à son niveau de développement technologique, un pays peut aussi importer les autres niveaux de qualité de ces mêmes produits. Ce paradoxe peut également trouver sa justification dans la décomposition internationale du processus productif (Lassudrie-Duchêne, Berthélémy & Bonnefoy, 1986) ou plus récemment dans la notion de fragmentation de la chaîne de valeur (Baldwin & Clark, 2000 ; Frigan, 2004 ; Fontagné & *alii.*, 2004). La décomposition internationale du processus productif ou la fragmentation de la chaîne de valeur est un phénomène qui consiste à "décentraliser" les étapes de fabrication d'un bien en plusieurs composants provenant des lieux différents pour être par la suite assemblés. Ce phénomène<sup>9</sup> permet de comprendre que la spécialisation internationale et les avantages comparatifs des nations ne doivent pas être perçus seulement au niveau du bien final mais aussi au niveau des différentes composantes du processus productif d'un bien. En analysant la délocalisation de certains segments de la chaîne productive, exportation préalable de composants intermédiaires puis ré-importation sous forme de bien final, la décomposition internationale du processus productif révèle une fois de plus, comme dans la théorie pure du commerce international, la congruence entre d'une part spécialisation et d'autre part diversification et développement<sup>10</sup>.

Si les études ci-dessus présentées s'accordent à montrer que la diversification a un impact positif sur la croissance des nations d'une part et que la spécialisation n'est pas un obstacle à la diversification d'autre part, il convient cependant de noter que la diversification économique ne se décrète pas. Elle est fonction du niveau de développement du pays avec un

---

<sup>7</sup>Il faut noter que si dans le modèle *ricardien*, la spécialisation optimale nécessite une spécialisation complète. En revanche dans le modèle des proportions de facteurs, il y a spécialisation - en général incomplète - dans les biens dont la production ne doit pas excéder la proportion des facteurs disponibles.

<sup>8</sup>C'est la base de l'analyse du modèle de Dornbusch, Fisher & Samuelson (1977) qui est un modèle *ricardien* mais avec continuum de biens. D'après ce modèle, à l'échange international, un pays qui augmentera de plus en plus le nombre de biens produits verra d'une part, ses termes d'échanges factoriels s'améliorer d'autre part, son bien-être augmenter.

<sup>9</sup>Ce phénomène se traduit dans le commerce international par l'importance croissante des échanges de biens intermédiaires sous la forme de pièces détachées, de composants destinés à être utilisés en tant que consommations intermédiaires dans la production.

<sup>10</sup>Cette affirmation est vraie sous l'hypothèse que l'accroissement des échanges internationaux suite à la conjonction entre diversification et spécialisation soit bénéfique du point de vue économique pour les nations. Ce qui suppose une spécialisation dans des produits porteurs.

effet de seuil (Imbs et Wacziarg, 2003 ; étude confirmée par Berthélémy, 2005), du niveau technologique et de la productivité du pays captée à travers le type de ses exportations ou plus globalement le type d'échanges commerciaux (Berthélémy, 2005)<sup>11</sup>. Les échecs des tentatives de diversification imposée par l'Etat dans une grande partie des pays africains<sup>12</sup> ont mis en lumière la complexité du processus de transformation d'une économie concentrée vers une économie diversifiée. Ces différents échecs, du point de vue endogène-interne-, ont laissé place à l'émergence d'une vague d'espoir exogène-externe-suscitée par l'établissement des programmes commerciaux spéciaux entre certains pays développés et les pays africains. L'AGOA qui fait partie de cette dynamique et qui a pour objectif d'encourager la diversification économique des pays africains apparaît pour tous les pays éligibles comme l'espoir d'une "naissance industrielle africaine". Dans ce chapitre, nous allons essayer d'évaluer si l'AGOA a modifié la structure productive des pays éligibles ; pour cela, nous ferons recours aussi bien à l'analyse des indices (3.1) qu'à l'usage des modèles économétriques (3.2).

### 3.1 Analyse de la dynamique de spécialisation à travers quelques indices

L'analyse de la dynamique de spécialisation d'une économie est généralement captée à travers le calcul d'un certain nombre d'indicateurs. Pour Greenaway & Milner (1986), Sapir (1996), Amiti (1999), Brühlhart (2000), Midelfart-Knarvik & *alli.*(2000), l'élaboration d'un ou de plusieurs indices de spécialisation ou de diversification devrait constituer la première voie d'analyse pour déterminer le caractère diversifié ou non d'une économie. L'enjeu principal dans ce type d'analyse est l'usage des indices qui puissent rendre compte au mieux de la spécialisation car il est souvent difficile de savoir dans quelle mesure l'utilisation d'un indice plutôt qu'un autre altère les résultats obtenus. L'analyse non exhaustive des différents indices utilisés dans la littérature (3.1) nous permettra d'abord de choisir les indices qui nous semblent appropriés pour notre travail, puis nous les évaluerons de manière empirique (3.2).

#### 3.1.1 Analyse de la concentration et de la diversification : Une petite revue de la littérature

Plusieurs indices qu'ils soient de concentration ou de diversification présentant chacun leurs inconvénients et leurs avantages ont souvent été utilisés dans la littérature. Pour Berthélémy (2005), les indices les plus utilisés, que ce soit en économie industrielle (Jacquemin & Berri, 1979 ; Hogan & Jeter 1999) ou en économie régionale (Attaran & Zwick, 1987 ; Dupuch & Jennequin, 2001) ou encore pour des comparaisons internationales

<sup>11</sup> Pour saisir le rôle du type d'échanges comme déterminant de la diversification, Berthélémy (2005) utilise l'indice de Grubel et Lloyd. L'utilisation par l'auteur de l'indice de Grubel et Lloyd n'a été possible que parce qu'il a noté que les pays de son échantillon sont essentiellement des pays développés ou en transition (hypothèse d'échanges intra-branche). L'auteur précise que les quelques pays en développement qui se retrouvent dans son échantillon sont les pays qui présentent déjà "une proportion significative d'exportations de biens manufacturés. Ce qui veut dire que dans le cadre d'une analyse inter-branches, l'utilisation de cet indice serait remise en cause.

<sup>12</sup> On peut citer en exemple l'Algérie, la Côte d'Ivoire (Berthélémy & Bourguignon, 1996) et le Sénégal (Berthélémy & Vourc'h, 1996), où les tentatives faites pour diversifier l'économie par des investissements publics ont entraîné d'importantes distorsions dans les économies locales.



(Sapir, 1996; Storper & *alii.*, 2000<sup>13</sup>) reposent sur le calcul des indices de concentration dont le plus connu reste l'indice de Herfindahl<sup>14</sup> qui a pour formule :

$$H_{jt} = \sum_{k=1}^n (s_{kt})^2 \quad (3.1)$$

où  $n$  est le nombre de produits considérés et  $s_{kt}$  la part du produit  $k$  ( $X_{kt}$ ) dans l'activité totale ( $X_t$ ) à la période  $t$ .  $s_{kt} = \frac{X_{kt}}{X_t}$ .  $j$  représente le pays ou la région concernée.

D'autres indices ont également été utilisés dans la littérature pour évaluer le degré de concentration ou de diversification des économies; Krugman (1991) a bâti un indice qui porte son nom et l'a appliqué sur des données d'emploi de quatre pays d'Europe (l'Allemagne ex RFA, la France, le Royaume Uni et l'Italie) pour déterminer l'évolution de la structure économique de ces pays. L'indice de Krugman consiste à déterminer l'écart bilatéral entre la structure de l'emploi d'une nation dans le secteur  $k$  ( $s_k$ ) et celle de chacune de ses voisines ( $s_k^*$ ) selon la formule suivante :

$$K = \sum_k |s_k - s_k^*| \quad (3.2)$$

Amiti (1999) utilise le coefficient de Gini basé sur l'indice de Balassa "modifié"- $B$ - pour évaluer la part de la production européenne d'un secteur  $k$  ( $q_k$ ) produite dans le pays  $j$  ( $q_{kj}$ ) sur la part de la production de ce pays ( $q_j$ ) dans la production totale en Europe ( $Q$ ) selon la formule suivante :

$$B_{kj} = \frac{(q_{kj}/q_k)}{(q_j/Q)} \quad (3.3)$$

Midelfart-Knarvik & *alii.*<sup>15</sup> (2000) font recours aussi bien au coefficient de Gini<sup>16</sup> qu'à l'indice de spécialisation de Krugman (Indice  $K$ -*spec.*). L'indice  $K$ -*spec* est utilisé pour évaluer l'écart entre la structure de production du pays  $j$  ( $v_j$ ) et la moyenne des structures de production de l'ensemble des pays ( $\bar{v}$ ) à la période  $t$ , avec  $k$  représentant les différentes branches de l'économie selon la formule suivante :

$$K_j(t) = \sum_k abs(v_j^k(t) - \bar{v}_j^k(t)) \quad (3.4)$$

---

<sup>13</sup>Storper & *alii.*, (2000) utilisent plutôt l'indice de Herfindahl inversé selon la formule suivante :  $HE_{kR} = \frac{1}{\sum_{j=1}^{13} (\frac{Y_{kj}}{Y_{kR}})^2}$ . Ces auteurs appliquent cette formule sur des données de production de 13 pays ( $j$ ) de l'Union

européenne ( $R$ )-sauf l'Irlande et le Luxembourg- entre 1970 et 1996 en considérant 26 secteurs ( $k$ ).

<sup>14</sup>Dehn (2000) utilise également l'indice de Herfindahl des pays en développement afin d'évaluer le degré de concentration de leurs exportations et donc de leurs structures de production.

<sup>15</sup>Ils utilisent les données de production de 37 secteurs des pays de l'Union européenne-sauf l'Irlande et le Luxembourg- pour la période allant de 1970 à 1997.

<sup>16</sup>Le calcul du coefficient de Gini ( $G$ ) ici est également basé sur le même principe que celui de Amiti (1999); il se calcul de la manière suivante :  $G_j^k(t) = \frac{v_j^k(t)}{\bar{v}_j^k(t)}$  avec  $v_j$  la structure de production du pays  $j$ ,  $\bar{v}$  la moyenne des structures de production de l'ensemble des pays à la période  $t$ , et  $k$  les différentes branches de l'économie.

$$\text{avec } v_j^k(t) = \frac{x_j^k(t)}{\sum_k x_j^k(t)} \quad (3.5)$$

$$\text{et } \bar{v}_j^k(t) = \frac{\sum_j x_j^k(t)}{\sum_k \sum_j x_j^k(t)} \quad (3.6)$$

$x_j^k(t)$  étant la production de la branche  $k$  du pays  $j$  à la période  $t$ .

Hallet (2000) reprend l'indice de spécialisation de Krugman mais le modifie pour déterminer l'évolution de la structure économique de 119 régions européennes à travers l'écart entre la structure de production de la région  $r$  ( $y_r$ ) et la moyenne régionale européenne ( $\bar{y}$ ), avec  $k$  représentant les différentes branches de l'économie<sup>17</sup> : cet indice s'appelle *indice de dissimilitude ou K-spec modifié* ; sa formule est la suivante :

$$I_r = \frac{1}{2} \sum_k |y_r^k - \bar{y}_r^k| \quad (3.7)$$

Aiginger & Pfaffermayr<sup>18</sup> (2000)<sup>19</sup> font recours à l'indice de Herfindahl et à l'indice d'entropie mais également à l'indice  $CR_3$  ( $x = 3$ ) pour évaluer la concentration industrielle en Europe.

Les indices de type  $CR_x$  sont des indices qui prennent en compte uniquement le poids des  $x$  plus grands secteurs nationaux. Ces indices sont des indices semi absolus car ils discriminent l'échantillon en ne prenant en compte qu'un certain nombre d'observations. La formule établie par Aiginger & Pfaffermayr (2000) est la suivante :

$$CR_{n,k} = \sum_{j=1}^n s_{kj} \quad (3.8)$$

où  $s_{kj}$  représente la part du produit  $k$  dans le pays  $j$  ( $X_{kj}$ ) dans l'activité totale du pays  $j$  ( $X_j$ ),  $s_{kj} = \frac{X_{kj}}{X_j}$  ( $j = 1, \dots, 14 = n$ ) représente l'un des 14 pays de l'Union européenne,  $k$  les 99 industries prises en compte.

Par ailleurs l'indice d'entropie<sup>20</sup> que Aiginger & Pfaffermayr (2000) utilisent pour analyser la concentration a la formule suivante :

$$E_j = - \sum_{k\psi} s_{kj} \ln(s_{kj}) \quad (3.9)$$

Qu'il s'agisse d'indices de spécialisation ou de concentration, une distinction essentielle est à effectuer ; certains indices se définissent en terme absolu. Il en va ainsi des indices

<sup>17</sup>Hallet (2000) utilise des données de valeur ajoutée de la production de 17 secteurs entre 1980 et 1995.

<sup>18</sup>Ils utilisent les données de production de 99 industries de 14 pays de l'Union Européenne (les données de la Belgique et du Luxembourg ayant été agrégées) entre 1985 et 1998.

<sup>19</sup>Le Ratio de Concentration (CR) est très souvent utilisé par le WIFO. Voir WIFO (1999).

<sup>20</sup>Pour Aiginger & Pfaffermayr (2000), l'utilisation de la forme négative de l'indice d'entropie leur permet de mieux saisir l'effet de baisse de la concentration. Ainsi, la baisse de la concentration dans un pays sera d'autant plus forte que la valeur de l'indice en valeur absolue sera élevée.

de Herfindahl, des ratio de spécialisation ou de concentration. Ces différents indicateurs ont pour fonction de renseigner sur l'évolution temporelle du degré de spécialisation ou de concentration intrinsèque d'un pays ou d'un secteur. Il devient ainsi possible de comparer la spécialisation d'un pays d'une année à l'autre, ou alors de comparer la spécialisation de ce pays par rapport à un autre. Cependant, les indices absolus n'apportent pas une réponse adéquate lorsqu'il faut évaluer le degré de similitude économique entre deux ou plusieurs pays. Le recours à des indices relatifs devient indispensable.

Parmi les indices relatifs, il faut citer notamment l'indice de Balassa sur lequel est calculé un coefficient de Gini ou un écart type, l'indice de dissimilitude et l'indice de Krugman. Ces indicateurs nous donnent des informations sur la nature de la spécialisation ou de la concentration. Mais au delà de l'importance du caractère absolu ou relatif, certains indices notamment les indices de type  $CR_x$  sont très fragiles. Comme nous l'avons dit plus haut, ce type d'indices ne se préoccupent que de la seule évolution des plus grandes parts qu'elles soient nationales ou sectorielles mais pas de la composition de ces parts.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons décidé d'étudier la dynamique de spécialisation des pays AGOA à travers deux indices<sup>21</sup> : l'indice de Herfindahl et l'indice d'entropie. Ce choix est motivé par deux raisons :

- ces deux indices sont des indices absolus ; ils ne sont pas dominés par les valeurs extrêmes lorsqu'on les applique aux petits pays comme c'est le cas pour les indices relatifs (Aiginger & Pfaffermayr, 2000).

- ces deux indices proviennent tous de la même racine<sup>22</sup> ; même si Jacquemin & Berri (1979) préfèrent l'indice d'entropie du fait de son caractère décomposable<sup>23</sup>. L'indice de Herfindahl est un indice de concentration tandis que l'indice d'entropie est un indice de diversification.

<sup>21</sup> Il existe d'autres types d'indices qui n'ont pas été évoqués ici, c'est le cas de l'indice d'avantages comparatifs révélés (IACR) qui définit le produit pour lequel le pays ou la région dispose d'un avantage comparatif.

<sup>22</sup> Cette démonstration est tirée de Berthélémy (2005). Soit  $I$  l'indice de spécialisation d'un pays ou d'une région, soit  $n$  le nombre de produits considérés ( $k = 1, ..n$ ), soit  $R_k$  la proportion du produit  $k$  dans l'activité totale et  $\alpha_k$  une pondération attribuée au produit  $k$  qui est une fonction croissante de  $R_k$  si l'on définit un indice de concentration (et donc décroissante si on définit un indice de diversification) ; donc

$I = \sum_{k=1}^n \alpha_k R_k$ . Berthélémy (2005) montre qu'il peut y avoir trois applications de cette formule :

1- L'indice de Herfindahl pour lequel  $\alpha_k$  est égal à  $R_k$  :  $H = \sum_{k=1}^n (R_k)^2$

2- L'indice d'entropie pour lequel  $\alpha_k$  est égal à  $\ln(1/R_k)$  définit la dispersion :  $E = \sum_{k=1}^n R_k \ln(1/R_k)$

3- La part des  $N$  plus grandes productions dans le total pour lequel  $R_k$  est égal à 1 pour les  $N$  plus grandes productions et égale à 0 sinon :  $G_N = \sum_{k \in v(N)} R_k \ln(1/R_k)$  avec  $N$  représentant l'ensemble des industries qui ont les  $N$  plus grandes valeurs de  $R_k$ .

<sup>23</sup>Berthélémy (2005) estime que le fait de pouvoir décomposer l'indice d'entropie (et donc de définir la part de l'entropie qui est imputable à une désagrégation plus fine de la nomenclature) constitue un avantage.

### 3.1.2 Evaluation empirique de la dynamique de spécialisation

L'étude de la dynamique de spécialisation nécessite une nomenclature sectorielle relativement fine. Ainsi, prendre en considération un grand nombre de secteurs permet une analyse plus précise mais conduit en pratique à restreindre l'échantillon des pays. Mais comme dans le cadre de notre échantillon nous ne pouvons pas restreindre le nombre de pays car l'analyse doit impérativement intégrer tous les pays africains éligibles au programme AGOA en 2004, nous avons plutôt réduit le nombre d'années. Au lieu que notre analyse débute en 1970, elle commencera plutôt en 1989 et s'achèvera en 2004, dès lors, le choix du niveau de désagrégation sectorielle reste la seule contrainte. Pour De Melo & *alii.* (1997), une forte désagrégation dans une analyse intégrant ou concernant les pays en développement peut conduire à des résultats biaisés du fait de la faible diversification de ces pays. En fait, lorsque le niveau de nomenclature est très fin, la dynamique de spécialisation que nous voulons capter risque de ne pas être perceptible. Nous avons donc retenu une nomenclature à 2-digits à l'image de Krugman (1991)<sup>24</sup>. A ce niveau de désagrégation selon la nomenclature CTCI (SITC), les données portent sur 69 secteurs ; ces données proviennent de la base de données de l'USITC et concernent les exportations des 37 pays AGOA vers les Etats-Unis.

Il convient de préciser que l'utilisation des données<sup>25</sup> de commerce ont l'avantage de couvrir l'ensemble des pays sur un horizon temporel suffisamment vaste. De plus, elles permettent de descendre à un niveau assez fin de nomenclature. Néanmoins, l'utilisation des données de commerce ne reflète que partiellement les schémas de spécialisation. Seul le rôle de la demande externe est alors pris en compte, or un choc sur cette demande affectera l'indice de spécialisation indépendamment de la production domestique.

Comme nous l'avons dit plus haut, l'évaluation de la dynamique de spécialisation des pays éligibles au programme AGOA dans le cadre de ce travail se fera à travers l'indice de Herfindahl et l'indice d'entropie. Pour l'indice de Herfindahl, la formule suivante sera appliquée :

$$H_{jt} = \sum_{k=1}^n (s_{kt})^2 \text{ avec } 0 \leq H \leq 1 \quad (3.10)$$

où  $k$  ( $k = 1, \dots, 67^{26} = n$ ) désigne le secteur et  $s_{kt}$  la part des exportations du secteur  $k$  ( $X_{kt}$ ) dans les exportations totales ( $X_t$ ) à la période  $t$ .  $s_{kt} = \frac{X_{kt}}{X_t}$ .  $j$  représente le pays ou la région concerné(e). L'économie du pays ou de la région  $j$  sera d'autant plus fortement concentrée que  $H$  tendra vers 1 et d'autant moins que  $H$  tendra vers 0.

Contrairement aux travaux de Aiginger & Pfaffermayr (2000), la formulation de l'indice d'entropie retenue ici sera celle proposée par Attaran & *alii.* (1987) et utilisée par

<sup>24</sup>Krugman (1991) utilise ce niveau de désagrégation pour le calcul de son indice de spécialisation.

<sup>25</sup>Comme nous l'avons évoqué dans la revue de la littérature, on peut également utiliser les données d'emploi ou les données de production. Les différences résident essentiellement dans les écarts de productivité et par la croissance du phénomène d'externalisation.

<sup>26</sup>Le nombre de secteurs réellement utilisé (67) est inférieur au nombre de secteurs retenu de manière théorique (69) tout simplement parce qu'il existe des secteurs où on n'a pas enregistré des mouvements durant toute la période d'étude. C'est le cas du secteur électrique (SITC 35) et du secteur non classé des produits expédiés à faible valeur (SITC 99).

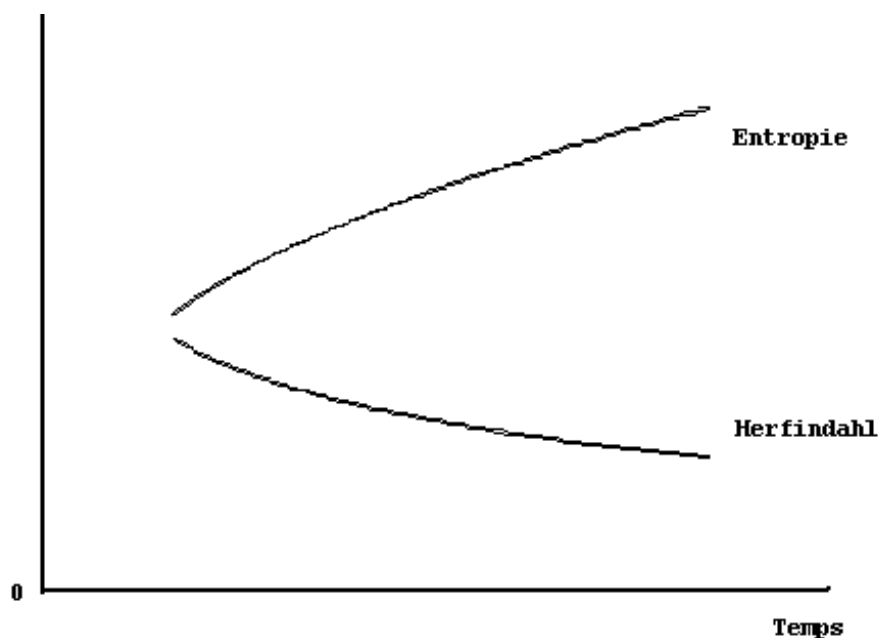
Berthélémy (2005) ; elle s'écrit de la manière suivante :

$$E_{jt} = \sum_{k=1}^n s_{kt} \ln \left( \frac{1}{s_{kt}} \right) \text{ avec } 0 \leq E \leq \ln(n) \quad (3.11)$$

En tant qu'indice de dispersion, l'augmentation de l'indice d'entropie signifie une baisse de la concentration c'est à dire une plus grande diversification ; plus  $E$  se rapprochera de  $\ln(n)$ <sup>27</sup> plus l'économie sera diversifiée et plus  $E$  tendra vers 0 plus l'économie sera concentrée. Les figures 3.1 et 3.2 montrent l'évolution des indices de spécialisation respectivement dans une économie diversifiée et concentrée.

Une fois ces deux indices calculés, nous les avons soumis à deux types d'analyse : d'abord nous avons procédé à une analyse purement statistique mais accompagnée des tests de signe pour leur validation (3.1.2.1), ensuite nous les avons régressé sur le trend temporel (3.1.2.2).

FIG. 3.1: **Simulation de l'évolution des indices de spécialisation dans une économie diversifiée**

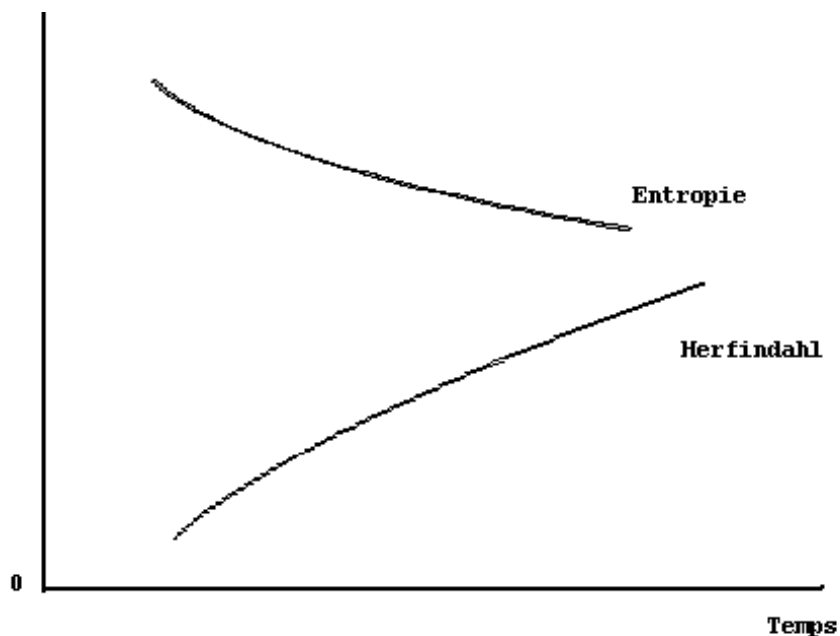


Source : Simulations faites par l'auteur

---

<sup>27</sup> $\ln(n) = 4,20$ .  $n = 67$

FIG. 3.2: Simulation de l'évolution des indices de spécialisation dans une économie concentrée



Source : Simulations faites par l'auteur

### 3.1.2.1- Analyse statistique et tests de signe

L'analyse statistique consiste à étudier les grands traits des résultats obtenus soit par l'analyse des moyennes ou des variations soit en utilisant tout autre indicateur statistique. En revanche, les tests de signe que nous avons appliqué aux indices de spécialisation nous ont permis de juger de la pertinence ou non des hypothèses émises sur l'évolution de la spécialisation des pays éligibles depuis la mise en place de l'AGOA.

Rappelons que les tests de signe sont des tests non paramétriques qui permettent, à partir des résultats d'expériences, de juger de la validité de certaines hypothèses. De manière générale, les tests non paramétriques sont surtout utilisés lorsque les variables impliquées sont nominales (vraie ou faux) ou mesurées à l'aide d'une échelle ordinale (par exemple le rang) ou bien lorsque l'on a peu d'informations concernant la distribution d'une variable dans une population donnée ou enfin lorsque l'échantillon est de petite taille, moins de 50 (c'est notre cas). De manière spécifique, les tests de signe s'appliquent lorsqu'on désire voir si deux situations sont équivalentes<sup>28</sup>.

La procédure du test de signe que nous avons retenue est celle déjà appliquée par Manning et *alii.* (1990); ces auteurs utilisent les tests de signe pour étudier les effets du glucose sur la mémoire des personnes âgées. Ils évaluent les sujets à partir d'une question dont les résultats sont recueillis avant et après ingestion du glucose. Nous avons utilisé

<sup>28</sup>Comme son nom l'indique les tests de signe utilisent les signes (+ et -) plutôt que les mesures traditionnelles quantitatives. Pour une étude détaillée des tests de signe, le lecteur intéressé devra se référer aux travaux de Lehman & D'abrera (1975) et de Manning et *alii.* (1990).

le même principe, c'est à dire, nous avons appliqué le test de signe aux valeurs des indices de spécialisation obtenues avant et après l'AGOA pour voir si l'AGOA a influencé de manière significative ces indices.

Concrètement, nous avons appliqué ce test à la différence de variation des indices entre la période avant l'AGOA (1989-2000) et la période après l'AGOA (2001-2004) d'après la méthode de Aiginger & Pfaffermayr (2000). Mais contrairement à ces derniers, notre analyse s'est basée sur un test unilatéral car, notre hypothèse est de vérifier si l'AGOA a influencé à la baisse (dans le cas de l'utilisation de l'indice de Herfindahl) ou à la hausse (dans le cas de l'utilisation de l'indice d'entropie) les indices calculés. En fait il s'agit tout simplement de voir si l'AGOA a favorisé la diversification des pays éligibles<sup>29</sup> selon les hypothèses suivantes :

$$\begin{cases} H_0 : p [\Delta I_{j,1989/2000}] - p [\Delta I_{j,2001/2004}] = 0 \\ H_A : p [\Delta I_{j,1989/2000}] - p [\Delta I_{j,2001/2004}] \neq 0 \end{cases} \quad (3.12)$$

$H_0$  indique que la différence de variation des indices ( $I_j$ ) est la même, c'est à dire une variation équivalente des indices avant et après l'AGOA

$H_A$  indique que la différence de variation des indices ( $I_j$ ) est différente de zéro, c'est à dire que la différence de variation des indices avant l'AGOA n'est pas la même que celle après l'AGOA.  $j$  représente le pays ou la région concerné(e). Cette hypothèse alternative n'est valable que pour un test bilatéral.

Par contre dans le cadre d'un test unilatéral, l'hypothèse alternative revient à déterminer si les variations des indices avant l'AGOA sont soit supérieures soit inférieures à celles observées après la mise en place de l'AGOA. Précisons toutefois que le fait que les variations des indices avant l'AGOA soient supérieures ou inférieures à celles observées après l'AGOA ne donnent pas lieu à la même interprétation selon qu'on utilise l'indice de Herfindahl ou l'indice d'entropie.

$$\begin{cases} H_0 : p [\Delta I_{j,1989/2000}] - p [\Delta I_{j,2001/2004}] = 0 \\ H_A \begin{cases} H_{A1} : p [\Delta I_{j,1989/2000}] - p [\Delta I_{j,2001/2004}] > 0 \\ H_{A2} : p [\Delta I_{j,1989/2000}] - p [\Delta I_{j,2001/2004}] < 0 \end{cases} \end{cases} \quad (3.13)$$

Si l'hypothèse nulle n'est pas retenue, l'une des deux hypothèses alternatives de l'équation (3.13) sera retenue : Si  $H_{A1}$  est retenue alors que l'indice testé est l'indice de Herfindahl, on conclut que l'AGOA a favorisé la diversification et si c'est plutôt  $H_{A2}$  qui est retenue, on conclut à la concentration. Par contre si  $H_{A1}$  est retenue alors que l'indice testé est l'indice d'entropie, on conclut à une concentration et vis versa si c'est  $H_{A2}$  qui est retenue. L'hypothèse nulle sera rejetée si la valeur probable ( $\alpha$ ) est inférieure au seuil de significativité fixé ; généralement dans les tests de signe le seuil fixé est de 5%<sup>30</sup>.

Le tableau 3.1 qui présente l'évolution des indices de spécialisation des pays AGOA pris globalement nous montre que l'indice de Herfindahl est plus élevé en 2004 par rapport à 2000. L'analyse des variations nous montre que l'indice de Herfindahl a baissé pendant la période avant l'AGOA, et depuis la mise en place de l'AGOA, cet indice a augmenté de près

<sup>29</sup> Une analyse basée sur un test bilatéral ne nous donne pas de réponse à cette question. Le test bilatéral nous aurait permis juste de savoir si l'AGOA a eu ou non un impact sur ces indices, mais il ne nous aurait pas donné le sens de la modification des indices.

<sup>30</sup> Sous Stata, le test de signe est effectué par la commande "sign test var".

de 6,91%. Ce premier résultat suggère que depuis la mise en place de l' AGOA, il y a une tendance à la concentration des économies africaines. L' analyse du nombre de pays chez qui l' indice de Herfindahl a baissé confirme cette analyse. On remarque ainsi qu' au cours de la période précédant la mise en place de l' AGOA, un peu plus de 54% de pays ont vu leur indice de Herfindahl baisser, par contre après l' AGOA, seulement 37,83% de pays ont vu leur indice de Herfindahl baisser. Il convient tout de même de signaler que la tendance générale depuis 1989 est la diversification ; d' après le tableau 3.1, entre 1989 et 2004, l' indice de Herfindahl a baissé de 1,59% ; de même, on trouve qu' entre ces deux périodes, l' indice de Herfindahl a baissé dans un plus de 56% de pays. Une analyse rigoureuse effectuée à partir des tests de signe révèle cependant qu' au seuil de 5%, la variation de l' indice de Herfindahl n' a pas significativement varié entre la période avant et la période après l' AGOA. Du fait du rejet l' hypothèse nulle dans les limites du seuil imposé l' hypothèse du renforcement de la concentration depuis la mise en place de l' AGOA ne peut être retenue.

**TAB. 3.1: Analyse de l'évolution de la spécialisation de tous les pays AGOA entre 1989 et 2004**

Indices	1989	2000	2004	Variation en %			Significativité de $\Delta P_{89/00} - \Delta P_{01/04}^a$ $\alpha$
				1989-2000	2001-2004	1989-2004	
Herfindahl (H)							
-niveau	0,591	0,516	0,581	-12,64	6,917	-1,59	
-% de pays où H a baissé				54,054	37,83	56,75	0,093
Entropie (E)							
-niveau	0,842	1,039	0,957	23,43	-2,487	13,71	
-% de pays où E a augmenté				56,75	48,64	54,04	0,500

$a$  : c'est la différence de variation de l'indice considéré entre la période avant l'AGOA (1989-2000). et la période post AGOA (2001-2004) d'après l'équation (3.13).

$\alpha$  : valeur probable, si  $\alpha < 5\% \implies H_0$  est rejetée

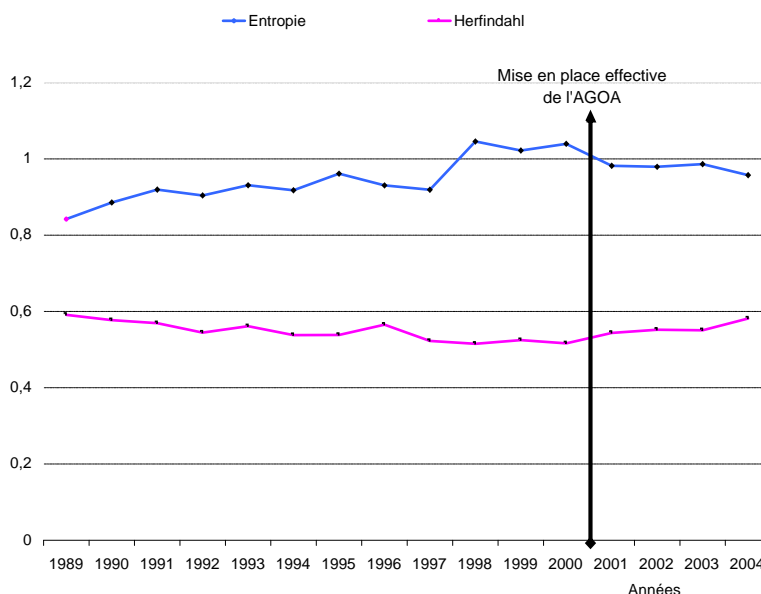
Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

Par ailleurs, l'observation instantanée de l'indice d'entropie successivement en 1989, 2000 et 2004 confirme les analyses effectuées avec l'indice de Herfindahl. On constate en effet que les pays éligibles au programme AGOA étaient moins diversifiés en 1989 qu'en 2000 ; en 2004, ils étaient moins diversifiés qu'en 2000 mais plus diversifiés qu'en 1989. Le tableau 3.1 qui nous montre qu'entre 2001 et 2004, l'indice d'entropie a baissé de 2,48% confirme ainsi la tendance à la concentration mais cette tendance à la concentration croissante n'est pas confirmée par les tests de signe. Le non rejet de l'hypothèse nulle nous



indique que les variations de l' indice d' entropie avant l' AGOA sont les mêmes que celles obtenues après l' AGOA. Même si l' analyse graphique semble vraisemblablement suggérer une tendance à la concentration<sup>31</sup> -figure 3.2- depuis la mise en place de l' AGOA, il convient toutefois de rappeler que cette hypothèse a été rejetée par les tests de signe à l' échelle globale ( au seuil de 5%), qu' en est-il de l' analyse au niveau régional ?

FIG. 3.3: Evolution des indices de spécialisation dans les pays AGOA entre 1989 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de l'USITC (2005)

L' analyse de l' évolution des indices de spécialisation à l' échelle régionale semble montrer une tendance à la concentration depuis la mise en place de l' AGOA. En Afrique Australe, on constate que l' indice de Herfindahl de l' année 2004 est plus élevé que les indices de Herfindahl des autres périodes de références (1989 et 2000) tel que l' indique le tableau 3.2. D' après ce tableau, la période après l' AGOA est la période durant laquelle l' indice de Herfindahl de cette région s' est le plus accru : entre 1989 et 2000, l' indice de Herfindahl s' est accru de 6,36% contre 7,85% entre 2001 et 2004. L' analyse de l' indice d' entropie confirme cette tendance ; toutefois, l' élaboration des tests de signe ne confirme pas l' hypothèse d' une concentration renforcée de cette région.

Une analyse plus approfondie du tableau 3.2 nous montre qu' il y a une proportion relativement plus grande de pays dans lesquels les indices de Herfindahl et d' entropie ont

<sup>31</sup> Nous pouvons constater que la figure 3.3 qui représente l' évolution des indices de Herfindahl et d' entropie des pays AGOA est très proche de la forme de la figure 3.2 qui représente la simulation de l' évolution de ces indices dans une économie concentrée.

respectivement baissé et augmenté<sup>32</sup> l' AGOA. Toutefois nos analyses nous ont montré que malgré cette générale à la concentration, les pays<sup>33</sup> qui se sont le plus diversifiés dans cette région sont : le Malawi, le Lesotho, l' île Maurice ou encore le Mozambique .

**TAB. 3.2: Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique Australe entre 1989 et 2004**

Indices	1989	2000	2004	1989-2000	2001-2004	1989-2004	Significativité de $\Delta P_{89/00} - \Delta P_{01/04}^a$ $\alpha$
	Variation en %						
Herfindahl (H)							
-niveau	0,457	0,486	0,573	6,366	7,850	25,410	
-% de pays où H a baissé				25	41,6	33,33	0,387
Entropie (E)							
-niveau	1,085	1,032	0,911	-4,828	-5,543	-15,982	
-% de pays où E a augmenté				33,33	50	33,33	0,612

$a$  : c'est la différence de variation de l'indice considéré entre la période avant l'AGOA (1989-2000).  
et la période post AGOA (2001-2004) d'après l'équation (3.13).

$\alpha$  : valeur probable , si  $\alpha < 5\% \implies H_0$  est rejetée

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

Si la tendance à la concentration de l'Afrique Australe n'a pas été confirmée par les tests de signe, en revanche, en Afrique Centrale, la spécialisation plus grande de cette région dans un faible nombre de produits a été confirmée par ces tests. L'observation des indices de spécialisation entre 1989, 2000 et 2004 montre que l'Afrique Centrale est encore plus concentrée qu'elle ne l'était avant la mise en place de l'AGOA. Par exemple, les indices de Herfindahl enregistrés en 1989 et 2000 sont tous inférieurs à l'indice de l'année 2004. Comme l'indique le tableau 3.3, en 1989, cet indice était de 0,684, en 2000 il est passé à 0,816; cette progression a continué pour atteindre 0,839 en 2004. On constate d'ailleurs qu'aucun pays de l'Afrique Centrale n'a enregistré une baisse de l'indice de Herfindahl depuis la mise en place de l'AGOA<sup>34</sup>. L'analyse de l'indice d'entropie fournit exactement les mêmes conclusions que celles obtenues avec l'indice de Herfindahl<sup>35</sup>.

<sup>32</sup>L'indice de Herfindahl a baissé dans près des 41% de pays tandis que l'indice d'entropie s'est accru dans 50% de pays.

<sup>33</sup> Pour le détail des indices par pays, se référer à l'annexe 3A.

<sup>34</sup>Voir annexe 3A

<sup>35</sup>Il convient cependant de préciser que dans l'analyse avec l'indice de Herfindahl, c'est l'hypothèse alternative  $H_{A_2}$  qui a été retenue par contre c'est l'hypothèse alternative  $H_{A_1}$  qui a été retenue dans l'analyse avec l'indice d'entropie.

TAB. 3.3: Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique Centrale entre 1989 et 2004

Indices	1989	2000	2004	1989-2000	2001-2004	1989-2004	Significativité de $\Delta P_{89/00} - \Delta P_{01/04}^a$ $\alpha$
	Variation en %						
Herfindahl (H)							
-niveau	0,684	0,816	0,839	19,353	10,968	22,637	
-% de pays où H a baissé				40	0	40	0,0312
Entropie (E)							
-niveau	0,633	0,476	0,397	-24,818	-31,327	-37,196	
-% de pays où E a augmenté				40	0	40	0,0312

$a$  : c'est la différence de variation de l'indice considéré entre la période avant l'AGOA (1989-2000).  
et la période post AGOA (2001-2004) d'après l'équation (3.13).

$\alpha$  : valeur probable , si  $\alpha < 5\% \implies H_0$  est rejetée

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

L'analyse des indices de spécialisation des pays d'Afrique de l'Est nous offre des résultats en "dents de scie". Ainsi, d'après le tableau 3.4, on constate que l'indice de Herfindahl est parti d'un niveau relativement assez élevé en 1989 (0,525) pour descendre jusqu'à 0,315 en 2000 et remonter en 2004 pour atteindre 0,385. L'analyse des variations de l'indice de Herfindahl entre les différentes périodes depuis 1989 montre que la période après l'AGOA a rompu avec la tendance générale à la diversification de cette région. Cette analyse nous montre que depuis la mise en place de l'AGOA, la concentration des économies de cette région s'est renforcée mais ce résultat n'a pas été confirmé par les tests de signe.

L'analyse de l'indice d'entropie fournit les mêmes conclusions qu'avec l'indice de Herfindahl.

TABLE 3.4: Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique de l'Est entre 1989 et 2004

Indices	1989	2000	2004	1989-2000	2001-2004	1989-2004	Significativité de $\Delta P_{89/00} - \Delta P_{01/04}^a$ $\alpha$
	Variation en %						
Herfindahl (H)							
-niveau	0,525	0,315	0,385	-40,014	1,451	-26,784	
-% de pays où H a baissé				83,33	50	50	0,6562
Entropie (E)							
-niveau	0,819	1,314	1,290	60,387	5,596	57,427	
-% de pays où E a augmenté				100	66,66	66,66	0,8906

$a$  : c'est la différence de variation de l'indice considéré entre la période avant l'AGOA (1989-2000).  
et la période post AGOA (2001-2004) d'après l'équation (3.13).

$\alpha$  : valeur probable, si  $\alpha < 5\% \implies H_0$  est rejetée

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

En Afrique de l'Ouest, on remarque une augmentation de l'indice de Herfindahl pendant la période post AGOA et une diminution de cet indice au cours de la période avant AGOA.

Lorsqu'on analyse l'évolution de la spécialisation à travers la proportion de pays où chacun des indices a baissé (pour l'indice de Herfindahl) ou augmenté (pour l'indice d'entropie). Dans le cas de l'indice de Herfindahl, on se rend compte que cet indice a baissé dans un faible nombre de pays depuis la mise en place de l'AGOA (42,85%) par rapport à la période avant l'AGOA (71,14%) traduisant une tendance à la concentration. Lorsqu'on considère l'indice d'entropie, on observe que cet indice a augmenté dans un faible nombre de pays après la mise en place de l'AGOA (57,14%) par rapport à la période avant l'AGOA (64,8%). De même, il convient de noter que l'augmentation de l'indice d'entropie (5,93%) enregistrée après la mise en place de l'AGOA reste largement inférieure à celle enregistrée avant l'AGOA (60,71%). A partir de ce résultat, on pourrait plutôt dire que la tendance à la diversification était plus forte avant l'AGOA en Afrique de l'Ouest. Mais la mise en place des tests de signe n'a confirmée ni l'hypothèse de concentration ni celle de diversification.

**TAB. 3.5: Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique de l'Ouest entre 1989 et 2004**

Indices	1989	2000	2004	1989-2000			Significativité de $\Delta P_{89/00} - \Delta P_{01/04}^a$ $\alpha$
				Variation en %			
Herfindahl (H)							
-niveau	0,696	0,446	0,528	-35,910	3,996	-24,127	
-% de pays où H a baissé				71,14	42,85	85,71	0,3953
Entropie (E)							
-niveau	0,829	1,333	1,229	60,719	5,931	48,221	
-% de pays où E a augmenté				64,28	57,14	71,47	0,7880

$a$  : c'est la différence de variation de l'indice considéré entre la période avant l'AGOA (1989-2000).  
et la période post AGOA (2001-2004) d'après l'équation (3.13).

$\alpha$  : valeur probable, si  $\alpha < 5\% \implies H_0$  est rejetée

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

### 3.1.2.2- Indices de spécialisation et trend temporel

L'analyse de la dynamique de spécialisation à travers le trend temporel consiste tout simplement à régresser les différents indices sur le temps selon l'équation suivante :

$$I_{jt} = \Phi + \beta t \quad (3.14)$$

avec  $I_{jt} = \begin{cases} \text{l'indice de Herfindahl (H) ou} \\ \text{l'indice d'entropie (E)} \end{cases}$  du pays  $j$  à la période  $t$ .

$\Phi$  est la constante de la régression et

$\beta$  est le coefficient du trend temporel. Le signe positif de  $\beta$  traduit une augmentation de l'indice au cours du temps mais si le signe de  $\beta$  est négatif, cela traduit plutôt sa diminution au cours du temps. L'augmentation de l'indice suggère un renforcement de la concentration si c'est l'indice de Herfindahl qui est utilisé mais si c'est l'indice d'entropie qui est utilisé, cela suppose plutôt une augmentation de la diversification et symétriquement si l'indice diminue au cours du temps.

L'analyse de la dynamique de spécialisation à travers une régression simple des indices sur le temps confirme du point de vue globale l'analyse effectuée en 3.1.2.1. D'après le tableau 3.6 qui présente les résultats de l'équation (3.14), on constate que depuis 1989, la tendance globale des pays AGOA est plutôt à la diversification car l'indice d'entropie augmente de manière significative. Lorsqu'on applique cette équation à la période avant l'AGOA d'une part et à la période post AGOA d'autre part, on se rend compte que la tendance à la diversification est observée uniquement dans la période avant l'AGOA (tableau 3.7). Les régressions faites sur la période post AGOA ne sont pas interprétables du

fait du signe négatif du coefficient de détermination ajusté. Le signe négatif du coefficient de détermination ajusté traduit une forte marge d'erreur ce qui rend les estimations peu robustes.

**TAB. 3.6: Régression des indices de spécialisation des pays AGOA sur le trend temporel entre 1989 à 2004**

Variables	endogènes	
	Indice de Herfindahl	Indice d'entropie
exogènes		
Constante	6,782 (0,200)	-21,578* (0,074)
Trend temporel	-0,0031 (0,238)	0,0113* (0,062)
Prob > F	0,2375	0,0620
Adj-R <sup>2</sup>	0,0007	0,0042
NT <sup>✕</sup>	592	592

NB : \*\* et \* indiquent respectivement le seuil de significativité à 5% et 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations

**TAB. 3.7: Régression des indices de spécialisation des pays AGOA sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA**

Variables	endogènes			
	Avant l'AGOA (1989-2000)		Après l'AGOA (2001-2004)	
	Indices			
exogènes	Herfindahl	Entropie	Herfindahl	Entropie
Constante	14,597* (0,080)	-32,40* (0,086)	-21,082 * (0,074)	-5,866 (0,951)
Trend temporel	-0,0070* (0,092)	0,0167* (0,077)	0,010 (0,605)	-0,0024 (0,960)
Prob > F	0,0917	0,0771	0,5955	0,9601
Adj-R <sup>2</sup>	0,0042	0,0048	-0,0049	-0,0068
NT <sup>✕</sup>	444	444	148	148

NB : \*\* et \* indiquent respectivement le seuil de significativité et 5% et à 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations

Comme ci-dessus évoqué, les résultats obtenus dans la plupart des régions et qui sont reportés dans les tableaux 3.8, 3.9, 3.10 et 3.11 ne nous permettent pas d'analyser la

spécialisation des pays AGOA d'une part, du fait des marges d'erreur fortement élevées observables soit par le niveau et/ou le signe des coefficients de détermination soit par les probabilités de l'estimation et d'autre part, du fait de la non significativité des indices dans les différentes estimations sauf pour l'Afrique de l'Ouest (tableau 3.11). Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, les deux indices sont tous significatifs sur la période avant l'AGOA. Les signes respectivement négatif et positif de l'indice de Herfindahl et de l'indice d'entropie indiquent qu'il y a eu une tendance à la diversification dans cette région au cours de la période avant l'AGOA.

L'analyse de la dynamique de spécialisation des pays AGOA par les indices que ce soit par la méthode purement statistique ou par la méthode des régressions des différents indices sur le temps nous a révélé que depuis la mise en place du programme AGOA, les pays éligibles pris globalement avaient tendance à se consacrer à l'exportation d'un faible nombre de produits (hypothèse de concentration). Si à l'échelle régionale, cette hypothèse n'a pas été confirmée par les tests de signe en Afrique Australe, en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est en revanche, la concentration croissance des économies de l'Afrique Centrale a été confirmée.

Si l'analyse par les indices permet de savoir si le pays diversifie de plus en plus ou de moins en moins ses exportations, en revanche, elle ne nous permet pas de savoir quels types de produits le pays exporte ou mieux si les exportations *leaders* des pays après la mise en place de l'AGOA sont les mêmes que celles avant l'AGOA. En effet, les indices de spécialisation comme leur nom indique permettent de déterminer l'évolution de la spécialisation mais leur caractère agrégé ne leur permet pas de saisir les dynamiques intervenues dans la structure productive des pays. De ce fait, Il nous paraît donc indispensable d'utiliser d'autres méthodes plus appropriées pour capter la dynamique réelle de spécialisation des pays éligibles depuis la mise en place de l'AGOA.

TAB. 3.8: **Régression des indices de spécialisation de l'Afrique Australe sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA**

Variables	endogènes			
	Avant l'AGOA (1989-2000)		Après l'AGOA (2001-2004)	
exogènes	Indices			
	Herfindahl	Entropie	Herfindahl	Entropie
Constante	-4,019 (0,782)	-1,571 (0,959)	-25,694 (0,724)	35,665 (0,821)
Trend temporel	0,0022 (0,755)	0,0012 (0,933)	0,013 (0,718)	-0,017 (0,826)
Prob > F	0,7550	0,9335	0,7184	0,825
Adj-R <sup>2</sup>	-0,0063	-0,0070	-0,0188	-0,0206
NT <sup>✱</sup>	144	144	48	48

NB : \*\* et \* indiquent respectivement le seuil de significativité et 5% et à 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✱ : Nombre d'observations

TAB. 3.9: **Régression des indices de spécialisation de l'Afrique Centrale sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA**

Variables	endogènes			
	Avant l'AGOA (1989-2000)		Après l'AGOA (2001-2004)	
exogènes	Indices			
	Herfindahl	Entropie	Herfindahl	Entropie
Constante	-3,250 (0,859)	-8,838 (0,812)	-38,239 (0,533)	95,39 (0,468)
Trend temporel	0,0019 (0,828)	0,00473 (0,800)	0,019 (0,525)	-0,047 (0,470)
Prob > F	0,8275	0,7997	0,5252	0,4698
Adj-R <sup>2</sup>	-0,0164	-0,0161	-0,0315	-0,0245
NT <sup>✱</sup>	60	60	20	20

NB : \*\* et \* indiquent respectivement le seuil de significativité et 5% et à 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✱ : Nombre d'observations



TAB. 3.10: **Régression des indices de spécialisation de l'Afrique de l'Est sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA**

Variables	endogènes			
	Avant l'AGOA (1989-2000)		Après l'AGOA (2001-2004)	
exogènes	Indices			
	Herfindahl	Entropie	Herfindahl	Entropie
Constante	27,391 (0,208)	-47,752 (0,353)	-5,343 (0,949)	-43,850 (0,824)
Trend temporel	-0,0135 (0,215)	0,024 (0,342)	0,002 (0,946)	0,022 (0,819)
Prob > F	0,2146	0,342	0,9455	0,8189
Adj-R <sup>2</sup>	0,0079	-0,0012	-0,0452	-0,0429
NT <sup>✕</sup>	72	72	24	24

NB : \*\* et \* indiquent respectivement le seuil de significativité et 5% et à 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations

TAB. 3.11: **Régression des indices de spécialisation de l'Afrique de l'Ouest sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA**

Variables	endogènes			
	Avant l'AGOA (1989-2000)		Après l'AGOA (2001-2004)	
exogènes	Indices			
	Herfindahl	Entropie	Herfindahl	Entropie
Constante	31,44 (0,013)	-60,66 (0,059)	-17,74 (0,789)	-30,34 (0,859)
Trend temporel	-0,015** (0,015)	0,030* (0,055)	0,009 (0,783)	0,015 (0,854)
Prob > F	0,0145	0,055	0,7832	0,8536
Adj-R <sup>2</sup>	0,0296	0,0161	-0,0171	-0,0179
NT <sup>✕</sup>	168	168	56	56

NB : \*\* et \* indiquent respectivement le seuil de significativité et 5% et à 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations

## 3.2 Analyse de la dynamique de spécialisation à travers quelques modèles économétriques

### 3.2.1 Evaluation de la dynamique de spécialisation à travers le modèle de gravité

Le modèle de gravité comme nous avons longuement exposé au chapitre 2 permet d'évaluer les déterminants des échanges commerciaux entre partenaires. L'avantage du modèle de gravité c'est son utilisation à un niveau désagrégé, pour Bergstrand (1989), l'usage d'un modèle de gravité à un niveau désagrégé fournit de meilleures estimations. D'après lui, son usage à un niveau agrégé pose quelques problèmes au niveau des contraintes qui lui sont imposées. Par exemple, à un niveau agrégé, l'introduction simultanée dans la même équation des exportations de biens de luxe et/ou des biens nécessaires posent des problèmes réels de biais au niveau de l'estimation et de l'interprétation des coefficients. Il en est de même de l'usage simultané des exportations primaires et des exportations de produits transformés. Bergstrand (1989) a d'ailleurs montré à travers quatre estimations réalisées sur les périodes 1965, 1966, 1975 et 1976 que les signes et l'amplitude des coefficients de certaines variables explicatives -PNB par tête du pays exportateur (importateur)- étaient fonction du type de produit considéré. Pour résoudre ce problème, il a proposé une estimation de l'équation de gravité désagrégée au niveau sectoriel. Fort de cette remarque, nous avons jugé opportun de bâtir une équation de gravité à un niveau désagrégé. Comme Bergstrand (1989), nous utiliserons la désagrégation à 1-digit selon la nomenclature CTCI ou SITC dont les différentes correspondances sectorielles sont présentées au tableau 3.12.

Appliquer l'approche de Bergstrand (1989) revient concrètement à ajouter un indice supplémentaire,  $k$ , à la variable  $X_{(ij)t}$  de l'équation (2.55). Une telle équation a été utilisée par Fontagné & *alii.* (2001) ou par Fukao & *alii.* (2003).

$$\ln X_{(ij)kt} = \left[ \begin{array}{l} \phi + \varphi_t + \beta_1 \ln Y_{it} + \beta_2 \ln Y_{jt} + \beta_3 \ln N_{it} + \beta_4 \ln N_{jt} + \lambda \ln d_{ij} \\ + \psi \ln TCR_{(ij)t} + \sum_{C=1}^2 \mu_C C_{ij} + \delta P_i + \alpha_{(ij)k} + v_{(ij)kt} \end{array} \right] \quad (3.15)$$

$X_{(ij)kt}$  représente désormais les exportations du pays  $i$  vers le pays  $j$  dans le secteur  $k$  à la période  $t$ .

$\phi$  est la constante de régression,

$v_{(ij)kt}$  est la composante stochastique de l'erreur du couple de pays  $(i, j)$  à la date  $t$  pour le secteur  $k$  supposée indépendante et équadistribuée.

$\alpha_{(ij)k}$  est un effet spécifique au couple de pays  $(i, j)$  pour le secteur  $k$  et qui est identique sur toute la période d'étude. Cet effet peut être traité comme aléatoire ou fixe. Nous avons bâti un test d'exogénéité à la Hausman (1978) après chaque équation sectorielle car il nous a semblé normal que l'effet spécifique au couple de pays varie d'un secteur à l'autre. Ainsi par exemple, les relations que les Etats-Unis entretiennent avec des pays comme le Nigeria ou l'Angola<sup>36</sup> dans le secteur pétrolier sont par intuition différentes si on les compare à d'autres secteurs comme celui de l'agriculture.

<sup>36</sup> Comme nous l'avons longuement exposé dans la première partie, ces pays sont respectivement le premier et deuxième pays producteurs de pétrole d'Afrique sub-saharienne. Il faut noter que si le Nigeria occupe la première place au niveau de l'Afrique toute entière avec près de 28,1% de la production du

La signification et l'interprétation des variables explicatives est exactement la même que celles faites à la section 2.2 du chapitre 2.

L'équation ainsi bâtie nous permettra d'évaluer l'impact de l'AGOA à un niveau sectoriel. Dès lors, il nous sera ainsi aisé de dire si l'AGOA a été bénéfique pour les secteurs des biens manufacturés ou alors si tous les bénéfices ont été accaparés par les secteurs primaires. Notre analyse se fera d'abord sur une considération d'ordre globale (3.2.1.1) puis elle sera poursuivie à l'échelle régionale (3.2.1.2).

**TAB. 3.12: Correspondance sectorielle à 1-digit selon la nomenclature CTCI ou SITC**

Secteurs	Intitulés et composition au niveau produit
<b>Produits non manufacturés</b>	
0	Produits agricoles exclus le tabac (poissons, café, cacao, thé, céréales, etc.)
1	Boissons et tabac
2	Produits bruts exclus les produits pétroliers et carburants (bois, argent, etc.)
3	Carburants et produits pétroliers (pétrole brut, gaz naturel, etc.)
4	Huiles végétales, graisses et cires
<b>Produits manufacturés</b>	
5	Produits chimiques et assimilés (médicaments, produits synthétiques, etc.)
6	Produits manufacturés dérivés directs des produits bruts (acier, contre plaqués etc.)
7	Matériels et équipements de transport (véhicules, matériels de télécommunication, etc)
8	Produits manufacturés divers (sanitaires, vêtements, chaussures, produits optiques, etc)
9	Produits qui n'ont pas pu être classés (envois postaux, or, autres transactions, etc.)

\* Classification Type du Commerce International (CTCI)

\* Standard International Trade Classification (SITC)

Source : United Nations. Statistics Division (2005)

### 3.2.1.1-Approche globale

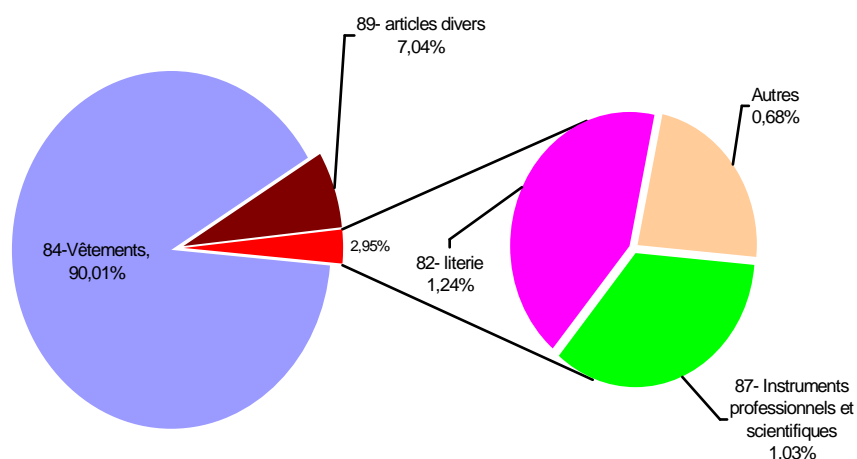
Le tableau 3.13 qui présente les résultats des estimations de l'impact de l'AGOA sur les différents secteurs montre que la variable *Agoa* est positive et significative uniquement pour les secteurs 8 (les articles manufacturés) et 3 (les combustibles et carburants) avec un coefficient relativement élevé et une forte significativité pour ce dernier secteur. L'analyse des exportations des pays AGOA dans ces deux secteurs à un niveau désagrégé (2-digits selon la nomenclature SITC) montre que les exportations dans ces secteurs sont dominées par les vêtements (SITC 84) pour les articles manufacturés et par les produits pétroliers (SITC 33) pour le secteur des combustibles et carburants (SITC 3). Les figures 3.13 et 3.14 montrent respectivement que les vêtements occupent en moyenne depuis 2001 plus de 90% des exportations du secteur 8 alors que le pétrole occupe en moyenne depuis cette même période plus de 98% du secteur 3. D'après nos estimations, la mise en place de l'AGOA a provoqué une augmentation de plus de 262% des exportations du secteur 3 mais aussi une hausse de près de 43% des exportations du secteur 8.

---

continent, l'Angola quant à elle se dispute la quatrième place avec l'Égypte, tous deux devancés par la Libye (2<sup>ème</sup>) et l'Algérie (3<sup>ème</sup>).

Par ailleurs, nous constatons que la variable *Agoa* devient non significative lorsque nous introduisons la variable *visa* dans la régression du secteur 8. Cette variable y apparaît significative avec un signe positif. Ce résultat n'est pas en contradiction avec les analyses effectuées au chapitre 2, il signifie que la mise en place du système de *visa booste* les exportations du secteur 8 pour les pays qui en bénéficient. D'après le tableau 3.13, les gains issus de l'AGOA ont été accaparés, d'un point de vue global, par le secteur pétrolier et le secteur des vêtements. Comme toute analyse globale, celle-ci masque évidemment de nombreuses divergences inter régionales.

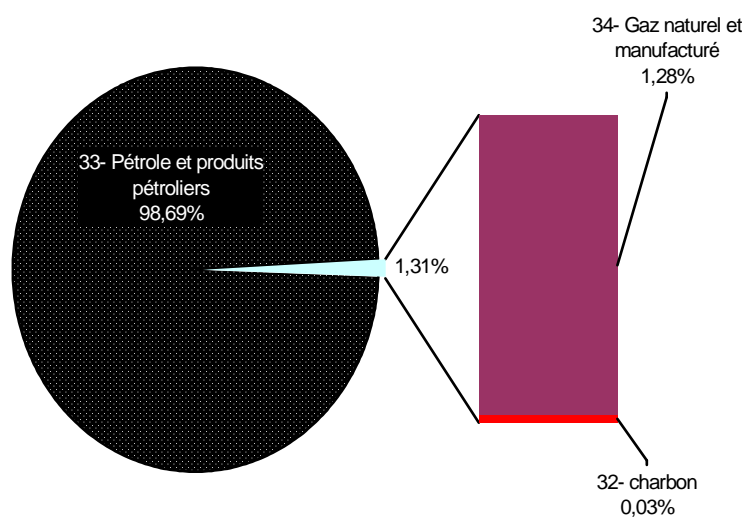
FIG. 3.4: Répartition des exportations\* du secteur 8 des pays AGOA entre 2001 et 2004



\* : moyenne simple entre 2001 et 2004

Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

FIG. 3.5: Répartition des exportations\* du secteur 3 des pays AGOA entre 2001 et 2004



\*: moyenne simple entre 2001 et 2004

Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

TAB. 3.13: Impact de l'AGOA sur les pays éligibles pris globalement-analyse sectorielle-

Exportations ( $x_{(ij)kt}$ )											
Secteurs (k)	0	1	2	3	4	5	6	7	8		9
									sans "visa"	avec "visa"	
Méthode utilisée	Within	MCG	MCG	Within	Within	MCG	Within	Within	Within	Within	MCG
Variables											
InY <sub>jt</sub>	0,308 (0,841)	6,659** (0,025)	3,578** (0,037)	5,828*** (0,008)	-1,073 (0,624)	-0,726 (0,658)	0,827 (0,500)	6,208*** (0,000)	1,429 (0,150)	1,582 (0,109)	-1,003 (0,391)
InY <sub>it</sub>	0,674** (0,028)	0,445** (0,012)	1,408*** (0,000)	1,830*** (0,005)	0,573 (0,406)	1,670*** (0,000)	0,478 (0,188)	-0,513 (0,216)	-0,332 (0,239)	-0,474* (0,093)	1,465*** (0,000)
InN <sub>jt</sub>	36,37*** (0,005)	58,29 (0,111)	27,06 (0,224)	42,95* (0,091)	73,28*** (0,005)	-24,54 (0,329)	-48,81*** (0,002)	-15,78 (0,367)	12,18 (0,337)	12,87 (0,306)	-23,21 (0,126)
InN <sub>it</sub>	-0,536 (0,489)	-0,107 (0,512)	-0,180* (0,077)	11,18*** (0,000)	-4,777* (0,083)	-0,595*** (0,000)	1,469 (0,190)	2,946** (0,014)	-1,839** (0,034)	-1,409 (0,104)	-0,592*** (0,000)
Ind <sub>ij</sub>	...	2,126*** (0,000)	-0,054 (0,874)	...	...	0,652* (0,086)	...	...	...	...	0,514** (0,023)
P <sub>t</sub>	...	-1,355*** (0,000)	1,317*** (0,000)	...	...	0,414* (0,060)	...	...	...	...	0,929*** (0,000)
InTCR <sub>(ijt)</sub>	-0,081*** (0,000)	0,044 (0,228)	0,033* (0,059)	0,043 (0,181)	0,133 (0,144)	-0,019 (0,273)	-0,090*** (0,001)	0,001 (0,961)	-0,066*** (0,002)	-0,068*** (0,001)	0,018 (0,189)
L <sub>(ijt)</sub>	-1,506*** (0,006)	0,943*** (0,001)	-0,566*** (0,001)	...	...	-0,608*** (0,001)	-0,279 (0,723)	0,572 (0,482)	-1,954*** (0,001)	-1,858*** (0,001)	-0,083 (0,473)
Agoa	0,065 (0,735)	0,214 (0,684)	0,077 (0,818)	1,288*** (0,001)	-0,245 (0,509)	-0,159 (0,670)	0,065 (0,783)	0,353 (0,149)	0,358* (0,067)	-0,176 (0,450)	0,010 (0,964)
trend (t)	-0,432** (0,025)	-1,075* (0,050)	-0,570* (0,803)	-1,260*** (0,002)	-0,620 (0,126)	0,293 (0,438)	0,492** (0,033)	-0,169 (0,533)	0,358* (0,067)	-0,060 (0,748)	0,316 (0,159)
visa										1,113*** (0,000)	...
NT	826	369	793	323	279	575	884	752	943	943	939
N*	37	33	37	29	26	36	37	37	37	37	37
R <sup>2</sup> - within	0,102			0,149	0,129		0,178	0,267	0,324	0,336	...
R <sup>2</sup> - between	0,050			0,043	0,057		0,276	0,0003	0,094	0,103	...
Wald-chi-2 (10)	...	80,09***	472,61***			354,05***					819,39***
Valeurs de F	11,15***	...		7,18***	5,24***		22,71***	32,27***	53,84***	50,56***	...
F[k, NT-(N+k)]	[8, 781]			[7, 287]	[7, 246]		[8, 839]	[8, 707]	[8, 898]	[8, 897]	
Test de Hausman*	16,00**	12,83	12,37	18,30**	25,82***	14,73	154,70***	22,83***	29,01***	28,15***	11,74
Chi-2 (k)	Chi-2 (8)	Chi-2 (7)	Chi-2 (8)	Chi-2 (7)	Chi-2 (7)	Chi-2 (8)	Chi-2 (8)	Chi-2 (8)	Chi-2 (8)	Chi-2 (9)	Chi-2 (8)

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

† : Nombre d'observations et ‡ : Nombre de couples

### 3.2.1.2- Approche régionale

#### ***i- L'Afrique Australe***

L'analyse de l'impact sectoriel de l'AGOA montre une forte hétérogénéité du comportement de la variable *Agoa*. Ainsi, cette variable est positive et significative (tableau 3.14) pour les biens manufacturés issus directement des produits bruts (SITC 6), mais elle apparaît non significative pour les autres secteurs. Le secteur 6 est composé des produits tels que les contre plaqués (SITC 63), les filés de textile (SITC 65), du papier (SITC 64), les minéraux non métalliques (SITC 66) ou encore du cuir brut et manufacturé (SITC 61). L'analyse de l'évolution des exportations de cette région vers les Etats-Unis dans ce secteur nous révèle une croissance d'environ 49%<sup>37</sup> entre 2001 et 2004. Toutefois, le signe positif et significatif du trend ( $t$ ) montre que l'augmentation des exportations de ce secteur est également tributaire d'un effet temporel qui est indépendant de l'AGOA. Par contre, l'effet temporel semble avoir joué en défaveur des exportations du secteur agricole (SITC 0) et du secteur des produits bruts exclus les carburants (SITC 2).

---

<sup>37</sup>Ce taux de croissance est calculé par rapport à l'année 2001 d'après la formule suivante  $tx_{\frac{2004}{2001}} = \left(\frac{X_{2004}}{X_{2001}} - 1\right) * 100$ .

TAB. 3.14: Impact de l'AGOA sur l'Afrique Australe -analyse sectorielle-

Exportations ( $x_{(ij)kt}$ )											
Secteurs (k)	0	1	2	3	4	5	6	7	8		9
									sans "visa"	avec "visa"	
Méthode utilisée	Within	MCG	MCG	Within	Within	MCG	Within	Within	Within	Within	MCG
Variables											
InY <sub>jt</sub>	1,408 (0,494)	4,987 (0,194)	8,468*** (0,009)	1,696 (0,678)	4,483 (0,339)	1,914 (0,583)	0,410 (0,844)	1,121 (0,692)	0,490 (0,818)	0,459 (0,830)	-0,424 (0,792)
InY <sub>it</sub>	-0,746 (0,207)	-1,379*** (0,000)	2,365*** (0,000)	4,711*** (0,007)	-9,514*** (0,000)	1,715*** (0,000)	2,299*** (0,000)	0,066 (0,937)	-0,288 (0,634)	-0,244 (0,693)	1,868*** (0,000)
InN <sub>jt</sub>	66,48*** (0,009)	46,95 (0,319)	96,99** (0,012)	73,60 (0,122)	68,59 (0,165)	12,34 (0,773)	-105,22*** (0,000)	-28,40 (0,352)	13,90 (0,586)	13,96 (0,585)	-21,11 (0,281)
InN <sub>it</sub>	-1,097 (0,520)	2,708*** (0,000)	-0,663** (0,014)	-12,80* (0,086)	-11,43 (0,131)	-0,545 (0,119)	0,545 (0,746)	2,119 (0,328)	3,546** (0,036)	3,714** (0,034)	-1,189*** (0,000)
Ind <sub>ij</sub>	...	13,05*** (0,000)	8,698*** (0,874)	...	...	-5,370* (0,053)	...	...	...	...	-2,297* (0,066)
P <sub>i</sub>	....	-0,638 (0,457)	-1,681*** (0,002)	...	....	2,031*** (0,002)	...	...	...	...	0,368 (0,197)
InTCR <sub>(ijt)</sub>	0,035 (0,723)	-1,162*** (0,000)	0,024 (0,792)	0,102 (0,258)	-0,671*** (0,003)	0,052 (0,730)	-0,220*** (0,004)	0,047 (0,585)	-0,025*** (0,001)	-0,2518*** (0,001)	-0,028 (0,518)
L <sub>(ij)</sub>	...	-1,794** (0,017)	-1,564*** (0,002)	...	...	0,616 (0,319)	...	...	...	...	-0,761*** (0,004)
Agoa	0,126 (0,734)	-0,215 (0,788)	0,616 (0,274)	-0,375 (0,595)	-0,515 (0,486)	0,416 (0,524)	0,695* (0,054)	-0,013 (0,975)	0,363 (0,331)	0,600 (0,396)	-0,203 (0,473)
rend (t)	-0,732* (0,053)	-0,159 (0,868)	-1,666*** (0,005)	-0,871 (0,241)	-0,159 (0,165)	-0,293 (0,651)	1,046** (0,005)	-0,241 (0,609)	-0,047 (0,901)	-0,052 (0,892)	0,257 (0,385)
visa										-0,286 (0,693)	...
NT <sup>†</sup>	241	127	228	61	62	166	271	224	278	278	279
N*	12	9	12	8	7	11	12	12	12	12	12
R <sup>2</sup> - within	0,081			0,245	0,376		0,291	0,099	0,450	0,450	...
R <sup>2</sup> - between	0,102			0,002	0,343		0,636	0,001	0,000	0,000	...
Wald		230,80***	338,30***			383***					801,39***
chi-2 (k)		chi-2 (10)	chi-2 (10)			chi-2 (10)					chi-2 (10)
Valeurs de F	2,83***			2,14*	4,14***		14,82***	3,23***	30,28***	26,42***	...
F[k, NT-(N+k)]	[7, 222]			[7, 46]	[7, 48]		[7, 252]	[7, 205]	[7, 259]	[8, 258]	...

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

†: Nombre d'observations et \* : Nombre de couples

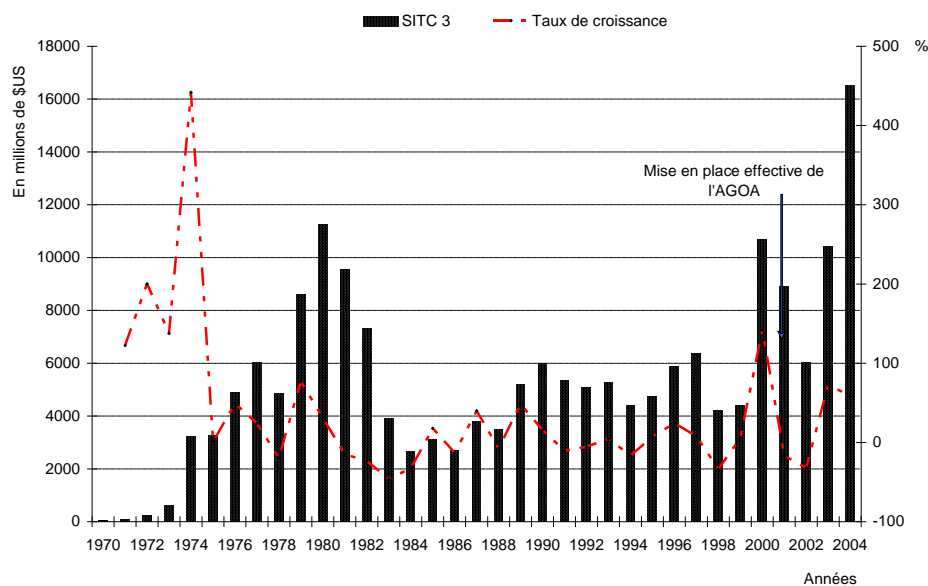


### ii- L'Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, la variable *Agoa* est non significative sur la plupart des secteurs y compris le secteur des carburants et des minéraux. Cette variable est cependant positive et significative pour le secteur des machines et du matériel de transport (SITC 7) avec un effet de plus de 144%-tableau 3.15-. Il convient de noter que la non significativité de la variable *Agoa* sur le secteur des carburants et des minéraux (pétrole) veut dire que la mise en place de l'AGOA n'a pas significativement modifié le comportement des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis dans ce secteur<sup>38</sup>. La forte augmentation des exportations dans ce secteur entre 2003 et 2004 comme l'indique la figure 3.17 ne suffit pas pour conclure à un impact positif de l'Agoa sur ce secteur.

Le signe positif et significatif de la variable *visa* suggère plutôt que cette disposition a contribué à l'augmentation des exportations de cette région.

FIG. 3.6: Evolution des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis dans le secteur 3 entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

<sup>38</sup>Cette précision est essentielle car le Nigeria qui fait partie de l'Afrique de l'Ouest exportait déjà intensément aux USA bien avant l'AGOA. Grâce au pétrole nigérian, l'Afrique de l'Ouest est la première région d'Afrique exportatrice vers les USA. En 2004, elle représentait à elle seule plus de 60% des exportations des pays éligibles vers les USA.

TAB. 3.15: Impact de l'AGOA sur l'Afrique de l'Ouest -analyse sectorielle-

Secteurs (k)	Exportations ( $X_{(ij)kt}$ )										
	0	1	2	3	4	5	6	7	8		9
									sans "visa"	avec "visa"	
Méthode utilisée	Within	MCG	MCG	Within	Within	MCG	Within	Within	Within	Within	MCG
Variables											
$\ln Y_{jt}$	-1,891 (0,294)	2,277 (0,514)	0,736 (0,790)	5,502 (0,158)	1,371 (0,703)	-1,848 (0,558)	1,612 (0,466)	7,780 *** (0,001)	2,230 (0,161)	2,706 * (0,088)	1,805 (0,343)
$\ln Y_{it}$	1,639 *** (0,002)	0,379 (0,335)	1,747 *** (0,000)	1,775 (0,458)	0,824 (0,396)	-0,636 (0,122)	-2,895 *** (0,000)	-2,147 *** (0,006)	-1,186 ** (0,019)	-1,396 *** (0,006)	0,701 *** (0,002)
$\ln N_{jt}$	-9,149 (0,677)	-38,77 (0,333)	-71,85 ** (0,045)	18,78 (0,687)	107,64 ** (0,013)	-64,44 * (0,095)	-75,98 *** (0,007)	-57,92 ** (0,035)	4,904 (0,808)	9,160 (0,648)	-27,68 (0,268)
$\ln N_{it}$	-0,278 (0,911)	-0,294 (0,437)	-1,334 *** (0,077)	6,056 (0,446)	-5,604 (0,281)	1,612 *** (0,000)	7,772 ** (0,011)	-0,335 (0,906)	-0,766 (0,721)	-0,389 (0,855)	0,401 * (0,079)
$\ln d_{ij}$	...	0,627 (0,688)	8,811 *** (0,000)	...	...	-1,192 (0,323)	...	...	...	...	0,402 (0,554)
$P_i$	....	0,267 (0,590)	2,344 *** (0,000)	...	....	0,853 * (0,075)	...	...	...	...	0,466 (0,111)
$\ln TCR_{(ij)t}$	-0,279 *** (0,000)	0,034 (0,685)	-0,121 (0,125)	-0,388 ** (0,005)	0,314 ** (0,042)	0,150 * (0,076)	-0,271 *** (0,005)	-0,181 ** (0,049)	-0,064 (0,336)	-0,062 (0,347)	0,077 (0,184)
$L_{(ij)}$	...	-1,081 *** (0,008)	-0,013 (0,966)	...	...	-1,200 ** (0,001)	...	....	...	...	-0,179 (0,473)
$Agoo$	-0,349 (0,296)	0,141 (0,801)	-0,576 (0,306)	1,279 (0,110)	0,405 (0,495)	-0,388 (0,495)	-0,377 (0,397)	0,894 ** (0,022)	0,145 (0,653)	-0,112 (0,735)	0,217 (0,577)
$trend(t)$	-0,164 (0,633)	-0,290 (0,635)	-0,699 (0,193)	-0,752 (0,339)	-1,196 * (0,085)	-0,839 (0,151)	0,775 * (0,076)	0,390 (0,366)	-0,145 (0,963)	-0,090 (0,771)	0,184 (0,617)
$visa$										1,670 *** (0,004)	...
NT <sup>†</sup>	311	127	276	126	134	211	338	296	366	366	356
N <sup>‡</sup>	14	14	14	13	11	14	14	14	14	14	14
R <sup>2</sup> - within	0,126			0,120	0,183		0,229	0,362	0,248	0,266	...
R <sup>2</sup> - between	0,619			0,476	0,181		0,437	0,167	0,621	0,628	...
Wald chi-2 (k)		30,54 *** chi-2 (10)	304,50 *** chi-2 (10)			98,55 *** chi-2 (10)					345,45 *** chi-2 (10)
Valeurs de F F[k, NT-(N+k)]	6,01 ** [7, 290]			2,08 * [7, 106]	3,73 *** [7, 116]		13,47 *** [7, 317]	22,35 *** [7, 275]	16,30 *** [7, 345]	15,59 *** [8, 344]	...

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

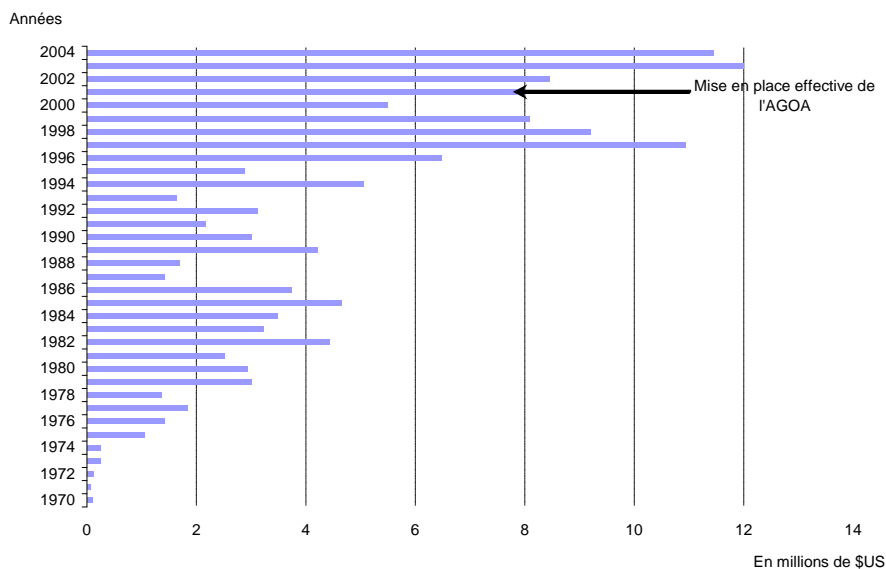
† : Nombre d'observations et ‡ : Nombre de couples

### iii- L'Afrique Centrale

En Afrique Centrale, le tableau 3.16 montre que la variable *Agoa* est positive et fortement significative pour les carburants et les combustibles (SITC 3) mais aussi pour le secteur des biens manufacturés divers (SITC 8) certes avec un niveau de significativité assez faible (au seuil de 10%). L'effet de l'AGOA est estimé à 396% pour le secteur 3 et à 116% pour le secteur 8. Si le signe positif de l'Agoa sur le secteur 3 ne nécessite pas de justifications (ce secteur constitue le premier secteur exportateur de cette région), il n'en est pas de même du signe positif du secteur 8. D'après la figure 3.7, on constate que les exportations de ce secteur sont passées de 5,4 millions de \$US en 2000 (avant l'AGOA) à 7,8 millions de \$US en 2001 soit une augmentation de 43,14%. En 2002, ces exportations ont encore augmenté pour atteindre 8,4 millions de \$US, puis 12 millions de \$US en 2003 avant de connaître en 2004 une faible progression de 4,51% par rapport à 2003.

Par ailleurs, il convient de signaler que le système de "visa" constitue vraisemblablement une contrainte aux exportations du secteur 8 pour cette région.

FIG. 3.7: Evolution des exportations de l'Afrique Centrale vers les Etats-Unis dans le secteur 8 entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

TAB. 3.16: Impact de l'AGOA sur l'Afrique Centrale -analyse sectorielle-

Exportations ( $x_{(ij)kt}$ )											
Secteurs (k)	0	1	2	3	4	5	6	7	8		9
									sans "visa"	avec "visa"	
Méthode utilisée	Within	MCG	MCG	Within	Within	MCG	Within	Within	Within	Within	MCG
Variables											
$\ln Y_{jt}$	-0,185 (0,950)	-18,86*** (0,003)	2,910 (0,243)	8,074*** (0,006)	-55,76 (0,598)	-3,787 (0,438)	4,227 (0,104)	7,684 (0,146)	3,609* (0,070)	3,510* (0,080)	-4,939** (0,042)
$\ln Y_{it}$	1,571* (0,083)	7,141*** (0,000)	-0,885 (0,230)	2,195*** (0,007)	-0,101 (0,999)	1,627 (0,277)	0,174 (0,824)	-3,245** (0,013)	-0,780 (0,212)	-0,760 (0,226)	3,305*** (0,000)
$\ln N_{jt}$	34,30 (0,328)	108,35** (0,031)	34,47 (0,253)	79,08** (0,019)	-133,6 (0,866)	-28,59 (0,551)	75,34** (0,020)	55,78 (0,266)	62,45** (0,016)	61,11** (0,019)	-6,824 (0,817)
$\ln N_{it}$	10,60* (0,088)	-5,725*** (0,001)	0,805 (0,243)	21,23*** (0,000)	8,073 (0,970)	-1,063 (0,426)	-11,58** (0,030)	4,857 (0,549)	1,787 (0,684)	0,902 (0,852)	-3,245*** (0,000)
$\ln d_{ij}$	...	150,41*** (0,001)	-52,48*** (0,004)	...	...	37,34 (0,267)	...	...	...	...	68,73*** (0,000)
$P_i$	....	...	6,812*** (0,002)	...	....	-5,994 (0,165)	...	...	...	...	-6,114*** (0,005)
$\ln TCR_{(ij)t}$	-0,023 (0,573)	0,265*** (0,000)	-0,111*** (0,001)	0,064* (0,078)	0,526 (0,961)	0,007 (0,902)	-0,103*** (0,005)	-0,081 (0,148)	-0,069** (0,018)	-0,069** (0,019)	0,066** (0,045)
$L_{(ij)}$	...	10,41*** (0,000)	-0,566*** (0,001)	...	...	0,194 (0,909)	...	...	...	....	4,027*** (0,000)
<i>Agoa</i>	0,623 (0,230)	-0,444 (0,597)	-0,297 (0,522)	1,602*** (0,002)	-4,952 (0,408)	0,081 (0,906)	-0,299 (0,537)	-0,191 (0,769)	0,744* (0,060)	0,799* (0,055)	0,037 (0,935)
<i>trend (t)</i>	-0,816 (0,162)	2,035** (0,017)	-0,440 (0,318)	-2,118*** (0,002)	4,816 (0,613)	0,467 (0,536)	-0,611 (0,238)	-0,904 (0,298)	-0,838* (0,044)	-0,793* (0,065)	0,347 (0,423)
<i>visa</i>										-0,793* (0,065)	...
NT <sup>†</sup>	114	49	136	122	12	84	133	104	142	142	145
N*	5	4	5	5	3	5	5	5	5	5	5
R <sup>2</sup> - within	0,322			0,375	0,717		0,443	0,334	0,319	0,320	
R <sup>2</sup> - between	0,126			0,064	0,001		0,237	0,088	0,065	0,019	
Wald		244,74***	120,68***			74,47***					149,97***
chi-2 (k)		chi-2 (9)	chi-2 (10)			chi-2 (10)					chi-2 (10)
Valeurs de F	695***			9,46***	0,72		13,76***	6,61***	8,73***	7,62***	
F[k, NT-(N+k)]	[7, 102]			[7, 110]	[7, 2]		[7, 121]	[7, 92]	[7, 130]	[8, 129]	

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

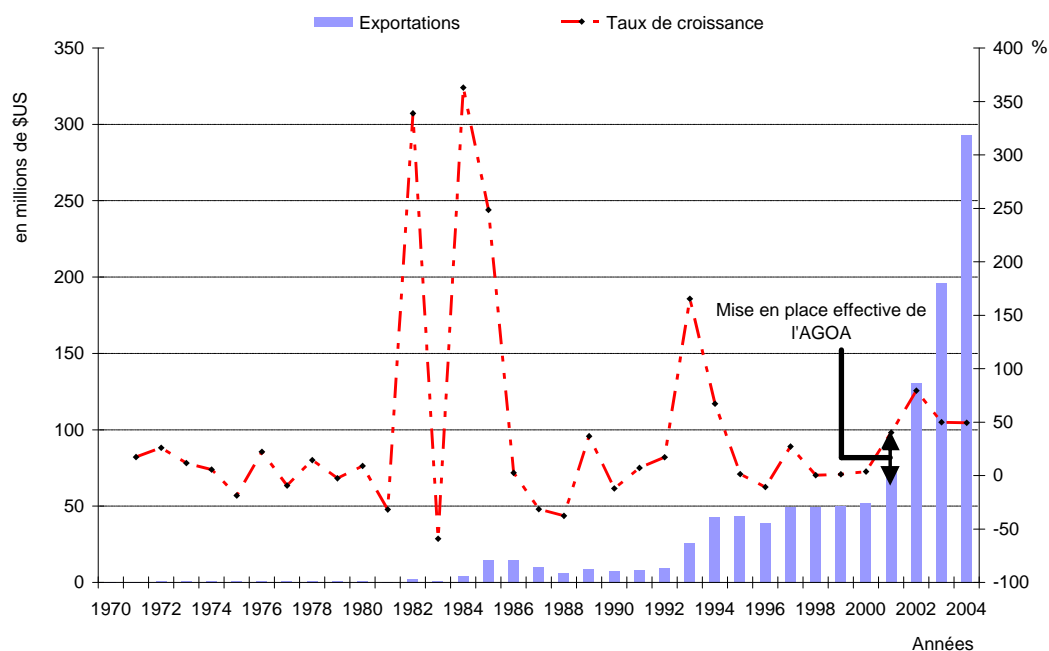
Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

†: Nombre d'observations et \* : Nombre de couples

#### iv- L'Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, d'après le tableau 3.17, la variable *Agoa* est positive et fortement significative uniquement sur le secteur 8; son impact estimé à 150%. D'après la structure des exportations de ce secteur, il ressort que ce secteur est largement dominé par les vêtements (SITC 84) à plus de 95%. Ce résultat revient donc à dire que l'AGOA a engendré une augmentation significative des exportations de vêtements de cette région. La figure 3.8 qui montre l'évolution des exportations du secteur 8 permet de constater une augmentation de 49,33% entre 2001 et 2004; le pic ayant été atteint en 2002 avec une augmentation de 79,38%. En outre, la variable *Agoa* apparaît aussi significative pour le secteur des huiles végétales et animales et les cires (SITC 4) mais avec un signe négatif.

FIG. 3.8: Evolution des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis dans le secteur 8 entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

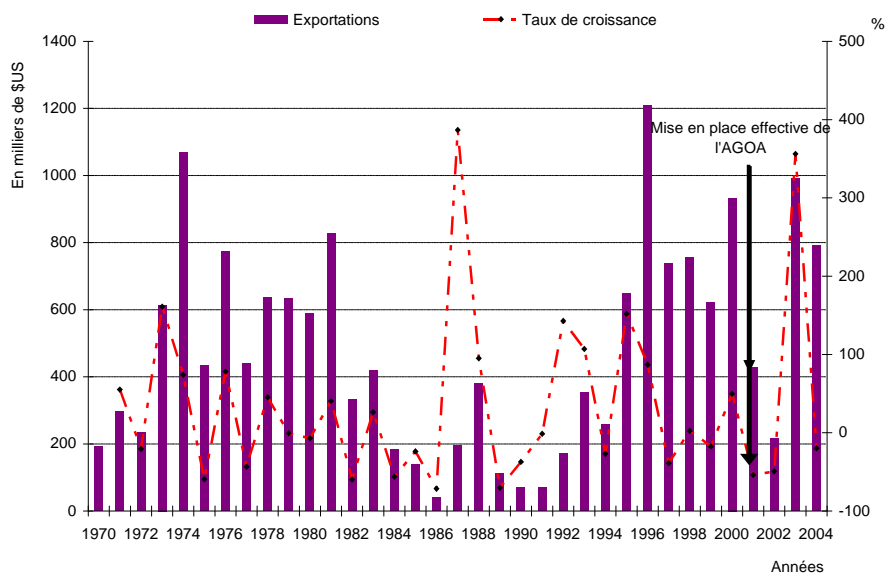
TAB. 3.17: Impact de l'AGOA sur l'Afrique de l'Est -analyse sectorielle-

Exportations ( $x_{(ij)kt}$ )											
Secteurs (k)	0	1	2	3	4	5	6	7	8		9
									sans "visa"	avec "visa"	
Méthode utilisée	Within	MCG	MCG	Within	Within	MCG	Within	Within	Within	Within	MCG
Variables											
$\ln Y_{jt}$	1,965 (0,142)	3,153 (0,508)	0,749 (0,739)	-254,15 (0,174)	-1,285 (0,646)	7,650** (0,035)	2,679 (0,214)	10,06*** (0,004)	-1,694 (0,437)	-1,492 (0,493)	-5,599*** (0,005)
$\ln Y_{it}$	0,365 (0,237)	0,480 (0,726)	-0,476 (0,331)	-5,128 (0,938)	4,366*** (0,002)	2,351** (0,027)	3,832*** (0,000)	2,659*** (0,001)	1,707*** (0,002)	1,469** (0,012)	0,561 (0,171)
$\ln N_{jt}$	79,34*** (0,000)	8,776 (0,891)	25,77 (0,405)	724,76 (0,304)	112,50*** (0,001)	47,84 (0,287)	13,34 (0,648)	-10,02 (0,805)	-35,23 (0,237)	-33,29 (0,263)	-12,58 (0,643)
$\ln N_{it}$	3,155** (0,008)	-0,429 (0,714)	2,096*** (0,000)	-265,37 (0,398)	11,021 (0,161)	-0,479 (0,581)	-6,580** (0,018)	-1,477 (0,662)	-1,833 (0,392)	-0,795 (0,726)	1,093*** (0,001)
$\ln d_{ij}$	...	30,29 (0,109)	-25,29*** (0,005)	...	...	-19,34 (0,177)	...	...	...	...	-32,98*** (0,000)
$P_i$	....	-0,957 (0,358)	3,298*** (0,000)	...	....	2,820*** (0,000)	...	...	...	...	4,387*** (0,000)
$\ln TCR_{(ij)t}$	-0,044 (0,356)	-0,150 (0,406)	0,355*** (0,000)	6,683 (0,279)	0,015 (0,937)	-0,039 (0,738)	0,324*** (0,000)	-0,545*** (0,000)	-0,121 (0,119)	-0,126 (0,104)	-0,058 (0,457)
$L_{(ij)}$	-0,312 (0,478)	0,081 (0,933)	-1,456*** (0,000)	...	...	-0,247 (0,665)	-0,919 (0,233)	0,159 (0,896)	-2,000*** (0,006)	-1,690** (0,027)	0,112 (0,692)
$Agoa$	0,186 (0,510)	-0,215 (0,788)	-0,210 (0,667)	-5,824 (0,335)	-1,177** (0,027)	0,125 (0,851)	0,425 (0,356)	0,074 (0,899)	0,918** (0,047)	-0,740 (0,285)	-0,313 (0,449)
$trend(t)$	-1,150*** (0,000)	-0,159 (0,868)	-0,363 (0,418)	10,129 (0,283)	-1,596*** (0,007)	-1,129* (0,097)	-0,425 (0,449)	-0,388 (0,541)	0,608 (0,168)	0,555 (0,205)	0,518 (0,190)
$visa$										0,992 (0,182)	...
NT <sup>†</sup>	160	66	153	14	71	114	142	128	157	157	159
N*	6	6	6	3	5	6	6	6	6	6	6
R <sup>2</sup> - within	0,499			0,782	0,460		0,412	0,537	0,473	0,479	
R <sup>2</sup> - between	0,899			0,172	0,004		0,306	0,173	0,375	0,043	
Wald		37,62***	221,29***			72,63***					391,04***
chi-2 (k)		chi-2 (10)	chi-2 (10)			chi-2 (10)					chi-2 (10)
Valeurs de F	18,23***			2,05	7,20***		11,22***	16,59***	16,05***	14,55***	
F[k, NT-(N+k)]	[8, 146]			[7, 4]	[7, 59]		[8, 128]	[8, 114]	[8, 143]	[9, 142]	

† et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

FIG. 3.9: Evolution des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis dans le secteur 4 entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de USITC (2005)

L'analyse des faits stylisés des exportations du secteur des huiles végétales et animales (SITC 4) montre que depuis la mise en place effective de l'AGOA, les exportations dans ce secteur ont considérablement chuté malgré une relative reprise constatée en 2003 (figure 3.9). Du point de vue économétrique, l'AGOA a eu un impact négatif sur les exportations de ce secteur vers les Etats-Unis. Mais, ce résultat peut être relativisé à cause d'un effet temporel négatif et significatif. Néanmoins, une telle conclusion bien que valide du point de vue économétrique met cependant en exergue certaines limites de l'usage du modèle de gravité dans une étude d'impact tant sectoriel que global ; car en fait dans le cas d'espèce, rien ne permet d'affirmer si la baisse des exportations de ce secteur est due effectivement par l'AGOA ou alors si elle est provoquée par la contraction de la demande américaine. L'usage du modèle CMS peut nous apporter des réponses à ces interrogations.

### 3.2.2 Evaluation de la dynamique de spécialisation à travers le modèle CMS

Le recours au modèle CMS nous a semblé indispensable car nous voulons identifier si l'effet positif et significatif de l' *Agoa* sur certains secteurs tel que ci-dessus observé peut être réellement attribué à la mise en place de l' AGOA ou si cet effet ne provient pas juste d' une augmentation de la demande américaine. L' usage de ce modèle peut être également pertinent pour évaluer le niveau d' exportations généré dans chaque secteur suite à la mise en place de l' AGOA. Pour cela, notre analyse reprend du point de vue théorique celle déjà effectuée à la section 2.3 du chapitre 2. Mais contrairement à cette section qui avait pour base d' analyse l' équation globale (équation 2.64), l' équation que nous

allons utiliser ici sera plus désagrégée (analyse sectorielle)<sup>39</sup> et aura plutôt la forme de l'équation (2.59) ainsi qu'il suit :

$$x_i^2 - x_i^1 = (s_i x_i^1) + (x_i^2 - x_i^1 - s_i x_i^1) \quad (3.16)$$

(a)                      (c)

avec

$x_i^1$  : les exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis dans le bien  $i$  à la période 1

$x_i^2$  : les exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis dans le bien  $i$  à la période 2

$s$  : la variation des importations mondiales des Etats-Unis de la période 1 à la période

2

$s_i$  : la variation des importations mondiales des Etats-Unis sur le bien  $i$  de la période 1 à la période 2

En fait, le raffinement de l'analyse au niveau sectoriel empêche toute captation de l'effet de la composition de la structure des exportations représenté par (b) dans l'équation (2.64), ce qui fait que notre étude se réduit à l'analyse de deux effets<sup>40</sup> (équation 3.16). Concrètement cela revient à voir si l'augmentation des exportations des pays AGOA dans le bien  $i$  peut-être attribuée :

- soit à la variation de la demande du marché américain dans le bien considéré (effet saisi par -a-),

-soit à l'effet de compétitivité attribuable à la mise en place de l'AGOA (effet saisi par -c-).

Dans un premier temps, nous effectuerons une analyse globale en considérant l'impact de l'AGOA sur les différents secteurs de tous les pays éligibles pris ensemble (3.2.2.1) puis dans un second temps, nous mettrons en exergue l'impact différentiel de l'AGOA sur les secteurs des différentes régions (3.2.2.2)

### 3.2.2.1-Analyse globale

L'analyse du tableau 3.18 donne une évaluation de l'impact de l'AGOA sur les différents secteurs des pays éligibles pris globalement. D'après ce tableau, l'AGOA n'a eu aucun effet : sur les exportations de boissons et du tabac (SITC 1), sur les exportations de produits miniers bruts exclus les carburants (SITC 2) et sur les exportations des produits chimiques (SITC 5). Ce résultat signifie que l'augmentation des exportations constatées dans ces secteurs est attribuable uniquement (à 100%) à l'augmentation de la demande du marché américain.

Le tableau 3.18 permet également de constater que l'AGOA a toutefois contribué à augmenter les exportations des produits agricoles exclus le tabac (SITC 0), les exportations

<sup>39</sup>Notre travail est également fait sur la période 2001 et 2004.

<sup>40</sup>Si l'analyse sectorielle nous empêche de saisir l'effet de la composition de la structure des exportations dans l'augmentation des exportations, en revanche, elle nous permet de savoir si les pays éligibles concentrent leurs exportations dans les biens où la demande américaine est croissante ou décroissante. Ceci est possible en comparant les taux de variation des importations américaines en provenance d'une part, des pays AGOA ( $\hat{s}_i$ ) et d'autre part du monde entier ( $s_i$ ) dans un secteur spécifique. Si  $\hat{s}_i - s_i > 0$  alors on dira que les pays AGOA sont compétitifs sur le bien  $i$  car bénéficiant des taux de croissance plus favorables que les taux de croissance des importations mondiales américaines sur les mêmes produits.



de carburants et lubrifiants (SITC 3), les exportations des produits manufacturés issus directement de certains biens primaires (SITC 6), les exportations de certaines machines et équipements de transports (SITC 7) et les exportations des produits manufacturés divers (SITC 8). D'après nos résultats, 38,74% de l'augmentation des exportations constatées dans le secteur 0 ont été générés par l'AGOA ; les 12,67%, 16,05%, 36,06% et 73,10% de l'augmentation constatée respectivement dans les secteurs 3, 6, 7 et 8 ont été générés du fait de la mise en place de l'AGOA. Si ce tableau montre que l'AGOA a eu un impact certain sur les exportations des secteurs 0, 3, 6,7 et 8, ce tableau montre également que l'effet de la demande est dominant dans l'augmentation des exportations constatées. Ainsi, 61,25% de l'augmentation du secteur 0 sont attribuables à l'effet de l'augmentation de la demande américaine. Cet effet est de 87,32% pour le secteur 3, pour le secteur 6, il est de 83,94% et pour le secteur 7, il est de 63,93%. Le secteur 8 est le seul secteur où l'effet de la demande (26,89%) est faible comparé à l'effet de l'AGOA (73,10%).

**TAB. 3.18: Décomposition des sources de variation des exportations de l'ensemble des pays AGOA entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation (a)		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
SITC 0	61,25	171658,082	38,74	108584,917
SITC 1	176,61	19254,486	-76,61	-8352,486
SITC 2	315,07	153346,841	-215,07	-104676,841
SITC 3	87,32	9677726,862	12,67	1404169,138
SITC4	-138,12	7691,040	238,12	-13259,040
SITC 5	126,59	135697,378	-26,59	-28503,378
SITC 6	83,94	1058011,844	16,05	202318,156
SITC 7	63,93	134216,575	36,06	75719,424
SITC 8	26,89	233114,859	73,10	633484,140
SITC 9	-68,96	18999,372	168,96	-46550,372

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

S'il a été aisé jusqu'à présent de fournir une analyse tranchée de l'impact de l'AGOA sur les secteurs qui ont vu leurs exportations croître, en revanche, il est moins évident de fournir une explication catégorique lorsque les exportations des pays éligibles se sont réduites comme c'est le cas pour les huiles végétales et animales (SITC 4) et pour les biens non classés (SITC 9). D'après le tableau 3.18, la réduction des exportations des pays éligibles dans ces secteurs est essentiellement due à la baisse de la demande américaine ; celle-ci est de 138,12% pour le secteur 4 et de 68,96% pour le secteur 9. Cependant, une

analyse approfondie des taux de variation des importations américaines<sup>41</sup> (importations mondiales et importations en provenance de l'AGOA) nous permet de constater que les importations mondiales américaines dans ces deux secteurs se sont accrues alors que celles provenant des pays AGOA se sont drastiquement réduites. Ainsi donc, pendant que les importations mondiales des Etats-Unis dans les secteurs 4 et 9 augmentaient respectivement de 93% et de 10% entre 2001 et 2004, celles en provenance des pays AGOA se sont réduites respectivement de 67,32% et de 7% au cours de la même période. L'origine de cette baisse peut être due à l'orientation des préférences américaines en faveur d'autres pays ou d'autres régions ou plus simple à une offre insuffisante des pays éligibles dans ces secteurs.

Du point de vue analytique, le tableau 3.18 fait une entorse aux *a priori* car, il montre que les secteurs qui ont le plus tiré avantage de la mise en place de l'AGOA ne sont surtout pas les secteurs primaires. Cependant parmi les secteurs primaires qui ont été le plus influencés par l'AGOA, il y a les produits alimentaires et agricoles sauf tabac (SITC 0) pour qui 38,74% de l'augmentation constatée ont été générés du fait de l'existence de l'AGOA. Le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3) quant à lui arrive en dernière position, l'effet de l'AGOA sur ce secteur est évalué à 12,67%. En réalité, ce résultat signifie que même si l'AGOA n'avait pas existé, l'augmentation des exportations du secteur 3 aurait eu lieu à plus de 87%. Ainsi, la déconstruction des *a priori* ci-dessus évoquée repose donc sur le fait que le tableau 3.18 montre que ce sont les secteurs des biens manufacturés qui profitent le plus de la mise en place de l'AGOA avec par ordre décroissant : le secteur 8 (73,10%), le secteur 7 (36,06%) et le secteur 6 (16,05%). Le fait que l'effet de l'AGOA sur le secteur 8 soit largement supérieur à l'effet de l'augmentation de la demande américaine suggère le développement de nouvelles capacités de production jadis inexistantes et donc une dynamique de spécialisation.

Il semble important de noter que le faible impact de l'AGOA en variation sur les exportations du secteur 3<sup>42</sup> constitue en volume, une part importante des exportations étant donné la forte proportion qu'occupe ce secteur dans les exportations totales des pays AGOA. Entre 2001 et 2004, ce secteur représentait en moyenne 69,60% des exportations totales des pays éligibles alors que les trois secteurs manufacturés (SITC 6, 7, 8) qui ont le plus tiré avantage de l'AGOA ne représentaient en moyenne que 21,99% des exportations totales. Cette analyse occulte de nombreuses différences inter régionales car, s'il est prouvé que le secteur des carburants occupe plus de la moitié des exportations des pays AGOA pris globalement et est d'ailleurs en nette progression dans la plupart des régions, l'analyse à l'échelle régionale nous a montré que ce constat ne se vérifie pas pour toutes les régions.

---

<sup>41</sup>  $s_i$  représente le taux de variation des importations mondiales américaines et  $\hat{s}_i$  le taux de variation des importations américaines en provenance des pays AGOA dans le secteur  $i$ .  $\hat{s}_i$  est calculé selon le même procédé que  $s_i$  (voir équation 2.67) à la différence que dans le calcul de  $s_i$ , on prend en compte toutes les importations mondiales des USA dans le secteur  $i$ . Pour le détail des valeurs de  $s_i$  et de  $\hat{s}_i$ , bien vouloir se référer à l'annexe 3B.

<sup>42</sup> La faiblesse de l'impact de l'AGOA en variation dans ce secteur peut aussi se justifier par le fait que le niveau des exportations des pays AGOA vers les USA dans ce secteur était déjà très élevé bien avant la mise en place de l'AGOA.

### 3.2.2.2- Analyse au niveau régional

#### i- L'Afrique Australe

L'Afrique Australe est la région la plus développée d'Afrique sub-saharienne et donc par intuition, on s'attend à ce que l'AGOA influence les exportations des biens manufacturés.

L'analyse du tableau 3.19 qui évalue l'impact de l'AGOA sur les différents secteurs confirme cette intuition. D'après ce tableau, on constate que l'AGOA a eu un impact positif uniquement sur les produits manufacturés. On y constate que 83,71% de l'augmentation des exportations observées dans le secteur des biens non classés (SITC 9) sont attribuables à l'AGOA ; de même, dans le secteur des machines et des équipements de transports (SITC 7) où 37,27% de l'augmentation des exportations constatées sont également attribuables à l'AGOA. Les exportations des produits manufacturés issus directement des produits primaires (SITC 6) mais aussi les produits manufacturés divers (SITC 8) ont aussi été *boostées* par l'AGOA ; les parts générées par cette loi sont respectivement de 22,78% et de 12,11%. En revanche, l'AGOA n'a eu aucun effet sur les produits agricoles (SITC 0), sur les boissons et le tabac (SITC 1), sur les produits miniers bruts exclus les carburants (SITC 2), sur les carburants et les lubrifiants (SITC 3), sur les huiles végétales et animales (SITC 4) et sur les produits chimiques et huiles essentielles (SITC 5).

Le tableau 3.19 nous révèle aussi que l'effet de l'augmentation de la demande américaine est globalement plus fort que l'effet de l'AGOA sur les secteurs 6, 7 et 8. En effet, en dehors du secteur 9, l'augmentation de la demande américaine est à l'origine de l'augmentation de 77,21%, de 62,72% et de 87,88% de l'augmentation des exportations constatées respectivement dans les secteurs 6, 7 et 8. Cette analyse nous permet de suggérer que l'AGOA n'a pas eu d'effet sur les structures productives des pays de cette région car son impact y est marginal et parfois nul. Mais lorsqu'on retire les deux puissances économique de cette région (Angola mais surtout Afrique du Sud) de l'échantillon d'analyse, on se rend compte que l'effet de l'AGOA sur la croissance des exportations des différents secteurs s'avère grosso modo supérieur à l'effet de la demande.

Ainsi, lorsqu'on exclut uniquement l'Afrique du Sud de l'échantillon (tableau 3.20), l'effet de l'AGOA est supérieur à l'effet de la demande dans huit secteurs sur dix ; l'effet de la demande apparaissant supérieur à l'effet de l'AGOA uniquement sur les produits agricoles (SITC 0) et les carburants et lubrifiants (SITC 3). Et lorsqu'on retire l'Angola de l'échantillon en plus de l'Afrique du Sud, l'effet de l'AGOA devient supérieur à l'effet de la demande dans le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3) en plus des huit secteurs ci-dessus cités -tableau 3.21-.

Comme le montrent les tableaux 3.20 et 3.21, la supériorité de l'effet de l'AGOA sur l'effet de la demande sur presque tous les secteurs signifie tout d'abord trivialement qu'à l'absence de l'AGOA, l'augmentation des exportations dans les secteurs en question aurait été au moins inférieure à plus de 50% de ce qui a été observé. Ce résultat signifie ensuite que l'AGOA a eu clairement un impact sur les structures productives des pays de cette région hors Angola et Afrique du Sud.

**TAB. 3.19: Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Australe entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation (a)		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
SITC 0	171,18	73191,922	-71,18	-30435,922
SITC 1	199,56	17794,777	-99,56	-8877,777
SITC 2	363,28	102736,610	-263,28	-74456,610
SITC 3	152,78	2117605,174	-52,78	-731647,174
SITC4	188,81	494,696	-88,81	-232,696
SITC 5	126,35	132841,236	-26,35	-27707,236
SITC 6	77,21	1004742,858	22,78	296489,141
SITC 7	62,72	131796,679	37,27	78333,320
SITC 8	87,88	30572,965	12,11	4216,034
SITC 9	16,28	902,176	83,71	4636,823

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

**TAB. 3.20: Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation (a)		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
SITC 0	189,82	42935,628	-89,82	-20317,628
SITC 1	-60,13	13867,539	160,13	-36929,539
SITC 2	-127,02	3159,111	227,02	-5646,111
SITC 3	150,67	2089209,669	-50,67	-702671,889
SITC4	43,28	25,106	56,71	32,893
SITC 5	42,01	6351,156	57,98	8763,843
SITC 6	7,86	17276,821	92,13	202281,178
SITC 7	28,12	779,380	71,87	1991,619
SITC 8	25,58	156531,596	74,41	455218,403
SITC 9	39,63	1194,576	60,36	1819,424

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

**TAB. 3.21: Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud et sans l'Angola entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité	
	Part	Valeur	Part	Valeur
(%)	en 1000 \$US	(%)	en 1000 \$US	
SITC 0	189,82	42935,628	-89,82	-20317,628
SITC 1	-60,13	13867,539	160,13	-36929,539
SITC 2	-126,87	3159,111	226,87	-5649,111
SITC 3	-67,55	1351,00	167,55	-3,351
SITC4	43,28	2,5106	56,71	32,893
SITC 5	42,01	6351,156	57,98	8763,843
SITC 6	9,24	17276,821	90,75	169656,178
SITC 7	22,65	699,950	77,34	2389,049
SITC 8	25,55	156427,255	74,44	455725,744
SITC 9	-544,58	784,209	644,58	-928,209

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

### *ii- L'Afrique de l'Ouest*

Comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, l'Afrique de l'Ouest est la région qui exporte le plus vers les Etats-Unis surtout à cause de l'appartenance à cette région du Nigeria qui est le premier exportateur africain de pétrole. Pourtant, l'analyse du tableau 3.22 montre que l'effet de l'AGOA dans le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3) est assez limité; seulement 21,19% de l'augmentation des exportations observées dans ce secteur sont dus à la mise en place de l'AGOA. L'AGOA a également provoqué l'augmentation des exportations des produits agricoles (SITC 0), des boissons et du tabac (SITC 1), des produits chimiques et huiles essentielles (SITC 5) et des produits manufacturés divers (SITC 8)

D'après le tableau 3.22, la mise en place de l'AGOA a généré 62,48% de l'augmentation des exportations des produits agricoles (SITC 0), 82,99% de l'augmentation des boissons et du tabac (SITC 1), 55,01% de l'augmentation des produits chimiques et huiles essentielles (SITC 5) mais aussi 63,22% de l'augmentation des exportations des produits manufacturés divers (SITC 8). Par contre l'AGOA ne semble pas avoir eu d'effets escomptés sur les produits miniers bruts exclus carburants (SITC 2), les huiles végétales et animales (SITC 6), les machines et équipements de transport (SITC 7) et sur les produits non classés (SITC 9) puisque les exportations des pays d'Afrique de l'Ouest dans ces secteurs diminuent.

L'analyse des taux de variation de la demande mondiale américaine et de la demande américaine en provenance des pays d'Afrique de l'Ouest dans ces secteurs montre que pendant que la demande américaine en provenance des pays d'Afrique de l'Ouest dans ces

secteurs se contracte, la demande mondiale américaine dans ces mêmes secteurs augmente par ailleurs. Ainsi, entre 2001 et 2004, la demande américaine des produits originaires d'Afrique de l'Ouest dans les secteurs 2, 4, 6, 7 et 9 se réduit respectivement de 3,56%, de 85,66%, de 38,42%, de 13,41% et de 66,59% alors que dans le même temps, la demande mondiale américaine dans les mêmes secteurs augmente de 29,70% pour le secteur 2, de 92,99% pour le secteur 4, de 38,35% pour le secteur 6, de 19,77% pour le secteur 7 et enfin de 7% pour le secteur 9. Comme ci-dessus évoqué, cette baisse peut être due à l'orientation des préférences américaines vers d'autres pays ou d'autres régions ou tout simplement à l'absence d'offre. Ces deux arguments peuvent être retenus à l'intérieur même des pays AGOA car, on se rend compte que pendant que les importations américaines en provenance de l'Afrique de l'Ouest baissent dans le secteur 4 de 85,66%, dans le même temps, les importations américaines en provenance de l'Afrique Australe dans ce même secteur augmentent de 49,25% (annexe 3B).

**TAB. 3.22: Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique de l'Ouest entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation (a)		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
SITC 0	37,51	77982,039	62,48	129893,960
SITC 1	17,00	144,677	82,99	706,322
SITC 2	-833,22	30679,347	933,22	-34361,347
SITC 3	78,80	6011937	21,19	1616795,269
SITC4	-108,55	6789,056	208,55	-13043,056
SITC 5	44,98	1408,632	55,01	1722,367
SITC 6	-99,80	27680,497	199,80	-55414,497
SITC 7	-144,51	1433,610	244,51	-2425,610
SITC 8	36,77	3411,469	63,22	5865,530
SITC 9	-10,50	7704,114	110,50	-81023,114

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

Le tableau 3.22 nous a également révélé que l'effet de la demande américaine a joué très fortement dans le secteur des carburants et des lubrifiants (SITC 3)<sup>43</sup> ; cet effet est estimé à 78,8%. Par ailleurs, nous constatons que si l'effet de l'AGOA apparaît être au *coude à coude* avec l'effet de la demande dans le secteur 5, en revanche, pour les secteurs 0, 1 et 8, l'effet de l'AGOA est nettement supérieur. Au regard de l'analyse ci-dessus, on peut dire que si

<sup>43</sup>Il faut noter que ce secteur occupe depuis 2001 plus de 90% des exportations totales de cette région vers les USA.

en Afrique de l' Ouest, les avantages issus de l' AGOA ont surtout été captés par les secteurs primaires agricoles (SITC 0 et SITC 1), la mise en place de l' AGOA a quand même permis le développement des exportations de produits manufacturés du secteur 8. Mais celui-ci reste embryonnaire au regard de la part qu' il occupe dans les exportations totales ; en 2004, cette part était de 0,14% (annexe 2D).

### *iii- L'Afrique Centrale*

L'Afrique Centrale comme l'Afrique de l'Ouest est une région riche en ressources pétrolières. Comme en Afrique de l'Ouest, l'effet de l'AGOA sur les exportations du secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3) est plus faible que l'effet de l'augmentation de la demande américaine. D'après le tableau 3.23, 25,10% de l'augmentation des exportations observées entre 2001 et 2004 dans ce secteur ont été générés du fait de la mise en place de l'AGOA. D'autres secteurs ont également bénéficié de l'effet dynamique de l'AGOA, il en est ainsi des produits agricoles (SITC 0), des boissons et du tabac (SITC 1), des produits miniers bruts exclus les carburants (SITC 2), des huiles végétales et animales (SITC 4) mais aussi d'autres secteurs comme les produits chimiques (SITC 5), les machines et matériels de transport (SITC 7), les produits manufacturés divers (SITC 8) et les produits non classés (SITC 9). D'après nos résultats, l'AGOA est à l'origine : de 90,61% de l'augmentation des exportations du secteur 0, de 76,27% de l'augmentation des exportations du secteur 1, de 47,44% de l'augmentation des exportations du secteur 2, de 86,05% de l'augmentation des exportations du secteur 4, de 81,27% de l'augmentation des exportations du secteur 5, de 93,7% de l'augmentation des exportations du secteur 7, de 52,52% de l'augmentation des exportations du secteur 8 et enfin de 83,71% de l'augmentation des exportations du secteur 9. Alors que tous les autres secteurs ont vu leurs exportations croître sur le marché américain, les exportations de produits manufacturés issus directement des matières premières (SITC 6) se sont plutôt réduites.

D'après le tableau 3.23, cette baisse est due à la chute de la demande américaine, mais une analyse approfondie des taux de variation de la demande américaine des produits de ce secteur en provenance d' une part du monde entier et d' autre part des pays d' Afrique Centrale nous replonge dans des cas déjà étudiés plus haut. L' analyse des taux de variation de la demande américaine dans le secteur 6 montre que pendant que la demande américaine en direction de l' Afrique Centrale diminuait de 21,50%, la demande mondiale américaine dans ce même secteur augmentait quant à elle de 38,35%. D' ailleurs dans le même temps, la demande mondiale américaine en direction de l' Afrique Australe dans ce même secteur a augmenté de 49,67%. La baisse des exportations du secteur 6 observée en Afrique Centrale pourrait avoir pour origine les mêmes causes que celles évoqués ci-dessus (orientation des préférences américaines vers d' autres marchés ou absence d' offre suffisante).



**TAB. 3.23: Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Centrale entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité	
	Part	Valeur	Part	Valeur
	(%)	en 1000 \$US	(%)	en 1000 \$US
SITC 0	9,38	1298,219	90,61	12541,780
SITC 1	23,72	353,691	76,27	1137,308
SITC 2	52,55	11610,039	47,44	10482,960
SITC 3	74,89	1548118,432	25,10	518912,567
SITC4	13,94	8,368	86,05	51,631
SITC 5	18,72	104,103	81,27	451,896
SITC 6	-178,40	18730,682	278,40	-29229,682
SITC 7	6,21	106,164	93,78	1602,835
SITC 8	47,47	1709,982	52,52	1892,017
SITC 9	16,28	902,176	83,71	4636,823

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

Le tableau 3.23 montre que l'effet de l'AGOA est largement supérieur à l'effet de l'augmentation de la demande dans la plupart des secteurs sauf pour le secteur des minerais bruts (SITC 2) et pour le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3). Les secteurs dans lesquels l'effet de l'AGOA est supérieur à l'effet de la demande traduit une "appropriation" des gains issus de l'AGOA par ces secteurs. Concrètement, cela signifie que la mise en place de l'AGOA a été déterminante dans l'augmentation des exportations dans ces différents secteurs. De l'analyse ci-dessus, il apparaît que les produits agricoles (SITC 0), les boissons et tabac (SITC 1) et les huiles végétales et animales (SITC 4) sont les principaux secteurs non manufacturés qui ont le plus tiré avantage de la mise en place de l'AGOA.

La captation des gains issus de l'AGOA par les secteurs primaires nous paraît logique compte tenu de la structure productive initiale des pays de cette région. Mais le fait que les gains issus de l'AGOA aient également été captés par certains secteurs de biens manufacturés marque une petite évolution dans la structure productive des pays de cette région. Ainsi le secteur 9 et mais surtout le secteur 7 (machines et matériels de transport) ont été fortement influencés par la mise en place de l'AGOA.

Il convient de préciser que même si l'AGOA a favorisé le développement de la production dans ces secteurs par l'accroissement des exportations, celles-ci demeurent insignifiantes si on les compare à la part qu'elles occupent dans les exportations totales. En 2004, la part des exportations des secteurs 7 et 9 dans les exportations totales étaient respectivement de 0,05% et de 0,4%. Au vu de cette analyse, il serait hasardeux de parler de dynamique de spécialisation ou de dynamique de structure productive dans cette région.

#### *iv- L'Afrique de l'Est*

En Afrique de l'Est, le secteur des produits manufacturés divers (SITC 8) semble incontestablement être le secteur qui a le plus tiré avantage de l'AGO. L'analyse du tableau 3.24 nous montre que 92,78% de l'augmentation des exportations constatées dans ce secteur sont dus à l'existence de l'AGO. Ce secteur est suivi par les produits non classés (SITC 9) et le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3)<sup>44</sup> pour lesquels la mise en place de l'AGO est responsable respectivement de 89,46% et de 62,34% de l'augmentation des exportations constatées entre 2001 et 2004.

Par ailleurs, le tableau 3.24 montre aussi que l'AGO n'apas eu d'effet sur les exportations des produits agricoles (SITC 0), des minerais bruts exclus les carburants (SITC 2), des huiles végétales et animales (SITC 4). Ce résultat veut dire que l' augmentation observée dans ces secteurs est due uniquement (à 100%) à l' augmentation de la demande américaine. Mais pour les autres secteurs (SITC 1, SITC 5, SITC 6, SITC 7), on constate plutôt que les exportations se sont réduites ; comme nous l' avons suggéré dans les analyses précédentes, dans une telle configuration, la diminution constatée est possiblement due à l' orientation des préférences américaines en faveur d' autres pays ou d' autres régions ou tout simple absence d' offre suffisante).

On constate effectivement que pendant que les Etats-Unis réduisent leurs importations provenant des pays d'Afrique de l'Est dans ces secteurs, ils augmentent dans le même temps leurs importations mondiales dans ces mêmes secteurs. Ainsi, les importations américaines en provenance de l'Afrique de l'Est diminuent de 11,43% dans le secteur 1 alors que les Etats-Unis augmentent dans ce même secteur leurs importations mondiales de 30,78%. Il en est de même pour les secteurs 5, 6, et 7 dont les importations américaines en provenance de l'Afrique de l'Est ont chuté respectivement de 52,32%, de 14,93% et de 20,05% tandis que leurs importations mondiales ont augmenté de 43,20% pour le secteur 5, de 38,35% pour le secteur 6 et de 19,37% pour le secteur 7.

Comme nous l'avons évoqué dans les autres régions, la supériorité de l'effet de l'AGO par rapport à l'effet de demande américaine dans le secteur 9 mais surtout dans le secteur 8 traduit une certaine dynamique de la structure productive de cette région. En analysant la part du secteur 8 dans les exportations totales, on se rend compte que depuis l'entrée en vigueur de l'AGO en 2001, la part de ce secteur dans les exportations totales n'a cessé de progresser. D'ailleurs depuis 2002, plus de 50% des exportations de cette région vers les Etats-Unis appartiennent désormais au secteur 8. Ce secteur a déclassé les produits agricoles (SITC 0) qui constituaient depuis les indépendances des pays de cette région, le premier secteur exportateur. Le cas de l'Afrique de l'Est est patent et montre que l'AGO a clairement contribué à la modification de la structure productive des pays de cette région : c'est ce que nous avons appelé *effet de translation des préférences productives*. La principale justification à cette situation se trouve dans la pauvreté de cette région en ressources naturelles ; car pour Myrdal (1957) ou pour Hirschman (1958), une région qui est mal dotée en ressources naturelles et qui a des faibles coûts salariaux a tendance à capter toutes les activités industrielles qui utilisent intensément le facteur travail. Krugman (1991a, 1991b), Krugman & Venables (1993) et Fujita & Thisse (1996) parlent dans ce cas d'un effet de polarisation de l'activité industrielle.

<sup>44</sup>La valeur de ce secteur est résiduelle compte tenu de sa très faible part dans les exportations totales. Par exemple en 2004, ce secteur occupait 0,06% des exportations totales de l'Afrique de l'Est vers les USA.

**TAB. 3.24: Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique de l'Est entre 2001 et 2004**

Secteurs	Croissance des exportations due à :			
	- la variation de la demande d'importation (a)		-l'effet de l'AGOA ou de compétitivité (c)	
	Part (%)	Valeur en 1000 \$US	Part (%)	Valeur en 1000 \$US
SITC 0	121,65	19185,901	-21,65	-3414,901
SITC 1	-269,28	961,339	369,28	-1318,339
SITC 2	420,45	8320,844	-320,45	-6341,844
SITC 3	37,65	65,523	62,34	108,476
SITC4	109,59	398,918	-9,59	-34,918
SITC 5	-82,56	1343,405	182,56	-2970,405
SITC 6	-256,94	6857,805	356,94	-9526,805
SITC 7	-96,61	880,120	196,61	-1791,120
SITC 8	7,21	15887,372	92,78	204228,627
SITC 9	10,53	572,903	89,46	4867,096

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005)

L'analyse de la dynamique de spécialisation des pays d'Afrique sub-saharienne suite à la mise en place de l'AGOA à travers les modèles économétriques nous a révélé globalement que deux secteurs ont tiré avantage de l'AGOA : le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3) et le secteur des produits manufacturés divers (8). De manière spécifique, l'usage du modèle CMS nous a permis d'affiner notre analyse en nous révélant que l'augmentation des exportations constatées dans le secteur 3 depuis la mise en place de l'AGOA est en fait due en grande partie à l'augmentation de la demande américaine. Cette analyse nous a aussi permis de constater que le secteur 8 est en réalité le seul secteur qui a vraiment tiré avantage (tant en variation qu'en volume) de l'AGOA indépendamment de l'augmentation de la demande américaine. Cette analyse, effectuée à l'échelle régionale, nous a permis de saisir l'impact différentiel de l'AGOA sur les secteurs des différentes régions.

### 3.3 Conclusion

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les structures productives des pays éligibles nous a d'abord permis de mettre en exergue le rôle crucial de la diversification économique dans le processus de croissance et de développement des nations. Nous avons vu que la diversification économique apparaît comme un moyen de réduire les risques liés aux chocs exogènes car une économie fortement concentrée est durablement affectée sur le plan économique lorsque le principal produit d'exportation subi une baisse. Une conséquence inhérente à une telle économie est la réalisation des mauvaises performances dont le corollaire est sa

marginalisation croissante. Les mauvaises performances économiques des pays d'Afrique et leur marginalisation croissante dans le système économique international sont souvent attribuées à la faible diversification de leurs économies ou plutôt à la forte concentration de ces économies dans les produits primaires de rente. Les tentatives infructueuses d'industrialisation ou de diversification économique menées par les pays africains dès les années 70 les ont plongé pour la plupart d'entre eux dans une crise économique profonde. Aujourd'hui, les seuls espoirs d'industrialisation de ce sous continent reposent essentiellement sur les initiatives extérieures du genre AGOA.

En accordant certains avantages aux pays d'Afrique sub-saharienne, les Etats-Unis espèrent ainsi, à travers cette loi, créer une dynamique qui puisse aider les pays bénéficiaires à produire de plus en plus de biens différents. l'objectif de ce chapitre a donc été de voir si depuis la mise en place de l'AGOA, les structures productives des pays bénéficiaires se sont modifiées ou encore si ces pays ont intégré dans leurs exportations d'autres types de biens.

L'analyse de la dynamique de spécialisation des pays AGOA réalisée à l'aide des indices nous a montré globalement que depuis la mise en place de l'AGOA, les pays éligibles avaient plutôt tendance à se spécialiser dans un faible nombre de produits. Du point de vue descriptif, on a trouvé que l'indice de Herfindahl s'est accru de 6,917% depuis la mise en place de l'AGOA tandis que l'indice d'entropie décroissait de 2,48% au cours de la même période. L'analyse descriptive au niveau régional nous a indiqué que la tendance à la concentration croissante s'observait dans toutes les régions ; mais les tests de signe n'ont confirmé cette hypothèse qu'en Afrique Centrale.

L'analyse de la structure économique des pays éligibles à travers les indices nous a certes permis de saisir le rôle de l'AGOA sur l'évolution globale de la spécialisation des pays bénéficiaires mais elle s'est révélée défailante lorsqu'on voulait capter les modifications qui sont intervenues dans les différents pans de la structure productive des pays éligibles.

La désagrégation de l'équation de gravité à la Bergstrand (1989) à 1-digit selon la nomenclature SITC nous a permis de voir que de manière globale, deux secteurs se sont accaparés des gains issus de l'AGOA : le secteur des combustibles et des carburants (SITC 3) et le secteur des articles manufacturés divers (SITC 8).

L'utilisation du modèle de gravité désagrégé à la Bergstrand (1989) à l'échelle régionale nous a permis de voir que si la mise en place du *visa a boosté* les exportations des pays qui en bénéficient, ce dispositif est un frein pour les pays qui en sont exclus. L'analyse sectorielle à l'échelle régionale nous a également permis de constater que l'Afrique Centrale est la seule région où l'AGOA a eu un impact positif et significatif sur le secteur des combustibles et des carburants (SITC 3). Toujours en Afrique Centrale, l'AGOA a eu un impact positif sur les exportations des articles du secteur 8 qui est dominé ici par les articles manufacturés (SITC 89) tels que les pièces d'art et de collection. En Afrique Australe, c'est le secteur des biens manufacturés issus directement des produits bruts (SITC 6) qui a bénéficié de la mise en place de l'AGOA. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont également tiré bénéfice de l'AGOA à travers son impact positif respectivement sur le secteur des produits manufacturés divers (SITC 8) et sur le secteur des machines et matériels de transport (SITC 7). Mais ces conclusions ont été affinées par le modèle CMS.

D'après l'étude d'impact réalisée à l'aide du modèle CMS, l'augmentation des exporta-

tions observée dans le secteur des carburants et des combustibles (SITC 3) est attribuable à 87,32% à l'augmentation de la demande américaine. En d'autres termes, même à l'absence de l'AGOA, 87,32% de l'augmentation des exportations constatées entre 2001 et 2004 dans le secteur 3 auraient eu lieu ; l'effet propre de l'AGOA ayant été estimé à 12,67% de l'augmentation constatée. Le modèle CMS nous a également permis de constater que l'augmentation de la demande américaine est responsable à près de 83,94% de l'augmentation des exportations observées dans le secteur des produits manufacturés divers (SITC 6) tandis que l'effet propre de l'AGOA y a été estimé à 16,05%.

Le modèle CMS nous a aussi aider à constater que du fait de la mise en place de l'AGOA, les pays éligibles ont pu augmenter de manière significative leurs exportations dans certains secteurs. Ainsi, nous avons trouvé que 38,74% et 73,10% de l'augmentation des exportations constatées respectivement dans les secteurs 0 et 8 sont dues à l'AGOA. L'AGOA a également généré 36,06% de l'augmentation des exportations du secteur 7. Le fait que l'effet propre de l'AGOA soit supérieur à l'effet de la demande américaine pour le secteur 8 traduit du point de vue globale un impact significatif de l'AGOA sur la structure productive des pays éligibles.

L'utilisation du modèle CMS au niveau régional nous a montré que l'AGOA a provoqué de manière déterminante l'augmentation des exportations aussi bien dans les secteurs primaires que dans les secteurs des produits manufacturés. Ainsi, en Afrique Centrale, la mise en place de l'AGOA a généré en moyenne plus de 50% de l'augmentation des exportations constatées dans presque tous les secteurs sauf pour le secteur 3. Comme nous l'avons évoqué plus haut, le fait que l'effet propre de l'AGOA soit supérieur à l'effet de la demande traduit une dynamique de spécialisation ; mais la part des exportations de ces secteurs dans les exportations totales est encore tellement faible qu'il nous est apparu hasardeux de parler de modification réelle de la structure productive.

Le constat fait en Afrique Centrale a également été étendu en Afrique de l'Ouest où l'AGOA a généré 62,48%, 82,99%, 55,01% et 63,22% de l'augmentation des exportations constatées respectivement dans les secteurs 0, 1, 5 et 8. En fait, l'essentiel des exportations de cette région est dominé par les produits pétroliers même s'il faut reconnaître l'intégration croissante dans les exportations totales de cette région de ces nouveaux secteurs. Mais comme en Afrique Centrale, la faible part des exportations de ces secteurs dans les exportations totales nous a semblé inopportune de suggérer une modification de la structure productive de cette région.

En Afrique Australe, l'effet de l'AGOA sur cette région a été relevé uniquement dans le secteur 7. Mais lorsque nous avons retiré l'Angola mais surtout l'Afrique du Sud, l'effet de l'AGOA est apparu plus élevé sur presque tous les secteurs. Toutefois, du fait de la domination de l'effet de l'augmentation de la demande, il est apparu non indiqué de suggérer un effet significatif de l'AGOA sur la structure productive des pays de cette région.

En Afrique de l'Est, il a été trouvé que la mise en place de l'AGOA a généré près de 92,78% de l'augmentation des exportations constatées dans le secteur 8. Une analyse plus pointue nous a permis de voir que l'AGOA a contribué de manière significative à la modification de la structure productive de cette région. Avant l'AGOA et ceci depuis 1970, les exportations de cette région étaient dominées par les produits du secteur agricole (SITC 0), mais depuis la mise en place de l'AGOA, les produits manufacturés (SITC 8) représentent désormais plus de 50% des exportations de cette région vers les Etats-Unis.

Comme nous venons de le constater, depuis la mise en place de l' AGOA, de nombreux secteurs des pays éligibles ont vu leurs exportations vers les Etats-Unis croître. Mais une analyse approfondie nous a montré que les augmentations observées ont été le fait de l' augmentation de la demande américaine dans la plupart des secteurs de produits primaires. Mais dans certains secteurs de produits manufacturés, l' effet propre de l' AGOA est apparu plus élevé. L' analyse au niveau régional a participé à la déconstruction des *a priori*, car contrairement à ce qu' on aurait pu imaginer, on a plutôt trouvé que l' AGOA a en réalité permis à de nombreux pays d' augmenter leurs exportations dans les secteurs non traditionnels dominants (produits de rente). Même si cet effet demeure négligeable en volume, on peut toutefois y déceler une tentative de diversification économique ou dans le cas de l' Afrique de l' Est un effet de translation de préférences productives.

Le soutien de la diversification par l' AGOA est essentiel pour ces pays car le processus de rattrapage économique et technologique d' un pays ou d' une région doit se traduire, entre autres, par une évolution de ses échanges internationaux qui va se manifester d' une part, par un processus de mutation des échanges inter branches vers les échanges intra-branche et d' autre part, par la structure de sa spécialisation croissante vers les biens manufacturés de plus en plus élaborés (niveau technologique). Mais au delà du rattrapage économique encore bien loin pour les pays africains, la diversification économique prônée et soutenue par l' AGOA a pour but d' augmenter les possibilités de drainer vers les pays éligibles les investissements étrangers, d' établir les conditions d' un transfert de technologies, de mettre en oeuvre un environnement propice à la croissance économique bref, d' encourager les pays éligibles à adopter des politiques économiques qui leur permettront d' être plus attractifs.

UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON SORBONNE  
U.F.R DE SCIENCES ECONOMIQUES

|0|8|P|A| | | | | | |

IMPACT DE L'AGOA SUR LES PAYS ELIGIBLES :  
DYNAMIQUE DES ECHANGES, DYNAMIQUE DE STRUCTURE  
ET DYNAMIQUE DES TAUX DE CROISSANCE ?

TOME I

Thèse en vue de l'obtention du grade de  
Docteur de l'Université de Paris I  
Discipline : Sciences Economiques  
Présentée et soutenue publiquement par

Boniface Bounoung Fouda

Directeur de thèse : Professeur Jean Claude Berthélémy

Mars 2008

JURY :

M. Jean-Pierre Laffargue,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Lionel Fontagné,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Gerard Lafay,	Professeur à l'Université Paris 2. Rapporteur
M. Federico Trionfetti,	Professeur à l'Université d'Aix-Marseille II. Rapporteur

UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON SORBONNE  
U.F.R DE SCIENCES ECONOMIQUES

|0|8|P|A| | | | | | |

IMPACT DE L'AGOA SUR LES PAYS ELIGIBLES :  
DYNAMIQUE DES ECHANGES, DYNAMIQUE DE STRUCTURE  
ET DYNAMIQUE DES TAUX DE CROISSANCE ?

TOME II

Thèse en vue de l'obtention du grade de  
Docteur de l'Université de Paris I  
Discipline : Sciences Economiques  
Présentée et soutenue publiquement par

Boniface Bounoung Fouda

Directeur de thèse : Professeur Jean Claude Berthélémy

Mars 2008

JURY :

M. Jean-Pierre Laffargue,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Lionel Fontagné,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Gerard Lafay,	Professeur à l'Université Paris 2. Rapporteur
M. Federico Trionfetti,	Professeur à l'Université d'Aix-Marseille II. Rapporteur



UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON SORBONNE  
U.F.R DE SCIENCES ECONOMIQUES

|0|8|P|A| | | | | | |

IMPACT DE L'AGOA SUR LES PAYS ELIGIBLES :  
DYNAMIQUE DES ECHANGES, DYNAMIQUE DE STRUCTURE  
ET DYNAMIQUE DES TAUX DE CROISSANCE ?

TOME I

Thèse en vue de l'obtention du grade de  
Docteur de l'Université de Paris I  
Discipline : Sciences Economiques  
Présentée et soutenue publiquement par

Boniface Bounoung Fouda

Directeur de thèse : Professeur Jean Claude Berthélémy

Mars 2008

JURY :

M. Jean-Pierre Laffargue,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Lionel Fontagné,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Gerard Lafay,	Professeur à l'Université Paris 2. Rapporteur
M. Federico Trionfetti,	Professeur à l'Université d'Aix-Marseille II. Rapporteur

UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON SORBONNE  
U.F.R DE SCIENCES ECONOMIQUES

|0|8|P|A| | | | | | |

IMPACT DE L'AGOA SUR LES PAYS ELIGIBLES :  
DYNAMIQUE DES ECHANGES, DYNAMIQUE DE STRUCTURE  
ET DYNAMIQUE DES TAUX DE CROISSANCE ?

TOME II

Thèse en vue de l'obtention du grade de  
Docteur de l'Université de Paris I  
Discipline : Sciences Economiques  
Présentée et soutenue publiquement par

Boniface Bounoung Fouda

Directeur de thèse : Professeur Jean Claude Berthélémy

Mars 2008

JURY :

M. Jean-Pierre Laffargue,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Lionel Fontagné,	Professeur à l'Université Paris 1.
M. Gerard Lafay,	Professeur à l'Université Paris 2. Rapporteur
M. Federico Trionfetti,	Professeur à l'Université d'Aix-Marseille II. Rapporteur

*L'Université de Paris I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.*

© [2008] par [Boniface Bounoung Fouda]

All rights reserved.

"J'ai parcouru ce long chemin vers la liberté. J'ai essayé de ne pas hésiter ; j'ai fait beaucoup de faux pas. Mais j'ai découvert ce secret : après avoir gravit une haute colline, tout ce qu'on découvre, c'est qu'il reste beaucoup d'autres collines à gravir. Je me suis arrêté un instant pour me reposer, pour contempler l'admirable paysage qui m'entoure, pour regarder derrière moi la longue route que j'ai parcourue. Mais je ne peux me reposer qu'un instant ; avec la liberté viennent les responsabilités, et je n'ose m'attarder car je ne suis pas arrivé au terme de mon long chemin".

*Un long chemin vers la liberté,* Nelson Mandela (1994)

*A ma mère, anastasié Mbélé*  
*A mon feu père, lucien Fouda*  
*A ma fille, ana Bounoung Mbélé*

## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de thèse, le professeur Jean Claude Berthélémy, pour m'avoir fait confiance au cours de ces longues années, tout en me faisant partager son expérience et son enthousiasme. Je tiens également à remercier Monsieur Gérard Lafay et Monsieur Federico Trionfetti qui ont accepté d'être rapporteurs de cette thèse. Je remercie aussi Monsieur Jean-Pierre Laffargue et Monsieur Lionel Fontagné pour avoir accepté de faire partie du jury.

Je voudrais aussi remercier tout particulièrement Albert Bilong dont la confiance et le soutien indéfectible ont été déterminants dans la réalisation de ce travail.

Je voudrais ensuite remercier Monsieur Bill Jackson du bureau exécutif de l' AGOA à Washington DC qui a mis à ma disposition toute la documentation ainsi que les données nécessaires à la bonne fin de cette recherche.

Ma gratitude va ensuite à tous ceux qui par leurs remarques et leurs conseils m' ont permis, depuis plusieurs années, de réaliser ce travail. Je pense à Monsieur Phillipe Jolivadt, Monsieur Rahji, Faïda, Sonia Ben Kheder, Sonia Toumi, Nada Abdelkhader, Suzanne Amraish, Rodolphe Desbordes et Céline Azémar.

Mes chaleureux remerciements vont évidemment à tous mes frères et soeurs (Alain Etoundi, Jules Amougou, Sylvain Nguini, Eric Owona, Oscar Fouda, René Fouda, Dieudonné Owona, Alphonsine N' nang Fouda, Marguerite, Francis Owona, Ben Owona), belles sœurs et beau frère (Marthe, Andréa, Sophie, Hyacinthe) et bien sûr à Nnang Anastasie, à son Excellence Monsieur Bindzi et Madame , Jacques Daniel Abena, Cyriac Atangana, Tsanga Messi, Jean Claude Atangana, Moustapha, Kedissi Haykel, Abdou et Murielle. Je ne saurais oublier ma belle famille et tout particulièrement M. Obam Assam Samuel. Ces remerciements vont également à tous ceux qui de près ou de loin ont d' une manière ou d' une autre contribué à la réalisation de ce travail.

Mes derniers remerciements vont à Mengue M' Obam Muriel qui m'a apporté son amour et ses encouragements durant toutes ces années.

## ACRONYMES

ACP	Afrique Caraïbes et Pacifique
ADF	African Development Foundation
ANOVA	Analysis of Variance
AELE	Association Européenne de Libre-Echange
AFSS	Afrique Sub Saharienne
AGCI	African Global Competitiveness Initiative
AGOA	African Growth and Opportunity Act
ALENA	Accord de Libre- Echange Nord-Américain
APEC	Asia Pacific Economic Cooperation
APHIS	Animal and Plant Health Inspection Service
API	Agence de Promotion des Investissements
ARICEA	Association of Regulators of Information and Communications for Eastern and Southern Africa
ASEAN	Association of South East Asian Nations
ATA	American Trade Association
ATC	Agreement on Textiles and Clothing
ATPA	Andean Trade Preference Act
AVE	Accords Volontaires d'Exportation
BAD	Banque Africaine de Développement
CATTS	Consortium for Aviation Technology Transfers Center Support
CBERA	Caribbean Basin Economic Recovery Act
CBI	Caribbean Basin Initiative
CBTPA	Caribbean Basin Trade Partnership Act
CEA	Communauté Est Africaine
CEAAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté Economique Européenne
CEI	Communauté d'États Indépendants
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEPII	Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales

CEPLG	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CES	Constant Elasticity of Substitution
CGF	Credit Gurantee Facility
CIA	Central Intelligent Agency
CITA	Committee for the Implementation of Textile Agreements
CLDP	Commercial Law Development Program
CMS	Constant Market Shares
CNPF	Clause de la Nation la Plus Favorisée
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CTCI	Classification Type du Commerce International
CUA	Customs Union Agreement
DMC	Doubles Moindres Carrés
DOE	Department of Energy
DREE	Direction des Relations Economiques Extérieures
DSC	Dar es Salaam Corridor
DTIS	Diagnostic Trade Integration Studies
EAC	East African Community
EAMA	Europe, Afrique et Madagascar
EDDI	Education for Development and Democracy Initiative
EEPCO	Ethiopian Electric Power Company
EPA	Environmental Protection Agency
FAA	Federal Aviation Administration
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FCC	Federal Communications Commission
FHWA	Federal Highway Administration
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GGFR	Global Gas Flaring Reduction Initiative



GLS	Generalized Least Squares
GNSS	Global Navigation Satellite System
GSHA	Godisa Solar Hearing Aids
GSP	Generalized System of Preferences
GTN	Global Trade and Technology Network
HAP	Hospital Administration Program
HTS	Hamonized Tarrif Schedule
IC	Indice de Couverture
ICO	International Coffee Organization
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Indice de Développement Humain
IEHA	Initiative to End Hunger in Africa
IFPRI	International Food Policy Research
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development
IGADD	Inter-Governmental Authority on Drought and Development
IMF	International Monetary Fund
LDC	Less Development Countries
MBDA	Commerce Minority Business Development Agency
MCA	Millennium Challenge Account Initiative
MCG	Moindres Carrés Généralisés
MCO	Moindres Carrés Ordinaires
MERCOSUR	Marché Commun du Sud
MFA	Multifiber Arrangement
MFN	Most Favored Nation
MMG	Méthode des Moments Généralisés
MMG2E	Méthodes des Moments Généralisés à 2 Etapes
MMGD	Méthode des Moments Généralisés en Différence
MMGS	Méthode des Moments Généralisés en Système
MOSS	Market-Oriented, Sector-Selective
MOU	Memorandum of Understanding

MTA	Management Training for Africa
NAFTA	North American Free Trade Agreement
NCC	National Cotton Council
NCRD	Nigeria Coal Resource Development
NEC	National Economic Council
NITEL	Nigeria Telecommunication
NTCA	National Telecommunication Cooperative Association
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
NTR	Normal Trade Relations
OCDE	Organisation de la Coopération et du Développement Economique
OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
OIAC	Organisation Internationale de l'Aviation Civile
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
ONU	Organisation des Nations Unies
OPIC	Overseas Private Investment Corporation
OTII	The Office of Trade and Industry Information
PAC	Politique Agricole Commune
PAT	Programme d'Assistance Technique
PFP	Paprika Farming Project
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays Moins Avancés
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PVD	Pays en Voie de Développement
RATES	Regional Agricultural Trade Expansion Support
RDC	République Démocratique du Congo
REDSO	Regional Mission for East and Central Africa
SACU	Southern African Customs Union
SADC	Southern African Development Community

SAIBL	South Africa International Business Linkages
SBA	Small Business Administration
SGP	Système Généralisé des Préférences
SITC	Standard International Trade Classification
SPS	Sanitary and Phytosanitary Measures
SSFA	Safe Skies for Africa
STIPP	Short Term Insurance Pilot Program
SUR	Seemingly Unrelated Regression
TKC	Trans Kalahari Corridor
TMC	Triples Moindres Carrés
TMS	Tanzania Mtibwa Sugar
TRADE	Trade for African Development and Enterprise
TSA	Tous Sauf les Armes
UDEAC	Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UMPL	Uganda Marine Processing, Ltd.
UN	United Nations
URAA	Uruguay Round Agreements Act
USA	United Nations of America
USAID	United States Agency for International Development
USDA	United States Department of Agriculture
USDOT	United States Department of Transportation
USF	Universal Services Fund
USITC	United States International Trade Commission
USTDA	United States Trade and Development Agency
USTR	United States Trade Representative
VRA	Voluntary Restraint Agreement
WABNET	West Africa Business Women's Network
WAEMU	West African Economic & Monetary Union
WAIBL	West African International Business Linkages
WAIPA	World Association of Investment Promotion Agencies
WAMZ	West African Monetary Zone
WAPP	West Africa Power Pool
WARP	West Africa Regional Program
WDI	World Development Indicators
WTO	World Trade Organization
WTO SPSA	World Trade Organisation Sanitary and Phytosanitary Agreement
ZLE	Zone de Libre Echange

## RESUME

La mise en place de l' AGOA en mai 2000 a mis une fois de plus en exergue la vieille querelle de la problématique de l' impact d' un accord commercial sur la croissance économique des pays bénéficiaires. Toutefois, l' étude des textes constitutifs de l' AGOA nous a montré que cette loi, en tant que nouvel instrument de coopération économique des USA en direction des pays d' Afrique sub-saharienne, balaye un champ beaucoup plus large que celui d' un accord commercial. Pour cela, il nous est apparu opportun que l' étude de l' impact de l' AGOA aille au delà de la simple évaluation de l' impact de cette loi sur les échanges commerciaux. Notre étude a donc intégré l' impact de l' AGOA sur la dynamique de spécialisation, sur la dynamique de politiques économiques et sur la croissance économique des pays éligibles.

Nos résultats nous ont montré que la mise en place de l' AGOA a eu un effet positif sur les exportations des pays éligibles. Mais cet effet est apparu plus élevé sur l' augmentation des exportations des produits non traditionnels. Au niveau des instruments de politiques économiques, il est apparu que l' AGOA a eu un effet positif et significatif sur les dépenses publiques et le taux de change réel. En revanche, cet effet est apparu non significatif sur l' ouverture commerciale et sur l' inflation. L' AGOA a également eu un effet positif et significatif sur la croissance de la productivité apparente du travail et sur les investissements directs étrangers (IDE). Mais l' effet de l' AGOA sur les IDE est apparu plus élevé pour les pays producteurs de pétrole. Enfin, nos résultats nous ont montré que la mise en place de l' AGOA n' a pas eu d' influence significative sur la croissance du PIB par habitant des pays éligibles, mais cet effet est variant selon les régions. Grâce à une analyse critique de cette loi, nous avons démontré que pour améliorer l' efficacité de l' AGOA, il faut que cette loi soit plus dynamique, qu' elle réduise ostensiblement l' effet de la taxation progressive et qu' elle mette fin à l' incertitude de durée qui est inhérente à la révision annuelle de la liste des pays éligibles.

Mots clés : Accords commerciaux, politique commerciale, modèle de gravité, modèle CMS, tests de signe, données de panel, panel dynamique, politiques économiques, croissance économique, triples moindres carré, méthode des moments généralisés, accords commerciaux avec incertitudes, dynamique des firmes.

## ABSTRACT

The setting up of AGOA in May 2000 gave rise to the old bicker concerning the problematic of the link between free trade and economic growth. Nevertheless, the AGOA's essential constituent showed us that, AGOA is the new tool of the economic cooperation between USA and Sub-Saharan African countries. Thereof, AGOA goes beyond the plain trade agreement. In this case, our study will consider others areas as specialization dynamics, economic policies dynamics and economic growth of the eligible countries.

Our results showed that, the AGOA's effect is positive on the exports of the eligible countries. But, we pointed up that, this effect is higher in the increase of the exports of the new products than the traditional products. We also found that, AGOA's effect on the economic policies is mitigated. This effect is positive and significant on the public expenditures and real exchange rate; by contrast, AGOA's effect is no significant on the "openness" and inflation. Our results also showed that, the AGOA's setting up has been positive for the labor productivity growth and the foreign direct investment (FDI). But, we brought to light the fact that, the positive effect of AGOA on FDI is focused on the oil-producing countries. At last, in world view, we observed that AGOA's effect is no significant on the GDP per capita growth. But this effect is contingent upon of the studied region. In addition, we proved that, AGOA can be more effective if it's become more dynamic, if it's cut down the effect of the gradual taxing and if it's delete the uncertainty of the AGOA's length. This uncertainty is introduced by the renewal of the AGOA's eligible countries at the end of every year.

Keywords : Trade Agreements, Trade Policies, Gravity Benchmark, CMS Benchmark, Sign Tests, Panel Data, Dynamic Panel Data, Economic Policies, Economic Growth, Three Stage Least Squares, Generalized Least Squares, Generalized Method of Moments, Trade Agreements with Uncertainty, Firm Dynamics .

# TABLE DES MATIÈRES

RESUME . . . . .	2
ABSTRACT . . . . .	3
LISTE DES ANNEXES . . . . .	6
LISTE DES TABLEAUX . . . . .	7
TABLE DES FIGURES . . . . .	10
INTRODUCTION GENERALE . . . . .	15

## I OUVERTURE ECONOMIQUE ET DYNAMIQUE DES ECHANGES 27

CHAPITRE 1. ANALYSE DU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ENTRE LES ETATS-UNIS ET LES PAYS D'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE . . . . .	29
1.1. Avantages commerciaux . . . . .	30
1.1.1. Avantages commerciaux généraux . . . . .	30
1.1.2. Dispositions Particulières applicables aux textiles et vêtements . . . . .	37
1.2. Autres avantages et spécificités de l'AGOA . . . . .	44
1.2.1. Avantages relatifs aux investissements et à la coopération technique . . . . .	44
1.2.2. Critères et conditions d'éligibilité . . . . .	54
1.3. Structure économique et structure des échanges des pays éligibles . . . . .	56
1.3.1. L'Afrique Australe . . . . .	57
1.3.2. L'Afrique Centrale . . . . .	61
1.3.3. L'Afrique de l'Est . . . . .	64
1.3.4. L'Afrique de l'Ouest . . . . .	66
1.4. Conclusion . . . . .	71
CHAPITRE 2. AGOA COMME DYNAMIQUE DES ÉCHANGES ? . . . . .	73
2.1. Analyse théorique des échanges internationaux . . . . .	75
2.1.1. Fondements théoriques des échanges internationaux . . . . .	75
2.1.2. Impact sur les échanges des accords commerciaux préférentiels . . . . .	85
2.2. Impact de l'AGOA sur les exportations des pays éligibles . . . . .	96
2.2.1. Analyse des données . . . . .	97
2.2.2. Impact de l'AGOA sur les exportations : analyse à travers le modèle de gravité . . . . .	97
2.2.3. Impact de l'AGOA sur les exportations : analyse à travers le modèle CMS- <i>Constant Market Shares</i> . . . . .	115
2.3. Conclusion . . . . .	125

## II AGOA, OUVERTURE COMMERCIALE ET DYNAMIQUE DE STRUCTURE 127

CHAPITRE 3. AGOA COMME DYNAMIQUE DE SPÉCIALISATION ? . . . . .	129
3.1. Analyse de la dynamique de spécialisation à travers quelques indices . . . . .	133

3.1.1.	Analyse de la concentration et de la diversification : Une petite revue de la littérature . . . . .	133
3.1.2.	Evaluation empirique de la dynamique de spécialisation . . . . .	137
3.2.	Analyse de la dynamique de spécialisation à travers quelques modèles économétriques . . . . .	151
3.2.1.	Evaluation de la dynamique de spécialisation à travers le modèle de gravité . . . . .	151
3.2.2.	Evaluation de la dynamique de spécialisation à travers le modèle CMS 164	164
3.3.	Conclusion . . . . .	176
<b>CHAPITRE 4. AGOA COMME DYNAMIQUE DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ? . . .</b>		<b>180</b>
4.1.	Impact de l'AGOA sur les politiques économiques : Analyse théorique . . .	182
4.1.1.	Déterminants de politiques économiques . . . . .	183
4.1.2.	Modélisation de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques	202
4.2.	Impact de l'AGOA sur les politiques économiques : Analyse empirique . . .	207
4.2.1.	Analyse des données . . . . .	207
4.2.2.	Analyse globale . . . . .	209
4.2.3.	Analyse à l'échelle régionale . . . . .	217
4.3.	Conclusion . . . . .	233
 <b>III OUVERTURE COMMERCIALE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE, DUREE ET INCERTITUDE DE DUREE DE L'AGOA.</b>		
<b>235</b>		
<b>CHAPITRE 5. L'AGOA DANS LE PROCESSUS DE CROISSANCE : ENTRE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE ET VARIATION DE LA PRODUCTIVITÉ . . . . .</b>		<b>238</b>
5.1.	Impact de l'AGOA sur la localisation et la relocalisation des IDE . . . . .	240
5.1.1.	Analyse des enjeux et des déterminants des IDE . . . . .	240
5.1.2.	Analyse empirique de l'effet de l'AGOA sur les IDE . . . . .	244
5.2.	Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité . . . . .	269
5.2.1.	Modèle et méthode d'estimation . . . . .	269
5.2.2.	Analyse et interprétation des résultats . . . . .	278
5.3.	Conclusion . . . . .	293
<b>CHAPITRE 6. AGOA, OUVERTURE COMMERCIALE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</b>		<b>296</b>
6.1.	Ouverture commerciale et croissance économique : Analyse théorique . . .	297
6.1.1.	Etat des lieux de la littérature théorique et empirique . . . . .	298
6.1.2.	Modélisation de l'impact de l'AGOA sur la croissance économique	304
6.2.	Impact de l'AGOA sur la croissance économique : Analyse empirique . . .	319
6.2.1.	Analyse des données . . . . .	319
6.2.2.	Analyse globale . . . . .	320
6.2.3.	Analyse à l'échelle régionale . . . . .	326
6.3.	Conclusion . . . . .	346

CHAPITRE 7. ANALYSE CRITIQUE DE L'AGOA : ENTRE SURVIVANCE DES BARRIÈRES COMMERCIALES ET INCERTITUDE DE DURÉE, QUEL IMPACT SUR LES PAYS ÉLIGIBLES ? . . . . .	<b>349</b>
7.1. AGOA et survivance des barrières commerciales . . . . .	350
7.1.1. AGOA et survivance des barrières commerciales : cas du secteur agricole . . . . .	350
7.1.2. AGOA et survivance des barrières commerciales : cas du secteur des vêtements . . . . .	357
7.2. AGOA, durée et incertitude de durée : quel impact sur les pays éligibles. . . . .	362
7.2.1. Le modèle de base . . . . .	362
7.2.2. AGOA et incertitude temporelle . . . . .	371
7.3. Conclusion . . . . .	378
CONCLUSION GÉNÉRALE . . . . .	<b>380</b>
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	<b>385</b>



LISTE DES ANNEXES. . . . .	419
Annexe 1.A- Liste des produits éligibles dans le cadre de l'AGOA . . . . .	420
Annexe 1.B- Liste des pays éligibles au SGP . . . . .	502
Annexe 1.C- Règle d'origine appliquée dans le secteur textile et vêtements . . . . .	503
Annexe 1.D- Carte des pays éligibles au programme AGOA en 2004 . . . . .	509
Annexe 1.E- Carte des pays éligibles ayant le <i>visa</i> en 2004 . . . . .	510
Annexe 1.F- Liste des étoffes utilisées en quantités restreintes . . . . .	511
Annexe 2.A- Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004 . . . . .	514
Annexe 2.B- Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique de l'Est entre 1970 et 2004 . . . . .	516
Annexe 2.C- Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique Centrale entre 1970 et 2004 . . . . .	518
Annexe 2.D- Poids de chaque secteur sur les exportations totales de l'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004 . . . . .	520
Annexe 2.E- Poids des secteurs dans les exportations totales des pays éligibles pris globalement entre 1970 et 2004 . . . . .	522
Annexe 3.A- Indices d'Herfindahl et d'Entropie des pays AGOA entre 1989 et 2004 . . . . .	524
Annexe 3.B- Différentiel de variation sectorielle des importations américaines entre 2001 et 2004 . . . . .	538

## LISTE DES TABLEAUX

TABLE 1.1.	Pays d'Afrique sub-saharienne bénéficiaires du SGP en 2004 . . . . .	32
TABLE 1.2.	Pays d'Afrique sub-saharienne éligibles au programme AGOA en 2004	37
TABLE 1.3.	Pays AGOA détenteurs du "visa" d'exportation de vêtements en 2004	42
TABLE 2.1.	Part des régions en développement dans le commerce mondial entre 1980 et 2000 . . . . .	74
TABLE 2.2.	Exemple illustrant la théorie des avantages absolus . . . . .	76
TABLE 2.3.	Exemple illustrant la théorie des avantages comparatifs . . . . .	77
TABLE 2.4.	Résultat des estimations du modèle de gravité pour l'ensemble des pays AGOA . . . . .	110
TABLE 2.5.	Résultat des estimations du modèle de gravité des pays AGOA en fonction des régions . . . . .	111
TABLE 2.6.	Résultat des estimations du modèle de gravité en fonction des régions.	112
TABLE 2.7.	Evolution des exportations des pays AGOA (Base 100=2001) . . .	120
TABLE 2.8.	Décomposition des sources de l'augmentation des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	120
TABLE 2.9.	Décomposition par région des sources de l'augmentation des exportations entre 2001 et 2004 . . . . .	121
TABLE 2.11.	Décomposition des sources de l'augmentation des exportations de l'Afrique Australe entre 2001 et 2004 . . . . .	124
TABLE 3.1.	Analyse de l'évolution de la spécialisation de tous les pays AGOA entre 1989 et 2004 . . . . .	141
TABLE 3.2.	Analyse de l'évolution des indices de spécialisation de l'Afrique Australe en- tre 1989 et 2004 . . . . .	143
TABLE 3.3.	Analyse de l'évolution des indices de spécialisation de l'Afrique Centrale entre 1989 et 2004 . . . . .	144
TABLE 3.4.	Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique de l'Est entre 1989 et 2004 . . . . .	145
TABLE 3.5.	Analyse de l'évolution de la spécialisation de l'Afrique de l'Ouest entre 1989 et 2004 . . . . .	146
TABLE 3.6.	Régression des indices de spécialisation des pays AGOA sur le trend temporel entre 1989 à 2004 . . . . .	147
TABLE 3.7.	Régression des indices de spécialisation des pays AGOA sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	147
TABLE 3.8.	Régression des indices de spécialisation de l'Afrique Australe sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	149
TABLE 3.9.	Régression des indices de spécialisation de l'Afrique Centrale sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	149
TABLE 3.10.	Régression des indices de spécialisation de l'Afrique de l'Est sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	150

## LISTE DES TABLEAUX—

TABLE 3.11. Régression des indices de spécialisation de l'Afrique de l'Ouest sur le trend temporel avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	150
TABLE 3.12. Correspondance sectorielle à 1-digit selon la nomenclature CTCI ou SITC	152
TABLE 3.13. Impact de l'AGOA sur les pays éligibles pris globalement-analyse sectorielle- 155	
TABLE 3.14. Impact de l'AGOA sur l'Afrique Australe -analyse sectorielle- . . . . .	157
TABLE 3.15. Impact de l'AGOA sur l'Afrique de l'Ouest -analyse sectorielle- . . . . .	159
TABLE 3.16. Impact de l'AGOA sur l'Afrique Centrale -analyse sectorielle- . . . . .	161
TABLE 3.17. Impact de l'AGOA sur l'Afrique de l'Est -analyse sectorielle- . . . . .	163
TABLE 3.18. Décomposition des sources de variation des exportations de l'ensemble des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	166
TABLE 3.19. Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Australe entre 2001 et 2004 . . . . .	169
TABLE 3.20. Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud entre 2001 et 2004 . . . . .	170
TABLE 3.21. Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud et sans l'Angola entre 2001 et 2004 . . . . .	171
TABLE 3.22. Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique de l'Ouest entre 2001 et 2004 . . . . .	172
TABLE 3.23. Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique Centrale entre 2001 et 2004 . . . . .	174
TABLE 3.24. Décomposition des sources de variation des exportations de l'Afrique de l'Est entre 2001 et 2004 . . . . .	176
TABLE 4.1. Evaluation de l'identification des paramètres du modèle 4.42 . . . . .	206
TABLE 4.2. Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays AGOA pris globalement . . . . .	215
TABLE 4.3. Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays AGOA pris globalement . . . . .	216
TABLE 4.4. Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique Australe . . . . .	221
TABLE 4.5. Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique de l'Ouest . . . . .	225
TABLE 4.6. Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique Centrale . . . . .	229
TABLE 4.7. Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique de l'Est . . . . .	232
TABLE 5.1. Matrice des coefficients de corrélation . . . . .	250
TABLE 5.2. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction des pays AGOA-pris globalement-(1970-2004) . . . . .	252
TABLE 5.3. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique Australe (1970-2004) . . . . .	255
TABLE 5.4. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest (1970-2004) . . . . .	260

## LISTE DES TABLEAUX—

TABLE 5.5. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est (1970-2004) . . . . .	263
TABLE 5.6. Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique Centrale (1970-2004) . . . . .	266
TABLE 5.7. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail des pays AGOA-pris globalement- . . . . .	280
TABLE 5.8. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique Australe . . . . .	283
TABLE 5.9. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique de l'Ouest . . . . .	286
TABLE 5.10. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique Centrale . . . . .	290
TABLE 5.11. Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique de l'Est . . . . .	292
TABLE 6.1. Matrice des coefficients de corrélation . . . . .	322
TABLE 6.2. Impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays AGOA pris globalement . . . . .	325
TABLE 6.3. Impact de l'AGOA sur la croissance économique à travers le modèle ANOVA . . . . .	326
TABLE 6.4. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Australe	330
TABLE 6.5. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud . . . . .	331
TABLE 6.6. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest	334
TABLE 6.7. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Centrale	340
TABLE 6.8. Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique de l'Est .	345
TABLE 7.1. Résumé de la règle d'origine appliquée aux pays AGOA dans le secteur des vêtements . . . . .	359

## TABLE DES FIGURES

FIGURE 1.1. Indice de Couverture du SGP des pays d'Afrique sub-saharienne entre 1989 et 2000 . . . . .	34
FIGURE 1.2. PIB par habitant de l'Afrique Australe et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	58
FIGURE 1.3. Evolution par produits des exportations de l'Afrique Australe vers les USA entre 1970 et 2004 . . . . .	59
FIGURE 1.4. Evolution des exportations de l'Afrique Australe vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 par type de produits miniers . . . . .	60
FIGURE 1.5. - Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique Australe et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	60
FIGURE 1.6. Evolution par produits des exportations de l'Afrique Centrale vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	62
FIGURE 1.7. Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique Centrale et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	62
FIGURE 1.8. Evolution du PIB par habitant de l'Afrique Centrale et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	63
FIGURE 1.9. Evolution du PIB par habitant de l'Afrique de l'Est et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	64
FIGURE 1.10. Evolution par produits des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	65
FIGURE 1.11. Evolution de échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Est et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	66
FIGURE 1.12. Evolution du PIB par habitant de l'Afrique de l'Ouest et de l'ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004 . . . . .	67
FIGURE 1.13. Evolution par produits des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	68
FIGURE 1.14. Evolution des échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	69
FIGURE 1.15. Part de chaque région dans les exportations totales des pays AGOA vers les Etats-Unis entre 1970 2004 . . . . .	70
FIGURE 1.16. Evolution par produits des exportations des pays AGOA vers les USA (1970-2004). . . . .	70
FIGURE 1.17. Evolution des échanges commerciaux entre l'ensembe des pays AGOA et les Etats-Unis entre 1970 et 2004 . . . . .	71
FIGURE 2.1. Représentation de l'échange international dans la théorie ricardienne . . . . .	78
FIGURE 2.2. Représentation graphique de l'échange international dans le théorème HO . . . . .	80
FIGURE 2.3. Economies d'échelle et pertes dues à l'échange international . . . . .	84
FIGURE 2.4. Evolution du nombre d'accords commerciaux régionaux notifiés au GATT/OMC entre 1948 et 2004 . . . . .	85
FIGURE 2.5. Création de commerce et bien-être dans l'analyse de Viner . . . . .	87

## TABLE DES FIGURES—

FIGURE 2.6. Détournement de commerce et bien-être dans l'analyse de Viner . . .	88
FIGURE 2.7. Accord commercial préférentiel et bien-être : cas de coûts de production croissants . . . . .	90
FIGURE 2.8. Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits originaires du pays bénéficiaire (b) des préférences . . . . .	93
FIGURE 2.9. Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits originaires du pays non bénéficiaire (w) des préférences . . . . .	93
FIGURE 2.10. Impact de la suppression des Droits de Douane sur les produits domestiques (d) . . . . .	94
FIGURE 2.11. Relation entre les exportations des pays AGOA et la distance par rapport aux Etats-Unis . . . . .	108
FIGURE 2.12. Evolution des exportations des pays AGOA par région entre 2000 et 2004 (Base 100=2000). . . . .	109
FIGURE 2.13. Analyse transversale des exportations totales des pays éligibles avant et après la mise en place de l'AGOA . . . . .	113
FIGURE 2.14. Analyse transversale des exportations non minières des pays éligibles avant et après l'AGOA . . . . .	114
FIGURE 2.15. Analyse transversale des exportations non minières des pays éligibles sans l'Afrique du Sud avant et après l'AGOA . . . . .	115
FIGURE 2.16. Représentation schématique du Modèle CMS . . . . .	116
FIGURE 2.17. Origines de l'augmentation des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	121
FIGURE 2.18. Evolution des exportations de l'Afrique Australe en fonction des pays entre 1970 et 2004 . . . . .	124
FIGURE 2.19. Evolution de l'indice de couverture de l'AGOA (2001 et 2004). . . .	125
FIGURE 3.1. Simulation de l'évolution des indices de spécialisation dans une économie diversifiée . . . . .	138
FIGURE 3.2. Simulation de l'évolution des indices de spécialisation dans une économie concentrée . . . . .	139
FIGURE 3.3. Evolution des indices de spécialisation dans les pays AGOA entre 1989 et 2004 . . . . .	142
FIGURE 3.4. Répartition des exportations* du secteur 8 des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	153
FIGURE 3.5. Répartition des exportations* du secteur 3 des pays AGOA entre 2001 et 2004 . . . . .	154
FIGURE 3.6. Evolution des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les Etats-Unis dans le secteur 3 entre 1970 et 2004 . . . . .	158
FIGURE 3.7. Evolution des exportations de l'Afrique Centrale vers les Etats-Unis dans le secteur 8 entre 1970 et 2004 . . . . .	160
FIGURE 3.8. Evolution des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis dans le secteur 8 entre 1970 et 2004 . . . . .	162
FIGURE 3.9. Evolution des exportations de l'Afrique de l'Est vers les Etats-Unis dans le secteur 4 entre 1970 et 2004 . . . . .	164

## Chapitre 4

# AGOA COMME DYNAMIQUE DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ?

## Introduction

Depuis la fin des années 70, l'Afrique sub-saharienne réalise de mauvaises performances économiques. Sur le plan commercial, on a ainsi pu constater que la part de ce sous continent dans les exportations mondiales est passée de 3,7% en 1980 à 1,5% en 2000 tandis que sa part dans les importations mondiales passait de 3,1% à 1,3% au cours de la même période. En 1980, le PIB par tête de l'Afrique sub-saharienne était en moyenne de 660 \$US, en 2000, il n'était plus que de 566 \$US. L'analyse du ratio de la dette à long terme sur le PIB révèle que ce ratio est passé de 17% en 1980 à 53% en 2000<sup>1</sup>. Comme le montrent ces différents indicateurs, la situation économique de l'Afrique sub-saharienne ne cesse de se dégrader ; ceci est la cause de deux types de facteurs : les facteurs endogènes et les facteurs exogènes.

Du point de vue exogène, les différents chocs pétroliers de 1973 et 1979 couplés à la chute des cours des produits de rente sur les marchés internationaux ont définitivement plongé les pays d'Afrique sub-saharienne dans une crise économique profonde dans laquelle la majorité d'entre eux sont encore enfouis jusqu'à l'heure actuelle. L'analyse des taux de croissance de ces pays montre effectivement un essoufflement de la croissance depuis le début des années 80 ; ainsi, alors que la croissance annuelle moyenne entre 1970 et 1980 se situait autour de 3,59%, elle n'était plus que de 1,9%<sup>2</sup> entre 1980 et 2000.

Du point de vue endogène, les différentes politiques économiques adoptées par ces pays expliquent également pour une grande part la situation économique dans laquelle se trouvent ces pays. Pour P. et S. Guillaumont & Varoudakis (1999), ce sont les mauvaises politiques économiques appliquées en Afrique sub-saharienne durant ces trente dernières années qui sont à la base des mauvaises performances économiques de ce sous continent. Cependant, le point de vue de P. et S. Guillaumont & Varoudakis (1999) n'est pas partagé par Bensidoun & Boone (1999) pour qui, l'impact des variables de politique économique sur les performances économiques (captées à travers la croissance économique) des économies africaines reste limité. La divergence des résultats entre les travaux de P. et S. Guillaumont & Varoudakis (1999) et ceux de Bensidoun & Boone (1999) peut être due certes

---

<sup>1</sup> Le ratio d'endettement peut être perçu comme l'expression d'une contrainte de financement affectant négativement la formation du capital (Berthélémy et Vourc'h, 1994). En fait, les pays les plus lourdement endettés voient leurs capacités de financement externe se réduire par l'accroissement du service de la dette, ce qui a très probablement un effet "d'asphyxie" sur l'investissement. En outre, la dette externe, libellée en devises étrangères, limite l'importation de biens d'équipements (Dessus, 1991), ce qui a aussi un impact négatif sur l'investissement.

<sup>2</sup> La décomposition de cette croissance moyenne par période de 10 ans montre qu'elle était de 1,7% entre 1980 et 1990 et de 2,01% entre 1990 et 2000 par an. Ce qui montre un essoufflement de la croissance au fil du temps.

à l'utilisation des outils méthodologiques différents, mais elle peut aussi être le reflet de manière fondamentale des différentes approches de la théorie économique quant au rôle de la politique économique dans la croissance économique d'une nation.

La politique économique d'une nation peut être considérée comme l'ensemble des interventions de l'Etat (et des collectivités territoriales) dans la vie économique de cette nation. Pour P. N. Giraud (1999), une définition en extension de la politique économique est de la considérer comme l'ensemble des interventions de l'Etat sur le fonctionnement des marchés selon trois grands types de politiques : la politique monétaire, la politique de la réglementation du marché du travail et la politique de la réglementation des marchés des biens et des services (concurrence, normes et qualité). A quoi, il faut ajouter, toujours selon P. N. Giraud (1999), la politique fiscale et budgétaire. Pour cet auteur, à travers la politique économique, l'Etat est censé soit fournir les biens publics que les marchés privés ne fournissent pas, soit opérer les transferts sociaux en modifiant la répartition des revenus qui résulterait du simple fonctionnement des marchés. Cette double légitimité de l'intervention de l'Etat, si elle est soutenue de manière limitée par List (1841), elle trouve son plus fervent défenseur en J.M. Keynes (1936). Cependant, cette approche interventionniste a toujours été combattue par les théories libérales dont les précurseurs étaient Adam Smith (1776), Jean Baptiste Say (1803) ou encore David Ricardo (1817).

Les théories libérales prêchent l'individualisme, la concurrence et la non-intervention de l'Etat. Elles sont partisans de l'Etat minimum limité aux fonctions régaliennes (police, armée, justice), la construction d'édifices publics, le respect des règles de la concurrence. Historiquement, le libéralisme ou «Libéralisme classique» a vu le jour au XVIII<sup>ème</sup> siècle avec les philosophes des Lumières. Ce courant a été théorisé surtout par Adam Smith (1776), Jean Baptiste Say (1803) ou David Ricardo (1817). Le courant libéral a assuré sa survivance avec l'avènement des néoclassiques (William Jevons, Léon Walras, Vilfredo Pareto et Alfred Marshall) mais c'est le XIX<sup>ème</sup> qui fut véritablement son siècle de domination même si les faits historiques nous montrent une réalité moins tranchée. Ainsi au cours de la révolution industrielle, l'Etat est intervenu dans plusieurs pays pour assurer le "décollage" (*take-off*) des économies. En France, l'Etat est intervenu pour le développement des chemins de fer et de l'agriculture (tarifs Méline vers 1896). L'Angleterre adopta les *Enclosures Act* pour les terrains agricoles. Les Etats-Unis intervinrent dans le développement du chemin de fer. L'Allemagne mit en place des mesures protectionnistes sous l'inspiration de List (1841). Au Japon, avec l'ère *Meiji* (vers 1868), l'Etat créa les premières entreprises pour les revendre ensuite aux privés (les *zaibatsus*).

Ces quelques exemples montrent que même sous l'ère triomphaliste de l'idéologie libérale, l'Etat intervenait quand même dans l'activité économique pour générer ou pour relancer un domaine ou un secteur industriel. Après 1945, le rôle interventionniste de l'Etat fut renforcé. Cette politique interventionniste a trouvé ses fondements théoriques dans les théories keynésiennes. Pour J.M. Keynes (1936), l'Etat doit intervenir lorsque l'économie est défaillante. Mais face aux différentes crises économiques auxquelles de nombreux pays développés ont été confrontés au début des années 80 et surtout face aux échecs des politiques keynésiennes, les politiques d'inspiration libérale (thatchérisme en 1979 et reaganisme en 1981) sont réapparues sous le vocable de néo-libéralisme avec pour principaux théoriciens Friedrich Hayek (1960) et Milton Friedman (1962).

Avec la persistance des crises ou d'autres types de problèmes économiques, le début des



années 90 a été marqué comme étant la période pendant laquelle les pays n'adoptent ni purement une politique libérale ni entièrement une politique keynésienne mais plutôt une politique de compromis entre ces deux théories. En fait, il s'agit pour de nombreux pays de trouver l'angle optimum sous lequel l'intervention publique n'influence pas négativement l'efficacité économique. De manière plus ancienne, Kaldor (1971) démontrait déjà à travers son *carré magique*<sup>3</sup> que l'intervention de l'Etat (politiques économiques) devait se limiter aux actions qui permettent de réduire le chômage, de stabiliser les prix et d'améliorer autant la croissance économique que l'équilibre extérieur.

Pour atteindre les objectifs énumérés par Kaldor (1971), divers éléments de politique économique peuvent être utilisés : la politique monétaire, la politique commerciale, la politique de revenu et la politique fiscale et budgétaire. Sous cette approche, la politique économique ne se limite donc plus seulement à modifier les évolutions des inégalités sociales qu'engendre le fonctionnement pur et simple du marché, elle doit aussi être perçue comme un ensemble de mécanismes que déploie un Etat pour dynamiser l'activité économique du pays. La loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA) qui n'est pas seulement un accord commercial entre les pays africains et les Etats-Unis a justement pour objectif de créer dans chacun des pays bénéficiaires une émulation au niveau de tous les pans de l'économie.

Comme nous l'avons longuement présenté au chapitre 1, si le volet commercial est assez développé dans le cadre de l'AGOA, il existe cependant d'autres dispositions qui font que l'AGOA dépasse les limites d'un simple accord commercial. En mettant par exemple en place un "cahier de charges" pour les pays bénéficiaires en matière de respect des droits économiques, socio-politiques et de bonne gouvernance ; l'AGOA vise à aider ces pays à adopter des politiques économiques qui favorisent la croissance économique.

L'objectif de ce chapitre est d'évaluer l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays éligibles. Après une analyse théorique (4.1) qui nous permettra de capturer et de modéliser les déterminants de politiques économiques, nous présenterons ensuite les résultats obtenus à travers une analyse empirique (4.2) et enfin nous conclurons (4.3).

## 4.1 Impact de l'AGOA sur les politiques économiques : Analyse théorique

Les politiques économiques peuvent être source de croissance soit par l'effet direct qu'elles exercent sur l'accumulation des facteurs de production soit par l'effet indirect qu'elles exercent sur l'efficacité de l'utilisation de ces facteurs de production. Les bonnes politiques économiques contribuent à la stabilité macro-économique ; celle-ci à son tour encourage l'investissement, soutient l'épargne et entretient l'accumulation du capital privé. Définir de manière théorique les déterminants de politiques économiques (4.1.1) puis les modéliser (4.1.2) constituent des prérequis pour l'analyse de l'évolution des politiques économiques car, l'analyse de l'évolution d'une politique économique ne peut-

---

<sup>3</sup> le carré magique est une représentation graphique des quatre grands objectifs de la politique économique d'un pays : la croissance, le niveau de chômage, l'équilibre extérieur de la balance commerciale et la stabilité des prix. C'est l'économiste keynésien Nicolas Kaldor qui en est l'auteur. C'est en rejoignant les points qu'on obtient un quadrilatère qui représente d'autant mieux une situation économique favorable qu'il est proche du carré magique.

être faite qu' à travers ses déterminants.

#### 4.1.1 Déterminants de politiques économiques

Les déterminants de politiques économiques sont les instruments ou plutôt les variables économiques sur lesquelles l'Etat agit d'une part, pour corriger les déséquilibres conjoncturels et structurels<sup>4</sup> qui peuvent exister dans une économie d'autre part, pour améliorer les conditions micro-économiques des acteurs qui y interviennent. Théoriquement, plusieurs instruments peuvent être considérés comme des déterminants de politiques économiques ; parmi ceux-ci, il y a la politique monétaire, la politique budgétaire et fiscale, la politique des prix, la politique des revenus, la politique de concurrence, la politique industrielle, la politique de l'emploi. Mais ces instruments sont bien trop vastes pour être considérés de manière simultanée dans les pays en développement.

Les nouvelles orientations de politiques économiques des pays en développement de manière globale et des pays d'Afrique de manière spécifique ont été énumérées dans le "consensus de Washington"<sup>5</sup> (Williamson, 2000). Le "consensus de Washington" énumère dix propositions qui devront constituer le socle des politiques économiques des pays d'Afrique. Mais dans le cadre de ce travail et comme Stiglitz (1998), nous nous limiterons à l'étude de l'inflation (4.1.1.1), de la dépense publique (4.1.1.2), du taux de change réel (4.1.1.3) et de l'ouverture commerciale (4.1.1.4) comme principaux déterminants de politiques économiques.

##### 4.1.1.1- Inflation

En tant que déterminant de politique économique, l'évolution du niveau général des prix (inflation) peut bien sûr influencer la croissance économique. Ainsi par exemple, en brouillant les signaux émis par le marché quant aux prix relatifs, l'inflation accroît le risque et pénalise l'investissement<sup>6</sup>, elle modifie aussi la structure des revenus et accroît l'inégalité entre les ménages à revenus élevés et les autres<sup>7</sup>. En modifiant également l'arbitrage entre

<sup>4</sup>Les politiques conjoncturelles visent les infléchissements des cycles économiques notamment en matière de croissance, d'emploi et d'inflation tandis que les politiques structurelles visent à aménager l'économie "en profondeur" et à augmenter son potentiel de croissance (éducation, investissement).

<sup>5</sup>La notion de «consensus de Washington» a été créée en 1999 par l'économiste John Williamson. Sous ce nom, il a résumé tout ce qu'il considèrerait comme consensus actuel entre le Congrès des Etats-Unis, le FMI, la Banque mondiale et d'autres organismes. Dix recommandations de politique économique ont donc été formulées pour «réformer» les économies en difficulté. Ces dix recommandations sont : 1) la discipline budgétaire, 2) la réorientation des dépenses publiques, 3) la réforme fiscale, 4) la libéralisation financière, 5) l'adoption d'un taux de change unique et compétitif, 6) la libéralisation des échanges, 7) l'élimination des barrières à l'investissement direct étranger, 8) la privatisation des entreprises publiques, 9) la dérégulation des marchés pour assurer l'élimination des barrières à l'entrée et à la sortie, 10) la sécurité des droits de propriété.

<sup>6</sup>Faute d'éléments de prévision de l'évolution des prix sur le moyen terme, les entreprises reportent leurs projets non stratégiques du fait de l'incertitude des conditions de rentabilité des projets d'investissement.

<sup>7</sup>En effet, le revenu direct des ménages à revenu élevé est composé des revenus du travail mais aussi des revenus du capital (intérêts perçus des placements sur livrets ou en obligations et dividendes des actions détenues). En période d'inflation, les taux d'intérêt ont tendance à s'élever (pour continuer à offrir un placement rémunérateur aux épargnants-investisseurs). Les ménages à haut pouvoir d'achat peuvent donc profiter de l'augmentation du revenu de leurs placements. A l'inverse, les ménages à revenu modeste ne peuvent guère épargner. Ils ne profitent donc pas de cette opportunité et au final l'écart entre les revenus directs s'accroît compte tenu du différentiel de croissance des revenus lié au rendement de l'épargne.

consommation et épargne, l'inflation agit directement sur les fondamentaux de la croissance économique<sup>8</sup>. De plus, l'inflation peut être considérée comme une taxe inflationniste et constitue de ce fait un prélèvement sur les liquidités qui auraient été investies dans le secteur privé. Une inflation plus forte qu'à l'étranger pénalisera les exportations nationales qui deviendront du coup moins compétitives, d'où un impact négatif sur la production nationale<sup>9</sup>. Cependant, les travaux de Gupta (1987), Lahiri (1988) et de Edwards (1995) relativisent cette approche.

D'après Gupta (1987), l'inflation a un impact positif et significatif sur la croissance des pays d'Asie, en revanche cet impact est non significatif sur les pays d'Amérique Latine. Lahiri (1988) reprend l'échantillon des pays asiatiques utilisés par Gupta (1987) mais en les subdivisant en groupe, il trouve que l'inflation a un impact positif et significatif pour certains pays et non significatif pour d'autres. Edwards (1995) quant à lui prend tout simplement un groupe de 36 pays de niveaux de développement différents provenant de plusieurs régions et trouve que l'impact de l'inflation sur la croissance n'est pas significative. Au vu de ces différents travaux, il ressort que l'inflation a un impact contrasté sur la croissance économique. Cet impact est fonction du cadre géographique dans lequel l'étude est menée mais elle est aussi fonction de la multitude de variables qui déterminent l'inflation.

En effet, l'inflation dépend de plusieurs variables ; pour Kahn & Knight (1991), l'inflation est fondamentalement déterminée par les déséquilibres qui surviennent sur le marché de la monnaie (taux d'intérêt directeurs de la Banque Centrale) et sur celui des biens et services (PIB réel). L'équation de l'inflation ici exposée est une forme réaménagée du modèle de Kahn & Knight (1991) développée par Moser (1995).

Soit  $IPC_{it}$ , l'indice de prix à la consommation du pays  $i$  à la période  $t$  ; si  $IPC_{it}$  est fonction des prix des biens domestiques ( $P_{it}^d$ ) et de ceux des biens importés ( $P_{it}^m$ ) du pays  $i$  à la période  $t$ , alors  $IPC_{it}$  peut être modélisé de la façon suivante :

$$IPC_{it} = (P_{it}^d)^\beta (P_{it}^m)^{1-\beta} \quad (4.1)$$

avec  $\beta$  comme élasticité des prix domestiques :  $0 < \beta < 1$

Or nous savons que les prix domestiques dépendent essentiellement des tensions existant sur le marché de la monnaie et sur celui des biens et services. De ce fait, les prix domestiques ( $P_{it}^d$ ) seront donc fonction d'une part, de l'offre ( $M_{it}^s$ ) et de la demande de monnaie ( $M_{it}^d$ ) et d'autre part, de l'écart de production (différence entre la production effective  $-Y_{it}$  et la production potentielle  $-Y_{it}^*$ ) :

$$P_{it}^d = \left( \frac{M_{it}^s}{M_{it}^d} \right)^{\delta_1} \left( \frac{Y_{it}}{Y_{it}^*} \right)^{\delta_2} \quad \text{avec } \delta_1, \delta_2 \succeq 0 \quad (4.2)$$

où :

$\delta_1$  est l'élasticité de l'offre de monnaie par rapport à la demande et

<sup>8</sup>La hausse du taux d'intérêt dissuade l'emprunt (réduit les achats à crédits des ménages les moins fortunés) et incite à l'épargne (pour les ménages qui peuvent épargner). La consommation, qui est l'un des moteurs de la croissance (la demande adressée aux entreprises tire la production), tend à ralentir, entraînant avec elle la réduction du taux de croissance de l'économie nationale.

<sup>9</sup>En effet, en raison de l'internationalisation croissante des économies, l'inflation altère la compétitivité de l'économie nationale, réduit la croissance économique, accroît le chômage, et entraîne la dépréciation de la monnaie nationale sur le marché des changes.

$\delta_2$  est l'élasticité de la production effective par rapport à la production potentielle. La demande de monnaie ( $M_{it}^d$ ) dépend de la production réelle ( $Y_{it}$ )<sup>10</sup> :

$$M_{it}^d = (Y_{it})^\phi \quad \text{avec } \phi > 0 \quad (4.3)$$

où  $\phi$  est l'élasticité de la production effective.

L'offre de monnaie ( $M_{it}^s$ ) quant à elle dépend du revenu réel des agents économiques approximé par la production réelle ( $Y_{it}$ ) et du taux d'intérêt ( $i_{it}$ )<sup>11</sup> :

$$M_{it}^s = (Y_{it})^{\eta_1} (i_{it})^{\eta_2} \quad \text{avec } \eta_1, \eta_2 > 0 \quad (4.4)$$

Dans cette dernière équation,  $\eta_1$  représente aussi l'élasticité de la production effective tandis que  $\eta_2$  représente l'élasticité du taux d'intérêt.

En substituant les équations (4.3) et (4.4) dans l'équation (4.2), celle-ci devient :

$$P_{it}^d = \left( \frac{(Y_{it})^{\eta_1} (i_{it})^{\eta_2}}{(Y_{it})^\phi} \right)^{\delta_1} \left( \frac{Y_{it\psi}}{Y_{it\psi}^*} \right)^{\delta_2} \quad (4.5)$$

L'équation (4.5) peut-être intégrée dans l'équation (4.1) qui devient :

$$IPC_{it} = \left( \left( \frac{(Y_{it})^{\eta_1} (i_{it})^{\eta_2}}{(Y_{it})^{\phi\psi}} \right)^{\delta_1} \left( \frac{Y_{it}}{Y_{it}^*} \right)^{\delta_2} \right)^\beta (P_{it}^m)^{1-\beta} \quad (4.6)$$

Si nous log-linéarisons cette dernière équation, elle prend la forme suivante :

$$\ln IPC_{it} = \delta_1 \beta \ln \left( \frac{(Y_{it})^{\eta_1} (i_{it})^{\eta_2}}{(Y_{it})^\phi} \right) + \delta_2 \beta \ln \left( \frac{Y_{it\psi}}{Y_{it\psi}^*} \right) + (1 - \beta) \ln P_{it}^m \quad (4.7)$$

Après développement et arrangement, l'équation (4.7) s'écrit de la façon suivante :

$$\ln IPC_{it} = \left[ \begin{array}{l} (\delta_1 \beta \eta_1 + \delta_2 \beta - \delta_1 \beta \phi) \ln Y_{it} - \delta_1 \beta \eta_2 \ln i_{it\psi} \\ + (1 - \beta) \ln P_{it}^m - \delta_2 \beta \ln Y_{it}^* \end{array} \right] \quad (4.8)$$

<sup>10</sup> L'offre de monnaie dans la théorie keynésienne est exogène. Pour les keynésiens, l'offre de monnaie est déterminée par une administration indépendante telle que la banque centrale. De façon discrétionnaire, celle-ci ajuste indirectement (à l'aide de ses propres taux d'intérêts et divers autres interventions techniques et réglementaires-*open market*-) le montant de la masse monétaire en circulation dans l'économie. Inversement, cette manipulation qui aboutit à restreindre ou à accroître l'offre de monnaie agit à son tour sur la gamme des divers taux d'intérêts (crédit et épargne) qui influencent l'économie.

<sup>11</sup> Pour Friedman (1956), les facteurs explicatifs de la demande de monnaie sont le niveau général des prix, le taux d'intérêt, la richesse et le rapport capital humain-capital physique. Mais pour Keynes (1936), la demande de monnaie se définit par rapport à deux variables principales : le revenu et le taux d'intérêt en suivant trois motifs (la TPS keynésienne : Transaction - Précaution - Spéculation). Baumol (1952) et Tobin (1958) trouvent à travers le modèle des anticipations régressives, la diversification du portefeuille et l'approche par le stock que le revenu et les taux d'intérêts sont les principales variables explicatives de la demande de monnaie (comme Keynes).

L'équation (4.8) nous donne les déterminants du logarithme de l'indice de prix à la consommation, elle ne nous permet pas encore de capter le taux d'inflation<sup>12</sup>. Pour obtenir l'équation du taux d'inflation, comme Stiehler (1987), nous allons différencier cette équation :

$$D(\ln IPC_{it}) = \left[ \begin{array}{l} D(\ln Y_{it})(\delta_1\beta\eta_1 + \delta_2\beta - \delta_1\beta\phi) - D(\ln i_{it})\delta_1\beta\eta_2 \\ + D(\ln P_{it}^m)(1 - \beta) - D(\ln Y_{it}^*)\delta_2\beta \end{array} \right] \quad (4.9)$$

D'après cette équation, le taux de croissance de la production potentielle ( $Y_{it}^*$ ) est supposée être négativement reliée au taux d'inflation. Pour Moser (1995), cela signifie pour les pays en développement que  $c'$  est la part non négligeable de la production agricole dans l'offre globale et son impact déflationniste sur les biens alimentaires qui justifie l'hypothèse d'une relation inverse entre l'offre globale et l'inflation: concrètement, cela signifie que plus les campagnes agricoles seront bonnes, moins l'inflation sera élevée. Mais, l'absence de séries statistiques fiables sur la production potentielle des pays qui constituent notre échantillon nous conduit à retirer cette variable de nos estimations.

Les taux d'intérêts ( $i_{it}$ ) semblent également influencer négativement l'inflation. Ainsi, une diminution des taux d'intérêts conduit à augmenter l'offre de crédit en raison de son coût de plus en plus faible ; ce qui entraîne une augmentation de la masse monétaire et donc une augmentation de l'inflation :  $c'$  est l'approche par le *canal du crédit* (Bernanke & Blinder, 1988 ; 1992). Il existe une autre approche par laquelle les taux d'intérêts influencent négativement l'inflation :  $c'$  est l'approche par le *canal monétaire* (Mishkin, 1996). Selon cette approche, les modifications des taux d'intérêts agissent sur l'économie réelle à travers trois effets : l'effet de revenu, l'effet de richesse et l'effet de substitution<sup>13</sup>.

D'après notre équation, l'inflation serait positivement reliée avec le taux de croissance de la richesse ou de la production réelle ( $Y_{it}$ )<sup>14</sup>. Ce résultat peut s'expliquer par l'existence d'une *inflation rampante*<sup>15</sup> observée dans certaines économies et qui est positivement reliée à la production réelle. Mais une analyse approfondie de l'équation de l'inflation montre que le sens du lien entre inflation et production réelle est indéterminé car la valeur de son paramètre dépend à la fois des évolutions relatives de l'offre et de la demande de monnaie et de l'offre et de la demande dans le marché des biens et services. Il convient cependant de noter que dans une économie ouverte, une inflation domestique plus

<sup>12</sup>En effet, l'indice de prix mesure le niveau des prix et non la variation telle que mesurée par le taux d'inflation.

<sup>13</sup>Cette approche montre qu'une baisse des taux d'intérêts affecte les revenus des agents économiques en allégeant les charges financières des emprunteurs et en diminuant les revenus financiers des prêteurs (effet de revenu). En réaction à cet accroissement relatif de leur patrimoine, les agents non financiers sont amenés à augmenter leurs dépenses (effet de richesse) ; l'augmentation des dépenses immédiates (consommation, investissement) au détriment des dépenses différées (épargne) du fait de la baisse des taux d'intérêts (effet de substitution) a pour conséquence une hausse de l'inflation. Toutefois, pour que ce mécanisme joue pleinement, il est nécessaire -hypothèses fondamentales qui ne sont pas toujours vérifiées dans la pratique- que toutes les formes d'instruments de financement (émission de titres sur les marchés, crédit bancaire) soient substituables et que les agents puissent obtenir en toute occasion le volume de financement externe qu'ils souhaitent sous réserve des limites imposées par les contraintes de solvabilité.

<sup>14</sup>Le PIB réel est susceptible de traduire un «effet demande» au sein de l'équation.

<sup>15</sup>L'inflation "rampante" désigne une forme d'inflation entretenue par le système économique. Elle est en moyenne inférieure à 3%. Si elle est supérieure à 6%, elle est qualifiée de galopante. C'est ce qui peut arriver en période de crise de production ou dans le cas de politique de réflation.

élevée qu' à l' étranger rend les produits nationaux moins compétitifs entraînant ainsi une diminution de la production réelle.

L' hypothèse d' économie ouverte est prise en compte dans notre modèle à travers le prix des biens importés. Plus ce prix est élevé, plus l' infl ation est forte du fait des comportements de marge des importateurs :  $c'$  est l' infl ation importée. Ce phénomène d' infl ation importée est en réalité capté à travers les variation du taux de change réel car une hausse du taux de change réel rend plus cher les produits importés. Donc le taux de change réel ( $TCR_{ijt}$ ) peut avoir un effet positif aggravant sur l' infl ation<sup>16</sup>.

Les variables explicatives présentées dans l' équation (4.9) ne sont pas exhaustives puisque l' inflation peut aussi avoir d' autres origines. Pour Stiehler (1987), les prix des produits énergétiques ( $PE_{it}$ ) peuvent affecter positivement l' inflation. En effet, l' inflation est aussi affectée par d' autres types de variables économiques ( $E_{it}^c$ ) telles que le niveau des salaires, les dépenses publiques<sup>17</sup> ( $G_{it}$ ) ou la masse monétaire ( $M_{it}$ )<sup>18</sup> du pays mais également par des variables non économiques ( $NE_{it}$ ) telles que les catastrophes climatiques ( $CL_{it}$ ) ou l' instabilité politique ( $IP_{it}$ ). Un autre facteur est susceptible d' influencer l' inflation : c' est le taux d' inflation anticipé par les agents économiques qui est fortement lié au taux d' inflation observé dans le passé<sup>19</sup>  $-D(\ln IPC_{it-1})$ . L' équation globale de l' inflation aura donc la forme suivante :

$$D(\ln IPC_{it}) = \left[ \begin{array}{l} D(\ln IPC_{it-1}) \alpha + D(\ln Y_{it}) (\delta_1 \beta \phi + \delta_2 \beta - \delta_1 \beta \eta_1) \\ -D(\ln i_{it}) \delta_1 \beta \eta_2 + \lambda \ln PE_{it} + D(\ln P_{it}^m) (1 - \beta) \\ -D(\ln Y_{it}^*) \delta_2 \beta + \sum_{e=1}^E \mu_e \ln E_{it}^c + \sum_{n=1}^N \psi_n NE_{it} \end{array} \right] \quad (4.10)$$

Après introduction de toutes les variables ci-dessus listées<sup>20</sup>, l' équation déterminant l' inflation s' écrira finalement de la manière suivante :

$$Infl_{it} = \left[ \begin{array}{l} a + \psi_1 \ln G_{it} + \psi_2 \ln TCR_{ijt} + \psi_3 g_{it} + \psi_4 i_{it} + \psi_5 \ln PE_{it} \\ + \psi_6 \ln M_{it} + \psi_7 IP_{it} + \psi_8 Infl_{it-1} + \varepsilon_{it} \end{array} \right] \quad (4.11)$$

où :

$a$  est la constante de régression,

$Infl_{it}$  représente l' inflation du pays  $i$  à la période  $t$ .

$Infl_{it-1}$  représente l' inflation du pays  $i$  retardée d' une période.

$g_{it}$  représente le taux de croissance du PIB du pays  $i$  à la période  $t$ .

<sup>16</sup>Ce résultat est vrai dans le cas de cotation à l' incertain.

<sup>17</sup>Les dépenses publiques sont supposées être positivement liées avec l' inflation, le canal de transmission se situant dans l' augmentation du pouvoir d' achat des agents économiques que toute politique d' augmentation des dépenses publiques engendre.

<sup>18</sup>L' origine monétaire de l' infl ation est révélée à travers la variation de l' offre de monnaie. Une augmentation de l' offre de monnaie (M3), consécutive à une baisse des taux d' intérêts se traduit par une hausse du niveau général des prix dans l' économie.

<sup>19</sup> Si le taux d' infl ation passé est positivement relié avec le taux d' infl ation présent, on parle : d' *infl ation rampante* si cette infl ation est inférieure à 3% par an, d' *infl ation déclarée* si celle-ci est comprise entre 3 et 6%, d' *infl ation galopante* si celle-ci est comprise entre 6 et 50% et d' *hyper infl ation* si celle-ci est supérieure à 50%.

<sup>20</sup>Du fait de l' absence des séries fiables sur la production potentielle, nous avons décidé de ne pas retenir cette variable.

$\psi_k$  ( $k = 1...8$ ), est le vecteur des coefficients associés respectivement aux variables prédéterminées.

$\varepsilon_{it}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

#### 4.1.1.2- Les dépenses publiques

En tant que variable de politique économique, les dépenses publiques constituent avec la politique fiscale les deux instruments de la politique budgétaire d'un Etat. Fondamentalement, les dépenses publiques au sens large servent à produire les biens publics (investissements d'infrastructures-routes, écoles, recherche etc.) et à opérer des transferts entre individus ou entre organisations (dépenses sociales, aides aux entreprises). L'ampleur de l'intervention publique dans l'économie a fait l'objet d'une large attention dans la littérature économique.

Conformément à la logique keynésienne, les dépenses publiques peuvent exercer une influence contra cyclique significative sur les variables fondamentales de l'économie notamment sur la consommation et l'investissement. De plus, dans le cas des unions économiques, la dépense publique constitue parfois le seul instrument de politique budgétaire qui reste à la disposition souveraine des Etats comme seule réponse aux différents chocs asymétriques qui peuvent affecter les économies dans la mesure où la politique douanière et parfois la politique fiscale est sous la tutelle communautaire.

Mais d'après les théories de la nouvelle économie politique, l'intervention publique a dans la plupart du temps des objectifs électoralistes, de ce fait, elle doit être exclue que ce soit dans le cas des biens publics (Arrow, 1951 ; Buchanan, 1967), ou dans le cas des monopoles (Tullock & Buchanan, 1962) ou encore dans le cas des externalités (Coase, 1960). La logique de la nouvelle économie politique est que les dépenses publiques accrues (déficit budgétaire) évincent le secteur privé du fait d'un accès plus réduit de celui-ci aux crédits bancaires dû à l'augmentation des taux d'intérêts et à la dépréciation de la monnaie nationale. Sous une autre approche, Kormendi & Meguire (1985) montrent que les dépenses publiques élevées peuvent distordre la croissance économique (réduction des incitations en matière d'investissement) en générant des comportements anticipatifs des agents économiques sur l'augmentation future des impôts<sup>21</sup>.

Dans la lignée de la nouvelle économie politique, la nouvelle économie classique tout en préconisant la non intervention de l'Etat et donc l'inefficacité des politiques budgétaires à travers «l'équivalence ricardienne»<sup>22</sup> reconnaît toute de même que l'Etat a un rôle à jouer pour favoriser les différentes accumulations qui sont sources de croissance endogène (Barro, 1989 et 1990). Justifiant le travail de Barro (*op. cit*) sur l'influence positive de la dépense publique dans la productivité privée, Agenor (2000) se demande ce que serait la productivité d'une entreprise de transport à l'absence de routes.

<sup>21</sup> Cette réflexion est à nuancer car de nombreux pays font de plus en plus recours à l'endettement tant auprès des marchés financiers (pour les pays surtout développés) qu'auprès des institutions financières internationales (pour les pays en développement).

<sup>22</sup> L'équivalence ricardienne (1821) postule que l'effet des dépenses publiques sur l'économie est totalement indépendant de la façon dont sont financées les dépenses et, tout particulièrement, du choix entre l'impôt (paiement immédiat), l'emprunt (paiement futur), voire la création monétaire. R. Barro (1974) élargira l'analyse aux transferts intergénérationnels-équivalence néo ricardienne-. J. Buchanan (1976) en appliquera le principe aux politiques économiques keynésiennes, pour en montrer l'inefficacité.

Même si cette réflexion semble pertinente du point de vue de l'analyse économique, les résultats de Barro (*op. cit.*) n'ont pas été confirmés du point de vue économétrique par les travaux de Devarajan, Swaroop & Zou (1996) et de Ghura & Hadjimichael (1996)<sup>23</sup>. En fait, la problématique qui est à la base de cette controverse est la composition même des dépenses publiques. Caselli, Esquivel & Lefort (1996) trouvent par exemple que les dépenses publiques d'éducation ont une contribution positive sur le croissance économique. Knight, Loayza & Villanueva (1993) et Nelson & Singh (1994) ont aussi mis en exergue l'influence positive des dépenses publiques d'infrastructures sur le croissance économique. Easterly & Rebelo (1993) affinent leur travail et trouvent que la construction des infrastructures de communications et de télécommunications (routes, téléphone etc.) est positivement liée à la croissance<sup>24</sup>. En trouvant que l'augmentation des dépenses publiques de santé contribue à réduire le taux de mortalité infantile, Gupta, Verhoeven et Tiongson (2001)<sup>25</sup> ont mis en évidence de manière transitive l'impact positif des dépenses de santé sur la croissance économique ; car d'après les théories de la croissance endogène (Romer, 1986 et 1990; Grossman & Helpman, 1990 ; Barro, 1990 ; Azariadis & Drazen, 1990 ; Mankiw, Romer & Weil, 1992), le facteur démographique est un facteur explicatif de la croissance économique.

En dépit de la nature contrastée des résultats présentés par la littérature empirique, le point consensuel semble cependant être que les dépenses publiques (captées par le ratio dépenses publiques sur le PIB) en faveur des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructures de base tendent à avoir un impact positif sur la croissance. La composition des dépenses publiques semble également influencer les variables qui déterminent le niveau général de ces dépenses.

En effet, les variables déterminants les dépenses publiques et surtout leur importance varient selon que celles-ci soient des dépenses de santé, d'éducation ou d'infrastructure. Dans le cadre de ce travail, nous essayerons autant que possible de retenir les variables qui déterminent les dépenses publiques de manière globale. Concrètement, cela revient à ne pas retenir les déterminants qui ne prennent en compte qu'un aspect des dépenses publiques.

Ainsi pour Joumard, Kongsrud, Sook Nam & Price (2004), les dépenses salariales (salaires et autres traitements) ainsi que les différentes prestations sociales constituent l'un des facteurs fixes de la dépense publique. Ces deux facteurs sont positivement corrélés à la population, par transitivité, la population influence positivement les dépenses publiques car une population plus forte induit un accroissement de l'offre ou de la demande des services publiques et donc une augmentation des dépenses publiques (Lavy & Germain, 1994 ; Lavy, Strauss, Thomas & De Vreyer, 1995 ; Audibert, Mathonnat & *alii.*, 1998)<sup>26</sup>.

Après le facteur démographique ( $N_{it}$ ), le second facteur déterminant de la dépense publique est le revenu par tête approximé par le PIB par tête ( $y_{it}$ ). De manière intuitive, un revenu par tête élevé peut laisser présager une plus grande capacité de l'Etat à engager de lourds investissements (Heller, 1982) d'où l'hypothèse d'une relation positive entre ces

<sup>23</sup>Ces deux auteurs considèrent le ratio du déficit budgétaire plutôt que celui des dépenses publiques et trouvent une relation négative et significative avec le taux de croissance du PIB par tête.

<sup>24</sup>Les travaux de Easterly & Rebelo (1993) confirment du point de vue économétrique et de manière raffinée ce qui était la base générale des travaux de Barro (1989 et 1990).

<sup>25</sup>Ces auteurs trouvent également que les dépenses de santé ont un effet marginal supérieur sur l'état de santé des classes modestes.

<sup>26</sup>Ces auteurs ont notamment montré qu'une densité forte de la population entraîne une augmentation de l'offre de services de santé et donc une augmentation des dépenses publiques.



deux variables.

Le troisième facteur déterminant les dépenses publiques est la dette publique ( $D_{it}$ )<sup>27</sup> ; en effet, le service de la dette alourdit les dépenses publiques d'un pays. Donc, la dette publique influence positivement les dépenses publiques. Plus la dette est élevée, plus le service de la dette est élevé et plus la dépense publique est élevée.

Les dépenses publiques peuvent également être influencées par le taux de croissance du PIB ( $g_{it}$ ) ; mais la relation entre ces deux variables est indéterminée car une faible croissance peut induire plus de dépenses pour soutenir certains secteurs en crise ; en même temps, une forte croissance peut aussi entraîner plus de dépenses publiques indexées sur la croissance (subventions de l'Etat ou dépenses sociales). L'indétermination de l'effet du taux de croissance du PIB sur les dépenses publiques est à la base de l'influence symétrique qui existe entre l'inflation et les dépenses publiques<sup>28</sup>. Comme nous l'avons évoqué à la sous section 4.1.1.1, les dépenses publiques ont un impact positif sur l'inflation, pareillement, nous pensons que l'inflation ( $Infl_{it}$ ) a un impact positif sur les dépenses publiques ; car, une inflation forte due par exemple au "surchauffe" de l'économie entraîne une indexation des dépenses de l'Etat sur celle-ci.

Dans un monde où les économies sont de plus en plus ouvertes, il semble que l'Etat soit amené à soutenir les secteurs perdants à l'ouverture<sup>29</sup>. Cette mission régaliennne de l'Etat lui exigera le déploiement de ressources supplémentaires ce qui va augmenter la dépense publique. A ce sujet, Rodrik (1998) montre que les dépenses publiques, mesurées par le ratio des dépenses publiques sur le PIB, sont plus élevées dans les pays les plus exposés au commerce international<sup>30</sup>. D'après Rodrik (*op. cit*), l'ouverture ( $Ouv_{it}$ ) a donc un impact positif sur les dépenses publiques. A travers l'usage de l'ouverture comme déterminant des dépenses publiques et compte tenu de l'influence certaine du taux de change sur l'ouverture, il advient que le taux de change réel ( $TCR_{ijt}$ ) peut aussi influencer le niveau des dépenses publiques.

En effet, une dépréciation du taux de change réel aura tendance à augmenter les dépenses publiques liées à l'acquisition des biens importés (intermédiaires ou finaux). Le mécanisme ainsi décrit ne fonctionne que si le taux de change est coté au certain, en revanche s'il est coté à l'incertain, c'est l'effet inverse qui se produit<sup>31</sup>. Dans un autre cadre, le service de la dette peut du coup faire grimper les dépenses publiques du fait toujours de la dépréciation de la monnaie nationale car il faudrait encore plus de monnaie nationale

---

<sup>27</sup>Compte tenu de l'importance de la dette extérieure par rapport à la dette intérieure et du fait de la difficulté de trouver une base de données fiables fournissant les données de la dette intérieure sur la période d'étude, nous avons décidé de garder comme indicateur de dette, la dette extérieure ( $D_{it} = D_{it}^{ext}$ ).

<sup>28</sup>Le lien symétrique entre l'inflation et les dépenses publiques à travers le taux de croissance provient du fait que si les dépenses publiques sont plus élevées que la variation de la production réelle (taux de croissance), cela peut générer l'inflation. A travers le modèle de «déplaisante arithmétique», Sargent & Wallace (1981) montrent qu'une politique de dépenses publiques incontrôlées-déficit budgétaire- peut être la cause de l'inflation.

<sup>29</sup>En théorie, la libéralisme devrait être associé à la diminution des dépenses publiques.

<sup>30</sup>Rodrik (1998) justifie cette analyse par le fait que l'ouverture provoque des mutations qui ne sont socialement acceptables que si les gouvernements compensent les « perdants ». Donc pour lui, la puissance publique doit diversifier les risques liés à une ouverture qui spécialise une économie. Redistribution et globalisation seraient donc complémentaires.

<sup>31</sup>Tout au long de l'analyse théorique, nous supposons que le taux de change est coté au certain.

pour obtenir une unité de monnaie étrangère (devise).

Pour Ocampo (2001), dans le cas des pays en développement, la corruption ou de manière générale la mauvaise gouvernance (captée par l'indice  $Icrg_{it}$ <sup>32</sup>) peut également influencer les dépenses publiques à travers trois canaux principaux : tout d'abord, elle engendre des surcoûts pour le secteur public (appels d'offres biaisés, surfacturation des prestataires de services etc.) ; ensuite, elle enlève toute rationalité économique à certaines opérations de dépenses publiques ce qui correspond ainsi à un gaspillage de ressources. Enfin, elle aboutit à des dépenses indues (Mathonnat, Brun & Carrere, 2002), ce qui constitue une menace pour l'équilibre budgétaire.

Un dernier facteur qui peut expliquer les dépenses publiques courantes est le poids des dépenses passées ( $G_{it-1}$ ). En effet, les dépenses publiques passées peuvent influencer les dépenses présentes à travers certaines prestations telles que les retraites, le service de la dette ou le poids salarial. Plus les dépenses passées sont élevées plus les dépenses courantes ont toutes les chances d'être élevées car s'il est envisageable qu'un Etat puisse réduire sa masse salariale (les faits stylisés montrent que cet exercice reste limité), il est quasiment impossible qu'un Etat renonce à honorer le paiement des pensions des retraités ou de ceux qui sont en voie de l'être.

L'équation des dépenses publiques peut donc s'écrire ainsi qu'il suit :

$$\ln G_{it} = \left[ \begin{array}{l} b + \beta_1 Infl_{it} + \beta_2 \ln TCR_{ijt} + \beta_3 \ln Ouv_{it} + \beta_4 \ln N \\ + \beta_5 \ln D_{it}^{ext} + \beta_6 g_{it} + \beta_7 IP_{it} + \beta_8 \ln G_{it-1} + \beta_9 \ln y_{it} + \eta_{it} \end{array} \right] \quad (4.12)$$

où :

$b$  est la constante de régression.

$G_{it}$  représente les dépenses publiques (ratio dépenses publiques sur PIB).

$\beta_k$  ( $k = 1...9$ ), est le vecteur des coefficients associés respectivement aux variables prédéterminées.

$\eta_{it}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

#### 4.1.1.3- Le Taux de change réel

Le taux de change réel se définit comme la valeur d'une monnaie par rapport à une devise déflatée des prix. Il permet, entre autres, de déterminer combien un pays paye les biens et les services importés et combien ce pays reçoit en retour à ses exportations. Quand le cours de la monnaie nationale baisse, les biens importés deviennent plus chers, et donc le pays a tendance à réduire le volume de ses achats à l'étranger. Parallèlement, les autres pays paieront les produits exportés moins chers, ce qui aura tendance à entraîner une augmentation des exportations : il s'apparente à un indicateur de compétitivité externe<sup>33</sup>. De par sa capacité à influencer sur l'équilibre extérieur (influence tant sur la

<sup>32</sup> Compte tenu du fait que les données de l'indice ICRG débute en 1980, nous allons approximer la mauvaise gouvernance par l'instabilité politique ( $IP$ ). Dans la plus part des cas, les troubles politiques peuvent traduire la mauvaise gouvernance.

<sup>33</sup> Cette définition est issue de la théorie du commerce international (Edwards, 1988 et 1989 ; Hinkle & Montiel, 1999) et de l'économie dépendante de Salter (1959) et Swan (1960). Elle s'applique aux petits pays preneurs de prix, cas de nombreux pays en développement. Elle définit le TCR, dit interne, comme le rapport au sein d'un même pays, des prix domestiques des biens échangeables et de ceux des biens non échangeables internationalement. Ce prix relatif est un indicateur de compétitivité interne en ce sens

capacité à importer et à exporter les biens et services, que sur la mobilité des capitaux), l'importance des questions de change s'est vue de plus en plus croître en raison de son impact sur la croissance économique.

Comme toutes les questions monétaires, la détermination du taux de change est assez complexe. Le point de départ théorique d'un examen de la détermination du taux de change consiste à savoir quel type de taux de change est étudié : un taux de change fixe ou un taux de change flottant. Mais dans le cadre de cette étude, nous nous limiterons à l'analyse du taux de change flottant. La recherche des déterminants du taux de change a été à la base de la conception de nombreux modèles même si le pouvoir explicatif de la majorité d'entre eux reste contestable.

Avec la fin du système de Bretton Woods dans les années 70, le modèle monétaire est apparu comme l'un des modèles dominants pour la détermination du taux de change (Frenkel, 1976 et Mussa, 1976). Dans le modèle monétaire, le taux de change est défini comme le prix relatif de deux monnaies que l'on modélise en fonction de l'offre et de la demande relative de ces deux monnaies. Ce modèle repose sur quatre hypothèses essentielles dont :

- la parfaite flexibilité des prix,
- la parfaite substituabilité des actifs nationaux et étrangers, -
- la parité absolue des pouvoirs d'achat,
- la parité des taux d'intérêts sans couverture<sup>34</sup>.

L'hypothèse de parité des taux d'intérêts sans couverture est cependant abandonnée dans l'approche monétaire de Dornbusch (1976) avec rigidité des prix. Dans ce modèle, la parité des pouvoirs d'achat ne se vérifie qu'à un horizon lointain, et la présence de variables qui s'ajustent instantanément, à savoir les taux de change et les taux d'intérêts, compense la rigidité des prix et permet une « surréaction » du taux de change par rapport à son niveau d'équilibre de long terme.

La deuxième catégorie des modèles de détermination des taux de change concerne les modèles de portefeuille. Ces modèles diffèrent des modèles monétaires par le fait que les actifs nationaux et étrangers ne sont plus considérés comme des substituts parfaits (Branson & Henderson, 1985) ce qui génère une prime de risque. L'existence de cette prime annihile la condition de parité des taux d'intérêts non couverts, ce qui fait que le taux de change n'est plus déterminé uniquement par l'offre et la demande de monnaie mais plutôt par l'offre et la demande de tous les actifs nationaux et étrangers.

La troisième approche des modèles explicatifs des taux de change apparaît au début des années 80, elle est soutenue par la nouvelle macro économie ouverte. Cette approche consiste à déterminer les taux de change dans un cadre dynamique d'équilibre général qui s'appuie sur des fondements microéconomiques tels que les rigidités nominales et l'hypothèse de

---

qu'il permet d'effectuer un arbitrage entre les incitations internes pour une économie à produire des biens échangeables plutôt que des biens non échangeables (sous la loi du prix unique). Notons cependant que la compétitivité interne peut impliquer la compétitivité externe.

<sup>34</sup> La parité absolue des pouvoirs d'achat implique que des arbitrages sur les marchés des biens amènent le taux de change à égaliser les niveaux de prix dans les deux pays. La parité des taux d'intérêts sans couverture suppose, pour sa part, que des opérations d'arbitrage neutres à l'égard du risque égalisent les rendements attendus des placements à l'étranger et au pays.

concurrence imparfaite. Dans ces modèles encore appelés *modèles d'équilibre*, les chocs se diffusent d'un pays à l'autre tels dans la *théorie des vases communicants*<sup>35</sup> à travers l'existence de nombreux biens échangeables (Stockman, 1980 et Lucas, 1982).

La quatrième catégorie des modèles de détermination des taux de change est inspirée des travaux novateurs de Obstfeld & Rogoff (1995). Ces travaux mettent en exergue la dépendance du taux de change réel d'un pays à sa position extérieure nette. Mais leur principal apport réside sur le fait qu'ils offrent un cadre d'analyse plus rigoureux se basant sur des fondements microéconomiques. L'inconvénient central de l'analyse de Obstfeld & Rogoff (1995) est la forte sensibilité de leurs modèles au choix des fondements microéconomiques. Ainsi par exemple, une hypothèse cruciale comme la fixation des prix en fonction du marché est adoptée dans certains modèles mais pas dans d'autres. Or la stratégie de prix influe de façon considérable sur le comportement du taux de change selon que la parité des pouvoirs d'achat tient ou non à court terme. Cependant, cette critique<sup>36</sup> pose elle-même problème puisque le choix des fondements microéconomiques à privilégier continue à faire débat dans la littérature économique (Sarno, 2001).

Une dernière approche, plus récente, accorde un rôle central aux écarts de productivité dans la modélisation du taux de change réel (Chinn, 1999). Les modèles issus de cette approche se fondent sur les travaux de Balassa (1964) et de Samuelson (1964). Dans cette approche, l'hypothèse de parité des pouvoirs d'achat est levée et le taux de change réel dépend du prix relatif des biens non échangeables, lui-même fonction des écarts de productivité.

Mais, comme nous l'avons évoqué plus haut, l'essentiel de ces modèles offre des résultats qui ne permettent pas d'explicitier les facteurs déterminants des taux de change (Killian, 1999). Dans le même ordre d'idées, Meese & Rogoff (1983) avaient déjà montré qu'aucun modèle structurel alors existant ne fournissait de résultats meilleurs qu'une simple marche aléatoire. Quelques années plus tard, Obstfeld et Rogoff (2000) font remarquer que la relation entre le taux de change et pratiquement toutes les variables macroéconomiques est généralement très faible — phénomène qu'ils appellent l'*énigme de la déconnexion des taux de change*. Quatre explications sont souvent évoquées pour justifier l'*énigme de la déconnexion des taux de change* :

**-Primo** : Pour Canova (1993) et Rossi (2005), le piètre pouvoir explicatif des modèles structurels des taux de change peut être attribué à l'instabilité temporelle des paramètres estimés. Pour Sarno & Taylor (2002), cette instabilité pourrait résulter des changements de régime de politique économique ou à l'hétérogénéité des agents qui ne réagiraient pas toujours de la même façon aux macroéconomiques fluctuations;

**-Secundo** : La deuxième piste explicative a été explorée par Taylor & Peel (2000). Pour ces auteurs, c'est la non linéarité entre les taux de change et ses fondamentaux qui est à la base de l'*énigme de la déconnexion des taux de change*;

---

<sup>35</sup> Empruntée aux sciences physiques, la théorie des vases communicants suggère qu'un déséquilibre existant dans le contenu de deux vases qui communiquent n'est que très temporaire car du fait de cette communication, les contenus des deux vases vont s'égaliser.

<sup>36</sup> La principale critique adressée à l'approche de Obstfeld & Rogoff (1995) réside à la forte sensibilité de leur analyse en fonction des choix des fondements microéconomiques.

**-Tercio** : La troisième explication remet en cause les hypothèses de base des modèles traditionnels des taux de change tout particulièrement la parité des pouvoirs d'achat et celle des taux d'intérêts sans couverture. Pour ce qui est de la première hypothèse, Taylor & Taylor (2004) montrent que la parité des pouvoirs d'achat n'est vérifiée ni à court terme ni à moyen terme, et peut être à très long terme (c'est-à-dire sur une période de plus de 100 ans). Ces auteurs aboutissent aux mêmes conclusions en ce qui concerne la parité des taux d'intérêts sans couverture<sup>37</sup>.

**-Quatro** : La dernière explication de l'*énigme de la déconnexion des taux de change* postule que les taux de change nominaux sont plus volatiles que les variables macroéconomiques auxquelles ils sont liés dans les modèles théoriques (Flood & Rose, 1995). Cette forte volatilité pouvant être due à la présence des chocs macroéconomiques non observables, à l'irrationalité des acteurs du marché, aux bulles spéculatives, aux comportements moutonniers qui se répercutent sur les taux de change. Pour tenir compte de ces aléas, Evans & Lyons (2005a) ont développé un modèle de taux de change fondé sur la théorie de la microstructure.

Contrairement à l'approche macroéconomique, l'approche microstructurelle ne tient pas compte des hypothèses d'identité des agents, de perfection de l'information et de l'inexistence des coûts de transaction. Les modèles microstructurels permettent d'analyser des cadres plus complexes et plus réalistes où l'information est dispersée et les agents économiques sont hétérogènes. Pour Frankel & Rose (1995) et Flood & Taylor (1996), ces modèles rendent mieux compte de la dynamique de court terme des taux de change.

Même si de nombreuses questions restent irrésolues, l'approche macroéconomique fournit un éclairage théorique sur le comportement du taux de change notamment<sup>38</sup> avec l'ajout des fondements microéconomiques et des rigidités parallèlement à la prise en compte d'une gamme plus étendue de variables. La nécessité de l'usage d'un modèle de taux de change qui intègre un éventail plus large de variables reflétant les caractéristiques des pays étudiés (tels que l'endettement) nous a conduit à retenir dans le cadre de ce travail le modèle de Obstfeld & Rogoff (1995) repris par Lane et Milesi-Ferretti (2000) mais en introduisant de nouvelles hypothèses.

Soit une petite économie ouverte qui produit deux types de biens : un bien non échangeable ( $X^{ne}$ ) à un prix  $P^{ne}$  et un bien échangeable ( $X^e$ ) dont le prix ( $P^e$ ) est fixé sur le marché mondial. Ce modèle intègre l'hypothèse de flexibilité des prix et de concurrence monopolistique le tout dans un cadre d'optimisation inter-temporelle. Comme dans Lane & Milesi-Ferretti (2000), nous supposons que le prix à l'importation est le numéraire et la consommation domestique du produit à l'exportation est nulle. Mais à la différence de Lane & Milesi-Ferretti (2000), nous supposons l'existence d'un gouvernement qui a la possibilité de se financer soit par endettement extérieur soit auprès de la banque centrale via le crédit domestique. Nous supposons aussi que le gouvernement fournit des subventions au secteur

<sup>37</sup> En effet, si l'hypothèse que l'écart des taux d'intérêts est un indicateur non biaisé de l'évolution future du taux de change n'est pas rejeté à long terme (Chinn & Meredith, 2005), en revanche dans un horizon très court, cette hypothèse est nettement rejetée.

<sup>38</sup> Pour Mark (1995), l'approche structurelle semble produire de meilleures prévisions qu'une marche aléatoire à des horizons relativement lointains.

privé pour soutenir la consommation des biens échangeables et des biens non échangeables. Nous considérons que notre économie a quatre types d'agents : les producteurs, les ménages, le gouvernement et la banque centrale.

Le producteur représentatif produit les deux types de biens. La fonction de production des biens non échangeables est linéaire à partir d'une technologie utilisant du travail et du capital normé à l'unité ( $X_t^{ne} = l_t^{ne}$ ) et les salaires nominaux sont égaux aux prix de ces biens ( $w_t = P_t^{ne}$ ).

Les ménages offrent du travail et consomment les deux types de biens, ils détiennent aussi les bons du trésor émis par le gouvernement. En plus, ils paient des taxes au gouvernement et reçoivent les subventions. Les ménages détiennent également la monnaie ( $M_t$ ) émise par la banque centrale. Les ménages maximisent la fonction d'utilité inter-temporelle  $U$  qui est de la forme suivante :

$$U_i = \sum_{t=0}^{\infty} \beta^t \left[ \frac{\sigma}{\sigma-1} C_t^{\frac{\sigma-1}{\sigma}} + \Phi \ln \left( \frac{M_t}{P_t} \right) - \frac{\kappa}{2} (l_t^{ne})^2 \right] \quad (4.13)$$

avec :

$\beta^t$ , le taux d'escompte.  $\beta^t \in [0, 1]$ ,

$\sigma$ , l'élasticité de substitution inter-temporelle.  $\sigma > 0$ ,

$\kappa$ , l'inverse de la productivité dans le secteur des biens non échangeables.  $\kappa > 0$ ,

$\Phi$ , un paramètre,

$M_t$ , la quantité de monnaie disponible,

$P_t$ , l'indice des prix des biens domestiques formulé de la manière suivante :

$$P_t = \left[ \delta + (1 - \delta) (P_t^{ne})^{1-\theta} \right]^{\frac{1}{1-\theta}} \quad (4.14)$$

Comme dans Lane & Milesi-Ferreti (2000), nous supposons aussi que l'indice des prix à l'étranger est fixé à l'unité.

$l_t^{ne}$ , la quantité de travail dans le secteur des biens non échangeables,

et  $C_t$ , la consommation agrégée des deux types de biens.  $C_t$  est obtenue à partir de la formule suivante :

$$C_t = \left[ \delta^{\frac{1}{\theta}} (C_t^e)^{\frac{\theta-1}{\theta}} + (1 - \delta)^{\frac{1}{\theta}} (C_t^{ne})^{\frac{\theta-1}{\theta}} \right]^{\frac{\theta}{\theta-1}} \quad (4.15)$$

où  $C_t^e$  et  $C_t^{ne}$  représentent respectivement la consommation agrégée des biens échangeables et non échangeables à la période  $t$ .

$\delta$  est la part de l'offre des biens échangeables dans la consommation,  $\delta < 1$

et  $\theta$ , l'élasticité de substitution intra-temporelle entre les biens échangeables et les biens non échangeables.

La contrainte budgétaire de l'agent représentatif des ménages est de la forme suivante :

$$M_{t+1} + B_{t+1} = (1 + i) B_t + M_t + w_t l_t^{ne} + P_t^e X_t^e - P_t^e C_t^e - P_t^{ne} C_t^{ne} - \Gamma \quad (4.16)$$

où :

$B$  représente la dette publique intérieure de l'Etat avec un taux d'intérêt  $i$ <sup>39</sup>,

<sup>39</sup>Cette dette publique est accumulée à partir des bons de trésor émis par le gouvernement.

$\Gamma$  représente les taxes.

La contrainte budgétaire de l'Etat peut être formulée de la manière suivante :

$$G_t + iB_t + reD_t^{ext} = \Delta B_t + \Delta eD_t^{ext} + \sum_{j=1}^3 R_{tj} + \Delta M_t \quad (4.17)$$

où :

$G_t$  représente les dépenses publiques en biens & services, elle peut être ventilée en biens échangeables et bien non échangeables, les subventions sont aussi incluses au niveau des dépenses,

$R_{tj}$  représente le vecteur de variables des recettes de l'Etat avec  $j = 1, \dots, 3$ . (les recettes de l'Etat sont constituées des droits de douane— $DD$ —, des recettes fiscales— $\Gamma$ — et des recettes non fiscales—  $RN$ —droits de douane non inclus).

$D_t^{ext}$  représente la dette publique extérieure rémunérée au taux  $r$ .

$e$  représente le taux de change nominal<sup>40</sup>.

$M_t$  représente le stock nominal de crédits alloués par la banque centrale à l'Etat.

La partie gauche de l'équation (4.17) capte les composantes du déficit budgétaire : dépenses en biens & services et service de la dette. La partie droite montre les principales sources de financement de l'Etat (dette intérieure, dette extérieure, recettes ou emprunts auprès de la banque centrale). On suppose également l'existence du seignuriage<sup>41</sup> et le revenu qui en est issu est noté :  $\pi_t \frac{M_t}{P_t}$ <sup>42</sup>. En introduisant le seignuriage dans l'équation (4.17), la contrainte budgétaire de l'Etat devient :

$$G_t + iB_t + reD_t^{ext} = \Delta B_t + \Delta eD_t^{ext} + \sum_{j=1}^3 R_{tj} + \Delta M_t + \pi_t \left( \frac{M_t}{P_{t\psi}} \right) \quad (4.18)$$

En intégrant la contrainte budgétaire des ménages (équation 4.16) dans l'équation (4.18), la contrainte budgétaire de l'Etat devient<sup>43</sup> :

$$eD_{t+1}^{ext} = (1 + r) D_t^{ext} + G_t - \sum_{j=1}^2 R_{tj} - \pi_t \left( \frac{M_t}{P_{t\psi}} \right) - w_t l_t^{ne} - P_t^e X_t^e + P_t^e C_t^e + P_t^{ne} C_t^{ne} \quad (4.19)$$

<sup>40</sup> Soit  $TCR_t$  le taux de change réel ;  $TCr_t = \frac{P_t}{eP_t^*}$  où  $P_t$  et  $P_t^*$  sont les indices des prix de l'économie locale et de l'étranger.

<sup>41</sup> Le seignuriage consiste à l'extraction des ressources monétaires par le gouvernement au moyen de la création monétaire. Historiquement, Le seignuriage représentait le profit régalien que le souverain se faisait en achetant des marchandises d'une valeur supérieure au coût de la fabrication et de la frappe des pièces.

<sup>42</sup> L'hypothèse de seignuriage nous semble crédible dans le cas des pays en développement car nous savons que dans ces pays, les banques commerciales ont une capacité limitée d'émission de la dette intérieure (à cause de l'illiquidité des marchés des capitaux).

<sup>43</sup> Après intégration de l'équation (4.16) dans l'équation (4.18) les recettes publiques ne sont plus constituées que des droits de douane et des recettes non fiscales.

Le programme de l'agent représentatif se présente de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \underset{\{C_t^e, C_t^{ne}, I_t^{ne}\}_{t \geq 0}}{\text{Max}} U_i &= \left\{ \sum_{t=0}^{\infty} \beta^t \left[ \frac{\sigma}{\sigma-1} C_t^{\frac{\sigma-1}{\sigma}} + \Phi \ln \left( \frac{M_t}{P_t} \right) - \frac{\kappa}{2} (I_t^{ne})^2 \right] \right. \\ \text{sc : } eD_{t+1}^{ext} &= \left. \begin{bmatrix} (1+r) D_t^{ext} + G_t - \sum_{j=1}^2 R_{tj} - \pi_t \left( \frac{M_t}{P_t} \right) \\ -w_t I_t^{ne} - P_t^e X_t^e + P_t^e C_t^e + P_t^{ne} C_t^{ne} \end{bmatrix} \right\} \end{aligned} \quad (4.20)$$

On obtient les conditions de premier ordre suivantes :

Comme Dornbusch (1983) et Obstfeld & Rogoff (1995), nous supposons que la contrainte agrégée de la nation a la forme suivante si on dérive les fondamentaux des taux de change réel en fonction de la consommation :

$$\widehat{C}_t^e + \widehat{G}_t = \widehat{X}_t^e + \widehat{M}_t + \widehat{P}_t^e + \widehat{DD}_t - r \widehat{D}_t^{ext} \quad (4.21)$$

Dornbusch (1983) et Obstfeld & Rogoff (1995) supposent également que  $[\beta(1+r) = 1]$ , cette hypothèse permet de déterminer les conditions de premier ordre suivantes :

$$\frac{C_{t+1}^e}{C_t^e} = \left( \frac{P_t}{P_{t+1}} \right)^{\sigma-\theta} \quad (4.22)$$

$$\frac{C_t^{ne}}{C_t^e} = \frac{1-\delta}{\delta} (P_t^{ne})^{-\theta} \quad (4.23)$$

$$X_t^{ne} = \left( \frac{1}{\kappa} \right) C_t^{-\frac{1}{\sigma}} \left( \frac{P_t^{ne}}{P_t} \right) \quad (4.24)$$

$$\pi_t = -\frac{\Phi}{\left( \frac{M_t}{P_t} \right)} C_t^{\frac{1}{\sigma}} \quad (4.25)$$

L'équation (4.22) représente l'équation de substitution inter-temporelle de la consommation. D'après cette équation, le taux de croissance de la consommation des biens échangeables dépend de la différence entre l'élasticité de substitution intra-temporelle ( $\theta$ ) et l'élasticité de substitution inter-temporelle ( $\sigma$ ) (Dornbusch, 1983). L'équation (4.23) représente l'équation de substitution de la consommation entre les deux types de biens. L'équation (4.24) reflète la condition d'équilibre sur le secteur des biens non échangeables.  $\kappa$  peut être interprété comme l'inverse de la productivité dans le secteur des biens non échangeables. L'équation (4.25) définit quant à elle le lien entre le taux d'inflation et la masse monétaire.

Nous supposons comme Lane & Milesi-Ferreti (2000) que  $P_t^e = 1$ , ce qui fait qu'à l'équilibre stationnaire (toutes les variables sont constantes) nous obtenons les relations suivantes :

$$X^{ne} = C^{ne} = \left( \frac{1}{\kappa} \right)^{\frac{\sigma}{\sigma+1}} (1-\delta)^{\frac{1}{\sigma+1}} \quad (4.26)$$

$$X^e = C^e = \left( \frac{\delta}{1-\delta} \right) X^{ne} \quad (4.27)$$



L'équation (4.27) montre que plus la taxe sur l'effort de travail est faible, plus la production de biens non échangeables est élevée. En utilisant une approximation logarithme linéaire des équations (4.22), (4.23) et (4.24) et en réécrivant l'équation (4.21) de la consommation de  $\widehat{C}_t^e$ , on obtient les équations suivantes :

$$\widehat{C}_t^e = \widehat{X}_t^e + \widehat{M}_t + \widehat{P}_t^e + \widehat{DD}_t - r\widehat{D}_t^{ext} - \widehat{G}_t \quad (4.28)$$

$$\widehat{X}^{ne} = \widehat{C}_t^{ne} = \widehat{C}_t^e - \theta\widehat{P}_t^{ne} \quad (4.29)$$

$$\widehat{X}_t^{ne} = \widehat{C}_t^{ne} = \frac{(\sigma - \theta)\delta}{1 + \sigma} \widehat{P}_t^{ne} \quad (4.30)$$

Recherchons maintenant  $\widehat{P}_t^{ne}$  à partir des équations (4.28), (4.29) et (4.30). En résolvant ces trois équations on trouve :

$$\widehat{P}_t^{ne} = \left( \frac{1 + \sigma}{(1 - \delta)\theta + (\theta + \delta)\sigma} \right) \left( \widehat{X}_t^e + \widehat{M}_t + \widehat{P}_t^e + \widehat{DD}_t - r\widehat{D}_t^{ext} - \widehat{G}_t \right) \quad (4.31)$$

or on sait que  $\widehat{TCR}_t = \widehat{P}_t$ . En log linéarisant l'équation (4.14) de  $\widehat{P}_t$  au voisinage de l'équilibre on obtient :

$$\ln TCR_t = \ln P_t = (1 - \delta) \ln \widehat{P}_t^{ne} \quad (4.32)$$

Si on remplace  $\widehat{P}_t^{ne}$  de l'équation (4.31) par sa valeur obtenue dans l'équation (4.31), on a la formulation suivante de l'équation du taux de change :

$$\ln TCR_t = \ln P_t = (1 - \delta) \left[ \ln \left( \left( \frac{1 + \sigma}{(1 - \delta)\theta + (\theta + \delta)\sigma} \right)^* \left( X_t^e + M_t + P_t^e + DD_t - r \frac{D_t^{ext}}{Y_0} - G_t \right) \right) \right] \quad (4.33)$$

$$\ln TCR_t = \ln P_t = \Omega \left[ (1 - \delta) + (1 - \delta) \ln X_t^e + (1 - \delta) \ln M_t + (1 - \delta) \ln DD_t + (1 - \delta) \ln P_t^e - (1 - \delta) \ln \left( r \frac{D_t^{ext}}{Y_0} \right) - (1 - \delta) \ln G_t \right] \quad (4.34)$$

avec  $\Omega = \frac{1 + \sigma}{(1 - \delta)\theta + (\theta + \delta)\sigma}$  une constante positive et  $Y_0$  la production d'équilibre (PIB d'équilibre)<sup>44</sup> ;

D'après l'équation (4.34), le taux de change réel est une fonction croissante de la production (effet Balassa & Samuelson), des termes de l'échange, des droits de douane et du crédit de la banque centrale à l'économie (plus il est élevé, plus le prix des biens non échangeables aura tendance à augmenter, il en résultera une appréciation du taux de change réel). Mais le signe de la variable masse monétaire tel que ci-dessus trouvé n'est valable que dans le cas des modèles avec rigidité des prix avec effet unique sur les prix des biens non exportables. Mais dans le cas où la masse monétaire a un effet sur les prix des biens échangeables, le taux de change réel est une fonction décroissante de cette variable ; dans ce

<sup>44</sup>L'utilisation du ratio  $\frac{D_t^{ext}}{Y_0}$  est économiquement plus efficace en terme d'analyse car l'endettement n'a de sens que s'il est rapporté à la richesse détenue.

cas, une augmentation de la masse monétaire entraîne une baisse des taux d'intérêts puis provoque la sortie des capitaux et enfin entraîne une dépréciation de la monnaie nationale.

L'équation (4.34) montre aussi que le taux de change réel est une fonction décroissante du ratio dette extérieure sur PIB et des dépenses publiques. Notons cependant que si les dépenses publiques agissent uniquement sur les prix des biens non échangeables, Menzie Chinn & alii. (1996) ont montré que tout choc positif de cette variable entraîne une appréciation du taux de change réel. Si en plus le pays a une position extérieure créditrice, ce mécanisme joue fortement. Bien que cette équation constitue un fondement incontestable de l'analyse des déterminants du taux d'échange, elle nous paraît cependant incomplète au regard de la littérature économique.

En effet, d'autres variables non prises en compte dans le modèle ci-dessus semblent cependant avoir un impact sur le taux de change réel : il en est ainsi de l'écart de productivité, du différentiel des taux d'inflation entre les deux pays étudiés (Bailliu & King, 2005) ou encore de l'ouverture commerciale du pays (Djoulfelkit, 2005). Par ailleurs, nous avons endogénéisé le taux d'intérêt (ou différentiel des taux d'intérêts) dans la politique monétaire (masse monétaire) car l'application de l'hypothèse de parité des taux d'intérêts<sup>45</sup> (couverte ou non) suppose l'existence d'un marché des capitaux concurrentiel et la parfaite mobilité des capitaux ; ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays de notre échantillon.

En définitive, le modèle déterminant le taux de change sera le suivant :

$$\ln TCR_{ijt} = \left[ \begin{array}{l} c + \mu_1 Diff(Infl_{ijt}) + \mu_2 \ln G_{it} + \mu_3 \ln Ouv_{it} + \mu_4 \ln TE_{it} \\ + \mu_5 \ln D_{it}^{ext} + \mu_6 \ln M_{it} + \mu_7 \ln E_{ijt}^p + v_{ijt} \end{array} \right] \quad (4.35)$$

où :

$c$  est la constante de régression.

$TCR_{ijt}$ , le taux de change réel du pays  $i$  par rapport au pays  $j$  à la période  $t$ ,

$Diff(Infl_{ijt})$ , différentiel des taux d'inflation entre le pays  $i$  et le pays  $j$  à la période  $t$ ,

$M_{it}$ , la masse monétaire du pays  $i$  à la période  $t$ ,

$E_{ijt}^p$ , l'écart de productivité entre le pays  $i$  et les Etats-Unis ( $j$ ) à la période

$t$ ,

$D_{it}^{ext}$ , la dette extérieure du pays  $i$  à la période  $t$ ,

$TE_{it}$ , les termes de l'échange du pays  $i$  à la période  $t$ ,

$Ouv_{it}$ , l'ouverture commerciale du pays  $i$  à la période  $t$ ,

$G_{it}$ , les dépenses publiques du pays  $i$  à la période  $t$ ,

$\mu_k$  ( $k = 1 \dots 7$ ) est le vecteur des coefficients associés respectivement aux variables prédéterminées.

$v_{ijt}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement, et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

L'impact de l'inflation sur le taux de change nous paraît être tout à fait mécanique : ainsi une inflation domestique plus élevée qu'à l'étranger engendre une dépréciation du

<sup>45</sup> La théorie de la parité des taux d'intérêts non couverte repose sur la loi du prix unique appliquée aux marchés financiers. Elle prédit que la parité des rendements des placements financiers doit être vérifiée pour deux pays distincts, en l'absence de barrières aux mouvements de capitaux et si les marchés des capitaux sont parfaitement concurrentiels. Tout écart constaté entre les taux d'intérêt nominaux implique une

taux de change réel (sous l' hypothèse que le taux de change nominal reste constant) du fait d' un ajustement à la hausse à la fois des prix des biens non échangeables et des prix des biens échangeables (produits d' exportation).

Selon le principe de la parité des taux d' intérêts non couverte, le taux de change se fixe à un niveau tel que la variation anticipée du taux de change soit égale au différentiel de taux d' intérêts. Si les taux d' intérêts nationaux sont supérieurs aux taux d' intérêts étrangers, on s' attend donc à une appréciation du taux de change réel à condition que le taux d' inflation domestique ne soit pas plus élevé qu' à l' étranger.

Enfin, la politique commerciale à travers le niveau de l' ouverture peut contribuer à faire apprécier le taux de change réel car une libéralisation du commerce extérieure tend à faire baisser les prix des biens échangeables et de manière globale le niveau des prix domestiques.

#### 4.1.1.4- L' Ouverture commerciale

L' ouverture commerciale (surtout à travers la promotions des exportations) a toujours été considérée comme un moyen d' enrichissement des nations que soit pour les classiques ou pour les mercantilistes ; mais depuis le triomphalisme de l' idéologie néolibérale à travers le phénomène de mondialisation, l' ouverture commerciale est devenue un enjeu pour la croissance économique des nations. Ainsi, l' ouverture commerciale fait désormais partie intégrante des instruments de politique économique. Si l' impact de l' ouverture commerciale sur la croissance économique continue de faire débat dans la littérature économique (voir chapitre 6), sa mesure même pose aussi problème.

Pour Baldwin (1988), il existe deux catégories de mesure de l' ouverture commerciale :

► La première catégorie évalue la politique commerciale par rapport à ses instruments en évaluant le degré de distorsion du commerce dans le pays à partir du niveau moyen des droits de douane, des barrières tarifaires ou des prix relatifs des biens échangeables et non échangeables (Voir Little, Scitovsky & Scott, 1970 ; Balassa, 1971 ; Laird & Yeats, 1990 ;

Pritchett, 1996). Mais pour Serranito (1999), cette mesure paraît ne pas être efficace ;

► La deuxième catégorie estime le degré d' ouverture par l' intensité de commerce (ratio de la somme des exportations et des importations sur le PIB,  $\frac{X+M}{PIB}$ ). Pour Siroën (2000),

ce rapport en tant qu' indicateur d' ouverture est contestable du point de vue comptable car le numérateur quantifie une production et le dénominateur une valeur ajoutée. Pour cet auteur, un biais est donc ajouté en faveur des pays à faible valeur ajoutée des exportations. De plus, il est possible d' obtenir la même valeur de ce ratio aussi bien dans le cas d' un pays qui pratique une politique simultanée de restriction des importations et de subvention des exportations que dans un pays qui pratique une politique plus neutre. Une autre mesure du ratio d' ouverture a été proposée dans la littérature ; elle est obtenue par le rapport des exportations sur le PIB  $\left(\frac{X}{PIB}\right)$ . Mais cette dernière mesure aggrave encore plus les biais déjà évoqués dans la première mesure du ratio d' ouverture <sup>46</sup>.

---

<sup>46</sup> Il existe d' autres mesures de l' ouverture telles que les indices subjectifs (Choksi & alii., 1991 ; World Bank, 1987)-indice EMAI (*Emerging Market Acces Index*) ou indice de liberté économique de l' *Heritage Fondation*-, l' appréciation de la prime sur le marché noir (Harrison, 1991 ; Levine et Renelt, 1992 ; Sachs & Warner, 1995) ou encore le taux de distorsion aux échanges de Dollar (1992). Dollar (*op.cit*) analyse les données de prix à partir de la base de données de Summers & Heston (1988) (*International Comparisons Project*). Cette base de données compare le niveau de prix dans différents pays en parité des pouvoirs d' achat. Après avoir contrôlé le PIB par tête (sachant que les prix ont tendance à être plus élevés dans

Une dernière mesure de l'ouverture commerciale en tant qu'indicateur de politique commerciale ou de politique d'ouverture a été proposée par Chenery & Syrquin (1989) et Guillaumont (1994 ; 2000). Cette mesure consiste à contrôler les flux d'échange par des variables structurelles et indépendantes de la politique commerciale dans une équation de normalisation. L'écart (le résidu de l'équation de normalisation) entre le volume constaté du commerce et celui prévu à partir du modèle de référence devient alors l'indicateur d'ouverture. Si le résidu de l'équation de normalisation est positif (commerce constaté > commerce prévu) le pays est considéré comme ouvert et vis versa si le résidu est négatif (commerce constaté < commerce prévu).

Même si cette dernière mesure de l'ouverture commerciale en tant qu'indicateur de politique commerciale semble incontestablement être meilleure que les autres mesures proposées ci-dessus, elle semble cependant ne pas convenir au cadre de notre étude. En effet, notre objectif n'est pas d'analyser uniquement l'impact de l'Agoa sur la politique commerciale des pays éligibles encore moins de voir si ces pays sont ouverts ou pas, notre objectif vise plutôt à capter l'impact de l'Agoa sur le commerce observé de ces pays. Par conséquent, la mesure de l'ouverture commerciale retenue est le ratio d'ouverture mesuré par le rapport des recettes des exportations et des dépenses d'importation sur le PIB. Ce choix est motivé par le fait que cette mesure prend en compte à la fois les facteurs structurels et les facteurs environnementaux liés à la politique commerciale qui elle-même dépend des autres instruments de politique économique (taux de change, dépenses publiques etc.).

Les facteurs structurels pouvant influencer l'ouverture commerciale et qui sont généralement évoqués dans la littérature (J.L Combes, P. Guillaumont, S. Guillaumont & P.M. Combes, 2000) sont :

- la population du pays ( $N_{it}$ ), elle exerce une influence négative sur l'ouverture, plus un pays est grand, moins il est ouvert.
- le produit par tête du pays ( $y_{it}$ ), cette variable est censée influencer positivement l'ouverture ; plus le niveau de vie du pays est élevé plus le pays peut acheter à l'étranger plus de biens et dans le même temps fournir aussi à l'étranger plus de biens différenciés.
- la dotation du pays en ressources minières ( $minier_{it}$ ), cette variable devrait avoir un effet positif sur l'ouverture du fait de la forte pression que les ressources minières exercent sur les exportations.
- la distance ( $dist_{ip}$ ), elle est censée exercer une influence négative sur l'ouverture. En effet, plus les pays sont éloignés moins ils commercent entre eux du fait des coûts de transports de plus en plus élevés. Ici la distance considérée est celle séparant le pays éligible  $i$  de ses principaux partenaires commerciaux  $p$ .
- l'accès à la mer ( $A_i$ ), Rodrik (1999) montre que l'enclavement et donc la non détention d'un accès à la mer par un pays influence négativement l'ouverture. En partant de l'hypothèse que les coûts de transports plus élevés ont une influence négative sur les flux commerciaux et en constatant qu'un pays enclavé offre *a priori* un accès plus éloigné que celui qui a accès à la mer<sup>47</sup>, on peut conclure qu'un pays enclavé a des coûts de transport

les pays riches que dans les pays pauvres) ainsi que d'autres variables, Dollar (*Op.Cit*) interprète le niveau relativement faible des prix nationaux comme une marque d'ouverture et vis versa pour des prix nationaux relativement élevés. Pour Rodriguez & Rodrik (1999), de telles mesures comportent nécessairement une part d'arbitraire (voir chapitre 6 pour plus de détails).

<sup>47</sup>Nous supposons ici que l'essentiel des échanges commerciaux est convoyé par transport maritime.

plus élevés, ce qui a *a fortiori* une influence négative sur ses flux commerciaux. On s'attend donc à un signe positif de cette variable.

Au delà de ces variables structurelles, d'autres variables influencent l'ouverture commerciale ; il en est ainsi du taux de change réel ( $TCR_{ijt}$ ). Ainsi, une appréciation du taux de change réel réduit la compétitivité externe du pays, ce qui a tendance à influencer négativement ses exportations et donc l'ouverture. Tout comme le taux de change réel, l'inflation ( $Infl_{it}$ ) peut également influencer l'ouverture car son augmentation rend relativement les produits nationaux plus chers que les produits étrangers. Toute chose restant égale par ailleurs, cela a une influence négative sur l'ouverture<sup>48</sup>. La dernière variable qui pourrait influencer l'ouverture commerciale est la dépense publique ( $G_{it}$ ). D'après Siroën (2004), les dépenses publiques sont censées avoir une influence positive sur l'ouverture commerciale du fait de la conjonction de la *loi de Wagner*<sup>49</sup> et de la faible productivité du secteur public par rapport aux biens échangeables. Les dépenses publiques peuvent également influencer positivement l'ouverture à travers les subventions à l'exportation.

En intégrant toutes ces variables dans une équation, on obtient le modèle suivant :

$$\ln Ouv_{it} = \left[ \begin{array}{l} d + \theta_1 Infl_{it} + \theta_2 \ln G_{it} + \theta_3 \ln TCR_{ijt} + \theta_4 \ln miner_{it} \\ + \theta_5 \ln dist_{ip} + \theta_6 \ln y_{it} + \theta_7 \ln N_{it} + \theta_8 A_i + \xi_{it} \end{array} \right] \quad (4.36)$$

où :

$d$  est la constante de régression.

$\theta_k$  ( $k = 1 \dots 8$ ) est le vecteur des coefficients associés respectivement aux variables prédéterminées.

$\xi_{it}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

L'analyse ci-dessus nous a permis d'une part, de retenir comme instruments de politique économique : l'inflation, le taux de change réel, les dépenses publiques et l'ouverture et d'autre part, de mettre en exergue les déterminants de ces différents instruments de politique économique. L'étude des déterminants de politiques économiques nous a paru être un préalable à la modélisation de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays éligibles.

#### 4.1.2 Modélisation de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques

Comme nous l'avons indiqué plus haut, notre objectif est de chercher à évaluer l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays éligibles. Les analyses effectuées à la sous-section 4.1.1 nous ont permis de définir et de mettre en exergue les déterminants des instruments de politique économique retenus. A partir de ces analyses, nous allons bâtir un modèle qui puisse nous permettre de saisir l'effet de l'AGOA sur l'évolution des différentes politiques économiques des pays éligibles. Après avoir exposé

<sup>48</sup>En réalité, en influençant négativement surtout les exportations, l'inflation peut également générer une augmentation des importations.

<sup>49</sup>De l'économiste allemand Adolf Wagner, la loi Wagner énoncée en 1867 dit que sur le long terme, les dépenses publiques augmentent davantage que la production nationale.

le modèle empirique (4.1.2.1), nous présenterons par la suite la méthode d'estimation choisie (4.1.2.2).

#### 4.1.2.1- Modèle empirique

L'analyse des déterminants des instruments de politique économique telle que ci-dessus effectuée nous a permis de constater qu'il y a une causalité symétrique entre certains instruments de politique économique. Concrètement, il a été démontré qu'autant l'inflation peut influencer les dépenses publiques à travers une indexation des dépenses sociales sur elle; autant les dépenses publiques peuvent influencer l'inflation à travers un afflux de liquidités auprès des ménages (par exemple à travers les politiques des grands travaux, ou alors par introduction de nouvelles dépenses sociales). Il a également été démontré que les dépenses publiques peuvent influencer le taux de change réel à travers un gain ou une perte de confiance. Par exemple, une augmentation des dépenses publiques (déficit public accru) a un effet négatif sur le taux de change réel. Dans le même temps, une variation du taux de change réel a aussi un impact certain sur les dépenses publiques adressées à l'étranger à travers la modulation de la valeur relative de la monnaie nationale par rapport aux devises. Naturellement dans un tel contexte, une modélisation à équations simultanées semble appropriée.

Les modèles à équations simultanées de manière générale et plus spécifiquement, les modèles d'équations simultanées linéaires ont été au centre des intérêts de la théorie économétrique. De nombreux travaux sur les modèles d'équations simultanées ont été réalisés sous la bienveillance de la commission Cowles & Koopmans (1950) et Hood & Koopmans (1953). Leurs travaux ont fortement influencé la voie et la direction suivies par la littérature économétrique consacrée aux équations simultanées<sup>50</sup>.

La caractéristique principale des équations simultanées est que deux ou plusieurs variables endogènes sont déterminées simultanément par le modèle comme des fonctions de variables prédéterminées (variables exogènes courantes ou retardées, variables endogènes retardées) et d'aléas de la manière suivante :

$$\begin{cases} y_{1t} = \alpha y_{2t} + \beta x_{1t} + \varepsilon_{1t} \\ y_{2t} = \lambda y_{1t} + \delta x_{2t} + \varepsilon_{2t} \end{cases} \quad (4.37)$$

$$\implies \begin{cases} y_{1t} - \alpha y_{2t} - \beta x_{1t} = \varepsilon_{1t} \\ y_{2t} - \lambda y_{1t} - \delta x_{2t} = \varepsilon_{2t} \end{cases} \quad (4.38)$$

où  $y_{1t}; y_{2t}$  et  $x_{1t}; x_{2t}$  représentent respectivement  $G = 2$  variables endogènes et  $K = 2$  variables prédéterminées avec  $t$  réalisations observées.

Sous la forme matricielle l'équation simultanée (4.38) peut s'écrire de la manière suivante :

$$\begin{bmatrix} 1 & -\alpha \\ 1 & -\lambda \end{bmatrix} \begin{bmatrix} y_{1t} \\ y_{2t} \end{bmatrix} + \begin{bmatrix} -\beta & 0 \\ 0 & -\delta \end{bmatrix} \begin{bmatrix} x_{1t} \\ x_{2t} \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} \varepsilon_{1t} \\ \varepsilon_{2t} \end{bmatrix} \quad (4.39)$$

$$\text{Sous une forme abrégée, cette dernière équation s'écrit ainsi : } \Gamma Y_t + \Psi X_t = \varepsilon_t \quad (4.40)$$

<sup>50</sup>Pour une analyse historique ou pour les développements récents de la théorie économétrique consacrée aux équations simultanées, le lecteur intéressé est prié de consulter Hausman (1983), Phillips (1984) ou Morgan (1990).

Si on regroupe les équations (4.11), (4.12), (4.35) et (4.36) au sein d'un système d'équation, notre modèle s'écrira ainsi qu'il suit :

$$\left\{ \begin{array}{l}
 \begin{aligned} \text{Infl}_{it} = & a + \psi_1 \ln G_{it} + \psi_2 \ln TRC_{ijt} + \psi_3 g_{it} + \psi_4 i_{it} + \psi_5 \ln PE_{it} \\ & + \psi_6 \ln M_{it} + \psi_7 IP_{it} + \psi_8 \text{Infl}_{it-1} + \varepsilon_{it} \end{aligned} & \text{(E1)} \\
 \begin{aligned} \ln G_{it} = & b + \beta_1 \text{Infl}_{it} + \beta_2 \ln TRC_{ijt} + \beta_3 \ln Ouv_{it} + \beta_4 \ln N_{it} \\ & + \beta_5 \ln D_{it}^{ext} + \beta_6 g_{it} + \beta_7 IP_{it} + \beta_8 \ln G_{it-1} + \beta_9 \ln y_{it} + \eta_{it} \end{aligned} & \text{(E2)} \\
 \begin{aligned} \ln TCR_{ijt} = & c + \mu_1 \text{Diff}(\text{Infl}_{ijt}) + \mu_2 \ln G_{it} + \mu_3 \ln Ouv_{it} \\ & + \mu_4 \ln TE_{it} + \mu_5 \ln D_{it}^{ext} + \mu_6 \ln M_{it} + \mu_7 \ln E_{ijt}^p + v_{ijt} \end{aligned} & \text{(E3)} \\
 \begin{aligned} \ln Ouv_{it} = & d + \theta_1 \text{Infl}_{it} + \theta_2 \ln G_{it} + \theta_3 \ln TCR_{ijt} + \theta_4 \ln \text{min } ier_{it} \\ & + \theta_5 \ln \text{dist}_{ip} + \theta_6 \ln y_{it} + \theta_7 \ln N_{it} + \theta_8 A_i + \xi_{it} \end{aligned} & \text{(E4)}
 \end{array} \right. \quad (4.41)$$

Ce système nous permet d'avoir les variables qui déterminent l'inflation (E1), les dépenses publiques (E2), le taux de change réel (E3) et l'ouverture (E4). Mais pour saisir l'impact de l'AGOA sur ces instruments de politique économique, nous allons introduire une variable dénommée *Agoa*.  $Agoa_{it}$  est une variable dichotomique qui vaut 1 si le pays  $i$  est éligible au programme AGOA à la période  $t$  et 0 sinon. Le modèle global d'évaluation de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques peut dès lors s'écrire de la manière suivante :

$$\left\{ \begin{array}{l}
 \begin{aligned} \text{Infl}_{it} = & a + \psi_1 \ln G_{it} + \psi_2 \ln TRC_{ijt} + \psi_3 g_{it} + \psi_4 i_{it} + \psi_5 \ln PE_{it} \\ & + \psi_6 \ln M_{it} + \psi_7 IP_{it} + \psi_8 \text{Infl}_{it-1} + \psi_9 Agoa_{it} + \varepsilon_{it} \end{aligned} & \text{(E1)} \\
 \begin{aligned} \ln G_{it} = & b + \beta_1 \text{Infl}_{it} + \beta_2 \ln TRC_{ijt} + \beta_3 \ln Ouv_{it} + \beta_4 \ln N_{it} + \beta_5 \ln D_{it}^{ext} \\ & + \beta_6 g_{it} + \beta_7 IP_{it} + \beta_8 \ln G_{it-1} + \beta_9 \ln y_{it} + \beta_{10} Agoa_{it} + \eta_{it} \end{aligned} & \text{(E2)} \\
 \begin{aligned} \ln TCR_{ijt} = & c + \mu_1 \text{Diff}(\text{Infl}_{ijt}) + \mu_2 \ln G_{it} + \mu_3 \ln Ouv_{it} + \mu_4 \ln TE_{it} \\ & + \mu_5 \ln D_{it}^{ext} + \mu_6 \ln M_{it} + \mu_7 \ln E_{ijt}^p + \mu_8 Agoa_{it} + v_{ijt} \end{aligned} & \text{(E3)} \\
 \begin{aligned} \ln Ouv_{it} = & d + \theta_1 \text{Infl}_{it} + \theta_2 \ln G_{it} + \theta_3 \ln TCR_{ijt} + \theta_4 \ln \text{min } ier_{it} + \theta_5 A_i \\ & + \theta_6 \ln \text{dist}_{ip} + \theta_7 \ln y_{it} + \theta_8 \ln N_{it} + \theta_9 Agoa_{it} + \xi_{it} \end{aligned} & \text{(E4)}
 \end{array} \right. \quad (4.42)$$

Dans ce système d'équations, on constate effectivement que certaines variables endogènes se retrouvent comme variables exogènes dans d'autres équations. Par exemple, les dépenses publiques qui sont une variable endogène dans l'équation (E2) se retrouvent comme variable exogène dans toutes les autres équations du système. Ainsi, la matrice de variances

covariances des aléas ( $\Sigma$ ) du système (4.42) peut être représentée ainsi qu'il suit :

$$\Sigma = \begin{pmatrix} \sigma_{\varepsilon\varepsilon}^2 & \sigma_{\varepsilon\eta} & \sigma_{\varepsilon v} & \sigma_{\varepsilon\xi} \\ \sigma_{\eta\varepsilon} & \sigma_{\eta\eta}^2 & \sigma_{\eta v} & \sigma_{\eta\xi} \\ \sigma_{v\varepsilon} & \sigma_{v\eta} & \sigma_{vv}^2 & \sigma_{v\xi} \\ \sigma_{\xi\varepsilon} & \sigma_{\xi\eta} & \sigma_{\xi v} & \sigma_{\xi\xi}^2 \end{pmatrix} \quad (4.43)$$

Il ressort de cette matrice que  $\sigma_{\varepsilon\eta} \neq 0$ , ce qui veut dire que les dépenses publiques sont corrélées aux aléas ( $\varepsilon_{it}$ ) de l'équation (E1). Ce qui fait que la condition d'exogénéité des variables explicatives ( $E(\varepsilon_{it}/G_{it}) = 0$ ) est violée. Dans ce cas, les estimateurs usuels (par exemple les *mco*) sont biaisés. Il faut donc trouver une méthode d'estimation qui puisse fournir des estimateurs efficaces.

#### 4.1.2.2- Identification des paramètres et méthode d'estimation

Dans la théorie économétrique consacrée à l'analyse des équations simultanées, le choix de la méthode d'estimation est précédé de manière séquentielle par la question de l'identification des paramètres.

### i- Problématique de l'identification des paramètres dans les équations simultanées

Soit un modèle  $\Psi$  donné, s'il est possible d'avoir une application définissant les paramètres, alors les paramètres du modèle sont identifiés dans le sens où un seul et unique vecteur des paramètres est associé à chaque variable explicative dans  $\Psi$ . En dehors de l'exacte identification des paramètres d'un modèle, celui-ci peut être soit sous-identifié (le modèle ne peut être estimé), soit sur-identifié (le modèle peut-être estimé mais avec des méthodes spécifiques).

Reprenons le modèle structurel général représenté par l'équation (4.38) avec  $G = 2$  variables endogènes ( $y_{1t}; y_{2t}$ ) et  $K = 2$  variables prédéterminées ( $x_{1t}; x_{2t}$ ) avec  $t$  réalisations observées.

$$\implies \begin{cases} y_{1t} - \alpha y_{2t} - \beta x_{1t} = \varepsilon_{1t} \\ y_{2t} - \lambda y_{1t} - \delta x_{2t} = \varepsilon_{2t} \end{cases} \quad (4.44)$$

Ce modèle ne peut être estimé que s'il respecte les critères d'identification c'est à dire les conditions d'ordre et de rang. Dans la littérature économétrique, la condition d'ordre bien qu'elle soit non suffisante est souvent la seule condition vérifiée pour l'identification des paramètres; car les conditions de rang sont plus complexes à exposer<sup>51</sup>, de plus pour Greene (1997), il est extrêmement rare qu'un système qui remplisse les conditions d'ordre ne remplisse pas les conditions de rang. C'est pour cela que dans le cadre de ce travail, nous nous limiterons à la vérification de la condition nécessaire d'identification qui est la condition d'ordre.

Généralement la condition nécessaire pour l'identification des paramètres d'une équation structurelle est qu'il existe au moins autant de paramètres exogènes exclues de l'équation

<sup>51</sup>Cette condition dépend des paramètres inconnus, donc il est assez difficile de savoir *a priori* si elle est vérifiée. Sa vérification dans un cadre déterministe pose aussi problème.



que de variables endogènes apparaissant dans l'équation selon la formule suivante :

$$\begin{array}{ccc}
 G_i - 1 & \preceq & K - K_i \\
 \text{nbre de variables} & & \text{nbre de variables} \\
 \text{endogènes} & \preceq & \text{exogènes exclues}
 \end{array} \quad (4.45)$$

$$\begin{array}{l}
 \text{si } G_i - 1 \succ K - K_i \Rightarrow \text{l'équation } i \text{ est sous-identifiée} \\
 \text{si } G_i - 1 = K - K_i \Rightarrow \text{l'équation } i \text{ est juste identifiée} \\
 \text{si } G_i - 1 \prec K - K_i \Rightarrow \text{l'équation } i \text{ est sur-identifiée}
 \end{array} \quad (4.46)$$

avec :

$G_i$ , le nombre de variables endogènes se trouvant dans l'équation  $i$  ;

$K$ , le nombre variables prédéterminées se trouvant dans le système d'équations ;

$K_i$ , le nombre de variables prédéterminées se trouvant dans l'équation  $i$ .

Les résultats de l'évaluation de la condition d'ordre des équations du système (4.42) sont reportés au tableau 4.1

TAB. 4.1: Evaluation de l'identification des paramètres du modèle 4.42

	Equations			
	$E1$	$E2$	$E3$	$E4$
$G_i$	3	4	3	4
$K_i$	7	7	6	6
$K$	18	18	18	18
$G_i - 1$	2	3	2	3
$K - K_i$	11	11	12	12
<b>Résultats</b>	sur-identifiée	sur-identifiée	sur-identifiée	sur-identifiée

D'après le tableau 4.1, toutes les équations de notre modèle sont sur-identifiées. Le fait que le modèle soit sur-identifié veut dire qu'il n'existe pas une relation unique entre les paramètres de la forme réduite et les paramètres de la forme structurelle. Dès lors, le choix de la méthode d'estimation s'avère donc crucial pour avoir les estimateurs les plus efficaces possibles<sup>52</sup>.

## ii- Méthode d'estimation

Dans les conditions ci-dessus décrites, deux méthodes d'estimation sont possibles :

- ▶ la méthode à information limitée portant sur une estimation équation par équation,
- ▶ et la méthode à information complète qui porte sur l'estimation du système tout entier.

L'une des méthodes à information limitée les plus répandues est la méthode des doubles moindres carrés (DMC). Cette méthode peut évidemment être appliquée à notre modèle en introduisant les variables instrumentales<sup>53</sup>. En effet, la théorie économétrique montre que

<sup>52</sup>Dans le cas de modèle juste identifié, les régressions indirectes telles que la méthode des moindres indirects s'avèrent appropriées ou encore la méthode SUR (se reporter *supra*, p.234).

les DMC appliqués aux équations simultanées offrent des estimateurs convergents. Mais le principal inconvénient de cette méthode par rapport aux objectifs de notre travail, c'est que les estimations sont menées équation par équation détachant ainsi le comportement systémique qui est indispensable à nos analyses. En effet, il est logique de penser que la modification d'un instrument de politique économique telle que les dépenses publiques d'un pays à la date  $t$  peut également influencer un autre instrument de politique économique telle que l'inflation au cours de la même période. Dans ce cas, l'utilisation de la méthode à information complète semble appropriée.

La méthode *SUR* (*Seemingly Unrelated Regression*) comme la méthode des triples moindres carrés (TMC) sont des méthodes systémiques pour lesquelles tous les paramètres du modèle sont estimés conjointement. Le principal avantage de ces deux méthodes est l'absence de problèmes relatifs à l'endogénéité; cependant, la méthode *SUR* est plus appropriée pour les modèles juste identifiés. Etant donné que dans notre étude le modèle est sur-identifié, la méthode *SUR* ne peut être retenue; la méthode des TMC semble, en revanche, appropriée pour de telles exercices (Greene, 1997).

Conformément aux hypothèses ci-dessus, la méthode des TMC est apparue comme celle qui pouvait nous offrir les estimateurs les plus efficaces.

## 4.2 Impact de l'AGOA sur les politiques économiques : Analyse empirique

L'application des TMC à l'équation (4.42) nous a permis d'estimer l'impact de l'AGOA sur les différents instruments de politique économique de ces pays à l'échelle globale (4.2.2) et à l'échelle régionale (4.2.3). Comme nous l'avons signifié dans les chapitres précédents, bien que le modèle économétrique soit important pour l'efficacité des résultats, la disposition de données fiables (4.2.1) et les manipulations qui en sont issues conditionnent au premier degré la robustesse des analyses.

### 4.2.1 Analyse des données

La modélisation que nous avons adoptée a fait appel à plusieurs types de variables: les variables quantitatives (courantes ou retardées) et les variables qualitatives. Parmi les variables quantitatives, il y a les instruments de politique économique que sont l'inflation, les dépenses publiques, le taux de change réel et l'ouverture commerciale.

La variable inflation donne l'évolution annuelle du niveau général des prix dans les pays considérés, elle est exprimée en pourcentage annuelle. La variable différentielle d'inflation est l'écart entre l'inflation des pays AGOA et l'inflation aux Etats-Unis. La variable des dépenses publiques ici considérée est en fait le ratio des dépenses publiques sur le PIB réel. Elle est exprimée en pourcentage du PIB. Le taux de change réel pris en compte est le taux de change réel entre les Etats-Unis et les pays éligibles. La variable ouverture est le ratio de la somme des exportations et des importations totales du pays sur leur PIB réel. Cette variable est exprimée en pourcentage du PIB. Les données des variables ci-dessus

---

<sup>53</sup> La condition principale ici est que le nombre de variables instrumentales doit être au moins égale au nombre de variables endogènes qui apparaissent comme variables explicatives. Les variables instrumentales peuvent être les variables endogènes retardées ou d'autres variables, mais la condition est que ces variables aient un lien avec la variable instrumentée.

citées sont issues de la base de données de la Banque mondiale (*World Development Indicators, 2005*) et de celle de la CIA (*CIA World Fact Book, 2005*).

Les autres variables auxquelles nous avons eu recours sont le taux d'intérêt, la population, le taux de croissance du PIB réel, le PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), la dette publique ; celle-ci est rapportée au PIB. La variable masse monétaire retenue est l'agrégat M3 rapporté au PIB car dans une politique monétaire l'agrégat que l'on cherche à piloter est M3 parcequ'il représente une conception large de la monnaie<sup>54</sup>. Les données de ces variables proviennent de la base des données de la Banque mondiale (*World Development Indicators, 2005*).

La variable distance représente en réalité la distance moyenne séparant les pays éligibles AGOA de leurs principaux partenaires commerciaux que sont les pays de l'Union Européenne (Europe des 15) et les Etats-Unis. Les données de distance proviennent du site Internet *ephemeride.com*. Les données qui définissent l'enclavement ou non d'un pays (accès à la mer) proviennent de la base de données géographiques et caractéristiques diverses établie par le CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) et disponible en ligne<sup>55</sup>.

Le prix du baril du pétrole (*PE*) a été retenu comme la variable indiquant l'évolution des prix des produits énergétiques. Les données de prix de pétrole entre 1970 et 2004 ont été extraites de la base de données des perspectives de l'OCDE n°76; les prix retenus sont les prix nominaux. La variable Ecart de productivité reflète la différence entre la productivité des Etats-Unis et celle de chacun des pays AGOA. La productivité est le rapport entre le PIB et la force du travail<sup>56</sup>. Les données de PIB et de force du travail mais aussi celles de la variable des termes de l'échange proviennent de la base de données de la Banque mondiale. L'indice des termes de l'échange utilisé est base 100, 1995<sup>57</sup>.

La variable ressource minière est la somme des exportations globales des produits miniers (or, diamants etc.) et pétroliers (pétrole brut, gaz naturel) des pays éligibles rapportée au PIB. Cette variable est exprimée en pourcentage du PIB. Les données de cette variable proviennent de la base de données de l'*United States International Trade Commission* (USITC) et celle de la Banque Mondiale.

La variable Instabilité politique (*IP*) est une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si le pays a connu des troubles politiques (guerre ou troubles liés à la démocratisation) et 0 sinon. Les informations ayant servi à la construction de cette variable ont été recueillies du site officiel de la CIA (*www.cia.gov*) et des sites connexes de cet organisme (*www.theodora.com*, *www.photius.com*, *www.geographic.org*, *www.infoplease.com*).

En dehors de l'inflation, de l'inflation retardée, des taux d'intérêts et du taux de croissance du PIB, toutes les autres variables quantitatives sont en logarithme.

<sup>54</sup> En contrôlant M3, on contrôle aussi M1 et M2. M1 est la conception étroite de la monnaie. C'est la masse monétaire au sens strict, ce sont les pièces, les billets, les comptes courants (ce sont des actifs financiers liquides), c'est à dire l'ensemble des moyens de paiement. M2=M1 + quasi-monnaie (dépôts sur les comptes sur livret). Les comptes sur livrets contiennent des avoirs qui ne peuvent directement être utilisés comme moyen de paiement. M3=M2 + ensemble des titres de placement émis par les institutions de crédit (part dans les FCP, titres de créances négociables, dépôts à terme. . .).

<sup>55</sup> Cette base de données est en libre accès en ligne sur [www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm](http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm)

<sup>56</sup> Il existe plusieurs méthodes de calcul de la productivité (voir chapitre 5).

<sup>57</sup> Les données de l'indice des termes de l'échange utilisé dans ce travail peuvent être obtenue en consultant le site web de l'université de Sherbrooke sur l'adresse : <http://perspective.usherbrooke.ca/>

### 4.2.2 Analyse globale

L'analyse des premiers résultats obtenus en appliquant les TMC au modèle (4.42) montre que certaines variables n'ont pas les signes escomptés ; il en est ainsi du comportement de la variable M3 (masse monétaire) dans l'équation de l'inflation (E1). D'après la théorie quantitative de la monnaie, une diminution de la masse monétaire engendre une baisse du niveau général des prix (inflation) ; or, d'après nos estimations (tableau 4.2), la contraction de la masse monétaire provoque plutôt une hausse de l'inflation. Toujours dans l'équation de l'inflation (E1) du tableau 4.2, la variable dépenses publiques qui aurait dû avoir un signe positif a plutôt un signe négatif. Or, d'après *le multiplicateur keynésien*<sup>58</sup>, toute augmentation des dépenses publiques a un effet positif sur les revenus et c'est justement cette augmentation des revenus qui contribue à accroître l'inflation du fait de l'augmentation de la demande. Les résultats contrastés ainsi obtenus et surtout l'absence de justification empirique laissent penser à une mauvaise spécification de l'équation de l'inflation qui peut biaiser les estimateurs de tout le modèle<sup>59</sup>.

Une revue détaillée des déterminants des différents instruments de politique économique nous montre que le différentiel d'inflation, en tant que déterminant du taux de change réel entre les pays AGOA et les Etats-Unis, soulève quelques problèmes théoriques. Ainsi, dans la lignée de la nouvelle macro économie keynésienne, dans une économie ouverte, l'hypothèse fondamentale d'ajustement des prix avec le taux de change réel n'est possible que dans un régime de change flexible. Cette hypothèse, base de l'utilisation du différentiel d'inflation comme déterminant du taux de change réel, est mise à défaut dans un régime de change fixe. L'analyse des systèmes monétaires des pays AGOA montre que plusieurs monnaies de ces pays ont un régime de change fixe vis à vis de certaines Devises comme l'Euro ou le Dollar.

Ainsi, la parité entre d'une part, le franc de la Coopération Financière d'Afrique Centrale (le FCFA de la CEMAC) et le franc de la Communauté Financière Africaine (le FCFA de l'UEMOA) et d'autre part<sup>60</sup>, l'Euro est fixe. Il en est de même de l'Escudo cap verdien qui a également une parité fixe avec l'Euro. La conséquence directe de l'arrimage des monnaies à parité fixe avec l'Euro est que le taux de change Dollar/FCFA ou Dollar/Escudo ne peut être obtenu qu'à travers le taux de change Euro/Dollar<sup>61</sup>. L'absence d'une fluctuation directe Dollar/FCFA ou Dollar/Escudo enlève au différentiel d'inflation entre les Etats-Unis et les pays AGOA toute son importance empirique comme déterminant du taux de change réel entre les Etats-Unis et ces pays. Dans le même ordre d'idées, le franc

---

<sup>58</sup> Le *multiplicateur keynésien* peut se définir alternativement comme le rapport entre une variation des dépenses publiques et la variation consécutive du revenu global ou comme la variation des impôts et celle du revenu global ou, de manière plus générale, comme la variation du solde budgétaire et celle du revenu global. L'efficacité d'une politique budgétaire se mesure à travers le *multiplicateur keynésien*

<sup>59</sup> L'idée d'une mauvaise spécification qui serait due non pas seulement à l'équation de l'inflation mais à tout le modèle global est liée au caractère systématique de la méthode d'estimation utilisée. Dans ce type de méthode -les triples moindres carrés (TMC)-, une mauvaise spécification d'une des équations du modèle peut avoir un impact sur les estimations des autres équations.

<sup>60</sup> En réalité la zone Franc (Afrique sub saharienne) réunit 14 pays mais seulement 10 de ces pays étaient éligibles au programme AGOA en 2004 ; il s'agissait : du Mali, du Sénégal, de la Guinée Bissau, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Tchad, du Congo, du Gabon et du Cameroun.

<sup>61</sup> Le choix de la disposition de l'obtention des valeurs du taux de change n'est pas anodin, il répond au fait que depuis la mise en place de l'Euro, sa cotation se fait au certain alors que par exemple la cotation de l'ancien Franc français se faisait à l'incertain. Ici la devise principale considérée est le Dollar américain.

djiboutien est arrimé à parité fixe au dollar. D'après ces quelques exemples, on voit clairement que l'hypothèse de régime de change flottant est violée<sup>62</sup>.

Afin de pallier au biais introduit par le différentiel d'inflation, nous avons choisi de remplacer cette variable simplement par l'inflation annuelle constatée dans chacun des pays. La substitution de la variable différentiel d'inflation entre les États-Unis et les pays AGOA par l'inflation annuelle constatée dans chacun de ces pays provient de la nécessité de conserver l'importance du rôle de l'inflation dans la détermination du taux de change réel. L'introduction de cette variable dans le modèle (4.42) ne pose pas de problèmes particuliers d'identification des paramètres ; toutes les équations restent sur-identifiées, ainsi donc on peut leur appliquer la méthode des moindres carrés. Les résultats de ces nouvelles estimations sont reportés au tableau 4.3.

D'après le tableau 4.3, la mise en place de l'AGOA semble ne pas avoir significativement influencée l'évolution de l'inflation dans les pays éligibles pris globalement. En effet, comme le montre la figure 4.2(E1) représentant l'évolution de l'inflation, la tendance baissière de l'inflation constatée après l'AGOA était déjà observée dans les années qui ont précédé la mise en place de l'AGOA. L'analyse des autres variables de l'équation (E1) du tableau 4.3 montre que les deux variables significatives, les taux d'intérêts et l'instabilité, ont les signes attendus. Le signe négatif des taux d'intérêts montre que lorsqu'ils baissent, l'inflation a tendance à augmenter à cause de la baisse du coût du crédit et donc d'une accession plus facile des agents économiques aux liquidités, ce qui a pour conséquence l'augmentation des revenus et donc la demande des biens. Le signe positif et élevé de l'instabilité traduit la forte pression inflationniste qui s'exerce toujours sur un pays en proie à des troubles politiques ou à des guerres du fait de la désorganisation de l'appareil productif.

Si l'AGOA n'a pas eu une influence significative sur l'inflation, en revanche d'après l'équation (E2) du tableau 4.3, les dépenses publiques semblent avoir été positivement et significativement influencées par la mise en place de l'AGOA. D'après nos estimations, l'AGOA a provoqué une augmentation de 9,75%<sup>63</sup> des dépenses publiques<sup>64</sup>. La figure 4.2(E2) qui représente l'évolution des dépenses publiques montre que depuis la mise en place de l'AGOA, la part des dépenses publiques sur le PIB des pays éligibles est en constante augmentation.

En dehors de l'inflation et du taux de change réel, les autres variables significatives de l'équation des dépenses publiques ont des signes attendus : il en est ainsi de la variable retardée des dépenses publiques qui est censée influencer positivement les dépenses publiques courantes du fait, soit du poids salarial, soit des pensions de retraite ou encore du service de la dette. La variable instabilité politique avec son signe positif a également le signe attendu ; en effet, l'instabilité politique est très souvent corollaire de l'existence de la corruption or celle-ci, de par la distraction qu'elle génère sur les fonds publics (par exemple surfacturation ou marchés publics de complaisance), exerce une pression à la hausse sur les dépenses publiques.

<sup>62</sup> En dehors de ces cas très connus, d'autres exemples d'arrimage à parité fixe existent et peuvent être trouvés dans la zone monétaire commune d'Afrique Australe qui est également appelée zone Rand. Dans cette zone, le Dollar namibien, le Lilangeni swazi et le Loti lesothan sont arrimés au Rand à parité fixe. Le taux de change de ces monnaies par rapport au Dollar américain est obtenu via le taux de change Dollar américain/Rand.

<sup>63</sup> Ce résultat est obtenu en faisant l'antilog du coefficient moins 1 multiplié par 100

<sup>64</sup> En fait, l'augmentation dont il est question ici est le ratio des dépenses publiques sur le PIB.

Conformément à la théorie des changes comme nous l'avons longuement présenté à la section 4.1.1.3, le taux de change réel a une relation inverse avec les dépenses publiques du fait de l'impact de celles-ci, d'abord sur les biens non échangeables ensuite sur la modification des prix des biens échangeables. Ainsi, une hausse du taux de change réel tire vers le bas les prix des biens étrangers acquis par l'Etat, ce qui a tendance à alléger les dépenses publiques. Seulement, le mécanisme ainsi décrit n'est valable que pour les taux de change côtés au certain. Pour les taux de change côtés à l'incertain, c'est la situation inverse qui se produit ; concrètement, cela veut dire qu'une hausse du taux de change réel tire vers le haut les prix des biens importés par l'Etat du fait de la dépréciation de la monnaie nationale, ce qui a plutôt tendance à alourdir les dépenses publiques. Travaillant donc essentiellement avec les taux de change côtés à l'incertain, il était donc logique qu'on s'attende non pas à une relation inverse entre le taux de change réel et les dépenses publiques mais plutôt à une relation positive compte tenu des explications ci-dessus évoquées.

Seulement, nos estimations nous offrent plutôt une relation inverse entre le taux de change réel et les dépenses publiques. Ce résultat, bien qu'opposé à nos attentes, n'altère en rien la démonstration ci-dessus effectuée ; il trouve sa justification empirique dans l'existence d'une parité fixe entre plusieurs monnaies des pays éligibles et certaines devises de référence. Ce résultat peut aussi s'expliquer par l'*énigme de la déconnexion*.

Le signe négatif de l'inflation obtenu dans nos estimations traduit que les dépenses publiques des pays de notre échantillon sont négativement liées avec l'inflation ; cela veut dire qu'une augmentation de l'inflation provoque une baisse des dépenses publiques. Si de manière théorique on s'attendait à une relation positive entre l'inflation et les dépenses publiques due à l'indexation des dépenses salariales et sociales (allocation chômage, aides au logement) sur l'inflation, dans le contexte africain, il convient de constater que les salaires sont rarement indexés sur l'inflation et les dépenses sociales telles qu'énumérées ci-dessus sont quasi inexistantes et lorsqu'elles existent, elles ne sont presque jamais indexées sur l'inflation. Cette situation peut conduire à une évolution en sens inverse entre l'inflation et les dépenses publiques telles que nous le constatons dans ce travail.

Le taux de change réel est le deuxième instrument de politique économique sur lequel l'AGOA a eu un impact significatif. Comme le montre l'équation (E3) du tableau 4.3, la magnitude de l'impact de l'AGOA sur le taux de change est estimée à 1,45 point de pourcentage. L'analyse graphique de l'évolution du taux de change réel faite sur la figure 4.2 (E3) montre clairement que depuis la mise en place de l'AGOA, le taux de change réel entre les Etats-Unis et les pays AGOA n'a cessé de s'apprécier. Sous l'hypothèse de cotation à l'incertain<sup>65</sup> comme nous l'avons ci-dessus relevé, une hausse du taux de change réel correspond à une dépréciation de la monnaie nationale. Donc, la hausse relative des taux de change réels constatée à la figure 4.2 (E3) depuis la mise en place de l'AGOA signifie en réalité, une dépréciation moyenne des monnaies des pays éligibles par rapport au Dollar.

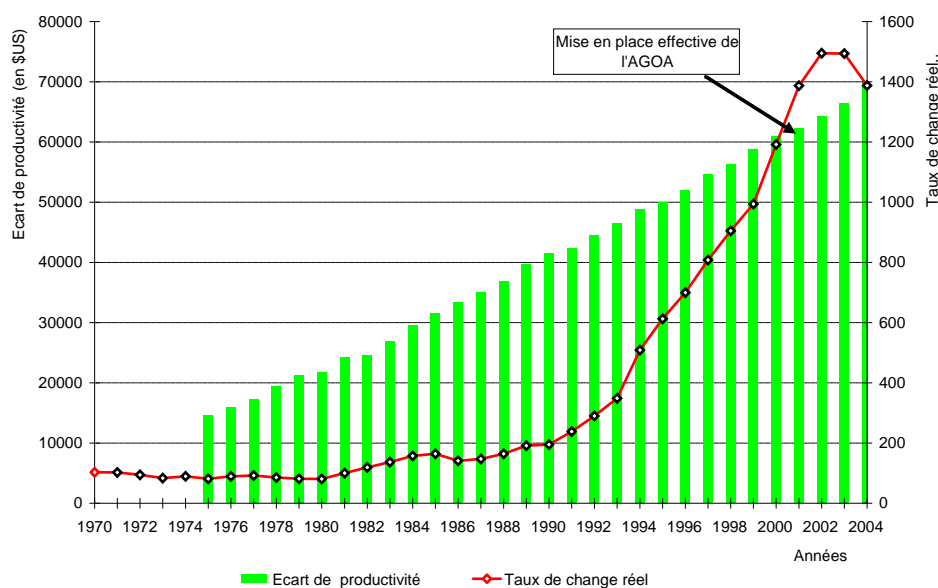
En dehors de la variable *Agoa*, toutes les autres variables de l'équation sont significatives, mais toutes ne sont pas affectées du du signe attendu. Parmi les variables ayant des signes attendus : il y a l'écart de productivité, la dette, les termes de l'échange et l'ouverture commerciale.

---

<sup>65</sup>La cotation à l'incertain donne le nombre d'unités de monnaie étrangère que l'on peut obtenir avec une unités de monnaie nationale.

Concernant l' écart de productivité, théoriquement, cette variable est supposée avoir un lien positif avec le taux de change réel car, un pays affichant une hausse soutenue de sa productivité (principalement dans le secteur de la fabrication) doit enregistrer une augmentation du prix relatif des biens non échangeables et sa monnaie doit s' apprécier au cours du temps : c' est l' effet Balassa-Samuelson (1962). Donc plus l' écart de productivité sera grand, plus le taux de change des monnaies des pays AGOA vis à vis du Dollar sera élevé (Voir figure 4.1). L' effet de l' augmentation de l' écart de productivité sur le taux de change réel est estimé à 1,99 point de pourcentage. Contrairement à ce qui peut être attendu dans une analyse avec taux de change côté au certain, le signe positif de la dette est bel bien le signe attendu. En effet, la logique théorique voudrait qu' une hausse de l' endettement d' un pays entraîne une dépréciation de sa monnaie, or, dans une analyse avec le taux de change côté à l' incertain, la dépréciation de la monnaie nationale correspond en réalité à une augmentation du taux de change réel. D' où d' après nos estimations, une augmentation de 1% de la dette entraîne une augmentation de 0,42% du taux de change réel, ce qui correspond à une dépréciation des monnaies nationales.

FIG. 4.1: Evolution de l' écart de productivité et du taux de change réel entre les Etats-Unis et l' ensemble des pays AGOA entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

S' agissant des termes de l' échange, du point de vue théorique, toute croissance de cette variable est censée engendrer une appréciation de la monnaie nationale ; or dans ce cas précis, l' appréciation de la monnaie nationale correspond à une baisse du taux de change réel. L' équation (E3) montre ainsi qu' une hausse de 1% des termes de l' échange provoque une baisse de 0,61% du taux de change réel. Cette équation montre aussi que l' ouverture a un lien positif et significatif avec le taux de change réel. Ce lien positif peut se justifier intuitivement par le fait que l' augmentation de l' ouverture peut générer une dépréciation de la monnaie et donc une augmentation du taux de change réel. Mais rappelons toutefois qu' un signe négatif de cette variable n' aurait pas été surprenant car le calcul de l' ouver-

ture commercial tel qu'il est effectué laisse une marge à un tel résultat puisqu'il intègre les importations et les exportations. En fait, un déficit commercial devrait entraîner une dépréciation de la monnaie nationale alors qu'une balance commerciale excédentaire devrait plutôt provoquer une appréciation de la monnaie nationale.

Le signe de la masse monétaire obtenu est conforme aux hypothèses développées dans notre modèle -équation (4.34). Ce résultat traduit le fait que l'évolution de cette variable affecte les prix des biens non échangeables, ce qui provoque une baisse du taux de change réel (cas de cotation à l'incertain), ce qui correspond à une appréciation de la monnaie nationale. Toutefois, compte tenu de la fixité de certains systèmes de change, il est tout à fait imaginable que le résultat ci-dessus ait été influencé par ce caractère spécifique. Du point de vue empirique, il est difficilement imaginable que l'augmentation de la masse monétaire influence uniquement les biens non exportables.

Parmi les variables qui n'ont pas le signe attendu, il y a les dépenses publiques. D'après notre modèle, un choc lié à un déséquilibre macro économique tel qu'une augmentation des dépenses publiques provoque une dépréciation de la monnaie nationale afin de rétablir l'équilibre. Cela conviendrait donc à une relation inverse entre les dépenses publiques et le taux de change réel dans un système où le taux de change est coté au certain. Or dans un système avec taux de change coté à l'incertain, cela revient plutôt à une relation positive entre le taux de change réel et les dépenses publiques.

Mais comme le montre l'équation (E3) du tableau 4.3, nos estimations nous fournissent plutôt une relation inverse entre taux de change réel et dépenses publiques. Cela signifie qu'une hausse des dépenses publiques entraîne une baisse du taux de change réel et donc une appréciation des monnaies nationales. Empiriquement, ce résultat peut être dû au fait que les dépenses publiques influencent uniquement les biens non échangeables, un tel argumentaire a été vérifié par Menzie Chinn & *alii.*(1996). Ce résultat peut aussi être dû à la fixité des systèmes de changes entre les monnaies de nombreux pays AGOA et certaines devises étrangères telles que l'Euro ou même le Dollar. Or, ces régimes de change se caractérisent par une viscosité dans les ajustements, ce qui peut expliquer la déconnexion observée entre cette variable et le taux de change réel.

En prenant l'exemple de l'inflation et en considérant la cotation à l'incertain, cela voudrait dire qu'une augmentation de l'inflation (de manière relative par rapport à l'étranger) provoque une baisse du taux de change réel et donc une appréciation de la monnaie nationale; ce qui contraire à la théorie. Le signe négatif affecté à l'inflation peut une fois de plus trouver sa justification dans la problématique du système de change fixe; car la fonction de rééquilibrage du taux de change qui joue dans un système de change flottant n'est pas assurée dans ce cas. Seule la modification de la valeur de la monnaie à travers la dévaluation ou la réévaluation assure cette fonction dans un tel système. En conséquence, en régime de change fixe, il est possible que l'évolution autant de l'inflation que des autres variables (masse monétaire, indice des termes de l'échange) soient totalement déconnectée de celle du taux de change réel pendant un certain temps, du moins, durant l'absence d'intervention des autorités monétaires.

La dernière variable significative de cette équation est la variable ouverture commerciale. Le signe positif de cette variable signifie que l'augmentation de l'ouverture commerciale s'accompagne d'une hausse du taux de change réel. Or dans une telle configuration et sous



l'hypothèse de cotation à l'incertain<sup>66</sup> telle qu'ici considérée, c'est plutôt les exportations qui sont encouragées car le pays voit sa compétitivité prix augmenter.

En tant que variable de politique économique et d'après l'équation E(4) du tableau 4.3, l'AGOA n'a pas d'influence significative sur l'ouverture commerciale des pays éligibles malgré que l'analyse graphique de l'évolution de l'ouverture commerciale (figure 4.2-E4-) montre une relative hausse de cette variable depuis la mise en place de l'AGOA. Notons toutefois lorsqu'on calcule le ratio d'ouverture moyen des pays éligibles sur les trois années qui ont précédé la mise en place de l'AGOA soit entre 1997 et 2000, on se rend compte que ce ratio (28,97%) est plutôt inférieur au ratio d'ouverture calculé après la mise en place de l'AGOA (29,78%).

En dehors de l'inflation, les autres variables de l'équation sont significatives. Ainsi par exemple, l'idée développée par Rodrik (1998) sur l'impact positif des dépenses publiques sur l'ouverture est confirmée avec un effet estimé à 1,12 point de pourcentage. Comme Rodrik (*op.cit*), ce résultat est possiblement dû aux dépenses de compensation de l'Etat en faveur des secteurs perdants suite à l'ouverture commerciale. Le signe positif du secteur minier confirme que ce secteur tire vers le haut l'ouverture commerciale. Nos estimations confirment que la détention d'un port a un effet positif et significatif sur les échanges commerciaux. Le signe négatif de la population est conforme à la théorie : une population élevée exerce un effet négatif sur l'ouverture des pays. Le signe positif du taux de change réel traduit quant à lui que son augmentation entraîne une hausse de l'ouverture ; ce qui est possible au regard des hypothèses émises sur le taux de change réel. Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, la hausse du taux de change réel Dollar/monnaie des pays éligibles correspond à une dépréciation des monnaies nationales et donc à un gain de compétitivité-prix des produits africains.

La seule variable significative qui n'a pas le signe attendu est la variable distance, qui représente en réalité la distance moyenne entre les pays éligibles et leurs principaux partenaires commerciaux. Le signe positif de cette variable est possiblement dû au fait qu'en moyenne ce sont les pays les plus éloignés de leurs partenaires commerciaux qui sont les plus ouverts. Ainsi par exemple, malgré la distance relativement éloignée de l'Angola (6905 km) par rapport au Nigeria (5178 km) vis à vis de leurs principaux partenaires commerciaux, l'Angola avec un ratio d'ouverture de 42,75% est plus ouvert que le Nigeria dont le ratio d'ouverture est de 34,55%<sup>67</sup>.

En résumé, cette étude nous a révélé que l'AGOA a significativement influencé à la hausse, les dépenses publiques et le taux de change réel. En revanche, l'AGOA n'a pas eu d'impact significatif sur l'inflation et sur l'ouverture commerciale. Mais comme toute analyse globale, les variances intra régionales ont été gommées ; afin de les mettre en exergue nous allons poursuivre cette étude à l'échelle régionale.

---

<sup>66</sup> Comme nous l'avons dit plus haut, sous la cotation à l'incertain, une hausse du taux de change correspond à une dépréciation de la monnaie nationale et donc à une appréciation de la devise.

<sup>67</sup> Cet exemple peut aussi être appliqué au Gabon, qui avec un ratio d'ouverture de 88,59% et ses 5906 km de distance moyenne, est à la fois plus ouvert et relativement plus éloigné de ses principaux partenaires commerciaux par rapport à un pays comme le Nigeria.

TAB. 4.2: Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays AGOA pris globalement

Variables Explicatives	Endogènes			
	<i>E1</i>	<i>E2</i>	<i>E3</i>	<i>E4</i>
	Taux d'inflation	Dépenses publiques	Taux de change réel	Ouverture
Ouverture		0,073 *** (0,005)	1,456 *** (0,000)	
Taux de change réel	-391,51 *** (0,000)	-0,012 ** (0,044)		0,140 *** (0,000)
Dépenses publiques	-696,43 ** (0,019)		-2,607 *** (0,000)	1,264 *** (0,000)
Taux d'inflation		-0,000 *** (0,000)		0,000 *** (0,001)
Taux d'intérêt	-15,10 ** (0,027)			
Prix du baril de pétrole	-899,22 *** (0,001)			
Masse monétaire	-806,32 *** (0,001)		-1,593 *** (0,000)	
Instabilité Politique	43,25 (0,861)	0,063 * (0,064)		
PIB par tête en PPA				0,033 (0,484)
Termes de l'échange			-0,318 (0,253)	
Distance moyenne				0,431 *** (0,000)
Ecart de productivité			1,649 *** (0,000)	
Différentiel des taux d'inflation			-0,000 *** (0,000)	
Taux de croissance du PIB	-1,415 (0,919)	0,002 (0,169)		
Dépenses publiques retardées		-0,802 *** (0,000)		
Taux d'inflation retardé	-0,020 (0,722)			
Accès à la mer				0,403 *** (0,000)
Population		0,012 (0,153)		-0,175 *** (0,000)
Agoa	10,389 ** (0,012)	0,078 (0,100)	1,565 *** (0,006)	0,376 (0,120)
Produits miniers et pétroliers				0,033 *** (0,002)
Dettes extérieures		-0,007 (0,660)	0,329 * (0,073)	
NT <sup>*</sup>	303	303	303	303
Prob	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	134,50	1248,09	353,51	396,33

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients - sont les p-value

<sup>\*</sup> : Nombre d'observations

TAB. 4.3: Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays AGOA pris globalement 216

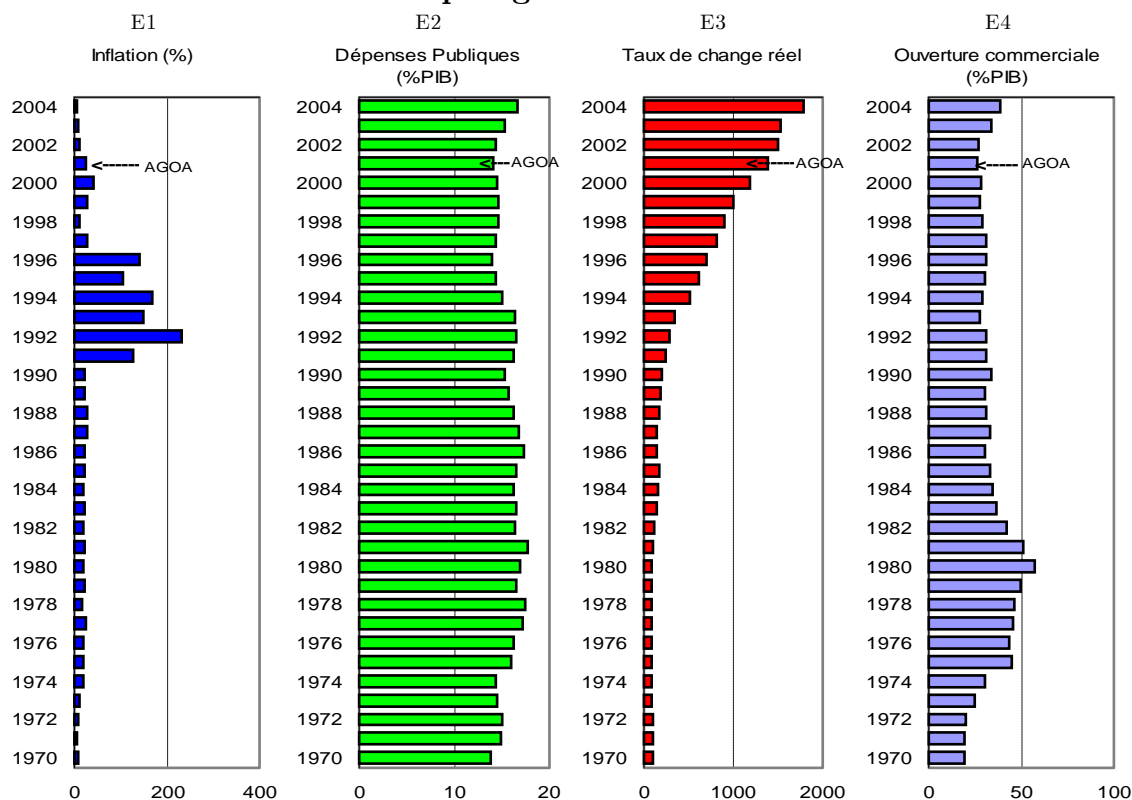
Variables Explicatives	Endogènes			
	<i>E1</i>	<i>E2</i>	<i>E3</i>	<i>E4</i>
	Taux d'inflation	Dépenses publiques	Taux de change réel	Ouverture
Ouverture		0,043 (0,109)	1,538 *** (0,000)	
Taux de change réel	-17,07 (0,831)	-0,020 *** (0,002)		0,098 *** (0,000)
Dépenses publiques	3,0908 (0,326)		-2,209 *** (0,000)	1,126 *** (0,000)
Taux d'inflation		-0,001 *** (0,000)	-0,001 *** (0,000)	-0,001 (0,145)
Taux d'intérêt	-3,15 *** (0,000)			
Prix du baril de pétrole	-3,483 (0,136)			
Masse monétaire	-1,144 (0,613)		-1,858 *** (0,000)	
Instabilité Politique	6,901 *** (0,004)	0,112 *** (0,003)		
PIB par tête en PPA				0,033 (0,940)
Termes de l'échange			-0,611 * (0,060)	
Distance moyenne				0,483 *** (0,000)
Ecart de productivité			1,993 *** (0,000)	
Taux de croissance du PIB	5,674 (0,669)	0,001 (0,309)		
Dépenses publiques retardées		0,809 *** (0,000)		
Taux d'inflation retardé	0,0687 (0,199)			
Accès à la mer				0,424 *** (0,000)
Population		0,006 (0,448)		-0,193 *** (0,000)
Agoa	2,9471 (0,473)	0,093 * (0,083)	1,451 ** (0,020)	0,299 (0,172)
Produits miniers et pétroliers				0,042 *** (0,002)
Dette extérieure		0,179 (0,340)	0,422 ** (0,048)	
NT <sup>‡</sup>	303	303	303	303
Prob	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	63,02	964,81	235,83	365,13

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

<sup>‡</sup> : Nombre d'observations

FIG. 4.2: Evolution des variables de politique économique dans les pays AGOA pris globalement



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

### 4.2.3 Analyse à l'échelle régionale

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques à l'échelle régionale se fera successivement en Afrique Australe (4.3.2.1), en Afrique de l'Ouest (4.3.2.2), en Afrique Centrale (4.3.2.3) et en Afrique de l'Est (4.3.2.4).

#### 4.3.2.1- L'Afrique Australe

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique Australe montre que seules les dépenses publiques et le taux de change réel ont été significativement influencés par la mise en place de l'AGOA.

En effet, d'après l'équation (E1) du tableau 4.4, la mise en place de l'AGOA n'a eu aucun effet significatif sur l'évolution de l'inflation. On voit très clairement dans la figure 4.3(E1) que depuis la mise en place de l'AGOA, l'évolution de l'inflation est quasiment stable. Cependant, le fait que la variable inflation retardée soit significative traduit l'existence d'une inflation rampante qui pourrait être liée à la croissance économique de cette région ; car une croissance économique positive et soutenue entraîne des tensions inflationnistes tant sur le marché des biens et des services que sur le marché du travail. Sur le marché des biens et services, une augmentation de la demande globale peut générer une hausse des prix si l'offre demeure insuffisante. Pareillement du fait des tensions qui peuvent s'exercer sur le marché du travail (hausse des salaires), les entreprises peuvent répercuter sur les prix de

vente des biens et services la hausse des coûts de production. Ces explications donnent aussi une justification du lien positif qui existe entre le taux de croissance du PIB et l'inflation.

D'après l'équation (E1) du tableau 4.4, une augmentation de 1% des dépenses publiques entraîne une augmentation de plus de 22% de l'inflation. La pression inflationniste des dépenses publiques a une justification théorique ; car lorsque qu'un Etat procède à une relance économique de type keynésienne (politique budgétaire expansive), il injecte dans l'économie des ressources nouvelles, ce qui se traduit par un accroissement de la masse monétaire en circulation et la conséquence évidente est l'augmentation des prix. Par ailleurs, nos estimations montrent qu'une augmentation de 1% du taux de croissance provoque une augmentation de 1,09% de l'inflation.

Le signe positif et significatif du taux de change réel traduit que sa hausse entraîne une augmentation de l'inflation. En fait, la séquence de transmission de l'onde de choc provenant du taux de change n'est possible qu'à travers les prix des biens échangeables ou de manière spécifique à travers les prix des biens importés. Une hausse du taux change réel traduit dans notre contexte une dépréciation de la monnaie nationale, cela signifie que les prix des biens ou services importés exprimés en monnaie nationale augmentent. Dans ce cas, les producteurs nationaux ou importateurs répercutent sur le marché domestique cette hausse.

Le signe négatif de la variable taux d'intérêts est conforme à la théorie et signifie que lorsque les taux d'intérêts baissent, l'inflation augmente. En effet, toute baisse des taux d'intérêts effectuée par les autorités monétaires se traduit par une diminution du coût du crédit que ce soit pour les particuliers (emprunts à la consommation) ou pour les entreprises (financement moins coûteux des investissements). En conséquence, les crédits accordés aux agents économiques augmentent, ce qui accroît la masse monétaire et donc l'inflation. Nos estimations montrent qu'une baisse de 1% des taux d'intérêts provoque une augmentation 1,19% de l'inflation.

L'équation (E2) du tableau 4.4 montre que les dépenses publiques des pays d'Afrique Australe ont été positivement et significativement influencées par la mise en place de l'AGOA. La figure 4.3 (E2) montre qu'après la mise en place de l'AGOA, on a d'abord assisté à une stagnation des dépenses publiques par rapport aux périodes précédentes, ensuite il y a eu un boom en 2004. Ainsi, entre 2003 et 2004, les dépenses publiques des pays d'Afrique Australe ont augmenté de 15% contre une variation moyenne de  $\pm 2\%$  pour les années précédentes.

En dehors de l'inflation, de la dette, du taux de croissance du PIB et de l'instabilité politique, les autres variables de l'équation des dépenses publiques sont significatives. L'interprétation de ces variables est exactement la même que celle faite à l'échelle globale.

Dans l'équation (E3) du tableau 4.4, on constate que l'AGOA a également contribué de manière significative à l'augmentation du taux de change réel entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique Australe ; son effet est estimé à un coefficient multiplicateur de 2,66. En dehors de l'inflation, toutes les autres variables de cette équation sont significatives. Ces variables sont affectées pour la plupart d'entre elles du même signe que dans l'analyse globale ; par conséquent, les interprétations et les justifications qui en découlent seront les mêmes. En revanche, contrairement à l'analyse globale, l'ouverture commerciale a plutôt un lien inverse avec le taux de change réel. Ce résultat signifie que le renforcement de l'ouverture commerciale en Afrique Australe s'est accompagné d'une baisse du taux de change réel vis à vis des Etats-Unis et donc d'une appréciation de

la monnaie nationale. Les raisons de ce résultat peuvent très probablement se retrouver dans l'évolution de la productivité des pays d'Afrique Australe. Comme l'affirmaient Balassa & Samuelson (1962), un pays dont la productivité croît, verra sa monnaie s'apprécier au cours du temps. Or d'après la figure 4.4 représentant l'évolution de la productivité du travail des pays d'Afrique Australe, celle-ci est fortement croissante<sup>68</sup>.

L'ouverture commerciale des pays d'Afrique Australe semble ne pas avoir été significativement influencée par l'AGO. En effet, d'après l'équation (E4) du tableau 4.4, la variable Agoa n'est pas significative. Ce résultat peut se justifier par l'évolution contrastée de l'ouverture depuis la mise en place de l'AGO. D'après la figure 4.3(E4), on remarque un recul de l'ouverture dès les premières années de l'existence de l'AGO (2001 et 2002), mais à partir de 2003, l'ouverture augmente.

En outre, l'équation (E4) du tableau 4.4 montre qu'en Afrique Australe, l'inflation a une relation positive avec l'ouverture. Le lien positif entre l'inflation et l'ouverture peut être trouvé dans la croissance des biens importés ; car dans une économie ouverte, une augmentation général des prix domestiques entraîne une diminution de la demande des produits nationaux et de manière mécanique, une augmentation des produits importés devenus relativement moins chers. C'est cette augmentation des importations qui est à l'origine du lien positif entre l'inflation et l'ouverture. Mais ce lien est ici très faible autant du point de vue de son amplitude (0,0017 point de pourcentage) que du point de vue de sa significativité (au seuil de 10%). On remarque aussi dans cette équation que les dépenses publiques ont un lien inverse avec l'ouverture. Ce résultat peut traduire l'absence de subventions publiques accordées aux différentes entreprises intervenant dans les secteurs libéralisés et/ou soumis à la concurrence étrangère.

L'équation (E4) montre également que le taux de change réel a une relation inverse avec l'ouverture commerciale. Une baisse du taux de change réel, et donc une appréciation des monnaies nationales, entraîne une hausse de l'ouverture commerciale. Ce résultat peut avoir une justification théorique dans la mesure où l'appréciation de la monnaie nationale signifie que les produits étrangers deviennent moins chers, par conséquent, il y a augmentation des importations et delà de l'ouverture commerciale.

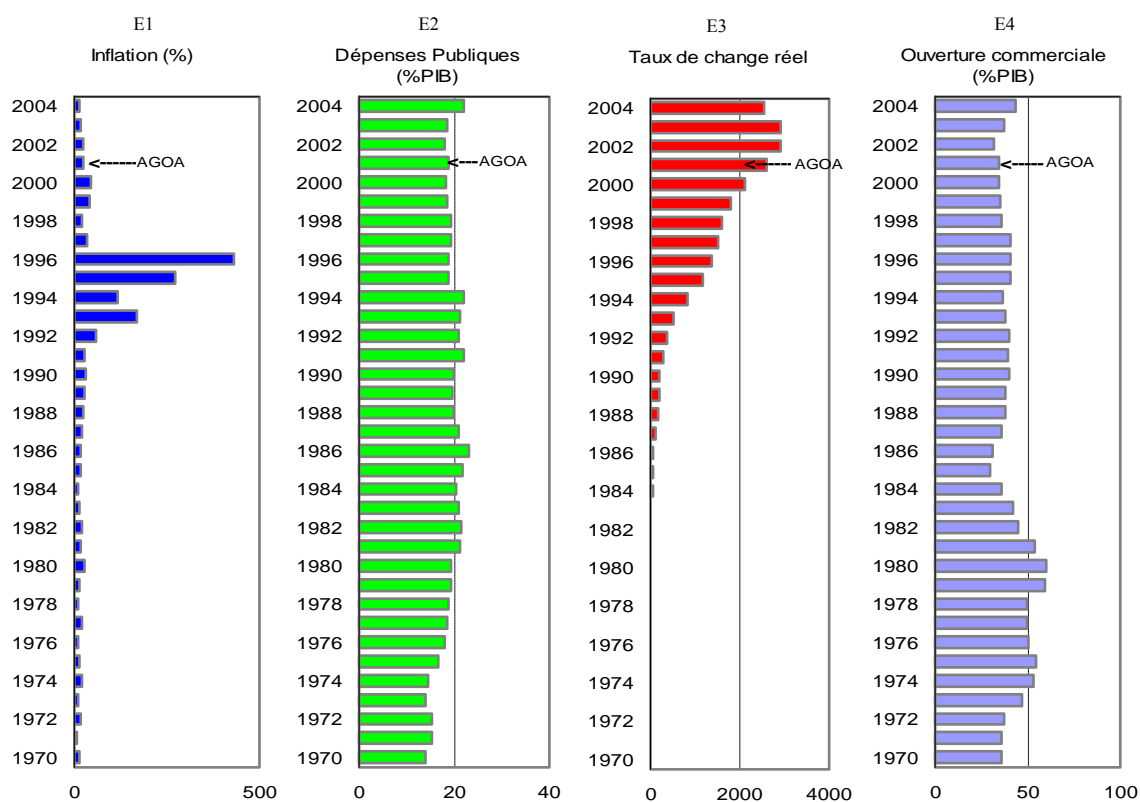
La variable ressources minières apparaît significative mais avec un signe non attendu ; car les ressources minières sont censées influencer positivement les exportations et donc l'ouverture. Mais une analyse pointue de l'évolution de cette variable montre une évolution divergente entre cette variable et l'ouverture. Ainsi par exemple, alors que la variable ressources minières a baissé de 7,40%, entre 2003 et 2004, le degré d'ouverture quant à lui a augmenté de 15% au cours de la même période. En conséquence, le signe négatif de cette variable est dû certainement à la baisse de la part des exportations de ressources minières sur le PIB.

Les signes positif de la variable de PIB par tête et négatif de la variable population traduisent respectivement que les échanges commerciaux sont d'autant plus importants que le pouvoir d'achat par habitant est élevé et d'autant moins importants que la population du pays est élevée. La dernière variable significative de cette équation est la variable non enclavement; le signe positif de cette variable confirme que la détention d'un

<sup>68</sup> L'équation de la droite ( $y = 6,4167x + 92,413$ ) représentant l'évolution de la productivité des pays d'Afrique Australe a une pente positive assez forte confirmant ainsi le caractère fortement croissant de la productivité.

accès à la mer influence positivement les échanges commerciaux.

FIG. 4.3: Evolution des variables de politique économique en Afrique Australe



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

TAB. 4.4: Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique Australe 221

Variables Explicatives	Endogènes			
	<i>E1</i>	<i>E2</i>	<i>E3</i>	<i>E4</i>
	Taux d'inflation	Dépenses publiques	Taux de change réel	Ouverture
Ouverture		0,160 ** (0,046)	-1,907 *** (0,000)	
Taux de change réel	3,075 ** (0,044)	-0,037 *** (0,001)		-0,0632 *** (0,000)
Dépenses publiques	22,81 * (0,057)		-5,157 *** (0,000)	-1,228 *** (0,000)
Taux d'inflation		0,000 (0,340)	0,007 (0,317)	0,001 * (0,098)
Taux d'intérêt	-1,199 *** (0,000)			
Prix du baril de pétrole	-6,921 (0,312)			
Masse monétaire	-2,942 (0,594)		-1,254 ** (0,017)	
Instabilité Politique	8,261 (0,600)	-0,118 (0,319)		
PIB par tête en PPA				0,412 *** (0,000)
Termes de l'échange			-3,136 *** (0,000)	
Distance moyenne				-0,128 (0,893)
Ecart de productivité			2,923 *** (0,000)	
Taux de croissance du PIB	1,091 ** (0,038)	0,001 (0,653)		
Dépenses publiques retardées		0,520 *** (0,000)		
Taux d'inflation retardé	0,460 *** (0,000)			
Accès à la mer				0,988 *** (0,000)
Population		0,082 *** (0,008)		-0,186 *** (0,000)
Agoo	-8,487 (0,298)	0,142 ** (0,017)	0,985 * (0,064)	-0,007 (0,924)
Produits miniers et pétroliers				-0,041 *** (0,001)
Dette extérieure		0,010 (0,744)	1,116 *** (0,000)	
NT <sup>⊗</sup>	67	67	67	67
Prob	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	239,29	451,13	489,44	673,26

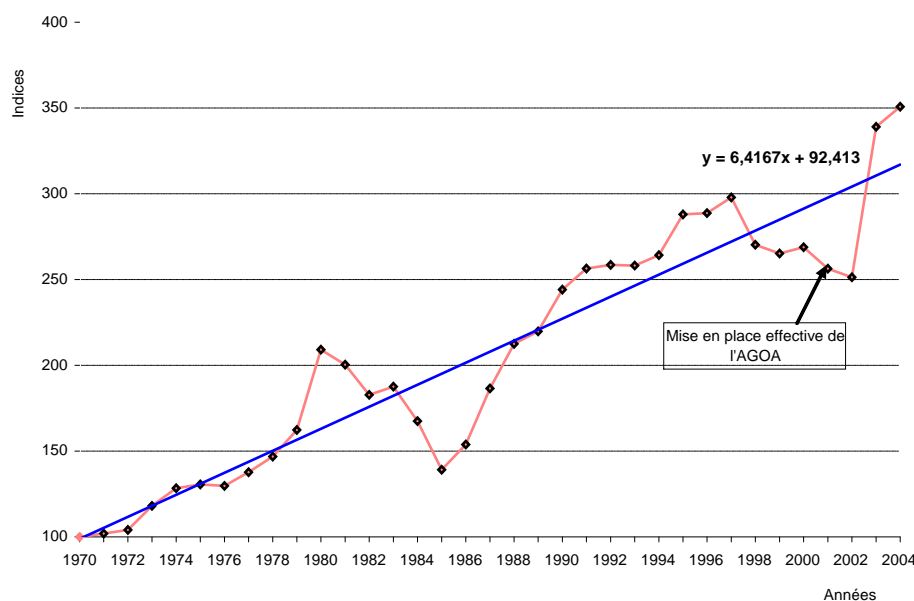
NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

<sup>⊗</sup> : Nombre d'observations



FIG. 4.4: Evolution de la Productivité du travail en Afrique Australe (base 100=1970)



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

#### 4.3.2.2- L'Afrique de l'Ouest

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique de l'Ouest montre que l'AGOA n'a pas eu d'influence significative sur aucune variable de politique économique ( tableau 4.5).

L'analyse de l'évolution de l'inflation faite à la figure 4.5(E1) montre que depuis la mise en place de l'AGOA, l'inflation a en moyenne très peu varié malgré une tendance à la baisse. Mais, ce graphique nous montre aussi explicitement que cette tendance baissière a débuté plusieurs années avant la mise en place de l'AGOA et elle est marquée par de forte saisonnalités. La figure 4.5(E2) représentant l'évolution des dépenses publiques met clairement en lumière la non existence d'un choc sur cette variable depuis la mise en place de l'AGOA. Cette figure montre que l'évolution des dépenses publiques des pays d'Afrique de l'Ouest est restée quasiment constante autant avant qu'après l'AGOA.

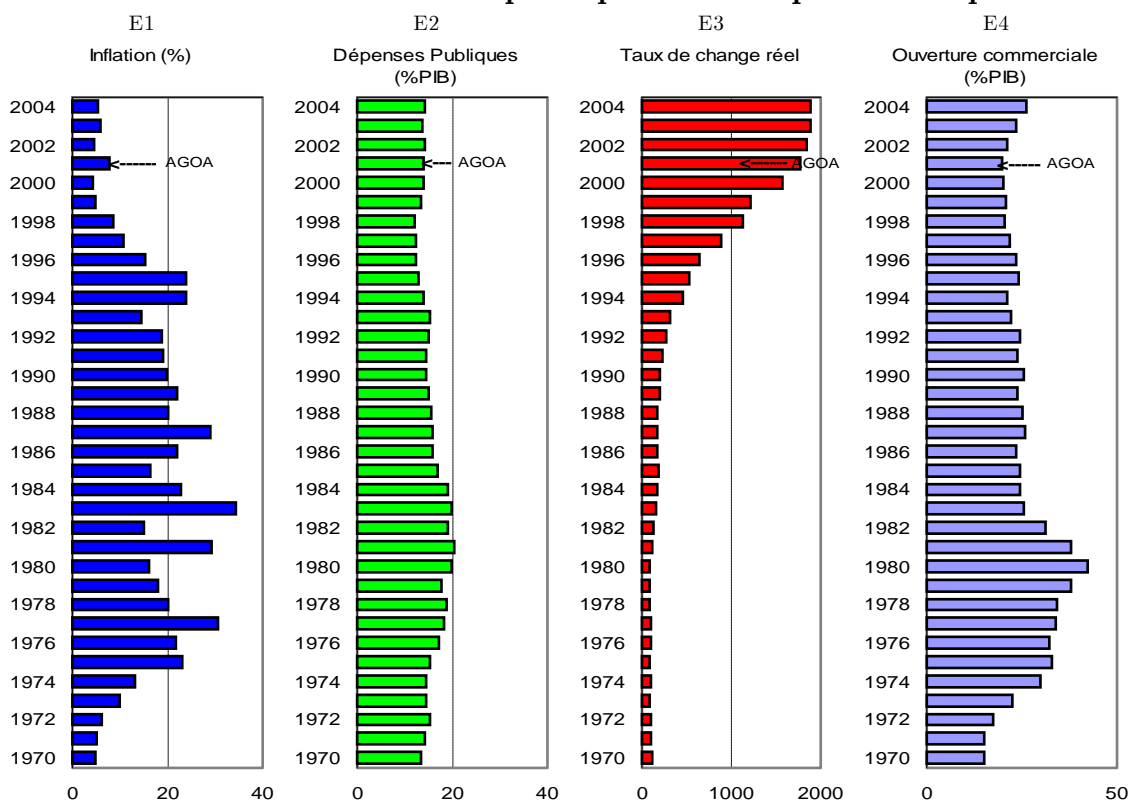
Quant au taux de change réel, son évolution depuis la mise en place de l'AGOA (figure 4.5(E3)) est plutôt globalement constante. Il convient cependant de noter que si le taux de change réel de cette région est quasiment constant, ce n'est pas parce qu'il n'a pas varié mais c'est surtout parce qu'au sein de cette région, on a observé une évolution divergente des taux de change réel entre les différentes monnaies des pays de la région et le Dollar<sup>69</sup>. Par exemple, entre 2003 et 2004, on a observé un recul du Dollar vis à vis du franc CFA (zone Franc) de 9,10%, mais dans le même temps, le Dollar s'est apprécié vis à vis du Naïra (monnaie du Nigeria) d'environ 2,8% mais aussi du Cedi (monnaie du Ghana) d'environ

<sup>69</sup> Il convient de noter que l'évolution du taux de change réel entre le Dollar américain et les monnaies des pays d'Afrique de l'Ouest est largement tributaire de l'Euro qui constitue la monnaie de référence, à parité fixe, d'un grand nombre des pays de cette région. Ainsi par exemple, la baisse du taux de change réel en moyenne entre Dollar US et monnaie des pays d'Afrique de l'Ouest observée en 2004 est due à la dépréciation du Dollar US vis à vis de l'Euro et par ricochet des monnaies des cette région.

3,77%. Si la non significativité de l'effet de l'AGOA semble être incontestablement confortée par l'étude graphique de l'inflation, des dépenses publiques et du taux de change réel, en revanche, celle-ci ne nous paraît point suffisante pour expliquer la non significativité de l'effet de l'AGOA sur l'ouverture commerciale.

En effet, la figure 4.5(E4) montre que depuis la mise en place de l'AGOA, l'ouverture commerciale des pays de cette région a augmenté. Mais l'analyse statistique de cette variable nous offre une vue moins tranchée. Car en fait, on constate qu'en moyenne, avant l'AGOA, le ratio d'ouverture de cette région était de 25,71% contre 22,51% après l'AGOA. Cependant, une analyse limitée au trois années précédents la mise en place de l'AGOA nous offre un ratio d'ouverture de 20,85% qui est inférieur au ratio après l'AGOA (22,51%).

FIG. 4.5: Evolution des variables de politique économique en Afrique de l'Ouest



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

Par ailleurs, le tableau 4.5 nous fournit des résultats qu'il convient de relever. Ainsi, l'équation (E1) nous montre à travers le signe positif et significatif de l'inflation retardée qu'il existe dans cette région une inflation rampante d'une amplitude de 0,16 point. Cette équation montre aussi que l'inflation est une fonction croissante des variations conjoncturelles de l'économie et de l'instabilité mais décroissante des taux d'intérêts.

Le signe négatif des dépenses publiques peut se justifier par le fait qu'on a assisté dans cette région à une forte régression de l'inflation (figure 4.5E1) alors que les dépenses publiques ont légèrement augmenté. Ce résultat peut être dû à un développement, certes limitée, d'une industrie locale manufacturière<sup>70</sup> (Nigeria ou Côte d'Ivoire) qui a contribué

<sup>70</sup>Il faudrait noter que l'intensification des importations des biens de consommation divers en provenance

à stabiliser les prix en dépit des politiques budgétaires relativement laxistes.

L'équation (E2) montre, conformément à la théorie, que les dépenses publiques courantes sont positivement influencées par les dépenses publiques passées et par l'ouverture. Dans l'équation (E3), on observe que la dette affecte positivement le taux de change réel. Ce résultat signifie qu'une hausse de la dette provoque une hausse du taux de change réel (ce qui correspond à une dépréciation de la monnaie nationale). Le signe de l'inflation et de l'ouverture peut être dû, comme nous l'avons précisé dans les analyses précédentes, à la fixité de certains systèmes de change de nombreux pays de cette région.

Toujours dans l'équation (E3), le signe négatif de l'ouverture signifie qu'une augmentation de cette variable s'est accompagnée d'une baisse du taux de change réel (ce qui correspond à une appréciation de la monnaie nationale). Ce résultat peut traduire l'existence d'une balance commerciale excédentaire ; car en théorie, une balance commerciale excédentaire peut provoquer une appréciation de la monnaie nationale (ce qui correspond à une baisse du taux de change réel. En revanche, une balance commerciale déficitaire peut entraîner la dépréciation de la monnaie nationale (ce qui correspond à une hausse du taux de change réel). Mais de tels ajustements ne sont possibles que dans un système de change flottant ; ce qui n'est pas totalement le cas en Afrique de l'Ouest pour les pays de la zone Franc.

L'équation (E4) montre que l'ouverture est influencée positivement d'une part, par les ressources minières et pétrolières, la détention d'un accès à la mer et les dépenses publiques et négativement d'autre part, par l'inflation. Cette équation montre également une évolution divergente du PIB par tête et de l'ouverture ; ce qui est contraire à la théorie. La principale justification de ce résultat est la mauvaise gouvernance (corruption et détournement des fonds publics). Ce qui fait que l'augmentation de l'ouverture soutenue essentiellement par les exportations des produits miniers et pétroliers ne s'accompagne pas de la hausse du PIB par tête.

---

de Chine ont également contribué à la regression du niveau général des prix dans cette région.

TAB. 4.5: Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique de l'Ouest

Variables Explicatives	Endogènes			
	<i>E1</i>	<i>E2</i>	<i>E3</i>	<i>E4</i>
	Taux d'inflation	Dépenses publiques	Taux de change réel	Ouverture
Ouverture		0,194 ** (0,022)	-2,295 *** (0,002)	
Taux de change réel	-0,980 (0,388)	-0,000 (0,964)		0,040 (0,157)
Dépenses publiques	-13,54 ** (0,033)		0,808 (0,233)	0,786 *** (0,000)
Taux d'inflation		0,000 (0,882)	-0,041 *** (0,000)	-0,010 *** (0,000)
Taux d'intérêt	-1,361 *** (0,000)			
Prix du baril de pétrole	-0,727 (0,903)			
Masse monétaire	-3,188 (0,635)		-3,629 *** (0,000)	
Instabilité Politique	14,029 ** (0,029)	0,0627 (0,324)		
PIB par tête en PPA				-0,318 * (0,078)
Termes de l'échange			-0,384 (0,368)	
Distance moyenne				-0,551 (0,481)
Ecart de productivité			0,290 (0,638)	
Taux de croissance du PIB	0,737 ** (0,019)	0,0046 (0,102)		
Dépenses publiques retardées		0,759 *** (0,000)		
Taux d'inflation retardé	0,162 ** (0,013)			
Accès à la mer				0,521 *** (0,005)
Population		-0,002 (0,804)		0,0253 (0,626)
Agoa	8,717 (0,611)	0,191 (0,278)	2,425 (0,148)	-0,566 (0,230)
Produits miniers et pétroliers				0,047 ** (0,023)
Dettes extérieures		-0,0681 (0,276)	3,063 *** (0,000)	
NT <sup>*</sup>	104	104	104	104
Prob	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	286,01	475,03	121,18	131,01

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

<sup>\*</sup> : Nombre d'observations

#### 4.3.2.3- L'Afrique Centrale

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique Centrale montre que l'inflation et l'ouverture commerciale sont les seuls instruments de politique économique qui ont été significativement influencés par la mise en place de l'AGOA.

D'après l'équation (E1) du tableau 4.6, la mise en place de l'AGOA a entraîné de manière significative, la baisse de l'inflation dans cette sous région. D'après ce tableau, l'amplitude de l'effet négatif de l'AGOA sur l'inflation est estimée à 99%. La figure 4.6 (E1) montre qu'après le mise en place de l'AGOA, l'inflation s'est fortement réduite ; elle est passée d'une moyenne de 291% avant l'AGOA<sup>71</sup> à 22,08% après l'AGOA. La baisse de l'inflation en Afrique Centrale<sup>72</sup> représente une relative réussite économique pour cette région surtout quand on sait qu'une inflation non maîtrisée a des conséquences néfastes<sup>73</sup> sur l'activité économique.

En dehors de la variable Agoa, il convient de relever dans cette équation que le signe négatif de la variable retardée de l'inflation traduit l'inexistence d'une inflation rampante en Afrique Centrale. Nous remarquons également que le prix du pétrole censé exercer une influence positive sur l'inflation a plutôt un lien inverse avec cette variable. Ce résultat peut s'expliquer par l'existence dans presque tous les pays d'Afrique Centrale des caisses de stabilisations des prix des hydrocarbures ; ces caisses sont chargées d'empêcher la hausse des prix des produits pétroliers sur le marché domestique en supportant une part considérable et dans certains cas, la totalité de la hausse du prix de pétrole. L'existence de ce genre des mécanismes tient au fait que les pays d'Afrique Centrale sont de grands producteurs de pétrole et de ce fait tirent un avantage considérable de l'augmentation des prix du pétrole.

L'équation de l'inflation montre également que le taux de change réel a une relation inverse avec l'inflation. Cette relation signifie qu'une hausse du taux de change réel entraîne une baisse de l'inflation. Dans le cas de l'Afrique Centrale, en dehors de la problématique du taux de change fixe, un tel résultat peut être dû à l'intensité des importations des pays de cette région en provenance des Etats-Unis. Comme on l'a montré au chapitre 2 de ce travail, les pays d'Afrique Centrale importent très peu des Etats-Unis d'où un impact résiduel sinon nul de l'inflation importée. Les autres variables significatives de l'équation de l'inflation à savoir les taux d'intérêts et l'instabilité politique ont des signes attendus et leur interprétation est la même que celle faite dans l'analyse globale.

L'équation (E2) du tableau 4.6 montre que l'AGOA n'a pas eu d'impact significatif sur les dépenses publiques. Cette équation montre par ailleurs que l'ouverture fait croître les dépenses publiques et que ces dernières sont négativement influencées par l'inflation. D'après la figure 4.6(E2), on remarque que pendant que les dépenses publiques augmentent, l'inflation baisse de manière drastique. Ce sont certainement la mise en place des politiques de désinflation dans un certain nombre de pays (RDC surtout) qui expliquent ce résultat.

<sup>71</sup> Il faudrait noter que le niveau relativement élevé de l'inflation observé avant l'AGOA est inégalement réparti tant de manière temporelle que spatiale. Les périodes de forte inflation sont concentrées entre 1991 et 1996, et la RDC est le pays qui connaît les niveaux les plus élevés. L'inflation a atteint dans ce pays un seuil record de 4000% en 1992 : ce fût l'hyperinflation.

<sup>72</sup> C'est cette région qui a connu, parmi toutes les régions ici considérées, les niveaux d'inflation les plus élevés.

<sup>73</sup> L'inflation entraîne à la hausse les coûts de production qui elle-même est génératrice de hausse de prix (c'est la spirale inflationniste). En plus, elle menace la compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux.

L' équation (E3) du tableau 4.6 montre que la mise en place de l' AGOA n' a pas eu d' impact significatif sur le taux de change réel même si la figure 4.6(E3) montre une tendance baissière de cette variable depuis la mise en place de l' AGOA. En réalité, cette baisse du taux de change réel entre le Dollar et les monnaies d' Afrique Centrale entre 2003 et 2004 est essentiellement due à la dépréciation du Dollar vis à vis de l' Euro. Ce qui veut dire grosso modo que si l' effet de l' AGOA avait été significatif, il est fort probable qu' une partie de cet effet aurait été virtuel car, la majorité des pays d' Afrique Centrale est membre de la zone franc et de ce fait bénéficie de l' *effet bouclier* de l' Euro vis à vis du Dollar.

L' équation (E3) nous montre aussi que l' ouverture, la masse monétaire et l' écart de la productivité ont une influence positive et significative sur le taux de change réel. Nos estimations nous montrent que si l' ouverture commerciale, la masse monétaire et l' écart de productivité augmentent chacune de 1%, le taux de change réel va augmenter respectivement de 1,9%, de 2,48% et de 4,54%. Cette équation montre également que certaines variables comme l' inflation ou la dette qui sont censées, dans le cadre de cet exercice, avoir un lien positif avec le taux de change réel ont plutôt un effet négatif. L' une des principales raisons de ce résultat se trouve une fois de plus dans l' arrimage à parité fixe des monnaies de cette région à une devise de référence. Cette fixité rend visqueux tout mécanisme d' ajustement automatique du taux de change réel par rapport aux évolutions des fondamentaux de l' économie.

L' ouverture commerciale est le deuxième instrument de politique économique sur lequel l' AGOA a eu un impact significatif. D' après l' équation (E4) du tableau 4.6, l' effet de l' AGOA sur l' ouverture commerciale est estimé 30,45%. La figure 4.6(E4) montre que le ratio d' ouverture avant l' AGOA (tout au moins durant les 15 années qui ont précédé l' AGOA) a une tendance baissière, mais après la mise en place de l' AGOA, cette variable s' accroît de manière vigoureuse. Comme nous l' avons longuement exposé au chapitre 2, cette situation est essentiellement due à la hausse des exportations de produits pétroliers sur le marché américain.

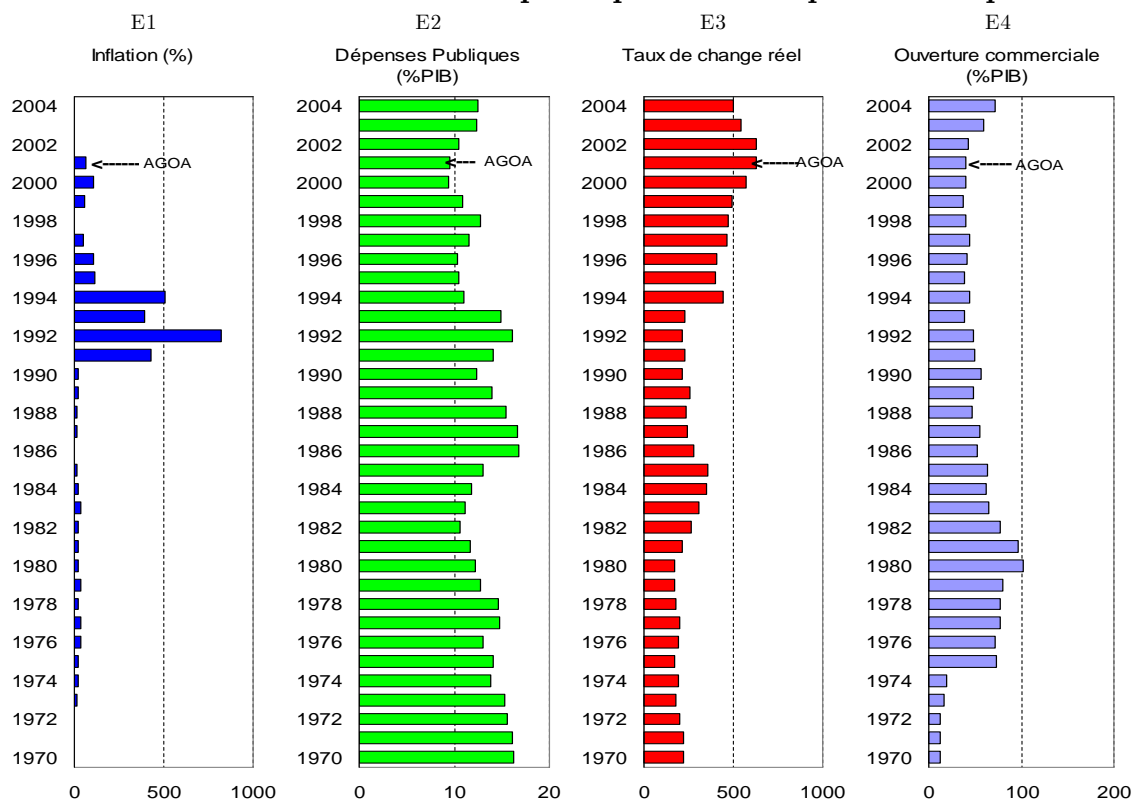
Les autres variables significatives de cette équation ont des signes attendus, c' est le cas de la distance, de l' accès à la mer, de la population et du taux de change réel. Par conséquent leurs interprétations sont conformes à celles effectuées dans les cas précédents. Par ailleurs, l' équation (E4) montre que les dépenses publiques et le PIB par tête n' ont pas le signe attendu.

Comme nous l' avons suggéré dans le cas de l' Afrique Australe, le lien inverse constaté dans nos estimations entre les dépenses publiques et l' ouverture est possiblement dû à l' absence de subventions étatiques pour soutenir les secteurs éventuellement pénalisés par la concurrence. En outre, le lien négatif du PIB par tête et de l' ouverture que nous trouvons montre les populations de cette région ne bénéficient pas des exportations de ressources naturelles<sup>74</sup>. Comme en Afrique de l' Ouest, le signe de cette variable met en relief la problématique de la bonne gouvernance<sup>75</sup>.

<sup>74</sup> A cause des conflits, de la corruption, des catastrophes écologiques qui dominent les pays à forte dotation en ressources pétrolières, on parle de plus en plus de "malédiction du pétrole. Mais le pétrole n' est pas la seule ressource qui provoque ces maux, toutes les ressources naturelles nourrissent les conflits dans les pays qui en sont fortement dotés. Ce fût le cas du Diamant au Libéria et en Sierra Léone ou de l' Uranium au Niger.

<sup>75</sup> Sachs et Warner (1995b) ont d' ailleurs montré que l' abondance des ressources naturelles est créatrice d' instabilité. Dans le prolongement de cette vision, Isham, Woolcock, Pritchett & Busby (2002) montrent

FIG. 4.6: Evolution des variables de politique économique en Afrique Centrale



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

que l'existence de tels produits augmente la corruption et rend inefficace les administrations.

TAB. 4.6: Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique Centrale

Variables Explicatives	Endogènes			
	<i>E1</i>	<i>E2</i>	<i>E3</i>	<i>E4</i>
	Taux d'inflation	Dépenses publiques	Taux de change réel	Ouverture
Ouverture		0,180 ** (0,017)	1,919 *** (0,000)	
Taux de change réel	-17,25 *** (0,000)	0,005 (0,827)		0,056 *** (0,004)
Dépenses publiques	-4,59 (0,197)		-0,330 (0,670)	-0,407 *** (0,000)
Taux d'inflation		-0,001 *** (0,000)	-0,001 *** (0,000)	0,001 (0,667)
Taux d'intérêt	-2,112 *** (0,006)			
Prix du baril de pétrole	-8,09 ** (0,018)			
Masse monétaire	-4,45 (0,314)		2,494 *** (0,000)	
Instabilité Politique	18,24 ** (0,011)	0,150 (0,361)		
PIB par tête en PPA				-0,917 *** (0,000)
Termes de l'échange			0,563 (0,345)	
Distance moyenne				-2,845 *** (0,000)
Ecart de productivité			4,522 *** (0,000)	
Taux de croissance du PIB	12,172 (0,508)	-0,086 ** (0,029)		
Dépenses publiques retardées		0,721 *** (0,000)		
Taux d'inflation retardé	-0,777 *** (0,000)			
Accès à la mer				52,02 *** (0,000)
Population		0,029 (0,490)		-1,041 *** (0,000)
Agoa	-15,93 *** (0,002)	0,135 (0,217)	-0,879 (0,235)	0,266 ** (0,017)
Produits miniers et pétroliers				0,017 (0,479)
Dettes extérieures		-0,071 * (0,09)	-1,771 *** (0,000)	
NT <sup>Ⓢ</sup>	58	58	58	58
Prob	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	939,22	329,79	165,10	41744,39

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

<sup>Ⓢ</sup> : Nombre d'observations



#### 4.3.2.4- L'Afrique de l'Est

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique de l'Est montre d'après le tableau 4.7 que la variable Agoa n'est significative sur aucune des quatre équations.

La figure 4.7 (E1) représentant l'évolution de l'inflation montre que cette variable a une tendance baissière depuis 1989 mais cette tendance a été légèrement rompue après la mise en place de l'AGOA. L'absence de rupture significative entre la période *ante* AGOA et la période *post* AGOA pour la variable inflation peut également s'appliquer aux dépenses publiques. Comme le montre la figure 4.7 (E2), l'évolution des dépenses publiques en Afrique de l'Est est très contrastée même si on peut constater une relative hausse après la mise en place de l'AGOA.

Si l'évolution de l'inflation et des dépenses publiques n'offre aucune tendance claire, il n'en est pas de même de l'évolution du taux de change réel. Comme le montre la figure 4.7 (E3), le taux de change réel a clairement une tendance croissante et ceci depuis 1988. Du point de vue économétrique, la hausse du taux de change observée après 2001, avec une rupture relative en 2004, ne peut être attribuée à la mise en place de l'AGOA. De même, l'effet AGOA n'a pu être identifié dans l'évolution du ratio d'ouverture. Comme on l'observe dans la figure 4.7 (E4), on pourrait croire que la mise en place de l'AGOA a provoqué une baisse de l'ouverture comparativement aux trois ou quatre années qui l'ont précédées. Mais une analyse approfondie nous montre que l'évolution de l'ouverture commerciale des pays d'Afrique de l'Est est marquée par des périodes de hausses et de baisses même après la mise en place de l'AGOA, ce qui fait qu'aucune tendance ne s'est dégagée de manière déterminante.

En dehors du fait que la variable Agoa n'est apparue significative sur aucun instrument de politique économique, le tableau 4.7 nous montre à travers l'équation (E1) qu'il existe dans cette région une inflation rampante. Cette équation montre également que toute baisse des taux d'intérêts de 1% fait baisser le niveau général de 1,26%.

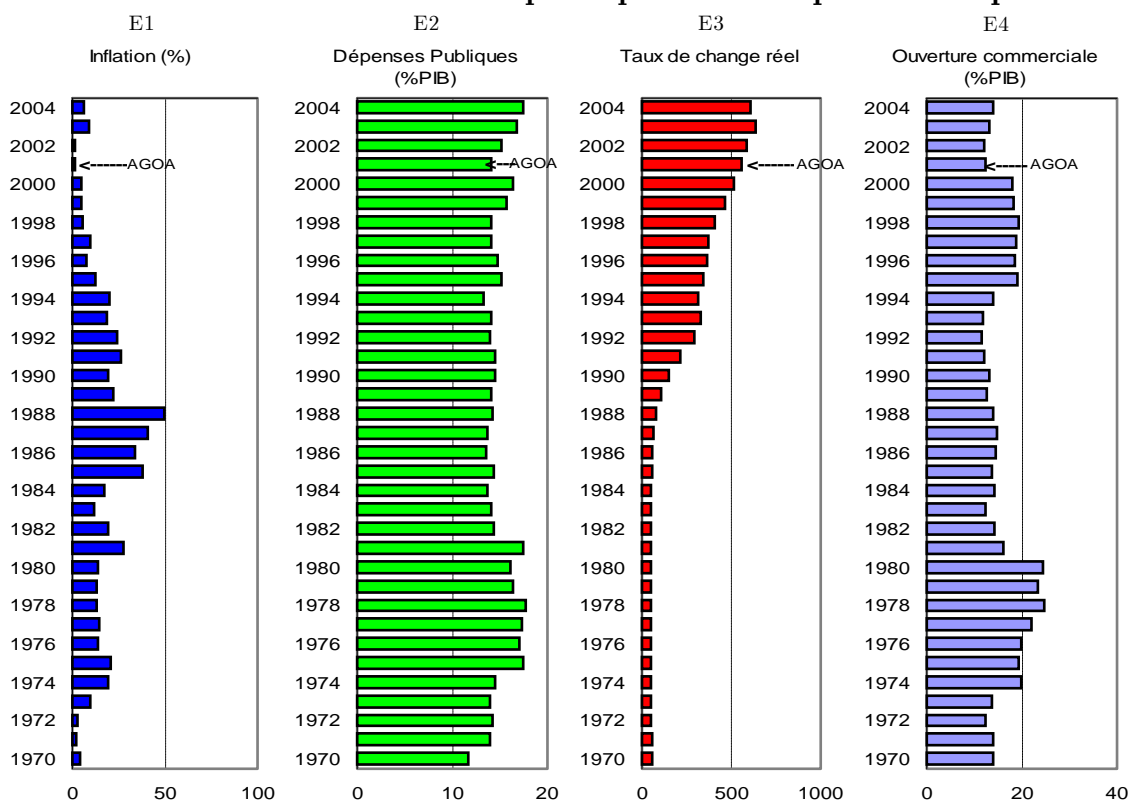
L'équation (E2) confirme le fait que l'instabilité politique, l'ouverture commerciale, les dépenses publiques passées exercent un effet positif sur les dépenses publiques courantes. Mais cette équation nous a aussi donné des résultats non attendus du point de vue théorique : c'est le cas de l'influence négative de l'inflation et du taux de change réel. Comme nous l'avons explicité au niveau de l'analyse globale, le signe du taux de change peut s'expliquer en grande partie par la fixité des systèmes de change entre certaines monnaies de la région et le Dollar (cas du Franc djiboutien). Quant à l'inflation, son signe peut s'expliquer par la non indexation de certaines dépenses publiques (prestations sociales, retraites etc..) sur l'inflation.

L'équation (E3) nous montre, conformément à la théorie, que le taux de change réel est une fonction croissante de l'écart de productivité et de l'ouverture. Cette équation montre aussi que toute augmentation des termes de l'échange entraîne une appréciation de la monnaie nationale. Par ailleurs, l'équation (E3) montre aussi que l'inflation et la dette, avec leur signe négatif, sont affectées d'un signe non attendu (dans le cas d'une cotation à l'incertain). Une fois de plus, la fixité de certains systèmes de change ou l'enigme de la déconnexion peuvent expliquer ce résultat paradoxal.

Enfin, l'équation (E4) montre que l'inflation domestique (qui peut faire croître les importations), les dépenses publiques, le taux de change réel et la détention d'un accès à la

mer influencent positivement l'ouverture commerciale. Cette équation montre aussi que la population mais également la distance sont des freins à l'ouverture. Les deux résultats non attendus dans cette équation concernent le signe négatif du PIB par tête et le signe de la variable des ressources minières. S'agissant de cette dernière variable, son signe peut se justifier par la pauvreté de cette région en ressources minières et pétrolières. En revanche, le signe négatif du PIB par tête peut être dû au fait que l'ouverture des pays d'Afrique de l'Est est soutenue par les importations, ce qui veut dire que l'ouverture n'est pas accompagnée de l'enrichissement des pays de cette région<sup>76</sup>. Cette justification n'exclut pas d'autres raisons liées notamment à la mauvaise gouvernance qui peuvent tout autant provoquer un tel résultat.

FIG. 4.7: Evolution des variables de politique économique en Afrique de l'Est



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

<sup>76</sup>Nous avons vu au chapitre 1 que le PIB par tête de cette région était le plus bas de toutes les régions. De plus, nous avons trouvé que l'écart par rapport à la moyenne ne cesse de se renforcer.

TAB. 4.7: Impact de l'AGOA sur les politiques économiques des pays d'Afrique de l'Est

Variables Explicatives	Endogènes			
	<i>E1</i>	<i>E2</i>	<i>E3</i>	<i>E4</i>
	Taux d'inflation	Dépenses publiques	Taux de change réel	Ouverture
Ouverture		0,156 *** (0,004)	2,303 *** (0,000)	
Taux de change réel	2,776 (0,128)	-0,0152 (0,185)		0,196 *** (0,000)
Dépenses publiques	2,129 (0,838)		-0,166 (0,808)	0,301 ** (0,013)
Taux d'inflation		-0,002 *** (0,000)	-0,010 ** (0,010)	0,003 *** (0,000)
Taux d'intérêt	-1,262 *** (0,000)			
Prix du baril de pétrole	-0,343 ** (0,960)			
Masse monétaire	8,505 (0,175)		-2,899 *** (0,000)	
Instabilité Politique	-1,391 (0,808)	0,107 ** (0,042)		
PIB par tête en PPA				-0,799 *** (0,000)
Termes de l'échange			-0,815 * (0,05)	
Distance moyenne				-12,53 *** (0,000)
Ecart de productivité			4,705 *** (0,000)	
Taux de croissance du PIB	-0,080 (0,847)	0,0038 (0,298)		
Dépenses publiques retardées		0,659 *** (0,000)		
Taux d'inflation retardé	0,416 *** (0,000)			
Accès à la mer				2,422 *** (0,000)
Population		0,073 (0,107)		-0,574 *** (0,000)
Agoa	0,825 (0,917)	-0,078 (0,316)	-0,271 (0,536)	0,037 (0,636)
Produits miniers et pétroliers				-0,039 (0,033)
Dettes extérieures		-0,122 ** (0,027)	-0,449 * (0,058)	
NT <sup>⊗</sup>	74	74	74	74
Prob	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	282,10	268,10	409,40	1065,09

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

⊗ : Nombre d'observations

### 4.3 Conclusion

Les pays d' Afrique sub-saharienne font partie des pays les plus pauvres du monde, cet état de fait est la conséquence des mauvaises performances économiques qu' ils réalisent depuis la fin des années 80. Ce fait incontestable a amené de nombreux économistes à chercher à comprendre les causes originelles d' une telle situation. S' il a été diagnostiqué que parmi les facteurs responsables de la situation économique catastrophique des pays africains, les facteurs exogènes (politiques commerciales des pays développés) occupent une place non négligeable, il convient cependant de reconnaître que ce sont les facteurs endogènes qui restent les plus déterminants. Ces facteurs sont notamment liés aux mauvaises politiques économiques mises en place dans ces pays. L' échec de ces politiques a remis en selle la vieille querelle théorique sur le rôle de l' Etat, en tant qu' agent économique, dans la vie économique d' un pays. Malgré cette remise en question du rôle de l' Etat (à travers les programmes d' ajustements structurels), les performances économiques de ces pays ne se sont pas pour autant améliorées.

C' est dans ce contexte que les Etats-Unis ont mis en place l' AGOA afin de créer dans les pays éligibles les conditions d' une croissance soutenue et d' un développement durable. Dans ce chapitre, nous avons essayé d' évaluer l' impact de l' AGOA sur les politiques économiques de ces pays. Pour cela, nous avons choisi d' analyser l' impact de l' AGOA sur certains instruments de politique économique tels que l' inflation, les dépenses publiques, le taux de change réel et l' ouverture commerciale.

L' analyse empirique au niveau global nous a permis de voir que l' AGOA eu un impact positif et significatif sur les dépenses publiques et sur le taux de change réel des pays éligibles. Si nous avons pu montrer que la hausse du taux de change réel favorisait une amélioration de la compétitivité prix des pays éligibles à l' extérieur du fait de la dépréciation de leurs monnaies nationales, en revanche, la hausse des dépenses publiques constatée est un indicateur de non rigueur budgétaire avec toutes les conséquences économiques que cela suppose en termes de hausse des taux d' intérêts ou d' augmentation de la prime de risque par les investisseurs étrangers. S' il est vrai comme nous venons de l' évoquer que l' augmentation inexorable des dépenses publiques peut avoir des conséquences négatives sur la croissance économique, il est tout aussi vrai que cette augmentation peut par ailleurs encourager la croissance économique à condition que ces dépenses soient orientées vers les secteurs moteurs de la croissance (routes, santé, éducation, etc.).

Nos estimations nous ont aussi permis de voir que l' AGOA n' a pas eu une influence sur l' ouverture des économies des pays éligibles. Mais une analyse statistique en correspondance temporelle (avant et après AGOA) nous a permis d' observer que l' ouverture s' est accrue depuis la mise en place de l' AGOA. S' agissant de l' inflation, cette variable est également apparue non significative.

Au niveau régional, nous avons pu constater que l' effet de l' AGOA n' a été décelé de manière significative sur aucun des instruments de politique économique des pays d' Afrique de l' Est et d' Afrique de l' Ouest. Mais en Afrique Australe, l' AGOA a eu un impact positif et significatif autant sur le taux de change réel que sur les dépenses publiques. En Afrique Centrale, la mise en place de l' AGOA a entraîné d' une part, une baisse significative du niveau général des prix et d' autre part, une hausse de l' ouverture commerciale.

En conclusion, ce chapitre nous a permis de constater que la mise en place de l' AGOA

a eu des effets variés sur les instruments de politique économique des pays éligibles. Nous avons ainsi pu noter que si l'impact de l' AGOA sur l'inflation et sur l'ouverture n'a pu être décelé à l'échelle globale. Nos estimations nous ont toutefois montré que depuis la mise en place de l' AGOA, la compétitivité prix des pays éligibles avait globalement augmenté (hausse du taux de change) et les dépenses publiques s'étaient accrues. L'analyse à l'échelle régionale nous a montré que les résultats trouvés à l'échelle globale masquaient de nombreuses divergences inter régionales.

Au terme de cette deuxième partie, il convient de rappeler que notre travail s'est d'abord attelé à évaluer l'impact de l' AGOA sur la structure économique des pays éligibles. Nous avons trouvé que l'hypothèse de concentration n'a été vérifiée qu'en Afrique Centrale mais que globalement la mise en place de l' AGOA a eu un impact plus élevé sur les exportations non traditionnelles. Et dans certains cas, spécifiquement dans le cas de l'Afrique de l'Est, il a même été constaté une modification quasi complète de la structure de spécialisation (réduction significative des exportations traditionnelles au profit des produits manufacturés- c'est que nous avons appelé *l'effet de translation des préférences productives*). Si la dynamique de spécialisation est apparue assez évidente dans certains cas, en revanche, la dynamique de politiques économiques générée par l' AGOA est apparue globalement contrastée. Ce contraste est dû au comportement de certaines variables de politique économique qui sont apparues parfois avec une posture différente par rapport aux résultats espérés : ce fût le cas de l'ouverture commerciale.

En définitive, la deuxième partie nous a permis de constater que la mise en place de l' AGOA a favorisé dans certains cas, un léger début de diversification économique et une amélioration de certains instruments de politiques économiques (cas de l'inflation). Or, ce sont justement ces dynamiques qui sont censées aider les pays éligibles à s'installer de manière durable sur le sentier de croissance économique. De ce fait, il nous a semblé logique de poursuivre notre étude en évaluant l'impact de l' AGOA sur la croissance économique des pays éligibles.

## Troisième partie

# **OUVERTURE COMMERCIALE, CROISSANCE ECONOMIQUE, DUREE ET INCERTITUDE DE DUREE DE L'AGO.**

Les questions de croissance économique et plus largement de développement économique ont toujours interpellé autant les acteurs politiques nationaux qu'internationaux. Spécifiquement, la question de la croissance économique en tant que base du développement économique a bénéficié d'une large attention de la part des économistes ; de nombreux auteurs se sont ainsi penchés sur les mécanismes économiques et socio-politiques qui la président.

D'après les modèles de Solow (1956) et de Swan (1956), base de la théorie néo-classique sur la croissance, la croissance en valeur absolue d'une économie mesurée par son PIB par tête est d'autant plus élevée que l'économie est éloignée de son sentier d'équilibre de long terme. Cette analyse repose sur deux hypothèses principales : d'une part, la décroissance de la productivité marginale des facteurs de production, le capital et le travail, et d'autre part, la constante des rendements d'échelle<sup>77</sup>. Ce modèle assure qu'à long terme, la croissance économique dépend du taux de progrès technologique qui est acquis par l'ouverture économique et de la croissance de la population (croissance exogène). Pour les néo-classiques, il découle logiquement que les pays qui ont un PIB par tête initiale faible ont aussi des taux de croissance de cette variable plus élevés que ceux ayant un PIB par tête initial élevé. Du point de vue empirique, si on constate effectivement que certains pays pauvres ont des taux de croissance élevés, on constate également une aggravation de la situation économique d'un nombre assez élevé de ces pays. C'est cette limite contrefactuelle qui a été à la base du développement des modèles de croissance endogène.

Les modèles de croissance endogène ont opéré une rupture en levant certaines hypothèses de la théorie néo-classique concernant notamment la décroissance de la productivité marginale spécifique au capital et la dépendance aux facteurs exogènes de la croissance de long terme. D'après ces modèles, la productivité marginale du capital ne s'annule pas quand le stock de capital par tête devient grand et du même coup pour eux, la croissance à long terme dépend désormais des comportements économiques. Mais, l'importance des comportements économiques est fonction du modèle de croissance endogène considéré. Si pour Romer (1986, 1990), l'accumulation du capital physique et technique (recherche-développement)-Aghion & Howitt (1992) et Grossman & Helpman (1991)- est un moteur essentiel de la croissance, pour Lucas (1988), l'accumulation du capital humain mène inéluctablement vers la croissance. Barro (1991) quant à lui montre que les dépenses publiques prises sous forme d'externalités positives sont un puissant moteur de croissance économique. D'ailleurs, au temps des économies en autarcie, la dynamique de croissance économique relevait essentiellement des acteurs domestiques (publics et privés) ; mais l'ouverture des économies intervenue à travers le phénomène de globalisation a introduit de nouveaux acteurs incitateurs de croissance économique tels que les firmes multinationales à travers les IDE.

Ainsi, dans le cadre cette partie, il nous a semblé opportun d'analyser l'impact de l'AGOA tant sur les IDE que sur l'évolution de la productivité des pays éligibles (Chapitre 5). A la suite de cette analyse, il nous est apparu indispensable de mettre en exergue

---

<sup>77</sup>L'hypothèse de décroissance des facteurs de production assure que toute augmentation successive d'un facteur de production, les autres facteurs restant constants, entraîne inéluctablement à partir d'un certain seuil de production une diminution de la croissance de la production résultante. L'hypothèse de la constante des rendements des facteurs de production assure quant à elle que si ces facteurs sont multipliés par une quantité donnée, il en sera de même de la production.

directement le rôle de l' AGOA sur les variations conjoncturelles du produit intérieur brut par habitant des pays éligibles depuis sa mise en place (Chapitre 6). Enfin, au chapitre 7, nous avons effectué une analyse critique de l' AGOA afin de mettre en relief ses limites structurelles qui sont susceptibles, à défaut de produire des effets contraires mais tout au moins d' en limiter le effets attendus.



## Chapitre 5

# L'AGOA DANS LE PROCESSUS DE CROISSANCE : ENTRE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE ET VARIATION DE LA PRODUCTIVITÉ

## Introduction

La dynamique de globalisation a généré de profondes évolutions structurelles modifiant ostensiblement la nature de la conception de l'Etat, des territoires et donc de l'économie mondiale. Une conception de l'économie globale concernant la gestion et l'organisation des firmes multinationales a été répandue dans l'analyse économique internationale par les travaux de Levitt (1983), Porter (1986) et Doz (1986) à travers le terme "globalisation". A cette époque, ce terme caractérisait les nouvelles conditions de la concurrence internationale au sein des divers marchés dans lesquels les rivalités allaient désormais *crescendo*. Mais aujourd'hui, le phénomène de globalisation semble s'appliquer aussi bien à l'environnement concurrentiel dans lequel les firmes opèrent (globalisation d'un marché, d'un secteur, d'un produit) qu'aux diverses modalités comportementales établies par les entreprises (globalisation des stratégies).

Il est clair que les deux dimensions sont éminemment liées, néanmoins il serait réducteur d'appréhender la globalisation simplement comme une nouvelle étape de l'internationalisation sans considérer l'interaction de deux paramètres. Le premier paramètre concerne l'accroissement de la mobilité internationale des ressources, des facteurs de production nationaux jusque-là relativement immobiles et même parfois des firmes (délocalisation totale) en dépit de l'existence de firmes multinationales. Le second paramètre a trait à l'ampleur mondiale que prend le jeu concurrentiel caractérisé notamment par l'intégration fonctionnelle d'activités géographiquement dispersées au sein des entreprises transnationales. En gros, la notion de globalisation est utilisée pour interpréter ou définir la nouvelle orientation de l'économie mondiale en matière de régulation et de déréglementation.

En effet, la globalisation, à travers la modification des règles de jeu en matière d'échanges commerciaux et de stratégies d'investissements, a conduit à l'entrée dans le champ de la réalisation des conditions de croissance économique d'un territoire de nouveaux acteurs appelés firmes transnationales ou multinationales. En créant des liens et des interdépendances entre diverses économies, ce phénomène a été à la base d'une transformation structurelle sans précédant autant pour les pays que pour les firmes elles-mêmes (Dunning, 1994b ; Gray, 2001). Pour Huang (1997) et Casey (1998), l'augmentation des mouvements de facteurs de production qui en est issue crée et favorise une amélioration de la compétitivité globale ; d'abord pour l'entreprise et ensuite pour le territoire d'accueil. Sur ce point, Borensztein, De Gregorio & Lee (1998) ont montré que les investissements directs étrangers (IDE)<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>Il règne parfois un grand flou sur ce qu'on entend réellement par IDE. Les IDE sont composés des trois catégories d'investissements suivantes : le capital social, les bénéfiques réinvestis et les emprunts intra compagnie.

ont un impact positif sur la croissance économique du territoire d'accueil à condition que celui-ci dispose d'un stock minimum de capital humain<sup>2</sup>.

Historiquement, Findlay (1978) fut l'un des premiers auteurs à émettre l'hypothèse d'un impact positif des IDE sur la croissance économique d'un pays à travers un *effet de transfert* des techniques utilisées par la firme étrangère vers les firmes locales. Selon lui, l'une des conséquences indubitables de cette diffusion de la connaissance est l'accroissement de la productivité. Une telle corrélation a également été mise en évidence par Lall (1980) qui comme Findlay (1978), pense que la contribution des IDE sur la croissance est d'autant plus évidente que la diffusion des connaissances est verticale<sup>3</sup>. Si l'impact des IDE sur la croissance économique des pays hôtes apparaît mitigé pour les pays développés (Nadiri, 1991 ; Saltz, 1992 ; Imbriani & Reganati, 1997), en revanche pour les pays en développement, ce lien est globalement toujours positif (Blomström, 1992 ; Blomström & *alii.*, 1994 ; Sjöholm, 1999 et Hanson, 2001). A travers ces différents travaux et malgré quelques réserves émises par Aitken & Harisson (1991) et Harrison (1996), il apparaît globalement que les IDE peuvent jouer un rôle important dans la croissance et ensuite dans le développement économique des pays en développement.

Malgré l'importance révélée des IDE sur la croissance économique des pays en développement, peu d'entre eux, en dehors de la Chine et de quelques pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine, en ont véritablement bénéficié. Ainsi par exemple en 2000, la Chine a attiré près de 16% des flux d'IDE en direction de tous les pays en développement alors que l'Afrique<sup>4</sup> n'en recueillait que 3,5%<sup>5</sup> (CNUCED, 2005). La faible attractivité de l'Afrique peut aussi expliquer ses mauvaises performances économiques telles que relevées dans les chapitres précédents.

En offrant aux pays d'Afrique sub-saharienne divers avantages sur le plan commercial et financier, les Etats-Unis voulaient, à travers l'AGOA, que l'Afrique rompe avec une dynamique économique négative. De manière plus précise, les Etats-Unis voulaient à travers ce programme stimuler les investissements étrangers dans ces pays et delà amener ceux-ci

---

- Le capital social inclut l'achat des actions d'une entreprise située à l'étranger par l'investisseur direct résident dans l'économie déclarante.

- Les bénéfices réinvestis correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les entreprises apparentées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct. Ces bénéfices retenus par les affiliés sont réinvestis.

- Les emprunts intra compagnie ou les transactions intra compagnie concernent les dettes ou les créances qui se réfèrent aux emprunts et prêts des fonds à court ou à long-terme entre l'investisseur direct (entreprise parente) et les entreprises apparentées (affiliées).

<sup>2</sup>Au sens de Barro & Lee (2000), le stock de capital humain est mesuré par le nombre moyen d'années d'études de la population. Pour Barro & Sala-i-Martin (1995), la meilleure mesure de l'éducation est la population qui a effectué l'éducation secondaire. Pour Cohen & Soto, (2001), le stock de capital humain est mesuré par le logarithme en pourcentage de la population âgée d'au moins 25 ans ayant complètement suivi le cycle secondaire. Certains auteurs estiment cependant que l'espérance de vie (Murray & Lopez, 1996) mais aussi l'état de santé (Weil, 200) font partie intégrante du capital humain.

<sup>3</sup>Concrètement, cela veut dire que les IDE des pays développés se localisant dans les pays sous développés ou en voie de développement ont un impact plus significatif sur la croissance économique que les mêmes IDE se localisant dans un pays ayant le même niveau de développement.

<sup>4</sup>Au cours des années 80, les flux d'IDE se sont considérablement accrus (environ 2,2 milliards de \$US) mais au début des années 90, les IDE se sont mis à décroître de manière significative.

<sup>5</sup>En terme de pourcentage à l'échelle mondiale, l'Afrique a attiré 0,6% des flux d'IDE en 2000

à augmenter leur productivité; toutes choses essentielles pour une croissance économique stable et durable. L'objectif de ce chapitre est d'évaluer l'impact de l'AGOA d'une part sur la localisation et/ou la relocalisation des IDE (5.1), et d'autre part sur l'évolution de la productivité dans les pays éligibles (5.2).

## 5.1 Impact de l'AGOA sur la localisation et la relocalisation des IDE

Les politiques de libéralisation menées dès le début des années 90 ont accompagné la montée en puissance des mécanismes de marché et donc de l'initiative privée en Afrique. Ces politiques ont ainsi profondément remodelé l'attitude de nombreux pays à l'égard des investissements étrangers. C'est dans ce contexte de libéralisation que l'AGOA a été mise en place dès la fin de l'an 2000 afin de permettre aux pays éligibles d'attirer plus d'IDE. Après avoir analysé de manière théorique les enjeux et les déterminants des IDE (5.1.1), nous allons analyser par la suite de manière empirique l'effet de l'AGOA sur la localisation et/ou la relocalisation des IDE dans les pays éligibles (5.1.2).

### 5.1.1 Analyse des enjeux et des déterminants des IDE

#### 5.1.1.1- Enjeux de la localisation et/ou de la relocalisation des IDE

Le nouvel ordre économique international issu des institutions de Bretton Woods a généré un processus mondial de libéralisation des initiatives d'accueil des IDE (UNCTAD, 1994) du point de vue de l'analyse des interactions entre les composantes du tripode IDE-firmes multinationales-territoires d'accueil. Cette nouvelle configuration des règles de l'économie mondiale a radicalement modifié les rapports qu'entretenaient les firmes multinationales avec la géographie économique des territoires de localisation. Outre le fait que les entreprises acquièrent, à travers la fragmentation des unités de production à l'échelle *inter-nation*, un pouvoir d'émancipation vis à vis des espaces géographiques et économiques d'implantation, le recours massif aux diverses modalités d'alliances stratégiques (Combes et Mucchielli, 2001) attribue aux firmes une capacité à neutraliser l'importance de la variable localisation des investissements à l'étranger. D'ailleurs, cette dernière thématique associée à celles des économies d'agglomération a inspiré, au début des années 1990, la naissance d'un nouveau courant analytique qualifié de géographie économique (Krugman, 1991).

Mais pour Cox et Mair (1991), malgré une émancipation évidente des firmes multinationales à l'égard des territoires d'accueil, les lieux d'accueil des investissements étrangers constituent le reflet d'une stratégie visant à offrir à ces territoires des atouts non transportables; c'est ce qu'il a appelé la *glocalisation*. Pour Cox et Mair (1991), la *glocalisation* est un concept qui accorde une place importante au territoire de localisation défini comme un espace enraciné et approprié et possédant des propriétés que d'autres territoires n'ont pas et qui ne peuvent point s'exporter. Dans le continuum de cette réflexion, Savy & Veltz (1995) pensent qu'à l'ère de la globalisation, le territoire n'est plus un simple support de facteurs de localisation mais un acteur possédant des modes de régulation et d'organisation spécifiques que les firmes multinationales intègrent dans leurs stratégies.

Toutefois, l'attractivité d'un territoire n'est pas un *deus ex machina*; elle est dynamique, elle est évolutive et se construit par des politiques publiques de promotion des investissements étrangers. C'est pour cela que la libéralisation des politiques économiques

en matière d'attraction des IDE s'est accompagnée de manière quasi simultanée d'une tendance à la surenchère, menée par les Etats, quant aux avantages institutionnels, fiscaux et financiers fournis aux investisseurs étrangers. La surenchère des Etats dans l'attractivité des IDE provient évidemment du fait que plusieurs études empiriques (Borensztein & *alii.*, 1998 ; UNCTAD, 1999 ; Lipsey, 1999 ; Lensink & Morrissey, 2001 ; Reisen & Soto, 2001)<sup>6</sup> ont montré l'impact positif qu'avaient les IDE sur la croissance économique.

A l'évidence, cette compétition inter-territoriale dont le fondement est la libéralisation de l'économie mondiale et l'aboutissement est l'émulation de l'activité économique intra territoriale implique que l'attractivité d'un espace géoéconomique repose inéluctablement sur une convergence entre les stratégies des firmes et les politiques économiques des territoires d'accueil potentiels.

#### 5.1.1.2- Analyse des déterminants des IDE

Traditionnellement, l'analyse des déterminants des IDE retient une trilogie propre aux comportements stratégiques des entreprises :

- une stratégie primaire ou d'accès aux ressources naturelles du sol et du sous-sol ;
- une stratégie horizontale ou de marché ;
- une stratégie verticale ou de minimisation des coûts.

Notre intention dans le cadre de cette recherche n'est pas d'approfondir la distinction formelle entre ces trois orientations qui déterminent fondamentalement les décisions d'investissement, mais précisément d'explicitier les choix de localisation des firmes dans une économie globalisée. De manière générale, la stratégie d'accès aux ressources naturelles est assimilée à la recherche d'approvisionnements inexistant dans le pays d'origine ou de meilleure qualité et/ou de moindre coût à l'étranger. La stratégie horizontale ou de marché vise quant à elle à produire pour le territoire d'accueil, une gamme de biens qui reproduit intégralement ou partiellement celle de la maison-mère en fonction des caractéristiques locales de la demande (Asiedu, 2002 ; Blonigen & Wang, 2004). A l'inverse, la stratégie verticale répond à un objectif de rationalisation de la production, de minimisation des coûts et génère des flux d'investissements dans le sens Nord-Sud qui sont déterminés par les divergences de niveau de développement des nations partenaires (Shatz & Venables, 2000).

Cette distinction conventionnelle entre les stratégies comportementales des firmes en matière de localisation des IDE a été sans doute validée dans la réalité jusqu'au milieu des années 1980 ; mais depuis lors, les faits stylisés propres à la globalisation rendent cet archétype sinon caduc du moins non systématique. En effet, les firmes suivent désormais des stratégies transversales qui combinent, de façon alternative ou simultanée, la recherche

---

<sup>6</sup>Borensztein & *alii.* (1998) trouvent que les IDE ont un impact positif sur la croissance économique seulement si le pays dispose d'un stock minimum de capital. Pour ces deux auteurs, ce sont les gains de productivité provenant des IDE qui génèrent la croissance. Les travaux de l'UNCTAD (1999) et de Lipsey (1999) montrent que ce sont les externalités positives issues du transfert technologique qui sont à l'origine de la croissance économique du territoire d'accueil des IDE. Lensink & Morrissey (2001) trouvent aussi que les IDE ont un impact positif sur la croissance économique, mais contrairement à Borensztein & *alii.* (1998), ce lien n'est pas conditionné par l'existence d'un quelconque niveau du capital humain du pays d'accueil. Ces auteurs trouvent que ce sont plutôt les IDE volatiles qui ont un impact négatif sur la croissance économique. Par ailleurs, Reisen & Soto (2001) montrent que si de manière précise, les IDE ont un impact positif sur la croissance économique, il n'en est pas de même de tous les flux financiers (cas de l'endettement).

des sources d'approvisionnement fructueuses avec les avantages d'un marché dynamique de grande taille et la minimisation des coûts de production (cas de la Chine ou de l'Inde). Malgré l'évidence de l'archaïsme de la distinction ci-dessus effectuée, elle a eu le mérite de poser les jalons pour la compréhension des facteurs qui peuvent pousser les investissements étrangers à se localiser dans un territoire plutôt que dans un autre.

A cause de cette compétition inter-territoriale, les firmes multinationales sont désormais plus sélectives dans le choix de localisation de leurs activités financières, commerciales ou productives. Ce triage est basé sur un certain nombre de critères bien définis en fonction des objectifs de la firme. Ainsi par exemple, la forte attractivité de certains pays de l'ASEAN tels que la Thaïlande ou la Malaisie tient essentiellement à l'optique de tirer profit des différents potentiels nationaux en termes d'offre (au niveau des coûts) et de demande (Fabry & Maximin, 1997). La disponibilité dans ces pays d'une main d'oeuvre qualifiée associée à l'existence d'un tissu industriel local performant ont constitué un autre déterminant fondamental de l'attractivité de ces pays en termes d'IDE. De manière convergente, Andreff (1997) et Drouet (1999) montrent que la qualité du capital humain existant dans les PECO offre à ces derniers un avantage comparatif indéniable en matière d'attraction des investisseurs étrangers.

Par ailleurs, Graham (1985) et Yoshida (1987) montrent que le type de compétition du marché dans lequel les multinationales interviennent influence fortement leurs décisions d'investissement. Pour Morck & Yeung (1991) et DuBois & *alii.* (1993), certains facteurs spécifiques aux firmes et aux territoires sont générateurs des IDE. A ces déterminants généraux s'ajoutent de manière plus précise :

- le PIB ( $Y$ ) : cette variable est une bonne proxy de la taille du marché du territoire d'accueil. Pour Fujita & *alii.* (1999), une grande taille de marché, outre de nombreux débouchés qu'elle implique, facilite aussi la réalisation des économies d'échelle. Jalilian (1996) ou encore Kumar (1998) montrent que les IDE sont attirés par la taille du marché d'un pays mesurée son PIB. Cette variable devrait avoir un lien positif avec les IDE.

- le PIB par tête ( $y$ ). Cette variable est censée influencer positivement les flux d'IDE car de manière intuitive, il est facile de comprendre que les entreprises viennent produire et/vendre sur un territoire avec un fort pouvoir d'achat. Toutefois, il convient de préciser qu'il existe une divergence dans la littérature au sujet de l'impact de cette variable sur les IDE. Ainsi par exemple, Tsai (1994) et Lipsey (1999) trouvent que le PIB par tête a un effet positif sur les IDE alors que Edwards (1990) et Jaspersen & *alii.* (2000) trouvent que cette variable a plutôt un effet négatif.

- le taux de croissance du PIB du territoire ( $g$ ) : Un pays en pleine expansion économique est synonyme de sécurité économique et de rentabilité pour les investissements, ce qui rend le pays plus attractif (Schneider & Frey, 1985). Certaines études dont celle de Tobin & Ackerman (2005) suggèrent que le PIB, le PIB par tête et le taux de croissance doivent être retardés d'une période afin d'éviter des problèmes d'endogénéité.

- le coût du travail ( $LC$ ) : Dans le processus de localisation, les entreprises cherchent à produire dans les espaces géographiques qui leur permettent d'optimiser leur production avec les coûts les plus bas possibles. Il est logique de penser que les coûts de travail faibles confèrent à un territoire un avantage comparatif indéniable. En conséquence, les coûts de travail faibles auront un effet positif sur l'attractivité des IDE et inversement pour les coûts de travail élevés (Huang, 1997 ; Mody & Srinivasan, 1998).

-le taux d'imposition (*TAX*) : L'un des critères premiers qui motive les décisions de localisation des firmes est la rentabilité ; pour ce faire, les multinationales se localiseront de plus en plus dans les territoires où leurs bénéfices sont faiblement amputés. En conséquence, une fiscalité élevée influence négativement les IDE.

- les infrastructures (*Infr*) : Le niveau et la qualité des infrastructures de communication (routes etc.) et de télécommunication (téléphone, etc.) ont un impact positif sur l'attractivité des IDE.

- le taux d'inflation (*Infl*) : Les fluctuations erratiques du prix dans le territoire d'accueil peuvent constituer un facteur de risque, c'est un indicateur de stabilité économique. Cette variable est donc censée avoir une influence négative sur les IDE.

- le capital humain ( $K^h$ ) : Pour Feenstra & Hanson (1996) ou Noorbakhsh & alii. (2001), le niveau de capital humain peut être un indicateur du niveau de qualification de la main d'oeuvre. Une autre évaluation du capital humain a été faite par Shastri & Weil (2002) ; pour ces auteurs, l'état de santé de la population peut aussi être considéré comme un indicateur du capital humain. Dans tout les cas, qu'il soit pris soit l'approche médicale (l'état de santé) ou sous l'approche éducative (niveau de l'éducation), le capital humain demeure un déterminant important et positif de l'attractivité des IDE.

-l'ouverture économique (*Ouv*) : Il semble assez logique que les IDE se localisent beaucoup plus vers le pays qui présente moins de contraintes (en terme de quotas, de tarifs ou de toutes autres restrictions sur le contrôle des mouvements de capitaux) tant à l'entrée qu'à la sortie du marché local (Asiedu & Lien, 2004). Donc, plus le territoire sera fortement ouvert plus les IDE s'y localiseront.

-le taux de change réel (*TCR*) : c'est un indicateur de compétitivité, les firmes multinationales se localiseront plus facilement dans un pays ayant une monnaie faible. Donc une appréciation de la monnaie nationale aurait un impact négatif sur les IDE et vis versa s'il y a dépréciation<sup>7</sup>.

De manière spécifique à l'étude des flux d'IDE dans les PVD, les variables ci-dessous peuvent être retenues déterminants :

-la production énergétique ( $E^w$ ) : Les entreprises multinationales qui sont à la recherche des espaces géoéconomiques qui leur permettent de produire à moindre coût tiennent compte de la production énergétique qui est indispensable à leur développement. Un territoire en manque d'énergie constitue un frein au déploiement local des firmes multinationales. Donc, si la production énergétique du pays est faible, il sera moins attractif en terme d'IDE.

-les ressources minières (*miniers*) : Les ressources minières constituent un atout indéniable pour le pays qui en est fortement doté. Donc, plus le pays sera fortement doté en ressources minières, plus il attirera les IDE. Une proxy de cette variable peut consister à considérer uniquement les pays producteurs de pétrole (*pexfuel*).

-l'instabilité politique (*IP*) : L'instabilité politique accroît les risques et l'incertitude or, il est connu que les investissements qu'ils soient étrangers ou nationaux sont influencés négativement par l'incertitude. Donc la détérioration du climat politique (Barro, 1991) ou l'augmentation de la corruption<sup>8</sup> ont un impact négatif sur les IDE.

<sup>7</sup>Comme nous l'avons dit dans les chapitres précédents, les hypothèses théoriques concernant l'influence du taux de change réel sur les autres variables sont faits sous l'hypothèse de cotation au certain.

<sup>8</sup>La corruption peut être considérée comme une variable endogène de l'instabilité à cause du fort lien

-une agence de promotion des investissements (*API*)<sup>9</sup> : Ce déterminant n'est pas assez utilisé dans la littérature ; nous l'avons retenu car il nous semble qu'à l'heure de la société de l'information doublée de la compétition inter territoriale, la mise en lumière des avantages comparatifs d'un pays auprès des investisseurs doit être traitée de manière agressive. L'API doit donc être chargée de mettre en place une véritable stratégie marketing de promotion du territoire qui est en quête des IDE.

D'autres variables sont susceptibles d'influencer l'orientation des IDE dans le cadre de l'AGO ; il en est ainsi d'une variable comme *visa*. Elle est censée capter l'effet de l'accès des produits textiles en franchise de droits de douane sur le marché américain.

L'analyse des déterminants des IDE telle que ci-dessus effectuée n'est pas exhaustive, il existe certainement d'autres facteurs qui peuvent influencer la localisation des IDE. Cependant, les déterminants que nous avons retenu sont ceux qui sont le plus couramment utilisés dans la littérature. Il est vrai que l'ampleur ou plutôt l'importance de chaque déterminant dépend à la fois du champ d'application temporel et spatial. Mais dans le cadre de cette recherche, notre priorité est d'évaluer de manière empirique, au regard de tous ces déterminants, quel a été l'impact de l'AGO sur l'attractivité des pays éligibles.

### 5.1.2 Analyse empirique de l'effet de l'AGO sur les IDE

Afin de capter l'effet de l'AGO sur la localisation et/ou la relocalisation des IDE dans les pays éligibles d'abord à l'échelle globale (5.1.2.1) ensuite à l'échelle régionale (5.1.2.2), il nous a semblé indispensable de présenter tout d'abord notre modèle empirique et les données utilisées (5.1.2.3).

#### 5.1.2.1- Modèle et analyse des données

##### i- Modèle et méthode d'estimation

Le modèle utilisé dans ce travail est un modèle linéaire simple tel qu'utilisé par Campos & Kinoshita (2002), par Tobin & Rose-Ackerman (2005) ou par la CNUCED (2005). Comme nous l'avons indiqué au paragraphe 5.1.1.2, les déterminants des IDE sont multiples et leur importance variée ; aussi la spécification générale du modèle retenue qui nous permettra de saisir l'effet de l'impact de l'AGO sur les IDE<sup>10</sup> sera la suivante :

$$Ide = F \left( \begin{array}{cccccc} g & Y & LC & TAX & Infr & Infl & K^h \\ (+) & (+) & (-) & (-) & (+) & (-) & (+) \\ \\ Ouv & minier & IP & TCR & API & Agoa \\ (+) & (+) & (-) & (-) & (+) & (+) \end{array} \right) \quad (5.1)$$

qui existe entre le niveau de l'instabilité politique et le niveau de corruption (Leavell & alii, 2004). Mais le contraire n'est pas forcément évident car un pays peut être corrompu mais sans être instable politiquement. En fait, la corruption est directement à la base d'une autre forme d'instabilité ; c'est celle des affaires. Elle obscurcit toute visibilité pour les agents économiques nationaux ou internationaux.

<sup>9</sup> L'importance de cette variable pour les pays en développement de manière spécifique a été soulignée par Mosima Makola lors de la conférence biennale des investissements en Afrique sub-saharienne qui s'est tenue à Cap town en Afrique du Sud en Septembre 2003.

<sup>10</sup>Harms (2002) suggère que dans une telle analyse, il faut corriger la variable IDE par la population ; mais nous ne suivrons pas cette voie dans le cadre de ce travail.

Du fait de l'absence des données concernant le coût du travail ( $LC$ ) et les taxes ( $TA$ ), nous n'avons pas pu les introduire dans notre modèle de base. Ces deux variables ont été remplacées par la variable coût des facteurs ( $CF$ ). On entend par coût des facteurs, le coût du travail et/ou le coût d'un facteur comme l'électricité ou l'eau ou encore tout autre facteur pouvant être utilisé par une firme pour réaliser sa production. Théoriquement, cette variable est censée avoir un lien négatif avec les IDE traduisant ainsi que les flux d'IDE ont tendance à se localiser dans les pays avec des coûts de facteurs faibles. Mais Wheeler & Mody (1992) trouvent plutôt un lien positif entre ces deux variables. Ces auteurs invoquent le niveau de productivité pour justifier le lien positif qu'ils ont trouvé. Pour eux, plus la productivité est élevée dans un pays, plus le coût de l'une des composantes principales-le facteur travail- des coûts de facteurs est élevé.

Par ailleurs, Du fait de l'incertitude empirique liée au signe de la variable PIB par tête, nous utiliserons le PIB ( $Y$ ) comme proxy de la taille du marché.

Sous la forme extensive et log-linéaire, l'équation (5.1) peut s'écrire de la manière suivante :

$$\ln Ide_{it} = \left[ \begin{array}{l} \beta_0 + \beta_1 \ln Y_{it-1} + \beta_2 g_{it-1} + \beta_3 \ln CF_{it} \\ + \beta_4 \ln Infr_{it} + \beta_5 Infl_{it} + \beta_6 K_{it}^h + \beta_7 \ln ouv_{it} \\ + \beta_8 \ln \min ier_{it} + \beta_9 IP_{it} + \beta_{10} \ln TCR_{ijt} \\ + \beta_{11} API_{it} + \beta_{12} Agoa_{it} + v_{it} \end{array} \right] \quad (5.2)$$

où :  $\beta_0$  est la constante de la régression ;

$Agoa_{it}$  est la variable de contrôle censée saisir l'effet de l'AGOA sur les IDE,

$\beta_p$  ( $p = 1 \dots 12$ ), est le vecteur des coefficients associés respectivement aux variables explicatives.

$v_{it}$  représente les perturbations de l'équation.

Comme nous l'avons dit au chapitre 2, l'adoption d'une spécification finale doit passer par différents tests de spécification dont le premier d'entre eux est le test d'homogénéité suivi par celui d'exogénéité. Ainsi, le rejet de l'hypothèse nulle du test de Breusch & Pagan (1979) nous a montré que l'usage des MCO n'était pas opportun à cause de la présence éventuelle des effets spécifiques, ce qui nous a conduit à adopter une spécification à erreurs composées (structure en panel) telle que présentée dans l'équation (5.3).

$$\ln Ide_{it} = \left[ \begin{array}{l} \beta_0 + \alpha_t + \beta_1 \ln Y_{it-1} + \beta_2 g_{it-1} + \beta_3 \ln CF_{it} \\ + \beta_4 \ln Infr_{it} + \beta_5 Infl_{it} + \beta_6 K_{it}^h + \beta_7 \ln ouv_{it} \\ + \beta_8 \ln \min ier_{it} + \beta_9 IP_{it} + \beta_{10} \ln TCR_{ijt} \\ + \beta_{11} API_{it} + \beta_{12} Agoa_{it} + \alpha_i + \varepsilon_{it} \end{array} \right] \quad (5.3)$$

où :  $\beta_0$  est la constante de la régression



$\alpha_t$  est l'effet spécifique à une année  $t$  commun à tous les pays et  $\alpha_i$  est l'effet spécifique à un pays mais commun à toutes les années. Ces deux effets sont supposés aléatoires et non corrélés entre eux de moyennes nulles et de variances constantes ( $\sigma^2_{\alpha_t}$  et  $\sigma^2_{\alpha_i}$ ).

$Agoa_{it}$  est la variable de contrôle censée saisir l'effet de l'AGOA sur les IDE,  $\beta_p$  ( $p = 1 \dots 12$ ), est le vecteur des coefficients associés respectivement aux variables explicatives.

$\varepsilon_{it}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement, et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

Une telle spécification nous permet de contrôler d'une part l'hétérogénéité des individus, d'autre part, les facteurs qui pourraient causer un biais d'omission ou ceux qui seraient inobservables ou non disponibles. La conséquence évidente d'une telle spécification est l'existence des effets spécifiques, dans ce contexte, on doit donc envisager deux cas conformément à la théorie : soit ces effets sont constants et déterministes (modèle à effets fixes) soit ils sont issus des réalisations de variables aléatoires et d'espérances finies (modèle à effets aléatoires).

Concrètement, cela revient à bâtir un test d'exogénéité à la Hausman (1978) : l'acceptation de l'hypothèse nulle de ce test signifie que les effets sont issus des réalisations de variables aléatoires, ils doivent donc être traités comme aléatoires<sup>11</sup> (*random effects*). Par contre un rejet de l'hypothèse nulle signifierait que ces effets sont constants et déterministes, dans ce cas ils doivent être traités comme fixes (*fixed effects*). Dans le cadre de ce travail, nous avons effectué ces tests de spécification chaque fois que nous devrions estimer une nouvelle équation.

## ii- Analyse des données

Comme nous l'avons dit dans le paragraphe précédent, nos estimations utilisent des données de panel. Du fait de l'existence des données manquantes pour certains pays et à certaines années, notre panel est non cylindré. Notre modèle utilise deux types de variables: les variables qualitatives et les variables quantitatives.

Les variables qualitatives ont fait l'objet d'une construction par croisement d'informations; c'est le cas de la variable *Agoa* qui est égale à 1 si le pays fait partie des pays éligibles et 0 sinon. C'est aussi le cas de la variable *pexfuel* qui est égale à 1 si le pays est exportateur de pétrole à la date considérée et 0 sinon. Il convient de préciser que nous considérons un pays comme étant pétrolier si au moins 30% de ses exportations sont d'origine pétrolière. Cette variable nous a paru plus efficace que la variable *minier* dans la mise en exergue de l'effet discriminant des IDE sur un pays selon le niveau de dotation en richesse pétrolière du pays. Pareillement, la variable *Instabilité Politique* (IP) ou troubles politiques prend la valeur 1 si le pays a connu des troubles politiques (guerres ou troubles liés à la démocratisation) et 0 sinon. Les informations ayant servi à la construction de cette variable ont été extraites du site officiel de la CIA ([www.cia.gov](http://www.cia.gov)) et des sites connexes de cet organisme ([www.theodora.com](http://www.theodora.com), [www.photius.com](http://www.photius.com), [www.geographic.org](http://www.geographic.org), [www.infoplease.com](http://www.infoplease.com)). De nombreux travaux utilisent comme indicateur de stabilité ou d'instabilité politique les indices

---

<sup>11</sup>Si les effets sont traités comme aléatoires, on peut utiliser l'estimateur des moindres carrés généralisés (MCG).

tels que l'indice ICRG. Cet indicateur est un indice composite qui intègre trois catégories majeurs de risques : le risque politique, le risque économique et le risque financier. Un pays aura un risque nul s'il obtient un score de 100 points, en revanche, s'il obtient un score de 0, il aura un risque maximum<sup>12</sup>. Les données de cet indice proviennent du *World Development Indicators* (2005). Le principal facteur limitant l'utilisation de cet indice dans le cadre de notre travail est que cet indice a été créé en 1980, ce qui ampute notre base de données d'au moins 370 observations, ce qui peut biaiser nos estimations.

La dernière variable qualitative qui a nécessité une construction est la variable *API* ; cette variable prend la valeur 1 si la pays dispose d'une agence de promotion des investissements étrangers et 0 sinon. Nous considérerons l'existence d'une telle agence comme étant effective si celle-ci est autonome financièrement et administrativement. La sélection des pays disposant d'une agence a été possible grâce aux informations recueillies à partir du site de la *World Association of Investment Promotion Agencies* ([www.waipa.org](http://www.waipa.org)).

Les données des variables quantitatives utilisées dans ce travail en dehors de celles des IDE ont été extraites de la base de données de la Banque mondiale (*World Development Indicators, 2005*). Parmi ces variables, il y a : le PIB et le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat, le taux de croissance du PIB réel, le taux d'inflation, le nombre de lignes téléphoniques pour 1000 habitants (proxy des infrastructures), le taux de change réel, le coût des facteurs (coût de production), le taux de scolarisation au secondaire (proxy du capital humain) et la production énergétique. Les variables de coût de facteurs et de la production énergétique sont rapportées au PIB réel.

Les données des IDE proviennent de la base de la CNUCED (Beyond 20/20)<sup>13</sup>. D'autres variables quantitatives ont nécessité le calcul, c'est le cas de la variable ouverture commerciale calculée comme la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB réel ; c'est aussi le cas de la variable ressources minières (*miniers*), elle est la somme des exportations globales des produits miniers (or, diamants etc.) et pétroliers (pétrole brut, gaz naturel) rapportée au PIB réel des pays éligibles.

En dehors du taux de croissance du PIB, du taux d'inflation et des variables dichotomiques, les autres variables du modèle sont en logarithme. Dans cette hypothèse, seules les valeurs positives des IDE peuvent être utilisées. Afin de tenir compte des valeurs des désinvestissements (les IDE affectés d'un signe négatif), Fontagné et Pajot (1999) proposent une transformation log-linéaire de la variable IDE :  $TIDE = \log(1 + IDE/\mathcal{F})$  où  $\mathcal{F}$  est un seuil proche de la valeur la plus importante du désinvestissement de l'échantillon. C'est cette méthode que nous avons retenu, par conséquent, nos estimations sont réalisées avec la variable transformée des IDE.

La présentation du modèle et de la méthode d'estimation suivie par l'analyse des données telles que ci-dessus effectuée étaient un préalable à l'analyse empirique tant à l'échelle globale qu'à l'échelle régionale.

### 5.1.2.2- Impact de l'AGOA sur les IDE : analyse à l'échelle globale

L'analyse de la multicolinéarité entre les différentes variables de notre modèle nous a semblé être un préalable assez important car lorsque celle-ci existe, elle peut amplifier

<sup>12</sup>Le lecteur intéressé par la méthodologie de calcul de cet indicateur pourra se référer au site web consacré à cet indice : [www.icrgonline.com](http://www.icrgonline.com)

<sup>13</sup>La base de données de la CNUCED est en accès libre sur le net à l'adresse : <http://stats.unctad.org/fdi/>

l'erreur type d'une régression et rendre plus sensible les coefficients estimés<sup>14</sup>. Dans le cas d'une multicolinéarité parfaite, les coefficients du modèle sont indéterminés et leur variance infinie. L'un des moyens qui permet de détecter la multicolinéarité est le calcul de la matrice des coefficients de corrélation partielle des variables du modèle ou de calculer le tableau VIF (*Variance, Inflation, Factors*). Le tableau 5.1 qui présente cette matrice montre globalement que le couple de variables *minier* et *pexfuel* a une corrélation assez élevée (0,64) avec un niveau de significativité au seuil de 1%. De ce fait, nous avons décidé de ne pas les intégrer dans le même modèle.

L'analyse de l'équation (E1) du tableau 5.2 montre que l'AGOA a eu un impact positif et significatif sur les IDE. D'après cette équation, le fait d'être éligible au programme AGOA a accru de 4,6% les flux d'IDE. Dans cette équation, toutes les variables significatives ont des signes attendus ; ainsi, le signe positif de la variable taux de croissance retardée montre que les IDE ont tendance à se localiser dans les pays où l'activité économique est en pleine expansion. En ce qui concerne le taux de change réel, comme on l'a longuement présenté dans les chapitres 2 et 3, théoriquement dans une cotation au certain, on devrait s'attendre à un signe négatif justifiant par là qu'une dépréciation de la monnaie nationale a un impact positif sur les IDE. Mais comme le taux de change est coté à l'incertain, une augmentation du taux de change réel traduit plutôt une dépréciation de la monnaie nationale, ce qui a pour impact d'influencer positivement les IDE. L'équation (E1) montre qu'une augmentation de 10% du taux de change réel provoque une variation dans le même sens des flux d'IDE de 0,06%. Cette équation montre également que les IDE croissent positivement avec le degré d'ouverture ; toutes choses restant égales par ailleurs, une augmentation de 1% de l'ouverture génère une hausse de 0,091% des flux IDE.

Conformément aux hypothèses de Mosima Makola (2003), nous avons introduit dans nos estimations la variable Agence de promotion des investissements étrangers (*API*) ; cette variable est censée influencer positivement les IDE. L'équation (E1) montre que la variable *API* a une influence positive et significative sur les IDE. Cette équation montre que l'existence d'une agence de promotion des investissements étrangers dans les pays éligibles peut entraîner globalement une augmentation de près de 8% des flux d'IDE.

Afin de saisir si le caractère pétrolier des pays a une influence sur les IDE, nous avons introduit la variable *pexfuel* dans nos estimations. L'équation (E2) du tableau 5.2 montre que cette variable est positive et fortement significative ; ce qui veut dire que le fait qu'un pays soit exportateur de pétrole entraîne, toutes choses restant égales par ailleurs, une augmentation de 28,6% des flux d'IDE. La figure 5.1 qui compare les flux d'IDE en direction des 5 premiers pays exportateurs de pétrole et des 5 premiers pays exportateurs des produits non pétroliers<sup>15</sup> montre que les flux d'IDE en direction des pays non pétroliers et non miniers sont presque résiduels si on les compare aux flux reçus par les pays pétroliers. Mais contrairement à l'équation (E1), la variable *Agoa* n'est plus significative dans l'équation (E2).

Au delà du caractère pétrolier des pays, la dotation d'un pays de manière globale en

<sup>14</sup>Même s'il est reconnu du point de vue économétrique que l'existence ou non de la multicolinéarité n'altère pas significativement les propriétés des estimateurs.

<sup>15</sup>On considère qu'un pays est exportateur de produits non pétroliers si la part des produits pétroliers dans les exportations totales n'excède pas le seuil de 5%. Les 5 premiers pays qui ont reçu le plus d'IDE et qui respectent cette condition sont : Ouganda, Tanzanie, Lesotho, Swaziland et Ethiopie.

ressources minières peut également être un argument d'attractivité des IDE. De ce fait, nous avons introduit dans nos estimations une nouvelle variable de contrôle (*minier*) en prenant soin de retirer la variable *pexfuel* à cause de la forte corrélation détectée entre ces deux variables<sup>16</sup> (voir tableau 5.1). D'après l'équation (E3) du tableau 5.2, la variable *minier* n'a pas d'impact significatif sur les flux d'IDE; en revanche la variable *Agoa* qui était devenue non significative dans l'équation (E2) redevient significative avec une amplitude proche de celle trouvée dans l'équation (E1). Dans l'équation (E3), la variable *Instabilité* (*IP*) devient significative mais avec un signe contraire à celui attendu. En effet du point de vue théorique, l'instabilité politique devrait avoir un impact négatif sur les IDE; mais le signe positif que nous trouvons traduit plutôt l'effet contraire. La seule justification à ce résultat peut être trouvée dans la déconnexion possible entre les IDE et le marché local. En réalité, ce résultat peut signifier que les IDE en direction des pays AGOA sont en priorité guidés vers le secteur pétrolier (*Natural resource seeking-Urata, 1991*); par conséquent, ils sont très peu influencés par les conditions politiques.

En dehors du fait que les variables ci-dessus évoquées demeurent significatives, l'équation (E3) montre aussi que le capital humain a une influence significative et positive sur les IDE. Cette estimation montre dans le cas d'espèce qu'une augmentation du taux de scolarisation de 1% entraîne une augmentation de 0,0042% des flux d'IDE. Mais ce résultat est fragile car cette variable perd immédiatement sa significativité dans l'équation (E4) lorsque nous introduisons la variable *visa*. D'ailleurs, contrairement à nos espérances, cette variable y apparaît significative avec un signe négatif, ce qui veut dire que la détention d'un *visa* a joué négativement sur les flux d'IDE ou plutôt la détention du *visa* n'a pas incité de manière significative l'afflux d'IDE dans les pays bénéficiaires. Ce résultat peut-être dû au fait que sous une approche globale, les plus grands receveurs d'IDE en dehors de l'Afrique du Sud n'étaient pas titulaires du *visa*; c'est le cas de l'Angola, de la République du Congo, du Tchad, du Gabon ou encore du Nigeria. Notons également que l'absence de visibilité dans un horizon long court pour les détenteurs de *visa* peut être une limite aux IDE s'orientant vers le secteur textile.

Le constat général qui ressort du tableau 5.2 est que l'AGOA a eu un impact positif sur les IDE, mais que ces IDE sont surtout attirés par les pays pétroliers (figure 5.1). Tout au long de cet exercice, nous nous sommes également rendu compte que les variables censées capter l'effet de la taille du marché local (*PIB*), des infrastructures (*Infr*) ou du coût des facteurs (*CF*) n'ont jamais été significatives; ce qui confirme que les IDE en direction des pays AGOA ne visent pas en priorité la demande locale (*Market seeking-Urata, 1991*). Les résultats ainsi obtenus à l'échelle globale peuvent cacher de nombreuses divergences tant intra régionales qu'inter régionales.

---

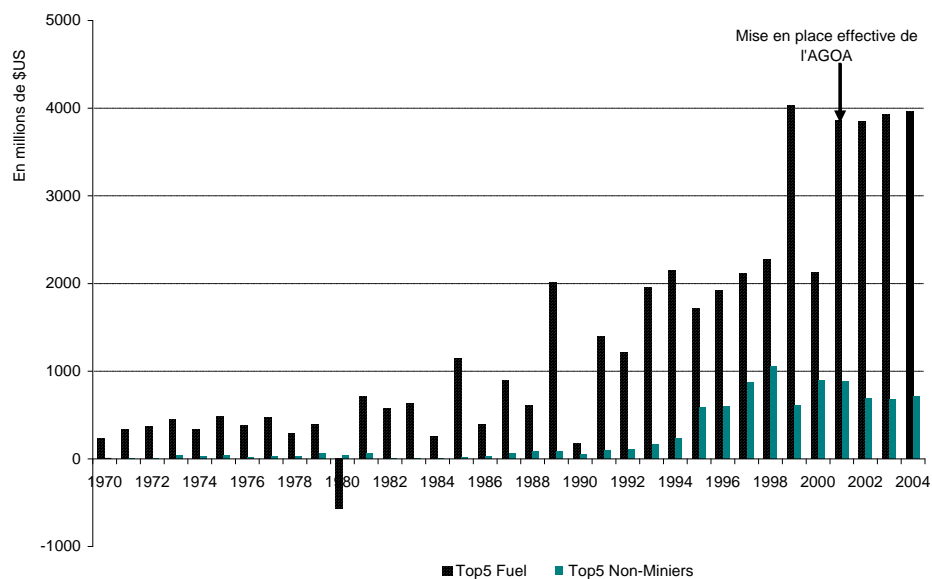
<sup>16</sup> Il faut noter qu'en dehors de la forte corrélation qui existe entre ces deux variables, les effets qu'ils sont censés capter se chevauchent car les exportations pétrolières sont utilisées dans le calcul de la variable *minier*. L'effet saisi par *pexfuel* est beaucoup plus pointu.

TAB. 5.1: Matrice des coefficients de corrélation

	IDE	Tpib <sub>t-1</sub>	PIB <sub>t-1</sub>	Infl	TCR	Ouv	CF	Teleph	IP	sec	API	pexfuel	minier	visa	Agoa
IDE	1														
Tpib <sub>t-1</sub>	0,026 (0,363)	1													
PIB <sub>t-1</sub>	0,134*** (0,000)	-0,034 (0,244)	1												
Infl	0,001 (0,974)	-0,117*** (0,000)	0,082** (0,015)	1											
TCR	0,017 (0,540)	0,052* (0,064)	-0,202*** (0,000)	-0,110*** (0,000)	1										
Ouv	0,002 (0,923)	0,148*** (0,000)	-0,238*** (0,000)	-0,077** (0,022)	0,037 (0,213)	1									
CF	0,083*** (0,005)	-0,079*** (0,008)	0,209*** (0,000)	0,063* (0,066)	-0,041 (0,173)	-0,316*** (0,000)	1								
Teleph	0,043 (0,167)	0,059* (0,055)	-0,209*** (0,000)	-0,031 (0,384)	-0,033 (0,277)	0,246*** (0,000)	-0,184*** (0,000)	1							
IP	-0,006 (0,824)	-0,177*** (0,000)	0,111*** (0,000)	0,136*** (0,000)	-0,119*** (0,000)	-0,171*** (0,000)	0,138*** (0,000)	-0,120*** (0,000)	1						
sec	0,168*** (0,000)	0,056 (0,207)	-0,127*** (0,004)	-0,005 (0,911)	-0,091** (0,037)	0,430*** (0,000)	-0,176*** (0,000)	0,791*** (0,000)	-0,200*** (0,000)	1					
API	0,247*** (0,000)	0,009 (0,727)	0,179*** (0,000)	-0,027 (0,399)	0,090*** (0,001)	-0,070* (0,018)	-0,004 (0,876)	0,222*** (0,000)	-0,115*** (0,000)	0,320*** (0,000)	1				
Pexfuel	0,197*** (0,000)	0,015 (0,598)	0,210*** (0,000)	0,153*** (0,000)	-0,129*** (0,000)	0,375*** (0,000)	0,203*** (0,000)	-0,083*** (0,008)	0,072** (0,010)	0,106** (0,015)	-0,062** (0,027)	1			
minier	0,131*** (0,000)	-0,038 (0,238)	0,220*** (0,000)	0,075** (0,040)	-0,150*** (0,000)	0,163*** (0,000)	0,202*** (0,000)	-0,155*** (0,000)	0,047 (0,141)	0,029 (0,545)	-0,035 (0,270)	0,638*** (0,000)	1		
visa	0,109*** (0,000)	0,021 (0,445)	0,060*** (0,035)	-0,017 (0,584)	0,089*** (0,001)	-0,058** (0,047)	-0,036 (0,228)	0,165*** (0,000)	-0,076*** (0,006)	0,212*** (0,000)	0,401*** (0,000)	-0,050* (0,073)	-0,114*** (0,000)	1	
Agoa	0,163*** (0,000)	0,015 (0,575)	0,005 (0,837)	-0,027 (0,410)	-0,172*** (0,000)	-0,037 (0,203)	0,062** (0,037)	0,170*** (0,000)	-0,070** (0,011)	0,219*** (0,000)	0,388*** (0,000)	0,023 (0,403)	-0,023 (0,470)	0,676*** (0,000)	1

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%. Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value.

FIG. 5.1: Comparaison des flux d'IDE entre les 5 premiers pays exportateurs de pétrole(+) et les 5 premiers pays exportateurs des produits non miniers et non pétroliers(\*) entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, partir des données de UNCTAD (2005)

+ Nigeria, Angola, Tchad, Congo, Cameroun

\* Ouganda, Tanzanie, Lesotho, Swaziland, Ethiopie

TABLE 5.2: Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction des pays  
AGOA-pris globalement-(1970-2004)

Variable endogène	IDE <sub>it</sub>			
	E1	E2	E3	E4
Equations				
Méthodes	Within	Within	Within	Within
Variables explicatives				
PIB <sub>t-1</sub>	0,004 (0,647)	0,004 (0,575)	0,004 (0,683)	0,004 (0,606)
Tpibh <sub>t-1</sub>	0,002** (0,012)	0,002** (0,030)	0,003** (0,017)	0,002** (0,013)
Infl <sub>it</sub>	-0,00002 (0,583)	-0,0001 (0,595)	-0,0002 (0,640)	-0,0002 (0,579)
CF <sub>it</sub>	0,001 (0,990)	0,0483 (0,694)	-0,049 (0,759)	-0,018 (0,882)
Teleph <sub>it</sub>	-0,0005 (0,144)	-0,0001 (0,696)	-0,0005 (0,249)	-0,0005 (0,148)
IP <sub>it</sub>	0,031 (0,124)	0,031 (0,125)	0,054 ** (0,030)	0,027 (0,173)
TCR <sub>it</sub>	0,006** (0,013)	0,019*** (0,000)	0,005*** (0,047)	0,006** (0,012)
Ouv <sub>it</sub>	0,091*** (0,000)	0,067*** (0,008)	0,142*** (0,000)	0,087*** (0,001)
sec <sub>it</sub>	0,001 (0,158)	-0,00001 (0,964)	0,004** (0,062)	0,002 (0,110)
API <sub>it</sub>	0,076*** (0,000)	0,068*** (0,000)	0,084*** (0,000)	0,082*** (0,000)
Agoa <sub>it</sub>	0,045** (0,019)	0,019 (0,317)	0,046* (0,058)	0,096*** (0,000)
Pexfuel <sub>it</sub>	...	0,252*** (0,000)	...	...
minier <sub>it</sub>	...	...	0,006 (0,261)	...
visa <sub>it</sub>	...	...	...	-0,103*** (0,001)
NT <sup>✕</sup>	340	328	271	340
N <sup>†</sup>	33	33	33	33
R <sup>2</sup> - within	0,183	0,277	0,241	0,211
R <sup>2</sup> - between	0,028	0,106	0,021	0,025
Valeurs de F	6,05***	9,06***	6,00***	6,59***
F[k, NT-(N+k)]	(11, 296)	(12, 283)	(12, 226)	(12, 295)
Test de Hausman <sup>b)</sup>	1399,51***	26,38***	25,01**	56,02**
Chi-2 (k)	Chi-2 (11)	Chi-2 (12)	Chi-2 (12)	Chi-2 (12)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations      † : Nombre de couples

b) : Test basé sur le choix entre l'estimateur within et random

Le seuil critique de rejet de l'hypothèse nulle a été retenu à 5%.

### 5.1.2.3- Impact de l'AGOA sur les IDE : analyse à l'échelle régionale

L'analyse de l'effet de l'AGOA sur les IDE à l'échelle régionale se fera successivement en Afrique Australe (i), en Afrique de l'Ouest (ii), en Afrique Centrale (iii) et enfin en Afrique de l'Est (iv).

#### i-L'Afrique Australe

Le tableau 5.3 qui présente les résultats des différentes estimations de l'impact de l'AGOA sur les IDE en Afrique Australe montre grosso modo que l'AGOA n'a pas eu un effet significatif sur la localisation des IDE dans cette région. Comme le montre la figure 5.2, dès 2001, soit la première année de l'existence effective de l'AGOA, les IDE en direction de l'Afrique Australe ont été multipliés par 3,45 par rapport à 2000. Mais cette évolution s'est renversée de manière significative en 2002 ; au cours de cette année, les IDE reçus par l'Afrique Australe se sont réduites de plus de 72% par rapport à l'année 2001. Cependant, depuis 2002, les IDE ont recommencé à croître mais à un rythme décroissant. Ainsi par exemple, alors que le taux de croissance des IDE entre 2002 et 2003 était de 14,42%, celui de 2003 et 2004 n'était plus que de 12,79%. C'est certainement cette évolution en "dents de scie" qui est à l'origine de la non significativité de l'effet de l'AGOA sur les IDE.

Du point de vue analytique, l'équation (E1) du tableau 5.3 montre que la stabilité des politiques macro économiques ont eu une influence significative sur les flux d'IDE dans cette région. D'après cette équation, l'inflation constitue un frein aux IDE ; une hausse de 1% du taux d'inflation entraîne une baisse de 0,063% des flux d'IDE. Cette équation montre également que le taux de change réel influence significativement les flux d'IDE. Comme nous l'avons montré dans l'analyse globale, une augmentation du taux de change réel de 10% (ce qui correspond à une dépréciation de la monnaie nationale) provoque une variation dans le même sens de 0,24% des flux d'IDE.

Le fait que la variable qui capte l'effet de l'attractivité de l'Afrique Australe en fonction de sa richesse en ressources minières (*minier*)<sup>17</sup> ne soit pas significative dans l'équation (E3) montre tout simplement que les IDE qui se dirigent vers l'Afrique Australe ne sont pas uniquement motivés par la richesse du sous-sol des pays bien qu'il faille reconnaître que les IDE captés par les pays qui ont un fort potentiel en ressources naturelles ne sont pas négligeables. D'ailleurs d'après la figure 5.3, les IDE en direction de l'Angola, le seul pays exportateur de pétrole de la région, sont depuis la mise en place de l'AGOA à peu près deux fois supérieures que les flux en direction des autres pays de la région exclue l'Afrique du Sud. A partir de 2002, l'Angola supplante l'Afrique du Sud en termes de réception des IDE.

L'introduction de la variable *visa* dans l'équation (E4) ne modifie pas globalement la significativité des variables. Ni la variable API, ni même la variable *visa* ne deviennent significatives traduisant par là l'impact non significatif de ces deux effets dans les flux d'IDE en direction de cette région.

Par ailleurs, il convient de noter que malgré sa puissance économique, le retrait de l'Afrique du Sud de notre échantillon n'a pas modifié les résultats ci-dessus trouvés. Il faut aussi signaler d'après les figures 5.3 et 5.4, que les IDE en direction de l'Afrique

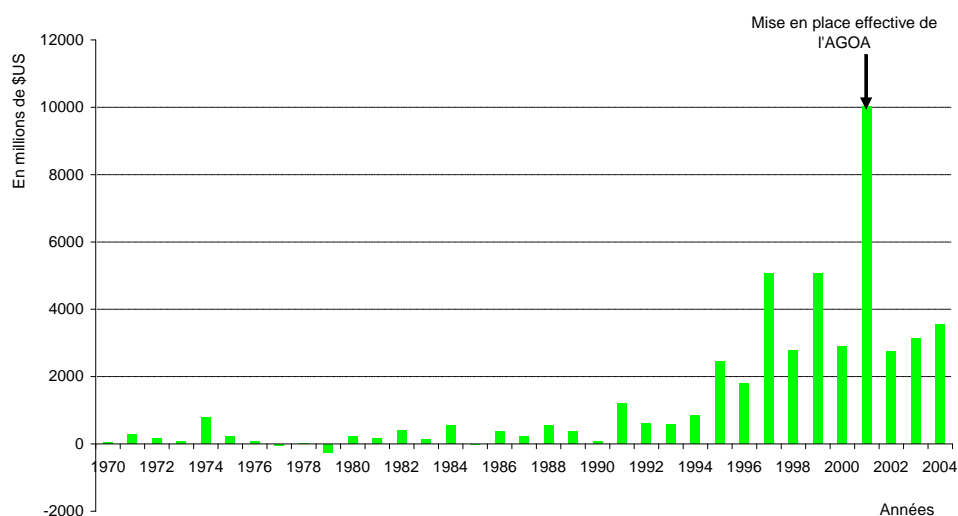
<sup>17</sup> Du fait de l'usage de l'estimateur *within* et du comportement non dynamique des pays par rapport à leur caractère exportateur des produits pétroliers, la variable *pexfuel* a été supprimée par le logiciel lors de la régression.



du Sud sont quasiment stables alors qu'on constate une légère augmentation des IDE vers les autres pays hors Angola. L'une des explications souvent avancée à cette situation est le processus de relocalisation des IDE à l'intérieur de cette sous région : il a ainsi été remarqué que de nombreux IDE en provenance de l'Afrique du Sud se relocalisent dans certains pays de la région comme le Swaziland, le Lesotho ou encore le Malawi.

Cependant, une analyse transversale des flux d'IDE observée avant et après l'AGO (figure 5.5) montre que l'Afrique du Sud est le pays qui a en moyenne reçu le plus d'IDE après l'AGO<sup>18</sup>. Ce pays est suivi par l'Angola et dans une moindre mesure le Mozambique.

FIG. 5.2: Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

<sup>18</sup>Si l'Afrique du Sud continue d'être le pays qui a reçu en moyenne le plus d'IDE après la mise en place de l'AGO, c'est à cause du volume extrêmement élevé des IDE reçus en 2001. Au cours de cette année, ce pays a reçu plus du double des flux d'IDE en direction de toute l'Afrique Australe. Mais en 2002, les flux d'IDE en direction de ce pays ont baissé de plus de 87%.

TAB. 5.3: Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique Australe (1970-2004)

Variable endogène	IDE <sub>it</sub>			
	E1	E2	E3	E4
Equations				
Estimateurs	Within	Within	Within	Within
Variables explicatives				
PIB <sub>t-1</sub>	0,003 (0,782)	0,003 (0,782)	-0,014 (0,461)	0,003 (0,783)
Tpibh <sub>t-1</sub>	-0,0005 (0,828)	-0,0005 (0,828)	0,001 (0,633)	0,0009 (0,092)
Infl <sub>it</sub>	-0,0006* (0,083)	-0,0006* (0,083)	-0,0008* (0,051)	-0,0006* (0,092)
CF <sub>it</sub>	-0,044 (0,833)	-0,044 (0,833)	-0,176 (0,548)	-0,071 (0,732)
Teleph <sub>it</sub>	0,0003 (0,348)	0,0003 (0,348)	0,0007 (0,230)	0,0003 (0,373)
IP <sub>it</sub>	-0,047 (0,428)	-0,047 (0,428)	-0,120 (0,110)	0,047 (0,425)
TCR <sub>it</sub>	0,024*** (0,001)	0,024*** (0,001)	0,026*** (0,004)	0,024*** (0,001)
Ouv <sub>it</sub>	0,021 (0,698)	0,021 (0,698)	0,036 (0,672)	0,006 (0,902)
sec <sub>it</sub>	0,0001 (0,955)	0,0001 (0,955)	-0,002 (0,595)	0,0004 (0,828)
API <sub>it</sub>	-0,020 (0,667)	-0,020 (0,667)	-0,071 (0,258)	-0,011 (0,810)
Agoa <sub>it</sub>	-0,028 (0,383)	-0,028 (0,383)	-0,029 (0,450)	0,055 (0,411)
Pexfuel <sub>it</sub> <sup>a)</sup>	...	...	...	...
minier <sub>it</sub>	...	...	-0,016 (0,142)	...
visa <sub>it</sub>	...	...	...	-0,107 (0,157)
NT <sup>✕</sup>	96	96	70	96
N <sup>†</sup>	11	11	11	11
R <sup>2</sup> - within	0,265	0,265	0,3981	0,285
R <sup>2</sup> - between	0,664	0,664	0,7982	0,615
Valeurs de F	2,43**	2,43**	2,59**	2,43**
F[k, NT-(N+k)]	(11, 74)	(11, 74)	(12, 47)	(12, 73)
Test de Hausman <sup>b)</sup>	97,21***	31,56***	50,06**	96,65***
Chi-2 (k)	Chi-2 (11)	Chi-2 (11)	Chi-2 (12)	Chi-2 (12)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

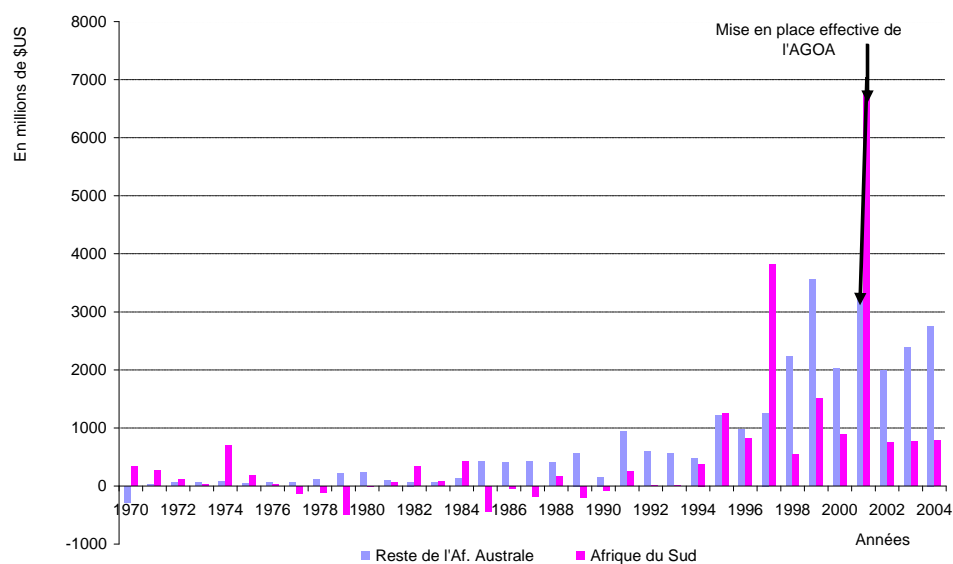
✕ : Nombre d'observations      † : Nombre de couples

a) : Cette variable a été supprimée de l'équation E (2) pour des raisons ci-dessus évoquées.

b) : Test basé sur le choix entre l'estimateur within et random

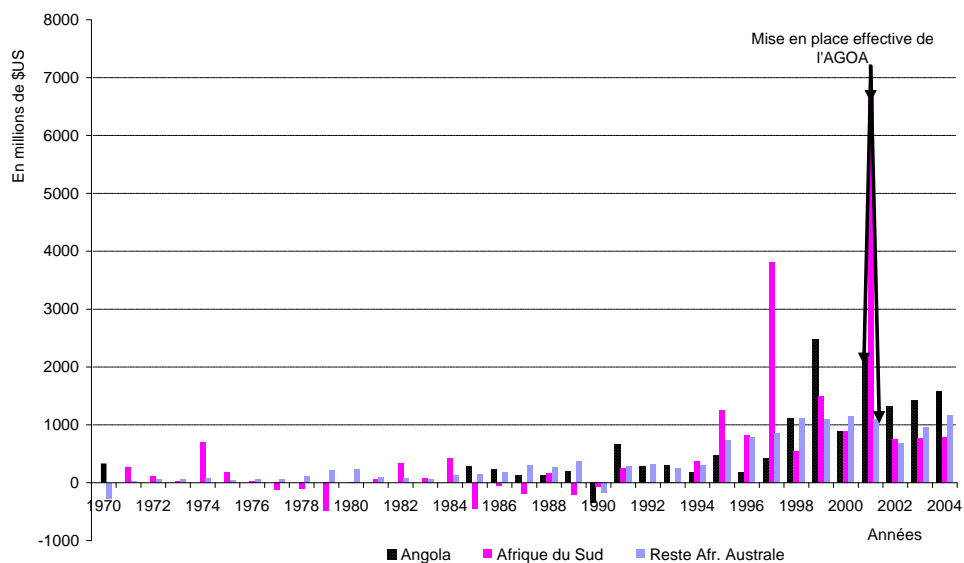
Le seuil critique de rejet de l'hypothèse nulle a été retenu à 5%.

FIG. 5.3: Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique du Sud et dans le reste de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004



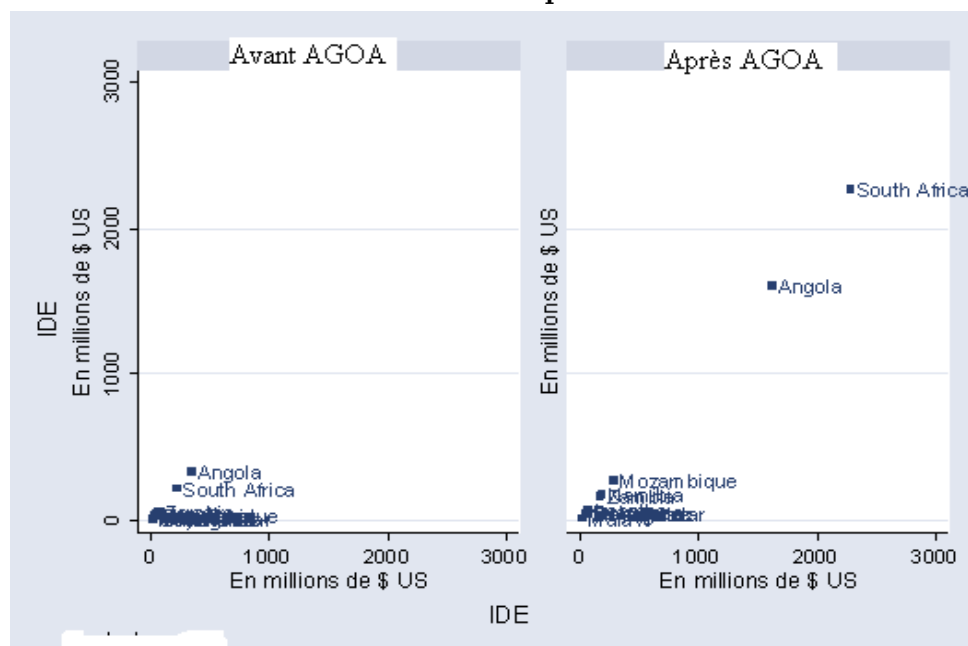
Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

FIG. 5.4: Evolution des flux d'IDE en direction de l'Angola, de l'Afrique du Sud et dans le reste de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

FIG. 5.5: Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique Australe avant et après l'AGOA



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

## ii-L'Afrique de l'Ouest

Le tableau 5.4 qui présente les résultats de l'analyse empirique de l'effet de l'AGOA sur les IDE en Afrique de l'Ouest montre que l'AGOA n'a pas soutenu de manière significative les IDE en direction de cette région. Cependant, lorsque nous analysons la figure 5.6, on se rend compte que depuis la mise en place de l'AGOA, il y a eu une augmentation sensible des IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest. Pourtant, d'après le tableau 5.4, la variable *Agoa* reste non significative. Cette variable devient d'ailleurs significative mais avec un signe négatif dans l'équation (E3).

Par rapport aux résultats du tableau 5.4 concernant spécifiquement la variable *Agoa*, nous pouvons faire un constat et émettre une hypothèse : tout d'abord on constate que cette variable reste non significative dans les équations (E1, E2 E4) mais devient significative lorsqu'on introduit la variable *minier*. La principale justification de ce résultat peut provenir du fait que, une fois l'effet de la dotation en ressources minières contrôlé, il s'avère dès lors que l'AGOA a une influence négative sur les IDE. Par ailleurs, la forte significativité et la forte amplitude de l'effet pétrolier (*pex fuel*) sur l'attractivité des IDE donne une indication claire sur l'orientation sectorielle des flux d'IDE dans cette région. L'équation (E1) du tableau 5.4 nous permet de relever que le taux de change réel a une influence significative sur l'attractivité des IDE ; une augmentation de 1% du taux de change réel entraîne une hausse de 0,014% des flux d'IDE. Il convient de noter que la variable inflation apparaît significative dans cette équation mais avec un signe non attendu. Du point de vue de la théorie économique, la variable inflation devrait être affectée d'un signe négatif pour traduire que l'effet d'instabilité macro économique influence négativement les IDE. Mais le signe positif trouvé ici peut signifier qu'en Afrique

de l' Ouest, l' inflation ne constitue tout simplement pas un frein aux IDE en direction de cette région.

L' équation (E1) montre également que les infrastructures constituent un frein significatif à l' attractivité des IDE alors que la détention d' une agence de promotion des IDE exerce plutôt un effet positif. Nos estimations montrent que la détention d' un tel organisme accroît de 12,4% les flux d' IDE. Contrairement aux autres variables, le seuil de significativité et dans un moindre mesure l' amplitude de cet impact reste quasiment stable après introduction dans l' équation (E2) de la variable *perfuel*. D' après cette équation, le fait d' être exportateur de pétrole peut faire doubler (2,08) les flux d' IDE. En conséquence, le Nigeria, principal exportateur de pétrole de la région devrait donc logiquement attirer plus d' IDE que tout autre pays. La figure 5.7 confirme cette hypothèse, d' après cette figure, on se rend compte qu' en 2001 et en 2002, le Nigeria a attiré plus de la moitié des IDE en direction de cette région même s' il y a eu progressivement un rattrapage par les autres pays. Il n' en demeure pas moins que depuis l' AGOA, ce pays a attiré en moyenne près de 60% des flux d' IDE en direction de l' Afrique de l' Ouest.

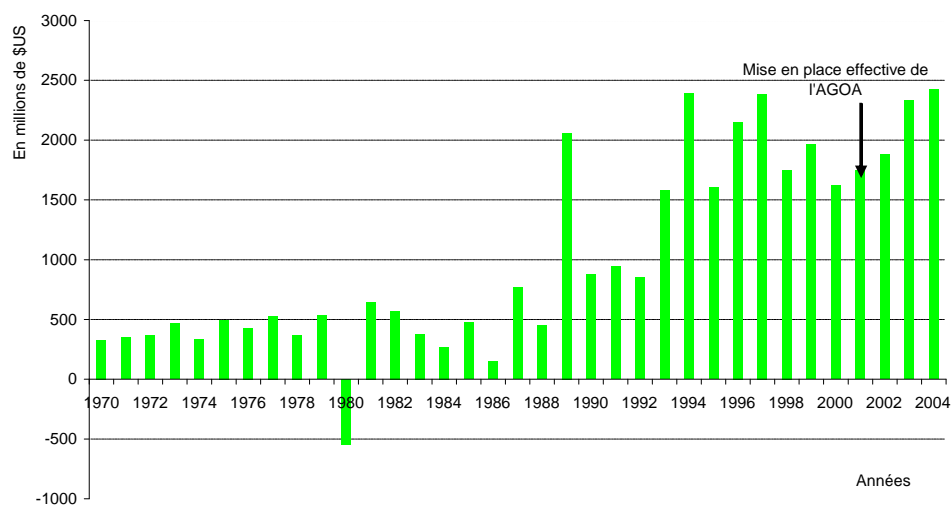
L' équation (E2) montre également que l' ouverture commerciale mais aussi le taux de change réel ont un impact positif et significatif dans l' accroissement des flux d' IDE dans cette région.

L' analyse des résultats de l' équation (E3) permet de voir que la variable PIB qui capte l' effet de taille du marché local a un impact positif et significatif sur les IDE en direction de cette région. D' après cette équation une augmentation de 1% du PIB entraîne une hausse de 0,03% des flux d' IDE. Ce résultat n' est pas surprenant et peut s' expliquer par la taille et la puissance économique d' un pays comme le Nigeria qui est d' ailleurs le pays le plus peuplé du continent africain. Ainsi, une croissance économique forte peut se traduire par une hausse de revenus des populations, ce qui accroît mécaniquement la taille du marché local et du même coup attire les IDE.

L' introduction de la variable *visa* dans l' équation (E4) montre que cette variable n' a pas eu une influence significative sur les flux d' IDE en direction de cette région.

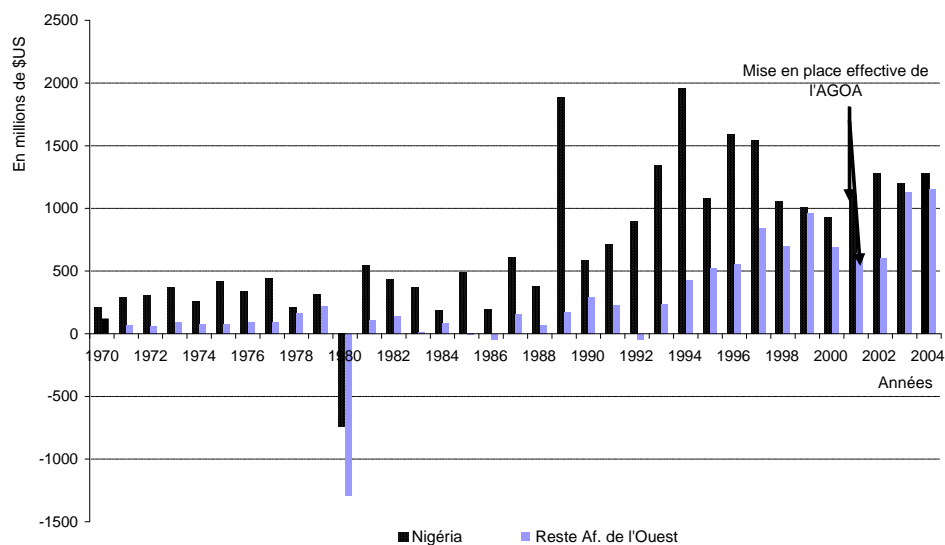
Une analyse transversale des flux d' IDE avant et après l' AGOA telle que présentée à la figure 5.8 montre que le pays où les IDE se sont le plus accrus en moyenne après la mise en place de l' AGOA est le Nigeria<sup>19</sup> ; il est suivi dans un moindre mesure par la Côte d' ivoire.

FIG. 5.6: Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

FIG. 5.7: Evolution des flux d'IDE en direction du Nigeria et vers le reste des pays d'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

TABLE 5.4: Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest (1970-2004)

Variable endogène	IDE <sub>it</sub>			
	E1	E2	E3	E4
Equations				
Méthodes	Within	MCG	Within	Within
Variables explicatives				
PIB <sub>t-1</sub>	0,015 (0,178)	0,006 (0,366)	0,030* (0,074)	0,016 (0,169)
Tpibh <sub>t-1</sub>	0,001 (0,341)	0,001 (0,255)	0,001 (0,426)	0,001 (0,356)
Infl <sub>it</sub>	0,0008* (0,082)	0,0004 (0,227)	0,001** (0,027)	0,0008* (0,083)
CF <sub>it</sub>	-0,059 (0,736)	-0,074 (0,614)	-0,430 (0,148)	-0,026 (0,883)
Teleph <sub>it</sub>	-0,001* (0,098)	-0,001** (0,021)	0,004 (0,162)	-0,001 (0,109)
IP <sub>it</sub>	0,012 (0,652)	0,014 (0,508)	0,028 (0,462)	0,012 (0,650)
TCR <sub>it</sub>	0,014** (0,035)	0,011** (0,015)	0,011 (0,181)	0,014** (0,036)
Ouv <sub>it</sub>	0,045 (0,114)	0,041** (0,036)	0,077 (0,116)	0,049*** (0,092)
sec <sub>it</sub>	0,002 (0,216)	0,001 (0,104)	0,004 (0,338)	0,002 (0,229)
API <sub>it</sub>	0,125*** (0,000)	0,117*** (0,000)	0,124*** (0,000)	0,128*** (0,000)
Agoa <sub>it</sub>	-0,028 (0,285)	-0,012 (0,317)	-0,103** (0,033)	0,022 (0,434)
Pexfuel <sub>it</sub>	...	0,735*** (0,000)	...	...
minier <sub>it</sub>	...	...	-0,010 (0,166)	...
visa <sub>it</sub>	...	...	...	-0,033 (0,450)
NT <sup>✕</sup>	136	135	98	136
N <sup>†</sup>	12	12	12	12
R <sup>2</sup> - within	0,334	...	0,423	0,338
R <sup>2</sup> - between	0,296	...	0,003	0,312
Wald	...	916,48***	...	...
Chi-2 (k)	...	Chi-2 (12)	...	...
Valeurs de F	5,17***	...	4,52***	4,77***
F[k, NT-(N+k)]	(11, 113)	...	(12, 74)	(12, 112)
Test de Hausman <sup>b)</sup>	26,83***	7,17	31,40***	32,46***
Chi-2 (k)	Chi-2 (11)	Chi-2 (11)	Chi-2 (12)	Chi-2 (12)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

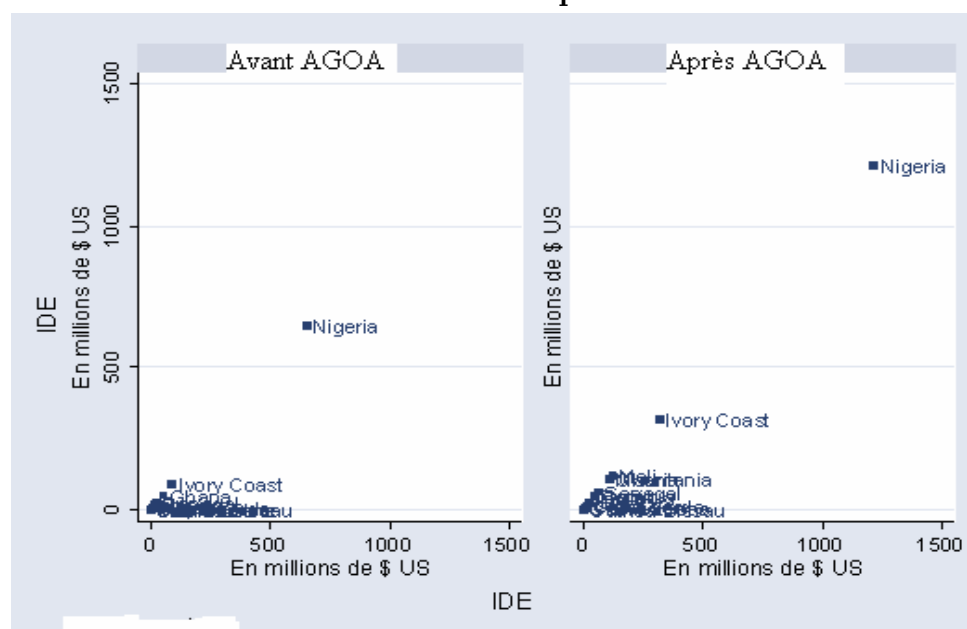
Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations      † : Nombre de couples

b) : Test basé sur le choix entre l'estimateur within et random

Le seuil critique de rejet de l'hypothèse nulle a été retenu à 5%.

FIG. 5.8: Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique de l'Ouest avant et après l'AGOA



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

### iii-L'Afrique de l'Est

L'analyse du tableau 5.5 montre globalement que la mise en place de l'AGOA n'a pas eu une influence significative sur les IDE en direction de cette région. L'analyse graphique de l'évolution des IDE en direction de l'Afrique de l'Est ne permet pas de déceler une tendance lourde. En effet, d'après la figure 5.9, entre 2001 et 2002, soit un an après la mise en place de l'AGOA, les flux d'IDE en direction de cette région se sont réduits de près de 20%. Mais dès 2003, les IDE ont recommencé à augmenter, cette tendance s'est poursuivie en 2004 avec une croissance de 7,7%. L'absence de tendance nette de l'évolution des flux d'IDE dans cette région est confirmée lorsque nous procédons à une étude de tendance en moyenne mobile (moyenne de 2 ans). Théoriquement, une série a une tendance haussière si la moyenne mobile elle-même croissante se trouve en dessous de l'histogramme, en revanche, une série a une tendance baissière si le moyenne mobile elle-même décroissante se trouve au dessus de l'histogramme. Dès lors, on peut remarquer dans la figure 5.9 qu'entre 2001 et 2002, les IDE ont une tendance baissière mais depuis 2003, la tendance est haussière. C'est certainement ces différentes fluctuations des flux d'IDE depuis la mise en place de l'AGOA qui sont à l'origine de la non significativité de l'effet de la variable *Agoa* sur les IDE.

L'analyse de l'équation (E1) du tableau 5.5 montre que l'ouverture commerciale a un impact positif et significatif sur les IDE. Cette équation montre également que la détention d'une agence de promotion des IDE a un effet positif et significatif sur les flux d'IDE. L'effet de l'ouverture et celle de l'agence de promotion des IDE sont également identifiés dans les trois autres équations du tableau 5.5. D'après nos estimations, une hausse de 1% de l'ouverture commerciale entraîne en moyenne une augmentation de 0,16% des flux d'IDE; de manière similaire, la détention d'une agence de promotion des IDE fait croître



en moyenne les flux d'IDE de 11%.

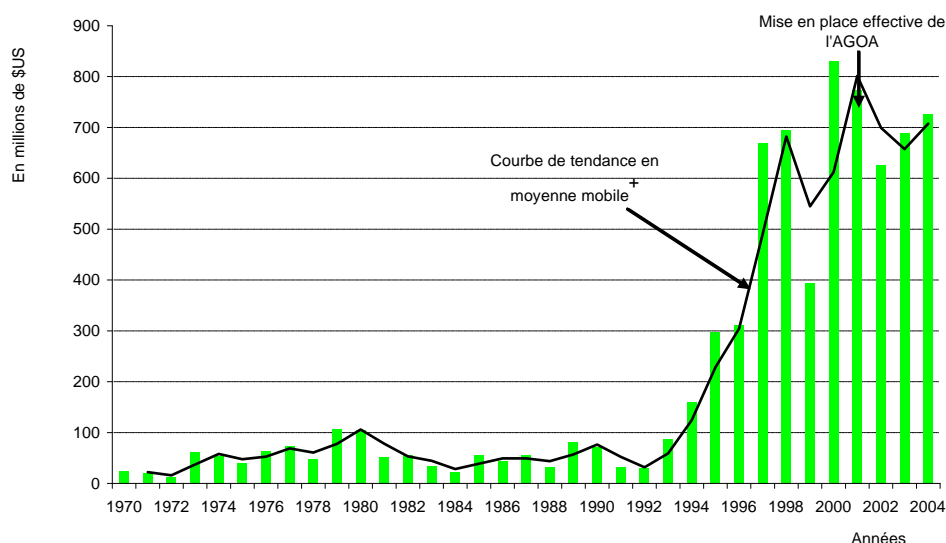
Si l'équation (E1) (comme les trois autres équations) montre que l'instabilité politique n'a pas été un frein pour les IDE en direction de l'Afrique de l'Est, cette équation (au même titre que les équations E2 et E4) montre en revanche que l'inflation est une trappe significative pour les flux d'IDE. D'après nos estimations, une hausse du taux d'inflation de 1% diminue les flux d'IDE en moyenne de 0,12%. L'équation (E3) montre par ailleurs une influence positive et significative du taux de change réel sur les flux d'IDE. Cette équation nous montre surtout à travers le signe négatif et significatif de la variable *minier* que les IDE en direction de l'Afrique de l'Est sont motivés par des facteurs autres que la recherche des ressources minières ou pétrolières (*petroleum* est non significative dans l'équation E2). Ce résultat nous paraît cohérent avec les analyses effectuées au chapitre

1. D'après celles-ci, l'Afrique de l'Est est apparue comme la seule région d'Afrique subsaharienne qui est faiblement dotée en ressources minières.

Comme dans les analyses précédentes, la variable *visa* introduite dans l'équation (E4) demeure non significative même si elle est affectée pour la première fois d'un signe positif<sup>20</sup>.

Une analyse transversale des flux d'IDE avant et après l'AGOA (figure 5.10) montre que les pays où les flux d'IDE se sont le plus accrus en moyenne après la mise en place de l'AGOA sont la Tanzanie, l'Ouganda et dans une moindre mesure le Kenya.

FIG. 5.9: Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est entre 1970 et 2004



+ : Courbe de tendance en moyenne mobile sur 2 ans

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

<sup>20</sup> Notons que, lorsqu'on utilise un modèle à erreurs aléatoires, la variable *Visa* reste positive mais devient significative, traduisant par là que cette variable a eu un impact positif sur les IDE avec une amplitude 0,140. Mais la consistance de cette méthode n'a pas été retenue à l'issue du test de Hausman.

TAB. 5.5: Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est (1970-2004) 263

Variable endogène	IDE <sub>it</sub>			
	E1	E2	E3	E4
Equations				
Méthodes	Within	Within	MCG	Within
Variables explicatives				
PIB <sub>t-1</sub>	-0,011 (0,433)	-0,010 (0,480)	0,012 (0,321)	-0,010 (0,489)
Tpibh <sub>t-1</sub>	0,0005 (0,741)	0,0004 (0,766)	0,0003 (0,848)	0,0005 (0,743)
Infl <sub>it</sub>	-0,001* (0,066)	-0,001* (0,068)	-0,0012 (0,134)	-0,001* (0,085)
CF <sub>it</sub>	-0,147 (0,414)	-0,146 (0,419)	-0,242 (0,161)	-0,140 (0,438)
Teleph <sub>it</sub>	-0,011 (0,433)	-0,012 (0,402)	-0,015 (0,177)	-0,010 (0,438)
IP <sub>it</sub>	0,105*** (0,001)	0,105*** (0,001)	0,096*** (0,001)	0,105*** (0,001)
TCR <sub>it</sub>	0,027 (0,257)	0,027 (0,258)	0,016** (0,016)	0,028 (0,237)
Ouv <sub>it</sub>	0,165*** (0,004)	0,171*** (0,005)	0,088*** (0,002)	0,159*** (0,006)
sec <sub>it</sub>	0,001 (0,706)	0,001 (0,636)	0,001 (0,490)	0,0007 (0,852)
API <sub>it</sub>	0,104*** (0,000)	0,105*** (0,000)	0,102*** (0,000)	0,104*** (0,000)
Agoa <sub>it</sub>	0,009 (0,797)	0,010 (0,781)	0,025 (0,401)	-0,030 (0,650)
Pexfuel <sub>it</sub>	...	-0,019 (0,751)	...	...
minier <sub>it</sub>	...	...	-0,029*** (0,004)	...
visa <sub>it</sub>	...	...	...	0,053 (0,476)
NT <sup>✖</sup>	61	61	59	61
N <sup>†</sup>	5	5	5	5
R <sup>2</sup> - within	0,575	0,576		0,580
R <sup>2</sup> - between	0,001	0,003		0,014
Wald			78,83	
Chi-2 (k)	...	...	Chi-2 (12)	...
Valeurs de F	5,54***	4,98***		5,06***
F[k, NT-(N+k)]	(11, 45)	(12, 44)	...	(12, 44)
Test de Hausman <sup>b)</sup>	35,54***	30,29***	15,63	23,96***
Chi-2 (k)	Chi-2 (11)	Chi-2 (12)	Chi-2 (12)	Chi-2 (12)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

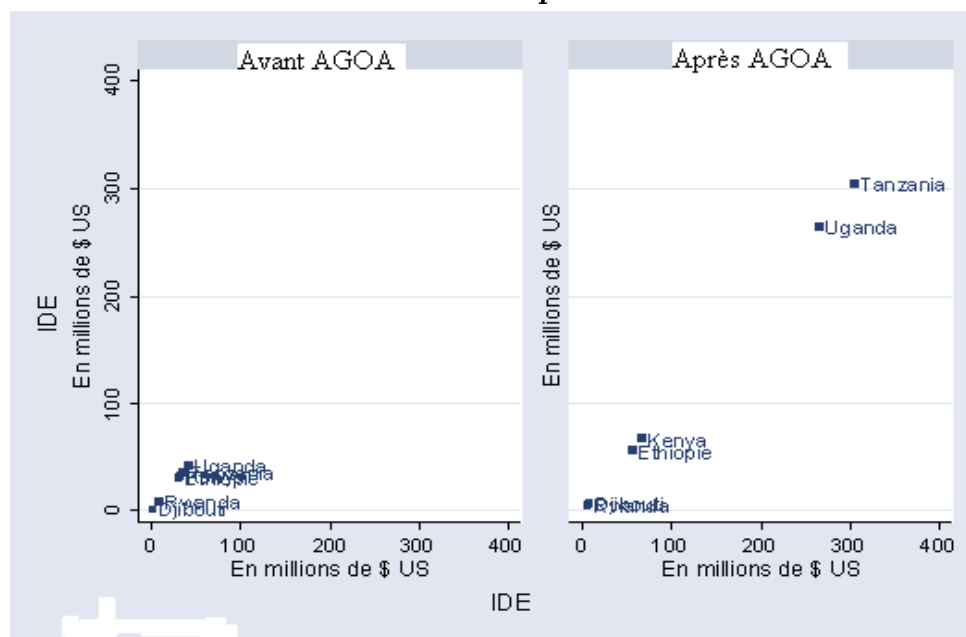
Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✖ : Nombre d'observations      † : Nombre de couples

b) : Test basé sur le choix entre l'estimateur within et random

Le seuil critique de rejet de l'hypothèse nulle a été retenu à 5%.

FIG. 5.10: Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique de l'Est avant et après l'AGOA



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

#### iv-L'Afrique Centrale

Le tableau 5.6 qui présente les résultats de l'impact de l'AGOA sur les IDE en Afrique Centrale montre que la mise en place de l'AGOA a eu un impact positif et significatif sur les flux d'IDE en direction de cette région. La variable *Agoa* apparaît significative sur deux des quatre équations testées (équations E2 et E4). Elle apparaît significative lorsque nous traitons les effets spécifiques comme étant aléatoires, en revanche, elle devient non significative lorsque les effets sont traités comme étant fixes. Notons toutefois que le choix de la méthode utilisée a toujours été soumis au préalable à un test de Hausman.

D'après les équations où cette variable est significative, il ressort que l'appartenance d'un pays au programme AGOA accroît en moyenne les flux d'IDE de plus de 50%. Comme le montre la figure 5.11, dès 2001, les IDE en direction de l'Afrique Centrale ont doublé ; ainsi par exemple entre 2001 et 2002, les IDE en direction de cette région se sont accrus de plus de 167%. Même s'il y a eu après 2002 un retournement de la tendance, les flux d'IDE en direction de cette région sont restés très élevés par rapport à la période avant l'AGOA. Une analyse détaillée de l'évolution des IDE en Afrique Centrale montre que depuis la mise en place de l'AGOA, un seul pays a reçu en moyenne plus de 3/4 des flux d'IDE en direction de cette région. La figure 5.12 montre que c'est le Tchad qui est devenu subitement hyper attractif ; *in facto*, les IDE en direction du Tchad étaient destinés à la construction du pipeline Tchad-Cameroun pour la mise en service du champ pétrolifère de Doba.

Si on analyse l'évolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique Centrale en omettant les IDE destinés au Tchad, il apparaît malgré tout que depuis l'AGOA, les IDE sont en nette progression. Ainsi, entre 2001 et 2002, ils ont augmenté de 380%, entre 2002 et 2003, ils ont augmenté de 16,66%, cette progression a continué en 2004 avec un rythme annuel moyen de 3,81%. Si la figure 5.13 qui montre l'évolution en coupe des flux d'IDE

avant et après l' AGOA confirme que le Tchad est le pays où les IDE se sont le plus accrus après la mise en place de l' AGOA, cette figure montre aussi que les IDE en direction des autres pays de la région se sont également accrus de manière significative après l' AGOA. Les principaux pays bénéficiaires après le Tchad étant le Cameroun et le Congo.

L' équation (E2) à travers la variable *pexfuel* (positive et significative) montre que les IDE en direction de cette région sont attirés par le secteur pétrolier. D' après cette équation, le fait qu' un pays soit exportateur de pétrole fait croître les flux d' IDE de 20,8%. L' équation (E2) montre également que l' ouverture commerciale a un impact positif et significatif sur l' attractivité des IDE avec une magnitude de 0,39 point de pourcentage.

Comme dans le cas de l' Afrique de l' Ouest, la variable *visa* apparaît également significative et avec un signe négatif dans l' équation (E4). Compte tenu des développements précédents, ce résultat peut se justifier par le fait que c' est le secteur pétrolier qui s' accapare de l' essentiel des IDE de cette région. Par ailleurs l' équation (E4), comme toutes les autres équations du tableau 5.6, montre que le niveau et la qualité des infrastructures actuels en Afrique Centrale constituent un frein significatif à l' attractivité des IDE. En dehors de l' équation (E4), les résultats obtenus dans les autres équations montrent que le niveau du capital humain actuel de l' Afrique Centrale constitue un frein pour les IDE.

Enfin, il nous semble judicieux de signaler le comportement de deux variables : le taux de change réel et la variable *API*.

S' agissant du taux de change réel, théoriquement et dans un système de cotation au certain, on doit s' attendre à un signe négatif de cette variable. Un tel résultat signifie qu' une hausse du taux de change réel (appréciation de la monnaie nationale) provoque une baisse des flux d' IDE. Or comme notre analyse est faite dans un système de cotation à l' incertain, l' hypothèse théorique suggère plutôt un lien positif de cette variable avec les IDE. Un tel résultat signifie qu' une hausse du taux de change réel (dépréciation de la monnaie nationale) provoque une augmentation des IDE. Mais d' après nos estimations, nous trouvons plutôt un lien négatif entre cette variable et les flux d' IDE. L' analyse des faits stylisés nous permet de constater que ce résultat se justifie empiriquement par le fait que les IDE en direction de l' Afrique Centrale augmentent le plus souvent lorsque le taux de change réel baisse (appréciation de la monnaie nationale). D' après la figure 5.14, en dehors de la période après 2000 où on constate que les IDE augmentent quand le taux de change augmente (dépréciation de la monnaie nationale), toutes les autres périodes sont marquées par une évolution paradoxale entre les IDE et le taux de change réel. Ainsi entre 1971 et 1980, le taux de change baisse (appréciation de la monnaie nationale) pendant que les IDE augmentent. Entre 1982 et 1985, le taux de change augmente pendant les IDE diminuent. Et enfin, entre 1993 et 1997, pendant que le taux de change augmente les IDE diminuent.

S' agissant de la variable *API*, cette variable a été supprimée des estimations à cause de sa singularité ; car en fait, aucun pays de l' Afrique Centrale ne dispose d' une agence de promotion des investissements étrangers selon les critères établis à la sous section 5.1.2.1(ii).

TABLE 5.6: Impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique Centrale (1970-2004)

Variable endogène	IDE <sub>it</sub>			
	E1	E2	E3	E4
Equations				
Méthodes	Within	MCG	Within	MCG
Variables explicatives				
PIB <sub>t-1</sub>	0,063** (0,026)	-0,037 (0,131)	0,048 (0,184)	0,006 (0,711)
Tpibh <sub>t-1</sub>	-0,006 (0,103)	0,003 (0,384)	-0,007* (0,094)	0,002 (0,428)
Infl <sub>it</sub>	-0,000003 (0,463)	0,0001 (0,936)	0,000004 (0,458)	-0,000005 (0,917)
CF <sub>it</sub>	-0,589 (0,467)	-0,601 (0,394)	-0,204 (0,827)	-0,0567 (0,381)
Teleph <sub>it</sub>	-0,021*** (0,000)	-0,012*** (0,002)	-0,020*** (0,001)	-0,016*** (0,000)
IP <sub>it</sub>	0,067 (0,158)	0,001 (0,983)	0,070 (0,249)	0,052 (0,205)
TCR <sub>it</sub>	-0,007** (0,012)	-0,003 (0,397)	-0,007** (0,037)	0,0004 (0,826)
Ouv <sub>it</sub>	0,411*** (0,000)	0,173** (0,013)	0,393*** (0,001)	0,067 (0,155)
sec <sub>it</sub>	-0,012*** (0,003)	-0,009* (0,026)	-0,012*** (0,008)	0,0005 (0,812)
API <sub>it</sub> <sup>a)</sup>	...	...	...	...
Agoa <sub>it</sub>	-0,002 (0,983)	0,395*** (0,000)	0,003 (0,979)	0,447*** (0,000)
Pexfuel <sub>it</sub>	...	0,189** (0,013)	...	...
minier <sub>it</sub>	...	...	0,003 (0,991)	...
visa <sub>it</sub>	...	...	...	-0,224** (0,049)
NT <sup>✕</sup>	47	36	44	47
N <sup>†</sup>	16	16	16	16
R <sup>2</sup> - within	0,714	..	0,742	...
R <sup>2</sup> - between	0,002	...	0,0009	...
Wald	...	112,59***	...	119,11***
Chi-2 (k)	...	Chi-2 (11)	...	Chi-2 (11)
Valeurs de F	5,25***	...	4,46***	...
F[k, NT-(N+k)]	(10, 21)	...	(11, 17)	...
Test de Hausman <sup>b)</sup>	33,77***	6,51	150,80***	11
Chi-2 (k)	Chi-2 (9)	Chi-2 (10)	Chi-2 (10)	Chi-2 (10)

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

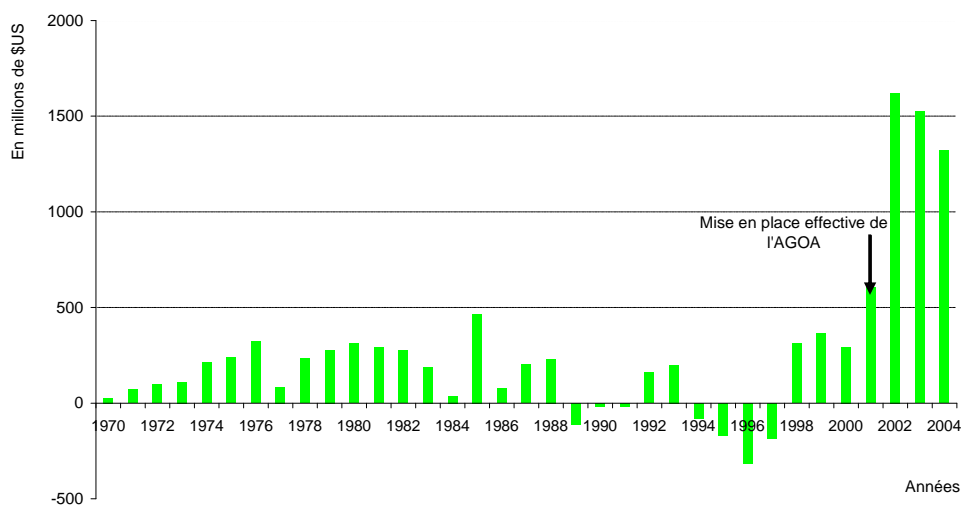
✕ : Nombre d'observations      † : Nombre de couples

a) : Cette variable a été supprimée de nos régressions pour des raisons ci-dessus évoquées.

b) : Test basé sur le choix entre l'estimateur within et random

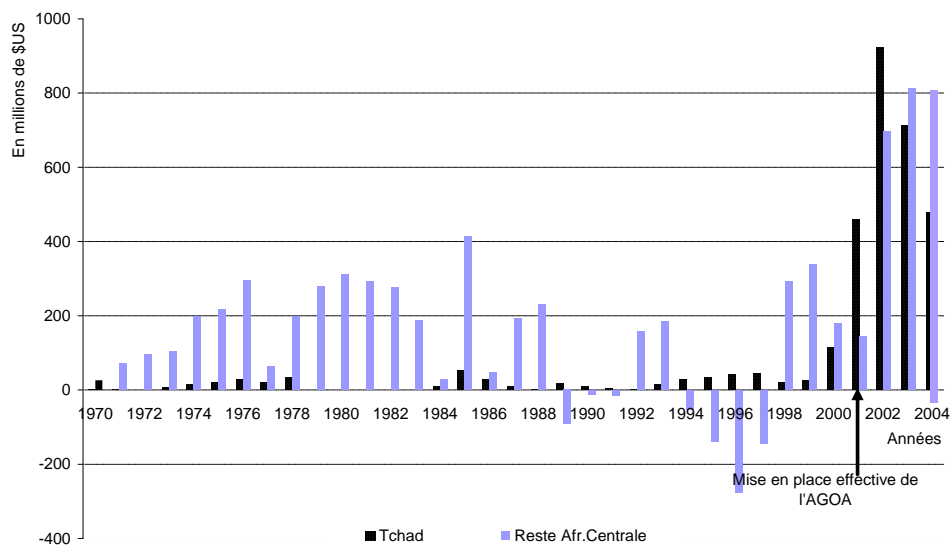
Le seuil critique de rejet de l'hypothèse nulle a été retenu à 5%.

FIG. 5.11: Evolution des flux d'IDE en direction de l'Afrique Centrale entre 1970 et 2004



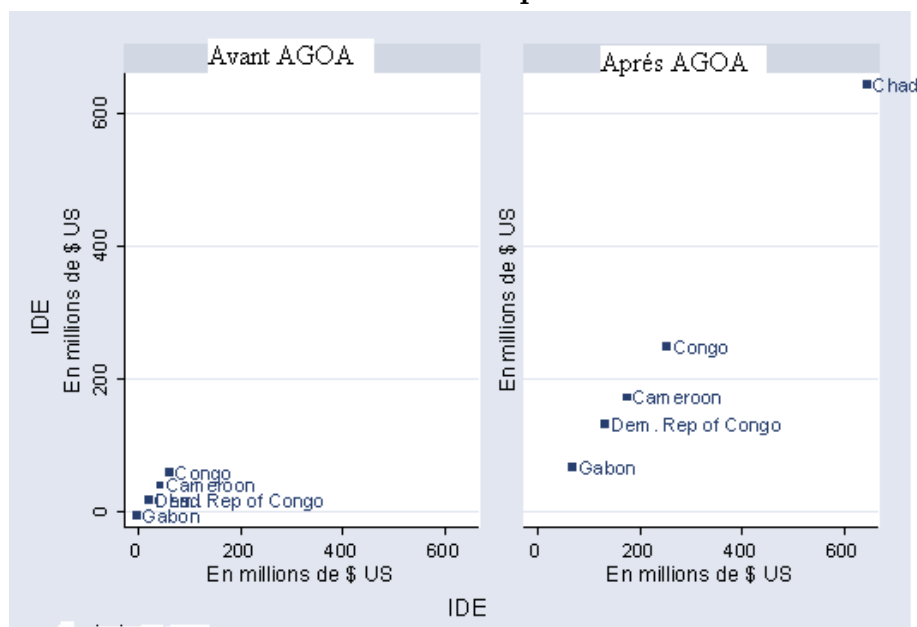
Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

FIG. 5.12: Evolution des flux d'IDE en direction du Tchad et du reste des pays d'Afrique Centrale entre 1970 et 2004



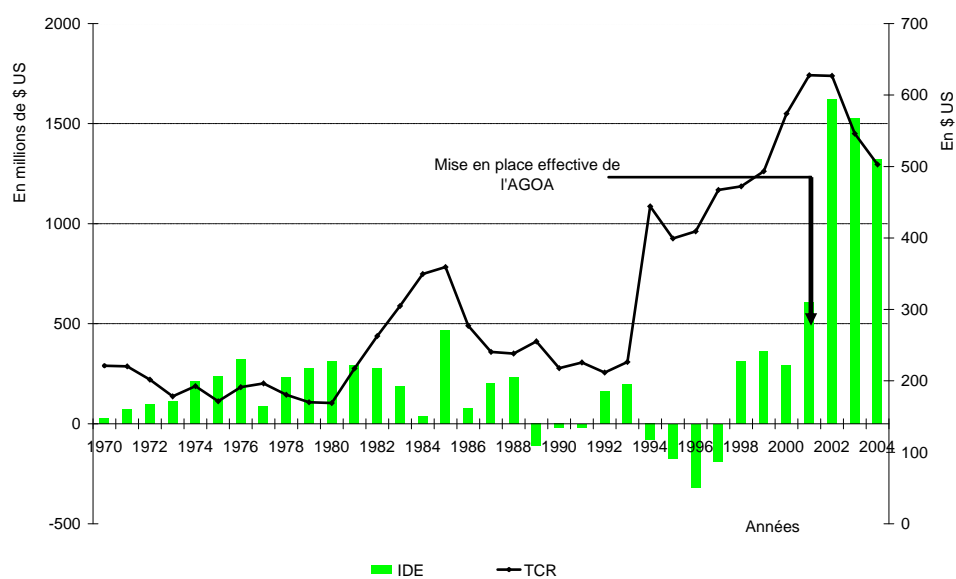
Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

FIG. 5.13: Analyse transversale de l'évolution des IDE dans les pays d'Afrique Centrale avant et après l'AGOA



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005)

FIG. 5.14: Evolution des IDE et du taux de change réel en Afrique Centrale entre 1970 et 2004



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de UNCTAD (2005) et WDI (2005)

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les flux d'IDE en direction des pays éligibles nous a permis de voir que l'attractivité d'un territoire (national ou régional) concerne

fondamentalement la capacité de celui-ci à attirer les investissements étrangers. Pour être retenu comme lieu de localisation, le territoire doit satisfaire à un certain nombre de critères préalables (stabilité politique et macro économique, niveau des infrastructures acceptable et capital humain élevé) permettant à l'investisseur potentiel d'évaluer la rentabilité de son projet en fonction des localisations possibles. Ainsi, d'après nos estimations, il est apparu globalement que l'AGOA a influencé à la hausse de manière significative les IDE en direction des pays éligibles; mais nos analyses nous ont toutefois permis de constater que l'ancrage spatial des flux d'IDE en direction des pays éligibles était déterminé par la richesse de ces pays en ressources naturelles (produits pétroliers notamment). Quelque soit le but des IDE, comme l'indiquent les travaux de Blomström (1989), Blomström & Kokko (1998) et Aitken & Harrison (1999), les IDE affectent positivement la productivité d'un territoire; dès lors il nous est apparu opportun d'évaluer l'impact de l'AGOA sur la productivité apparente du travail des pays éligibles.

## 5.2 Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité

D'après les théories de la croissance économique (Solow, 1956; Romer, 1986 et 1990), le progrès technique occupe une part importante dans la croissance de la productivité qui elle-même joue un rôle crucial dans la croissance économique d'un pays. Seulement dans le modèle de Solow (1956), les gains de productivité issus du progrès technique sont exogènes ce qui signifie que son taux de croissance est considéré comme constant au cours du temps. Or dans le modèle de Romer (1986, 1990), ces gains de productivité n'ont rien de naturel, ils sont endogènes c'est à dire qu'ils sont fonction du comportement économique des agents. Suivant la théorie de la croissance endogène, l'AGOA a été mise en place afin de faire croître les gains de productivité dans les pays éligibles en favorisant l'établissement des conditions d'une croissance économique durable. L'objectif de cette section est d'évaluer l'impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité des pays éligibles; pour cela, nous allons d'abord présenter le modèle qui nous servira de base d'analyse et la méthode d'estimation retenue (5.2.1), puis nous évaluerons par la suite de manière empirique l'impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité des pays éligibles (5.2.2).

### 5.2.1 Modèle et méthode d'estimation

#### 5.2.1.1- *Modèle et déterminants de la productivité*

La question de l'évaluation de l'évolution de la productivité est importante car celle-ci est un élément déterminant de l'évolution du niveau de vie d'un pays ou d'une région. De façon générale, la productivité représente une mesure de l'efficacité avec laquelle une économie ou une firme met à profit les ressources dont elle dispose pour fabriquer des biens ou offrir des services. La première mention dans la littérature économique d'un indice de productivité est attribuée à Morris Copeland en 1937 (Griliches, 1996) puis développée par Tinbergen (1942) et Stigler (1947); depuis lors, plusieurs indicateurs sont développés afin de rendre compte de son évolution. L'évaluation de la productivité se fait généralement selon deux grandes mesures, les mesures unifactorielles et les mesures multifactorielles. Les premières mettent en relation la production avec un seul intrant (habituellement le travail ou le capital), alors que les deuxièmes combinent simultanément les effets de plusieurs intrants.



Théoriquement, il y a autant de mesures unifactorielles qu'il y a de facteurs de production dans l'économie. En pratique cependant, la productivité apparente du travail est celle qui est la plus fréquemment utilisée. Elle s'avère plus facilement mesurable et présente un intérêt plus grand pour ceux qui s'intéressent spécifiquement au potentiel de l'économie à hausser le niveau de vie de la population. Cependant, elle ne reflète que partiellement les capacités personnelles des travailleurs ou l'intensité des efforts accomplis par ceux-ci. La productivité apparente du travail reflète le volume de production généré par heure de travail. Il ne faut toutefois pas en conclure qu'elle dépend uniquement de la performance de la main-d'oeuvre. Elle est également influencée par tous les autres facteurs de production et l'environnement dans lequel fonctionnent les entreprises. De ce fait, elle constitue donc un bon point de départ pour l'analyse de l'efficacité de certains de ces facteurs (OCDE, 2001). Dans le cadre de ce travail, la productivité du travail (par heure travaillée) constituera donc la base d'évaluation de l'évolution de la productivité dans les pays AGOA.

La productivité est avant tout un concept basé sur des mesures en unités physiques. L'indicateur le plus souvent employé pour rendre compte de l'évolution de la productivité d'un pays est le produit intérieur brut (PIB) par heure travaillée. Pour des comparaisons internationales, Ahmad & alii. (2005) suggèrent d'utiliser pour le calcul de la productivité, le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA) à cause des ajustements de prix et des taux de change dont ce dernier a fait l'objet. Ainsi, de manière formalisée, le calcul le plus efficace de la productivité du travail est la suivant :

$$Y^L = \frac{PIB}{L * H} \quad (5.4)$$

avec :

$Y^L$  : la productivité du travail par heure travaillée,

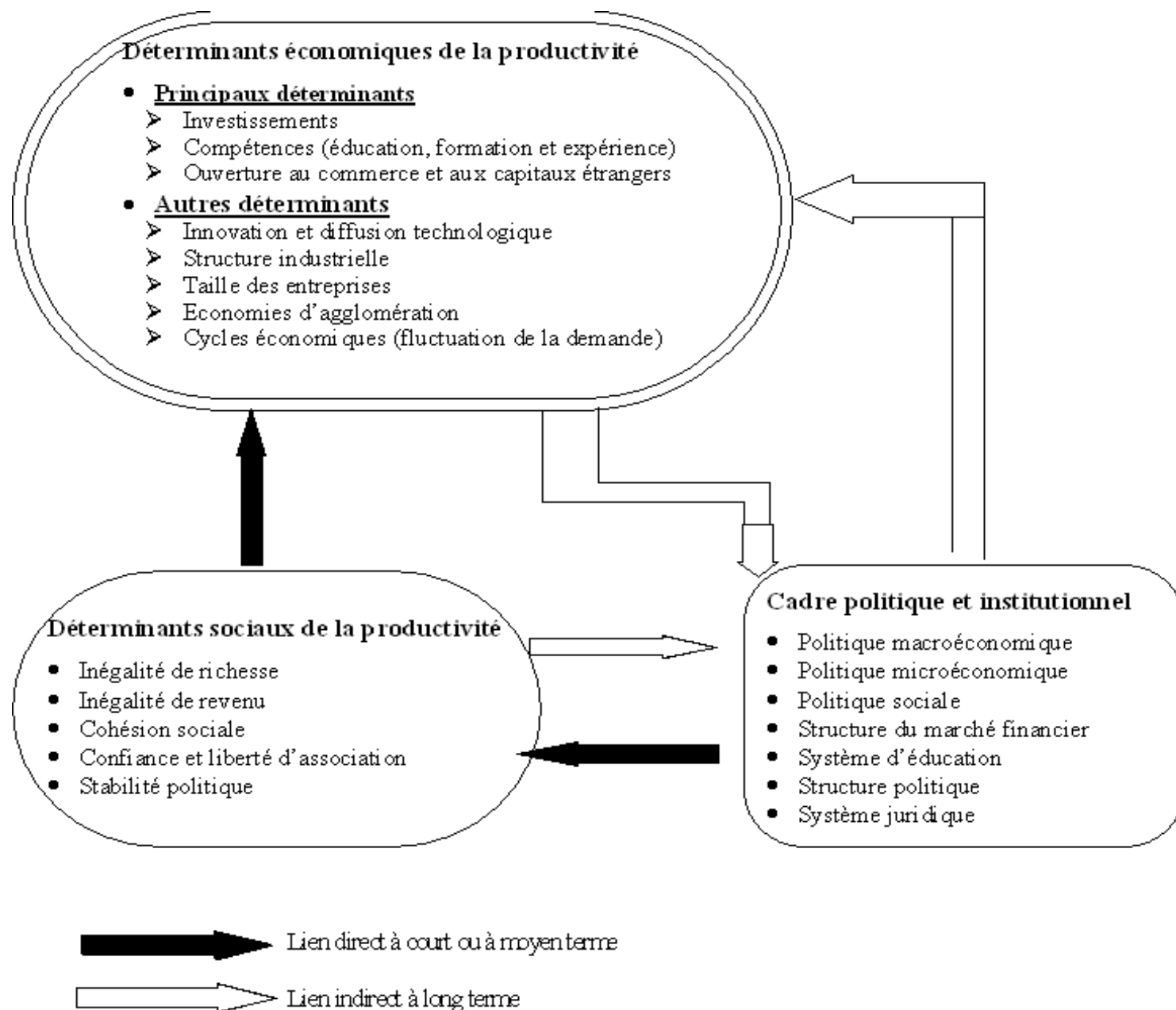
$PIB$  : le niveau du PIB en PPA,

$L$  : le nombre de travailleurs considérés,

$H$  : le nombre d'heures annuelles effectuées par travailleur.

La productivité, au même titre que les heures travaillées par emploi, influence le taux d'emploi, le profil démographique, le niveau de vie mais aussi son évolution. Alors que le taux d'emploi, le profil démographique et les heures travaillées par emploi contribuent à la quantité de travail accomplie, la productivité quant à elle concerne plutôt l'efficacité avec laquelle ce travail est effectué. Plusieurs facteurs complexes et dynamiques influencent la productivité. D'après le cadre d'analyse inspiré de Harris (2002)-figure 5.15-, au niveau restreint, la productivité est influencée par les investissements (FBCF), l'éducation, le commerce et les investissements directs étrangers (IDE) ; au niveau plus large, la productivité est influencée par les cycles économiques, les économies d'agglomération, la structure industrielle, la taille des entreprises, l'innovation (Griliches, 1992) et la diffusion technologique. Toujours d'après Harris (2002), les facteurs socio-politiques tels que les inégalités sociales, la stabilité politique ou macro économique peuvent aussi constituer d'importants déterminants de la croissance de la productivité.

FIG. 5.15: Cadre conceptuel de l'analyse de la productivité



Source: Cadre d'analyse inspiré de Harris (2002)

De manière théorique, le rôle positif que jouent de nouveaux investissements (*Inv*) sur la croissance de la productivité a été démontré autant par les théories néoclassiques (Solow, 1956) que par les théories de la croissance endogène (Romer, 1986). Dans cette lignée, Levine & Renelt (1992) trouvent que le renouvellement des techniques de production à travers les investissements matériels accroît les gains de productivité. D'après Barro (2001), la qualité du capital humain, approximée ici par la scolarisation secondaire (*scol*), a un effet positif sur la croissance de la productivité. Pour Benhabib & Spiegel (1992), le niveau du capital humain en tant que reflet du niveau de qualification de la main d'oeuvre influence à la fois la créativité, l'habileté et la capacité d'adaptation des employés à intégrer de nouveaux processus de production ; toutes choses qui influent sur les gains de productivité. Donc, plus le niveau du capital humain du pays est élevé, plus les gains de productivité sont élevés.

En induisant une modification des processus de production, les échanges commerciaux contribuent également à la variation des gains de productivité. Pour Wood (1994), c'est la pression concurrentielle<sup>21</sup> qui peut précipiter un pays à adopter de nouvelles techniques de production et donc faire croître sa productivité. L'ouverture à l'extérieur, approximée par le taux d'ouverture commercial (*ouv*) agit directement sur la productivité via les économies d'échelle tant internes qu'externes<sup>22</sup>. Rivera-Batiz & Romer (1991) mais aussi Grossman & Helpman (1991) considèrent les importations comme un canal de transmission technologique. A propos de la diffusion technologique, Choudri & Hakura (2000) montrent que les échanges commerciaux entre pays développés et pays en développement permettent à ces derniers d'accéder à de nouvelles technologies et donc d'accroître leur productivité certes avec un temps de retard.

Partant du postulat que l'efficacité technique est un canal par lequel les IDE (*Ide*) peuvent agir sur la croissance à travers notamment le transfert technologique (Borensztein & *alii.*, 1995), il est plus aisé de penser que les IDE peuvent agir sur l'efficacité globale de l'économie selon deux voies. La première voie repose sur le fait que les IDE accroissent la concurrence sur le marché intérieur. En effet, cette nouvelle présence sur le marché intérieur incite les firmes domestiques à rationaliser et à moderniser leur structure productive en voulant s'aligner sur les niveaux de technologies de production des firmes étrangères<sup>23</sup>. La deuxième voie repose sur l'amélioration de la formation de la main d'oeuvre, la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie (Katz, 1987; Gerschenberg, 1987). Si la deuxième voie par laquelle les IDE influencent la productivité d'un pays semble incontestable même dans le cas africain, en revanche, la première semble assez discutable car, comme nous l'avons vu à la section précédente, l'essentiel des IDE en direction des pays de notre échantillon vont plutôt vers le secteur pétrolier. Or l'apport de ce secteur dans l'amélioration de l'efficacité productive du marché intérieur reste à démontrer. A ce titre, nous ne serons pas déconcerté de constater que l'apport des IDE dans la croissance de la productivité des pays AGOA soit résiduel.

Parmi les déterminants de la productivité, les nouvelles technologies de l'information

---

<sup>21</sup>Pour Wood (1994), la menace des concurrents étrangers induit des innovations défensives ou une substitution capital-travail

<sup>22</sup>La réduction des coûts fixes, c'est à dire existence des économies d'échelle internes aux firmes, se traduit par des gains de productivité. Par ailleurs, un grand secteur ouvert sur l'extérieur et présent sur plusieurs marchés bénéficie d'économies d'échelles externes (diffusion des technologies et de savoir-faire).

<sup>23</sup>Pour Borjas & Ramey (1993), cet effet est d'autant plus fort que la part étrangère dans la production domestique est importante et le marché en situation de concurrence.

et de la communication (NTIC)-*Net*- peuvent également influencer la croissance de la productivité de par le rôle qu'elles jouent dans le changement organisationnel des techniques de production. Les NTIC (Internet ou/et téléphone) améliorent la réactivité, l'interactivité, codifient et diffusent plus promptement l'information. De façon complémentaire, Pilat (2000) et Baily & Lawrence (2001) montrent que l'impact des NTIC sur les gains de productivité dépend du secteur considéré. Pour ces auteurs, les télécommunications, les services commerciaux, la finance et les assurances sont les secteurs où les gains sont les plus élevés, les transports et les services de santé ont des gains plus faibles. De manière convergente, Aschauer (1989) a mis en exergue l'impact positif et significatif du stock de capital public (densité routière— $dR$ —et densité téléphonique— $dT$ —)<sup>24</sup> sur la productivité. Mais Englander & Gurney (1994) contestent cette approche en invoquant une élasticité revenu élevée de la demande des grandes catégories d'infrastructures. La logique de ces deux auteurs est de dire que les densités routières et téléphoniques peuvent bien rendre compte des différences de productivité au sein des groupes de pays à revenus élevés ou moyennement élevés<sup>25</sup> mais pas au sein des pays à bas revenus.

Se référant au cadre d'analyse développé par Harris (2002), il ressort que la croissance de la productivité est également influencée par des variables de politique économique telles que les dépenses publiques ( $CG$ ), l'inflation ( $Infl$ ) ou par des variables socio-politiques telles que l'instabilité politique ( $IP$ ). Une politique budgétaire expansionniste est censée influencer négativement la croissance de la productivité ; mais cette hypothèse dépend de l'orientation des dépenses publiques. Comme nous l'avons évoqué au paragraphe 4.1.1.2, l'influence des dépenses publiques sur la productivité peut être positive si elles sont dirigées vers certains biens publics -routes, hôpitaux- (Barro, 1989, 1990 ; Agenor, 2000). Concernant l'inflation, cette variable a un impact négatif sur les gains de productivité du fait du ralentissement de l'activité économique qu'elle peut provoquer (perte de confiance et augmentation des risques). Comme pour l'inflation, l'instabilité politique agit négativement sur la productivité du fait des mêmes raisons-récession économique, augmentation de l'incertitude, chute des investissements-.

Enfin, l'influence des cycles conjoncturels des économies sur la croissance de la productivité paraît sournoise. À ce propos deux vues s'opposent : certains auteurs tels que Young (1928), Verdoorn (1949) et Kaldor (1966) pensent que l'accélération de la croissance économique a un effet significatif dans l'augmentation du rythme de progression de la productivité grâce notamment à l'expansion du marché et donc aux économies d'échelles qui en découlent. Or Pour Stiglitz (1992), l'effet des cycles conjoncturels des économies influence de manière positive la croissance de la productivité à travers le financement des investissements risqués mais à forte rentabilité. L'idée de Stiglitz (1992), c'est de dire qu'il est plus facile pour une firme ou pour un pays de financer un projet hautement risqué mais avec une forte rentabilité durant les périodes de forte expansion que durant la récession. La variable qui est censée capter l'effet des cycles conjoncturels sur la croissance de la

<sup>24</sup>La densité routière est ici considérée comme le pourcentage de routes en pavés ou bitumées alors que la densité téléphonique est le pourcentage de la population ayant une ligne téléphonique.

<sup>25</sup>Rappelons que selon la Banque mondiale, en 2002, étaient considérés comme pays à revenus élevés, les pays dont le revenu moyen par habitant était supérieur à 9076 \$US en PPA. Par contre, les pays à revenus moyens élevés étaient les pays dont le revenu moyen par habitant était compris entre 9076 \$US et 2936 \$US.

productivité est le taux de croissance du PIB.

Du point de vue économétrique, la forme générale de l'équation de variation de la productivité apparente du travail ( $\Delta Y^L$ ) peut s'écrire de la façon suivante :

$$\Delta Y^L = f(X) \quad (5.5)$$

où  $X$  représente la matrice des variables explicatives.

L'estimation de l'équation (5.5) peut être réalisée soit à travers un modèle en coupe transversale (Cortes & Sébastien, 1997), soit à partir d'un modèle en panel (analyse statique) ou encore à partir d'un modèle en panel dynamique (Guellec & Van Pottelsberghe, 2001). Dans le cadre de cette étude, nous avons décidé d'effectuer notre analyse en panel dynamique à cause de la prise en compte d'une part, de la double dimension individuelle et temporelle d'autre part, de l'*effet de persistance*. Le modèle général de base peut être spécifié ainsi qu'il suit :

$$\begin{cases} \text{analyse statique} & \Delta Y_{it}^L = \beta X_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} & (a) \\ \text{analyse dynamique} & \Delta Y_{it}^L = \rho \Delta Y_{it-1}^L + \beta X_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} & (b) \end{cases} \quad (5.6)$$

$\alpha_t$  est l'effet spécifique à une année  $t$  commun à tous les pays .

$\mu_i$  est l'effet spécifique à un pays mais commun à toutes les années.

$\varepsilon_{it}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement, et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

$\beta$  est le vecteur de coefficients associés au vecteur de variables explicatives  $X_{it}$ .

$\rho$  est le coefficient associé au terme autorégressif  $\Delta Y_{it-1}^L$  censé rendre compte d'une possible persistance de la variation de la productivité du travail.

$$X_{it} = \begin{cases} g_{it} & ouv_{it} & Inv_{it} & Net_{it} & pexfuel_{it} \\ G_{it} & IP_{it} & Agoa_{it} & dR_{it} & visa_{it} \\ sec_{it} & Infl_{it} & Ide_{it} & dT_{it} & \end{cases}$$

où :

$g_{it}$  est le taux de croissance annuel du PIB du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$Inv_{it}$  est le rapport de l'investissement total sur le PIB réel (en \$US) du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$sec_{it}$  est le taux de scolarisation annuel dans le secondaire du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$IP_{it}$  est l'instabilité politique, c'est une variable dichotomique qui vaut 1 si le pays a connu des guerres et 0 sinon.

$Infl_{it}$  est le taux d'inflation du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$G_{it}$  représente les dépenses publiques du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$ouv_{it}$  représente l'indicateur d'ouverture du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$Ide_{it}$  représente les investissements directs étrangers du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$Net_{it}$  est le pourcentage de personnes ayant une connexion Internet dans pays  $i$  à la date  $t$ ;

$dT_{it}$  est la densité téléphonique du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$dR_{it}$  est la densité routière du pays  $i$  à la date  $t$ ;

$pexfuel_{it}$  est une variable dichotomique qui vaut 1 si un pays est exportateur de pétrole et 0 sinon

$visa_{it}$  est aussi une variable dichotomique; elle prend la valeur 1 si les produits textiles du pays  $i$  ont accès sur le marché américain en franchise de droits de douane à la date  $t$ .

L'introduction d'un terme autorégressif dans l'équation 5.6(b)-base de nos analyses-fait en sorte que l'on ne puisse pas appliquer à cette équation les méthodes d'estimation usuelles (moindres carrés ordinaires, moindres carrés généralisés ou les estimateurs *Within*). Il faudrait donc utiliser d'autres méthodes plus adéquates.

### 5.2.1.2- Méthode d'estimation et analyse des données

#### i- Méthode d'estimation

Si l'équation 5.6(a) peut être estimée par l'une des méthodes usuelles ci-dessus évoquée, en revanche l'estimation de l'équation 5.6(b) nécessite qu'on précise la méthodologie retenue.

En effet, du fait de la présence dans le modèle, parmi les variables explicatives, de la variable dépendante retardée, la Méthode des Moments Généralisés (MMG) semble être appropriée car elle permet d'une part, de contrôler à la fois les effets spécifiques individuels et temporels d'autre part, de pallier les biais d'endogénéité des variables. Le biais d'endogénéité peut provenir du fait que la variable dépendante retardée ( $\Delta Y_{it-1}^L$ ) qui se retrouve comme variable explicative est corrélée avec le terme d'erreur ( $\varepsilon_{it}$ ), mais il peut aussi exister dans le modèle d'autres variables explicatives qui ont un lien symétrique avec la variable expliquée.

La Méthode des Moments Généralisés (MMG) consacrée aux modèles dynamiques de données de panel a été développée par Holtz-Eakin, Newey & Rosen (1988) et Arellano & Bond (1991). Arellano & Bond (1991) proposent ainsi de passer l'équation 5.6(b) en différences premières :

$$\Delta Y_{it}^L - \Delta Y_{it-1}^L = \rho(\Delta Y_{it-1}^L - \Delta Y_{it-2}^L) + \beta(X_{it} - X_{it-1}) + (\alpha_t - \alpha_{t-1}) + (\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1}) \quad (5.7)$$

Cette différenciation permet d'éliminer l'effet spécifique pays et par conséquent le biais de variables omises dans le temps. Par contre, il fait apparaître un nouveau problème : par construction, le terme  $(\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1})$  est corrélé avec les variables endogènes retardées en différence ( $\Delta Y_{it-1}^L - \Delta Y_{it-2}^L$ ). Les différences premières des variables explicatives du modèle sont instrumentées par les valeurs retardées (en niveau) de ces mêmes variables ; le but étant de réduire le biais de simultanéité.

Arellano & Bond (1991) posent les hypothèses que les termes d'erreur ( $\varepsilon_{it}$ ) ne sont pas autocorrélés et que les variables explicatives du modèle ( $X_{it}$ ) sont faiblement exogènes, c'est à dire qu'elles ne sont pas corrélées avec les réalisations futures du terme d'erreur. Ces auteurs proposent les conditions suivantes :

$$\begin{aligned} E[\Delta Y_{it-\tau}^L \cdot (\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1})] &= 0 & \text{Pour } \tau \geq 2, t = 3, \dots, T & \quad (a) \\ E[X_{it-\tau} \cdot (\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1})] &= 0 & \text{Pour } \tau \geq 2, t = 3, \dots, T & \quad (b) \end{aligned} \quad (5.8)$$

où  $\tau$  est l'amplitude du décalage temporel.

Cette technique (Méthode des Moments Généralisés en Différence-MMGD) consiste donc à utiliser les variables retardées en niveau comme instruments pour estimer l'équation de référence en différence. L'un des problèmes de cet estimateur est qu'il souffre de la faiblesse des instruments, ce qui entraîne des biais considérables pour les échantillons finis. Plus précisément, les propriétés de cet estimateur sont faibles lorsque les variables retardées

en niveau sont faiblement corrélées avec les équations en différences premières (instruments faibles).

Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) montrent alors que dans le cas de séries fortement persistantes, l'estimateur par la Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS) est plus approprié. Cette méthode permet d'estimer simultanément l'équation en différence première avec l'équation en niveau par la Méthode des Moments Généralisés (MMG). Dans l'équation en niveau, les variables sont instrumentées par leurs différences premières.

$$\begin{aligned} E[(\Delta Y_{it-\tau}^{L\psi} - \Delta Y_{it-\tau-1}^L) \cdot (\mu_i + \varepsilon_{it})] &= 0 & \text{Pour } \tau = 1 & \quad (a) \\ E[(X_{it-\tau} - X_{it-\tau-1}) \cdot (\mu_i + \varepsilon_{it})] &= 0 & \text{Pour } \tau = 1 & \quad (b) \end{aligned} \quad (5.9)$$

Ces deux conditions de moments (5.9a) et (5.9b) combinées à la MMG permettent d'estimer les coefficients du modèle. De plus, la combinaison de ces deux techniques de MMG augmente drastiquement la précision des estimateurs. Blundell & Bond (1998) ont testé cette méthode à l'aide des simulations de Monte Carlo et ils ont trouvé que les estimateurs MMGS étaient plus efficaces que les estimateurs MMGD. Ces auteurs trouvent que l'estimateur MMGD peut produire des coefficients peu satisfaisants surtout lorsque l'échantillon est faible. Le degré du biais issu de cette méthode est d'autant plus important que les variables sont persistantes dans le temps, que les effets spécifiques sont importants et que la dimension temporelle du panel est faible par rapport à la dimension individuelle.

Par ailleurs Arellano & Bond (1991), Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) proposent les deux tests suivants dont l'acceptation de leurs hypothèses nulles conditionnent l'utilisation des MMG :

- Le test de validité des instruments (variables retardées en niveau et en différence) est évalué au moyen du  $J$ -test ou du test de Hansen ; d'après ce test, la matrice des instruments ne doit pas être corrélée avec les perturbations.

- Le test d'autocorrélation des résidus évalué au moyen des tests AR(1) et AR(2). D'après ce test, les résidus de l'équation de référence ne doivent pas être autocorrélés à l'ordre 2 puisque, par construction, les résidus obtenus de l'équation de référence en différence première sont censés être autocorrélés à l'ordre 1.

Bien que Blundell & Bond (1998) montrent que l'estimateur MMGS à deux étapes pourrait fournir des estimations plus précises que celui à une étape, nous avons choisi cette dernière méthode du fait du trop grand nombre d'instruments que notre modèle possède. L'utilisation de l'estimateur MMGS à deux étapes aurait risqué de provoquer une sous-identification de notre modèle.

## ii- Analyse des données

L'essentiel des données des variables utilisées provient de la base de données de la Banque Mondiale (*World Development Indicators, 2005*) ; parmi ces variables, il y a le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat, le taux de croissance du PIB réel, le taux d'inflation, le nombre de personnes connectées à Internet pour 100 habitants (proxy du progrès technique), le taux de scolarisation au secondaire (proxy du capital humain), l'investissement, l'emploi, la densité routière (pourcentage de routes en pavés), la densité téléphonique (pourcentage de personne ayant une ligne téléphonique), les dépenses publiques. La variable

*visa* a été construite à partir des informations du bureau exécutif de l' AGOA. La variable *pexfuel* a été construite à partir des informations de la base de donnée de la Banque Mondiale : cette variable vaut 1 si le pays est exportateur de pétrole à la date considérée et 0 sinon. De manière discriminante, nous avons considéré qu' un pays est exportateur de pétrole si au moins 30% de ses exportations sont d' origine pétrolière. Les données d' IDE proviennent de la base de données de la CNUCED (Beyond 20/20)<sup>26</sup>. Les données des IDE ont été rapportées au PIB réel, ensuite elles ont subi la transformation définie à la section 5.1 afin de pouvoir les mettre sous la forme logarithmique. Cette transformation permet de tenir compte des IDE sortants qui sont généralement affectés du signe négatif. La variable *Instabilité* (IP)- prend la valeur 1 si le pays a connu des troubles politiques (guerres ou troubles liées à la démocratisation) et 0 sinon. Les informations ayant servi à la construction de cette variable ont été extraites du site officiel de la CIA ([www.cia.gov](http://www.cia.gov)) et des sites connexes de cet organisme ([www.theodora.com](http://www.theodora.com), [www.photius.com](http://www.photius.com), [www.geographic.org](http://www.geographic.org), [www.infoplease.com](http://www.infoplease.com)).

D' autres variables quantitatives ont nécessité le calcul : c' est le cas de la variable ouverture commerciale calculée comme la somme des exportations et des importations rapportée au PIB réel. C' est aussi le cas de la variable productivité par heure travaillée, elle est obtenue par le rapport du PIB en parité de pouvoir d' achat sur le total des heures travaillées par employé selon l' équation suivante :

$$Y^L = \frac{PIB}{L * H} \quad (5.10)$$

$$\text{avec } H = 52 * NHTS - NJCA - NJFA \quad (5.11)$$

où

$Y^L$  : la productivité par heure travaillée,

$PIB$  : Le niveau du PIB en PPA,

$L$  : le nombre de travailleurs considérés,

$H$  : le nombre d'heures annuelles effectuées par travailleurs.

52 représente le nombre de semaines par an<sup>28</sup>,

$NHTS$  : le nombre d'heures de travail par semaine,

$NJCA$  : le nombre de jours de congés par an exprimé en heures,

$NJFA$  : le nombre de jours fériés par an exprimé en heures.

Les informations permettant d' établir les données de  $NHTS$ ,  $NJCA$  et  $NJFA$  proviennent des directions nationales de l'emploi et des statistiques de chaque pays. En dehors des variables dichotomiques (*Agoa*, *IP*, *pexfuel*, *visa*), les autres variables ont subi une transformation logarithmique.

La présentation du modèle et de la méthode d' estimation suivie par l' analyse des données telles que ci-dessus effectuée étaient un préalable à l' analyse et à l' interprétation des résultats issus des différentes estimations.

<sup>26</sup>La base de donnée de la CNUCED est en accès libre sur le net à l' adresse : <http://stats.unctad.org/fdi/>

<sup>27</sup>De nombreux travaux utilisent comme indicateur de stabilité ou d'instabilité globale l'indice ICRG, mais pour des raisons de contrainte temporelle, nous n' avons pas pu l' utiliser dans ce travail. En effet, cet indice a été créé en 1980 alors que notre analyse débute 10 ans plutôt.

<sup>28</sup>Une étude de l' OCDE de 2005 intitulée *International comparisons of labor productivity levels* utilise 52 semaines comme la référence du nombre de semaines travaillées par an.



## 5.2.2 Analyse et interprétation des résultats

### 5.2.2.1-Analyse globale

L'analyse des premières estimations du point de vue de la robustesse économétrique nous montre que la méthode utilisée (MMGS) est efficace notamment à travers le rejet des hypothèses nulles des deux tests de base (validité des instruments utilisés-test de Hansen- et absence d'autocorrélation d'ordre 2-test d'autocorrélation-). Mais du point de vue de l'analyse économique, les premiers tests incluant certaines variables comme la densité routière ( $dR$ ) et la densité téléphonique ( $dT$ ) produisent des résultats peu satisfaisants confirmant par là les réserves émises par Englander & Gurney (1994) sur le peu d'efficacité de ces deux variables sur l'analyse de la productivité des pays à bas revenus ; c'est ce qui nous a conduit à les retirer de nos estimations.

Après retrait de ces deux variables, les résultats obtenus montrent que l'AGOA a eu un impact significatif sur la croissance de la productivité des pays éligibles certes avec une amplitude très faible. Les équations du tableau 5.7 montrent que l'impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité des pays éligibles est estimé en moyenne à 0,54 %. D'après la figure 5.16c représentant l'évolution de la productivité en moyenne pluriannuelle (4 ans), la période post AGOA a connu l'une des plus fortes croissances jamais enregistrées durant les 15 dernières années<sup>29</sup>. Cette figure permet également de constater que depuis 1980, le rythme de croissance de la productivité n'a cessé de décroître jusqu'à un point de rupture correspondant à la mise en place de l'AGOA. Cette analyse est confirmée par la courbe de tendance polynomiale<sup>30</sup> de la croissance de la productivité qui montre une remontée de la pente de cette courbe dès la mise en place de l'AGOA.

Le tableau 5.7 montre aussi que les fluctuations conjoncturelles de l'économie exercent un effet fortement positif sur la croissance de la productivité des pays étudiés ; cette variable est significative sur les quatre équations testées. D'après nos estimations, une augmentation de 1% du taux de croissance du PIB génère une croissance moyenne de la productivité de 1,01%. Ce tableau révèle aussi que l'ouverture commerciale exerce un effet significativement positif sur la croissance de la productivité, ce constat est en outre étendu aux investissements directs étrangers. Nos estimations révèlent que l'impact moyen de l'ouverture et des IDE est respectivement de 0,008 et 0,0015 point de pourcentage.

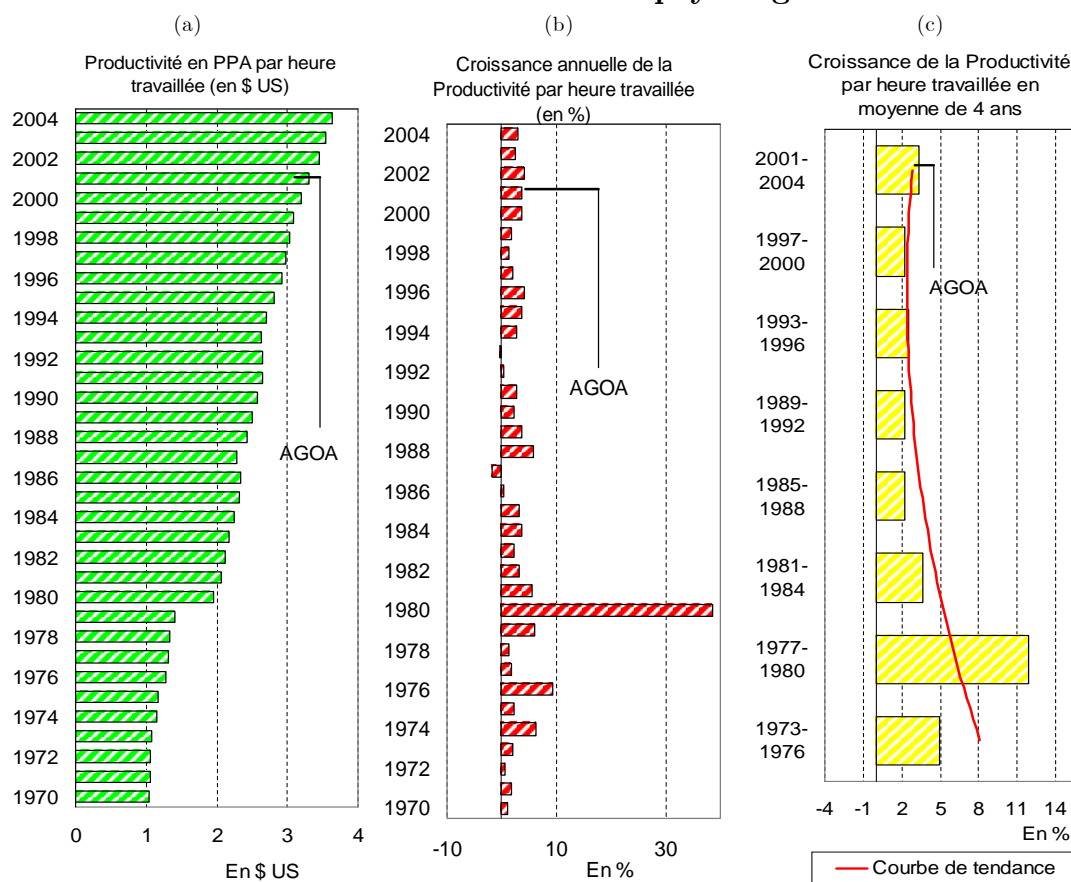
Afin d'isoler l'effet spécifique du secteur textile dans la croissance de la productivité du travail, nous introduisons la variable *visa* dans l'équation (E2). D'après cette équation, la variable *visa* est positive et significative ; cela signifie que l'accès sur le marché américain en franchise des droits de douane pour les produits textiles et vêtements accroît la productivité du travail ; cet effet est estimé à 0,7%. En revanche, la variable *pexfuel* en remplacement de la variable *visa* (équation E3) n'est pas significative ; cela traduit globalement que le fait d'être producteur et exportateur de pétrole n'a pas d'effet sur la croissance de la productivité du travail. Même lorsque nous incluons les variables *visa* et *pexfuel* au sein de la même équation (E4), la variable *pexfuel* demeure non significative confirmant les analyses précédemment effectuées.

Si l'AGOA semble avoir eu un effet positif et significatif sur la croissance de la productivité du travail des pays éligibles pris globalement qu'en est-il à l'échelle régionale ?

<sup>29</sup>Il faut noter que les figures 5.16a et 5.16b ne permettent pas clairement de décélérer l'effet de l'AGOA.

<sup>30</sup>Cette courbe de tendance a été effectuée en utilisant l'ordre le plus bas (niveau 2).

FIG. 5.16: Analyse de la productivité et de la croissance de la productivité du travail de l'ensemble des pays éligibles



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

TABLE 5.7: Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail des pays AGOA-pris globalement-

Variable endogène	$\Delta Y_{it}^L$			
Equations	E1	E2	E3	E4
Méthode	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Variables explicatives				
$\Delta Y_{it-1}^L$	0,003 (0,799)	0,002 (0,811)	0,007 (0,541)	0,008 (0,5423)
$g_{it}$	1,003*** (0,000)	1,018*** (0,000)	1,025*** (0,000)	1,027*** (0,000)
$Ouv_{it}$	0,006** (0,030)	0,007** (0,031)	0,009** (0,034)	0,009** (0,033)
$Inv_{it}$	-0,0004 (0,888)	-0,0006 (0,811)	-0,001 (0,778)	-0,001 (0,738)
$Infl_{it}$	0,00006 (0,735)	0,00003 (0,860)	-0,00002 (0,427)	-0,00001 (0,521)
$Sec_{it}$	-0,0001 (0,319)	-0,0001 (0,485)	-0,0001 (0,246)	-0,0001 (0,363)
$IP_{it}$	-0,0003 (0,947)	0,0001 (0,965)	0,003 (0,563)	-0,003 (0,666)
$G_{it}$	0,0013 (0,661)	0,0009 (0,748)	0,005 (0,303)	0,004 (0,391)
$IDE_{it}$	0,001** (0,041)	0,001** (0,028)	0,001* (0,053)	0,001* (0,043)
$Net_{it}$	0,135 (0,281)	0,060 (0,603)	0,084 (0,407)	0,011 (0,903)
$Agoa_{it}$	0,006*** (0,000)	0,003*** (0,067)	0,007*** (0,000)	0,004** (0,016)
$visa_{it}$	...	0,007*** (0,008)		0,007** (0,016)
$Pexfuel_{it}$	...		-0,005 (0,277)	-0,006 (0,258)
NT <sup>✕</sup>	372	372	358	358
N <sup>†</sup>	33	33	33	33
Valeurs de F	3713,7***	2785,96***	1249,75***	1179,16***
F[k, N-1]	F[11, 32]	F[12, 32]	F[12, 32]	F[13, 32]
Hansen test	21,10	16,26	17,79	17,34
Chi-2 (k)	Chi-2 (26)	Chi-2 (26)	Chi-2 (26)	Chi-2 (26)
AR (1)	-1,14	-1,20	-1,18	-1,22
Pr > z	0,254	0,230	0,240	0,222
AR (2)	-0,19	-0,57	1,21	1,20
Pr > z	0,849	0,568	0,225	0,229

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✕ : Nombre d'observations

† : Nombre de groupes

### 5.2.2.2-Analyse à l'échelle régionale

L'analyse de l'effet de l'AGOA sur la croissance de la productivité à l'échelle régionale se fera successivement en Afrique Australe (i), en Afrique de l'Ouest (ii), en Afrique Centrale (iii) et enfin en Afrique de l'Est (iv).

#### i- L'Afrique Australe

L'analyse de l'effet de l'AGOA sur la croissance de la productivité des pays d'Afrique Australe montre d'après l'équation (E1) que l'AGOA a eu un effet significatif et positif ; cet effet est estimé à 0,8%. L'équation (E1) du tableau 5.8 montre aussi que les variations conjoncturelles de l'économie influencent significativement la croissance de la productivité du travail de cette région. Il ressort également de cette équation que le taux d'investissement influence significativement la productivité. D'après cette équation, une augmentation de 10% de la part des investissements sur le PIB provoque une augmentation de 0,08% du taux de croissance de la productivité par heure travaillée. En outre, cette équation montre que la stabilité macroéconomique influence la croissance de la productivité. Ainsi, il y apparaît que l'inflation inhibe la croissance de la productivité. Par ailleurs, cette équation montre un résultat non attendu : c'est l'impact positif de l'instabilité politique sur l'évolution de la productivité. Ce résultat est possiblement dû au fait que certains pays de cette région qui sont fortement instables ont par ailleurs tendance à avoir une plus forte croissance de la productivité. D'après la figure 5.17, il en est ainsi du Mozambique fortement instable mais qui a une croissance moyenne de la productivité plus élevée que la Zambie, le Malawi ou les Seychelles par ailleurs moins instables ; il en est de même de l'Angola fortement instable mais qui a une croissance moyenne de la productivité supérieure à tous les pays ci-dessus évoqués y compris la Namibie, le Swaziland ou Madagascar par ailleurs relativement moins instables.

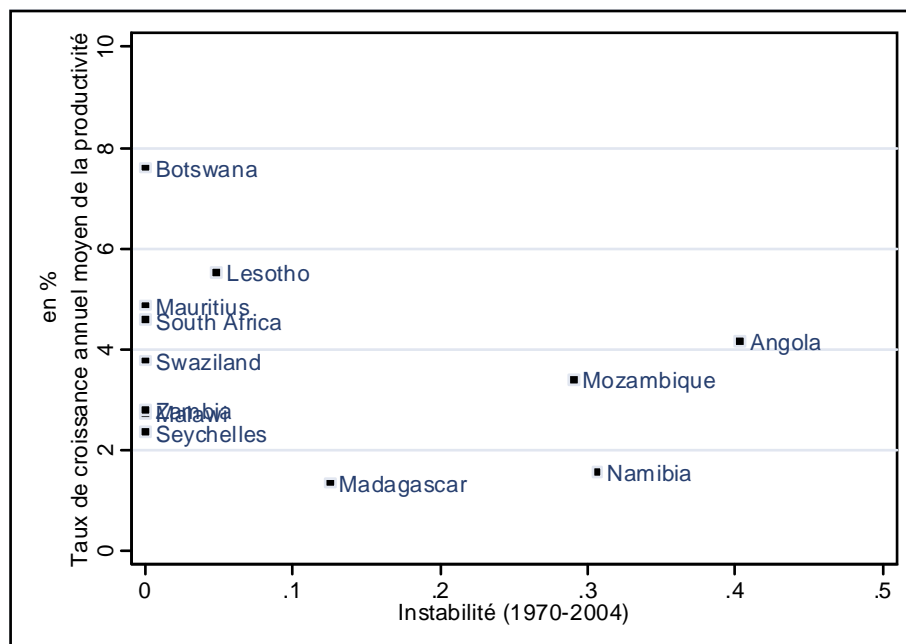
L'équation (E1) du tableau 5.8 révèle enfin l'effet positif et significatif de la variable dépendante retardée ; ceci signifie que la croissance de la productivité du travail en Afrique Australe est progressive (*effet de persistance*). Cet effet demeure dans l'équation (E2) même après ajout de la variable *visa*. L'introduction de cette variable a pour conséquence de rendre non significative la variable *Agoa*. A partir de ce résultat, on peut émettre l'hypothèse que la détention d'un *visa* n'a pas eu d'influence significative sur la croissance de la productivité de cette région. Mais lorsque nous remplaçons cette variable par l'effet spécifique des pays producteurs de pétrole-*pexfuel*- (équation E3), on se rend compte que la variable *Agoa* redevient significative tandis que la variable *pexfuel* est négative et significative. Ce résultat suggère l'existence de deux effets opposés sur la croissance de la productivité des pays de cette région : un effet positif assuré par leur appartenance au programme AGOA et un effet négatif engendré par le caractère pétrolier.

L'utilisation au sein d'une même spécification (E4) de la variable *visa* et de la variable *pexfuel* ne modifie pas ostensiblement les résultats. La variable *visa* demeure non significative tandis que la variable *pexfuel* garde sa significativité. Il en est de même du taux de croissance du PIB, de l'inflation, de l'instabilité politique et de l'*Agoa*. En réalité, la seule modification intervenue dans cette dernière régression est la perte de la significativité du terme autorégressif. Mais lorsqu'on analyse le test d'autocorrélation d'ordre 1, on voit que l'hypothèse d'absence d'autocorrélation d'ordre 1 est rejetée au seuil de 5%, ce qui

suggère plutôt un effet de persistance de la croissance de la productivité en fonction des chocs survenus sur les variables exogènes.

Nous avons par ailleurs essayé d'effectuer des régressions sur les pays d'Afrique Australe en excluant l'Afrique du Sud afin de voir si ce pays n'est pas à la base de l'effet positif de l'AGOA sur la croissance de la productivité observée dans cette région. Les résultats obtenus n'ont pas apporté d'informations supplémentaires à notre analyse, c'est ce qui nous a conduit à ne pas les présenter dans le cadre de ce travail. En dehors de la figure 5.18(a) où la productivité par heure travaillée<sup>31</sup> semble nettement différente selon l'appartenance ou non de l'Afrique du Sud dans l'échantillon, les autres figures (5.18b et c) montrent qu'il n'y a pas de différence nette en terme de croissance de la productivité par heure travaillée avec ou sans l'Afrique du Sud. D'après la figure 5.19 qui présente de manière transversale la croissance de la productivité avant et après l'AGOA, il ressort que l'Angola est le pays où la croissance de la productivité a été la plus forte après la mise en place de l'AGOA ; ce pays est suivi par le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie et l'île Maurice.

FIG. 5.17: Analyse du lien entre croissance de la productivité et instabilité politique dans les pays d'Afrique Australe entre 1970 et 2004



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

<sup>31</sup>Rappelons que d'après nos calculs, sur toute la période considérée, les cinq pays de l'Afrique Australe qui ont la productivité par heure travaillée la plus élevée sont (par ordre décroissant) : l'Afrique du Sud-11,80 \$ US-, les Seychelles-10,60 \$US-, l'île Maurice-9,40 \$US-, le Botswana-7,34 \$US- et la Namibie-6,34 \$US-.

TAB. 5.8: Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique Australe

Variable endogène	$\Delta Y_{it}^L$			
	E1	E2	E3	E4
Equations	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Méthode	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Variables explicatives				
$\Delta Y_{it-1}^L$	0,021* (0,066)	0,025* (0,089)	0,015* (0,076)	0,020 (0,125)
$g_{it}$	1,014*** (0,000)	1,017*** (0,000)	1,005*** (0,000)	1,011*** (0,000)
$Ouv_{it}$	0,005 (0,343)	-0,004 (0,379)	-0,004 (0,268)	-0,004 (0,342)
$Inv_{it}$	0,0085* (0,083)	0,006 (0,250)	0,002 (0,654)	0,0018 (0,743)
$Infl_{it}$	-0,00006* (0,057)	-0,00007* (0,059)	-0,00005*** (0,005)	-0,00006** (0,025)
$Sec_{it}$	-0,00013 (0,432)	0,00008 (0,566)	-0,00008 (0,572)	0,0001 (0,415)
$IP_{it}$	0,0072* (0,077)	0,007* (0,085)	0,007*** (0,006)	0,008** (0,018)
$G_{it}$	0,003 (0,591)	0,002 (0,671)	0,005 (0,211)	0,004 (0,436)
$IDE_{it}$	-0,003 (0,779)	0,001 (0,911)	0,003 (0,737)	0,001 (0,923)
$Net_{it}$	1,040 (0,683)	-0,076 (0,377)	0,026 (0,732)	-0,079 (0,310)
$Agoa_{it}$	0,0084** (0,014)	0,010 (0,101)	0,007*** (0,007)	0,009* (0,098)
$visa_{it}$	...	0,001 (0,699)	...	-0,001 (0,702)
$Pexfuel_{it}$	...	...	-0,022** (0,011)	-0,015* (0,069)
$NT^{\star}$	102	102	102	102
$N^{\dagger}$	11	11	11	11
Valeurs de F	20349***	31649***	30349,61***	96525,21***
F[k, N-1]	F[11, 10]	F[12, 10]	F[12, 10]	F[13, 10]
Hansen test	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	Chi-2 (63)	Chi-2 (64)	Chi-2 (64)	Chi-2 (64)
AR (1)	-1,78	-1,97	-1,99	-2,10
Pr > z	0,075	0,049	0,047	0,035
AR (2)	-0,08	-0,20	-0,06	-0,27
Pr > z	0,936	0,862	0,955	0,789

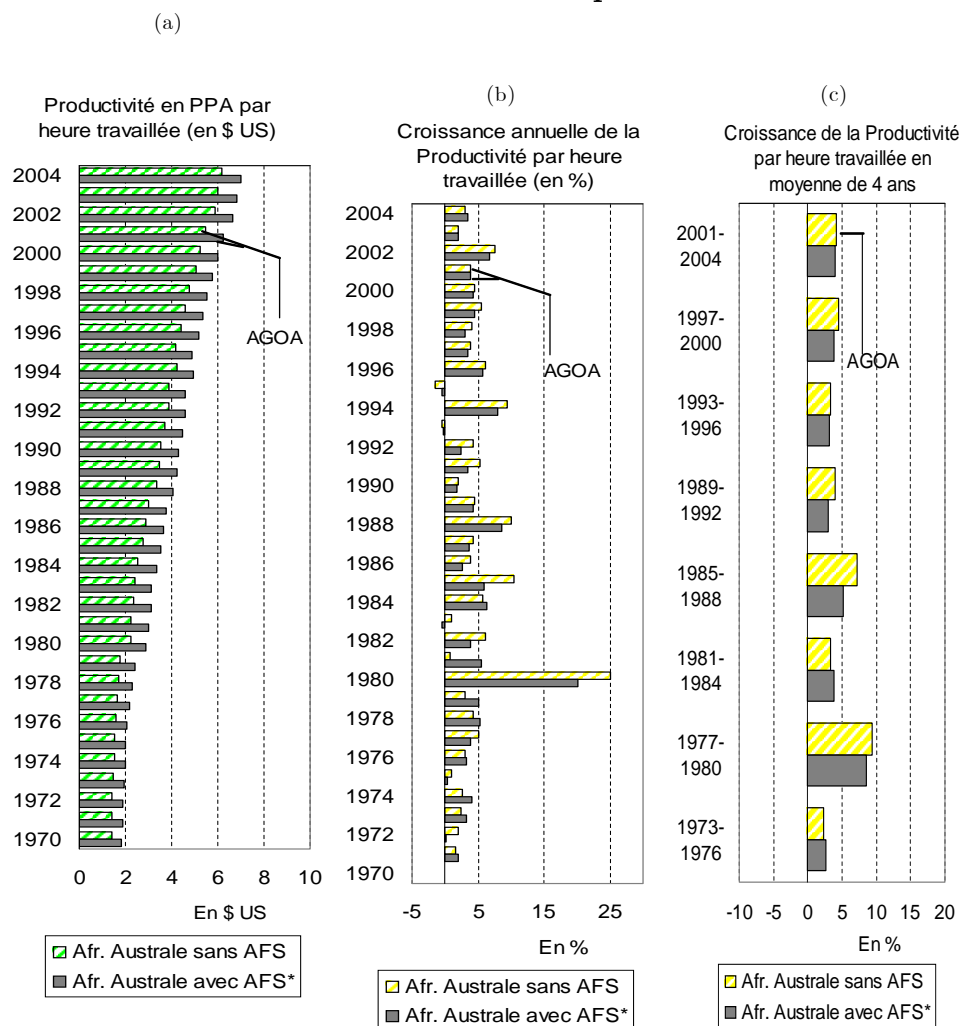
NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10% ;

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value ;

$\star$  : Nombre d'observations

$\dagger$  : Nombre de groupes

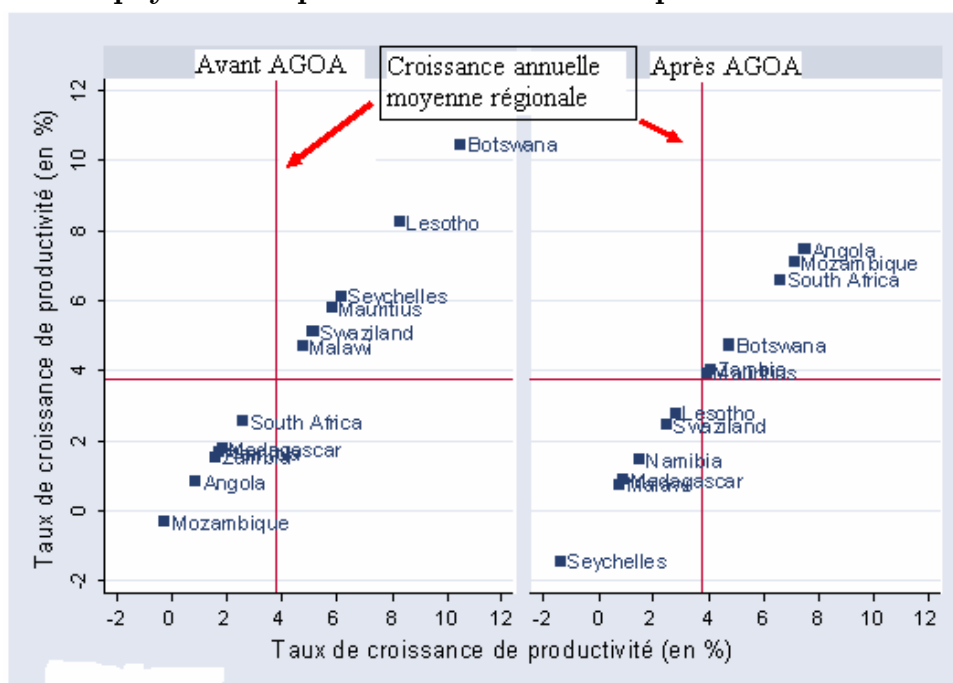
FIG. 5.18: Analyse de la productivité et de la croissance de la productivité par heure travaillée en Afrique Australe



\*: Afrique du Sud

Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

FIG. 5.19: Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d'Afrique Australe avant et après l'AGOA



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

## ii- L'Afrique de l'Ouest

L'analyse de l'équation (E1) du tableau 5.9 montre que l'effet de l'AgOA sur la croissance de la productivité est positif et significatif ; cet effet est estimé à 0,7 %. Ce tableau montre aussi que la croissance de la productivité des pays d'Afrique de l'Ouest est influencée de manière positive et significative par les variations conjoncturelles de l'économie. D'après les quatre estimations du tableau 5.9, une augmentation de 1% du taux de croissance du PIB génère une augmentation moyenne de 1% de la croissance de la productivité. L'équation (E1) met également en exergue l'impact positif et significatif de l'ouverture commerciale et de la connectivité à Internet (*Net*) dans la croissance de la productivité du travail. D'après cette équation, une augmentation de 1% de l'ouverture commerciale et de la densité de connexion à Internet génère respectivement une augmentation de 0,005% et de 0,37% de la croissance de la productivité.

L'introduction dans l'équation (E2) de la variable *visa* (qui y apparaît non significative) ne modifie pas les résultats trouvés dans l'équation (E1). Mais l'introduction dans l'équation (E3) de la variable *pexfuel* rend non significative l'ouverture commerciale. En outre, l'introduction conjointe des variables *pexfuel* et *visa* dans l'équation (E4) montre que les résultats obtenus ne diffèrent pas de ceux de l'équation (E3).

L'analyse en coupe de la croissance de la productivité observée avant et après l'AGOA (figure 5.20) permet de voir qu'après la mise en place de l'AGOA, la croissance de la productivité s'est le plus accrue au Mali, en Sierra Léone, au Nigeria et au Ghana. Notons toutefois que le Cap Vert (5,21 \$US) est le pays qui a la plus forte productivité par heure travaillée de la région. Il est suivi par la Guinée, le Ghana et la Côte d'Ivoire.



TABLE 5.9: Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique de l'Ouest

Variable endogène	$\Delta Y_{it}^L$			
	E1	E2	E3	E4
Equations	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Méthode	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Variables explicatives				
$\Delta Y_{it-1}^L$	-0,0009 (0,865)	-0,0004 (0,937)	-0,0001 (0,792)	0,0009 (0,861)
$g_{it}$	1,006*** (0,000)	1,007*** (0,000)	1,0004*** (0,000)	1,006*** (0,000)
Ouv <sub>it</sub>	0,005* (0,079)	0,007** (0,045)	0,0004 (0,241)	0,006 (0,163)
Inv <sub>it</sub>	-0,004 (0,152)	-0,004 (0,158)	-0,003 (0,206)	-0,003 (0,173)
Infl <sub>it</sub>	-0,00001 (0,744)	-0,00002 (0,622)	-0,00002 (0,628)	-0,00002 (0,630)
Sec <sub>it</sub>	-0,0002 (0,244)	-0,0001 (0,414)	-0,0002 (0,255)	-0,00006 (0,721)
IP <sub>it</sub>	0,002 (0,326)	0,002* (0,379)	0,002 (0,285)	0,002 (0,266)
G <sub>it</sub>	0,002 (0,505)	0,0009 (0,752)	0,002 (0,438)	0,001 (0,708)
IDE <sub>it</sub>	0,0005 (0,851)	0,0006 (0,852)	0,000001 (0,996)	-0,00007 (0,980)
Net <sub>it</sub>	0,370*** (0,008)	0,110 (0,613)	0,309 (0,120)	-0,034 (0,859)
Agoa <sub>it</sub>	0,007** (0,041)	0,006* (0,056)	0,0073** (0,024)	0,006** (0,038)
visa <sub>it</sub>	...	0,011 (0,267)	...	0,013 (0,192)
Pexfuel <sub>it</sub>	...	...	0,0014 (0,631)	-0,0004 (0,891)
NT <sup>✕</sup>	148	148	146	146
N <sup>†</sup>	12	12	12	12
Valeurs de F	16340***	12981,25***	218652,28***	4931,33***
F[k, N-1]	F[11, 11]	F[12, 11]	F[12, 11]	F[13, 11]
Hansen test	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	Chi-2 (105)	Chi-2 (105)	Chi-2 (104)	Chi-2 (104)
AR (1)	-2,25	-1,37	-1,88	-1,35
Pr > z	0,024	0,170	0,059	0,178
AR (2)	-0,23	-0,75	-0,41	0,51
Pr > z	0,814	0,455	0,682	0,607

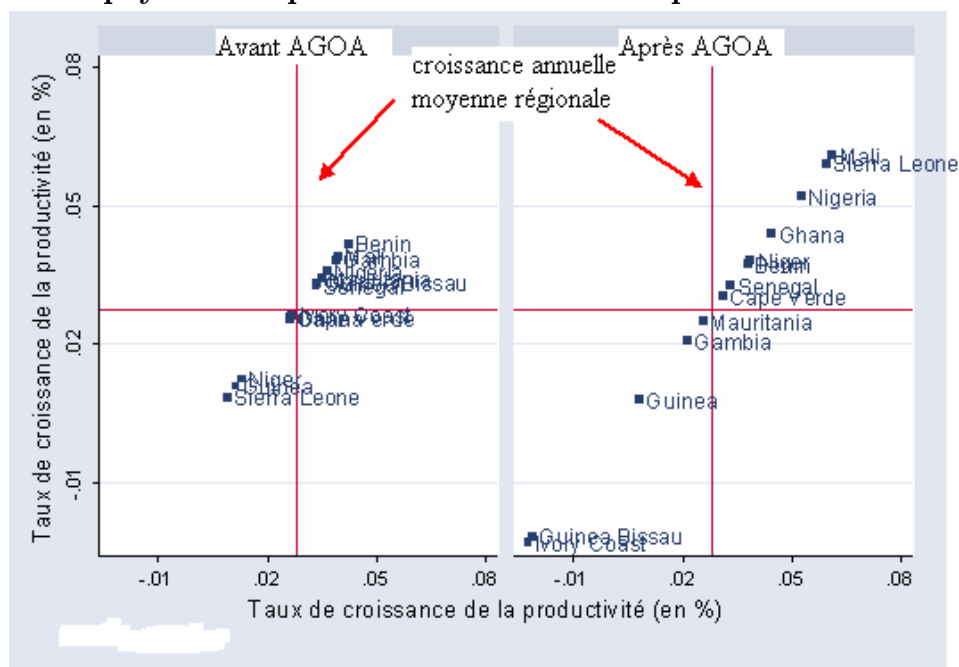
NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10% ;

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value ;

✕ : Nombre d'observations

† : Nombre de groupes

FIG. 5.20: Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d'Afrique de l'Ouest avant et après l'AGOA



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

### iii- L'Afrique Centrale

L'analyse de l'impact de l'AgOA sur la croissance de la productivité des pays d'Afrique Centrale montre d'après le tableau 5.10 que la mise en place de l'AgOA n'a pas eu d'effet significatif. Cependant, comme dans les précédentes analyses à l'échelle régionale, les variations conjoncturelles de l'économie s'affirment comme étant une variable déterminante de la croissance de productivité. Nos résultats montrent que toute variation de 1% de la croissance de l'économie modifie dans le même sens en moyenne de 1% de la croissance de la productivité du travail horaire. De manière convergente, à travers le signe positif et significatif de la variable (*Net*) dans les quatre équations, il apparaît que les NTIC contribuent de manière significative à la croissance de la productivité de cette région. Son effet est d'ailleurs très élevé, il est estimé en moyenne à 1,5 point de pourcentage ; ce qui veut dire toute augmentation de 10% de la densité de connexion à Internet augmente de plus de 15% la croissance de la productivité.

D'après l'équation (E1), l'inflation a une influence négative et significative sur la croissance de la productivité avec une amplitude relativement faible. Cette amplitude ne se modifie pas après ajout dans l'équation (E2) de la variable *visa* ; celle-ci, sans influencer les autres variables, y apparaît non significative. En revanche, le remplacement de la variable *visa* par la variable *pexfuel* dans l'équation (E3) modifie assez radicalement les résultats. Contrairement aux équations (E1) et (E2), le terme autorégressif devient positif et significatif dans l'équation (E3) ; cela veut dire que le caractère pétrolier des pays de cette région fait en sorte que la croissance de leur productivité soit progressive. D'ailleurs, la variable *pexfuel* elle-même influence de manière positive et significative la croissance de la productivité. D'après cette équation, le fait d'être exportateur de pétrole fait augmenter la variation

de la productivité de 0,26%<sup>32</sup>. En outre, on se rend compte que l'introduction de cette variable *pexfuel* a rendu significative le taux de scolarisation dans le secondaire mais avec un signe contraire à celui espéré.

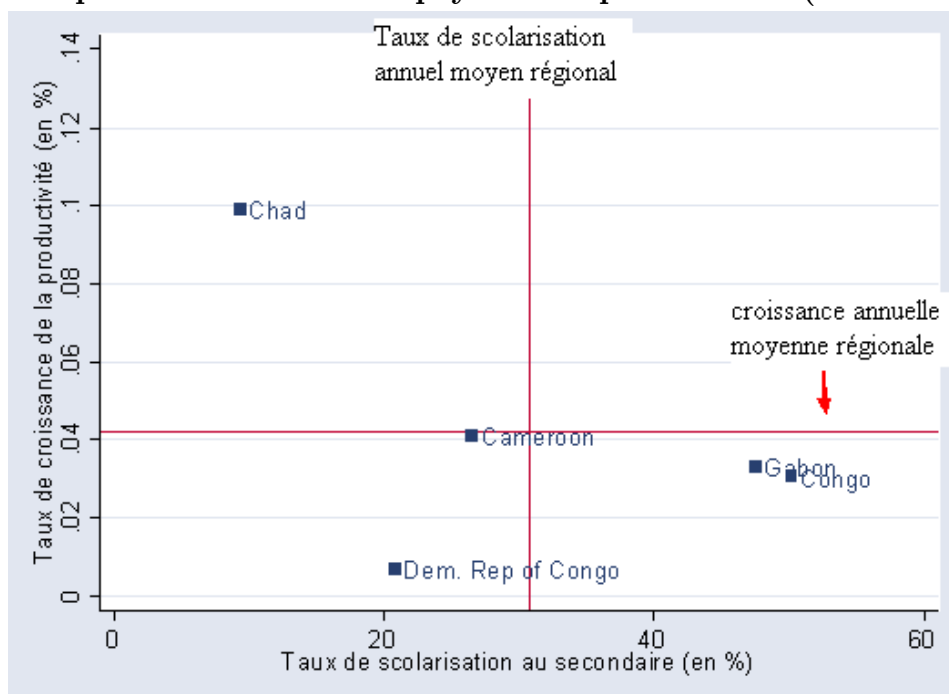
Le capital humain ici saisi par le taux de scolarisation dans le secondaire est censé avoir un effet positif sur la croissance de la productivité car ; plus on est éduqué plus on a la possibilité d'assimiler plus facilement les nouvelles techniques de production et donc plus on accroît sa productivité. Mais, ce raisonnement ne tient sans doute pas compte de certaines réalités spécifiques à ces pays. Ainsi par exemple en Afrique Centrale, il est possible d'avoir une augmentation de la productivité sans que le niveau du capital humain s'accroisse à cause du poids élevé de la production pétrolière dans la richesse de cette région. Car, il a été constaté que les sociétés pétrolières (surtout celles qui sont en *off shore*) font très peu appel à la main d'oeuvre locale ; en plus, les recettes pétrolières sont détournées par les gouvernements corrompus ou alors très peu affectés au renforcement du capital humain de manière générale et à l'éducation de manière spécifique. La figure 5.21 montre très clairement que le pays qui a connu en moyenne annuelle la plus forte croissance de la productivité est le Tchad alors que dans le même temps, ce pays a le taux de scolarisation le plus bas de la région<sup>33</sup>(moins de 10%).

La figure 5.22 qui présente de manière transversale la croissance de la productivité avant et après l'AGOA montre que le Tchad est le pays où la croissance de la productivité a été la plus forte après la mise en place de l'AGOA. Malgré cette forte croissance, le niveau moyen de productivité par heure travaillée du Tchad (1,06 \$US) reste relativement faible. Ce pays occupe la troisième place juste devant le Congo et la République Démocratique du Congo mais largement derrière le Cameroun et surtout le Gabon (qui a la productivité par heure la plus élevée-6,38 \$US-).

<sup>32</sup> Comme nous l'avons évoqué au chapitre 2, cette valeur est obtenue en posant l'opération suivante :  $100 * (e^{0,0026} - 1)$ .

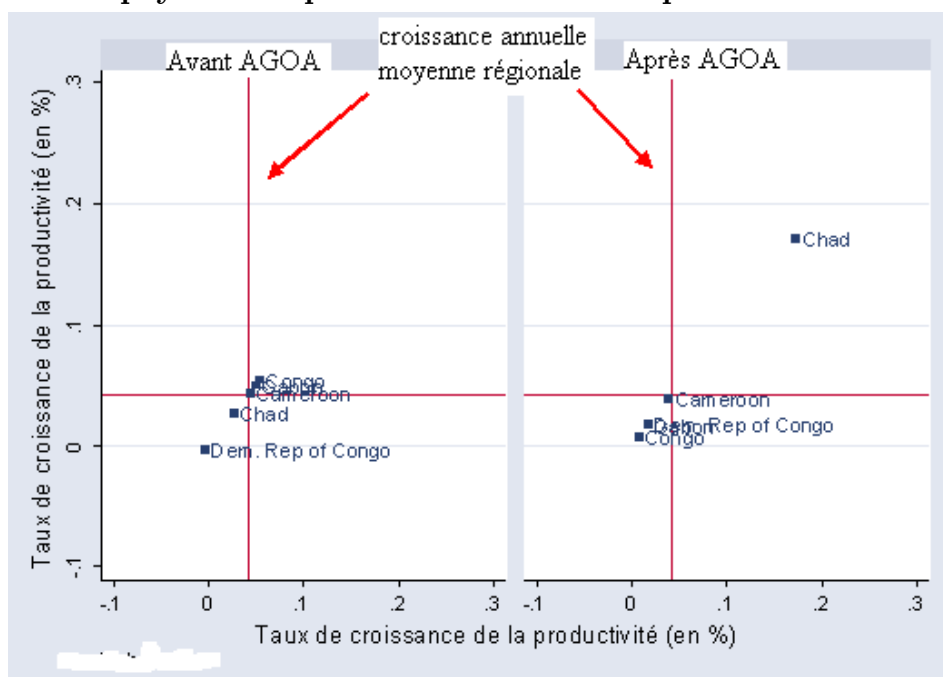
<sup>33</sup> En fait, la croissance de la productivité du Tchad est essentiellement due à la croissance du PIB elle-même due aux ressources provenant de l'exportation du pétrole. Ce cas n'est pas isolé, la Guinée Equatoriale bien que n'appartenant pas à notre échantillon fait également partie de ce type de pays.

FIG. 5.21: Analyse transversale du lien entre taux de scolarisation et croissance de la productivité dans les pays d'Afrique Centrale (1970-2004)



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

FIG. 5.22: Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d'Afrique Centrale avant et après AGOA



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

TABLE 5.10: Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique Centrale

Variable endogène	$\Delta Y_{it}^L$			
Equations	E1	E2	E3	E4
Méthode	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Variables explicatives				
$\Delta Y_{it-1}^L$	0,009 (0,423)	0,009 (0,479)	0,016* (0,074)	0,016* (0,066)
$g_{it}$	1,006*** (0,000)	1,006*** (0,000)	1,012*** (0,000)	1,012*** (0,000)
$Ouv_{it}$	0,0005 (0,600)	0,0005 (0,521)	0,002 (0,270)	0,002 (0,252)
$Inv_{it}$	-0,001 (0,501)	-0,001 (0,487)	0,0003 (0,894)	0,0004 (0,876)
$Infl_{it}$	-0,00003* (0,073)	-0,00003* (0,053)	0,00004 (0,278)	0,00004 (0,283)
$Sec_{it}$	-0,00008 (0,696)	-0,00008 (0,512)	-0,0003** (0,015)	-0,0003** (0,022)
$IP_{it}$	0,004 (0,240)	0,005 (0,256)	-0,0001 (0,926)	-0,00009 (0,960)
$G_{it}$	0,0008 (0,764)	0,0004 (0,880)	0,001 (0,760)	0,001 (0,767)
$IDE_{it}$	-0,002 (0,745)	-0,001 (0,799)	-0,009 (0,354)	-0,009 (0,357)
$Net_{it}$	1,646** (0,020)	1,675** (0,012)	0,862** (0,010)	1,855** (0,011)
$Agoa_{it}$	-0,001 (0,683)	-0,001 (0,693)	-0,0007 (0,742)	-0,0009 (0,703)
$visa_{it}$	...	-0,0008 (0,818)	...	0,0006 (0,714)
$Pexfuel_{it}$	...	...	0,002* (0,074)	0,002* (0,071)
NT <sup>✕</sup>	54	54	54	54
N <sup>†</sup>	5	5	5	5
Valeurs de F	56,78***	77,25***	191876,63***	169789,62***
F[k, N-1]	F[11, 4]	F[12, 4]	F[12, 4]	F[13, 4]
Hansen test	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	Chi-2 (35)	Chi-2 (35)	Chi-2 (29)	Chi-2 (29)
AR (1)	-1,23	-1,21	-1,52	-1,63
Pr > z	0,220	0,227	0,129	0,103
AR (2)	-1,56	-1,53	-1,18	-1,17
Pr > z	0,118	0,126	0,240	0,243

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10% ;

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value ;

✕ : Nombre d'observations

† : Nombre de groupes

#### iv- L'Afrique de l'Est

L'équation (E1) du tableau 5.11 montre que l'*Agoa* n'a pas eu un impact significatif sur la croissance de la productivité des pays de cette région. Cette équation, comme les autres équations, montre que les variations conjoncturelles de l'économie ont un impact positif significatif sur la croissance de la productivité. L'amplitude moyenne de l'effet des variations conjoncturelles sur la croissance de la productivité est estimée à 1,09 points de pourcentage. Conformément à la théorie, l'équation (E1) montre aussi que les investissements influencent positivement et significativement la croissance de la productivité ; d'après cette équation, une variation de 10% de la part des investissements dans le PIB entraîne une variation de 0,3% de la croissance de la productivité.

L'introduction de la variable *visa* dans l'équation (E2) n'affecte pas les variables jadis significatives. Cependant, cette variable apparaît significative et positive traduisant ainsi que l'entrée sur le marché américain des produits textiles et vêtements en franchise des droits de douane a contribué de manière significative à la croissance de la productivité des pays de cette région. D'après cette équation, les pays qui détiennent le *visa* ont une croissance de la productivité de 1,11% supérieure. Après substitution de la variable *visa* par la variable *pexfuel* (équation E3), la variable *Net* qui capte l'effet des NTIC sur la croissance de la productivité est devenue significative. Cette équation montre qu'une augmentation de 1% de la connectivité à Internet entraîne une augmentation de 0,89% de la croissance de la productivité. Par ailleurs, on observe également dans cette équation (E3) que la variable *Agoa* devient significative. En revanche, lorsqu'on rajoute la variable *visa* même en présence de la variable *pexfuel* (Equation E4), la variable *Agoa* perd sa significativité alors que la variable *visa* demeure significative. Ce résultat signifie que l'effet positif de l'AGOA sur la croissance de la productivité a pour origine la possibilité qu'ont ces pays d'exporter en franchise de droits de douane les vêtements et autres produits textiles.

Une analyse transversale de la croissance de la productivité observée avant et après l'AGOA (figure 5.23) permet de voir qu'après la mise en place de l'AGOA, la croissance de la productivité a été plus forte en Tanzanie, en Ouganda, en Ethiopie et à Djibouti. Seule le Kenya décroche par rapport à la période avant l'AGOA.

TABLE 5.11: Impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail de l'Afrique de l'Est

Variable endogène	$\Delta Y_{it}^L$			
	E1	E2	E3	E4
Equations				
Méthode	Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS)			
Variables explicatives				
$\Delta Y_{it-1}^L$	-0,031 (0,622)	-0,030 (0,637)	-0,028 (0,650)	-0,027 (0,670)
$g_{it}$	1,092*** (0,000)	1,096*** (0,000)	1,098*** (0,000)	1,101*** (0,000)
$Ouv_{it}$	0,003 (0,636)	0,004 (0,607)	0,004 (0,472)	0,005 (0,447)
$Inv_{it}$	0,030** (0,035)	0,032** (0,034)	0,027* (0,067)	0,029* (0,062)
$Infl_{it}$	0,00008 (0,114)	0,00008 (0,140)	0,00007 (0,187)	0,00007 (0,225)
$Sec_{it}$	-0,00003 (0,936)	-0,00006 (0,884)	-0,0001 (0,715)	-0,0001 (0,713)
$IP_{it}$	0,006 (0,232)	0,007 (0,164)	0,006 (0,279)	0,007 (0,198)
$G_{it}$	-0,005 (0,474)	-0,007 (0,339)	-0,001 (0,816)	-0,003 (0,647)
$IDE_{it}$	-0,017 (0,642)	-0,021 (0,597)	-0,015 (0,656)	-0,019 (0,602)
$Net_{it}$	0,810 (0,136)	0,821 (0,107)	0,899* (0,061)	0,897* (0,063)
$Agoa_{it}$	0,004 (0,123)	-0,004 (0,160)	0,005* (0,070)	-0,003 (0,130)
$visa_{it}$	...	0,011** (0,040)	...	0,011* (0,041)
$Pexfuel_{it}$	...	...	-0,011 (0,205)	0,012 (0,200)
$N_T^*$	68	68	68	68
$N^\dagger$	5	5	5	5
Valeurs de F	82,41***	31,34***	7,18**	5,30*
F[k, N-1]	F[11, 4]	F[12, 4]	F[12, 4]	F[13, 4]
Hansen test	0,000	0,000	0,000	0,000
Chi-2 (k)	Chi-2 (17)	Chi-2 (17)	Chi-2 (17)	Chi-2 (17)
AR (1)	-1,34	-1,33	-1,31	-1,30
Pr > z	0,181	0,183	0,192	0,194
AR (2)	-1,21	-1,25	-1,11	-1,16
Pr > z	0,227	0,211	0,266	0,247

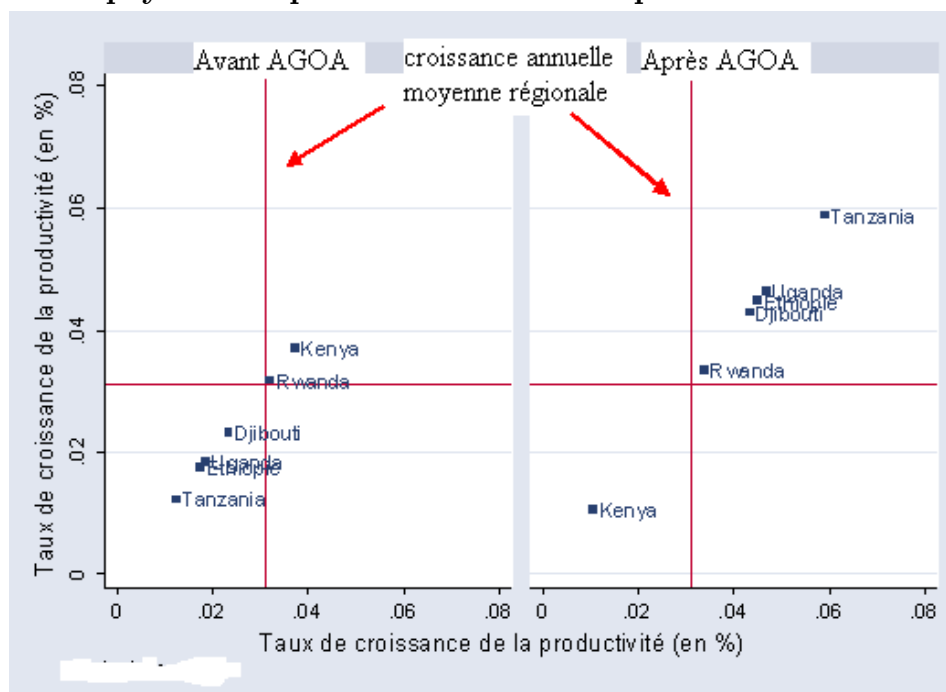
NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10% ;

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value ;

\* : Nombre d'observations

† : Nombre de groupes

FIG. 5.23: Analyse transversale du taux de croissance de la productivité des pays d'Afrique de l'Est avant et après l'AGOA



Source: Calculs de l'auteur, à partir des données de WDI (2005)

### 5.3 Conclusion

La dynamique de globalisation a introduit de nouveaux acteurs dans le processus de croissance économique d'un pays. Dans cette optique, le déploiement des activités des firmes transnationales à travers les IDE ne cesse d'être un déterminant dont l'importance est *crescendo* dans l'analyse de la croissance économique. De ce fait, l'évaluation de l'effet de l'AGOA sur les flux d'IDE est apparue comme un critère crucial dans l'analyse de l'évaluation globale de l'impact de l'AGOA sur les pays éligibles.

À l'échelle globale, notre étude nous a révélé de manière nette que les flux d'IDE en direction des pays éligibles ont été influencés de manière positive et significative par l'AGOA. Cette étude nous a toutefois signifié que ces flux d'IDE ont été accaparés pour une grande partie par les pays exportateurs de pétrole. En outre, la détention d'un *visa* est apparue comme étant un frein pour les IDE dans l'analyse globale ; mais au niveau régional, cette hypothèse n'a pas été confirmée sur aucune région.

Que ce soit à l'échelle globale ou à l'échelle régionale, notre étude nous a montré que la détention d'une agence de promotion des investissements directs étrangers est un puissant générateur de flux d'IDE.

À l'échelle régionale, nous avons constaté que l'AGOA n'a pas eu d'effet significatif sur les flux d'IDE en direction de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe avec ou sans l'Afrique du Sud. Toutefois, l'analyse des faits stylisés nous a permis de voir que l'Angola (pays pétrolier) est devenu depuis 2002 le principal territoire d'accueil des IDE en direction de cette région. En Afrique de l'Ouest, nous avons trouvé que la mise en place de



l'AGOAN n'a pas influencé les flux d'IDE ; en revanche, il a été relevé que les IDE en direction de cette région sont essentiellement captés par les pays pétroliers. En Afrique Centrale, il est apparu que la mise en place de l'AGOAN a influencé de manière positive et significative les IDE en direction de cette région ; mais une fois de plus, nous avons trouvé que le secteur pétrolier s'accapare de l'essentiel des flux d'IDE. La conséquence directe de l'influence du secteur pétrolier comme déterminant dominant des flux d'IDE est la déconnexion entre les flux d'IDE et un certain nombre de variables. Ainsi :

(i) - l'instabilité politique ou l'inflation<sup>34</sup> qui auraient dû influencer négativement les flux d'IDE ont plutôt eu une influence positive,

(ii) - les infrastructures et le taux de scolarisation qui auraient dû avoir une influence positive sur les IDE ont plutôt eu un effet négatif.

Nonobstant ces quelques paradoxes, certaines variables sont apparues significatives avec des signes attendus, c'est le cas du taux de change réel ou de l'ouverture commerciale.

Au delà de l'apport des flux financiers et de l'augmentation quasi mécanique de la production nationale qui s'ensuit, de nombreuses études (Blomström, 1989 ; Blomström & Kokko, 1998 et Aitken & Harrison, 1999) ont montré que les IDE ont une influence positive et significative sur l'augmentation de la productivité. Or sachant qu'à long terme, la croissance de la productivité constitue l'une des principales sources de la croissance économique, il nous a semblé nécessaire d'évaluer l'impact de l'AGOAN sur cette variable.

Tout d'abord à l'échelle globale, l'effet positif et significatif des IDE sur la croissance de la productivité a été révélé. Mais surtout, il a été ensuite observé que la mise en place de l'AGOAN tout autant que la détention d'un *visa* ont eu une influence positive et significative sur la croissance de la productivité. A l'échelle régionale, en dehors de l'Afrique Centrale, l'effet positif et significatif de l'AGOAN sur la croissance de la productivité a été relevé dans toutes les autres régions (Afrique Australe, Afrique de l'Ouest et Afrique de l'Est). En revanche, l'effet positif et significatif du caractère pétrolier sur la croissance de la productivité a été trouvé uniquement en Afrique Centrale ; dans les autres régions (sauf en Afrique de l'Est), cet effet a plutôt un impact négatif et significatif.

En outre, nous avons trouvé que l'Afrique de l'Est est la seule région où la détention d'un *visa* exerce un effet positif et significatif sur la croissance de la productivité. Nous avons également mis en exergue l'existence des effets de *persistance* de la croissance de la productivité en Afrique Australe et en Afrique Centrale. De manière spécifique, notre étude nous a permis de voir que :

(i) - une économie en pleine expansion et ouverte est un puissant facteur de croissance de la productivité,

(ii) - les investissements et l'existence des infrastructures (de communication et de télécommunication) participent de manière décisive à la croissance de la productivité,

(iii) - l'inflation est une trappe non négligeable de la croissance de la productivité.

Au terme de notre analyse, force est de reconnaître que la mise en place de l'AGOAN a eu un effet positif sur les IDE même s'il faut reconnaître que l'ancrage spatial de ces IDE est déterminé de manière significative par la richesse des pays en ressources pétrolières. Malgré une forte concentration des IDE dans le secteur pétrolier, il a toutefois été trouvé que

<sup>34</sup>L'inflation est significative avec un signe positif pour les deux régions les plus riches en pétrole : l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest.

l'AGOA a également eu un impact positif et significatif sur la croissance de la productivité du travail.

Il est vrai que l'analyse de l'impact de l'AGOA sur les pays éligibles à travers certains déterminants de la croissance économique revêt une importance capitale, il n'en demeure pas moins évident que saisir l'effet de l'AGOA directement sur les variations conjoncturelles des économies des pays demeure *in fine*, le but ultime de notre recherche.

## Chapitre 6

# AGOA, OUVERTURE COMMERCIALE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

## Introduction

L'importance théorique de la croissance économique réside surtout dans le rôle central que tient ce concept dans l'enrichissement des nations : accélérer le rythme de la croissance économique est l'objectif principal de toute politique économique ; et pourtant, l'analyse théorique des sources de la croissance économique ne fait pas l'unanimité. Comme nous l'avons évoqué au chapitre précédent, si pour les néo-classiques (Solow, 1956 et de Swan, 1956), la croissance économique de long terme est exogène car dépend du taux de progrès technique et du taux de croissance de la population, il n'en est pas de même pour les théoriciens de la croissance endogène (Romer, 1986 et 1994 ; Lucas, 1988). Pour ces derniers, la croissance économique de long terme est une dynamique cumulative du capital physique, de la croissance de la population, du progrès technique et des comportements économiques. Ce différentiel de perception, en amont, dans le diagnostic des sources de la croissance économique affecte indubitablement en aval l'analyse de l'évolution économique des nations.

Dans la théorie néo-classique comme nous l'avons présenté au chapitre 5, toutes les économies tendent à croître vers le même sentier d'équilibre de long terme en fonction uniquement de leur richesse initiale (convergence absolue<sup>1</sup>). Ici, il est question de convergence entre pays ou plutôt de rattrapage des économies riches par les économies pauvres. Mais si on prend en compte les différences de caractéristiques structurelles (taux d'investissement, taux de croissance de la population, niveau de la technologie...), l'hypothèse de croissance de revenu par tête qui est inversement liée à la richesse initiale peut être validée : c'est la convergence conditionnelle. En revanche, s'il est aisé de dire que les économies ayant les mêmes caractéristiques structurelles peuvent croître vers des sentiers de croissance de long terme similaires, il convient cependant de noter que ce processus n'est possible que si et seulement si leurs conditions initiales sont similaires (clubs de convergence).

La relation établie par la convergence conditionnelle signifie à l'inverse que l'absence de convergence ou plutôt la divergence des revenus par tête proviendrait certes des différences de caractéristiques structurelles mais aussi d'autres types de comportements (Bensidoun

---

<sup>1</sup> Ce concept de convergence absolue est liée à de la notion de  $\beta$  convergence (Barro & Sala-i-Martin, 1991, 1995). La  $\beta$  convergence fait référence au rythme par lequel le niveau de revenu et/ou de la production par habitant d'une région pauvre se rapproche de celui d'une région riche. On observe une convergence  $\beta$  si les économies qui étaient au départ pauvres avaient tendance à croître plus rapidement que les économies riches. Si le coefficient  $\beta$  est calculé sans tenir compte des caractéristiques spécifiques de long terme de chaque économie — comme le taux d'épargne, les technologies et/ou les institutions —, il s'agit alors de la notion de convergence absolue ou inconditionnelle. Par contre, si l'on tient compte de ces caractéristiques spécifiques (le taux d'épargne, les technologies et/ou les institutions) dans l'analyse de la croissance de long terme, on parlera plutôt de convergence conditionnelle. En dehors de la  $\beta$ -convergence, Barro & Sala-i-Martin (1991) ont également évoqué la  $\sigma$ -convergence pour désigner le fait que la dispersion, mesurée par l'écart type du logarithme du revenu par tête, se réduit au cours du temps.

& Boone, 1999). Dès lors, notent ces derniers, pour enrichir l'explication de l'absence de convergence, de nombreux travaux ont introduit dans leur analyse, diverses autres variables tant économiques (degré d'ouverture, etc.) que socio-politiques (instabilité politique, etc.). Si pour Bensidoun & Boone (1999), les enseignements que l'on peut tirer de l'introduction de ces groupes de variables (variables politiques et/ou variables de politique économique) dans l'analyse de la croissance restent globalement limités<sup>2</sup>, en revanche, pour P. et S. Guillaumont & Varoudakis (1999), ces variables trouvent leur importance dans la compréhension des mauvaises performances des économies africaines. De manière convergente, P. et S. Guillaumont & Brun (1999) montrent que l'environnement exogène<sup>3</sup> (catastrophes climatiques, etc.) et le type de politiques économiques font partie de la complexe décomposition des contributions à la croissance des économies africaines.

Au delà des débats théoriques et des spécificité africaines, il est reconnu que la source ultime et incontestable de la croissance économique est l'accumulation des ressources productives favorisée par le changement ou l'acquisition de nouvelles technologies qui peuvent rendre plus efficaces d'une part, le facteur travail (qui s'accroît à travers l'augmentation de la productivité mais aussi à travers l'augmentation quantitative de la force du travail) d'autre part, le capital physique (qui s'accroît à travers l'achat de machines et matériels) et le capital humain (qui s'accroît à travers la formation et la Recherche-Développement).

En tant que cadre central de coopération économique entre les pays d'Afrique sub-saharienne et les Etats-Unis, l'AGOA a été mise en place pour soutenir et/ou favoriser les pays éligibles à accéder ou à se maintenir sur un sentier de croissance durable. Mais du fait à la fois de la structure peu diversifiée des économies des pays éligibles et donc de leur forte dépendance aux produits de rente (voir chapitre 3) d'une part, et de la forte volatilité des cours de ces produits sur les marchés internationaux d'autre part, il paraît opportun d'analyser quelles peuvent être les conséquences de l'AGOA sur la croissance économique des pays éligibles. Après avoir effectué une analyse théorique du lien entre ouverture commerciale et croissance économique (6.1), nous allons ensuite évaluer de manière contrefactuelle l'impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays éligibles (6.2).

## 6.1 Ouverture commerciale et croissance économique : Analyse théorique

La loi sur la croissance et les possibilités en Afrique est un cadre qui définit les relations de coopération économique entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique subsaharienne. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, ce cadre intègre plusieurs domaines : il détermine aussi bien les conditions d'accès à certains avantages que les objectifs à poursuivre pour continuer à bénéficier desdits avantages que ce soit en matière d'investissement ou d'aide (coopération technique, subventions, dons ou autres facilités d'accès aux crédits). Mais l'un des points essentiels de cette loi concerne les avantages commerciaux que les Etats-Unis ont décidé d'accorder aux pays éligibles. L'objectif de tous ces avantages est de créer

---

<sup>2</sup> Ces auteurs montrent que cette faible significativité est due au fait que ces variables ne résistent pas par exemple, à un changement de la période d'estimation ou à la modification de la taille de l'échantillon des pays observés, ou encore à un changement dans les autres variables explicatives.

<sup>3</sup> Pour Henner (2000), les infrastructures physiques font partie de l'environnement exogène et influencent fortement la croissance des économies africaines.

dans les pays bénéficiaires les conditions d'une croissance économique durable.

En fait, la mise en place de l' AGOA met en exergue la problématique de la relation entre ouverture commerciale et croissance économique. Cette question a fait l' objet d' une vaste littérature ; le but de ces travaux était de trouver une explication cohérente entre les théories qui soutiennent que l' ouverture est source de croissance économique et les faits stylisés qui contrastent avec cette vision (échec des économies africaines ou stagnation des économies latino-américaines). Après avoir exposé de manière non exhaustive l' état des lieux de la littérature théorique et empirique de la relation entre ouverture et croissance (6.1.1), nous allons ensuite présenter le modèle (6.1.2) qui nous permettra d' analyser du point de vue empirique, l' impact de l' AGOA sur la croissance économique des pays éligibles (6.1.3).

### 6.1.1 Etat des lieux de la littérature théorique et empirique

#### 6.1.1.1- Revue de la littérature théorique

Jusqu' à une période relativement récente, la relation théorique entre ouverture et croissance a été essentiellement traitée par la théorie du commerce international qui a examiné les gains d' une libéralisation commerciale en termes de niveau du revenu ou de gain de bien-être. Ainsi, dès le 19<sup>ème</sup> siècle, David Ricardo (1817) a montré à travers la théorie des avantages comparatifs que l' ouverture d' un pays permettait à ce dernier d' améliorer son efficacité économique et donc d' améliorer son bien-être. De manière convergente, sous l' inspiration de la théorie de Ricardo, l' école suédoise à travers la théorie Heckscher-Ohlin (1933) a montré que sous les hypothèses de technologie similaire entre pays, d' intensité factorielle différente entre biens et d' absence de mobilité internationale des facteurs de production, les pays engagés dans l' échange international exporteront les biens dont la production utilise de manière relativement intensive les facteurs dont le pays est relativement bien doté. En termes de gains à l' échange ou plutôt de croissance économique, cela traduit que le libre-échange est bénéfique pour tous les pays qui y participent car engendre une réallocation efficace des ressources selon l' avantage comparatif et une meilleure utilisation des capacités de production.

Pour Balassa (1978), le libre-échange permet également aux pays participants de trouver de nouveaux débouchés pour leur production et donc d' exploiter d' éventuelles économies d' échelle. Par ailleurs, il entraîne aussi autant sur le marché domestique que sur le marché étranger un accroissement de la concurrence et génère ainsi dans les pays participants des améliorations technologiques et managériales en réponse à cette concurrence tous azimuts. Cette idée de diffusion technologique a été évoquée par Feder (1982) pour qui le fait que le secteur exportateur soit soumis à une forte concurrence pousse les producteurs à améliorer leur technologie et à adopter des techniques de gestion plus efficaces soit pour faire pression à la concurrence étrangère (pays leaders) soit pour faire face à cette dernière (pays suiveurs). La concurrence internationale génère ainsi un processus de "sélection naturelle" et, au cours de ce processus, les pays les moins performants en termes de prix ou de qualité sont contraints de s' adapter ou bien de quitter le marché. A la fin du processus, il ne reste plus sur le marché que les pays dont la productivité marginale des facteurs est la plus élevée, ce qui induit une amélioration globale de l' efficacité économique et donc une croissance accrue.

Pour Feder (1982), ce raisonnement implique que le secteur non exportateur lui-même peut bénéficier de l'ouverture au travers des externalités positives qui provoquent la diffusion des nouvelles technologies et de techniques managériales. Cette analyse rejoint d'une certaine manière celle de la théorie d'échanges des gains dynamiques pour qui, les gains de croissance ont pour origine l'accélération de l'accumulation du capital physique et du capital humain eux-mêmes provoqués par le transfert de technologie et l'amélioration de la qualité des politiques macroéconomiques (Baldwin, 1992 ; Funk, 1996 ; Rutherford & Tarr, 1998 et Eicher, 1999). De manière nuancée, certains théoriciens de la nouvelle théorie du commerce international à l'instar de Krugman (1993) montrent que le libre-échange peut être source de gains de bien-être, d'autres (Brander & Spencer, 1983, 1985 ; Krugman, 1986 ; Dixit, 1986 et 1987 ; Grossman, 1992 ; Tyson, 1992 et Klodt, 1992) reconnaissent que sous les hypothèses de concurrence imparfaite, de rendements d'échelle et éventuellement d'externalités, le libre-échange peut aussi être source de perte de bien-être pour certains pays participants à l'échange<sup>4</sup>.

Donc, il apparaît grosso modo d'après les théories du commerce international (théories traditionnelles et nouvelles théories du commerce international de manière nuancée) que le libre-échange est source de croissance économique. Cependant, si historiquement, les théories du commerce international ont le plus souvent reconnu et mis en exergue le rôle (positif) de l'ouverture dans l'enrichissement des nations, il n'en est pas de même des théories de la croissance.

En effet, d'après les théories d'inspiration classique et néo-classique (Solow, 1956 et Swan, 1956), la croissance de long terme a une origine exogène : le progrès technique et la croissance de la population. Mais du fait de l'incapacité de ces théories à expliquer toutes les dynamiques de croissance, les modèles de croissance endogène sont ainsi apparus comme un levier des limites observées dans les modèles néo-classiques.

Les modèles de croissance endogène sont généralement associés aux travaux de Romer (1986, 1990), Lucas (1988), Rebelo (1991), Rivera-Batiz & Romer (1991), Grossman & Helpman (1991a, 1991b), Grossman (1992), Mankiw, Romer & Weil (1992), Barro & Sala-i-Martin (1992, 1996). D'après ces modèles, l'analyse de la croissance ne doit plus se limiter à l'accroissement des facteurs de production, mais doit prendre en considération d'autres aspects tels que le niveau de capital humain, l'existence de rendements croissants, l'importance des processus d'apprentissage interne et du progrès technique endogène. Romer (1986) insiste sur le rôle des investissements et intègre l'hypothèse de rendements croissants. Romer (1990) examine l'impact de l'innovation technologique et des dépenses en matière de Recherche-Développement sur la croissance économique. De son côté, Lucas (1988) privilégie l'accumulation du capital humain effectuée par les individus. Ainsi, les nouveaux courants de la croissance endogène ne réduisent plus la croissance à l'augmentation des facteurs de production mais prennent en considération une multiplicité de nouveaux éléments significatifs de la complexité croissante des dynamiques économiques dans les sociétés modernes.

Les théories de la croissance endogène ont également mis en évidence le fait que la politique commerciale affecterait la croissance de long terme à travers son impact sur le

---

<sup>4</sup> Brander & Spencer (1983) préconisent un libre-échange contrôlé, c'est à dire un libre échange où l'Etat joue un rôle central afin de rééquilibrer les pertes en adoptant par exemple des mesures de protection (imposition d'un droit de douane ou d'une taxe supplémentaire).

changement technologique. Pour le démontrer, Grossman & Helpman (1991) partent du postulat que l'ouverture qui permet d'augmenter les importations de biens et services incluant les nouvelles technologies permet par transitivité au pays de connaître un progrès technologique et d'augmenter sa productivité grâce aux effets d'apprentissage<sup>5</sup> et au transfert de technologie. Pour ces auteurs, les économies plus ouvertes doivent croître plus rapidement que celles plus fermées. Grossman et Helpman (1991) notent cependant que ces gains dépendent de plusieurs facteurs parmi lesquels la situation initiale; c'est cette dernière qui détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance<sup>6</sup>. Cette dernière remarque émise par Grossman et Helpman (1991) montre que le consensus qui régnait jusque là sur l'impact toujours positif de l'ouverture sur la croissance doit être nuancé et dépend de plusieurs autres facteurs. Ce doute existait déjà dans les nouvelles théories du commercial international à travers les hypothèses imposées à l'analyse des gains à l'échange principalement en termes de rendement d'échelle et d'externalités. Ces différents questionnements ont largement contribué à enrichir la littérature empirique sur le lien entre ouverture et croissance économique

#### 6.1.1.2- Revue de la littérature empirique

Jusqu' à une période relativement récente, la littérature empirique sur la relation entre ouverture et croissance dans les pays en développement s' est principalement concentrée à l' examen de l' effet d' une croissance des exportations sur la croissance économique (Rogowsky & Koopman, 2001). Les premières études datent des années 70, elles sont généralement attribuées à Little, Scitovsky & Scott (1970)<sup>7</sup> et à Balassa (1971)<sup>8</sup>. Bien que n' analysant pas de manière directe l' impact de l' ouverture sur la croissance économique, ces études ont eu le mérite de mettre en évidence le rôle de l' ouverture sur l' industrialisation des pays étudiés en utilisant comme indicateur d' ouverture le taux effectif de protection (TEP)<sup>9</sup>. Bien avant les auteurs ci-dessus cités, l' analyse du lien entre exportations et croissance avait déjà été menée par Emery (1967), puis poursuivie plus tard par Kravis (1970). Ces auteurs ont trouvé que les mesures de libéralisation des échanges étaient globalement associées à une expansion des exportations qui elle-même s' accompagnait d' une croissance économique.

Dans la suite de ces travaux, d'autres études<sup>10</sup> ont été menées mais en utilisant une mé-

---

<sup>5</sup>Déjà dès 1988, Lucas a montré que grâce à des effets d' apprentissage "learning by doing", l' accumulation du capital humain était source de croissance économique. Même dans le modèle d' Arrow (1962), il était déjà démontré que l' expérience pouvait accroître la productivité des travailleurs.

<sup>6</sup>L' ouverture d' une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays doit adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d' ouverture appropriées.

<sup>7</sup>Leur échantillon comprend les pays suivants : Argentine, Brésil, Mexique, Inde, Pakistan, Philippines et Taiwan.

<sup>8</sup>Les pays suivants font partie de l'échantillon de Balassa (1971) : Chili, Brésil, Mexique, Malaisie, Pakistan, les Philippines et Norvège.

<sup>9</sup>Le Taux effectif de protection (TEP) pour une industrie bien spécifique est définie comme le pourcentage de l' augmentation de la valeur ajoutée induit par la structure tarifaire du pays. Le TEP sera considéré comme relativement élevé si à la fois les tarifs appliqués sur les biens finaux sont élevés et ceux appliqués sur les biens intermédiaires sont faibles ; et il sera considéré comme relativement faible dans le cas contraire.

<sup>10</sup>Michaely (1977) et Feder (1982) fournissent des éléments qui confirment l'existence d'une corrélation

thodologie différente. Ainsi, Jung & Marshall (1985), Bahmani-Oskooee, Hamid & Ghiath (1991), Esfahani (1991) et Serletis (1992) font plutôt appel au test de causalité de Granger-Sims pour vérifier si l'ouverture cause la croissance économique. Ces études ont trouvé que dans la plupart des pays, une augmentation des exportations était source de croissance économique après un délai de deux ans. Ces mêmes études ont également identifié une causalité inverse entre la croissance économique et l'augmentation des exportations. Par ailleurs, Sachs & Warner (1995) trouvent que l'ouverture a un effet positif et fortement significatif sur la croissance économique. A partir d'une régression en coupe transversale, ces auteurs montrent que les taux de croissance des pays ouverts sont en moyenne de 2,2% à 2,5% supérieurs aux taux de croissance des pays fermés. Contrairement aux travaux précédents, Sachs & Waner (1995) construisent une variable qualitative comme indicateur d'ouverture à partir d'un ensemble d'indicateurs<sup>11</sup>.

Pritchett (1996) cherche également à établir le type de lien qui existe entre ouverture et croissance économique, pour cela, il utilise différentes mesures de l'ouverture : la mesure de distorsion au commerce de Edward Leamer (1988)<sup>12</sup>, la mesure de distorsion de prix de Dollar (1992)<sup>13</sup>, le tarif douanier moyen, le pourcentage des importations couvertes par les barrières non tarifaires<sup>14</sup> et un index de l'intensité du commerce ajusté<sup>15</sup>. Pritchett (1996) trouve que l'effet de l'ouverture sur la croissance économique n'est pas toujours significatif, de plus, le sens espéré n'est pas toujours celui obtenu. Ces résultats mettent en exergue le fait que la relation entre ouverture et croissance peut fournir des résultats *a priori* improbables ; en fait, ces résultats dépendent du type de mesure de l'ouverture utilisée.

Ces interrogations et questionnements sur les effets bénéfiques de la libéralisation com-

positive entre croissance de la production et exportations. Baldwin et Seghezza (1996) mettent l'accent sur les effets de l'investissement induit par le commerce extérieur sur la croissance et constatent que l'ouverture stimule l'investissement, ce qui est bon pour la croissance. Edwards (1993) fait une analyse générale de la relation entre degré d'ouverture et croissance.

<sup>11</sup>Pour Sachs & Warner (1995), un pays sera considéré comme ouvert s'il satisfait les 5 conditions suivantes :

- Le taux moyen des tarifs douaniers doit être inférieur à 40%,
- Les quotas moyens et les licences appliquées aux produits importés doivent être inférieurs à 40%,
- La prime de change sur le marché noir doit être inférieure à 20%,
- Le contrôle des exportations (taxes, quotas) doit être quasi nul,
- Le pays ne doit pas être socialiste-pas de caisse publique de stabilisation des produits exportés-

<sup>12</sup>Leamer (1988) a construit un modèle économétrique de commerce basé sur les hypothèses de la théorie de Heckscher-Ohlin. La mesure de l'ouverture de Leamer représente la déviation du volume de commerce de son trend théorique prévu pendant que l'index de distorsion représente la déviation des échanges sectoriels des partenaires de leur trend théorique prévu.

<sup>13</sup>Dollar (1992) analyse les données de prix à partir de la base de données de Summers & Heston (1988) qui compare les niveaux de prix dans différents pays en parité des pouvoirs d'achat. Après avoir contrôlé le PIB par tête et d'autres variables, Dollar interprète des prix nationaux relativement faibles comme une marque d'ouverture plus grande du pays et des prix nationaux relativement élevés comme une marque de fermeture.

<sup>14</sup>Le tarif douanier moyen et le pourcentage des importations couvertes par les barrières non tarifaires ont été proposées par la CNUCED (1988).

<sup>15</sup>C' est le ratio des exports plus les imports rapporté au PIB contrôlé par les variables de population, de PIB par tête, de lieu géographique, du ratio CIF/FOB et enfin du type d'exportations du pays (exportateurs de produits pétroliers ou de produits manufacturés).



merciale sur la croissance économique vont se radicaliser avec l'article de Rodrik & Rodriguez (1999). Dans cette contribution, ces deux auteurs posent d'entrée de jeu la question de savoir si les pays qui ont une plus grande ouverture sur le commerce international ont un niveau de croissance plus fort que les autres. Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, les auteurs se sont intéressés à une série de travaux importants traitant du lien entre ouverture commerciale et croissance économique. Ces auteurs ont ainsi effectué un examen critique de cinq contributions essentielles à ce débat<sup>16</sup>.

La première contribution examinée par Rodrik & Rodriguez (1999) est celle de Dollar (1992) ; son intérêt réside dans la construction de deux indices nouveaux afin de mesurer le degré d'ouverture des économies sur le commerce international. Le premier est l'indice de distorsion du taux de change réel, et le second est l'indice de variabilité de ces taux de change. Ces deux indices donnent une idée sur l'ouverture d'une économie dans la mesure où celle-ci est le résultat de la combinaison de deux facteurs à savoir, le niveau bas du taux de protection pour les biens intermédiaires qui se traduit par un taux de change réel favorable aux exportateurs, et une faible variabilité du taux de change réel dans le temps afin d'enlever toute incertitude sur les choix des investisseurs. Les indices de distorsion et de variabilité permettent à Dollar (1992) de saisir les deux dimensions essentielles de l'ouverture des économies sur l'extérieur. Afin de mesurer la relation entre la croissance et l'ouverture, il régresse sur la croissance du revenu par tête le taux d'investissement, les distorsions du taux de change réel et sa variabilité avec un échantillon de 95 pays sur une période allant 1967 à 1985. Ce test lui permet de montrer que le niveau élevé de distorsion et la plus grande variabilité des taux de change sont fortement corrélés à un faible niveau de croissance du revenu par tête. Un résultat qui permet à Dollar (1992) d'affirmer que l'ouverture sur l'extérieur a un impact fortement positif sur la croissance et le développement.

Dès lors, Rodrik & Rodriguez (1999) se sont attaqués aux fondements méthodologiques même de la démonstration en considérant que l'indice de distorsion ne constitue pas une mesure rigoureuse des restrictions commerciales. Par ailleurs, ils ont montré que les résultats de la régression ne sont pas assez robustes pour des spécifications alternatives, spécifiquement parce que ces deux auteurs montrent que dans certains cas les distorsions ne sont pas le résultat des politiques commerciales mais plutôt le produit des politiques monétaires ou des politiques de change. Il faut également noter que les coûts de transport, surtout dans les

---

<sup>16</sup>Il s'agit des travaux suivants :

-Dollar D., (1992), "Outward-oriented developing economies really do grow more rapidly : Evidence from 95 LDCs, 1976-1985", *Economic Development and Cultural Change*, 40(3) : 523-544.

-Sachs J. & Warner A., (1995), "Economic reform and the process of global integration", *Brookings Papers on Economic Activity*, 96(1) : 1-118.

-Edwards S., (1992), "Trade orientation, distortions and growth in developing countries", *Journal of Development Economics*, 39(07) : 31-57.

-Edwards S., (1998), "Openness, Productivity and growth : What do we really know ?", *Economic Journal*, 15(4) : 475-487.

-Ben-David D., (1993), "Equalizing exchange : Trade liberalization and income convergence", *Quarterly Journal of Economics* : 108(3) : 653-670.

Rodrik & Rodriguez (1999) justifient le choix de ces contributions par le nombre de citations, qui en font des références essentielles dans la théorie économique, mais aussi par les innovations méthodologiques que les auteurs ont introduites afin de mesurer les effets de l'ouverture sur la croissance dans les pays en développement

pays africains, introduisent d'importantes distorsions dans l'ouverture sur l'extérieur. En fin de cause, Rodrik & Rodriguez (1999) estiment que si la variabilité des taux de change est liée de manière significative aux taux de croissance, on ne peut véritablement dire que la démonstration de la liaison entre ouverture et croissance économique a été faite dans la contribution de Dollar (1992).

Rodrik & Rodriguez (1999) s'attaquent dans une deuxième phase à l'article de Sachs & Warner (1995). Pour ces deux auteurs, le principal intérêt de cet article est uniquement d'ordre méthodologique et réside dans la construction d'un nouvel indice pour mesurer l'ouverture sur l'extérieur sur la base d'autres indicateurs (voir ci-dessus). A partir de ces cinq indicateurs, Rodrik & Rodriguez (1999) montrent que seulement deux de ces cinq indicateurs peuvent permettre d'avoir les résultats obtenus par Sachs & Warner (1995) ; il s'agit de l'existence d'un monopole d'Etat sur les principales exportations et le marché noir des devises étrangères. De plus Rodrik & Rodriguez (1999) montrent que l'existence et le développement des marchés parallèles pour les devises étrangères sont le résultat d'un ensemble de choix politiques et économiques et par conséquent ne peuvent s'expliquer seulement par la faiblesse de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur. Par ailleurs, sur le plan empirique, Rodrik et Rodriguez (1999) se sont rendus compte que la variable monopole sur les exportations n'a couvert que 29 pays d'Afrique qui avaient entrepris les programmes d'ajustements structurels (PAS) entre la fin des années 80 et le début des années 90, et ne pouvait en conséquence être généralisée. Pour Rodrik & Rodriguez (1999), en tout état de cause, les résultats des travaux de Sachs & Warner (1995) ne proviennent pas des variables liées directement à la politique commerciale mais plutôt de deux variables qui peuvent être considérées comme étant des estimations imparfaites des distorsions et des restrictions commerciales.

Rodrik & Rodriguez (1999) se sont ensuite penchés sur la contribution de Edwards (1998) qui a cherché à mesurer la relation entre la croissance, mesurée par un taux de croissance de la productivité totale des facteurs de production, et neuf indicateurs différents pour mesurer l'ouverture économique. Les neuf indicateurs de l'ouverture sont : l'indicateur de Sachs-Warner, un indicateur subjectif sur l'ouverture des économies construits par la Banque Mondiale dans le Rapport Mondial sur le Développement de 1987, l'indicateur de Edwards-Leamer construit à partir de moyennes résiduelles des régressions sur les flux commerciaux, un indicateur de mesure du marché noir pour les devises étrangères, une moyenne des tarifs à l'importation calculée par Barro & Lee (1994) à partir de la base de données de la CNUCED, un indicateur mesurant la moyenne des barrières non tarifaires construit par Barro & Lee (1994) à partir des données de la CNUCED, l'indice subjectif de la Fondation Heritage qui donne une mesure des distorsions du commerce international, le ratio du revenu total sur le revenu tiré des taxes sur les exportations et les importations et enfin l'indice de Holger Wolf basé sur les distorsions des importations. A partir des résultats économétriques trouvés, Edwards (1998) conclut à une forte relation positive entre l'ouverture sur l'extérieur et la croissance de la productivité. Mais pour Rodrik & Rodriguez (1999), la méthodologie utilisée par Edwards (1998) pose problème car pour eux, si on passe la régression du revenu par tête en logarithme ou si on utilise la méthode de *white* pour l'hétéroscédasticité, le nombre d'indicateurs d'ouverture significatifs tombe à cinq dans le premier cas et quatre pour l'autre cas. Dès lors, ces deux auteurs se sont alors penchés sur les quatre indicateurs restants, et ils ont pu démontrer que chacun d'entre eux pose

aussi d'importantes difficultés méthodologiques notamment que leur corrélation avec la productivité ne peut être considérée comme une démonstration de la relation forte entre ouverture et croissance économique.

A partir de ces travaux, Rodrik & Rodriguez (1999) concluent qu'il est difficile de démontrer l'existence d'une corrélation forte entre l'ouverture sur l'extérieur et la croissance économique. Au delà même des questions méthodologiques soulevées par Rodrik & Rodriguez (1999), Berge & *alii.* (1994) ont montré que la structure des échanges déterminait aussi le sens (positif ou négatif) de la relation entre ouverture et croissance économique. A ce propos, Woolcock, Pritchett & Isham (2001) ont montré que le différentiel de croissance entre les pays réside dans le type de biens d'exportation. Cette analyse a été confirmée par Isham, Woolcok, Pritchett & Busby (2002) pour qui la croissance économique sera forte ou faible selon que le pays exporte respectivement les produits manufacturés, les ressources naturelles "diffuses" (riz, produits animaux) ou encore les ressources naturelles "sources" (pétrole, diamants etc.). A l'évidence, le sens de l'impact de l'ouverture sur la croissance économique ne peut être déterminé *a priori* sans une étude contrefactuelle ; pour cela, une bonne démarche méthodologique nous impose de présenter d'abord le type de modèle choisi.

### 6.1.2 Modélisation de l'impact de l'AGOA sur la croissance économique

De la quintessence de la littérature théorique et empirique telle que ci-dessus présentée, il s'avère que l'ouverture commerciale a plutôt tendance à avoir un impact positif sur la croissance économique. Pour Levine & Renelt (1992), la transmission de l'onde de choc entre ces deux variables se fait par l'intermédiaire de l'investissement. De manière convergente, Baldwin & Seghezza (1996) trouvent également que le facteur qui détermine le lien entre ouverture et croissance est l'investissement. Pour ces deux auteurs, une hausse des investissements suite à l'ouverture entraîne une croissance plus forte. A l'évidence, l'impact des investissements sur la croissance économique est incontestable. Dans le cadre de cette étude, notre objectif est d'évaluer l'impact de l'AGOA sur la croissance économique. Pour cela, nous essayerons d'établir une modélisation qui donne une place importante aux investissements mais surtout qui nous permet de capter l'effet de l'AGOA sur les pays éligibles (6.1.2.1). Toutefois, il convient de reconnaître qu'aussi élaborée soit-elle, la robustesse d'une analyse est conditionnée par la méthode d'estimation retenue (6.1.2.2).

#### 6.1.2.1- Spécification de l'équation de croissance

##### i- Choix du type de spécification

Une bonne analyse théorique exige l'utilisation d'une spécification qui puisse prendre en compte les caractéristiques spécifiques du "sujet" objet de l'étude. Afin de prendre en considération autant que possible toutes les caractéristiques liées aux économies africaines, le modèle que nous avons retenu dans le cadre de cette étude est celui de Mankiw, Romer & Weil (1992).

Dans leur article «A contribution to the empirics of economic growth», Mankiw, Romer & Weil (1992) entreprennent de montrer que malgré ses insuffisances, le modèle de Solow offre un cadre satisfaisant pour l'analyse de la croissance. Ils montrent en effet qu'en élargissant la notion de capital pour y intégrer le capital humain, puis en conservant l'idée

d'un progrès technique exogène et de rendements d'échelle constants dans la production, il est possible d'expliquer une très grande partie des différences internationales de niveaux de revenu et de taux de croissance par tête.

Suivant les travaux de Mankiw et *alii.* (1992), nous reprenons les équations de base du modèle de Solow en y introduisant une mesure du capital humain et en considérant une fonction de production Cobb-Douglas de la forme suivante :

$$Y(t) = F(K(t), H(t), A(t)L(t)) = K(t)^\alpha H(t)^\beta (A(t).L(t))^{1-\alpha-\beta} \quad (6.1)$$

avec  $\alpha > 0, \beta > 0, \alpha + \beta < 1$

où  $Y$  est la production réelle,  $L$  désigne le facteur travail (le nombre de travailleurs),  $K$  et  $H$  représentent respectivement le stock de capital physique et humain, et enfin  $A$  représente la technologie.

$A$  est définie de la manière suivante :

$$A(t) = A_L(t)(A(0)A_K(t)^\alpha A_H(t)^\beta)^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}} \quad (6.2)$$

où  $A(0)$  est un indice global de la technologie et de l'efficacité de l'économie; avec  $A_K, A_H$  et  $A_L$  la part de progrès technique augmentant respectivement l'efficacité du capital physique, du capital humain et du travail.

En remplaçant l'équation (6.2) dans l'équation (6.1), on a l'expression suivante de  $Y$  :

$$Y(t) = A(0)(A_K(t)K(t))^\alpha (A_H(t)H(t))^\beta (A(t).L(t))^{1-\alpha-\beta} \quad (6.3)$$

Sachant que le niveau de la technologie et l'offre de travail évoluent de manière exogène et plus précisément comme suit :

$$\begin{cases} A(t) = A(0)e^{(gt+X\psi)} \\ L(t) = L(0)e^{nt} \end{cases} \quad (6.4)$$

où  $n$  est le taux de croissance exogène de la force de travail,  $t$  l'indice de temps,  $g$  le taux de croissance de progrès technique,  $X$  un vecteur représentant les variables de politique économique et les autres facteurs susceptibles d'affecter le niveau de la technologie et donc les performances de l'économie,  $\psi$  le vecteur de coefficients lié aux variables définis par  $X$ .

Considérons  $s_K$  et  $s_H$  représentant respectivement la part de la production consacrée à l'accumulation du capital physique et humain, supposons aussi que ces deux types de stocks de capital se déprécient au même taux  $\delta$ , alors les variations temporelles de ces deux types de capital peuvent être représentées par les équations suivantes :

$$\begin{cases} \frac{dK(t)}{dt} = s_K Y(t) - \delta K(t) \\ \frac{dH(t)}{dt} = s_H Y(t) - \delta H(t) \end{cases} \quad (6.5)$$

soient  $k(t)$  et  $h(t)$  les stocks de capital physique et humain exprimés en unités de travail effectif de la forme  $k(t) = \frac{K(t)}{A(t)L(t)}$  et  $h(t) = \frac{H(t)}{A(t)L(t)}$ . Si  $y$ , le niveau de production par unité

de travail effectif peut s'écrire ainsi;  $y(t) = \frac{Y(t)}{A(t)L(t)}$  alors on peut réécrire la fonction de production en termes de quantités par unités de travail de la manière suivante :

$$y(t) = f(k, h) = (k(t))^\alpha (h(t))^\beta \quad (6.6)$$

Dès lors, le flux de production par unité d'efficiace est elle même fonction des stocks de capitaux physique et humain par unité d'efficiace. A chaque période, les fractions  $s_k$  et  $s_h$  du flux de production sont respectivement affectées à l'investissement brut en capital physique et en capital humain. Dans le même temps, l'obsolescence du capital se traduit par la disparition, à chaque période, d'une fraction  $\delta$  de stock de capital physique et humain. Le taux effectif de dépréciation du capital (physique et humain) est alors égal à  $n + g + \delta$  car plus le nombre d'unités d'efficiace augmente, plus le stock de capital diminue. On peut dès lors déduire le système dynamique fondamental traduisant l'évolution des stocks de capitaux physique et humain par unité d'efficiace :

$$\begin{cases} \frac{dk(t)}{dt} = s_k(t)y(t) - (n(t) + g(t) + \delta)k(t) \\ \frac{dh(t)}{dt} = s_h(t)y(t) - (n(t) + g(t) + \delta)h(t) \end{cases} \quad (6.7)$$

L'état stationnaire de l'économie se caractérise par l'annulation de chacune des équations différentielles de premier ordre du système (6.7) car à ce stade, les niveaux de capitaux physique et humain par unité de travail effectif sont constants. La solution du système (6.7) qui en résulte et qui correspond aux valeurs de  $\hat{k}$  et  $\hat{h}$  présentées à l'équation (6.8) définit l'équilibre de long terme de l'économie.

$$\hat{k}(t) = \left( \frac{s_k^{1-\beta}(t)s_h^\beta(t)}{n(t) + g(t) + \delta} \right)^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}} \quad \text{et} \quad \hat{h}(t) = \left( \frac{s_k^\alpha(t)s_h^{1-\alpha}(t)}{n(t) + g(t) + \delta} \right)^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}} \quad (6.8)$$

Si on remplace  $\hat{k}$  et  $\hat{h}$  par leurs valeurs de l'équation (6.8) dans l'équation (6.6), la fonction de production aura la forme suivante :

$$y(t) = (k(t))^\alpha (h(t))^\beta = \left( \left( \frac{s_k^{1-\beta}(t)s_h^\beta(t)}{n(t) + g(t) + \delta} \right)^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}} \right)^\alpha \left( \left( \frac{s_k^\alpha(t)s_h^{1-\alpha}(t)}{n(t) + g(t) + \delta} \right)^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}} \right)^\beta \quad (6.9)$$

en introduisant le logarithme, l'équation (6.9) devient

$$\ln \hat{y} = \left[ \begin{array}{l} \left( \frac{\alpha}{1-\alpha-\beta} \right) \ln \left( \frac{s_k^{1-\beta}(t)s_h^\beta(t)}{n(t)+g(t)+\delta} \right) \\ + \left( \frac{\beta}{1-\alpha-\beta} \right) \ln \left( \frac{s_k^\alpha(t)s_h^{1-\alpha}(t)}{n(t)+g(t)+\delta} \right) \end{array} \right] \quad (6.10)$$

$$\Rightarrow \left[ \begin{array}{l} \frac{\alpha}{1-(\alpha+\beta)} [(1-\beta) \ln s_k(t) + \beta \ln s_h(t) - \ln (n(t) + g(t) + \delta)] \\ + \frac{\beta}{1-(\alpha+\beta)} [\alpha \ln s_k(t) + (1-\alpha) \ln s_h(t) - \ln (n(t) + g(t) + \delta)] \end{array} \right] \quad (6.11)$$

$$\Rightarrow \left[ \begin{array}{l} - \left( \frac{\alpha+\beta}{1-(\alpha+\beta)} \right) \ln (n(t) + g(t) + \delta) \\ + \left( \frac{\alpha}{1-(\alpha+\beta)} \right) \ln s_k(t) + \left( \frac{\beta}{1-(\alpha+\beta)} \right) \ln s_h(t) \end{array} \right] \quad (6.12)$$

Si on pose  $F = (\alpha + \beta)$ , l'équation (6.12) prend la forme suivante :

$$\ln \hat{y}(t) = \left[ \begin{array}{l} - \left( \frac{F}{1-F} \right) \ln (n(t) + g(t) + \delta) \\ + \left( \frac{\alpha}{1-F} \right) \ln s_k(t) + \left( \frac{\beta}{1-F} \right) \ln s_h(t) \end{array} \right] \quad (6.13)$$

En reprenant l'hypothèse où  $\hat{y}(t) = \frac{Y(t)}{A(t)L(t)}$  et en y introduisant le logarithme, on a  $\ln \hat{y}(t) = \ln \left( \frac{Y(t)}{L(t)} \right) - \ln A(t)$ . Remplaçons  $\ln \hat{y}(t)$  de l'équation (6.13) par  $\ln \left( \frac{Y(t)}{L(t)} \right) - \ln A(t)$ .

$$\ln \left( \frac{Y(t)}{L(t)} \right) - \ln A(t) = \left[ \begin{array}{l} \ln A(t) - \left( \frac{F}{1-F} \right) \ln (n(t) + g(t) + \delta) \\ + \left( \frac{\alpha}{1-F} \right) \ln s_k(t) + \left( \frac{\beta}{1-F} \right) \ln s_h(t) \end{array} \right] \quad (6.14)$$

Maintenant remplaçons  $A$  par son expression de l'équation (6.4) :

$$\ln \left( \frac{Y(t)}{L(t)} \right) - \ln A(t) = \left[ \begin{array}{l} \ln A_0 + g(t) + X\psi - \left( \frac{F}{1-F} \right) \ln (n(t) + g(t) + \delta) \\ + \left( \frac{\alpha}{1-F} \right) \ln s_k(t) + \left( \frac{\beta}{1-F} \right) \ln s_h(t) \end{array} \right] \quad (6.15)$$

Il convient de noter que le terme  $\frac{F}{1-F}$  représente l'élasticité du taux de croissance de la population corrigée du taux de croissance du progrès technique et du taux d'usure du capital. Les termes  $\frac{\alpha}{1-F}$  et  $\frac{\beta\psi}{1-F}$  sont des propensions à épargner. Une remarque importante est que dans ce modèle la somme des élasticités de  $s_k$  et de  $s_h$  est égale à l'élasticité de  $(n + g + \delta)$ .

Mankiw, Romer & Weil (1992) montrent également qu'au voisinage du sentier de croissance d'équilibre, ce modèle implique que  $y$  converge vers  $\hat{y}$  à un taux  $\lambda \equiv (n(t) + g(t) + \delta)(1 - F)$ , ce qui revient à écrire :

$$\frac{d \ln y(t)}{dt} \cong -\lambda (\ln y(t) - \ln \hat{y}(t)) \quad (6.16)$$

$$\implies \ln y(t) - \ln \hat{y}(t) \cong e^{-\lambda t} (\ln y_0 - \ln \hat{y}(t)) \quad (6.17)$$

avec  $y_0$  est la valeur de  $y$  à une période initiale choisie arbitraire.

Pour obtenir une expression de la croissance du revenu, nous allons ajouter  $\ln \hat{y} - \ln y_0$  aux deux membres de l'équation (6.17) :

$$\ln y(t) - \ln y_0 = - (1 - e^{-\lambda t}) (\ln y_0 - \ln \hat{y}(t)) \quad (6.18)$$

L'équation (6.18) implique que les pays ayant un revenu initial bas par rapport à leur sentier de croissance d'équilibre auront une croissance plus élevée (convergence absolue). Si on remplace  $\ln \hat{y}$  de l'équation (6.13) par sa valeur de l'équation (6.13) de la manière suivante :

$$\ln y(t) - \ln y_0 = \left[ \begin{array}{l} - (1 - e^{-\lambda t}) (\ln y_0 - \left[ - \left( \frac{F}{1-F} \right) \ln (n(t) + g(t) + \delta) \right. \\ \left. + \left( \frac{\alpha}{1-F} \right) \ln s_k(t) + \left( \frac{\beta}{1-F} \right) \ln s_h(t) \right]) \end{array} \right] \quad (6.19)$$

après simplification, on obtient finalement :

$$\ln y(t) - \ln y_0 = \left[ \begin{array}{l} (1 - e^{-\lambda T}) \left[ - \left( \frac{F}{1-F} \right) \ln (n(t) + g(t) + \delta) + \left( \frac{\alpha}{1-F} \right) \ln s_k(t) \right. \\ \left. + \left( \frac{\beta}{1-F} \right) \ln s_h(t) + X\psi - \ln y_0 + g(t) + \ln A_0 \right] \end{array} \right] \quad (6.20)$$

où  $T$  est la période de temps prise en compte entre la période initiale et la fin de la période considérée.

## ii-Analyse des variables explicatives

Un modèle de croissance tel que celui développé ci-dessus comprend les variables structurelles (a) -la richesse initiale du pays, le taux d'investissement, la croissance démographique et le capital humain-, les variables de politique économique (b)-politique macro-économique et politique commerciale- et d'autres types de variables (c) qui peuvent être politiques (instabilité politique) ou institutionnelles.

### *a-Les variables structurelles*

- La richesse initiale du pays.

Suivant les modèles de croissance de Solow (1956) et de Swan (1956), une économie connaît une forte croissance lorsqu'elle part d'un niveau de production par tête bas du fait que la productivité marginale du capital y est plus forte. La production par tête a été approximée par le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat. L'utilisation du PIB par tête en parité de pouvoir d'achat a été faite pour gommer les différences de niveau de vie entre les pays ou les régions.

-Le taux d'investissement

L'investissement est le déterminant traditionnel de la croissance. Il est un moteur essentiel de la croissance et revient systématiquement dans toute analyse de la croissance. Le lien entre accumulation de capital physique et croissance économique est direct et linéaire : plus d'investissements entraînent automatiquement une croissance plus importante du niveau de production. Cette relation n'est, néanmoins, vraie que sur le chemin de transition vers l'équilibre. A l'équilibre, l'accumulation de capital vise uniquement au remplacement du matériel existant et ne constitue pas un moteur de croissance. La croissance économique en ce point ne dépend que de facteurs exogènes tels le taux de croissance démographique, le taux de progrès technique et le taux de dépréciation du capital physique. Cependant, comme le soulignent Barro et Sala-i-Martin (1996), les prédictions du modèle de Solow (1956) concernant l'équilibre sont relativement peu intéressantes car, concrètement, les pays n'ont pas encore atteints cette trajectoire de croissance stable.

Bien qu'essentielle au sein des régressions de croissance, la variable d'accumulation de capital physique fait l'objet de nombreuses critiques. Parmi celles-ci, reviennent régulièrement l'inadéquation d'un taux d'investissement dans le PIB pour approximer l'accumulation de capital physique et les erreurs de données dont sont entachées les séries d'investissement. Malgré ces critiques, nous approximations l'accumulation du capital physique par le ratio Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) sur le PIB. Du fait du manque de données, il n'a pas été possible de faire la distinction entre investissements privés et investissements publics.

-Le taux de croissance de la population

Si dans le modèle de Mankiw, Romer & Weil (1992), la croissance de la population exerce un effet défavorable sur la croissance du PIB par tête d'un pays<sup>17</sup> ; ce résultat n'est pas du tout exclusif car il entre parfois en contradiction avec certains faits stylisés. En effet, cette contradiction est issue elle-même d'une confrontation entre plusieurs théories : d'une part les malthusiens et les néo-malthusiens d'autre part, les populationnistes et les néo-populationnistes.

Pour les malthusiens et les néo-malthusiens, la croissance de la population exerce indubitablement un effet négatif sur la croissance économique contribuant ainsi à abaisser le

<sup>17</sup>Ce résultat a également été trouvé par Knight, Loayza & Villanueva (1993).

niveau de vie de la population. Cette analyse tient à la "loi des rendements décroissants" de la production. Pour Malthus (1798), inspirateur de cette thèse, la "loi des rendements décroissants" de la production agit intuitivement car alors que la croissance de la production se fait selon les termes d'une suite arithmétique (1,2,3,4,5...), la croissance de la population quant à elle se fait selon les termes d'une suite géométrique (1,2,4,8,16...). D'où le fait qu'il y aura nécessairement une pénurie. Pour ce faire, les néo-malthusiens (Ehrlich & Ehrlich, 1970 et 1991 ; Meadows & *alii.*, 1972) préconisent une politique de maîtrise de la natalité.

Cette théorie est en contradiction avec la thèse des populationnistes (Bodin, 1530-1596<sup>18</sup>) et néo-populationnistes (Boserup, 1965 ; Clark, 1967 ; Simon, 1981) pour qui la croissance de la population loin d'être un frein à la croissance économique, elle en est une roue motrice. Ce courant est souvent illustré par la thèse de la pression créatrice : la croissance de la population fait pression sur l'amélioration des techniques de production (hausse du progrès technique et de l'innovation). En fait, pour les populationnistes et les néo-populationnistes, ce n'est pas la richesse qui détermine la population, mais la population qui détermine la richesse grâce notamment à cette pression créatrice qu'elle génère. Il convient cependant de noter que contrairement aux positions de Clark (1967), la thèse Boserupienne ne nie pas totalement celle de Malthus, elle la complète. La thèse Boserupienne montre qu'il ne devrait pas exister une frontière étanche dans l'analyse de l'influence de la croissance de la population sur la croissance économique car cette influence est elle-même déterminée empiriquement par d'autres facteurs spécifiques au territoire objet de l'étude<sup>19</sup>.

#### - Le capital humain

Les modèles de croissance endogène ont montré que l'accumulation du capital humain peut être une source importante de croissance de long terme. Pour Romer (1990), le capital humain est un facteur de production direct pris sous le prisme de la recherche. Pour Becker (1962) ou pour Lucas (1988), le capital humain, tout en étant un facteur de production, génère les externalités positives. L'investissement en capital humain accroît donc le progrès technologique.

Nous constatons que le capital humain, tel qu'il a été conçu par les théoriciens de la croissance endogène est un concept à multiples facettes. Lorsqu'il s'apparente à du *learning or doing*, il se réfère explicitement aux années passées par les individus au sein des institutions scolaires. Mais lorsqu'il recouvre le phénomène de *learning by doing*, il s'apparente à de l'apprentissage. Son influence sous forme d'externalités fait aussi appel à un concept beaucoup plus large, mêlant la capacité des individus à adopter de nouvelles technologies, leur adaptation au système et leur aptitude à la communication. Dans ces conditions, la validation empirique des modèles traditionnels se heurte à la difficulté de choisir un indicateur pertinent de capital humain.

En effet, de nombreuses études empiriques se focalisent sur les données d'éducation pour tenter d'estimer cette grandeur et son impact sur les performances économiques, d'autres

<sup>18</sup> Cette citation de Jean Bodin exprime la quintessence de sa théorie : « il n'est de richesses que d'hommes ».

<sup>19</sup> Cette analyse est à certains points conforme à celle de Sauvy (1952, 1954) pour qui, il faut se libérer des dogmes et des tentatives de généralisation d'analyse car il existe un optimum de la population au-delà duquel, la croissance de la population influencera négativement la croissance économique : d'où la pertinence d'une étude au cas par cas pour voir la relation entre croissance de la population et croissance économique.



en revanche s'accordent sur le fait que le capital humain ne se réduit pas à l'enseignement. Il (le capital humain) relève tout autant du domaine des connaissances acquises que du domaine de la santé (Fogel, 1997). Ensuite, même si la notion de capital humain se limitait à celle de "qualifications", l'éducation ne correspondrait alors qu'à un mode spécifique d'acquisition du capital humain. En effet, l'apprentissage et l'acquisition des connaissances hors milieu scolaire font également partie du processus d'accumulation du savoir. Intervient aussi dans ce panorama, le phénomène d'obsolescence du savoir, peu étudié, mais essentiel pour estimer la qualité de la main d'œuvre.

De plus en plus d'études empiriques tentent d'intégrer les indicateurs de qualité au sein de leurs estimations. Islam (1995) souligne à ce propos que l'absence de prise en compte d'une dimension qualitative lors des estimations économétriques pourrait expliquer le fait que le capital humain ne soit plus significatif au sein des régressions de croissance. Ainsi les pays peuvent artificiellement augmenter le nombre d'années d'éducation tout en laissant la qualité de l'enseignement s'effondrer<sup>20</sup>. Cependant, à partir de la base de données construite par De La Fuente & Domenech (2000) sur les pays de l'OCDE, on estime que le capital humain<sup>21</sup> a une importance significative sur la croissance de la production de long terme.

Une autre question concernant l'emploi d'un estimateur de capital humain conduit traditionnellement au dilemme du choix entre variables de stock et variables de flux. Mais la rareté relative des données de capital humain en Afrique nous a incité à adopter les taux de scolarisation du secondaire comme indicateur de l'éducation malgré de nombreuses réserves émises par Pritchett (1996a)<sup>22</sup>.

#### *b-Les variables de politique économique*

##### *- La politique macro-économique*

En influençant l'accumulation des facteurs de production, les politiques macroéconomiques peuvent être sources de croissance. La crédibilité et/ou la stabilité d'une politique macroéconomique (taux d'intérêts élevés sur l'épargne, inflation faible, déficits budgétaires

<sup>20</sup>De manière similaire, Behrman et Birdsall (1983) démontrent au sein des équations de salaire appliquées au Brésil, l'importance de l'ajout d'une variable qualitative pour expliquer les rendements de l'éducation.

<sup>21</sup>De nombreuses études ont estimé globalement qu'une année supplémentaire de scolarité pour le travailleur moyen devrait augmenter la production par habitant dans une proportion légèrement inférieure à 6% (Voir Bils & Klenow, 1998 ; Krueger & Lindahl, 2000 ; Topel, 1999 ; et Temple, 2000). Rappelons que Barro et Sala-i-Martin (1996) ont estimé qu'une augmentation de 1% du niveau de scolarité moyen haussait la production par habitant à l'état stationnaire de 30%.

<sup>22</sup>Pour Pritchett (1996a), les taux de scolarisation ne correspondent à aucune réalité économique. Ils ne constituent pas des flux car le lien entre nombre d'années d'éducation de la population et pourcentage de la population en âge d'être scolarisé effectivement et inscrit à l'école n'est pas direct. Il ne s'agit pas non plus de stocks. En fait, il existe une corrélation négative entre taux de croissance du stock et taux de scolarisation initial, grandeur sur laquelle sont basées la plupart des études transversales qui analysent la relation entre taux de croissance économique et niveau de capital humain.

Pritchett (1996a) explicite son analyse par l'exemple de la Grande Bretagne qui était caractérisée par un fort taux de scolarisation dans les années 1960, mais enregistre un accroissement faible de son stock au cours des années qui ont suivi. A contrario, selon lui, la Corée du Sud présentait un taux de scolarisation relativement faible en 1960 et un accroissement appréciable de son stock de capital humain sur la période. Par conséquent, l'utilisation du taux de scolarisation conduit à estimer l'inverse de l'effet que l'on souhaitait à l'origine capter alors même que la variable influente devrait être le stock de capital humain.

soutenables, taux de change acceptables) envoie des signaux importants aux agents économiques. Cette stabilité favorise les décisions d'investissement de long terme et encourage l'épargne. En revanche, une politique macro-économique instable et pas crédible crée de l'incertitude, toute chose qui a pour conséquence d'entraîner une allocation inefficace des ressources (Barro, 1977, 1980) au delà de l'inhibition de l'investissement qu'elle génère.

- Les taux d'intérêts

Les taux d'intérêts élevés sur l'épargne peuvent soutenir la croissance économique en ce sens qu'ils offrent de plus en plus de ressources empruntables pour l'investissement (Fry, 1978, 1980). Mais pour Edwards (1995), l'effet positif en amont des taux d'intérêts sur la croissance s'annule en aval car d'après lui, si l'augmentation des taux d'intérêts favorise l'épargne nécessaire à l'investissement, trop d'épargne sacrifie la consommation présente au profit de la consommation future ce qui a un impact négatif sur la croissance. Dans le cadre de notre étude, nous ne prendrons pas en compte cette variable à cause surtout de l'absence de données.

- L'inflation

En brouillant les signaux émis par le marché quant aux prix relatifs, l'inflation accroît le risque et pénalise l'investissement. De plus l'inflation peut être considérée comme une taxe (inflationniste) et constitue de ce fait un prélèvement sur les liquidités qui pourraient servir à investir dans le secteur privé. Une inflation plus forte qu'à l'étranger pénalise les exportations nationales qui deviennent du coup moins compétitives, d'où un impact négatif sur la production nationale. Cependant l'analyse des travaux de Gupta (1987), Lahiri (1988) et de Edwards (1995) montrent que l'impact de l'inflation sur la croissance dépend de la région sur laquelle l'étude est menée. Gupta (1987) montre par exemple que si l'inflation a un impact positif et significatif sur la croissance des pays d'Asie, en revanche cet impact est non significatif sur les pays d'Amérique Latine. Lahiri (1988) reprend l'échantillon des pays asiatiques mais en les subdivisant en groupes, il trouve que l'inflation a un impact positif et significatif sur certains pays et non significatif sur d'autres. Au bout du compte, la relation entre inflation et croissance dépend à la fois de son niveau, de sa variabilité et du cadre géographique où l'étude est menée.

-Le Taux de change réel

Nous avons trouvé dans le chapitre 2 qu'une baisse du taux de change avait un impact positif sur les exportations des pays éligibles. Donc un taux de change faible et stable peut contribuer à la croissance économique.

-La politique budgétaire

L'ampleur de l'intervention publique dans l'économie influence également la croissance (Easterly & Rebelo, 1993). Un déficit budgétaire accru évince le secteur privé du fait d'un accès plus réduit au crédit bancaire, d'une augmentation des taux d'intérêts réels et d'une appréciation du taux de change réel ; ce qui a inéluctablement des conséquences négatives sur l'accumulation du capital. Kormendi & Meguire (1985) montrent que la consommation gouvernementale ou les dépenses publiques surtout si elles sont axées vers des activités "non productives" peuvent créer des distorsions en matière d'incitations sur la croissance ; de même si elles sont considérées comme une anticipation aux impôts futurs. Barro (1989 et 1990) montre également que la dépense publique à travers les niveaux d'imposition élevés crée des distorsions sur les décisions d'épargne, ce qui diminue la croissance à l'état

stationnaire. Mais Bassanini & Scarpetta (2001) montrent que si l'on neutralise l'effet du poids total de la répartition globale de la pression fiscale (qui a un impact négatif sur la production par habitant), la consommation publique et l'investissement public semblent avoir un effet positif sur la production par habitant. Dans le cadre de notre étude, cette variable est mesurée par le ratio dépenses publiques sur le PIB.

-La politique commerciale

Pour Emery (1967), Kravis (1970), Krueger (1978), & Balassa (1978 et 1982)<sup>23</sup>, une politique commerciale qui favorise les exportations génère une plus grande croissance économique. Ces études ont été confirmées par celles de Romer & Rivera-Batiz (1991), Roubini & Sala-i-Martin (1991) et Villanueva (1993). L'ouverture développe la concurrence, encourage l'apprentissage, améliore l'accès aux opportunités commerciales, accroît l'efficacité de l'allocation des ressources et permet enfin de bénéficier des externalités positives résultant de l'acquisition de nouvelles technologies (Khan, 1987; Lucas, 1988; Romer, 1986 et 1990; Grossman & Helpman, 1989a et b, 1991). Les travaux de Jung & Marshall (1985), de Bahmani-Oskooee, Hamid & Ghiath (1991), Esfahani (1991) et de Serletis (1992) qui évaluent le lien entre l'ouverture et la croissance économique des pays en développement à travers les tests de causalité de Granger-Sims montrent cependant que si l'ouverture influence positivement et significativement la croissance économique de la plupart des pays de leur échantillon, il n'en est pas le cas pour tous les pays. La mesure même de l'ouverture dans la littérature empirique pose problème.

Baldwin (1988) examine deux catégories de mesure de l'ouverture, la première catégorie évalue la politique commerciale en faisant recourt au degré de distorsion du commerce dans le pays à partir du niveau moyen des droits de douane, des barrières tarifaires ou des prix relatifs des biens échangeables et non échangeables (*C.f* Little, Scitovsky & Scott, 1970; Balassa, 1971; Laird & Yeats, 1990; Pritchett, 1996; Swagel, 1997); la deuxième catégorie estime le degré d'ouverture par l'intensité de commerce (ratio de la somme des exportations et des importations sur le PIB), le taux de croissance des exportations ou les déviations de ces variables par rapport au niveau théorique qu'elles pourraient atteindre si le commerce se réalise sans entrave<sup>24</sup>.

Malgré certaines critiques, nous avons choisi dans le cadre de cette étude d'utiliser la mesure traditionnelle de l'ouverture c'est à dire la somme des importations et des exportations sur le PIB.

*c- Les autres variables influençant la croissance*

La croissance économique peut aussi être influencée par d'autres types de variables : elles peuvent être économiques comme les termes de l'échange (Varangis, Akiyama et Mitchell,

<sup>23</sup>Il faut noter que ces études n'utilisent pas la même mesure de l'ouverture.

<sup>24</sup>Il existe d'autres mesures de l'ouverture telles que les indices subjectifs (Choksi & *alii.*, 1991; World Bank, 1987), l'appréciation de la prime sur le marché noir (Harrison, 1991; Levine et Renelt, 1992; Sachs & Warner, 1995) ou encore le taux de distorsion aux échanges de Dollar (1992). Dollar analyse les données de prix à partir de la base de données de Summers & Heston (1988) (*International Comparisons Project*). Cette base de données compare le niveau de prix en parité de pouvoir d'achat dans différents pays. Après avoir contrôlé le PIB par tête (sachant que les prix ont tendance à être plus élevés dans les pays riches que dans les pays pauvres) ainsi que d'autres variables, Dollar interprète le niveau relativement faible des prix nationaux comme une évidence à l'ouverture et vis versa pour un niveau relativement élevé des prix nationaux.

1995), les investissements directs étrangers-IDE- (Blomström, Lipsey & Zejan, 1992<sup>25</sup> ; Borensztein, de-Gregorio & Lee, 1995) ou le service de la dette (Tsangarides, 2005<sup>26</sup>) ; elles peuvent être géographiques telles que les cyclones, la rareté des pluies, le caractère insulaire ou non d'un pays (P. et S. Guillaumont & J-F. Brun, 1999). Enfin, la croissance peut être influencée par des variables socio-politiques comme l'instabilité politique, l'absence de démocratie ou encore la fragilisation ethno-linguistique (Alesina, 1992 ; Easterly & Levine, 1992 ; Edwards, 1995 ; Gyimah-Brempong & Taylor, 1996).

Une fois les variables ainsi définies, le traitement empirique de l'analyse de la croissance débute généralement par l'estimation grossière de l'équation de croissance et se poursuit par les modèles élargis. La spécification initiale conforme au modèle néo-classique standard ne tient compte que du sens du lien entre la richesse initiale et le taux de croissance du PIB par tête comme facteur d'analyse de la convergence (convergence absolue). Le premier élargissement consiste à introduire la croissance de la population puis les investissements ; des élargissements supplémentaires prennent en compte le capital humain (ici le taux de scolarisation), les facteurs de politique économique, socio-politiques et institutionnels. Mais comme notre objectif n'est pas d'analyser uniquement la convergence des pays éligibles mais plutôt l'impact de l'AGOA sur la croissance, nous utiliserons directement le modèle élargi. L'équation de croissance sous sa forme la plus extensible possible que nous utiliserons peut se formuler de la manière suivante :

$$Tpibh_{it} = a_o + a_1 \ln y_{i0} + a_2 \ln(n_{it} + g + \delta) + a_3 \ln Inv_{it} + a_4 \ln sec_{it} + \psi_j X_{it}^j + \sum_{c=1}^C \alpha_c Z_{ic} + \varepsilon_{it} \quad (6.21)$$

où :  $Tpibh_{it}$  est le taux de croissance annuel du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) du pays  $i$  à la période  $t$  ;

$y_{i0}$  est le revenu initial par tête de chaque période mesuré par le PIB par tête en PPA ;

$n_{it}$  est le taux croissance démographique annuel de chaque pays à la période  $t$  ;

$Inv_{it}$  est le rapport de l'investissement total sur le PIB (en \$US) du pays  $i$  à la période  $t$  ;

$sec_{it}$  est le taux de scolarisation annuel dans le secondaire du pays  $i$  à la période  $t$  ;

$Z_{ic}$ , le vecteur de variables dichotomiques telles que l'instabilité politique ( $IP_{it}$ ) ou  $Agoa_{it}$  ( $c = 1, 2$ )

$X_{it}^j$  est le vecteur de variables  $j$  (avec  $j = 1...7$ ) dépendant de l'efficacité économique du pays  $i$  à la période  $t$ . Ces variables sont l'inflation ( $Inf$ ), la consommation publique ( $G$ )- mesurée par le rapport des dépenses publiques sur le PIB-, le taux de croissance du taux de change réel ( $TTCR$ ), l'indicateur de politique commerciale ( $ouv$ ), le service de la dette ( $D$ ), le taux de croissance des termes de l'échange ( $TTE$ ), les investissements directs étrangers ( $IDE$ )-mesurés par le ratio de l'entrée des IDE sur le PIB-.

$a_1, a_2, a_3, a_4$  sont les coefficients associés respectivement au PIB initial par tête, à la somme du taux de croissance démographique et de la dépréciation du capital, de l'investissement et du capital humain.

<sup>25</sup>Pour plus de détails voir le chapitre 5.

<sup>26</sup> Tsangarides (2005) montre que le service de la dette, de par les tensions qu'il exerce sur les dépenses publiques surtout dans les pays en développement, peut influencer négativement la croissance économique. La variable service de la dette est rapportée au PIB.

$a_0$  est la constant

$\psi_j$  est le vecteur de coefficients associés respectivement à la  $j^{\text{ième}}$  variable du vecteur de variables explicatives  $X_{it}^j$

$\varepsilon_{it}$  représente les perturbations du modèle supposées équadistribuées.

Conformément aux hypothèses de Mankiw, Romer et Weil (1992), nous supposons également que  $(g + \delta) = 0,05$ .

Bien que le modèle théorique soit important dans la robustesse de l'analyse, le choix des variables qui peuvent rendre compte de manière fidèle l'objet de la démonstration y contribuent fortement tout autant d'ailleurs que la méthode d'estimation retenue.

#### 6.1.2.2- Méthode d'estimation

Comme nous l'avons dit plus haut, le choix de la méthode d'estimation est un critère essentiel de la robustesse des résultats. L'analyse de la littérature empirique consacrée aux questions de croissance économique montre que s'il règne de plus en plus une certaine unanimité sur les déterminants de la croissance économique, en revanche le choix du type de méthode d'estimation continue de faire débat. Le premier débat auquel on est confronté est celui du choix entre une analyse en coupe transversale et une analyse sur données de panel. Certains travaux tels que ceux de Levine & Renelt (1992), Ghura & Hadjimichael (1996), Ades & Chua (1997), Barro & Lee (2000) ou encore ceux de De la Fuente et Doménech (2002) ont choisi d'analyser les questions de croissance économique sous une approche transversale. En revanche, d'autres travaux comme ceux de Islam (1995) ou ceux de Bensidoun & *alii.* (1999) utilisent plutôt des données de panel. Les études faites en coupe transversale et qui utilisaient pour la plupart d'entre elles la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) impliquaient des hypothèses très fortes concernant l'homogénéité des pays; ce qui dans le cas des études concernant l'Afrique conduisait forcément à des estimateurs biaisés. Les fortes disparités des économies africaines que ce soit en termes de population ou en termes de richesses naturelles doivent probablement jouer fortement en faveur du relâchement de cette hypothèse<sup>27</sup>.

L'économétrie des données de panel apporte une réponse à cette question car, elle permet de contrôler l'hétérogénéité des observations dans leur dimension individuelle soit par la prise en compte d'un effet spécifique supposé certain (*fixed effects*) soit par la prise en compte d'un effet spécifique non observable (*random effects*). Si l'effet spécifique est supposé certain, la procédure utilisée privilégie la variabilité intra pays mais elle est coûteuse en terme de degré de liberté (Greene, 1993). Elle présente cependant l'avantage de pouvoir identifier et mesurer les effets qui ne sont pas directement observables en coupe transversale ou en séries temporelles. Le modèle à effets aléatoires suppose quant à lui l'indépendance entre le terme d'erreurs qui prend en compte l'effet spécifique et les variables explicatives. Le choix entre ces deux types d'estimateurs est guidé par le test de Hausman qui permet de valider l'exogénéité de l'effet spécifique par rapport aux variables explicatives (Hausman, 1978).

Comme nous venons de le voir, l'une des hypothèses fondamentales de l'usage des méthodes d'estimations ci-dessus décrites est la non corrélation entre les aléas et la matrice de variables explicatives; or lorsqu'on analyse de manière pointue tous les déterminants de

<sup>27</sup>Le relâchement de cette hypothèse peut se faire à l'issue du test du multiplicateur de Lagrange (Breusch & Pagan, 1980).

la croissance économiques tels qu' exposés à l' équation (6.21), on se rend compte que cette hypothèse est violée. Cette hypothèse est violée à cause de la présence dans la matrice des variables explicatives des variables qui peuvent être déterminées par la croissance économique: c' est le cas de l' investissement, de l' inflation, de l' ouverture ou même de la dépense publique.

Comme l' a démontré Rogowsky & Koopman (2001 et 2003), un pays avec un niveau d' investissement élevé aura *a fortiori* une croissance économique élevée et vis versa pour un pays qui a une croissance économique élevée. Pour ces auteurs, il existe bel et bien une causalité simultanée entre le niveau des investissements et la croissance économique. Une double causalité peut aussi apparaître dans le lien entre inflation et croissance économique. Comme le démontre Baldacci & *alii.*(2004), l' inflation infl uence négativement la croissance économique ; mais la croissance économique peut également infl uencer l' infl ation. En effet, il est tout à fait envisageable qu' une forte croissance économique tire vers le haut l' infl ation à cause essentiellement du surchauffe de l' économie. Mais il faut préciser que le sens de ce lien n' est pas mécanique car dépend à la fois de l' évolution de la production réelle et des évolutions relatives de l' offre et de la demande de monnaie.

Par ailleurs, s' il est vrai que les dépenses publiques infl uencent la croissance (Kormendi & Meguire, 1985), il n' en demeure pas moins vrai que la croissance peut également infl uencer les dépenses publiques. De manière intuitive, l' infl uence de la croissance économique sur les dépenses publiques peut être trouvée dans le fait que : une faible croissance économique peut induire une augmentation des dépenses publiques pour certaines activités économiques en crise (politique interventionniste) mais également leur réduction (politique de désengagement-privatisation-). Pareillement, une forte croissance économique peut aussi entraîner une augmentation des dépenses publiques indexées sur la croissance (dépenses sociales ou autres subventions publiques). Baldacci & *alii.* (2004) reconnaissent ainsi une causalité symétrique entre la croissance économique et la politique budgétaire d' un pays ; ce qui fait que la variable dépense publique comme les autres variables ci-dessus citées sont des variables faiblement exogènes dans une équation de croissance.

De même nous avons considéré que l' ouverture est une variable qui bénéficie d' une exogénéité faible dans l' équation de croissance car, si on comprend facilement que l' ouverture peut entraîner la croissance économique du fait de l' exploitation de nouvelles opportunités tant à l' export qu' à l' import par les agents économiques, il nous semble également plausible d' imaginer qu' une économie dynamique (taux de croissance élevé) et bien sûr ouverte peut entraîner soit une augmentation des importations (augmentation de la consommation ou achat de produits intermédiaires ou finaux différenciés) soit une augmentation des exportations (conquête de nouveaux marchés) soit les deux effets cumulés.

Dans un cadre d' analyse statique, le risque d' endogénéité possiblement introduit par la causalité simultanée qui existe entre le taux de croissance du PIB par tête et certaines variables explicatives ci-dessus citées (investissements, inflation, dépenses publiques et ouverture) doit être traité par des méthodes d' estimation spécifiques. L' usage des variables instrumentales<sup>28</sup> apparaît comme une méthode plausible pour traiter de tels cas (Reiersøl,

<sup>28</sup> Les variables instrumentales peuvent aussi être utilisées pour traiter : a- l' omission d' une variable corrélée avec la matrice de variables explicatives qui n' est pas observable et qui ne peut être incluse dans la régression ; b- les erreurs de mesure sur les variables explicatives.

1950 ; Durbin, 1954 et Sargan, 1958)<sup>29</sup>.

De nombreuses variantes de la méthode des variables instrumentales sont apparues dans la littérature économétrique. Elles varient de la méthode des doubles moindres carrés (DMC) à la méthode des moments généralisés (MMG) en passant par la méthode des triples moindres carrés (TMC). De manière générale, la méthode des variables instrumentales peut être formalisée de la manière suivante :

Soit le modèle suivant :

$$Y_{it} = a_o + a_1 X_{1it} + \dots + a_k X_{kit} + a_{k+1} V_{1it} + \dots + a_{k+p} V_{pit} + u_{it} \quad (6.22)$$

où :

$Y_{it}$  est la variable dépendante,

$X_{1it} \dots X_{kit}$  sont les variables endogènes corrélées avec  $u_{it}$ , ce qui veut dire que  $corr(X_{it}, u_{it}) \neq 0$

$V_{1it} \dots V_{pit}$  sont les variables exogènes non corrélées avec  $u_{it}$  —  $corr(V_{it}, u_{it}) = 0$ —

$a_o, a_1 \dots a_{k+p}$  sont les coefficients inconnus.

Avec une telle équation, l'estimateur à variables instrumentales va essayer de scinder les variables endogènes explicatives  $X_{kit}$  en deux parties, l'une corrélée avec  $u_{it}$ , et l'autre non corrélée puis par la suite, il va estimer les coefficients  $a_k$  à l'aide de cette deuxième partie.

Soient  $Z_{1it} \dots Z_{mit}$  le contenu matriciel des variables instrumentales. Théoriquement, un bon instrument doit satisfaire les conditions suivantes :

- il doit être corrélé avec la variable instrumentée  $corr(X_{it}, Z_{it}) \neq 0$

- il doit être effectivement exogène  $corr(Z_{it}, u_{it}) = 0$ .

Pour qu'un tel modèle soit estimé, il faut qu'il remplisse les critères d'identification, c'est à dire qu'il faut qu'il y ait au moins autant d'instruments qu'il y a de variables explicatives endogènes ( $m \geq k$ ). Si le modèle est sur-identifié, on peut à travers le  $J$  - test ou le test de Hansen vérifier si les instruments sont valides.

Afin d'estimer un tel modèle, nous avons choisi d'utiliser une méthode d'estimation à information limitée car elle permet de saisir l'effet des variables explicatives endogènes dans le sens voulu. En effet, cette méthode nous permet par exemple de saisir l'impact des investissements sur la croissance mais pas l'effet inverse ; ce qui aurait été le cas si nous avions utilisé une méthode d'estimation à information complète (cas des TMC<sup>30</sup>). Parmi les méthodes économétriques utilisant la méthode d'estimation à information limitée, il y a la méthode des doubles moindres carrés (DMC) et la méthode des moments généralisés (MMG). Mais contrairement aux DMC qui fournissent des estimateurs convergents que dans le cas des modèles statiques avec aléas homoscédastiques, les MMG fournissent des estimateurs convergents aussi bien dans le cas des modèles statiques que dans le cas des

<sup>29</sup> Au niveau de l'analyse empirique du lien entre ouverture et croissance, certains auteurs comme Baldwin & Seghezza (1996) ont appliqué les triples moindres carrés sur des équations non simultanées ; D'autres auteurs comme Rogowsky & alii. (2003) utilisent un modèle à équations simultanées sur lequel ils appliquent les triples moindres carrés (TMC). D'autres enfin comme Lee (1993) utilisent les doubles moindres carrés (DMC). Par ailleurs, certains auteurs comme Coe & Moghadam (1993) ont fait appel à d'autres techniques d'estimation telles que la méthode de cointégration pour évaluer le lien entre croissance et ouverture.

<sup>30</sup> Il convient de noter que la méthode des triples moindres carrés (TMC) s'impose de plus en plus dans l'estimation des équations simultanées (Greene, 1997).

modèles dynamiques (modèles à persistances ou modèles à anticipations) notamment à travers ses nombreuses variantes. En dehors du fait que la méthode des moments généralisés effectue par défaut le  $J - test$  si le modèle est sur-identifié, elle permet surtout de fournir des estimateurs convergents même en présence de l'hétéroscédasticité des aléas. Cependant Hayashi (2000) montre que la méthode des doubles moindres carrés avec l'option des moments généralisés (DMCMG) fournit les mêmes estimations que la méthode des moments généralisés à deux étapes (MMG2E). Pour lui, sous l'hypothèse de l'homoscédasticité des aléas, cette méthode devient comparable à la méthode traditionnelle des DMC. Mais de nombreux travaux relativement récents effectués au sein du FMI (Baldacci & *alii.*, 2004 ; Tsangarides, 2005) ont montré que sur des questions de croissance économique, les modèles en panel dynamique offraient des résultats plus consistants à cause de la prise en compte d'une part, de la double dimension individuelle et temporelle d'autre part, de l'*effet d'ajustement* de la croissance. La robustesse des estimateurs issus de tels modèles est bien sûr conditionnée par l'usage des méthodes d'estimation spécifiques.

Ainsi, si nous relâchons l'hypothèse de l'analyse statique, le modèle global à estimer aura la forme suivante :

$$\ln Y_{it} - \ln Y_{it-\tau} = \rho \ln Y_{it-\tau} + aX_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} \quad (6.23)$$

où :

$Y_{it}$  est le PIB par tête réel du pays  $i$  à la date  $t$ .

$Y_{it-\tau}$  est le PIB par tête retardé d'une période égal à  $\tau$ .

$X_{it}$  est la matrice des variables explicatives du pays  $i$  à la date  $t$ .

$\alpha_t$  est l'effet spécifique à une année  $t$  commun à tous les pays .

$\mu_i$  est l'effet spécifique à un pays mais commun à toutes les années.

$\varepsilon_{i,t}$  représente les aléas supposés être normalement, identiquement et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

$a$  est le vecteur de coefficients associés au vecteur de variables explicatives.

$\rho$  est le coefficient associé au terme autorégressif  $Y_{it-\tau}$  censé capté l'effet de persistance ou de non persistance de la variable expliquée.

sous sa forme dynamique, l'équation ci-dessus devient :

$$\ln Y_{it} = (\rho + 1) \ln Y_{it-\tau} + aX_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} \quad (6.24)$$

$$\text{posons } \rho + 1 = \psi \implies \ln Y_{it} = \psi \ln Y_{it-\tau} + aX_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} \quad (6.25)$$

En fin de compte, l'équation sur laquelle porteront nos estimations aura la forme suivante :

$$\ln Y_{it} = \psi \ln Y_{it-\tau} + aX_{it} + \mu_i + \alpha_t + \varepsilon_{it} \quad (6.26)$$

Contrairement à ce qui a été développé au chapitre 5, cette formulation signifie que pour retrouver  $\rho$ , l'effet de non persistance ou plutôt le coefficient de convergence, il va falloir poser l'opération suivante :  $\rho = \psi - 1$ <sup>31</sup>.

<sup>31</sup>Sous Stata, la commande *lincom* effectue ce calcul automatiquement.



Comme nous l'avons dit au chapitre 5, la présence de la variable dépendante retardée<sup>32</sup> parmi les variables explicatives fait en sorte que les estimateurs standard s'avèrent biaisés. Dans un tel cadre de modélisation en panel dynamique, Arellano & Bond (1991) suggèrent l'utilisation de la méthode des moments généralisés en différence (MMGD) selon l'équation suivante :

$$\ln Y_{it} - \ln Y_{it-\tau} = \psi(\ln Y_{it-\tau} - \ln Y_{it-2\tau}) + a(X_{it} - X_{it-\tau}) + (\alpha_t - \alpha_{t-\tau}) + (\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-\tau}) \quad (6.27)$$

Arellano & Bond (1991) montrent que la différenciation à l'ordre 1 permet d'éliminer les effets spécifiques individuels et de réduire le biais de variables omises. Ce qui voudrait dire que cette méthode fournirait des estimateurs satisfaisants. Cependant, il fait apparaître un nouveau problème car par construction, le terme d'erreur  $(\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-\tau})$  est corrélé avec la variable endogène retardée en différence  $(\ln Y_{it-\tau} - \ln Y_{it-2\tau})$ . La technique proposée par ces deux auteurs pour réduire ces biais consiste à instrumenter les différences premières des variables explicatives par les valeurs retardées en niveau de ces mêmes variables. Arellano et Bond (1991) font deux hypothèses : la première est que le terme d'erreur n'est pas autocorrélé, la deuxième concerne la faible exogénéité des variables explicatives. Sous le respect de ces deux hypothèses, ils proposent deux conditions de moments (chapitre 5 section 5.2). Toutefois, Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) affirment qu'en cas de forte persistance des séries utilisées, la méthode des moments généralisés en différence première (MMGD) peut fournir des estimateurs faibles. Ces auteurs montrent également que l'utilisation des MMGD peut fournir des estimateurs biaisés sur des petits échantillons dès lors que les variables explicatives en niveau présentent une forte autocorrélation.

Blundell & Bond (1998) suggèrent donc l'utilisation de la méthode des moments généralisés en système (MMGS). Cette méthode combine l'équation en différence avec celle en niveau ; mais dans l'équation en niveau, les variables sont instrumentées par leurs différences premières. Arellano & Bover (1995) montrent que dans ce cas spécifique, seule la différence première des variables courantes doit être utilisée car l'utilisation des différences premières des variables retardées entraîne une redondance des conditions de moments. Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) proposent alors de compléter sur l'équation en niveau des moments additionnels en supposant que les variables explicatives sont stationnaires. Pour les estimateurs MMGD et MMGS, nous avons utilisé respectivement comme instruments des variables exogènes faibles et comme instruments de la variable endogène retardée, leurs variables retardées de deux périodes (Hatanaka, 1974). Par ailleurs, nous avons utilisé comme instruments des variables strictement exogènes, leurs variables retardées d'une période. Fondamentalement, l'estimateur MMGD comme l'estimateur MMGS ne fournissent des estimations consistantes que sous le respect de deux hypothèses fondamentales : absence d'autocorrélation d'ordre 2 pour les aléas des équations exprimées en différence première et validité des instruments. Pour cela, Blundell & Bond (1998) développent deux tests (test d'autocorrélation des résidus d'ordre deux et test de sur-identification des restrictions) dont le non rejet des hypothèses nulles permet de confirmer la spécification. Une fois les méthodes d'estimation définies, il devient dès lors possible d'effectuer l'analyse empirique.

---

<sup>32</sup>La persistance du biais si on utilise la méthode ci-dessus est liée au fait que la variable dépendante retardée ( $Y_{it-\tau}$ ) qui se retrouve comme variable explicative est corrélée avec le terme d'erreur ( $\varepsilon_{it}$ ).

## 6.2 Impact de l'AGOA sur la croissance économique : Analyse empirique

Comme nous l'avons évoqué au chapitre 5, et conformément aux travaux de Blundell & Bond (1998) nos estimations seront faites par la Méthode des Moments Généralisés en Système (MMGS). Mais nous avons décidé d'utiliser l'estimateur MMGS à une étape car, l'estimateur MMGS à deux étapes nous aurait rendu notre modèle sous identifié et donc inestimable. Grâce à cette méthode, nous analyserons successivement l'impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays éligibles à l'échelle globale (6.2.2) puis à l'échelle régionale (6.2.3). Comme nous l'avons longuement signifié dans les chapitres précédents, bien que le modèle économétrique soit important pour l'efficacité des résultats, l'analyse des données et les manipulations qu'on en fait conditionnent au premier degré la robustesse des analyses (6.2.1).

### 6.2.1 Analyse des données

En dehors de la variable *Instabilité Politique (IP)* qui est une variable dichotomique et qui a été construite à partir des informations tirées du site officiel de la CIA ([www.cia.gov](http://www.cia.gov)) et des sites connexes de cet organisme ([www.theodora.com](http://www.theodora.com), [www.photius.com](http://www.photius.com), [www.geographic.org](http://www.geographic.org), [www.infoplease.com](http://www.infoplease.com)), les données des variables de PIB par tête, des investissements, des dépenses publiques, de l'inflation, du taux de change réel, du service de la dette, du taux de scolarisation secondaire, des termes de l'échanges et de population ont été extraites de la base de données de la Banque Mondiale (*World Development Indicators, 2005*).

La variable inflation donne l'évolution annuelle du niveau général des prix dans les pays considérés, elle est exprimée en pourcentage. La variable des dépenses gouvernementales est en fait le ratio des dépenses publiques sur le PIB réel. Elle est exprimée en pourcentage du PIB. Le taux de change réel pris en compte est le taux de change réel entre les États-Unis et les pays éligibles. Les termes de l'échange, comme le taux de change réel seront utilisés sous la forme de taux de croissance d'une période à l'autre. La variable ouverture est le ratio de la somme des exportations et des importations totales du pays rapportée au PIB réel. Cette variable est exprimée en pourcentage du PIB. A partir des données de population, nous avons calculé les différents taux de croissance démographique.

Le PIB par habitant de la période initiale utilisé est celui de 1970, il est exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA). La variable service de la dette est rapportée au PIB réel, elle est exprimée en pourcentage du PIB. La variable Investissement est le rapport de la FBCF par le PIB réel, elle est aussi exprimée en pourcentage du PIB. La variable IDE a subi les mêmes transformations que celles déjà effectuées dans les précédents chapitres afin d'éviter des indéterminations en cas d'utilisation du logarithme sur les flux d'IDE sortants.

La variable *Agoa* est une variable dichotomique qui vaut 1 si le pays est éligible au programme AGOA et 0 sinon. La variable *visa* est également une dummy qui vaut 1 si le pays est détenteur d'un visa et 0 sinon.

En dehors de l'inflation, du taux de croissance du PIB par tête, du taux de croissance du taux de change réel et du taux de croissance des termes de l'échanges, toutes les autres variables quantitatives sont en logarithme. Les données ainsi obtenues sont des données annuelles mais pour effectuer nos estimations, nous avons utilisé des moyennes de quatre

ans<sup>33</sup> sur la base des sous-périodes suivantes : 1973-1976, 1977-1980, 1981-1984,....., 2001-2004. L'intérêt principal de l'usage des données en moyenne pluriannuelle dans l'analyse des problématiques de la croissance économique est motivé par le fait qu'elles permettent de réduire le poids des effets de court terme ; ce qui fait que par rapport à la sous section 6.1.2.2, le retard  $\tau = 4$ .

### 6.2.2 Analyse globale

Avant de procéder à l'analyse des différentes estimations issues de nos modèles, il nous a semblé indispensable de procéder tout d'abord à une analyse des corrélations des variables de notre modèle. Le recours à l'étude des corrélations s'avère particulièrement opportune dans le présent chapitre compte tenu de la complexité de l'analyse des problématiques liées aux questions de croissance économique. Globalement, dans le cadre d'une étude sur la croissance, l'analyse des corrélations permet de déterminer *a priori* le sens et le degré de significativité de la relation entre la croissance économique et chacun de ses déterminants.

Ainsi d'après la matrice des coefficients de corrélation présentée au tableau 6.1, de nombreuses variables apparaissent significativement corrélées avec la croissance économique : il s'agit du PIB par habitant à la période initiale, des investissements, de l'inflation, de la dette et de l'instabilité politique ; en revanche, d'autres variables telles que la croissance de la population, le taux de scolarisation dans le secondaire, les dépenses publiques, les investissements directs étrangers, le taux de croissance des termes de l'échange, le taux de croissance du taux de change réel, l'*Agoa* et la variable *visa* apparaissent non significativement corrélées avec la croissance économique. Cependant, il convient de noter que la décorrélation n'implique pas l'indépendance car une faible corrélation ou plutôt une corrélation non significative ne suffit pas pour conclure à l'absence de lien entre les variables considérées ; car en fait, cette décorrélation peut masquer un lien réel mais non linéaire.

D'après le tableau 6.1, le taux de croissance du PIB par tête a un lien fortement positif et significatif avec les investissements, ce qui confirme le rôle central de l'investissement dans le processus de croissance. Ce tableau permet également de constater que la croissance économique a une corrélation négative et significative avec le PIB par habitant de la période initiale ; ce qui peut laisser supposer à la pertinence de l'hypothèse de convergence. Cette hypothèse de convergence est confirmée lorsque nous analysons le tableau 6.2.

En effet, le tableau 6.2 qui présente les résultats des différentes régressions concernant l'impact de l'AGOA sur les taux de croissance des pays éligibles confirme cette hypothèse de convergence déjà évoquée dans l'analyse des corrélations. D'après le tableau 6.2, le signe négatif et significatif du PIB par tête initial dans toutes les équations confirme que ce sont les pays qui ont un PIB par tête initial faible qui ont tendance à avoir des taux de croissance élevés. Cette hypothèse de convergence est également confirmée à l'analyse de la figure 6.1 ; d'après cette figure, le taux de croissance du PIB par tête des pays éligibles entre 1970 et 2004, indiqué sur l'axe des ordonnées, est inversement corrélé au log du PIB par tête de 1970, indiqué sur l'axe des abscisses.

---

<sup>33</sup>L'utilisation des données en moyenne de quatre ans nous a permis par ailleurs d'isoler la période après AGOA des autres périodes. Khan & Kumar (1993) indiquent que le passage d'une moyenne sur cinq à une moyenne sur trois apporte peu de différence quant aux résultats.

Au delà de la thématique de la convergence, le tableau 6.2 nous donne des résultats globalement satisfaisants. Afin d'évaluer la robustesse de nos régressions, nous avons effectué différents tests d'usage ; nous leur avons appliqué consécutivement les tests de validité des instruments de Hansen<sup>34</sup> et les tests d'autocorrélation d'ordre 1 et surtout d'ordre 2. Les résultats de ces tests montrent d'une part que les instruments utilisés sont valides, d'autre part qu'il y a absence d'autocorrélation d'ordre 2 conformément aux hypothèses de Arellano & Bond (1991) ou de Blundell & Bond (1998).

L'analyse des six régressions montre conformément à la théorie économique que les investissements ont un impact positif et significatif sur le taux de croissance du PIB par tête. En outre, seules les régressions E1, E2 et E3 du tableau 6.2 donnent en grande partie des résultats attendus du point de vue théorique à savoir : d'une part, l'influence positive et significative de l'ouverture et des IDE et d'autre part, l'influence négative et significative de l'inflation, de la dette et l'instabilité politique sur le taux de croissance.

Nos estimations montrent que l'amplitude moyenne de l'impact de l'ouverture et des IDE sur le taux de croissance est respectivement de 0,10 et 0,12<sup>35</sup> point de pourcentage. Nous estimons également qu'un pays en proie à l'instabilité politique a un taux de croissance du PIB par habitant en moyenne inférieur de 8%. De manière convergente, nous trouvons aussi qu'une hausse de 10% de la part de l'endettement sur le PIB fait diminuer en moyenne le taux de croissance de 0,66%.

Le tableau 6.2 montre également que la croissance de la population des pays éligibles est un frein à une croissance économique saine. Nos estimations montrent qu'une variation de 1% du taux de croissance de la population fait varier en sens contraire le taux de croissance du PIB par tête de 0,1%. Ce résultat suggère que la maîtrise de la fécondité doit être une priorité pour les gouvernements de ces pays. Par ailleurs, en observant dans le tableau 6.1 une corrélation négative entre le niveau du capital humain et la croissance de la population, on peut évoquer en termes de recommandations de politiques économiques que celles-ci devraient mettre l'accent sur l'accroissement du capital humain pour atténuer les effets pervers de la croissance de la population sur la croissance des PIB par tête.

Afin de capter d'une part, l'effet de l'accès en franchise des produits textiles sur le marché américain et d'autre part, l'effet du caractère pétrolier sur le taux de croissance, nous avons introduit les variables *visa* et *petfuel* respectivement dans les équations (E2) et (E3) ; Mais malheureusement ces deux variables se sont avérées non significatives. Notons cependant que l'introduction de la variable *visa* dans l'équation (E2) a rendu la variable inflation significative.

Par ailleurs, plusieurs variables ci-dessus évoquées (en dehors de l'investissement et de la dette) sont restées non significatives lorsque nous avons introduit le taux de croissance du taux de change réel et le taux de croissance des termes de l'échanges (E4, E5 et E6).

---

<sup>34</sup>De manière théorique, l'intérêt spécifique de l'usage du test de Hansen plutôt que le test de Sargan tient au fait que les variables en niveau utilisés comme instruments sont susceptibles d'affecter l'homogénéité des aléas or dans un tel cas, le test de Hansen fournit des résultats plus robustes.

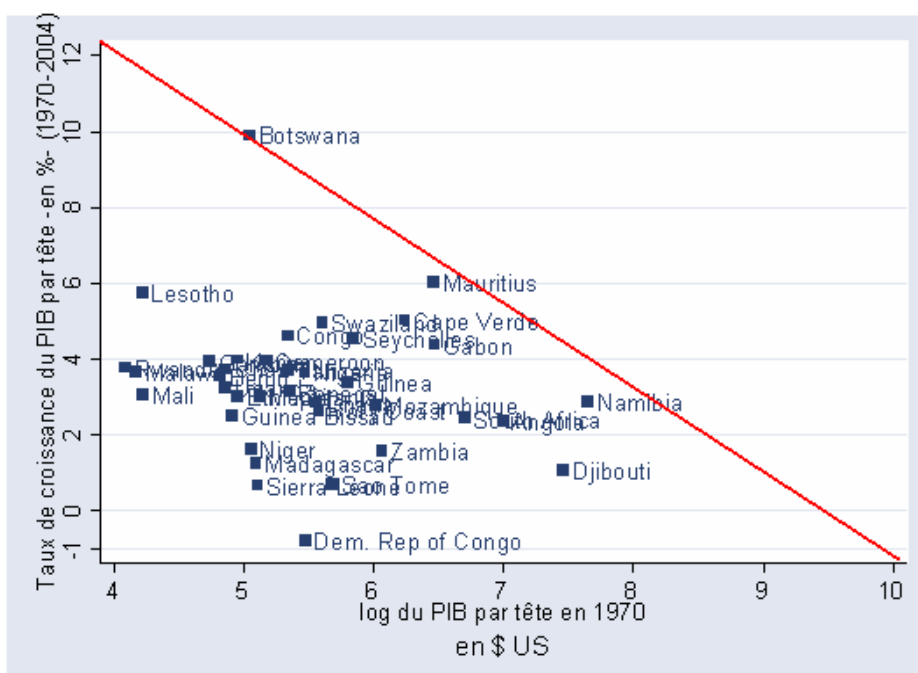
<sup>35</sup>Ce chiffre est obtenu en faisant la moyenne arithmétique des coefficients des trois régressions.

TAB. 6.1: Matrice des coefficients de corrélation

	Tpibh	y <sub>0</sub>	(n+0,05)	Inv	sec	G	TTCR	Ouv	IDE	Infl	TTE	D	IP	Agoa	Pexfuel	visa
Tpibh	1															
y <sub>0</sub>	-0,120 <sup>**</sup> (0,039)	1														
(n+0,05)	-0,047 (0,419)	-0,121 <sup>**</sup> (0,036)	1													
Inv	0,426 <sup>***</sup> (0,000)	0,065 (0,296)	-0,150 <sup>**</sup> (0,016)	1												
sec	0,039 (0,552)	0,219 <sup>***</sup> (0,000)	-0,276 <sup>***</sup> (0,000)	0,339 <sup>***</sup> (0,000)	1											
G	-0,020 (0,743)	0,269 <sup>***</sup> (0,000)	-0,100 (0,101)	0,370 <sup>***</sup> (0,000)	0,276 <sup>***</sup> (0,000)	1										
TTCR	-0,150 <sup>***</sup> (0,009)	-0,032 (0,578)	0,047 (0,419)	-0,058 (0,349)	0,030 (0,645)	-0,107 (0,244)	1									
Ouv	0,195 <sup>***</sup> (0,001)	0,036 (0,548)	-0,046 (0,449)	0,482 <sup>***</sup> (0,000)	0,406 <sup>***</sup> (0,000)	0,511 <sup>***</sup> (0,000)	-0,117 <sup>*</sup> (0,052)	1								
IDE	0,244 <sup>***</sup> (0,000)	0,030 (0,611)	-0,137 <sup>**</sup> (0,020)	0,277 <sup>***</sup> (0,000)	0,251 <sup>***</sup> (0,001)	0,184 <sup>**</sup> (0,002)	-0,021 (0,722)	0,229 <sup>***</sup> (0,884)	1							
Infl	-0,192 <sup>***</sup> (0,003)	0,062 (0,346)	0,055 (0,401)	-0,062 (0,364)	0,024 (0,739)	-0,050 (0,457)	0,990 <sup>***</sup> (0,000)	-0,123 <sup>*</sup> (0,066)	0,022 (0,732)	1						
TTE	0,040 (0,515)	-0,021 (0,736)	-0,029 (0,642)	0,009 (0,885)	-0,056 (0,426)	-0,053 (0,400)	0,007 (0,908)	-0,030 (0,630)	-0,066 (0,289)	0,011 (0,867)	1					
D	-0,176 <sup>***</sup> (0,003)	-0,056 (0,358)	-0,028 (0,646)	-0,126 <sup>**</sup> (0,049)	0,161 <sup>**</sup> (0,018)	-0,023 (0,719)	0,110 <sup>*</sup> (0,070)	-0,083 (0,183)	0,105 <sup>*</sup> (0,083)	0,127 <sup>*</sup> (0,058)	0,060 (0,352)	1				
IP	-0,254 <sup>***</sup> (0,000)	0,119 <sup>**</sup> (0,040)	-0,006 (0,907)	-0,308 <sup>***</sup> (0,000)	-0,207 <sup>***</sup> (0,001)	0,040 (0,510)	-0,146 <sup>**</sup> (0,011)	-0,195 <sup>***</sup> (0,001)	0,014 (0,811)	0,209 <sup>***</sup> (0,001)	0,023 (0,710)	0,059 (0,326)	1			
Agoa	0,077 (0,182)	-0,005 (0,924)	-0,211 <sup>***</sup> (0,000)	0,082 (0,187)	0,284 <sup>***</sup> (0,000)	-0,034 (0,579)	-0,034 (0,558)	-0,067 (0,264)	0,225 <sup>***</sup> (0,000)	-0,048 (0,464)	0,033 (0,595)	0,134 <sup>**</sup> (0,027)	-0,085 (0,144)	1		
Pexfuel	0,018 (0,758)	-0,011 (0,852)	0,081 (0,166)	0,113 <sup>*</sup> (0,074)	0,203 <sup>***</sup> (0,002)	0,090 (0,145)	0,155 <sup>***</sup> (0,008)	0,414 <sup>***</sup> (0,000)	0,159 <sup>***</sup> (0,007)	0,172 <sup>***</sup> (0,009)	0,033 (0,600)	0,076 (0,218)	0,034 (0,564)	0,005 (0,928)	1	
visa	0,054 (0,350)	-0,027 (0,636)	-0,275 <sup>***</sup> (0,000)	0,088 (0,157)	0,253 <sup>***</sup> (0,000)	0,043 (0,475)	-0,025 (0,665)	-0,078 (0,194)	0,085 (0,149)	-0,035 (0,591)	0,024 (0,695)	0,007 (0,907)	-0,092 (0,114)	0,722 <sup>***</sup> (0,000)	-0,064 (0,277)	1

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%. Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-values.

FIG. 6.1: Croissance économique et convergence des pays éligibles



Source : Auteur, inspiré du graphique de croissance et convergence de Ben-David (1994)

Mais l'un des résultats les plus attendus dans nos régressions est la non significativité de la variable *Agoa* ; ce résultat montre que la mise en place de l'AGOA n'a pas eu d'impact significatif sur les taux de croissance des pays éligibles. Par ailleurs, l'utilisation d'un modèle d'analyse de variance selon l'équation-ANOVA- (6.28) nous montre que le taux de croissance des pays éligibles n'est pas statistiquement différent entre la période avant AGOA et la période post AGOA (Tableau 6.3).

Soit le modèle suivant :

$$\underbrace{\ln Y_{it} - \ln Y_{it-\tau}}_{g_{it}} = \begin{cases} a_0 + \sum_{i=1}^C a_c X_{it} + a_{c+1} Agoa_{it} + \varepsilon_{it} & M1 \\ a_0 + \sum_{i=1}^C a_c X_{it} + a_{c+1} Agoa_{it} + a_{c+2} (région_r * Agoa_{it}) + \varepsilon_{it} & M2 \end{cases} \quad (6.28)$$

où

$g_{it}$  est le taux de croissance du PIB par tête du pays  $i$  à la date  $t$ ,

$X_{i,t}$ , est le vecteur de variables explicatives du pays  $i$  à la date  $t$  à l'exception de la variable *Agoa*

$Agoa_{it}$  est une variable dichotomique de rupture entre la période avant Agoa (elle est égale à 0) et la période après Agoa (elle vaut 1) du pays  $i$  à la date  $t$ .

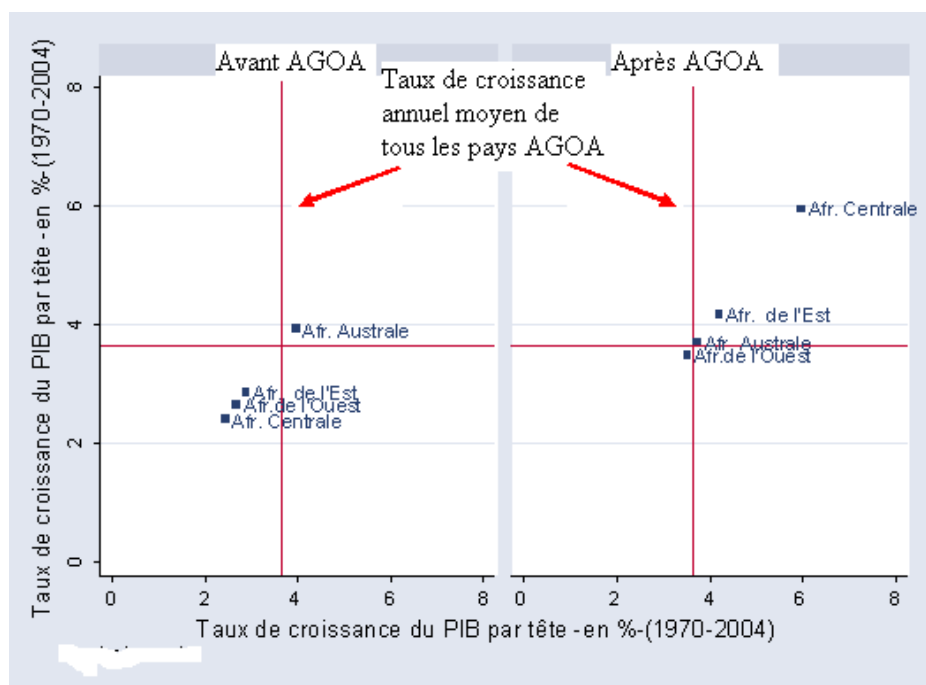
$région_r$  est une variable polytomique qui indique l'appartenance d'un pays à une région  $r$  ( $r=2\dots 5$ ) (Afrique Centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Afrique Australe).

$a_0$  est la valeur à l'origine de l'ordonnée,  
 $a_c$  et  $a_{c+1}$  sont les coefficients des variables explicatives associés respectivement à  $X_{it}$   
 et à  $Agoa_{it}$ ; avec  $c = 1..10$ ,

$\varepsilon_{it}$  représente les aléas supposés normalement, identiquement et indépendamment distribués pour tout  $t$ .

Mais lorsque nous introduisons la variable interactive *Agoa* et *région* telle que représentée dans le modèle M2 de l'équation globale 6.28, cette variable apparaît fortement significative (équation M2 du tableau 6.3). Le fait que cette variable soit significative montre qu'il existe au moins une région où le taux de croissance du PIB par habitant avant l'AGOA est statistiquement différent de celui observé après l'AGOA. Concrètement, ce résultat signifie que cette loi a eu un impact positif sur le taux croissance d'au moins une région. Ce résultat confirme aussi l'existence d'un différentiel inter régional dans l'évolution du taux de croissance du PIB par tête depuis la mise de l'AGOA. D'après la figure 6.2 qui présente l'évolution transversale du taux de croissance du PIB par habitant des pays éligibles par région avant et après l'AGOA, on constate que le rythme de croissance du PIB par tête de l'Afrique Centrale s'est considérablement amélioré après l'AGOA. Mais à ce stade, rien ne nous permet de suggérer que cette évolution est tributaire à l'AGOA. Seule une analyse d'impact à l'échelle régionale peut nous apporter un éclairage à cette question.

FIG. 6.2: Analyse transversale par région du taux de croissance du PIB par tête des pays éligibles avant et après l'AGOA



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

TAB. 6.2: Impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays AGOA pris globalement 325

Variables	Endogène: Taux de croissance du PIB par tête					
	E1	E2	E3	E4	E5	E6
Explicatives						
PIB par tête initial	-0,144 *** (0,003)	-0,151 *** (0,002)	-0,151 *** (0,001)	-0,149 *** (0,001)	-0,154 *** (0,001)	-0,154 *** (0,001)
Investissements	0,092 ** (0,043)	0,095 ** (0,036)	0,099 * (0,054)	0,140 *** (0,001)	0,140 *** (0,001)	0,144 *** (0,001)
Croissance de la population	-0,110 *** (0,002)	-0,116 *** (0,005)	-0,108 *** (0,003)	-0,053 (0,112)	0,049 (0,160)	0,060 * (0,071)
Scolarité dans le secondaire	-0,009 (0,841)	-0,0006 (0,989)	0,008 (0,845)	0,030 (0,353)	0,035 (0,869)	0,042 (0,242)
Inflation	-0,00002 ** (0,030)	-0,00002 ** (0,024)	-0,00001 (0,988)	-0,0001 (0,333)	-0,0001 (0,336)	0,0007 (0,371)
Dépenses publiques	-0,0066 (0,893)	-0,0085 (0,865)	-0,019 (0,729)	0,0003 (0,993)	-0,007 (0,869)	-0,021 (0,652)
Ouverture commerciale	0,112 ** (0,014)	0,106 ** (0,021)	0,108 ** (0,026)	0,029 (0,407)	0,033 (0,376)	0,026 (0,422)
Dette	-0,075 ** (0,042)	-0,072 ** (0,044)	-0,078 ** (0,028)	-0,062 ** (0,013)	-0,059 ** (0,017)	-0,053 ** (0,025)
IDE	0,127 * (0,075)	0,131 * (0,082)	0,133 * (0,074)	0,078 (0,116)	0,082 (0,109)	0,074 (0,107)
Instabilité politique	-0,082 ** (0,041)	-0,086 ** (0,036)	-0,073 * (0,091)	-0,043 (0,268)	0,041 (0,286)	-0,039 (0,372)
Agoa	-0,008 (0,604)	-0,026 (0,429)	-0,088 (0,636)	-0,016 (0,294)	0,034 (0,285)	-0,018 (0,262)
TTCR				0,00008 (0,364)	0,00006 (0,463)	-0,0007 (0,222)
TTE				0,00007 (0,447)	0,00008 (0,441)	0,00006 (0,493)
Visa		0,029 (0,593)			0,033 (0,529)	
Pexfuel			-0,066 (0,244)			-0,043 (0,374)
NT <sup>d</sup>	150	150	145	148	148	143
N <sup>†</sup>	32	32	32	32	32	32
Valeurs de F	184,84 ***	162,87 ***	208,93 ***	125,75 ***	131,32 ***	132,87 ***
F[k, N-1]	F[11, 31]	F[12, 31]	F[12, 31]	F[13, 31]	F[14, 31]	F[14, 31]
Hansen test	18,59	20,51	21,92	20,45	20,47	21,10
Chi-2 (k)	Chi-2 (65)	Chi-2 (65)	Chi-2 (65)	Chi-2 (65)	Chi-2 (78)	Chi-2 (78)
AR (1)	-0,24	-0,31	-0,11	-0,66	-0,65	-0,60
Pr > z	0,808	0,758	0,910	0,508	0,514	0,546
AR (2)	-0,78	-0,74	-0,68	-0,66	-0,67	-1,13
Pr > z	0,435	0,461	0,497	0,510	0,506	0,260

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value;

NT : Nombre d'observations, N : Nombre de couples



TAB. 6.3: Impact de l'AGOA sur la croissance économique à travers le modèle ANOVA

Variables	Endogène	
	Modèle utilisé	
	M1	M2
Explicatives	Taux de croissance du PIB par tête	
PIB par tête initial	1,304 (0,682)	0,019 (0,958)
Croissance de la population	3,490 (0,502)	14,63 (0,154)
Investissements	271,2*** (0,000)	241,21*** (0,000)
Scolarité dans le secondaire	67,11*** (0,003)	41,16** (0,017)
Inflation	64,21*** (0,004)	51,04*** (0,008)
Dépenses publiques	11,43 (0,226)	27,18* (0,053)
Ouverture commerciale	0,130 (0,896)	0,075 (0,918)
Dette	94,71*** (0,000)	81,10*** (0,001)
IDE	62,79*** (0,005)	30,46*** (0,040)
Instabilité politique	49,28 (0,179)	57,86* (0,094)
TTCR	55,06*** (0,008)	45,40** (0,012)
TTE	1,784 (0,678)	4,673 (0,420)
Agoa	8,970 (0,763)	24,03 (0,342)
Agoa*région		134,7** (0,012)
NT <sup>✱</sup>	161	151
R <sup>2</sup>	0,453	0,520
R <sup>2</sup> -Adj	0,384	0,431

NB : \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

✱ : Nombre d'observations

### 6.2.3 Analyse à l'échelle régionale

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur la croissance des pays éligibles à l'échelle régionale se fera successivement en Afrique Australe (6.2.3.1), en Afrique de l'Ouest (6.2.3.3),

en Afrique Centrale (6.2.3.3) et enfin en Afrique de l'Est (6.2.3.4).

#### 6.2.3.1- L'Afrique Australe

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur les pays éligibles telle que présentée au tableau 6.4 montre globalement que l'AGOA n'a pas eu un impact significatif sur la croissance économique des pays de cette région. Mais ce tableau nous montre également qu'il existe un effet de convergence nette, c'est à dire que le rythme du taux de croissance du PIB par tête des pays de cette région est inversement lié au niveau du PIB par tête initial. Comme le montre la figure 6.3, la relation qui existe entre le taux de croissance et le log du PIB par tête peut être représentée par une droite à pente décroissante.

Le tableau 6.4 permet aussi de constater sur les trois premières équations que l'ouverture commerciale mais aussi les IDE ont un effet positif et significatif sur le taux de croissance. D'après nos estimations, une hausse de 1% de l'ouverture ou des IDE entraîne respectivement une hausse moyenne du taux de croissance du PIB par tête de 0,16% et de 0,18%. Ces trois équations montrent également que l'influence négative de la dette sur la croissance est quasi-permanente dans cette région, l'impact de son amplitude varie de -0,131 à -0,109 point de pourcentage en passant par -0,117 et -0,14 point de pourcentage.

L'introduction des variables *visa* et *pexfuel* telle qu'effectuée respectivement dans les équations (E2) et (E3) n'a eu de répercussion que sur l'équation intégrant l'effet spécifique du caractère pétrolier du pays (*pexfuel*). Cela suggère que la détention du *visa* n'a pas d'influence significative sur la croissance économique. En revanche, dans l'équation (E3), on constate que la variable *pexfuel* a une influence positive et significative sur le taux de croissance. Nous estimons que les pays exportateurs de pétrole ont un taux de croissance du PIB par tête supérieur de 65%.

L'équation (E3) révèle également qu'une fois le caractère pétrolier contrôlé, les investissements influencent positivement la croissance avec une amplitude de 0,08 point de pourcentage tandis que les dépenses publiques en constituent un frein. Cette équation montre qu'une hausse de 10 points de pourcentage de la part des dépenses publiques sur le PIB provoque une baisse de 2,12 points de pourcentage du taux de croissance.

Les équations E4, E5 et E6 montrent que les variations positives des taux de croissance du taux de change réel et des termes de l'échange constituent respectivement un frein et un moteur de la croissance. Ce qui veut dire que les baisses des termes de l'échange que de nombreux pays africains ont connu durant les années 90 ont fortement pénalisé leur croissance économique.

Le tableau 6.5 qui présente les résultats des régressions effectuées en Afrique Australe mais en l'absence de l'Afrique du Sud permet de faire un certain nombre de constats. Si les effets de convergence sont réaffirmés, on constate tout de même une certaine constante de l'effet positif et significatif de la variable investissement dans les équations E1, E2 et E3 contrairement à ce qui est observé dans le tableau 6.4<sup>36</sup>. Le tableau 6.5 permet également de constater d'une part, une influence continuellement négative et significative des dépenses publiques d'autre part, une influence non significative des IDE sur la croissance contrairement au tableau 6.4. La conclusion qui en découle est que, d'un côté, les dépenses publiques constituent un frein à la croissance économique pour les

<sup>36</sup>Rappelons que dans le tableau 6.4, il a fallu tout d'abord contrôler le caractère pétrolier des pays avant que cette variable ne devienne significative; et d'ailleurs avec un coefficient très faible.

pays d' Afrique Australe exclue Afrique du Sud ; d' un autre côté, les IDE ont un impact plus élevé sur la croissance économique de l' Afrique du Sud<sup>37</sup> ce qui laisse penser que l' effet positif des IDE est tributaire à l' Afrique du Sud.

Les équations E4, E5 et E6 montrent également que toute croissance de la population dans cette région a des effets négatifs sur la croissance économique. D' après nos estimations, 1% de croissance de la population en plus réduit en moyenne de 0,1% la croissance du PIB par tête. Comme nous l' avons dit dans les analyses précédentes, un tel résultat souligne le fait que la maîtrise de la fécondité est d' une importance cruciale pour le développement économique de cette région.

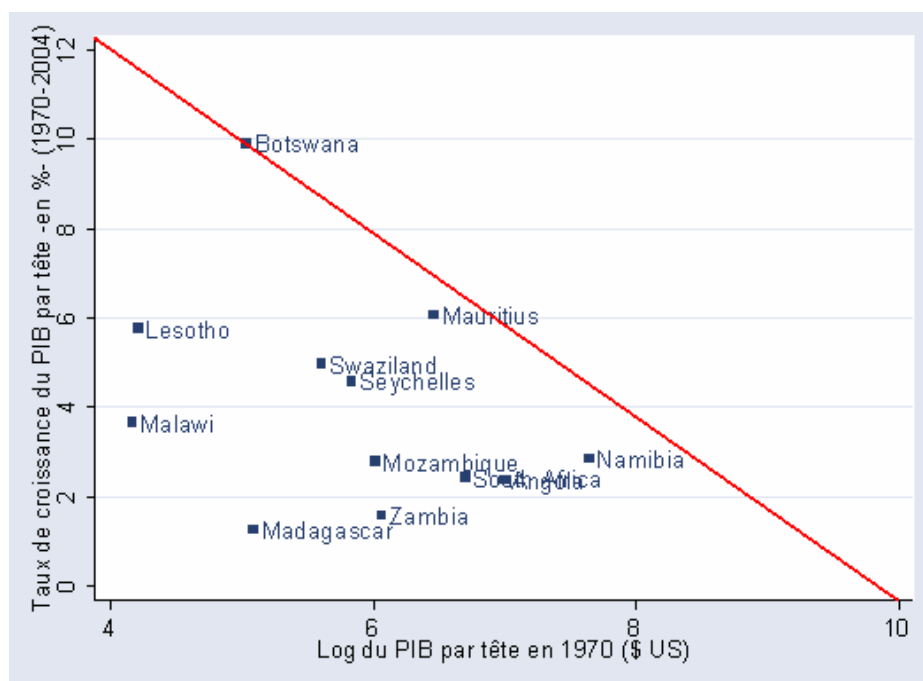
Les équations E4 et E5 du tableau 6.5 montrent par ailleurs que la variable inflation est significative mais avec un signe positif ; ce qui est contraire à la théorie. Ce résultat peut traduire que le niveau de l' inflation testé n' est pas un frein à la croissance économique de cette région. Mais lorsque nous contrôlons le caractère pétrolier, nous remarquons que cette variable perd sa significativité (équation E6), ceci peut signifier que l' inflation n' est pas un frein à la croissance économique des pays producteurs de pétrole. Cette analyse est conforme aux résultats trouvés dans l' équation (E3). D' après cette équation, on constate qu' une fois le caractère pétrolier contrôlé à travers l' introduction de la variable *pex.fuel*, le signe de la variable inflation, jadis positif, change et devient négatif conformément à la théorie.

Au delà des résultats ci-dessus analysés, une vue instantanée des taux de croissance du PIB par habitant des pays d' Afrique Australe avant et après l' AGOA telle que présentée à la figure 6.4 permet de constater que les taux de croissance de certains pays ont substantiellement varié à la hausse après la mise en place de l' AGOA. D' après cette figure, la Zambie, l' Angola et le Mozambique font partie de ce premier groupe de pays où la croissance économique après l' AGOA est supérieure à celle avant l' AGOA. Ainsi par exemple les taux de croissance annuels moyens avant l' AGOA de la Zambie, de l' Angola et du Mozambique étaient respectivement de 1,22%, 1,57% et 1,99%, mais après l' AGOA, ces taux sont passés respectivement à 4,32%, 8,99% et 8,97%<sup>38</sup>. Il convient toutefois de noter qu' un pays comme l' île Maurice peut aussi faire partie des pays dont le taux de croissance, à défaut de croître, est resté quasiment stable ce qui lui permet d' occuper la troisième place des pays ayant les taux de croissance les plus élevés. Enfin, toujours d' après ce graphique, un seul pays, les Seychelles, voit sa croissance économique clairement baisser. Avant l' AGOA, son taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant était de 5,36%, après l' AGOA, il n' était plus que de 1,38%.

<sup>37</sup> Cette dernière remarque est conforme aux travaux du chapitre 5 dans lesquels nous avons montré que l' Afrique du Sud est le principal territoire d' accueil des IDE en direction de cette région.

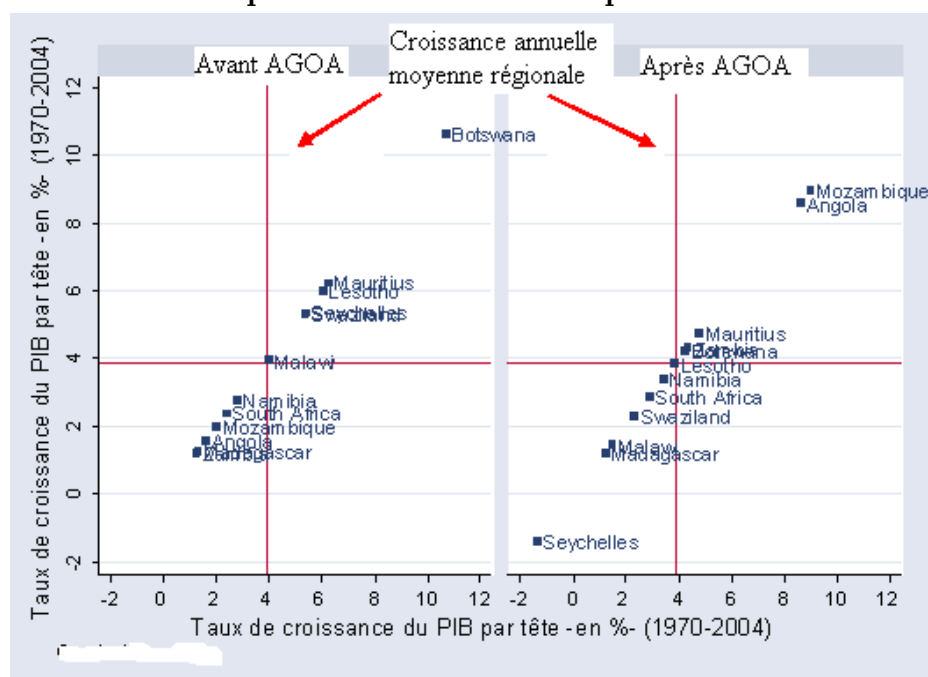
<sup>38</sup> Il faut faire une analyse pays par pays pour voir les origines de ces variations. Pour l' Angola, grand exportateur de pétrole, la forte augmentation du taux de croissance est possiblement due à l' augmentation fulgurante du prix du baril du pétrole sur les différents marchés internationaux.

FIG. 6.3: Croissance économique et convergence en Afrique Australe



Source : Auteur, inspiré du graphique de croissance et convergence de Ben-David (1994)

FIG. 6.4: Analyse transversale du taux de croissance du PIB par tête des pays d'Afrique Australe avant et après l'AGOA



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

Tab. 6.4: Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Australe

Variables	Endogène: Taux de croissance du PIB par tête					
	E1	E2	E3	E4	E5	E6
Explicatives						
PIB par tête initial	-0,110 ** (0,010)	-0,103 ** (0,034)	-0,137 *** (0,001)	-0,110 *** (0,008)	-0,114 ** (0,013)	-0,105 *** (0,009)
Investissements	0,035 (0,372)	0,028 (0,575)	0,084 * (0,096)	-0,018 (0,746)	-0,016 (0,760)	-0,002 (0,967)
Croissance de la population	-0,021 (0,583)	-0,028 (0,563)	-0,011 (0,828)	-0,143 ** (0,019)	-0,144 ** (0,016)	-0,133 ** (0,020)
Scolarité dans le secondaire	-0,010 (0,915)	-0,009 (0,922)	0,061 (0,449)	-0,018 (0,800)	-0,159 (0,835)	-0,033 (0,631)
Inflation	0,001 (0,344)	0,001 (0,424)	-0,0001 (0,855)	0,003 *** (0,007)	0,003 *** (0,008)	0,002 ** (0,011)
Dépenses publiques	-0,210 (0,133)	-0,187 (0,124)	-0,212 * (0,097)	-0,158 (0,112)	-0,155 (0,103)	-0,140 (0,139)
Ouverture commerciale	0,199 *** (0,006)	0,232 ** (0,022)	0,150 ** (0,012)	0,151 ** (0,020)	0,146 ** (0,042)	0,136 * (0,081)
Dette	-0,131 *** (0,001)	-0,117 *** (0,002)	-0,109 *** (0,003)	-0,111 *** (0,001)	-0,114 *** (0,001)	-0,114 *** (0,001)
IDE	0,198 ** (0,017)	0,200 ** (0,019)	0,150 ** (0,016)	0,178 * (0,063)	0,182 * (0,064)	0,180 * (0,074)
Instabilité politique	0,031 (0,731)	0,033 (0,742)	-0,028 (0,661)	0,055 (0,120)	0,724 (0,186)	0,076 (0,167)
Agoa	-0,008 (0,802)	-0,040 (0,708)	-0,007 (0,831)	-0,055 (0,237)	-0,024 (0,822)	-0,051 (0,239)
TTCR				-0,003 *** (0,000)	-0,003 *** (0,000)	-0,003 *** (0,000)
TTE				0,000001 ** (0,047)	0,000001 * (0,092)	0,000001 (0,116)
Visa		0,059 (0,656)			-0,35 (0,751)	
Pexfuel			0,506 *** (0,001)			0,392 (0,671)
NT	45	45	45	44	44	44
N	10	10	10	10	10	10
Valeurs de F	334482,52 ***	67,74 ***	120,29 ***	366324,33 ***	394882 ***	2791,01 ***
F[k, N-1]	F[11, 9]	F[12, 9]	F[12, 9]	F[13, 9]	F[14, 9]	F[14, 9]
Hansen test	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chi-2 (k)	Chi-2 (14)	Chi-2 (14)	Chi-2 (14)	Chi-2 (17)	Chi-2 (17)	Chi-2 (17)
AR (1)	-0,34	-0,32	-0,70	-0,41	-0,38	-0,31
Pr > z	0,737	0,746	0,487	0,681	0,701	0,759
AR (2)	-0,38	-0,39	-0,29	-1,31	-1,37	-1,28
Pr > z	0,703	0,696	0,774	0,190	0,169	0,200

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%.

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value.

NT : Nombre d'observations, N: Nombre de couples

TAB. 6.5: Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Australe sans l'Afrique du Sud

Variables	Endogène: Taux de croissance du PIB par tête					
	E1	E2	E3	E4	E5	E6
Explicatives						
PIB par tête initial	-0,072 <sup>**</sup> (0,041)	-0,070 <sup>*</sup> (0,079)	-0,083 <sup>***</sup> (0,006)	-0,066 <sup>**</sup> (0,048)	-0,067 <sup>*</sup> (0,075)	-0,071 <sup>**</sup> (0,034)
Investissements	0,095 <sup>*</sup> (0,075)	0,083 <sup>**</sup> (0,038)	0,132 <sup>**</sup> (0,010)	0,022 (0,162)	0,022 (0,170)	0,045 (0,135)
Croissance de la population	-0,006 (0,887)	-0,059 (0,171)	-0,036 (0,296)	-0,109 <sup>***</sup> (0,002)	-0,110 <sup>***</sup> (0,001)	-0,096 <sup>**</sup> (0,011)
Scolarité dans le secondaire	-0,012 (0,859)	-0,045 (0,549)	-0,005 (0,926)	-0,054 (0,485)	-0,053 (0,510)	-0,043 (0,587)
Inflation	0,0006 (0,589)	0,0008 (0,460)	-0,0003 (0,704)	0,002 <sup>***</sup> (0,007)	0,002 <sup>**</sup> (0,011)	0,001 (0,120)
Dépenses publiques	-0,185 <sup>*</sup> (0,054)	-0,173 <sup>*</sup> (0,054)	-0,144 <sup>*</sup> (0,095)	-0,112 (0,203)	-0,113 (0,208)	-0,117 (0,175)
Ouverture commerciale	0,160 <sup>**</sup> (0,014)	0,177 <sup>**</sup> (0,038)	0,160 <sup>**</sup> (0,028)	0,143 <sup>*</sup> (0,080)	0,141 (0,108)	0,141 <sup>*</sup> (0,074)
Dette	-0,095 <sup>**</sup> (0,035)	-0,092 <sup>**</sup> (0,017)	-0,053 (0,165)	-0,086 <sup>***</sup> (0,000)	-0,086 <sup>***</sup> (0,001)	-0,078 <sup>***</sup> (0,001)
IDE	0,123 (0,148)	0,114 (0,129)	0,072 (0,292)	0,119 (0,155)	0,119 (0,153)	0,109 (0,168)
Instabilité politique	0,003 (0,589)	-0,004 (0,936)	-0,041 (0,232)	0,066 (0,111)	0,065 (0,134)	0,039 (0,223)
Agoa	-0,004 (0,900)	-0,001 (0,986)	-0,020 (0,587)	-0,053 (0,202)	-0,044 (0,616)	-0,051 (0,197)
TTCR				-0,002 <sup>***</sup> (0,000)	-0,002 <sup>***</sup> (0,000)	-0,002 <sup>***</sup> (0,000)
TTE				0,000001 <sup>**</sup> (0,015)	0,000001 <sup>**</sup> (0,027)	0,000001 <sup>**</sup> (0,014)
Visa		-0,008 (0,926)			-0,011 (0,900)	
Pexfuel			0,457 <sup>***</sup> (0,001)			0,144 (0,288)
NT	45	45	45	44	44	44
N	10	10	10	10	10	10
Valeurs de F	3139,90 <sup>***</sup>	11,52 <sup>***</sup>	34,73 <sup>***</sup>	390464,52 <sup>***</sup>	11,31 <sup>***</sup>	20,73 <sup>***</sup>
F[k, N-1]	F[11, 9]	F[12, 9]	F[12, 9]	F[13, 9]	F[14, 9]	F[14, 9]
Hansen test	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chi-2 (k)	Chi-2 (31)	Chi-2 (31)	Chi-2 (31)	Chi-2 (31)	Chi-2 (31)	Chi-2 (31)
AR (1)	-0,40	-0,30	-0,53	-0,26	-0,25	-0,31
Pr > z	0,686	0,766	0,594	0,797	0,802	0,759
AR (2)	-0,42	-0,28	-0,43	-1,30	-1,31	-1,31
Pr > z	0,678	0,778	0,664	0,195	0,192	0,191

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value

NT : Nombre d'observations, N: Nombre de couples

### 6.2.3.2- L'Afrique de l'Ouest

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest montre, d'après le tableau 6.5, que la mise en place de l'AGOA a eu un impact non significatif sur le taux de croissance du PIB par tête des pays de cette région. Ce tableau montre également qu'il existe un effet de convergence dans les pays de cette région ; la figure 6.6 qui représente le log du PIB par tête initial en fonction du taux de croissance montre qu'en moyenne les pays ayant un PIB par tête initial faible ont tendance à avoir des taux de croissance plus élevés en dehors du Cap Vert qui constitue un point isolé<sup>39</sup>.

Le tableau 6.6 montre également que les investissements, le taux d'éducation au secondaire, proxy du capital humain, et les IDE influencent positivement la croissance économique. Conformément à la théorie, ce tableau montre aussi à travers le signe négatif et significatif de l'instabilité politique que cette variable constitue de manière quasi permanente un frein pour la croissance économique des pays de cette région. D'après nos estimations, un pays en proie à une instabilité politique a en moyenne un taux de croissance inférieur de 14%. Nous remarquons par ailleurs que l'introduction de la variable *visa* dans l'équation (E2), sans pour autant qu'elle-même soit significative, entraîne une significativité de l'endettement et du taux de croissance de la population. D'après cette équation, une hausse de 1% de la part de l'endettement sur le PIB et du taux de croissance de la population provoque respectivement une baisse de 0,02% et 0,05% du taux de croissance du PIB par tête. Le signe négatif du taux de croissance de la population suggère qu'une politique de maîtrise de la natalité doit être envisagée dans ces pays<sup>40</sup>. Par ailleurs, la non significativité de *visa* indique que cette variable n'a pas eu une influence significative sur le taux de croissance cette région.

L'introduction de la variable *pexfuel* dans l'équation (E2) ne modifie pas la significativité des variables qui l'étaient déjà, en revanche, le signe négatif et significatif de cette variable traduit que, le fait qu'un pays soit producteur de pétrole fait en sorte que ce dernier ait en moyenne un taux de croissance inférieur de 7,3%. En analysant la figure 6.6 qui montre l'évolution des taux de croissance du PIB par tête en fonction du caractère pétrolier ou non des pays, on constate que la courbe des pays non pétroliers a été en deçà de zéro qu'une seule fois, or lorsqu'on intègre les pays pétroliers, l'évolution du taux de croissance est erratique et la courbe va en deçà de zéro à plusieurs reprises. Conclure à une influence négative des pays pétroliers<sup>41</sup> sur la croissance économique de cette région nous paraît logique.

L'introduction du taux de croissance de change réel et du taux de croissance des termes de l'échange n'améliore pas les résultats en dehors du fait que dans l'équation (E4), la variable taux de croissance du taux de change réel est positive et significative. Mais la stabilité de cette variable est remise en cause car elle perd sa significativité dans les autres équations.

L'analyse transversale de l'évolution des taux de croissance avant et après l'AGOA

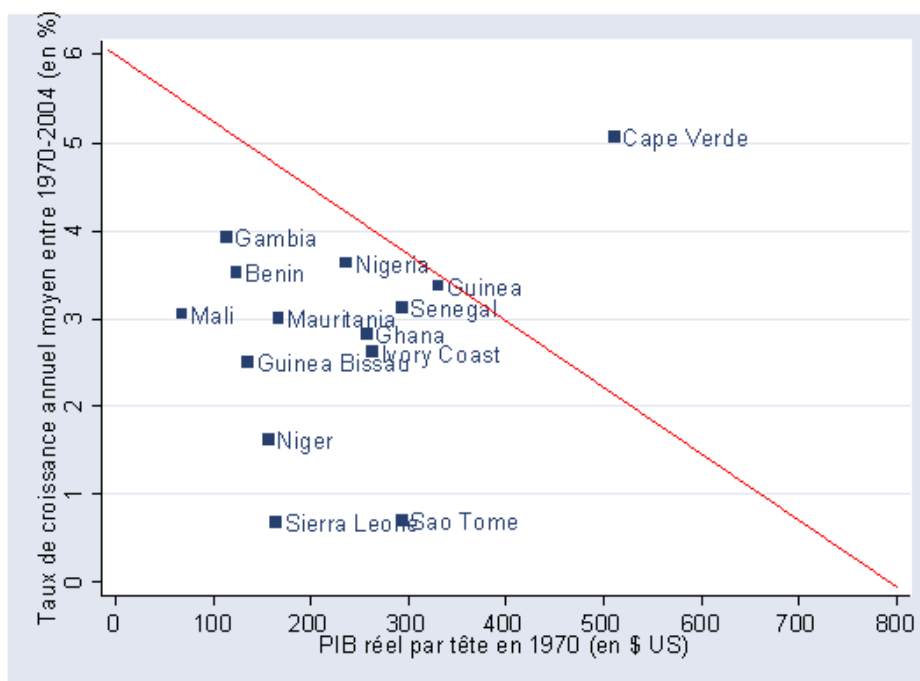
<sup>39</sup>Le lecteur intéressé par cette question devra se référer à l'ouvrage de Mukherejee C., White H. & Wuyts M., (1998), *Econometrics and Data Analysis for Developing Countries*. Routledge, New York, pp.137-148.

<sup>40</sup>Comme nous l'avons dit dans l'analyse théorique, un tel résultat est plutôt conforme aux thèses malthusiennes.

<sup>41</sup>Le principal pays producteur de pétrole de cette région est le Nigeria. La Côte d'Ivoire produit également le pétrole mais le fait que la part de ce produit dans ses exportations totales soit inférieure à 30% justifie sa non prise en compte comme pays producteur de pétrole.

(figure 6.7) montre que malgré l'extrême richesse du Nigeria, sa croissance entre les deux périodes est quasiment constante, elle est même déclinante au cours de la période après l'AGOA. La figure 6.7 montre aussi que d'autres pays ont enregistré des taux de croissance décevants après l'AGOA ; c'est le cas de la Côte d'Ivoire ou de la Guinée Bissau. Dans le même temps, certains pays ont vu leurs taux de croissance sensiblement augmenter depuis l'AGOA, c'est le cas du Niger, de Sao Tomé et de la Sierra Léone. Le cas le plus illustrant concerne la Sierra Léone, avant l'AGOA, ce pays avait un taux de croissance annuel moyen de -0,9% ; après l'AGOA, ce taux est passé à 6%.

FIG. 6.5: Croissance économique et convergence en Afrique de l'Ouest



Source : Auteur, inspiré du graphique de croissance et convergence de Ben-David (1994)



TAB. 6.6: Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest

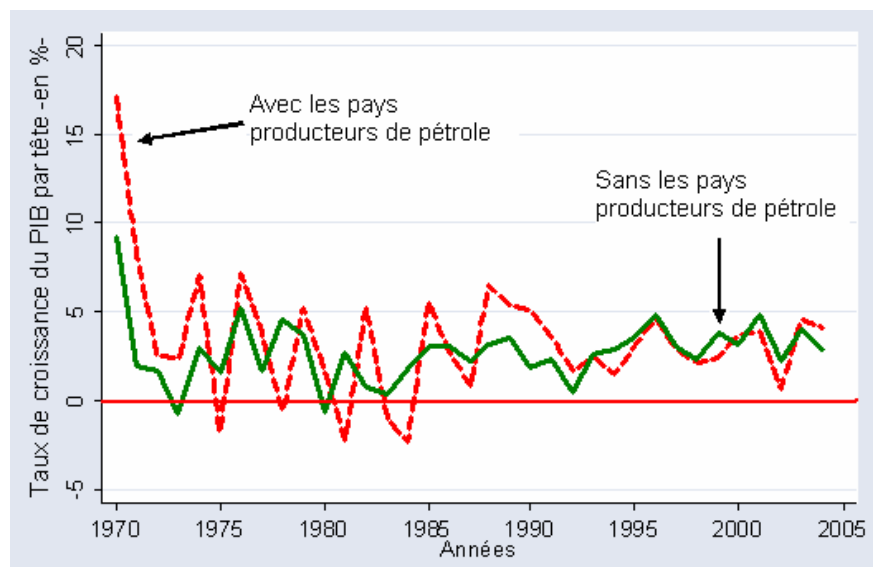
Variables	Endogène: Taux de croissance du PIB par tête					
	E1	E2	E3	E4	E5	E6
Explicatives						
PIB par tête initial	-0,148 *** (0,005)	-0,127 *** (0,008)	-0,106 *** (0,001)	-0,072 *** (0,008)	-0,081 *** (0,005)	-0,093 *** (0,000)
Investissements	0,081 *** (0,000)	0,072 *** (0,000)	0,072 *** (0,000)	0,057 *** (0,002)	0,059 *** (0,000)	0,066 *** (0,000)
Croissance de la population	-0,036 (0,311)	-0,055 * (0,092)	-0,026 * (0,086)	-0,047 ** (0,030)	-0,046 * (0,054)	-0,015 (0,474)
Scolarité dans le secondaire	0,068 ** (0,039)	0,059 * (0,052)	0,045 *** (0,004)	0,026 (0,133)	0,032 (0,113)	0,039 ** (0,014)
Inflation	0,0001 (0,644)	0,0001 (0,639)	0,0004 (0,287)	-0,0003 (0,505)	-0,0003 (0,449)	-0,0001 (0,796)
Dépenses publiques	-0,435 (0,363)	-0,149 (0,693)	-0,010 (0,857)	0,015 (0,767)	0,011 (0,765)	0,013 (0,973)
Ouverture commerciale	0,018 (0,561)	0,018 (0,567)	0,034 (0,239)	0,029 (0,199)	0,028 (0,220)	0,033 (0,130)
Dette	-0,017 (0,402)	-0,026 * (0,055)	-0,037 * (0,085)	-0,046 ** (0,024)	-0,039 *** (0,007)	-0,045 ** (0,011)
IDE	0,032 * (0,074)	0,036 ** (0,041)	0,034 ** (0,033)	0,030 ** (0,047)	0,033 ** (0,049)	0,034 ** (0,029)
Instabilité politique	-0,157 *** (0,005)	-0,156 *** (0,002)	-0,153 *** (0,002)	-0,149 *** (0,000)	-0,148 *** (0,000)	-0,141 *** (0,001)
Agoa	-0,011 (0,608)	-0,036 (0,283)	-0,012 (0,571)	-0,009 (0,740)	-0,032 (0,274)	-0,009 (0,720)
TTCR				0,00007 * (0,075)	0,00007 (0,111)	0,00007 (0,104)
TTE				0,00005 (0,256)	0,00005 (0,234)	0,00003 (0,431)
Visa		0,096 (0,101)			0,077 (0,274)	
Pexfuel			-0,075 *** (0,006)			-0,069 ** (0,017)
NT <sup>*</sup>	59	59	59	58	58	58
N <sup>†</sup>	12	12	12	12	12	12
Valeurs de F F[k, N-1]	22277,20 *** F[11, 11]	9615,23 *** F[12, 11]	38587,20 *** F[12, 11]	2756,42 *** F[13, 11]	39022,83 *** F[14, 11]	41444,23 *** F[14, 11]
Hansen test Chi-2 (k)	0,00 Chi-2 (40)	0,00 Chi-2 (40)	0,00 Chi-2 (40)	0,00 Chi-2 (39)	0,00 Chi-2 (39)	0,00 Chi-2 (39)
AR (1) Pr > z	-1,70 0,089	-1,76 0,078	-1,66 0,097	-1,63 0,104	-1,65 0,098	-1,54 0,123
AR (2) Pr > z	-0,89 0,374	-1,17 0,243	-0,77 0,444	-1,09 0,278	-1,28 0,201	-0,82 0,414

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%.

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value.

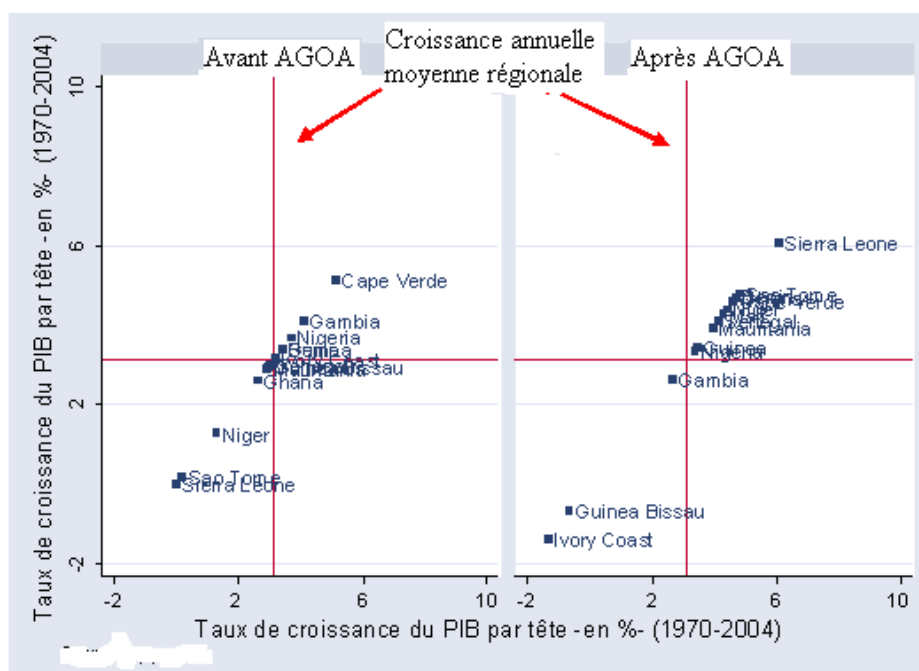
NT : Nombre d'observations, N: Nombre de couples

FIG. 6.6: Evolution du taux de croissance du PIB par tête des pays d'Afrique de l'Ouest selon le caractère pétrolier ou non des pays entre 1970 et 2004



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

FIG. 6.7: Analyse transversale du taux de croissance du PIB par tête des pays d'Afrique de l'Ouest avant et après AGOA



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

### 6.2.3.3- L'Afrique Centrale

L' étude d' impact de l' AGOA sur la croissance économique des pays d' Afrique Centrale nous a permis de constater d' après le tableau 6.7 qu' il existait aussi dans cette région un effet de convergence. Mais cet effet est moins net dans la représentation graphique du taux de croissance et du log du PIB par tête à l' état initial telle qu' elle est effectuée à la figure 6.8. Pour essayer d' identifier cet effet de convergence du point de vue graphique, nous avons fait recours à la notion de  $\sigma$  convergence, or jusqu' alors, nos travaux se sont exclusivement basés sur la  $\beta$  convergence.

D' après Barro & Sala-i-Martin (1996), il y a  $\sigma$  convergence lorsque la dispersion baisse au cours du temps en d' autres termes lorsque la variance du logarithme du PIB par tête d' un groupe de pays ou de régions baisse au cours du temps. En outre, ces deux auteurs montrent que la  $\beta$  convergence n' implique pas nécessairement une baisse de la variance du logarithme du PIB par tête du groupe de pays étudié. Autrement dit, pour eux, la  $\beta$  convergence est une condition nécessaire mais non suffisante de la  $\sigma$  convergence. Pour cela, Barro & Sala-i-Martin (1996)<sup>42</sup> montrent qu' en présence d' une convergence du  $\beta$ , il est tout à fait possible d' avoir une augmentation de la variance du logarithme du PIB par tête ; tout dépend du niveau de la variance à l' état régulier. Théoriquement, bien que l' on suppose qu' on soit en présence de la  $\beta$  convergence, la variance du logarithme du PIB par tête peut augmenter si la valeur de sa variance à l' état initial est inférieure à l' état régulier et vis versa si la variance du logarithme du PIB par tête baisse (figure 6.9). En définitive, cette démonstration montre qu' il est possible qu' on soit en présence de la  $\beta$  convergence malgré l' allure de la courbe de la variance du logarithme du PIB par tête des pays d' Afrique Centrale représentée à la figure 6.10.

Si les trois premières équations du tableau 6.7 nous ont permis de confirmer certaines évidences théoriques concernant d' une part, l' impact positif et significatif des investissements, de l' ouverture (équation E3 uniquement) et d' autre part, l' impact négatif et significatif de l' inflation et de l' endettement sur la croissance économique. Ces équations ont surtout mis en évidence certains résultats contraires à la théorie économique. Ces résultats concernent notamment l' impact négatif et significatif des IDE, du capital humain et l' impact positif et significatif de l' instabilité sur la croissance économique.

L' analyse des faits stylisés nous a permis de constater que le lien négatif entre les IDE et la croissance économique provient d' un paradoxe empirique en ce sens qu' en Afrique centrale, en moyenne, les pays qui reçoivent le plus d' IDE n' ont pas forcément les taux de croissance les plus élevés. Par exemple en termes de flux d' IDE moyens (voir figure 6.11), un pays comme le Gabon qui a en moyenne reçu moins d' IDE que la république Démocratique du Congo a cependant une croissance annuelle moyenne deux à trois fois supérieure à ce pays. Il en de même du Cameroun ou de la république du Congo qui ont reçu en moyenne moins d' IDE que le Tchad mais qui ont une croissance annuelle moyenne supérieure à ce dernier.

Le tableau 6.7 permet également de voir à travers le signe négatif et significatif du taux de scolarisation dans le secondaire, proxy du capital humain, que cette variable est un frein à la croissance. Cette analyse vient conforter les résultats trouvés au chapitre 5 qui ont

<sup>42</sup> Pour faire cette démonstration, Barro & Sala-i-Martin (1996) utilisent une équation de récurrence du premier ordre de la variance du logarithme du PIB par tête des économies étudiées. Pour plus de détails, se référer au chapitre 11 de leur ouvrage intitulé : *Croissance économique*. Mc Graw-Hill /Ediscience.croi.

montré un impact négatif et significatif du taux de scolarisation au secondaire sur les flux d'IDE et sur la productivité. L'analyse des faits stylisés nous a montré qu'il convenait plutôt de parler de *déconnexion évolutive* entre d'un côté le taux de scolarisation au secondaire et de l'autre côté, les flux d'IDE et la croissance de la productivité. Car, nous avons mis en évidence le fait qu'un pays comme le Tchad, qui a le taux de scolarisation moyen au secondaire le plus bas de la région (moins de 10%), a reçu en moyenne plus d'IDE et a connu la plus forte croissance de la productivité annuelle moyenne de la région. Cette analyse est également valable pour le lien entre croissance économique et taux de scolarisation dans le secondaire. Ainsi par exemple, la RDC avec un taux de scolarisation moyen au secondaire qui est deux fois supérieur (20,7%) à celui du Tchad (9,26%) enregistre cependant un taux de croissance annuel moyen plus de trois fois (-0,78) inférieur à ce pays (3,73).

Le tableau 6.7 indique aussi à travers les équations (E1) et (E2) que l'instabilité politique, contrairement à la théorie, a un impact positif et significatif sur le taux de croissance. L'analyse pointue des données nous a permis d'observer que ce résultat peut être attribuable au fait que les pays les plus instables à l'instar du Tchad ont enregistré depuis quelques années des taux de croissance très élevés de l'ordre de 38%. Le cas le plus illustrant est celui de la république du Congo qui apparaît comme le deuxième pays le plus instable de la région (après le Tchad) mais qui enregistre par ailleurs en moyenne sur l'ensemble de la période étudiée, le taux de croissance moyen du PIB par tête le plus élevé de la région (figure 6.12). Cette déconnexion entre instabilité politique et taux de croissance est possiblement due à la richesse de ces pays en ressources pétrolières.

Le contrôle du caractère pétrolier des pays à travers l'introduction de la variable *pexfuel* dans l'équation (E3) a eu un impact sur la stabilité des autres variables. Les variables telles que l'endettement ou les dépenses publiques, jadis non significatives, deviennent significatives avec un signe négatif. D'après cette équation, une hausse de 1% de l'endettement et des dépenses publiques diminue respectivement de 0,15% de 0,19% le taux de croissance du PIB par tête. Par ailleurs, nous remarquons également que l'introduction de la variable *pexfuel* a également fait en sorte que le signe des variables instabilité et IDE soit conforme aux hypothèses théoriques malgré la non significativité de cette dernière (IDE). Ce résultat confirme les hypothèses émises ci-dessus quant à la responsabilité des ressources pétrolières sur les contre sens théoriques obtenus dans les estimations.

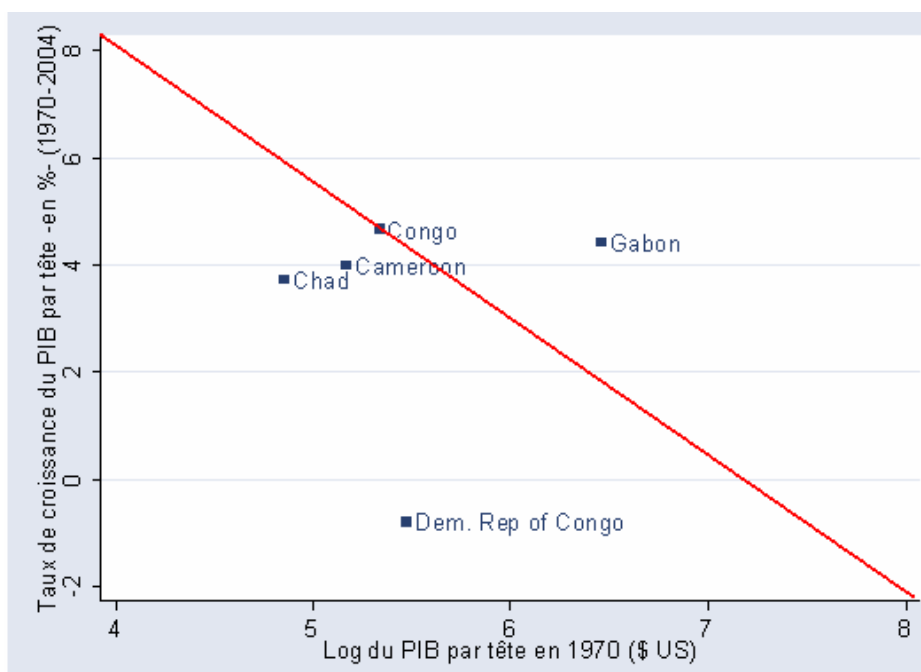
Mais le résultat le plus significatif du tableau 6.7 est la significativité de la variable *Agoa*. Dans l'équation (E1), *Agoa* a un impact positif et significatif sur la croissance économique ; d'après nos estimations, la mise en place de l'*Agoa* a fait croître le taux de croissance de la région Afrique Centrale d'environ 15,8%. L'introduction de la variable *visa* a rendu cette variable non significative dans l'équation (E2), en revanche dans l'équation (E3), cette variable redevient significative mais avec un signe négatif après introduction de la variable *pexfuel*. Ce dernier résultat signifie qu'après contrôle du caractère pétrolier des pays, l'*Agoa* a plutôt un impact négatif sur la croissance des pays de cette région ; ce qui veut dire que *c*' est la production pétrolière qui est à l'origine de l'effet positif de l'*Agoa* sur la croissance économique des pays d'Afrique Centrale.

Le tableau 6.7 nous montre également que l'introduction des taux de croissance du taux de change réel et des termes de l'échange maintient la variable *Agoa* significative uniquement dans l'équation (E4). Par ailleurs, le caractère accélérateur de la croissance

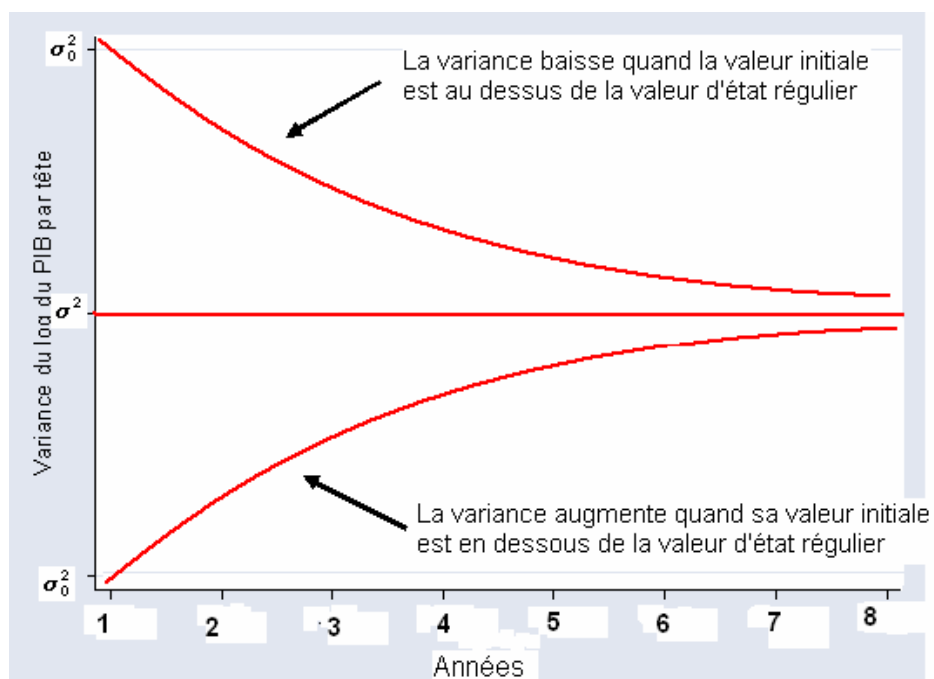
économique d' une variation des termes de l' échange qui était déjà mis en exergue dans l'équation (E4) se confirme dans l'équation (E5).

Une observation instantanée du taux de croissance du PIB par tête des pays de cette région avant et après l' AGOA (figure 6.13) nous permet de constater que seul le taux de croissance du PIB par tête du Tchad s' est vraiment modifié après l' AGOA. Avant l' AGOA, le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête de ce pays était de 1,5%, après l' AGOA, ce taux est passé à 3,7%. Dans une moindre mesure, on peut également citer la République Démocratique du Congo dont le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête était de -1,5% avant l' AGOA, ce taux est passé à 3,5% après l' AGOA.

FIG. 6.8: Croissance économique et convergence des pays d'Afrique Centrale

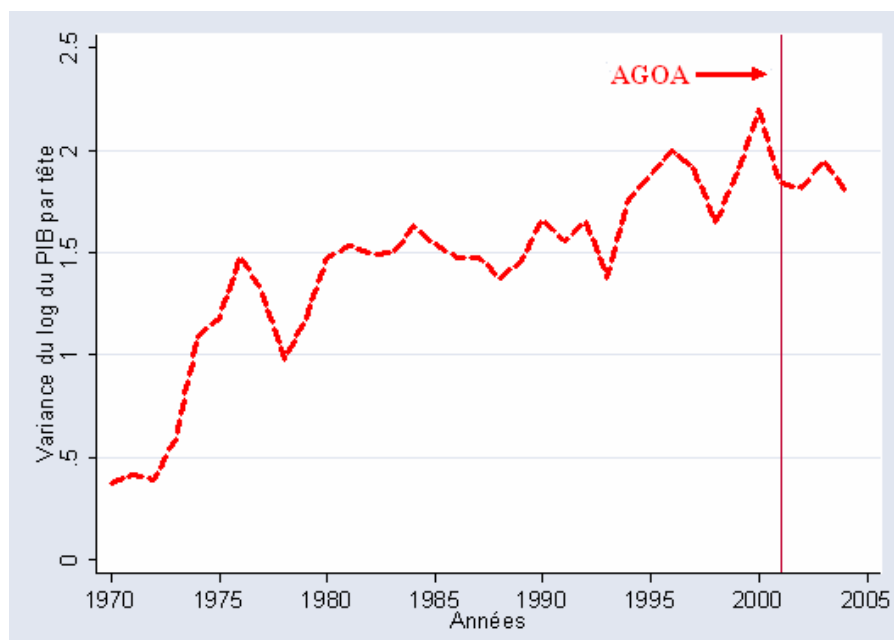


Source : Auteur, inspiré du graphique de croissance et convergence de Ben-David (1994)

FIG. 6.9: Evolution théorique de la  $\sigma$  convergence

Source : Auteur, inspiré de Barro & Sala-i-Martin (1996)

FIG. 6.10: Croissance économique et convergence des pays d'Afrique Centrale



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

**TAB. 6.7: Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique Centrale**

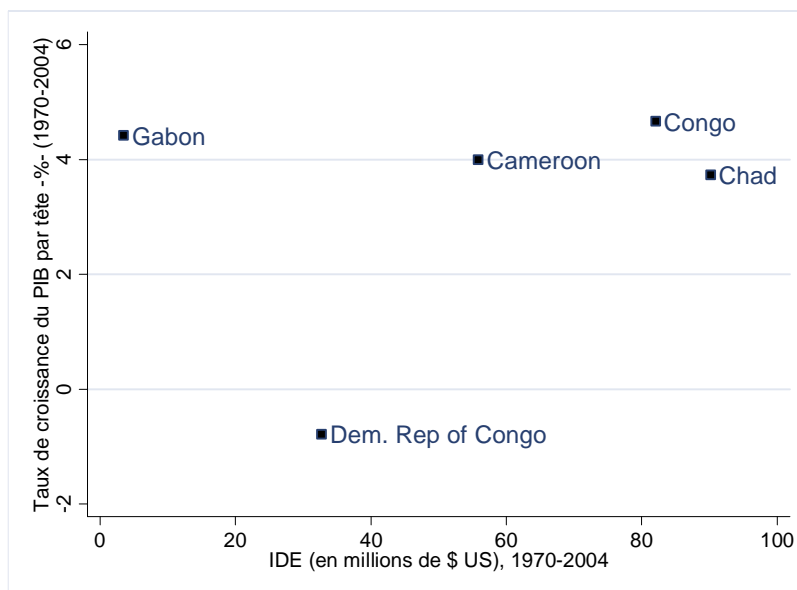
Variables	Endogène: Taux de croissance du PIB par tête					
	E1	E2	E3	E4	E5	E6
Explicatives						
PIB par tête initial	-0,022 <sup>***</sup> (0,003)	-0,224 <sup>**</sup> (0,020)	-0,172 <sup>***</sup> (0,000)	-0,220 <sup>***</sup> (0,001)	-0,162 <sup>**</sup> (0,037)	-0,133 <sup>**</sup> (0,032)
Investissements	0,380 <sup>***</sup> (0,000)	0,381 <sup>***</sup> (0,000)	0,158 <sup>***</sup> (0,001)	0,377 <sup>***</sup> (0,001)	0,347 <sup>***</sup> (0,004)	0,240 (0,142)
Croissance de la population	-0,132 (0,538)	-0,136 (0,686)	-1,282 <sup>***</sup> (0,000)	-0,197 (0,374)	0,098 (0,697)	-0,910 (0,240)
Scolarité dans le secondaire	-0,118 (0,067)	-0,118 <sup>*</sup> (0,079)	-0,269 <sup>**</sup> (0,019)	-0,168 <sup>**</sup> (0,018)	-0,226 <sup>**</sup> (0,036)	-0,313 <sup>***</sup> (0,000)
Inflation	-0,00007 <sup>**</sup> (0,041)	-0,00007 <sup>*</sup> (0,087)	0,0021 (0,153)	0,00003 (0,810)	0,0001 (0,487)	0,0072 (0,249)
Dépenses publiques	0,130 (0,133)	0,131 (0,228)	-0,196 <sup>*</sup> (0,074)	0,044 (0,717)	-0,188 (0,496)	-0,362 (0,168)
Ouverture commerciale	-0,059 (0,379)	-0,060 (0,384)	0,353 <sup>***</sup> (0,002)	-0,111 (0,897)	0,080 (0,585)	0,2610 (0,228)
Dette	-0,818 (0,542)	-0,019 (0,647)	-0,154 <sup>***</sup> (0,001)	-0,104 (0,745)	0,020 (0,548)	0,140 (0,747)
IDE	-0,421 <sup>***</sup> (0,006)	-0,421 <sup>***</sup> (0,006)	0,127 (0,104)	-0,401 <sup>**</sup> (0,015)	-0,392 <sup>**</sup> (0,015)	-0,266 (0,689)
Instabilité politique	0,284 <sup>**</sup> (0,044)	0,282 <sup>*</sup> (0,095)	-0,120 <sup>*</sup> (0,051)	0,221 (0,106)	0,303 <sup>*</sup> (0,068)	0,154 (0,739)
Agoa	0,147 <sup>**</sup> (0,030)	0,148 (0,150)	-0,183 <sup>**</sup> (0,012)	0,114 <sup>*</sup> (0,000)	-0,028 (0,759)	-0,059 (0,814)
TTCR				-0,00005 (0,418)	-0,0001 (0,280)	-0,006 (0,498)
TTE				0,00001 <sup>*</sup> (0,062)	0,00003 <sup>**</sup> (0,048)	0,00002 (0,541)
Visa		-0,059 (0,984)			0,442 (0,160)	
Pexfuel			0,090 (0,134)			-0,094 (0,792)
NT <sup>*</sup>	22	22	17	22	22	17
N <sup>†</sup>	5	5	5	5	5	5
Valeurs de F	121,78 <sup>***</sup>	4,72 <sup>*</sup>	35794,24 <sup>***</sup>	339 <sup>***</sup>	9,71 <sup>**</sup>	17656,18 <sup>***</sup>
F[k, N-1]	F[11, 4]	F[12, 4]	F[12, 4]	F[13, 4]	F[14, 4]	F[14, 4]
Hansen test	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chi-2 (k)	Chi-2 (14)	Chi-2 (14)	Chi-2 (10)	Chi-2 (14)	Chi-2 (14)	Chi-2 (10)
AR (1)	-1,16	-1,37	-0,75	-1,37	-1,77	-0,46
Pr > z	0,244	0,171	0,452	0,172	0,077	0,644
AR (2)	-1,19	-1,46	-0,29	-0,42	-0,79	-1,57
Pr > z	0,234	0,145	0,773	0,671	0,430	0,117

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%.

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value.

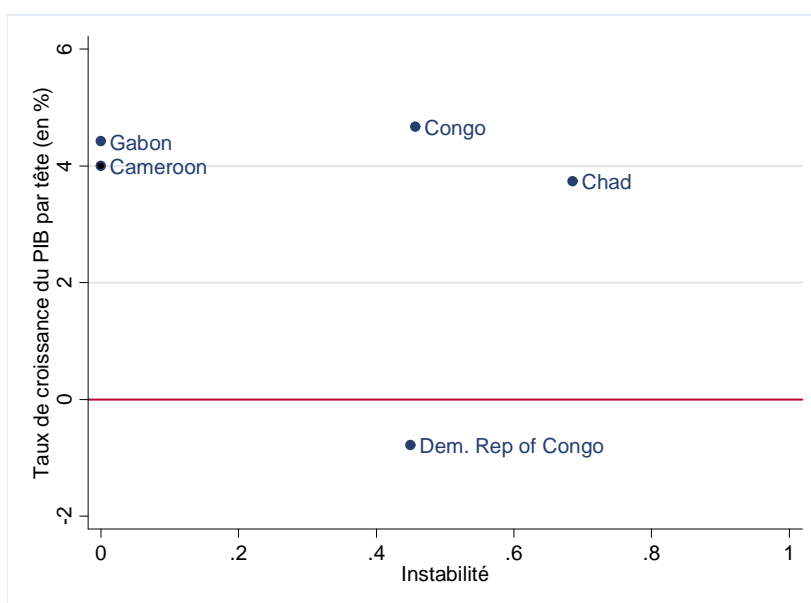
NT: Nombre d'observations, N: Nombre de couples

FIG. 6.11: Analyse transversale de la relation entre taux de croissance du PIB par tête et flux d'IDE en Afrique Centrale



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005) et UNCTAD (2005)

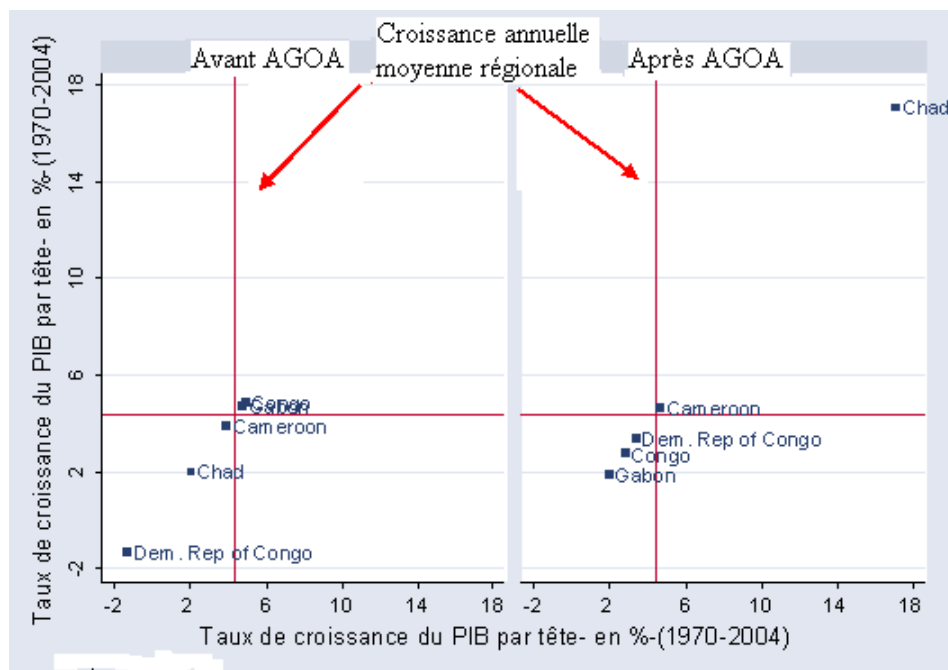
FIG. 6.12: Analyse transversale de la relation entre taux de croissance et instabilité politique en Afrique Centrale (1970 et 2004)



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005) et de CIA (2005)



FIG. 6.13: Analyse transversale du taux de croissance des pays d'Afrique Centrale avant et après AGOA



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

#### 6.2.3.4- L'Afrique de l'Est

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays d'Afrique de l'Est nous révèle d'après le tableau 6.8, qu'il existe un effet de convergence. En représentant le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête avec le logarithme du PIB par tête à la période initiale (figure 6.14), on se rend compte que globalement, le rythme du taux de croissance du PIB par tête est inversement lié au logarithme du PIB par tête à la période initiale.

En dehors de l'ouverture commerciale, le tableau 6.8 permet de voir que toutes les variables significatives ont des signes conformes à la théorie. Ainsi, on voit que les investissements, les IDE, le taux de scolarisation au secondaire ont une influence positive sur la croissance économique alors que l'endettement et l'instabilité constituent des freins.

Comme nous l'avons noté plus haut, nous avons trouvé sur l'ensemble des six équations du tableau 6.8 que l'ouverture commerciale a une influence négative et significative sur la croissance économique des pays de cette région. L'analyse des faits stylisés permet de constater que ce résultat peut être attribuable au fait que la balance commerciale de l'Afrique de l'Est est déficitaire depuis 1990 (figure 6.15). Or, théoriquement un déficit commercial chronique a un impact négatif sur la croissance économique selon la séquence suivante : hausse du déficit commercial, baisse de l'entrée des devises, chute des investissements due à la perte de confiance des investisseurs (concernant la monnaie<sup>43</sup> et l'environ-

<sup>43</sup>Les monétaristes suggèrent de relever les taux d'intérêts (ou de procéder à une dévaluation) pour éviter une récession durable en cas de déficit commercial chronique.

nement économique) et donc baisse de la croissance économique. Nos estimations montrent que si l'ouverture commerciale augmente de 1%, le taux de croissance va baisser en moyenne de 0,11%.

L'analyse des équations (E2, E4, E5 et E6) du tableau 6.7 nous a permis de mettre en exergue un lien jusque là non révélé par les différentes estimations : c'est le lien positif et significatif du taux de croissance de la population avec la croissance économique. D'après ces équations, l'effet moyen de la croissance de la population sur le taux de croissance du PIB par habitant est estimé à 0,06 point de pourcentage. Contrairement à ce qui a été observé dans les autres régions, ce résultat montre que la croissance de la population est ici un moteur de croissance économique<sup>44</sup>.

Le tableau 6.7 permet également de voir que la stabilité de la variable *Agoa* est fonction des variables utilisées dans le modèle. Cette variable est non significative dans les équations E1, E3, E4 et E6 ; en revanche, lorsqu'on contrôle l'effet capté par la variable *visa* -équations E2 et E5-, *Agoa* devient significative. Ces résultats signifient que l'impact positif et significatif de l'AGOA sur la croissance économique des pays d'Afrique de l'Est est très fortement lié au fait que ces pays peuvent exporter les vêtements en franchise de droits de douane sur le marché américain. Par ailleurs, l'équation E5 permet de capter l'influence positive sur la croissance économique d'une amélioration des termes de l'échange.

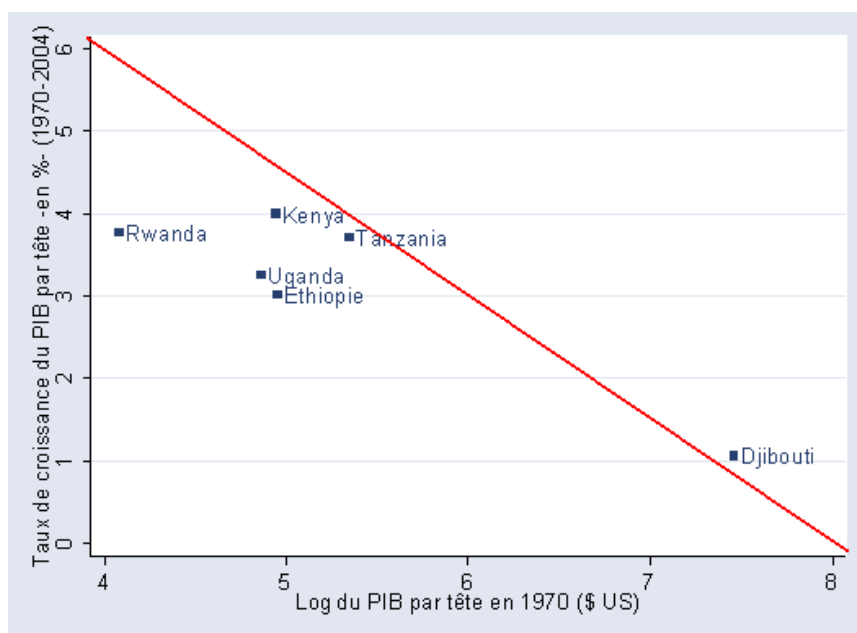
L'analyse transversale des taux de croissance du PIB par tête observés dans chacun des pays d'Afrique de l'Est avant et après l'AGOA (figure 6.16) nous permet de constater qu'en dehors du Kenya, les taux de croissance observés après l'AGOA se sont modifiés à la hausse pour un grand nombre de pays. Comme l'indique cette figure, avant l'AGOA, seul le Kenya avait un taux de croissance annuel moyen du PIB par tête qui excédait 4%, or après AGOA ; ce taux était désormais supérieur à 5% dans trois pays (Tanzanie, Ouganda et Ethiopie)<sup>45</sup> alors que dans le même temps, celui du Kenya passait sous la barre de 2%.

---

<sup>44</sup> Ce résultat est conforme aux thèses des populationnistes et néo populationnistes pour qui la croissance de la population soutient la croissance économique grâce à la pression créatrice de richesse qu'elle génère (Boserup, 1965).

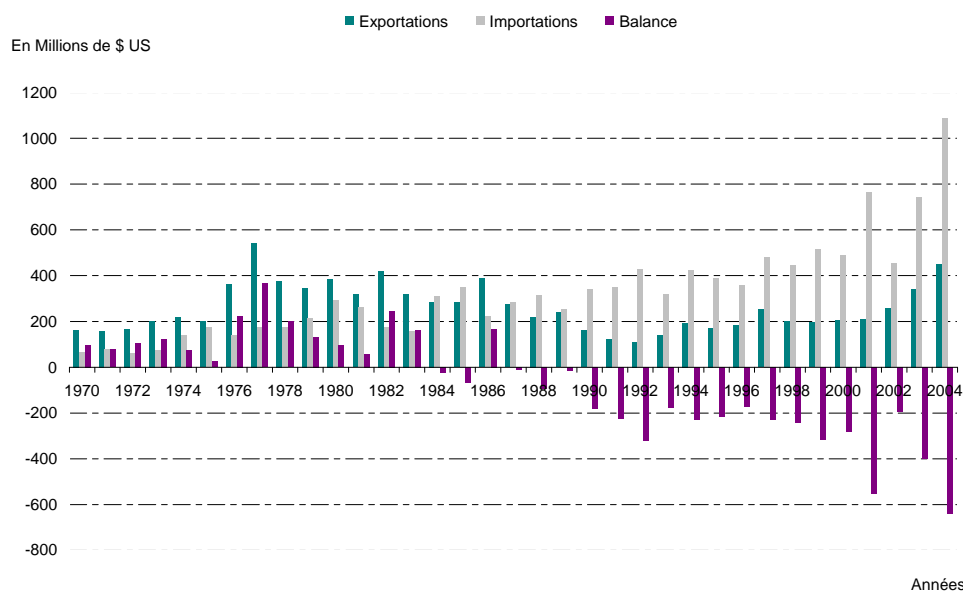
<sup>45</sup> Les autres pays de la région tels que le Rwanda ou Djibouti ont également obtenu après l'AGOA des taux de croissance annuels moyens du PIB par habitant supérieurs à ceux observés avant l'AGOA.

FIG. 6.14: Croissance économique et convergence des pays d'Afrique de l'Est



Source : Auteur, inspiré du graphique de croissance et convergence de Ben-David (1994)

FIG. 6.15: Evolution des échanges commerciaux de l'Afrique de l'Est



Source : Auteur, à partir des données de USITC (2005)

TAB. 6.8: Impact de l'AGOA sur la croissance économique de l'Afrique de l'Est

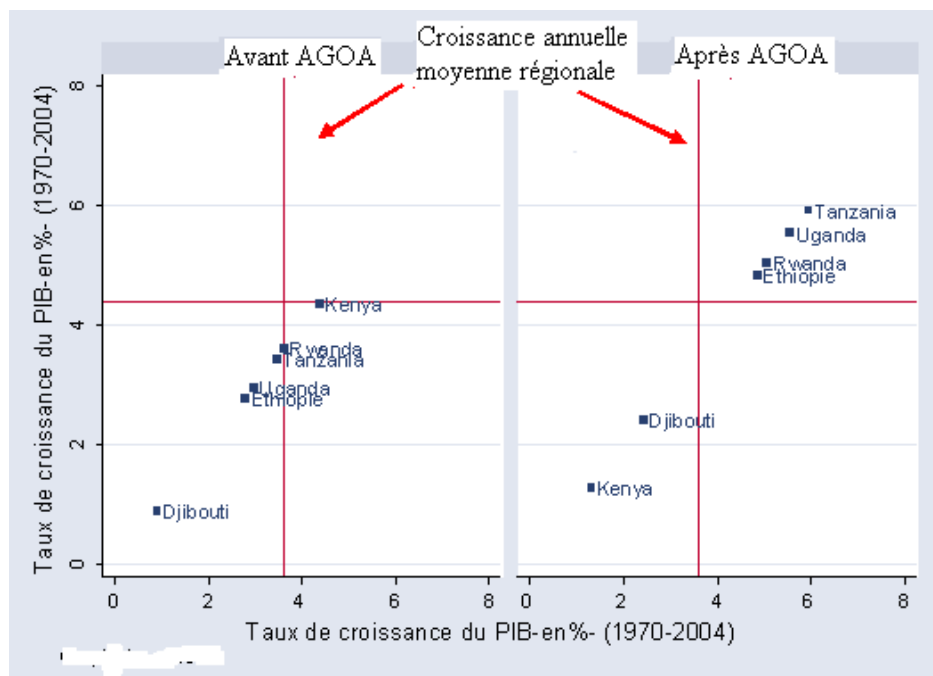
Variables	Endogène: Taux de croissance du PIB par tête					
	E1	E2	E3	E4	E5	E6
Explicatives						
PIB par tête initial	-0,244 *** (0,002)	-0,264 *** (0,001)	-0,257 *** (0,006)	-0,229 *** (0,002)	-0,249 *** (0,005)	-0,238 *** (0,007)
Investissements	0,234 *** (0,000)	0,181 ** (0,016)	0,241 *** (0,002)	0,210 *** (0,001)	0,136 * (0,054)	0,216 *** (0,004)
Croissance de la population	0,051 (0,133)	0,064 ** (0,019)	0,051 (0,108)	0,059 * (0,085)	0,077 *** (0,005)	0,059 *** (0,078)
Scolarité dans le secondaire	0,110 *** (0,003)	0,119 *** (0,001)	0,118 *** (0,007)	0,088 ** (0,026)	0,094 *** (0,008)	0,095 *** (0,035)
Inflation	-0,0001 (0,287)	-0,0001 (0,207)	-0,0001 (0,167)	-0,0003 (0,323)	-0,001 (0,202)	-0,0004 (0,309)
Dépenses publiques	-0,0293 (0,421)	-0,0007 (0,986)	-0,041 (0,284)	-0,007 (0,848)	-0,042 (0,463)	-0,016 (0,702)
Ouverture commerciale	-0,128 *** (0,003)	-0,125 *** (0,001)	-0,121 *** (0,002)	-0,112 ** (0,013)	-0,101 *** (0,005)	-0,107 ** (0,013)
Dette	-0,134 *** (0,001)	-0,133 *** (0,002)	-0,141 *** (0,002)	-0,118 *** (0,003)	-0,121 *** (0,005)	-0,124 *** (0,007)
IDE	0,154 * (0,053)	0,258 *** (0,002)	0,154 * (0,065)	0,185 ** (0,034)	0,322 *** (0,002)	0,184 *** (0,048)
Instabilité politique	-0,190 *** (0,002)	-0,196 *** (0,001)	-0,186 *** (0,661)	-0,186 *** (0,002)	-0,188 *** (0,001)	-0,183 *** (0,002)
Agoa	-0,041 (0,280)	0,228 *** (0,003)	-0,031 (0,531)	-0,032 (0,419)	0,268 *** (0,007)	-0,253 (0,617)
TTCR				0,00003 (0,527)	0,001 (0,286)	0,0003 (0,547)
TTE				0,000003 (0,166)	0,000006 *** (0,002)	0,000003 (0,185)
Visa		-0,308 *** (0,002)			-0,335 *** (0,007)	
Pexfuel			-0,119 (0,531)			-0,082 (0,638)
NT <sup>‡</sup>	24	24	24	24	24	24
N <sup>†</sup>	5	5	5	5	5	5
Valeurs de F	236,20 ***	289,09 ***	120,81 ***	26,67 ***	630,43 ***	52,48 ***
F[k, N-1]	F[11, 4]	F[12, 4]	F[12, 4]	F[13, 4]	F[14, 4]	F[14, 4]
Hansen test	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chi-2 (k)	Chi-2 (16)	Chi-2 (16)	Chi-2 (16)	Chi-2 (16)	Chi-2 (16)	Chi-2 (16)
AR (1)	-1,27	-1,25	-1,48	-1,15	-1,57	-1,42
Pr > z	0,205	0,211	0,139	0,251	0,117	0,155
AR (2)	-0,88	-1,32	-0,90	-1,05	-1,03	-1,05
Pr > z	0,382	0,188	0,369	0,293	0,301	0,293

NB: \*\*\*, \*\* et \* montrent un seuil de significativité respectif de 1%, 5% et de 10%.

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients sont les p-value.

NT : Nombre d'observations, N : Nombre de couples

FIG. 6.16: Analyse transversale du taux de croissance du PIB par tête des pays d'Afrique de l'Est avant et après la mise en place de l'AGOA



Source : Auteur, à partir des données de WDI (2005)

### 6.3 Conclusion

D'une manière générale, il apparaît de plus en plus évident sur le plan méthodologique que l'utilisation des données de panel dans l'évaluation de la problématique de la croissance économique offre une information plus riche que les spécifications en coupe transversale. Le principal avantage des données de panel est qu'elles permettent d'étudier simultanément le comportement dynamique de plusieurs économies. De manière plus pointue dans le cadre de l'analyse dynamique de la croissance économique, la méthode des moments généralisés (MMG) et ses différentes variantes se sont imposées ces dernières années car, elles ont permis d'une part, d'enrichir la compréhension du processus de non persistance de la croissance (convergence) d'autre part, d'éliminer certains biais (hétéroscédasticité des résidus) pouvant influencer les estimations. La mise en place des différents tests de base (tests d'autocorrélation d'ordre 2 ou tests de Hansen) liés à l'utilisation de la méthode des moments généralisés nous a montré que chacune de nos estimations était robuste.

L'un des résultats les plus marquants de nos estimations à l'échelle globale est l'absence d'impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays éligibles. Mais à l'échelle régionale, notre étude nous a révélé que la mise en place de cette loi a eu un impact positif et significatif sur la croissance économique des deux régions, l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est. Pour l'Afrique Centrale, notre recherche a montré que cet effet positif est essentiellement dû aux exportations de pétrole alors que pour l'Afrique de l'Est, l'effet positif est en partie tributaire des exportations de vêtements.

Un autre résultat non moins négligeable concerne la significativité négative du PIB par tête initial trouvée dans l'ensemble de nos estimations que ce soit à l'échelle globale ou à l'échelle régionale. Ce résultat obtenu à partir des modèles de croissance élargies signifie de manière générale que les différences transnationales observées aujourd'hui en ce qui concerne les taux de croissance du PIB par tête sont attribuables à la fois à des différences de niveau de PIB par tête à l'état initial mais aussi à des différences de position des pays le long des sentiers transitoires (différences des caractéristiques structurelles). De manière spécifique, ce résultat montre que les pays qui ont un PIB par tête initial faible ont tendance à avoir des taux de croissance plus élevés traduisant ainsi un effet de convergence.

Ce travail nous a aussi permis de constater que le taux d'investissement, l'exposition au commerce international, les conditions macroéconomiques et le contexte politique semblent jouer un rôle important dans les schémas d'évolution du PIB par habitant quelque soit l'échelle d'analyse. Une variation de ces facteurs pouvant se traduire *ipso facto* par une modification du niveau de vie. Ainsi de manière non exhaustive, il ressort de notre étude que :

(i) - l'investissement est un puissant moteur de croissance économique bien que nous n'ayons pas fait la distinction entre investissements publics et investissements privés ;

(ii) - l'exposition au commerce international peut favoriser la croissance économique à condition que les exportations soient diversifiées et suffisamment élevés par rapport aux importations ;

(iii)- les politiques relatives à la croissance de la population peuvent jouer en faveur de la croissance économique notamment en Afrique de l'Est, mais aussi en défaveur de cette croissance ce fût le cas en Afrique Australe, en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale.

(iv)- l'entrée des investissements étrangers soutient la croissance économique. Mais le fait que cette variable ne soit significative et positive que pour certaines régions (Afrique Australe, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest) et pas pour d'autres (Afrique Centrale) met en exergue la nécessité pour cette dernière région notamment d'adopter des politiques économiques visant à améliorer l'efficacité des IDE sur la croissance économique.

(v)- la taille globale des administrations publiques dans l'économie peut limiter la croissance économique bien que les dépenses de santé, de formation et de recherche peuvent jouer indéniablement en faveur de l'amélioration du niveau de vie de long terme ;

(vi)- l'inflation influe de façon négative sur l'accumulation du capital physique dans le secteur privé et produit, par ce biais, un effet négatif sur la production ;

(vii)- l'instabilité politique exerce fortement un effet négatif à la fois sur le rythme et sur le niveau de la croissance économique. D'où la nécessité d'adopter des politiques favorables pour la paix sociale et la démocratie : conditions nécessaires et indispensables de stabilité politique. Toutefois, il a été trouvé que l'effet négatif de cette variable pouvait être occulté par la richesse d'une région en ressources naturelles (pétrole) ;

(viii)- les politiques en faveur de l'annulation de l'endettement libèrent ces pays d'une trappe importante car la dette extérieure influence négativement leur croissance économique.

En revanche, le fait que l'élasticité estimée du capital humain (taux de scolarisation au secondaire) par rapport à la production par tête apparaisse non significative autant à l'échelle globale qu'à l'échelle régionale peut traduire la faiblesse de la contribution de

ce facteur dans la croissance économique de ces pays<sup>46</sup>. D' où la nécessité d' établir des politiques en faveur de l' éducation. Il faut cependant noter que bien que les politiques en faveur de la scolarisation soient nécessaires à l' augmentation de l' efficacité du capital humain (facilitation de la transmission technologique)-encore faudrait-il que les enseignements conviennent à la demande des investisseurs-, elles ne sauraient s' y limiter. En effet, les politiques d' amélioration du capital humain doivent également converger vers des politiques favorisant un accès plus large des soins de santé.

En définitive, ces résultats montrent que pour l' instant, même si on constate de manière parsemée certaines tentatives réussies de captation des gains issus de cet accord, la loi sur la croissance et les possibilités en Afrique n' a pas encore totalement créé une dynamique économique dans les pays éligibles. Ce résultat mitigé peut être dû à certaines contraintes liées au cadre macroéconomique (forte présence de l' administration publique, persistance de l' inflation, faiblesse du capital humain, absence ou faiblesse des politiques attractives des IDE, etc.) ou au cadre politique (absence de démocratie, justice sociale non garantie et surtout instabilité politique). Cependant, sans toutefois nier l' existence réelle de ces contraintes, d' autres limites inhérentes aux dispositions de l' AGOA (durée incertaine des avantages, champ de couverture restreint et complexe) peuvent contribuer à rendre cette loi moins efficace du point de vue de l' analyse économique.

---

<sup>46</sup>Le taux de scolarisation moyen au secondaire entre 1970 et 2004 pour l'ensemble des pays éligibles est de 25%. Seule l'Afrique Australe se trouve largement au dessus de ce taux (39%), par contre, le taux de l'Afrique centrale (26,7%) est presque égal au taux moyen de tous les pays .

## Chapitre 7

# ANALYSE CRITIQUE DE L'AGOA : ENTRE SURVIVANCE DES BARRIÈRES COMMERCIALES ET INCERTITUDE DE DURÉE, QUEL IMPACT SUR LES PAYS ÉLIGIBLES ?

## Introduction

Depuis sa promulgation en mai 2000, l'AGOA constitue le principal cadre réglementaire qui régit les relations d'échanges, de coopération technique et de développement entre les pays d'Afrique sub-saharienne et les Etats-Unis. Cette loi, comme nous l'avons dit dans les chapitres précédents, visait à donner aux pays d'Afrique sub-saharienne de nouvelles opportunités afin que ces derniers puissent rompre avec les mauvaises performances économiques qu'ils connaissent depuis la fin des années 70. Les faits stylisés nous montrent par exemple que, entre 1981 et 2000, le taux de croissance annuel moyen de l'Afrique sub-saharienne était de 1,17% alors qu'il était de 16,97% entre 1970 et 1980. Une analyse comparative de l'évolution du PIB par tête des pays d'Afrique sub-saharienne d'une part, des Etats-Unis et de l'Union Européenne (UE) d'autre part, permet de voir qu'en 1980, le PIB par tête de l'Afrique sub-saharienne représentait près de 1/32<sup>ème</sup> du PIB par habitant de l'UE et près de 1/38<sup>ème</sup> de celui des Etats-Unis. Mais en 2000, ce ratio est passé à 1/40<sup>ème</sup> par rapport à celui de l'UE et à 1/48<sup>ème</sup> par rapport à celui des Etats-Unis.

Sur le plan commercial, on a pu constater que la part de l'Afrique sub-saharienne dans les exportations mondiales est passée de 3,7% en 1980 à 1,5% en 2000 tandis que sa part dans les importations mondiales passait de 3,1% à 1,3% au cours de la même période. Par ailleurs, l'analyse du ratio de la dette extérieure sur le PIB montre que cet indicateur est passé de 17% en 1980 à 53% en 2000 ; c'est dans un tel contexte que l'AGOA a été mise en place. Cette loi en plus du fait qu'elle vise à aider les pays bénéficiaires à augmenter leurs exportations, elle a aussi pour objectif d'inciter les pays éligibles à adopter des politiques en faveur de la libéralisation du cadre économique (ouverture commerciale et attractivité des IDE) et du cadre politique (renforcement de la démocratie).

Mais les études d'impact de l'AGOA sur les pays éligibles telles qu'effectuées dans les chapitres précédents nous ont plutôt donné des résultats globalement encourageants malgré certaines variances. Cependant, nous pensons que si l'AGOA veut jouer efficacement à la fois en faveur de la réduction de la pauvreté et en faveur d'une croissance économique durable, il est urgent que les Etats-Unis suppriment toutes les barrières commerciales (7.1) qui continuent d'exister dans les secteurs intensifs en travail et qu'ils lèvent l'incertitude de durée (7.2) lié au renouvellement de la liste des pays bénéficiaires à la fin de chaque année.



## 7.1 AGOA et survivance des barrières commerciales

Les barrières commerciales font partie de l'ensemble des instruments dont disposent les Etats pour orienter ou réguler les échanges avec l'étranger. Les barrières commerciales peuvent être tarifaires ou non tarifaires. L'analyse des barrières tarifaires se cristallise généralement autour des tarifs douaniers ; ces tarifs peuvent être spécifiques c'est à dire levés sous forme d'un montant fixe par unité du bien importé, ils peuvent aussi être *ad valorem* c'est à dire levés sous la forme d'une fraction de la valeur du bien importé. Mais depuis la mise en place de l'OMC, l'importance des barrières tarifaires ou plutôt des droits de douane a tendance à baisser au profit des barrières non tarifaires.

Les barrières non tarifaires consistent notamment à une intervention autoritaire (parfois négociée) de l'Etat pour imposer des limites ou des normes sanitaires ou phytosanitaires dans certains secteurs dont le libre fonctionnement pourrait menacer les équilibres structurels du pays. Dans la logique pure des restrictions commerciales, il en existe principalement trois types : les restrictions volontaires à l'exportation, les quotas d'importation et la condition d'exécution locale. De manière théorique, il faut rappeler que les restrictions volontaires à l'exportation ou accords volontaires d'exportation (AVE) constituent un quota administré sur les importations par le pays exportateur au lieu de l'être par le pays importateur ; les quotas d'importation sont quant à eux des restrictions quantitatives directes sur les importations<sup>1</sup> ; enfin, la condition d'exécution locale est une réglementation selon laquelle le pays importateur exige qu'une certaine part d'un produit final soit exécutée à l'intérieur du territoire ou de tout autre territoire bénéficiant des mêmes avantages.

Malgré la volonté non contestable du gouvernement américain d'aider les pays d'Afrique sub-saharienne à exporter intensément vers les Etats-Unis et au delà à les mener vers un sentier de croissance économique durable, on observe cependant qu'il continue d'exister dans le cadre de l'AGOA de nombreuses barrières commerciales. Ces barrières couvrent les produits considérés comme essentiels pour la croissance économique et la lutte contre la pauvreté dans les pays éligibles. Ces produits sont généralement issus des secteurs intensifs en travail (c'est le facteur le plus abondant dans ces pays) comme le secteur agricole (7.1.1) ou le secteur des vêtements (7.1.2). Le but de cette section est de montrer que le maintien des barrières commerciales dans les secteurs ci-dessus évoqués peut contribuer à limiter l'efficacité de l'AGOA.

### 7.1.1 AGOA et survivance des barrières commerciales : cas du secteur agricole

Depuis les indépendances des pays d'Afrique sub-saharienne, la croissance économique a toujours été largement soutenue par le secteur agricole. Malgré l'émergence du secteur minier et pétrolier dans la première moitié des années 70, le secteur agricole a continué d'être non seulement un moteur de croissance économique mais aussi un facteur de lutte contre la pauvreté. D'après les estimations de la FAO, près de 70% de la popula-

---

<sup>1</sup>Les quotas d'importation sont généralement mises en oeuvre de deux manières : *primo* ; l'octroi de licences à des individus ou à des entreprises, *secundo* ; le droit de vendre dans le pays est directement accordé aux gouvernements des pays exportateurs. Dans le cas des USA, ce pays utilise ces deux formes de quotas d'importation. La première formule, c'est à dire celle liée à l'octroi des licences, existe dans un secteur comme celui des fromages et la deuxième formule, c'est à dire celle liée au droit accordé directement aux pays exportateurs concernent plutôt les secteurs comme le sucre ou encore les vêtements (ce qui pose par ailleurs d'autres types de problèmes-voir le paragraphe 7.1.2-).

tion d'Afrique sub-saharienne tirent l'essentiel de ses ressources du secteur agricole ; ce qui veut dire que toute politique commerciale qui aurait pour objectif de réduire la pauvreté doit s'appuyer en priorité sur la valorisation du secteur agricole. Et pourtant dans les faits, même si la production agricole continue d'augmenter<sup>2</sup>, sa valeur unitaire ne cesse de chuter. D'après le rapport mondial sur le développement humain (2005), à la fin des années 80, les exportateurs de café touchaient près de 12 milliards \$US pour leurs exportations, mais en 2003, ils ont exporté plus de café (en volume) et ont touché moins de la moitié en revenus soit 5,5 milliards de \$US. Les graphiques 7.1, 7.2, et 7.3 qui montrent l'évolution des prix des principales cultures d'exportation (café<sup>3</sup>, cacao et coton<sup>4</sup>) des pays d'Afrique sub-saharienne confirment clairement la baisse de la valeur unitaire des produits agricoles sur les marchés internationaux.

D'autres analyses nous ont montré qu'à ce facteur de réduction de la valeur unitaire des produits agricoles, il en existe d'autres qui ont également contribué à dévaloriser le secteur agricole. Parmi ces facteurs, il y a les subventions à l'exportation accordées par les pays développés à leur secteur agricole, il y a les barrières douanières extrêmement rigides imposées par ces pays dans ce secteur. Lorsque ces barrières douanières sont tarifaires, les tarifs sont extrêmement élevés et lorsque les barrières douanières sont non tarifaires, elles sont régies par des normes sanitaires et phytosanitaires assez strictes. De plus, lorsque ces pays décident d'accorder des préférences dans ce secteur, ces préférences sont cadrées par des quotas stricts au delà des quels ces pays imposent des pics tarifaires très élevés.

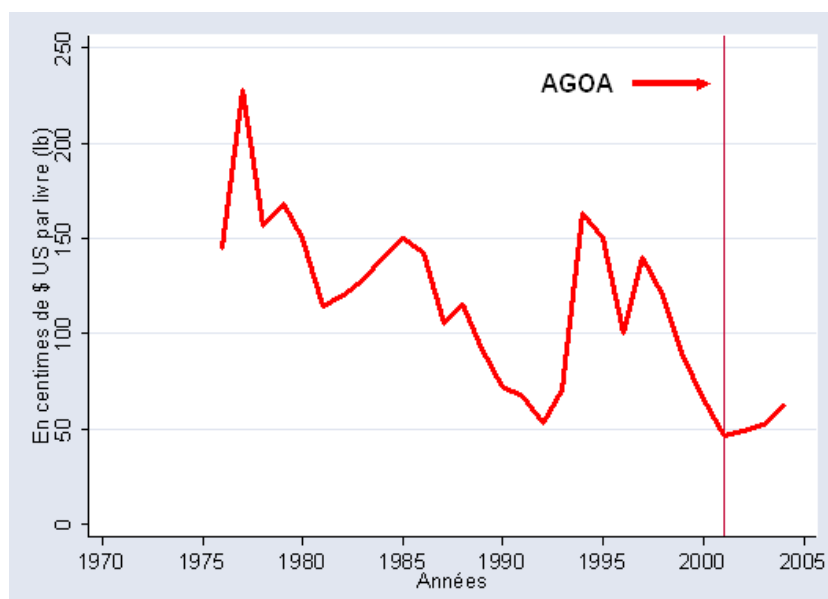
---

<sup>2</sup>D'après les données de la Banque Mondiale (WDI, 2005), la production agricole des pays AGOA a augmenté de près 17% entre 2001 et 2004. Mais, il existe une forte hétérogénéité dans ce résultat car certains pays comme l'Angola, le Cameroun, le Ghana, la Guinée Bissau ou encore le Mali ont vu leur production agricole croître de plus de 50% entre 2001 et 2004 ; d'autres pays comme le Nigeria, la Gambie et dans une moindre mesure le Rwanda ont vu leur production agricole baisser respectivement de 29%, 18% et de 1,25% entre 2001 et 2004

<sup>3</sup>Il faut noter que le prix du café qui est présenté dans le graphique 7.1 est un prix composite des évolutions des cours de chaque type de café. Les différents types de café qui sont cotés sur le marché de Londres sont : le café colombien, le café doux, le café arabica doux, la café arabica nature d'origine brésilienne et enfin le café robusta.

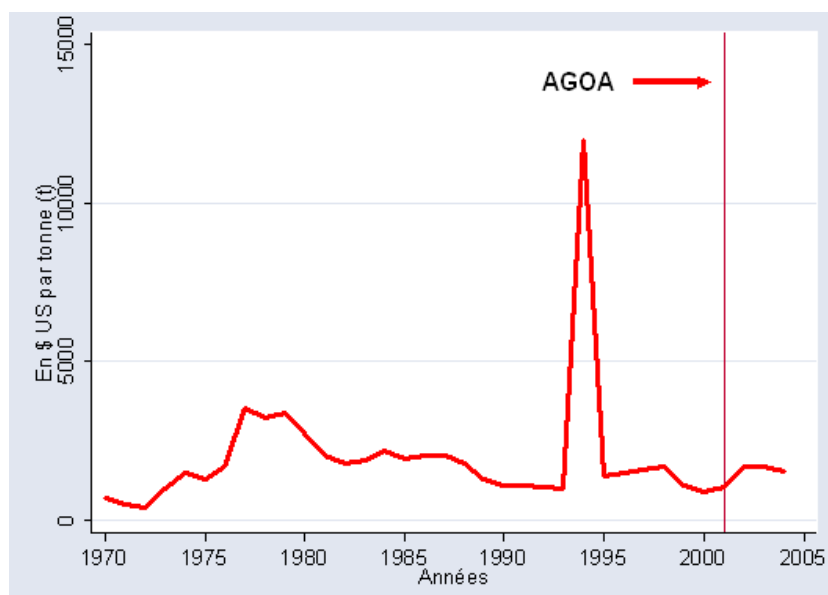
<sup>4</sup>Le prix du coton présenté à la figure 7.3 est un prix basé sur l'Indice A de Cotlook. Cet indice prend en compte la moyenne des cinq cotations les plus basses des 19 origines des fibres de coton de soie. Ces 19 origines sont : Memphis/Est, Californie/Arizona, Orleans/Texas, Tanzanie, Turquie, Inde, Ouzbékistan, Paraguay, Pakistan, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Mali, Grèce, Australie, Mexique, Syrie, Brésil, Chine. Il existe un autre indice, c'est l'indice B de Cotlook ; cet indice prend en compte la moyenne des trois cotations les plus basses des 9 origines des fibres de coton à soie courte négociées dans les ports européens. Ces 9 origines sont : Orleans/Texas, Argentine, Brésil, Turquie, Syrie, Ouzbékistan, Chine, Pakistan, Inde.

FIG. 7.1: Evolution du prix du Café entre 1970 et 2004



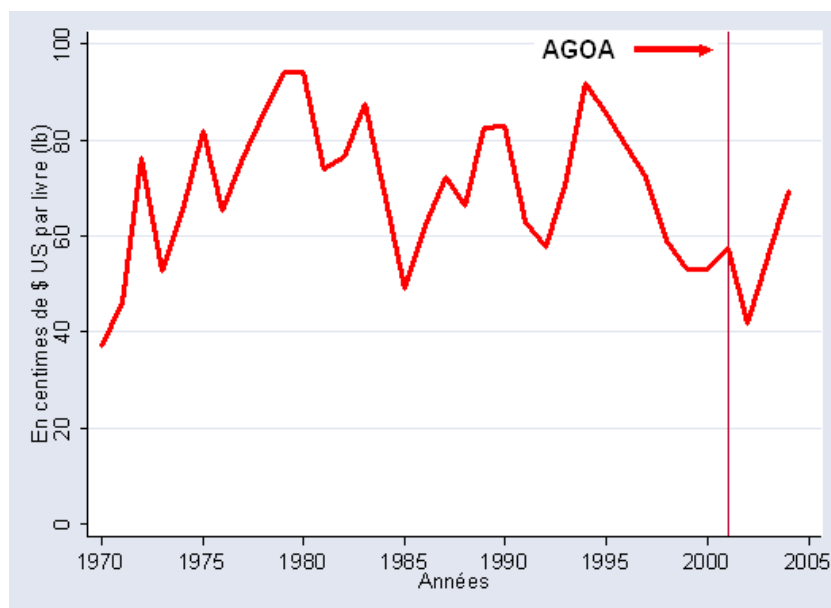
Source :www.ico.org

FIG. 7.2: Evolution du prix du Cacao entre 1970 et 2004



Source :www.unctad.org

FIG. 7.3: Evolution du prix du coton selon l'Indice A de Cotton Outlook entre 1970 et 2004



Source :www.unctad.org

Et pourtant, d'après l'accord sur l'agriculture de l'OMC, les subventions à l'exportation et le volume des exportations couvert par ces subventions devaient être réduites respectivement de 36% et de 21%. Malgré ces engagements, les subventions existent toujours et continuent d'exercer une pression négative forte autant sur les cours mondiaux des produits agricoles que sur les exportations agricoles des pays d'Afrique sub-saharienne. Ces subventions continuent d'exister grâce à un habile maniement de la réglementation mondiale du secteur agricole. Du fait de la distinction entre les différentes subventions telle qu'effectuée par l'accord de l'OMC sur l'agriculture à travers notamment un ensemble de "catégorie" de couleurs, les pays développés ont ainsi trouvé un moyen ingénieux de ventiler les subventions des catégories prohibées vers des catégories qui sont censées ne pas avoir un impact négatif sur le commerce mondial. D'après l'accord de l'OMC sur l'agriculture, il existe trois catégories :

*primo* : la catégorie ambre contient toutes les mesures de soutien interne jugées comme ayant des effets de distorsion sur les échanges commerciaux ; il a été convenu qu'elles devaient être réduites de 20% laissant ainsi presque intactes 80% des mesures qui peuvent distordre le commerce international.

*secundo* : la catégorie bleue exclut les paiements directs des engagements de réduction. Il a été convenu que ces paiements ont des effets de distorsion minimales sur les échanges internationaux<sup>5</sup>.

*tertio* : la boîte verte concerne les mesures de soutien interne ayant, dit-on, des effets de distorsion nuls ou minimales. Par conséquent, ces mesures ne font pas partie des engagements de réduction. Ces mesures concernent notamment le financement de la recherche-développement, des infrastructures, de la lutte contre les insectes et les maladies.

<sup>5</sup>Ce point de vue peut être contestable quand on sait que la production de blé de l'UE s'est considérablement accrue après que les mesures de soutien aient été transférées des prix vers les revenus.

La conséquence mécanique de toutes ces mesures est que plus de 60% du soutien accordé au secteur agricole dans les pays de l' OCDE sont exemptés des engagements de réduction. Les réductions observées dans la catégorie ambre s' expliquent uniquement par le transfert des paiements de la catégorie ambre aux autres catégories (bleue ou verte).

Nonobstant toutes ces mesures, les Etats-Unis ont adopté en 2002, la *Farm Bill* qui augmente le budget de l'agriculture de 18 milliards par an pour les 10 prochaines années. Les Etats-Unis ont également mis en place un ensemble de mesures qui constituent des subventions à l'exportation même si elles continuent d'être contestées comme telles par ce pays. Parmi ces mesures :

- il y a le programme de garantie de crédit à l'exportation (*export loan guarantee*) qui donne accès aux importateurs de produits américains des crédits avec les taux d'intérêts appliqués aux Etats-Unis. De plus, ces crédits sont garantis par le gouvernement américain.

- il y a la mesure dite "step 2", cette mesure est destinée à dédommager les exportateurs américains (y compris les agriculteurs) et les industries de transformation de la différence entre les cours intérieurs et les cours internationaux<sup>6</sup> ;

Toutes ces mesures (surtout la deuxième) permettent aux agriculteurs américains d' exporter à des prix inférieurs à leurs coûts de production ; et avec l' hypothèse de grand pays, ils influencent à la baisse les prix du marché mondial. Les Etats-Unis comptent ainsi pour plus de la moitié dans les exportations mondiales de maïs, mais ils exportent à un prix inférieur de 1/5<sup>eme</sup> par rapport à ses coûts de production. C' est aussi le cas du blé où les Etats-Unis comptent pour plus d' un quart dans les exportations mondiales mais leurs prix à l' exportation sont inférieurs de 46% par rapport à leurs coûts de production. Il en est de même du secteur du coton dont la production a doublé en dépit d' une baisse de son cours sur les marchés internationaux depuis le milieu des années 90 et ce malgré le fait que les coûts de production des producteurs américains sont trois fois plus élevés que la moyenne d' un pays comme le Burkina Faso. Les Etats-Unis ne sont pas le seul pays développé qui utilisent de telles pratiques ; et parmi les grands partenaires commerciaux de l' Afrique sub-saharienne, il y a l' Union Européenne<sup>7</sup>. D' ailleurs d' après le Rapport mondial sur le développement humain (2005), les subventions à la surproduction dans les pays développés atteignent aujourd' hui 1 milliard de \$US par jour contre 1 milliard de \$US par an pour l' aide agricole aux pays en développement.

Comme nous l' avons dit plus haut, le maintien des lignes tarifaires sur certains produits agricoles continue de distordre les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les pays AGOA. La conversion d' une partie des obstacles non tarifaires en droits de douane conformément à l' accord sur l' agriculture de l' OMC a permis à ce pays comme à tous les pays développés de maintenir des droits de douanes assez élevés grâce à un choix judicieux de l' équivalent tarifaire et de la période de base<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> Il faut noter que le département du commerce américain insiste sur le fait que cette mesure ne constitue pas une subvention à l' exportation car, il n' y a pas de discrimination entre les exportateurs et les industries intérieures de transformation. Mais à l' évidence, le résultat est le même que la subvention directe à l' exportation, c' est pourquoi, nous la considérons comme telle.

<sup>7</sup> L' Union Européenne (UE) subventionne également son agriculture dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). Ce sont ces mesures qui permettent par exemple à l' Union Européenne d' exporter le sucre blanc à un prix inférieur de 75% à ses coûts de production. Notons que l' UE est le premier exportateur mondial de ce produit.

<sup>8</sup> D' après l' accord de l' OMC sur l' agriculture, ces droits de douane doivent être réduits de 36%.

Dans le cadre spécifique de l' AGOA, un produit comme le sucre de betterave (HTS<sup>9</sup> 17019130) en est exclu alors que les importations américaines de ce produit étaient de 975,4 millions de \$US en 2004. Il en est de même de certains produits dérivés du cacao tels que le cacao en poudre (HTS 18061015, 18061038 ou 18061075<sup>10</sup>) dont les importations américaines se sont élevées en 2004 à plus de 284 millions de \$US. Il est d' ailleurs intéressant de constater que pour au moins deux des variantes du cacao en poudre, la Suisse occupait en 2004 plus de 34% des parts de marché pour le produit HTS 18061075 et la France occupait au cours de la même période plus de 47% des parts de marché pour le produit HTS 18061015. Il convient de rappeler que ces deux pays ne sont pas des producteurs de cacao graine et s' ils arrivent à exporter ce type de produits c' est parce qu' ils disposent des usines de transformation. Par conséquent, nous pensons que la suppression de la taxation progressive dans le cadre de l' AGOA peut inciter des investissements étrangers nécessaires à la construction des usines de transformation dans les pays éligibles.

Bienqu' il ne soit pas question dans le cadre de ce travail de faire la liste détaillée de tous les produits agricoles ou des produits dérivés qui sont exclus de l' AGOA, il nous a tout de même semblé opportun de fournir ces quelques exemples afin d' étayer l' argument selon lequel le champ des préférences tel que couvert à l' heure actuelle par l' AGOA ne permet pas aux pays d' Afrique sub-saharienne d' attirer les investissements vers les secteurs des produits finis issus du secteur agricole (développement de l' industrie agroalimentaire) mais aussi et surtout de lutter efficacement contre la pauvreté.

L' analyse des faits stylisés nous montre que la part des exportations agricoles dans les exportations totales ne cesse de reculer. La mise en place de l' AGOA n' a pas mis fin à cette tendance lourde ; au contraire, elle l' a même plutôt renforcé. Au début des années 70, la part des exportations agricoles de ces pays vers les Etats-Unis représentait plus 60% des exportations totales mais en 2004, les exportations agricoles ne représentaient plus que moins de 4% des exportations totales.

D' après la figure 7.4, le recul des exportations de produits agricoles constaté dès la première moitié des années 70<sup>11</sup> correspond à la montée en puissance des exportations minières et plus particulièrement des exportations pétrolières. En 1970, le pétrole occupait moins de 10% des exportations totales des pays de notre échantillon vers les Etats-Unis; en 2004, cette part était désormais de 93%<sup>12</sup>. Toutefois, une analyse fine des exportations pétrolières permet de voir que la hausse de la part des exportations pétrolières dans les exportations totales est principalement due à la hausse du prix du baril du pétrole sur les différents marchés internationaux. L' analyse de la figure 7.5 permet de voir que l' évolution des exportations totales et l' évolution du prix du baril de pétrole ont la même tendance.

<sup>9</sup> HTS : Harmonized Tariff schedule est le système de classification des produits utilisé par la douane américaine. Ce système a été mise en place en 1989 et comprend 10 grands groupes de produits. Sa structure de base respecte le système harmonisé international des biens tel qu' élaboré par l' Organisation Mondiale des Douanes (OMD).

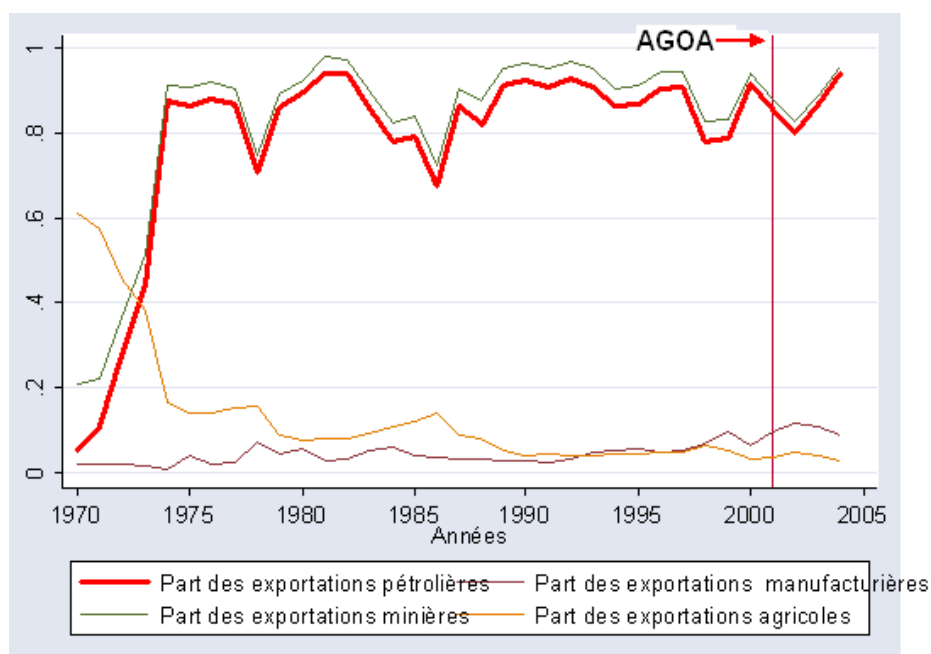
<sup>10</sup> Pour ce produit, le Mexique occupe plus de 87% des importations américaines. Ceci n' a possible que grâce aux préférences que ce pays bénéficie dans le cadre du NAFTA.

<sup>11</sup> Cette période correspond effectivement à la période au cours de laquelle de nombreux pays africains grands producteurs de pétrole (Nigéria, Gabon, Congo) ont commencé à exploiter leurs gisements pétroliers

<sup>12</sup> Il faut noter que le graphique 7.4 montre également que la part des exportations agricoles est également inférieure à celle des exportations manufacturières. Nous verrons à la sous section suivante que l' essentiel des produits manufacturiers est composé des vêtements.

Ce qui signifie en réalité qu'il existe un lien mécanique entre l'évolution des exportations de ces pays vers les Etats-Unis et le prix du baril de pétrole.

FIG. 7.4: Evolution des exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis par part sectorielle entre 1970 et 2004

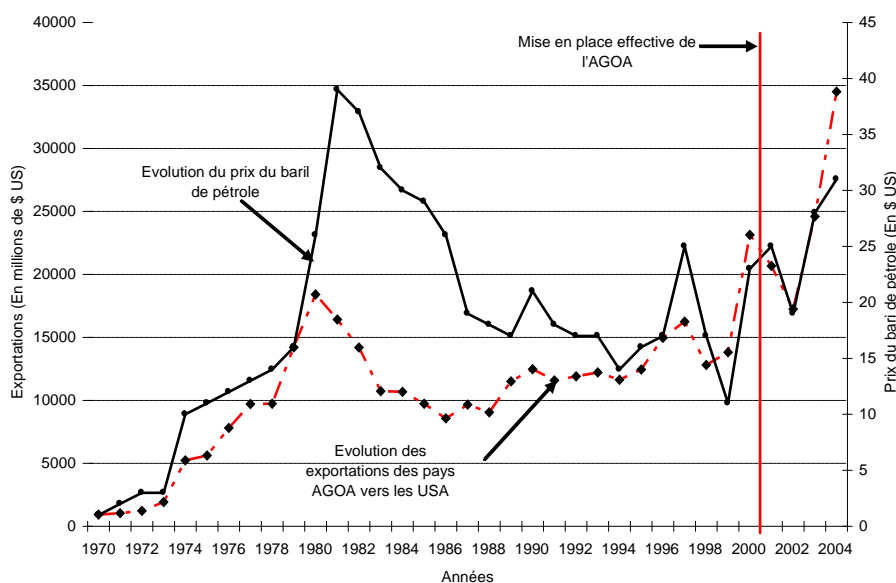


Source : Auteur, à partir des données de USITC (2005)

Quoiqu'il en soit, le secteur agricole des pays africains continue de tirer profit de l'AGOA de manière marginale malgré la proportion importante de la population (essentiellement pauvre) qui retire l'essentiel de son revenu de ce secteur ; ce qui met en péril les objectifs de lutte contre la pauvreté. A cet effet, de nombreuses études comme celles de Haggblade, Hammer & Hazel (1991) et Delgado & *alii.* (1998) montrent que dans le cas de l'Afrique, les effets multiplicateurs du secteur agricole sur le secteur non-agricole sont importants. Dans cette même logique, Christiaensen & *alii.* (2005) montrent également que dans le contexte africain, toute accroissement de la production agricole (c'est à dire investissements supplémentaires) se traduira *in fine* par un plus grand rendement en termes de réduction de la pauvreté (par l'effet de participation ou alors par l'effet de revenu) qu'une quantité égale de croissance dans un secteur non agricole. De manière plus précise, l'étude de Timmer (1989) estime qu'une croissance de 1 % du PIB agricole par habitant se traduit par une augmentation de 1,6 % des revenus par habitant du premier quintile de la population pauvre. Par conséquent, il semble logique de suggérer que si les Etats-Unis veulent améliorer l'efficacité de l'AGOA en matière de lutte contre la pauvreté de manière spécifique, il faut que cette loi (AGOA) accorde une place centrale au secteur agricole en supprimant notamment toutes les lignes tarifaires qui continuent d'exister tant sur les produits agricoles brutes que sur ses dérivés. Il faut ensuite que soit établie dans le cadre de cette loi une

assistance technique renforcée afin d'aider les pays exportateurs de produits agricoles à respecter les normes sanitaires et phytosanitaires<sup>13</sup> en vigueur sur le marché américain.

FIG. 7.5: Evolution comparative des exportations des pays AGOA vers les Etats-Unis et du prix du baril de pétrole entre 1970 et 2004



Source : Auteur, à partir des données de USITC (2005) et de l'OCDE (2005)

### 7.1.2 AGOA et survivance des barrières commerciales : cas du secteur des vêtements

Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le développement industriel de nouveaux pays a souvent été précédé par une phase de décollage qui reposait essentiellement sur l'essor de la production et l'exportation des produits textiles et d'habillement. Au cours de la seconde partie du XX<sup>ème</sup>, de nombreux pays émergents d'Asie ont débuté leur industrialisation en développant le secteur de l'habillement dans le cadre d'un modèle de croissance tirée par les exportations. Contrairement à ce qui a été observé au cours des phases de développement des pays occidentaux, les nouveaux modèles de développement se sont appuyés sur le secteur habillement et non pas sur le secteur textile tout simplement parce que ce secteur est devenu plus intensif en capital<sup>14</sup>.

Si le secteur habillement a constitué le socle de la transformation industrielle des nouveaux pays industrialisés, c'est principalement à cause de certaines caractéristiques du

<sup>13</sup>Par exemple du fait essentiellement des normes sanitaires et phytosanitaire, on a constaté une baisse de plus de 28% des exportations des pays AGOA entre 2001 et 2004 dans le secteur du poisson et crustacés.

<sup>14</sup>Pour preuve, jusqu' en 2002, les USA et l' Union Européenne continuaient d' occuper respectivement la première et la seconde place parmi les exportateurs mondiaux de textile. Mais depuis 2003, si les USA occupent toujours la première place, la Chine occupe désormais la deuxième place avec une part de marché



processus de production de ce secteur. Sa première caractéristique tient au fait que c'est un secteur intensif en main d'oeuvre non qualifiée, celle-ci étant généralement la principale dotation factorielle des pays pauvres ; la deuxième caractéristique de ce secteur est qu'il requiert des investissements relativement modestes avec des technologies largement diffusées ; de plus, le retour sur investissement est assez rapide (Nordas, 2004). A l'évidence, le secteur habillement peut jouer un rôle crucial dans la perspective de développement économique des pays d'Afrique sub-saharienne.

Cependant, depuis bientôt quarante ans le marché mondial du secteur textile et habillement a été verrouillé par des dispositifs dérogatoires aux règles du GATT. Ces dispositifs dérogatoires se sont appuyés successivement sur l'accord cotonnier à long terme mis en oeuvre en 1965, puis sur l'Accord Multifibres conclu en 1974. Mais depuis le 1er janvier 2005, conformément à l'Accord sur les Textiles et les Vêtements (ATV) conclu en 1994 dans le cadre de l'Accord de Marrakech, les pays occidentaux auraient dû déjà ouvrir totalement leurs frontières mais on observe ça et là certaines résistances quant à l'application de cet accord. Ainsi les Etats-Unis ont renvoyé à 2008 l'échéance de l'application de cet accord envers un pays comme la Chine.

Si le marché américain de produits textiles et habillement reste sujet à une relative fermeture pour certains pays, il n'en est pas de même pour les produits provenant des pays d'Afrique sub-saharienne et plus particulièrement pour les PMA. Depuis 2001, dans le cadre de l'AGOA, les Etats-Unis ont ouvert leur marché de produits textiles et vêtements aux pays africains<sup>15</sup>. Il faut reconnaître que l'ouverture du marché américain dans ce secteur a encouragé les exportations des pays éligibles. Ainsi entre 2001 et 2004, les exportations des vêtements des pays AGOA se sont accrues de plus de 86%. Mais dans le même temps, on a assisté à un recul de 2% des exportations des tissus et textiles. Le recul des exportations de tissus et textiles originaires des pays AGOA est essentiellement dû au fait que les pays AGOA ne disposent pas de capacités de production suffisantes pour satisfaire à la fois la demande régionale de tissus et d'exporter vers les Etats-Unis. En dehors de l'île Maurice et de l'Afrique du Sud qui satisfont leur demande intérieure de tissus à plus de 50%, les autres pays africains grands exportateurs de vêtements que sont le Lesotho, Madagascar, ou le Kenya sont obligés d'importer les tissus afin de satisfaire la demande intérieure des usines de fabrication de vêtements. Par exemple Madagascar, deuxième exportateur africain de vêtements a un taux de dépendance de près de 76% des tissus étrangers, cette dépendance est de 100% pour les tissus synthétiques. Du fait de son statut de PMA dans le cadre de l'AGOA, Madagascar se permet d'importer plus de 65% de ses tissus ni des pays AGOA ni des Etats-Unis sans pour autant perdre l'accès en franchise de droits de douane sur le marché américain pour ses fabriques de vêtements ; ce qui n'est pas le cas des pays AGOA non PMA comme l'Afrique du Sud.

Comme le montre le tableau 7.1, les conditions d'accès des vêtements sur le marché américain en fonction des règles d'origine<sup>16</sup> pour les pays AGOA non PMA sont plus rigides que celles des PMA. En dehors de la règle générale appliquée à tous les pays et qui concerne en amont la détention préalable d'un visa d'exportation, les pays AGOA non PMA ne peuvent

---

<sup>15</sup> Comme on l'a dit au chapitre 1, le secteur textile et vêtement était exclu du SGP.

<sup>16</sup> Il faut reconnaître que les règles d'origine de *simple transformation* mises en place dans le cadre de l'AGOA sont plus souples que les règles d'origine de *double transformation* mises en place par l'union européenne dans le cadre des accords UE/ACP

bénéficier de l'accès en franchise de leurs vêtements sur le marché américain seulement s'ils utilisent les tissus qui proviennent soit des Etats-Unis soit de la région AGOA. Or comme nous l'avons dit plus haut, la région AGOA n'a pas de capacités de production suffisante pour satisfaire la demande régionale, et dans le cas où les tissus proviennent des Etats-Unis, les coûts de production sont plus élevés du fait des coûts de transport élevés entre l'Afrique et les Etats-Unis. Si on ajoute à ces deux contraintes le fait que le coût de la main d'oeuvre dans ces deux pays est relativement plus élevée par rapport à leurs voisins, on aboutit *in fine* à une situation où ces pays deviennent moins compétitifs sur le marché américain. Ainsi en 2001, l'île Maurice était le premier exportateur africain de vêtements vers les Etats-Unis alors que l'Afrique du Sud occupait la 4<sup>ème</sup> place, mais en 2004, ces pays occupaient respectivement la 4<sup>ème</sup> et la 6<sup>ème</sup> place. L'île Maurice ayant été devancée par le Lesotho, Madagascar<sup>17</sup> et le Kenya, alors que l'Afrique du Sud a été dépassé par le Kenya et le Swaziland.

TAB. 7.1: **Résumé de la règle d'origine appliquée aux pays AGOA dans le secteur des vêtements**

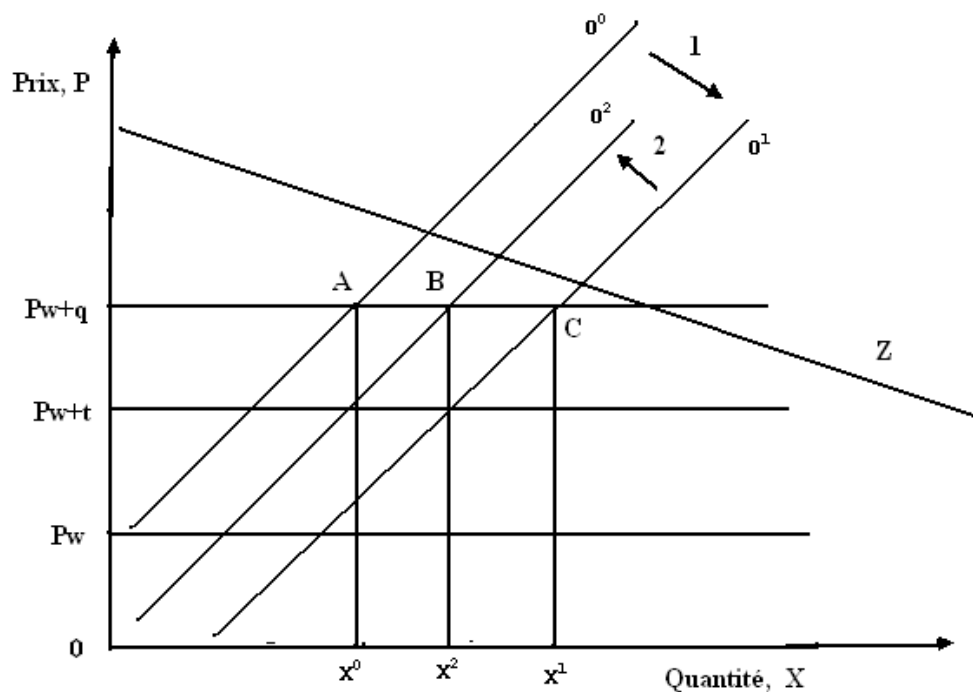
Description de la règle d'origine requise	Type d'accès
-Vêtements fabriqués à partir des tissus ou des filés coupés originaires des Etats-Unis	-Sans restriction
-Vêtements fabriqués et ayant été transformés à partir des tissus ou des filés coupés originaires des Etats-Unis.	-Sans restriction
-Vêtements coupés et fabriqués à partir des tissus et des filés originaires des Etats-Unis.	-Sans restriction
-Vêtements fabriqués à partir des tissus originaires d'un pays d'Afrique.	-Quotas limité à 7% des importations totales américaines
-Vêtements fabriqués dans un PMA à partir des tissus ou des filés de n'importe quel pays	-Sans restrictions jusqu'en 2012 mais soumis au quotas ci-dessus.
-pull en cachemire et découpes	-Sans restriction
-pull en laine, découpes avec des fibres ayant un diamètre de moins 18,5 microns.	-Sans restriction

Source :www. agoa.gov

De manière théorique, et dans une analyse en équilibre partiel, l'impact négatif sur les pays AGOA non PMA du maintien des règles ci-dessus évoquées peut être illustré dans la figure 7.6.

<sup>17</sup>L'analyse de l'évolution des exportations de ce pays montre qu'il y a un effet de substitution à l'exportation entre le secteur des vêtements et le secteur agricole. La substitution entre ces deux secteurs semble possible compte tenu du fait que ces deux secteurs sont tous intensifs en travail. Comme nous l'avons dit plus haut, c'est le facteur le plus abondant dans les pays pauvres.

FIG. 7.6: Analyse en équilibre partiel de l'impact des préférences\* AGOA sur les pays éligibles dans le secteur des vêtements



\*Les règles d'origine sont prises en compte surtout pour les non PMA

Soit la droite  $Z$  représentant la demande d'importation des vêtements, sous l'hypothèse que les pays AGOA sont des petits pays, on peut représenter leur offre sur le marché américain par la droite  $O^0$ . Compte tenu des hypothèses factuelles de l'existence à la fois d'un tarif douanier ( $t$ ) et des quotas appliqués à d'autres pays sur le marché américain, les prix intérieurs dans ce secteur vont s'élever ; soit  $p_{w+q}$ , ce prix qui est la somme du prix mondial ( $p_w$ ) et de la rente de quotas ( $q$ ). Du fait de l'accès en franchise sur le marché américain des exportations des pays AGOA (sous l'hypothèse de respect des conditions de bénéfice de franchise), ces pays vont également bénéficier des prix appliqués sur le marché intérieur  $p_{w+q}$ . Cet avantage aura pour conséquence le déplacement de la courbe d'offre de  $O^0$  à  $O^1$  correspondant à une augmentation de l'offre des biens d'exportation de  $X^0$  à  $X^1$ . Mais du fait de l'existence d'un coût supplémentaire<sup>18</sup> pour les pays AGOA non PMA comme ci-dessus relevé, la courbe d'offre se déplace de  $O^1$  à  $O^2$ , ce qui correspond à une

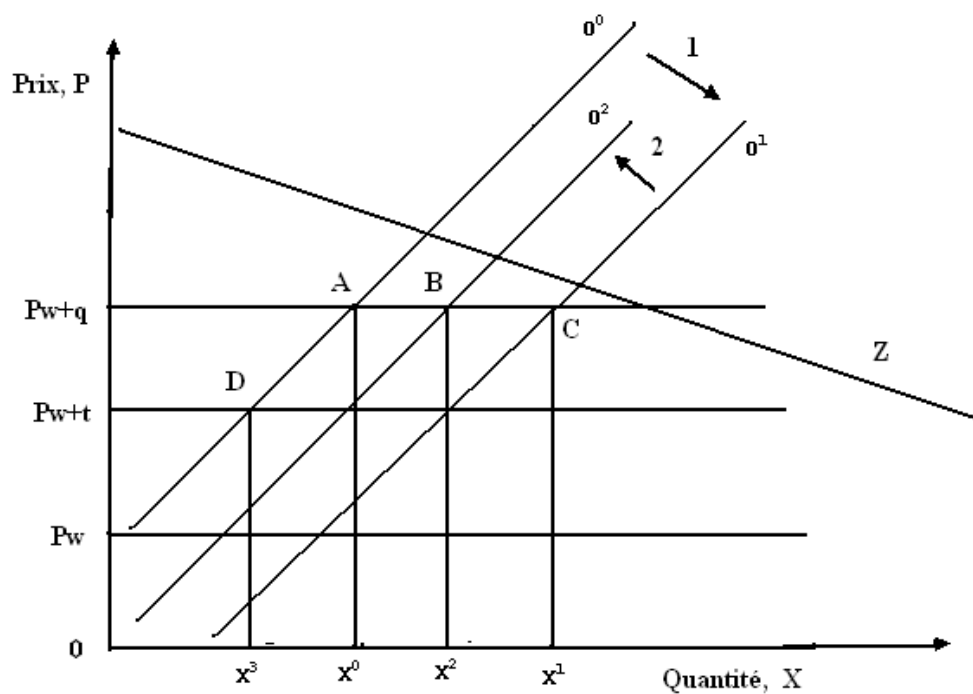
<sup>18</sup> Comme nous l'avons dit plus haut, le coût supplémentaire est essentiellement dû au durcissement de la règle d'origine. Par exemple les Pays AGOA PMA peuvent utiliser les tissus moins chers venant de la Chine pour la fabrication des vêtements sans pour autant perdre les avantages AGOA alors que les non PMA ne peuvent le faire. Ils sont obligés d'importer les tissus des USA, ce qui alourdit leurs coûts de production et plombent leur compétitivité. Certains auteurs ont essayé de quantifier le supplément de coût du fait du respect des règles d'origine pour les pays en développement. Pour Mold (2005), ces coûts peuvent aller de 2 à 5,7% de la valeur du produit. Du fait à la fois des coûts supplémentaires et de l'extrême complexité du système des préférences, certains exportateurs des pays en développement préfèrent purement et simplement abandonner ces systèmes de préférences.

diminution de l'offre d'exportation de vêtements de ces pays de  $X^1$  à  $X^2$ . En conséquence, le point d'équilibre pour un pays AGOA qui fait partie des PMA sera le point  $C$  alors que le point d'équilibre pour un pays non PMA sera le point  $B$ .

A l'évidence, cette figure montre que si les PMA réunissent toutes les conditions pour faire croître leurs exportations, il n'en est pas de même des non PMA. Il semble donc indispensable de créer un système qui ne puisse pas pénaliser les non PMA par exemple en assouplissant le principe de la règle d'origine qui leur est appliqué. L'acquisition par l'île Maurice du statut spécial est une avancée encourageante mais insuffisante puisque ses exportations restent plafonnées.

Une analyse approfondie de la figure 7.7 montre que l'introduction de l'hypothèse de l'incertitude de durée de l'AGOA peut avoir un impact catastrophique pour les pays éligibles s'ils venaient à perdre les avantages dont ils bénéficiaient jadis.

FIG. 7.7: Analyse en équilibre partiel de l'impact de la dynamique (ou de l'incertitude) des préférences\* sur les pays éligibles dans le secteur\* des vêtements



\* Les règles d'origine sont également prises en compte pour les non PMA

Comme nous l'avons dit dans les chapitres précédents, la liste des pays bénéficiaires des avantages de l'AGOA est renouvelée à la fin de chaque année ; ce qui veut dire que d'une année à l'autre, un pays peut perdre les avantages qui lui étaient jadis accordés. La perte des avantages signifie que les exportations du pays en question tombent au mieux dans le cadre du traitement général régi par la clause de la nation la plus favorisée, ce qui se traduit du même coup par la levée par les Etats-Unis d'un tarif douanier ( $t$ )

Ainsi, du fait de l'existence d'un tarif douanier, les exportations de ce pays vont diminuer car leur coût de production va augmenter.

L'introduction de cette incertitude de durée dans notre modèle (figure 7.7) nous montre que l'offre d'exportations va chuter dans le pays qui perdu les avantages offerts par l'AGOA<sup>19</sup>. La baisse des exportations sera plus forte si le pays est PMA (de  $X^1$  à  $X^3$ ), et moins forte si le pays est non PMA (de  $X^2$  à  $X^3$ ). A court terme, cette incertitude de durée est un risque, ce qui représente *a fortiori* une contrainte pour les investissements. D'autres analyses beaucoup plus formalisées ont été effectuées par Calvo & Mendoza (1994) mais surtout par Rebelo et Albuquerque (1998) pour apporter une réponse plus large sur l'impact de l'incertitude de durée d'un accord commercial sur les pays bénéficiaires.

## 7.2 AGOA, durée et incertitude de durée : quel impact sur les pays éligibles

Comme nous l'avons dit plus haut, l'AGOA a été signée pour une période de 8 ans : du 1er Octobre 2000 au 30 septembre 2008, mais depuis novembre 2004, elle a été prorogée jusqu'en 2015. Cette loi accorde à certains produits des pays éligibles un accès préférentiel sur le marché américain. Pour avoir accès à ces avantages, le texte constitutif de l'AGOA établit des conditions précises (voir chapitre 1) que les pays doivent s'engager à respecter. Le respect de ces conditions est une condition *siné qua non* pour que ces pays continuent de bénéficier des avantages de cet accord. La reconduction d'un pays dans le groupe des pays bénéficiaires est proclamée après une évaluation faite à la fin de chaque année par le gouvernement américain. Cette révision annuelle de la liste des pays bénéficiaires de l'AGOA met exergue la problématique de la durée pendant laquelle un pays continuera à bénéficier des avantages de l'accord ; cette absence de visibilité dans le champ temporel est source d'incertitude. Au delà de la simple étude d'impact d'un accord ou d'une réforme commerciale sur un pays telle que menée par Little et *al.*, (1970), Krueger (1978), Hilman (1989), Papageorgiou et *al.*, (1990) et Fernandez and Rodrik (1991), notre étude vise principalement à évaluer de manière théorique l'impact de l'incertitude générée par l'AGOA sur les pays bénéficiaires. Pour cela, nous allons d'abord présenter le modèle de base (7.2.1), puis nous allons mettre en exergue l'impact théorique de l'incertitude introduite par un accord comme l'AGOA sur les pays bénéficiaires (7.2.2.).

### 7.2.1 Le modèle de base

Pour analyser l'impact de l'incertitude temporelle d'un accord commerciale sur les pays participants, nous avons fait recourt au modèle de Albuquerque et Rebelo (1998) mais en y introduisant les biens intermédiaires-(7.2.1.1). Malgré certaines variances au niveau de l'analyse, cette modification n'a pas fondamentalement changé le *corpus* des équilibres du modèle (7.2.1.2) en dépit de certaines variances.

#### 7.2.1.1- Le Modèle de Albuquerque et Rebelo (1998) avec biens intermédiaires

Le modèle que nous utilisons pour évaluer l'impact de l'incertitude temporelle introduite par l'AGOA sur les pays éligibles s'inspire du modèle de Albuquerque et Rebelo

<sup>19</sup>Cette analyse peut également être appliquée à tout autre secteur bénéficiant des mêmes avantages comme celui des sacs etc.

(1998) tant du point de vue structurelle mais aussi du point de vue analytique. Toutefois, des analyses complémentaires ont été menées afin de tenir compte des modifications introduites dans le modèle. Dans ce modèle, les investissements doivent être considérés comme irréversibles. Pour Albuquerque & Rebelo (1998), l'hypothèse d'irréversibilité des investissements tient au fait que les investissements sont réalisés pour une période au moins égale à la période nécessaire au retour de l'investissement. Ceci suppose en filigrane que les investissements réalisés concernent beaucoup plus le secteur réel de l'économie. Mais contrairement au modèle de base de Albuquerque & Rebelo (1998), nous adoptons un modèle de diffusion du progrès technique en y intégrant les biens intermédiaires.

L'intégration des biens intermédiaires dans notre modèle nous a semblé crucial compte tenu de leur importance dans l'analyse de l'innovation et/ou de l'apparition de nouvelles industries (Barro & Sala-i-Martin, 1996) ; or l'un des objectifs essentiels de l'AGOA est de favoriser une dynamique innovatrice dans la structure économique des pays africains grâce à la promotion des investissements dans les secteurs *nouveaux*. La prise en compte des produits intermédiaires dans l'analyse de l'impact de l'incertitude nous a également semblé capitale à cause de l'importance de l'origine de ces biens dans l'accession des pays aux différentes préférences inscrites par l'AGOA<sup>20</sup>. Théoriquement, l'utilisation d'un modèle<sup>21</sup> avec diffusion du progrès technique présente deux avantages principaux :

*Primo* : Ces modèles permettent de capter l'importance relative des coûts des biens intermédiaires dans les décisions d'investissement ;

*Secundo* : Ils permettent de ce fait d'intégrer de manière endogène le transfert de technologie.

Dans notre modèle, les firmes domestiques produisent deux types de biens, les biens *a* et *b*. Il existe un prix mondial pour chaque bien mais les prix domestiques sont différents de ceux pratiqués sur le marché mondial à cause de l'existence d'un tarif à l'importation  $\tau$ . Les firmes domestiques ont un avantage comparatif dans la production du bien *a*, ce qui suppose que l'économie domestique tend à exporter ce bien et à importer le bien *b*. L'offre des firmes domestiques est inélastique, elles peuvent emprunter les ressources nécessaires à l'investissement sur le marché des capitaux à un taux  $r^*$ . Grâce à cette hypothèse, les décisions d'investissement et de production peuvent être analysées indépendamment des décisions de consommation et d'épargne. Afin d'éviter des différentiels inter sectoriels dans l'appréciation du temps nécessaire au retour de l'investissement, comme Albuquerque & Rebelo (1998), nous normalisons cette période à un an<sup>22</sup> ; ce qui veut dire qu'un investissement réalisé à la période  $t$  ne peut avoir un retour d'investissement qu'à la période  $t + 1$  et à partir delà, la firme va décider si elle sort ou plutôt si elle reste dans le secteur.

Le fonctionnement et l'organisation des firmes dans les deux secteurs de production de notre modèle est tel que celui décrit par Hopenhayn (1992). Le choix de l'organisation de Hopenhayn (1992) tient au fait que les entreprises qui bénéficient le plus des exportations sont le plus souvent soit des multinationales auquel cas, elles distribuent les dividendes ;

<sup>20</sup>L'origine des produits intermédiaires est contrôlée à travers la règle d'origine (stricte et élargie).

<sup>21</sup>Notre modèle a plutôt la forme des modèles de diffusion du progrès technique tels que proposés par Spence (1976), Dixit et Stiglitz (1977), Ethier (1982) et Romer (1987).

<sup>22</sup>Normaliser la période à un an nous semble raisonnable car nous avons déjà supposé plus haut que seuls les secteurs réels de l'économie pouvaient bénéficier des investissements. Cette hypothèse aurait été irréaliste si on avait intégré le secteur financier car, le retour d'un investissement financier se fait parfois à des délais très courts. En effet celui-ci peut se faire en une journée.

soit les petites ou moyennes entreprises qui, sans distribuées les dividendes, rémunèrent fortement le ou les propriétaires. Les entreprises publiques ne sont pas considérées dans ce type d'organisation. Selon la version simplifiée du modèle dynamique des firmes de Hopenhayn (1992), celles-ci doivent maximiser les dividendes espérées selon la relation suivante :  $E_0 \left\{ \sum_{t=0}^{\infty} \beta^t d_t \right\}$  où  $d_t$  est la valeur des dividendes distribués à la période  $t$ ,  $\beta$  est le paramètre d'escompte appliqué par les firmes et  $E_0$  la valeur espérée à la période 0.

D'après le modèle de Hopenhayn (1992), la fonction de revenu est concave et différentiable tout au long de son domaine de définition. De plus, le différentiel de revenu entre les firmes dépend des technologies de production utilisées par chaque firme. Le capital et le travail sont parfaitement complémentaires ce qui implique que le ratio capital/travail des firmes est toujours constant. Pour Hopenhayn (1992), la sortie des firmes dans un secteur est fonction du coût d'opportunité net interne du secteur, en d'autres termes du niveau des coûts fixes de production<sup>23</sup>. L'entrée de nouvelles firmes dans un secteur induit un changement dans les prix des biens et aussi dans les salaires. Cette entrée se poursuivra jusqu'à ce que les profits du secteurs soient nuls.

Pour pouvoir produire le bien  $k$ , les firmes investissent  $\phi$  unités, si ce coût est payé à la période  $t$  alors la production des firmes se fait à la période  $t + 1$  selon la technologie suivante :

$$Y_{ikt} = A_{ikt} L_{ikt}^{1-\alpha} \sum_{c=1}^C (Z_{ikct})^\alpha \quad 0 < \alpha < 1 \quad (7.1)$$

avec  $i$  (*pays*) = 1, ..., 37 et  $k$  (*bien*) =  $a, b$  et  $t$  l'année.  $Y_{ikt}$  est la fonction de production du pays  $i$  dans le secteur  $k$  à la période  $t$ .  $L_{ikt}$  est le nombre d'unités du facteur travail employé dans le pays  $i$  dans le secteur  $k$  à la période  $t$ .  $A_{ikt}$  est le paramètre de technologie du pays  $i$  dans le secteur  $k$  à la date  $t$ .  $Z_{ikct}$  est la quantité utilisée de biens intermédiaires du type  $c$  par le pays  $i$  dans le secteur  $k$  à la période  $t$ . Chacun des facteurs de la fonction de production,  $L_{ikt}$  et  $Z_{ikct}$  a des produits marginaux décroissants et des rendements d'échelle sont constants. La forme séparable de  $(Z_{ikct})^\alpha$  signifie qu'un produit nouveau n'est ni un substitut direct, ni un complément direct de ceux qui existent déjà.

Afin de faciliter l'analyse, nous avons supposé que l'élasticité de production par rapport au facteur travail ( $\alpha$ ) est identique dans les deux secteurs. Chaque année, les firmes doivent supporter un coût supplémentaire  $\varphi$ , si ce coût augmente indéfiniment il peut provoquer la sortie des firmes du secteur (Hopenhayn, 1992), si par contre  $\varphi = 0$ , les firmes ne sortiront jamais puisque leurs recettes seront toujours supérieures aux coûts. Ainsi, à la période  $t$ , les firmes ayant investi à la période  $t - 1$  peuvent décider de continuer la production ou de l'arrêter. Le programme de décision  $U_{ikt}$ , de la poursuite ou non de la production de la firme  $k$  du pays  $i$  à la période  $t$  est fonction du profit actuel  $\pi_{ikt}$ , du profit espéré  $\pi_{ikt+1}$  qui lui même est fonction à la fois de la maximisation de l'utilité  $U_{ikt+1}$  à la période  $t + 1$  et du niveau des taux d'intérêt sur le marché des capitaux  $r^*$ . Ce programme de décision peut être formalisé par l'équation suivante :

<sup>23</sup>Dans ce cas on parle de sortie exogène, mais si en plus des coûts fixes de production (travail, capital), la firme supporte un autre coût qui peut être lié à la technologie utilisée ou à l'âge même de l'entreprise, l'entreprise pourra sortir car devenant moins compétitive : dans ce cas, on parle de sortie endogène.

$$U_{ikt} = \pi_{ikt} + \frac{1}{1+r^*} \max(U_{ikt+1}, 0) \quad (7.2)$$

Par contre, pour les firmes qui veulent entrer dans le secteur, le programme de décision est différent car elles doivent en plus supporter un "coût d'entrée" ou un investissement de base équivalent à  $\phi$ . Ces firmes ne peuvent pas intégrer dans leur programme de décision les profits actuels puisque n'ayant pas encore de fonction de production. Leur programme de décision notée  $\tilde{U}_{ikt}$  est :

$$\tilde{U}_{ikt} = \max\left(\frac{1}{1+r^*} U_{ikt+1} - \phi, 0\right). \quad (7.3)$$

Les profits des secteurs  $a$  et  $b$  sont obtenus par les équations suivantes :

$$\pi_{iat} = \max_{L_{iat}} \left( A_{iat} L_{iat}^{1-\alpha} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha - \varphi - w_{iat} L_{iat} - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{iact} \right) \quad (7.4)$$

$$\pi_{ibt} = \max_{L_{ibt}} \left( p_{it} A_{ibt} L_{ibt}^{1-\alpha} \sum_{c=1}^C (Z_{ibct})^\alpha - \varphi - w_{iat} L_{ibt} - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{ibct} \right) \quad (7.5)$$

où  $\delta_{ct}$  est le prix des biens intermédiaires du type  $c$  à la période  $t$ , et  $Z_{iact}$ ,  $Z_{ibct}$  la quantité de bien intermédiaire du type  $c$  utilisée dans les secteurs  $a$  et  $b$  dans le pays  $i$  à la période  $t$ ,  $w_{iat}$  représente le taux de salaire réel mesuré en unité du bien du secteur  $a$  du pays  $i$  à la période  $t$ ,  $p_{it}$  est le prix relatif du bien  $b$  en unité du bien  $a$  sur le marché domestique. En fait ce prix a pour base le prix mondial du bien  $b$  ( $p_t^*$ ) mais il intègre aussi le tarif à l'importation  $\tau$  appliqué à tous les biens  $b$  par le gouvernement selon la formulation suivante :

$$p_{it} = p_t^* (1 + \tau_{it}) \quad (7.6)$$

Mais pour tenir compte de l'importance différentielle de l'origine des produits intermédiaires dans la perspective du respect du principe de la règle d'origine dans certains secteurs comme celui des vêtements, la fonction de profit des pays qui ne font pas partie des PMA ( $\pi^{npma}$ ) mais qui sont exportateurs des vêtements aura la forme suivante :

$$\pi_{iat}^{npma} = \max_{L_{iat}} \left( A_{iat} L_{iat}^{1-\alpha} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha - \varphi - w_{iat} L_{iat} - \sum_{c=1}^C (\delta_{ct} + \Gamma_{ct}) Z_{iact} \right) \quad (7.7)$$

où  $\Gamma_{ct}$  est un paramètre de coût supplémentaire de type  $c$  que supportent les non PMA pour respecter le principe de la règle d'origine à la période  $t$ .

Mais pour les PMA, la fonction de profit d'un secteur comme les vêtements ne change pas et reste identique à celle de l'équation (7.4). L'analyse des ces deux équations dans le cas très spécifique du secteur des vêtements permet de voir que les profits réalisés par les PMA sont supérieurs à ceux des non PMA ( $\pi_{iat}^{pma} > \pi_{iat}^{npma}$ ). En général, cette analyse ne prend en compte que certains secteurs bien définis comme celui des vêtements ou des tissus, mais dans la plupart des cas, c'est la fonction de profit de l'équation (7.4) qui est en vigueur.



A partir des équations précédentes (7.4, 7.5 et 7.6), les coûts salariaux réels peuvent être obtenus en dérivant la fonction de production de chaque secteur pour obtenir les équations suivantes :

$$(1 - \alpha)A_{iat}L_{iat}^{-\alpha} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha = w_{iat} \quad (7.8)$$

$$p_{it}(1 - \alpha)A_{ibt}L_{ibt}^{-\alpha} \sum_{c=1}^C (Z_{ibct})^\alpha = w_{iat} \quad (7.9)$$

Par conséquent, le salaire réel de l'économie domestique dans le secteur  $a$  en fonction du secteur  $b$  est  $w_{ibt} = w_{iat}/p_{it}$ . Cette relation nous permet de constater qu'en cas de déflation, les salaires du secteur  $b$  vont relativement augmenter par rapport à ceux du secteur  $a$ .

Soit  $\theta$  le ratio de l'emploi dans les deux secteurs, ce ratio est fonction à la fois des paramètres de la fonction de production  $A_{ikt}$  de chaque secteur normalisés au prix domestique pour le bien importé et de l'élasticité de l'emploi  $\alpha$ .  $\theta$  peut être formalisé de la manière suivante :

$$\theta \equiv \left( \frac{A_{iat} * \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha}{p * A_{ibt} * \sum_{c=1}^C (Z_{ibct})^\alpha} \right)^{1/(-\alpha)} \quad (7.10)$$

On peut aisément constater qu'à l'équilibre le ratio  $\theta$  de l'emploi dans les deux secteurs est égal à  $\theta = \left( \frac{L_{ia}}{L_{ib}} \right)$  ;

Soient  $M_{iat}$  et  $M_{ibt}$ , le nombre de firmes du pays  $i$  respectivement dans les secteurs  $a$  et  $b$  à la période  $t$  et sous l'hypothèse du marché du travail transparent, on peut poser la relation suivante :

$$M_{iat}L_{iat} + M_{ibt}L_{ibt} = 1 \quad (7.11)$$

Dès lors, nous pouvons obtenir le nombre d'unités de facteur travail dans chaque secteur en fonction du ratio de l'emploi, du nombre de firmes du secteur dans lequel le pays a un avantage comparatif et du nombre de firmes du secteur des biens importés.

$$L_{iat} = \frac{\theta}{\theta M_{iat} + M_{ibt}} \quad (7.12)$$

$$L_{ibt} = \frac{1}{\theta M_{iat} + M_{ibt}} \quad (7.13)$$

Disposant déjà du nombre d'unités du facteur travail nécessaire à la production dans chaque firme, il devient possible de définir les fonctions de profit de chaque secteur en intégrant les équations 7.11 et 7.12 dans les équations 7.4 et 7.5. On obtient donc les relations suivantes :

$$\pi_{iat} = \alpha A_{iat} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha \left( \frac{\theta}{M_{iat}\theta + M_{ibt}} \right)^{1-\alpha} - \varphi - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{iact} \quad (7.14)$$

$$\pi_{ibt} = \alpha p_{it} A_{ib} \sum_{c=1}^C (Z_{ibct})^\alpha \left( \frac{1}{\theta M_{iat} + M_{ibt}} \right)^{1-\alpha} - \varphi - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{ibct} \quad (7.15)$$

Ces deux relations indiquent que les profits dans les deux secteurs sont les variables les plus déterminantes dans le choix de décision de sortie ou d'entrée dans un secteur. Le choix d'investissement ou de sortie dans l'un des deux secteurs de l'économie peut donc être formalisé de la manière suivante :

$$W(M_{ia}, M_{ib}) = \max \left\{ \begin{array}{l} M_{ia}\pi_{ia} + M_{ib}\pi_{ib} \\ -\phi [\max(M'_{ia} - M_{ia}, 0) + \max(M'_{ib} - M_{ib}, 0)] \\ + \frac{1}{1+r} W(M'_{ia}, M'_{ib}) \end{array} \right\} \quad (7.16)$$

D'après cette relation, pour chaque  $\theta$ , il existe une décision optimale unique qui tient compte des standards techniques. Ainsi par exemple comme l'économie domestique a un avantage comparatif dans la production du bien  $a$ , pour toute valeur initiale de  $(M'_{ia}, M'_{ib})$ , il n'y aura plus d'entrée de nouvelles firmes dans le secteur  $b$ . Cette intuition est facilement démontrable puisque si l'hypothèse de base est la détention d'un avantage comparatif dans la production du bien  $a$ , ceci implique tout d'abord que les profits des firmes du secteur  $a$  sont supérieurs aux profits des firmes du secteur  $b$ , ensuite cela implique également que les profits des firmes nouvellement entrées dans le secteur  $a$  sont supérieurs à ceux des firmes potentiellement entrant dans le secteur  $b$  (Hopenhayn, 1992). Par rapport à ces deux hypothèses, on peut supposer qu' à l'équilibre, la valeur d'entrée d'une firme dans le secteur  $a$  ne peut être inférieure à zéro<sup>24</sup>, alors que la valeur d'entrée d'une firme dans le secteur  $b$  sera forcément négative<sup>25</sup>. Par conséquent, aussi longtemps qu'un tel équilibre sera maintenu, aucune firme n'entrera plus dans le secteur  $b$ .

### 7.2.1.2- Analyse des équilibres du modèle

Dans la section précédente, nous avons supposé que les firmes domestiques avaient un avantage comparatif dans la production du bien  $a$ , cette hypothèse suppose un certain équilibre correspondant à un certain nombre d'entreprises  $M_{ia}$  du secteur  $a$  intervenant dans le marché du pays  $i$ . Mais si  $M_{ia}$  varie, cela va provoquer une modification de l'équilibre au niveau du partage du nombre d'entreprises intervenant dans chaque secteur. L'état d'équilibre de l'économie sera donc une combinaison multiple du couple  $(M_{ia}, M_{ib})$  qui est définie par les décisions d'entrée et de sortie des firmes dans les deux secteurs ; de plus, ce couple doit respecter les conditions suivantes :

La valeur d'entrée des firmes doit être non négative :  $U_{ikt} \geq 0$ ,  $k = a, b$ ; cette condition suppose qu'il ne doit y avoir dans un secteur aucune incitation à la sortie.

<sup>24</sup>Ce que nous entendons par valeur d'entrée c'est la différence entre les gains espérés et les coûts réels d'entrée. Mais comme le pays a un avantage comparatif dans la production du bien  $a$ , les gains espérés sont logiquement supposés couvrir les coûts, en d'autres termes les firmes espèrent réaliser les profits.

<sup>25</sup>La valeur d'entrée sera négative dans ce secteur tout simplement parce que ledit secteur ne bénéficie pas d'un avantage comparatif spécifique au niveau de la production. Ce secteur dans le pays domestique n'est pas compétitif. Or d'après les hypothèses de notre modèle, le pays devra importer les produits dudit secteur. Donc les firmes qui entreront dans ce secteur seront sûres d'avoir effectuées un mauvais investissement car ne pourront pas le rentabiliser à moyen terme.

Le coût de l'emprunt pour une firme doit être supérieur ou égal aux gains espérés d'une firme si elle décidait d'entrer dans un secteur :  $U_{ikt} \leq \phi(1+r^*)$ ; ceci suppose qu'il n'y a pas d'incitation réelle à l'entrée de nouvelles firmes dans un secteur donné.

Considérons que  $\overline{M}_{ia}$  est le nombre maximum de firmes du secteur  $a$  tel que les profits du secteur soient nuls ( $\pi_{ia} = 0 \Rightarrow$

$\alpha A_{iat} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha \left(\frac{1}{\overline{M}_{ia}}\right)^{1-\alpha} - \varphi - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{iact} = 0$ ), et  $\underline{M}_{iat}$  le nombre de firmes tel que les profits du secteur compensent les coûts d'entrée

$\left(\pi_{iat} = \phi r_t^* \Rightarrow \alpha A_{iat} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha \left(\frac{1}{\underline{M}_{iat}}\right)^{1-\alpha} - \varphi - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{iact} = \phi r_t^*\right)$ . Si l'économie est complètement spécialisée dans la production du bien  $a$ , les profits des firmes du secteur  $a$  seront :

$$\pi_{iat} = \alpha A_{iat} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha \left(\frac{1}{F_{iat}}\right)^{1-\alpha} - \varphi - \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{iact} \quad (7.17)$$

Le nombre de firmes  $M_{ia}$  sera un état d'équilibre de l'économie<sup>26</sup> si et seulement si :

$$\pi_{ia} \succeq 0 \quad (7.18)$$

$$\pi_{ia} \preceq \phi r^* \quad (7.19)$$

Dans tous les cas, à l'équilibre, le nombre de firmes du secteur  $a$  sera au moins égal au nombre de firmes qu'il y aurait dans l'économie si les profits sectoriels compensaient les coûts d'entrée et au plus égal aux nombres de firmes si ces profits étaient nuls :  $\underline{M}_{ia} \preceq M_{ia} \preceq \overline{M}_{ia}$ . La zone correspondant à  $M_{ia}$  dans une économie spécialisée peut être observée dans l'espace compris entre  $\underline{M}_{ia}$  et  $\overline{M}_{ia}$  de la figure 7.8.

Supposons maintenant que tout en ayant un avantage comparatif dans la production du bien  $a$ , le pays continue à produire le bien  $b$  grâce à quelques firmes existant encore dans ce secteur selon les hypothèses suivantes :  $M_{ib} \succ 0$  et  $M_{ia} \succ 0$ . A l'état d'équilibre, les deux hypothèses précédemment émises ne peuvent se vérifier que si et seulement si les quatre conditions ci dessous sont respectées :

$$\pi_{ia} \succeq 0 \quad (7.20)$$

$$\pi_{ib} \succeq 0 \quad (7.21)$$

$$\pi_{ia} \preceq \phi r^* \quad (7.22)$$

$$\pi_{ib} \preceq \phi r^* \quad (7.23)$$

Dans ce cas, le nombre de firmes dans chaque secteur ( $M_{ia}, M_{ib}$ ) formalisé par la fonction  $\Gamma(\theta)$  est déterminé par la zone d'intersection de la figure 7.9.

<sup>26</sup>En réalité, la répartition du nombre de firmes dans les deux secteurs est donnée à l'état d'équilibre par le couple ( $M_{ia}, M_{ib}$ ); mais comme nous avons émis l'hypothèse de spécialisation complète de notre économie pour le bien  $a$ , de ce fait  $M_{ib} = 0$  et le couple ci-dessus devient ( $M_{ia}, 0$ ). Le nombre de firmes dans l'économie ne dépend que des firmes du secteur  $a$  qui lui-même est fonction des conditions imposées au profit.

FIG. 7.8: Etat d'équilibre d'une économie spécialisée

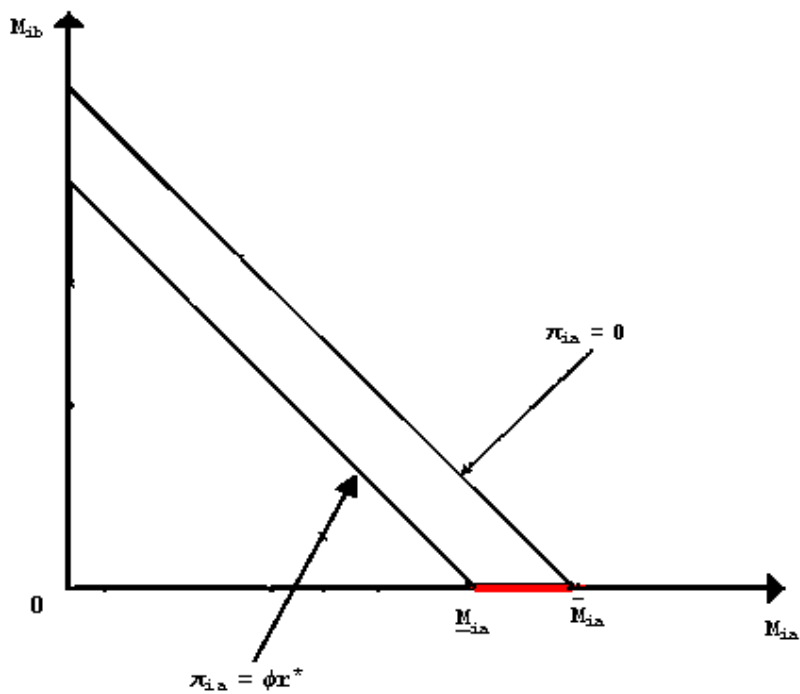
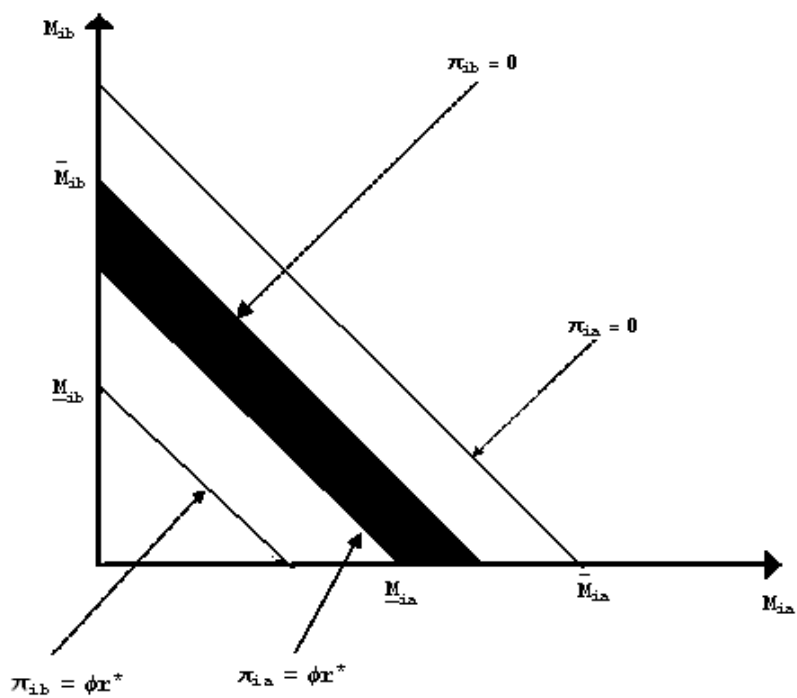


FIG. 7.9: Nombre de firmes dans chaque secteur en fonction des équations de profits



Mais si l'équilibre est rompu à cause des effets d'inertie provoqués par l'accentuation des avantages comparatifs, l'équation du profit des firmes produisant le bien  $a$  sera la suivante :  $\pi_{ia} = \phi r^*$ . Sous cette dernière condition  $\Gamma(\theta)$  est donnée par l'équation suivante :

$$\Gamma(\theta) = \left\{ (M_{ia}, M_{ib}) : M_{ib} = \theta \left( \frac{\alpha A_{ia} \sum_{c=1}^C (Z_{iact})^\alpha}{\varphi + \phi r^* + \sum_{c=1}^C \delta_{ct} Z_{iact}} \right)^{1/1-\alpha} - \theta M_{ia} \right\} \quad (7.24)$$

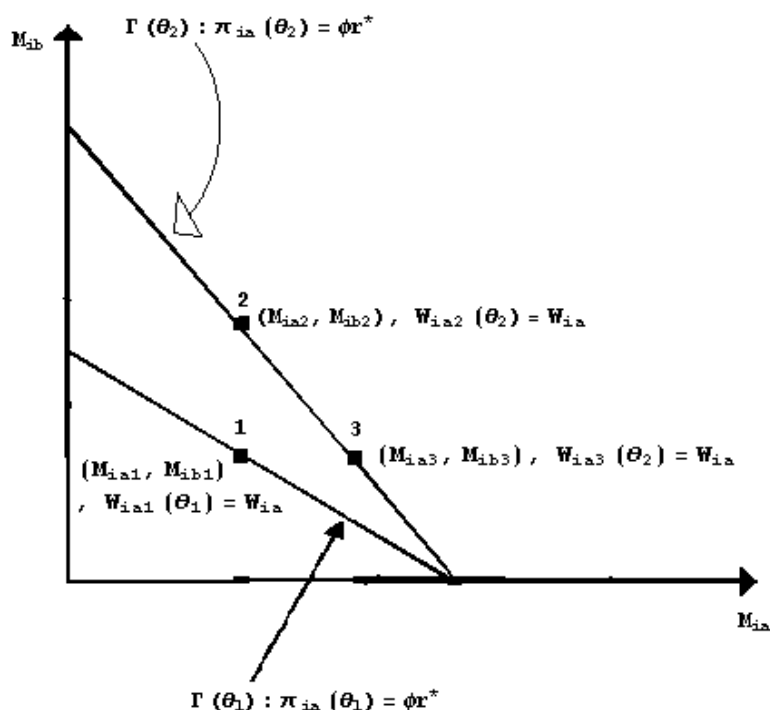
Le taux élevé du profit ainsi constaté dans le secteur  $a$  nous montre que d'une part, les salaires<sup>27</sup> dans ledit secteur sont faibles et que d'autre part, le nombre de firmes intervenant dans ce secteur est lui aussi faible et égal à  $\bar{M}_{ia}$ ; dans ce cas, les profits des firmes du secteur  $b$  peuvent être déterminés par l'équation suivante :  $\pi_{ibt} = \frac{\phi r^* + \varphi}{\theta} - \varphi$ . Si l'équation de profit des firmes du secteur  $a$  se modifie et prend la forme suivante :  $\pi_{ia} \succ \phi r^*$ , les profits des firmes du secteur  $b$  seront désormais nuls et le ratio d'emploi  $\bar{\theta}$  correspondant à ce nouvel équilibre sera de la forme suivante :

$$\bar{\theta} = 1 + \frac{\phi r^*}{\varphi}. \quad (7.25)$$

Pour une valeur donnée de  $\theta$ , le taux de salaire réel du secteur  $a$  ( $w_{ia}$ ) correspond à un certain état d'équilibre  $(M_{ia}, M_{ib}) \in \Gamma(\theta)$ . Ainsi, une augmentation de  $\theta$  de  $\theta_1$  à  $\theta_2$  correspond à une certaine baisse des prix domestiques, ceci correspond à un nouvel état d'équilibre qui passe de  $\Gamma(\theta_1)$  à  $\Gamma(\theta_2)$  (Figure 7.10); à cet état d'équilibre,  $w_{ia}$  est le même tout le long de la droite  $\Gamma(\theta_1)$ .  $w_{ia}$  a également la même valeur tout le long de  $\Gamma(\theta_2)$ . En fait  $w_{ia}$  est le même quelque soit la combinaison  $(M_{ia}, M_{ib})$  obtenue le long de la droite  $\Gamma(\theta)$  car  $M_{ia}$  est constant en tout point de  $\Gamma(\theta)$ . Les équations 7.11 et 7.24 montrent effectivement qu'en tout point de  $\Gamma(\theta)$ , la valeur de  $M_{ia}$  est constante.

<sup>27</sup>Nous liions le niveau de profits élevés au niveau de salaire car on considère que : une fois le coût d'entrée ou le coût d'investissement  $\phi$  effectué, le seul coût de production inconnu dont supporte l'entreprise est le salaire. Le coût du capital étant déjà connu et donné par le taux d'intérêt  $r^*$ . En conséquence, si ces deux variables ( $\phi, r^*$ ) sont connues, la seule variable inconnue qui pourrait modifier le profit est bien évidemment le salaire. Il faut noter que les salaires sont aussi fonction des  $M_{ikt}$  firmes dans chaque secteur.

FIG. 7.10: Nombre de firmes dans l'économie selon les équilibres



## 7.2.2 AGOA et incertitude temporelle

La problématique de la durée d'un accord commercial a pris de l'importance dans la littérature économique depuis près d'une décennie. La question qui revient toujours est de savoir si la durée d'un accord commercial a un impact significatif sur les pays partenaires. L'importance de la durée dans l'analyse d'impact d'un accord commercial a été étudiée par Calvo & Mendoza (1994). Pour ces deux auteurs, la durée d'un accord commercial détermine d'une part le degré d'implication du secteur privé et d'autre part, la mise en application des effets de substitution engendrés par cet accord concernant les décisions de consommation, d'investissement, de l'offre de travail ou encore la modification de la balance commerciale. Dans un modèle comme celui développé dans la section précédente où les décisions d'investissement sont irréversibles, la durée d'un accord commercial est un critère déterminant dans la réallocation du capital et du travail et dans la sortie et l'entrée des firmes, bref dans l'impact global de l'accord.

Le problème de la durée d'un accord est corollaire à celui de sa visibilité à court ou à long ou terme or le manque de visibilité est toujours source d'incertitude. Ainsi le renouvellement de la liste des pays bénéficiaires de l'AGOA à la fin de chaque année introduit incontestablement une incertitude dont l'étude d'impact sur les pays éligibles peut être d'un grand intérêt (7.2.2.1). Après avoir effectué cette étude d'impact, nous essayerons par la suite de simuler l'impact sur ces pays de la suppression de cette incertitude de durée (7.2.2.2).

### 7.2.2.1- Impact de l'incertitude de durée de l'AGOA sur les pays éligibles

La question principale de cette sous section est d'essayer de trouver quel est l'impact de la durée de l'AGOA sur les pays bénéficiaires.

D'après le modèle de Calvo (1988), si un pays est à l'état d'équilibre  $\Gamma(\theta_0)$  (avant l'AGOA) correspondant au point 1 de la figure 7.11, la mise en place d'un accord commercial va modifier cet équilibre et le pays se retrouvera au point 2 ( $\Gamma(\theta_1)$ )<sup>28</sup>. Ce déplacement de l'équilibre est dû à des effets statiques qui en l'absence d'une asymétrie de l'information<sup>29</sup> provoquent une augmentation de l'offre du travail, cette augmentation de l'offre de travail par rapport à la demande provoque une baisse des salaires du secteur  $a$  ( $w_{ia}$ ) (figure 7.14). La baisse des salaires en l'absence d'entrée de nouvelles firmes<sup>30</sup> tire vers le haut les profits de ce secteur (figure 7.12). L'augmentation des profits du secteur  $a$  contraste avec la diminution des profits du secteur  $b$  (figure 7.15), cette diminution est elle même due à l'augmentation des salaires dans ce secteur<sup>31</sup> (figure 7.13). L'existence des rentes supplémentaires dans le secteur  $a$  provoquent l'entrée de nouvelles firmes, ceci a pour conséquence une diminution des profits<sup>32</sup>. Le caractère temporaire de la réforme fait en sorte que l'entrée de nouvelles firmes dans le secteur  $a$  soit limitée car les profits espérés à ce stade seraient inférieurs au coût d'entrée  $\phi(1+r^*)$ . Le fait que l'entrée des firmes dans le secteur  $a$  soit limitée fait en sorte que les profits à ce stade d'équilibre ( $\pi_{ia_1}$ ) restent encore supérieurs aux profits avant réformes de  $\pi_{ia_1} - \phi r^*$ , ceci est visible dans la figure 7.12 (zone de profit hachurée). Mais l'autre effet statique dû à l'augmentation de la demande du travail entraîne à la hausse les salaires du secteur  $a$ , ce qui a pour conséquence la diminution des profits. Si l'accord commercial s'arrête (par exemple le pays est radié de la liste des pays bénéficiaires), les profits  $\pi_{ia_t}$  deviennent inférieurs aux profits des firmes avant accord (figure 7.12). On peut donc constater que pendant l'existence de l'accord commercial, l'économie est passée d'un équilibre stable (point 1) vers un équilibre instable (point 2); à cet équilibre, le nombre de firmes a augmenté globalement et plus spécifiquement dans le secteur  $a$ , les salaires se sont accrus et les profits sont devenus plus faibles dans les deux secteurs par rapport à la période avant accord.

<sup>28</sup> Conformément aux hypothèses spécifiques développées à l'équation (7.7), pour des secteurs comme celui des vêtements, le point 2 se retrouverait plutôt vers la gauche du point 1 si le pays concerné est un non PMA.

<sup>29</sup> Cette hypothèse est indispensable car si l'information ne circule pas l'offre de travail risque de ne pas augmenter.

<sup>30</sup> En fait, d'après les hypothèses formulées au paragraphe 7.2.1.1, l'entrée de nouvelles firmes n'est guidée que par les profits observés dans les secteurs. Et ces profits ne sont observés qu'*a posteriori* (c'est à dire après un délai d'une période).

<sup>31</sup> Dans les hypothèses du modèle, nous avons supposé que  $\theta$  est constant, donc toute augmentation de l'offre de travail dans le secteur  $a$  entraîne une diminution de l'offre dans le secteur  $b$ . Donc la diminution de l'offre de travail dans ce secteur se traduit par une augmentation des salaires.

<sup>32</sup> Il faut noter que si le pays est non PMA et que le secteur en question est celui des vêtements, il n'existe point de rentes supplémentaires. Au contraire, les profits deviennent inférieurs à ceux observés avant l'accord; ce qui provoque une sortie des firmes.

FIG. 7.11: Equilibre représentant le nombre de firmes dans chaque secteur

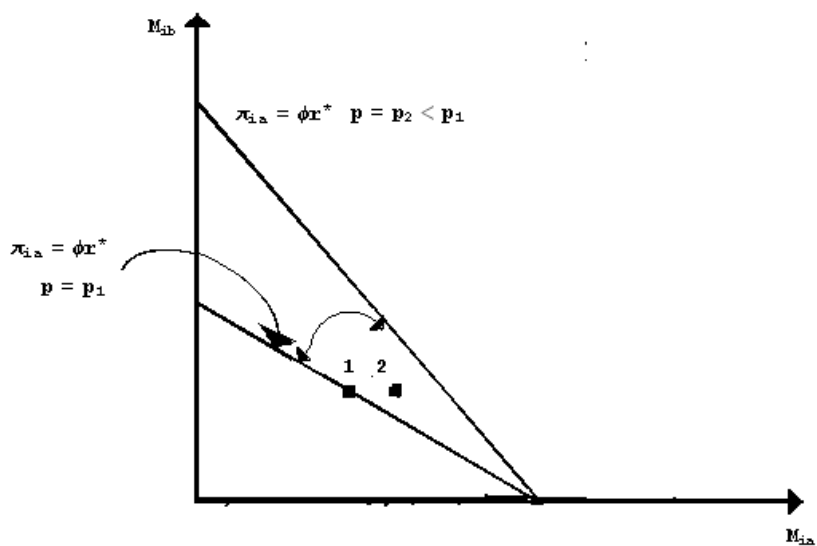


FIG. 7.12: Evolution des profits dans le secteur a

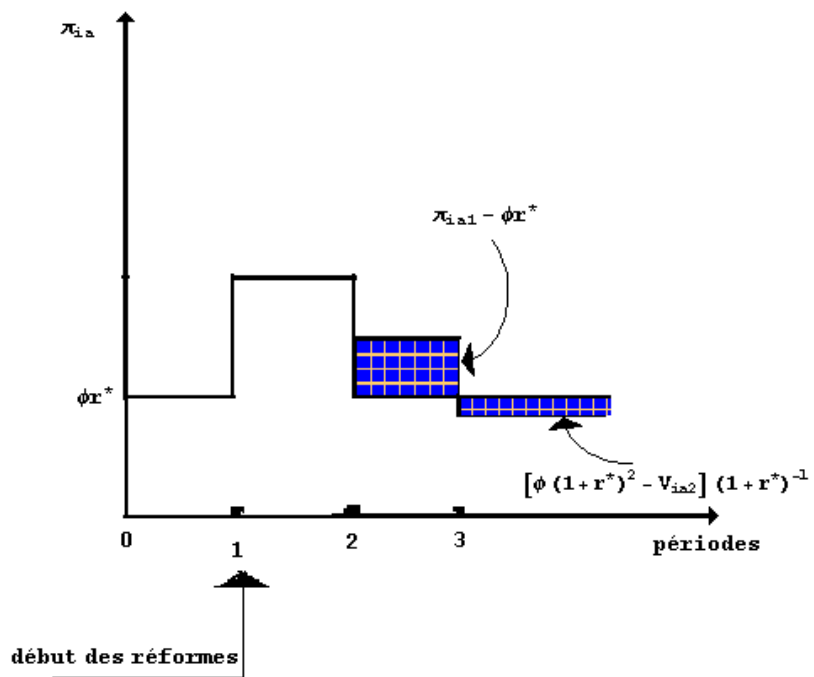




FIG. 7.13: Evolution des salaires dans le secteur b

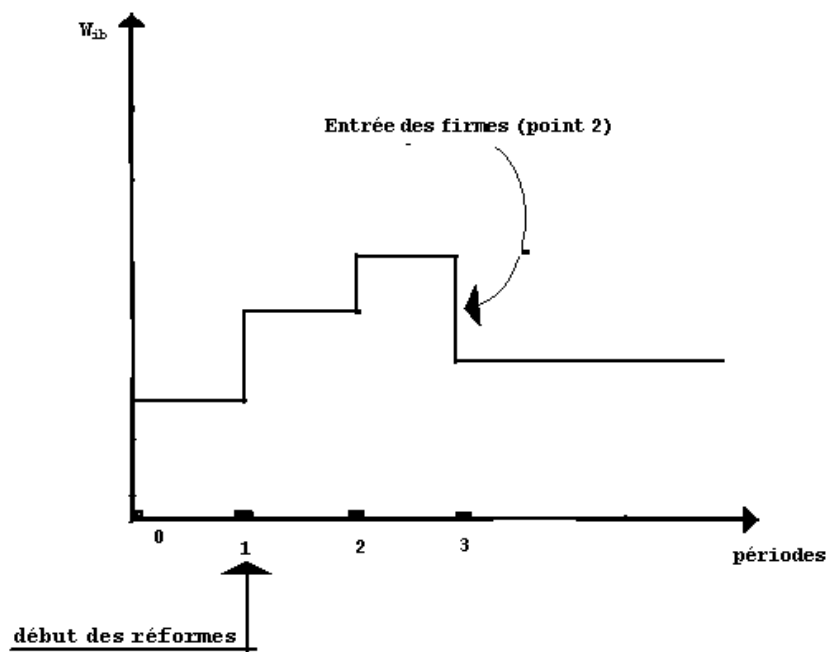


FIG. 7.14: Evolution des salaires dans le secteur a

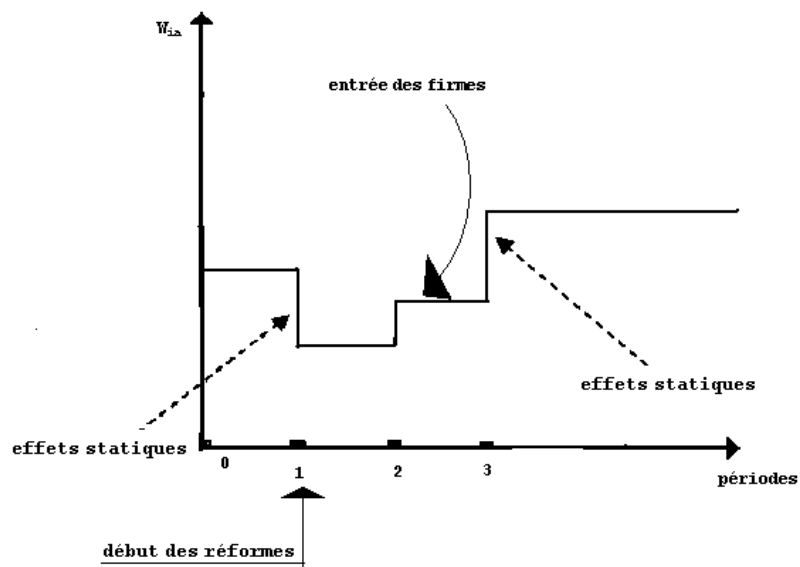
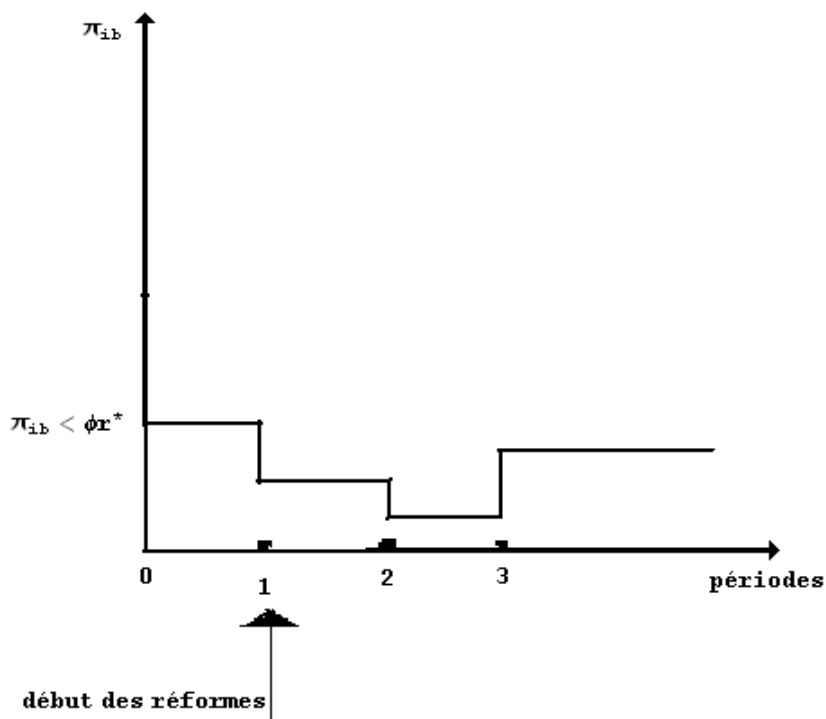


FIG. 7.15: Evolution des profits dans le secteur b



Il apparaît donc que la mise en place d'un accord commercial sans visibilité temporelle (incertitude de durée) engendre un développement limité aussi bien des secteurs où l'économie a un avantage comparatif que dans les secteurs nouveaux. Mais le développement des secteurs avec avantage comparatif se fait avec une amplitude plus élevée à cause de l'existence des effets d'inertie. Mais au terme de l'accord commercial, l'économie retrouve un niveau de compétitivité inférieur à celui qu'il avait avant l'accord à cause des mécanismes ci-dessus évoqués (salaires plus élevés et donc profits bas).

#### 7.2.2.2- Impact de la suppression de l'incertitude de l'AGOA sur les pays éligibles

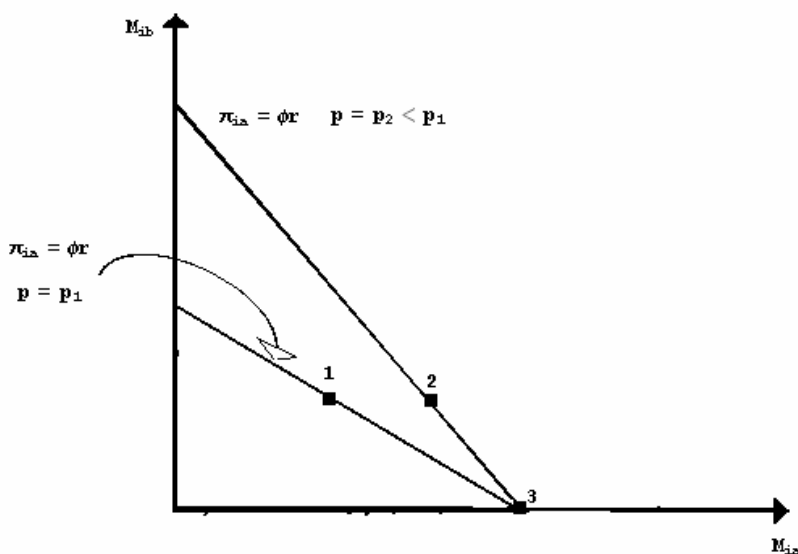
Théoriquement, l'analyse d'impact d'un accord commercial ou réformes commerciales sans échéance sur les pays est souvent faite à travers les modèles de réformes permanentes (Robert & Tybout, 1996 ; Currie & Harisson, 1997 ; Fernandez & Rodrick, 1991).

Reconsidérons la principale hypothèse adoptée dans les sections précédentes à savoir que les profits dans les secteurs bénéficiant d'un avantage comparatif sont tels qu'ils compensent les coûts d'entrée : soit  $\pi_{ia} = \phi r^*$ . L'analyse des figures 7.17 et 7.19 nous montre qu'au moment de la mise en place de l'accord, on assiste à une augmentation des profits mais aussi à une baisse des salaires dans les secteurs traditionnels<sup>33</sup>. La baisse des salaires est due aux effets statiques relatifs à l'augmentation de l'offre de travail sous l'hypothèse d'information parfaite. Mais très vite, à la période 2, contrairement à ce qui a été constaté dans la section précédente, l'absence de risque fait en sorte que les firmes entrent dans le secteur *a* jusqu'à l'épuisement des rentes : c'est ce qui explique le passage du point 1 au point 2 (figure 7.16).

<sup>33</sup>On entend ici par secteurs traditionnels, les secteurs où le pays dispose d'un avantage comparatif.

Par contre dans les autres secteurs, (ici le secteur  $b$ ), le passage du point 1 au point 2 est marqué par une augmentation des salaires (figure 7.18) due elle-même à l'augmentation de l'offre de travail dans le secteur  $a$  ou à l'augmentation de la demande de travail dans le secteur  $b$ <sup>34</sup>. Les profits des firmes du secteur  $b$  sont menacés d'être négatifs (figure 7.20) en cas de spécialisation : c'est d'ailleurs le principal risque d'un accord permanent<sup>35</sup>. En effet, si l'accord n'est pas suffisamment dynamique<sup>36</sup>, il amplifie plutôt les effets d'inertie en faveur des secteurs traditionnels. Dans notre modèle, cela est perceptible par le fait qu'il y a eu entrée de nouvelles firmes uniquement dans les secteurs bénéficiant des avantages comparatifs (ici le secteur  $a$ ). Si on tient compte du risque de spécialisation, notre économie passe du point 2 au point 3 (figure 7.16). En conséquence, un accord permanent sans incertitude de durée offre des niveaux de profits et de salaires au moins égaux aux niveaux constatés avant sa mise en place dans les secteurs traditionnels mais avec un nombre de firmes plus élevé. Et dans les autres secteurs, les salaires sont élevés, les profits constatés sont inférieurs à ceux observés avant l'accord. Mais le défaut majeur d'un tel accord est le risque de spécialisation des pays ayant une structure de production peu flexible.

FIG. 7.16: Evolution des équilibres représentant le nombre de firmes dans chaque secteur



<sup>34</sup>Ce mécanisme existe à cause uniquement de l'hypothèse de constance du ratio d'emploi ( $\theta$ ).

<sup>35</sup>L'accord Union Européenne ACP est un cas illustratif de ce risque.

<sup>36</sup>Un accord dynamique est un accord qui est couplé à d'autres mesures d'accompagnement telles qu'un volet assistance technique renforcé ou d'autres incitations financières (facilités de crédit) pour soutenir les secteurs nouveaux.

FIG. 7.17: Evolution des profits du secteur a

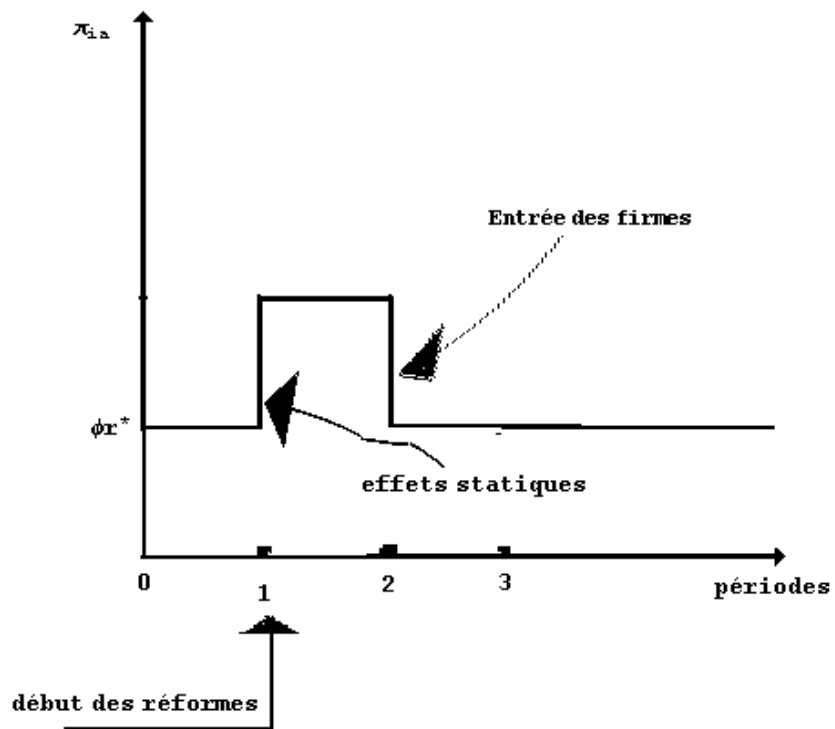


FIG. 7.18: Evolution des salaires du secteur b

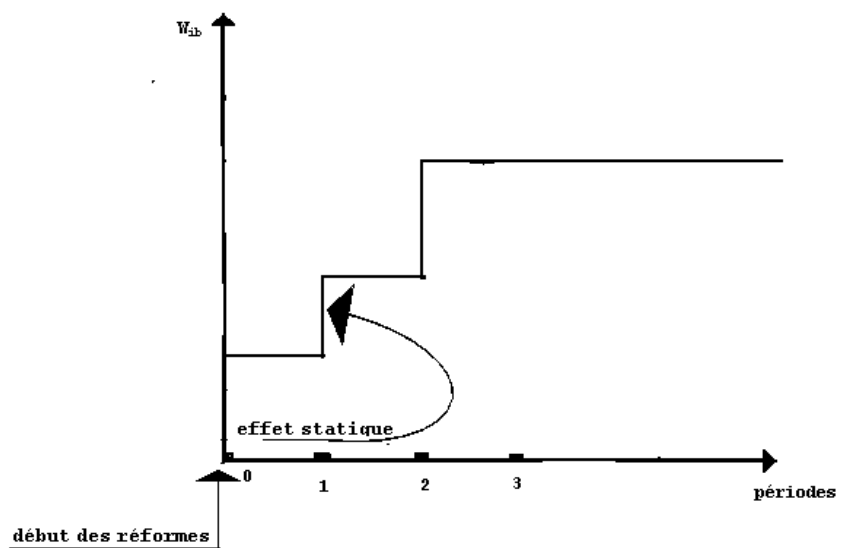


FIG. 7.19: Evolution des salaires du secteur a

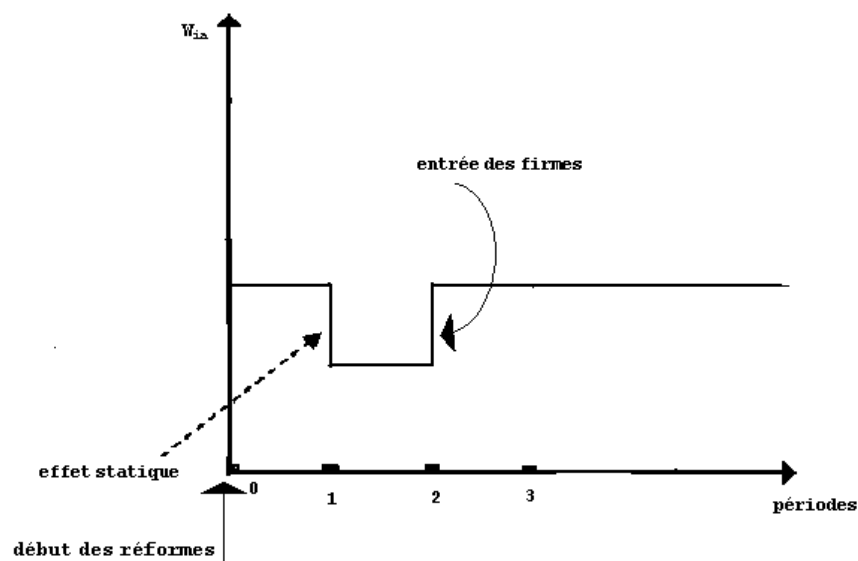
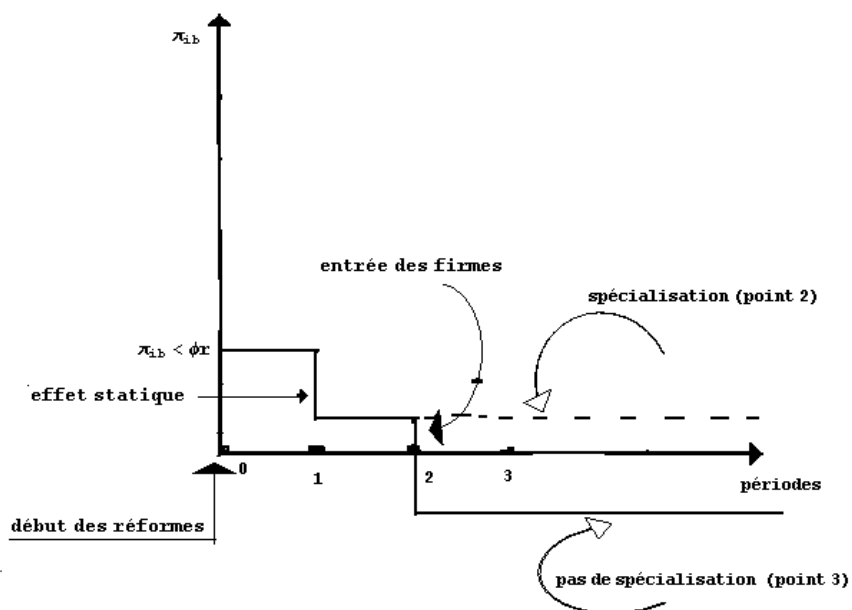


FIG. 7.20: Evolution des profits du secteur b



### 7.3 Conclusion

L'analyse critique de la loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA) nous a semblé indispensable pour comprendre l'impact limité de cette loi sur les pays éligibles tant sur leur structure de production que sur leur croissance économique. Ce chapitre nous a montré que la politique agricole du gouvernement américain à travers les soutiens

divers apportés à ce secteur ne permettait pas aux pays africains, malgré l'existence de l'AGOA, d'être compétitifs sur le marché américain. Pire encore, du fait de l'hypothèse de grand pays faite en faveur des Etats-Unis, ces pratiques abaissent considérablement le cours de ces produits sur les marchés internationaux (cas du coton ou du blé). Or ces produits représentent pour de nombreux pays une part importante des revenus de leurs populations ; ainsi, tout abaissement des cours de ces produits renforce inéluctablement la pauvreté dans ces pays. De plus, ce chapitre nous a permis de voir que le système de taxation progressive appliqué par les Etats-Unis pouvait être un facteur négatif à la dynamique de structure productive des pays éligibles.

Ce chapitre nous a également montré que le maintien des règles d'origine plus strictes pour les non PMA par rapport aux PMA dans le secteur des vêtements risque de provoquer un démantèlement du tissu industriel de ces pays dans ce secteur. Car, même si ces pays ne font plus partie des PMA, la plus part d'entre eux, en dehors de l'Afrique du Sud, continuent d'avoir une structure économique assez fragile où le secteur des vêtements occupe encore une place importante (cas de l'île Maurice<sup>37</sup>).

Si ce chapitre nous a permis de convenir sur le fait que les avantages accordés par l'AGOA aux non PMA dans le volet textile et vêtements peuvent favoriser le développement de ce secteur dans les pays éligibles, ce chapitre nous a également permis de voir de manière plus large que l'incertitude de durée introduite par l'AGOA empêche ces pays de profiter de manière optimale des avantages accordés par l'AGOA.

Le recours à un modèle dynamique avec diffusion du progrès technique et irréversibilité des investissements (modèle de Albuquerque & Rebelo [1998] avec biens intermédiaires) nous a permis de montrer que l'existence de cette incertitude de durée influence négativement les décisions d'investissement des firmes. De plus, si le pays perdait les avantages accordés par l'AGOA d'une année à l'autre, l'économie risquerait de se retrouver dans une situation moins compétitive par rapport à la période avant l'AGOA.

Quelques simulations théoriques nous ont permis de constater que la suppression de cette incertitude temporelle était une condition indispensable à l'amélioration de l'efficacité de cette loi. En revanche, nous avons vu que la suppression de l'incertitude temporelle devait être accompagnée des mesures devant rendre la loi plus dynamique ; sinon, elle pourrait entraîner la spécialisation des pays dans les secteurs bénéficiant d'avantages comparatifs à cause essentiellement des effets d'inertie.

Au terme de ce chapitre, il nous paraît opportun de suggérer que si l'AGOA veut atteindre de manière efficace ses objectifs de réduction de la pauvreté, de soutien à la croissance économique et de développement des pays bénéficiaires, il est indispensable que cette loi subisse des réformes de structure. Ces réformes doivent en priorité faire en sorte que le secteur agricole soit au cœur de sa politique, il faut ensuite que cette loi soit plus dynamique, qu'elle réduise ostensiblement l'effet de la taxation progressive et enfin, il faut qu'elle supprime l'incertitude temporelle introduite par la révision annuelle de la liste des pays bénéficiaires.

---

<sup>37</sup>En effet, si on peut dire que l'Afrique du Sud a presque terminé sa mutation industrielle, on ne peut pas dire autant de l'île Maurice.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Les économies des pays d' Afrique sub-saharienne se caractérisent depuis la fin des années 70 par de mauvaises performances : faible croissance économique, faible contribution aux échanges internationaux, faible attractivité des IDE. S' il a été évoqué que ces mauvaises performances étaient dues pour partie, à l' environnement économique international (instabilité des cours des produits agricoles et miniers, faible accessibilité aux marchés des pays développés), il en ressort toutefois que ces performances sont largement tributaires des mauvaises politiques économiques adoptées par ces pays au sortir de leurs indépendances (P et S Guillaumont & Varoudakis, 1999). Afin d' enrayer cette tendance lourde de décroissance, sur proposition de la CNUCED, les pays développés ont décidé d' accorder aux pays en développement des préférences non réciproques.

L' Europe fut le premier espace économique du Nord à proposer de tels accords aux pays en développement de manière globale et aux pays d' Afrique sub-saharienne de manière spécifique. C' est ainsi qu' à la suite des accords EAMA, sont nés en 1975, les accords de Lomé. Ces accords, qui sont devenus en 2000 la convention de Cotonou, ont accordé un certain nombre de préférences non réciproques aux pays d' Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Ces préférences concernaient notamment l' entrée sur le marché européen en franchise de droits douane ou sous quotas de certains produits issus des pays bénéficiaires. De manière convergente, les USA ont également proposé aux pays en développement les mêmes types de préférences sous le vocable de système généralisé de préférences (SGP). Le SGP américain est entré en vigueur en 1976, mais avec un indice de couverture moyen inférieur à 2% entre 1976 et 1999, il est apparu évident que ce système fut plutôt un échec. En fait, ce système souffrait de nombreuses carences congénitales qui étaient entre autres liées à un champ de couverture trop restreint et à des conditionnalités trop complexes. L' échec du SGP a poussé les USA à proposer aux pays d' Afrique sub-saharienne un nouveau partenariat économique. C' est dans cette optique que le 18 mai 2000 fut créée l' AGOA (African Growth and Opportunity Act) qui est entrée en vigueur en Janvier 2001.

Cette loi, calquée sur le modèle du partenariat entre les USA et les pays du bassin caribéen, a pour objectif d' aider les pays bénéficiaires à s' installer de manière durable sur le sentier de croissance et de développement économique. A cet effet, les USA ont offert dans le cadre de cette loi, de nombreuses incitations tant commerciales que financières aux pays bénéficiaires. L' objectif de notre recherche était donc d' évaluer à mi-chemin, l' impact de l' AGOA sur les pays éligibles. De ce fait, ce travail a nécessité l' usage d' outils méthodologiques très variés afin de balayer aussi largement que possible notre champ d' analyse.

Le premier volet de notre analyse a consisté à l' étude d' impact de l' AGOA sur les exportations des pays éligibles. A l' aide d' un modèle de gravité sur données de panel, nous avons trouvé que la mise en place de l' AGOA a eu un impact positif mais non significatif sur les exportations des pays éligibles. L' usage du modèle CMS nous a permis

d' estimer et de quantifier à près 2,3 milliards de \$US les gains de ces pays entre 2001 et 2004 du fait de l' existence de l' AGOA. Afin de mettre en exergue les variances intra régionales, nous avons appliqué les modèles ci-dessus aux différentes régions. Les résultats issus du modèle de gravité nous ont indiqué que l' AGOA a eu un effet positif et significatif sur les exportations de deux régions : l' Afrique de l' Est et l' Afrique Australe (exportations non minières), avec un coefficient plus élevé pour l' Afrique de l' Est.

L' usage du modèle CMS à l' échelle régionale nous a permis de conforter mais aussi d' affiner les résultats ci-dessus trouvés. D' après ce modèle, l' effet de l' AGOA est apparu plus élevé sur les exportations de l' Afrique de l' Est ; la deuxième région où l' effet de l' AGOA est apparu plus élevé est l' Afrique Australe mais ôtée de l' Afrique du Sud et de l' Angola. En réalité, le modèle CMS nous a permis de constater que même si l' AGOA n' avait pas existé, les exportations d' un pays comme l' Angola, par ailleurs grand exportateur de pétrole, auraient continué de croître fortement vers les USA comme cela s' observait déjà avant l' AGOA. Idem pour l' Afrique du Sud qui exportait déjà intensément vers les USA avant l' AGOA. La troisième région où l' effet de l' AGOA est apparu plus élevé est l' Afrique Centrale ; en dernière position se trouve l' Afrique de l' Ouest.

Le second volet de notre analyse a consisté à essayer de capter l' effet de l' AGOA sur la dynamique de spécialisation éventuelle des pays éligibles. A cet effet, le calcul aussi bien des indices de concentration que des indices de dispersion nous a montré du point de vue globale que depuis la mise en place de l' AGOA, la tendance des économies était plutôt à la concentration. L' application des tests de signe à ces indices n' a pas permis de confirmer l' hypothèse de concentration. En revanche à l' échelle régionale, ces tests ont confirmé cette hypothèse uniquement en Afrique Centrale.

Ayant conscience des limites de l' analyse de l' impact de l' AGOA sur la dynamique de spécialisation à travers les indices, qu' elles soient de concentration ou de dispersion, concernant notamment la non prise en compte des différentes mutations qui peuvent intervenir à l' intérieur de la structure des exportations, nous avons estimé opportun de capter directement l' impact de l' AGOA sur les différents secteurs. Grâce à un modèle de gravité tridimensionnel, nous avons trouvé que l' effet de l' AGOA est apparu positif et significatif uniquement sur deux secteurs : le secteur des produits manufacturés (SITC 8) et le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3). Afin de purger l' effet de l' AGOA de diverses autres perturbations possibles (par exemple l' influence de la variation de la demande américaine), nous avons fait usage d' un modèle CMS à deux effets. Ce modèle nous a permis de voir que l' effet de l' AGOA était plus élevé sur les secteurs des exportations non traditionnelles. Ainsi, nous avons trouvé que l' effet de l' AGOA est apparu plus élevé sur le secteur des produits manufacturés (SITC 8). Concrètement, nous avons trouvé que la mise en place de l' AGOA a été à l' origine de plus 70% de l' augmentation des exportations constatées dans ce secteur. De même, l' effet de l' AGOA est apparu élevé sur les secteurs comme ceux des produits agricoles exclus boissons et tabac ou encore comme ceux des produits constitués de matériels de transport et équipements. En revanche, nous avons trouvé que l' effet de l' AGOA sur le secteur des carburants et lubrifiants (SITC 3) était plus faible que sur les secteurs précédemment cités. De manière précise, nous avons trouvé que même si l' AGOA n' avait pas existé, les exportations de carburants et lubrifiants des pays éligibles vers les USA auraient continué à croître à plus de 80% par rapport à l' augmentation constatée. De tels résultats montrent que



l'impact de l'AGOA en tant que soutien à la diversification est réel et encourageant. Mais cet effet est occulté par le secteur pétrolier dans presque toutes les régions, sauf en Afrique de l'Est car pauvre en ressources pétrolières. Justement, dans cette dernière région, nous avons trouvé que la mise en place de l'AGOA a contribué de manière significative à la translation des préférences productives.

Dans la suite de l'analyse de l'impact de l'AGOA sur la dynamique de spécialisation, nous avons fait recours à des équations simultanées sur lesquelles nous avons appliqué les moindres carrés pour saisir l'effet de l'AGOA sur certains instruments de politique économique. Nous avons ainsi trouvé que l'AGOA a eu un effet positif et significatif sur le taux de change réel et sur les dépenses publiques, mais cet effet est apparu non significatif sur l'inflation et sur l'ouverture. Toutefois, s'agissant de l'ouverture et à partir d'une analyse en correspondance temporelle avant et après l'AGOA, nous avons trouvé que depuis la mise en place de l'AGOA, il y a plutôt eu une amélioration de l'ouverture commerciale.

Au niveau régional, l'effet de l'AGOA est apparu non significatif sur tous les instruments de politique économique de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest. Mais en Afrique Australe, l'AGOA a eu un effet positif et significatif sur le taux de change réel et sur les dépenses publiques. En Afrique Centrale, l'AGOA a significativement influencé à la hausse l'ouverture commerciale et à la baisse l'inflation.

Après avoir capté l'effet de l'AGOA sur les politiques économiques, il nous a semblé opportun de mettre en exergue l'effet de cette loi non seulement sur certains déterminants de la croissance mais aussi sur la croissance économique elle-même. Pour cela, nous avons cherché à capter cet effet, d'abord sur les flux d'investissements directs étrangers (IDE), ensuite sur la croissance de la productivité apparente du travail et enfin sur les PIB par tête des pays éligibles.

Concernant les IDE, nous avons trouvé globalement que la mise en place de l'AGOA a eu un impact positif et significatif sur les flux d'IDE. Mais nous avons aussi trouvé que l'ancrage spatial de ces IDE était fortement déterminé par le caractère pétrolier des pays bénéficiaires. Ainsi au niveau régional, chaque fois que nous avons introduit l'effet captant le caractère pétrolier des pays, cet effet est toujours apparu positif et fortement significatif. Cependant, l'Afrique Centrale est la seule région où l'effet de l'AGOA est apparu positif et significatif indépendamment des effets spécifiques. Par ailleurs, contrairement à ce qui a été trouvé dans les autres régions, nous avons trouvé en Afrique de l'Est que la détention du "visa" était un facteur d'attractivité des IDE.

L'analyse de l'impact de l'AGOA sur la croissance de la productivité apparente du travail que nous effectuée dans la foulée de l'analyse sur les IDE a marqué une rupture méthodologique ; car jusqu'à présent, nous utilisions des modèles en panel statique. Dès cette étude, nous avons commencé à utiliser des modèles en panel dynamique. L'application de la méthode des moments généralisés en système (MMGS) sur notre spécification de base nous a permis de voir que l'AGOA a eu, grosso modo, un impact positif et significatif sur la croissance de la productivité. Toujours du point de vue globale, nous avons trouvé que la détention du *visa* a contribué de manière significative à la croissance de la productivité ; ce qui n'est pas le cas de l'effet qui capte le caractère pétrolier des pays.

Au niveau régional, nous avons trouvé que l'AGOA a eu un effet positif et significatif sur la croissance de la productivité de l'Afrique Australe, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est. Mais pour cette dernière région, l'effet positif de l'AGOA sur cette

variable n'est apparu significatif que si l'effet capté par la variable *visa* n'était pas contrôlé et si le caractère pétrolier des pays était contrôlé. En d'autres termes, ce résultat signifie que la croissance de la productivité du travail de cette région est soutenue par la possibilité qu'ont les pays de cette région d'exporter vers les USA en franchise de droits de douane les produits textiles et d'habillement. En Afrique Centrale, l'effet de l'AGOA sur la croissance de la productivité est apparu non significatif ; en revanche, nous avons trouvé que le caractère pétrolier des pays exerce sur cette variable un effet positif et significatif et génère même un effet de persistance.

Malgré les résultats encourageants de l'effet de l'AGOA sur la productivité du travail, notre recherche qui s'est par la suite concentrée sur l'évaluation de l'impact de l'AGOA sur la croissance économique des pays éligibles nous a donné des résultats mitigés.

En effet, du point de vue globale, l'effet de l'AGOA sur le taux de croissance du PIB par tête des pays éligibles est apparu non significatif. L'usage d'un modèle d'analyse de variance (*ANOVA*) nous a cependant confirmé qu'il existait des variances inter régionales. Ainsi à l'échelle régionale, nous avons identifié que la mise en place de l'AGOA a eu un effet positif sur les taux de croissance du PIB par tête de deux régions : l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale ; la croissance de l'Afrique de l'Est étant soutenue par les exportations de produits textiles et d'habillement (ce qui génère directement de nombreux emplois) alors que la croissance de l'Afrique Centrale est quant à elle soutenue par les exportations des carburants et lubrifiants (pétrole). Par ailleurs, nous avons trouvé à travers un modèle élargi que les pays qui ont un PIB par tête initial faible ont tendance à avoir des taux de croissance du PIB par tête plus élevés: effet de convergence.

Ce résultat ne doit pas occulter le fait que l'effet global de l'AGOA sur le taux de croissance du PIB par tête des pays éligibles est apparu non significatif, ce qui pose clairement le problème de l'efficacité de l'AGOA. Cette problématique nous a amené à effectuer une analyse critique de l'AGOA.

Au cours de cette analyse, nous avons trouvé que certaines dispositions inhérentes aux textes constitutifs de l'AGOA pouvaient atténuer l'efficacité de cette loi. Parmi ces mesures,

- il y a le maintien des barrières tarifaires dans le secteur agricole (taxation progressive) et dans le secteur des vêtements (complexité de la règle d'origine et maintien du principe strict pour les non PMA),

- il y a ensuite la révision annuelle de la liste des pays éligibles qui crée une incertitude dans l'environnement économique de ces pays. A l'aide d'un modèle en équilibre partiel, nous avons tout d'abord montré les conséquences négatives de cette incertitude de durée sur un secteur comme celui des vêtements. Ensuite, grâce à un modèle dynamique avec biens intermédiaires et irréversibilité des investissements, nous avons montré de manière plus large que cette incertitude constitue un puissant frein aux investissements s'orientant en priorité vers les secteurs non traditionnels d'exportation (secteurs où le pays n'a *a priori* pas d'avantages comparatifs.)

Au terme de ce travail, force est de reconnaître que l'étude d'impact d'une loi telle que l'AGOA nécessite un temps de recul beaucoup plus long afin de déceler sereinement son impact global sur les différents pans des économies. Toutefois, une étude comme celle que nous avons effectuée semble indispensable si l'on veut tirer, à mi-chemin, les conséquences de l'impact d'une telle loi sur les pays bénéficiaires et delà, formuler les améliorations possibles.

En définitive, cette recherche nous a montré que certes l'efficacité ou le succès de l'AGOA est tributaire du type et de l'étendue des avantages qu'elle offre, mais son succès est encore plus dépendant de la capacité des pays bénéficiaires à mettre en œuvre des politiques économiques dynamiques afin de tirer véritablement profit de tous les avantages offerts par l'AGOA.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] Acemoglu D. & Zilibotti F., (1997), "Was Prometheus Unbound by Chance? Risk, Diversification, and Growth", *Journal of Political Economy*, 105(4) : 709-751.
- [2] Adam Smith, (1776), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Édition traduite en 1881 par Germain Garnier à partir de l'édition revue par Alolphe Blanqui en 1843.
- [3] Adams D.J. & Zvi Griliches, (1996), "Research Productivity in a System of Universities", *NBER*, Working Paper n° 5833.
- [4] Ades A. & Chua H.B., (1997), "The Neighbor's Curse Regional Instability and Economic Growth", *Journal of Economic Growth*, 2(3) : 279-304.
- [5] Ades A. F. & Glaeser E. L., (1999), "Evidence On Growth, Increasing Returns, And The Extent Of The Market", *The Quarterly Journal of Economics*, 114 (3) :1025-1045.
- [6] Agenor P-R., (2000), *L'économie de l'ajustement et de la croissance*. Mimeo Banque Mondiale.
- [7] Aghion P. & Howitt P., (1992), "A Model of Growth through Creative Destruction", *Econometric Society*, 60(2) : 323-51.
- [8] Ahmad N., Lequiller F., Marianna P., Pilat D., Schreyer P. et Wöfl A., (2005), "Croissance du PIB et productivité du travail : comparaisons et problèmes de mesure", OCDE, *Cahiers statistiques*, n°7.
- [9] Aiginger K. & Pfaffermayr M., (2000), "The Single Market and Geographic Concentration in Europe", *WIFO*, Working Paper, Vienna.
- [10] Aitken B. & Harrison A., (1991), *Are there Spillovers from Foreign Direct Investment? Evidence from Panel Data for Venezuela*. Mimeo, MIT and the World Bank.
- [11] Aitken B. & Harrison A., (1999), "Do Domestic Firms Benefit from Foreign Investment? Evidence from Venezuela", *American Economic Review*, 89(3) : 605-18.
- [12] Albuquerque Rui A. & Rebelo S. T., (1998), "On the Dynamics of Trade Reform", *NBER*, Working Paper no 6700.
- [13] Alesina A., (1992), "Political instability and economic growth", *NBER*, Working Paper no 4173.
- [14] Alesina A., Roubini N., et Cohen G., (1997), *Political Cycles and the Macroeconomy*. Cambridge. Massachussets : MIT Press.
- [15] Alesina A., Spolaore E. et Wacziarg R., (2000), "Economic Integration and Political Disintegration", *American Economic Review*, 90(5) : 1276-1296.
- [16] Alwyn Y., (1998), "Growth without scale effects", *Journal of Political Economy*, 106(1) : 41-63.
- [17] Amable B., (2000), "Institutional Complementarity and Diversity of Social Systems of Innovation and Production", *Review of International Political Economy*, 7(4) : 645-687.

- [18] Amin S., (1973), *Le Développement inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. 1er ed. Paris : Minit, 364 p.
- [19] Amiti M., (1999), "Specialization Patterns in Europe", *Weltwirtschaftliches Archiv*, 135(4) : 573-593.
- [20] Anderson J.E. & Van Wincoop E., (2001), "Gravity with Gravitas : A Solution to the Border Puzzle", *NBER*, Working Paper n° 8079.
- [21] Anderson J.E., (1979), "A Theoretical Foundation for the Gravity Equation", *American Economic Review* 69(1) : 106-116.
- [22] Andreff W., (1997), "Foreign Investment in Russia and CIS Countries : employment and attractiveness", *Economic Systems*, 21(4).
- [23] Arellano M., & Bond S., (1991), "Some Tests of Specification for Panel Data : Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations", *Review of Economic Studies*, 58(2) :277-297.
- [24] Arellano M., & Bover O., (1995), "Another Look at the Instrumental Variables Estimation of Error Component Models", *Journal of Econometrics*, 68(1) :29-52.
- [25] Arellano M., (1989), "A Note on the Anderson-Hsiao Estimator for Panel Data", *Economic Letters*, 31(4) : 337-341.
- [26] Arghiri E., (1969), *L'échange inégal*. Paris : François Maspero.
- [27] Arrow K.J., (1962), "Economic Welfare and allocation of resources for invention", in **The Rate and Direction of Inventive Activity**, ed. by Nelson R. Princeton : Princeton University Press.
- [28] Arrow K.J., (1951), *Social Choice and Individual Values*. New York : Wiley, 99 p.
- [29] Aschauer D. A., (1989), "Is Public Expenditure Productive?" *Journal of Monetary Economics*, 23(2) : 177-200.
- [30] Asiedu E. & Esfahani H. S., (2001), *The Determinants of FDI Restrictions : The Case of U.S. Firms*. Mimeo. World Bank.
- [31] Asiedu E. & Lien D., (2004), "Capital Controls and Foreign Direct Investment", *World Development*, 32(3) : 470-490.
- [32] Asiedu E., (2002), "On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries : Is Africa Different?" *World Development*, 30(1) : 107-1019.
- [33] Asiedu E., (2004), "Policy Reform and Foreign Direct Investment to Africa : Absolute Progress but Relative Decline", *Development Policy Review*, 22(1) : 41-48.
- [34] Attaran M. & Zwick M., (1987), "Entropy and other measures of industrial diversification", *Quarterly Journal of Business and Economics*, 26(4) : 17-34.
- [35] Audibert M., Mathonnat J., Nzeyimana I. et Henry M.C., (1998), "The determinants of health care demand amongst the Senufo of Côte d'Ivoire", *Health and System Science*, 2(12) : 111-126.
- [36] Austin J.W. & Darr D.R., (1975), "The Jones Act and the Douglas-fir region softwood timber industry in perspective", *J. For.*, 73(10) : 644-648.
- [37] Azariadis C. & Drazen A., (1990), "Threshold Externalities in Economic Development", *The Quarterly Journal of Economics*, 105(4) : 501-526.

- [38] Bahmani-Oskooee M., Mohtadi H. et Shabsigh G., (1991), "Exports, Growth and Causality in LDCs : A Re-examination", *Journal of Development Economics*, 36(2) : 405-415.
- [39] Baier S.L. & Bergstrand J.H., (2002), "On the Endogeneity of International Trade Flows and Free Trade Agreements", *American Economic Association annual meeting*, January.
- [40] Baier S.L. & Bergstrand J.H., (2001), "The Growth of World Trade : Tariffs, Transport Costs, and Income Similarity", *Journal of International Economics*, 53(1) : 1-27.
- [41] Bailey M. & Lawrence R.Z., (2001), "Do we Have a New Economy?" *American Economic Review*, 91(2) : 308-312.
- [42] Balassa B., (1962), "Types of Economic Integration ", in **Economic Integration Worldwide, Regional, Sectoral** dirigé par Machlup Fritz. Londres : Macmillan, pp.17-31.
- [43] Balassa B., (1964), "The Purchasing Power Parity Doctrine : A Reappraisal", *Journal of Political Economy*, 72(6) : 584-596.
- [44] Balassa B., (1971), "Evaluation of the system of protection", in **The Structure of Protection in Developing Countries**, ed. by Balassa B. and Associates. Baltimore : Johns Hopkins Press.
- [45] Balassa B., (1978), "Exports and economic growth : further evidence", *Journal of Development Economics*, 5(2) : 181-189.
- [46] Balasubramanyam V. N., Salisu M. et Dapsoford D., (1999), "Foreign Direct Investment as an Engine of Growth", *Journal of International Trade and Economic Development*, 8(1) : 27-40.
- [47] Baldacci E., Hillman A.L. et Kojo N.C., (2004), "Growth, governance, and fiscal policy transmission channels in low-income countries", *European Journal of Political Economy*, 5(20) : 517-549.
- [48] Baldwin C. & Clark K., (2000), *Design the rules : the power of modularity*. Cambridge Massachusetts : MIT Press.
- [49] Baldwin David A., (1993), *Neorealism and Neoliberalism : The Contemporary Debate*. New York : Columbia University Press.
- [50] Baldwin R. & Seghezza E., (1996), "Trade-Induced Investment-Led Growth", *CEPR*, Discussion Paper n° 1420.
- [51] Baldwin R., (1970), *Non-tariff distortions of international trade*. Washington D.C : The Brookings Institution.
- [52] Baldwin R., (1988), *Trade Policy Issues and Empirical Analysis*. Chicago : University of Chicago Press.
- [53] Baldwin R., (1989), "Measuring nontariff trade policies", *NBER*, Working Paper n° 2978.
- [54] Baldwin R., (1992), "Measurable Dynamic Gains for trade", *Journal of Political Economy*, 100 : 162-174.

- [55] Baltagi H.B., (1980), "On Seemingly Unrelated Regressions with Error Components", *Econometrica*, 48(6) : 1547-1551.
- [56] Baltagi H.B., (1995), *Econometric Analysis of Panel Data*. New York : John Wiley & Sons.
- [57] Barro R.J. & Lee J.W., (1994), *Data Set for a Panel of 138 Countries*. Massachusetts : Harvard University Press.
- [58] Barro R.J. & Lee J.W., (2000), "International Data on Educational Attainment. Updates and Implications", *NBER*, Working Paper n°7911.
- [59] Barro R.J. & Sala-i-Martin X., (1991), "Convergence across States and Regions", *Brookings Papers on Economic Activity*, (1) : 107-182.
- [60] Barro R.J. & Sala-i-Martin X., (1992), "Convergence", *Journal of Political Economy*, 100(2) : 223-251.
- [61] Barro R.J. & Sala-i-Martin X., (1994), "Quality Improvements in Models of Growth", *CEPR*, Discussion Paper n° 1076.
- [62] Barro R.J. & Sala-i-Martin X., (1996), *Croissance économique*. McGraw-Hill/Ediscience
- [63] Barro R.J., (1974), "Are Government Bonds Net Wealth?" *Journal of Political Economy*, 82(6) : 1095-1117.
- [64] Barro R.J., (1977), "Unanticipated Money Growth and Unemployment in the United States", *American Economic Review*, 67(2) : 101-115.
- [65] Barro R.J., (1980), "Federal Deficit Policy and the Effects of Public Debt Shocks", *Journal of Money, Credit and Banking*, Blackwell Publishing, 12(4) : 747-762.
- [66] Barro R.J., (1984), "The Behavior of U.S. Deficits", University of Chicago - George G. Stigler, *Center for Study of Economy and State*, Working Paper n° 32.
- [67] Barro R.J., (1989), "Economic growth in a cross-section of countries", *NBER*, Working Paper n°3120.
- [68] Barro R.J., (1990), "The Stock Market and Investment", *Review of Financial Studies*, Oxford University Press for Society for Financial Studies, 3(1) : 115-31.
- [69] Barro R.J., (1990), "Government spending in a simple model of endogenous growth", *The Journal of Political Economy*, 98(5) : 103-125.
- [70] Barro R.J., (2001), "Education and economic growth", in **The Contribution of Human and Social Capital to Sustained Growth and Well-Being**, ed. by J.F Helliwell. OECD, Chapter 3, pp.14-41.
- [71] Bassanini A. & Scarpetta S., (2001), "Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : analyse empirique sur des données de panel", *Revue économique de l'OCDE*, 2(33) : 7-58.
- [72] Baumol W., (1952), "The Transaction Demand for Cash – An Inventory Theoretic Approach", *Quarterly Journal of Economics*, 66(11) : 545-56.
- [73] Baumol W., (1986), "Productivity Growth, Convergence, and Welfare : What the Long-run Data Show", *American Economic Review*, 76(5) : 1072-1085.
- [74] Baumol W., Panzar J. et Willig R., (1982), *Contestable Markets and the Theory of Industrial Structure*. New York : Harcourt-Brace Jovanovic Publishers.

- [75] Bayoumi T. & Eichengreen B., (1997), "Is Regionalism Simply a Diversion ? Evidence from the EC and EFTA", in **Regionalism versus Multilateral Trade Arrangements**, ed. by Ito T. et Kreuger A. Chicago : University of Chicago Press.
- [76] Becker G.S., (1962), "Investment in Human Capital : A Theoretical Analysis", *The Journal of Political Economy*, 70 (5) : 9-49.
- [77] Behrman Jere R., & Birdsall N., (1983), "The Quality of Schooling : Quantity Alone is Misleading", *American Economic Review*, 73(5) : 928-46.
- [78] Ben-David D., (1993), "Equalizing Exchange : Trade Liberalization and Income Convergence", *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3) : 653-679.
- [79] Ben-David D., (1994), "Income Disparity Among Countries and the Effects of Freer Trade", in **Economic Growth and the Structure of Long Run Development**, ed. by Pasinetti Luigi L. et Solow Robert M. Londres : Macmillan, pp.45-64.
- [80] Ben-David D., (1995), "Convergence Clubs and Diverging Economies", *Foerder Institute*, Working Paper n°40-95.
- [81] Ben-David D., (1996), "Trade and Convergence Among Countries", *Journal of International Economics*, 40(3-4) : 278-298.
- [82] Benhabib J. & Spiegel M., (1994), "The role of human capital in economic development : evidence for aggregate cross-country data", *Journal of Monetary Economics*, 34(2) : 143-173.
- [83] Bensidoun I. & Boone L., (1999), "La notion de Convergence", in **L'économie Mondiale**. Paris : La découverte, pp.94-103.
- [84] Bensidoun I., Gaulier G. et Ünal-Kesenci D., (2001), "The Nature of Specialisation Matters for Growth : an Empirical Investigation", *CEPII*, document de travail n° 13.
- [85] Berckerman W., (1956), "Distance and the Pattern of Inter-European Trade", *The Review of Economics and Statistics*, 38(1) : 31-40.
- [86] Berge K., et al., (1994), "Trade and Development Strategy Options for the Poorest Countries : A Preliminary Investigation", *Institute of Development Studies*, Working Paper n°12.
- [87] Bergstin C.F., (1977), "Access to supplies and the New International Economic Order", in **The new international economic order : the north-south debate**, ed. by Bhagwati J.N. Cambridge Massachussets : The MIT Press, pp.199-218.
- [88] Bergstrand J.H., (1989), "The generalized gravity equation, monopolistic competition, and the factor-proportions theory in international trade", *Review of Economics and Statistics*, 71(1) : 143-153.
- [89] Bergstrand J.H., (1990), "The Heckscher-Ohlin-Samuelson Model, the Linder Hypothesis and the Determinants of Bilateral Intra-Industry Trade", *The Economic Journal*, 3 : 1216-29.
- [90] Bernanke Ben S. & Blinder A. S., (1988), "Credit, Money, and Aggregate Demand", *American Economic Review*, 78(2) : 435-439.
- [91] Bernanke Ben S. & Blinder A. S., (1992), "The Federal Funds Rate and the Channels of Monetary Transmission", *American Economic Review*, 82(4) : 901-921.



- [92] Berthélémy J.-C. (2005), "Commerce international et déterminants de la diversification économique", *Revue d'Économie Politique*, 115(5) : 591-611.
- [93] Berthélémy J.-C. & Vourc'h A., (1994), "Allégement de la dette et croissance", *Centre de Développement de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- [94] Berthélémy J.-C. & Vourc'h A., (1996), "La croissance au Sénégal : un pari perdu ? ", *Centre de Développement de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- [95] Berthélémy J.-C. & Bourguignon F., (1996), "Growth and Crisis in Côte d'Ivoire", Banque Mondiale, Washington D.C.
- [96] Berthélémy J.-C., Bonnefoy F. et Lassudrie-Duchêne B., (1986), *Importation et Production Nationale*. Paris : Economica.
- [97] Bhagwati J. & Panagariya A., (1996), "The Theory of Preferential Trade Agreements : Historical Evolution and Current Trends", *American Economic Review*, 86(2) : 82-87.
- [98] Bhagwati J.N., (1971), "A generalized theory of distortions and welfare" , in **Trade, balance of payments and growth**, ed. by Bhagwati J.N., Jones R.W., Mundell R.A. & Vanck J. Amsterdam : North-Holland, pp. 69-90.
- [99] Bhagwati J.N., (1993), "The Case for Free-Trade", *Scientific American*, 269(5) : 42-49.
- [100] Bilal M. & Klenow P., (2000), "Does Schooling Cause Growth or the Other Way Around", *American Economic Review*, 90(5) : 1160-1183.
- [101] Bilal M. & Klenow P.J., (1998), "Using Consumer Theory to Test Competing Business Cycle Models", *Journal of Political Economy*, 106(2) : 233-261.
- [102] Blackman K. & Mutume G., (1988), *No Trade-and-Investment Miracles Expected*. New York : Inter Press Service.
- [103] Bloch H. & Sapsford D., (2000), "Whither the Terms of Trade ? An Elaboration of the Prebisch-Singer Hypothesis", *Cambridge Journal of Economics*, 24(6) : 461-481.
- [104] Blömstrom M., (1989), *Foreign investment and spillovers*. London : Routledge.
- [105] Blömstrom M. & Kokko A., (1996), "The Impact of Foreign Direct Investment on Host Countries : A Review of the Empirical Evidence" ,The Development Economics Research Group on International Trade, *World Bank*, Working Paper n°1745.
- [106] Blömstrom M. et Kokko A., (1998), "Multinational corporations and spillovers", *Journal of Economic Surveys*, 12(3) : 247-277.
- [107] Blömstrom M., Lipsey R. et Zejan M., (1992), "What Explains Developing Country Growth ?", *NBER*, Working Paper n°4132.
- [108] Blömstrom M., Lipsey R. et Zejan M., (1996), "Is Fixed Investment the Key to Economic Growth ?", *Quarterly Journal of Economics*, 111(2) : 269-276.
- [109] Blonigen B. & Wang M., (2004), "Inappropriate Pooling of Wealthy and Poor Countries in Empirical FDI Studies", *NBER*, Working Paper n°10378.
- [110] Blundell R.W. & Bond S.R., (1998), "Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models", *Journal of Econometrics*, 87(1) : 115-143.
- [111] Bodin J., (1568), *Paradoxes de M. de Malestroit touchant le fait des monnaies et l'enrichissement de toutes choses*. Trad. Par Hauser H. Paris : A. Colin, 1932.

- [112] Bodin J., (1576), *Les six livres de la république de J.B.* Paris : Éditions anciennes.
- [113] Borensztein E., De Gregorio J. et Lee J-W., (1995), "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth ?", *NBER*, Working Paper n°5057.
- [114] Borensztein E., De Gregorio J. et Lee J-W., (1998), "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth ?", *Journal of International Economics*, 45(1) : 115-135.
- [115] Borjas G. & Ramey V., (1993), "Foreign competition, market power and wage inequality : theory and evidence", *NBER*, Working Paper n° 4556.
- [116] Borts G.H. & Stein J.L., (1964), *Economic Growth in a Free Market*. New York : Columbia University Press.
- [117] Boserup E., (1965), *The Conditions of Agricultural Growth : The Economics of Agrarian Change Under Population Pressure*. Chicago : Aldine Press.
- [118] Boserup E., (1981), *Population and Technological Change*. Chicago : University of Chicago Press.
- [119] Boumahdi R. & Thomas A., (1997), "Estimation des modèles de données de panel avec régresseurs temporels", *Annales d'Economie et de Statistiques*, n° 46, pp.23-48.
- [120] Bowen H.P & Leamer Edward E. & Sveikauskas L., (1987), "Multicountry, Multifactor Tests of the Factor Abundance Theory", *American Economic Review*, 77(5) : 791-809.
- [121] Brander J.A & Krugman P., (1983), "A reciprocal dumping model of international trade", *Journal of International Economics*, 13(11) : 313-321.
- [122] Brander J.A, & Spencer B.J., (1983), "International R&D Rivalry and Industrial Strategy", *Review of Economic Studies*, 50(4) : 707-722.
- [123] Brander J.A & Spencer B., (1985), "Export Subsidies and International Market Share Rivalry", *Journal of International Economics*, 18(1-2) : 83-100.
- [124] Brander J.A, (1981), "Intra-industry Trade in Identical Commodities", *Journal of International Economics*, 11(1) : 1-14.
- [125] Bravo-Ortega C. & De Gregorio J., (2002), "The Relative Richness of the Poor ? Natural Resources, Human Capital and Economic Growth", *Central Bank of Chile*, Working Paper n°139.
- [126] Brenton P. & Ikezuki T., (2004), "The Initial and Potential Impact of Preferential Access to the US Market under the AGOA", *World Bank*, Working Paper n°3262.
- [127] Breusch T.S. & Pagan A.R., (1980), "The Lagrange Multiplier Test and Its Applications to Model Specification in Econometrics", *Review of Economic Studies*, 47(1) : 239-253.
- [128] Brühlhart M., (2000), "Evolving Geographical Specialisation of European Manufacturing Industries", *DEEP*, University of Lausanne, Working Paper n°8.
- [129] Brun J-F., Guillaumont P. et De Melo J., (1999), "La distance abolie ? Critères et facteurs de la mondialisation du commerce extérieur" , in **Globalisation et Politiques Economiques**. Paris : Economica, pp.111-138.

- [130] Buchanan J., (1967), *Public Finance in a Democratic Process*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- [131] Buchanan J., (1976), "Barro on the Ricardian Equivalence Theorem", *Journal of Political Economy*, 84(2) : 337-342.
- [132] Buchanan J.M. & Tullock G., (1962), *The Calculus of Consent : Logical Foundations of Constitutional Democracy*. Michigan : University of Michigan Press.
- [133] Burnside C. & Dollar D., (1997), "Aid, Policies and Growth", *World Bank*, Working Paper n° 1777.
- [134] Burnside C. & Dollar D., (2000), "Aid, Policies, and Growth", *American Economic Review*, 90(4) : 847-868.
- [135] Calvo G. & Mendoza E., (1994), "Trade Reforms of Uncertain Duration and Real Uncertainty : A First Approximation", *IMF*, Staff Papers, 41 : 555-586
- [136] Calvo G., (1988), "Costly Trade Liberalisation : Durable Goods and Capital Mobility", *IMF*, Staff Papers, 35 : 461-473.
- [137] Campos N.F & Kinoshita Y., (2002), "FDI as Technology Transferred : Some Panel Evidence from Transition Economies", *The Manchester School*, 70(3) : 398-419.
- [138] Canova F., (1993), "Modelling and Forecasting Exchange Rates with a Bayesian Time-Varying Coefficient Model", *Journal of Economic Dynamics and Control*, 17(1-2) : 233-261.
- [139] Carrère C., (2004), "African Regional Agreements : Impact on Trade with or without Currency Unions", *Journal of African Economies*, 13(2) : 199-239.
- [140] Caselli F., Esquivel G. et Lefort F., (1996), "Reopening the Convergence Debate : A New Look at Cross-Country Growth Empirics", *Journal of Economic Growth*, 1(3) : 363-389.
- [141] Casey W.L., (1988), *Beyond the Numbers : Foreign Direct Investment in the United States*. Connecticut : JAL Press.
- [142] Cashin P. & McDermott C.J., (2002), "The Long-Run Behavior of Commodity Prices : Small Trends and Big Variability", *IMF*, Staff Papers, 49(2) : 175-199.
- [143] Chakrabarti Avik, (2001), "The Determinants of Foreign Direct Investment : Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions", *Kyklos*, 54(1) : 89-114.
- [144] Chamberlin E., (1933), *The Theory of Monopolistic Competition*. Cambridge. Massachusetts : Harvard University Press.
- [145] Charalambos Tsangarides G., (2005). "Growth Empirics under Model Uncertainty : Is Africa Different ?" *IMF*, Working Paper n°18.
- [146] Chenery H. & Srinivasan T.N., (1988), *Handbook of development Economics*. Ed. 1. Elsevier Science Publishers 1(1).
- [147] Chenery H. & Syrquin M., (1989), "Three decades of industrialization", *World Bank Economic Review*, 3(2) : 145-181.
- [148] Cheng H. & Wall H., (2004), "Controlling for heterogeneity in gravity models of trade and integration", *Federal Reserve of St. Louis*, Working Paper n°010.

- [149] Chinn M. & Meredith G., (2005). "Testing Uncovered Interest Parity at Short and Long Horizons during the Post-Bretton Woods Era", *NBER*, Working Paper no11077.
- [150] Chinn M., (1999), "Productivity, Government Spending and the Real Exchange Rate : Evidence for OECD Countries", in **Equilibrium Exchange Rates**, ed. by Ronald MacDonald and Jerome Stein (Boston : Kluwer Academic Publishers) pp.163-190.
- [151] Choksi A., Michaely M. et Papageorgiou D., (1991), *Liberalizing Foreign Trade*. Oxford : Blackwell.
- [152] Choudhri Ehsan U. & Hakura Dalia S., (2000), "International Trade and Productivity Growth : Exploring the Sectoral Effects for Developing Countries", *IMF*, Staff Papers, 47(1) : 30-53.
- [153] Christiaensen L., Demery L. et Paternostro S., (2005), "Reforms, Remoteness and Risk in Africa : Understanding Inequality and Poverty during the 990s", in **Spatial Inequality and Development**, ed. by Kanbur R. and Venables A.J. Oxford : Oxford University Press.
- [154] CIA, (2005), *The World FactBook 2005*. Washington D.C. : CIA. 702p. Disponible sur : [www.cia.gov](http://www.cia.gov).
- [155] Clark C., (1967), *Population Growth and Land Use*. London : Macmillan.
- [156] CNUCED, (1988), *Comment faire pour que les pays en développement, en particulier les PMA, tirent davantage parti des préférences commerciales et comment élargir ces préférences*. Rapport du secrétariat de la CNUCED TD/B/COM.1/ 20-21/07/1998.
- [157] CNUCED, (1999), *World Investment Report : Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*. New York and Geneva : United Nations.
- [158] CNUCED, (2002), *World Development Report : Transnational Corporation and Export Competitiveness*. New York and Geneva : United Nations.
- [159] CNUCED, (2003), *Rapport sur l'investissement mondial*. Genève : CNUCED.
- [160] CNUCED, (2003), *World Investment Report : Trends and Determinants*. New York and Geneva : United Nations.
- [161] CNUCED, (2004), *World Investment Report : Trends and Determinants*. New York and Geneva : United Nations.
- [162] CNUCED, (2005), *Foreign Direct Investment Database*. New York and Geneva : United Nations. Disponible sur : <http://stats.unctad.org/fdi/>
- [163] CNUCED, (2005), *Le Développement Economique en Afrique : Repenser le Rôle de l'investissement étranger direct*. New York et Genève : Nations Unies.
- [164] CNUCED, (2005), *World Investment Report : Trends and Determinants*. New York and Geneva : United Nations.
- [165] CNUCED, (2006), *World Investment Report 2006. FDI from Developing and Transition Economies : Implications for Development*. New York and Geneva : United Nations.
- [166] Coase R.M., (1937), *The Nature of the Firm*. Paris : Economica.
- [167] Coase R.M., (1988), "Lectures on The Nature of the Firm 50 Years after", *Journal of Law, Economics and Organization*, 4 : 3-47.

- [168] Coase, R.M., (1960), "The Problem of Social Cost", *Journal of Law and Economics*, 3(1) : 1-44.
- [169] Coe D.T & Moghadam R., (1993), "Capital and Trade as an Engine of Growth in France", *IMF, Staff Papers*, 40 : 542-566.
- [170] Cohen D. & Soto M., (2001), "Growth and Human Capital : Good Data, Good Results", *OECD Development Centre, Working Paper n° 179*.
- [171] Collier P. & Gunning J. W., (1999), "The IMF's Role in Structural Adjustment", *The Economic Journal*, 109(459) : 634-651.
- [172] Collier P. & Gunning J.W., (1996), "Trade Liberalization and the Composition of Investment : Theory and African Application", *Centre for the Study of African Economies, Working Paper Series n° 4*.
- [173] Collier P., (2000), "Risk and investment in Africa", in **Investment and Risk in Africa**, ed. by Collier P. and Pattillo C. Basingstoke : Macmillan and New York : St Martin's Press.
- [174] Combes J-L., Guillaumont P., Guillaumont J. & Combes P.M, (2000), "Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance", *Revue Française d'Economie*, 15(1) : 3-33.
- [175] Corden W.M., (1971), *The theory of protection*. Oxford : Oxford University Press.
- [176] Cournot A-A., (1938), *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*. Paris : Hachette.
- [177] Cox K.R. & Mair A., (1991), "From Localised Social Structures to Localities as Agents", *Environment and Planning*, 23(2) : 197-213.
- [178] Currie J. & Harrison A., (1997), "Sharing the Costs : The Impact of Trade Reform on Capital and Labor in Morocco", *Journal of Labor Economics*, 15(3) : 44-71.
- [179] De Gregorio J., (1992), "Economic Growth in Latin America", *Journal of Development Economics*, 39(1) : 58-84.
- [180] De la Fuente A. & Doménech R., (2000), "Human capital in growth regressions : how much difference does data quality make ?", *OECD Economics Department, Working Paper n° 262*.
- [181] De la Fuente A. & Doménech R., (2001a), "Schooling data, technological diffusion and the neoclassical model", *American Economic Review*, 91(2) : 323-27.
- [182] De la Fuente A. & Doménech R., (2001b), "Educational attainment in the OECD, 1960-90", *CEPR, Discussion Paper n° 3390*.
- [183] De la Fuente A. & Doménech R., (2002). "Human capital in growth regressions : how much difference does data quality make ? An update and further results", *CEPR, Discussion Paper n° 3587*.
- [184] De Melo J. & Grether J.M., (1997), *Commerce international, Théories et applications*. De Boeck Université.
- [185] De Montchrestien A., (1615), *Traité d'économie politique*. Editions anciennes. Paris
- [186] Deaton A., (1995), *Growth and saving : what do we know, what do we need to know, and what might we learn*. Mimeo, Research Program in Development Studies, Princeton University.

- [187] Dehn J., (2000), "Commodity price uncertainty in developing countries", *Centre for the Study of African Economies*, Working Paper n°122.
- [188] Delgado C.L., Hopkins J. et Kelly A.V., (1998), "Agricultural Growth Linkages in Sub-Saharan Africa", *IFPRI*, Research Report n°107.
- [189] Dessus S., (1991), "Plans d'ajustement et disponibilité des facteurs de production importés", *Économie et prévision*, n°97.
- [190] Devarajan S., Swaroop V. et Zou H-F., (1996), "The Composition of Public Expenditure and Economic Growth", *Journal of Monetary Economies*, 37(2) : 313-344.
- [191] Dharmendra D., Mixon F.Jr. et Upadhyaya K., (2007), "Foreign direct investment and transition economies : empirical evidence from a panel data estimator", *Economics Bulletin*, 6(33) : 1-9.
- [192] Dixit A.K. & Stiglitz J.E., (1977), "Monopolistic Competition and Optimal Product Diversity", *American Economic Review*, 67(3) : 297-308.
- [193] Dixit A.K., (1986), "Comparative Statics for Oligopoly", *International Economic Review*, 27(1) : 107-122.
- [194] Dixit A.K., (1987), "Strategic aspects of trade policy", in **Advances in economic theory**, ed. by Bewley T. F. Fifth World. Congress. New York : Cambridge University Press.
- [195] Dollar D. (1992), "Outward-Oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly : Evidence from 95 LDC's, 1976-1985", *Economic Development and Cultural Change*, 40(3) : 523-544.
- [196] Dornbusch R., (1976), "Exchange rate expectations and monetary policy", *Journal of International Economics*, Elsevier, 6(3) : 231-244.
- [197] Dornbusch R., (1983), "Real interest rates, home goods and optimal external borrowings", *Journal of Political Economy*, 91(1) : 141-153.
- [198] Dornbusch R., Fisher S. et Samuelson P.A., (1977), "Comparative Advantage, Trade, and Payments in a Ricardian Model with a continuum of Goods", *American Economic Review*, 67(5) : 823-839.
- [199] Dowrick S. & Nguyen D-T., (1989), "OECD comparative economic growth 1950-85 : catch-up and convergence", *American Economic Review*, 79(5) : 1010-1030.
- [200] Doz Y.L., (1986), *Strategic management in multinational companies*. Oxford : Pergamon Press.
- [201] Drazen A., (2000), *Political economy in macroeconomics*. Princeton : Princeton University Press.
- [202] DREE, (2002), "Vers un espace économique euro-méditerranéen", *DREE*, Dossiers, n°5.
- [203] Drouet M., (1999), "Les pays d'Europe centrale et orientale face aux IDE : attractivité, enjeux", in **Investissements étrangers et milieu local**, ed. by Gouës et V. Rennes : PUR.
- [204] DuBois, F.L., Toyne B. et Oliff M., (1983), "International manufacturing strategies of US multinationals : A conceptual framework based on a four-industry study", *Journal of International Business Studies*, 23(2) : 307-333.

- [205] Dunning J.H., (1993a), *Multinational enterprises and the global economy*. Workingham : Addison Wesley.
- [206] Dunning J.H., (1994b), "MNE activity : Comparing the NAFTA and the European Community", in **Multinationals in North America**, ed. by Eden L. Calgary : University of Calgary Press.
- [207] Dupuch S. & Jennequin H., (2001), "Intégration régionale et géographie économique européenne : quelques résultats empiriques", *CEPN*, Université Paris Nord, Document de travail.
- [208] Durbin J., (1954), "Errors in variables", *International Statistical Review*, 22 : 23-32.
- [209] Easterlin R.A., (1960), "Regional Growth of Income : Long-Run Tendencies" ,in **Population Redistribution and Economic Growth**, United States, 1870-1950. II : analyses of economic change, ed. by Kuznets, Ratner Miller A. and Easterlin R.A. Philadelphia : The American Philosophical Society.
- [210] Easterly W.R & Rebelo S., (1993), "Fiscal policy and economic growth : an empirical investigation", *The Journal of Monetary Economics*, 32(3) : 417-458.
- [211] Edwards S., (1988), "Option Prices for Groundwater Protection", *Journal of Environmental Economics and Management*, 15(4) : 475-487.
- [212] Edwards S., (1989), "Commodity Export Boom and the Real Exchange Rate : The Money-Inflation Link", *NBER*, Working Paper n°1741.
- [213] Edwards S., (1990), "Capital Flows, Foreign Direct Investment, and Debt-Equity Swaps in Developing Countries", *NBER*, Working Paper n°3497.
- [214] Edwards S., (1992), "Trade Orientation, Distorsions and Growth in developing Countries", *Journal of Development Economics*, 39(07) : 31-57.
- [215] Edwards S., (1993), "Openness, trade liberalization, and growth in developing countries", *Journal of Economic Literature*, 31(3) : 1358-1393.
- [216] Edwards S., (1995), "Exchange Rates, Inflation, and Disinflation : Latin American Experiences" ,in **Capital Controls, Exchange Rates, and Monetary Policy in the World Economy**, ed. by Edwards S. (dir. pub.), Cambridge University Press.
- [217] Edwards S., (1998), "Openness, productivity and growth : What do we really know?" *Economic Journal*, 108(447) : 383-398.
- [218] Egger P. & Pfaffermayr M., (2000), "Trade, multinational sales, and FDI in a three-factors model", *Department of Economics*. Johannes Kepler University Linz, Austria, *Economic Working Paper* .
- [219] Egländer A.S. et Gurney A., (1994), "Medium-Term Determinants of OECD Productivity", *OECD Economic Studies*, 22 : 49-110.
- [220] Ehrlich P.R. & Ehrlich A.H., (1970), *Population, Ressources, Environment: Issues in Human Ecology*. San Francisco : W.H. Freeman and Company.
- [221] Ehrlich P.R. & Ehrlich A.H., (1991), *Healing the Planet*. New York : Addison Wesley Publishing Co.
- [222] Ehrlich P.R. & Holdren J.P., (1971), "Impact of population growth", *Science*, (171): 1212-1217.

- [223] Eicher C., (1999), "Institutions and the African Farmer", Revised version of the Third Distinguished Economist Lecture that was presented at the International Maize and Wheat Improvement Center (CIMMYT), Mexico City, January 15, 1999.
- [224] Eicher T.S., (1999), "Trade, development and converging growth rates : dynamic gains from trade reconsidered", *Journal of International Economics*, 48(1) : 179-198.
- [225] Emery R.F., (1967), "The relation of exports and economic growth", *Kyklos*, 20(2) : 470-486.
- [226] Esfahani Hadi S., (1991), "Exports, imports and economic growth in semi-industrialized countries", *Journal of Development Economics*, 35(1) : 93-116.
- [227] Ethier W.J., (1982), "National and international returns to scale in the modern theory of international trade", *American Economic Review*, 72(2) : 389-405.
- [228] Evans M. et Lyons R., (2005b), "Do Currency Markets Absorb News Quickly ?" *NBER*, Working Paper no11041.
- [229] Fabry N. & Maximin B., (1997), "Les déterminants macro-économiques des IDE en Asie du Sud-Est : le cas du Japon et des Etats-Unis," in **Les investissements directs étrangers: facteurs d'attractivité et de localisation**, dirigés par Guerraoui D. et Richet X. L'Harmattan, Les Editions Toubkal.
- [230] Falvey R. & Kierzkowski H., (1987), "Product Quality, Intra-Industry Trade and (Im)Perfect Competition", in **Protection and Competition in International Trade : Essays in honor of W.M Corden**, ed. by Kierzkowski H. Oxford and New York : Blackwell.
- [231] Falvey R., (1981), "Commercial Policy and Intra-Industry Trade", *Journal of International Economics*, 9(1) : 1-24.
- [232] Feder G., (1982), "On exports and economic growth", *Journal of Development Economics*, 12(1-2) : 59-73.
- [233] Feenstra R. & Hanson G., (1996), "Globalization, outsourcing, and wage inequality", *American Economic Review*, 86(2) : 240-245.
- [234] Feenstra R., Yang T-H. et Hamilton G., (1999), "Business Groups and Product Variety in Trade : Evidence from South Korea, Taiwan and Japan", *Journal of International Economics*, 48(1) : 71-100.
- [235] Fernandez & Rodrik D., (1991), "Resistance to reform : Status quo bias in the presence of individual-specific uncertainty", *American Economic Review*, 81(5) : 1146-55.
- [236] Findlay R., (1978), "Relative backwardness, direct foreign investment, and the transfer of technology : a simple dynamic model", *Quarterly Journal of Economics*, 92(1) : 1-16.
- [237] Flood R. & Rose A., (1995), "Fixing Exchange Rates : A Virtual Quest for Fundamentals", *Journal of Monetary Economics*, 36(1) : 3-37.
- [238] Flood R. & Taylor M., (1996), "Exchange Rate Economics : What's Wrong with the Conventional Macro Approach ?" in **The Microstructure of Foreign Exchange Markets**, ed. by Frankel A., Galli G. et Giovannini G. Chicago : Chicago University Press.



- [239] Fogel R.W., (1997), "New Findings on Secular Trends in Nutrition and Mortality : Some implications for population theory", in **Handbook of Population and Family Economics**, ed. by Rosenzweig M. et Stark O. Vol.1A, Elsevier Science.
- [240] Fontagné L. & Freudenberg M., (1997), "Intra-Industry Trade : Methodological Issues Reconsidered", *CEPII*, Document de travail n°1.
- [241] Fontagné L., Fouquin M. et Herzog C., (2004), "L'insertion de l'industrie française dans la division internationale du travail, situations et perspectives", *CEPII-CIREM*, rapport pour la Direction Générale du Commerce et la Commission Européenne.
- [242] Fontagné L., Freudenberg M. et Pajot M., (1999), "Le potentiel d'échanges entre l'Union européenne et les PECO : un réexamen", *Revue Economique*, 50(6) : 1139-1168.
- [243] Fontagné L. & Pajot M., (1999), "Investissement Direct Etranger et Echanges Extérieurs : un impact plus fort aux Etats-Unis qu'en France", *Economie et Statistique* (326-327): 31-52
- [244] Fontagné L., Freudenberg M. (1999), "Marché unique et développement des échanges", *Economie et Statistique*, (326-327): 71-95.26-327
- [245] Fontagné L., Freudenberg M. et Peridy N., (1997), "Trade Patterns inside the Single Market", *CEPII*, Document de travail n°07.
- [246] Fontagné L., Von Kirchbach F. et Mimouni M., (2001), "A First Assessment of Environment-Related Trade Barriers", *CEPII*, Document de travail n°10.
- [247] Frankel J. & Romer D., (1999), "Does trade cause growth ?" *American Economic Review*, 89(3) : 379-399.
- [248] Frankel J. et Rose A., (1995), "Empirical Research on Nominal Exchange Rates" in **Handbook of International Economics**, ed. by Grossman G. et Rogoff K. Amsterdam, Elsevier/North-Holland. Vol. 3.
- [249] Frenkel J. A., (1976), "A monetary approach to the exchange rate : doctrinal aspects and empirical evidence", *Scandinavian Journal of Economics*, 78(2) : 200-224.
- [250] Freudenberg M., Gaulier G. et Ūnal-Kensenci D., (1998), "La régionalisation du commerce international : une évaluation par les intensités relatives bilatérales", *CEPII*, Document de travail n°05.
- [251] Friedman M., (1956), "The Quantity Theory of Money : a restatement", *Studies in The Quantity Theory of Money*, Chicago University Press.
- [252] Friedman M., (1962), *Capitalism and Freedom*. Chicago : University of Chicago Press.
- [253] Frigant V., (2004), "Une géographie économique de la modularisation : une analyse de l'internationalisation des équipementiers automobiles en termes de proximité", Quatrièmes Journées de la Proximité, Marseille, 17-18 juin.
- [254] Fry M., (1978), "Money and Capital or Financial Deepening in Economic Development", *Journal of Money, Credit and Banking*, 10(4) : 464-475.
- [255] Fry M., (1980), "Savings, investment, growth, and the cost of financial repression", *World Development*, 8(4) : 17-27.
- [256] Fujita M. & Thisse J-F., (1996), "Economics of agglomeration", *Journal of the Japanese and International Economics*, 10(4) : 339-378.

- [257] Fujita M., Krugman P., Venables A.J., (1999), *The Spatial Economy, Cities, Regions and International Trade*. Cambridge, Massachusetts : MIT Press.
- [258] Fukao K., Okubo T. et Stern R., (2003), "An econometric analysis of trade diversion under NAFTA", *The North American Journal of Economics and Finance*, 14(1) : 3-24.
- [259] Funk P., (1996), "Dynamic gains from trade", Sonder for schungsbereich 303, Universität Bonn, *Discussion Paper*, n°509.
- [260] Gehrels F., (1956), "Customs Union from a Single-Country Viewpoint", *Review of Economic Studies*, 24(63) : 61-64.
- [261] Gerschenberg I., (1987), "The Training and Spread of Managerial Know-how, A Comparative Analysis of Multinational and Other Firms in Kenya", *World Development*, 15(7) : 931-989.
- [262] Ghura D. & Hadjimichael M., (1996), "Growth in Sub-Saharan Africa", *IMF Staff Papers*, 43(3) : 605-631.
- [263] Giraud P.N., (1999), "Mondialisation, inégalités et efficacités des politiques économiques", *Problemes économiques*, n° 2598.
- [264] Graham E.M., (1985), "Intra-industry Direct Foreign Investment, Market Structure, Firm Rivalry and Technological Performance," in **Multinationals as Mutuals Invaders: Intra-industry Direct Foreign Investment**, ed. by Erdilek A. New York : St. Martin's Press.
- [265] Graham F., (1923), "Some aspects of protection further considered," *Quarterly Journal of Economics* , 37(2) : 199-227.
- [266] Gray H.P., (2001), "The Concept of Globalization", *Global Economic Quarterly*, 2 : 99-116.
- [267] Greenaway D. & Milner C.R., (1986), *The Economics of Intra-Industry Trade*. Oxford : Blackwell.
- [268] Greene W.H., (1993), *Econometric Analysis*. 2nd edition. MacMillan.
- [269] Greene W.H., (1997), *Econometric Analysis*. 3rd edition. New Jersey : Prentice-Hall International.
- [270] Griliches Zvi, (1992), "The Search for R&D Spillovers", *Scandinavian Journal of Economic*, 94(1) : 29-47.
- [271] Griliches Zvi, (1996), "The discovery of the residual : a historical note", *Journal of Economic Leterature*, 34(3) : 1324-1330.
- [272] Grilli E.M. & Yang M.C., (1988), "Primary Commodity Prices, Manufactured Goods Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries : What the Long Run Shows", *World Bank Economic Review*, 9(3).
- [273] Gros D., & Gonciarz A., (1996). "A Note on the Trade Potential of Central and Eastern Europe", *European Journal of Political Economy*, 12(4) : 709-721.
- [274] Grossman G. & Helpman E., (1990), "Comparative advantage and long run growth", *American Economic Review*, 80 (4) : 796-815.

- [275] Grossman G. & Helpman E., (1991a), *Innovation and growth in the global economy*. Cambridge, Massachusetts : MIT Press.
- [276] Grossman G. & Helpman E., (1991b), "Quality ladders in the theory of growth", *Review of Economic Studies*, 58(1) : 43-61.
- [277] Grossman G. & Shapiro C., (1986), "Research joint ventures : an antitrust analysis", *Journal of Law, Economics and Organization*, 2 (2) : 315-337.
- [278] Grossman G., (1992), *Imperfect competition and international trade*. Cambridge, Massachusetts : The MIT Press.
- [279] Guellec D. & Van Pottelsberghe B., (2001), "The internationalisation of technology analysed with patent data", *Research Policy*, 30(8) : 1253-1266.
- [280] Guillaumont P., (1994), "Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance des exportations et de l'instabilité des exportations", *Revue d'Economie du Développement*, 2(1) : 91-114.
- [281] Guillaumont P., (2000), "Ouverture, vulnérabilité et développement", in Ouverture et développement économique, dirigés par Boudhief M. et Siroën J-M. Paris : Economica.
- [282] Guillaumont P., Guillaumont-Jeanneney S. & Varoudakis A., (1999), "Economic Policy Reform and Growth Prospects in Emerging African Economies", *OECD Development Centre*, Working Paper n° 145.
- [283] Guillaumont P., Guillaumont-Jeanneney S. et Brun J-F., (1999), "How Instability Lowers African Growth ?" *Journal of African Economies*, 8 (1) : 87-107.
- [284] Gupta Dipak .K, (1990), *The Economics of Political Violence*. New York : Praeger.
- [285] Gupta Kanhaya L, (1987), "Agregate savings, financial intermediation, and interest rate", *Review of Economics and Statistics*, 69(2) : 303-311.
- [286] Gupta Manash R., (1987), "Rural-urban migration and urban unemployment : a note", *Scottish journal of political economy*, 34(3) : 295-305.
- [287] Gupta Manash R., (1994), "Foreign capital, income inequality and welfare in a Harris-Todaro model", *Journal of Development Economics*, 45(1) : 407-414.
- [288] Gupta Manash R., Verhoeven M. et Tiongson E., (1999), Does higher government spending buy better results in education and health care ? *IMF*, Working Paper n°21.
- [289] Gyimah-Brempong K. & Taylor T.L., (1996), "Political instability and savings in less developed countries : evidence from Sub-Saharan Africa", *Journal of Development Studies*, 32(5) : 695-714.
- [290] Haggblade S., Hammer J. et Hazell P., (1991), "Modeling Agricultural Growth Multipliers", *American Journal of Agricultural Economics*, 73(2) : 361-374.
- [291] Hallet M., (2000), "Regional Specialisation and Concentration in the EU", DG for Economic and Financial Affairs, *European Commission*, Economic Paper n° 141.
- [292] Hansen B. E., (2000), *Econometrics*. 1st ed. Madison.
- [293] Hansen L., (1982), "Large sample properties of generalized method of moments estimators", *Econometrica*, 50(3) : 1029-1054.

- [294] Hanson G., Mataloni R.-J. et Slaughter J.-M., (2001), "Expansion Strategies of US Multinational Firms", *NBER*, Working Paper n°8433.
- [295] Harms P., (2002), "Political risk and equity investment in developing countries", *Applied Economics Letters*, 9(6) : 377-380
- [296] Harris R. G., (2002), "Social Policy and Productivity Growth : What are the Linkages ?" in **Towards a social Understanding of Productivity**, *The Review of Economic Performance and Social Progress?* volume 2. Centre for the Study of Living Standards.
- [297] Harrison A., (1991), "Openness and growth : A time series cross section analysis for developing countries", *World Bank Policy Research*, Working Paper n°809.
- [298] Harrison, A., (1996), "Openness and growth : A time-series, cross-country analysis for developing countries", *Journal of Development Economics*, 48(2) : 419-47.
- [299] Hatanaka M., (1974), "An Efficient Two-Step Estimator for the Dynamic Adjustment Model with Autoregressive Errors", *Journal of Econometrics*, 2(3) : 199-220.
- [300] Hausman J.A., (1978), "Specification Tests in Econometrics", *Econometrica*, 46(6) : 1251-1271.
- [301] Hausman J.A., (1983), "Specification and Estimation of Simultaneous Models", in **Handbook of Econometrics**, ed. by Griliches Z. and Intriligator M. 1 : 391-448.
- [302] Hausman, J.A. & Taylor W. E., (1981), "A generalized specification test", *Economics Letters*, 8(3) : 239-245.
- [303] Hayashi F., (2000), *Econometrics*. 1st ed. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- [304] Hayek F., (1960), *La constitution de la liberté*, Paris : Litec.
- [305] Head K., Mayer T., (2000), "Non-Europe : The Magnitude and Causes of Market Fragmentation in the EU", *Weltwirtschaftliches Archiv*, 136(2) : 285-314.
- [306] Heckscher E., (1919), "The effect of Foreign Trade on the Distribution of Income", *Ekonomisk Tidskrift*, pp. 497-512.
- [307] Heller P.S., (1982), "International comparison of government expenditures", *IMF*, Occasional paper n° 10.
- [308] Helpman E. & Krugman P.R., (1985), *Market Structure and Foreign Trade : Increasing Returns, Imperfect competition and the International Economy*. Brighton : Wheatsheaf.
- [309] Helpman E., (1981), "International Trade in the Presence of Product Differentiation, Economies of Scale, and Monopolistic Competition : A Chamberlin-Heckscher-Ohlin Approach", *Journal of International Economics*, 11(3) : 305-340.
- [310] Henner H.F., (2000), "Infrastructure et développement", *Mondes et Développement*. Tome 28.
- [311] Henry Martyn, (1701), *Considérations sur le commerce avec les Indes orientales*.
- [312] Heston A. & Summers R., (1991), "The pen world table (mark 5) : an expanded set of international comparizons 1950-88", *Quarterly Journal of Economics*, 106(2) : 327-368.
- [313] Hillman A. L., (1989), *The Political Economy of Protection*. London and NY : Har-wood Academic Publishers.

- [314] Hinkle L. & Montiel P., (1999), *Exchange Rate Misalignment*. A World Bank Research Publication. New York : Oxford University Press.
- [315] Hirschman A. O., (1958), *Stratégie du développement économique*. Paris : Les Editions Ouvrières, collection Economie et Humanisme.
- [316] Hirschman A. O., (1958), *The Strategy of Economic Development*. New Haven : Yale University Press.
- [317] Hogan C.E. & Jeter D.C., (1999), "Industry Specialization by Auditors, Auditing", *A Journal of Practice & Theory*, 18(1) : 1-17.
- [318] Holtz-Eakin D., Newey W. et Rosen H.S., (1988), "Estimating Vector Autoregressions with Panel Data", *Econometrica*, 56(6) : 1371-1396.
- [319] Hood W. & Koopmans T., (1953), "Studies in Econometric Method", *Cowles Foundation*, Monograph n° 14. New Haven : Yale University Press.
- [320] Hopenhayn H., (1992), "Entry, Exit, and Firm Dynamics in the Long Run Equilibrium." *Econometrica*, 60(5) : 1127-50.
- [321] Hotelling H., (1929), "Stability in Competition", *Economic Journal*, 39(153) : 41-57.
- [322] Hsiao C., (1979), "Causality Tests in Econometrics", *Journal of Economic Dynamics and Control*, 1(4) : 321-346.
- [323] Hsiao C., (1986), *Analysis of Panel Data*. Cambridge : Cambridge University Press.
- [324] Huang G., (1997), *Determinants of United States-Japanese Foreign Direct Investment : A comparison across countries and industries*. New York : Garland Publishing.
- [325] Ichkawa H., (1996), "Constant-market Share Analysis and Open Regionalism, in **The View of Economic and Technology Coopération in APEC**. IDE APEC Study Center. Institute of Development Economies. Japan External Trade Organisation.
- [326] Imbs J., & Wacziarg R., (2003), "Stages of Diversification", *American Economic Review*, 93(1) : 63-86.
- [327] Isham J., Pritchett L., Woolcock M. & Busby G., (2002), "The varieties of resource experience", *Cornell University*, Working Paper.
- [328] Islam N., (1995), "Growth empirics : a panel data approach", *Quarterly Journal of Economics*, 110(4) : 1127-1170.
- [329] Jacquemin A.P., & Berry C.H., (1979), "Entropy Measures of Corporate Growth", *Journal of Industrial Economics*, 27(4) : 359-69.
- [330] Jalilian H., (1996), "A theory of foreign investment : Possibility, modes and timing", *Managerial and Decision Economics*, 17(3) : 331-337.
- [331] Jaspersen F., Anthony Z.H., Aylward H. et Knox A.D., (2000), "The Effects of Risk on Private Investment : Africa Compared with Other Developing Areas", in **Investment and Risk in Africa**, ed. by Collier P. and Pattillo C. Basingstoke : Macmillan and New York : St Martin's Press.
- [332] Jevons S., (1871), *The Theory of Political Economy*. Londres : Macmillan.
- [333] Johnson H.G., (1965), "An economic theory of protectionism, tariff bargaining, and the formation of custom union", *Journal of Political Economy*, 73(3) : 256-283.

- [334] Joumard I., Kongsrud P.M., Sook Nam Y. et Price R., (2004), "Enhancing the cost effectiveness of public spending : experience in OECD countries" , *OECD*, Working Paper n°3.
- [335] Jung W. & Marshall P., (1985), "Exports, growth and causality in developing countries" ,*Journal of Development Economics*, 18(1) : 1-12.
- [336] Kahn M., Knight M., (1991), "Stabilization Programs in Developing Countries : A Formal Framework", in **Macroeconomic Models for Adjustment in Developing Countries**, ed. by Kahn M., Montiel P. and Haque N., IMF, Washington D.C., pp. 38-85.
- [337] Kaldor N., (1939), "Speculation and Economic Stability", *Review of Economic Studies*, 7(1) :1-27.
- [338] Kaldor N., (1966), "Marginal productivity and the macroeconomic theories of distribution",*Review of Economic Studies*, 33(4) : 309-320.
- [339] Kaldor N., (1966), *Causes of the slow rate of economic growth of the United Kingdom, An Inaugural lecture*. UK-Cambridge : Cambridge University Press.
- [340] Kaldor N., (1967), *Strategic factors in economic development*. New York : Cornell University Ithaca.
- [341] Kaldor N., (1970), *Conflicts in National Economic Objectives*. Ed. EJ.
- [342] Kaldor N., (1971), *Economics without equilibrium*. Armonk NY : M. E. Sharpe Inc.
- [343] Karl Marx, (1859), *Contribution à la critique de l'économie politique*. Paris : Éditions sociales, 1972, 309 p. Edition électronique.
- [344] Katz J.M., (1987), "Domestic technology generation in LDC's:A review of research findings",in **Technology generation in Latin American manufacturing industries**, ed. by Katz J.M. Basingstoke : Macmillan.
- [345] Kemp Murray C., (1969), *The pure theory of international trade and investment*. Prentice-Hall : Englewood Cliffs, N.J.
- [346] Keynes J.M., (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Mac-millan Cambridge University Press.
- [347] Killian L., (1999), "Exchange Rates and Monetary Fundamentals : What Do We Learn from Long- Horizon Regressions ? " *Journal of Applied Econometrics*, 14(5) : 491-510.
- [348] Kindleberger C.P., (1969), *American Business Abroad : Six Lectures on Direct Foreign Investment*. New Haven : Yale University Press.
- [349] Klodt H., (1999), "International Direct Investment : Export of Headquarter Services or Export of Jobs ?" ,in **Macroeconomic Causes of Unemployment: Diagnostics and Policy Recommendations**, ed. by Filc W. and Köhler C. pp. 117-126.
- [350] Klodt Henning, (1992), "Theorie der strategischen Handelspolitik und neue", *Branchenanalysen und wettbewerbs- politische Implikationen*, Tübingen : Mohr.
- [351] Knight M., Loayza N., Villanueva D., (1993), "Testing the Neoclassical Theory of Economic Growth",*IMF Staff Papers*, 40 : 512-541.
- [352] Koopmans T., (1950), "Statistical Inference in Dynamic Economic Models" ,*Cowles Commission*, Monograph n°10. New York : John Wiley and Sons.

- [353] Kormendi R.C, Meguire P.G., (1985), "Macroeconomic Determinants of Growth : Cross- Country Evidence" ,*Journal of Monetary Economics*, 16(2) : 141-163.
- [354] Kravis I.B., (1970), "Trade as Handmaiden of Growth : Similarities between the Nineteenth and Twentieth Centuries" , *Economic Journal*, 80(320) : 850-872.
- [355] Kravis L. & Lipsey R. E., (1982), "The location of oversea production and production for export by US multinational firms" , *Journal of International Economics*, 12(3-4) :201-223.
- [356] Krueger A. & Lindahl M., (2001), "Education for growth : why and for whom ?" *Journal of Economic Literature*, 39(4) : 1101-36.
- [357] Krueger A., (1978), *Foreign Trade Regimes and Economic Development : Liberalization Attempts and Consequences*. Cambridge, Massachusetts : Ballinger Publishing Co. for the National Bureau of Economic Research.
- [358] Krugman P. & Obstfeld M., (1995), *Economie Internationale*. Bruxelles : De Boeck, collection «Prémises».
- [359] Krugman P. & Obstfeld M., (2000), *Economie Internationale*. 5ed. Bruxelles : De Boeck, collection «Prémises».
- [360] Krugman P. & Venables A., (1995), "Globalization et The Inequality of Nations", *Quarterly Journal of Economics*, 110(4) : 857-880.
- [361] Krugman P., & Venables A.J., (1993), "Integration, Specialization, and Adjustment" , *NBER*, Working Paper n° 4559.
- [362] Krugman P., (1979), "Increasing returns, monopolistic competition and international trade" ,*Journal of International Economics*, 9(4) : 469-479.
- [363] Krugman P., (1980), "Scale Economies, Product Differentiation, and the Pattern of Trade" ,*American Economic Review*, 70(5) : 950-959.
- [364] Krugman P., (1984), "Import protection as export promotion : international competition in the presence of oligopoly and economies of scale" , **in Monopolistic competition and international trade** , ed. by H. Kierkowski. Oxford University Press.
- [365] Krugman P., (1986), *Strategic trade policy and the new international economics*. Cambridge, Massachusetts : The MIT Press.
- [366] Krugman P., (1986), *Strategic Trade Policy and the New International Economics*. Cambridge, Massachusetts : MIT Press.
- [367] Krugman P., (1989), "New Trade Theory and the Less Developed Countries" , **in Debt Stabilization and Development: Essay in Memory of Carlos Alejandro** , ed. by Calvo C., Findlay R., Kowi P. and Braga de Macedo J. Oxford : Blackwell.
- [368] Krugman P., (1991a), *Geography and Trade*. Leuven University Press and Cambridge, Massachusetts : The MIT Press.
- [369] Krugman P., (1991b), "Increasing returns and economic geography" ,*Journal of Political Economy* , 99(3) : 483-499.
- [370] Krugman P., (1993), "Lessons from Massachusetts for EMU" ,**in Adjustment and Growth in the European Monetary Union** , ed. by Torres F. & Giavazzi F. Cambridge Massachusetts : Cambridge University Press.

- [371] Kumar N., (1988), "Multinational enterprises, regional integration, and export-platform production, in the host countries : An empirical analysis for the US and Japanese corporation" , *Weltwirtschaftliches Archiv*, 134(3) : 450-483.
- [372] Kumar N., (1994), "China's Reform, Internal Trade and Marketing" , *The Pacific Review*, 7(3) : 323-339.
- [373] Lahiri A.K., (1988), "Dynamics of Asian Savings : The Role of Growth and Age Structure" , *IMF*, Working Paper n°49.
- [374] Laird S. & Yeats A., (1990), *Quantitative Methods for Trade Barrier Analysis*. London : Macmillan Press.
- [375] Lall S., (1980), "Monopolistic advantages and foreign investment by US manufacturing industry" , *Oxford Economic Papers*, 32(1) : 102-122.
- [376] Lancaster K., (1980), "Intra-industry trade under perfect monopolistic competition" , *Journal of International Economics*, 10 (2) : 151-75.
- [377] Lane P. & Tornell A., (1996), "Power, Growth and Voracity Effect" , *Journal of Economic Growth*, 1(2) : 213-41.
- [378] Lane P.R. & Milesi-Ferreti G.M., (2000), "The transfer problem revisited : net foreign assets and real exchange rates" , *CEPR*, Discussion Paper n° 2511.
- [379] Lassudrie-Duchêne B., (1971), La demande de différence et l'échange international. Economies et sociétés, dans les cahiers de ISEA, tome 5, n°6. Librairie Droz, Genève
- [380] Lavy V. & Germain J-M., (1994), "Quality and cost in health care choice in developing countries" , *LSMS*, Working Paper n°105.
- [381] Lavy V., Strauss J., Thomas D. et De Vreyer P., (1995), "The impact of the quality of health care on children's nutrition and survival in Ghana" , *LSMS*, Working Paper n°106.
- [382] Layard P.R.G & Walters A.A., (1978), *Microeconomic Theory*. New York : McGraw-Hill.
- [383] Leamer E., (1988), "Measures of openness", in **Trade Policy issues and empirical analysis**, ed by. R. Baldwin. Chicago : University of Chicago Press.
- [384] Leamer E., Edward S. et Stern M., (1970), *Quantitative International Economics*. Boston : Allyn and Bacon.
- [385] Lee J.-W., (1993), "International trade, distortions, and long-run economic growth" , *IMF*, Staff Papers, 40 : 299-328.
- [386] Lehmann E. L. et D'Abrera H. J. M., (1975), *Nonparametrics : Statistical Methods Based on Ranks*. San Francisco, CA : Holden-Day.
- [387] Lehmann E. L., (1986), *Testing Statistical Hypotheses*. 2nd edition. New York : John Wiley & Sons.
- [388] Lensink R. & Morrissey O., (2001), "FDI Flows, Volatility and Growth" , University of Nottingham, *CREDIT*, Research Paper 01/06.
- [389] Leontief W., (1956), "Factor Proportions and the Structure of American Trade : Further Theoretical and Empirical Analysis" , *The Review of Economic and Statistics*, 38(4) : 386-407.



- [390] Levine R., & Renelt D., (1992), "A sensitivity analysis of cross-country growth regressions", *American Economic Review*, 82(4) : 942-963.
- [391] Levitt T., (1983), "The globalization of markets", *Harvard Business Review*, 61(3) : 92-100.
- [392] Limao N. & Venables A.J., (2001), "Infrastructure, Geographical Disadvantage Transport Costs and Trade", *World Bank Economic Review*, 15(3) : 451-479.
- [393] Linder, (1961), *An Essay on trade and transformation*. New York : John Wiley and Sons.
- [394] Linnemann H., (1966), *An Econometric Study of International Trade Flows*. Amsterdam : North Holland Publishing Co.
- [395] Lipsey R., (1999), "The Location and Characteristics of U.S. Affiliates in Asia", *NBER*, Working Paper n° 6876.
- [396] Lipsey R., (2000), "Interpreting Developed Countries Foreign Direct Investment", *NBER*, Working Paper n° 7810.
- [397] Lipsey R.E., (1999b), "Foreign Production by U.S. Firms and Parent Firm Employment", *NBER*, Working Paper n° 7357.
- [398] List F., (1841), *The National System of Political Economy*. Translated by Sampson S. Lloyd M.P., 1885 ed.
- [399] Little I., Scitovsky T. & Scott M., (1970), *Industry and trade in some developing countries : A Comparative Study*. Cambridge (UK) : Oxford University Press.
- [400] Lucas R., (1988), "On the mechanics of economic development" *Journal of Monetary Economics*, 22(1) : 3-42.
- [401] Lucas R., (1982), "Interest Rates and Currency Prices in a Two-Country World", *Journal of Monetary Economics*, 10(3) : 335-359.
- [402] Lucas R., (1983), *Studies in Business Cycle Theory*. Cambridge, Massachusetts : The MIT Press.
- [403] Lucas R., (1988), "On the mechanics of economic development" *Journal of Monetary Economics*, 22(1) : 3-42.
- [404] Maddala G.S., (1983), *Introduction to Econometrics*. 2nd Edition. New York, NY : McMillan.
- [405] Maizels A., (1992), "Commodities in crisis : the commodity crisis of the 1980s and the political economy of international commodity policies", Oxford : Clarendon Press.
- [406] Malthus T. R., (1798), *Essai sur le principe de population*. Paris : INED.
- [407] Malthus T. R., (1798), *An essay on the principle of population*. Reprinted by Appleman ed. New York : W. W. Norton, 1976.
- [408] Mankiw G., Romer D. et Weil D., (1992), "A Contribution to the Empirics of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 107(2) : 407-437.
- [409] Manning C.A., Hall J.L. et Gold P.E., (1990), "Glucose effects on memory and other neuropsychological tests in elderly humans", *Psychol Sci*, 1 : 307-311.

- [410] Mark N., (1995), "Exchange Rates and Fundamentals : Evidence on Long-Horizon Predictability", *American Economic Review*, 85(1) : 201-218.
- [411] Massell B.F., (1970), "Some welfare implications of international price stabilization", *Journal of Political Economy*, 78(2) : 404-417.
- [412] Mathonnat J., Brun J.F et Carrère C., (2002), "Contraintes en ressources et facteurs sociopolitiques comme déterminants des dépenses publiques de santé dans les pays en développement", in **Le financement de la santé dans les pays d'Afrique et Asie à faibles revenus**. Paris : Karthala, pp. 329-351.
- [413] Matsuyama K., (1992), "Agricultural Productivity, Comparative Advantage, and Economic Growth", *Journal of Economic Theory*, 58(2) : 317-334.
- [414] Mattoo A., Roy D. et Subramanian A., (2002), "The Africa Growth and Opportunity Act and Its Rules of Origin : Generosity Undermined ?" *World Bank Policy Research*, Working Paper n° 2908.
- [415] Matyas L., (1997), "Proper econometric specification of the gravity mode", *The World Economy*, 20(3) : 363-369.
- [416] Maurel M., (1998), *Régionalisme et désintégration en Europe centrale et orientale : Une approche gravitationnelle*. Editions du CNRS.
- [417] Mbriani C. & Reganati F., (1994), "International production and economic integration : Toward economic convergence", *Economia Internazionale*, 47(4) : 333-349.
- [418] McGillivray M. & Oczkowski E., (1991), "Modelling the Allocation of Australian Bilateral Aid : A Two-part Sample Selection Approach", *Economic Record*, 67(197) : 147-52.
- [419] McGillivray M. & Oczkowski E., (1992), "A Two-part Sample Selection Model of British Bilateral Aid Allocation", *Applied Economics*, vol. 24.
- [420] McGillivray M. & White H., (1993), "Explanatory Studies of Aid Allocation Among Developing Countries : A Critical Survey", *ISS*, Working Paper n°148.
- [421] McGillivray M., (2003), "Redistributive Politics and Stock Price Dispersion", *British Journal of Political Science*, vol. 06.
- [422] Meade J.E, (1952), "External Economies and Deseconomies in a Competitive Situation", *Economic Journal*, vol. 03.
- [423] Meade J.E, (1953), *Problems of Economic Unions*. Londres : Allen & Unwin.
- [424] Meade J.E, (1955), *The Theory of Customs Unions*. Amsterdam : North Holland.
- [425] Meadows Donella H., Meadows Dennis L., Randers J. et Behrens III W.W., (1972), *The limits of growth : a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York : Universe Books.
- [426] Meese R. & Rogoff K., (1988), "Was it real ? The exchange rate-interest differential over the modern floating-rate period", *Journal of Finance*, n°43.
- [427] Meier G.M., (1987), *Pioneers in Development*. Oxford : Oxford University Press.
- [428] Menger C., (1871), *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Vienne : Braumüller. English Trad. (Principles of Economics. Glencoe, Ill : Free Press, 1950).

- [429] Michaely M., (1977), "Exports and growth : an empirical investigation", *Journal of Development Economics*, 4(1) : 49-53.
- [430] Michaely M., (1977), *Theory of Commercial Policy*. Oxford : Philip Allan Publishers.
- [431] Midelfart-Knarvik K.H., Overman H.G., Redding S.J. & Venables A.J., (2000), "The Location of European Industry", *European Commission, Economic Papers*, n° 142.
- [432] Mill J. S., (1848), *Principes d'économie politique*. Paris : Guillaumin & Cie, 2 vols, 1873.
- [433] Mishkin F.-S., (1996), "What Monetary Policy Can and Cannot Do", intervention à la conférence organisée par la Banque nationale d'Autriche sur «Monetary Policy in Transition», Vienne, 17-19 novembre 1996.
- [434] Mody A. & Srinivasan K., (1998), "Japanese and US firms as foreign investors : Do they march to the same tune ?" *Canadian Journal of Economics*, 31(4) : 778-799.
- [435] Mold A., (2005), "L'Afrique et les préférences commerciales – Etat des lieux et enjeux", CEA, *Centre africain pour les politiques commerciales*, Document de travail n° 27.
- [436] Morck R. & Yeung B., (1991), "Why investors value multinationality", *Journal of Business*, 64(2) : 165-187.
- [437] Morgan M. S., (1990), *The History of Econometric Ideas*. Cambridge (UK) : Cambridge University Press.
- [438] Morgan P. & Carlan V., (1994), "Emerging Issues in Capacity Development, Proceedings of a Workshop", Ottawa : Institute on Governance.
- [439] Moser G. G., (1995), "The Main Determinants of Inflation in Nigeria", *IMF, Staff Papers*, 42(2) : 270-289.
- [440] Mosima Makola, (2003), "The attraction of the Foreign Direct Investment Investment (FDI) by the African Countries". Biennial ESSA Conference : Somerset West : Cape Town 17-19 September 2003.
- [441] Mukherejee C., White H., et Wuyts M., (1998), *Econometrics and Data Analysis for Developing Countries*. New York : Routledge.
- [442] Mundlak Y., (1978), "On the Pooling of Time Series and Cross Section Data", *Econometrica*, 46(1) : 69-85.
- [443] Murray C.J.L. & Lopez A.D, (1996), "The Global Burden of Disease", *Harvard University Press* for the World Bank, World Health Organization and the Harvard School of Public Health, Cambridge, Massachusetts, U.S.A.
- [444] Mussa M., (1976), "The Exchange Rate, the Balance of Payments and Monetary and Fiscal Policy under a Regime of Controlled Floating", *Scandinavian Journal of Economics*, 78(2) : 249-254.
- [445] Mutume G., (1998), *What Does Clinton Hold for Pretoria ?* New York : Inter Press.
- [446] Myrdal G., (1957), *Economic Theory and Underdeveloped Regions*. London : Duckworth.

- [447] Nadiri I.M., (1993), “Innovations and Technological Spillovers”, *NBER*, Working Paper n°4423.
- [448] Nelson M. & Singh R., (1994), “The Deficit-Growth Connection : Some Recent Evidence from Developing Countries” , *Economic Development and Cultural Change*, 43 : 167-191.
- [449] Nerlove M., (1958), “Adaptive expectations and Cobweb phenomena” , *Quarterly Journal of Economics*, 72 (2) : 227–240.
- [450] Noorbakhsh & Paloni , (2001), “Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries : New Empirical Evidence” , *World Development*, 26(7) : 1593-1610.
- [451] Nordas H. K., (2004), *The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing*. Genève : OMC.
- [452] Nurkse R., (1952), “Some International Aspects of The Problem of Economic Development” , *American Economic Review*, 42(2) : 571-582.
- [453] Nurkse R., (1953), *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*. Oxford : Blackwell.
- [454] Obstfeld M. & Rogoff K., (1995), "The mirage of fixed exchange rates", *Applied Economic Theory*, Working Paper n° 08, Federal Reserve Bank of San Francisco.
- [455] Obstfeld M. & Rogoff K., (2000), "Do We Really Need a New International Monetary Compact ?" *NBER*, Working Paper n°7864.
- [456] Obstfeld M., (1992), *Economie internationale*. 2eme édition. Éd. du renouveau pédagogique.
- [457] Ocampo J. A., (2001), “Retomar la agenda del desarrollo” , *Revista de la CEPAL*, n°74 (LC/G.2135-P), Santiago de Chile, agosto. Trad.
- [458] OCDE, (2003), *Libéralisation du commerce dans les secteurs textiles et de l’habillement : examen des études quantitatives*. Paris: OCDE.
- [459] OCDE, (2005), *African Economic Outlook 2004/2005*. Paris : ADB and OECD Development Centre, 540p.
- [460] OCDE, (2005), *Perspectives économiques en Afrique 2004/2005*. Paris : Centre de développement de l’OCDE et BAD, 580p.
- [461] Ohlin B., (1933), *Interregional and International Trade*. Harvard : Harvard University Press.
- [462] Olivier C. & Sebastien J., (1997), “Quel est l’impact du commerce extérieur sur la productivité et l’emploi ? “ *CEPII*, document de travail n° 97-08.
- [463] OMC, (2004), *Rapport annuel 2004*. Genève : Publications de l’OMC.
- [464] ONUSIDA, (2004), *Rapport sur l’épidémie mondiale de SIDA*, 4ème rapport mondial. Genève : ONUSIDA.
- [465] OTII, (2005), *Trade Stats Express*. Washington D.C. : OTII. Disponible sur <http://tse.export.gov/>
- [466] Pantz D., (1998), *Institutions et politiques commerciales internationales : Du GATT à l’OMC*. Paris : Armand Colin.

- [467] Papageorgiou D., Michaely M. & Choski A., (1990), *Liberalizing Foreign Trade in Developing Countries*. The World Bank. Vol. 1-7.
- [468] Petty W., (1662), "Traité des taxes et contributions", in **Oeuvres Economiques**, trad., Pasquier M. et Dussauze H. éd. V. Paris : Giard et E. Brière, 1905, pp.9-115.
- [469] Phan D-L., (1972), "Les échanges extérieurs en 1975 entre les six, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'après un modèle gravitationnel", *Revue d'économie politique*, 13(1).
- [470] Phillips P. C. B., (1984), "The exact distribution of exogenous variable coefficient estimators", *Journal of Econometrics*, Elsevier, 26(3) : 387-398.
- [471] Phillips P. C.B., (1983), "On University Education in Econometrics : Remarks on an Article by Eric R. Sowe", *Cowles Foundation*, Discussion Papers n°679. Yale University.
- [472] Pilat D., (2000), "Innovation and productivity in services : state-of-the-art", OECD/Australia Workshop on «Innovation and Productivity in Services», Sydney.
- [473] PNUD, (2005), *Rapport mondial sur le développement humain*. New York : PNUD.
- [474] Porter Michael E., (1986), *Competition in Global*. Cambridge, Massachusetts : Harvard Business School Press.
- [475] Porter Michael E., (1990), *The Competitive Advantage of Nations*. New York : The Free Press.
- [476] Posner R., (1986), *Economic Analysis of Law*. 3rd Edition. Boston : Little Brown & Co.
- [477] Pöyhönen P., (1963), "A tentative model for the volume of trade between countries", *Weltwirtschaftliches Archiv*, 90(1) : 93-99.
- [478] Prebisch R., (1971), *Change and Development : Latin America's Great Task. Report to the Inter-American Development Bank*. New York : Praeger.
- [479] Pritchett L., (1996), "Measuring Outward Orientation in LDCs : Can it be Done ?" *Journal of Development Economics*, 49(2) : 307-335.
- [480] Quah D.T., (1993), "Empirical Cross-section Dynamics in Economic Growth", *European Economic Review*, 37(2/3) : 426-434.
- [481] Quah D.T., (1996a), "Regional Convergence Clusters across Europe", *European Economic Review*, 40(3/5) : 951-958.
- [482] Quah D.T., (1996b), "Empirics for Economic Growth and Convergence", *European Economic Review*, 40(6) : 1353-1375.
- [483] Raghavan C., (2002), "Africa : NGOs Start Campaigns Against US AGOA", Third World Network. Disponible sur [www.twinside.org.sg/title/agoa.htm](http://www.twinside.org.sg/title/agoa.htm).
- [484] Ramcharan R., (2006), "Does Economic Diversification Lead to Financial Development ? Evidence From Topography", *IMF*, Working Paper n°35.
- [485] Ramey G. & Ramey V., (1985), "Cross Country Evidence on the Link between Volatility and Growth", *American Economic Review*, 85(5):1138-1151.
- [486] Rebelo S., (1991), "Long-run policy analysis and long-run Growth", *Journal of Political Economy*, 99(3):500-521.

- [487] Redding S. & Venables A., (2004), "Economic Geography and International Inequality", *Journal of International Economics*, 62(1) : 53-82.
- [488] Reiersøl Olav, (1950), "Identifiability of a Linear Relation Between Variables Which Are Subject to Error", *Econometrica* , 18(4) : 375-389.
- [489] Reiersøl Olav, (1950), "On the Identifiability of Parameters in Thurstone's Multiple Factor Analysis", *Psychometrika* , 15(2) : 121-149.
- [490] Reisen H. & Soto M., (2001), "Which Types of Capital Inflows Foster Economic Growth ?" *International Finance*, 4(1) : 1-14.
- [491] Ricardo D., (1817), *Principles of Political Economy and Taxation* . Londres : John Murray. Rod Hay's Archive for the History of Economic.
- [492] Richardson J.D., (1971a), "Constant Market Shares Analysis of Export Growth", *Journal of International Economics*, 1(2) : 227-239.
- [493] Richardson J.D., (1971b), "Some Sensitive Test for a Constant-Market-Shares Analysis of Export Growth", *Review of Economics and Statistics*, 53 : 300-3004.
- [494] Rivera-Batiz L. & Romer P., (1991), "Economic integration and endogenous growth", *Quarterly Journal of Economics*, 106(2) : 531-566.
- [495] Roberts M. & Tybout J., (1996), *Industrial Evolution in Developing Countries : Micro Patterns of Turnover, Productivity and Market structure*. Oxford : Oxford University Press.
- [496] Rodrik D. & Rodriguez F., (1999), "Trade policy and economic growth : A skeptic's guide to the cross-national evidence", *NBER*, Working Paper n° 7081.
- [497] Rodrik D., (1995), "Political Economy of Trade Policy", in **Handbook of International Economics**, ed. by Grossman G. & Rogoff K. Amsterdam : North Holland. 3 : 1457-1494.
- [498] Rodrik D., (1995), "The dynamics of political support for reforms in economies in transition", *Journal of Japanese and International Economics*, 9(4) : 403-425.
- [499] Rodrik D., (1998), "Why do more open economies have bigger governments ?" *Journal of Political Economy* , 106(5) : 997-1034.
- [500] Rodrik D., (1999), "The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work", *Overseas Development Council*, Policy Essay n° 24.
- [501] Rogoff K., (1996), "The Purchasing Power Parity Puzzle", *Journal of Economic Literature* 34(2) : 647-668.
- [502] Rogowsky.R. & Koopman B., (2001), *The impact of the Caribbean Basin Economic Recovery Act*. Washington D.C : USITC n° 3447.
- [503] Rogowsky.R. & Koopman B., (2003), *The impact of the Caribbean Basin Economic Recovery Act*. Washington D.C : USITC n° 3636.
- [504] Roland-Holst D. & Tarp F., (2002), "New Perspectives on Aid Effectiveness", Paper prepared for ABCDE-Europe 2002.
- [505] Romer P., (1986), "Increasing Returns and Long Run Growth", *Journal of Political Economy*, 94(5) : 1002-1037.

- [506] Romer P., (1987), "Growth based on increasing returns due to specialisation", *American Economic Review*, 77(2) : 56-62.
- [507] Romer P., (1990), "Endogenous Technical Change", *Journal of Political Economy*, 98(5) : 71-102.
- [508] Romer P., (1990), "Endogenous technological change", *Journal of Political Economy*, 98(5) : 71-102.
- [509] Romer P., (1994), "New goods, old theory, and the welfare costs of trade restrictions", *Journal of Development Economics*, Elsevier, 43(1) : 5-38.
- [510] Rose K.A., (2002), "Do We Really Know that the WTO Increases Trade ?" *NBER*, Working Paper n°9273.
- [511] Rosenberg N., (1982), *Inside the black box : Technology and economics*. New York : Cambridge University Press.
- [512] Rosenberg N., (1994), *Exploring the black box : technology, economics and history*. Cambridge (UK) and New York : Cambridge University Press.
- [513] Rosenstein-Rodan P. N., (1943), "Problems of industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe", *Economic Journal*, 53(210,211) : 202-211.
- [514] Rossi B., (2005), "Testing Long-Horizon Predictive Ability with High Persistence, and the Meese-Rogoff Puzzle", *International Economic Review*, 46(1) : 61-92.
- [515] Roubini N., & Sala-I-Martin X., (1991), "Financial Development, the Trade Regime and Economic Growth", *NBER*, Working Paper n° 3876.
- [516] Rutherford T D., Tarr D.G et Shepotylo O., (2004), "The Impact on Russia of WTO Accession and the Doha Agenda : the Importance of Liberalization of Barriers Against Foreign Direct Investment in Services for Growth and Poverty Reduction". Paper presented at the conference on «the impact of the Doha Agenda on poverty reduction». The Hague, Netherlands, December 2004.
- [517] Rutherford T.G. & Tarr D.G., (1998), "Trade Liberalization and Endogenous Growth in a Small Open Economy, A Quantitative Assessment". *Development Research Group World Bank*, Working Paper n°1970.
- [518] Rybczynski T.M., (1955), "Factor Endowments and Relative Commodity Prices", *Economica*, 22(84) : 336-441.
- [519] Sachs J. D., & Warner A., (1995), "Economic Reforms and the Process of Global Integration", *Brookings Papers on Economic Activity*, 96(1) : 1-118.
- [520] Sachs J.D. & Warner A., (1997), "Sources of slow growth in African economies", *Journal of African Economies*, 6 (3) : 335-376.
- [521] Sachs J.D. & Warner A., (1995), "Natural Resource Abundance and Economic Growth", *NBER*, Working Paper n°5398.
- [522] Saint-Paul G., (1992), "Technological Choice, Financial Markets and Economic Development", *European Economic Review*, 4(36) : 763-781.
- [523] Salais R & Stoper M., (1993), *Les monde de production, enquête sur l'identité économique de la France*. Paris: Ed. de l'EHESS.

- [524] Salter W., (1959), "Internal and external balance : the role of price and expenditure effects", *Economic Record*, 35(23) : 226-238.
- [525] Saltz M., (1992), "The Negative Correlation Between Foreign Direct Investment and Economic Growth", in **Third World: theory an evidence**, *Rivista Di Science Economiche e Commerciali*, 39(7) : 617-633.
- [526] Samuelson P., (1948), "International Trade and the Equalization of Factor Prices", *Economic Journal*, 58(230) : 163-184.
- [527] Samuelson P., (1964), "Theoretical Notes on Trade Problems", *Review of Economics and Statistics*, 46(2) : 145-154.
- [528] Sapir A., (1996), "The Effects of Europe's Internal Market Program on Production and Trade : A First Assessment", *Weltwirtschaftliches Archiv*, 132(3) : 457-475.
- [529] Sargan J., (1958), "The estimation of economic relationship using instrumental variables", *Econometrica*, 26(3) : 393-415.
- [530] Sargent T. & Wallace N., (1975), "Rational Expectations, the Optimal Monetary Instrument and the Optimal Money Supply Rule", *Journal of Political Economy*, 83(6) : 241-254.
- [531] Sargent T. & Wallace N., (1976), "Rational Expectations and the Theory of Economic Policy", *Journal of Monetary Economics*, 2(2) : 169-183.
- [532] Sargent T. & Wallace N., (1981), "Some Unpleasant Monetarist Arithmetic", *Quarterly Review*, FRB of Minneapolis.
- [533] Sarno L. & Taylor M., (2002), *The Economics of Exchange Rates*. Cambridge : Cambridge University Press.
- [534] Sarno L., (2001), "Toward a New Paradigm in Open Economy Modeling : Where Do We Stand ?" *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 83(06) : 21-36.
- [535] Sauvy A., (1952), *Théorie générale de la population*. Paris : PUF. Vol. 1. Economie et population.
- [536] Sauvy A., (1952), *Théorie générale de la population*. Paris : PUF. Vol. 2. Le vieillissement des populations et l'allongement de la vie.
- [537] Savy M. & Veltz P., (1995), *Economie globale et réinvention du local*. Paris : Editions de l'Aube.
- [538] Say J.B., (1803), *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*. 1ere éd. Paris : Deterville.
- [539] Schneider F. & Frey B.S., (1985), "Economic and Political Determinants of Foreign Direct Investment", *World Development*, 13(2) : 161-175.
- [540] Scitovsky T., (1954), "Two concepts of external economies", *Journal of Political Economy*, 62(2) : 143-151.
- [541] Serletis A., (1992), "Export, growth, and Canadian economic development", *Journal of Development Economics*, 38(1) : 133-45.
- [542] Serranito F., (1999), "Intégration économique internationale et croissance: fondements et éléments", Thèse de sciences économiques, Université d'Orléans.



- [543] Shapouri S. & Trueblood M., (2003), "The AGOA: Does It Really Present Opportunities?", Paper presented at The International Conference «Agricultural policy reform and the WTO: Where are we heading», Capri (Italy), June 23-26, 2003. USDA.
- [544] Shastry G.K. & Weil D.N., (2002), "How much of cross-country income variation is explained by health?" *Journal of the European Economic Association*, 1(23) : 387-396
- [545] Shatz H.J. & Venables A.J., (2000), "The Geography of International Investment", *World Bank*, Working Paper n° 2338.
- [546] Siroën J-M., (2000), "L'ouverture commerciale est-elle mesurable?" Colloque «Ouverture économique et développement», Tunis, 22-23-24 juin 2000. CERESA, Université Paris Dauphine.
- [547] Siroën J-M., (2004), *La régionalisation de l'économie mondiale*. 2<sup>e</sup> édition. Paris : La Découverte.
- [548] Sjöholm F., (1999), "Productivity Growth in Indonesia : The Role of Regional Characteristics and Direct Investment", *Economic Development and Cultural Change*, 47(3) : 559-584.
- [549] Soloaga I. & Winters A., (2001), "Regionalism in the Nineties : What Effects on Trade?" , *North American Journal of Economics and Finance*, 12(1) : 1-29.
- [550] Solow R. M., (1956), "A contribution to the theory of economic growth", *Quarterly Journal of Economics*, 70(1) : 65-94.
- [551] Spence M., (1976), "Product Selection, Fixed Costs, and Monopolistic Competition", *Review of Economic Studies*, 43(2) : 217-235.
- [552] Stanley J. (1871), *The Theory of Political Economy*. Lincoln-Rembrandt Pub.
- [553] Stiehler U. (1987), "Price Determination in the Major Seven Country Models in INTERLINK", *Document de travail du Département des affaires économiques et statistiques*, de OCDE, no 44 (juillet).
- [554] Stigler G.J., (1947), *Trends in Output and Employment*. New York : National Bureau of Economic Research.
- [555] Stiglitz J., (1992), "Capital Markets and Economic Fluctuations in Capital Economies", *European Economic Review*, 36(2-3) : 269-306.
- [556] Stiglitz J.E., (1998), "More Instruments and Broader Goals : Moving toward the Post-Washington Consensus", *WIDER Annual Lectures*, n° 2. UNU/WIDER. Helsinki, 7 January 1998.
- [557] Stockman A., (1980), "A Theory of Exchange Rate Determination", *Journal of Political Economy* , 88(4) : 673-698.
- [558] Stolper W. F. & Samuelson P.A., (1941), "Protection and Real Wages", *Review of Economic Studies*, 9(1) : 58-73.
- [559] Storper M., Chen Y. & De Paolis F., (2000), *The effects of Globalization on the Location of Industries in the OECD and European Union*. Mimeo.
- [560] Streissler E., (1979), "Growth models as diffusion processes", *Kyklos*, 32(2) : 251-269.
- [561] Summers & Heston, (1988), "A New Set of International Comparisons of Real Product and Price Levels : Estimates for 130 Countries, 1980-85", *Review of Income and Wealth*, 34(1) : 1-25.

- [562] Svensson J., (1999), "Aid, Growth and Democracy", *Economics & Politics*, 11(3) : 275-297.
- [563] Swagel, (1997), "The Effect of Globalization on Wages in the Advanced Economies", *IMF*, Working Paper n° 97143.
- [564] Swan T., (1956), "Economic Growth and Capital Accumulation", *Economic Record*, 32(63) : 334-361.
- [565] Swan T., (1960), "Economic Control in a Dependent Economy", *Economic Record*, 36(73) : 51-66.
- [566] Syrquin M., (1986), "Productivity Growth and Factor Reallocation", in **Industrialization and Growth: A Comparative Study**, ed. by Chenery H., Robinson S. and Syrquin M. Oxford University Press.
- [567] Taylor A. & Taylor M., (2004), "The Purchasing Power Parity Debate", *Journal of Economic Perspectives*, 18(4) : 135-158.
- [568] Taylor M. & Peel D., (2000), "Nonlinear Adjustment, Long-Run Equilibrium and Exchange Rate Fundamentals", *Journal of International Money and Finance*, 19(1) : 33-53.
- [569] Temple J. (2000), "Growth regressions and what the textbooks don't tell you", *Bulletin of Economic Research*, 52(3) : 181-205.
- [570] Timmer C.P., (1989), "Food Price Policy : The Rationale for Government Intervention", *Food Policy*, 14(1) : 17-42.
- [571] Timmer C.P., (1998), "The Agricultural Transformation", in **International Agricultural Development**, ed. by Eicher C., & Staatz J. Third edition. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- [572] Tinbergen J., (1942), "Zur Theorie der Langfristigen Wirtschaftsentwicklung", *Weltwirtschaftliches Archiv*. Amsterdam : North-Holland Publishing Company, 55(3) : 511-549.
- [573] Tinbergen J., (1962), *Sharing the World Economy : Suggestions for an International Economic Policy*. New York : Twentieth Century Fund.
- [574] Tinbergen J., (1965), *International Economic Integration*. Amsterdam : Elsevier Publishing Company.
- [575] Tisdell C., (2003), "Fostering Tourism to Diversify and Develop Small Economies : Brunei's Policies in a General Context", *Pacific Tourism Review*, 6(2) : 83-94.
- [576] Tobin J. & Rose-Ackerman S., (2005), "Foreign Direct Investment and the Business Environment in Developing Countries : The Impact of Bilateral Investment Treaties", Manuscript, Yale University.
- [577] Tobin J., (1958), "Liquidity Preference as Behavior Towards Risk", *Review of Economic Studies*, 26(7): 65-86.
- [578] Topel R., (1999), "Labor markets and economic Growth", in **Handbook of Labor Economics**, ed. by Ashenfelter O & Card D. Amsterdam: North Holland, 3: 2944-2981.

- [579] Tornell A. & Lane P., (1999), "The Voracity Effect", *American Economic Review*, 89(1) : 22-46.
- [580] Trefler D., (1993), "International Factor Price Differences : Leontief was right !", *Journal of Political Economy*, 101(6) : 961-987.
- [581] Trefler D., (1995), "The case of missing trade and other mysteries", *American Economic Review*, 85(5) : 1029-1046.
- [582] Tsai P., (1994), "Determinants of Foreign Direct Investment and Its Impact on Economic Growth", *Journal of Economic Development*, 19(3) : 137-163.
- [583] Tyson D'Andrea L., (1992), *Who is Bashing Whom ? Trade Conflict in High-Technology Industry*. Washington : Washington Institute for International Economics.
- [584] Tyszynski M., (1951), "World Trade in Manufacturing Commodities 1899-1950", *Manchester School of Economic and Social Studies*, 19 : 272-304.
- [585] UNCTAD, (2003), *Handbook of Statistics*. Geneva : United Nations.
- [586] UNCTAD, (2004), "Assuring Development Gains from the International Trading System and Trade Negotiations : Implications of ATC Termination on 31 December 2004", Trade and Development Board. TD/B/51/CRP.1 GE.04-52645. Fifty-first session Geneva, 4-15 October 2004
- [587] Urata S., (1991), "The Rapid Increase of Direct Investment Abroad and Structural Change in Japan", in **Direct Foreign Investment in Asia's Developing Economies and structural Change in the Asia Pacific Region**, ed. by Ramstetter E. Boulder : Westview Press.
- [588] USITC, (2005), *Trade Web Database*. Washington D.C. : USITC. Disponible sur <http://www.usitc.gov>.
- [589] USTR, (1999), *US Generalized System for Preferences Guide Book*. Office of the United States Trade Representative. Executive Office of the President. Washington, DC. P iii.
- [590] USTR, (2004), *2004 Comprehensive Report on the US Trade and Investment Policy Toward Sub Saharan Africa and Implementation of the African Growth and Opportunity Act*. The Fourth of Eight Annual Reports May 2004. USTR. Washington DC.
- [591] USTR, (2005), *2005 Comprehensive Report on the US Trade and Investment Policy Toward Sub Saharan Africa and Implementation of the African Growth and Opportunity Act*. The Fifth of Eight Annual Reports May 2005. USTR. Washington DC.
- [592] Vanek J., (1959), "The Natural Resource Content of Foreign Trade, 1870-1955, and the Relative Abundance of Natural Resources in the United States", *Review of Economics and Statistics*, 41(2) : 146-153.
- [593] Vanek J., (1962), *International Economics, International Trade: Theory and Economic Policy*. Homewood, III: Richard D. Irwin.
- [594] Vanek J., (1968), "The Factor Proportions Theory: the N-Factor Case", *Kyklos* 21(4) : 749-756.

- [595] Varangis P., Akiyama T. et Mitchell D., (1995), *Managing Commodity Booms and Busts*. Washington D.C : World Bank, Directions in Development.
- [596] Verdoon P. J., (1949), "Fattori che regolano lo sviluppo della produttività del lavoro", *L'industria* 1 : 3-10.
- [597] Vernon R., (1970), *The Technology Factor in International Trade*. New York : Columbia University Press/NBER.
- [598] Villanueva D., (1993), "Exports and economic development", *IMF*, Working Paper n° 41.
- [599] Viner J., (1950), *The Customs Union Issue*. New York : Carnegie Endowment for International Peace.
- [600] Wacziarg R., (2001), "Measuring the dynamic gains from trade", *World Bank Economic Review* , 15(3) : 393-429.
- [601] WAIPA, (2005), *World annual Report*. Geneva : WAIPA. Disponible en ligne sur [www.waipa.org](http://www.waipa.org).
- [602] Walras L., (1874), "Principe d'une théorie mathématique de l'échange", *Journal des Economistes*.
- [603] Wei Shang-Jin, (2000), "How Taxing is Corruption on International Investors ?" *Review of Economics and Statistics*, 82(1) : 1-11.
- [604] Wei Y. & Liu X., (2001), *Foreign Direct Investment in China : Determinants and Impact*. Cheltenham England : Edward Elgar.
- [605] Weiguo Lu, (1996), "Performance of Australian Merchandise Exports in East Asia : A Constant Market Share Analysis", Parliamentary Research Service, *Research Note*, n° 54.
- [606] Wheeler D. & Mody A., (1992), "International Investment Location decisions : The case of US firms", *Journal of International Economics*, 33(1/2) : 57-76.
- [607] WIFO, (1999), "Specialisation and (Geographic) Concentration of European Manufacturing" , Background paper for «The Competitiveness of European Industry : 1999 report», Enterprise DG, *European commission*, Working paper n°1.
- [608] Williamson J., (2000), "What Should the World Bank Think about the Washington Consensus ?" *The World Bank Research Observer*, 15(2) : 251-264.
- [609] Wood A., (1994), *North-South Trade, Employment and Inequality : Changing Fortunes in a Skill-Driven World*. Oxford : Clarendon Press.
- [610] Woolcock M., Pritchett L., & Isham J., (2001), "The Social Foundations of Poor Economic Growth in Resource-Rich Countries" , in **Natural Resources and Economic Growth**, ed. by Auty. R. M. New York : Oxford University Press.
- [611] World Bank, (1987), *World development Report 1987*. Oxford : Oxford University Press.
- [612] World Bank, (2005), *World Development Indicators on CD-Rom*. Washington D.C. : World Bank.
- [613] World Bank, (2005), *World Development Indicators*. Washington DC : World Bank. Disponible sur <http://go.worldbank.org/90PB3SHWF0> .

- [614] Yoshida M., (1987), "Macro-micro analyses of Japanese manufacturing investment in the United States", *Management International Review*, 27(4) : 19-31.
- [615] Young A., (1928), "Increasing returns and economic progress", *Economic Journal*, 38(152) : 527-542.

## ANNEXES

**Annexe 1.A- Liste des produits éligibles dans le cadre de l'AGOA**

**Annexe 1.B-Liste des pays éligibles au SGP**

**Annexe 1.C-Règle d'origine appliquée dans le secteur textile et vêtements**

**Annexe 1.D-Carte des pays éligibles au programme AGOA en 2004**

**Annexe 1.E-Carte des pays éligibles ayant le *visa* en 2004**

**Annexe 1F-Liste des étoffes utilisées en quantités restreintes**

**Annexe 2.A-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de de l'Afrique Australe entre 1970 et 2004**

**Annexe 2.B-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de de l'Afrique de l'Est entre 1970 et 2004**

**Annexe 2.C-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de de l'Afrique Centrale entre 1970 et 2004**

**Annexe 2.D-Poids de chaque secteur sur les exportations totales de de l'Afrique de l'Ouest entre 1970 et 2004**

**Annexe 2.E-Poids des secteurs dans les exportations totales des pays éligibles pris globalement entre 1970 et 2004**

**Annexe 3.A-Indices d'Herfindahl et d'Entropie des pays AGOA entre 1989 et 2004**

**Annexe 3.B- Différentiel de variation sectorielle des importations américaines entre 2001 et 2004**

**Annexe 1.A-**  
**Liste des produits éligibles dans le cadre de**  
**l'AGOA**

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Product Categories	Product Description	HTS Subheading	Rate of Duty	
			General (if not AGOA or other special category)	GSP Status
Albuminoidal Substances	Animal glue, including casein glue but not including fish glue, not exceeding a net weight of 1 kg, put up for retail sale	3506.10.10	6.50%	A+
Albuminoidal Substances	Egg albumin, dried	3502.11.00	47.6 cents/kg	A+
Albuminoidal Substances	Egg albumin, other than dried	3502.19.00	9.7 cents/kg	A+
Albuminoidal Substances	Inedible gelatin and animal glue valued 88 cents or more per kg	3503.00.40	2.8 cents/kg + 3.8%	A+
Albuminoidal Substances	Inedible gelatin and animal glue valued under 88 cents per kg	3503.00.20	1.2 cents/kg + 3.2%	A+
Aluminum and Aluminum Products	Aluminum (o/than alloy), unwrought, in coils, w/uniform x-section throughout length & w/least cross-sectional dimension n/o 9.5 mm	7601.10.30	2.60%	A+
Aluminum and Aluminum Products	Aluminum alloy, hollow profiles	7604.21.00	1.50%	A+
Aluminum and Aluminum Products	Aluminum alloys, unwrought, in coils, w/uniform x-section throughout length & w/least cross-sectional dimension n/o 9.5 mm	7601.20.30	2.60%	A+
Aluminum and Aluminum Products	Aluminum alloys, w/25% or more by weight of silicon, unwrought nesoi	7601.20.60	2.10%	A+
Aluminum and Aluminum Products	Aluminum, stranded wire, cables & the like w/steel core, not electrically insulated, not fitted with fittings & not made up into articles	7614.10.10	4.90%	A+
Aluminum and Aluminum Products	Aluminum, stranded wire, cables, & the like (o/than elect. conduct or w/steel core), n/elect. insulated, n/fitted w/fittings or articles	7614.90.40	4.90%	A+
Animal Products NESOI	Natural sponges of animal origin	0509.00.00	3%	A+
Animals (Live)	Live asses other than purebred breeding asses	0101.20.20	6.80%	A+
Animals (Live)	Live bovine animals other than purebred or those imported for dairy purposes	0102.90.40	1 cent/kg	A+
Animals (Live)	Live chickens weighing more than 185 g but not more than 2000 g each	0105.92.00	2 cents/kg	A+
Animals (Live)	Live chickens weighing more than 2000 g each	0105.93.00	2 cents/kg	A+
Animals (Live)	Live chickens weighing not over 185 g each	0105.11.00	0.9 cents each	A+
Animals (Live)	Live ducks, geese and guineas, weighing not more than 185 g each	0105.19.00	0.9 cents each	A+
Animals (Live)	Live ducks, geese, turkeys and guineas, weighing over 185 g each	0105.99.00	2 cents/kg	A+
Animals (Live)	Live foxes	0106.00.30	4.80%	A+
Animals (Live)	Live goats	0104.20.00	68 cents/head	A+
Animals (Live)	Live turkeys weighing not more than over 185 g each	0105.12.00	0.9 cents each	A+
Animals (Live)	Mules and hinnies not imported for immediate slaughter	0101.20.40	4.50%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Arms and Ammunition	Parts and accessories nesoi, for revolvers or pistols of heading 9302	9305.10.20	4.20%	A+
Arms and Ammunition	Revolvers and pistols (o/than of heading 9303 or 9304)	9302.00.00	14 cents each + 3%	A+
Asbestos	Asbestos or mixtures with a basis of asbestos, footwear	6812.50.10	8.30%	
Beverages (non-alcoholic)	Chocolate milk drink	2202.90.10	17%	A+
Beverages (non-alcoholic)	Non-alcoholic milk-based drinks (except chocolate), subject to add US note 10 to Ch. 4, not GN15	2202.90.24	17.50%	A+
Beverages (non-alcoholic)	Non-alcoholic milk-based drinks (except chocolate), subject to gen. note 15 of the HTS	2202.90.22	17.50%	A+
Beverages (non-alcoholic)	Orange juice, fortified with vitamins or minerals, not concentrated and not prepared from concentrate	2202.90.30	4.5 cents/liter	A+
Beverages (non-alcoholic)	Orange juice, fortified with vitamins or minerals, prepared from concentrate	2202.90.35	7.85 cents/liter	A+
Bicycle Equipment	Bicycle speedometers	9029.20.20	6%	A+
Bicycle Equipment	Parts and accessories of bicycle speedometers	9029.90.40	6%	A+
Ceramic Products	Ceramic (o/than porcelain or china) hotel, restaurant or nonhousehold tableware and kitchenware	6912.00.20	30.80%	A+
Ceramic Products	Ceramic (o/than porcelain or china) household tabl/kitch.ware,n/in specif. sets, cups o/\$5.25/dz, saucers o/\$3/dz, etc.	6912.00.45	4.50%	A+
Ceramic Products	Ceramic (o/than porcelain or china) household table and kitchenware, in sets in which aggregate val. of arts./US note 6(b) o/\$38	6912.00.39	4.50%	A+
Ceramic Products	Glazed ceramic flags and paving, hearth or wall tiles; glazed ceramic mosaic cubes and the like, nesoi	6908.90.00	12.70%	
Ceramic Products	Glazed ceramic tiles, cubes & similar arts. w/largest area enclosable in sq. w/sides under 7 cm & n/o 3229 tiles/m2, boundd by straig lines	6908.10.10	14%	
Ceramic Products	Glazed ceramic tiles, cubes & similar arts. w/largest area enclosable in sq. w/sides under 7 cm, nesoi	6908.10.50	12.70%	
Ceramic Products	Porcelain or china (o/than bone china) household tableware & kitchenware, not in specified sets, nesoi	6911.10.80	22.90%	A+
Ceramic Products	Porcelain or china (o/than bone china) hsehld tabl/kit ware n/in specif. sets, cups o/\$29/dz, saucers o/\$18.75/dz, bowls o/\$33/dz, etc.	6911.10.58	6%	A+
Ceramic Products	Porcelain or china (o/than bone china) hsehld tabl/kit.ware n/in specif.sets,cups o/\$8 but n/o \$29/dz, saucers o/\$5.25 but n/o \$18.75/dz,etc	6911.10.52	8%	A+
Ceramic Products	Porcelain or china hotel, restaurant & nonhousehold table and kitchenware	6911.10.10	29%	A+
Ceramic Products	Unglazed ceramic flags, paving, hearth or wall tiles, mosaic cubes and the like, nesoi	6907.90.00	14%	
Ceramic Products	Unglazed ceramic tiles, cubes and similar articles with largest area enclosable in a sq. w/sides under 7 cm	6907.10.00	14%	
Cereals	Barley, for malting purposes	1003.00.20	0.1 cents/kg	A+
Cereals	Barley, other than for malting purposes	1003.00.40	0.15 cents/kg	A+
Cereals	Basmati rice, husked	1006.20.20	0.83 cents/kg	A+
Cereals	Broken rice	1006.40.00	0.44 cents/kg	A+
Cereals	Cereals nesi (including wild rice)	1008.90.00	1.10%	A+
Cereals	Durum wheat	1001.10.00	0.65 cents/kg	A+
Cereals	Husked (brown) rice, other than Basmati	1006.20.40	2.1 cents/kg	A+
Cereals	Millet	1008.20.00	0.32 cents/kg	A+
Cereals	Rice in the husk (paddy or rough)	1006.10.00	1.8 cents/kg	A+
Cereals	Rice semi-milled or wholly milled, whether or not polished or glazed, other than parboiled	1006.30.90	1.4 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Cereals	Seed of wheat and meslin	1001.90.10	2.80%	A+
Cereals	Wheat & meslin other than durum or seed wheat	1001.90.20	0.35 cents/kg	A+
Cereals (Preparations)	Prep food in airtight cont., of unroast cereal flake/mixture of unroasted/roasted cereal flake/swelled cereal, no apricot/citrus/peach/pear	1904.20.10	5.60%	A+
Cereals (Preparations)	Prepared foods obtained from unroasted cereal flakes or from mixtures of unroasted and roasted cereal flakes or swelled cereals, nesoi	1904.20.90	14.90%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese (except Roquefort or Stilton), grated or powdered, subject to add. US note 17 to Ch.4	0406.20.24	20%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese (except Roquefort or Stilton), grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.20.22	20%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese (except roquefort), processed, not grated or powdered, subject to add. US note 17 to Ch. 4	0406.30.14	20%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese (except roquefort), processed, not grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.30.12	20%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese, nesoi, in original loaves, subject to add. US note 17 to Ch. 4	0406.40.54	15%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese, nesoi, in original loaves, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.40.51	15%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese, nesoi, not in original loaves, subject to add. US note 17 to Ch. 4	0406.40.58	20%	A+
Cheeses	Blue-veined cheese, nesoi, not in original loaves, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.40.52	20%	A+
Cheeses	Bryndza cheese, not grated or powdered, not processed	0406.90.05	7.20%	A+
Cheeses	Cheddar cheese, grated or powdered, subject to add. US note 18 to Ch. 4	0406.20.31	16%	A+
Cheeses	Cheddar cheese, grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.20.29	16%	A+
Cheeses	Cheddar cheese, neosi, subject to add. US note 18 to Ch. 4	0406.90.08	12%	A+
Cheeses	Cheddar cheese, neosi, subject to gen. note 15 of the & entered pursuant to its provisions	0406.90.06	12%	A+
Cheeses	Cheddar cheese, processed, not grated or powdered, subject to add US note 18 to Ch. 4	0406.30.24	16%	A+
Cheeses	Cheddar cheese, processed, not grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.30.22	16%	A+
Cheeses	Cheese (including mixtures) nesoi, grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.20.56	10%	A+
Cheeses	Cheese (including mixtures) nesoi, processed, not grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.30.56	10%	A+
Cheeses	Cheese (including mixtures), nesoi, n/o 0.5% by wt. of butterfat, grated or powdered, subject to add US note 23 to Ch. 4	0406.20.85	10%	A+
Cheeses	Cheese (including mixtures), nesoi, o/0.5% by wt of butterfat, not containing cow's milk, grated or powdered	0406.20.95	8.50%	A+
Cheeses	Cheese (including mixtures), nesoi, o/0.5% by wt of butterfat, w/cow's milk, grated or powdered, subject to add US note 16 to Ch. 4	0406.20.89	10%	A+
Cheeses	Cheese and substitutes for cheese including mixtures containing/processed from siss/emmentaler/etc, see addl U.S. note 22 (chap.4) & Prov.	0406.90.95	10%	A+
Cheeses	Cheese containing or processed from american-type cheese (except cheddar), grated or powdered, subject to add US note 19 to Ch. 4	0406.20.69	10%	A+
Cheeses	Cheese containing or processed from blue-veined cheese (except roquefort), grated/powdered, subject to add US note 17 to Ch.4	0406.20.61	10%	A+
Cheeses	Cheese containing or processed from bryndza, gjetost, gammelost, nokkelost or roquefort cheeses, grated or powdered	0406.20.57	8.50%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Cheeses	Cheese containing or processed from cheddar cheese, grated or powdered, subject to add US note 18 to Ch. 4	0406.20.65	10%	A+
Cheeses	Cheese containing or processed from edam or gouda cheeses, grated or powdered, subject to add US note 20 to Ch.4	0406.20.73	10%	A+
Cheeses	Cheese containing or processed from italian-type cheeses made from cow's milk, grated or powdered, subject to add US note 21 to Ch. 4	0406.20.77	10%	A+
Cheeses	Cheese containing or processed from swiss, emmentaler or gruyere-process cheeses, grated or powdered, subject to add US nte 22 to Ch.4	0406.20.81	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/ or from Am. cheese except cheddar, subj. to add. US note 19 to Ch.4, not GN15	0406.90.82	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/ or from blue-veined cheese, subj. to add. US note 17 to Ch.4, not GN15	0406.90.72	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/ or from cheddar cheese, subj. to add. US note 18 to Ch.4, not GN15	0406.90.76	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/ or from edam or gouda cheese, subj. to add. US note 20 to Ch.4, not GN15	0406.90.86	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/ or from swiss, emmentaler or gruyere, subj. to add. US note 22 to Ch.4, not GN15	0406.90.90	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/butterfat n/o 0.5% by wt, subject to add. US note 23 to Ch. 4, not GN15	0406.90.93	10%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese (incl. mixt.), nesoi, w/o cows milk, w/butterfat o/0.5% by wt, not GN15	0406.90.99	8.50%	A+
Cheeses	Cheeses & subst. for cheese(incl. mixt.), nesoi, w/romano/reggiano/parmesan/provolone/etc, f/cow milk, subj. Ch4 US note 21, not GN15	0406.90.66	7.50%	A+
Cheeses	Cheeses & substitutes for cheese (incl.mixtures) not cont.romano/reggiano/parmesan/provolone/etc from cows milk, subj. to gen. note 15	0406.90.63	10%	A+
Cheeses	Cheeses & substitutes for cheese (incl.mixtures) w/romano/reggiano/parmesan/provolone/etc from cows milk, subj. to gen. note 15	0406.90.61	7.50%	A+
Cheeses	Cheeses made from sheep's milk, including mixtures of such cheeses, grated or powdered	0406.20.55	9.60%	A+
Cheeses	Cheeses, substitute for cheese (including mixtures of cheeses), nesoi, made from sheep's milk	0406.90.59	9.60%	A+
Cheeses	Colby cheese, grated or powdered, subject to add. US note 19 to Ch. 4	0406.20.36	20%	A+
Cheeses	Colby cheese, grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.20.34	20%	A+
Cheeses	Colby cheese, nesoi, subject to add. US note 19 to Ch. 4 and entered pursuant to its provisions	0406.90.52	20%	A+
Cheeses	Colby cheese, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS and entered pursuant to its provisions	0406.90.51	20%	A+
Cheeses	Colby cheese, processed, not grated or powdered, subject to add US note 19 to Ch. 4	0406.30.34	20%	A+
Cheeses	Colby cheese, processed, not grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.30.32	20%	A+
Cheeses	Edam and gouda cheese, grated or powdered, subject to add. US note 20 to Ch. 4	0406.20.44	15%	A+
Cheeses	Edam and gouda cheese, grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.20.43	15%	A+
Cheeses	Edam and gouda cheese, nesoi, subject to add. US note 20 to Ch. 4	0406.90.16	15%	A+
Cheeses	Edam and gouda cheese, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.90.14	15%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Cheeses	Edam and gouda cheese, processed, not grated or powdered, subject to add. US note 20 to Ch. 4	0406.30.44	15%	A+
Cheeses	Edam and gouda cheese, processed, not grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.30.42	15%	A+
Cheeses	Fresh (unrip./uncured) Swiss/emmentaler cheeses w/o eyes, gruyere-process and cheese cont/proc. from, subj to Ch4 US note 22, not GN15	0406.10.64	10%	A+
Cheeses	Fresh (unripened/uncured) american-type cheese, cheese cont or proc. fr american-type, subj to add. US note 19 to Ch.4, not GN15	0406.10.34	10%	A+
Cheeses	Fresh (unripened/uncured) blue-mold cheese, cheese/subs for cheese cont or procd fr blue-mold cheese, subj to Ch4 US note 17, not GN15	0406.10.14	10%	A+
Cheeses	Fresh (unripened/uncured) cheddar cheese, cheese/subs for cheese cont or proc from cheddar cheese, subj to Ch 4 US note 18, not GN15	0406.10.24	10%	A+
Cheeses	Fresh (unripened/uncured) cheese (ex chongos), incl whey cheese and curd, subj to gen. note 15 of the HTS, not GN15	0406.10.12	10%	A+
Cheeses	Fresh (unripened/uncured) edam and gouda cheeses, cheese/subs for cheese cont or processed therefrom, subj to Ch4 US note 20, not GN15	0406.10.44	10%	A+
Cheeses	Fresh (unripened/uncured) Italian-type cheeses from cow milk, cheese/substitutes cont or proc therefrom, subj to Ch4 US nte 21, not GN15	0406.10.54	10%	A+
Cheeses	Fresh cheese, and substitutes for cheese, cont. cows milk, neosi, o/0.5% by wt. of butterfat, descr in add US note 16 to Ch 4, not GN15	0406.10.84	10%	A+
Cheeses	Fresh cheese, and substitutes for cheese, not cont. cows milk, neosi, o/0.5% by wt. of butterfat	0406.10.95	8.50%	A+
Cheeses	Fresh cheese, and substitutes for cheese,neosi, w/0.5% or less by wt. of butterfat, descr in add US note 23 to Ch 4, not GN15	0406.10.74	10%	A+
Cheeses	Gammelost and nokkelost cheese, nesoi	0406.90.49	5.40%	A+
Cheeses	Gjetost cheese from goat's milk, whey or whey obtained from a mixture of goat's & n/o 20% cow's milk, not grated, powdered or processed	0406.90.20	4.20%	A+
Cheeses	Gjetost cheese, made from goats' milk, whey or whey obtained from a mixture of goats' & n/o 20% cows milk, not grated, powdered or processed	0406.90.25	8.50%	A+
Cheeses	Goya cheese from cow's milk, not in original loaves, nesoi,subject to add. US note 21 to Ch. 4	0406.90.31	25%	A+
Cheeses	Goya cheese not from cow's milk, nesoi, not subject to gen. note 15 or to add. US note 21 to Ch. 4	0406.90.33	21.30%	A+
Cheeses	Goya cheese, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.90.28	25%	A+
Cheeses	Gruyere-process cheese, processed, not grated or powdered, subject to add. US note 22 to Ch. 4	0406.30.51	6.40%	A+
Cheeses	Gruyere-process cheese, processed, not grated or powdered, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.30.49	6.40%	A+
Cheeses	Processed cheese (incl. mixtures), nesoi, n/o 0.5% by wt. butterfat, not grated or powdered, subject to Ch4 US note 23, not GN15	0406.30.85	10%	A+
Cheeses	Processed cheese (incl. mixtures), nesoi, w/cow's milk, not grated or powdered, subject to add US note 16 to Ch. 4, not GN15	0406.30.89	10%	A+
Cheeses	Processed cheese (incl. mixtures), nesoi, w/o cows milk, not grated or powdered, not GN15	0406.30.95	8.50%	A+
Cheeses	Processed cheese cont/procd fr american-type cheese (ex cheddar), not grated/powdered, subject to add US note 19 to Ch. 4, not GN15	0406.30.69	10%	A+
Cheeses	Processed cheese cont/procd fr blue-veined cheese (ex roquefort), not grated/powdered, subject to add US note 17 to Ch. 4, not GN15	0406.30.61	10%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Cheeses	Processed cheese cont/procd fr cheddar cheese, not grated/powdered, subject to add US note 18, not GN15	0406.30.65	10%	A+
Cheeses	Processed cheese cont/procd fr edam or gouda, not grated/powdered, subject to add US note 20 to Ch. 4, not GN15	0406.30.73	10%	A+
Cheeses	Processed cheese cont/procd from italian-type, not grated/powdered, subject to add US note 21 to Ch. 4, not GN15	0406.30.77	10%	A+
Cheeses	Processed cheese cont/procd from swiss, emmentaler or gruyere-process, n/ grated/powdered, subject to add US note 22 to Ch. 4, not GN15	0406.30.81	10%	A+
Cheeses	Processed cheese containing or processed from bryndza, gjetost, gammelost, nokkelost or roquefort, not grated or powdered, not GN15	0406.30.57	8.50%	A+
Cheeses	Processed cheeses made from sheep's milk, including mixtures of such cheeses, not grated or powdered	0406.30.55	9.60%	A+
Cheeses	Reggiano, Parmeson, Provolne, and Provoletti cheese, nesoi, not from cow's milk, not subject to gen. note 15	0406.90.43	9.60%	A+
Cheeses	Reggiano, provolone, provoletti, sbrinz and goya cheeses, not made from cow's milk, grated or powdered	0406.20.54	9.60%	A+
Cheeses	Romano (cows milk), reggiano, provolone, provoletti, sbrinz and goya, grated or powdered, subject to gen. note 15 to HTS	0406.20.49	15%	A+
Cheeses	Romano from cows milk, Reggiano, Parmeson, Provolne, and Provoletti cheese, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.90.39	15%	A+
Cheeses	Romano, Reggiano, Parmeson, Provolne, and Provoletti cheese, nesoi, from cow's milk, subject to add. US note 21 to Ch. 4	0406.90.41	15%	A+
Cheeses	Romano, reggiano, provolone, provoletti, sbrinz and goya, made from cow's milk, grated or powdered, subject to add US note 21 to Ch.4	0406.20.51	15%	A+
Cheeses	Roquefort cheese in original loaves, not grated or powdered, not processed	0406.40.20	2.70%	A+
Cheeses	Roquefort cheese, grated or powdered	0406.20.10	8%	A+
Cheeses	Roquefort cheese, other than in original loaves, not grated or powdered, not processed	0406.40.40	4.50%	A+
Cheeses	Sbrinz cheese from cow's milk, nesoi, subject to add. US note 21 to Ch. 4	0406.90.36	19%	A+
Cheeses	Sbrinz cheese not from cow's milk, nesoi, not subject to gen. note 15 or to add. US note 21 to Ch. 4	0406.90.38	12.20%	A+
Cheeses	Sbrinz cheese, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.90.34	19%	A+
Cheeses	Swiss or emmenthaler cheese with eye formation, nesoi, subject to add. US note 25 to Ch. 4	0406.90.46	6.40%	A+
Cheeses	Swiss or emmenthaler cheese with eye formation, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	0406.90.44	6.40%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Additives for lubricating oils containing petroleum oils or oils obtained from bituminous minerals	3811.21.00	8.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Additives for lubricating oils, nesoi	3811.29.00	6.50%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Antifreezing preparations and prepared de-icing fluids	3820.00.00	8.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Antiknock preparations based on other than lead compounds	3811.19.00	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Antioxidizing preparations and other compound stabilizers for rubber or plastics, nesoi	3812.30.90	5%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemical Products, Miscellaneous	Chemical mixtures nesoi, of two or more inorganic compounds, of tungsten	3824.90.35	6.50%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Chemical products, preparations, and residual products of the chemical or allied products industries, nesoi	3824.90.90	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Compound plasticizers for rubber or plastics not containing any aromatic or modified aromatic plasticizer nesoi	3812.20.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Finishing agents, dye carriers and other preparations used in leather and like industries, < 5% by weight aromatic (mod.) substance(s)	3809.93.50	6%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Finishing agents, dye carriers and other preparations used in leather and like industries, > 5% by weight aromatic (mod.) substance(s)	3809.93.10	8.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Finishing agents, dye carriers and other preparations used in paper or like industries, 5% or more by wt. aromatic (mod.) substance(s)	3809.92.10	8.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Finishing agents, dye carriers and other preparations used in paper or like industries, < 5% by weight of aromatic (mod.) substance(s)	3809.92.50	6%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Fungicides nesoi, put up in forms or packing for retail sale or as preparations or articles	3808.20.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Herbicides, antisprouting products and plant-growth regulators nesoi, put up for retail sale	3808.30.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Hydraulic brake fluids and transmission fluids cont. less than 70% by weight of petroleum oils, or bituminous mineral oils	3819.00.00	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Industrial fatty alcohols other than derived from fatty substances of animal or vegetable origin	3823.70.60	2.40%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Industrial fatty alcohols, other than oleyl, derived from fatty substances of animal or vegetable origin	3823.70.40	2%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Industrial monocarboxylic fatty acids or acid oils from refining, nesoi	3823.19.40	3.20%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Insecticides, nesoi, for retail sale or as preparations or articles	3808.10.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Mixed alkyl-naphthalenes, other than those of heading 2707 or 2902	3817.20.00	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Mixed linear alkylbenzenes	3817.10.10	0.4 cents/kg + 10.8%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemical Products, Miscellaneous	Mixtures containing acyclic hydrocarbons perhalogenated only with fluorine and chlorine	3824.71.00	3.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Mixtures containing perhalogenated derivatives of acyclic hydrocarbons containing two or more different halogens, nesoi	3824.79.00	3.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Mixtures nesoi, that are in whole or in part of hydrocarbons derived in whole or in part from petroleum, shale oil or natural gas	3824.90.45	6.50%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Mixtures of halogenated hydrocarbons other than chlorinated only, nesoi	3824.90.47	3.70%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Oleyl alcohol derived from fatty substances of animal or vegetable origin	3823.70.20	5.10%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Organic composite solvents and thinners containing 5 to 25 percent, by weight of one or more aromatic substances	3814.00.10	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Organic composite solvents and thinners, nesoi; prepared paint or varnish removers; nesoi	3814.00.50	6%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Pickling preparations for metal surfaces; soldering, brazing or welding powders and pastes consisting of metal and other materials	3810.10.00	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Preparations used for soldering or as cores or coatings for welding electrodes or rods, nesoi	3810.90.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Preparations used for soldering or cores or coatings for welding electrodes or rods, 5% or more by weight aromatic (or mod.) substance(s)	3810.90.10	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Prepared additives for cements, mortars or concretes containing 5% or more by weight of aromatic or modified aromatic substances	3824.40.10	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Prepared additives for cements, mortars or concretes, nesoi	3824.40.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Prepared additives for mineral oils (incl. gasoline) or other liquids used for the same purposes as mineral oils, nesoi	3811.90.00	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Prepared binders for foundry molds or cores	3824.10.00	6%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Prepared culture media for development of microorganisms	3821.00.00	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Prepared rubber accelerators not containing any aromatic or modified aromatic rubber accelerator nesoi	3812.10.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Reaction initiators, reaction accelerators and catalytic preparations, nesoi	3815.90.50	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Residual lyes from the manufacture of wood pulp, nesoi, excluding tall oil	3804.00.50	3.70%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemical Products, Miscellaneous	Resin acids, derivatives of resin acids and rosin, rosin spirit and rosin oils, run gums, nesoi	3806.90.00	4.20%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Rodenticides, nesoi	3808.90.95	5%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Tall oil fatty acids	3823.13.00	3.20%	A+
Chemical Products, Miscellaneous	Terpenic oils, nesoi, produced by treatment of coniferous woods; crude dipentene; sulfite turpentine and other crude para-cymene	3805.90.00	3.70%	A+
Chemicals, Inorganic	Alkali metals, other than sodium	2805.19.00	5.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Alloys, dispersions (including cermets), ceramic products and mixtures containing natural uranium or natural uranium compounds	2844.10.50	5%	A+
Chemicals, Inorganic	Bromine	2801.30.20	5.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Calcium	2805.21.00	3%	A+
Chemicals, Inorganic	Colloidal precious metals	2843.10.00	5.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Double or complex silicates	2842.10.00	3.70%	A+
Chemicals, Inorganic	Hydride, nitride, azide, silicide and boride of tungsten	2850.00.10	5.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Rare-earth metals, scandium and yttrium, whether or not intermixed or interalloyed	2805.30.00	5%	A+
Chemicals, Inorganic	Sodium	2805.11.00	5.30%	A+
Chemicals, Inorganic	Tungstates (wolframates)	2841.80.00	5.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Tungsten carbide	2849.90.30	7.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Tungsten hexachloride	2827.39.40	5.50%	A+
Chemicals, Inorganic	Tungsten oxides	2825.90.30	5.50%	A+
Chemicals, Organic	1,2,4-Benzenetricarboxylic acid, 1,2-dianhydride(trimellitic anhydride); naphthalic anhydride; phthalic acid; & 4-sulfo-1,8-naphthalic anhydride	2917.39.04	6.50%	A+
Chemicals, Organic	1,6-Hexamethylene diisocyanate	2929.10.35	7.10%	A+
Chemicals, Organic	1-(1,3-Benzodioxol-5-yl)propan-2-one	2932.92.00	9.30%	A+
Chemicals, Organic	1-Amino-8-hydroxy-3,6-naphthalenedisulfonic acid; and other specified aminohydroxynaphthalenesulfonic acids and their salts	2922.21.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	1-Bromo-2-nitrobenzene; 1-chloro-3,4-dinitrobenzene; 1,2-dichloro-4-nitrobenzene; and o-fluoronitrobenzene	2904.90.30	5.50%	A+
Chemicals, Organic	1-Formylphenylacetic acid, methyl ester	2918.30.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	2'-Aminoacetophenone and other specified aromatic amino-aldehydes, -ketones and -quinones, except those with more than one oxygen function	2922.30.10	5.80%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	2,3-Cresotic acid; m-hydroxybenzoic acid; 2-hydroxybenzoic acid, calcium salt; and other specified carboxylic acids w/phenol function	2918.29.04	5.80%	A+
Chemicals, Organic	2-(Trifluoromethyl)phenothiazine	2934.30.12	6.50%	A+
Chemicals, Organic	2-Acetamido-3-chloroanthraquinone; o-acetoacetamide; o-acetoacetoluidide; 2,4-acetoacetyluidide; and 1-amino-5-benzamidoanthraquinone	2924.29.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	2-Acetamidobenzoic acid	2924.22.00	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	2-Amino-4-chlorobenzonitrile (5-chloro-2-cyanoaniline); 2-amino-5-chlorobenzonitrile; 4-amino-2-chlorobenzonitrile; and others specified	2926.90.05	6.50%	A+
Chemicals, Organic	2-Amino-6-chloro-4-nitrophenol and other specified amino-naphthols and amino-phenols, their ethers and esters; salts thereof	2922.29.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	2-Amino-6-methoxybenzothiazole and other specified heterocyclic compounds, cont. a benzothiazole ring-system, not further fused	2934.20.30	5.80%	A+
Chemicals, Organic	2-Amino-N-ethylbenzenesulfonamide; and six other specified sulfonamides	2935.00.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	2-Hydroxy-3-dibenzofurancarboxylic acid	2932.99.35	6.50%	A+
Chemicals, Organic	2-Mercaptobenzothiazole, sodium salt (2-Benzothiazolethiol, sodium salt)	2934.20.20	0.4 cents/kg + 8.9%	A+
Chemicals, Organic	2-Phenylimidazole	2933.29.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	3-(5-Amino-3-methyl-1H-pyrazol-1-yl)benzenesulfonic acid; amino-J-pyrazolone; and another 12 specified chemicals	2933.19.08	5.80%	A+
Chemicals, Organic	4,4'-Bis(dimethylamino)benzhydrol (Michler's hydrol) and other specified aromatic amino-alcohols, their ethers and esters; salts thereof	2922.19.20	5.80%	A+
Chemicals, Organic	4,4'-Diphenyl-bis-phosphonous acid, di(2',2'',4',4''-di-tert-butyl)phenyl ester	2931.00.10	1.5 cents/kg + 8.9%	A+
Chemicals, Organic	4,4'-Methylenedianiline	2921.59.30	6.50%	A+
Chemicals, Organic	4-Acetamido-2-aminophenol; p-acetaminobenzaldehyde; acetoacetbenzylamide; p-acetoacetophenetidide; N-acetyl-2,6-xylidine; & other specified	2924.29.31	5.80%	A+
Chemicals, Organic	4-Amino-2-(N,N-diethylamino)toluene hydrochloride; m- and o-phenylenediamine; toluene-2,4- and -2,5-diamine; and toluene-2,5-diamine sulfate	2921.51.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	4-Amino-2-stilbenesulfonic acid and its salts, p-ethylaniline; 2,4,6-trimethylaniline (Mesidine); and specified xylidines	2921.49.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	4-Chloro-o-toluidine hydrochloride; 5-chloro-o-o-toluidine; 6-chloro-2-toluidine-sulfonic acid; 4-chloro-a,a,a-trifluoro-o-toluidine; & other	2921.43.08	5.80%	A+
Chemicals, Organic	4-Ethylguaiacol	2909.50.10	5.50%	A+
Chemicals, Organic	4-Nitro-m-cresol	2908.90.28	5.50%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	5-Amino-2-(p-aminoanilino)benzenesulfonic acid; 4,4-diamino-3-biphenylsulfonic acid; 3,3-dimethylbenzidine (o-tolidine); & other specified	2921.59.08	5.80%	A+
Chemicals, Organic	5-Amino-3-phenyl-1,2,4-thiadiazole(3-Phenyl-5-amino-1,2,4-thiadiazol e), other specified aromatic or mod. aromatic heterocyclic compounds	2934.90.05	5.80%	A+
Chemicals, Organic	5-Chloro-2-nitroanisole; 6-chloro-3-nitro-p-dimethoxybenzene; and dimethyl diphenyl ether	2909.30.05	5.50%	A+
Chemicals, Organic	5-Chloro-7-iodo-8-quinolinol (Iodochlorhydroxyquin); decoquinat e; diiodohydroxyquin; and oxyquinoline sulfate	2933.40.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	6-Bromo-5-methyl-1H-imidazo-(4,5-b)pyridine; 2-sec-butyl-4-tert-butyl-6-(benzotriazol-2-yl)phenol; 2-methylindoline; and others specified	2933.90.13	5.80%	A+
Chemicals, Organic	6-Chloro-m-cresol [OH=1]; m-chlorophenol; and chlorothymol	2908.10.10	5.50%	A+
Chemicals, Organic	7-Amino-1,3-naphthalenedisulfonic acid, specified naphthalenesulfonic acids and their salts; N-phenyl-2-naphthylamine	2921.45.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	7-Nitronaphth[1,2]oxadiazole-5-sulfonic acid and its salts	2934.90.06	6.50%	A+
Chemicals, Organic	8-Methylquinoline and isoquinoline	2933.40.15	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Acetone, derived in whole or in part from cumene	2914.11.10	0.1 cents/kg + 10.8%	A+
Chemicals, Organic	Acrylic acid and its salts	2916.11.00	4.20%	A+
Chemicals, Organic	Acyclic amide derivatives, salts thereof	2924.10.80	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Acyclic polycarboxylic acids, derived from aromatic hydrocarbons, and their derivatives, nesoi	2917.19.40	1.5 cents/kg + 8.9%	A+
Chemicals, Organic	Adipic acid	2917.12.10	0.1 cents/kg + 11.8%	A+
Chemicals, Organic	Adipic acid salts and esters, nesoi	2917.12.50	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Alkylbenzenes and polyalkylbenzenes	2902.90.30	0.4 cents/kg + 6.9%	A+
Chemicals, Organic	Alkylcresols	2907.19.10	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Alkylphenols	2907.19.20	7.70%	A+
Chemicals, Organic	alpha,alpha,alpha-Trifluoro-2,6-dinitro-N,N-dipropyl-p-toluidine (Trifluralin)	2921.43.15	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Amino-naphthols and other amino-phenols and their derivatives of products described in add'l U.S. note 3 to section VI	2922.29.60	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Amino-naphthols and other amino-phenols; their ethers, esters & salts (not containing more than one oxygen function) thereof nesoi	2922.29.80	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Aminohydroxynaphthalene sulfonic acids and their salts of products described in additional US note 3 to section VI	2922.21.40	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aminohydroxynaphthalene sulfonic acids and their salts, nesoi	2922.21.50	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Aniline	2921.41.10	1.5 cents/kg + 9.3%	A+
Chemicals, Organic	Aniline derivatives and their salts of products in additional U.S. note 3 to section VI	2921.42.65	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aniline salts	2921.41.20	1 cent/kg + 11.4%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Anisidines, dianisidines, phenetidines, and their salts, described in additional U.S. note 3 to section VI	2922.22.20	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Anthranilic acid and its salts, described in additional US note 3 to section VI	2922.43.10	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Anthranilic acid and its salts, nesoi	2922.43.50	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Anti-infective agents nesoi, of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, cont. pyrimidine, piperazine ring	2933.59.36	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Antidepressants, tranquilizers and other pschotherapeutic agents containing a phenothiazine ring-system, not further fused	2934.30.23	10.50%	A+
Chemicals, Organic	Antihistamines, including those principally used as antinauseants	2933.59.21	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic alcohol peroxides, ether peroxides, ketone peroxides and their halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives, nesoi	2909.60.20	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic alcohol, ether and ketone peroxides and their halogenated, sulfonated, nitrated, nitrosated derivatives, in add. US note 3 sec. VI	2909.60.10	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic aldehyde-alcohols	2912.30.10	7.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-acids and their esters, excl. those with more than one oxygen function; salts; described in add. U.S. note 3 to sect VI	2922.49.30	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-acids and their esters, not contng more than 1 kind of oxygen function (excluding goods in add U.S. note 3 to sec VI), nesoi	2922.49.37	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-acids drugs and their esters, not containing more than one kind of oxygen function	2922.49.27	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-alcohol-phenols, amino-acid-phenols and other amino-compounds with oxygen function described in add. US note 3 to section VI	2922.50.35	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-alcohol-phenols, amino-acid-phenols and other amino-compounds with oxygen function, nesoi	2922.50.40	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-alcohols, their ethers and esters, other than those containing more than one oxy func described in add. US note 3 to sect VI	2922.19.60	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic amino-aldehydes, -ketones and -quinones, except those with more than one oxygen function & salts, desc in add US note 3 sec VI	2922.30.25	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic carboxylic acids w/aldehyde or ketone function but w/o other oxygen function & their deriv desc. in add US note 3 to sec VI, nesoi	2918.30.25	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic carboxylic acids with add'l oxygen function and their anhydrides, halide, etc deriv described in add US note 3 to sect VI, nesoi	2918.90.43	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic carboxylic acids with alcohol function, w/o other oxygen functions, and their derivatives, described in add. U.S. note 3 to sec. VI	2918.19.20	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic carboxylic acids with alcohol function, without other oxygen functions, and their derivatives, nesoi	2918.19.30	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic carboxylic acids with aldehyde or ketone function, but without other oxygen function, and derivatives, nesoi	2918.30.30	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic compounds of thiocarbamates and dithiocarbamates, excluding pesticides	2930.20.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic compounds with other nitrogen function, nesoi	2929.90.20	1.2 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic cyclic amides and their derivatives; salts thereof; nesoi	2924.29.75	1.5 cents/kg + 11.1%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Aromatic derivatives of hydrocarbons containing only nitro or only nitroso groups, described in additional U.S. note 3 to section VI	2904.20.40	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic derivatives of hydrocarbons containing only nitro or only nitroso groups, nesoi	2904.20.45	1.5 cents/kg + 9.7%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic derivatives of hydrocarbons containing only sulfo groups, their salts and ethyl esters, described in add. U.S. note 3 to sec. VI	2904.10.32	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic derivatives of hydrocarbons containing only sulfo groups, their salts and ethyl esters, nesoi	2904.10.37	1.5 cents/kg + 9.7%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic dermatological agents and local anesthetics of amino-compounds with oxygen function	2922.50.17	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic drugs of amino-compounds with oxygen function, nesoi	2922.50.25	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic drugs of imines and their derivatives, nesoi	2925.20.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic drugs of lactones	2932.29.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic epoxides, epoxyalcohols, epoxyphenols and epoxyethers, with a three-membered ring, and their derivatives, nesoi	2910.90.20	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic esters of acetic acid described in additional U.S. note 3 to section VI	2915.39.30	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic esters of acetic acid, nesoi	2915.39.35	1.5 cents/kg + 10.5%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic esters of other inorganic acids (excluding hydrogen halides) their salts and their derivatives, nesoi	2920.90.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic ether-alcohols and their halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives, nesoi	2909.49.15	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic ethers and their halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives, nesoi, described in add. U.S. note 3 to section VI	2909.30.40	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives of product of heading 2912	2913.00.40	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic heterocyclic compounds nesoi, with nitrogen hetero-atom(s) only, cont. pyrimidine or piperazine ring, in add. U.S. note 3, sec. VI	2933.59.70	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic heterocyclic compounds with oxygen hetero-atom(s) only described in additional U.S. note 3 to section VI, nesoi	2932.99.60	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic heterocyclic compounds with oxygen hetero-atom(s) only, containing an unfused furan ring, nesoi	2932.19.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic heterocyclic compounds with oxygen hetero-atom(s) only, nesoi	2932.99.70	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic imines and their derivatives; salts thereof (excluding drugs); nesoi	2925.20.60	9.90%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic ketone-alcohols and ketone-aldehydes, nesoi	2914.40.40	7.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic ketone-phenols and ketones with other oxygen function	2914.50.30	7.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic lactones, nesoi	2932.29.45	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic lactones, nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	2932.29.30	9.30%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Aromatic monoamine drugs, nesoi	2921.49.43	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic monoamine drugs: antidepressants, tranquilizers and other psychotherapeutic agents	2921.49.37	10.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic monoamines and their derivatives and salts described in additional US note 3 to section VI, nesoi	2921.45.60	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic monoamines and their derivatives and salts thereof nesoi	2921.45.90	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic monoamines and their derivatives and salts thereof, nesoi	2921.49.50	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic monoamines and their derivatives nesoi; salts thereof, described in additional U.S. note 3 to section VI	2921.49.45	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic monocarboxylic acids, their anhydrides, halides, peroxides, peroxyacids and derivatives described in add'l US note 3 to section VI	2916.39.45	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic nitrile-function compounds excluding products in additional U.S. note 3 to section VI	2926.90.47	11.90%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic nitrile-function compounds, nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	2926.90.44	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or mod aromatic goods contng unfused imidazole ring (whether or n/hydrogenated) in the structure (exc prod in add US note 3 sec VI)	2933.29.43	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or mod. aromatic compound desc in add US note 3 to section VI contain an unfused pyrazole ring (w/wo hydrogenated) in the structure	2933.19.37	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or mod. aromatic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only excluding products described in add. U.S. note 3 to section VI; nesoi	2933.90.82	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or mod. aromatic goods in add US note 3 to sect VI containing an unfused imidazole ring (whether or n/hydrogenated) in structure	2933.29.35	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic anti-infective agents of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, nesoi	2933.90.46	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic anticonvulsants, hypnotics and sedatives, of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, nesoi	2933.90.65	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic antihistamines of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only	2933.90.26	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic cardiovascular drugs of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, nesoi	2933.90.53	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic compounds (excluding products in add US note 3 to sec VI) containing an unfused pyrazole ring in the structure	2933.19.43	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only described in additional U.S. note 3 to section VI	2933.90.79	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic drugs affecting the CNS, of heterocyclic compounds with nitrogen atom(s) only, nesoi	2933.90.70	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic drugs of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, nesoi	2933.90.75	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic drugs of other organic compounds, nesoi	2942.00.05	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic heterocyclic compounds cont. an unfused thiazole ring, described in add. U.S. note 3 to section VI	2934.10.10	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic heterocyclic compounds nesoi, with nitrogen hetero-atom(s) only, cont. pyrimidine or piperazine ring	2933.59.80	1.5 cents/kg + 10.4%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic heterocyclic compounds, nesoi	2934.90.44	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic heterocyclic compounds, nesoi, containing an unfused thiazole ring	2934.10.20	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic lactams, nesoi	2933.79.15	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic or modified aromatic organic compounds, nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	2942.00.10	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic organic derivatives of hydrazine or of hydroxylamine	2928.00.25	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic organo-inorganic compounds, nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	2931.00.30	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic organo-mercury compounds	2931.00.27	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic phosphoric esters and their salts, including lactophosphates, and their derivatives, not used as plasticizers	2919.00.30	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic polyamines and their derivatives and salts thereof, described in additional U.S. note 3 to section VI	2921.59.40	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic polyamines and their derivatives; salts thereof nesoi	2921.59.80	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic polycarboxylic acids, their anhydrides, halides, peroxides, peroxyacids and their derivatives nesoi, in add. U.S. note 3 to sec. VI	2917.39.30	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic salts and esters of chloroacetic acids, described in additional U.S. note 3 to section VI	2915.40.20	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic salts and esters of chloroacetic acids, nesoi	2915.40.30	1.5 cents/kg + 10.5%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives of hydrocarbons nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	2904.90.40	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives of hydrocarbons, nesoi	2904.90.47	1.5 cents/kg + 9.7%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic ureines and their derivatives; salts thereof, nesoi	2924.21.45	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic ureines and their derivatives; salts thereof; described in additional U.S. note 3 to section VI	2924.21.20	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Aromatic/modified aromatic psychotherapeutic agents, affecting the CNS, of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, nesoi	2933.90.61	10.50%	A+
Chemicals, Organic	Benzaldehyde	2912.21.00	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Benzilic acid; and benzilic acid, methyl ester	2918.19.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Benzoic acid esters, except odoriferous or flavoring compounds, described in additional U.S. note 3 to section VI	2916.31.30	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Benzoic acid esters, nesoi	2916.31.50	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Benzoic anhydride; tert-butyl peroxybenzoate; p-nitrobenzoyl chloride; 2-nitro-m-toluic acid; and 3-nitro-o-toluic acid	2916.39.03	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Benzointetrahydropyranyl ester; and Xanthen-9-one	2932.99.39	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Benzoyl chloride	2916.32.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Benzoyl peroxide	2916.32.10	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Benzyl alcohol	2906.21.00	5.50%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Benzyl chloride (alpha-Chlorotoluene); benzotrichloride (alpha,alpha,alpha-trichlorotoluene)	2903.69.20	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Billigrafin acid; 3,5-diacetamido-2,4,6-triiodobenzoic acid; and metrizoic acid	2924.29.05	5.30%	A+
Chemicals, Organic	Bis-(tribromophenoxy)ethane; pentabromodiphenyl oxide; and tetradecabromodiphenoxy benzene	2909.30.09	8%	A+
Chemicals, Organic	Bitolylene diisocyanate (TODI); o-Isocyanic acid, o-tolyl ester; and Xylene diisocyanate	2929.10.20	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Carboxylic acids with phenol function but w/o other oxygen function, described in add'l. U.S. note 3 to section VI	2918.29.65	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Cyclanic, cyclenic or cycloterpenic polycarboxylic acids, their anhydrides, halides, peroxides, peroxyacids and their derivatives	2917.20.00	4.20%	A+
Chemicals, Organic	Cyclanic, cyclenic, cycloterpenic mono- or polyamines and their derivative, deriv from any aromatic compd (excl goods in add US note 3 sec VI	2921.30.30	1.5 cents/kg + 10.6%	A+
Chemicals, Organic	Cyclanic, cyclenic, cycloterpenic mono- or polyamines, derivatives and salts, from any aromatic compound desc in add US note 3, sec. VI	2921.30.10	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Cyclic hydrocarbons, nesoi	2902.90.90	4.20%	A+
Chemicals, Organic	Cyclohexanol, methylcyclohexanols and dimethylcyclohexanols	2906.12.00	1.5 cents/kg + 10%	A+
Chemicals, Organic	Decabromodiphenyl oxide; and octabromodiphenyl oxide	2909.30.07	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Derivatives nesoi,of phenols or phenol-alcohols cont. only sulfo groups, their salts and esters, described in add. U.S. note 3 to section VI	2908.20.20	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Derivatives of malonylurea (barbituric acid); salts thereof	2933.51.90	3.70%	A+
Chemicals, Organic	Derivatives of phenol or phenol-alcohols containing only sulfo groups, their salts and esters, nesoi	2908.20.60	0.6 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Derivatives of phenols or phenol-alcohols containing only halogen substituents and their salts described in add. U.S. note 3 to sec. VI	2908.10.35	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Diazo-, azo- or azoxy-compounds, nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	2927.00.40	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Dibromoethylidibromocyclohexane	2903.59.05	5.40%	A+
Chemicals, Organic	Diphenylamine and its derivatives (except nitrodiphenylamine); salts thereof, described in additional U.S. note 3 to section VI	2921.44.20	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Diphenylamine and its derivatives; salts thereof; excluding goods in additional U.S. note 3 to section VI	2921.44.70	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	Dodecan-1-ol (Lauryl alcohol); hexadecan-1-ol (Cetyl alcohol); octadecan-1-ol (Stearyl alcohol)	2905.17.00	5%	A+
Chemicals, Organic	Drugs containing an unfused pyridine ring (whether or not hydrogenated) in the structure, nesoi	2933.39.41	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Drugs of amino-naphthols and -phenols, their ethers and esters, except those cont. more than one oxygen function; salts thereof, nesoi	2922.29.27	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Drugs of aromatic organo-inorganic (except organo-sulfur) compounds	2931.00.22	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Drugs of quinones	2914.69.20	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Esters of salicylic acid and their salts, described in additional U.S. note 3 to section VI	2918.23.30	9.30%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Esters of salicylic acid and their salts, nesoi	2918.23.50	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Ether-phenols, ether-alcohol-phenols & their halogenated, sulfonated, nitrated, nitrosated derivatives nesoi, in add. U.S. note 3 to sec. VI	2909.50.45	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Ether-phenols, ether-alcohol-phenols and their halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives, nesoi	2909.50.50	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Ethylene dibromide	2903.30.05	5.40%	A+
Chemicals, Organic	Ethylenebistetrabromophthalimide	2925.19.10	9.90%	A+
Chemicals, Organic	Gentisic acid; and hydroxycinnamic acid and its salts	2918.29.20	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Halogenated derivatives derived in whole or in part from benzene or other aromatic hydrocarbon, nesoi	2903.59.20	1.5 cents/kg + 10%	A+
Chemicals, Organic	Halogenated products derived in whole or in part from benzene or other aromatic hydrocarbon, described in additional U.S. note 3 to sec. VI	2903.59.15	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives of phenols or phenol-alcohols described in additional U.S. note 3 to section VI	2908.90.40	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives of phenols or phenol-alcohols, nesoi	2908.90.50	0.6 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Heterocyclic compounds containing a benzothiazole ring-system, not further fused, described in add. U.S. note 3 to section VI	2934.20.40	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Heterocyclic compounds containing a phenothiazine ring-system (whether or not hydrogenated), not further fused, nesoi	2934.30.50	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only containing an unfused pyridine ring, described in add. US note 3 to sec. VI	2933.39.61	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only containing an unfused pyridine ring, nesoi	2933.39.91	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, containing a quinoline ring-system, not further fused, nesoi	2933.40.70	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Hexachlorobenzene and DDT (1,1,1-Trichloro-2,2-bis(p-chlorophenyl)ethane)	2903.62.00	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Hexamethylenediamine and its salts (except Nylon salt), derived in whole or in part from adipic acid	2921.22.10	11.90%	A+
Chemicals, Organic	Hydroquinone (Quinol) and its salts, other than photographic grade	2907.22.50	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Isocyanates of products described in additional U.S. note 3 to sect VI	2929.10.55	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Isophthalic acid	2917.39.15	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Isosafrole	2932.91.00	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Lactams described in add'l U.S. note 3 to section VI	2933.79.09	9.30%	A+
Chemicals, Organic	m-Aminobenzoic acid, technical; and other specified aromatic amino-acids and their esters, except those with more than one oxygen function	2922.49.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	m-Benzenedisulfonic acid, sodium salt; 1,5-naphthalenedisulfonic acid; and p-toluenesulfonyl chloride	2904.10.10	5.50%	A+
Chemicals, Organic	m-Dichlorobenzene; 1,1-dichloro-2,2-bis(p-ethylphenyl)ethane; and trichlorobenzenes	2903.69.10	5.50%	A+
Chemicals, Organic	m-Diethylaminophenol; m-dimethylaminophenol; 3-ethylamino-p-cresol; and 5-methoxy-m-phenylenediamine	2922.29.15	6.50%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	m-Nitrochlorobenzene	2904.90.08	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Methacrylic acid and its salts	2916.13.00	4.20%	A+
Chemicals, Organic	Mixtures of 1,3,6-naphthalenetrisulfonic acid and 1,3,7-naphthalenetrisulfonic acid	2904.10.15	1.5 cents/kg + 8.3%	A+
Chemicals, Organic	Monosodium glutamate	2922.42.10	8.70%	A+
Chemicals, Organic	N'-(4-Chloro-o-tolyl)-N,N-dimethylformamide; bunamidine hydrochloride; and pentamidine	2925.20.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	N,N-Dimethylaniline	2921.42.10	8.90%	A+
Chemicals, Organic	Naphthols and their salts, other than alpha-Naphthol and 2-Naphthol	2907.15.60	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Nicarbazin and trimethoprim	2933.59.22	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Nitrated benzene, nitrated toluene (except p-nitrotoluene) or nitrated naphthalene	2904.20.35	1.2 cents/kg + 8.3%	A+
Chemicals, Organic	Nitrophenols, except p-nitrophenol	2908.90.08	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Nitrosodiphenylamine	2921.44.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Nitrotoluenesulfonic acids	2904.90.20	7.60%	A+
Chemicals, Organic	Nonaromatic carboxylic acids with alcohol function, without other oxygen function, and their derivatives, nesoi	2918.19.90	4%	A+
Chemicals, Organic	Nonaromatic derivatives of hydrocarbons containing only sulfo groups, their salts and ethyl esters, nesoi	2904.10.50	4.20%	A+
Chemicals, Organic	Nonaromatic organo-sulfur acids, nesoi	2930.90.49	4.20%	A+
Chemicals, Organic	o-, m-, p-Phenylenediamine, and diaminotoluenes and their derivatives, and salts thereof, nesoi	2921.51.50	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	o-, m-, p-Phenylenediamine, diaminotoluenes, and their derivatives, and salts thereof, described in additional U.S. note 3 to section VI	2921.51.30	9.30%	A+
Chemicals, Organic	o-Aminobenzenesulfonic acid; 6-chlorometanilic acid; 2-chloro-5-nitroaniline; 4-chloro-3-nitroaniline; dichloroanilines; and other specified	2921.42.18	5.80%	A+
Chemicals, Organic	o-Anisidine; p-anisidine; and p-phenetidine	2922.22.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	o-Dichlorobenzene	2903.61.20	9.40%	A+
Chemicals, Organic	o-Toluenesulfonamide	2935.00.15	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Octylphenol, nonylphenol and their isomers; salts thereof	2907.13.00	7.70%	A+
Chemicals, Organic	Oleic, linoleic or linolenic acids	2916.15.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other aniline derivatives and their salts	2921.42.90	1 cent/kg + 11.4%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Other anisidines, dianisidines, phenetidines, and their salts, nesoi	2922.22.50	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic alcohols and their halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives	2906.29.60	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic amino-alcohols, their ethers & esters, other than those contain more than one oxy func (exc goods of add. US note 3 sect VI)	2922.19.70	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic amino-alcohols, their ethers and esters, other than those contng > one kind of oxygen func.; salts thereof used as drugs	2922.19.18	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic amino-aldehydes, amino-ketones and amino-quinones other than those contng > one oxy func (excl good of add US note 3 sec VI)	2922.30.45	1.5 cents/kg + 10.1%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic carboxylic acids with add'l oxygen function and their anhydrides, halide, etc deriv (exclud goods in add US note 3 to sec VI)	2918.90.47	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic cardiovascular drugs of amino-compounds with oxygen function	2922.50.14	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic compounds with other nitrogen function of products described in additional U.S. note 3 to section VI	2929.90.15	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic cyclic amides and their derivatives of products in additional U.S. note 3 to section VI	2924.29.70	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic ether-alcohols, their halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives described in add. US note 3 to section VI	2909.49.10	8.70%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic ethers and their halogenated, sulfonated, nitrated, or nitrosated derivatives, nesoi	2909.30.60	11.30%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic imides and their derivatives	2925.19.40	9.90%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic monocarboxylic acids, their anhydrides, halides, peroxides, peroxyacids and their derivatives	2916.39.75	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic or modified aromatic drugs containing a pyrimidine ring (whether or not hydrogenated) or piperazine ring in the structure	2933.59.53	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic or modified aromatic organic compounds (excluding products described in additional U.S. note 3 to section VI)	2942.00.35	10.30%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic organo-inorganic compounds (excluding products described in additional U.S. note 3 to section VI)	2931.00.60	11%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic organo-sulfur compounds (excluding pesticides)	2930.90.29	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other aromatic polycarboxylic acids and their derivatives (excluding those described in additional US note 3 to section VI)	2917.39.70	11.90%	A+
Chemicals, Organic	Other carboxylic acids w/phenol function but w/o other oxygen function & their derivatives (excluding goods of add. US note 3 to section VI)	2918.29.75	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Other compounds containing a benzothiazole ring system (whether or not hydrogenated), not further fused	2934.20.80	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Other diazo, azo- or azoxy-compounds, nesoi	2927.00.50	11.90%	A+
Chemicals, Organic	Other dichlorobenzonitriles	2926.90.12	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other drugs containing a phenothiazine ring system (whether or not hydrogenated), not further fused, nesoi	2934.30.27	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other drugs containing a quinoline or isoquinoline ring-system (whether or not hydrogenated) not further fused	2933.40.26	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other halogenated derivatives of aromatic hydrocarbons	2903.69.70	5.50%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Other halogenated, sulfonated, nitrated or nitrosated derivatives of phenol or phenol-alcohols	2908.10.60	0.6 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Other halogenated, sulfonated, nitrated, or nitrosated derivatives of aromatic ketones & quinones whether or not with other oxygen function	2914.70.40	7.70%	A+
Chemicals, Organic	Other heterocyclic compounds of products described in additional U.S. note 3 to section VI	2934.90.39	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Other isocyanates, nesoi	2929.10.80	1.2 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Other monophenols	2907.19.80	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Other polyphenols, nesoi	2907.29.90	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Other sulfonamide drugs (excluding anti-infective agents)	2935.00.60	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Other sulfonamides (excluding drugs and certain specified chemicals) described in additional U.S. note 3 to section VI	2935.00.75	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Other sulfonamides (excluding drugs and certain specified chemicals) not described in additional U.S. note 3 to section VI	2935.00.95	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Other sulfonamides used as anti-infective agents	2935.00.48	8.20%	A+
Chemicals, Organic	Other toluidines and their derivatives; and salts thereof	2921.43.80	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	p-Aminoazobenzenedisulfonic acid; and diazoaminobenzene (1,3-diphenyltriazine)	2927.00.06	5.80%	A+
Chemicals, Organic	p-Anisic acid; clofibrate; 1,6-hexanediol-bis(3,5-dibutyl-4-hydroxyphenyl)propionate; and 3-phenoxybenzoic acid	2918.90.05	5.80%	A+
Chemicals, Organic	p-Chloro-2-benzylpyridine & other specified heterocyclic compounds, w nitrogen hetero-atom(s) only cont. an unfused pyridine ring	2933.39.20	5.80%	A+
Chemicals, Organic	p-Nitro-o-xylene	2904.20.15	5.50%	A+
Chemicals, Organic	p-Nitrotoluene	2904.20.10	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Phenylacetic acid (alpha-Toluic acid)	2916.34.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Phenylacetic acid esters, nesoi	2916.35.55	1.5 cents/kg + 7.2%	A+
Chemicals, Organic	Phenylacetic acid esters, nesoi, described in additional US note 3 to section VI	2916.35.25	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Phenylacetic acid salts, nesoi	2916.34.55	1.5 cents/kg + 7.2%	A+
Chemicals, Organic	Phenylacetic acid salts, nesoi, described in additional US note 3 to section VI	2916.34.25	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Phenylglycolic (Mandelic) acid salts and esters	2918.17.50	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Piperidine	2933.32.10	1.5 cents/kg + 10.4%	A+
Chemicals, Organic	Piperidine salts	2933.32.50	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Piperonal (heliotropin)	2932.93.00	4.80%	A+
Chemicals, Organic	Products described in add. US note 3 to sec VI containing quinoline or isoquinoline ring-system (whether or n/hydrogenated), n/further fused	2933.40.60	9.30%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Chemicals, Organic	Products described in add. US note 3 to section VI containing a phenothiazine ring system (whether or not hydrogenated), not further fused	2934.30.43	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Psychotherapeutic agents of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, cont. pyrimidine or piperazine ring	2933.59.45	10.50%	A+
Chemicals, Organic	Psychotherapeutic agents of heterocyclic compounds with nitrogen hetero-atom(s) only, containing an unfused pyridine ring	2933.39.30	10.50%	A+
Chemicals, Organic	Quinones, nesoi	2914.69.90	7.70%	A+
Chemicals, Organic	Resorcinol and its salts	2907.21.00	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Saturated acyclic monocarboxylic acids, nesoi	2915.90.18	4.20%	A+
Chemicals, Organic	Sodium tetraphenylboron	2931.00.15	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Specified acyclic polycarboxylic acids and their derivatives, described in additional U.S. note 3 to section VI	2917.19.20	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Specified aromatic amino-alcohol-phenols, amino-acid-phenols and other amino-compounds with oxygen function	2922.50.10	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Specified aromatic monoamines and their derivatives; salts thereof	2921.45.20	5.80%	A+
Chemicals, Organic	Specified derivatives of phenols or phenol-alcohols containing only sulfo groups, their salts and esters	2908.20.04	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Succinic acid, glutaric acid, and their derivatives, and derivatives of adipic, fumeric and maleic acids, nesoi	2917.19.27	1.5 cents/kg + 10.6%	A+
Chemicals, Organic	Sulfanilic acid	2921.42.22	1 cent/kg + 11.4%	A+
Chemicals, Organic	Terephthalic acid and its salts	2917.36.00	1.5 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Tetrabromobisphenol A	2908.10.25	0.6 cents/kg + 11.1%	A+
Chemicals, Organic	Tetrabromophthalic anhydride	2917.39.17	11.90%	A+
Chemicals, Organic	Toluenediisocyanates (unmixed)	2929.10.10	6.50%	A+
Chemicals, Organic	Toluidines and their derivatives; salts thereof; described in additional U.S. note 3 to section VI	2921.43.40	9.30%	A+
Chemicals, Organic	Tribromocumene	2903.69.27	5.50%	A+
Chemicals, Organic	Unsaturated acyclic monocarboxylic acids, nesoi	2916.19.30	6.10%	A+
Chemicals, Organic	Unsubstituted phenol-alcohols	2907.30.00	5.50%	A+
Clock Parts	Alarm clock movements, complete and assembled, electrically operated, with display nesoi, measuring not over 50 mm in width or diameter	9109.11.20	30 cents each + 5.3% on the battery	A+
Clock Parts	Alarm clock movements, complete and assembled, electrically operated, with display nesoi, measuring over 50 mm, valued not over \$5 each	9109.11.40	7.5 cents each 3.2% on the movement + 2.6% on the battery	A+
Clock Parts	Alarm clock movements, complete and assembled, electrically operated, with display nesoi, measuring over 50 mm, valued over \$5 each	9109.11.60	22 cents each + 3.2% on the movement + 2.6% on the battery	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Clock Parts	Alarm clock movements, complete and assembled, electrically operated, with opto-electronic display only	9109.11.10	3.9% on the movement + 5.3% on the battery	A+
Clock Parts	Assemblies and subassemblies for clock movements consisting of 2 or more pieces or parts fastened or joined inseparably together	9114.90.30	6% + 2.3 cents/jewel + 0.2 cents for each other piece or part, but if consisting in part of a plate or a set of plates the total duty shall not exceed the duty for the complete movement	A+
Clock Parts	Clock cases and cases of a similar type for other goods of chapter 91, of metal	9112.10.00	3.50%	A+
Clock Parts	Clock movements nesoi, complete and assembled, electrically operated, with display nesoi, measuring not over 50 mm in width or diameter	9109.19.20	20 cents each + 3.5% on the battery	A+
Clock Parts	Clock movements nesoi, complete and assembled, electrically operated, with display nesoi, measuring over 50 mm, valued not over \$5 each	9109.19.40	12 cents each + 5.1% on the movement + 4.2% on the battery	A+
Clock Parts	Clock movements nesoi, complete and assembled, electrically operated, with display nesoi, measuring over 50 mm, valued over \$5 each	9109.19.60	30 cents each + 4.3% on the movement + 3.5% on the battery	A+
Clock Parts	Clock movements nesoi, complete and assembled, electrically operated, with opto-electronic display only	9109.19.10	3.9% on the movement + 5.3% on The battery	A+
Clock Parts	Clock movements, complete and assembled, not electrically operated, measuring not over 50 mm in width or diameter	9109.90.20	20 cents each	A+
Clock Parts	Clock movements, complete and assembled, not electrically operated, measuring over 50 mm in width or diameter, valued not over \$5 each	9109.90.40	15 cents each + 6.4%	A+
Clock Parts	Clock movements, complete and assembled, not electrically operated, measuring over 50 mm in width or diameter, valued over \$5 each	9109.90.60	30 cents each + 4.3%	A+
Clock Parts	Clock parts, nesi	9114.90.50	4.20%	A+
Clock Parts	Dials for watches and clocks, exceeding 50 mm in width	9114.30.80	4.40%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Clock Parts	Dials for watches and clocks, not exceeding 50 mm in width	9114.30.40	0.4 cents each + 7.2%	A+
Clock Parts	Plates and bridges for clocks, nesi	9114.40.80	4.20%	A+
Clock Parts	Springs, including hair-springs, for clocks	9114.10.80	4.20%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Alarm clocks nesoi, electrically operated, other than with opto-electronic display only	9105.11.80	30 cents each + 6.9% on the case + 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Alarm clocks nesoi, electrically operated, with opto-electronic display only	9105.11.40	3.9% on the movement and case + 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Alarm clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring over 50 mm in width or diameter, valued over \$5 each	9105.19.50	23 cents each + 3.2%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Alarm clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring n/o 50 mm, designed to operate over 47 hrs w/o rewinding, over 1 jewel	9105.19.30	43 cents each + 2.8 cents/jewel over 7 + 3.7% on the case	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Alarm clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring n/o 50 mm, designed to operate over 47 hrs w/o rewinding, with 0-1 jewel	9105.19.20	60 cents each + 6.9% on the case	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Apparatus for meas., recording or indicating time intervals, w/watch or clock mvmt., AC powered, w/opto-electronic display only	9106.90.75	3.90%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks nesoi, electrically operated, other than with opto-electronic display only	9105.91.80	30 cents each + 6.9% on the case + 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks nesoi, electrically operated, with opto-electronic display only	9105.91.40	3.9% on the movement And case + 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring over 50 mm in width or diameter, valued not over \$5 each	9105.99.50	7.5 cents each + 3.2%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring over 50 mm in width or diameter, valued over \$5 each	9105.99.60	23 cents each + 3.2%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks with watch movements, excluding clocks of heading 9104, electrically operated, with 0-1 jewel in the movement	9103.10.40	24 cents each + 4.5% on the case + 3.5% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks with watch movements, excluding clocks of heading 9104, electrically operated, with opto-electronic display only	9103.10.20	2.6% on the movement and case + 3.6% on the battery	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks with watch movements, excluding clocks of heading 9104, electrically operated, with over 1 jewel in the movement	9103.10.80	48 cents each + 4.6% on the case + 3.5% on the Battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Clocks with watch movements, excluding clocks of heading 9104, not electrically operated	9103.90.00	24 cents each + 4.6% on the case	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for veh., air/spacecraft, vessels, clock mvmt over 50 mm wide, electric, nt optoelectronic display, n/o \$10 each	9104.00.10	20 cents each + 4.3% on the movement and case + 3.5% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft or vessels, w/clock or watch movement < 50 mm wide, nonelectric	9104.00.60	19 cents each + 4.5% on the case	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft, vessels, clock movement over 50 mm wide, opto-electronic display only, n/o \$10 each	9104.00.05	2.6% on the movement and case + 3.5% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft, vessels, w/clock movement ov 50 mm wide, opto-electronic display only, ov \$10 each	9104.00.25	3.9% on the movement and case + 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft, vessels, w/clock movement over 50 mm wide, valued n/o \$10 each, nonelectric	9104.00.20	30 cents each + 6.4%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft, vessels, w/watch or clock movement < 50 mm wide, electric, not opto-electronic display	9104.00.50	20 cents each + 4.6% on the case + 3.5% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft,vessels, w/clock movement ov 50 mm wide, valued ov \$10 each, non-electric	9104.00.40	30 cents each + 4.3%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft,vessels, w/clock mvmt ov 50 mm wide, electric, nt optoelectronic display, ov \$10 each	9104.00.30	30 cents each + 4.3% on the movement and case + 3.5% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Instrument panel clocks for vehicles, air/spacecraft,vessels, w/watch or clock movement < 50 mm wide, opto-electronic display only	9104.00.45	2.6% on the movement and case + 3.5% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Parking meters	9106.20.00	36 cents each + 5.6% + 2 cents/jewel	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Clocks and Time Devices (excluding watches)	Time of day recording apparatus & apparatus for measuring, detecting, recording or otherwise indicating intervals of time nesi	9106.90.85	15 cents each + 2.3% + 0.8 cents/jewel	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Time registers; time recorders	9106.10.00	36 cents each + 5.6% + 2 cents/jewel	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Time switches with clock or watch movements or with synchronous motor, valued over \$5 each	9107.00.80	45 cents each + 6.4% + 2.5 cents/jewel	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, electrically operated, other than with opto-electronic display only	9105.21.80	30 cents each + 6.9% on the case + 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, electrically operated, with opto-electronic display only	9105.21.40	3.9% on the movement and case+ 5.3% on the battery	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring over 50 mm in width or diameter, valued not over \$5 each	9105.29.40	15 cents each + 6.4%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, not electrically operated, movement measuring over 50 mm in width or diameter, valued over \$5 each	9105.29.50	30 cents each + 4.3%	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, not electrically operated, mvmt measuring n/o 50 mm, 0-1 jewel, constructed/ designed to operate over 47 hrs w/o rewinding	9105.29.20	40 cents each + 4.6% on the case	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, not electrically operated, mvmt measuring n/o 50 mm, not designed or constr. to operate over 47 hrs without rewinding	9105.29.10	20 cents each + 4.6% on the case	A+
Clocks and Time Devices (excluding watches)	Wall clocks nesoi, not electrically operated, mvmt measuring n/o 50 mm, ov 1 jewel, constructed/ designed to operate ov 47 hrs w/o rewinding	9105.29.30	57 cents each + 3.7 cents/jewel over 7 + 4.9% on the case	A+
Cocoa and Cocoa Products	Chocolate and preps w/cocoa, nesoi, o/2kg but n/o 4.5 kg, n/o 65% sugar, desc in Ch17 US note 3, subj. to Ch17 US note 8, not GN15	1806.20.95	10%	A+
Cocoa and Cocoa Products	Chocolate and preps with cocoa, nesoi, ov 2kg but n/o 4.5 kg, n/o 65% sugar, nesoi	1806.20.99	8.50%	A+
Cocoa and Cocoa Products	Chocolate/oth preps with cocoa, ov 2kg but n/o 4.5 kg, (dairy prod. descr. in Ch.4 US note 1), n/o 65% sugar, subj to Ch.4 nte 10, not GN15	1806.20.81	10%	A+
Cocoa and Cocoa Products	Chocolate/oth preps with cocoa, ov 2kg but n/o 4.5 kg, n/o 65% by wt of sugar, not in blocks 4.5 kg or more, subj to GN 15	1806.20.79	10%	A+
Cocoa and Cocoa Products	Low-fat chochoate crumb, n/o 65% by wt of sugar, ov 2kg but n/o 4.5 kg, subject to add US note 3 to Ch. 18, not GN15	1806.20.85	10%	A+
Coffee	Coffee substitutes containing coffee	0901.90.20	1.5 cents/kg	A+
Copper and Copper Products	Copper, containers a kind normally carried on the person, in the pocket or in the handbag	7419.99.15	3%	



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Cutlery	Base metal scissors, tailors' shears and similar shears (o/than pinking shears val o\$30/dz), and base metal parts, val. o/\$1.75 per dozen	8213.00.90	5.8 cents each + 5.8%	A+
Cutlery	Butchers' or kitchen cleavers with their handles, nesoi, and base metal parts thereof	8214.90.30	1 cent each + 4.9%	A+
Cutlery	Sets of assorted knives w/cutting blades serrated or not (including pruning knives)	8211.10.00	The rate of duty applicable to that article in the set subject to the highest rate of duty	
Cutlery	Table knives w/fixed blades, w/stain. steel handles cont. Ni or ov 10% by wt of Mn, nesoi	8211.91.25	0.4 cents each + 6.8%	
Cutlery	Table knives w/fixed blades, w/stain. steel handles w/Ni or ov 10% by wt. of Mn, w/overall length 25.9cm or less & val. <than 25 cents ea	8211.91.20	0.4 cents each + 6.4%	
Cutlery	Table knives w/fixed blades, w/stain. steel handles, nesoi	8211.91.40	0.3 cents each + 3.7%	
Cutlery	Table knives w/fixed blades, w/stain. steel handles, nesoi, not ov 25.9 cm in overall length & val less than 25 cents each	8211.91.30	0.9 cents each + 10.6%	
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Cajeta not made from cow's milk	1901.90.32	11.20%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Dairy preps n/o 10% by wt of milk solids (descr. in add US note 1 to Ch. 4), nesoi, subject to add US note 10 to Ch.4	1901.90.46	16%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Dairy preps n/o 10% by wt of milk solids (descr. in add US note 1 to Ch. 4), nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	1901.90.44	16%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Dairy preps o/10% by wt of milk solids (descr. in add US note 1 to Ch. 4), nesoi, subject to add US note 10 to Ch.4	1901.90.42	16%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Dairy preps o/10% by wt of milk solids (descr. in add US note 1 to Ch. 4), nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	1901.90.38	16%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Food preps of flour, etc., nesoi, o/10% by dry wt of sugar, described in add. US note 3 to chap. 17: subj. to add US note 8 to Ch.17	1901.90.56	10%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Food preps of flour, etc., nesoi, o/5.5% by wt of butterfat, not pkgd for retail sale, nesoi	1901.90.70	10.20%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Infant formula w/oligosaccharides, for retail sale, n/o 10% milk solids, subject to add US note 2 to Ch. 19, not GN15	1901.10.60	17.50%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Malt extract and other preps of flour, etc., nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	1901.90.48	10%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Malt extract, fluid	1901.90.10	3.2 cents/liter	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Malt extract, solid or condensed	1901.90.20	9.60%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Margarine cheese subject to add. US note 23 to Ch. 4 and entered pursuant to its provisions	1901.90.34	10%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Margarine cheese subject to gen. note 15 of the HTS and entered pursuant to its provisions	1901.90.33	10%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use (dairy prod. of add US note 1 to Ch.4), for retail sale, o/10% milk solids, subject to Ch4 US note 10, not GN15	1901.10.35	17.50%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use (dairy prod. of Ch4 US note 1), retail sale, n/o 10% milk solids, subject to add US note 10 to Ch. 4, not GN15	1901.10.80	17.50%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use (not dairy prod. of add US note 1 to Ch.4), for retail sale, o/10% milk solids, not GN15, nesoi	1901.10.45	14.90%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use (not dairy prod. of Ch4 US note 1), retail sale, n/o 10% milk solids, nesoi	1901.10.95	14.90%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use, for retail sale, n/o 10% milk solids, subject to gen. note 15	1901.10.55	17.50%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use, for retail sale, o/10% milk solids, subject to gen. note 15	1901.10.05	17.50%	A+
Dairy Preparations (excluding Cheeses)	Preps for infant use, infant formula containing oligosaccharides and > 10% milk solids, described in add'l U.S. note 2: provisional	1901.10.15	17.50%	A+
Dairy Products	Butter subject to general note 15 (outside quota)	0405.10.05	12.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Butter subject to quota pursuant to chapter 4 additional US note 6	0405.10.10	12.3 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Dairy Products	Butter substitute dairy spreads, containing 45% or less butterfat by weight	0405.20.40	13.1 cents/kg	A+
Dairy Products	Butter substitute dairy spreads, over 45% butterfat weight, subject to general note 15 (outside quota)	0405.20.10	15.4 cents/kg	A+
Dairy Products	Butter substitute dairy spreads, over 45% butterfat weight, subject to quota pursuant to chapter 4 additional US note 14	0405.20.20	15.4 cents/kg	A+
Dairy Products	Condensed milk, sweetened, in airtight containers, subject to add. US note 11 to Ch.4	0402.99.10	3.9 cents/kg	A+
Dairy Products	Condensed milk, sweetened, in airtight containers, subject to gen. note 15 of the HTS	0402.99.03	3.9 cents/kg	A+
Dairy Products	Condensed milk, sweetened, not in airtight containers, subject to add. US note 11 to Ch. 4	0402.99.30	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Condensed milk, sweetened, not in airtight containers, subject to gen. note 15 of the HTS	0402.99.06	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Curdled milk/cream/kephir & other fermentd or acid. milk/cream descr.in gen. note 15	0403.90.87	20%	A+
Dairy Products	Curdled milk/cream/kephir & other fermentd or acid. milk/cream subject to add US note 10 to Ch.4	0403.90.90	20%	A+
Dairy Products	Dairy products of nat. milk constituents (except protein conc.), descr. in add. US nte 1 to Ch. 4 and sub to Ch4 US note 10	0404.90.30	14.50%	A+
Dairy Products	Dairy products of nat. milk constituents (except protein conc.), descr. in add. US nte 1 to Ch. 4 and subj to GN 15	0404.90.28	14.50%	A+
Dairy Products	Fats and oils derived from milk, other than butter or dairy spreads, subject to general note 15 (outside quota)	0405.90.05	10%	A+
Dairy Products	Fats and oils derived from milk, other than butter or dairy spreads, subject to quota pursuant to chapter 4 additional US note 14	0405.90.10	10%	A+
Dairy Products	Fermented milk o/than dried fermented milk or o/than dried milk with added lactic ferments	0403.90.85	17%	A+
Dairy Products	Fluid buttermilk	0403.90.20	0.34 cents/liter	A+
Dairy Products	Fluid whey, whether or not concentrated or containing added sweeteners	0404.10.20	0.34 cents/liter	A+
Dairy Products	Milk & cream (except condensed milk), concentrated in non-solid forms, sweetened, subject to add. US note 10 to Ch. 4	0402.99.70	17.50%	A+
Dairy Products	Milk & cream (except condensed milk), concentrated in non-solid forms, sweetened, subject to gen. note 15 of the HTS	0402.99.68	17.50%	A+
Dairy Products	Milk & cream in powder granules/other solid forms fat content by weight not exceeding 1.5% whether/not sweetened, described in addl note 7	0402.10.10	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen in non-solid forms, not sweetened, in airtight containers, subject to add. US note 11 to Ch.4	0402.91.10	2.2 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen in non-solid forms, not sweetened, not in airtight containers, subject to add. US note 11 to Ch. 4	0402.91.30	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen in non-solid forms, not sweetened, not in airtight containers, subject to gen. note 15 of the HTS	0402.91.06	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen or sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content by weight not o/1.5%, subj to GN15	0402.10.05	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, in non-solid forms, not sweetened, in airtight containers, subject to gen. note 15 of the HTS	0402.91.03	2.2 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, not sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/1.5% but not o/3%, subj Ch4 US note 7	0402.21.05	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, not sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/1.5% but not o/3%, subj to GN15	0402.21.02	3.3 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Dairy Products	Milk & cream, concen, not sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/3% but not o/35%, subject to gen. note 15	0402.21.27	6.8 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, not sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/35%, subject to add. US note 9 to Ch.4	0402.21.75	13.7 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, not sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/35%, subject to gen. note 15	0402.21.73	13.7 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, not sweetened, in powder/granules/oth solid forms, fat cont o/3% but not o/35%, subj to Ch 4 US note 7	0402.21.30	6.8 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/1.5%, subject to add. US note 10 to Ch.4	0402.29.10	17.50%	A+
Dairy Products	Milk & cream, concen, sweetened, in powder, granules or other solid forms, w/fat content o/1.5%, subject to gen. note 15	0402.29.05	17.50%	A+
Dairy Products	Milk and cream, not concentrated, not sweetened, fat content o/45%, subject to add. US note 6 to Ch. 4	0401.30.50	12.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk and cream, not concentrated, not sweetened, fat content o/45%, subject to gen. note 15 of the HTS	0401.30.42	12.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Milk and cream, not concentrated, not sweetened, fat content o/6% but not o/45%, subject to add. US note 5 to Ch. 4	0401.30.05	3.2 cents/liter	A+
Dairy Products	Milk and cream, not concentrated, not sweetened, fat content o/6% but not o/45%, subject to gen. note 15 of the HTS	0401.30.02	3.2 cents/liter	A+
Dairy Products	Milk and cream, unconcentrated, unsweetened, fat content over 1% but n/o 6%, for not over 11,356,236 liters entered in any calender year	0401.20.20	0.43 cents/liter	A+
Dairy Products	Milk and cream, unconcentrated, with no added sweeteners, fat content, by weight, not more than 1 percent	0401.10.00	0.34 cents/liter	A+
Dairy Products	Modified whey (except protein conc.), subject to gen. note 15 of the HTS	0404.10.08	13%	A+
Dairy Products	Modified whey (except protein conc.), wheth/not conc. or sweetened, subject to add US note 10 to Ch.4	0404.10.11	13%	A+
Dairy Products	Other dairy spreads of a type provided in ch. 4 add. US note 1, subject to quota pursuant to chapter 4 additional US note 10	0405.20.60	10%	A+
Dairy Products	Other dairy spreads of a type provided in chapter 4 additional US note 1, subject to general note 15 (outside quota)	0405.20.50	10%	A+
Dairy Products	Products consisting of natural milk constituents (except protein conc.), whether or not sweetened, not descr. in add US note 1 to Ch. 4	0404.90.70	8.50%	A+
Dairy Products	Sour cream, dried, n/o 6% by wt. butterfat, subject to add. US note 12 to Ch. 4	0403.90.41	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Sour cream, dried, n/o 6% by wt. butterfat, subject to gen. note 15 of the HTS	0403.90.37	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Sour cream, dried, o/35% but n/o 45% by wt. butterfat, subject to add. US note 9 to Ch. 4	0403.90.61	13.7 cents/kg	A+
Dairy Products	Sour cream, dried, o/35% but n/o 45% by wt. butterfat, subject to gen. note 15 of the HTS	0403.90.57	13.7 cents/kg	A+
Dairy Products	Sour cream, dried, o/6% but n/o 35% by wt. butterfat, subject to add. US note 8 to Ch. 4	0403.90.51	6.8 cents/kg	A+
Dairy Products	Sour cream, dried, o/6% but n/o 35% by wt. butterfat, subject to gen. note 15 of the HTS	0403.90.47	6.8 cents/kg	A+
Dairy Products	Sour cream, fluid, n/o 45% by wt. butterfat, subject to add. US note 5 to Ch.4	0403.90.04	3.2 cents/liter	A+
Dairy Products	Sour cream, fluid, n/o 45% by wt. butterfat, subject to gen. note 15 of the HTS	0403.90.02	3.2 cents/liter	A+
Dairy Products	Sour cream, o/45% by wt. butterfat, subject to add. US note 6 to Ch. 4	0403.90.74	12.3 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Dairy Products	Sour cream, o/45% by wt. butterfat, subject to gen. note 15 of the HTS	0403.90.72	12.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Whey (except modified whey), dried, whether or not conc. or sweetened, subject to add. US note 12 to Ch. 4	0404.10.50	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Whey (except modified whey), dried, whether or not conc. or sweetened, subject to gen. note 15 of the HTS	0404.10.48	3.3 cents/kg	A+
Dairy Products	Yogurt, in dry form, whether or not flavored or containing add fruit or cocoa, subject to add. US note 10 to Ch. 4	0403.10.10	20%	A+
Dairy Products	Yogurt, in dry form, whether or not flavored or containing add fruit or cocoa, subject to gen. note 15 of the HTS	0403.10.05	20%	A+
Dairy Products	Yogurt, not in dry form, whether or not flavored or containing add fruit or cocoa	0403.10.90	17%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Acid dyes, whether or not premetallized, and preparations based thereon, acid black 31, and other specified acid or mordant dyes	3204.12.17	9.60%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Basic black 7 and other specified basic dyes and preparations based thereon	3204.13.10	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Basic blue 3; basic red 14; and basic yellow 1, 11, 13; and preparations based thereon	3204.13.25	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Basic dyes and preparations based thereon, described in add'l U.S. note 3 to section VIvi	3204.13.60	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Basic dyes and preparations based thereon, nesoi	3204.13.80	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Basic orange 22, basic red 13 dyes, and preparations based thereon	3204.13.20	9.60%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Color lakes and preparations based thereon, described in additional U.S. note 3 to section VI	3205.00.40	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Color lakes and preparations based thereon, nesoi	3205.00.50	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Coloring preparations based on iron oxides, as specified in note 3 to this chapter 32	3206.49.20	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Copper phthalocyanine ([Phthalocyanato(2-)]copper) not ready for use as a pigment	3204.17.20	10.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Direct black 51 and other specified basic dyes and preparations based thereon	3204.14.20	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Direct black 62 and other specified basic dyes and preparations based thereon	3204.14.10	9.60%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Direct blue 86; direct red 83; direct yellow 28 dyes; and preparations based thereon	3204.14.25	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Direct dyes and preparations based thereon, nesoi	3204.14.50	11.90%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Direct dyes nesoi, and preparations based thereon, described in additional U.S. note 3 to section VI	3204.14.30	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Disperse blue 19 and other specified dispersed dyes and preparations based thereon	3204.11.10	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Disperse blue 30 and preparations based thereon	3204.11.15	9.60%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Disperse dyes and preparations based thereon, nesoi	3204.11.50	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Disperse dyes described in add'l U.S. note 3 to section VI	3204.11.35	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Glass frit and other glass, in the form of granules or flakes	3207.40.50	9.30%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Inorganic products of a kind used as luminophores	3206.50.00	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Nonrefractory surfacing preparations for facades, indoor walls, floors, ceilings or the like, not based on rubber	3214.90.50	8.30%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Other pigments and preparations based thereon, nesoi	3204.17.90	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Pigments and preparations based thereon, pigment black 1, and other specified pigments, nesoi	3204.17.04	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Pigments and preparations based thereon, products described in add'l U.S. note 3 to section VI, nesoi	3204.17.60	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Prepared driers for paints and varnishes	3211.00.00	3.70%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Reactive black 1; blue 1, 2, 4; orange 1; red 1, 2, 3, 5, 6; and yellow 1; and preparations based thereon	3204.16.10	9.60%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Reactive dyes and preparations based thereon nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	3204.16.30	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Solubilized vat blue 5 and specified solubilized vat dyes and preparations based thereon	3204.15.30	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Solubilized vat orange 3, vat blue 2, vat red 44; and vat yellow 4, 20 and preparations based thereon	3204.15.35	9.60%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Solvent black 2 and other specified solvent dyes and preparations based thereon	3204.19.11	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Solvent dyes and preparations based thereon nesoi	3204.19.25	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Solvent dyes and preparations based thereon, products described in add'l U.S. note 3 to section VI	3204.19.20	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Specified reactive dye mixtures and preparations based thereon	3204.16.20	6.50%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Sulfur black, "Colour Index Nos. 53185, 53190 and 53195" and preparations based thereon	3204.19.30	1.3 cents/kg + 9.5%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Synthetic organic coloring matter and preparations based thereon nesoi, including mixtures of items from subheading 320411 to 320419	3204.19.50	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Synthetic organic coloring matter and preparations based thereon, nesoi, described in additional U.S. note 3 to section VI	3204.19.40	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Synthetic reactive dyes and preparations based thereon, nesoi	3204.16.50	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Vat blue 1 (synthetic indigo) dye, "Colour Index No. 73000" and preparations based thereon	3204.15.10	1.3 cents/kg + 9.7%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Vat brown 3; vat orange 2, 7; and vat violet 9, 13 dyes and preparations based thereon	3204.15.20	11.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Vat dyes (incl. those usable as pigments) and preparations based thereon, described in add. U.S. note 3 to sec. VI	3204.15.40	9.90%	A+
Dyes, Pigments, and Coloring Matter	Vat dyes (including those usable in that state as pigments) and preparations based thereon, nesoi	3204.15.80	11.90%	A+
Eggs	Birds' eggs, not in shell, dried, whether or not containing added sweeteners	0408.91.00	47.6 cents/kg	A+
Eggs	Birds' eggs, not in shell, other than dried, whether or not containing added sweeteners	0408.99.00	9.7 cents/kg	A+
Eggs	Egg yolks, dried, whether or not containing added sweeteners	0408.11.00	47.6 cents/kg	A+
Eggs	Egg yolks, other than dried, whether or not containing added sweeteners	0408.19.00	9.7 cents/kg	A+
Essential Oils	Essential oils of lemon	3301.13.00	3.80%	A+
Explosives and Pyrotechnic Products	Ferrocium and other pyrophoric alloys in all forms	3606.90.30	5.90%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Corn (maize) oil, crude, and its fractions, not chemically modified	1515.21.00	3.40%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Corn (maize) oil, other than crude, and its fractions, whether or not refined, not chemically modified	1515.29.00	3.40%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Cottonseed oil, crude, and its fractions, whether or not gossypol has been removed	1512.21.00	5.6 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Cottonseed oil, other than crude, and its fractions, whether or not refined, but not chemically modified	1512.29.00	5.6 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Crude peanut (ground-nut) oil	1508.10.00	7.5 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Crude soybean oil, whether or not degummed	1507.10.00	19.10%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Degras; residues resulting from the treatment of fatty substances or animal or vegetable waxes	1522.00.00	3.80%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Denatured rapeseed, colza or mustard oil, other than crude, and their fractions, whether or not refined, nesi	1514.90.50	1.3 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Edible mixt. & preps (ex. dairy products descr. in add. US note 1 to Ch. 4), nesoi	1517.90.90	8.8 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Edible mixt. & preps, dairy products described in add. US note 1 to Ch 4: subject to add. US note 10 to Ch. 4	1517.90.50	11 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Edible mixt. & preps, dairy products described in add. US note 1 to Ch 4: subject to gen. note 15 of the HTS	1517.90.45	11 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Fats of bovine animals, sheep or goats, other than those of heading 1503	1502.00.00	0.43 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Fish-liver oils and their fractions, other than cod-liver oil and its fractions	1504.10.40	2.50%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Lard stearin, lard oil, oleostearin, oleo-oil, and tallow oil, not emulsified or mixed or otherwise prepared	1503.00.00	2 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Linseed oil, crude, and its fractions, not chemically modified	1515.11.00	6.3 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Linseed oil, other than crude, and its fractions, whether or not refined, not chemically modified	1515.19.00	6.3 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Linseed or flaxseed oil, and their fractions, boiled, oxidized, dehydrated, sulfurized, blown or otherwise chemically modified	1518.00.20	6.3 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Margarine, excluding liquid margarine	1517.10.00	12.3 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Peanut (ground-nut) oil, other than crude, and its fractions, whether or not refined, but not chemically modified	1508.90.00	7.5 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Pig fat (including lard) and poultry fat, other than that of head 0209 or 1503	1501.00.00	3 cents/kg	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Rapeseed oil, hydrogenated or hardened	1516.20.10	7.70%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Rapeseed, colza or mustard oil, crude, and their fractions, not chemically modified, nesi	1514.10.90	6.40%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Rapeseed, colza or mustard oil, other than crude, and their fractions, whether or not refined, not chemically modified, nesi	1514.90.90	6.40%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Soybean oil, other than crude, and its fractions, whether or not refined, but not chemically modified, nesi	1507.90.40	19.10%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Sunflower seed or safflower oil, other than crude, and their fractions, whether or not refined, but not chemically modified	1512.19.00	1.7 cents/kg + 3.4%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Sunflower seed or safflower oil, crude, and their fractions, whether or not refined, not chemically modified	1512.11.00	1.7 cents/kg + 3.4%	A+
Fats and Oils (Animal and Vegetable)	Vegetable fats and oils nesi, partly or wholly hydrogenated, interesterified, reesterified or elaidinized, not further prepared	1516.20.90	8.8 cents/kg	A+
Feed for Animals	Acorns and horse-chestnuts, of a kind used in animal feeding	2308.10.00	1.40%	A+
Feed for Animals	Animal feeds containing egg, other than mixed feeds or mixed feed ingredients, not containing milk or milk derivatives	2309.90.60	1.90%	A+
Feed for Animals	Animal feeds w/milk or milk derivatives, n/o 10% by wt of milk solids, subject to add note 2 to Ch. 23, not GN15	2309.90.44	7.50%	A+
Feed for Animals	Animal feeds w/milk or milk derivatives, n/o 10% by wt of milk solids, subject to gen. note 15 of the HTS	2309.90.42	7.50%	A+
Feed for Animals	Animal feeds w/milk or milk derivatives, o/10% by wt of milk solids, subject to add note 2 to Ch. 23, not GN15	2309.90.24	7.50%	A+
Feed for Animals	Animal feeds w/milk or milk derivatives, o/10% by wt of milk solids, subject to gen. note 15 of the HTS	2309.90.22	7.50%	A+
Feed for Animals	Other preps nes of a kind used in animal feeding, not cont milk or egg prods	2309.90.95	1.40%	A+
Feed for Animals	Vegetable materials and vegetable waste, vegetable residues and by products, nesi, of a kind used in animal feeding	2308.90.80	1.40%	A+
Food Residues/Waste s	Bran, sharps (middlings) and other residues, derived from the sifting, milling or other working of leguminous plants	2302.50.00	1.40%	A+
Food Residues/Waste s	Oilcake and other solid residues, resulting from the extraction of soybean oil	2304.00.00	0.45 cents/kg	A+
Food Residues/Waste s	Oilcake and other solid residues, resulting from the extraction of vegetable fats or oils, of cotton seeds	2306.10.00	0.56 cents/kg	A+
Food Residues/Waste s	Residues of starch manufacture and similar residues	2303.10.00	1.40%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Butter substitutes n/o 10% by wt of milk solids, n/o 45% butterfat, nesi	2106.90.38	13.1 cents/kg	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Butter substitutes n/o 10% by wt of milk solids, o/45% butterfat, subject to add US note 14 to Ch.4, not GN15	2106.90.34	15.4 cents/kg	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Butter substitutes n/o 10% by wt of milk solids, o/45% butterfat, subject to gen. note 15 to the HTS	2106.90.32	15.4 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Butter substitutes o/10% by wt of milk solids, n/o 45% butterfat, nesoi	2106.90.28	13.1 cents/kg	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Butter substitutes o/10% by wt of milk solids, o/45% butterfat, subject to add US note 14 to Ch.4, not GN15	2106.90.24	15.4 cents/kg	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Butter substitutes o/10% by wt of milk solids, o/45% butterfat, subject to gen. note 15 to the HTS	2106.90.22	15.4 cents/kg	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Edible ice (dairy prod. described in add US note 1 to Ch. 4), subject to add US note 10 to Ch. 4, not GN15	2105.00.30	20%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Edible ice (dairy prod. described in add US note 1 to Ch. 4), subject to gen note 15 of the HTS	2105.00.25	20%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Edible ice, except ice cream, not described in add US note 1 to Ch. 4, nesoi	2105.00.50	17%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Food preps, nesoi, n/o 10% by wt of milk solids, dairy prods, descr. in add US note 1 to Ch.4: subject to add US note 10 to Ch.4, not GN15	2106.90.85	10%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Food preps, nesoi, n/o 10% by wt of milk solids, subject to gen. note 15 of the HTS	2106.90.83	10%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Food preps, nesoi, n/o 10% milk solids, o/10% sugar, descr. in add US note 3 to Ch.17, subject to add US note 8 to Ch. 17, not GN15	2106.90.95	10%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Food preps, nesoi, o/10% by wt of milk solids, dairy prods, descr. in add US note 1 to Ch.4: subject to add US note 10 to Ch.4, not GN15	2106.90.64	10%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Food preps, nesoi, o/10% by wt of milk solids, subject to gen. note 15 of the HTS	2106.90.62	10%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Food preps, nesoi, o/10% milk solids, o/10% sugar, descr. in add US note 3 to Ch.17, subject to add US note 8 to Ch. 17, not GN15	2106.90.78	10%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Ice cream, whether or not w/cocoa, subject to add. US note 5 to Ch. 21, not GN15	2105.00.10	20%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Ice cream, whether or not w/cocoa, subject to gen. note 15 of the HTS	2105.00.05	20%	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Orange juice, fortified with vitamins or minerals	2106.90.48	7.85 cents/liter	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Roasted chicory and other roasted coffee substitutes and extracts, essences and concentrates thereof	2101.30.00	2.1 cents/kg	A+
Foodstuffs (Miscellaneous Preparations)	Tomato sauces, nesoi	2103.20.40	11.60%	A+
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, covering ankle, designed as protection against liquids, chemicals, weather	6402.91.50	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, covering ankle, nesoi, valued n/o \$3/pair	6402.91.60	48%	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, covering ankle, nesoi, valued o/\$6.50 but n/o \$12/pair	6402.91.80	90 cents/pr. + 20%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, covering ankle, nesoi, valued over \$12/pair	6402.91.90	20%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, covering ankle, nesoi, valued over \$3 but n/o \$6.50/pair	6402.91.70	90 cents/pr. + 37.5%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, covering ankle, w/ext. surf. of uppers o/90% rubber or plastics	6402.91.40	6%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, nesoi, design. as protection against liquids/chemicals/weather	6402.99.20	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, nesoi, valued n/o \$3/pair	6402.99.60	48%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, nesoi, valued o/\$3 but n/o \$6.50/pair	6402.99.70	90 cents/pr. + 37.5%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, nesoi, valued o/\$6.50 but n/o \$12/pair	6402.99.80	90 cents/pr. + 20%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, nesoi, valued over \$12/pair	6402.99.90	20%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, w/ext. surf. of uppers o/90% rubber or plastics, nesoi	6402.99.18	6%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, w/ext. surf. uppers o/90% rubber/plastics, w/base of cork	6402.99.10	12.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, w/ext. surf. uppers o/90% rubber/plastics, w/base of wood	6402.99.05	8%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, n/cov. ankle, w/open toes or heels or of the slip-on type	6402.99.30	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, w/metal toe-cap, designed as a protection against liquids, chemicals, weather	6402.30.50	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, w/metal toe-cap, not protective, valued n/o \$3/pair	6402.30.60	24%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, w/metal toe-cap, not protective, valued o/\$6.50 but n/o \$12/pair	6402.30.80	90 cents/pr. + 20%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, w/metal toe-cap, not protective, valued over \$12/pair	6402.30.90	20%	
Footwear	Footwear w/outer soles & uppers of rubber or plastics, nesoi, w/metal toe-cap, not protective, valued over \$3 but n/o \$6.50/pair	6402.30.70	90 cents/pr. + 37.5%	
Footwear	Footwear w/outer soles and uppers of leather, nesoi, covering the ankle, n/welt, for men, youths and boys	6403.51.60	8.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles and uppers of leather, nesoi, covering the ankle, n/welt, for persons other than men, youths and boys	6403.51.90	10%	
Footwear	Footwear w/outer soles and uppers of leather, nesoi, covering the ankle, welt	6403.51.30	5%	
Footwear	Footwear w/outer soles and uppers of leather, not cov. ankle, n/welt, for men, youths and boys	6403.59.60	8.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles and uppers of leather, not cov. ankle, n/welt, for persons other than men, youths and boys	6403.59.90	10%	
Footwear	Footwear w/outer soles and uppers of leather, not covering the ankle, welt, nesoi	6403.59.30	5%	
Footwear	Footwear w/outer soles of leather/comp. leath., n/o 50% by wt. rub./plast. or rub./plast./text. & 10%+ by wt. rub./plast., val. n/o \$2.50/pr	6404.20.20	15%	
Footwear	Footwear w/outer soles of leather/comp. leath., n/o 50% by wt. rub./plast. or rub./plast./text. & 10%+ by wt. rub./plast., val. o/\$2.50/pr	6404.20.40	10%	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Footwear	Footwear w/outer soles of leather/comp. leather & uppers of textile, nesoi	6404.20.60	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, val. n/o \$3/pr, nesoi	6404.19.50	48%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, val. n/o \$3/pr, w/soles affixed to upp. w/adhesives & w/o foxing	6404.19.40	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, val. o/\$12/pr	6404.19.90	9%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, val. o/\$3 but n/o \$6.50/pr, nesoi	6404.19.70	90 cents/pr. + 37.5%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, val. o/\$3 but n/o \$6.50/pr, w/soles affixed to upp. w/adhesives & w/o foxing	6404.19.60	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, val. o/\$6.50 but n/o \$12/pr	6404.19.80	90 cents/pr. + 20%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, w/open toes/heels or slip-on type, 10% or more by wt. of rubb./plastic	6404.19.35	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of textile, nesoi, w/open toes/heels or slip-on type, less than 10% rubber/plastics by wt.	6404.19.30	12.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rub./plast. & upp. of veg. fibers, nesoi, w/open toes/heels or slip-on type, less than 10% rubber/plastics by wt.	6404.19.25	7.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber or plastics, nesoi, w/metal toe-cap, w/ext. surf. uppers o/90% rubber or plastics	6402.30.30	6%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, nesoi, designed as a protection against liquids, chemicals & weather	6404.19.20	37.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, nesoi, w/ext. surf. of uppers over 50% leather	6404.19.15	10.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/comp. leather & uppers of leather, cov. ankle, n/welt, for persons other than men/youths/boys	6403.91.90	10%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/comp. leather & uppers of leather, n/cov. ankle, for women/child./infants, val. over \$2.50/pair	6403.99.90	10%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/comp. leather & uppers of leather, n/cov. ankle, for women/child./infants, val.n/o \$2.50/pr	6403.99.75	7%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/comp. leather & uppers of leather, n/cov. ankle, made on a base wood	6403.99.20	8%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/comp. leather & uppers of leather, n/cov. ankle, n/welt, for men, youths and boys, nesoi	6403.99.60	8.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/comp. leather & uppers of leather, n/cov. ankle, welt, nesoi	6403.99.40	5%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/composition leather & uppers of leather, covering the ankle, n/welt, for men,youths and boys	6403.91.60	8.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/composition leather & uppers of leather, covering the ankle, welt	6403.91.30	5%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/leather/comp. leather & uppers of leather, w/protective metal toe-cap, n/welt	6403.40.60	8.50%	
Footwear	Footwear w/outer soles of rubber/plastics/leather/comp. leather & uppers of leather, w/protective metal toe-cap, welt	6403.40.30	5%	
Footwear	Footwear, nesoi, w/outer soles and uppers other than of rubber/plastics/leather/comp. leather/textile materials	6405.90.90	12.50%	
Footwear	Footwear, nesoi, w/outer soles of other than rubber/plastics/leather/comp.leather & uppers of leather/composition leather, nesoi	6405.10.00	10%	
Footwear	Footwear, nesoi, w/outer soles of other than rubber/plastics/leather/comp.leather & uppers of vegetable fibers, nesoi	6405.20.30	7.50%	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Footwear	Footwear, nesoi, w/outer sole other than rubber/plastics/leather/comp. leather & upper of text. material other than veg. fibers or wool felt	6405.20.90	12.50%	
Footwear	Formed upper for footwear, of materials other than leather/comp.leather or textile, w/over 90% of ext. surf. rub./plast. not for fw w/foxing	6406.10.45	6%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of leather/composition leather, for men, youths and boys	6406.10.05	8.50%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of leather/composition leather, for women, misses, children and infants	6406.10.10	10%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of materials other than leather/comp.leather or textile materials, nesoi	6406.10.50	26.20%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of textile materials, nesoi, valued n/o \$3/pr	6406.10.25	33.60%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of textile materials, nesoi, valued o/\$12/pr	6406.10.40	7.50%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of textile materials, nesoi, valued o/\$3 but n/o \$6.50/pr	6406.10.30	63 cents/pr. + 26.2%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of textile materials, nesoi, valued o/\$6.50 but n/o \$12/pr	6406.10.35	62 cents/pr. + 13.7%	
Footwear	Formed uppers for footwear, of textile materials, w/o 50% of external surface leather	6406.10.20	10.50%	
Footwear	Golf shoes w/outer soles of rubber or plastics and uppers > 90% of ext. surface area rubber or plastics	6402.19.05	6%	
Footwear	Golf shoes, w/outer soles rubber/plastics/leather/comp. leather & upper of leather, for persons other than men/youths/boys	6403.19.50	10%	
Footwear	Golf shoes, w/outer soles rubber/plastics/leather/comp. leather & uppers of leather, n/welt, for men/youths/boys	6403.19.30	8.50%	
Footwear	Golf shoes, w/outer soles rubber/plastics/leather/comp. leather & uppers of leather, welt, for men/youths/boys	6403.19.10	5%	
Footwear	Sandals w/outer soles & uppers of rubber or plastics, not cov. ankle, produced in one piece by molding	6402.99.14	3%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, val. n/o \$3/pair, w/soles fixed w/adhesives w/o foxing	6404.11.40	37.50%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, val. o/\$3 but n/o \$6.50/pr, w/soles fixed w/adhesives	6404.11.60	37.50%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, valued n/o \$3/pair, nesoi	6404.11.50	48%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, valued o/\$12/pair	6404.11.90	20%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, valued o/\$3 but n/o \$6.50/pr, nesoi	6404.11.70	90 cents/pr. + 37.5%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, valued o/\$6.50 but n/o \$12/pair	6404.11.80	90 cents/pr. + 20%	
Footwear	Sports & athletic footwear w/outer soles of rubber/plastics & uppers of textile, w/ext. surf. of uppers over 50% leather	6404.11.20	10.50%	
Footwear	Sports footwear (o/than ski fwear & golf shoes), w/outer soles of rubber or plastics & uppers >90% ext. surf. area rubber or plast.	6402.19.15	5.10%	
Footwear	Sports footwear w/outer soles and uppers of rubber or plastics, nesi, valued over \$12/pair	6402.19.90	9%	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Footwear	Sports footwear w/outer soles and uppers of rubber or plastics, nesi, valued over \$3 but not over \$6.50/pair	6402.19.50	76 cents/pr. + 32%	
Footwear	Sports footwear w/outer soles and uppers of rubber or plastics, nesi, valued over \$6.50 but not over \$12/pair	6402.19.70	76 cents/pr. + 17%	
Footwear	Sports footwear, nesoi, w/outer soles rubber/plastics/leather/comp. leather & uppers of leather, n/welt, for men/youths/boys	6403.19.40	4.30%	
Footwear	Turn or turned footwear w/outer soles and uppers of leather, not covering the ankle	6403.59.15	2.50%	
Footwear	Waterproof footwear, not mechanically asmbld, w/outer soles and uppers of rubber or plastics, nesoi, not cover ankle	6401.99.90	37.50%	
Footwear	Waterproof footwear, not mechanically asmbld., w/outer soles and upper of rubber or plastics, nesoi, covering ankle but not knee	6401.92.90	37.50%	
Footwear	Waterproof footwear, not mechanically asmbld., w/over 90% of ext. surf. area of soles & uppers PVC, covering/ankle but not knee	6401.92.60	4.60%	
Footwear	Waterproof footwear, not mechanically assembled, w/outer soles & uppers of rubber or plastics, covering the knee	6401.91.00	37.50%	
Footwear	Waterproof footwear, not mechanically assembled, w/outer soles & uppers of rubber or plastics, w/metal toecap	6401.10.00	37.50%	
Footwear	Waterproof protect. footwear, not mechanically asmbld., w/outer soles and uppers of rubber or plastics, not cover ankle, w/closures	6401.99.60	37.50%	
Footwear	Waterproof protect. footwear, not mechanically asmbld., w/outer soles and uppers of rubber or plastics, not cover ankle, w/o closures	6401.99.30	25%	
Fruit Juices	Citrus juice of any single citrus fruit, nesi, (including lemon), concentrated	2009.30.60	7.9 cents/liter	
Fruit Juices	Citrus juice of any single citrus fruit, nesi, (including lemon), not concentrated	2009.30.40	3.4 cents/liter	
Fruit Juices	Grape juice (including grape must), concentrated or not concentrated	2009.60.00	4.4 cents/liter	A+
Fruit Juices	Grapefruit juice, nesi, frozen or not frozen, concentrated or not concentrated, nesi	2009.20.40	7.9 cents/liter	
Fruit Juices	Grapefruit juice, not frozen, not concentrated, and not made from a juice of 1.5 or more degree of concentration	2009.20.20	4.5 cents/liter	
Fruit Juices	Mixtures of fruit juices, or mixtures of vegetable and fruit juices, concentrated or not concentrated	2009.90.40	7.4 cents/liter	A+
Fruit Juices	Orange juice, frozen, unfermented and not containing added spirit	2009.11.00	7.85 cents/liter	
Fruit Juices	Orange juice, not frozen, concentrated, or not concentrated	2009.19.45	7.85 cents/liter	
Fruit Juices	Orange juice, not concentrated & not made from a juice of 1.5 or more degree concentration, not frozen, unfermented & not containing added spirit	2009.19.25	4.5 cents/liter	
Fruit Juices	Pineapple juice, concentrated (in concentrations greater than 3.5 degrees)	2009.40.40	1 cent/liter	A+
Fruit Juices	Pineapple juice, not concentrated, or not having a degree of concentration of more than 3.5 degrees	2009.40.20	4.2 cents/liter	A+
Fruit Juices	Prune juice, concentrated or not concentrated	2009.80.40	0.64 cents/liter	A+
Fruit Preparations	Apples, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.99.05	0.9 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Avocados, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.99.10	10.6 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Blueberries, otherwise prepared or preserved, nesi.	2008.99.18	2.20%	A+
Fruit Preparations	Cherries, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.60.00	6.9 cents/kg + 4.5%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Fruit Preparations	Cherries, preserved by sugar (drained, glace or crystallized)	2006.00.20	9.9 cents/kg + 6.4%	A+
Fruit Preparations	Citron (other than peel or pulp), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.85	14%	A+
Fruit Preparations	Citrus fruit or peel of citrus or other fruit, except mixtures, preserved by sugar (drained, glace or crystallized)	2006.00.60	6 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Citrus fruit pastes and purees, being cooked preparations	2007.91.10	11.20%	A+
Fruit Preparations	Clementines, wilkings and similar citrus hybrids (other than peel or pulp), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.55	1.4 cents/kg	
Fruit Preparations	Currant and berry fruit jellies	2007.99.70	1.40%	A+
Fruit Preparations	Currant and other berry jams, nesi	2007.99.15	1.40%	A+
Fruit Preparations	Dates, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.99.25	22.40%	A+
Fruit Preparations	Fruit pastes and purees, nesi, and nut pastes and purees, being cooked preparations	2007.99.65	10%	A+
Fruit Preparations	Fruits, nuts, and other edible parts of plants, nesi, prepared or preserved by vinegar or acetic acid	2001.90.60	14%	A+
Fruit Preparations	Grapefruit (other than peel or pulp), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.70	1.1 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Grapes, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.99.29	7%	A+
Fruit Preparations	Homogenized cooked preparations of fruit put up for retail sale as infant food or for dietetic purposes, in cont. not over 250 grams, net	2007.10.00	12%	A+
Fruit Preparations	Kumquats (other than peel or pulp), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.80	0.55 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Limes (other than peel or pulp), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.65	14%	A+
Fruit Preparations	Mixtures of fruit or edible parts of plants, in airtight cont. excl. apricots, citrus, peaches or pears (incl. canned tropical fruit salad)	2008.92.10	5.60%	A+
Fruit Preparations	Mixtures of nuts or other seeds otherwise prepared or preserved, nesi	2008.19.85	22.40%	A+
Fruit Preparations	Mixtures of vegetables, fruit, nuts, fruit-peel or other parts of plants, preserved by sugar (drained, glace or crystallized)	2006.00.50	16%	A+
Fruit Preparations	Nectarines, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.99.42	16%	A+
Fruit Preparations	Orange pulp, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.35	11.20%	A+
Fruit Preparations	Oranges (other than peel or pulp), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.40	1.4 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Papaya pastes and purees, being cooked preparations	2007.99.55	14%	A+
Fruit Preparations	Peach jam	2007.99.35	7%	A+
Fruit Preparations	Pears, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.40.00	15.30%	A+
Fruit Preparations	Peel of citrus fruit, nesi, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.30	11.3 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Peel of lemons, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.30.20	4.2 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Pineapples, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.20.00	0.35 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Fruit Preparations	Pineapples, preserved by sugar (drained, glaze or crystallized)	2006.00.40	2.10%	A+
Fruit Preparations	Plums (including prune plums and sloes), otherwise prepared or preserved, nesi	2008.99.60	11.20%	A+
Fruit Preparations	Satsumas, prepared or preserved, in airtight containers, aggregate quantity o/40,000 metric tons/calandar yr	2008.30.46	0.28 cents/kg	A+
Fruit Preparations	Strawberries, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.80.00	11.90%	A+
Fruit Preparations	Strawberry pastes and purees, being cooked preparations	2007.99.60	12%	A+
Fruit Preparations	Watermelon seeds, otherwise prepared or preserved, nesi	2008.19.50	6.40%	A+
Fruits	Apricots, fresh	0809.10.00	0.2 cents/kg	A+
Fruits	Avocados, fresh or dried	0804.40.00	11.2 cents/kg	A+
Fruits	Barberries, dried	0813.40.15	3.5 cents/kg	A+
Fruits	Boysenberries, frozen, in water or containing added sweetening	0811.90.22	11.20%	A+
Fruits	Cantaloupes, fresh, if entered during the period from August 1 through September 15, inclusive	0807.19.10	12.80%	A+
Fruits	Cherries, dried	0813.40.30	10.6 cents/kg	A+
Fruits	Cherries, provisionally preserved, but unsuitable in that state for immediate consumption	0812.10.00	13.4 cents/kg	A+
Fruits	Citrus fruit, provisionally preserved, but unsuitable in that state for immediate consumption	0812.90.20	1.8 cents/kg	A+
Fruits	Dates, fresh or dried, other than whole	0804.10.80	29.80%	A+
Fruits	Dates, fresh or dried, whole, with or without pits, packed in units weighing (with immediate container, if any) not over 4.6 kg	0804.10.20	13.2 cents/kg	A+
Fruits	Dates, fresh or dried, whole, with pits, packed in units weighing over 4.6 kg	0804.10.40	1 cent/kg	A+
Fruits	Dates, fresh or dried, whole, without pits, packed in units weighing over 4.6 kg	0804.10.60	2.8 cents/kg	A+
Fruits	Figs, fresh or dried, other than whole (including fig paste)	0804.20.80	8.8 cents/kg	A+
Fruits	Figs, fresh or dried, whole, in units weighing more than 0.5 kg each	0804.20.40	7.9 cents/kg	A+
Fruits	Figs, provisionally preserved, but unsuitable in that state for immediate consumption	0812.90.30	2.6 cents/kg	A+
Fruits	Fruit and nuts nesi, including mixtures containing nuts, provisionally preserved, but not for immediate consumption	0812.90.90	0.1 cents/kg	A+
Fruits	Fruit nesi, dried, other than that of headings 0801 to 0806, and excluding mixtures	0813.40.90	2.50%	A+
Fruits	Grapefruit, fresh or dried, entered during the period August 1 through September 30, inclusive	0805.40.40	1.9 cents/kg	
Fruits	Grapefruit, fresh or dried, if entered during the month of October	0805.40.60	1.5 cents/kg	
Fruits	Grapefruit, fresh or dried, if entered during the period November 1 through the following July 31, inclusive	0805.40.80	2.5 cents/kg	
Fruits	Grapes, dried, other than raisins	0806.20.90	3.5 cents/kg	A+
Fruits	Grapes, fresh, if entered during the period February 15 through March 31, inclusive	0806.10.20	\$1.13/m3	A+
Fruits	Grapes, fresh, if entered during the period July 1 through the following February 14, inclusive	0806.10.60	\$1.80/m3	A+
Fruits	Lemons, fresh or dried	0805.30.20	2.2 cents/kg	A+
Fruits	Mandarins (including tangerines and satsumas); clementines, wilkings and similar citrus hybrids, fresh or dried	0805.20.00	1.9 cents/kg	
Fruits	Mixtures of nuts or dried fruits of Chapter 8	0813.50.00	14%	A+
Fruits	Mixtures of two or more fruits, provisionally preserved, but unsuitable in that state for consumption	0812.90.10	11.20%	A+
Fruits	Oranges, fresh or dried	0805.10.00	1.9 cents/kg	



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Fruits	Other melons nesoi, fresh, if entered during the period from June 1 through November 30, inclusive	0807.19.80	28%	A+
Fruits	Papayas, frozen, in water or containing added sweetening	0811.90.40	11.20%	A+
Fruits	Peaches, dried	0813.40.40	1.4 cents/kg	A+
Fruits	Peaches, including nectarines, fresh, if entered during the period from June 1 through November 30, inclusive	0809.30.20	0.2 cents/kg	A+
Fruits	Pears and quinces, fresh, if entered during the period from July 1 through the following March 31, inclusive	0808.20.40	0.3 cents/kg	A+
Fruits	Peel of citrus fruit, excl. orange or citron and peel, nesi, of melon, fresh, frozen, dried or provisionally preserved	0814.00.80	1.6 cents/kg	A+
Fruits	Pineapples, fresh or dried, not reduced in size, in bulk	0804.30.20	0.51 cents/kg	A+
Fruits	Pineapples, fresh or dried, not reduced in size, in crates or other packages	0804.30.40	1.1 cents/kg	A+
Fruits	Pineapples, fresh or dried, reduced in size	0804.30.60	0.44 cents/kg	A+
Fruits	Pineapples, provisionally preserved, but unsuitable in that state for immediate consumption	0812.90.40	0.25 cents/kg	A+
Fruits	Plums, prunes and sloes, fresh, if entered during the period from June 1 through December 31, inclusive	0809.40.40	0.5 cents/kg	A+
Fruits	Prunes and plums, dried, (except if presoaked in brine)	0813.20.20	14%	A+
Fruits	Prunes and plums, soaked in brine and dried	0813.20.10	2 cents/kg	A+
Fruits	Raisins, made from dried seedless grapes	0806.20.10	1.8 cents/kg	A+
Fruits	Raisins, made from other than seedless grapes	0806.20.20	2.8 cents/kg	A+
Fruits	Raspberries and loganberries, fresh, if entered during the period from September 1 through the following June 30, inclusive	0810.20.10	0.18 cents/kg	A+
Fruits	Strawberries, provisionally preserved, but unsuitable in that state for immediate consumption	0812.20.00	0.8 cents/kg	A+
Fruits	Watermelons, fresh, if entered during the period April 1 through November 30, inclusive	0807.11.40	17%	A+
Furskin Articles	Artificial fur and articles thereof	4304.00.00	6.50%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of glass (o/than Pb crystal), nesoi, cut or engraved, valued over \$3 but n/over \$5 each	7013.29.30	11.30%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of glass (o/than Pb crystal), nesoi, cut or engraved, valued over \$5 each	7013.29.40	5%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of glass (o/than Pb crystal), nesoi, n/cut or engraved, valued over \$3 but n/over \$5 each	7013.29.50	10.50%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of glass (o/than Pb crystal), nesoi, n/cut or engraved, valued over \$5 each	7013.29.60	5%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of glass (o/than Pb crystal), nesoi, valued n/over \$0.30 each	7013.29.10	32.30%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of glass (o/than Pb crystal), nesoi, valued over \$0.30 but n/over \$3 each	7013.29.20	25.50%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of lead crystal, valued n/over \$1 each	7013.21.10	17%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of lead crystal, valued o/\$1 but n/over \$3 each	7013.21.20	14%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of lead crystal, valued o/\$3 but n/over \$5 each	7013.21.30	7.30%	A+
Glass and Glassware	Drinking glasses of pressed and toughened (specially tempered) glass	7013.29.05	12.50%	A+
Glass and Glassware	Float glass & surface ground or polished glass, nonwired, in sheets, colored thru mass, opacified, flashed, 10 mm or more thick, not worked	7005.21.20	5.60%	A+
Glass and Glassware	Float glass & surface ground or polished glass, nonwired, in sheets, colored thru mass, opacified, flashed, under 10 mm thick, not worked	7005.21.10	14.5 cents/m2 + 0.4%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Glass and Glassware	Float glass & surface ground or polished glass, nonwired, in sheets, less than 10 mm thick, w/area n/o 0.65 M2 & not for LCD's	7005.29.08	18.7 cents/m2	A+
Glass and Glassware	Float glass & surface ground or polished glass, nonwired, in sheets, less than 10 mm thick, w/area over 0.65 M2 & not for LCD's	7005.29.18	14.5 cents/m2	A+
Glass and Glassware	Glass fiber slivers	7019.19.90	4.20%	A+
Glass and Glassware	Glass in balls (o/than microspheres of heading 7018), unworked, n/o 6mm in diameter	7002.10.10	3.90%	A+
Glass and Glassware	Glass microspheres not exceeding 1 mm in diameter	7018.20.00	5%	A+
Glass and Glassware	Glass-ceramic ware of a kind used for household, office, indoor decoration or similar purposes, nesoi	7013.10.50	26%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), nesoi, cut or engraved, valued over \$3 but n/over \$5 each	7013.39.30	12.80%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), nesoi, cut or engraved, valued over \$5 each	7013.39.40	7.20%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), nesoi, n/cut or engraved, valued over \$3 but n/o \$5 each	7013.39.50	15%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), nesoi, n/cut or engraved, valued over \$5 each	7013.39.60	7.20%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), nesoi, valued n/over \$3 each	7013.39.20	25.50%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of lead crystal, valued n/over \$1 each	7013.31.10	17%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of lead crystal, valued over \$1 but n/over \$3 each	7013.31.20	14%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of low coefficient of heat expansion glass, n/o \$3 each	7013.32.20	25.50%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of low coefficient of heat expansion glass, over \$3 but n/o \$5 each	7013.32.30	12.80%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of low coefficient of heat expansion, over \$5 each	7013.32.40	7.20%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of pressed and toughened glass, nesoi	7013.39.10	12.50%	A+
Glass and Glassware	Glassware for table or kitchen purposes (o/than drinking glasses), of pressed and toughened low coefficient of heat expansion glass	7013.32.10	12.50%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. & similar purposes, of lead crystal, valued n/over \$1 each	7013.91.10	20%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. & similar purposes, of lead crystal, valued over \$1 but n/over \$3 each	7013.91.20	14%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. & similar purposes, of lead crystal, valued over \$3 but n/over \$5 each	7013.91.30	10.50%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. & similar purposes, of pressed and toughened (specially tempered) glass	7013.99.20	12.50%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. or similar purposes, nesoi, cut or engraved, valued over \$3 but n/over \$5 each	7013.99.60	15%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. or similar purposes, nesoi, cut or engraved, valued over \$5 each	7013.99.70	7.20%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. or similar purposes, nesoi, n/cut or engraved, valued over \$3 but n/over \$5 each	7013.99.80	12.80%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. or similar purposes, nesoi, n/cut or engraved, valued over \$5 each	7013.99.90	7.20%	A+
Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. or similar purposes, nesoi, valued n/over \$0.30 each	7013.99.40	38%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Glass and Glassware	Glassware for toilet/office/indoor decor. or similar purposes, nesoi, valued over \$0.30 but n/over \$3 each	7013.99.50	30%	A+
Glass and Glassware	Glassware, nesoi, decorated/colored within the body prior to solidification; millefiori glassware; glassware colored & w/bubbles etc	7013.99.10	17%	A+
Glass and Glassware	Woven glass fiber articles (other than fabrics), nesoi	7019.90.10	4.80%	A+
Grain Milling Products	Flakes, granules and pellets, of potatoes	1105.20.00	1.3 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Grains of barley, hulled, pearled, clipped, sliced, kibbled or otherwise worked, but not rolled or flaked	1104.21.00	1.20%	A+
Grain Milling Products	Groats and meal of cereals other than wheat, oats, corn (maize) or rice	1103.19.00	9%	A+
Grain Milling Products	Groats and meal of wheat	1103.11.00	0.5 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Malt, not roasted	1107.10.00	0.3 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Malt, roasted	1107.20.00	0.42 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Potato starch	1108.13.00	0.56 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Rolled or flaked grains of barley	1104.11.00	2 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Rolled or flaked grains of cereals, other than of barley or oats	1104.19.00	0.45 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Rye flour	1102.10.00	0.23 cents/kg	A+
Grain Milling Products	Wheat or meslin flour	1101.00.00	0.7 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Alfalfa (lucerne) meal and pellets	1214.10.00	1.40%	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Apricot, peach or plum stones and kernels	1212.30.00	1.5 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Cauliflower seeds of a kind used for sowing	1209.91.10	5.9 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Cotton seeds, whether or not broken	1207.20.00	0.47 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Flaxseed (linseed), whether or not broken	1204.00.00	0.39 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Flours and meals of oil seeds or oleaginous fruits other than those of mustard or soybeans	1208.90.00	1.40%	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Flours and meals of soybeans	1208.10.00	1.90%	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Kentucky blue grass seed of a kind used for sowing	1209.24.00	1.2 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Parsley seeds of a kind used for sowing	1209.91.50	0.68 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Peanuts (ground-nuts), not roasted or cooked, in shell, subject to add. US note 2 to Ch.12	1202.10.40	9.35 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Peanuts (ground-nuts), not roasted or cooked, in shell, subject to gen note 15 of the HTS	1202.10.05	9.35 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Peanuts (ground-nuts), not roasted or cooked, shelled, subject to add. US note 2 to Ch.12	1202.20.40	6.6 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Peanuts (ground-nuts), not roasted or cooked, shelled, subject to gen note 15 of the HTS	1202.20.05	6.6 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Rape or colza seeds, whether or not broken	1205.00.00	0.58 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Rye grass seed of a kind used for sowing	1209.25.00	1.4 cents/kg	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	Sugar beet, fresh, chilled, frozen or dried, whether or not ground	1212.91.00	39.7 cents/t	A+
Grains, Seeds, and Nuts (Miscellaneous)	White and ladino clover seed of a kind used for sowing	1209.22.20	1.6 cents/kg	A+
Gums, Saps and Resins	Mucilages and thickeners derived from vegetable products other than locust beans, locust bean seeds or guar seeds, and excluding agar-agar	1302.39.00	3.20%	A+
Gums, Saps and Resins	Saps and extracts of hops	1302.13.00	89 cents/kg	A+
Honey	Natural honey	0409.00.00	1.9 cents/kg	A+
Iron and Steel	Alloy (o/th stainless, silicon elect., hi-speed, or tool) steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled prod., in coils, w/thick less 4.75mm	7225.30.70	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy (o/th stainless, silicon elect., hi-speed, or tool) steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled prod., n/coils, w/thick less 4.75mm	7225.40.70	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy (o/th stainless, silicon elect., hi-speed, or tool) steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 4.75mm+	7225.30.30	1.50%	A+
Iron and Steel	Alloy (o/th stainless, silicon elect., hi-speed, or tool) steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, n/coils, w/thick 4.75mm+	7225.40.30	1.50%	A+
Iron and Steel	Alloy (o/than stainless) steel, ingots and other primary forms	7224.10.00	2%	A+
Iron and Steel	Alloy (o/than stainless) steel, semifinished products	7224.90.00	2%	A+
Iron and Steel	Alloy ball-bearing tool steel, bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded	7228.30.20	2.40%	A+
Iron and Steel	Alloy heat-resisting steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, w/thickness less than 4.75 mm	7225.50.70	1.60%	A+
Iron and Steel	Alloy high-speed steel, bars and rods in irregularly wound coils, hmot-rolled	7227.10.00	2.10%	A+
Iron and Steel	Alloy high-speed steel, bars and rods, o/than hot-rolled and in irregularly wound coils	7228.10.00	4.60%	A+
Iron and Steel	Alloy high-speed steel, width 600mm+, flat-rolled products	7225.20.00	4.20%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel	Alloy high-speed steel, width less th/600mm, flat-rolled products of high-speed steel	7226.20.00	5%	A+
Iron and Steel	Alloy high-speed steel, wire	7229.10.00	4%	A+
Iron and Steel	Alloy silico-manganese steel, bars and rods, cold formed, o/than hot-rolled and in irregularly wound coils	7228.20.50	3%	A+
Iron and Steel	Alloy silico-manganese steel, bars and rods, not cold-formed, o/than hot-rolled and in irregularly wound coils	7228.20.10	2.40%	A+
Iron and Steel	Alloy silico-manganese steel, wire	7229.20.00	3.60%	A+
Iron and Steel	Alloy silicon electrical steel (grain-oriented), width 300mm+ but less th/600mm, flat-rolled products	7226.11.10	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy silicon electrical steel (grain-oriented), width 600mm+, flat-rolled products	7225.11.00	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy silicon electrical steel (grain-oriented), width less th/300mm, flat-rolled products	7226.11.90	2.80%	A+
Iron and Steel	Alloy silicon electrical steel (o/than grain-oriented), width 300mm+ but less th/600mm, flat-rolled products	7226.19.10	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy silicon electrical steel (o/than grain-oriented), width less th/300mm, flat-rolled products	7226.19.90	2.80%	A+
Iron and Steel	Alloy silicon electrical steel (other than grain-oriented), width 600mm+, flat-rolled products	7225.19.00	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (n/plated or coated w/zinc), width less than 600mm, flat-rolled products further worked than cold-rolled, nesoi	7226.99.00	2.50%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/ than tool), width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, w/thickness 4.75 mm or more	7225.50.60	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/th heat-resisting), width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, w/thickness less than 4.75 mm	7225.50.80	1.60%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than hi-speed, silico-mang./tool), bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded	7228.30.80	2.40%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than hi-speed/silico-mang.), flat wire	7229.90.10	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than hi-speed/silico-mang.), round wire	7229.90.50	3.60%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than hi-speed/silico-mang.), wire (o/than flat or round wire)	7229.90.90	2.50%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than silicon elect./tool), width 300mm+ but less th/600mm, hot-rolled flat-rolled products, w/thickness less than 4.75 mm	7226.91.70	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than silicon elect./tool), width less th/300mm, hot-rolled flat-rolled products, w/thickness less than 4.75 mm	7226.91.80	2.50%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than silicon elect./tool), width less th/600mm, hot-rolled flat-rolled products, w/thickness of 4.75 mm or more	7226.91.50	1.50%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than tool), bars and rods, cold-formed	7228.60.80	3%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than tool), bars and rods, further worked than hot-rolled, forged but not cold-formed	7228.60.60	2.40%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than tool), bars and rods, not further worked than cold-formed or cold-finished	7228.50.50	3%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than tool), width 300mm+ but less th/600mm, cold-rolled flat-rolled products	7226.92.50	1.60%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than tool), width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled products, w/thickness n/o 0.25 mm	7226.92.70	2%	A+
Iron and Steel	Alloy steel (o/than tool), width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled products, w/thickness o/0.25 mm	7226.92.80	2.40%	A+
Iron and Steel	Alloy steel hollow drill bars and rods	7228.80.00	2.30%	A+
Iron and Steel	Alloy steel, angles, shapes and sections, hot-rolled & not drilled/not punched and not otherwise advanced	7228.70.30	0.80%	A+
Iron and Steel	Alloy steel, angles, shapes and sections, o/than hot-rolled & not drilled/punched and not otherwise advanced	7228.70.60	2.10%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel	Alloy steel, bars and rods, not further worked than forged	7228.40.00	2.40%	A+
Iron and Steel	Alloy steel, width less th/600mm, flat-rolled products further worked than cold-rolled, electrolytically plated or coated with zinc	7226.93.00	2.50%	A+
Iron and Steel	Alloy steel, width less th/600mm, flat-rolled products further wrkd than cold-rolled, plated or coated with zinc o/than electrolytically	7226.94.00	2.50%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/th hi-speed), width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products	7225.50.10	4%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than ball-bearing/chipper knife), bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded	7228.30.60	4.20%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), bars & rods in irregular wound coils, hot-rolled, n/tempered, treated or partly manufactured	7227.90.10	0.80%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), bars and rods in irregularly wound coils, hot-rolled, nesoi	7227.90.20	1.70%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), bars and rods, further worked than hot-rolled, forged, cold-formed or cold-finished	7228.60.10	4.20%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), bars and rods, not further worked than cold-formed or cold-finished	7228.50.10	4.20%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), width 300mm+ but less th/600mm, cold-rolled flat-rolled products	7226.92.10	4%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), width 600m+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick. of 4.75 mm or more	7225.30.10	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), width 600m+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick. of less than 4.75 mm	7225.30.50	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), width 600m+, hot-rolled flat-rolled products, n/coils, w/thick. of 4.75 mm or more	7225.40.10	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), width 600m+, hot-rolled flat-rolled products, n/coils, w/thick. of less than 4.75 mm	7225.40.50	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed), width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled products	7226.92.30	4.20%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed/chipper knife), width 300mm+ but less th/600mm, hot-rolled flat-rolled products	7226.91.15	3.80%	A+
Iron and Steel	Alloy tool steel (o/than hi-speed/chipper knife), width less th/300mm, hot-rolled flat-rolled products	7226.91.25	4.60%	A+
Iron and Steel	Ferroalloys nesoi	7202.99.50	5%	A+
Iron and Steel	Ferrochromium containing by weight more than 3 percent but not more than 4 percent of carbon	7202.49.10	1.90%	A+
Iron and Steel	Ferromanganese containing by weight more than 4 percent of carbon	7202.11.50	1.50%	A+
Iron and Steel	Ferromolybdenum	7202.70.00	4.50%	A+
Iron and Steel	Ferroniobium	7202.93.00	5%	A+
Iron and Steel	Ferrosilicon containing by weight more than 80% but not more than 90% of silicon	7202.21.75	1.90%	A+
Iron and Steel	Ferrosilicon containing by weight more than 90% of silicon	7202.21.90	5.80%	A+
Iron and Steel	Ferrotitanium and ferrosilicon titanium	7202.91.00	3.70%	A+
Iron and Steel	Ferrozirconium	7202.99.10	4.20%	A+
Iron and Steel	Free-cutting steel, bars and rods in irregularly wound coils, hot-rolled	7213.20.00	0.80%	A+
Iron and Steel	Free-cutting steel, bars and rods, not further worked than cold-formed or cold-finished, not in coils	7215.10.00	3%	A+
Iron and Steel	Free-cutting steel, bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or hot-extruded, n/coils, nesoi	7214.30.00	1.90%	A+
Iron and Steel	Iron and nonalloy steel ingots	7206.10.00	1.70%	A+
Iron and Steel	Iron or nonalloy steel semifinished products, w/0.25% or more of carbon	7207.20.00	1.70%	A+
Iron and Steel	Iron or nonalloy steel semifinished products, w/less than 0.25% carbon, o/than w/rect. cross section	7207.19.00	1.70%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel	Iron or nonalloy steel semifinished products, w/less than 0.25% carbon, w/rect. cross sect. (exclud. sq.), nesoi	7207.12.00	1.70%	A+
Iron and Steel	Iron or nonalloy steel semifinished products, w/less than 0.25% carbon, w/rect. cross sect.(incl. sq.), w/width less than twice thickness	7207.11.00	1.70%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel nesoi, bars and rods, not further wkd. than cold-formed or cold-finished, not in coils	7215.50.00	3%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, angle, shapes & sections nesoi, cold-formed/cold-finished from flat-rolled prod. & furth wkd th/cold-formed/cold-finish	7216.91.00	1.80%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, angles, shapes & sections nesoi, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded	7216.50.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, angles, shapes & sections nesoi, further wkd. than cold-formed or cold-finished and not from flat-rolled products	7216.99.00	1.80%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, bars and rods, cold-formed, plated or coated with metal	7215.90.30	3%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, bars and rods, not cold-formed, plated or coated with metal	7215.90.10	1.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or hot-extruded, w/non-rectangular X-sect, not in coils	7214.99.00	1.90%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or hot-extruded, w/rectangular (o/than square) X-section	7214.91.00	1.90%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, concrete reinforcing bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or hot-extruded, n/coils	7214.20.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, flat wire, <0.25% carbon, not plated or coated, w/thick n/o 0.25 mm	7217.10.10	1.70%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, flat wire, <0.25% carbon, not plated or coated, w/thick o/0.25mm but n/o 1.25 mm	7217.10.20	1.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, flat wire, <0.25% carbon, not plated or coated, w/thick o/1.25 mm	7217.10.30	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, flat wire, plated or coated with base metal other than zinc	7217.30.15	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, flat wire, plated or coated with zinc	7217.20.15	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, flat wire, w/0.25% or more carbon, not plated or coated	7217.10.70	1.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, forged bars and rods, not in coils	7214.10.00	1.90%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, H-sections, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height 80 mm or more	7216.33.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, I-sections (standard beams), not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height 80 mm or more	7216.32.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, L or T-sections, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height 80 mm or more	7216.40.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, L-sections, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height under 80 mm	7216.21.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, neosi, width 300mm+ but less th/600mm, hot-rolled flat-rolled products, not pickled, not clad/plated/coated	7211.19.75	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, neosi, width 300mm+ but less th/600mm, hot-rolled flat-rolled products, pickled, not clad/plated/coated	7211.19.60	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, neosi, width less th/300mm, hot-rolled flat-rolled products, w/thick 1.25mm or less, not clad/plated/coated	7211.19.30	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, neosi, width less th/300mm, hot-rolled flat-rolled products, w/thick o/1.25 mm but n/o 4.75 mm, n/clad/plated/coated	7211.19.20	2.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, nesoi, width 300mm+ but less th/600mm, cold-rolled flat-rolled, <0.25% carbon, not clad/plated/coated	7211.23.60	2%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, nesoi, width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled, <0.25% carbon, w/thick n/o 0.25mm, not clad/plated/coated	7211.23.45	1%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, nesoi, width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled, <0.25% carbon, w/thick o/0.25mm n/o 1.25mm, not clad/plated	7211.23.30	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, nesoi, width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled, <0.25% carbon, w/thick o/1.25mm, not clad/plated/coated	7211.23.20	2.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, <0.25% carbon, not plated or coated, w/diameter less than 1.5 mm	7217.10.40	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, <0.25% carbon, not plated or coated, w/diameter of 1.5 mm or more	7217.10.50	0.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, <0.25% carbon, plated or coated with base metal other than zinc, w/diam. of 1.5 mm or more	7217.30.30	0.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, <0.25% carbon, plated or coated with zinc, w/diameter of 1.5 mm or more	7217.20.30	0.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, w/0.25% or more carbon and/or <1.5mm diam, plated or coated with base metal other than zinc	7217.30.45	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, w/0.25% or more carbon and/or <1.5mm diam, plated or coated with zinc	7217.20.45	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, round wire, w/0.25% or more carbon, not plated or coated	7217.10.80	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, T-sections, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height under 80 mm	7216.22.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, U,I or H-sections, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height under 80 mm	7216.10.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, U-sections, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded, w/height of 80 mm or more	7216.31.00	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 300+ but less th/600mm, flat-rolled products, plated or coated with zinc (other than electrolytically)	7212.30.50	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 300mm+ but less th/600mm, cold-rolled flat-rolled, w/0.25% or more carbon, not clad/plated/coated	7211.29.60	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 0.361mm+ but less 5mm, not clad/plated/coated	7209.18.60	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 0.5mm or more but n/o 1mm, not clad/plated/coated	7209.17.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 3mm+, not clad/plated/coated	7209.15.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick o/1mm but less than 3mm, not clad/plated/coated	7209.16.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, not in coils, w/thick 0.5mm+ but n/o 1mm, not clad/plated/coated	7209.27.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, not in coils, w/thick 3mm or more, not clad/plated/coated	7209.25.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, not in coils, w/thick less than 0.5mm, not clad/plated/coated	7209.28.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, not in coils, w/thick o/1mm but less than 3mm, not clad/plated/coated	7209.26.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products further worked than cold-rolled, not clad/plated/coated, nesoi	7209.90.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, clad	7210.90.10	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, electrolytically coated or plated with base metal, nesoi	7210.90.60	2.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, electrolytically plated or coated with zinc	7210.30.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, painted/varnished or coated w/plastic, nesoi	7210.70.60	2.60%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with aluminum o/than aluminum-zinc alloy	7210.69.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with aluminum-zinc alloys	7210.61.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with chromium oxides or with chromium and chromium oxides	7210.50.00	2.30%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with lead, including terneplate	7210.20.00	1.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with tin, less than 0.5 mm thick	7210.12.00	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with tin, w/thick. 0.5 mm or more	7210.11.00	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with zinc (other than electrolytically), corrugated	7210.41.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, flat-rolled products, plated or coated with zinc (other than electrolytically), not corrugated	7210.49.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 3mm or mor but less 4.75mm, pickled, not clad/plated	7208.26.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 3mm or more & less 4.75mm, not pickld/clad/plated	7208.38.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 4.75mm or more & n/o 10mm, not pickled/clad/plated	7208.37.00	2.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 4.7mm or more, pickled, not clad/plated/coated	7208.25.60	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick less than 3mm, not pickled/clad/plated/coated	7208.39.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick less than 3mm, pickled, not clad/plated/coated	7208.27.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick o/10mm, not pickled/clad/plated/coated	7208.36.00	2.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, neosi, not in coils, w/thick less than 3mm, not clad/plated/coated	7208.54.00	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, w/pattern in relief,not coils,w/thick < 4.75mm, not clad/plated/coated	7208.40.60	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, w/patterns in relief, in coils, pickled, not clad/plated/coated	7208.10.15	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled, w/0.25% or more carbon,w/thick 0.25mm or less, not clad/plated/coated	7211.29.45	1%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled, w/0.25% or more carbon,w/thick o/0.25mm, not clad/plated/coated	7211.29.20	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/300mm, flat-rolled products, plated/coated w/zinc (other than electrolytically), w/thick 0.25mm or less	7212.30.30	1%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/300mm, flat-rolled products, plated/coated with zinc (other than electrolytically), w/thick o/0.25mm	7212.30.10	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/600mm, flat-rolled products, clad	7212.60.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/600mm, flat-rolled products, electrolytically plated or coated with zinc	7212.20.00	2.60%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, width less th/600mm, flat-rolled products, plated or coated with tin	7212.10.00	1.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire (other than flat or round), <0.25% carbon, not plated or coated	7217.10.60	2.20%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire (other than flat or round), <0.25% carbon, plated or coated with base metal other than zinc	7217.30.60	2.20%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire (other than flat or round), <0.25% carbon, plated or coated with zinc	7217.20.60	2.20%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire (other than flat or round), w/0.25% or more of carbon, not plated or coated	7217.10.90	2.20%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire (other than flat or round), w/0.25% or more of carbon, plated or coated with base metal other than zinc	7217.30.75	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire (other than flat or round), w/0.25% or more of carbon, plated or coated with zinc	7217.20.75	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire, coated with plastics	7217.90.10	0.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel, wire, plated or coated with materials other than base metals or plastics	7217.90.50	2.10%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel,width 600mm+,hot-rolled flat-rolled product,in coil,w/pattern in relief,w/thick 4.75mm+,not pickld,not clad/plated/coatd	7208.10.30	2.40%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy steel,width 600mm+,hot-rolled flat-rolled product,in coil,w/pattern in relief,w/thick <4.75mm,not pickld,not clad/plated/coatd	7208.10.60	2%	A+
Iron and Steel	Iron/nonalloy, concrete reinforcing bars and rods in irregularly wound coils, hot-rolled	7213.10.00	2%	A+
Iron and Steel	Nonalloy hi-strength steel, width 300mm+ but less th/600mm, hot-rolled flat-rolled products, not clad/plated/coated	7211.19.45	2%	A+
Iron and Steel	Nonalloy hi-strength steel, width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick less than 0.5mm, not clad/plated/coated	7209.18.15	2%	A+
Iron and Steel	Nonalloy hi-strength steel, width 600mm+, hot-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick 4.75mm+, pickled, not clad/plated/coated	7208.25.30	2.40%	A+
Iron and Steel	Nonalloy hi-strength steel, width less th/300mm, cold-rolled flat-rolled, <0.25% carbon, w/thick o/1.25mm, not clad/plated/coated	7211.23.15	1.40%	A+
Iron and Steel	Nonalloy hi-strength steel, width less th/300mm, hot-rolled flat-rolled products, not clad/plated/coated	7211.19.15	2.30%	A+
Iron and Steel	Nonalloy steel(blackplate), width 600mm+, cold-rolled flat-rolled products, in coils, w/thick less than 0.361mm, not clad/plated/coated	7209.18.25	1.30%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, angles, shapes & sections, hot-rolled, not drilled/punched or otherwise advanced	7222.40.30	0.80%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, angles, shapes & sections, other than hot-rolled and not drilled/punched or otherwise advanced	7222.40.60	2.10%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, bars and rods in irregularly wound coils, hot-rolled	7221.00.00	1.90%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, bars and rods, further worked than cold-formed or cold-finished, nesoi	7222.30.00	4.20%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, bars and rods, hot-rolled, hot-drawn or extruded, of circular cross-section	7222.11.00	4.20%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, bars and rods, hot-rolled, hot-drawn or extruded, other than of circular cross-section	7222.19.00	4.20%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, bars and rods, not further worked than cold-formed or cold-finished, nesoi	7222.20.00	4.20%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, flat wire	7223.00.50	1.30%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, ingots and other primary forms	7218.10.00	2.10%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, round wire	7223.00.10	3.60%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, semifinished products of rectangular (other than square) cross-section	7218.91.00	2.10%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, semifinished products, other than of rectangular (other than square) cross-section	7218.99.00	2.10%	A+
Iron and Steel	Stainless steel, wire (other than round or flat wire)	7223.00.90	2.50%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel (o/stainless), welded, w/circ. x-sect & ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes, hollow prof., w/wall thick. less th/1.65 mm	7306.50.10	3%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel Products	Alloy steel (o/stainless), welded, w/circ. x-sect & ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes, hollow prof., w/wall thck. of 1.65 mm+	7306.50.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel (o/than stainless), seamless, cold-drawn/cold-rolled, tubes, pipes, etc., w/circ. cross sect., for mfr of ball/roller bearings	7304.51.10	2.70%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel (o/than stainless), seamless, n/cold-drawn/cold-rolled, tubes, pipes, etc. w/circ. cross sect., for boilers, heaters, etc	7304.59.20	3%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel (o/than stainless), seamless, n/cold-drawn/cold-rolled, tubes, pipes, etc. w/circ. cross sect., for mfr ball/roller bearings	7304.59.10	2.70%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel (o/than stainless), seamless, tubes, pipes and hollow profiles, o/than circ. cross sect., w/wall thickness less than 4 mm	7304.90.70	3%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel (o/than stainless), seamless, tubes, pipes and hollow profiles, o/than circ. cross sect., w/wall thickness of 4 mm or more	7304.90.30	1.30%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, angles, shapes and sections of alloy steel, welded	7301.20.50	1.60%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, long. welded, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, tubes and pipes, o/than used in oil/gas drill. or pipelines	7305.31.60	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, rails for railway or tramway tracks	7302.10.50	1.40%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed o/than welded, w/non-circ. x-sect or circ. x-sect w/ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes and hollow profiles	7306.90.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, circ. w/cross sect. & ext. diam o/406.4mm, line pipe, long. submerg. arc weld., used for oil/gas pipelines	7305.11.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam o/406.4mm, line pipe, long. welded nesoi, used for oil/gas pipelines	7305.12.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam o/406.4mm, line pipe, not long. welded, used for oil/gas pipelines	7305.19.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, casing pipe, n/threaded/coupled, of kind for drilling for oil/gas	7305.20.80	1.30%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, casing pipe, threaded/coupled, of kind for drilling for oil/gas	7305.20.60	2.50%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, not welded, tubes and pipes, o/than used in oil/gas drill. or pipelines	7305.90.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/ext. diam 406.4mm or less or o/than circ. x-sect, n/threaded/coupled, casing of kind used in drilling for oil/gas	7306.20.40	1.30%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/ext. diam 406.4mm or less or o/than circ. x-sect, threaded/coupled, casing of kind used in drilling for oil/gas	7306.20.30	2.50%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamed, w/ext. diam 406.4mm or less or o/than circ. x-sect, tubing of a kind used for drilling for oil/gas	7306.20.80	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamless casing pipe, not threaded or coupled, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.29.40	1.30%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamless casing pipe, threaded or coupled, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.29.30	2.50%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamless drill pipe, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.21.60	3%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, seamless tubing, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.29.60	3%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, weld. o/than long. weld., w/circ. x-sect. & ext. diam. o/406.4mm, tubes and pipes, o/than used in oil/gas drill. or pipelines	7305.39.50	2%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, welded, w/non-circ. x-sect, tubes, pipes and hollow profiles, w/wall thickness less than 4 mm	7306.60.70	3%	A+
Iron and Steel Products	Alloy steel, welded, w/non-circ. x-sect, tubes, pipes and hollow profiles, w/wall thickness of 4 mm or more	7306.60.30	1.80%	A+
Iron and Steel Products	Cast iron or steel, fittings for tubes or pipes, nesoi	7307.19.90	6.20%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel Products	Iron (o/than cast) or nonalloy steel, seamless casing pipe, not threaded or coupled, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.29.20	0.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron (o/than cast) or nonalloy steel, seamless casing pipe, threaded or coupled, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.29.10	2.40%	A+
Iron and Steel Products	Iron (o/than cast) or nonalloy steel, seamless drill pipe, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.21.30	3.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron (o/than cast) or nonalloy steel, seamless, tubes, pipes and hollow profiles, o/than circ. cross sect., w/wall thickness less than 4 mm	7304.90.50	3.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron (o/than cast) or nonalloy steel, seamless, tubes, pipes and hollow profiles, o/than circ. cross sect., w/wall thickness of 4 mm or more	7304.90.10	0.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron (o/than cast) or nonalloy, seamless tubing, of a kind used in drilling for oil or gas	7304.29.50	3.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, angles, shapes and sections, welded	7301.20.10	1.10%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, long. welded, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, tubes and pipes, o/th used in oil/gas drill.etc	7305.31.40	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, not cast, butt welding fittings for tubes/pipes, w/inside diam. less than 360mm	7307.93.30	6.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, rails for railway or tramway tracks	7302.10.10	0.10%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed o/welded, w/non-circ. x-sect. or circ. x-sect. w/ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes & hollow profiles	7306.90.10	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam o/406.4mm, line pipe, long. submerg. arc weld., used for oil/gas	7305.11.10	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam o/406.4mm, line pipe, long. welded nesoi, used for oil/gas	7305.12.10	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, casing pipe, n/threaded/coupled, of kind for drill. for oil/gas	7305.20.40	0.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, casing pipe, threaded/coupled, of kind for drilling for oil/gas	7305.20.20	2.40%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam. o/406.4mm, not welded, tubes and pipes, o/th used in oil/gas drill.etc	7305.90.10	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/circ. cross sect. & ext. diam o/406.4mm, line pipe, not long. welded, used for oil/gas	7305.19.10	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/ext. diam 406.4mm or less or o/than circ. x -sect, n/threaded/coupled, casing kind used drill for oil/gas	7306.20.20	0.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/ext. diam 406.4mm or less or o/than circ. x -sect, threaded/coupled, casing of kind used in drill. oil/gas	7306.20.10	2.40%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, seamed, w/ext. diam. 406.4mm or less or o/than circ. x -sect, tubing of a kind used for drilling for oil/gas	7306.20.60	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, weld. o/than long. weld., w/circ. x-sect. & ext. diam. o/406.4mm, tubes and pipes, o/th used in oil/gas drill.etc	7305.39.10	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, welded, w/circ. x-sect & ext. diam. 406.4mm or less, pipes, tubes & holl. prof., w/wall thick. of 1.65 mm or more	7306.30.50	0.80%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, welded, w/circ. x-sect & ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes, hollow profiles, w/wall thick. less than 1.65 mm	7306.30.10	3.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, welded, w/non-circ. x-sect, tubes, pipes and hollow profiles, w/wall thickness less than 4 mm	7306.60.50	3.20%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Iron and Steel Products	Iron or nonalloy steel, welded, w/non-circ. x-sect, tubes, pipes and hollow profiles, w/wall thickness of 4 mm or more	7306.60.10	0.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel (o/than stainless), stranded wire, not elect. insul., not fitted with fittings or made up into articles	7312.10.30	2%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel sheet piling, whether or not drilled, punched or made from assembled elements	7301.10.00	0.30%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, coach screws	7318.11.00	12.50%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, columns, pillars, posts, beams and girders, nesoi	7308.90.60	1.60%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, containers of a kind normally carried on the person, in the pocket or in the handbag, nesoi	7326.90.35	7.80%	
Iron and Steel Products	Iron or steel, fish plates and sole plates for jointing or fixing rails	7302.40.00	0.40%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, leaf springs & leaves therefore, suitable for motor vehicle suspension (o/than for motor vehicles w/a G.V.W. o/4 metric tons)	7320.10.60	3.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, nails, tacks, corrugated nails, staples & similar arts., of one piece construction, made of round wire, nesoi	7317.00.55	0.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, not in part alloy steel, columns, pillars, posts, beams and girders	7308.90.30	1.10%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, self-tapping screws, w/shanks or threads 6 mm or more in diameter	7318.14.50	8.60%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, self-tapping screws, w/shanks or threads less than 6 mm in diameter	7318.14.10	6.20%	A+
Iron and Steel Products	Iron or steel, sleepers (cross-ties) for railway or tramway track construction	7302.20.00	0.40%	A+
Iron and Steel Products	Iron/steel (o/stainless), ropes, cables & cordage (o/than stranded wire), n/elect. insul., fitted with fittings or made up into articles	7312.10.70	2.30%	A+
Iron and Steel Products	Iron/steel (o/stainless), ropes, cables & cordage, o/th of brass plate wire (o/than stranded wire), n/elect. insul., w/o fittings etc.	7312.10.90	1.60%	A+
Iron and Steel Products	Iron/steel, fencing, of wire, welded at the intersection, plated or coated with zinc, whether or not covered w/plastic material	7314.31.10	0.1 cents/kg	A+
Iron and Steel Products	Iron/steel, grill, netting and fencing, of wire, not welded at the intersection, coated with plastics	7314.42.00	0.1 cents/kg	A+
Iron and Steel Products	Iron/steel, grill, netting and fencing, of wire, not welded at the intersection, plated or coated with zinc	7314.41.00	0.1 cents/kg	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, ropes, cables and cordage (o/than stranded wire), not elect. insul., fitted with fittings or made up into articles	7312.10.50	2.30%	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, ropes, cables and cordage (o/than stranded wire), not elect. insul., not fitted with fittings or made up into articles	7312.10.60	1.80%	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, seamless, cold-drawn/cold-rolled, tubes, pipes and hollow profiles, w/circular cross section & extern. diam less than 19mm	7304.41.30	3%	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, seamless, cold-drawn/cold-rolled, tubes, pipes and hollow profiles, w/circular cross section & extern. diam of 19mm or more	7304.41.60	3%	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, seamless, not cold-drawn/cold-rolled, tubes, pipes and hollow profiles, w/circular cross section	7304.49.00	3%	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, welded, w/circ. x-sect & ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes, hollow profiles, w/wall thick. less than 1.65 mm	7306.40.10	3%	A+
Iron and Steel Products	Stainless steel, welded, w/circ. x-sect & ext. diam. 406.4mm or less, tubes, pipes, hollow profiles, w/wall thick. of 1.65 mm or more	7306.40.50	2%	A+
Jewelry	Synthetic or reconstructed precious or semiprecious stones, unworked or simply sawn or roughly shaped	7104.20.00	3%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Leather and Skins	Leather of animals, nesi, without hair on, not including chamois, patent, patent laminated or metallized, not fancy	4107.90.30	3.30%	A+
Leather and Skins	Leather of swine, w/o hair on, not incl. chamois, patent, patent laminated or metallized leather, nesi	4107.10.30	4.20%	A+
Leather and Skins	Patent laminated leather or metallized leather, of calf or kip	4109.00.40	3.60%	A+
Leather and Skins	Patent leather	4109.00.30	2.30%	A+
Leather and Skins	Sheep or lamb skin leather, w/o wool on, excl. leather of heading 4108 or 4109, parchment-dressed or prepared after tanning, not fancy	4105.20.30	2%	A+
Leather and Skins	Sheep or lamb skin leather, w/o wool on, not incl. chamois, patent, patent laminated or metallized leather, pretanned other than vegetable	4105.12.00	2%	A+
Leather and Skins	Sheep or lamb skin leather, without wool on, not including chamois, patent, patent laminated or metallized leather, retanned, nesi	4105.19.20	2%	A+
Leather and Skins	Wet blues of sheep or lamb skin leather, without wool on, not including chamois, patent, patent laminated or metallized leather, retanned	4105.19.10	2%	A+
Leather and Skins	Wet blues of swine leather, w/o hair on, not incl. chamois, patent, patent laminated or metallized leather	4107.10.20	4.20%	A+
Leather and Skins	Whole bovine skin leather, w/o hair on, fancy, n/o 2.6 sq m not incl. chamois, patent, patent laminated or metallized leather	4104.10.80	3.60%	A+
Leather and Skins	Whole bovine skin leather, w/o hair on, not fancy, n/o 2.6 sq m not incl. chamois, patent, patent laminated or metallized leather	4104.10.60	2.40%	A+
Leather Articles	Articles of a kind normally carried in the pocket or handbag, with outer surface 85% or more silk or silk waste	4202.32.85	8%	
Leather Articles	Articles of a kind normally carried in the pocket or handbag, with outer surface of leather, composition or patent leather, nesi	4202.31.60	8%	
Leather Articles	Articles of apparel, of leather or of composition leather, nesi	4203.10.40	6%	
Leather Articles	Articles of kind usu. carried in pocket or handbag (o/t lea., shtng. of plas., tex. mat., vul. fib. or paperbd.), pap. cov., of mat. nesi	4202.39.50	7.80%	
Leather Articles	Cases, bags & sim. cont., nesi, of mat. (o/t lea., plas. shtng., tex. mat., vul. fib. or paperbd.), pap. cov., except of wood or plastic	4202.99.50	7.80%	
Leather Articles	Cases, bags and containers nesi, with outer surface of leather, of composition leather or patent leather	4202.91.00	4.50%	
Leather Articles	Cases, bags and similar containers, nesi, with outer surface of vulcanized fiber or of paperboard	4202.99.90	20%	
Leather Articles	Gloves not wholly of horsehide or cowhide leather not specially designed for use in sports, nesi	4203.29.18	14%	
Leather Articles	Gloves not wholly of horsehide or cowhide leather not specially designed for use in sports, with fourchettes or sidewalls	4203.29.15	14%	
Leather Articles	Gloves, mittens and mitts of leather or composition leather, nesi, lined, for persons other than men	4203.29.50	12.60%	
Leather Articles	Gloves, mittens and mitts of leather or composition leather, nesi, not lined, for persons other than men	4203.29.40	12.60%	
Leather Articles	Gloves, mittens and mitts of leather or composition leather, nesi, not seamed	4203.29.20	12.60%	
Leather Articles	Gloves, wholly of horsehide or cowhide (except calfskin) leather, not specially designed for use in sports, nesi	4203.29.08	14%	
Leather Articles	Gloves, wholly of horsehide or cowhide leather not specially designed for use in sports, with fourchettes or sidewalls	4203.29.05	12.60%	
Leather Articles	Handbags w. or w/o shld. strap or w/o handle of mat. (o/t leather, shtng. of plas., tex. mat., vul. fib. or paperbd.), pap.cov.,of mat. nesi	4202.29.50	7.80%	
Leather Articles	Handbags with or w/o shoulder strap or w/o handle, with outer surface containing 85% or more of silk, not braided	4202.22.70	7%	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Leather Articles	Handbags with or without shoulder straps or without handle, with outer surface of vulcanized fiber or of paperboard, not covered with paper	4202.29.90	20%	
Leather Articles	Handbags, with or without shoulder strap or without handle, with outer surface of leather, composition or patent leather, nesi, n/o \$20 ea.	4202.21.60	10%	
Leather Articles	Handbags, with or without shoulder strap or without handle, with outer surface of leather, composition or patent leather, nesi, over \$20 ea.	4202.21.90	9%	
Leather Articles	Handbags, with or without shoulder strap or without handle, with outer surface of reptile leather	4202.21.30	5.30%	
Leather Articles	Handbags, with or without shoulder straps or without handle, with outer surface of sheeting of plastics	4202.22.15	17.60%	
Leather Articles	Men's gloves, mittens and mitts of leather or composition leather, nesi, seamed	4203.29.30	14%	
Leather Articles	Travel, sports and similar bags with outer surface of plastic sheeting	4202.92.45	20%	
Leather Articles	Trunks, suitcases, vanity & all other cases, occupational luggage & like containers, surface of leather, composition or patent leather	4202.11.00	8%	
Leather Articles	Trunks, suitcases, vanity and attache cases, occupational luggage and similar containers, with outer surface of plastics	4202.12.20	20%	
Leather Articles	Trunks, suitcases, vanity cases, attache cases, occupational luggage & like containers surface of vulcanized fiber or paperboard nesi	4202.19.00	20%	
Leather Preparations	Preparations nesi, for the treatment of leather, furskins or other materials nesi	3403.91.50	6.50%	A+
Lubricating Preparations	Lubricating preparations (incl. lubricant-based preparations), nesi	3403.99.00	6.50%	A+
Lubricating Preparations	Lubricating preparations containing 50% but less than 70% by weight of petroleum oils or of oils obtained from bituminous minerals	3403.19.10	0.20%	A+
Machinery and Parts	Ball bearings other than ball bearings with integral shafts	8482.10.50	9%	A+
Machinery and Parts	Ball bearings with integral shafts	8482.10.10	2.40%	A+
Machinery and Parts	Balls, needles and rollers for ball or roller bearings	8482.91.00	4.40%	A+
Machinery and Parts	Bearing housings nesi; plain shaft bearings	8483.30.80	4.50%	A+
Machinery and Parts	Housed bearings (incorporating ball or roller bearings), nesi	8483.20.80	4.50%	A+
Machinery and Parts	Inner or outer rings or races for ball bearings	8482.99.05	9.90%	A+
Machinery and Parts	Inner or outer rings or races for other bearings, nesi	8482.99.25	5.80%	A+
Machinery and Parts	Inner or outer rings or races for taper roller bearings	8482.99.15	5.80%	A+
Machinery and Parts	Parts of articles of subheading 8483.20	8483.90.70	5.50%	A+
Machinery and Parts	Parts of ball bearings (including parts of ball bearings with integral shafts), nesi	8482.99.35	9.90%	A+
Machinery and Parts	Parts of bearing housings and plain shaft bearings, nesi	8483.90.30	4.50%	A+
Machinery and Parts	Parts of other ball or roller bearings, nesi	8482.99.65	5.80%	A+
Machinery and Parts	Parts of tapered roller bearings, nesi	8482.99.45	5.80%	A+
Machinery and Parts	Parts of transmission equipment, nesi	8483.90.80	2.80%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Machinery and Parts	Shaft couplings (other than universal joints)	8483.60.80	2.80%	A+
Machinery and Parts	Tapered roller bearings, including cone and tapered roller assemblies	8482.20.00	5.80%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Brooms (o/than whiskbrooms), wholly or in part broom corn, val. n/o 96 cents ea, first 121478 dz in calendar yr, class. in 9603.10	9603.10.40	8%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Brooms (o/than whiskbrooms), wholly or in part broom corn, val. n/o 96 cents ea, in excess of 121478 dz in calendar yr., class in 9603.10	9603.10.50	32 cents each	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Brooms (o/than whiskbrooms), wholly or in part broom corn, val. ov 96 cents each	9603.10.60	32%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Ink pads (whether or not inked and with or without boxes)	9612.20.00	3.50%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Pens, for drawing w/India ink	9608.31.00	0.4 cents each + 2.7%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Pens, fountain, stylograph and other pens, nesoi	9608.39.00	0.4 cents each + 2.7%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Powder puffs and pads for the application of cosmetics or toilet preparations	9616.20.00	4.30%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Sets of pens, mechanical pencils, etc. from two or more subheadings 9608.10 - 9608.40	9608.50.00	The rate applicable to each article in the absence of this subheading	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Wiskbrooms, wholly or pt. of broom corn, n/o \$0.96 each, first 61,655 doz in calendar year classif. in 9603.10.05-9603.10.35	9603.10.05	8%	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Wiskbrooms, wholly or pt. of broom corn, n/o \$0.96 each, in excess of first 61,655 dz in calendar year classif. in 9603.10.05-9603.10.35	9603.10.15	5 cents each	A+
Manufactured Articles (Miscellaneous)	Wiskbrooms, wholly or pt. of broom corn, over \$0.96 each	9603.10.35	14%	A+
Mattresses	Mattresses, of cotton	9404.29.10	3%	A+
Meat	Boneless meat of lamb, fresh or chilled	0204.23.20	0.7 cents/kg	A+
Meat	Boneless meat of lamb, frozen	0204.43.20	0.7 cents/kg	A+
Meat	Boneless meat of sheep, nesi, fresh or chilled	0204.23.40	2.8 cents/kg	A+
Meat	Boneless meat of sheep, nesi, frozen	0204.43.40	2.8 cents/kg	A+
Meat	Bovine carcasses and halves, fresh or chld., descr. in add. US note 3 to Ch. 2	0201.10.10	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine carcasses and halves, fresh or chld., descr. in gen. note 15 of the HTS	0201.10.05	4.4 cents/kg	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Meat	Bovine carcasses and halves, frozen, descr. in add. US note 3 to Ch. 2	0202.10.10	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine carcasses and halves, frozen, descr. in gen. note 15 of the HTS	0202.10.05	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), boneless, processed, fresh or chld., descr in add. US note 3 to Ch. 2	0201.30.30	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), boneless, processed, fresh or chld., descr in gen. note 15 of the HTS	0201.30.04	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), boneless, processed, frozen, descr in add. US note 3 to Ch. 2	0202.30.30	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), boneless, processed, frozen, descr in gen. note 15 of the HTS	0202.30.04	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), w/bone in, processed, fresh or chld., descr in add. US note 3 to Ch. 2	0201.20.30	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), w/bone in, processed, fresh or chld., descr in gen. note 15 of the HTS	0201.20.04	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), w/bone in, processed, frozen, descr in add. US note 3 to Ch. 2	0202.20.30	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts (except high-qual. beef cuts), w/bone in, processed, frozen, descr in gen. note 15 of the HTS	0202.20.04	10%	A+
Meat	Bovine meat cuts, boneless, not processed, fresh or chld., descr in add. US note 3 to Ch. 2	0201.30.50	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, boneless, not processed, fresh or chld., descr in gen. note 15 of the HTS	0201.30.06	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, boneless, not processed, frozen, descr in add. US note 3 to Ch. 2	0202.30.50	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, boneless, not processed, frozen, descr in gen. note 15 of the HTS	0202.30.06	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, w/bone in, not processed, fresh or chld., descr in add. US note 3 to Ch. 2	0201.20.50	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, w/bone in, not processed, fresh or chld., descr in gen. note 15 of the HTS	0201.20.06	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, w/bone in, not processed, frozen, descr in add. US note 3 to Ch. 2	0202.20.50	4.4 cents/kg	A+
Meat	Bovine meat cuts, w/bone in, not processed, frozen, descr in gen. note 15 of the HTS	0202.20.06	4.4 cents/kg	A+
Meat	Carcasses and half-carcasses of lamb, fresh or chilled	0204.10.00	0.7 cents/kg	A+
Meat	Carcasses and half-carcasses of lamb, frozen	0204.30.00	0.7 cents/kg	A+
Meat	Carcasses and half-carcasses of sheep, other than lamb, fresh or chilled	0204.21.00	2.8 cents/kg	A+
Meat	Carcasses and half-carcasses of sheep, other than lamb, frozen	0204.41.00	2.8 cents/kg	A+
Meat	Chickens, not cut in pieces, fresh or chilled	0207.11.00	8.8 cents/kg	A+
Meat	Chickens, not cut in pieces, frozen	0207.12.00	8.8 cents/kg	A+
Meat	Cuts and offal of chickens, fresh or chilled	0207.13.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Cuts and offal of chickens, frozen	0207.14.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Cuts and offal of ducks, geese or guineas, frozen	0207.36.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Cuts and offal of turkeys, fresh or chilled	0207.26.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Cuts and offal of turkeys, frozen	0207.27.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Cuts and offal, other than fatty livers, of ducks, geese or guineas, fresh or chilled	0207.35.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Cuts of lamb meat with bone in, fresh or chilled	0204.22.20	0.7 cents/kg	A+
Meat	Cuts of lamb meat with bone in, frozen	0204.42.20	0.7 cents/kg	A+
Meat	Cuts of sheep meat with bone in, nesi, fresh or chilled	0204.22.40	2.8 cents/kg	A+
Meat	Cuts of sheep meat with bone in, nesi, frozen	0204.42.40	2.8 cents/kg	A+
Meat	Ducks, geese or guineas, not cut in pieces, fresh or chilled	0207.32.00	8.8 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Meat	Fatty livers of ducks, geese or guineas, fresh or chilled	0207.34.00	17.6 cents/kg	A+
Meat	Fresh or chilled retail cuts of ham, shoulders and cuts thereof, with bone in	0203.12.10	1.4 cents/kg	A+
Meat	Hams, shoulders and cuts thereof with bone in, salted, in brine, dried or smoked	0210.11.00	1.4 cents/kg	A+
Meat	High-qual. beef cuts w/bone in, processed, fresh or chld., descr in gen. note 15 of the HTS	0201.20.02	4%	A+
Meat	High-qual. beef cuts w/bone in, processed, frozen, descr in gen. note 15 of the HTS	0202.20.02	4%	A+
Meat	High-qual. beef cuts, boneless, processed, fresh or chld., descr in add. US note 3 to Ch. 2	0201.30.10	4%	A+
Meat	High-qual. beef cuts, boneless, processed, fresh or chld., descr in gen. note 15 of the HTS	0201.30.02	4%	A+
Meat	High-qual. beef cuts, w/bone in, processed, fresh or chld., descr in add. US note 3 to Ch. 2	0201.20.10	4%	A+
Meat	High-qual. beef cuts, w/bone in, processed, frozen, descr in add. US note 3 to Ch. 2	0202.20.10	4%	A+
Meat	Meat and edible meat offal of rabbits or hares, fresh, chilled or frozen	0208.10.00	6.40%	A+
Meat	Meat of swine nesi, retail cuts, fresh or chilled	0203.19.20	1.4 cents/kg	A+
Meat	Meat of swine other than hams, shoulders, bellies (streaky) and cuts thereof, salted, in brine, dried or smoked	0210.19.00	1.4 cents/kg	A+
Meat	Other meat and edible meat offal nesi, fresh, chilled or frozen	0208.90.40	6.40%	A+
Meat	Turkeys, not cut in pieces, fresh or chilled	0207.24.00	15 cents/kg	A+
Meat	Turkeys, not cut in pieces, valued 88 cents or more per kg, frozen	0207.25.40	10%	A+
Meat	Turkeys, not cut in pieces, valued less than 88 cents/kg, frozen	0207.25.20	8.8 cents/kg	A+
Meat (Prepared)	Homogenized preparations of meat, meat offal or blood, nesi	1602.10.00	1.90%	A+
Meat (Prepared)	Prepared or preserved liver of goose	1602.20.20	4.9 cents/kg	A+
Meat (Prepared)	Prepared or preserved meat of bovine animals, not containing cereals or vegetables, nesi	1602.50.60	1.80%	A+
Meat (Prepared)	Prepared or preserved pork hams and cuts thereof, not containing cereals or vegetables, nesi	1602.41.90	1.4 cents/kg	A+
Meat (Prepared)	Prepared or preserved pork shoulders and cuts thereof, other than boned and cooked and packed in airtight containers	1602.42.40	1.4 cents/kg	A+
Metal Articles (Miscellaneous)	Base metal (o/than iron/steel/aluminum/zinc) mountings, fittings & similar articles, suitable for motor vehicles, & base metal pts thereof	8302.30.60	3.50%	A+
Metal Articles (Miscellaneous)	Padlocks, base metal, not of cylinder or pin tumbler construction, not ov 3.8cm wide	8301.10.20	2.30%	A+
Metal Articles (Miscellaneous)	Padlocks, base metal, not of cylinder or pin tumbler construction, ov 3.8cm but n/o 6.4cm wide	8301.10.40	3.80%	A+
Metal Articles (Miscellaneous)	Padlocks, base metal, of cylinder or pin tumbler construction, ov 3.8cm but n/o 6.4cm wide	8301.10.80	4.80%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Cobalt alloy, unwrought	8105.10.30	4.40%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Magnesium, raspings, turnings and granules graded according to size; magnesium powders	8104.30.00	4.40%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Magnesium, unwrought, nesoi	8104.19.00	6.50%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Molybdenum, powders	8102.10.00	9.1 cents/kg on molybdenum content + 1.2%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Molybdenum, unwrought (including bars and rods obtained simply by sintering)	8102.91.10	13.9 cents/kg on molybdenum content + 1.9%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Niobium (columbium), unwrought; niobium, powders	8112.91.40	4.90%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Thallium, unwrought; thallium, powders	8112.91.60	4%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Titanium, unwrought; titanium, powders	8108.10.50	15%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Tungsten, bars and rods (o/than those obtained simply by sintering), profiles, plates, sheets, strip and foil	8101.92.00	6.50%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Tungsten, powders	8101.10.00	7%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Tungsten, unwrought (including bars and rods obtained simply by sintering)	8101.91.50	6.60%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Tungsten, wire	8101.93.00	4.40%	A+
Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Vanadium (o/than waste & scrap) and articles thereof	8112.40.60	2%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Metals and Products of Metals (Other than Steel and Iron)	Zirconium, unwrought; zirconium, powders	8109.10.60	4.20%	A+
Musical Instruments and parts	Parts & access. for pianos (o/than tuning pins and strings) nesoi	9209.91.80	4.20%	A+
Nuts	Almonds, fresh or dried, in shell	0802.11.00	7.7 cents/kg	A+
Nuts	Almonds, fresh or dried, shelled	0802.12.00	24 cents/kg	A+
Nuts	Hazelnuts or filberts, fresh or dried, in shell	0802.21.00	7 cents/kg	A+
Nuts	Hazelnuts or filberts, fresh or dried, shelled	0802.22.00	14.1 cents/kg	A+
Nuts	Nuts nesoi, fresh or dried, shelled	0802.90.98	5 cents/kg	A+
Nuts	Pecans, fresh or dried, in shell	0802.90.10	8.8 cents/kg	A+
Nuts	Walnuts, fresh or dried, shelled	0802.32.00	26.5 cents/kg	A+
Nuts (Preparations)	Almonds, otherwise prepared or preserved, nesoi	2008.19.40	32.6 cents/kg	A+
Nuts (Preparations)	Blanched peanuts, subject to add. US note 2 to Ch. 12, not GN15	2008.11.25	6.6 cents/kg	A+
Nuts (Preparations)	Blanched peanuts, subject to gen. note 15 of the HTS	2008.11.22	6.6 cents/kg	A+
Nuts (Preparations)	Filberts, otherwise prepared or preserved, nesoi	2008.19.20	11.3 cents/kg	A+
Nuts (Preparations)	Peanuts, otherwise prepared or preserved, nesoi, subject to add. US note 2 to chap. 12, not GN15	2008.11.45	6.6 cents/kg	A+
Nuts (Preparations)	Peanuts, otherwise prepared or preserved, nesoi, subject to gen. note 15 of the HTS	2008.11.42	6.6 cents/kg	A+
Ores	Molybdenum ores and concentrates, not roasted	2613.90.00	17.8 cents/kg on molybdenum content	A+
Ores	Molybdenum ores and concentrates, roasted	2613.10.00	12.8 cents/kg on molybdenum content + 1.8%	A+
Ores	Precious metal (other than silver) ores and concentrates	2616.90.00	1.7 cents/kg on lead content	A+
Ores	Silver ores and concentrates	2616.10.00	0.8 cents/kg on lead content	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Distillate and residual fuel oils (including blends) derived from bituminous minerals, testing 25 degrees A.P.I. or more	2710.00.10	10.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Distillate and residual fuel oils (including blends) derived from bituminous minerals, testing under 25 degrees A.P.I.	2710.00.05	5.25 cents/bbl	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Kerosene (ex. motor fuel or mtr fuel blend. stock), fr. petro oils and bitumin. minrls, o/than crude, or preps. 70%+ by wt. fr. petro. oils	2710.00.20	10.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Lubricating oils, w/or w/o additives, fr. petro oils and bitumin. minrls, o/than crude, or preps. 70%+ by wt. fr. petro. oils	2710.00.30	84 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Mixt.ofhydrocarbons(fr.petro oils & bitum. min., o/than crude, or preps.70%+ by wt. fr. petro. oils), nesoi, n/o 50% single hydrocarbon	2710.00.45	10.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Motor fuel blending stock, from petro oils and bitumin. minrls, o/than crude, or preps. 70%+ by wt. from petro. oils	2710.00.18	52.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Motor fuel, from petro oils and bitumin. minrls, o/than crude, or preps. 70%+ by wt. from petro. oils	2710.00.15	52.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Naphthas (ex. motor fuel or mtr fuel blend. stock), fr. petro oils and bitumin. minrls, o/than crude, or preps. 70%+ by wt. fr. petro. oils	2710.00.25	10.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Petroleum oils & oils from bitum. min. or preps nesoi 70%+ by wt. from petro. oils or bitum. min., nesoi	2710.00.60	7%	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Petroleum oils and oils from bituminous minerals, crude, testing 25 degrees A.P.I. or more	2709.00.20	10.5 cents/bbl	A+
Petroleum Oils and Products (Excluding Plastics)	Petroleum oils and oils from bituminous minerals, crude, testing under 25 degrees A.P.I.	2709.00.10	5.25 cents/bbl	A+
Plants or Trees (Live)	Hyacinth bulbs, dormant	0601.10.30	38.4 cents/1000	A+
Plants or Trees (Live)	Hyacinth bulbs, without soil attached, in growth or in flower	0601.20.10	38.4 cents/1000	A+
Plants or Trees (Live)	Lily of the valley pips, dormant	0601.10.85	\$1.44/1000	A+
Plants or Trees (Live)	Live mushroom spawn	0602.90.50	1.4 cents/kg	A+
Plants or Trees (Live)	Roses, fresh cut	0603.10.60	6.80%	
Plastics	Belting and belts (except V-belts) for machinery, of plastics, containing textile fibers nesoi	3926.90.59	2.40%	A+
Plastics	Cellulose nitrates (including collodions), in primary forms	3912.20.00	5.20%	A+
Plastics	Clothespins, spring type, of plastics	3926.90.65	4.20%	A+
Plastics	Fasteners, in clips suitable for use in a mechanical attaching device, of plastics	3926.90.85	8.30%	A+
Plastics	Fittings for furniture, coachwork or the like, other than handles and knobs, of plastics	3926.30.50	5.30%	A+
Plastics	Gloves, nesoi, of plastics	3926.20.40	9.50%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Plastics	Monofilament nesoi, of plastics, excluding ethylene, vinyl chloride and acrylic polymers	3916.90.30	6.50%	A+
Plastics	Nonadhesive plates, sheets, film, foil and strip, cellular, of polyurethanes, combined with textile materials nesoi	3921.13.19	5.30%	A+
Plastics	Nonadhesive plates, sheets, film, foil and strip, of noncellular plastics combined with cotton, over 1.492 kg/sq m	3921.90.21	6.50%	A+
Plastics	Nonadhesive plates, sheets, film, foil and strip, of noncellular plastics combined with textile materials, nesoi, not over 1.492 kg/sq m	3921.90.19	5.30%	A+
Plastics	Nonadhesive plates, sheets, film, foil and strip, of noncellular plastics combined with textile materials, nesoi, over 1.492 kg/sq m	3921.90.29	4.40%	A+
Plastics	V-belts of plastics, containing textile fibers	3926.90.55	5.10%	A+
Plastics	Wall or ceiling coverings of plastics other than of polymers of vinyl chloride with a backing of textile fibers other than of manmade fiber	3918.90.30	5.30%	A+
Plastics	Wall or ceiling coverings of polymers of vinyl chloride with a backing of textile fibers other than of manmade fibers	3918.10.40	5.30%	A+
Plastics	Wall or ceiling coverings, with a backing of manmade fibers, less than or equal to 70% by weight of PVC	3918.10.32	6.50%	A+
Plastics	Wall or ceiling coverings, with a backing of manmade fibers, of plastics other than polymers of vinyl chloride	3918.90.20	6.50%	A+
Plastics	Waterbed mattresses and liners and parts of the foregoing, of plastics	3926.90.77	2.40%	A+
Radio Equipment	Radiobroadcast receiver combinations incorporating tape recorders, nesi	8527.31.50	2.50%	A+
Radio Equipment	Radiobroadcast receiver combined w/ sound recording or reproducing apparatus for connection to telegraphic/telephonic apparatus/network	8527.31.05	4.90%	A+
Radio Equipment	Radiobroadcast receivers, not operating w/o external power, for motor vehicles, w/o sound recording or reproducing apparatus, other	8527.29.80	4.40%	A+
Railway Parts	Parts of railway/tramway locomotives/rolling stock, parts of axles	8607.19.06	0.40%	A+
Rubber and Products of Rubber	Articles of apparel and clothing accessories, excluding gloves, of vulcanized rubber other than hard rubber	4015.90.00	4%	A+
Rubber and Products of Rubber	Conveyor belts or belting of vulcanized rubber reinforced only with textile materials, nesoi	4010.12.90	1.90%	A+
Rubber and Products of Rubber	Conveyor belts/belting of vulcanized rubber, nesoi, combined with textile materials nesoi	4010.19.80	1.90%	A+
Rubber and Products of Rubber	Endless synchronous transmission belt of vulcanized rubber, circumference 60 to 150 cm, combined with textile materials nesoi	4010.23.50	1.90%	A+
Rubber and Products of Rubber	Endless synchronous transmission belts of vulcanized rubber, circumference 150 to 198 cm, combined with textile materials nesoi	4010.24.50	1.90%	A+
Rubber and Products of Rubber	Nonseamless gloves of vulcanized rubber, other than surgical or medical gloves	4015.19.50	14%	A+
Rubber and Products of Rubber	Transmission belts or belting of vulcanized rubber, nesoi, combined with textile materials nesoi	4010.29.50	1.90%	A+
Rubber and Products of Rubber	Transmission V-belts and V-belting of vulcanized rubber, nesoi, combined with textile materials	4010.29.10	3.40%	A+
Rubber and Products of Rubber	Transmission V-belts of vulcanized rubber, circumference exceeding 180 cm but not exceeding 240 cm, combined with textile materials	4010.22.30	3.40%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Rubber and Products of Rubber	Transmission V-belts of vulcanized rubber, circumference exceeding 60 cm but not exceeding 180 cm, combined with textile materials	4010.21.30	3.40%	A+
Seafood	Filletts of herrings, dried, salted or in brine, but not smoked, in immediate containers weighing with their contents 6.8 kg or less each	0305.30.20	4%	A+
Seafood	Filletts of mackerel, dried, salted or in brine, but not smoked, in immediate containers weighing with their contents 6.8 kg or less each	0305.30.40	5%	A+
Seafood	Herrings, in brine or salted but not dried or smoked, in immediate containers weighing with their contents 6.8 kg or less each	0305.61.20	4%	A+
Seafood	Mackerel, in brine or salted but not dried or smoked, in immediate containers weighing with their contents 6.8 kg or less each	0305.69.20	5%	A+
Seafood	Salmon, in brine or salted but not dried or smoked	0305.69.40	3%	A+
Seafood	Smoked Pacific, Atlantic and Danube salmon, including filletts	0305.41.00	5%	A+
Seafood (Prepared)	Bonito (Sarda spp.), in oil	1604.14.70	4.90%	A+
Seafood (Prepared)	Bonito (Sarda spp.), not in oil	1604.14.80	6%	A+
Seafood (Prepared)	Bonito, yellowtail and pollock, whole or in pieces, but not minced, in airtight containers, not in oil	1604.19.10	4%	A+
Seafood (Prepared)	Clam juice	1603.00.10	8.50%	A+
Seafood (Prepared)	Fish sticks and like products of any size or shape, filletts or other portions of fish, breaded, coated with batter, not cooked nor in oil	1604.19.40	10%	A+
Seafood (Prepared)	Fish sticks and like products of any size or shape, filletts or other portions of fish, if breaded, coated with batter, cooked or in oil	1604.19.50	10.50%	A+
Seafood (Prepared)	Fish sticks and similar products of any size or shape, if breaded, coated with batter or similarly prepared, cooked or in oil	1604.20.50	7.50%	A+
Seafood (Prepared)	Fish sticks and similar products of any size or shape, if breaded, coated with batter or similarly prepared, not cooked nor in oil	1604.20.40	10%	A+
Seafood (Prepared)	Oysters, prepared or preserved, but not smoked	1605.90.50	4.70%	A+
Seafood (Prepared)	Prepared or preserved herrings, whole or in pieces, but not minced, in oil, in airtight containers	1604.12.20	4%	A+
Seafood (Prepared)	Prepared or preserved salmon, whole or in pieces, but not minced, in oil, in airtight containers	1604.11.20	6%	A+
Seafood (Prepared)	Sardines, not smoked, sardinella, brisling or sprats, neither skinned nor boned, in oil, in airtight containers	1604.13.20	15%	A+
Seafood (Prepared)	Sardines, sardinella, brisling or sprats, skinned or boned, in oil, in airtight containers	1604.13.30	20%	A+
Seafood (Prepared)	Tunas and skipjack, not in airtight containers, not in oil, in bulk or in immediate containers weighing with contents over 6.8 kg each	1604.14.40	1.1 cents/kg	A+
Seafood (Prepared)	Tunas and skipjack, not in oil, in airtight cont., n/o 7 kg, not of U.S. possessions, product within quota	1604.14.20	6%	A+
Seafood (Prepared)	Tunas and skipjack, not in oil, in airtight containers, n/o 7 kg, not of U.S. possessions, over quota	1604.14.30	12.50%	A+
Seafood (Prepared)	Tunas and skipjack, whole or in pieces, but not minced, in oil, in airtight containers	1604.14.10	35%	A+
Spices	Anaheim and ancho pepper, dried or crushed or ground	0904.20.40	5 cents/kg	A+
Spices	Bay leaves, other than crude or not manufactured	0910.40.40	3.20%	A+
Spirits	Effervescent wine, nesi	2206.00.60	13.9 cents/liter	A+
Spirits	Ethyl alcohol and other spirits, denatured, of any strength	2207.20.00	1.90%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Spirits	Prune wine	2206.00.30	3.1 cents/liter + 22.1 cents/pf. Liter on ethyl alcohol content	A+
Spirits	Rum and tafia, in containers each holding not over 4 liters, valued not over \$3/proof liter	2208.40.20	23.7 cents/pf.liter	A+
Spirits	Rum and tafia, in containers each holding not over 4 liters, valued over \$3/proof liter	2208.40.40	13 cents/pf.liter	A+
Spirits	Rum and tafia, in containers each holding over 4 liters, valued not over \$0.69/proof liter	2208.40.60	23.7 cents/pf.liter	A+
Spirits	Rum and tafia, in containers each holding over 4 liters, valued over \$0.69/proof liter	2208.40.80	13 cents/pf.liter	A+
Spirits	Undenatured ethyl alcohol of 80 percent vol. alcohol or higher, for nonbeverage purposes	2207.10.60	2.50%	A+
Spirits	Vermouth in containers each holding over 4 liters	2205.90.40	3.8 cents/liter	A+
Sports Equipment	Artificial baits and flies	9507.90.70	9%	A+
Sports Equipment	Badminton nets, of cotton	9506.99.08	2.80%	A+
Sports Equipment	Fishing reels, valued not over \$2.70 each	9507.30.20	9.20%	A+
Sports Equipment	Fishing reels, valued over \$2.70 but not over \$8.45 each	9507.30.40	24 cents each	A+
Sports Equipment	Fishing rods and parts & accessories thereof	9507.10.00	6%	A+
Starch (Preparations)	Tapioca and substitutes, prepared from starch nesi, in the form of flakes, grains, pearls, siftings or in similar forms	1903.00.40	0.8 cents/kg	A+
Straw Products	Products nesi of plaiting materials, bound together in parallel strands or woven, in sheet form, nesi	4601.99.00	3.30%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Candied nuts, not containing cocoa	1704.90.10	4.50%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Chemically pure fructose	1702.50.00	9.60%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Lactose and lactose syrup containing by weight 99% or more lactose, calculated on the dry matter	1702.11.00	6.40%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Lactose and lactose syrup containing by weight less than 99% lactose, calculated on the dry matter	1702.19.00	6.40%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Sugar confectionery nesoi o/10% by dry wt. of sugar described in add. US note 3 to Ch. 17, w/o cocoa, subj. to add. US note 8 to Ch.17	1704.90.74	12.20%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Sugar confectionery nesoi, not containing cocoa, subject to gen. note 15 of the HTS	1704.90.52	12.20%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Sugar confectionery nesoi, w/o cocoa, dairy products subject to add. US note 1 to chap. 4: subject to add US note 10 to chapter 4	1704.90.54	12.20%	A+
Sugars and Sugar Confectionery	Sugar confectionery, w/o cocoa, nesoi	1704.90.90	10.40%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Tableware (excluding Cutlery)	Base metal forks (other than plated with precious metal, or with handles of stainless steel, wood, rubber or plastics), non-silver	8215.99.26	0.2 cents each + 3.1%	
Tableware (excluding Cutlery)	Base metal forks, with stainless steel handles containing nickel or 10% by weight of manganese, non-silver	8215.99.05	0.5 cents each + 8.5%	
Tableware (excluding Cutlery)	Base metal forks, with stainless steel handles containing nickel or 10% by weight of manganese, with overall length not over 25.9cm, valued under 25 cents each	8215.99.01	0.9 cents each + 15.8%	
Tableware (excluding Cutlery)	Base metal forks, with stainless steel handles, non-silver, valued at 25 cents each or more	8215.99.15	0.4 cents each + 4.8%	
Tableware (excluding Cutlery)	Base metal forks, with stainless steel handles, non-silver, valued under 25 cents each	8215.99.10	0.5 cents each + 6.3%	
Tableware (excluding Cutlery)	Base metal spoons, with stainless steel handles & valued at 25 cents and over, and base metal ladles with stainless steel handles	8215.99.35	6.80%	
Tableware (excluding Cutlery)	Base metal spoons, with stainless steel handles & valued under 25 cents each	8215.99.30	14%	
Tableware (excluding Cutlery)	Sets of assisted base metal spoons, forks, ladles, etc. & similar kitchen or tableware, with at least one article plated with precious metal	8215.10.00	The rate of duty applicable to that article in the set subject to the highest rate of duty	
Tableware (excluding Cutlery)	Sets of assisted base metal spoons, forks, ladles, etc. & similar kitchen or tableware, with no articles plated with precious metal	8215.20.00	The rate of duty applicable to that article in the set subject to the highest rate of duty	
Tableware (with Silver)	Sets of two or more knives or forks with silver handles or spoons and ladles of silver, whether or not clad or plated with precious metal	7114.11.45	3%	A+
Tannings	Synthetic organic tanning substances, nonaromatic	3202.10.50	6.50%	A+
Television Equipment	Black and white or other monochrome television reception apparatus	8528.13.00	5%	A+
Television Equipment	Black and white or other monochrome video monitors	8528.22.00	5%	A+
Television Equipment	Black and white or other monochrome video projectors	8528.30.90	5%	A+
Television Equipment	Cathode-ray television camera tubes	8540.20.20	6%	A+
Television Equipment	Cathode-ray television picture tubes including video monitor, color, high definition, display diagonal > 35.56 cm	8540.11.30	15%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Television Equipment	Cathode-ray television picture tubes incl. video monitor, color, non-high definition, non-projection, display > 35.56 cm	8540.11.10	15%	A+
Television Equipment	Cathode-ray television picture tubes incl. video monitor, color, non-high definition, projection type	8540.11.50	15%	A+
Television Equipment	Cathode-ray television picture tubes incl. video monitor, monochrome, high definition, nesi	8540.12.70	3.30%	A+
Television Equipment	Cathode-ray television picture tubes incl. video monitor, monochrome, non-high definition, nesi	8540.12.50	3.30%	A+
Television Equipment	Cathode-ray tubes nesoi	8540.60.00	3%	A+
Television Equipment	Cathode-ray TV & video monitor tubes, color, high definition, having video display diagonal <or= 34.29 cm	8540.11.44	7.50%	A+
Television Equipment	Cathode-ray TV & video monitor tubes, color, high definition, video display diagonal > 34.29 cm & <or= 35.56 cm	8540.11.48	15%	A+
Television Equipment	Cathode-ray TV & video monitor tubes, color, non-high definition, non-projection, video display diagonal <or= 34.29 cm	8540.11.24	7.50%	A+
Television Equipment	Cathode-ray TV & video monitor tubes, color, non-high definition, non-projection, video display diagonal > 34.29 cm & <or= 35.56 cm	8540.11.28	15%	A+
Television Equipment	Color television reception apparatus nesoi, video display diagonal over 34.29 cm, not incorporating a VCR or player, nesoi	8528.12.97	5%	A+
Television Equipment	Color television reception apparatus w/flat panel screen, video display diagonal over 34.29 cm, not incorporating a VCR or player	8528.12.72	5%	A+
Television Equipment	Color video monitors nesoi, with video display diagonal over 34.29 cm, not incorporating VCR or player	8528.21.90	5%	A+
Television Equipment	Color video monitors w/flat panel screen, video display diagonal over 34.29 cm, not incorporate VCR or player	8528.21.70	5%	A+
Television Equipment	Color video projectors nesoi, not incorporating a video recording or reproducing apparatus	8528.30.78	5%	A+
Television Equipment	Color video projectors w/flat panel screen, video display diagonal over 34.29 cm, not incorporating VCR or player	8528.30.68	5%	A+
Television Equipment	Combinations of parts of television receivers specified in U.S. note 10 to chapter 85, other than printed circuit assemblies, nesi	8529.90.49	2.90%	A+
Television Equipment	Data graphic cathode-ray display tubes, black and white or other monochrome	8540.50.00	3%	A+
Television Equipment	Data/graphic cathode-ray display tubes, color, with a phosphor dot screen pitch smaller than 0.4 mm	8540.40.00	3%	A+
Television Equipment	Flat panel screen assemblies for the apparatus of subheadings 8528.12.62, 8528.12.64, 8528.12.68, 8528.12.72, 8528.21.55 and 7 other HTS	8529.90.53	2.90%	A+
Television Equipment	Front panel assemblies for cathode-ray tubes	8540.91.15	5.40%	A+
Television Equipment	High definition color television reception apparatus, nonprojection, with cathode-ray tube, not incorporating a VCR or player	8528.12.48	5%	A+
Television Equipment	High definition color television reception apparatus, projection type, with cathode-ray tube, not incorporating a VCR or player	8528.12.56	5%	A+
Television Equipment	High definition color video monitors, nonprojection type, with cathode-ray tube, not incorporating VCR or player	8528.21.49	5%	A+
Television Equipment	High definition color video monitors, projection type, with cathode-ray tube, not incorporating VCR or player	8528.21.52	5%	A+
Television Equipment	High definition color video projectors, with a cathode-ray tube, not incorporating VCR or player	8528.30.60	5%	A+
Television Equipment	Klystron tubes	8540.72.00	3.30%	A+
Television Equipment	Magnetron tubes nesoi	8540.71.40	3.70%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Television Equipment	Microwave tubes (other than magnetrons or klystrons) excluding grid-controlled tubes	8540.79.00	3.70%	A+
Television Equipment	Non-high def. color television reception app., nonprojection, w/CRT, display diag. ov 34.29 cm but n/ov 35.56 cm, n/incorp. VCR or player	8528.12.24	5%	A+
Television Equipment	Non-high definition color television reception apparatus, nonprojection, w/CRT, video display diag. ov 35.56 cm, not incorp. a VCR or player	8528.12.32	5%	A+
Television Equipment	Non-high definition color television reception apparatus, projection type, with a cathode-ray tube, not incorporating a VCR or player	8528.12.40	5%	A+
Television Equipment	Non-high definition color video monitors, nonprojection type, w/CRT, video display diagonal over 35.56 cm, not incorporating VCR or player	8528.21.39	5%	A+
Television Equipment	Non-high definition color video monitors, nonprojection, w/CRT, video display diag. ov 34.29 cm but n/ov 35.56 cm, not incorp. VCR or player	8528.21.29	5%	A+
Television Equipment	Non-high definition color video monitors, projection type, with cathode-ray tube, not incorporating VCR or player	8528.21.42	5%	A+
Television Equipment	Non-high definition color video projectors, with a cathode-ray tube, not incorporating VCR or player	8528.30.40	5%	A+
Television Equipment	Other parts of television apparatus (other than television cameras), nesi	8529.90.83	2.90%	A+
Television Equipment	Parts of cathode-ray tubes other than deflection coils or front panel assemblies	8540.91.50	5.40%	A+
Television Equipment	Parts of printed circuit assemblies (including face plates and lock latches) for television apparatus other than television cameras	8529.90.69	2.90%	A+
Television Equipment	Parts of television apparatus, nesi	8529.90.93	2.90%	A+
Television Equipment	Parts of television receivers specified in U.S. note 10 to chapter 85, other than printed circuit assemblies, nesi	8529.90.39	2.90%	A+
Television Equipment	Printed circuit assemblies for television apparatus, nesi	8529.90.13	2.90%	A+
Television Equipment	Printed circuit boards and ceramic substrates and subassemblies thereof for color TV, with components listed in add. U.S. note 4, chap. 85	8529.90.03	4%	A+
Television Equipment	Printed circuit boards and ceramic substrates and subassemblies thereof for color TV, with components listed in add. U.S. note 4, chap. 85	8529.90.33	4%	A+
Television Equipment	Printed circuit boards and ceramic substrates and subassemblies thereof for color TV, with components listed in add. U.S. note 4, chap. 85	8529.90.43	4%	A+
Television Equipment	Printed circuit boards and ceramic substrates and subassemblies thereof for color TV, with components listed in add. U.S. note 4, chap. 85	8529.90.88	4%	A+
Television Equipment	Receiver or amplifier tubes	8540.81.00	4.20%	A+
Television Equipment	Television antennas and antenna reflectors, and parts suitable for use therewith	8529.10.20	1.80%	A+
Television Equipment	Television camera tubes, image converters and intensifiers, and other photocathode tubes, other than cathode-ray tubes	8540.20.40	3.30%	A+
Television Equipment	Thermionic, cold cathode or photocathode tubes, nesi	8540.89.00	3.70%	A+
Television Equipment	Transmission apparatus for television, nesoi	8525.10.30	1.80%	A+
Textile Preparations	Preparations for the treatment of textile materials, containing 50 but not over 70 percent or more by weight of petroleum oils	3403.11.20	0.20%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Tobacco	"Homogenized" or "reconstituted" tobacco, not suitable for use as wrapper tobacco, to be used in cigarettes, des. in addl US note 5 to chap	2403.91.45	19.9 cents/kg	A+
Tobacco	"Homogenized" or "reconstituted" tobacco, not suitable for use as wrapper tobacco, to be used in products other than cigarettes	2403.91.43	19.9 cents/kg	A+
Tobacco	Cigarettes containing tobacco but not containing clove, paper-wrapped	2402.20.80	\$1.05/kg + 2.3%	A+
Tobacco	Cigars, cheroots and cigarillos and cigarettes of tobacco substitutes	2402.90.00	\$1.05/kg + 2.3%	A+
Tobacco	Cigars, cheroots and cigarillos containing tobacco, each valued 15 cents or over but less than 23 cents	2402.10.60	57 cents/kg + 1.4%	A+
Tobacco	Cigars, cheroots and cigarillos containing tobacco, each valued less than 15 cents	2402.10.30	\$1.89/kg + 4.7%	A+
Tobacco	Leaf tobacco, the product of two or more countries or dependencies, when mixed or packed together, partly or wholly stemmed, not threshed	2401.20.05	\$5.48/kg	A+
Tobacco	Other manufactured tobacco, tobacco substitutes, tobacco extracts or essences, other, to be used in products other than cigarettes	2403.99.30	24.7 cents/kg	A+
Tobacco	Other manufactured tobacco, tobacco substitutes, tobacco extracts or essences, prepared for marketing directly to consumer as packaged	2403.99.20	24.7 cents/kg	A+
Tobacco	Other manufactured tobacco, tobacco substitutes, tobacco extracts or essences, to be used in cigarettes, described in addl US note 5 to chap	2403.99.60	24.7 cents/kg	A+
Tobacco	Smoking tobacco, whether or not containing tobacco substitutes, other, to be used in cigarettes, described in addl US note 5 to chap 24	2403.10.60	32.8 cents/kg	A+
Tobacco	Smoking tobacco, whether or not containing tobacco substitutes, other, to be used in products other than cigarettes	2403.10.30	32.8 cents/kg	A+
Tobacco	Smoking tobacco, whether or not containing tobacco substitutes, prepared for marketing directly to consumer as packaged	2403.10.20	32.8 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco refuse, from other tobacco, for cigarettes, described in addl US note 5 to chap 24, not tobacco stems	2401.30.37	28.4 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco refuse, from other tobacco, for cigarettes, described in addl US note 5 to chap 24, tobacco stems, cut, ground or pulverized	2401.30.35	97 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco refuse, from other tobacco, other than for cigarettes, tobacco stems, cut, ground or pulverized	2401.30.25	97 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco refuse, from other tobacco, other than for cigarettes, other than tobacco stems	2401.30.27	28.4 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco, not stemmed or stripped, not or not over 35% wrapper tobacco, flue-cured burley etc, not for cigarettes	2401.10.61	23.9 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco, not stemmed or stripped, not or not over 35% wrapper tobacco, flue-cured burley, etc., described in addl US note 5 to chap 24	2401.10.63	23.9 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco, partly or wholly stemmed/stripped, n/threshed or similarly proc., not or n/over 35% wrapper, des. in addl US note 5 to ch. 24	2401.20.33	40.9 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco, partly or wholly stemmed/stripped, n/threshed or similarly proc., not or n/over 35% wrapper, flue-cured burley etc, not for cigaret	2401.20.31	40.9 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco, partly or wholly stemmed/stripped, threshed or similarly processed, not from cigar leaf , described in addl US note 5 to chap 24	2401.20.85	37.5 cents/kg	A+
Tobacco	Tobacco, partly or wholly stemmed/stripped, threshed or similarly processed, not from cigar leaf , not oriental or turkish, not for cigarett	2401.20.83	37.5 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Tools	Sets of articles (handtools and other specified tools) of two or more subheadings of heading 8205	8205.90.00	The rate of duty applicable to that article in the set subject to the highest rate of duty	A+
Tools	Slip joint pliers	8203.20.40	12%	A+
Tools	Tools of two or more of headings 8202 to 8205 put up in sets for retail sale	8206.00.00	The rate of duty applicable to that article in the set subject to the highest rate of duty	A+
Vegetable Fiber Products	Luggage, handbags and flat goods, whether or not lined, made from plaiting materials nesi	4602.10.29	5.30%	
Vegetable Fiber Products	Luggage, handbags and flat goods, whether or not lined, of bamboo	4602.10.21	6.20%	
Vegetable Fiber Products	Luggage, handbags and flat goods, whether or not lined, of rattan or of palm leaf, nesi	4602.10.25	18%	
Vegetable Fiber Products	Luggage, handbags and flat goods, whether or not lined, of willow	4602.10.22	5.80%	
Vegetable Preparations	Artichokes, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, not frozen	2005.90.80	14.90%	A+
Vegetable Preparations	Asparagus, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, not frozen	2005.60.00	14.90%	A+
Vegetable Preparations	Black-eye cowpeas, shelled, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, not frozen	2005.51.20	1.5 cents/kg on entire contents of container	A+
Vegetable Preparations	Capers, prepared or preserved by vinegar or acetic acid, nesi	2001.90.20	8%	A+
Vegetable Preparations	Mushrooms, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid	2003.10.00	6 cents/kg drained weight + 8.5%	A+
Vegetable Preparations	Olives (not green), in a saline solution, canned, not pitted	2005.70.50	9.3 cents/kg on drained weight	A+
Vegetable Preparations	Olives (not green), in a saline solution, canned, pitted	2005.70.60	10.1 cents/kg on drained weight	A+
Vegetable Preparations	Olives (not green), in a saline solution, in airtight containers of glass or metal but not canned	2005.70.70	9.9 cents/kg on drained weight	A+
Vegetable Preparations	Olives, green, container less 13 kg, quota of 550 m tons/year, prepared or preserved otherwise than by vinegar/acetic acid, not in saline	2005.70.91	5.5 cents/kg on drained weight	A+
Vegetable Preparations	Olives, prepared or preserved otherwise than by vinegar, acetic acid or saline soln, not frozen, neso	2005.70.97	8.8 cents/kg on drained weight	A+
Vegetable Preparations	Pimientos, prepared or preserved by vinegar or acetic acid	2001.90.35	8.10%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Vegetable Preparations	Pimientos, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, not frozen	2005.90.50	8.10%	A+
Vegetable Preparations	Potatoes (not Solano), prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, frozen	2004.10.80	8%	A+
Vegetable Preparations	Sauerkraut, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, not frozen	2005.90.30	4.80%	A+
Vegetable Preparations	Tomatoes, other than whole or in pieces, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid, nesoi	2002.90.80	11.60%	A+
Vegetable Preparations	Tomatoes, whole or in pieces, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid	2002.10.00	12.50%	A+
Vegetable Preparations	Vegetables and mixtures of vegetables, nesoi, prepared or preserved other than by vinegar or acetic acid, frozen, not preserved by sugar	2004.90.90	11.20%	A+
Vegetable Products NESOI	Broomcorn of a kind used primarily in brooms or brushes	1403.10.00	\$4.95/t	A+
Vegetable Products NESOI	Vegetable hair of a kind used primarily as stuffing or padding, whether or not supported	1402.90.10	0.5 cents/kg	A+
Vegetable Products NESOI	Willow (osier), of a kind used primarily for plaiting	1401.90.20	4.40%	A+
Vegetables	Asparagus, nesi, fresh or chilled	0709.20.90	21.30%	A+
Vegetables	Beans nesi, fresh or chilled, shelled or unshelled	0708.20.90	4.9 cents/kg	A+
Vegetables	Beans nesi, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen, reduced in size	0710.22.40	11.20%	A+
Vegetables	Brussels sprouts, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen, reduced in size	0710.80.85	14%	A+
Vegetables	Carrots, fresh or chilled, not reduced in size, 10 cm or over in length	0706.10.20	0.7 cents/kg	A+
Vegetables	Carrots, fresh or chilled, reduced in size	0706.10.05	14.90%	A+
Vegetables	Celery, other than celeriac, fresh or chilled, not reduced in size, if entered August 1 through the following April 14, inclusive	0709.40.60	1.9 cents/kg	
Vegetables	Celery, other than celeriac, fresh or chilled, reduced in size	0709.40.20	14.90%	
Vegetables	Cucumbers, including gherkins, fresh or chilled, if entered May 1 to June 30, inclusive, or Sept. 1 to Nov. 30, inclusive, in any year	0707.00.50	5.6 cents/kg	
Vegetables	Dried mushrooms nesi, whole, cut, sliced, broken or in powder, but not further prepared	0712.30.20	1.9 cents/kg + 2.6%	A+
Vegetables	Dried olives, ripe	0712.90.20	2.5 cents/kg	A+
Vegetables	Dried onion powder or flour	0712.20.20	29.80%	
Vegetables	Dried onions whole, cut, sliced or broken, but not further prepared	0712.20.40	21.30%	
Vegetables	Dried tomatoes, whole, cut, sliced or broken, but not in powder or further prepared	0712.90.78	8.70%	A+
Vegetables	Fiddlehead greens, fresh or chilled	0709.90.30	8%	A+
Vegetables	Fiddlehead greens, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen, not reduced in size	0710.80.60	8%	A+
Vegetables	Fresh or chilled arrowroot, salep, Jerusalem artichokes and similar roots and tubers nesoi, whether or not sliced or in the form of pellets	0714.90.40	16%	A+
Vegetables	Fresh potatoes, other than yellow (Solano) potatoes or seed potatoes	0701.90.50	0.5 cents/kg	A+
Vegetables	Frozen beans nesi, not reduced in size	0710.22.37	4.9 cents/kg	A+
Vegetables	Kohlrabi, kale and similar edible brassicas nesi, including sprouting broccoli, fresh or chilled	0704.90.40	20%	A+
Vegetables	Leeks and other alliaceous vegetables nesi, fresh or chilled	0703.90.00	20%	A+
Vegetables	Leguminous vegetables nesi, fresh or chilled, shelled or unshelled	0708.90.40	4.9 cents/kg	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Vegetables	Leguminous vegetables nesi, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen	0710.29.40	3.5 cents/kg	A+
Vegetables	Mixtures of vegetables nesi, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen	0710.90.90	14%	A+
Vegetables	Mushrooms, fresh or chilled	0709.51.00	8.8 cents/kg + 20%	A+
Vegetables	Mushrooms, provisionally preserved but unsuitable in that state for immediate consumption	0711.90.40	5.7 cents/kg on drained weight + 8%	A+
Vegetables	Mushrooms, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen	0710.80.20	5.7 cents/kg + 8%	A+
Vegetables	Olives, fresh or chilled	0709.90.35	8.8 cents/kg	A+
Vegetables	Olives, n/pitted, nesoi	0711.20.38	5.9 cents/kg on drained weight	A+
Vegetables	Olives, pitted or stuffed, provisionally preserved but unsuitable in that state for immediate consumption	0711.20.40	8.6 cents/kg on drained weight	A+
Vegetables	Potatoes, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen	0710.10.00	14%	A+
Vegetables	Salsify, celeriac, radishes and similar edible roots nesi, fresh or chilled	0706.90.40	10%	A+
Vegetables	Seed potatoes, fresh or chilled	0701.10.00	0.5 cents/kg	A+
Vegetables	Spinach, New Zealand spinach and orache spinach (garden spinach), fresh or chilled	0709.70.00	20%	A+
Vegetables	Spinach, New Zealand spinach and orache spinach (garden spinach), uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen	0710.30.00	14%	A+
Vegetables	Sweet corn, fresh or chilled	0709.90.45	21.30%	
Vegetables	Sweet corn, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen	0710.40.00	14%	A+
Vegetables	Tomatoes, fresh or chilled, entered during July 15 to Aug.31 in any year	0702.00.40	2.8 cents/kg	
Vegetables	Tomatoes, fresh or chilled, entered during Mar.1 to July 14, or the period Sept.1 to Nov.14 in any year	0702.00.20	3.9 cents/kg	
Vegetables	Tomatoes, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen, if entered July 15 through August 31, inclusive, in any year	0710.80.45	2.1 cents/kg	A+
Vegetables	Tomatoes, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen, if entered Mar. 1 thru July 14, incl. or Sept. 1 thru Nov. 14, incl.	0710.80.40	2.9 cents/kg	
Vegetables	Vegetables nesi, uncooked or cooked by steaming or boiling in water, frozen, reduced in size	0710.80.97	14.90%	A+
Vegetables	Vegetables, nesoi, fresh or chilled	0709.90.90	20%	A+
Vehicles and Parts	Bicycles, n/motor., w/front wheel diam. o/55 cm but n/o 63.5 cm & rear wheel diam. o/63.5 cm in diam., & wt <16.3 kg w/o acces., value \$200+	8712.00.44	5.50%	A+
Vehicles and Parts	Bicycles, n/motor., w/front wheel w/diameter different than rear wheel diam., nesoi	8712.00.48	11%	A+
Vehicles and Parts	Bicycles, not motorized, w/both wheels not over 63.5 cm in diameter	8712.00.15	11%	A+
Vehicles and Parts	Bicycles, not motorized, w/both wheels o/63.5 cm in diam., weighing 16.3 kg or more, and/or for use w/tires w/x-sect. diam. o/4.13 cm	8712.00.35	11%	A+
Vehicles and Parts	Bicycles, not motorized, w/both wheels o/63.5 cm in diam., weighing under 16.3 kg & not design. for tires w/x-sect. diam. o/4.13cm	8712.00.25	5.50%	A+
Vehicles and Parts	Bodies (including cabs), for mtr. vehicles (o/than tract. for agri. use) of headings 8701-8705 (except 8703)	8707.90.50	4%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Vehicles and Parts	Bodies (including cabs), for mtr. vehicles for transport of persons of heading 8703	8707.10.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Chassis fitted w/engines, for mtr. vehicles for transport of goods of 8704.21 or 8704.31	8706.00.03	4%	A+
Vehicles and Parts	Chassis fitted w/engines, for mtr. vehicles for transport of persons of 8703	8706.00.15	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Chassis fitted w/engines, for mtr. vehicles of 8701.20, 8702, & 8704 (except 8704.21 or 8704.31)	8706.00.05	4%	A+
Vehicles and Parts	Chassis fitted w/engines, for mtr. vehicles of heading 8705	8706.00.25	1.60%	A+
Vehicles and Parts	Motor vehicles specially designed for traveling on snow	8703.10.10	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. n/o 1500 cc	8703.31.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. o/1500 cc n/o 2500 cc	8703.32.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. o/2500 cc	8703.33.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/spark-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. n/o 1000 cc	8703.21.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/spark-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. o/ 3000 cc	8703.24.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/spark-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. o/1000 cc n/o 1500 cc	8703.22.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & o/mtr. vehicles for transport of persons, w/spark-ign. int. combust. recip. piston engine w/cyl. cap. o/1500 cc n/o 3000 cc	8703.23.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr cars & other motor vehicles for transport of persons, o/than w/spark ign. or compress. ign. recip. piston engine, nesoi	8703.90.00	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicl. for transport of goods (o/than cab chassis), w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine, w/G.V.W. o/5 but n/o 20 mtons	8704.22.50	25%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicles for transport of goods, cab chassis, w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine, w/G.V.W. o/5 but n/o 20 metric tons	8704.22.10	4%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicles for transport of goods, o/than w/compress. ign. or spark ign. recip. piston engine, nesoi	8704.90.00	25%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicles for transport of goods, w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine, w/G.V.W. not over 5 metric tons	8704.21.00	25%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicles for transport of goods, w/compress-ign. int. combust. recip. piston engine, w/G.V.W. over 20 metric tons	8704.23.00	25%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicles for transport of goods, w/spark-ign. int. combust. recip. piston engine, w/G.V.W. not over 5 metric tons	8704.31.00	25%	A+
Vehicles and Parts	Mtr. vehicles for transport of goods, w/spark-ign. int. combust. recip. piston engine, w/G.V.W. over 5 metric tons	8704.32.00	25%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, brakes and parts thereof, nesoi	8714.94.90	10%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, crank-gear nesoi and parts thereof	8714.96.90	10%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, frames, valued at \$600 or less each	8714.91.30	3.90%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, non-variable speed hubs, nesoi	8714.93.35	10%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, pedals and parts thereof	8714.96.10	8%	A+



**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, saddles	8714.95.00	8%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, variable speed hubs, w/internal gear changing mechanisms, nesoi	8714.93.28	3%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles & o/cycles, wheel rims	8714.92.10	5%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. for bicycles, sets of steel tubing cut to exact length for the assembly (w/other pts) into the frame & fork of one bicycle	8714.91.50	6%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. nesoi, for bicycles and other cycles of heading 8712	8714.99.80	10%	A+
Vehicles and Parts	Pts. & access. of mtr. vehic. of 8701, nesoi, and 8702-8705, mufflers & exhaust pipes	8708.92.50	2.50%	A+
Vehicles and Parts	Road tractors for semi-trailers	8701.20.00	4%	A+
Watch Parts	Any plate, or set of plates, suitable for assembling thereon a clock movement	9114.40.40	10 cents each	A+
Watch Parts	Assemblies and subassemblies for watch movements consisting of 2 or more pieces or parts fastened or joined inseparably together	9114.90.15	7.20%	A+
Watch Parts	Bezels, backs and centers, of watch cases, not of precious metal or of metal clad with precious metal	9111.90.50	1.6 cents each + 6.8%	A+
Watch Parts	Complete clock movements, unassembled or partly assembled (movement sets)	9110.90.20	The rate applicable to the complete, assembled movement	A+
Watch Parts	Complete watch movements, unassembled or partly assembled (movement sets)	9110.11.00	The rate applicable to the complete, assembled movement	
Watch Parts	Incomplete clock movements consisting of 2 or more pieces or parts fastened or joined together	9110.90.40	4.3% + 1.7 cents/jewel + 0.2 cents for each other piece or part, but if consisting in part of a plate or a set of plates the total duty shall not exceed the duty for the complete movement	A+
Watch Parts	Incomplete clock movements, nesi	9110.90.60	4.20%	A+
Watch Parts	Incomplete watch movements, assembled	9110.12.00	9%	
Watch Parts	Parts of watch cases, of precious metal or of metal clad with precious metal	9111.90.40	6.40%	A+
Watch Parts	Parts of watch cases, other than bezels, backs and centers, not of precious metal or of metal clad with precious metal	9111.90.70	6.40%	A+
Watch Parts	Plates and bridges for watches, nesi	9114.40.60	7.30%	A+
Watch Parts	Rough watch movements	9110.19.00	9%	
Watch Parts	Springs, including hair-springs, for watches	9114.10.40	7.30%	A+

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watch Parts	Watch cases of base metal not gold- or silver-plated	9111.20.40	3.6 cents each + 7.6%	A+
Watch Parts	Watch cases of gold- or silver-plated base metal	9111.20.20	7 cents each + 5.4%	A+
Watch Parts	Watch cases of precious metal or of metal clad with precious metal	9111.10.00	12 cents each + 4.8%	A+
Watch Parts	Watch cases, not of precious metal, of metal clad with precious metal or of base metal	9111.80.00	3.6 cents each + 7.6%	A+
Watch Parts	Watch movement bottom or pillar plates or their equivalent	9114.40.20	12 cents each	A+
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, electrically operated, w/both optoelectronic & mechanical displays, having 0-1 jewels	9108.19.40	28 cents each + 4.2% on the battery	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, electrically operated, w/both optoelectronic & mechanical displays, having over 1 jewel	9108.19.80	53 cents each + 3.9% on the battery	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, electrically operated, with mechanical display or device to incorporate such display, 0-1 jewel	9108.11.40	36 cents each + 5.3% on the battery	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, electrically operated, with mechanical display or device to incorporate such display, over 1 jewel	9108.11.80	72 cents each + 5.3% on the battery	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, electrically operated, with opto-electronic display only	9108.12.00	3.1% on the movement + 4.2% on the battery	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring 33.8 mm or less, 0-1 jewel	9108.91.10	29 cents each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring 33.8 mm or less, 2-7 jewels	9108.91.20	57 cents each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring 33.8 mm or less, 8-17 jewels, valued over \$15 each	9108.91.50	90 cents each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring 33.8 mm or less, over 17 jewels	9108.91.60	\$1.50 each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring not over 15.2 mm, 8-17 jewels, valued not over \$15 each	9108.91.30	\$2.16 each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring over 15.2 mm but not over 33.8 mm, 8-17 jewels, valued not over \$15 each	9108.91.40	\$1.80 each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring over 33.8 mm, 0-7 jewels	9108.99.20	25 cents each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring over 33.8 mm, 8-17 jewels, valued not over \$15 each	9108.99.40	\$1.44 each	
Watch Parts	Watch movements, complete and assembled, nesi, measuring over 33.8 mm, over 17 jewels	9108.99.80	\$1.72 each	
Watch Parts	Watch parts, nesi	9114.90.40	8.80%	A+
Watch Parts	Watch straps, watch bands and watch bracelets of base metal, whether or not gold- or silver-plated, valued over \$5 per dozen	9113.20.40	11.20%	
Watches	Straps/bands/bracelets of tex. mat. or base metal, whether or not gold- or silver-plated entered with wrist watches of subheading 9101.21.50	9101.21.10	3.10%	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watches	Straps/bands/bracelets of tex. mat. or base metal, whether or not gold- or silver-plated entered with wrist watches of subheading 9101.29.90	9101.29.70	3.10%	
Watches	Straps/bands/bracelets of tex. mat. or base metal, whether or not gold- or silver-plated entered with wrist watches of subheading 9102.29.04	9102.29.02	14%	
Watches	Watches (excl. wrist watches) nesoi, electrically operated, with 0-1 jewel in the movement	9102.91.40	40 cents each + 6% on the case + 5.3% on the battery	
Watches	Watches (excl. wrist watches) nesoi, electrically operated, with over 1 jewel in the movement	9102.91.80	76 cents each + 6% on the case + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesi, automatic winding, 0-1 jewel, watch band not of textile material or base metal	9102.21.25	75 cents each + 6% on the case + 2.8% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesi, automatic winding, 0-1 jewel, watch band of textile material or base metal	9102.21.10	75 cents each + 6% on the case + 14% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesi, automatic winding, 2-17 jewels, watch band not of textile material or base metal	9102.21.50	\$1.75 each + 4.8% on the case + 2.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesi, automatic winding, 2-17 jewels, watch band of textile material or base metal	9102.21.30	\$1.75 each + 4.8% on the case + 11.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesi, automatic winding, over 17 jewels, watch band not of textile material or base metal	9102.21.90	\$1.53 each + 4.2% on the case + 2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesi, automatic winding, over 17 jewels, watch band of textile material or base metal	9102.21.70	\$1.53 each + 4.2% on the case + 9.8% on the strap, band or bracelet	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, 0-1 jewel, case nesoi, with band of material nesoi	9102.11.45	40 cents each + 8.5% on the case + 2.8% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, 0-1 jewel, case nesoi, with band of textile material or base metal	9102.11.25	40 cents each + 8.5% on the case + 14% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, 0-1 jewel, gold- or silver-plated case, with band of material nesoi	9102.11.30	44 cents each + 6% on the case + 2.8% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, 0-1 jewel, gold/silver-plated case, band of textile mat. or base metal	9102.11.10	44 cents each + 6% on the case + 14% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, over 1 jewel, case nesoi, with band of material nesoi	9102.11.95	76 cents each + 8.5% on the case + 2.8% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, over 1 jewel, case nesoi, with band of textile material or base metal	9102.11.65	76 cents each + 8.5% on the case + 14% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, over 1 jewel, gold- or silver-case, with band of material nesoi	9102.11.70	80 cents each + 6% on the case + 2.8% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, mechanical display only, over 1 jewel, gold/silver-plated case, band of textile or base metal	9102.11.50	80 cents each + 6% on the case + 14% on the strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, w/both optoelectronic & mechanical displays, 0-1 jewel, band of material nesoi	9102.19.40	32 cents each + 4.8% on the case + 2.2% on the strap, band or bracelet + 4.2% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, w/both optoelectronic & mechanical displays, 0-1 jewel, band of textile material or base metal	9102.19.20	32 cents each + 4.8% on the case + 11% on the strap, band or bracelet + 4.2% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, w/both optoelectronic & mechanical displays, over 1 jewel, band of material nesoi	9102.19.80	57 cents each + 4.5% on the case + 2.1% on the strap, band or bracelet + 4% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, electrically operated, w/both optoelectronic & mechanical displays, over 1 jewel, band of textile mat. or base metal	9102.19.60	57 cents each + 4.5% on the case + 10.6% on the strap, band or bracelet + 4% on the battery	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, n/autowind, 8-17 jewels, mvmt n/o \$15 & n/o 15.2 mm, band of textile material or base metal	9102.29.25	\$2.19 each + 4.8% on the case + 11.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, n/autowinding, 8-17 jewel, mvmt n/o \$15 & ov 15.2 mm, band of textile material or base metal	9102.29.35	\$1.61 each + 4.2% on the case + 9.8% on the strap, band or bracelet	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, n/autowinding, 8-17 jewel, mvmt n/o \$15 & over 15.2 mm, with band of material nesoi	9102.29.40	\$1.83 each + 4.8% on the case + 2.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not auto winding, 8-17 jewels, movement over \$15 each, with band of textiles or base metal	9102.29.45	93 cents each + 4.8% on the case + 11.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not auto winding, 8-17 jewels, mvmt over \$15 each, with band of material nesoi	9102.29.50	93 cents each + 4.8% on the case + 2.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not automatic winding, 2-7 jewels, with strap/band of textile material or base metal	9102.29.15	58 cents each + 4.6% on the case + 10.6% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not automatic winding, 2-7 jewels, with strap/band/bracelet of material nesoi	9102.29.20	56 cents each + 4.4% on the case + 2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not automatic winding, 8-17 jewels, movement n/o \$15 & n/o 15.2 mm, band of material nesoi	9102.29.30	\$2.19 each + 4.8% on the case + 2.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not automatic winding, over 17 jewels in the movement, with band of material nesoi	9102.29.60	\$1.75 each + 4.8% on the case + 2.2% on the strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches nesoi, not electrically operated, not automatic winding, over 17 jewels in the mvmt, with band of textiles or base metal	9102.29.55	\$1.55 each + 4.2% on the case + 9.9% on the strap, band or bracelet	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, electrically operated, w/both opto-electronic & mechanical displays, over 1 jewel	9101.19.80	61 cents each + 4.4% on case and strap, band or bracelet + 3.7% on the battery	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, electrically operated, with both opto-electronic and mechanical displays, 0-1 jewel	9101.19.40	41 cents each + 5% on the case and strap, band bracelet + 4.2% on battery	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, electrically operated, with mechanical display only, w/more than 1 jewel in mvmt	9101.11.80	87 cents each + 6.25% on the case and strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, electrically operated, with mechanical display only, with 0-1 jewel in mvmt	9101.11.40	51 cents each + 6.25% on the case and strap, band or bracelet + 5.3% on the battery	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, not electrically operated, n/auto winding, 8-17 jewels, mvmt n/o \$15 & n/o 15.2 mm	9101.29.30	\$2.28 each + 5% on the case and strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, not electrically operated, n/auto winding, 8-17 jewels, mvmt n/o \$15 & ov 15.2 mm	9101.29.40	\$1.92 each + 5% on the case and strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, not electrically operated, not automatic winding, 8-17 jewels, movement over \$15	9101.29.50	90 cents each + 4.4% on the case and strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, not electrically operated, not automatic winding, with 0-1 jewel in mvmt	9101.29.10	40 cents each + 5% on the case and strap, band or bracelet	
Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, not electrically operated, not automatic winding, with 2-7 jewels in mvmt	9101.29.20	61 cents each + 4.4% on the case and strap, band or bracelet	

**Products Eligible for Duty-Free Treatment Under AGOA  
if Exported to the U.S. from an AGOA Beneficiary Country**

Watches	Wrist watches with cases of or clad with precious metal, not electrically operated, with automatic winding, w/17 jewels or less in mvmt	9101.21.80	\$1.61 each + 4.4% on the case and strap, band or bracelet	
Wines	Effervescent grape wine, in containers holding 2 liters or less	2204.21.20	19.8 cents/liter	A+
Wines	Grape must, nesi, in fermentation or with fermentation arrested otherwise than by addition of alcohol	2204.30.00	4.4 cents/liter + + 31.4 cents/pf. Liter	A+
Wines	Grape wine, other than sparkling, not over 14% vol. alcohol, in containers holding over 2 but not over 4 liters	2204.29.20	8.4 cents/liter	A+
Wines	Grape wine, other than sparkling, not over 14% vol. alcohol, in containers holding over 4 liters	2204.29.60	14 cents/liter	A+
Wines	Grape wine, other than sparkling, over 14% vol. alcohol, in containers holding over 2 but not over 4 liters	2204.29.40	22.4 cents/liter	A+
Wines	Grape wine, other than sparkling, over 14% vol. alcohol, in containers holding over 4 liters	2204.29.80	22.4 cents/liter	A+
Wines	Wine other than Tokay (not carbonated), not over 14% alcohol, in containers not over 2 liters	2204.21.50	6.3 cents/liter	A+
Wood and Articles of Wood	Clothespins made of wood, other than the spring-type	4421.90.85	4.80%	A+
Wood and Articles of Wood	Coniferous wood dowel rods, continuously shaped along any of its edges or faces, sanded, grooved or otherwise advanced in condition	4409.10.65	4.90%	A+
Wood and Articles of Wood	Nonconiferous wood dowel rods, continuously shaped along any of its edges or faces, sanded, grooved or otherwise advanced in condition	4409.20.65	4.90%	A+
Wood and Articles of Wood	Plywood of wood sheets, n/o 6 mm thick each, with outer plies of coniferous wood, nesi, surface covered, nesi	4412.19.50	5.10%	A+
Wood and Articles of Wood	Spring-type clothespins made of wood	4421.90.80	6.5 cents/gross	A+
Wood and Articles of Wood	Wood blinds, shutters, screens and shades, not consisting of wooden frames in the center of which are fixed louver boards or slats	4421.90.40	5.10%	A+
Wood and Articles of Wood	Wood dowel pins, sanded, grooved or otherwise advanced in condition	4421.90.20	4.90%	A+
Wood and Articles of Wood	Wood wool (excelsior); wood flour	4405.00.00	3.20%	A+
Wood and Articles of Wood	Wooden clothes hangers	4421.10.00	3.20%	A+
Zinc and Zinc Articles	Zinc (o/than alloy), unwrought, casting-grade zinc, containing at least 97.5% but less than 99.99% by weight of zinc	7901.12.10	3%	A+



## Liste des pays éligibles au SGP

Note: Countries with an “\*” are considered “Least-Developed Beneficiary Developing Countries” under GSP.

Republic of Angola*	Republic of South Africa
Republic of Benin *	Kingdom of Swaziland
Republic of Botswana	United Republic of Tanzania*
Burkina Faso*	Republic of Togo*
Republic of Burundi*	Republic of Uganda*
Republic of Cameroon	Zambia*
Republic of Republic of Cape Verde*	Republic of Zimbabwe
Central African Republic*	
Republic of Chad*	
Federal Islamic Republic of the Comoros*	
Democratic Republic of Congo*	
Republic of the Congo	
Republic of Cote d'Ivoire	
Republic of Djibouti*	
Republic of Equatorial Guinea*	
State of Eritrea*	
Ethiopia*	
Gabonese Republic	
Republic of the Gambia*	
Republic of Ghana	
Republic of Guinea*	
Republic of Guinea-Bissau*	
Republic of Kenya	
Kingdom of Lesotho*	
Republic of Madagascar*	
Republic of Malawi*	
Republic of Mali*	
Islamic Republic of Mauritania*	
Republic of Mauritius	
Republic of Mozambique*	
Republic of Namibia	
Republic of Niger*	
Federal Republic of Nigeria	
Republic of Rwanda*	
Democratic Republic of Sao Tome and Principe*	
Republic of Senegal	
Republic of Seychelles	
Republic of Sierra Leone*	

**Annexe 1.C-**  
**Règle d'origine appliquée dans le secteur**  
**textile et vêtements**

## **General rule of origin requirements**

The item must be the growth, product, or manufacture of a beneficiary developing country and the sum of (a) the cost or value of materials produced in a one or more beneficiary countries plus (b) the direct cost of processing performed in those countries may not be less than 35 percent of the appraised value of the product when it enters the United States. Up to 15 percentage points of that 35 percent may be derived from U.S. parts or materials used to produce the product in a beneficiary sub-Saharan Africa country or countries for new products designated for GSP benefits for AGOA beneficiaries. Their products also enjoy cumulation benefits. Questions regarding rule of origin requirements for specific products and/or classification of products may be directed to the U.S. Customs Service by writing to: Director, National Commodity Specialist Division, U.S. Customs Service, 6 World Trade Center, New York, New York 10048.

## **Qualifying Textile and Apparel Articles**

In order for countries to be eligible for apparel benefits, they must have in place an effective visa system to prevent illegal trans-shipment and use of counterfeit documentation, as well as effective enforcement and verification procedures. For a list of countries eligible for apparel benefits, including those also eligible for the Special Rule for Apparel.

The Africa Investment Incentive Act of 2006 (signed by President Bush on December 20, 2006) amends the textile and apparel portions of the African Growth and Opportunity Act (AGOA) and is referred to as "AGOA IV".

AGOA IV provides duty-free and quota-free treatment for eligible apparel articles made in qualifying sub-Saharan African countries through 2015. Qualifying articles include:

- Apparel made of U.S. yarns and fabrics;
- Apparel made of sub-Saharan African (regional) yarns and fabrics, subject to a cap until 2015;
- Apparel made in a designated lesser developed country of third-country yarns and fabrics, subject to a cap until 2012;
- Apparel made of yarns and fabrics not produced in commercial quantities in the United States;
- Certain cashmere and merino wool sweaters;
- Eligible handloomed, handmade, or folklore articles and ethnic printed fabrics; and
- Textiles and textile articles produced entirely in a lesser-developed beneficiary country.

## **Special Rule for Apparel Applying to Lesser Developed AGOA Countries**

The rules of origin vary with the product. The U.S. Customs Service has issued interim Customs Regulations on the African Growth and Opportunity Act. These interim regulations are available at [www.agoa.gov](http://www.agoa.gov).

In general, apparel qualifying for duty-free benefits may be made with U.S. fabric in turn made with U.S. yarn, sub-Saharan African fabric in turn made with sub-Saharan African yarn (subject to quantitative limit) or, in the case of least developed sub-Saharan Africa countries, third-country fabric (subject to quantitative limits). Certain third country fabrics and yarns may also be used by sub-Saharan African apparel producers provided such fabrics are on a short supply list - maintained by the Department of Commerce. Third-country yarn and fiber may also be used to produce cashmere or certain wool knit-to-shape sweaters

Until September 30, 2012, lesser-developed beneficiary sub-Saharan African countries may use non-U.S. fabric and yarn in apparel wholly assembled in their countries and still qualify for duty- and quota-free treatment. Exports under the Special Rule are subject to a cap (see below for details on the cap). Lesser-developed countries are those with a per capita gross national product of less than \$1500 a year in 1998 as measured by the World Bank. AGOA IV continues to grant lesser-developed beneficiary country status to Botswana and Namibia, qualifying both countries for the Special Rule.

### **Other Textile and Apparel Provisions**

The Committee for the Implementation of Textile Agreements (CITA), an interagency group chaired by the Commerce Department's Deputy Assistant Secretary for Textiles and Apparel, has the authority to implement certain provisions of AGOA's textile and apparel benefits. These provisions include:

- Determination of the annual cap on imports of apparel that is assembled in beneficiary countries from fabric formed in beneficiary countries from yarn originating either in the United States or in beneficiary countries. Through September 30, 2012, the statute permits lesser-developed beneficiary countries to obtain preferential treatment for apparel assembled in beneficiary countries regardless of the origin of the fabric;
- Determination that yarn or fabric cannot be supplied by the U.S. industry in commercial quantities in a timely manner, and to extend preferential treatment to eligible apparel from such yarn or fabric (commercial availability);
- Determination of eligible handloomed, handmade, or folklore articles and ethnic printed fabrics;
- A "tariff snapback" in the event that a surge in imports of eligible articles causes serious damage or threat thereof to domestic industry;
- Determination of whether U.S. manufacturers produce interlinings in the United States in commercial quantities, thereby rendering articles containing foreign interlinings ineligible for benefits under AGOA; and

- Determination of whether exporters have engaged in illegal transshipment and denial of benefits to such exporters for a period of five years.

### **Regional Cap**

AGOA limits imports of apparel made with regional or third country fabric to a fixed percentage of the aggregate square meter equivalents (SME) of all apparel articles imported into the United States. For the year beginning October 1, 2006, the aggregate quantity of imports eligible for preferential treatment under these provisions is an amount not to exceed 6.43675 percent of all apparel articles imported into the United States. Of this overall amount, apparel imported under the Special Rule for lesser-developed countries is limited to an amount not to exceed 3.5 percent of apparel imported into the United States in the preceding 12-month period. Apparel articles entered in excess of these quantities will be subject to otherwise applicable tariffs. The duty-free cap is not allocated among countries. It is filled on a "first-come, first-served" basis.

### **Abundant Supply**

AGOA IV provides for special rules for fabrics or yarns produced in commercial quantities (or "abundant supply") in any designated sub-Saharan African country for use in qualifying apparel articles. Upon receiving a petition from any interested party, the International Trade Commission will determine the quantity of such fabrics or yarns that must be sourced from the region before applying the third country fabric provision. It also provides for 30 million square meter equivalents (SMEs) of denim to be determined to be in abundant supply beginning October 1, 2006. The U.S. International Trade Commission will provide further guidance on how it will implement this provision.

### **Commercial Availability**

Under AGOA, the President is authorized to proclaim duty-free and quota-free benefits for apparel that is both cut (or knit-to-shape) and sewn or otherwise assembled in beneficiary countries from fabric or yarns not formed in the United States or a beneficiary country, if the President has determined that such yarns or fabrics cannot be supplied by the domestic industry in commercial quantities in a timely manner. In Executive Order 13191, the President delegated to the Committee for the Implementation of Textile Agreements (CITA) authority to determine whether yarn or fabric cannot be supplied by the domestic industry in commercial quantities in a timely manner and to extend preferential treatment to apparel articles from such yarn or fabric.

For details on products that receive duty-free treatment under the AGOA, please visit <http://otexa.ita.doc.gov> and click on "Commercial Availability".

AGOA IV provides for a process to remove designated fabrics or yarns that were determined not to be available in commercial quantities in the United States on the basis of fraud.

### **Handloomed/Handmade/Folklore Articles/Ethnic Printed Fabrics**

AGOA provides duty- and quota-free benefits for handloomed, handmade, folklore articles, or ethnic printed fabrics, made in beneficiary sub-Saharan African countries. This provision is known as "Category 9". In Executive Order 13191, the President authorized CITA, after consultation with the Commissioner of Customs and Border Protection, to consult with beneficiary sub-Saharan African countries and to determine which, if any, particular textile and apparel goods shall be treated as being handloomed, handmade, folklore articles or ethnic printed fabrics.

As of January 2007, Botswana, Ghana, Ethiopia, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Swaziland, Tanzania and Zambia have been approved under the hand-loomed and the handmade provisions of Category 9.

### **Instructions for Beneficiary Country Governments to Apply for Approval of Handloomed/Handmade/Folklore Articles Under Category 9**

Prior to consultations, each interested beneficiary country government should submit a list of

products they propose for designation, with detailed descriptions and a representative sample

of each product. This will facilitate the government-to-government consultations by allowing

the United States time to study and review the products.

Eligible goods must be either (a) hand-loomed fabrics; (b) hand-made goods made of such

hand-loomed fabrics; or (c) traditional folklore goods. Each item of folklore should include the

folklore article's name as well as a detailed description of the article. The comprehensive

description should include the size, dimension, shape, pattern, color and/or any other specific ways of identifying the product as a traditional folklore good of that country/region and also including historical aspects and usage.

"Folklore articles" are generally apparel, apparel accessories or decorative furnishings. This part of the provision is limited and is intended to benefit producers making uniquely traditional and historical folklore goods. The shape and design of traditional folklore articles must be traditionally and historically from that country/region. The items may not include "modern"

features such as zippers, elastic, elasticized fabric, hook-and-pile fasteners (such as "Velcro"© or similar holding fabric). As each item's design must be uniquely traditional and historical in nature, patterns such as airplanes, buses, cowboys, cartoon characters and holiday/festival designs not common to sub-

Saharan African culture, such as Halloween and Thanksgiving, would not be permitted.

The list of descriptions and samples should be sent to Chairman, Committee for the Implementation of Textile Agreements, Room 3001, U.S. Department of Commerce, 14<sup>th</sup> and Constitution Ave., Washington, D.C. 20230. The Department of Commerce stands ready to assist Government officials. Questions may be posed directly to the Department of Commerce in the Washington, D.C., at telephone number (202) 482-3400

### **Findings and Trimmings**

An apparel article is eligible for benefits even if the article contains findings or trimmings of foreign origin, if the value of such findings and trimmings does not exceed 25 percent of the cost of the components of the assembled article. Examples of findings and trimmings include sewing thread, hooks and eyes, snaps, buttons, "bow buds," decorative lace trim, elastic strips, and zippers. Elastic strips are considered findings or trimmings only if they are each less than 1 inch in width and used in the production of brassieres.

### **Certain Interlinings**

Articles containing certain interlinings of foreign origin are eligible for benefits if the value of the interlinings (and any findings and trimmings) does not exceed 25 percent of the cost of the components of the assembled article. The interlinings permitted include only a chest type plate, a "hymo" piece, or "sleeve header," made of woven or weft-inserted warp knit construction and of coarse animal hair or man-made filaments. This benefit will terminate if the President determines such interlinings are made in the United States in commercial quantities.

### **Certain Components**

AGOA III expanded product eligibility to allow non-AGOA produced collars, cuffs, drawstrings, padding/shoulder pads, waistbands, belts attached to garments, straps with elastic, and elbow patches for all import categories to be eligible. This treatment continues under AGOA IV.

### **De Minimis Rule**

Apparel products assembled in sub-Saharan Africa which would otherwise be considered eligible for AGOA benefits but for the presence of some fibers or yarns not wholly formed in the United States or the beneficiary sub-Saharan African country will still be eligible for benefits as long as the total weight of all such fibers and yarns is not more than 10 percent of the total weight of the article. AGOA III increased this percentage from seven percent

## Annexe 1.D-

### Carte des pays éligibles au programme AGOA en 2004





## Annexe 1.E

### Carte des pays éligibles ayant le visa en 2004



**Annexe 1F-**  
**Liste des étoffes utilisées en quantités**  
**restreintes**

## List of Fabrics Currently Deemed to be in Short Supply in the U.S.

### Short Supply Fabrics

**Apparel goods of Chapter 62** may use the following fabrics for the outer shell of the apparel, provided the outer shell, exclusive of collars or cuffs, is wholly of one or more of the following:

- (A) Velveteen fabrics of subheading 5801.23, containing 85 per cent or more by weight of cotton;
- (B) Corduroy fabrics of subheading 5801.22, containing 85 per cent or more weight of cotton and containing more than 7.5 wales per centimeter;
- (C) Fabrics of subheadings 5111.11 or 5111.19, if hand-woven, with a loom width of less than 76 cm, woven in the United Kingdom in accordance with the rules and regulations of the Harris Tweed Association, Ltd., and so certified by the Association;
- (D) Fabrics of subheading 5112.30, weighing not more than 340 grams per square meter, containing wool, not less than 20 per cent by weight of fine animal hair and not less than 15 per cent by weight of man-made staple fibers; or
- (E) Batiste fabrics of subheadings 5513.11 or 5513.21, of square construction, of single yarns exceeding 76 metric count, containing between 60 and 70 warp ends and filling picks per square centimeter, of a weight not exceeding 110 grams per square meter.

**Men's or boys' shirts** of cotton (subheading 6205.20) or of man-made fibers (subheading 6205.30) may use the following fabrics for the outer shell of the shirts, exclusive of collars or cuffs, provided the outer shell is wholly of one or more of the following:

- (a) Fabrics of subheadings 5208.21, 5208.22, 5208.29, 5208.31, 5208.32, 5208.39, 5208.41, 5208.42, 5208.49, 5208.51, 5208.52 or 5208.59, of average yarn number exceeding 135 metric;
- (b) Fabrics of subheadings 5513.11 or 5513.21, not of square construction, containing more than 70 warp ends and filling picks per square centimeter, of average yarn number exceeding 70 metric;
- (c) Fabrics of subheadings 5210.21 or 5210.31, not of square construction, containing more than 70 warp ends and filling picks per square centimeter, of average yarn number exceeding 70 metric;

- (d) Fabrics of subheadings 5208.22 or 5208.32, not of square construction, containing more than 75 warp ends and filling picks per square centimeter, of average yarn number exceeding 65 metric;
- (e) Fabrics of subheadings 5407.81, 5407.82 or 5407.83, weighing less than 170 grams per square meter, having a dobby weave created by a dobby attachment;
- (f) Fabrics of subheadings 5208.42 or 5208.49, not of square construction, containing more than 85 warp ends and filling picks per square centimeter, of average yarn number exceeding 85 metric;
- (g) Fabrics of subheading 5208.51, of square construction, containing more than 75 warp ends and filling picks per square centimeter, made with single yarns, of average yarn number 95 or greater metric;
- (h) Fabrics of subheading 5208.41, of square construction, with a gingham pattern, containing more than 85 warp ends and filling picks per square centimeter, made with single yarns, of average yarn number 95 or greater metric, and characterized by a check effect produced by the variation in color of the yarns in the warp and filling; or
- (i) Fabrics of subheading 5208.41, with the warp colored with vegetable dyes, and the filling yarns white or colored with vegetable dyes, of average yarn number greater than 65 metric.

**Men's and boys' nightshirts and pajamas, and women's and girls' briefs, panties, nightdresses and pajamas** (exclusive of collar, cuffs, waistband or elastic or lace, respectively), wholly of circular knit fabric, wholly of cotton yarns exceeding 100 metric number per single yarn

**For all apparel**, the following may be used:

Woven silk fabric

Silk yarn

Woven linen fabric

Flax yarn

Quilted textile products in the piece of heading 5811.00, HTSUS

**Annexe 2.A-**  
**Poids de chaque secteur sur les exportations**  
**totales de l'Afrique Australe entre**  
**1970 et 2004**

Pays d'Afrique Australe (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	36,19	0,10	22,00	0,33	0,31	1,48	36,69	0,40	0,18	2,33
1971	40,00	0,15	14,54	0,97	0,25	2,48	38,58	0,49	0,19	2,36
1972	37,85	0,26	10,93	2,81	0,07	1,94	42,61	0,54	0,28	2,70
1973	39,50	0,61	11,50	9,29	0,05	1,83	34,10	0,67	0,36	2,10
1974	33,40	0,16	9,18	18,25	0,09	0,97	34,50	0,85	0,35	2,25
1975	20,29	0,12	10,22	24,18	0,04	0,98	30,65	0,68	11,75	1,08
1976	17,69	0,19	12,72	13,69	0,02	1,27	45,45	0,87	7,17	0,94
1977	15,54	0,12	11,28	16,50	0,00	1,15	42,85	0,60	11,08	0,89
1978	10,35	0,21	9,25	7,75	0,00	1,31	47,54	0,50	22,37	0,71
1979	8,71	0,34	8,05	11,04	0,01	1,21	53,30	1,09	15,59	0,65
1980	10,76	0,35	7,86	12,29	0,01	1,20	45,25	0,98	20,92	0,38
1981	9,48	0,62	11,38	25,15	0,01	2,91	38,69	0,55	10,60	0,61
1982	9,03	0,69	7,81	25,96	0,00	7,34	34,48	0,55	13,03	1,11
1983	6,80	0,52	6,19	30,02	0,00	7,16	33,26	0,44	14,51	1,10
1984	7,08	0,64	6,14	27,35	0,00	4,78	38,57	0,64	13,64	1,15
1985	7,00	0,61	6,52	32,78	0,00	5,49	38,76	1,04	6,17	1,61
1986	6,21	0,60	5,79	23,63	0,01	9,18	47,62	1,42	4,52	1,03
1987	3,40	0,69	4,78	44,58	0,04	1,84	37,22	1,43	5,04	0,99
1988	3,30	0,86	6,29	41,41	0,00	1,87	38,64	1,40	5,16	1,09
1989	2,62	0,56	6,49	49,52	0,00	1,05	33,46	1,30	4,36	0,64
1990	2,81	0,83	5,15	48,20	0,00	1,61	35,04	1,35	4,36	0,65
1991	2,85	1,43	6,51	45,47	0,00	1,88	35,51	1,38	3,95	1,03
1992	3,06	1,10	5,41	51,46	0,00	2,02	29,44	1,29	4,56	1,65
1993	3,45	1,06	6,22	47,70	0,01	2,11	27,59	1,64	6,34	3,88
1994	4,08	1,08	6,01	44,57	0,01	2,16	31,60	1,75	7,42	1,34
1995	3,64	0,78	6,69	45,48	0,01	2,22	29,28	2,37	7,66	1,86
1996	3,91	1,15	7,08	48,49	0,01	2,81	25,29	2,85	6,72	1,69
1997	4,46	1,36	6,49	46,85	0,01	3,67	24,83	2,65	7,25	2,44
1998	4,37	0,88	7,36	38,65	0,01	4,23	31,99	3,25	8,83	0,43
1999	3,40	0,96	6,81	38,74	0,01	3,08	28,94	4,49	9,67	3,90
2000	3,27	0,57	4,47	42,01	0,01	3,17	30,88	4,38	9,13	2,12
2001	3,27	0,68	4,05	36,71	0,01	3,60	30,68	7,97	11,40	1,64
2002	3,86	0,76	3,91	37,85	0,01	3,55	27,85	8,05	12,84	1,31
2003	3,59	0,64	3,14	41,09	0,01	3,45	25,15	7,54	13,89	1,50
2004	2,62	0,54	3,04	36,78	0,01	3,36	31,90	7,24	13,08	1,42

## Calculs hors secteur pétrolier

### Pays d'Afrique Australe (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	36,31	0,10	22,07		0,31	1,49	36,81	0,40	0,18	2,33
1971	40,39	0,15	14,69		0,26	2,51	38,95	0,49	0,19	2,38
1972	38,94	0,27	11,25		0,08	2,00	43,84	0,55	0,29	2,78
1973	43,55	0,67	12,68		0,06	2,01	37,59	0,74	0,39	2,31
1974	40,86	0,19	11,23		0,11	1,19	42,20	1,04	0,43	2,75
1975	26,76	0,16	13,47		0,06	1,30	40,43	0,90	15,49	1,43
1976	20,50	0,22	14,73		0,02	1,47	52,66	1,00	8,30	1,09
1977	18,61	0,14	13,50		0,00	1,37	51,33	0,71	13,27	1,06
1978	11,22	0,23	10,03		0,00	1,42	51,53	0,55	24,25	0,76
1979	9,79	0,38	9,05		0,01	1,36	59,91	1,23	17,53	0,73
1980	12,26	0,40	8,97		0,01	1,37	51,59	1,12	23,86	0,43
1981	12,66	0,83	15,20		0,02	3,89	51,69	0,74	14,17	0,81
1982	12,20	0,94	10,55		0,00	9,92	46,56	0,74	17,59	1,50
1983	9,72	0,75	8,84		0,01	10,23	47,52	0,63	20,73	1,58
1984	9,75	0,89	8,46		0,00	6,58	53,10	0,88	18,78	1,58
1985	10,42	0,91	9,70		0,01	8,17	57,67	1,55	9,19	2,39
1986	8,13	0,78	7,58		0,02	12,02	62,35	1,86	5,92	1,35
1987	6,13	1,24	8,62		0,08	3,32	67,16	2,58	9,09	1,78
1988	5,64	1,46	10,73		0,00	3,18	65,94	2,39	8,80	1,86
1989	5,19	1,11	12,85		0,00	2,08	66,28	2,57	8,65	1,28
1990	5,43	1,60	9,93		0,00	3,12	67,64	2,61	8,42	1,25
1991	5,23	2,62	11,93		0,00	3,44	65,12	2,53	7,23	1,89
1992	6,30	2,26	11,15		0,01	4,17	60,65	2,65	9,40	3,40
1993	6,59	2,03	11,89		0,02	4,03	52,75	3,15	12,12	7,42
1994	7,35	1,96	10,84		0,01	3,89	57,00	3,15	13,38	2,42
1995	6,67	1,44	12,28		0,02	4,07	53,71	4,35	14,06	3,42
1996	7,60	2,23	13,74		0,02	5,45	49,09	5,54	13,05	3,28
1997	8,39	2,55	12,21		0,01	6,90	46,72	4,99	13,64	4,58
1998	7,12	1,43	12,00		0,01	6,90	52,14	5,29	14,40	0,71
1999	5,55	1,56	11,12		0,01	5,02	47,24	7,33	15,79	6,37
2000	5,63	0,99	7,71		0,01	5,46	53,25	7,55	15,74	3,66
2001	5,16	1,07	6,40		0,01	5,69	48,47	12,59	18,01	2,60
2002	6,21	1,23	6,29		0,01	5,71	44,82	12,96	20,66	2,11
2003	6,10	1,09	5,33		0,01	5,86	42,69	12,80	23,59	2,54
2004	4,14	0,86	4,82		0,01	5,31	50,46	11,46	20,69	2,25

**Annexe 2.B-**  
**Poids de chaque secteur sur les exportations**  
**totales de l'Afrique de l'Est entre 1970 et**  
**2004**



Pays d'Afrique de l'Est (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	92,50	0,00	4,33	0,00	0,12	0,57	1,64	0,01	0,24	0,60
1971	90,69	0,00	4,94	0,00	0,19	0,47	2,45	0,00	0,29	0,98
1972	87,93	0,01	7,32	0,00	0,14	0,92	2,66	0,00	0,34	0,68
1973	89,89	0,01	5,10	0,00	0,31	0,71	2,67	0,02	0,32	0,98
1974	82,47	0,00	8,17	0,00	0,49	1,02	6,82	0,01	0,31	0,71
1975	86,09	0,01	7,27	0,00	0,22	0,57	2,99	0,00	0,27	2,59
1976	92,29	0,01	4,09	0,00	0,21	0,06	2,34	0,01	0,18	0,81
1977	95,67	0,00	2,47	0,00	0,08	0,18	1,22	0,00	0,11	0,26
1978	91,40	0,01	3,91	0,00	0,17	0,77	3,10	0,00	0,18	0,45
1979	89,20	0,02	6,72	0,00	0,18	0,33	2,23	0,02	0,19	1,09
1980	88,02	0,01	8,18	0,00	0,15	0,29	2,62	0,05	0,19	0,49
1981	93,18	0,02	4,15	0,00	0,26	0,54	0,87	0,03	0,16	0,77
1982	90,98	0,15	5,75	0,00	0,08	0,31	1,12	0,01	0,53	1,08
1983	90,17	0,22	5,85	0,00	0,13	0,45	2,22	0,02	0,28	0,67
1984	87,58	0,02	8,05	0,00	0,06	0,67	1,70	0,05	1,47	0,40
1985	80,25	0,02	7,72	0,00	0,05	1,06	2,17	1,75	5,18	1,80
1986	85,24	0,04	5,34	0,00	0,01	0,74	1,90	2,02	3,86	0,84
1987	77,39	0,21	10,47	0,00	0,07	1,26	3,76	2,06	3,74	1,04
1988	71,87	0,24	13,75	0,00	0,17	1,67	5,11	1,62	2,90	2,67
1989	62,39	0,02	9,80	9,24	0,05	1,57	9,49	1,54	3,67	2,23
1990	60,01	0,03	18,41	0,99	0,04	2,27	8,01	1,40	4,81	4,02
1991	46,07	0,00	24,05	3,21	0,06	3,62	7,23	1,21	6,67	7,89
1992	41,66	0,29	23,74	3,10	0,16	2,97	8,07	4,28	8,85	6,89
1993	38,34	0,34	20,81	5,85	0,25	0,49	8,47	2,25	18,31	4,89
1994	48,43	0,15	15,96	0,05	0,13	0,53	8,19	0,83	22,08	3,64
1995	41,11	0,60	17,59	0,00	0,38	1,27	7,88	2,26	25,30	3,62
1996	43,67	1,34	16,07	2,48	0,65	0,73	6,14	5,57	21,03	2,32
1997	57,45	0,68	10,70	0,01	0,29	1,78	4,45	1,75	19,62	3,26
1998	50,27	0,37	12,17	0,00	0,37	0,80	6,99	0,93	24,54	3,54
1999	38,87	1,84	13,64	0,01	0,32	0,45	7,95	7,30	25,59	4,04
2000	35,35	1,22	12,65	0,11	0,45	0,69	10,13	5,09	25,21	9,10
2001	34,60	1,48	13,25	0,05	0,20	1,47	8,46	2,15	34,49	3,87
2002	27,22	0,33	7,81	0,00	0,08	0,86	5,65	1,88	50,43	5,75
2003	27,04	0,09	6,70	0,02	0,29	0,71	3,44	2,00	57,34	2,37
2004	19,77	0,61	6,67	0,06	0,18	0,33	3,38	0,81	65,16	3,03

## Calculs hors secteur pétrolier

### Pays d'Afrique de l'Est (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	92,50	0,00	4,33		0,12	0,57	1,64	0,01	0,24	0,60
1971	90,69	0,00	4,94		0,19	0,47	2,45	0,00	0,29	0,98
1972	87,93	0,01	7,32		0,14	0,92	2,66	0,00	0,34	0,68
1973	89,89	0,01	5,10		0,31	0,71	2,67	0,02	0,32	0,98
1974	82,47	0,00	8,17		0,49	1,02	6,82	0,01	0,31	0,71
1975	86,09	0,01	7,27		0,22	0,57	2,99	0,00	0,27	2,59
1976	92,29	0,01	4,09		0,21	0,06	2,34	0,01	0,18	0,81
1977	95,67	0,00	2,47		0,08	0,18	1,22	0,00	0,11	0,26
1978	91,40	0,01	3,91		0,17	0,77	3,10	0,00	0,18	0,45
1979	89,20	0,02	6,72		0,18	0,33	2,23	0,02	0,19	1,09
1980	88,02	0,01	8,18		0,15	0,29	2,62	0,05	0,19	0,49
1981	93,18	0,02	4,15		0,26	0,54	0,87	0,03	0,16	0,77
1982	90,98	0,15	5,75		0,08	0,31	1,12	0,01	0,53	1,08
1983	90,17	0,22	5,85		0,13	0,45	2,22	0,02	0,28	0,67
1984	87,58	0,02	8,05		0,06	0,67	1,70	0,05	1,47	0,40
1985	80,25	0,02	7,72		0,05	1,06	2,17	1,75	5,18	1,80
1986	85,24	0,04	5,34		0,01	0,74	1,90	2,02	3,86	0,84
1987	77,39	0,21	10,47		0,07	1,26	3,76	2,06	3,74	1,04
1988	71,87	0,24	13,75		0,17	1,67	5,11	1,62	2,90	2,67
1989	68,74	0,02	10,80		0,05	1,73	10,46	1,69	4,04	2,46
1990	60,61	0,03	18,59		0,04	2,29	8,09	1,41	4,86	4,06
1991	47,60	0,00	24,84		0,06	3,74	7,47	1,25	6,90	8,15
1992	42,99	0,30	24,50		0,16	3,06	8,33	4,42	9,13	7,11
1993	40,73	0,36	22,11		0,27	0,52	9,00	2,39	19,45	5,19
1994	48,45	0,15	15,97		0,13	0,54	8,20	0,83	22,09	3,64
1995	41,11	0,60	17,59		0,38	1,27	7,88	2,26	25,30	3,62
1996	44,78	1,37	16,48		0,67	0,74	6,29	5,71	21,56	2,38
1997	57,46	0,68	10,70		0,29	1,78	4,45	1,75	19,62	3,26
1998	50,28	0,37	12,17		0,37	0,80	6,99	0,93	24,54	3,54
1999	38,88	1,84	13,64		0,32	0,45	7,95	7,30	25,59	4,04
2000	35,39	1,22	12,66		0,45	0,69	10,15	5,09	25,23	9,11
2001	34,61	1,48	13,25		0,20	1,47	8,46	2,15	34,50	3,87
2002	27,22	0,33	7,81		0,08	0,86	5,65	1,88	50,43	5,75
2003	27,05	0,09	6,70		0,29	0,71	3,44	2,00	57,35	2,37
2004	19,79	0,62	6,67		0,18	0,33	3,38	0,81	65,19	3,03

**Annexe 2.C-**  
**Poids de chaque secteur sur les exportations**  
**totales de l'Afrique Centrale entre**  
**1970 et 2004**

## Pays d'Afrique Centrale (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	41,56	1,70	23,22	0,00	7,74	0,89	22,85	0,84	0,13	1,07
1971	48,05	1,56	26,35	0,23	5,72	0,06	17,20	0,00	0,09	0,75
1972	41,48	3,48	24,66	0,25	3,87	1,58	23,97	0,00	0,15	0,57
1973	38,51	3,55	14,27	3,70	0,54	0,18	38,57	0,00	0,20	0,47
1974	15,63	2,23	7,63	57,73	1,22	0,46	14,66	0,00	0,10	0,33
1975	12,41	1,62	10,29	60,34	0,49	1,47	5,86	0,01	0,34	7,17
1976	10,46	1,38	8,95	65,07	0,03	0,39	13,00	0,00	0,31	0,42
1977	24,96	1,63	9,11	49,80	0,00	0,33	13,47	0,00	0,38	0,31
1978	27,92	1,02	5,37	47,85	0,00	0,60	16,57	0,04	0,23	0,41
1979	7,29	0,48	2,44	64,74	0,00	0,30	24,11	0,03	0,32	0,29
1980	6,93	0,46	2,10	78,32	0,00	0,12	11,60	0,00	0,21	0,26
1981	4,95	0,37	2,07	85,00	0,00	0,05	7,25	0,00	0,14	0,16
1982	1,89	0,28	0,67	92,34	0,00	0,04	4,45	0,01	0,17	0,16
1983	1,09	0,31	0,82	91,75	0,00	0,05	5,36	0,00	0,13	0,50
1984	0,89	0,13	0,52	91,93	0,00	0,05	6,26	0,00	0,12	0,10
1985	1,47	0,20	0,70	91,44	0,00	0,11	5,65	0,05	0,24	0,13
1986	3,97	0,53	1,87	85,34	0,00	0,20	7,05	0,10	0,31	0,64
1987	2,14	0,44	1,55	84,83	0,00	0,14	9,90	0,14	0,09	0,77
1988	2,46	0,47	3,04	78,18	0,00	0,17	15,29	0,07	0,14	0,19
1989	1,05	0,27	2,28	86,62	0,00	0,14	9,20	0,01	0,25	0,17
1990	1,79	0,23	2,67	86,66	0,00	0,10	7,98	0,01	0,19	0,37
1991	0,40	0,21	3,06	88,03	0,00	0,07	7,61	0,02	0,14	0,46
1992	0,84	0,04	2,66	89,15	0,00	0,04	6,86	0,01	0,18	0,22
1993	0,38	0,12	1,75	91,86	0,00	0,19	5,31	0,08	0,09	0,21
1994	0,30	0,05	2,22	92,32	0,00	0,67	3,89	0,08	0,28	0,20
1995	0,74	0,04	2,36	89,36	0,00	0,07	7,07	0,04	0,15	0,17
1996	0,62	0,01	2,07	91,39	0,00	0,01	5,34	0,08	0,25	0,23
1997	0,55	0,00	1,49	92,69	0,01	0,05	4,60	0,05	0,36	0,20
1998	0,38	0,04	2,20	89,80	0,01	0,04	6,02	0,05	0,51	0,96
1999	0,40	0,16	2,01	87,88	0,01	0,11	6,33	2,44	0,36	0,29
2000	0,36	0,06	1,65	95,27	0,01	0,05	1,95	0,06	0,18	0,41
2001	0,21	0,05	1,62	95,20	0,00	0,01	2,03	0,02	0,33	0,54
2002	0,90	0,04	1,71	93,97	0,00	0,01	2,34	0,08	0,39	0,56
2003	0,85	0,03	1,49	94,80	0,00	0,02	1,83	0,14	0,43	0,40
2004	0,42	0,06	1,36	96,59	0,00	0,02	0,85	0,05	0,25	0,41

Source: Calculs de l'auteur

## Calculs hors secteur pétrolier

### Pays d'Afrique Centrale (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	41,56	1,70	23,22		7,74	0,89	22,85	0,84	0,13	1,07
1971	48,16	1,57	26,41		5,73	0,06	17,24	0,00	0,09	0,75
1972	41,59	3,49	24,72		3,88	1,59	24,03	0,00	0,15	0,57
1973	39,99	3,69	14,82		0,57	0,19	40,05	0,00	0,21	0,49
1974	36,97	5,28	18,06		2,88	1,09	34,69	0,01	0,23	0,79
1975	31,30	4,08	25,94		1,24	3,70	14,78	0,02	0,86	18,08
1976	29,93	3,95	25,63		0,09	1,11	37,21	0,00	0,89	1,19
1977	49,73	3,25	18,16		0,00	0,66	26,83	0,00	0,76	0,61
1978	53,54	1,95	10,29		0,00	1,15	31,77	0,08	0,44	0,79
1979	20,69	1,37	6,91		0,00	0,84	68,38	0,08	0,91	0,83
1980	31,96	2,14	9,66		0,00	0,54	53,50	0,01	0,97	1,21
1981	33,02	2,44	13,82		0,00	0,36	48,35	0,02	0,91	1,07
1982	24,68	3,61	8,69		0,00	0,55	58,07	0,10	2,27	2,04
1983	13,17	3,70	9,98		0,00	0,60	64,90	0,03	1,55	6,07
1984	11,06	1,58	6,49		0,00	0,60	77,59	0,03	1,43	1,23
1985	17,17	2,39	8,22		0,00	1,24	65,96	0,61	2,83	1,57
1986	27,08	3,60	12,77		0,00	1,36	48,06	0,66	2,13	4,34
1987	14,11	2,89	10,20		0,00	0,92	65,28	0,96	0,59	5,06
1988	11,27	2,17	13,91		0,00	0,78	70,06	0,30	0,63	0,88
1989	7,81	2,03	17,04		0,00	1,06	68,80	0,08	1,88	1,30
1990	13,44	1,71	20,02		0,00	0,72	59,86	0,08	1,40	2,77
1991	3,35	1,76	25,60		0,00	0,56	63,56	0,17	1,17	3,82
1992	7,71	0,40	24,49		0,00	0,39	63,23	0,09	1,62	2,07
1993	4,71	1,52	21,51		0,00	2,28	65,27	0,97	1,13	2,61
1994	3,87	0,65	28,86		0,00	8,70	50,67	1,03	3,65	2,57
1995	6,94	0,42	22,20		0,00	0,64	66,45	0,37	1,38	1,60
1996	7,20	0,12	24,06		0,01	0,07	62,04	0,93	2,91	2,67
1997	7,48	0,02	20,40		0,08	0,75	62,95	0,66	4,95	2,72
1998	3,73	0,36	21,58		0,07	0,36	59,06	0,46	4,97	9,40
1999	3,33	1,33	16,61		0,05	0,94	52,22	20,14	2,97	2,41
2000	7,70	1,26	34,91		0,13	1,01	41,19	1,31	3,75	8,73
2001	4,28	0,99	33,82		0,01	0,21	42,26	0,47	6,79	11,16
2002	15,01	0,73	28,29		0,08	0,10	38,73	1,31	6,45	9,31
2003	16,34	0,62	28,73		0,08	0,41	35,24	2,67	8,20	7,71
2004	12,20	1,71	39,74		0,04	0,52	24,90	1,47	7,44	11,97

**Annexe 2.D-**  
**Poids de chaque secteur sur les exportations**  
**totales de l'Afrique de l'Ouest entre 1970**  
**et 2004**

Pays d'Afrique de l'Ouest (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	74,73	0,00	7,92	13,62	0,66	0,05	2,03	0,01	0,10	0,87
1971	59,19	0,01	5,03	24,05	0,61	0,03	10,27	0,00	0,18	0,62
1972	34,51	0,15	2,90	53,05	0,27	0,09	8,24	0,00	0,14	0,65
1973	23,12	0,01	3,23	63,21	0,18	0,14	9,47	0,00	0,08	0,55
1974	5,68	0,00	0,97	90,19	0,22	0,03	2,80	0,00	0,04	0,07
1975	6,93	0,00	1,01	89,03	0,13	0,03	2,75	0,00	0,03	0,09
1976	7,12	0,00	0,99	89,71	0,01	0,01	2,02	0,00	0,02	0,12
1977	7,17	0,00	0,81	89,44	0,00	0,24	2,19	0,00	0,03	0,11
1978	11,40	0,01	1,54	84,18	0,02	0,03	2,70	0,00	0,03	0,10
1979	5,74	0,00	1,04	90,98	0,01	0,06	2,08	0,00	0,03	0,07
1980	3,56	0,00	1,04	93,63	0,01	0,05	1,57	0,00	0,01	0,13
1981	4,59	0,00	1,47	91,97	0,05	0,01	1,78	0,00	0,04	0,08
1982	4,54	0,00	2,21	89,35	0,02	0,01	3,69	0,01	0,04	0,14
1983	9,02	0,04	2,97	85,84	0,03	0,07	1,83	0,01	0,05	0,15
1984	15,38	0,01	4,68	79,08	0,00	0,03	0,25	0,04	0,10	0,41
1985	15,30	0,04	3,98	78,88	0,03	0,06	1,01	0,26	0,24	0,19
1986	15,13	0,05	3,71	77,18	0,00	0,09	2,94	0,26	0,31	0,31
1987	9,62	0,01	3,25	81,56	0,02	0,14	4,44	0,25	0,29	0,41
1988	8,61	0,01	4,68	81,30	0,00	0,32	4,28	0,20	0,26	0,34
1989	5,03	0,01	2,87	88,58	0,00	0,14	2,18	0,17	0,11	0,90
1990	3,59	0,01	3,19	90,11	0,00	0,05	2,05	0,05	0,10	0,85
1991	4,70	0,01	3,46	89,60	0,00	0,04	1,83	0,09	0,09	0,17
1992	3,69	0,01	3,03	91,26	0,00	0,04	1,55	0,09	0,16	0,16
1993	3,90	0,01	2,86	89,54	0,00	0,26	2,77	0,05	0,12	0,48
1994	3,80	0,01	2,98	88,23	0,00	0,24	3,73	0,16	0,55	0,29
1995	4,63	0,02	2,77	88,48	0,00	0,32	3,13	0,29	0,17	0,18
1996	5,22	0,01	2,53	89,16	0,01	0,21	2,30	0,23	0,14	0,18
1997	3,75	0,01	2,28	90,72	0,01	0,63	2,20	0,04	0,19	0,17
1998	8,64	0,01	2,72	85,49	0,01	0,04	2,33	0,12	0,42	0,23
1999	6,77	0,01	2,60	86,58	0,02	0,08	3,06	0,15	0,44	0,29
2000	2,98	0,00	1,05	94,80	0,00	0,09	0,72	0,07	0,15	0,15
2001	3,12	0,00	1,09	93,52	0,08	0,03	0,76	0,08	0,16	1,16
2002	4,98	0,00	1,08	92,14	0,01	0,05	1,10	0,11	0,20	0,33
2003	4,25	0,00	0,73	94,17	0,03	0,05	0,37	0,06	0,17	0,18
2004	2,93	0,01	0,58	95,79	0,01	0,04	0,26	0,04	0,14	0,21

Source: Calculs de l'auteur

## Calculs hors secteur pétrolier

### Pays d'Afrique de l'Ouest (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	86,51	0,00	9,17		0,77	0,06	2,36	0,01	0,12	1,00
1971	77,93	0,01	6,62		0,81	0,04	13,53	0,01	0,24	0,82
1972	73,51	0,32	6,17		0,58	0,20	17,55	0,00	0,30	1,38
1973	62,85	0,03	8,78		0,50	0,39	25,73	0,01	0,22	1,49
1974	57,85	0,01	9,89		2,28	0,34	28,52	0,04	0,38	0,69
1975	63,16	0,02	9,20		1,15	0,27	25,06	0,03	0,27	0,84
1976	69,19	0,00	9,62		0,07	0,05	19,68	0,02	0,22	1,13
1977	67,93	0,00	7,67		0,00	2,26	20,78	0,01	0,26	1,09
1978	72,06	0,03	9,71		0,13	0,22	17,05	0,02	0,18	0,61
1979	63,67	0,00	11,58		0,08	0,61	23,02	0,01	0,28	0,75
1980	55,82	0,01	16,31		0,14	0,75	24,71	0,05	0,21	2,01
1981	57,20	0,04	18,35		0,56	0,09	22,20	0,06	0,46	1,03
1982	42,62	0,00	20,74		0,16	0,09	34,66	0,08	0,37	1,28
1983	63,71	0,25	20,96		0,22	0,47	12,93	0,08	0,35	1,03
1984	73,51	0,07	22,39		0,01	0,15	1,21	0,20	0,47	1,98
1985	72,45	0,19	18,84		0,16	0,29	4,79	1,23	1,15	0,90
1986	66,30	0,23	16,28		0,02	0,40	12,90	1,16	1,38	1,34
1987	52,19	0,05	17,65		0,08	0,75	24,09	1,35	1,59	2,24
1988	46,05	0,06	25,02		0,01	1,73	22,87	1,07	1,37	1,82
1989	44,04	0,08	25,18		0,01	1,21	19,13	1,50	0,94	7,92
1990	36,35	0,07	32,22		0,03	0,51	20,77	0,48	0,97	8,61
1991	45,23	0,09	33,30		0,02	0,43	17,64	0,87	0,82	1,59
1992	42,23	0,13	34,62		0,04	0,50	17,75	1,00	1,89	1,85
1993	37,25	0,10	27,39		0,04	2,45	26,53	0,51	1,18	4,55
1994	32,30	0,13	25,33		0,03	2,03	31,66	1,36	4,70	2,48
1995	40,22	0,16	24,06		0,04	2,80	27,12	2,54	1,51	1,55
1996	48,16	0,07	23,38		0,08	1,95	21,25	2,08	1,33	1,70
1997	40,42	0,10	24,54		0,06	6,82	23,73	0,40	2,05	1,88
1998	59,52	0,04	18,77		0,04	0,29	16,06	0,84	2,89	1,57
1999	50,40	0,05	19,41		0,16	0,62	22,81	1,15	3,26	2,13
2000	57,31	0,03	20,15		0,10	1,65	13,77	1,30	2,84	2,84
2001	48,19	0,08	16,74		1,18	0,53	11,70	1,20	2,54	17,84
2002	63,34	0,05	13,79		0,13	0,64	13,97	1,45	2,49	4,16
2003	72,91	0,04	12,49		0,44	0,82	6,37	0,96	2,89	3,08
2004	69,57	0,18	13,72		0,14	0,88	6,12	0,88	3,43	5,07



**Annexe 2.E-**  
**Poids des différents secteurs dans les**  
**exportations totales des pays éligibles pris**  
**globalement entre 1970 et 2004**

Pays AGOA pris ensemble (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	57,93	0,18	14,82	4,21	0,98	0,85	19,12	0,25	0,16	1,49
1971	54,73	0,19	10,80	8,50	0,78	1,17	21,98	0,21	0,19	1,45
1972	43,64	0,39	8,23	21,77	0,41	1,06	22,56	0,22	0,23	1,49
1973	36,65	0,44	6,94	34,50	0,17	0,78	18,97	0,23	0,21	1,12
1974	15,51	0,15	3,42	68,86	0,25	0,30	10,59	0,19	0,12	0,59
1975	13,48	0,12	4,10	67,62	0,13	0,37	10,11	0,18	3,07	0,82
1976	13,36	0,12	3,92	69,04	0,02	0,28	11,28	0,17	1,46	0,33
1977	14,66	0,10	3,40	67,96	0,00	0,42	10,80	0,12	2,25	0,29
1978	15,17	0,13	4,23	55,29	0,02	0,49	17,30	0,16	6,89	0,32
1979	8,61	0,12	2,99	67,47	0,01	0,36	16,07	0,27	3,86	0,25
1980	7,38	0,12	2,98	70,15	0,01	0,35	13,29	0,25	5,27	0,21
1981	7,51	0,19	3,94	73,58	0,04	0,71	11,12	0,13	2,55	0,23
1982	7,58	0,20	3,24	73,67	0,01	1,59	10,35	0,12	2,86	0,38
1983	8,89	0,25	3,54	67,48	0,02	2,26	12,35	0,14	4,53	0,54
1984	10,07	0,28	4,14	61,12	0,00	1,84	16,43	0,25	5,24	0,60
1985	11,40	0,28	4,38	62,09	0,02	2,10	15,86	0,55	2,57	0,75
1986	13,12	0,34	4,37	53,03	0,01	3,83	21,65	0,79	2,19	0,67
1987	8,28	0,31	3,67	67,71	0,02	0,73	16,03	0,67	1,91	0,68
1988	7,38	0,39	5,26	64,36	0,00	0,90	18,31	0,65	2,09	0,65
1989	4,86	0,23	4,11	73,92	0,00	0,47	13,55	0,54	1,59	0,74
1990	3,83	0,30	3,95	74,84	0,00	0,60	13,67	0,49	1,56	0,76
1991	3,94	0,52	4,66	73,46	0,00	0,71	14,11	0,53	1,48	0,58
1992	3,38	0,43	4,06	75,18	0,00	0,81	12,88	0,56	1,90	0,79
1993	3,62	0,41	4,12	73,86	0,01	0,91	12,14	0,66	2,56	1,71
1994	4,11	0,45	4,29	69,95	0,01	1,08	14,96	0,79	3,61	0,75
1995	4,12	0,34	4,48	70,25	0,01	1,05	14,24	1,11	3,50	0,90
1996	4,41	0,45	4,32	73,28	0,02	1,15	11,46	1,25	2,88	0,78
1997	4,25	0,51	3,81	73,55	0,01	1,66	11,00	1,03	3,12	1,06
1998	6,16	0,42	4,93	63,22	0,01	1,98	16,56	1,56	4,68	0,48
1999	4,66	0,49	4,58	63,82	0,02	1,45	15,42	2,60	4,98	1,98
2000	3,03	0,23	2,50	74,43	0,01	1,23	12,16	1,71	3,71	1,00
2001	3,17	0,30	2,50	69,29	0,04	1,52	13,34	3,35	5,18	1,31
2002	4,26	0,38	2,62	64,96	0,01	1,74	14,15	3,94	7,04	0,91
2003	3,90	0,28	1,92	70,53	0,02	1,49	11,04	3,25	6,79	0,79
2004	2,71	0,21	1,64	73,63	0,01	1,22	11,65	2,62	5,61	0,71

Source: Calculs de l'auteur

## Calculs hors secteur pétrolier

### Pays AGOA pris ensemble (part en %)

Années/Secteurs	SITC 0	SITC 1	SITC 2	SITC 3	SITC 4	SITC 5	SITC 6	SITC 7	SITC 8	SITC 9
1970	60,48	0,19	15,47		1,02	0,89	19,96	0,26	0,17	1,55
1971	59,81	0,21	11,80		0,85	1,28	24,02	0,23	0,21	1,58
1972	55,78	0,50	10,52		0,52	1,36	28,85	0,28	0,29	1,90
1973	55,95	0,66	10,59		0,26	1,19	28,97	0,35	0,32	1,70
1974	49,81	0,47	10,99		0,81	0,98	34,03	0,62	0,39	1,90
1975	41,63	0,37	12,68		0,40	1,15	31,21	0,55	9,48	2,53
1976	43,16	0,39	12,68		0,07	0,91	36,45	0,56	4,72	1,06
1977	45,76	0,33	10,61		0,02	1,31	33,69	0,37	7,02	0,89
1978	33,94	0,29	9,45		0,04	1,09	38,70	0,36	15,42	0,71
1979	26,47	0,35	9,19		0,03	1,11	49,38	0,83	11,86	0,77
1980	24,74	0,42	9,97		0,04	1,16	44,51	0,83	17,64	0,70
1981	28,42	0,72	14,91		0,14	2,69	42,09	0,51	9,66	0,87
1982	28,79	0,77	12,29		0,05	6,06	39,28	0,47	10,86	1,43
1983	27,35	0,78	10,89		0,06	6,94	37,97	0,44	13,91	1,66
1984	25,91	0,73	10,66		0,01	4,74	42,27	0,66	13,48	1,55
1985	30,07	0,74	11,55		0,04	5,54	41,85	1,45	6,78	1,98
1986	27,93	0,72	9,31		0,02	8,16	46,09	1,68	4,65	1,43
1987	25,64	0,95	11,38		0,07	2,25	49,64	2,07	5,90	2,10
1988	20,72	1,09	14,76		0,01	2,52	51,38	1,83	5,86	1,82
1989	18,62	0,87	15,76		0,01	1,78	51,94	2,08	6,09	2,84
1990	15,22	1,21	15,72		0,01	2,37	54,31	1,93	6,20	3,03
1991	14,85	1,96	17,57		0,01	2,67	53,18	2,00	5,56	2,19
1992	13,61	1,72	16,35		0,02	3,28	51,90	2,27	7,65	3,19
1993	13,84	1,57	15,75		0,03	3,50	46,44	2,51	9,81	6,56
1994	13,69	1,50	14,27		0,02	3,58	49,78	2,64	12,02	2,50
1995	13,86	1,13	15,05		0,04	3,53	47,88	3,73	11,77	3,01
1996	16,51	1,69	16,16		0,06	4,31	42,90	4,67	10,77	2,92
1997	16,06	1,94	14,40		0,04	6,27	41,61	3,89	11,79	4,00
1998	16,75	1,13	13,40		0,03	5,38	45,03	4,24	12,72	1,30
1999	12,88	1,35	12,65		0,05	4,02	42,63	7,18	13,76	5,48
2000	11,83	0,91	9,79		0,04	4,81	47,54	6,70	14,50	3,89
2001	10,31	0,99	8,13		0,13	4,95	43,45	10,91	16,85	4,28
2002	12,17	1,08	7,47		0,03	4,95	40,38	11,25	20,08	2,59
2003	13,23	0,94	6,50		0,06	5,06	37,46	11,04	23,03	2,68
2004	10,27	0,81	6,21		0,03	4,63	44,17	9,92	21,28	2,68

**Annexe 3.A-**  
**Indices d'Herfindahl et d'Entropie des**  
**pays AGOA**

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Angola	1989	0,968553403	-0,08916149	0,08916149
Angola	1990	0,982059303	-0,055464155	0,055464155
Angola	1991	0,988109448	-0,041858351	0,041858351
Angola	1992	0,990479948	-0,034281608	0,034281608
Angola	1993	0,991989895	-0,030849733	0,030849733
Angola	1994	0,988304477	-0,040954122	0,040954122
Angola	1995	0,990822829	-0,032691388	0,032691388
Angola	1996	0,99316323	-0,02416567	0,02416567
Angola	1997	0,995543973	-0,017723098	0,017723098
Angola	1998	0,996086369	-0,014739112	0,014739112
Angola	1999	0,991162974	-0,030615262	0,030615262
Angola	2000	0,992078139	-0,030339318	0,030339318
Angola	2001	0,995650319	-0,016845691	0,016845691
Angola	2002	0,995107306	-0,019480414	0,019480414
Angola	2003	0,987798337	-0,041176043	0,041176043
Angola	2004	0,978693259	-0,068869335	0,068869335
Benin	1989	0,829481876	-0,354991505	0,354991505
Benin	1990	0,665689667	-0,563161429	0,563161429
Benin	1991	0,951408469	-0,157679663	0,157679663
Benin	1992	0,885188148	-0,306825101	0,306825101
Benin	1993	0,832638839	-0,367686495	0,367686495
Benin	1994	0,612389994	-0,790293356	0,790293356
Benin	1995	0,60900149	-0,775257826	0,775257826
Benin	1996	0,518756496	-0,900534049	0,900534049
Benin	1997	0,66683142	-0,709311925	0,709311925
Benin	1998	0,338705549	-1,439319276	1,439319276
Benin	1999	0,386674849	-1,186287768	1,186287768
Benin	2000	0,401295062	-1,204292682	1,204292682
Benin	2001	0,358746753	-1,327372059	1,327372059
Benin	2002	0,595403667	-0,812387065	0,812387065
Benin	2003	0,341578454	-1,310336001	1,310336001
Benin	2004	0,248748186	-1,699120427	1,699120427
Botswana	1989	0,337045483	-1,378054725	1,378054725
Botswana	1990	0,388932694	-1,21700284	1,21700284
Botswana	1991	0,366441351	-1,390751985	1,390751985
Botswana	1992	0,482242539	-1,012579486	1,012579486
Botswana	1993	0,443362489	-1,209380625	1,209380625
Botswana	1994	0,510048194	-1,056963244	1,056963244
Botswana	1995	0,352595251	-1,249738177	1,249738177
Botswana	1996	0,344808924	-1,323936571	1,323936571
Botswana	1997	0,346301518	-1,158505315	1,158505315
Botswana	1998	0,375996864	-1,128399312	1,128399312
Botswana	1999	0,436526984	-1,009716965	1,009716965
Botswana	2000	0,516507495	-0,93659435	0,93659435
Botswana	2001	0,415187195	-1,229668074	1,229668074
Botswana	2002	0,527390504	-0,9253993	0,9253993
Botswana	2003	0,461476176	-0,92014622	0,92014622
Botswana	2004	0,519740805	-0,832129592	0,832129592

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Cameroon	1989	0,891835826	-0,288554093	0,288554093
Cameroon	1990	0,737303207	-0,620261477	0,620261477
Cameroon	1991	0,836726162	-0,458856646	0,458856646
Cameroon	1992	0,790627011	-0,560691758	0,560691758
Cameroon	1993	0,787154468	-0,550827712	0,550827712
Cameroon	1994	0,521338801	-1,151623704	1,151623704
Cameroon	1995	0,255760875	-1,671876492	1,671876492
Cameroon	1996	0,33310294	-1,520368164	1,520368164
Cameroon	1997	0,271175286	-1,692528402	1,692528402
Cameroon	1998	0,330667307	-1,600588721	1,600588721
Cameroon	1999	0,488814715	-1,331489631	1,331489631
Cameroon	2000	0,682470263	-0,808689038	0,808689038
Cameroon	2001	0,669625195	-0,833744007	0,833744007
Cameroon	2002	0,659849036	-0,834702976	0,834702976
Cameroon	2003	0,623500885	-0,884809557	0,884809557
Cameroon	2004	0,68539533	-0,776701208	0,776701208
Cape Verde	1989	0,82085653	-0,337401662	0,337401662
Cape Verde	1990	0,229445301	-1,58233204	1,58233204
Cape Verde	1991	0,52	-0,673011667	0,673011667
Cape Verde	1992	1	0	0
Cape Verde	1993	0,423828125	-1,110971476	1,110971476
Cape Verde	1994	0,652835588	-0,737621408	0,737621408
Cape Verde	1995	0,542425335	-0,890399227	0,890399227
Cape Verde	1996	0,794182694	-0,481735424	0,481735424
Cape Verde	1997	0,839232457	-0,376464709	0,376464709
Cape Verde	1998	0,517173323	-1,057491737	1,057491737
Cape Verde	1999	0,578284439	-0,930387076	0,930387076
Cape Verde	2000	0,344268711	-1,280221344	1,280221344
Cape Verde	2001	0,65942424	-0,731491718	0,731491718
Cape Verde	2002	0,833563689	-0,458781811	0,458781811
Cape Verde	2003	0,363496745	-1,280032038	1,280032038
Cape Verde	2004	0,675340824	-0,785161172	0,785161172
Chad	1989	0,316425121	-1,243214453	1,243214453
Chad	1990	0,592451743	-0,611658828	0,611658828
Chad	1991	0,712539385	-0,510470736	0,510470736
Chad	1992	0,737983338	-0,522838143	0,522838143
Chad	1993	0,456191406	-1,164909812	1,164909812
Chad	1994	0,703923082	-0,554948528	0,554948528
Chad	1995	0,920581346	-0,197857244	0,197857244
Chad	1996	0,865521724	-0,353348384	0,353348384
Chad	1997	0,980587717	-0,062225731	0,062225731
Chad	1998	0,941517159	-0,174604656	0,174604656
Chad	1999	0,917937144	-0,220038741	0,220038741
Chad	2000	0,919245286	-0,241713717	0,241713717
Chad	2001	0,690730486	-0,640497934	0,640497934
Chad	2002	0,848312527	-0,365692218	0,365692218
Chad	2003	0,664334745	-0,627387617	0,627387617
Chad	2004	0,97524571	-0,077842076	0,077842076

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Congo	1989	0,976911924	-0,077195969	0,077195969
Congo	1990	0,931621204	-0,202826607	0,202826607
Congo	1991	0,98433812	-0,054583146	0,054583146
Congo	1992	0,976281286	-0,08036116	0,08036116
Congo	1993	0,971738813	-0,09857525	0,09857525
Congo	1994	0,927844595	-0,174800692	0,174800692
Congo	1995	0,969795277	-0,102255894	0,102255894
Congo	1996	0,841503926	-0,367267368	0,367267368
Congo	1997	0,89371023	-0,28577892	0,28577892
Congo	1998	0,914064567	-0,265209333	0,265209333
Congo	1999	0,868609037	-0,401719591	0,401719591
Congo	2000	0,872546434	-0,366350288	0,366350288
Congo	2001	0,89032817	-0,308524736	0,308524736
Congo	2002	0,872020819	-0,372867832	0,372867832
Congo	2003	0,906948229	-0,280346559	0,280346559
Congo	2004	0,929080105	-0,219880542	0,219880542
Dem, Rep of Congo	1989	0,333572304	-1,319485876	1,319485876
Dem, Rep of Congo	1990	0,491654078	-1,047567482	1,047567482
Dem, Rep of Congo	1991	0,383983563	-1,229202519	1,229202519
Dem, Rep of Congo	1992	0,450608204	-1,199112936	1,199112936
Dem, Rep of Congo	1993	0,37418937	-1,201446132	1,201446132
Dem, Rep of Congo	1994	0,503546923	-1,032834839	1,032834839
Dem, Rep of Congo	1995	0,504826613	-1,073067194	1,073067194
Dem, Rep of Congo	1996	0,454870254	-0,978296564	0,978296564
Dem, Rep of Congo	1997	0,402085616	-1,159830788	1,159830788
Dem, Rep of Congo	1998	0,368221216	-1,167757345	1,167757345
Dem, Rep of Congo	1999	0,496022006	-0,946412085	0,946412085
Dem, Rep of Congo	2000	0,641974693	-0,864999109	0,864999109
Dem, Rep of Congo	2001	0,569956073	-0,991703781	0,991703781
Dem, Rep of Congo	2002	0,696349004	-0,667988282	0,667988282
Dem, Rep of Congo	2003	0,60347591	-0,82370234	0,82370234
Dem, Rep of Congo	2004	0,642341127	-0,798444762	0,798444762
Djibouti	1989	0,915916824	-0,20810629	0,20810629
Djibouti	1990	1	0	0
Djibouti	1991	0,500177999	-0,692969171	0,692969171
Djibouti	1992	0	0	0
Djibouti	1993	0,752675386	-0,49679637	0,49679637
Djibouti	1994	0,287721124	-1,338238069	1,338238069
Djibouti	1995	0,640138408	-0,545594574	0,545594574
Djibouti	1996	1	0	0
Djibouti	1997	0	0	0
Djibouti	1998	0,658697479	-0,750297988	0,750297988
Djibouti	1999	0,433974515	-0,954780845	0,954780845
Djibouti	2000	0,556156463	-0,825344839	0,825344839
Djibouti	2001	0,681061496	-0,714415215	0,714415215
Djibouti	2002	0,829524257	-0,467299708	0,467299708
Djibouti	2003	0,570007271	-0,928077202	0,928077202
Djibouti	2004	0,346749611	-1,61529298	1,61529298

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Ethiopie	1989	0,006822538	-0,544591597	0,544591597
Ethiopie	1990	0,050800345	-0,916443339	0,916443339
Ethiopie	1991	0,112315176	-1,371770623	1,371770623
Ethiopie	1992	0,095187467	-0,801398803	0,801398803
Ethiopie	1993	0,024208703	-0,702971878	0,702971878
Ethiopie	1994	0,010541503	-0,5036433	0,5036433
Ethiopie	1995	0,018863205	-0,812906082	0,812906082
Ethiopie	1996	0,040320263	-0,887050352	0,887050352
Ethiopie	1997	0,002239494	-0,454748528	0,454748528
Ethiopie	1998	0,01948195	-0,763172189	0,763172189
Ethiopie	1999	0,100962753	-0,830882249	0,830882249
Ethiopie	2000	0,076518568	-0,83416616	0,83416616
Ethiopie	2001	0,106590082	-0,875726212	0,875726212
Ethiopie	2002	0,072065293	-0,849478744	0,849478744
Ethiopie	2003	0,145649416	-0,878825603	0,878825603
Ethiopie	2004	0,164199812	-0,996496268	0,996496268
Gabon	1989	0,902642741	-0,238026546	0,238026546
Gabon	1990	0,921004023	-0,211715448	0,211715448
Gabon	1991	0,901280236	-0,239900254	0,239900254
Gabon	1992	0,925006007	-0,33113445	0,33113445
Gabon	1993	0,963598398	-0,102418041	0,102418041
Gabon	1994	0,957706053	-0,116379404	0,116379404
Gabon	1995	0,967526657	-0,094036376	0,094036376
Gabon	1996	0,966947684	-0,097445715	0,097445715
Gabon	1997	0,970955061	-0,09347607	0,09347607
Gabon	1998	0,947122322	-0,327373577	0,327373577
Gabon	1999	0,888189258	-0,284573215	0,284573215
Gabon	2000	0,967302528	-0,098854839	0,098854839
Gabon	2001	0,960522423	-0,121408486	0,121408486
Gabon	2002	0,959206104	-0,127168085	0,127168085
Gabon	2003	0,967769279	-0,104262787	0,104262787
Gabon	2004	0,963837418	-0,115794612	0,115794612
Gambia	1989	0,736639124	-0,531501953	0,531501953
Gambia	1990	0,369078699	-1,397733175	1,397733175
Gambia	1991	0,489078	-1,041511046	1,041511046
Gambia	1992	0,413783849	-1,291114405	1,291114405
Gambia	1993	0,596685701	-0,643803455	0,643803455
Gambia	1994	0,688535591	-0,7165588	0,7165588
Gambia	1995	0,774435155	-0,543178528	0,543178528
Gambia	1996	0,70563664	-0,624089308	0,624089308
Gambia	1997	0,316272096	-1,556482684	1,556482684
Gambia	1998	0,585727019	-0,996946931	0,996946931
Gambia	1999	0,183991535	-1,720053172	1,720053172
Gambia	2000	0,290063422	-1,31327152	1,31327152
Gambia	2001	0,395576725	-1,008173471	1,008173471
Gambia	2002	0,165135275	-2,204324628	2,204324628
Gambia	2003	0,205056806	-1,557629207	1,557629207
Gambia	2004	0,181014979	-2,080947413	2,080947413



Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Ghana	1989	0,891835826	-1,700467856	1,700467856
Ghana	1990	0,737303207	-1,474908549	1,474908549
Ghana	1991	0,836726162	-1,317950662	1,317950662
Ghana	1992	0,790627011	-1,636738511	1,636738511
Ghana	1993	0,787154468	-1,334564004	1,334564004
Ghana	1994	0,521338801	-1,141389123	1,141389123
Ghana	1995	0,255760875	-1,185591353	1,185591353
Ghana	1996	0,33310294	-1,36212288	1,36212288
Ghana	1997	0,271175286	-1,509483772	1,509483772
Ghana	1998	0,330667307	-1,945955198	1,945955198
Ghana	1999	0,488814715	-1,621610173	1,621610173
Ghana	2000	0,682470263	-1,804372661	1,804372661
Ghana	2001	0,669625195	-1,878624994	1,878624994
Ghana	2002	0,659849036	-2,102766313	2,102766313
Ghana	2003	0,623500885	-1,949319224	1,949319224
Ghana	2004	0,68539533	-1,809173735	1,809173735
Guinea	1989	0,681566529	-0,665245978	0,665245978
Guinea	1990	0,835490387	-0,363969608	0,363969608
Guinea	1991	0,898102814	-0,254115432	0,254115432
Guinea	1992	0,838396256	-0,354476109	0,354476109
Guinea	1993	0,891998535	-0,292512071	0,292512071
Guinea	1994	0,89813602	-0,290064445	0,290064445
Guinea	1995	0,788452389	-0,519142193	0,519142193
Guinea	1996	0,687766382	-0,689301835	0,689301835
Guinea	1997	0,741358417	-0,585981052	0,585981052
Guinea	1998	0,721139349	-0,607955367	0,607955367
Guinea	1999	0,624891534	-0,794013264	0,794013264
Guinea	2000	0,770396912	-0,537655742	0,537655742
Guinea	2001	0,62921815	-0,777106708	0,777106708
Guinea	2002	0,530498876	-0,883697309	0,883697309
Guinea	2003	0,705719694	-0,65114356	0,65114356
Guinea	2004	0,658050479	-0,831066913	0,831066913
Guinea Bissau	1989	1	0	0
Guinea Bissau	1990	0,971545118	-0,090380261	0,090380261
Guinea Bissau	1991	0,650892374	-0,573636864	0,573636864
Guinea Bissau	1992	0,54	-0,801818553	0,801818553
Guinea Bissau	1993	0,496995192	-0,808235196	0,808235196
Guinea Bissau	1994	0	0	0
Guinea Bissau	1995	1	0	0
Guinea Bissau	1996	0,806238185	-0,343779564	0,343779564
Guinea Bissau	1997	0,543265306	-0,790345179	0,790345179
Guinea Bissau	1998	0,622172475	-0,630607775	0,630607775
Guinea Bissau	1999	0,972978045	-0,07237779	0,07237779
Guinea Bissau	2000	0,851463299	-0,37086814	0,37086814
Guinea Bissau	2001	0,734072022	-0,436162325	0,436162325
Guinea Bissau	2002	0,647346939	-0,537544412	0,537544412
Guinea Bissau	2003	0,89914064	-0,264358342	0,264358342
Guinea Bissau	2004	0,964318958	-0,106607366	0,106607366

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Ivory Coast	1989	0,511588957	-1,17470428	1,17470428
Ivory Coast	1990	0,578879869	-1,117468128	1,117468128
Ivory Coast	1991	0,542492391	-1,130854132	1,130854132
Ivory Coast	1992	0,530821025	-1,138503356	1,138503356
Ivory Coast	1993	0,48496962	-1,305414773	1,305414773
Ivory Coast	1994	0,518850875	-1,238134286	1,238134286
Ivory Coast	1995	0,598370071	-1,095987531	1,095987531
Ivory Coast	1996	0,549068255	-1,084433309	1,084433309
Ivory Coast	1997	0,608747206	-0,976645461	0,976645461
Ivory Coast	1998	0,297392917	-1,822146746	1,822146746
Ivory Coast	1999	0,717438028	-0,663488268	0,663488268
Ivory Coast	2000	0,513159692	-0,988003489	0,988003489
Ivory Coast	2001	0,533002788	-0,914415356	0,914415356
Ivory Coast	2002	0,580191826	-0,895572886	0,895572886
Ivory Coast	2003	0,705592606	-0,649750934	0,649750934
Ivory Coast	2004	0,500231754	-0,939022462	0,939022462
Kenya	1989	0,260644219	-1,980725288	1,980725288
Kenya	1990	0,235337951	-2,009137505	2,009137505
Kenya	1991	0,168936186	-2,223805286	2,223805286
Kenya	1992	0,13023714	-2,473008995	2,473008995
Kenya	1993	0,161086195	-2,241059876	2,241059876
Kenya	1994	0,194475511	-2,096423955	2,096423955
Kenya	1995	0,20631811	-2,008613907	2,008613907
Kenya	1996	0,178204074	-2,127333535	2,127333535
Kenya	1997	0,181703043	-2,107626739	2,107626739
Kenya	1998	0,268492166	-1,774100677	1,774100677
Kenya	1999	0,209556619	-2,086921412	2,086921412
Kenya	2000	0,229807638	-1,996415556	1,996415556
Kenya	2001	0,305635735	-1,771777614	1,771777614
Kenya	2002	0,464782484	-1,380783291	1,380783291
Kenya	2003	0,580779253	-1,079656354	1,079656354
Kenya	2004	0,627455321	-0,993570366	0,993570366
Lesotho	1989	0,754408946	-0,542374949	0,542374949
Lesotho	1990	0,972941658	-0,092242309	0,092242309
Lesotho	1991	0,9871323	-0,045893547	0,045893547
Lesotho	1992	0,939755882	-0,160767861	0,160767861
Lesotho	1993	0,977595035	-0,073594657	0,073594657
Lesotho	1994	0,991045244	-0,033718577	0,033718577
Lesotho	1995	0,996238914	-0,015130258	0,015130258
Lesotho	1996	0,997890004	-0,009214139	0,009214139
Lesotho	1997	0,9986807	-0,006121377	0,006121377
Lesotho	1998	0,998862081	-0,00512482	0,00512482
Lesotho	1999	0,998827576	-0,00528576	0,00528576
Lesotho	2000	0,998689373	-0,005869796	0,005869796
Lesotho	2001	0,996306453	-0,016472684	0,016472684
Lesotho	2002	0,997141665	-0,012060988	0,012060988
Lesotho	2003	0,996744303	-0,013705708	0,013705708
Lesotho	2004	0,953364329	-0,125631557	0,125631557

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Madagascar	1989	0,551890403	-1,060609199	1,060609199
Madagascar	1990	0,531936898	-1,02583445	1,02583445
Madagascar	1991	0,678529668	-0,773637572	0,773637572
Madagascar	1992	0,617807586	-0,897524031	0,897524031
Madagascar	1993	0,673758869	-0,823083294	0,823083294
Madagascar	1994	0,565395381	-1,005934081	1,005934081
Madagascar	1995	0,370595797	-1,550888958	1,550888958
Madagascar	1996	0,30406928	-1,594898253	1,594898253
Madagascar	1997	0,318003874	-1,540561953	1,540561953
Madagascar	1998	0,380938922	-1,332850035	1,332850035
Madagascar	1999	0,411125912	-1,278338809	1,278338809
Madagascar	2000	0,359951833	-1,578940585	1,578940585
Madagascar	2001	0,518605365	-0,892502012	0,892502012
Madagascar	2002	0,472464704	-0,8966031	0,8966031
Madagascar	2003	0,481355356	-0,820080438	0,820080438
Madagascar	2004	0,557954364	-0,754350688	0,754350688
Malawi	1989	0,371394382	-1,337111854	1,337111854
Malawi	1990	0,442106695	-1,139355795	1,139355795
Malawi	1991	0,606265396	-0,863976918	0,863976918
Malawi	1992	0,625764025	-0,819679547	0,819679547
Malawi	1993	0,508137921	-1,053067356	1,053067356
Malawi	1994	0,595781012	-0,901024888	0,901024888
Malawi	1995	0,65556112	-0,773195966	0,773195966
Malawi	1996	0,634317181	-0,799012644	0,799012644
Malawi	1997	0,776421699	-0,513869707	0,513869707
Malawi	1998	0,522172283	-0,912380013	0,912380013
Malawi	1999	0,530121546	-0,945995357	0,945995357
Malawi	2000	0,491884794	-0,924157627	0,924157627
Malawi	2001	0,391410691	-1,189153733	1,189153733
Malawi	2002	0,436822147	-1,101101068	1,101101068
Malawi	2003	0,371580596	-1,206807178	1,206807178
Malawi	2004	0,328666932	-1,336306952	1,336306952
Mali	1989	0,530402376	-1,050643082	1,050643082
Mali	1990	0,129253437	-2,351643976	2,351643976
Mali	1991	0,127219651	-2,186616115	2,186616115
Mali	1992	0,135886112	-2,200637553	2,200637553
Mali	1993	0,079113554	-2,52884373	2,52884373
Mali	1994	0,15247273	-2,030516677	2,030516677
Mali	1995	0,160264687	-1,950379739	1,950379739
Mali	1996	0,176117268	-2,045903799	2,045903799
Mali	1997	0,123451369	-2,164983121	2,164983121
Mali	1998	0,092502283	-2,265425232	2,265425232
Mali	1999	0,285473712	-1,679292478	1,679292478
Mali	2000	0,235770123	-1,55696069	1,55696069
Mali	2001	0,181292464	-1,796004365	1,796004365
Mali	2002	0,162913565	-1,910844565	1,910844565
Mali	2003	0,113225316	-2,115260703	2,115260703
Mali	2004	0,135017602	-2,027315856	2,027315856

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Mauritania	1989	0,945332503	-0,169249412	0,169249412
Mauritania	1990	0,44164698	-0,963860135	0,963860135
Mauritania	1991	0,784789275	-0,435902783	0,435902783
Mauritania	1992	0,588840719	-0,692293222	0,692293222
Mauritania	1993	0,440082113	-0,990303237	0,990303237
Mauritania	1994	0,483527742	-0,876696318	0,876696318
Mauritania	1995	0,993878064	-0,022900624	0,022900624
Mauritania	1996	0,924866385	-0,199197139	0,199197139
Mauritania	1997	0,74680188	-0,537993244	0,537993244
Mauritania	1998	0,331853915	-1,172779521	1,172779521
Mauritania	1999	0,290084969	-1,415314805	1,415314805
Mauritania	2000	0,501675764	-1,063732423	1,063732423
Mauritania	2001	0,305548114	-1,36269495	1,36269495
Mauritania	2002	0,244828051	-1,759506365	1,759506365
Mauritania	2003	0,377048837	-1,339915184	1,339915184
Mauritania	2004	0,87370206	-0,309119719	0,309119719
Mauritius	1989	0,575030825	-1,13744971	1,13744971
Mauritius	1990	0,604735936	-1,007679046	1,007679046
Mauritius	1991	0,565353304	-1,139947617	1,139947617
Mauritius	1992	0,681553562	-0,892795683	0,892795683
Mauritius	1993	0,691480166	-0,858188542	0,858188542
Mauritius	1994	0,741437021	-0,734776387	0,734776387
Mauritius	1995	0,692037063	-0,886233384	0,886233384
Mauritius	1996	0,585280018	-1,114444222	1,114444222
Mauritius	1997	0,608109888	-1,012715745	1,012715745
Mauritius	1998	0,74165933	-0,707394767	0,707394767
Mauritius	1999	0,801843666	-0,572318135	0,572318135
Mauritius	2000	0,736180096	-0,705085603	0,705085603
Mauritius	2001	0,738707673	-0,704947182	0,704947182
Mauritius	2002	0,824360537	-0,519313261	0,519313261
Mauritius	2003	0,816592941	-0,538730785	0,538730785
Mauritius	2004	0,684166054	-0,859681498	0,859681498
Mozambique	1989	0,366896451	-1,3802287	1,3802287
Mozambique	1990	0,270908666	-1,509600376	1,509600376
Mozambique	1991	0,428866262	-1,063610866	1,063610866
Mozambique	1992	0,464763054	-0,96191679	0,96191679
Mozambique	1993	0,580138076	-0,911137573	0,911137573
Mozambique	1994	0,596969203	-0,841596294	0,841596294
Mozambique	1995	0,55464857	-1,000332216	1,000332216
Mozambique	1996	0,449063574	-0,943365719	0,943365719
Mozambique	1997	0,58587749	-1,004051772	1,004051772
Mozambique	1998	0,432254173	-1,046211952	1,046211952
Mozambique	1999	0,65738036	-0,74767218	0,74767218
Mozambique	2000	0,482885444	-0,819324772	0,819324772
Mozambique	2001	0,586152597	-0,847776327	0,847776327
Mozambique	2002	0,477762541	-1,191792041	1,191792041
Mozambique	2003	0,483533661	-1,020161292	1,020161292
Mozambique	2004	0,353567619	-1,404546432	1,404546432

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Namibia	1989	0,067729523	-0,832959087	0,832959087
Namibia	1990	0,167258027	-0,980946981	0,980946981
Namibia	1991	0,281675255	-1,142552718	1,142552718
Namibia	1992	0,072243759	-1,495402933	1,495402933
Namibia	1993	0,035242379	-1,268092014	1,268092014
Namibia	1994	0,065133358	-1,244546457	1,244546457
Namibia	1995	0,05522982	-1,053934316	1,053934316
Namibia	1996	0,093925546	-1,025729476	1,025729476
Namibia	1997	0,315029052	-1,041411836	1,041411836
Namibia	1998	0,18426295	-1,200413374	1,200413374
Namibia	1999	0,29980819	-1,031806136	1,031806136
Namibia	2000	0,220050632	-1,371526908	1,371526908
Namibia	2001	0,192982879	-1,319522169	1,319522169
Namibia	2002	0,237130356	-1,358364028	1,358364028
Namibia	2003	0,298269482	-1,408484685	1,408484685
Namibia	2004	0,327640295	-1,364282016	1,364282016
Niger	1989	0,089672166	-2,725384368	2,725384368
Niger	1990	0,896328885	-0,363395848	0,363395848
Niger	1991	0,2122536	-1,938284923	1,938284923
Niger	1992	0,19817731	-1,894472453	1,894472453
Niger	1993	0,135201458	-2,376041829	2,376041829
Niger	1994	0,132794553	-2,317166664	2,317166664
Niger	1995	0,156210193	-2,388202553	2,388202553
Niger	1996	0,117572926	-2,447119535	2,447119535
Niger	1997	0,76931943	-0,532374887	0,532374887
Niger	1998	0,153020977	-2,26550846	2,26550846
Niger	1999	0,403746179	-1,410591392	1,410591392
Niger	2000	0,115868084	-2,508730442	2,508730442
Niger	2001	0,371876563	-1,666279584	1,666279584
Niger	2002	0,153994175	-2,22493285	2,22493285
Niger	2003	0,262447569	-2,020001703	2,020001703
Niger	2004	0,723964888	-0,775363095	0,775363095
Nigeria	1989	0,963274129	-0,119090285	0,119090285
Nigeria	1990	0,984971742	-0,059640284	0,059640284
Nigeria	1991	0,980044343	-0,07378948	0,07378948
Nigeria	1992	0,982343786	-0,067305985	0,067305985
Nigeria	1993	0,971120133	-0,103108608	0,103108608
Nigeria	1994	0,970709415	-0,105278371	0,105278371
Nigeria	1995	0,972856694	-0,100292641	0,100292641
Nigeria	1996	0,982762413	-0,066317818	0,066317818
Nigeria	1997	0,985393144	-0,059209175	0,059209175
Nigeria	1998	0,970941781	-0,101023099	0,101023099
Nigeria	1999	0,97331145	-0,094508388	0,094508388
Nigeria	2000	0,978660313	-0,071079151	0,071079151
Nigeria	2001	0,942184785	-0,151883455	0,151883455
Nigeria	2002	0,98127596	-0,071729095	0,071729095
Nigeria	2003	0,9371304	-0,168794108	0,168794108
Nigeria	2004	0,958753644	-0,115930366	0,115930366

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Rwanda	1989	0,716043199	-0,474090433	0,474090433
Rwanda	1990	0,836029067	-0,397303611	0,397303611
Rwanda	1991	0,36259441	-1,286576916	1,286576916
Rwanda	1992	0,349600281	-1,171711053	1,171711053
Rwanda	1993	0,708112412	-0,547922933	0,547922933
Rwanda	1994	0,718704541	-0,587557585	0,587557585
Rwanda	1995	0,352439968	-1,092354427	1,092354427
Rwanda	1996	0,706852365	-0,555872212	0,555872212
Rwanda	1997	0,525551372	-0,805952475	0,805952475
Rwanda	1998	0,451314178	-0,895521956	0,895521956
Rwanda	1999	0,333250609	-1,255164537	1,255164537
Rwanda	2000	0,447721232	-0,947337194	0,947337194
Rwanda	2001	0,447722508	-0,945729935	0,945729935
Rwanda	2002	0,478138203	-0,957573927	0,957573927
Rwanda	2003	0,504874689	-0,997574155	0,997574155
Rwanda	2004	0,720252767	-0,468556103	0,468556103
Sao Tome	1989	0,587861482	-0,925856725	0,925856725
Sao Tome	1990	0,348765432	-1,178015305	1,178015305
Sao Tome	1991	1	0	0
Sao Tome	1992	0,743310809	-0,598413727	0,598413727
Sao Tome	1993	0,717545712	-0,278775312	0,278775312
Sao Tome	1994	0,484763705	-0,847296776	0,847296776
Sao Tome	1995	0,309992284	-1,307341723	1,307341723
Sao Tome	1996	0,399487106	-1,083710026	1,083710026
Sao Tome	1997	0,295550869	-1,467562194	1,467562194
Sao Tome	1998	0,70110903	-0,624456314	0,624456314
Sao Tome	1999	0,414287892	-1,312334256	1,312334256
Sao Tome	2000	0,202333862	-1,697194829	1,697194829
Sao Tome	2001	0,511300388	-1,02846929	1,02846929
Sao Tome	2002	0,026665993	-0,849978719	0,849978719
Sao Tome	2003	0,30237894	-1,301370197	1,301370197
Sao Tome	2004	0,296608997	-1,560966531	1,560966531
Senegal	1989	0,823920568	-0,517397806	0,517397806
Senegal	1990	0,105271465	-2,449693128	2,449693128
Senegal	1991	0,112894761	-2,517311516	2,517311516
Senegal	1992	0,111668295	-2,451767386	2,451767386
Senegal	1993	0,202909406	-1,956078864	1,956078864
Senegal	1994	0,198585156	-1,936086366	1,936086366
Senegal	1995	0,138890115	-2,179179887	2,179179887
Senegal	1996	0,148989318	-2,158243774	2,158243774
Senegal	1997	0,102431754	-2,52693737	2,52693737
Senegal	1998	0,124163996	-2,318216536	2,318216536
Senegal	1999	0,177330285	-2,088400562	2,088400562
Senegal	2000	0,188936081	-2,023426861	2,023426861
Senegal	2001	0,672756902	-0,785712822	0,785712822
Senegal	2002	0,161054543	-2,212238251	2,212238251
Senegal	2003	0,125936294	-2,295713631	2,295713631
Senegal	2004	0,127654667	-2,448133872	2,448133872

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Seychelles	1989	0,238391285	-1,867290901	1,867290901
Seychelles	1990	0,313582701	-1,617381699	1,617381699
Seychelles	1991	0,239887122	-1,763552568	1,763552568
Seychelles	1992	0,284646895	-1,55484626	1,55484626
Seychelles	1993	0,735717749	-0,619996888	0,619996888
Seychelles	1994	0,450883457	-1,24746236	1,24746236
Seychelles	1995	0,358180136	-1,36347265	1,36347265
Seychelles	1996	0,432479192	-1,397308744	1,397308744
Seychelles	1997	0,139110645	-2,159543246	2,159543246
Seychelles	1998	0,308546689	-1,63574749	1,63574749
Seychelles	1999	0,252804193	-1,817799586	1,817799586
Seychelles	2000	0,3779035	-1,438397161	1,438397161
Seychelles	2001	0,484631199	-1,027104865	1,027104865
Seychelles	2002	0,604901175	-0,880787859	0,880787859
Seychelles	2003	0,268346024	-1,544863849	1,544863849
Seychelles	2004	0,586885362	-0,97174091	0,97174091
Sierra leone	1989	0,340898232	-1,344245394	1,344245394
Sierra leone	1990	0,532464138	-0,871372205	0,871372205
Sierra leone	1991	0,567636871	-0,736139396	0,736139396
Sierra leone	1992	0,456227315	-1,084089276	1,084089276
Sierra leone	1993	0,414961121	-1,166713987	1,166713987
Sierra leone	1994	0,380494044	-1,201999796	1,201999796
Sierra leone	1995	0,480834482	-1,234194101	1,234194101
Sierra leone	1996	0,735079519	-0,740354235	0,740354235
Sierra leone	1997	0,806749306	-0,596705526	0,596705526
Sierra leone	1998	0,698066598	-0,88120732	0,88120732
Sierra leone	1999	0,385671813	-1,448746844	1,448746844
Sierra leone	2000	0,174456691	-2,249639599	2,249639599
Sierra leone	2001	0,151078311	-2,389285537	2,389285537
Sierra leone	2002	0,165674454	-2,37438804	2,37438804
Sierra leone	2003	0,367171254	-1,713546908	1,713546908
Sierra leone	2004	0,371296641	-1,729761251	1,729761251
South Africa	1989	0,062972383	-1,629346396	1,629346396
South Africa	1990	0,030994084	-1,394748746	1,394748746
South Africa	1991	0,030811136	-1,362429765	1,362429765
South Africa	1992	0,046898988	-1,917320768	1,917320768
South Africa	1993	0,068573923	-2,296991781	2,296991781
South Africa	1994	0,071659218	-2,238965396	2,238965396
South Africa	1995	0,062413212	-2,298076227	2,298076227
South Africa	1996	0,064398927	-2,451946309	2,451946309
South Africa	1997	0,054526653	-2,507007396	2,507007396
South Africa	1998	0,070938258	-2,415425486	2,415425486
South Africa	1999	0,052373648	-2,486271017	2,486271017
South Africa	2000	0,045442856	-2,298051425	2,298051425
South Africa	2001	0,037930864	-2,272973928	2,272973928
South Africa	2002	0,047565231	-2,406086529	2,406086529
South Africa	2003	0,052189272	-2,431626541	2,431626541
South Africa	2004	0,04375054	-2,128643521	2,128643521

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Swaziland	1989	0,395017809	-1,489847492	1,489847492
Swaziland	1990	0,139716311	-2,265632802	2,265632802
Swaziland	1991	0,428573612	-1,264769513	1,264769513
Swaziland	1992	0,21812206	-1,563900946	1,563900946
Swaziland	1993	0,302381251	-1,49546267	1,49546267
Swaziland	1994	0,378995275	-1,25448902	1,25448902
Swaziland	1995	0,255699523	-1,557671808	1,557671808
Swaziland	1996	0,260370543	-1,600331781	1,600331781
Swaziland	1997	0,380460056	-1,259314886	1,259314886
Swaziland	1998	0,445845002	-1,336849048	1,336849048
Swaziland	1999	0,426968529	-1,270689645	1,270689645
Swaziland	2000	0,428944672	-1,187870572	1,187870572
Swaziland	2001	0,562079889	-1,037549193	1,037549193
Swaziland	2002	0,614629782	-0,970609219	0,970609219
Swaziland	2003	0,814260416	-0,525925543	0,525925543
Swaziland	2004	0,813529952	-0,458670597	0,458670597
Tanzania	1989	0,271104012	-1,65708676	1,65708676
Tanzania	1990	0,171852131	-2,018949187	2,018949187
Tanzania	1991	0,215747462	-1,800278002	1,800278002
Tanzania	1992	0,221183972	-1,832492412	1,832492412
Tanzania	1993	0,192596753	-1,983102854	1,983102854
Tanzania	1994	0,152534942	-2,157470523	2,157470523
Tanzania	1995	0,127457162	-2,277022291	2,277022291
Tanzania	1996	0,132214296	-2,295100457	2,295100457
Tanzania	1997	0,158013164	-2,132994344	2,132994344
Tanzania	1998	0,163926978	-2,074294815	2,074294815
Tanzania	1999	0,162079443	-2,05980201	2,05980201
Tanzania	2000	0,219562066	-2,004835476	2,004835476
Tanzania	2001	0,227160076	-1,992344226	1,992344226
Tanzania	2002	0,190143673	-2,024959018	2,024959018
Tanzania	2003	0,160785988	-2,219399255	2,219399255
Tanzania	2004	0,168496884	-2,162654755	2,162654755
Uganda	1989	0,984725875	-0,054668334	0,054668334
Uganda	1990	0,973212454	-0,090360932	0,090360932
Uganda	1991	0,765848998	-0,581511829	0,581511829
Uganda	1992	0,914542062	-0,254327595	0,254327595
Uganda	1993	0,715404688	-0,651669054	0,651669054
Uganda	1994	0,934206159	-0,195043808	0,195043808
Uganda	1995	0,77122612	-0,518770999	0,518770999
Uganda	1996	0,968252129	-0,110831689	0,110831689
Uganda	1997	0,929569246	-0,210424391	0,210424391
Uganda	1998	0,648694807	-0,82924342	0,82924342
Uganda	1999	0,738285366	-0,592074945	0,592074945
Uganda	2000	0,362923037	-1,281806453	1,281806453
Uganda	2001	0,508929886	-1,033832103	1,033832103
Uganda	2002	0,542802364	-0,973056054	0,973056054
Uganda	2003	0,68860399	-0,667680135	0,667680135
Uganda	2004	0,28298714	-1,507722403	1,507722403



<b>Pays</b>	<b>Années</b>	<b>Herfindahl</b>	<b>Entropie forme négative</b>	<b>Entropie</b>
Zambia	1989	0,798749698	-0,278527877	0,278527877
Zambia	1990	0,80130502	-0,179067781	0,179067781
Zambia	1991	0,861254493	-0,222784273	0,222784273
Zambia	1992	0,940991694	-0,112439232	0,112439232
Zambia	1993	0,891035064	-0,22485689	0,22485689
Zambia	1994	0,856759157	-0,218565123	0,218565123
Zambia	1995	0,909076615	-0,154537205	0,154537205
Zambia	1996	0,85050289	-0,282761772	0,282761772
Zambia	1997	0,82778573	-0,227955862	0,227955862
Zambia	1998	0,8821533	-0,27117779	0,27117779
Zambia	1999	0,693793743	-0,561697973	0,561697973
Zambia	2000	0,186957044	-1,098019512	1,098019512
Zambia	2001	0,461999029	-1,029209847	1,029209847
Zambia	2002	0,366920304	-1,185341799	1,185341799
Zambia	2003	0,639933938	-0,841023023	0,841023023
Zambia	2004	0,734683305	-0,636704181	0,636704181

## Calculs hors secteur pétrolier

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Angola	1989	0,786078491	-0,459638554	0,459638554
Angola	1990	0,771195235	-0,432284137	0,432284137
Angola	1991	0,48679484	-0,891633657	0,891633657
Angola	1992	0,466787967	-0,835148121	0,835148121
Angola	1993	0,35461009	-1,166288288	1,166288288
Angola	1994	0,468416869	-0,837289904	0,837289904
Angola	1995	0,496380251	-0,721531779	0,721531779
Angola	1996	0,791933633	-0,373811469	0,373811469
Angola	1997	0,515073783	-0,837378298	0,837378298
Angola	1998	0,882728452	-0,284684033	0,284684033
Angola	1999	0,757544787	-0,486026435	0,486026435
Angola	2000	0,474004964	-0,855970348	0,855970348
Angola	2001	0,758351734	-0,603082816	0,603082816
Angola	2002	0,47948259	-0,938508137	0,938508137
Angola	2003	0,657976207	-0,623780469	0,623780469
Angola	2004	0,654107708	-0,558752367	0,558752367
Benin	1989	0,7856856	-0,490638612	0,490638612
Benin	1990	0,909943747	-0,24342215	0,24342215
Benin	1991	0,231529165	-1,701707275	1,701707275
Benin	1992	0,287294147	-1,351492371	1,351492371
Benin	1993	0,632672553	-0,71233401	0,71233401
Benin	1994	0,488647285	-1,044053834	1,044053834
Benin	1995	0,443477233	-0,973811095	0,973811095
Benin	1996	0,606465105	-0,825980766	0,825980766
Benin	1997	0,39387521	-1,14182003	1,14182003
Benin	1998	0,338705549	-1,439319276	1,439319276
Benin	1999	0,479246303	-0,933389236	0,933389236
Benin	2000	0,379138087	-1,238843949	1,238843949
Benin	2001	0,358746753	-1,327372059	1,327372059
Benin	2002	0,595403667	-0,812387065	0,812387065
Benin	2003	0,341578454	-1,310336001	1,310336001
Benin	2004	0,248748186	-1,699120427	1,699120427
Botswana	1989	0,337045483	-1,378054725	1,378054725
Botswana	1990	0,388932694	-1,21700284	1,21700284
Botswana	1991	0,366441351	-1,390751985	1,390751985
Botswana	1992	0,482242539	-1,012579486	1,012579486
Botswana	1993	0,443362489	-1,209380625	1,209380625
Botswana	1994	0,510048194	-1,056963244	1,056963244
Botswana	1995	0,352595251	-1,249738177	1,249738177
Botswana	1996	0,344808924	-1,323936571	1,323936571
Botswana	1997	0,346301518	-1,158505315	1,158505315
Botswana	1998	0,375996864	-1,128399312	1,128399312
Botswana	1999	0,436526984	-1,009716965	1,009716965
Botswana	2000	0,516507495	-0,93659435	0,93659435
Botswana	2001	0,415187195	-1,229668074	1,229668074
Botswana	2002	0,527390504	-0,9253993	0,9253993
Botswana	2003	0,461476176	-0,92014622	0,92014622
Botswana	2004	0,519740805	-0,832129592	0,832129592

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Cameroon	1989	0,386134153	-1,333450908	1,333450908
Cameroon	1990	0,299682922	-1,507223956	1,507223956
Cameroon	1991	0,177528411	-2,000068109	2,000068109
Cameroon	1992	0,213437814	-1,912746133	1,912746133
Cameroon	1993	0,184408672	-1,869706437	1,869706437
Cameroon	1994	0,132581644	-2,085762815	2,085762815
Cameroon	1995	0,24462849	-1,720449236	1,720449236
Cameroon	1996	0,206650741	-1,849544691	1,849544691
Cameroon	1997	0,209003241	-1,884609637	1,884609637
Cameroon	1998	0,101482243	-2,170355736	2,170355736
Cameroon	1999	0,098110162	-2,391660692	2,391660692
Cameroon	2000	0,185978727	-1,97774374	1,97774374
Cameroon	2001	0,173319799	-1,994521088	1,994521088
Cameroon	2002	0,252123366	-1,831986601	1,831986601
Cameroon	2003	0,214300729	-1,766040875	1,766040875
Cameroon	2004	0,179253482	-1,873870976	1,873870976
Cape Verde	1989	0,82085653	-0,337401662	0,337401662
Cape Verde	1990	0,229445301	-1,58233204	1,58233204
Cape Verde	1991	0,52	-0,673011667	0,673011667
Cape Verde	1992	1	0	0
Cape Verde	1993	0,423828125	-1,110971476	1,110971476
Cape Verde	1994	0,652835588	-0,737621408	0,737621408
Cape Verde	1995	0,542425335	-0,890399227	0,890399227
Cape Verde	1996	0,794182694	-0,481735424	0,481735424
Cape Verde	1997	0,839232457	-0,376464709	0,376464709
Cape Verde	1998	0,517173323	-1,057491737	1,057491737
Cape Verde	1999	0,578284439	-0,930387076	0,930387076
Cape Verde	2000	0,451397754	-1,000946752	1,000946752
Cape Verde	2001	0,65942424	-0,731491718	0,731491718
Cape Verde	2002	0,833563689	-0,458781811	0,458781811
Cape Verde	2003	0,363496745	-1,280032038	1,280032038
Cape Verde	2004	0,675340824	-0,785161172	0,785161172
Chad	1989	0,316425121	-1,243214453	1,243214453
Chad	1990	0,592451743	-0,611658828	0,611658828
Chad	1991	0,712539385	-0,510470736	0,510470736
Chad	1992	0,737983338	-0,522838143	0,522838143
Chad	1993	0,456191406	-1,164909812	1,164909812
Chad	1994	0,704703394	-0,550545485	0,550545485
Chad	1995	0,922863421	-0,18856592	0,18856592
Chad	1996	0,865521724	-0,353348384	0,353348384
Chad	1997	0,980587717	-0,062225731	0,062225731
Chad	1998	0,941517159	-0,174604656	0,174604656
Chad	1999	0,917937144	-0,220038741	0,220038741
Chad	2000	0,919245286	-0,241713717	0,241713717
Chad	2001	0,690730486	-0,640497934	0,640497934
Chad	2002	0,853985162	-0,344500172	0,344500172
Chad	2003	0,759626296	-0,565347316	0,565347316
Chad	2004	0,524459592	-0,845839499	0,845839499

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Congo	1989	0,452971794	-1,183277107	1,183277107
Congo	1990	0,294227945	-1,462905237	1,462905237
Congo	1991	0,494417508	-1,08934405	1,08934405
Congo	1992	0,358257828	-1,300676785	1,300676785
Congo	1993	0,260918231	-1,670085558	1,670085558
Congo	1994	0,836741116	-0,410630595	0,410630595
Congo	1995	0,3440704	-1,526494872	1,526494872
Congo	1996	0,540895213	-0,907694534	0,907694534
Congo	1997	0,374066609	-1,305372009	1,305372009
Congo	1998	0,192775474	-1,911610974	1,911610974
Congo	1999	0,140120375	-2,228593454	2,228593454
Congo	2000	0,351856699	-1,662509129	1,662509129
Congo	2001	0,381376223	-1,427572586	1,427572586
Congo	2002	0,208020108	-1,889539844	1,889539844
Congo	2003	0,266682126	-1,829984404	1,829984404
Congo	2004	0,29712728	-1,656998225	1,656998225
Dem, Rep of Congo	1989	0,383304633	-1,20886551	1,20886551
Dem, Rep of Congo	1990	0,458147354	-1,215944424	1,215944424
Dem, Rep of Congo	1991	0,386483033	-1,217972926	1,217972926
Dem, Rep of Congo	1992	0,365587031	-1,47997411	1,47997411
Dem, Rep of Congo	1993	0,374915708	-1,143271461	1,143271461
Dem, Rep of Congo	1994	0,435982741	-1,272436599	1,272436599
Dem, Rep of Congo	1995	0,402542749	-1,401736882	1,401736882
Dem, Rep of Congo	1996	0,749870413	-0,647101183	0,647101183
Dem, Rep of Congo	1997	0,505817484	-1,036062317	1,036062317
Dem, Rep of Congo	1998	0,572989405	-0,835617607	0,835617607
Dem, Rep of Congo	1999	0,628100225	-0,837615528	0,837615528
Dem, Rep of Congo	2000	0,249362	-1,739711551	1,739711551
Dem, Rep of Congo	2001	0,261463433	-1,64624818	1,64624818
Dem, Rep of Congo	2002	0,502832743	-1,170636645	1,170636645
Dem, Rep of Congo	2003	0,669644081	-0,867356486	0,867356486
Dem, Rep of Congo	2004	0,46149757	-1,335415676	1,335415676
Djibouti	1989	0,915916824	-0,20810629	0,20810629
Djibouti	1990	1	0	0
Djibouti	1991	0,500177999	-0,692969171	0,692969171
Djibouti	1992	0	0	0
Djibouti	1993	0,752675386	-0,49679637	0,49679637
Djibouti	1994	0,287721124	-1,338238069	1,338238069
Djibouti	1995	0,640138408	-0,545594574	0,545594574
Djibouti	1996	1	0	0
Djibouti	1997	0	0	0
Djibouti	1998	0,658697479	-0,750297988	0,750297988
Djibouti	1999	0,433974515	-0,954780845	0,954780845
Djibouti	2000	0,556156463	-0,825344839	0,825344839
Djibouti	2001	0,681061496	-0,714415215	0,714415215
Djibouti	2002	0,829524257	-0,467299708	0,467299708
Djibouti	2003	0,570007271	-0,928077202	0,928077202
Djibouti	2004	0,346749611	-1,61529298	1,61529298

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Ethiopie	1989	0,006822538	-0,544591597	0,544591597
Ethiopie	1990	0,051208526	-0,895725477	0,895725477
Ethiopie	1991	0,112315176	-1,371770623	1,371770623
Ethiopie	1992	0,095187467	-0,801398803	0,801398803
Ethiopie	1993	0,024208703	-0,702971878	0,702971878
Ethiopie	1994	0,010541503	-0,5036433	0,5036433
Ethiopie	1995	0,018863205	-0,812906082	0,812906082
Ethiopie	1996	0,040320263	-0,887050352	0,887050352
Ethiopie	1997	0,002239494	-0,454748528	0,454748528
Ethiopie	1998	0,01948195	-0,763172189	0,763172189
Ethiopie	1999	0,100962753	-0,830882249	0,830882249
Ethiopie	2000	0,076518568	-0,83416616	0,83416616
Ethiopie	2001	0,106590082	-0,875726212	0,875726212
Ethiopie	2002	0,072065293	-0,849478744	0,849478744
Ethiopie	2003	0,145649416	-0,878825603	0,878825603
Ethiopie	2004	0,164199812	-0,996496268	0,996496268
Gabon	1989	0,730506229	-0,722758922	0,722758922
Gabon	1990	0,487098879	-1,017716855	1,017716855
Gabon	1991	0,673103389	-0,712231577	0,712231577
Gabon	1992	0,772989233	-0,685197268	0,685197268
Gabon	1993	0,78176179	-0,553990341	0,553990341
Gabon	1994	0,795532314	-0,570967378	0,570967378
Gabon	1995	0,744462188	-0,609845263	0,609845263
Gabon	1996	0,704056497	-0,732230365	0,732230365
Gabon	1997	0,605081333	-0,915031766	0,915031766
Gabon	1998	0,395022734	-1,320491502	1,320491502
Gabon	1999	0,449307709	-1,063840328	1,063840328
Gabon	2000	0,582790755	-0,874743209	0,874743209
Gabon	2001	0,459195459	-1,16050007	1,16050007
Gabon	2002	0,388817172	-1,277592226	1,277592226
Gabon	2003	0,400190154	-1,287631455	1,287631455
Gabon	2004	0,42476709	-1,329393155	1,329393155
Gambia	1989	0,736639124	-0,531501953	0,531501953
Gambia	1990	0,369078699	-1,397733175	1,397733175
Gambia	1991	0,489078	-1,041511046	1,041511046
Gambia	1992	0,413783849	-1,291114405	1,291114405
Gambia	1993	0,596685701	-0,643803455	0,643803455
Gambia	1994	0,688535591	-0,7165588	0,7165588
Gambia	1995	0,774435155	-0,543178528	0,543178528
Gambia	1996	0,70563664	-0,624089308	0,624089308
Gambia	1997	0,316272096	-1,556482684	1,556482684
Gambia	1998	0,585727019	-0,996946931	0,996946931
Gambia	1999	0,183991535	-1,720053172	1,720053172
Gambia	2000	0,290063422	-1,31327152	1,31327152
Gambia	2001	0,395576725	-1,008173471	1,008173471
Gambia	2002	0,165135275	-2,204324628	2,204324628
Gambia	2003	0,205056806	-1,557629207	1,557629207
Gambia	2004	0,181014979	-2,080947413	2,080947413

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Ghana	1989	0,253084765	-1,549876272	1,549876272
Ghana	1990	0,371997615	-1,311597242	1,311597242
Ghana	1991	0,345163309	-1,315060579	1,315060579
Ghana	1992	0,294823818	-1,482716264	1,482716264
Ghana	1993	0,439736586	-1,188039501	1,188039501
Ghana	1994	0,656459356	-0,898047054	0,898047054
Ghana	1995	0,448328225	-1,185591353	1,185591353
Ghana	1996	0,441531478	-1,30132941	1,30132941
Ghana	1997	0,433670932	-1,509483772	1,509483772
Ghana	1998	0,277477473	-1,814656269	1,814656269
Ghana	1999	0,379349815	-1,44595508	1,44595508
Ghana	2000	0,285612418	-1,6610874	1,6610874
Ghana	2001	0,250877925	-1,823275951	1,823275951
Ghana	2002	0,1917256	-2,019059455	2,019059455
Ghana	2003	0,214304974	-1,997619658	1,997619658
Ghana	2004	0,182527625	-2,053186981	2,053186981
Guinea	1989	0,681566529	-0,665245978	0,665245978
Guinea	1990	0,835490387	-0,363969608	0,363969608
Guinea	1991	0,898102814	-0,254115432	0,254115432
Guinea	1992	0,838396256	-0,354476109	0,354476109
Guinea	1993	0,899136229	-0,267578213	0,267578213
Guinea	1994	0,89813602	-0,290064445	0,290064445
Guinea	1995	0,886456281	-0,31347985	0,31347985
Guinea	1996	0,865969616	-0,370311092	0,370311092
Guinea	1997	0,741358417	-0,585981052	0,585981052
Guinea	1998	0,721139349	-0,607955367	0,607955367
Guinea	1999	0,699400813	-0,609583169	0,609583169
Guinea	2000	0,770518957	-0,536871099	0,536871099
Guinea	2001	0,62921815	-0,777106708	0,777106708
Guinea	2002	0,530498876	-0,883697309	0,883697309
Guinea	2003	0,705719694	-0,65114356	0,65114356
Guinea	2004	0,658050479	-0,831066913	0,831066913
Guinea Bissau	1989	1	0	0
Guinea Bissau	1990	0,971545118	-0,090380261	0,090380261
Guinea Bissau	1991	0,650892374	-0,573636864	0,573636864
Guinea Bissau	1992	0,54	-0,801818553	0,801818553
Guinea Bissau	1993	0,496995192	-0,808235196	0,808235196
Guinea Bissau	1994	0	0	0
Guinea Bissau	1995	1	0	0
Guinea Bissau	1996	0,806238185	-0,343779564	0,343779564
Guinea Bissau	1997	0,543265306	-0,790345179	0,790345179
Guinea Bissau	1998	0,622172475	-0,630607775	0,630607775
Guinea Bissau	1999	0,972978045	-0,07237779	0,07237779
Guinea Bissau	2000	0,851463299	-0,37086814	0,37086814
Guinea Bissau	2001	0,734072022	-0,436162325	0,436162325
Guinea Bissau	2002	0,647346939	-0,537544412	0,537544412
Guinea Bissau	2003	0,3684	-1,130415433	1,130415433
Guinea Bissau	2004	0,432747957	-0,910731216	0,910731216

<b>Pays</b>	<b>Années</b>	<b>Herfindahl</b>	<b>Entropie forme négative</b>	<b>Entropie</b>
Ivory Coast	1989	0,66798908	-0,892684209	0,892684209
Ivory Coast	1990	0,662132419	-0,931154469	0,931154469
Ivory Coast	1991	0,640558545	-0,916552602	0,916552602
Ivory Coast	1992	0,662266257	-0,881864231	0,881864231
Ivory Coast	1993	0,614215563	-1,06130482	1,06130482
Ivory Coast	1994	0,554609396	-1,128587367	1,128587367
Ivory Coast	1995	0,629219279	-1,003283368	1,003283368
Ivory Coast	1996	0,706383194	-0,799147274	0,799147274
Ivory Coast	1997	0,758016058	-0,702849482	0,702849482
Ivory Coast	1998	0,39398423	-1,647692589	1,647692589
Ivory Coast	1999	0,888647197	-0,358262401	0,358262401
Ivory Coast	2000	0,82262533	-0,556202558	0,556202558
Ivory Coast	2001	0,856333761	-0,457737757	0,457737757
Ivory Coast	2002	0,840356301	-0,496816999	0,496816999
Ivory Coast	2003	0,899980804	-0,313300664	0,313300664
Ivory Coast	2004	0,83261896	-0,470962166	0,470962166
Kenya	1989	0,260644219	-1,980725288	1,980725288
Kenya	1990	0,235337951	-2,009137505	2,009137505
Kenya	1991	0,18676733	-2,125195784	2,125195784
Kenya	1992	0,140863154	-2,396389729	2,396389729
Kenya	1993	0,18411619	-2,130972577	2,130972577
Kenya	1994	0,194836636	-2,090950274	2,090950274
Kenya	1995	0,20631811	-2,008613907	2,008613907
Kenya	1996	0,192531034	-2,037687273	2,037687273
Kenya	1997	0,181782742	-2,106021257	2,106021257
Kenya	1998	0,268503066	-1,773897053	1,773897053
Kenya	1999	0,20961569	-2,08582459	2,08582459
Kenya	2000	0,230796392	-1,985311992	1,985311992
Kenya	2001	0,30609629	-1,766937449	1,766937449
Kenya	2002	0,464782484	-1,380783291	1,380783291
Kenya	2003	0,581133596	-1,07721092	1,07721092
Kenya	2004	0,628421381	-0,988044896	0,988044896
Lesotho	1989	0,754408946	-0,542374949	0,542374949
Lesotho	1990	0,972941658	-0,092242309	0,092242309
Lesotho	1991	0,9871323	-0,045893547	0,045893547
Lesotho	1992	0,939755882	-0,160767861	0,160767861
Lesotho	1993	0,977595035	-0,073594657	0,073594657
Lesotho	1994	0,991045244	-0,033718577	0,033718577
Lesotho	1995	0,996238914	-0,015130258	0,015130258
Lesotho	1996	0,997890004	-0,009214139	0,009214139
Lesotho	1997	0,9986807	-0,006121377	0,006121377
Lesotho	1998	0,998862081	-0,00512482	0,00512482
Lesotho	1999	0,998827576	-0,00528576	0,00528576
Lesotho	2000	0,998689373	-0,005869796	0,005869796
Lesotho	2001	0,996306453	-0,016472684	0,016472684
Lesotho	2002	0,997141665	-0,012060988	0,012060988
Lesotho	2003	0,996744303	-0,013705708	0,013705708
Lesotho	2004	0,953364329	-0,125631557	0,125631557

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Madagascar	1989	0,551890403	-1,060609199	1,060609199
Madagascar	1990	0,531936898	-1,02583445	1,02583445
Madagascar	1991	0,678529668	-0,773637572	0,773637572
Madagascar	1992	0,617807586	-0,897524031	0,897524031
Madagascar	1993	0,673758869	-0,823083294	0,823083294
Madagascar	1994	0,565395381	-1,005934081	1,005934081
Madagascar	1995	0,370595797	-1,550888958	1,550888958
Madagascar	1996	0,30406928	-1,594898253	1,594898253
Madagascar	1997	0,318003874	-1,540561953	1,540561953
Madagascar	1998	0,380938922	-1,332850035	1,332850035
Madagascar	1999	0,411125912	-1,278338809	1,278338809
Madagascar	2000	0,359951833	-1,578940585	1,578940585
Madagascar	2001	0,518612999	-0,892414233	0,892414233
Madagascar	2002	0,472464704	-0,8966031	0,8966031
Madagascar	2003	0,481355356	-0,820080438	0,820080438
Madagascar	2004	0,557954364	-0,754350688	0,754350688
Malawi	1989	0,371394382	-1,337111854	1,337111854
Malawi	1990	0,442106695	-1,139355795	1,139355795
Malawi	1991	0,606265396	-0,863976918	0,863976918
Malawi	1992	0,625764025	-0,819679547	0,819679547
Malawi	1993	0,508137921	-1,053067356	1,053067356
Malawi	1994	0,595781012	-0,901024888	0,901024888
Malawi	1995	0,65556112	-0,773195966	0,773195966
Malawi	1996	0,634317181	-0,799012644	0,799012644
Malawi	1997	0,776421699	-0,513869707	0,513869707
Malawi	1998	0,522172283	-0,912380013	0,912380013
Malawi	1999	0,530121546	-0,945995357	0,945995357
Malawi	2000	0,491884794	-0,924157627	0,924157627
Malawi	2001	0,391410691	-1,189153733	1,189153733
Malawi	2002	0,436822147	-1,101101068	1,101101068
Malawi	2003	0,371580596	-1,206807178	1,206807178
Malawi	2004	0,328666932	-1,336306952	1,336306952
Mali	1989	0,530402376	-1,050643082	1,050643082
Mali	1990	0,129253437	-2,351643976	2,351643976
Mali	1991	0,127219651	-2,186616115	2,186616115
Mali	1992	0,135886112	-2,200637553	2,200637553
Mali	1993	0,079113554	-2,52884373	2,52884373
Mali	1994	0,15247273	-2,030516677	2,030516677
Mali	1995	0,160264687	-1,950379739	1,950379739
Mali	1996	0,176117268	-2,045903799	2,045903799
Mali	1997	0,123451369	-2,164983121	2,164983121
Mali	1998	0,092502283	-2,265425232	2,265425232
Mali	1999	0,285473712	-1,679292478	1,679292478
Mali	2000	0,235770123	-1,55696069	1,55696069
Mali	2001	0,181292464	-1,796004365	1,796004365
Mali	2002	0,162913565	-1,910844565	1,910844565
Mali	2003	0,113225316	-2,115260703	2,115260703
Mali	2004	0,135017602	-2,027315856	2,027315856



Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Mauritania	1989	0,945332503	-0,169249412	0,169249412
Mauritania	1990	0,559652052	-0,666047271	0,666047271
Mauritania	1991	0,784789275	-0,435902783	0,435902783
Mauritania	1992	0,588840719	-0,692293222	0,692293222
Mauritania	1993	0,719520892	-0,539434567	0,539434567
Mauritania	1994	0,856899719	-0,351695331	0,351695331
Mauritania	1995	0,993878064	-0,022900624	0,022900624
Mauritania	1996	0,924866385	-0,199197139	0,199197139
Mauritania	1997	0,74680188	-0,537993244	0,537993244
Mauritania	1998	0,331853915	-1,172779521	1,172779521
Mauritania	1999	0,290084969	-1,415314805	1,415314805
Mauritania	2000	0,501675764	-1,063732423	1,063732423
Mauritania	2001	0,305548114	-1,36269495	1,36269495
Mauritania	2002	0,244828051	-1,759506365	1,759506365
Mauritania	2003	0,379490639	-1,32240932	1,32240932
Mauritania	2004	0,874415654	-0,305650736	0,305650736
Mauritius	1989	0,575030825	-1,13744971	1,13744971
Mauritius	1990	0,604735936	-1,007679046	1,007679046
Mauritius	1991	0,565353304	-1,139947617	1,139947617
Mauritius	1992	0,681553562	-0,892795683	0,892795683
Mauritius	1993	0,691480166	-0,858188542	0,858188542
Mauritius	1994	0,741437021	-0,734776387	0,734776387
Mauritius	1995	0,692037063	-0,886233384	0,886233384
Mauritius	1996	0,585280018	-1,114444222	1,114444222
Mauritius	1997	0,608109888	-1,012715745	1,012715745
Mauritius	1998	0,74165933	-0,707394767	0,707394767
Mauritius	1999	0,801843666	-0,572318135	0,572318135
Mauritius	2000	0,736180096	-0,705085603	0,705085603
Mauritius	2001	0,738707673	-0,704947182	0,704947182
Mauritius	2002	0,824360537	-0,519313261	0,519313261
Mauritius	2003	0,816592941	-0,538730785	0,538730785
Mauritius	2004	0,684166054	-0,859681498	0,859681498
Mozambique	1989	0,366896451	-1,3802287	1,3802287
Mozambique	1990	0,270908666	-1,509600376	1,509600376
Mozambique	1991	0,428979395	-1,062440982	1,062440982
Mozambique	1992	0,464763054	-0,96191679	0,96191679
Mozambique	1993	0,580138076	-0,911137573	0,911137573
Mozambique	1994	0,596969203	-0,841596294	0,841596294
Mozambique	1995	0,613477199	-0,840890135	0,840890135
Mozambique	1996	0,449063574	-0,943365719	0,943365719
Mozambique	1997	0,58587749	-1,004051772	1,004051772
Mozambique	1998	0,432254173	-1,046211952	1,046211952
Mozambique	1999	0,65738036	-0,74767218	0,74767218
Mozambique	2000	0,482885444	-0,819324772	0,819324772
Mozambique	2001	0,586152597	-0,847776327	0,847776327
Mozambique	2002	0,477762541	-1,191792041	1,191792041
Mozambique	2003	0,483533661	-1,020161292	1,020161292
Mozambique	2004	0,353567619	-1,404546432	1,404546432

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Namibia	1989	0,012931217	-0,591796143	0,591796143
Namibia	1990	0,157906074	-0,716562002	0,716562002
Namibia	1991	0,37905773	-0,856118666	0,856118666
Namibia	1992	0,077649243	-1,376900298	1,376900298
Namibia	1993	0,03607863	-1,149834929	1,149834929
Namibia	1994	0,068986496	-1,1408493	1,1408493
Namibia	1995	0,05522982	-1,053934316	1,053934316
Namibia	1996	0,098297956	-0,942465485	0,942465485
Namibia	1997	0,315029052	-1,041411836	1,041411836
Namibia	1998	0,187431013	-1,163425757	1,163425757
Namibia	1999	0,29980819	-1,031806136	1,031806136
Namibia	2000	0,277414887	-1,149296841	1,149296841
Namibia	2001	0,192982879	-1,319522169	1,319522169
Namibia	2002	0,242413315	-1,313348464	1,313348464
Namibia	2003	0,298269482	-1,408484685	1,408484685
Namibia	2004	0,327640295	-1,364282016	1,364282016
Niger	1989	0,089672166	-2,725384368	2,725384368
Niger	1990	0,896328885	-0,363395848	0,363395848
Niger	1991	0,248949196	-1,897913078	1,897913078
Niger	1992	0,19817731	-1,894472453	1,894472453
Niger	1993	0,151229628	-2,28106919	2,28106919
Niger	1994	0,132794553	-2,317166664	2,317166664
Niger	1995	0,156210193	-2,388202553	2,388202553
Niger	1996	0,117572926	-2,447119535	2,447119535
Niger	1997	0,76931943	-0,532374887	0,532374887
Niger	1998	0,154769661	-2,242941409	2,242941409
Niger	1999	0,286490214	-1,840853217	1,840853217
Niger	2000	0,115868084	-2,508730442	2,508730442
Niger	2001	0,371876563	-1,666279584	1,666279584
Niger	2002	0,153994175	-2,22493285	2,22493285
Niger	2003	0,262447569	-2,020001703	2,020001703
Niger	2004	0,13680586	-2,565326908	2,565326908
Nigeria	1989	0,417164534	-1,425063843	1,425063843
Nigeria	1990	0,189999506	-2,018753996	2,018753996
Nigeria	1991	0,278272609	-1,751965872	1,751965872
Nigeria	1992	0,238005579	-1,862310547	1,862310547
Nigeria	1993	0,209747165	-1,856009247	1,856009247
Nigeria	1994	0,210943773	-1,917005038	1,917005038
Nigeria	1995	0,205268325	-2,044302016	2,044302016
Nigeria	1996	0,266980125	-1,908356564	1,908356564
Nigeria	1997	0,186178317	-2,121817048	2,121817048
Nigeria	1998	0,118091443	-2,490996553	2,490996553
Nigeria	1999	0,115055651	-2,527169093	2,527169093
Nigeria	2000	0,305473826	-1,921955782	1,921955782
Nigeria	2001	0,203527634	-2,1450635	2,1450635
Nigeria	2002	0,197368316	-2,115918691	2,115918691
Nigeria	2003	0,390772418	-1,512376005	1,512376005
Nigeria	2004	0,218948202	-2,028527414	2,028527414

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Rwanda	1989	0,716043199	-0,474090433	0,474090433
Rwanda	1990	0,836029067	-0,397303611	0,397303611
Rwanda	1991	0,36259441	-1,286576916	1,286576916
Rwanda	1992	0,349600281	-1,171711053	1,171711053
Rwanda	1993	0,708112412	-0,547922933	0,547922933
Rwanda	1994	0,718704541	-0,587557585	0,587557585
Rwanda	1995	0,352439968	-1,092354427	1,092354427
Rwanda	1996	0,706852365	-0,555872212	0,555872212
Rwanda	1997	0,525551372	-0,805952475	0,805952475
Rwanda	1998	0,451314178	-0,895521956	0,895521956
Rwanda	1999	0,333250609	-1,255164537	1,255164537
Rwanda	2000	0,447721232	-0,947337194	0,947337194
Rwanda	2001	0,447722508	-0,945729935	0,945729935
Rwanda	2002	0,478138203	-0,957573927	0,957573927
Rwanda	2003	0,504874689	-0,997574155	0,997574155
Rwanda	2004	0,720252767	-0,468556103	0,468556103
Sao Tome	1989	0,587861482	-0,925856725	0,925856725
Sao Tome	1990	0,348765432	-1,178015305	1,178015305
Sao Tome	1991	1	0	0
Sao Tome	1992	0,743310809	-0,598413727	0,598413727
Sao Tome	1993	0,717545712	-0,278775312	0,278775312
Sao Tome	1994	0,484763705	-0,847296776	0,847296776
Sao Tome	1995	0,309992284	-1,307341723	1,307341723
Sao Tome	1996	0,399487106	-1,083710026	1,083710026
Sao Tome	1997	0,295550869	-1,467562194	1,467562194
Sao Tome	1998	0,70110903	-0,624456314	0,624456314
Sao Tome	1999	0,344008571	-1,59423195	1,59423195
Sao Tome	2000	0,202333862	-1,697194829	1,697194829
Sao Tome	2001	0,511300388	-1,02846929	1,02846929
Sao Tome	2002	0,026665993	-0,849978719	0,849978719
Sao Tome	2003	0,30237894	-1,301370197	1,301370197
Sao Tome	2004	0,296608997	-1,560966531	1,560966531
Senegal	1989	0,823920568	-0,517397806	0,517397806
Senegal	1990	0,105271465	-2,449693128	2,449693128
Senegal	1991	0,086058391	-2,617416613	2,617416613
Senegal	1992	0,097296627	-2,489527983	2,489527983
Senegal	1993	0,17832383	-2,03665089	2,03665089
Senegal	1994	0,245113421	-1,817326584	1,817326584
Senegal	1995	0,138890115	-2,179179887	2,179179887
Senegal	1996	0,148989318	-2,158243774	2,158243774
Senegal	1997	0,102431754	-2,52693737	2,52693737
Senegal	1998	0,124163996	-2,318216536	2,318216536
Senegal	1999	0,177330285	-2,088400562	2,088400562
Senegal	2000	0,188936081	-2,023426861	2,023426861
Senegal	2001	0,672756902	-0,785712822	0,785712822
Senegal	2002	0,161054543	-2,212238251	2,212238251
Senegal	2003	0,125936294	-2,295713631	2,295713631
Senegal	2004	0,127654667	-2,448133872	2,448133872

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Seychelles	1989	0,238391285	-1,867290901	1,867290901
Seychelles	1990	0,313582701	-1,617381699	1,617381699
Seychelles	1991	0,239887122	-1,763552568	1,763552568
Seychelles	1992	0,284646895	-1,55484626	1,55484626
Seychelles	1993	0,735717749	-0,619996888	0,619996888
Seychelles	1994	0,450883457	-1,24746236	1,24746236
Seychelles	1995	0,358180136	-1,36347265	1,36347265
Seychelles	1996	0,432479192	-1,397308744	1,397308744
Seychelles	1997	0,139110645	-2,159543246	2,159543246
Seychelles	1998	0,308546689	-1,63574749	1,63574749
Seychelles	1999	0,252804193	-1,817799586	1,817799586
Seychelles	2000	0,3779035	-1,438397161	1,438397161
Seychelles	2001	0,484631199	-1,027104865	1,027104865
Seychelles	2002	0,604901175	-0,880787859	0,880787859
Seychelles	2003	0,309462453	-1,440672734	1,440672734
Seychelles	2004	0,586885362	-0,97174091	0,97174091
Sierra leone	1989	0,340898232	-1,344245394	1,344245394
Sierra leone	1990	0,532464138	-0,871372205	0,871372205
Sierra leone	1991	0,567636871	-0,736139396	0,736139396
Sierra leone	1992	0,456227315	-1,084089276	1,084089276
Sierra leone	1993	0,414961121	-1,166713987	1,166713987
Sierra leone	1994	0,380494044	-1,201999796	1,201999796
Sierra leone	1995	0,480834482	-1,234194101	1,234194101
Sierra leone	1996	0,735079519	-0,740354235	0,740354235
Sierra leone	1997	0,806749306	-0,596705526	0,596705526
Sierra leone	1998	0,698066598	-0,88120732	0,88120732
Sierra leone	1999	0,385671813	-1,448746844	1,448746844
Sierra leone	2000	0,174456691	-2,249639599	2,249639599
Sierra leone	2001	0,151078311	-2,389285537	2,389285537
Sierra leone	2002	0,165674454	-2,37438804	2,37438804
Sierra leone	2003	0,367171254	-1,713546908	1,713546908
Sierra leone	2004	0,371296641	-1,729761251	1,729761251
South Africa	1989	0,064038658	-1,595940755	1,595940755
South Africa	1990	0,031256122	-1,374497654	1,374497654
South Africa	1991	0,031035504	-1,344476548	1,344476548
South Africa	1992	0,047406122	-1,894453876	1,894453876
South Africa	1993	0,069529057	-2,268223152	2,268223152
South Africa	1994	0,072951475	-2,203547599	2,203547599
South Africa	1995	0,063951385	-2,260325987	2,260325987
South Africa	1996	0,06594142	-2,416432793	2,416432793
South Africa	1997	0,055404535	-2,478418174	2,478418174
South Africa	1998	0,072167109	-2,382165669	2,382165669
South Africa	1999	0,052947835	-2,466307841	2,466307841
South Africa	2000	0,046398461	-2,263807373	2,263807373
South Africa	2001	0,038610873	-2,23741391	2,23741391
South Africa	2002	0,048059304	-2,38478563	2,38478563
South Africa	2003	0,052732387	-2,410373693	2,410373693
South Africa	2004	0,044420249	-2,094990207	2,094990207

Pays	Années	Herfindahl	Entropie forme négative	Entropie
Swaziland	1989	0,395017809	-1,489847492	1,489847492
Swaziland	1990	0,139716311	-2,265632802	2,265632802
Swaziland	1991	0,428573612	-1,264769513	1,264769513
Swaziland	1992	0,21812206	-1,563900946	1,563900946
Swaziland	1993	0,307184108	-1,46084077	1,46084077
Swaziland	1994	0,387484471	-1,206670385	1,206670385
Swaziland	1995	0,255699523	-1,557671808	1,557671808
Swaziland	1996	0,260370543	-1,600331781	1,600331781
Swaziland	1997	0,380460056	-1,259314886	1,259314886
Swaziland	1998	0,445845002	-1,336849048	1,336849048
Swaziland	1999	0,426968529	-1,270689645	1,270689645
Swaziland	2000	0,428944672	-1,187870572	1,187870572
Swaziland	2001	0,562079889	-1,037549193	1,037549193
Swaziland	2002	0,614629782	-0,970609219	0,970609219
Swaziland	2003	0,814260416	-0,525925543	0,525925543
Swaziland	2004	0,813529952	-0,458670597	0,458670597
Tanzania	1989	0,289605847	-1,671511239	1,671511239
Tanzania	1990	0,171852131	-2,018949187	2,018949187
Tanzania	1991	0,215747462	-1,800278002	1,800278002
Tanzania	1992	0,221183972	-1,832492412	1,832492412
Tanzania	1993	0,19900733	-1,929842858	1,929842858
Tanzania	1994	0,152534942	-2,157470523	2,157470523
Tanzania	1995	0,127457162	-2,277022291	2,277022291
Tanzania	1996	0,132214296	-2,295100457	2,295100457
Tanzania	1997	0,158013164	-2,132994344	2,132994344
Tanzania	1998	0,163926978	-2,074294815	2,074294815
Tanzania	1999	0,162079443	-2,05980201	2,05980201
Tanzania	2000	0,219562066	-2,004835476	2,004835476
Tanzania	2001	0,227160076	-1,992344226	1,992344226
Tanzania	2002	0,190143673	-2,024959018	2,024959018
Tanzania	2003	0,160785988	-2,219399255	2,219399255
Tanzania	2004	0,168496884	-2,162654755	2,162654755
Uganda	1989	0,984725875	-0,054668334	0,054668334
Uganda	1990	0,973212454	-0,090360932	0,090360932
Uganda	1991	0,765848998	-0,581511829	0,581511829
Uganda	1992	0,914542062	-0,254327595	0,254327595
Uganda	1993	0,715404688	-0,651669054	0,651669054
Uganda	1994	0,934206159	-0,195043808	0,195043808
Uganda	1995	0,77122612	-0,518770999	0,518770999
Uganda	1996	0,968252129	-0,110831689	0,110831689
Uganda	1997	0,929569246	-0,210424391	0,210424391
Uganda	1998	0,648694807	-0,82924342	0,82924342
Uganda	1999	0,738285366	-0,592074945	0,592074945
Uganda	2000	0,362923037	-1,281806453	1,281806453
Uganda	2001	0,508929886	-1,033832103	1,033832103
Uganda	2002	0,542802364	-0,973056054	0,973056054
Uganda	2003	0,68860399	-0,667680135	0,667680135
Uganda	2004	0,28298714	-1,507722403	1,507722403

<b>Pays</b>	<b>Années</b>	<b>Herfindahl</b>	<b>Entropie forme négative</b>	<b>Entropie</b>
Zambia	1989	0,798749698	-0,278527877	0,278527877
Zambia	1990	0,80130502	-0,179067781	0,179067781
Zambia	1991	0,861254493	-0,222784273	0,222784273
Zambia	1992	0,940991694	-0,112439232	0,112439232
Zambia	1993	0,891035064	-0,22485689	0,22485689
Zambia	1994	0,856759157	-0,218565123	0,218565123
Zambia	1995	0,909076615	-0,154537205	0,154537205
Zambia	1996	0,85050289	-0,282761772	0,282761772
Zambia	1997	0,82778573	-0,227955862	0,227955862
Zambia	1998	0,8821533	-0,27117779	0,27117779
Zambia	1999	0,693793743	-0,561697973	0,561697973
Zambia	2000	0,186957044	-1,098019512	1,098019512
Zambia	2001	0,461999029	-1,029209847	1,029209847
Zambia	2002	0,366920304	-1,185341799	1,185341799
Zambia	2003	0,639933938	-0,841023023	0,841023023
Zambia	2004	0,734683305	-0,636704181	0,636704181

## Annexe 3.B

## Différentiel de variation sectorielle des importations américaines entre 2001 et 2004

Secteurs	Taux de variation des importations en provenance:		test de compétitivité
	du monde	des pays AGOA	
	$s_i$	$\hat{s}_i$	$\hat{s}_i - s_i$
----- en % -----			
SITC 0	26,22	42,81	+
SITC 1	30,78	17,43	-
SITC 2	29,70	9,43	-
SITC 3	67,55	77,35	+
SITC4	92,99	-67,32	-
SITC 5	43,20	34,12	-
SITC 6	38,35	45,68	+
SITC 7	19,37	30,30	+
SITC 8	21,78	80,98	+
SITC 9	7,00	-10,15	-

Source: Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005).

Secteurs	Taux de variation des importations en provenance:		test de compétitivité
	du monde	des pays d'Afrique Australe	
	$s_i$	$\hat{s}_i$	$\hat{s}_i - s_i$
----- en % -----			
SITC 0	26,22	-13,32	-
SITC 1	30,78	15,43	-
SITC 2	29,70	8,18	-
SITC 3	67,55	44,21	-
SITC4	92,99	49,25	-
SITC 5	43,20	34,19	-
SITC 6	38,35	49,67	+
SITC 7	19,37	30,89	+
SITC 8	21,78	65,07	+
SITC 9	7,00	42,96	+

Source: Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005).

	Taux de variation des importations en provenance:		test de compétitivité
	du monde	des pays d'Afrique Centrale	
	$s_i$	$\hat{s}_i$	$\hat{s}_i - s_i$
Secteurs	----- en % -----		
SITC 0	26,22	279,54	+
SITC 1	30,78	129,77	+
SITC 2	29,70	56,52	+
SITC 3	67,55	90,19	+
SITC4	92,99	666,67	+
SITC 5	43,20	230,71	+
SITC 6	38,35	-21,50	-
SITC 7	19,37	311,86	+
SITC 8	21,78	45,89	+
SITC 9	7,00	42,96	+

Source: Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005).

	Taux de variation des importations en provenance:		test de compétitivité
	du monde	des pays d'Afrique de l'Est	
	$s_i$	$\hat{s}_i$	$\hat{s}_i - s_i$
Secteurs	----- en % -----		
SITC 0	26,22	21,55	-
SITC 1	30,78	-11,43	-
SITC 2	29,70	7,06	-
SITC 3	67,55	-100,00	-
SITC4	92,99	84,85	-
SITC 5	43,20	-52,32	-
SITC 6	38,35	-14,93	-
SITC 7	19,37	-20,05	-
SITC 8	21,78	301,80	+
SITC 9	7,00	66,44	+

Source: Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005).



	Taux de variation des importations en provenance:		test de compétitivité
	du monde	des pays d'Afrique de l'Ouest	
	$s_i$	$\hat{s}_i$	$\hat{s}_i - s_i$
Secteurs	en %		
SITC 0	26,22	69,90	+
SITC 1	30,78	181,06	+
SITC 2	29,70	-3,56	-
SITC 3	67,55	85,72	+
SITC4	92,99	-85,66	-
SITC 5	43,20	96,01	+
SITC 6	38,35	-38,42	-
SITC 7	19,37	-13,41	-
SITC 8	21,78	59,24	+
SITC 9	7,00	-66,59	-

Source: Calculs de l'auteur à partir des données de l'USITC (2005).